



ORDONNANCES

DES

ROIS DE FRANCE

DE LA

TROISIÈME RACE.

Se trouve à PARIS,
Chez ARTHUS BERTRAND, Libraire, rue Hautefeuille, n.º 23.

*ON peut se procurer, à l'adresse ci-dessus, les seize premiers volumes,
lesquels se vendent aussi séparément.*

ORDONNANCES

DES

ROIS DE FRANCE

DE LA



TROISIÈME RACE,

RECUEILLIES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

DIX-SEPTIÈME VOLUME,

Contenant les Ordonnances rendues depuis le mois de
Juillet 1467 jusqu'au mois de Mars 1473.

*Par M. le Marquis DE PASTORET, Pair de France,
Membre de l'Institut, &c.*



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCC. XX.



DES REVENUS PUBLICS

EN FRANCE,

*Depuis le commencement de la troisième Race jusqu'au règne
de Louis XI.*

TROISIÈME DISCOURS.

DANS les Discours préliminaires des XV.^e et XVI.^e volumes, j'ai essayé de faire connoître l'état des revenus publics en France, depuis Hugues Capet, et même depuis Charlemagne, jusqu'à Louis XI. Mon sujet, néanmoins, ne m'a pas permis d'embrasser quelques discussions importantes et qui doivent compléter l'histoire de l'impôt parmi nous, depuis le IX.^e ou le X.^e siècle jusqu'au XV.^e Je vais m'y livrer aujourd'hui.

Ce Discours sera divisé en deux parties. Je me propose d'examiner, dans la première, quelles étoient les formes de la répartition et de la perception de l'impôt, et quelles furent les personnes chargées de prononcer sur les contestations ou les délits dont il étoit l'objet. Je traiterai, dans la seconde, des diverses exemptions accordées par nos lois, en matière d'impôts.

Nous aurons alors terminé ce qui regarde les contributions publiques. Mais il étoit d'autres impositions encore qui avoient en tout le même caractère, quoiqu'elles ne fissent pas partie du revenu de l'Etat, comme les redevances ecclésiastiques, et ces rétributions si variées, si nombreuses, que les seigneurs prélevèrent sous toutes les formes, à toutes les époques, sur toutes les productions, pour les actions même les plus nécessaires et les plus indépendantes par leur nature, jusqu'au moment où la puissance tutélaire des Rois eut enfin commencé d'affranchir nos aïeux des oppressions de la féodalité. Ces faits et ces lois deviendront le sujet du Discours préliminaire du tome suivant.

De la Répartition et de la Perception de l'Impôt; des Officiers chargés de prononcer sur les contestations ou les délits dont il étoit l'objet.

NOUS avons dit (a) comment se faisoit l'assiette des tailles, au

(a) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. xvij.

xiii.^e siècle, sous le règne de S. Louis. Douze hommes des plus recommandables devoient être élus dans chaque commune; ils devoient jurer, sur l'Évangile, de n'épargner ni surcharger personne, de ne céder ni aux prières ni à la crainte.

Philippe-Auguste, à la fin du xii.^e siècle, en 1190, avait porté une loi dont quelques articles concernent également, et la manière d'asseoir la taille, et les remises qu'on en devoit accorder (*a*). Cent ans après, le 13 janvier 129 $\frac{5}{6}$, obligé de recourir à ces subsides, Philippe IV ordonna de lever le cinquantième des biens dans toute l'étendue de son royaume. Les propriétaires étoient tenus d'en affirmer la valeur par un serment. Des prud'hommes furent nommés pour recueillir l'impôt: ils promirent, en jurant aussi sur l'Évangile, diligence, impartialité, justice; ils eurent droit de contraindre, et on leur assura toute la force nécessaire pour faire exécuter leurs décisions (*b*). Quelques mois avant cette ordonnance, des lettres de Philippe-le-Bel (*c*) avoient accordé à la ville de Lyon la permission de lever un droit sur les marchandises qui s'y vendoient.

Le xiv.^e siècle eut quelques lois encore sur l'assiette des tailles (*d*); il en eut un plus grand nombre sur la levée des aides, et aussi touchant la perception des droits sur les marchandises (*e*). Mais ce siècle a, sous le rapport des contributions, deux époques très-distinctes: dans l'une, le Roi ordonne seul; dans l'autre, l'impôt est octroyé ou consenti. Tel avoit été l'effet nécessaire de l'affranchissement des communes, un des grands bienfaits de nos Rois (*f*); car c'est sur-tout en France, on pourroit dire, presque exclusivement en France, que la liberté publique fut l'ouvrage successif de la vigilance et de la persévérance des Rois.

Parmi les ordonnances rendues sur la levée des subsides, on en doit rappeler deux principalement, toutes deux du mois de juillet 1367, toutes deux faites en conséquence de deux assemblées d'états généraux, tenues, la première à Chartres, la seconde à Sens (*g*). On y soumet cette levée et la conduite des officiers qui en seront chargés, à une surveillance particulière de commissaires choisis par

(*a*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 18 et suiv.

(*b*) *Ordonn.* tom. XII, pag. 333 et 334.
Plus anciennement, on avoit demandé le centième du revenu.

(*c*) 2 juin 1295.

(*d*) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. xviii et suiv.

(*e*) On peut voir, pour ces derniers, les lettres de Philippe V, tom. I, pag. 650 et suiv.

(*f*) Nous pouvons renvoyer à ce que nous en avons dit, tom. XIV de l'His-

toire littéraire de France, dans une notice assez étendue sur Louis-le-Jeune, et bien plus encore à ce que mes prédécesseurs en ont dit beaucoup mieux dans les préfaces des XI.^e et XII.^e volumes de cette collection.

(*g*) *Ordonn.* tom. V, pag. 14 et suiv., pag. 19 et suiv. On peut voir aussi l'ordonnance du mois d'avril 1374, t. VI, pag. 2 et suiv., et celle de Charles VI, du 11 mars 1388, tom. VII, pag. 245 et suiv.

le Roi (*a*) : on y décide à quelle époque, après l'ordre donné, on pourra exécuter ceux qui n'auroient pas payé l'impôt (*b*) ; par qui, exclusivement, cette exécution pourra être faite (*c*) ; sur quels objets elle ne pourra porter qu'à défaut de tous autres (*d*) : on y diminue enfin le nombre et les gages des percepteurs (*e*).

Douze années auparavant, à la demande des États du royaume, Jean II avoit créé les généraux superintendans ou généraux conseillers sur le fait des aides. Ils furent choisis parmi les députés mêmes dont les États se composoient (*f*). Des receveurs étoient établis par la même loi ; ils devoient être prud'hommes et solables (*g*), les surintendans ne devant être chargés d'aucune recette, d'aucun compte (*h*). Ceux-ci prêtoient serment au Roi ou à un commissaire nommé par lui ; les autres le prêtoient aux états ou aux superintendans (*i*).

La connoissance des subsides n'avoit pas été soumise jusqu'alors à un tribunal permanent ; chaque fois, le Prince nommoit des commissaires spéciaux, dont l'autorité finissoit avec la contribution qui l'avoit fait naître. Louis X, levant une aide sur les habitans de Paris pour la guerre de Flandre, indique les personnes qui seront chargées de l'assiette de cet impôt, et les droits qu'elles exerceront (*k*). C'étoit en 1315. En 1319, Philippe V prescrit également comment sera levé un subsidie accordé par les habitans d'Auvergne (*l*). Philippe VI rend des commissaires qu'il désigne pour la gabelle, maîtres souverains, ayant droit de connoître, de corriger et de punir (*m*).

L'ordonnance rendue par le Roi Jean, conformément au vœu des États, portoit à neuf le nombre des superintendans ou généraux auxquels seroient confiés la direction universelle et le jugement suprême de ce qui concernoit les impôts (*n*). Ce fut l'origine des Cours des aides, ou plutôt de la Cour des aides de Paris ; car sa juridiction s'étendit long-temps sur tout le pays connu alors sous le nom de

(*a*) *Ordonn.* tom. V, pag. 18, art. 12. Voir aussi le tom. IV, pag. 277, 414, 496, 695. Les percepteurs avoient d'abord été nommés par les états, et ils leur rendoient compte de l'emploi. Voir la préface du tom. III, et pag. 7, 19, 24, 35, 100, 126, 134, 223, 232, 621, 683, 685 ; tom. IV, p. 174, 175, 416 ; tom. V, p. 64.

(*b*) *Ordonnances*, tom. V, pag. 20, art. 5. Voyez le tome III, pag. 648.

(*c*) Art. 10 et 11, pag. 17 et 18 ; art. 5, pag. 20.

(*d*) Voir l'art. 9, pag. 21.

(*e*) *Ibid.* pag. 17, art. 8.

(*f*) 3 décembre 1355, *Ordonnances*, tom. III, pag. 22, art. 2.

(*g*) Solvables.

Tome XVII.

(*h*) *Ordonnances*, tom. III, *ibid.*

(*i*) *Ibid.* pag. 23, art. 4.

(*k*) *Ibid.* tom. I, pag. 602 et 603.

(*l*) *Ibid.* pag. 691 et suiv.

(*m*) *Ibid.* tom. II, pag. 180. On peut voir encore, pag. 557 et 598, les dispositions ordonnées par le Roi pour l'aide consentie par le bailliage de Senlis.

(*n*) Une autre ordonnance les fixe à six. Le nombre en varia souvent. Voir notre tom. III, pag. 22, art. 2 ; le tom. IV, pag. 175, art. 10 ; le tom. IX, pag. 201, 281, 282, 669 ; et, tom. VI, pag. 705 et suiv., l'ordonnance du 26 janvier 1382. On peut voir aussi le Disc. préliminaire du tom. XIII, p. lxxxvii et suiv.

Langue-d'oïl. Des députés particuliers étoient établis dans les provinces; ils y avoient l'inspection des subsides levés. Les plaintes qu'on auroit pu avoir à former contre ces députés ou contre leur décision, devoient être portées à la décision souveraine des superintendans ou généraux des aides (*a*). Je trouve même, dans les observations qui précèdent la table manuscrite des ordonnances concernant les impôts, depuis 1295 jusqu'à 1562 (*b*), des preuves que la juridiction de la Cour des aides de Paris s'étendoit quelquefois jusque dans les provinces de la Langue-d'oc. Sous Charles VI, les généraux des finances dans les deux régions y ressortissoient également. Un appel ayant été porté, au mois de décembre 1412, par-devant les commissaires du Languedoc, la Cour des aides de Paris mit cet appel au néant, et ordonna de procéder devant elle. Un grand nombre d'exemples semblables sont rappelés dans le manuscrit que je viens de citer.

Jusqu'à l'impôt mis pour la captivité de Jean II, les subsides avoient été annuels; celui-ci devoit durer tant que la rançon ne seroit pas acquittée : le Roi s'étoit réservé six ans pour la payer (*c*). Je dis le Roi, car ce n'étoit plus d'après une délibération des États généraux qu'on l'avoit ordonné. Les superintendans et les députés particuliers des provinces conservèrent cependant les attributions qu'ils exerçoient depuis plusieurs années. Mais ils n'étoient plus nommés par les États; ils l'étoient par le Roi : ils devinrent ses commissaires, ses officiers, ses élus. « A nos amés et féaux conseillers les » généraux par nous députés sur les aides par nous dernièrement ordonnées en nostre royaume », portoient déjà en 1360 des lettres de Jean II en faveur des maîtres et écoliers de l'Université de Paris (*d*). Le conseil du Roi, sous les règnes suivans, se tint même quelquefois, en matière d'impôt, dans la Chambre des aides (*e*).

L'autorité, qui d'abord n'avoit pas été plus perpétuelle que les subsides, acquit bientôt, comme eux, ce caractère. D'abord aussi, l'administration des finances et celle de la justice avoient été réunies sur les mêmes personnes : Charles VI, qui, lui-même, avoit commencé par vouloir cette réunion, la détruisit quelques années après, la prononça de nouveau, la détruisit encore (*f*). Les généraux des finances reçurent de lui une dignité et des prérogatives supérieures à celles qu'avoient les généraux pour la justice (*g*). Des conseillers furent créés ensuite pour les aider tous également dans l'administra-

(*a*) *Ordonnances*, t. III, p. 22 et 23.

(*b*) *Pag.* 23 et suiv.

(*c*) *Ibid.* tom. III, pag. 437, et *Préface*, pag. 91.

(*d*) *Ibid.* tom. III, pag. 458.

(*e*) *Voir* le tom. VII des *Ordonnances*, pag. 145, 161, 687, 795; le t. VIII,

pag. 3; le tom. IX, pag. 11, 75, 209, 323, 442.

(*f*) *Voir* le tom. VII, pag. 228, 336, 404 et 762.

(*g*) *Voir* le tom. VII, pag. 405 et 406; le tom. VIII, pag. 9, 10, 414 et 541.

P R É F A C E.

v

tion qui leur étoit confiée (*a*) ; ils faisoient partie aussi de la Chambre des aides, quoiqu'ils n'y fussent qu'après les autres magistrats (*b*).

L'ordonnance du Roi Jean avoit placé dans chaque ville trois députés (les élus), qui auroient avec eux un receveur et un clerc, et qui nommeroient dans chaque paroisse des collecteurs chargés de demander à chacun la déclaration de ses biens, et de s'assurer, par des moyens prévus, qu'elle étoit conforme à la vérité (*c*). Nous avons encore une des commissions données, en 1356, à ces élus, et les instructions qui y furent jointes (*d*). On y autorise les habitants des villes à choisir « trois, quatre, cinq ou six bonnes gens, ou tant » comme bon leur semblera, qui assurent par leurs sermens justement ladicte cueillette, par telle manière que le fort portera le » foible, au plus également qu'il pourra être fait (*e*). » L'article 2 des mêmes instructions détermine la nomination des receveurs, les qualités qui seront nécessaires pour l'être, leur principale fonction, les lieux où ils seront établis (*f*). Leurs salaires, l'exercice du droit de contrainte envers les débiteurs arriérés, sont réglés par deux des articles suivans (*g*). Elle ne pourra être ordonnée par les juges ecclésiastiques contre « les gens de clergie, vivans clergiaument (*h*), en » habit et en tonsure. »

Nous avons pareillement une commission donnée par Charles V, en 1374, à deux réformateurs qu'il envoie en différens diocèses pour faire le procès à des officiers malversateurs (*i*). Les détails qu'elle renferme nous engagent à en placer ici une partie, comme pouvant mieux faire connoître le nombre et l'audace des coupables et les caractères de leurs crimes.

Le sage monarque dit d'abord qu'il est instruit par la relation de plusieurs personnes dignes de foi, et par la commune renommée, que plusieurs élus, receveurs, grenetiers, contrôleurs, visiteurs, commissaires, capitaines, châtelains, prévôts, maires, échevins, clercs d'élus, sergens, marchands de sel, receveurs, collecteurs, porteurs de rançons de pays (*k*), d'achats ou videmens de forteresses (*l*), d'empare-

(*a*) Table des *Ordonnances des aides*, pag. 45 et 46. Voir le tom. X des *Ordonn.* pag. 85.

(*b*) Un édit du mois d'août 1550 les réunit en un seul corps de conseillers. Voir encore la table des *Ordonnances des aides*, pag. 321.

(*c*) *Ordonnances*, tom. IV, pag. 175, art. 10.

(*d*) *Ibid.* tom. IV, pag. 181 et suiv. Voir comment tout cela fut réglé par Charles VI, en 1400, tom. VIII, p. 413 et 414.

(*e*) *Ordonn.* tom. IV, pag. 183, art. 6.

(*f*) *Ibid.* pag. 184. Il y a plusieurs lois encore sur les receveurs généraux et particuliers, dans les volumes suivans.

(*g*) Les art. 20 et 21, toujours p. 184.

(*h*) Cléricalement.

(*i*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 514 et suiv. Voir aussi le tom. VII, pag. 328 et suiv., 768 et suiv.

(*k*) Ceux qui traitoient avec l'ennemi pour les rançons ou les contributions à payer.

(*l*) Argent donné pour faire restituer,

mens (*a*) de nouveaux forts ou réparations d'anciens, et autres officiers députés au gouvernement des aides, ont commis, en divers temps et de diverses manières, « plusieurs grans et enormes crimes, excès, » deliz, exacions et extorcions, fraudes, baraz (*b*), malices, roberies, » pilleries et rappines, chascun en ce dont il s'est entremis, en gastant » le nostre, prenant, occupant et ravissant ou appliquant à leurs » prouffiz, par leurs mauvaises convoitises, par cauteles (*c*), voies di- » verses et malices exquises, ce qui étoit necessaire à la sustentation » de nostre très-bon et très-obeissant peuple en grant partie, ont » opprimé les riches, foulé les povres, destruit les vefves et orphenins, » et universaument ont fait tant de maulx et donné tant à souffrir » à nostredict peuple, que de le oir recorder nous avons grant » pitié et desplaisance de cuer. » Le Roi accuse les élus spécialement d'avoir laissé dépérir ses droits, par faveur désordonnée, corruption ou collusion, en les affermant à leur gré et à moindre prix qu'ils ne l'eussent dû, « d'avoir reçu des appeilegemens (*d*) moins souffisans, parti (*e*) aux fermiers, ou les fermes ont fait prendre par leurs » parens, amis ou serviteurs, à leur proffit, ou par autres sur qui » l'on n'osoit bonnement les enchierir; et aussi lesdicts esleus et les » receveurs ont pris journées (*f*) sur nous, oultre leurs gaiges, soubz » ombre de dire qu'ils chevauchioient pour le fait desdicts aides, » en alant à leurs besognes (*g*) et à celles d'autrui. »

Après avoir ainsi reproché aux élus de disposer des fermes à leur volonté, de pactiser avec ceux à qui ils les donnoient, de les ad-juger au-dessous de la valeur naturelle, et quelquefois à des per-sonnes insolvables, Charles V leur reproche encore quelques mal-versations dans l'exercice de la justice, de la mauvaise foi dans les enchères qu'ils faisoient et dans les comptes qu'ils rendoient; d'autres fraudes sur les amendes exigées, le temps accordé pour payer la vente des biens à l'expiration du délai. Les receveurs et les grenetiers ne payoient les assignations données sur eux qu'en mettant à con-tribution celui qui en étoit porteur; et quoiqu'ainsi ils payassent moins, ils portoient en compte la somme entière: ils ne s'acquittoient même, souvent, qu'avec du blé, du vin, des draps, des chevaux, des harnois, et d'autres marchandises toujours estimées plus qu'elles ne valoient, ou avec des espèces qu'ils avoient d'abord fait valoir à leur profit, et qu'ils employoient maintenant pour un plus haut prix que celui auquel ils les avoient reçues. La plupart des visiteurs com-

ou du moins délaïsser, par des ennemis, une forteresse qu'ils auroient prise.

(*a*) Construction de forts, de rem-parts; fortification.

(*b*) Tromperies, tricheries, fripon-neries.

(*c*) Ruses, finesses.

(*d*) Cautionnemens.

(*e*) Partagé avec, associé avec.

(*f*) Salaires par jour.

(*g*) Quoiqu'ils allassent pour leurs propres affaires.

mettoient de semblables délits. Les capitaines des villes et châteaux, les échevins et collecteurs, exigeoient au-delà de ce qui étoit dû, détournent souvent à leur profit les sommes payées, s'entendoient avec les entrepreneurs des réparations et des fortifications pour accroître leur gain en le partageant, diminueient la contribution des riches, moyennant une portion que ceux-ci leur en donnoient, s'en affranchissoient pour eux-mêmes, ou du moins « la mettoient à si » petite assiette, que c'étoit aussi comme néant. »

« Tous ces crimes, et d'autres qui trop longs seroient à déclarer, » ont esté commis, au grand déplaisir de Dieu et du monde, contre » raison et noz ordonnances, ajoute le Roi, en contempt (a) et lesion » de justice, vitupere (b) de notre Majesté, griefs, dommages de noz » bons subgez, dont par ce les aucuns sont mis à povreté, desquelz » nous avons grant compassion. » Charles nomme, en conséquence, pour diverses parties du royaume, des commissaires qu'il charge d'informer de ces malversations, de les punir, de réformer et corriger le gouvernement et état des aides; ordonnant aux réformateurs de lui renvoyer, sans les ouvrir, les sollicitations qu'on leur adresseroit en faveur des coupables; défendant à tous ses sujets, quels qu'ils fussent, sous peine d'encourir son indignation, de lui en adresser à lui-même.

Les collecteurs étoient alors nommés par les élus. Le droit de les choisir passa bientôt après aux communes; elles devinrent responsables de leurs choix (c). Ce principe de responsabilité se perpétua (d). Les collecteurs furent toujours nommés par les redevables : ceux-ci furent toujours les garans des premiers; s'il y avoit des pertes, ils les supportoient. Nos lois marquèrent sous le nom d'*abus* le mauvais usage que le collecteur faisoit de son pouvoir. On en distingua de deux sortes : l'abus simple, c'est-à-dire, l'action par laquelle il diminueoit pour lui-même ou pour ses proches parens la contribution fixée dans le rôle de l'année précédente; l'abus uni à la malversation, c'est-à-dire, un complot formé, de l'argent reçu, &c., pour accroître ou diminuer arbitrairement la portion à laquelle un habitant étoit imposé. L'abus simple ne fut poursuivi que par les voies civiles, et sa peine n'étoit guère que la restitution de la somme qu'on auroit dû payer, et une amende égale à cette somme : la peine étoit plus ou moins grave, suivant le caractère de la malversation, si le collecteur s'en étoit rendu coupable.

L'exemption de l'aide ou de la taille entraîne nécessairement

(a) Mépris.

(b) Blâme, reproche.

(c) Ordonnance du 21 novembre

(d) Voir, entre autres, l'ordonnance du 30 juin 1517, et l'édit du mois de janvier 1597.

l'exemption de la collecte : on ne pouvoit charger de répartir un impôt ceux qui ne devoient pas y être soumis.

L'époque de l'assiette, de la perception, le terme où elle devoit être achevée, les moyens à prendre contre ceux qui n'y satisfaisoient pas dans le délai prescrit, les moyens à prendre également pour empêcher tous les abus que pouvoient faire de leur puissance les divers officiers chargés par les villes ou par le Roi de l'administration de l'impôt, furent de nouveau indiqués ou prescrits par l'ordonnance de Charles V, du 21 novembre 1379 (*a*). L'obligation où se crut le Roi de la porter, annonçoit que la première, celle de 1374, n'avoit pas eu tout le succès qu'il en devoit attendre : celle-ci encore fut probablement aussi mal observée ; car, dès l'année suivante, au commencement du règne de Charles VI, éclata une violente insurrection (*b*). Le nouveau Prince, au lieu de la comprimer, la légittima par ses éloges et son obéissance : il révoqua sans précaution, et en un instant, d'une extrémité du royaume à l'autre, d'abord tous les impôts mis depuis Philippe de Valois, et, peu après, tous ceux qui l'avoient été depuis le règne même de Philippe-le-Bel (*c*). C'étoit en 1380. Les habitans de Paris, en 1381, voulurent redonner des subsides indispensables ; un soulèvement éclata de nouveau (*d*). Les factieux brisèrent les caisses destinées à recevoir l'argent, tuèrent des commis envoyés aux halles, arrachèrent hors de l'église Saint-Jacques-l'Hôpital un fermier qui y étoit et le massacrèrent, enfoncèrent les portes de l'hôtel-de-ville, prirent un nombre infini de maillets de plomb que l'on y gardoit (*e*), en massacrèrent aussi plusieurs officiers du Roi, abattirent des maisons après les avoir dépouillées, ouvrirent les prisons à ceux qu'elles renfermoient, tendirent les chaînes dans les rues et y placèrent des barricades, se livrèrent enfin à tous les désordres, à tous les crimes que la populace mutinée commet avec une si effrayante précipitation quand la loi se tait ou tremble devant elle. Charles parut enfin se réveiller de son long assoupissement ; mais ce fut par une loi qui, selon lui-même (*f*), avoit plus pour objet d'empêcher le retour de l'insurrection que de la punir : aucune poursuite n'y est prononcée contre les rebelles ; le Roi se borne à retracer, dans le préambule de ses lettres, l'histoire de leur révolte et ses terribles effets.

Les impôts cependant furent rétablis. Nous n'avons pas la loi qui l'ordonna ; mais les longues instructions de Charles VI (*g*), au mois

(*a*) *Ordonnances*, t. VI, p. 440 et suiv.

(*b*) Voir la page 685 du même tome.

(*c*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 527, 552 et 553. Voir quelques foibles exceptions

prononcées ensuite, *ibid.* pag. 565.

(*d*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 685.

(*e*) On a de la peine à croire cepen-

dant qu'il y en eût plus de trente mille, comme le dit Froissart, tom. II, pag. 120. Les factieux tirèrent de là le nom de *Mailloins* que leur a conservé l'histoire.

(*f*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 686.

(*g*) *Ibid.* tom. VII, pag. 746 et suiv.

de janvier 1382, offrent une preuve suffisante de leur rétablissement. Les jugemens des contestations y sont encore attribués aux élus, avec appel aux généraux conseillers sur le fait des aides (*a*). L'autorité de ces généraux est mieux déterminée dans des lettres qui ne sont postérieures que de quelques jours (*b*). Le Roi leur donne plein pouvoir et mandement spécial d'instituer et de destituer, quand ils le croiront nécessaire, des élus, des receveurs, des grenetiers, des contrôleurs et autres officiers; d'affirmer les aides, ou de les mettre en régie, s'ils le trouvent préférable; de taxer les gages, donner des répits, faire des compositions; de décider enfin tout ce qui concerne les subsides et les hommes chargés de les percevoir; défendant d'exécuter ses lettres sur cet objet, si elles ne sont visées et signées par eux; défendant spécialement à la Chambre des comptes d'allouer aucune décharge aux receveurs, si elle n'étoit encore vue et signée par les généraux des aides. Il veut enfin que leurs décisions aient la même force que les arrêts du Parlement, et, dans le cas où elles devroient être réformées, qu'elles ne puissent l'être que par eux, en s'adjoignant, toutefois, quelques personnes de son Conseil (*c*): deux ou trois suffisoient d'après les lettres du mois de février 1388 (*d*).

Il paroît que la Chambre des comptes avoit eu d'abord quelque juridiction relativement aux maîtres, visiteurs, gardes (*e*) des ports et passages du royaume (*f*). On lui adressa pareillement, en 1359, des lettres sur une gabelle à lever, pendant un an, dans plusieurs villes (*g*). Les lois postérieures ne renvoient jamais la connoissance de cet impôt qu'à la Chambre des généraux des aides (*h*): seuls ils doivent juger tous les débats, punir tous les méfaits (*i*); les nobles, comme les bourgeois, sont soumis à leur tribunal (*k*). Les droits qu'on leur donne et les obligations qu'on leur impose, sont particulièrement

(*a*) *Ordonnances*, tom. VII, pag. 749, art. 16 et 21.

(*b*) Du 26 janvier. *Ordonn.* tom. VI, pag. 705 et suiv. Voir aussi tom. VII, pag. 228, 229 et 336, &c., 762, &c., 794 et 795; tom. VIII, pag. 8, &c., 400, &c.; tom. X, pag. 84, &c.; t. XIII, pag. 428 et suiv.; tom. XIV, pag. 238 et suiv.

(*c*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 706 et 707. Voir aussi les lettres du 28 août 1395 et du 5 août 1399, tom. VIII, pag. 9 et 10, 346 et 347.

(*d*) *Ordonnances*, tom. VII, pag. 228. On trouve des exemples de cette adjonction des membres du Conseil du Roi aux généraux des aides, pag. 239, 336 et 404 du même tome; tom. VIII, pag. 8,

148, 345 et 558; et tom. IX, pag. 201.

(*e*) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. xcii et suiv.

(*f*) Voir notre tome III, page 180; pag. 255, art. 7, et 256, art. 9; pag. 465, art. 16; et le tom. VI, pag. 210.

(*g*) *Ordonn.* tom. III, pag. 358.

(*h*) Voir tom. VI, pag. 705; tom. VII, pag. 248 et 457; tom. VIII, pag. 345, 346, 413, 468, 494 et 588; tom. IX, pag. 457 et 629; tom. XIII, pag. 428 et suiv.

(*i*) Voir, outre la page 706 du t. VII, les pag. 762 et suiv.; et aussi les lettres du 11 avril 1390, pag. 337.

(*k*) Instructions du 6 juillet 1388, tom. VII, pag. 765, art. 1.^{er}

rappelés dans les ordonnances du 28 août 1395, du 5 septembre 1397 et du 5 août 1399 (a). Un de nos historiens suppose (b) que les généraux des aides reçurent, à cette dernière époque, une autorité beaucoup plus grande que ne l'avoient eue leurs prédécesseurs; mais l'ordonnance du 5 août 1399 ne prescrit et n'accorde que ce qu'avoient prescrit et accordé les lois du 28 août 1395 et du 5 septembre 1397.

On affermoit les contributions : c'étoit ordinairement par voie d'enchère. Nos anciennes lois expriment souvent cette opération par *vendre l'impôt* : vendre l'impôt, dans leur langage, ne signifie que l'affermir; je crois en devoir faire la remarque, pour garantir quelques lecteurs d'une erreur assez naturelle. Les contributions s'affermèrent d'ailleurs par évêché ou diocèse (c). Charles VII, dans son instruction sur les aides (d), dit que les fermes en seront adjudgées par ville et paroisse (e).

Jean II avoit ordonné, au mois de septembre 1351, de mettre le produit des contributions à l'enchère, à une enchère plus haute d'un tiers au moins que la précédente, et de se faire donner une caution par l'adjudicataire (f). Charles V veut aussi l'enchère (g); il la veut séparément, dans chaque diocèse et pour chaque imposition; il la veut pareillement avec un pleige ou une caution, un garant, lequel ne pourra être un ecclésiastique, un gentilhomme, un officier du Roi (h); il veut qu'on exprime dans les baux, que le fermier qui s'arrangeroit avec quelques personnes pour qu'elles ne missent pas une enchère plus forte du double ou du tiers, paiera, outre une amende, un prix égal à la valeur de l'enchère qui auroit été faite (i); il établit encore quelques règles sur ce genre de fermes et sur leur adjudication (k). Les deniers perçus dans tout le royaume seront envoyés, chaque année, au receveur général de Paris (l) : celui-ci présentera, chaque mois, l'état de sa recette et de sa dépense

(a) Tom. VIII, pag. 8 et suiv., 148, 345 et suiv.

(b) Villaret, *Histoire de France*, t. XII, pag. 329.

(c) *Ordonn.* tom. III, p. 626, art. 43; tom. IV, pag. 182, art. 4; pag. 184, art. 11, 21 et 22; tom. VI, pag. 3, art. 1.^{er}, et pag. 4, art. 15.

(d) Février 1445.

(e) *Ordonn.* tom. XIII, pag. 212, art. 11.

(f) *Ibid.* tom. IV, pag. 99.

(g) Avril 1374; *Ordonn.* tom. VI, pag. 3, art. 1.^{er} - 4. Voir aussi les instructions de Charles VI, tom. VII, p. 32 et suiv., 746 et suiv., 764 et suiv.; et celles

de Charles VII, tom. XIII, pag. 211 et suiv.

(h) *Ordonn.* tom. VI, pag. 3, art. 5. Plusieurs lois défendent aussi de donner les impôts à ferme aux nobles et aux officiers du Roi. Voir tom. V, pag. 431; tom. VII, pag. 748; tom. XIII, p. 211, art. 6 et suiv.

(i) *Ordonn.* tom. VI, pag. 3, art. 6.

(k) *Ibid.* pag. 4, art. 7. Voir, p. 91, des lettres de rémission octroyées à un fermier qui avoit mal observé quelques-unes de ces règles.

(l) *Ordonn.* tom. V, pag. 538, art. 3, et 647, art. 4. Voir aussi tom. VIII, pag. 9.

aux généraux conseillers (a), qui en feront passer un abrégé au Roi (b). Les généraux conseillers jureront de ne favoriser personne à l'apè-
tissement de la chevance (c) de l'État (d). L'ordonnance du 7 janvier
1400 (e) leur défend de recevoir publiquement, ou secrètement,
aucuns dons corrompables ou pensions d'autres que le Roi (f).

Ces précautions de la loi n'eurent pas toujours l'effet que ses au-
teurs en avoient espéré : l'avidité des fermiers étoit plus adroite et
plus forte ; elle sembloit s'accroître à mesure que s'accroissoit davan-
tage le prix de l'adjudication. La loi fut sans cesse obligée de pour-
suivre tous ceux qu'elle-même chargeoit de la perception des impôts ;
et malheureusement elle ne put les atteindre aussi bien et aussi
souvent que l'utilité publique l'auroit demandé. Cependant elle prit
encore quelques sages dispositions : les percepteurs trafiquoient,
par exemple, de l'argent qu'ils recevoient ; on défendit à tous
officiers institués pour la levée des subsides, de faire, directe-
ment ou indirectement, publiquement ou en secret, par eux-
mêmes ou par d'autres, aucune sorte de commerce, sous peine
d'être privés de leurs offices (g) ; s'ils avoient des marchandises au
moment de leur nomination, ils devoient en donner l'état et s'en
défaire dans un temps prescrit (h) : ils abandonnoient à des commis
les opérations dont ils étoient chargés, et vivoient ainsi d'un travail
qu'ils ne faisoient pas ; on exigea qu'ils le fissent en personne, et l'on
renvoya ceux qui s'en acquittoient mal (i) : ils mettoient à prix leurs
poursuites, leurs quittances ; on leur assigna des gages, et on leur
défendit de rien prendre sur le peuple (k) : on pouvoit être en
même temps receveur et élu ; l'incompatibilité fut prononcée (l) ;
on détermina mieux le caractère et les devoirs de chacune de ces
fonctions, la surveillance nécessaire de la seconde sur l'autre, les
registres à tenir, les comptes à faire et à recevoir, la garde des
caisses publiques (m) ; on menaça d'une punition sévère les élus qui

(a) L'article 14 du règlement du 6
décembre 1373, p. 648, nomme, comme
devant en être chargés, le chancelier,
l'évêque d'Amiens, le bouteiller de
France, &c.

(b) Art. 12, p. 539 ; art. 14, p. 648.

(c) Diminution des finances.

(d) Art. 14, pag. 540, et art. 16, pag.
648.

(e) Art. 9, tom. VIII, pag. 414.

(f) Une loi du 16 décembre 1394
leur accorde, sur les deniers des exploits
et amendes, des aides même, une livre
de gants fourrés, chapeaux de bièvre
[castor] fourrés, et autres chapeaux de

roses, couteaux et écritaires garnies et
étioffées, tom. VII, pag. 796.

(g) Ordonn. tom. III, pag. 32, art. 24 ;
lettres du 28 décembre 1355. Voir, t. V,
l'art. 1.^{er} des lettres du 13 novembre 1372,
pag. 538, &c. ; l'art. 1.^{er} de celles du 6 dé-
cembre 1373, pag. 646 ; et, tom. XIV,
p. 240, art. 7, les lettres du 20 mars 1451.
Voir aussi l'art. 20, pag. 245.

(h) Ordonn. tom. VI, pag. 445, art. 12.

(i) Ibid. pag. 443, art. 1.^{er}

(k) Ibid. art. 2.

(l) Art. 15, pag. 45.

(m) Ordonn. tom. VI, pag. 4 et 5,
art. 12 et suiv.

continueraient à donner les fermes à leurs parens pour un prix moindre que celui que d'autres personnes en auroient offert (*a*).

Toutes ces lois sont de Charles V (*b*) : une d'elles annonce une vexation qui n'étoit pas la moins audacieuse. Les malheurs de la guerre avoient fait perdre à plusieurs villes une grande partie de leur population ; on n'en continuoît pas moins à exiger l'impôt comme si la même population eût subsisté toute entière : elles avoient eu six cents feux, elles n'en avoient plus que deux cents ; il falloit que les deux cents rendissent ce qu'on avoit d'abord demandé aux six cents : l'impôt étoit ainsi trois fois plus fort qu'il n'auroit dû l'être pour chacun des malheureux qui le supportoient. Charles V réprima cette impudente oppression (*c*). Déjà, vers la fin du règne de Jean II, plusieurs villes de Languedoc, Toulouse, Alet, Beaucaire, Carcassonne, s'étoient adressées à lui pour obtenir une nouvelle division de feux, une proportion plus juste entre le nombre des habitans et la somme imposée (*d*). *Feu* n'exprime pas ici, comme il le fait ordinairement pour le reste de la France, une habitation, un ménage, mais une portion de terrain dans la fixation de laquelle on avoit combiné son étendue et sa fertilité (*e*). Le sixième volume de notre collection rappelle à lui seul près de onze cents lieux, en Languedoc, qui obtinrent de Charles V des diminutions de feux (*f*).

L'accorder ou le refuser, vérifier la justice ou l'injustice des motifs d'après lesquels on demandoit, étoit un des principaux devoirs de ces réformateurs généraux que Charles V envoya souvent dans nos provinces surveiller l'assiette des impôts et protéger le peuple contre les officiers chargés de leur perception (*g*). Ils guerdonneront (*h*), disoit ce Roi, ceux qui auront bien servi, et puniront ceux qui auroient mal rempli leur devoir (*i*). Louis-le-Hutin, en 1314, avoit promis aux habitans de la Normandie qu'ils auroient, tous les trois ans, des commissaires chargés de réformer et punir les excès et délits dont ses officiers se seroient rendus coupables (*k*). On en avoit aussi envoyé quelquefois dans les autres parties de la France, pour

(*a*) *Ordonnances*, tom. IV, p. 4, art. 11.

(*b*) Voir les instructions publiées ensuite par Charles VII, tom. XIII, p. 211 et suiv.

(*c*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 443 et 444, art. 3.

(*d*) Voir tom. III, pag. 337, 565 et 667.

(*e*) Voir le tom. III, pag. 337, note b ; la Préface du tom. VI, pag. vj, et celle du tom. XVII, pag. vj et vij.

(*f*) Voir la Table des matières, p. 106 et suiv.

(*g*) *Ordonn.* tom. V, pag. 540 et 649 ; tom. VI, p. 17, 449, 614. Charles VI et Charles VII en nommèrent aussi souvent avec les mêmes fonctions. On peut voir les tom. VII, VIII et suivans. On autorisa même quelquefois à abolir des impôts et à en établir d'autres. Voir t. IV, pag. 215.

(*h*) Récompenseront.

(*i*) *Ordonn.* tom. V, p. 540, art. 16. Voir aussi la fin de l'art. 18, pag. 649.

(*k*) *Ordonnances*, tom. I.^{er}, pag. 552, art. 10.

quelques revenus extraordinaires du Roi (*a*) ; leurs lettres s'enregistraient à la Chambre des comptes, et ils devoient, à leur retour, lui soumettre les effets de leur mission (*b*). Elle ne devoit pas s'étendre au-delà d'une année; et lorsqu'il sembloit nécessaire de la prolonger, on exigeoit toujours qu'ils rendissent compte à mesure que l'année étoit expirée (*c*). Charles VI, au mois de décembre 1380, adresse également à cette Chambre des lettres par lesquelles il nomme des commissaires pour rechercher et poursuivre, sans déport (*d*), les receveurs et les particuliers débiteurs encore sur les aides; de les poursuivre par tous les moyens, eux, leurs héritiers, leurs possédant-biens, leurs cautions; ordonnant aux gens des comptes de faire entre les parties bon et brief accomplissement de justice (*e*). Dans une ordonnance du mois d'avril 1355, Jean II avoit chargé les hauts justiciers de veiller à ce qui seroit dû des impositions par les fermiers et sous-fermiers, de faire faire par leurs sergens toutes les exécutions nécessaires, de prononcer sans délai sur les débats qui pourroient en naître; et, dans le cas où ils négligeroient de le faire, il en charge les baillis et autres officiers royaux (*f*).

Une ordonnance de Philippe-Auguste, du mois de mars 1214, avoit donné quelques droits aux évêques, relativement à l'impôt de la taille, mais c'étoit uniquement pour les Croisés. Un d'eux possédoit-il des terres sujettes à cette contribution; son dévouement au christianisme ne l'empêchoit pas de la payer : mais il pouvoit prétendre que ses possessions n'étoient pas de nature à y être soumises; il en faisoit la preuve alors devant l'évêque ou son official (*g*). L'article précédent renvoyoit aussi à la décision du prélat la réclamation d'un Croisé qui se plaignoit d'une taxe trop forte (*h*). L'évêque et la cour d'église connoissoient exclusivement de la perception des dîmes non inféodées, de celles même que des ecclésiastiques avoient données à ferme ou à rente à des laïcs (*i*).

L'excommunication fut quelquefois employée pour obtenir un dénombrement plus exact de ceux qui devoient un impôt, et particulièrement à l'occasion de l'aide votée par les états de Languedoc, en 1356, pour la captivité du Roi Jean (*k*) : elle le fut contre les

(*a*) *Ordonnances*, tom. I.^{er}, pag. 756, 778. Il semble, d'après ces passages, qu'on n'en envoyoit guère alors pour les revenus ordinaires.

(*b*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 629, 660, 672, 705, 774, 776.

(*c*) *Ibid.* pag. 705.

(*d*) Sans faveur.

(*e*) *Ordonn.* tom. VI, pag. 699 et 700. Voir aussi des lettres de 1388 et 1389, tom. VII, pag. 328 et suiv., pag. 768 et suiv.

(*f*) *Ordonn.* tom. III, p. 681, art. 12.

(*g*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 33, art. 4.

(*h*) *Ibid.* art. 3.

(*i*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, p. 319, art. 14; pag. 342, art. 8; pag. 404, art. 9; et pag. 533.

(*k*) *Ordonn.* t. III, p. 104. Charles VII veut qu'on mette au néant les censures ecclésiastiques qui pourroient avoir été prononcées contre les fermiers et collecteurs des impôts (*t. XIII, p. 430, art. 4*).

ecclésiastiques eux-mêmes, qui cherchoient à s'y soustraire (*a*). La peine religieuse n'empêchoit pas qu'une peine civile ne pût aussi les atteindre (*b*).

D'après les anciennes lois, tout homme convaincu d'infidélité dans la déclaration des biens soumis à l'impôt perdoit toute la portion qu'il n'avoit pas déclarée, ou une valeur égale à celle qu'il avoit dissimulée (*c*). Une ordonnance du mois de février 1357 prononce contre le voleur de contributions une peine pécuniaire (*d*). Il y avoit confiscation de corps et de marchandises, dans le cas d'un arrangement frauduleux entre le percepteur et le redevable (*e*). On voit, dans une instruction sur les ports et passages du royaume, de quelle manière on divisoit quelquefois les choses confisquées (*f*). Charles V défendit (*g*) aux officiers chargés de poursuivre le paiement de l'impôt, d'emprisonner les laboureurs, de saisir leurs charrues, leurs animaux, tant qu'il y auroit quelques autres biens capables de suffire à la dette réclamée.

Les instructions de Charles VII, du mois de février 1435, s'occupent de la répression d'un autre délit; les insultes faites, les coups donnés aux préposés de la loi pour réclamer l'impôt et poursuivre ceux qui s'y refusent. Les élus ou grenetiers doivent en informer sur-le-champ, *tantost et fraichement après le fait advenu*; les coupables doivent être arrêtés, quelque part qu'ils se trouvent, et leurs biens mis sous la main du Roi: s'ils sont inconnus, on les sommerá de se présenter dans trois jours; et s'ils ne comparoissent dans ce délai, ils seront bannis pour jamais du royaume (*h*). Charles VII déclare ensuite de quelle peine seront frappés les divers officiers qui pourroient se permettre, dans l'administration de l'impôt, la fraude ou l'infidélité (*i*).

Des Exemptions accordées par les Loix en matière d'impôts.

LES exemptions, dans notre histoire, ne sont pas moins anciennes que l'impôt; accordées d'abord à quelques églises, à quelques monastères, elles furent sans cesse accrues, étendues, renouvelées. C'étoit une formule consacrée que celle-ci, dans les lettres d'immu-

(*a*) *Ordonn.* tom. II, pag. 31, art. 22, 14 mai 1358: cette aide avoit été accordée par les états de la Langue-d'oïl.

(*b*) *Ibid.* art. 22.

(*c*) Beaumanoir, *Cout. de Beauvoisis*, chap. I, pag. 270.

(*d*) *Ordonn.* tom. III, p. 207, art. 20.

(*e*) *Ibid.* tom. III, pag. 256, art. 8.

(*f*) *Ibid.* tom. IV, pag. 203, art. 9 et 10.

(*g*) 20 juillet 1367. *Ordonn.* tom. V, pag. 21, art. 9. Voir aussi, *tome IX*, pag. 455, art. 88. Les armes et les chevaux de guerre étoient pareillement insaisissables. *Ordonn.* tom. IV, p. 168; tom. VII, pag. 364, art. 9.

(*h*) *Ordonn.* tom. XIII, p. 213, art. 22 et 23.

(*i*) *Ibid.* pag. 214, art. 26 et suiv.

nité (a) : *Ut nullus iudex publicus... freda (b), nec mansiones (c), rotaticum (d) intra urbes vel in mercatis, nec ulla paratas (e), aut quaslibet redhibitiones, exactare præsumat.* Je la trouve dans Marculfe (f), qui écrivoit au VII.^e siècle. Charles-le-Chauve disoit, au milieu du IX.^e (g) : *Qui censum de manso (h) vel ex his quæ genitor noster in immunitate concessit, exigere non timent, et qui censa de rebus ecclesiasticis ad ecclesias persolvere detrectant, firmiter inquirantur et acriter distringantur.* Ce capitulaire en suppose un de Louis-le-Débonnaire, et un plus ancien encore de Charlemagne (i). L'exemption n'alloit pas jusqu'au cens, si nous en croyons Laurière, qui dit (k) : « Les » gens d'église le payoient comme les séculiers, à la réserve d'une » certaine quantité de terre désignée par le nom de *mansus*, qui » étoit exempt de toute sorte de services et de devoirs seigneuriaux. » Laurière parle du temps de la seconde race. L'établissement des droits de mutation sur les immeubles qui changeoient de maître, excita bientôt de vives contestations entre les églises et les seigneurs ; contestations qui furent décidées comme elles devoient l'être, et par le plus pieux de nos Rois, contre les églises (l).

Tout en repoussant les franchises des ecclésiastiques à leur égard, les seigneurs en avoient réclamé pour eux-mêmes à l'égard des Rois. Le privilège ou l'exemption ne s'étoit pas borné à leur personne, on l'étendit jusque sur les biens qu'ils possédoient : ces biens le conservèrent en passant à d'autres, à des propriétaires même qui n'étoient pas nobles, tant que ces propriétaires y faisoient leur demeure (m). Louis IX avoit pourtant soumis à l'impôt la maison du gentilhomme, quand ce n'étoit pas lui qui l'habitoit (n). Charles V ordonna, dans la suite (o), que les nobles et autres privilégiés paieroient toutes les impositions réelles et personnelles, par rapport aux biens qui leur viendroient, à quelque titre que ce fût, de personnes ro-

(a) Voir la Préface du tom. I.^{er} des *Ordonnances*, pag. ix et x.

(b) Voir la note de Jérôme Bignon, tom. II des *Capitulaires*, pag. 880, et la note a, p. 272 du tom. XV des *Ordonn.*

(c) Voir, ci-après, la note h, la note b de la page 272 du tome XV, et le tome II des *Capitulaires*, pag. 157, 728 et 880.

(d) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. lxxj.

(e) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. cij et cijj, et la Table des matières du même volume, pag. 893.

(f) Tom. II des *Capitulaires*, p. 376 et 377.

(g) Art. 853, tom. II des *Capitulaires*,

pag. 64, art. 2. Voir, *ibid.* pag. 175, l'art. 2 d'un capitulaire du même Prince, de l'an 864.

(h) Habitation, demeure; d'où sont venus *manoir*, *maison*, et les mots semblables.

(i) Voir la page 64 du tom. II, vers la fin.

(k) Préface du tom. I.^{er} des *Ordonn.* pag. x.

(l) *Établiss.* liv. I.^{er}, chap. cxxv. Voir le Discours préliminaire du t. XV, pag. xij et xijj.

(m) *Ordonn.* tom. I, Préface, pag. 13.

(n) *Établiss.* liv. I.^{er}, chap. cxxv.

(o) Le 22 juin 1372; tom. V des *Ordonnances*, pag. 484.

turières. Dans des lettres antérieures et confirmatives de privilèges accordés par Humbert II aux habitans du Dauphiné (*a*), il avoit défendu de lever aucune taille sur eux, si ce n'étoit pour les besoins publics de la commune où ils faisoient leur demeure. Charles VI confirma l'immunité des nobles de son royaume, pour les productions de leurs domaines qu'ils vendroient ou feroient vendre en gros; mais, s'ils vendent ou font vendre en détail leurs vins ou d'autres breuvages, ajoutoit le Roi, ils paieront le quart de l'imposition, pour ce que ce n'est pas office de noble que d'être tavernier (*b*).

Les lettres qui affranchissent des droits royaux un chapitre, une église, un prélat, un ordre religieux, un monastère, sont beaucoup plus nombreuses; je ne sais même s'il y a dans ce Recueil un objet qui ait excité plus souvent la libéralité de nos Princes. Aussi n'ai-je pas besoin d'indiquer les actes qui prononcent ces immunités; tous les volumes en sont remplis. Remarquons seulement, au milieu de tant de lois, quelques dispositions moins ordinaires ou moins connues. Louis-le-Jeune, en 1158, affranchit à perpétuité de la régle les granges, les vignes, les troupeaux et les maisons de l'évêque de Laon (*c*). Philippe-Auguste ne permet de mettre des ecclésiastiques à la taille que dans le cas où ils seroient usuriers ou marchands (*d*): Beaumanoir dit seulement *clerks qui ne marchandent pas* (*e*). Une loi de Philippe IV (*f*) prive aussi de l'exemption les ecclésiastiques qui se livreroient au commerce ou aux arts mécaniques. Il défend, d'ailleurs, dans cette loi même et dans un mandement postérieur (*g*), de souffrir que les clerks, vivant cléricalement, *clericuliter viventes*, soient imposés à la taille personnelle, aux lieux qu'ils habitent. Philippe III avoit déclaré (*h*) qu'ils ne devoient pas y contribuer, s'ils n'étoient pas mariés, *si conjugati non sint*; car, pour la taille réelle, il la laissoit subsister, si les biens dont ils étoient en possession l'avoient toujours supportée (*i*). L'exemption est plus générale, sous tous les rapports, dans des lettres de Louis-le-Hutin (*k*), approbatives d'une

(*a*) Ordonn. tom. V, pag. 43, art. 18; lettres du mois d'août 1367.

(*b*) Ordonn. tom. VII, p. 525 et 526; instructions du 4 janvier 1392. Voir aussi les instructions de Charles VII, février 1435, tom. XIII, pag. 215, art. 34.

(*c*) Ordonn. tom. I.^{er}, pag. 12 et suiv.

(*d*) *Ibid.* pag. 4, art. 4. Voir, p. 615, l'art. 8 des lettres de Louis-le-Hutin, du mois de décembre 1315.

(*e*) Coutume de Beauvoisis, chap. L, pag. 270.

(*f*) En 1290; tom. I.^{er}, p. 319, art. 7.

(*g*) De 1296 ou 1297; tom. I.^{er}, p. 329.

(*h*) Ordonn. tom. I.^{er}, p. 302, art. 8. Voir aussi les lettres de Philippe IV, du 3 mai 1302, pag. 342, art. 5; du mois de février 1303, pag. 403, art. 4; du mois de mai 1304, pag. 40, tom. IV; celles de Louis XI, décembre 1315, pag. 615, art. 8; celles de Philippe V, mars 1316, pag. 640, art. 8. Mariés même, ils ne payoient qu'une partie de l'impôt. Voir tome VII, pag. 392, art. 6.

(*i*) On peut voir aussi Beaumanoir, chap. L de ses Coutumes de Beauvoisis, pag. 270.

(*k*) 5 décembre 1319.

constitution

constitution de l'Empereur Frédéric II, qui défendent de lever sur les églises la taille et d'autres impositions (*a*) : elle est plus universelle encore dans des ordonnances de Philippe-le-Bel (*b*) et de Jean II (*c*), qui renouvelèrent et développèrent les immunités accordées par la pragmatique de S. Louis (*d*).

Nos lois accordèrent aussi des immunités aux établissemens formés pour l'instruction publique, et à ceux qui étoient consacrés au soulagement des malades et des pauvres. Philippe-Auguste exempta les léproseries de la dime saladin, ainsi nommée, comme l'on sait, parce qu'elle étoit destinée à faire reconquérir sur Saladin tout ce qu'il avoit repris lui-même sur les Chrétiens (*e*). Philippe-le-Bel, en 1308, exempta de toute prise d'animaux et de voitures, pour le transport de ses denrées, les maladreries et la maison-dieu de Paris (*f*). Philippe VI, au mois d'octobre 1344, affranchit tous les hôpitaux du royaume, des droits mis sur les acquêts faits par les gens d'église (*g*). Charles V, alors Régent, exempta d'impôts et de droit de prise l'hôpital de Provins par des lettres (*h*) que le Roi Jean (*i*) confirma, en exceptant néanmoins le subside pour sa rançon. Il avoit affranchi celui de Pontoise de toutes aides, tailles, contributions quelconques, au mois de mars 1358 (*k*). Des lettres du 8 juillet 1353 avoient déclaré que l'hôtel-dieu de Paris ne seroit point sujet aux prises faites pour le Roi, la Reine et les Princes du sang (*l*) : des lettres du mois de septembre 1367 l'exemptèrent pareillement de tout impôt sur le vin recueilli dans ses domaines ou acheté pour les besoins des indigens (*m*). Jean II voulut que l'hospice des Quinze-vingts ne fût pas soumis à la taille et à quelques autres contributions (*n*). Sous Charles V, les veuves et les orphelins pauvres furent exceptés formellement de l'obligation de payer une aide accordée par les États du Dauphiné (*o*). Plusieurs lois encore donnent à des hôpitaux, notamment à l'hôtel-dieu de Paris, le produit des confiscations prononcées contre ceux qui violoient des réglemens établis,

(*a*) *Ordonnances*, tom. I.^{er}, pag. 601, art. 2.

(*b*) 23 mars 1302; tom. I.^{er}, p. 357 et 358.

(*c*) Octobre 1351; tom. II, pag. 453 et 454.

(*d*) Tom. I.^{er} des *Ordonnances*, pag. 97 et 98, art. 1.^{er} et 6.

(*e*) *Ordonnances*, tom. II, pag. 255. Louis VIII fit plusieurs legs à ces léproseries. *Ibid.* pag. 324.

(*f*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 460, art. 11.

(*g*) *Ibid.* tom. XII, pag. 71 et 72.

(*h*) Octobre 1359; tom. VII, pag. 699 et 700.

(*i*) Février 1361. Charles VI confirma les lettres du Roi Jean, en février 1394. *Tom. VII*, pag. 699 et 701.

(*k*) *Ordonnances*, tom. VIII, pag. 157. Charles VI confirma encore ces lettres. Novembre 1397. *Ibid.*

(*l*) *Ibid.* tom. XII, p. 96. Voir celles de Charles VI, mai 1405, tom. IX, pag. 66.

(*m*) *Ibid.* tom. VI, pag. 497.

(*n*) Au mois de mars 1360; tom. III, pag. 466.

(*o*) En 1367; *Ordonn.* tom. V, p. 89. art. 13.

ou qui cherchoient à se soustraire aux droits imposés (*a*). Les maîtres, frères et sœurs de cet hospice ayant représenté à Charles VII, en 1419, que la nécessité de subvenir au traitement des malades qui y affluèrent, les avoit rendus débiteurs d'une somme de plus de trois mille livres, et les avoit exposés fréquemment à mettre en gage des calices et des reliquaires; que, néanmoins, on vouloit encore, au mépris des exemptions qui leur furent si souvent accordées, leur faire payer un impôt qu'on venoit de mettre sur le vin entrant à Paris; Charles, considérant que inique chose seroit d'exiger d'eux une aide pour cet objet, défendit de le faire, et ordonna de leur restituer ce qui en auroit été perçu (*b*). Il avoit exempté des aides et de toute autre subvention les religieux de l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem; mais c'étoit moins une ancienne fonction qu'il récompensoit, que leurs efforts perpétuels pour la défense de la foi (*c*).

Charles V est de tous les Rois antérieurs à Louis XI celui qui donna le plus de lois favorables à l'étude et à la culture des lettres : on en a imprimé plusieurs dans le cinquième volume de cet ouvrage. Celle du 26 septembre 1369 (*d*) porte que les écoliers de l'université de Paris ne paieront point l'aide établie pour la rançon du Roi, sur les denrées qu'ils achèteront pour leurs provisions, ou qui proviendroient de leurs terres et de celles de leurs bénéfices; et que les libraires, enlumineurs, parcheminiers, ne paieront aucun droit pour les livres, enluminures et parchemins qu'ils leur vendront. Celle du 3 mars 1371 dit (*e*) que les vrais étudiants, qui en auront une attestation signée du recteur, ne seront soumis à aucune contribution sur ce qu'ils vendront de vins, grains et autres productions de leurs bénéfices ou patrimoines, pour leurs vivres et nécessités de

(*a*) On lui donne ainsi le pain confisqué pour n'être pas de poids; les pourceaux tués dans la ville, malgré la prohibition qui en étoit faite; les mauvaises chandelles saisies sur les fabricans, &c. &c. Voyez le *tom. II*, pag. 351, art. 5; le *tom. III*, pag. 97, art. 2; le *tom. VII*, pag. 482, art. 1.^{er}, et p. 485, art. 9. D'autres lois lui accordent gratuitement un panier de poissons au marché de la ville, quelques effets mobiliers dans les maisons du Roi, &c. Voyez encore, *tom. I*, pag. 459, art. 4; *tom. III*, pag. 313, art. 3, et aussi, pag. 584, art. 4 et 9. Philippe-Auguste, en 1207, applique à la léproserie de Rouen, des amendes qu'il prononce, *tom. II*, p. 293, note *h*. Un édit de Philippe-le-Bel, avril 1309, accorde au plus prochain hôtel-

dieu les pailles et feurres qui resteront dans les lieux où le Roi aura demeuré, *tom. I.^{er}*, pag. 473.

(*b*) *Ordonn.* *tom. II*, pag. 17 et 18.

(*c*) Mars 1401; *tom. VIII*, pag. 492. Voir aussi le *tom. IX*, pag. 337 et 338.

(*d*) *Pag. 221 et 222*. L'art. 8 des lettres du mois d'avril 1374, *tom. VI*, pag. 4, porte que l'aide ne sera pas payée par les hospitaliers (voir ci-après, pag. xxj et note *a*) et par les vrais écoliers de l'université. Jean II avoit exempté les écoliers et les maîtres de plusieurs impôts par ses lettres du 12 février 1360, art. 3, pag. 458. Voir aussi, *tom. IV*, pag. 711 et 712, celles de Charles V, 18 mars 1366, et celles de Charles VI, *tom. VII*, p. 35, 247 et 248.

(*e*) *Ordonn.* *tom. V*, pag. 467.

l'étude. Charles V avoit défendu, quelques jours auparavant (a), de comprendre les blés qui leur appartenoient, dans une prise ordonnée en Picardie pour le service d'une flotte. Il avoit exempté du guet, à Paris, en 1368 (b), sur la demande de l'université, ce qu'il en appelle *les serviteurs*, les libraires et relieurs, écrivains et parcheminiers, pour qu'ils ne fussent pas « empeschés et delayés en leurs » œuvres et besongnes » ; et en 1364 (c), les bedeaux et libraires de l'université d'Orléans. Il confirma, la même année, des lettres de Philippe de Valois (d), lesquelles autorisoient les étudiants qui partiroient avant d'avoir consommé les provisions achetées pour leur usage, à les vendre, sous le serment qu'ils n'avoient pas eu cette intention éloignée en les achetant (e). La même année encore, il renouvela et étendit à l'université d'Angers (f) des lettres de Philippe-le-Bel (g) qui vouloient que les docteurs et écoliers ne pussent être arrêtés pour dettes, en donnant caution; qu'ils ne pussent même l'être, en cas de crime, que s'il étoit grave; et qu'alors on les emprisonnât pour les garder, et non pour les punir; qu'on leur fournit les vivres convenables; que leur punition fût toujours moins sévère enfin que ne l'auroit été celle de tout autre coupable. Dans des lettres qui ont un autre objet (h), Charles V dit que l'étude du droit civil en particulier (i) n'est pratiquée en aucun endroit de la terre avec autant d'éclat qu'à Orléans : « Les enfans des Ducs, » Comtes et Princes et d'autres Barons, nobles, bourgeois, mar- » chands et d'autres conditions, de toutes nations, disoit une loi » précédente (k), y viennent pour être introduits ès sciences des » droits civil et canon, nécessaires et profitables pour le gouver- » nement de droiture et de raison. » Charles V donne aussi de grands éloges à l'université d'Angers (l), en lui appliquant toutes les franchises et immunités qu'avoit déjà celle d'Orléans (m) : il en met pareillement les docteurs et les écoliers sous sa protection

(a) Le 27 février 1371; tom. V, p. 455.

(b) 5 novembre; tom. V, pag. 686.

(c) *Ordonnances*, tom. IV, pag. 478. Voir, page 477, l'ordonnance semblable de Philippe de Valois, en 1346.

(d) Philippe de Valois, en 1337, avoit compris l'université dans l'exemption prononcée d'un impôt sur les denrées, à Paris. *Ordonn.* tom. XII, pag. 41.

(e) *Ordonnances*, tom. IV, pag. 476 et suiv.

(f) *Ordonn.* tom. IV, pag. 474 et suiv.

(g) Juillet 1312; *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 499, et tom. IV, pag. 475.

(h) Septembre 1375; *Ordonn.* tom. VI, pag. 153.

Tome XVII.

(i) *Per quod*, ajoute-t-il, *orthodoxi Reges reguntur et fulciuntur consiliis.*

(k) *Ordonn.* tom. IV, pag. 476.

(l) *Ibid.* pag. 478. Charles VI renouvelle ces éloges et ces privilèges, en 1410, tom. X, pag. 497 et suiv.

(m) Charles avoit dit (p. 477, t. IV) : *Conditoris immensa benignitas, nolens quod humana creatura ruditate vilesceret, reparans quod gustu pomi deperditum fuerat, rudem hominem erudiri decrevit scientiarum artiumve dogmatibus diversarum, quibus sub cursu caelestium terrestria valeant gubernari; quarum tamen non solet haberi notitia, nisi per fervens studium spatiosum, cum sint difficiles intellectu.*

c ij

royale (a). L'application de ces privilèges et leur confirmation dans toute leur étendue sont encore l'objet des lettres de Charles V, au mois de juillet 1373 (b). Charles VI les confirma de nouveau en 1383 (c); et Charles VII ensuite, au mois de mai 1433 et au mois de décembre 1443 (d). Cette dernière loi fut rendue sur la demande des maîtres et écoliers. Ils exposoient que, bien qu'ils fussent dispensés, par des privilèges anciens et notoires, de contribuer aux tailles, emprunts, cloisons de villes, péages, acquits, coutumes, travers, huitième, impositions, et autres aides, subsides ou subventions quelconques, et aussi de faire guet ou garde de ville et forteresse, néanmoins on leur avoit fait depuis, durant les guerres, plusieurs molestations et inquiétations, contre la teneur de ces privilèges : le Roi fait droit à leurs plaintes, et déclare que les parcheminiers, libraires et bedeaux doivent être compris sous l'appellation d'*officiers de l'université*; il y comprend aussi et fait participer aux mêmes immunités deux bourgeois qu'elle avoit le singulier droit de désigner pour lui prêter de l'argent dans ses besoins, sans qu'ils pussent en retirer d'autre profit que cette participation même à ses privilèges (e).

Charles VI avoit également confirmé les lois de Charles V en faveur de sa *très-chère et bien-aimée fille* l'université de Paris; il voulut que les maîtres et les écoliers fussent exempts de tout impôt sur les productions de leurs terres et sur ce qu'ils acheteroient pour leurs besoins. Il établit quelques règles pour empêcher la fraude, et quelques mesures pour la punir (f). La *résécation* devoit être prononcée contre ceux qui s'en rendroient coupables, c'est-à-dire qu'ils devoient être retranchés du corps de l'université. Nous voyons, dans des instructions du même Roi sur la levée des aides (g), comment cette fraude étoit commise. Par les ordonnances antérieures, dit-il, « nul n'en » étoit franc, fors les vrais estudians des universités de Paris, d'Or-

(a) *Ordonn.* tom. IV, pag. 474, et tom. I.^{er}, pag. 502, art. 2. Voir aussi, tom. IV, pag. 176 et 177, les lettres du Roi Jean, avril 1356.

(b) *Ordonn.* tom. V, pag. 629 et suiv. Les étudiants des universités de Paris, Orléans, Angers, Poitiers, &c., ne doivent point contribuer aux tailles, disoit Charles VII en 1445. *Ordonn.* tom. XIII, p. 428.

(c) *Ordonn.* t. VII, p. 29. Voir aussi des lettres de 1410, approbatives des statuts faits pour régler les devoirs et les travaux de l'université d'Angers, qu'on y appelle *source de vérité, miroir de la Majesté royale*, &c., tom. X, p. 497 et suiv., et pag. 506 en particulier.

(d) *Ordonn.* tom. XIII, p. 186 et suiv., pag. 390 et suiv.

(e) Voir d'autres lettres de Charles VI en faveur de l'université d'Orléans, t. VII, pag. 192. Il y en confirme de Philippe-le-Bel, juillet 1312, tom. I.^{er}, pag. 497 et 503. Charles VI, en 1392, donnant le duché d'Orléans en apanage à Louis, son frère, se réserve la garde de l'université, tom. VII, pag. 470.

(f) Janvier 1383; *Ordonn.* tom. VII, pag. 35 et 36. Voir aussi, tom. VIII, pag. 575 et 576, les lettres du 31 mars 1402.

(g) 11 mars 1388; tom. VII, p. 247, art. 10.

» léans et d'Angers ; et presentement , plusieurs preslats , abbés ,
 » prieurs , ordres mendiants , advocats , procureurs , clerks mariés et
 » autres , se font desdictes universités , et , combien qu'ils n'y viennent
 » qu'une fois ou deux l'an , ont cedulle du recteur , tesmoignant
 » qu'ils sont estudians , et par ainsi est le Roy desfraudé ; et en
 » outre , sont plusieurs qui haillent leurs vignes à leurs enfans de-
 » mourans esdictes universités et en font vendre le vin à taverne ,
 » au nom d'iceux enfans , pour frauder le Roy : aussi aucuns des-
 » dits estudians , et semblablement hospitaliers (a) et autres previl-
 » legiez , font desdits pais où il y a vins , mener iceux vins es pais où
 » il n'en croist aucuns , et les y font vendre à destail , qui est chose
 » moult prejudiciable et dommageable audict faict des aydes , mes-
 » mement que , pour cause de telles fraudes , treuve l'en à peine
 » fermiers . » D'autres instructions , du 4 janvier 1392 (b) , con-
 damnant à de fortes amendes les personnes qui , pour s'exempter des
 aides , feroient une cession frauduleuse de leurs biens à des écoliers
 étudiant dans les universités ; elles suppriment encore une extension
 qu'avoient voulu faire de l'immunité , en se l'appliquant , les avocats ,
 les praticiens , quelques officiers du Roi (c) . On lisoit déjà dans celles
 du 6 juillet 1388 , que tout avocat , procureur , notaire , tabellion et
 autres officiers tant des cours laïques que des cours d'église , qui , en
 vertu des privilèges accordés aux écoliers des universités , préten-
 droient avoir une semblable exemption , seroient contraints au paie-
 ment des aides par la saisie de leurs biens , et privés même , s'ils
 persistoient , de leur fonction civile (d) .

Ce ne sont pas les seules lois de Charles VI en faveur de l'instruction publique . Au mois de juillet 1386 , il déclara les maîtres , écoliers et officiers de l'université de Paris exempts même du subside levé sur les gens d'église du royaume (e) . Au mois d'avril 1407 , il affranchit les étudiants d'une aide établie pour la réparation des chaussées de sa capitale (f) . La nécessité de se défendre contre les Anglois descendus en Normandie ayant fait établir un impôt sur les vins (g) , et l'université l'ayant payé , Charles reconnut qu'elle conservoit néanmoins toutes ses immunités : il déclara de nouveau exempts de cet impôt et d'une contribution quelconque , tant le corps en général que chacun de ses membres en particulier , docteurs , maîtres , régens , vrais suppôts et étudiants , bedeaux principaux et

(a) Ceux qui ont soin des hôpitaux , qui les administrent .

(b) Ordonn. tom. VII , pag. 524 et suiv.

(c) Art. 3 , pag. 525 .

(d) Ordonn. tom. VII , pag. 765 , art. 3 .

Voir d'autres abus commis relativement à l'impôt , sous prétexte de scolarité ,

tom. XIV , pag. 235 et 236 , et pag. 245 , art. 22 .

(e) Ordonn. tom. VII , pag. 760 .

(f) Ibid. tom. IX , pag. 709 .

(g) Au mois d'octobre 1438 ; Ordonn. tom. X , pag. 487 et 488 .

principaux libraires; déclaration qu'il renouvela, dès l'année suivante, par des lettres du 12 juin 1419 (a). Le détail des contributions est exprimé dans ces lettres comme dans quelques autres. Le service pour la garde de la ville y est aussi indiqué. Le désir d'en être dispensé engageoit encore beaucoup de personnes à se dire étudiants, sans l'être; Charles fut obligé, presque aussitôt, le 5 janvier suivant, de réprimer cet abus par une loi nouvelle (b).

Henri VI, Roi d'Angleterre, et se disant Roi de France, avoit cru devoir également donner sa sanction aux privilèges de l'université de Paris dans deux lettres, toutes deux du 26 décembre 1431 (c). Charles VII ne pensa pas que de tels actes dussent l'empêcher d'en prononcer lui-même la confirmation. La loi qui a cet objet (d) renferme d'éclatans éloges de la doctrine et de la science de ce corps célèbre, et exprime un désir ardent de le voir « florir, fructifier, » croître et multiplier en comble et plantureuse abondance de vertus » et tous biens : *Fructus uberes et palmites pretiosos quos Parisiense » studium, pre aliis generalibus studiis, prerogativâ scienciarum singu- » lari, ubique diffundit*, avoit déjà dit Charles V en 1366 (e). » Une aide ayant été mise en 1437, on demanda que les suppôts de l'université y contribuassent, et l'université elle-même y consentit, en exceptant les docteurs, régens, instituteurs, vrais écoliers, et en se faisant donner une déclaration royale, que la concession actuelle ne porteroit à ses droits anciens aucune atteinte, aucun préjudice (f).

L'université de Toulouse n'avoit pas été moins favorisée par les prédécesseurs de Charles VII : toujours aussi, elle est appelée notre fille chérie, *dilecta filia nostra* (g). Charles V, et les Ducs d'Anjou et de Berry ses frères, alors lieutenans de roi en Languedoc, lui avoient accordé (h) une exemption générale, que Charles VI renouvela (i) en 1392, par rapport aux productions de leurs héritages ou bénéfices, qu'ils les vendissent ou les consommassent, et par rapport à tout ce qu'ils acheteroient pour leur usage. On voit, dans les lettres de Charles VI, que l'université, se plaignant d'être troublée par les receveurs des impôts dans la jouissance de ses immunités, avoit fait décerner contre eux une sentence d'excommunication : les commis-

(a) Tom. II, pag. 6, et aussi pag. 80.

(b) *Ibid.* tom. X, pag. 504.

(c) *Ibid.* tom. XIII, pag. 169 et suiv.

(d) Mai 1436; tom. XIII, pag. 219.

(e) Tom. IV, p. 711. « Nostre très-excellente cité de Paris, disoit Charles VI » en 1390, décorée de plusieurs et très- » nobles sciences, artifices, et particuliè- » rement de nostre très-chère fille l'uni- » versité », tom. VII, pag. 395; et en 1402 : « Nostre royaume et plusieurs au-

» tres pays et nations ont esté honorés par » elle et enlumnés des sciences et de bonnes » doctrines. » Tom. VIII, p. 576. Voir aussi tom. VII, pag. 135.

(f) *Ordonn.* tom. XII, pag. 239.

(g) Voir, entre autres, t. VIII, p. 493. On donna aussi ce titre à l'université d'Orléans, tom. VII, pag. 192. On le donnoit à toutes les universités.

(h) *Ordonn.* tom. VII, pag. 513.

(i) *Ibid.* pag. 513 et 514.

saires du Roi exigèrent la révocation de cette sentence ; l'université désobéit ; elle alla même jusqu'à cesser ses travaux et fermer ses écoles ; les commissaires, pour la punir, suspendirent ses privilèges, la dépouillèrent de sa sauvegarde, lui défendirent d'avoir aucune assemblée sous le prétexte même des études, et firent proclamer leur jugement. L'université en appela au Roi, qui lui rendit toutes ses exemptions ; la protection due aux lettres, l'illustration qu'en reçoit un empire, sont les motifs sur lesquels est fondée la décision du Prince. Cette sauvegarde royale dont les commissaires dépouillent l'université, venoit de lui être donnée : les lettres en sont du 24 septembre 1392 (a) ; et celles qui lui rendent ses privilèges, du 17 octobre de la même année.

Charles VI, vers la même époque (b), avoit confirmé la sauvegarde dont jouissoient les maîtres, licenciés, bacheliers et étudiants du collège des douze médecins de Montpellier. Jean II, en 1350, avoit accordé à l'université de cette ville plusieurs privilèges (c), qui reçurent de Charles VII une sanction nouvelle (d). Celui-ci, par des lettres du 16 mars 1431, établit à Poitiers un de ces grands corps d'instruction publique (e), et il lui donna, comme l'avoit fait Charles V en 1370 pour l'université de Cahors (f), tous les honneurs et toutes les franchises précédemment accordés à celle de Toulouse (g). Henri VI, maître alors d'une partie de la France, en crée une aussi à Caen, pour le droit au moins, et lui attribue de semblables avantages (h). Charles VII érigea de nouveau cette université, sur la demande des trois états de Normandie ; il lui assura des travaux plus étendus et les mêmes immunités (i).

Les privilèges de l'université de Paris s'exerçoient dans cette province. Charles VII ayant confirmé la charte normande (k) en 1449, les habitans s'opposèrent à leur exercice. Le monarque déclara que cette confirmation ne devoit apporter aucun préjudice aux droits de l'université (l). Celle-ci n'avoit pas supporté patiemment le refus des habitans de Normandie : nous avons dit (m) jusqu'à quel point elle s'égara, et les mesures justement répressives que Charles VII employa contre elle avec succès.

(a) Les voir, tom. VII, p. 493 et 494.

(b) Le 7 février 1392 ; *Ordonn.* t. VII, pag. 750. Dans des lettres du mois de mai 1396, dont l'objet est de faire donner, chaque année, à l'université de Montpellier le cadavre d'un supplicié, pour des démonstrations d'anatomie, il l'appelle *Fons originalis scientiæ medicinæ* ; et c'est pour cela, dit-il, que tous les Rois en tirent constamment leurs médecins. Tom. VIII, p. 73.

(c) *Ordonn.* tom. IV, p. 27, 34 et 35.

(d) *Ordonn.* tom. XIII, p. 234 et 235.

(e) *Ibid.* pag. 179 et suiv.

(f) *Ordonn.* tom. V, pag. 329.

(g) Charles VII nomme aussi les universités de Paris, d'Orléans, d'Angers et de Montpellier.

(h) Janvier 1431 ; tom. XIII, p. 176.

(i) En 1450 et 1452. Voir le t. XIV, pag. 249 et suiv.

(k) Art. 9, pag. 77, tom. XIV.

(l) 29 mai 1459 ; tom. XIV, p. 476.

(m) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. xiv.

Le desir général des bonnes études ayant sur-tout fait accorder par nos Rois tant de franchises et d'immunités, les étrangers qui venoient étudier en France, furent toujours admis à les partager avec les nationaux. Philippe-le-Bel enjoignit même (a) aux gardiens des ports et passages du royaume de laisser passer les monnoies prohibées qu'apportoient pour leurs dépenses les étrangers venant d'Angleterre ou d'ailleurs étudier à Paris. L'exception est d'autant plus remarquable, qu'elle étoit peu dans l'esprit des lois si multipliées de Philippe IV sur les monnoies (b). Les célèbres professeurs que la France avoit eus dans le XII.^e et le XIII.^e siècles, dans le XII.^e principalement (c), avoient accoutumé les étrangers à venir s'y instruire. Le commerce y attiroit aussi quelques nations voisines, et la législation témoigna souvent le desir de lui être favorable; elle lui accorda également des franchises et des exemptions. Les marchands de Portugal, d'Espagne, d'Italie, sont ceux dont elle s'occupe plus ordinairement (d). Ce n'est pas seulement des droits à payer sur les marchandises qui entrent dans le royaume ou qui en sortent, que nos lois les affranchissent; elles les affranchissent encore de toute obligation pécuniaire et personnelle, pendant tout le séjour que les affaires de leur commerce exigent qu'ils fassent en France. Jean II et Charles V n'accordent pas une faveur moins étendue aux Juifs qui venoient s'y établir (e) pour exercer principalement un genre de trafic bien peu digne de la protection des lois : néanmoins, ce qu'on leur accordoit sous un rapport, on le leur reprenoit sous un autre; cette franchise dont ils jouissoient à quelques égards, il falloit la payer, ou par une somme donnée d'abord, ou par une redevance annuelle qui, pour porter un autre nom, n'en avoit pas moins le même caractère (f).

Quelques exemptions furent aussi accordées à quelques professions, ou momentanément, ou pour toujours. On en trouve un assez grand nombre de prononcées en faveur des arbalétriers (g); les ouvriers des

(a) Le 23 avril 1313; *Ordonn.* t. XI, pag. 427.

(b) Voir le Discours préliminaire du tom. XV, pag. xliij et xliij.

(c) Voir le Discours préliminaire du tom. IX de l'*Histoire littéraire de France*.

(d) Voir le tom. III des *Ordonnances*, pag. 166, 504, 571 et 635; le t. IV, pag. 421, 428, 431, 433, 434, 435, 460, 496 et 670; le tom. V, pag. 239 et suiv.; le tom. VI, pag. 4, 209, 210, 338, 486, 656; le tom. VII, pag. 72, 141 et 142, 438 et 716; le tom. VIII, p. 185, 186 et 213; le tom. IX, p. 106, 107 et 132, et le tom. XIII, pag. 44,

58, 209 et 210. Charles-le-Chauve, en 844, avoit exempté du tonlieu et des autres impôts les Goths ou Espagnols demeurant dans le comté de Barcelone. *Capitul.* tom. II, pag. 25 et 26.

(e) Voir le tom. III des *Ordonn.* p. 478, S. 16; 479, art. 21; 480, art. 24; le tom. V, pag. 494, art. 16; 495, art. 21.

(f) Voir, entre autres, sous Charles V, le tom. VI des *Ordonn.* pag. 44 et 45, 173 et 174, 339 et 340.

(g) *Ordonn.* tom. III, p. 361; t. V, pag. 13, 32, 66 et 144; tom. VI, p. 538; tom. IX, pag. 522, 595, 658; t. XIII, pag. 244.

monnoies n'étoient soumis ni à la taille, ni à l'ost et chevauchée, ni à plusieurs autres impôts (*a*). Les serruriers et tailleurs de Paris furent exempts de droits d'aides, pour les marchandises de leur profession; les hôteliers, pour l'avoine et le foin qu'ils vendoient à ceux qui logeoient dans leurs hôtelleries (*b*). Charles VI exempta les heaumiers (*c*) de toute imposition, pour les ouvrages de leur métier qu'ils vendront ou feront vendre dans le royaume (*d*). Les notaires, les médecins, les jurisconsultes, sont affranchis du service militaire par une loi de Jean II, relative à Aigues-mortes, et du mois de février 1350 (*e*). Charles VII, au contraire, ordonne de saisir les biens des avocats, des procureurs, des notaires, des officiers de cour laïque ou de cour d'église, qui refuseroient de payer l'aide, de les priver même de leur office (*f*).

Plusieurs ordonnances exemptent les juges de diverses contributions (*g*). Les membres du Parlement furent dispensés, en 1422, de payer l'impôt sur les fruits provenant de leurs héritages, vendus en gros ou en détail (*h*). Ils furent dispensés de payer, la même année, une aide octroyée par les trois états du royaume (*i*). Charles VI, au mois de mars 1397, avoit aussi affranchi de tout droit la vente des productions de leurs domaines (*k*). L'exemption porta sur les huissiers mêmes (*l*). Ce n'étoient pas les premiers exemples d'immunités accordées aux magistrats du Parlement : Jean II les avoit affranchis, en 1353, de tout péage pour leurs vivres; de toutes prises royales; et il déclare qu'en cela il ne fait qu'ordonner de nouveau ce qu'un ancien usage avoit établi (*m*). Les généraux des aides, les gens des comptes et du trésor, jouirent toujours de l'immunité la plus étendue; elle porta même sur leurs veuves (*n*).

Les officiers et serviteurs du Roi, demeurant dans son palais ou son château du Louvre, étoient aussi, depuis long-temps, exempts de tailles et des divers subsides, quand Charles VI, en 1404, leur

(*a*) Ordonn. tom. I.^{er}, p. 30; tom. V, pag. 484; tom. VII, pag. 379; tom. VIII, pag. 102 et 466; tom. XI, pag. 1 et 2.

(*b*) Ordonn. tom. IX, pag. 90, 421 et 656.

(*c*) Armuriers qui tiroient leur nom d'une armure de tête appelée *heaume* ou *heaulme*, quelquefois *hiau*.

(*d*) Ordonn. tom. X, pag. 44 et suiv. Voir les pag. 5 et 6 du même volume.

(*e*) Ordonn. tom. IV, pag. 45, art. 2. Voir une autre disposition favorable aux notaires, dans une autre loi de Jean II, pag. 189 du même tome, art. 7.

(*f*) Tom. XIII, pag. 213, art. 24, et pag. 430.

Tome XVII.

(*g*) Ordonn. tom. I.^{er}, p. 393, art. 1.^{er}; tom. IV, pag. 47, art. 6; tom. IX, pag. 100 et 513.

(*h*) Ordonn. tom. XIII, pag. 21.

(*i*) Ibid. pag. 14.

(*k*) Ordonn. tom. VIII, p. 184 et 394. Il les avoit exemptés de plusieurs aides, en 1414 et 1416; tom. X, pag. 225 et 394. Voir encore, tom. XIII, pag. 14 et 21, les exemptions prononcées par Charles VII et par Henri VI.

(*l*) Tom. VIII, pag. 631.

(*m*) Ordonn. tom. II, pag. 541.

(*n*) Voir tom. IX, pag. 141; et aussi, pag. 100.

confirma ce privilège (a). En 1388, cependant, il avoit paru borner l'exemption au chancelier, au connétable et aux généraux des aides, en la retirant même à ces derniers dans le cas où ils feroient quelque commerce, où ils vendroient du vin en détail ; « car c'est public et vil office, dit la loi, et y pourroient être commises fraudes (b). » Par trois lettres différentes de l'année 1411, les premières du mois de juin et les deux autres du mois de juillet (c), Charles VI exempté pareillement les officiers de son hôtel, ceux de l'hôtel de la Reine et de l'hôtel du Dauphin, son fils aîné, des droits d'aides par rapport à la vente des denrées crues dans leurs héritages. Au temps des croisades, quelques adoucissements avoient été accordés à ceux qui par-toient pour combattre les ennemis du christianisme (d). Charles VI, voulant favoriser d'autres pèlerins (on avoit aussi donné ce nom (e) aux croisés), rend une loi expresse, à la fin du siècle suivant, pour exempter d'un droit de douze deniers les bougies destinées à leurs offrandes, au Mont-Saint-Michel (f). Les pèlerins, d'ailleurs, long-temps avant la troisième race, avoient été affranchis de toutes les contributions à payer sur les routes, et pour eux-mêmes, et pour tous les objets qui auroient été nécessaires à leur subsistance et à leur voyage (g). Charles VI, encore, par une autre loi (h), avoit exempté des droits d'aides « les enseignes de Monseigneur Saint » Michiel (i), coquilles et cornes qui sont nommées et appelées » quiencaillerie, avecques autre euvre de plon et estaing, getté en » moule, pour cause des pèlerins qui illec viennent et affluent. »

Des exemptions plus justes étoient celles qu'obtenoient les habitants d'une commune, après avoir subi un événement désastreux ou les malheurs de la guerre. Nous voudrions que les concessions royales, à cet égard, n'eussent jamais un fondement moins légitime. Elles sont nombreuses ; elles n'offrent pas toutes, cependant, le même caractère : les unes ont lieu et ne doivent avoir lieu que pour un temps fixe ; l'époque de la cessation des autres est indéterminée : quelquefois c'est un seul impôt qu'on remet ; quelquefois on en remet plusieurs. Les exemptions accordées dans les fameuses

(a) *Ordonnances*, tom. IX, pag. 7 et 8. Voir aussi les pag. 616, 620 et 623, et le tom. VIII, pag. 520. Les instructions du 4 janvier 1392 exemptent de contributions les viandes destinées aux hôtels du Roi et des Princes, tom. VII, pag. 526.

(b) *Ordonn.* tom. VII, p. 258, art. 13.

(c) *Ordonn.* tom. IX, pag. 616, 620 et 623.

(d) *Ordonn.* tom. I.^{er}, pag. 32, mars 1214. On exempta de plusieurs droits et

péages les denrées destinées pour l'hôtel des cardinaux ; *Ordonn.* tom. XI, p. 140.

(e) *Ibid.* pag. 33, note k.

(f) *Ordonn.* tom. XII, p. 574 et 575, 15 février 1393.

(g) Voir le Discours préliminaire du tom. XVI, pag. xlvj.

(h) *Ordonnances*, tom. VII, pag. 590 et 591.

(i) Petites médailles, représentant le saint.

Coutumes de Lorris et de Bois-Commun (*a*) le sont à perpétuité : beaucoup d'autres, celles, par exemple, que renferment les lettres de Philippe de Valois pour la ville de Condom (*b*), et de Jean II pour la Rochelle (*c*), n'expriment aucune limitation de durée (*d*) ; le terme est, au contraire, fixé à un an, à trois ans, à dix ans, à vingt ans, dans différentes lettres en faveur de Tournay (*e*), d'Alzonce (*f*), d'Avignonet (*g*), de Verfeuil (*h*), de Puy-la-Roque (*i*), de la Salvetat (*k*), d'Aigues-mortes (*l*), de Milhau (*m*), &c. &c. Anet et Pontorson sont déclarés exempts de péages et d'impôts (*n*) ; Cambray, Abbeville et d'autres lieux, de quelques droits sur les marchandises pour leur usage (*o*) ; Alzonce, de tous (*p*) ; Avignonet, à *copagio et leuda* (*q*) ; les habitans de la Rochelle, d'une manière plus générale, de tous péages, coutumes, contributions (*r*). Les bourgeois de Toulouse étoient exempts, dans tout le comté, de toute redevance sur les blés, les vins, les autres productions de leurs terres, toutes leurs denrées et marchandises, qu'ils les fissent arriver par terre ou par eau (*s*). Charles-le-Bel exempta de la taille quelques villes de Normandie, mais sous la condition qu'elles la remplaceroient par un impôt sur les choses vendues (*t*). Les habitans de Rodès ayant été les premiers à secouer le joug d'un Prince anglois et à reconnoître Charles V pour leur véritable souverain, Charles leur accorda de ne pouvoir être obligés à payer la taille qui seroit imposée dans les autres consulats de la sénéchaussée de Rouergue, que quand ils y auroient consenti ; et, dans ce cas même, il voulut

(*a*) *Ordonn.* tom. IV, pag. 72 et suiv. ; tom. XI, pag. 200 et suiv.

(*b*) En 1340 ; elles furent confirmées en 1358. Voir le tom. III, pag. 233 et suiv.

(*c*) En 1360 ; *Ordonn.* t. III, p. 431.

(*d*) Voir encore les exemptions rap-
pelées tom. IV, pag. 297, 298, 453,
615, 638 ; tom. V, pag. 22, 150, 177,
178, 180, 207, 216, 223, 316, 633, 689,
&c. &c.

(*e*) *Ordonn.* tom. V, pag. 349.

(*f*) *Ordonn.* tom. IV, p. 179, art. 3.
Ses notaires le sont du marc d'argent,
pour trois années, art. 5.

(*g*) *Ordonn.* tom. III, pag. 78, art. 21.

(*h*) *Ordonn.* tom. V, pag. 277, art. 3.

(*i*) *Ibid.* pag. 279.

(*k*) *Ibid.* pag. 385 ; et pag. 387, pour
Florence.

(*l*) *Ordonn.* tom. IV, pag. 45, art. 2.

(*m*) *Ordonn.* tom. V, p. 291. Voir aussi
les pag. 525 et suiv.

(*n*) *Ordonnances*, tom. IV, pag. 615
et 638.

(*o*) *Ordonn.* tom. V, p. 177. Voir aussi
pag. 177, 178 et 689, art. 6 ; pag. 356 ;
tom. VII, pag. 186.

(*p*) *Ordonn.* tom. IV, pag. 179.

(*q*) Voir les notes de la pag. 75 du
tome III, et le Discours préliminaire du
tome XVI, pag. xliij et lvi.

(*r*) *Ordonn.* tom. III, pag. 431. On
peut voir aussi tom. IV, pag. 297, 298,
453 ; tom. V, pag. 17, 22, 151, 177,
189, 216, 279, 299, 307, 316, 328,
349, 388, 525, 600, 615, 633,
689, 691, &c. &c.

(*s*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, p. 393 et 394.
Les habitans de Montolieu pouvoient y
faire entrer ou en faire sortir du fil, de
la filasse, de la laine, des draps, sans
payer aucun droit ; tom. VII, pag. 502,
art. 16.

(*t*) *Ordonn.* tom. I.^{er}, p. 788, art. 1.

qu'à défaut de paiement on ne pût jamais saisir leurs personnes, mais seulement leurs biens (*a*). Orléans avoit supporté tous les malheurs d'un long siège avec un grand courage et une inébranlable fidélité; les maisons des faubourgs avoient été détruites, et les domaines de tous les habitans pillés et ravagés par l'ennemi : Charles VII les exempta, pendant tout son règne, des tailles, des aides, des subventions quelconques, et de tout mandement pour la guerre (*b*); il y ajoute, par des lettres rendues presque aussitôt (*c*), l'exemption de toute prise de vins, de blés et autres vivres, qui pourroit être faite sur eux pour la dépense des hôtels du Roi, de la Reine, du Dauphin, des autres Princes (*d*).

Le plus ancien monument de ce genre qui existe dans notre collection, est de Philippe I.^{er} et de 1079 (*e*): mais il n'a pas pour but de récompenser de tels services; l'idée en appartient au desir que les Rois avoient de l'affranchissement des communes. La ville d'Aigues-mortes est l'objet de ces lettres de Philippe, que Louis IX renouvela ensuite, vers le milieu du XIII.^e siècle. On est surpris, nous avons déjà eu occasion de le remarquer dans le volume précédent (*f*), que les lettres de Louis, étant copiées presque mot à mot de celles de Philippe I.^{er}, soient pourtant rédigées comme si c'étoient de nouveaux privilèges qui fussent accordés à la ville d'Aigues-mortes (*g*).

Nous avons vu l'exemption porter quelquefois sur la nature même des marchandises ou sur leur destination : on n'exigeoit aucun droit, par exemple, de celles qu'on portoit à l'armée (*h*);

(*a*) Ordonn. tom. V, p. 258. Voir aussi la pag. 411.

(*b*) Ordonn. tom. XIII, pag. 144 et 145; 16 janvier 1429.

(*c*) Ibid. pag. 149 et 150; février 1429.

(*d*) On peut voir quelques autres exemptions, plus ou moins étendues, accordées à d'autres villes, tom. II, p. 349, et 411; tom. V, pag. 36, 297, 309, 318,

451, 474, 503, 523, 549, 586, 639, 693, 703; tom. IX, p. 8, 324 et 363, 407, 416, 578; tom. X, p. 60, 421, 450, &c. &c.

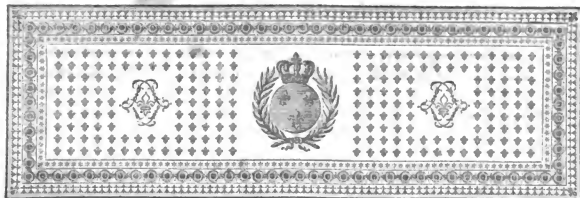
(*e*) Ordonn. tom. IV, p. 44 et suiv.

(*f*) Page 691, note c.

(*g*) Elles furent encore confirmées par Philippe IV, en 1288; par Louis X, en 1315; par Charles-le-Bel, en 1323; par Jean II, en 1350.

(*h*) Ordonn. tom. I.^{er}, pag. 605.





ORDONNANCES

DES

ROIS DE FRANCE

DE LA TROISIÈME RACE.

LOUIS XI.

M. CCCC. LXVII.

L'année 1467 a commencé le 29 Mars, et a fini le 16 Avril.

(a) Rétablissement des Collations en faveur du Pape.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous considerans estre vray filz d'Esglise et tres-chrestien Roy, voullans obeyr au Saint-Siege apostolique, et complaire de tout nostre pouvoir à nostre Saint-Pere le Pape, et luy souffrir et laisser ce qui luy appartient comme raison est, et sur ce, eu advis et deliberacion avec plusieurs des seigneurs de nostre sang et gens de nostre grant conseil, icelles noz lectres et le contenu en icelles *(b)*, ensemble les publications qui s'en estoient ensuiz, et aussi toutes aultres ordonnances que pourrions avoir faictes au contraire à l'autorité de nostredict Saint-Pere le Pape et du Saint-Siege apostolique, avons revocqué et adnullé, revocquons, cassons et adnullons par ces presentes, en permettant à tous nosdicts subgetz et habitans de nosdicts royaume et Daulphiné, par cescdictes

LOUIS XI,
à Étampes,
le 24 Juillet
1467.

NOTES.

(a) Manuscrits de Bibliothèque du Roi,
n.° 8425, fol. 539 v.°
Tome XVII.

(b) Voir le tome XVI, pages 244 et suiv.,
et notamment la note e de la page 245.

LOUIS XI,
à Étampes,
le 24 Juillet
1467.

presentes, qu'ilz puissent aller ou envoyer en ladite court de Rome devers nostredict Saint-Pere le Pape, querir et obtenir collacions et provisions de benefices, soit qu'ilz soyent collectifs ou autrement, et icelles collacions et provisions faire mettre à execution deue selon leur forme et teneur, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz faisoient ou pouvoient faire auparavant nosdictes ordonnances et publicacion d'icelles, sans ce que auscunement, en ce faisant, ilz ne aucuns d'eulx puissent encourir les peines indictes et declarées en nosdictes ordonnances en auscune maniere, et comme se nosdictes lectres dessus transcriptes n'eussent par nous esté octroyées, leues et publiées comme dict est. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez et feaulx conseillers les gens tenans noz cours de parlement à Paris, Thoulouze et Bourdeaux, au prevost de Paris, et à tous nos baillifz, seneschaulx, maistres des ports et aultres juges de nosdicts royaume et Daulphiné, et à chascun d'eulx si comme à luy apartendra, que ces presentes lectres, contenant cassacion ou revocation de nosdictes lectres dessus transcriptes et publicacion d'icelles, ilz publient et facent publier en leurs cours et auditoires et enregistrer en leurs registres, et icelles facent garder d'ores en avant et pour le temps advenir, selon leur forme et teneur. Et affin que aucun ne puisse pretendre cause d'ignorance de l'octroy et concession de ces presentes noz lectres, nous mandons et commandons derechef à nosdictes cours de parlement et juges dessusdicts, et à chascun d'eulx si comme à luy apartendra, que ces presentes nos lectres ilz facent publier chascun en sa jurisdiction, à son de trompe, par cry publicque, ès lieulx où l'on a accoustumé faire telz criz, sans y faire difficulté en quelque maniere que ce soit, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques. Et pour ce que l'on pourra avoir à besongner de ces presentes en plusieurs lieulx, nous vouldons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Estampes, le xxiii^e jour de Juillet, l'an mil cccc LXVII, et de nostre régné le septiesme.* Sic signatum : *Par le Roy en Son Conseil.*

LOUIS XI,
à Étampes,
le 26 Juillet
1467 (b).

(a) *Lettres concernant les Gages du Parlement.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. De la partie de nos amez et feaulx les presidens, conseillers et aultres noz officiers nous servant ordinairement en nostre court de parlement à Paris, nous a esté remonstré que plusieurs tant de nosdictz conseillers absens de nostredict court que aultres, se sont fait le temps passé, et font chascun jour assigner et payer de dons, gaiges et pensions qui par nous leur ont esté ordonnez sur les deniers que avons

NOTES.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 141 v.^o

(b) Le même jour, 26 juillet, des lettres de Louis XI ordonnèrent la main-levée du comté de Marle, en faveur de Jean de Luxembourg. Le même jour encore, ce Prince en donna d'autres, portant relief d'adresse au Parlement de Paris, pour enregistrer des lettres patentes du même mois,

qui unissoient la terre et seigneurie de Montcornet au comté de Marle. Toutes trois sont également datées d'Étampes, et rappelées page 303 de la Compilation de Blanchard, d'après le volume E des registres du Parlement, pages 137, 138 et 139. Marle est dans le voisinage de Laon, et forme aujourd'hui un des chefs-lieux de canton du département de l'Aisne.

appointez pour le paiement de leurs gaiges ordinaires et leurs après-disnées, et veullent contraindre, au moyen de certaines lectres qu'ilz dient de nous avoir obtenues, le receveur des gaiges de nostredicte court à les payer des gaiges de leursdictz offices, tout ainsi que s'ilz estoient presens en icelle court, et les aultres se veullent aussi faire payer par ledict receveur de leurs pensions ou gaiges extraordinaires que leur avons ordonnez, ainsi et par la forme et maniere que ceulx qui nous servent et resident ordinairement en nostredicte court; par quoy a eu par cy-devant de grans faultes et retarde-mens ou paiement des gaiges ordinaires et des après-disnées de nosdictz conseillers et officiers servans actuellement en icelle nostre court, lesquelz, à ceste cause, ne se pourroient bonnement entretenir en nostredict service, se provision n'y estoit donnée, ainsi qu'ilz nous ont fait dire et remon-strer, requerant humblement icelle. Pourquoi nous, ces choses considérées, et pour aultres causes à ce nous mouvans, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, que nosdictz conseillers absens ausquelz avons donné lectres de pouvoir prendre leurs gaiges, absens comme presens, jaoit qu'ilz ne servent actuellement, et pareillement ceulx ausquelz avons donné et octroyé pensions, outre leurs gaiges, à les prendre sur les deniers ordonnez pour nostredicte court, ne pourroient d'ores en avant rien prendre ne deman-der de leursdictz gaiges durant leurdicte absence, ne pareillement desdictes pensions, jusques à ce que lesdictz presidens, conseillers, greffiers, huis-siers, noz advocatz et procureur general, servans actuellement en icelle, et ceulx de nosdictz conseillers qui sont en nostre service et par nostre com-mandement et ordonnance, lesquelz nous voulons estre reputez pour pre-sens quant ad ce, soyent payez entierement de leursdictz gaiges ordinaires et après-disnées, et avons defendu et defendons à Guillaume Colombel, receveur des gaiges de ladicte court, qu'il ne paye à iceulx absens les gaiges de leursdictz offices, ne pareillement à aucuns aultres, soient presens ou absens, aucune pension ou pensions que leur pourrions avoir données et ordonnées estre prises sur les assignacions faictes pour le paiement des gaiges de nosdictz conseillers et officiers d'icelle court, jusques à ce que nosdictz presidens, conseillers et aultres officiers servans actuellement en icelle, soyent payez entierement desdictz gaiges ordinaires et après-disnées, sur peine de le recouvrer sur luy, nonobstant quelzconques lectres par nous données et octroyées ausdictz absens et aultres ayans pensions, et tous mandemens à ce contraires. *Donné à Estampes, le xxvj.^e jour de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme. Sic signatum :* Par le Roy. J. BOURRE.

Collatio facta est cum originali.

LOUIS XI,
à Estampes,
le 26 Juillet.
1467.

(a) *Exemption de la Gabelle pour le Parlement.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, salut et dilection. Comme, pour abregier l'expedi-cion de la multitude des procès qui estoient et sont pendans en nostre court de parlement, nous eussions ordonné, outre la forme ancienne, les presidens

LOUIS XI,
à Estampes,
le 26 Juillet.
1467.

NOTE.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, *folio 142 v.^o*
Tome XVII. A ij

Louis XI,
à Etampes,
le 26 Juillet
1467.

et autres officiers d'icelle court, besongner en l'expedition desdictz procès après-disner, en leur croissant leurs gaiges pour et à cause desdictes vacacions d'après-disner, pour le payement desquels, pour ce que les deniers qui paravant leur avoient esté assignez pour leursdictz gaiges ne pourroient souffrir ne fournir, eust esté mis sus une creue de quatre livres parisis pour muy de sel en certains greniers de Languedoil, qui encore a cours jusqu'au premier jour d'octobre prouchain venant; et combien que en nostredicte court on ait diligemment vacqué à l'expedition desdictz procès et faict encores par chascun jour tellement que plusieurs en ont esté vuidés, neantmoins, si ladicte creue de quatre livres parisis pour muy de sel n'estoit continuée comme les aultres années precedens, nosdictz presidens, conseillers et aultres officiers de nostredicte court ne pourroient bonnement estre payez entierement de leursdictz gaiges, et par ce ne seroient pas si ententifs ne diligens de vacquer et besongner esdictz procès que s'ilz estoient bien payez comme ilz ont esté par cy-devant: pourquoy nous, voulans iceulx noz presidens, conseillers et aultres officiers de nostredicte court, estre d'ores en avant payez entierement comme ilz ont esté es années precedens, icelle creue de quatre livres parisis pour muy de sel avons continuée et continuons, et icelle de nouvel avons mise sus et mettons, par ces presentes, en et par tous les greniers et chambres à sel esquels elle a eu cours par cy-devant et a encore de present, et voulons et nous plaist qu'elle ait cours du premier jour d'octobre prouchainement venant qu'elle sera expirée, jusqu'à six ans prouchains après ensuivans, pour des deniers qui vendront et ystront d'icelle creue estre satisfait au payement tant des gaiges des matinées desdictz presidens, conseillers et aultres officiers de nostredicte court, que des salaires des après-disnées qu'ilz vacqueront en icelle court, ainsy que autrefois a esté par nous ordonné. Si vous mandons et expressement enjoignons que par les grenetiers desdictz greniers et chambres à sel auxquels ladicte creue a eu par cy-devant et encores a cours pour la cause dessusdicte, vous faictes vendre tout le sel qui en iceulx sera distribué durant ledit temps de la creue dessusdicte de quatre livres parisis pour muy de sel, ainsy que à present se faict, et des deniers qui en ystront, faictes bailler et delivrer par les decharges et acquitz du receveur general de nos finances qui à present est ou sera, à Guillaume Colombel, par nous commis au payement desdictz officiers de nostredicte court, et par ses quictances seulement, tout ce qui sera necessaire pour fournir au payement desdictz gaiges, et aussi pour les salaires ordonnez pour la vacation que feront après-disner nosdictz officiers, lequel Guillaume Colombel avons ad ce commis et commectons par ces presentes, et luy avons donné et donnons pouvoir, auctorité et mandement especial de contraindre et faire contraindre par tels que bon luy semblera, tous les grenetiers et controleurs desditz greniers et chambres à sel ou leurs commis, à monstrier leurs estats de la distribution et delivrance du sel desdictz greniers et chambres à sel, par toutes voyes et manieres accoustumées faire pour noz propres debtes, nonobstant oppositions et appellacions quelxconques. Et pour ce que de ces presentes l'en pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz le scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Etampes, le xxvj. jour de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Sic signatum: Par le Roy. J. BOURRE.

Collatio facta est cum originali.

Les generaux conseillers ordonnez par le Roy nostre seigneur sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, veues par nous les lectres du Roy nostredict seigneur cy-attachées soubz l'un de nos signetz, par lesquelles, et pour les causes contenues en icelles, icelluy seigneur a ordonné que la creue de quatre livres parisis pour muy de sel, qui par cy-devant avoit cours en certains greniers de Languedoil, et avoit encore cours jusqu'au premier jour d'octobre prouchain venant, aura encores cours et sera continuée dudit premier jour d'octobre prouchain venant jusques en six ans ensuivans et accomplis, et qu'elle sera receue par Guillaume Colombel comme elle a esté receue le temps passé, pour convertir ès gaiges des presidens, conseillers et aultres officiers de ladicte court; consentons à l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, tout ainsy et par la forme et maniere que le Roy nostredict seigneur le veult et mande par sesdictes lectres. *Donné soubz l'un de nos signetz, le iiij.^e jour d'Août, l'an mil cccc lxxvii.* Sic signatum : J. DORCHERE.

LOUIS XI,
à Étampes,
le 26 Juillet
1467.

(a) *Assiette des Gages du Parlement sur la Gabelle.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, salut et dilection. Comme nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, eut dès pieçà voulu et ordonné, pour la grant multitude des procès estant en nostre court de parlement, que nos amez et féaulx conseillers les presidens et aultres officiers de ladicte court vacqueroient et entendraient chascun jour, après-disner, au jugement et expedition des petites causes et procès introduitz et pendans en ladicte court, et en outre, que deux ou trois jours en la sepmaine, tels et quant ilz verroient qu'il seroit bon de faire, peussent besongner, vacquer et entendre, ausdictes après-disnées, à la reformation des abus des advocats, procureurs et suppostz de ladicte court, et aussi de la justice de la prevosté de Paris, et aultres affaires qui surviendroient en ladicte court; et en outre, que, pendant le temps que en ce ilz vacqueroient, tous lesdictz presidens, conseillers laïcs, pour lesdictes après-disnées, eussent et prinssent par chascun jour la moitié de ce que se montoient leurs gaiges ordinaires, et lesdictz conseillers-clercs en icelle court, qui ne prenoient que cinq sols parisis par jour, en prendroient aultres cinq sols, et ce outre leurs gaiges ordinaires de ladicte court, et le greffier civil d'icelle court, aultres cinq sols parisis, et les huissiers, chascun dix deniers tournois pour lesdictes après-disnées, laquelle crue de gaiges nostredict feu seigneur et pere avoit voulu et ordonné leur estre payée par le commis au paiement de leurs gaiges ordinaires; et après ce que fusmes parvenus à la couronne et seigneurie de nostre royaume, eussions voulu et ordonné lesdictes après-disnées estre continuées et entretenues en la forme et maniere qu'elles avoient esté du temps de nostredict feu seigneur et pere, pour certaines années qui finiroient au dernier jour de septembre prouchain venant; et pour ce que ledict temps sera en brief expiré, et que en nostredict court y a grant nombre de causes et

LOUIS XI,
à Étampes,
le 26 Juillet
1467.

NOTE.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnauges de Louis XI, fol. 145 r.^e

LOUIS XI,
à Étampes,
le 26 Juillet
1467.

procès qui bonnement ne pourroient estre expediez sans la continuacion desdictes après-disnées, ainsi qu'il nous a esté dict et remonstré, sçavoir faisons que nous, voulans et desirans nostredicte court de parlement vacquer plus que jamais à l'expedition des causes et procès qui y sont pendans en innombrable nombre, voulons et ordonnons par ces presentes, que icelles après-disnées soyent entretenues en la forme et maniere qu'elles ont esté par cy-devant, pour six ans entiers, à commencer du premier jour d'octobre prouchain venant, et que nosdictz presidens, conseillers et aultres officiers, tant de la grant chambre, des enquestes, que des requestes de nostre palais, soyent payez et contentez durant ledict temps par Guillaume Colombel par nous commis à la recepte et payement des gaiges de nostredicte court, ou aultre qui par nous y sera commis, tous les mois de l'an, tout ainsy et par la forme et maniere qu'ilz ont esté par cy-devant, et des deniers qui par ledict Colombel seront reccez par descharge de nostre receveur general de noz finances, tant de l'esmolument des greniers à sel estant sur et deçà la riviere de Loyre, comme des deniers de la crue de quatre livres parisins pour muy de sel mise sus pour ladicte cause. Si vous mandons et expressement enjoignons que en faisant lesdictz presidens et conseillers, tant de ladicte grant chambre, des enquestes, que des requestes de nostredicte palais, et aultres officiers en icelle court, joyr et user plainement et paisiblement de nostredicte presente ordonnance, vous les faictes payer pour lesdictes après-disnées des deniers dessusdicts, en la maniere qu'ilz ont accoustumé d'estre payez de leurs gaiges pour lesdictes après-disnées; et par rapportant ces presentes ou *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, avecques les quictances desdictz presidens, conseillers, greffier et huissiers, nous voulons tout ce que payé leur aura esté en la maniere et pour les causes dessusdictes, estre alloué es comptes et rabattu de la recepte dudit Colombel ou de celluy qui payez les aura, par nos amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz nous mandons que ainsy le fâcent sans aucune difficulté, nonobstant que de ce ne soyent levées descharges du receveur general de noz finances et quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. *Donné à Estampes, le xxvj. jour de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Sic signatum : Par le Roy. J. BOURRE.

Les generaulx conseillers ordonnez par le Roy nostredict seigneur sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, veues par nous les lectres du Roy nostredict seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles, et pour les causes contenues en icelles, ledict seigneur a voulu et ordonné que les presidens et aultres officiers de la court de parlement vacquent et entendent chascun jour, après-disner, au jugement et expedition des causes et procès introduits et pendans en ladicte court, et en outre, que deux ou trois jours en la sepmaine, telz et quant ilz verront qu'il soit bon de faire, puissent besongner, vacquer et entendre, ausdicts après-disners, à la reformation des abus des advocatz, procureurs et supposts de ladicte court, et aussi de la justice de la prevosté de Paris et es autres affaires qui surviendront en ladicte court; et en outre, que, pendant que en ce ilz vaqueront, tous lesdictz presidens et conseillers laiz, pour lesdictes après-disnées, ayent et prennent par chascun jour la moictié de ce que montent leurs gaiges ordinaires, et lesdicts conseillers-clercs en icelle court, qui ne prennent que cinq sols parisins par jour, en prendront aultres cinq sols parisins, et ce, oultre leurs gaiges ordinaires de ladicte court,

et le greffier civil de ladite court, aultres cinq sols parisis, et les huissiers, chacun dix deniers tournois, pour lesdictes après-disnées, pour six ans, commençans le premier jour d'octobre prouchain venant; nous consentons et sommes d'accord à l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, et que lesdictz gaiges soyent payez ausdictz presidents et conseillers, greffier civil et huissiers de ladite court, ainsy et par la forme et maniere que le Roy nostredict seigneur le veult et mande par sesdictes lectres, par sieur Guillaume Colombel, receveur et payeur desdictz gaiges d'icelle court, ou aultres qu'il appartendra. *Donné sous l'un de nos signetz, le troisiésme jour d'Aoust, l'an mil cccc soixante-sept.* Sic signatum : DORCHERE.

Collatiò facta est cum originali.

LOUIS XI,
à Etampes,
le 26 Juillet
1467.

(a) Lettres concernant le Jugement des Procès de l'Hôtel-Dieu
de Paris (b).

LOUIS XI,
à Paris,
le 29 Juillet
1467.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum Rex, preposito Parisiensi aut ejus locumtenenti, saluem. Illorum quippe qui die noctuque crebris orationibus et vigiliis insistunt, quique membra Dei, pauperes videlicet, quos senectus flebilis arguit infirmitasque corripit ad inimica nature fragilis paupertas constituit, mendicantes benignè suscipiunt et in suis angustiis seu doloribus fatiditis misericorditer amplectuntur, jura debent et cense tractari favorabiliter et tueri : quamobrem nos, intendentes pia que quotidie tribuunt obsequia Dei pauperibus incessanter dilecti nostri magister, fratres et sorores domus Dei seu hospitalis Parisiensis, eisdem de speciali gracia et auctoritate nostra regia concessimus et etiam concedimus per presentes, ut ipsi pro causis et querelis suis quibuscunque deducendis in judicio, quas habent vel habere contigerit in castelleto nostro coram vobis, absque defectu habeant audientiam quolibet die liigabili in septimana; quocirca vobis mandamus firmiter injungendo, quatinus prefatos magistrum, fratres et sorores, presenii nostrâ graciâ uti et gaudere pacificè faciatis et etiam permittatis, ipsos in contrarium nullatenus molestando seu impediendo, usu, stylo seu consuetudine dicti castellei nostri, literisque, mandatis vel ordinanciis contrariis, non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die vigesima nonâ mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-septimo, et regni nostri septimo. *Sic signatum* : Per Regem, ad relacionem Consilii. G. ANTHONIS.

Et in dorso : Leues et publiées en jugement au Chastellet de Paris, le mardy unziesme jour d'Aoust, l'an mil quatre cent soixante-sept. Signé LE CORNU.

NOTES.

(a) Transcrites sur les chartes de la Chambre des comptes, aux Archives du Royaume, n.º 1036.

(b) Les volumes précédens offrent plusieurs dispositions relatives à l'hôtel-dieu de Paris, soit dans des lois particulières, soit dans quelques articles de loi qui embrassent un plus grand nombre d'objets. On peut voir le tome I.^{er}, pag. 459, art. 4, et p. 460, art. 11; le tome II, pag. 351, art. 3; le tome III,

pag. 97, art. 2, pag. 313, art. 3, et pag. 584, art. 4 et 9; le tome IV, pag. 66, pag. 492, art. 11, et p. 584, art. 4; le tome V, pag. 223; le tome VI, pag. 390, art. 26, et pag. 497, 498 et 585; le tome VII, pag. 482, art. 1.^{er}, et 485, art. 9; le tome VIII, pag. 180, 442, 456 et 457; le tome IX, pag. 66 et 67, 164 et 165, 459 et 460; le tome X, pag. 116, art. 195; le tome XI, p. 17 et 18, et le t. XII, pag. 96 et 97.

LOUIS XI,
à la Mothe-
des-Grys (b),
le 19 Août
1467 (c).

(a) *Nouvelle Confirmation des Lettres accordées aux Maîtres des Mines et Forges.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaulx conscillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances et de la justice des aydes, aux prevost de Paris, seneschaulx de Carcassonne, Thoulouse, Beaucaire, Limosin, Poictou, Guyenne, Xaintonge, aux baillys de Vermandois, de Sens, de Montargis, de Chartres, de Berry, de Touraine et de Saint-Pierre-le-Moustier, aux conservateurs de l'équivalent aux aydes de nostre pays de Languedoc, aux commissaires et esleus qui sont et seront par nous ordonnez sur le faict des aydes ordonnées pour la guerre et à mettre sus et imposer les tailles et impôts et autres subsides qui de par nous sont et seront ordonnez et levez en nostre royaume, le payement de nos gens de guerre, et autres deniers qui ont esté et seront mis sus de par nous en nostredict royaume, salut et dilation. Receue avons l'umblé supplication des maistres des mines et forges à fer, estans en nostre royaume et ouvrans ordinairement en icelluy, contenant que, dès le mois de decembre, l'an mil quatre cent soixante et ung, ilz ont obtenu noz lectres patentes, scellées en laz de soye et circ verte, esuelles sont incorporées les lectres de feu nostre très-chier seigneur et père, que Dieu absoille, dont l'on dit la teneur estre telle (d) :

CHARLES, par la grace de Dieu, &c.

Au moyen desquelles lectres dessus transcriptes, qui ont esté bien et dument verifiées et expédiées, lesdicts supplians ont joy et usé paisiblement des affranchissemens, exemptions et octroys, dont mention est faite en icelles, jusques à nagueses que plusieurs impositurs, fermiers, collecteurs de tailles, habitans de villes, chasteaulx et aultres, leur ont mis et s'efforcent chascun jour leur mettre et donner empeschement en la jouissance d'icelles, en les voulant contraindre à contribuer et payer toutes charges comme les aultres habitans contribuables auxdictes aydes, impositions, subsides et autres charges, soubz umbre de ce que ès lectres de nostredict feu seigneur et pere dessus transcriptes, n'est pas, comme ilz dient, assez clairement exprimé que la volenté de nostredict seigneur et père et la nostre ayent esté que les ouvriers et aultres besoingnans esdictes mines et forges, qui sont natifs de nostredict royaume, doivent joyr desdicts

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 220, pièce 35.

(b) Voir la page 498 du tome XVI, note a.

(c) Blanchard, pag. 303 de sa Compilation chronologique des Ordonnances, place sous la même date du 19 août, des lettres portant confirmation des privilèges des habitans de la ville de la Rochelle; mais il a pris un enregistrement pour une loi : les lettres du mois de novembre 1461, imprimées, tome XV, pag. 212 et suiv., ne furent enregistrées en

effet, à la Chambre des comptes, que le 19 août 1467. Voir la pag. 217 du même tome XV. Blanchard, d'ailleurs, donne aux lettres patentes qu'il indique la date de Paris, et nous voyons, par la date de celles-ci, que Louis XI n'étoit pas dans sa capitale le 19 août 1467.

(d) Elles sont imprimées tome XV, pag. 264 et suiv.

privileges

privileges, franchises et exemptions, comme les estrangers qui sont venuz et viendront dehors nostredict royaume besoingner en icelles, comme ilz dient, requerans humblement sur ce nostre declaracion et plus ample grace. Pourquoy nous, ces choses considerées et les causes qui ont meu nostredict feu seigneur et pere et nous à octroyer lesdicts affranchissemens et exemptions, voulans lesdicts supplians joyr paisiblement d'iceulx, avons, pour ces causes et consideracions et autres à ce nous mouvans, en tant que mestier est ou seroit, declairé et declairons, voulons et nous plaist, de grace speciale, par ces presentes, que lesdicts supplians et autres maistres desdictes mynes et forges, qui sont et seront natifs de nostredict royaume, ouvrans et besoignans ordinairement en icelles, joyssent paisiblement des affranchissemens, exemptions et privileges dessusdicts, tout ainsy que s'il eust esté ou estoit plus expressement et particulierement dict et declairé esdictes lectres dessus transcriptes, qu'ilz y fussent et deussent estre entendus et compris; et lesquelz, en tant que mestier est, nous avons affranchis et exemptez, affranchissons et exemptons dès choses dessusdictes, de grace speciale, par cesdictes presentes. Si vous mandons et enjoignons, et à chascun de vous si comme à luy appartendra, que lesdicts supplians et chascun d'eulx vous faictes et souffrez joyr et user paisiblement de noz presente voulenté, declaracion et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destoubrier ou empeschement au contraire, en contraignant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir lesdicts collecteurs, impositours, fermiers, habitans de villes et chasteaulx, et autres qu'il appartendra, et à cesser d'ores en avant desdicts troubles et empeschemens, par toutes voyes et manieres deues; car ainsy nous plaist-il estre faict, et ausdicts supplians l'avons octroyé et octroyons, de grace speciale, par cesdictes presentes. *Donné à la Mothe-des-Gry, le dix-neuviésme jour d'Aoust, l'an de grace mil cccc lxxvii, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de Beaujeu, le Comte Dauphin, et autres presens.* J. DELALOERE.

LOUIS XI,
à la Mothe-
des-Grys,
le 19 Août
1467.

Les generaulx conseillers du Roy nostre sire sur le faict et gouvernement de toutes ses finances, veues par nous les lectres patentes dudict seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles, et mesmement par autres dedans incorporées, appert ledict seigneur avoir confirmé et approuvé les privileges, franchises et libertez octroyez par son feu pere, que Dieu absoille, par ses lectres patentes aussi incorporées esdictes lectres, aux maistres des mynes et forges à fer estans en ce royaume et ouvrans ordinairement en icelluy, selon la formé et teneur desdictes lectres, et avecques et d'abondant par sesdictes lectres, a voulu, declairé et specifié, que tous lesdicts maistres et ouvriers desdictes mynes, qui sont et seront natifs de ce royaume, joyssent desdicts privileges, franchises et libertez, comme les autres estrangers, tout ainsy que s'il eust esté ou estoit expressement et particulierement dict et declairé esdictes lectres d'affranchissement; consentons, en tant que à nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, et que iceulx maistres et ouvriers natifs de cedit royaume joyssent du contenu en icelles, tout ainsy et par la forme et maniere que le Roy nostredict seigneur le veult et mande, pourveu toutesvoies que les francs archers, lesquelz, au moyen de leurdict affranchissement, ilz sont tenez de entretenir, soyent tousjours par eulx entretenuz, prestz et en bon habillement, selon le nombre qu'ilz seront

Tome XVII.

B

LOUIS XI,
à la Mothe-
des-Grys,
le 19 Août
1467.

pour servir le Roy nostredict seigneur en la guerre, où et quant mestier sera. *Donné soubz nosdicts signetz, le xxvj.^e jour de Septembre mil cccc lxxvii.* Ainsi signé : DE VILLECHARTRE.

Les generaulx conseillers du Roy nostre sire sur le faict de la justice des aydes ordonnez pour la guerre, veues par nous les lectres patentes dudit seigneur, ausquelles ces présentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles, et mesmement par autres dedans incorporées, appert ledict seigneur avoir confirmé et approuvé les privileges, franchises et libertez, octroyez &c. &c. consentons, en tant que à nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, et que iceulx maistres et ouvriers natifs de cedit royaume joyssent &c. &c. *Donné à Paris, en la Chambre desdictes aydes, soubz noz signetz, le xxviij.^e jour de Septembre, l'an mil cccc lxxvii.* Ainsi signé : VIVIER.

LOUIS XI,
à Paris,
le 12 Septemb.
1467.

(a) *Établissement d'une Cour des Aides à Montpellier.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme, dès le temps que les aydes furent mis sus en nostre pays de Languedoc, qui fut trente ans ou environ, feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, eust faict et ordonné les generaulx sur le faict de la justice et des aydes oudit pays, de certains prelatz et autres et grands notables personnages, lesquelz exercent la jurisdiction et justice desdicts aydes et autres deniers extraordinaires par aucun temps; et six ou sept ans après, à la requeste des trois estats dudit pays de Languedoc, fut mise sus et establie audict pays une court de parlement, et aussi furent abbattus lesdicts aydes, et au lieu d'iceulx fut mis sus certain droict, appellé *equivalent*, et pour regir et gouverner la justice audict equivalent, furent commis et ordonnez, à la requeste desdictes gens desdicts trois estats, neuf conservateurs, c'est assavoir, trois hommes d'esglise, trois nobles, et trois de l'estat commun, lesquelz furent establis ès trois senechaussées dudit pays de Languedoc, auquel ilz avoient pleniere puissance en cas de souveraineté et de dernier ressort sur le faict dudit equivalent, et à ceste cause, estoient appelez *juges souverains*; et pour ce que l'autorité et jurisdiction desdits generaulx fust, au moyen de l'abbatement desdicts aydes, grandement diminuée, et n'avoient puissance ne jurisdiction que des causes d'appellations interjetées à cause des tailles et des gabelles à sel, qui estoit bien peu de chose, la charge et estat desdicts generaulx fut commise à certains conseillers de ladicte court de parlement, qui depuis l'ont exercée et ont tenu leur cour et jurisdiction en nostre ville de Tolose, au palais où se tenoit ladicte court de parlement; et cependant, le train desdicts conservateurs de l'equivalent a esté grandement mué, et est venu entre mains de basse condition, et la plupart gens laiz, non cognoissans en faict de justice et de finances, et a esté multiplié

NOTE.

(a) *Traité sur les tailles*, par Auger, in-4.^e, Paris, 1788, tome I.^{er}, pag. 178 et suiv. Fontanon, tome II, pag. 730 et suiv. Recueil de Corbin, édition de 1623, pag. 69.

Voir la Table des ordonnances de la Cour des aides, depuis 1295 jusques et compris 1545, tome I.^{er}, pag. 176 et suiv.

le nombre desdicts conservateurs, de neuf à quinze; et ce néanmoins, ladite court de parlement de Languedoc a voulu entreprendre et de fait a entrepris sur lesdicts conservateurs la congnoissance de souveraineté et de dernier ressort; et tant à ceste cause que par les grandes occupations que lesdits generaux avoient en icelle court de parlement, et aussi qu'ilz ont voulu tenir termes dilatoires, comme l'on faisoit en ladite court de parlement, les causes et procez despendans desdicts aydes, equivalent et autres deniers extraordinaires d'icelluy pays de Languedoc, ont esté immortelles, et s'en sont ensuivis de grands dommages à nous et à noz subjects dudict pays de Languedoc, et mesmement, le payement de noz deniers d'icelluy pays en a esté grandement dilayé et retardé, ainsy qu'il nous a esté bien amplement remontré : sçavoir faisons que, en consideration des choses dessusdictes, et après que ladite matiere a esté vuee et debatue tant par auscuns des seigneurs de nostre sang, que par les gens de nostre grand conseil et de noz finances, nous avons, par leur adviz et deliberacion, et pour le bien et soulagement de noz subjects dudict pays, voulu, ordonné et appointé, voulons, ordonnons et appointons par ces presentes, que l'auditoire et jurisdiction desdicts aydes et equivalent, en cas de ressort et souveraineté de nostredict pays de Languedoc, sera et residera d'ores en avant en nostre ville de Montpellier, par tel et semblable temps que nostre court de parlement d'icelluy pays, qu'y avons de nouveau estably, y fera residence, ou par tel autre temps qu'il nous plaira; laquelle jurisdiction sera tenue et exercée par les personnes cy-après nommées, c'est assavoir, maistres Louis l'Huillier, conseiller en nostredicte court de parlement, du Vigier, Louis Corbiere, Pierre Odin, docteurs, et Pierre Granier, pour generaux sur le faict desdicts aydes, maistres Jehan Serrat pour avocat et Jehan Fournier pour procureur, maistres Jehan Murichon pour greffier et Jehan Bellot pour huissier d'icelle court, auxquels et à chascun d'eulx nous avons donné et donnons, par cesdictes presentes, les offices dessus nommez, pour les tenir et exercer et en joir et user d'ores en avant, ensemble des gages, droictz, profits et esmolumens accoustumez et qui leur appartiennent, tant qu'il nous plaira; et moyennant ce, nous avons destitué et destitons tous autres quelconques qui auroient eu par cy-devant don desdicts offices, et voulons que les dessus nommez, et non autres, les exercent d'ores en avant, et que lesdicts generaux, qui sont en nombre de cinq, ayent et prennent les gages qu'ont accoustumé d'avoir et prendre par cy-devant lesdicts quinze conservateurs qui estoient establis en cinq lieux dudict pays de Languedoc, c'est assavoir, à Tolose, Carcassonne, Besiers, Montpellier et le Puy, en chascun desquelz lieux, où souloit avoir trois conservateurs, n'en aura d'ores en avant que deux; et au regard des autres offices dudict auditoire de ladite justice des aydes, ilz auront et prendront leurs gages telz et semblables que leurs predecesseurs esdicts offices les souloient avoir et prendre sur les exploits et amendes dudict auditoire; et en icelluy auditoire presideront (a) le gouverneur de nostredict pays de Languedoc ou

LOUIS XI,
à Paris,
le 12 Septemb.
1467.

NOTE.

(a) Auger le dit ainsi, *Traité des tailles*, page 179; Fontanon, Corbin et la Table des ordonnances de la Cour des aides, disent *présideront*, au lieu de *presideront*:
Tome XVII.

du reste, le sens est le même ici. Fontanon nous apprend, dans une de ses notes, comment ce droit de préséance fut ensuite modifié, page 752.

B ij

LOUIS XI,
à Paris,
le 12 Septemb.
1467.

son lieutenant, et le general sur le fait de noz finances en icelluy pays, toutes les fois qu'ilz seront en ladicte ville de Montpellier et estre et assister y voudront, ou l'un d'eulx; et auront les cinq, quatre ou trois desdicts generaux en l'absence des auscuns, ou les deux d'eulx avec le lieutenant dudict gouverneur ou ledict general de nosdictes finances, puissance de juger, decider, determiner et sentencier toutes les causes et procès pendans pardevant eulx du fait desdicts aydes, equivalent et autres deniers extraordinaires d'icelluy pays de Languedoc, comme juges souverains en dernier ressort; et quand ledict gouverneur de Languedoc ou sondict lieutenant, et aussi ledict general de noz finances en icelluy pays, ou l'un d'eulx, chevaucheront par ledict pays pour noz affaires, et ilz feront sçavoir auxdicts generaux sur le fait de ladicte justice des aydes ou autres officiers dudict auditoire, qu'ilz les voient accompagner pour leur aider à condamner ou consulter nosdictes affaires, iceulx generaux et autres officiers d'icelluy auditoire seront tenuz d'y aller, et en chevauchant par ledict pays, pourront iceulx generaux cognoistre, decider et determiner les causes et procès pendans pardevant eulx ès lieux où ilz seront, pourveu qu'ilz soyent jusques audict nombre de trois ou de deux en la compagnie dudict gouverneur ou de son lieutenant ou dudict general, ou de l'un d'eulx, nonobstant qu'ilz ne soyent en leur siege et auditoire principal. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourbonnois et d'Auvergne, nostre lieutenant general et gouverneur de nostre pays de Languedoc, à noz amez et féaulx cousins et conseillers l'evesque du Puy, lieutenant de nostredict frere et cousin audict pays, maistre Pierre Poignant, maistre des requestes de nostre hostel, et Guillaume de Varie, general de noz finances, et aux deux d'eulx, dont ledict evesque du Puy soit l'un, qu'ilz se transportent incontinent en nostredict pays de Languedoc, et en metant à execution nostre presente volonté, ordonnance et appoinctement, mectent et etablissent ledict auditoire desdicts generaux sur le fait de la justice desdicts aydes et equivalent en nostredict ville de Montpellier, pour y estre tenu et exercé par nosdicts officiers dessus nommez par la maniere et ainsy que dessus est dict, et d'iceulx noz officiers prins et receu le serement en tel cas accoustumé, les instituent esdicts offices, et les en facent, ensemble des gages; droicts, prouffits et esmolemens dessusdicts, jouir et user plainement et paisiblement, et à eux obeyr et entendre de tous ceux et ainsy qu'il appartendra ès choses touchans et regardans lesdicts offices, ostez et deboutez d'iceulx tous autres qui en auroient eu don de nous paravant la date de cesdictes presentes; et à ce faire et souffrir, et aussi à porter ou envoyer en icelluy auditoire les registres, actes et procès des causes qui estoient pendantes et introduites pardevant ceux qui souloient tenir ledict auditoire en nostredict ville de Tolose, contraignent ou facent contraindre tous ceux qu'il appartendra par toutes voyes et manieres dues et raisonnables et en tel cas requises, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons en ce estre aucunement differé. Mandons en outre à noz amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes noz finances en Languedoc, et à celuy ou ceux qu'il appartendra, qu'ilz facent ausdicts generaux sur le fait de la justice desdicts aydes, advocat, procureur, greffier et huissier dudict auditoire cy-dessus nommez, payer et bailler lesdicts gages à leursdicts offices

appartenans d'ores en avant, par chascun an, aux termes et en la maniere accoustumée; et en rapportant cesdictes presentes, ou *vidimus* d'icelles, fait sous scel royal, pour une fois seulement, avec quictances sur ce suffisantes d'un chascun desdicts generaulx, advocat, procureur, greffier et huissier dessus nommez, nous voulons tout ce que payé et baillé leur a esté à la cause susdicte estre alloué ès comptes et rabattu de la recepte d'icelluy ou ceux qui payé les aura ou auront, par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz mandons ainsy le faire sans aucune difficulté. Et d'abondant, voulons que cesdictes presentes soyent enregistrees, tant en nostredicte court de parlement de Languedoc qu'ailleurs où il apparra tiendra, et publiées par-tout où mestier sera, affin qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Paris, le xij.^e jour de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Evesque du Puy, Guillaume de Varie, et autres presens.* BOURRE.

LOUIS XI,
à Paris,
le 12 Septemb.
1467.

Anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-septimo, die septima mensis Decembris, auditorium curiæ generalium consiliariorum super facto justiciæ aidarum et æquivalentium, in patria Lingvæ Occitanæ; fuit institutum et stabilitum in villa Monspeullii, auctoritate præsentium literarum regiarum, per reverendum in Christo patrem, dominum episcopum Aviciensem (a), locum tenentem domini Ducis Borbonii et Alvernæ, gubernatoris dictæ patriæ Lingvæ Occitanæ, et nobilem virum, Joannem de la Gardete, dominum de Fontanilhès, consiliarium et magistrum hospitii domini nostri Regis, subregatum per honorabilem virum Guilerum de Varie, consiliarium domini nostri Regis et generalem super facto et regimine omnium suarum financiarum, commissarios ad hoc specialiter deputatos; et inde receptis per eosdem commissarios, ab honorabilibus viris magistris Petro Odin, Ludovico Corbiero et Petro Granerii, generalibus consiliariis super facto dictæ justiciæ aidarum et æquivalentium noviter institutis, magistris Joanne Serrati, avvocato, Joanne Fournerii, procuratore, Joanne Murichon, graferio, et Joanne Bellot, hostiario in auditorio dictorum generalium, præsentibus, juramentis in talibus præstari solitis, ipsi generales et officarii prænominati et quilibet ipsorum per dictos dominos commissarios regios in possessione dictorum officiorum positi et instituti sollemniter fuerunt, juxta formam et tenorem dictarum præsentium literarum, me præsentem. Ainsi signé : HUGUETI, notarius.

NOTE.

(a) Du Puy. Voyez tome XVI, page 526, note c.

(a) *Lettres pour ordonner une Fabrication de Liards, en Dauphiné principalement.*

LOUIS XI,
à Paris,
le 18 Septemb.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France et Daulphin de Viennois, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté informez que en auscuns pays et contrées de nostre royaume,

NOTE.

(a) Registre F de la Cour des monnoies, folio 82.

LOUIS XI,
à Paris,
le 18 Septemb.
1467.

especialement en nostre pays du Daulphiné, ait si grant faulte de menue monnoye, mesmement de lyards, dont de toute ancienneté noz subjectz dudict pays ont accoustumé de user, qu'il n'en y court à present comme point par les bourses, pour ce que des long-temps noz monnoyes n'y ont aucunsment besoigné, ainçois y court monnoyes estranges pour plus qu'elles ne valent, au grans decepcion et fraude de nosdicts subjectz et de toute la chose publique, et seroit plus, se prompte provision n'y estoit par nous donnée, ainsy que remonstré nous a esté : sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, qui sur toutes choses desirons le soulagement de nostre peuple, et ayans consideracion à ce que en nostredict pays du Daulphiné a esté plus communement usité de monnoye de trois deniers la piece, et leur est plus commune et aisée que autre, voulans en ce et autrement leur pourveoir en maniere à eulx plus aisée et convenable, pour ces causes et consideracions, et par l'adviz et deliberacion des gens de nostre conseil et des generaulx maistres de noz monnoyes, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, que en noz monnoyes dudict pays du Daulphiné, et par toutes les autres de nostredict royaume, seront d'ores en avant forgez deniers blancs, appelez *Lyards de France*, de trois deniers de loy, argent le Roy, de seize solz de raille au marc, qui auront cours par tout nostredict royaume et nostre pays du Daulphiné, pour trois deniers tournois la piece; et auront les marchans et changeurs frequentans lesdictes monnoyes, du marc d'argent allayé à ladictie loy, huit livres quinze solz tournois. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les generaulx maistres de nosdictes monnoyes, que nostre presente voulenté et ordonnance ilz executent et gardent, et facent executer et garder de point en point, selon sa forme et teneur, en contraignant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir tous ceulx qu'il appartiendra, et pugnissent les transgresseurs d'icelle par toutes voyes deues et en tel cas requises, le tout selon les ordonnances royaulx faictes sur le fait de nosdictes monnoyes, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre notre scel à cesdictes presentes. *Donné à Paris, le xviii. jour de Septembre, l'an de grace mil CCC. soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Guillaume de Varye, maistre Guillaume Picart, Jehan Herbert et Jehan de Reilhac, et autres presens.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Paris,
le 18 Septemb.
1467.

(a) *Règlement concernant les Monnoies.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, salut et vñlection. Comme pour le bien de nous et de tous noz subjectz, par nostre commandement et ordonnance, ayent esté sur le fait de noz monnoyes faictes plusieurs belles et notables ordonnances, lesquelles nous avons fait publier solempnellement en nostre royaume ès lieux sur ce accoustumez, et ordonné icelles estre gardées et entretenues de point en point, néantmoins nous

NOTE.

(a) *Registre F de la Cour des monnoies, fol. 86 r.**

avons esté informez que nosdictes ordonnances n'ont pas esté gardées en entretenues ainsy que faire se devoit, et que plusieurs se sont ingerez et ingerent de jour en jour de faire choses indues contre la teneur d'icelles, en prenant monnoyes estranges et leur donnant cours plus que faire ne doivent; et pour ce que ces choses sont grandement prejudiciables à nous et à la chose publique de nostredict royaume, avons ordonné pour y donner provision, que noz amez et féaulx les generaulx maistres de nosdictes monnoyes se transporteront diligemment en plusieurs et divers lieux de nostredict royaume, pour nosdictes ordonnances anciennes et nouvelles faire entretenir et garder, et diligemment eulx informer des delinquans et transgresseurs, et en faire la pugnicion selon l'exigence des cas, ainsi qu'il leur loist et appartient de leur office, et que accoustumé l'ont de toute ancienneté. Pourquoi nous, desirans donner provision à ce que d'ores en avant ne se commectent plus telles fautes ou abbuz ou faict de nosdictes monnoyes, et que les transgresseurs et delinquans soyent pugniz, voulons et ordonnons que quatre desdicts generaulx maistres des monnoyes, une foiz l'an, et par election de ceulx qu'ilz verront estre les plus experts et prompts, yront par tout nostredict royaume faire visitacion et sçavoir comment on aura usé et que l'en use desdictes monnoyes estranges, et pour eulx enquerir de tous autres abbuz qui se commectent ou faict d'icelles, dont l'un yra à Lyon ou Daulphiné, en Languedoc et en Roussillon, et descendra jusques à Bourdeaux; l'autre ou Mayne, Poictou, Xaintonge, Rouergue, Perigort, Quercy, Lymosin, Berry, Touraine, Bourbonnois et Auvergne; le tiers par toute la France, Orléans, Champagne et Tournay; et le quart yra en Normandie; et voulons que ceulx qui yront en Normandie et en Languedoc, appellent avec eulx les generaulx maistres de nosdictes monnoyes, qui resident esdicts pays, pour diligemment besoigner ès choses dessusdictes, circonstances et deppendances d'icelles; et s'ilz treuvent que esdictes monnoyes estranges ou auscunes d'icelles ait esté faicte aucune empirance ou ait esté faicte meilleure, voulons et leur mandons, et à chascun d'eulx en commectant, qu'ilz puissent haulser ou diminuer le pris et cours, selon leur bonté et valleur, et pugnir les delinquans selon l'exigence des cas, tout ainsy que en leurs consciences verront estre à faire, et sans ce que pour ce leur conviegne avoir de nous autre mandement ou commission plus especial, et à ce faire et souffrir, contraindre ou faire contraindre tous ceulx qu'il appartendra, par toutes voyes deues, et tout selon les ordonnances royaulx faictes sur le faict de nosdictes monnoyes, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques, ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires, en mandant et commandant à tous noz justiciers, officiers et subgetz, que à eulx et chascun d'eulx ayans commission des autres generaulx maistres de nosdictes monnoyes à Paris, avec l'original ou *vidimus* de ces presentes, obeyssent et entendent diligemment et leur presentent et donnent conseil, confort, aide et prisons, se mestier en ont et par eulx requis en sont. *Donné à Paris, le dix-huitiesme jour de Septembre, l'an de grace mil cccc lxxvii, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Guillaume de Varye, maistres Guillaume Picart, Jehan Hebert et Jehan de Reilhac, et autres presens.* DELALOERE.

LOUIS XI.
à Paris,
le 18 Septemb.
1467.

A ces lettres en sont jointes, du même jour, dans le registre F de la Cour

des monnoies. Elles ont pour objet la taxation relative aux voyages et autres dépenses des commissaires établis par les lettres précédentes.

LOUIS XI,
à Paris,
le 18 Septemb.
1467.

LOYS (a), par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, salut et dilection. Comme nous ayons de nouvel fait certaines ordonnances sur le fait de noz monnoyes, et par icelles, entre autres choses, ordonné quatre des generaulx maistres de nosdictes monnoyes à ce esleuz et commis, eulx transporter, chascun an une foiz, par tout nostre royaume et en icelles noz monnoyes, affin de faire visitacion et eulx prendre garde que nosdictes ordonnances soyent bien entretenues et observées en nostredict royaume, selon leur forme et teneur, et pugnicion faicte des delinquans et transgresseurs, ainsy que au cas appartendra, et aussi à ce que aucuns abbuz, malefaçons ou faultes ne soyent faictes ou commises par aucunes personnes en nosdictes monnoyes, comme plus à plain est contenu en nosdictes ordonnances; et pour ce que telles choses ne se pourroient bonnement accomplir sans grans fraiz et despens, et que le temps passé, pour iceulx recouvrer, comme raison est, leur a convenu venir devers nous requérir nostre taxation, et par long-temps y séjourner en actendant icelle, tellement que souvent les fraiz de leurdictie poursuite ont excédé les fruiz du principal, et à ceste cause n'ont peu bonnement voyaiger pour le fait de nosdictes monnoyes, dont grans inconveniens se sont ensuiviz ou prejudice de nous et de noz subjectz, et plus encores s'en pourroient ensuir, mesmement sur nostre derreniere et nouvelle ordonnance: pour ces causes et autres à ce nous mouvans, voulons et vous mandons par ces presentes que vous, tresoriers, ausdicts generaulx maistres des monnoyes et à chascun d'eulx, qui ainsy d'ores en avant, de l'ordonnance et deliberacion que dessus, se seront transportez par icelluy nostre royaume, pour le bien de nous et de nosdictes monnoyes, vous taxeiz et appointeiz à chascun et pour chascun voyaige ce qu'il appartendra par raison et que accoustumé l'ont d'ancienneté, en vous rapportant par eulx certification souffisant du temps qu'ils auront vacqué en chascun desdicts voyaiges, et de tout ce qui ainsy pour ces causes leur sera par vous taxé et ordonné, voulons et ordonnons qu'ilz soyent payez sur les prouffitz, esmolemens et exploictz de nosdictes monnoyes, par vostre ordonnance seulement, par laquelle rapportant avecques ces presentes et quittance sur ce souffisant, nous voulons les maistres particuliers et autres qui payez les auront, estre et demourer quictes et deschargez de tout ce que payé en auront, tout ainsy que se par noz rolles et descharges de nostre tresor, selon les ordonnances faictes sur le fait de noz finances, lesdictes taxationz leur eussent esté faictes et ordonnées. De ce faire, par ces presentes, vous donnons pouvoir et mandement especial, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. *Donné à Paris, le xvij. jour de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, Guillaume de Varye, maistres Guillaume Picart, Jehan Hebert et Jehan de Reilhac, et autres presens.* DELALOERE.

NOTE.

(a) Registre F de la Cour des monnoies, fol. 86 v.°

(a)

(a) Confirmation des Privilèges de l'Abbaye de Valloires (b), ordre de Cîteaux.

LOUIS XI,
à Paris,
Septembre
1467 (c).

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis presentibus et futuris, nos ad requestam dilectorum nostrorum religiosorum, abbatum et conventuum abbacie Balanciarum (d), in Ponthivo (e), aliàs vocatæ Valloriæ, ordinis Cisterciensis, quasdam carissimi predecessoris nostri Regis quondam Karoli, cui propicietur Altissimus, vidisse licteras, formam que sequitur continentes :

KAROLUS, Dei gratiâ, Francorum et Navarre Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, nos quasdam licteras, sigillo inclite memorie carissimi domini et genitoris nostri quondam Philippi sigillatas, vidisse, formam que sequitur continentes :

CHARLES IV,
à Paris,
Décembre 1325.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis tam presentibus quàm futuris, quod nos dilectorum nostrorum abbatum et conventuum de Valeriis &c. (f).

PHILIPPE IV,
à Paris,
Juin 1303.

Nos autem, omnia et singula in suprascriptis contenta licetis rata et grata, quantum duntaxat ad domum sive abbaciam Balanciarum, aliàs vocatam Valloriæ, in Ponthivo, ac membra et pertinencias ipsius, habentes, ea volumus, approbamus ac tenore presentium auctoritate regiâ confirmamus, salvo tamen in aliis jure nostro et quolibet in omnibus alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus licetis nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, anno Domini millesimo tricesimo xx.º v.º, mense Decembris.

Suite des Lettres
de
CHARLES IV.

Quas quidem licteras preinsertas ac omnia et singula in eis contenta, ratas et gratas, rata et grata habentes, quantum et duntaxat ad predictos supplicantes et abbaciam suam prefatam Balanciarum, aliàs Valloires, ac ipsius membra et pertinencias, prout et in quantum dicti supplicantes et eorum predecessores ritè et justè usi sunt et gavisi, de nostra gracia speciali, regieque potestatis plenitudine et auctoritate regia confirmavimus, laudavimus, ratificavimus et approbavimus, confirmamusque, laudamus et approbamus per presentes; earumdem tenore dantes in mandatis bailivo nostro Ambianensi aut ejus locumtenenti, ceterisque justiciariis et officiariis

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 258.

(b) Diocèse d'Amiens. Voir *Gallia Christiana*, tome X, pages 1333 et suiv.

(c) La Table des ordonnances de la Cour des aides, depuis 1295 jusqu'en 1545, tom. I.º, page 176, v.º, rappelle, vers le même temps, d'autres lettres patentes qui ne nous sont connues que par ce qu'elle en rapporte. Nous y lisons :

« 26 septembre. La cour ayant dépossédé un élu de Nevers, le Roi envoie, par un huissier, signifier à la cour des lettres qui le rétablissent. La cour empêche la signi-

fication, lit les lettres, et les rend à l'huissier, lui déclarant qu'elle ne changera rien à son arrêt. »

L'arrêt est tout entier dans le supplément aux registres de la Cour des aides, depuis 1377 jusqu'en 1717, page 64.

(d) Nom du lieu où l'abbaye avoit été située auparavant. Elle le conserva long-temps encore, après qu'elle eut changé de situation. Voir le *Gallia Christiana*, tome X, page 1333.

(e) Ponthieu.

(f) Les lettres de Philippe-le-Bel ont été imprimées, tome V, pages 248 et 249.

C

Tome XVII.

LOUIS XI,
à Paris,
Septembre
1467.

nostris aut eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, quatinus ipsos supplicantes de nostris presentibus confirmatione, approbatione, ratificatione et gracia speciali, uti et gaudere faciant, eisdem disturbium in contrarium inferri nunc vel in posterum non permittant; quod si illatum foret, id amoveant et ad statum pristinum et debitum reducant. Quod ut firmum et stabile perpetuis perseveret temporibus, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum, salvo tamen in aliis jure nostro et quolibet in omnibus alieno. Datum Parisius, in mense Septembris, anno Domini millesimo cccc lx.º vii.º, et regni nostri septimo (a).

NOTE.

(a) Dans la boîte 7 des pièces pour servir à l'histoire de Louis XI, à la Bibliothèque du Roi, on trouve des lettres de la même

époque, par lesquelles le Roi engage au fils du Duc de Calabre les seigneuries de Chaumont, de Nogent, et quelques autres.

(a) *Nouvelles Lettres de Louis XI en faveur de la ville de Cambray.*

LOUIS XI,
à Paris,
le 1.º Octobre
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances et de la justice de noz aydes ordonnées pour la guerre, salut et dilection. De la part de noz chiers et bien-amez les gens d'esglise, eschevins, université, manans et habitans de la ville et cité de Cambray, nous a esté exposé que feu de clere memoire le Roy Phelippe, que Dieu absoille, leur octroya plusieurs beaux et notables privileges, comme par ses lectres patentes plus à plain appert, desquelles lectres l'on dit la teneur estre telle ;

PHILIPPE VI,
à Paris,
Novembre 1339.

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, considerans les bons et agréables services que nos amez les eschevins et l'université de la cité de Cambray &c. (b).

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Desquels privileges, dont ils ont toujours obtenu lectres de confirmation de noz très-nobles progeniteurs, Roys de France, et de nous, ilz ont joy et usé ; et toutes les fois que empeschement a esté donné par noz fermiers et officiers ausdicts eschevins, gens d'esglise, université, manans et habitans d'icelle ville, en leurs vivres, marchandises ou autres choses contenues en nosdictes lectres, ilz en ont obtenu pleine et entière delivrance, tant par jugement et arrest de nostre court de parlement, comme autrement deument. Et soit ainsy que aucuns commis, esleuz, fermiers et autres officiers de plusieurs aydes, impositions foraine et de douze deniers pour livre, et autres subsides ayans cours en nostredict

NOTES.

(a) Transcrites des archives du magistrat de Cambray.

(b) Voir ces lettres imprimées, tome VI, pag. 356 et 357 : elles portent, à l'avant-dernière ligne de la page 356, *ne nous vouldroient croire* ; la copie faite d'après les archives de Cambray dit, *ne le vouldrions faire*.

Une ligne plus bas, est une omission que

nous devons restituer, d'après notre copie. On y lit : « Ferions sçavoir la cause du discord, » sans plaid et sans figure de jugement, par » nous, ou par autres deputés à ce de par » nous, qui sommièrement et de plain nous » rapporteroient les causes du discord sur » ce, &c. »

Les autres variantes sont peu importantes.

LOUIS XI,
à Paris,
le 1.^{er} Octobre
1467.

royaume pour deux ans en çà, ayent esté et encore soyent refusans de laisser passer et mener plusieurs vivres et marchandises en ladicte ville, cité et banlieue, et au contraire ont donné et s'efforcent de donner, chascun jour, empeschement ausdicts eschevins et université, manans et habitans, et à aucuns particuliers, marchands et autres desdictes cité, ville et banlieue; et mesmement, lesdicts fermiers desdictes impositions foraine et de douze deniers tournois pour livre ès villes et eslections de Compiègne, de Laon, Noyon, Reims, Soissons, Chaalons, Troyes, Lengres, Tonnerre, Vezelay et autres, soubz umbre de ce qu'ilz dient, ladicte imposition foraine et la ferme desdicts douze deniers tournois pour livre leur avoir esté baillées à ferme par nosdicts generaulx conseillers des finances, pour icelles cueillir et lever sur toutes manieres de vivres, denrées et marchandises traictes et menées hors de nostredict royaume, et ès lieux, en icelluy, où noz aydes n'ont point de cours à nostredict prouffict; et de faict, ont contraint plusieurs d'iceux manans et habitans desdictes cité, ville et banlieue de Cambray, à payer ladicte imposition réaument et de faict, et sans quelque deport; autrement, iceulx fermiers n'eussent point tolleré ne permis passer ne mener leursdicts vivres, denrées et marchandises audict lieu de Cambray, dont grand inconvenient se pourroit ensuivre à la chose publique desdictes cité, ville et banlieue; pour occasion desquels empeschemens, iceux eschevins et université ont mis lesdits fermiers en procès pardevant nous, en la chambre de la justice des aydes à Paris, où ils doutent estre longuement tenus et travaillent, sans y avoir expédition, qui seroit au grand grief, prejudice et dommage d'iceux gens d'esglise, eschevins, manans et habitans et université desdictes cité, ville et banlieue de Cambray, et en enfraignant et allant contre lesdicts privileges par nous et noz predecesseurs à eux octroyez comme ils dient; et pour lever l'empeschement, et affin d'avoir sur ce provision, iceux eschevins se soyent tirez pardevers nous, et par nostredict ordonnance ont mis pardevers aucuns de nostre grand conseil leursdicts privileges, la confirmation d'iceux par nous faite, ensemble les arrests qui sur iceux se sont ensuivis à leur prouffict, requerans sur ce leur estre par nous pourveu de nostre gracieux et convenable remede: pourquoy nous, considéré ce que dit est, et après que par aucuns de nostredict conseil leursdicts privileges ont esté veus et visitez au long, ainsy qu'ilz nous ont bien à plein remonstré seurement que iceux eschevins, université, manans et habitans, nous tiendront ce que accordé et octroyé nous ont par lesdits privileges, toutes fois que besoin sera, ainsy que leurs predecesseurs ont fait par cy-devant, voullans, de nostre part, les entretenir en iceux leurs privileges comme raison est, ausdicts exposans avons octroyé et octroyons, de grace especialle, par ces presentes, qu'ilz soyent francqs, quictes et exempts de ladicte imposition foraine et des douze deniers tournois pour livre et autres subsides et subventions mis ou à mettre sus au temps advenir en nostredict royaume, pour tous les vivres, denrées et marchandises, qu'ils meneront ou feront mener de nostredict royaume esdictes cité, ville et banlieue de Cambray, par payant seulement les debtes et peages anciennement accoustumez, et tout selon la forme et teneur de leursdicts privileges, sans plus, à l'occasion de ce, les tenir ne souffrir estre tenus en aucune innovation de procès; et les procès ainsy pendans pardevant nous, ensemble tous arrestz sur eux, leursdicts vivres, biens, denrées et marchandises, faicts

LOUIS XI,
à Paris,
le 1.^{er} Octobre
1467.

à la requeste desdicts fermiers ou autrement, et tout ce qui s'en est ou pourroit estre ensuiuy, nous, de nostre certaine science, grace especialle, pleine puissance et auctorité royal, nous avons mis et mettons du tout au néant, et voullons leursdicts biens, gaiges et denrées, pour ce pris, leur estre rendus, sans ce que iceux supplians soyent tenuz plus comparoir pour ceste cause pardevant vous, ne conduire ou poursuivre lesdicts procès; et vous mandons, commandons et expressemment enjoignons par cesdictes presentes, que de ceste nostre presente volenté, declaration et ordonnance, vous faictes lesdicts gens d'esglise, eschevins, université, manans et habitans desdictes cité, ville et banlieue de Cambray, et chascun d'eux, en tant qu'à luy pourra toucher, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucuns arrestz, destourbiens ou empeschemens, en corps ne en biens, en aucune maniere, et que se ilz ou aucuns d'eux estoient pour ce prins, detenuz, arrestez ou empeschez, les mettez ou faictes mettre, tantost et sans delay, à pure, plaine et entiere delivrance, en leur faisant rendre et restituer tout ce qui sur eux auroit pour ladite cause esté prins, levé ou exigé, et contraignant ou faisant contraindre à ce faire ou souffrir lesdicts fermiers et tous autres qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes dues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelxconques; car ainsy nous plaist-il estre fait, et ausdicts exposans l'avons octroyé et octroyons de nostre plus abondante grace, par cesdictes presentes, nonobstant lesdicts procès et tout ce qui s'en est ou pourroit estre ensuiuy, et quelxconques lectres subreptices, impetrées ou à impetrer, à ce contraires. Et pour ce que desdites presentes lesdicts eschevins, université, manans et habitans desdictes cité, ville et banlieue de Cambray, pourront avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Paris, le 1.^{er} jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Admiral, les sires de Crussol et de la Forest, maistre Guillaume de Serisay, et autres presens.* BAZENVIN.

LES generaux conseillers du Roi nostre sire sur le fait et gouvernement de toutes ses finances; veues par nous les lectres patentes du Roy nostre seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signets, par lesquelles, et pour les causes y deduites et contenues, ledict seigneur a voullu et ordonné que les gens d'esglise, eschevins, université, manans et habitans de la ville et cité de Cambray, nommez en icelles, soyent francs, quictes et exempts de l'imposition foraine et de douze deniers tournois pour livre, et autres subsides et subvenemens mis et à mettre sus en ce royaume, pour tous les vivres, denrées et marchandises qu'ilz meneront ou feront mener dudict royaume esdictes ville, cité et banlieue de Cambray; consentons, en tant que en nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, tout ainsy, pour les causes et par la forme et maniere que le Roy nostredict seigneur le veut et mande par icelles, à commencer du 1.^{er} jour d'octobre prochainement venant. *Donné soubz nosdicts signets, le penultiesme jour de Mars, l'an mil soixante-sept, avant Pasques.* Ainsi signé : A. TISOINE.

Lettres patentes qui déclarent les Secrétaires du Roi exempts des quatrième et huitième du vin de leur cru.

LOUIS XI,
à Paris,
le 4 Octobre
1467.

CES LETTRES sont annoncées dans l'Histoire chronologique de la Chancellerie de France, par Tessereau, page 53, comme données à Paris, le 4.^e jour d'octobre 1467, et enregistrées en l'auditoire des élus sur le fait des aides, le 12 novembre suivant. Les secrétaires du Roi jouissoient déjà de cette exemption, sous le règne de Charles VII.

Tessereau en indique l'objet sans en donner le texte, même en partie.

La Table des ordonnances, &c. enregistrées en la Cour des aides, n'en fait pas mention (a).

NOTE.

(a) La Table des ordonnances, &c. enregistrées en la Chambre des comptes du Dauphiné, fait mention, sous la date du 7 octobre 1467, de lettres patentes de Louis XI, portant suppression des sceaux des contrats, et d'autres lettres qui déclarent les habitants de Montelimart, de Crest et d'Embrun, sujets aux mêmes contributions que les autres habitants du Dauphiné, nonobstant leurs prétendues exemptions.

(a) Nouvelle Confirmation d'une Exemption d'impôt anciennement accordée à la ville de Loches (b) par un de ses Seigneurs (c).

LOUIS XI,
à Paris,
Octob. 1467.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam; Notum facimus universis, presentibus et futuris, pro parte dilectorum nostrorum hominum seu habitancium parochie de Locheyo, in castellania nostra de Lochiis, easdem licteras defuncti karissimi domini genitoris nostri, cujus anima refrigerio pociatur eterno, ejusque sigillo viridi, cum filis sericis impendenti sigillatas, exhibitas nobis exiuisse, formam que sequitur continentes:

KAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, nos vidisse licteras, formam que sequitur continentes:

CHARLES VII,
à Saint-Amand
en Berry,
Août 1438.

KAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos quoddam transcriptum seu copiam quarumdam litterarum carissimi domini et avi nostri, Regis Philippi, cujus anime Deus parcat, sub sigillo regio &c. (d).

CHARLES V,
à Paris,
Juin 1369.

Quas quidem licteras superscriptas et omnia in eis contenta rata et grata habentes, nos, ad supplicationem dilectorum nostrorum hominum de Locheyo, cas

Suite des Lettres
de
CHARLES VII.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, France, sous le règne de Philippe-Auguste. pièce 285.

(b) En Touraine; aujourd'hui, sous-préfecture du département d'Indre-et-Loire.

(c) Dreux de Mello, connétable de France, sous le règne de Philippe-Auguste.

(d) On trouvera les lettres de Charles V tome V de ce Recueil, pages 206 et 207. Elles enferment d'autres de Philippe de Valois, du mois de juillet 1338.

LOUIS XI,
à Paris,
Octob. 1467.

volumus, laudamus, approbamus et ratificamus, ac de speciali gracia et auctoritate regia, tenore presentium, quatenus dicti homines de Locheyo predicti contentis in predictis licetis debite usi sunt, confirmamus; earundem tenore licetarum mandantes baillivo Turonensi, ceterisque iusticiariis et officariis nostris qui nunc sunt et pro tempore futuro erunt, aut eorum locatenentibus, et cuilibet eorumdem prout ad eum perinuerit, quatinus homines de Locheyo predictos, modernos et futuros, contra tenorem prescriptarum licetarum, nostreque presentis confirmationis, nullatenus impendant, molestent seu perturbent, aut impediri, molestari vel perturbari faciant aut paciantur à quoquam; quinyimo facta in contrarium, si que sunt, ad statum pristinum et debitum reducant aut reduci faciant, visis presentibus, absque cuiuslibet alterius expectatione mandati. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum in absencia magni ordinatum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus aliis quolibet alieno. Datum apud Sanctum-Amancium in Bituria, in mense Augusti, anno Domini mil.º cccc tricesimo-octavo, et regni nostri decimo-sexto. *Sic signatus*: Per Regem, Episcopis Magalonensi (a) et Malleacensi (b), Marescallo de Fayeta (c), magistro Gaufrido Vassali et aliis presentibus. J. DE CAULERS. *Collatio facta est cum licetis originalibus. Visa.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

*Post quarum quidem licetarum exhibitionem, prefati homines seu habitantes de Locheyo nobis humiliter supplicaverunt quatinus ipsas nostre confirmationis munimine dignarentur licetis roborare. Nos igitur, predecessorum nostrorum vestigiis inherere cupientes, preinsertas licetis et omnia et singula in hiis contenta ratas et gratas habentes volumus, laudamus, approbamus et ratificamus, ac ex certa nostra sciencia, speciali gracia, auctoritateque regia, per nostri presentis interpositionem decreti, in quantum ipsis licetis et contentis in eisdem memorati homines seu habitantes hactenus usi sunt, confirmamus et confirmavimus per presentes. Quocirca baillivo Turonensi, ceterisque iusticiariis et officariis nostris seu eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et cuilibet eorum prout ad eum perinuerit, serie presentium damus in mandatis quatinus prelibatos homines seu habitantes de Locheyo, eorumque successores, nostris presentibus ratificatione, confirmatione et gracia, ceterisque premissis, uti et gaudere pacifice faciant, sinant atque permittant, absque illis quodcumque disturbium vel impedimentum in eis inferendo vel à quoquam inferri paciendo; quod et si jam illatum foret, illud illico tollant et amoveant seu tolli et amoveri faciant, visis presentibus. Quas ut perpetue firmitatis robur obtineant, sigilli nostri jussimus appensione muniri, salvo in aliis jure nostro et in omnibus aliis quolibet alieno. Datum Parisius, mense Octobris, anno Domini millesimo cccc sexagesimo-septimo, regni verò nostri septimo. *Sic signatum*: Per Regem, ad relacionem consilii. J. LE ROY. *Visa. Contentor.* J. DUBAN.*

NOTES.

(a) De Maguelone; évêché transféré depuis à Montpellier. Voir la note b, page 63 du tome XV. L'évêque de Maguelone étoit alors Robert de Rouvres.

(b) De Maillezaïs; évêché transféré de-

puis à la Rochelle. Voir le tome XV, p. 247, note a, et page 346, note b. L'évêque de Maillezaïs étoit alors Thibaud de Luce.

(c) Gilbert III, fait maréchal de France sous le règne de Charles VI, en 1421.

(a) Confirmation des Privilèges de la ville de Die en Dauphiné.

LOUIS XI,
à Paris,
le 16 Octobre
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, Daulphin de Viennoys, Comte de Valentinois et de Dyois, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Savoir faisons, nous avoir receu l'umblé supplicacion des syndicz, bourgeois, manans et habitans de la ville de Dye en nostre pays du Daulphiné, contenant que ilz ont plusieurs belles franchises, indictz *(b)*, libertez, immunitéz, privileges et louables coustumes à eulx données et octroyées par plusieurs seigneurs et evesques d'icelle ville, et d'icelles ont joy et usé de tout temps d'ancienneté, paisiblement : mais, obstant ce que les conservateurs d'icelles sont personnes ecclesiastiques demourans très-loing de ladicte ville de Dye, aussi que lesdicts supplians n'ont aucuns de noz officiers conservateurs d'icelles, lesdictes libertez et indictz ne sont de present observées ne gardées, ains s'efforcent aucuns officiers de ladicte ville icelles abolir, et sont par ce moyen en voye d'estre du tout corrompus et anéanties ou temps advenir, se provision n'est par nous sur ce donnée, en nous humblement requerans que pour l'entretienement desdictes libertez et indictz, aussi pour le bien d'eulx, il nous plaise leur ordonner aucuns noz officiers conservateurs d'icelles, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, inclinans à la requeste desdicts supplians, voulans icelles libertez et indictz toujours estre entretenues et gardées sans enfreindre, et les transgresseurs d'icelles estre pugniz des peines et amendes contenues esdictes libertez, ausdicts supplians, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, avons ordonnez et depputez, ordonnons et depputons par ces presentes, d'ores en avant, conservateurs desdictes libertez et indictz, noz gouverneur du Daulphiné, seneschal de Valentinoys et de Dyois, ou leurs lieutenans, presens et advenir, auxquelz et chascun d'eulx nous avons donné et donnons pouvoir et auctorité de faire, entretenir et garder, d'ores en avant, lesdictes libertez, de point en point, selon leur forme et teneur, ainsi qu'elles ont esté le temps passé, et les transgresseurs condamner ès peines et amendes, et faire d'eulx telles pugnitions qu'il est contenu esdictes coutumes et indictz. Si donnons en mandement auxdicts gouverneur, seneschal de Valentinoys et de Dyois, que cesdicts supplians, de nostre presente grace, facent joyr et user plaineement et paisiblement, et entretiennent et facent entretenir lesdictes libertez comme conservateurs d'icelles, de point en point, selon leur forme et teneur, sans aucunement souffrir les enfreindre; mais tout ce qui fait sera au contraire, reparent ou facent reparer et remectre sans delay au premier estat et deu. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Paris, le xvj.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc lxxvii, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Daulphin.* MEURIN.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 176.

(b) Ou indults, qui exprime une con-

cession faite, une grace accordée; *indict*, du moins, s'applique plus ordinairement à l'impôt qu'à des franchises et des privilèges.

LOUIS XI,
à Paris,
le 18 Octobre
1467.

(a) *Lettres pour ordonner une nouvelle Fabrication de Liards, en Guienne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté informez que en aucuns pays et contrées de nostre royaume, especiallement en noz pays et duché de Guyenne, ait si grant faute de menue monnoie, mesmement de hardiz (b), dont de toute ancienneté noz subjectz dudit pays ont accoustumé de user, qu'il n'y en a pour le present comme point par les bourses, pour ce que des long-temps noz monnoyes n'y ont aucunement besoigné, ainçois y courent monnoyes estranges pour plus qu'elles ne valent, en grant deception et fraude de noz subjectz et de toute la chose publique; et seroit plus se prompte provision n'y estoit par nous donné, ainsi que remonstré nous a esté : sçavoir faisons que nous, ces choses considérées, qui sur toutes choses desirons le soulagement de nostre peuple, et ayans consideration à ce que en nostredict pays de Guyenne a esté plus communement usité de monnoye de iij deniers la pièce, et leur est plus commune et aisée que autre, voulans en ce et autrement leur pourvoir, en maniere à eulx plus aisée et convenable, pour ces causes et considerations, et par l'advis et deliberacion des gens de nostre conseil et des generaulx maistres de noz monnoyes, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons que, en noz monnoyes de nostredict pays de Guyenne et par toutes les autres de nostredict royaume, seront d'ores en avant forgez deniers blancs, appelez *hardiz de France*, de iij deniers de loy argent le Roy, de seize solz de taille au marc, qui auront cours par tout nostredict royaume et en nostre Dauphiné (c), pour iij deniers tournois la pièce; et auront les marchans et changeurs frequentans lesdictes monnoyes du marc d'argent allayé à ladite loy, huit livres quinze solz tournois. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les generaulx maistres desdictes monnoyes, que nostre presente volenté et ordonnance ils executent et gardent, et facent executer et garder de point en point, selon sa forme et teneur, en contraignant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir tous ceulx qu'il appartiendra, et pugnissant les transgresseurs d'icelle par toutes voyes deues et en tel cas requises, le tout selon les ordonnances royaulx faictes sur le fait de nosdictes monnoyes, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict sous scel royal ou autentique, foy soit adjoustée comme à ce present original. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Paris, le dix-huitiesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre règne le vij.^e* Ainsy signé : *Par le Roy, Guillaume de Varye, maistres Guillaume Picart, Jehan de Reilhac et Jehan Hebert, generaux, et autres. DELALOERE (d).*

NOTES.

(a) Reg. F de la Cour des monnoies, f.^o 84.

(b) Les liards furent d'abord appelés *li hardis*; ils tirèrent cette dénomination du surnom de Philippe III, le premier qui ait fait faire ces petites monnoies.

(c) Voir ci-dessus, pages 13 et 14, une loi semblable pour le Dauphiné.

(d) Par des lettres du 20 octobre 1467, Louis XI donna la vigerie, terre et seigneurie de Narbonne, à Jean de Foix, comte d'Étampes. Voir Blanchard, p. 304, d'après le Mémorial N de la Chambre des comptes, fol. 79.

(a)

LOUIS XI,
à Paris,
le 21 Octobre
1467 (c).

(a) *Lettres touchant l'inamovibilité des Offices royaux* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme, depuis nostre avènement à la couronne, plusieurs mutations ayent esté faictes en noz offices (d), laquelle chose est en la pluspart (e) advenue à la poursuite et subjection d'aucuns, et nous non advertiz duement; par quoy, ainsy que entendu avons et bien cognoissons estre vraysemblable, plusieurs de noz officiers, doubtant cheoir audict inconvenient de mutation et de destitution, n'ont pas tel zele et ferveur à nostre service qu'ilz auroient se n'estoit ladicte doubte; sçavoir faisons que nous, considerant que en noz officiers consiste, soubz nostre auctorité, la direction des faicts par lesquelz est policée et entretenue la

NOTES.

(a) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, n.º 8125, fol. 633 verso. Collationnées sur les registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 144 verso, et sur le volume F des registres de la Cour des monnoies, fol. 88 verso. Voir aussi le Recueil des ordonnances publié par Fontanon, tome II, p. 557; le Code Henri, p. 496 verso, et la Table des Ordonnances de la Cour des aides, depuis l'an 1295 jusques et compris l'année 1545, pages 178 et 179.

(b) Cette loi est devenue une des plus célèbres de Louis XI. Elle a été l'objet de beaucoup de discussions, et les anciens magistrats l'ont souvent invoquée. Le principe qu'elle établit, et que Louis XI lui-même avoit violé tant de fois avant de le consacrer (ainsi qu'on le voit par plusieurs lettres du commencement de son règne, imprimées au XV.º volume de cette collection), se trouve dans les capitulaires de la seconde race, dans un capitulaire, entre autres, de l'an 844 et du règne de Charles-le-Chauve, tome II de l'édition de Chiniac, pages 5 et 6, chap. 1.º, s. 3.

Quia verò debitum esse cognoscimus ut à quibus honorem suscipimus, eos juxta dictum Dominicum honoremus, volumus ut omnes fideles nostri certissimum teneant, neminem cuiuslibet ordinis aut dignitatis deinceps, nostro inconvenienti libitu aut alterius calliditate vel injusta cupiditate, promerito honore debere privari, nisi iusticia iudicio et ratione atque equitate dictante. Legem verò unicuique competentem, sicut antecessores sui tempore nostrorum prædecessorum habuerunt, in omni dignitate et ordine, favente Deo, me observaturum perdonò.

Honor, office, étoit alors bien distinct
Tome XVII.

de charge, *onus*; le sens de ces deux mots s'est ensuite rapproché. Le premier supposoit une dignité, l'exercice de quelques droits; il s'appliquoit aux plus hautes fonctions de l'État, et en particulier aux Ducs et aux Comtes, chargés, au nom du Prince, de l'administration de la justice. Il n'étoit guère resté dans notre langue, de cette signification primitive, que le titre d'*honnoraire*, pour ceux qui conservoient les prérogatives de l'office qu'ils avoient eu, quoiqu'ils l'eussent vendu ou cédé à un autre; et encore, pourroit-on lui trouver une autre origine.

Dans la paix faite en 860, entre Charles-le-Chauve et Louis-le-Germanique, son frère, Louis demanda que l'on conservât ou que l'on rendit leurs places, leurs dignités, leurs offices, *honores*, à ceux qui s'étoient prononcés pour lui; Charles ne donne, à cet égard, qu'une promesse vague et conditionnelle. Voir encore les Capitulaires, tome II, pages 144 et 785.

(c) Cette ordonnance est mal placée et mal datée dans le Recueil de Fontanon; on la date de 1497, et on la place après une autre ordonnance de Charles VIII. La faute de l'éditeur est d'autant plus inconcevable, que la véritable date de l'année se trouve à la fin des lettres, telles qu'il les a imprimées lui-même: je dis de l'année; car on lit encore dans Fontanon, par une autre erreur, qui ne peut être que typographique, l'an de grace mil cinq cent soixante-sept, au lieu de mil quatre cent.

(d) Officiers. Table des Ordonnances de la Cour des aides.

(e) Le plus. Fontanon.

.D

LOUIS XI,
à Paris,
le 21 Octobre
1467.

chose publique de nostre royaume, et que d'icelluy ilz sont les ministres essentiiaux, comme membres du corps dont nous sommes le chief; voulans extirper d'eulx icelle doubte et pourveoir à leur seureté en nostredict service, tellement qu'ilz ayent cause de y faire et perseverer ainsy qu'ilz doivent, statuons et ordonnons par ces presentes, que desormais nous ne donnerons aucun de noz offices, s'il n'est vaquant par mort ou par resignation faicte de bon gré et consentement du resignant, dont il apperre (a) dument, ou par forfaiture préalablement jugée et declairée judiciairement et selon les termes de justice, par juge compettant, et dont il apperra semblablement (b); et s'il advient que, par inadvertance, importunité de requerans ou autrement (c), nous facions le contraire, nous, des maintenant pour lors, le revocquons et adnullons, et voulons que aucunes lectres n'en soient faictes ne expediées, et si faictes estoient, que à icelles ne à quelxconques autres que l'on pourroit sur ce obtenir de nous, aucune foy ne soit adjoustée, ne que pour ce (d) aucun soit destitué de son office ne inquisté en icellui. Si donnons en mandement à nostre amé et féal chancelier, à noz amez et féaulx les gens de nostre parlement, les gens de noz comptes, tresoriers, maistres des requestes de nostre hostel, aux prevost de Paris, bailly de Vermandois, et à tous noz aultres justiciers (e) et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que noz presens statut, ordonnance et voulenté, ilz entretiennent et gardent inviolablement, et les facent publier et enregistrer en leurs cours et auditoires, sans faire ne souffrir faire aucune chose au contraire, car ainsy nous plaist-il estre fait (f); au vidimus desquelles, faict soubz scel royal, voulons pleine foy estre adjoustée, comme à ce present original, auquel, en tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel. *Donné à Paris, le xxj.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsy signé: *Par le Roy, le sire de la Forest, maisire Pierre Doriolle, Nicolas de Louviers, et autres presens. DELALOERE (g).*

Et au dos; *Legit, publicata et registrata Parisius, in Parlamento,*

NOTES.

(a) Apparoisse.

(b) *Nemo honore suo privetur, nisi compente judicio*, disoit la maxime ancienne, confirmée ici par Louis XI. On peut voir, outre les capitulaires, les Formules de Marculfe; et Marculfe remonte à la première race: son ouvrage est dédié à Landry, évêque de Paris, qui vivoit dans le VII.^e siècle.

(c) C'est encore ce que nous venons de lire dans les capitulaires, note b de la page précédente. Les mêmes expressions se retrouvent dans les lettres de Philippe de Valois, indiquées ci-après, note g.

(d) En vertu d'icelles. *Code Henri*.

(e) Nous lisons dans la Table des Ordonnances de la Cour des aides, page 178 v.^e, une note sur ce que les généraux des finances et de la justice des aides ne sont pas nommés dans ce mandement: « Sans doute, elle leur

aura été adressée en particulier, dit l'auteur de cette note; l'ordonnance s'adresse à tous justiciers, et, par conséquent, elle regarde lesdits généraux comme les autres. »

(f) Par ces présentes. *Registre E du Parlement. Registre F de la Cour des monnoies. Fontanon. Table des Ordonnances de la Cour des aides.*

(g) Philippe de Valois avoit rendu, le 17 mars 1337, une ordonnance qui a beaucoup de rapports avec celle-ci, quoique l'objet en soit moins précis et moins étendu. Elle est rappelée dans un mandement donné par le même Prince, le 9 juillet 1341, imprimé tome II de notre collection, page 166. Voir aussi, tome III, pages 345 et suiv., des lettres de Charles V, alors Régent, du 28 mai 1359.

Henri II, par un édit du mois de mai 1554, accorda aux officiers de sa maison,

xxij.^a die Novembris, anno Domini millesimo cccc lxxvii. Sic signatum :
CHENETEAU (a).

Suite de la NOTE.

de ne pouvoir être destitués que dans les cas exprimés par cette ordonnance.

Louis XI, dans ses instructions à Charles VIII son fils, insiste sur le principe qu'il établit dans cette loi; il lui recommande d'entretenir tous ses officiers, tant de judicature que autres, en leurs charges et offices, « sans aucunement les muer, changer, » descharger ne desappoincter, ne aucun d'eulx, sinon toutesfois qu'il fust ou estoit trouvé qu'ilz ou aucun d'eulx fussent ou soyent autres que bons et loyaux, qu'il en apperbe bien et deuement, et que bonne

» et deue declaracion en soit faicte par justice, » ainsi qu'en tel cas appartient. » Instructions du 21 septembre 1482, art. 5.

(a) Le registre F de la Cour des monnoies porte : « Leues et publiées en la » Chambre des monnoies, le xxvij.^e jour » d'octobre, l'an mil cccc soixante-sept, » presens sires Germain Bracque, Jehan Clerbout, Jehan Erlant, Michel de la Grange, » Guillaume Lemaçon et Nicolas Brisoul, » generaulx maistres desdictes monnoies, » et maistre Jehan Fourquault, procureur » du Roy en ladite chambre. »

LOUIS XI,
à Paris,
le 21 Octobre
1467.

(a) Affranchissement de beaucoup d'Impôts pour la ville de Verneuil (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; savoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Verneuil-lez-Perche, contenant que noz predecesseurs Roys de France, de bonne memoire, pour ce que les predecesseurs desdicts supplians habitans en ladite ville ont tousjours esté trouvez loyaux à la couronne de France, les ont, dès-long-temps a, affranchiz de toute coustume (d), acquit, travers (e), pontage, passaige, peage, panage (f), tonlieu (g), treu (h) et autres tributs, en toute nostre duchié de Normandie et es duchiez de Bretagne et d'Anjou, et es pays de Poictou, du Maine, de Guyenne et de Gascoigne; et aussi, anciennement, estoient francs et exempts de payer aucun fouage (i), comme ceulx de nostre ville de Bretueil (k), qui lors estoient du corps de la vicomté dudict lieu de Verneuil; et n'ont lesdicts habitans de Bretueil autres privilegeiges que ceulx de ladite vicomté de Verneuil: et jaois ce que lesdicts habitans de Bretueil soyent quictes et exempts dudict fouage, néantmoins ceulx dudict lieu de Verneuil, qui est anciennement le chief de Bretueil, par la simplesse de leurs predecesseurs et par les contrainctes rigoureuses qui ont esté faictes contre eulx par les officiers, depuis que ladite ville de Verneuil fut mise hors des mains de nosdicts predecesseurs, ont esté induement contraincts à payer

LOUIS XI,
à Vernon (c).
le 26 Octobre
1467.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 200, pièce 91.

(b) Aux confins du Perche et de la Normandie; aujourd'hui, chef-lieu de canton dans la sous-préfecture d'Évreux, département de l'Eure.

(c) En Normandie; aujourd'hui, chef-lieu de canton, dans la même sous-préfecture du même département.

(d) Voir le tome XV, page 336, note f. Voir aussi sur ce mot et sur les suivans, le Discours préliminaire du tome XVI.

Tome XVII.

(e) Voir la note c de la page 252 du tome XV.

(f) Voir le tome XV, page 80, note a, et page 231, note a.

(g) Ibid. page 167, note a.

(h) Ibid. page 127, note b.

(i) Voir le tome XV, page 318, note a, et page 395, note c.

(k) En Normandie; aujourd'hui, dans la sous-préfecture d'Évreux, département de l'Eure.

D ij

LOUIS XI,
à Vernon,
le 26 Octobre
1467.

ledit fouage, à la grant charge desdicts supplians et de tout le poure peuple d'icelle viconté; et pour ce, nous ont supplié et requis que, actendu qu'ilz ont esté affranchiz desdicts treuz et acquis par les pays dessus declarez, il nous plaise les en affranchir par tous les autres pays de nostre royaume; et aussi, qu'ilz soyent d'ores en avant, perpetuellement, francs dudict fouage, comme ilz souloient estre d'ancienneté, du temps que ladicte ville de Bretueil estoit de ladicte viconté de Vernueil, et comme en ont esté et sont à present francs ceulx dudict lieu de Bretueil, et sur ce leur impartir et eslargir benignement nostre grace. Pourquoi nous, les choses dessusdictes considerées, et mesmement la bonne loyauté et obeysance que lesdicts habitans de Vernueil ont de tout temps eue à nosdicts predecesseurs, à nous et à la couronne de France, et aux grans maulx, peines et tribulacions qu'ilz ont à ceste cause souffertes et endurées, tant en leurs personnes que en leurs biens, et autrement en plusieurs manieres; ayans aussi consideracion que, supposé que nostre cousin le Duc d'Alençon *(a)*, soubz lequel ladicte ville et viconté de Vernueil est tenue, se soit tourné formellement et adhérent avec le Duc de Bretagne *(b)* et autres noz adversaires, qui, en venant contre leur loyauté, foy et serment, se sont eslevez et mis sus en armes à l'encontre de nous, neantmoins icelux habitans de Vernueil, en continuant en leur bonne et vraye obeysance, n'ont voulu adhérent avec les dessusdicts, mais nous ont gardé ladicte ville et les forts d'icelle, et les ont, de leur liberalité, comme bons et loyaux, mis en noz mains et obeysance, et, pour ce, sont venuz devers nous en ceste nostre ville de Vernon; voulans envers eulx reconnoistre les choses dessusdictes, afin qu'ilz ayent tousjours mieulx cause de continuer en leur bon vouloir, ausdicts bourgeois et habitans de Vernueil avons, en reconnoissance de ce que dict est, et pour autres justes et raisonnables causes à ce nous mouvans, octroyé et octroyons que eulx et leurs successeurs, habitans de ladicte ville de Vernueil, soyent d'ores en avant perpetuellement francs, quictes et exempts de toute coustume, acquit, travers, pontage, passage, peage, panage, tonlieu, treuz et autres tributs, en et par tous les autres pays et contrées de nostre royaume, tout ainsy qu'ilz en ont esté et sont affranchiz esdicts pays de Normandic, Bretagne, Anjou, Poictou, Guyenne et Gascoigne; et avec ce, leur avons octroyé et octroyons qu'ilz soyent d'ores en avant, perpetuellement, quictes et exempts dudict fouage, tout ainsy qu'ilz estoient du temps que ladicte seigneurie de Bretueil estoit de ladicte viconté de Vernueil, et qu'ilz joyssent d'icelle franchise tout ainsy que en joyssent à present ceulx dudict lieu de Bretueil; et des choses dessusdictes les avons, ensemble leursdicts hoirs et successeurs, exemptez et affranchiz, exemptions et affranchissons perpetuellement, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts habitans de

NOTES.

(a) Voir la note *b*, page 310 du tome XVI, page 95, note *b*; page 360, note *a*; page et la page 360, note *f*. 369, note *c*; et pages 403 et suiv.

(b) François II. Voir le même tome XVI,

Vernueil supplians et leurdits successeurs demourans en icelle ville, et chacun d'eulx, ilz facent et seullrent joyr et user paisiblement de noz presentes grace, exemption et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se faict ou donné leur estoit, ores ou pour le temps advenir, si l'ostent, ou facent oster, et mettre, chacun endroict soy, à plaine delivrance et au premier estat et du. Et affin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Et pour ce que de cesdictes presentes on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles foy soit adjoustée comme à l'original. *Donné audit lieu de Vernon, le xxvj.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Comte de Candulle, le Marquis de Saluces, le sire de la Forest, maistre Jehan de la Duesche et autres presens.*
DE LA LOIERE.

LOUIS XI,
à Vernon,
le 26 Octobre
1467.

(a) *Lettres patentes sur l'augmentation nécessaire des membres du Parlement de Bordeaux, et Nomination de l'Évêque d'Acqs à une place de Conseiller-clerc à ce Parlement.*

LOUIS XI,
à Chartres,
le 3 Novembre
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que nous, considerans qu'en nostre court de parlement par nous estable à Bourdeaux (b), sont pendans et affluent de jour en jour plusieurs grandes matieres et questions, et que pour la decoration d'icelle court, affin aussi que tousjours de mieux en mieux puisse estre procedé aux jugemens et decisions desdictes causes et matieres, seroit expedient d'aucunement augmenter et accroistre le nombre des conseillers audit parlement, actendu mesmement le petit nombre qui par cy-devant a esté estably par nous et ordonné; pour ces causes, et pour la grande confiance qu'avons en la personne de nostre amié et féal conseiller M.^e Bertrand (c), évesque d'Acqs (d), et de ses sens, litterature et suffisance, prud'homie et bonne diligence; ayant aussi en memoire que feu maistre Blaise Gresly, archevesque de Bourdeaux (e), fust, dès l'institution dudit parlement, par nous fait et creé nostre conseiller ordinaire audit parlement, par le trespaz duquel avons depuis disposé

NOTES.

(a) Transcrites sur le registre du Parlement de Bordeaux, fol. 92.

(b) Par un édit du mois de juin 1462. Voir le tome XV de ce Recueil, pages 500 et suiv.

(c) Les auteurs du *Gallia Christiana* n'ont pas connu ces lettres; elles auroient fixé leur incertitude sur l'époque à laquelle Bertrand devint évêque de Dax, par la nomination de Jean-Baptiste de Foix, son prédécesseur, à l'évêché de Comminges. Voir le tome I.^{er} de ce savant ouvrage, pages 1055, 1056, 1104 et 1105.

(d) Ou de Dax, en Gascogne; aujourd'hui, dans le département des Landes.

(e) Les auteurs du *Gallia Christiana*, tome II, page 843, disent *Blaise de Greelle*, autrement *Regnier*. Il y a nécessairement erreur de date dans un acte qu'ils supposent du 4 décembre 1467, puisque ce prélat étoit mort à l'époque de ces lettres, lesquelles sont du 3 novembre. Eux-mêmes, dans l'article suivant, placent au mois de novembre également l'entrée solennelle à Bordeaux, du successeur de Blaise de Greelle. *Ibidem*, page 844.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 3 Novembre
1467.

dudict office à nostre plaisir, et que, pour tousiours plus monstrier et accroistre l'authorité de nostredict parlement et court souveraine, voulons illec mettre, ordonner et instituer, pour nostre conseiller, aucun prelat des limites dudict parlement, qui nous soit seur et scable, et pour autres grandes causes et considerations à ce nous mouvaps, nostredict conseiller l'evesque d'Acqs, de nostre certaine science et propre mouvement, avons faict, créé et retenu, faisons, créons et retenons, de nostre grace special, par ces presentes, nostre conseiller-clerc ordinaire en nostredict court de parlement à Bourdeaux, pour illec sceoir et assister aux jugemens et appointemens qui se feront en nostredict court, comme l'un de noz autres conseillers en icelle, et autrement avoir, tenir et exercer ledict office par nostredict conseiller l'evesque d'Acqs à telz gaiges qui par nous luy seront pour ce ordonnés et assignés, et aux honneurs, prerogatives et autres droictz, prouffiz et esmolumens accoustumés et qui y appartiennent, sans ce toutes voyes que ce puisse aucunement prejudicier à nosdicts autres conseillers dudict parlement, touchant l'assignation et payement de leurs gaiges qu'ilz ont accoustumé avoir et prendre à cause de leursdicts offices. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostredict parlement à Bourdeaux, que, de nostredict conseiller l'evesque d'Acqs prins et receu le serement en tel cas requis et accoustumé, ilz le mettent et instituent ou facent mettre et instituer de par nous en possession et saisine dudict office, et d'icelluy, ensemble des droictz, prouffitz et esmolumens dessusdicts, le facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement, et en ce faisant, le convoquent, appellent et fassent assister en nostredict court et aux jugemens et appointemens d'icelle, comme l'un de nosdicts autres conseillers, et à luy obeyr et entendre de tous ceux et ainsy qu'il appartendra ès choses touchant et regardant ledict office. Mandons en outre à noz amez et féaulx les tresoriers de France et generaux conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts gaiges qui seront par nous sur ce ordonnez à nostredict conseiller l'evesque d'Acqs, ilz fassent payer et bailler par celuy ou ceulx qu'il appartendra, aux termes et en la maniere accoustumée; et par rapportant ces presentes ou *vidimus* d'icelles faict soubz scel royal, pour une foiz seulement, avec quittance sur ce suffisant d'icelluy nostre conseiller, nous voulons tout ce que payé luy aura esté à ceste cause, estre alloué ès comptes et rabatu de la recette de celuy qui payé l'aura, par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz nous mandons de ainsy le faire sans aucun contredict ou difficulté. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cessedictes presentes. *Donné à Chartres, le iij.^e Novembre mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Cardinal d'Angiers (a), les sieurs de Craon et de Crussol, et autres presens.* B. MEURIN.

NOTE.

(a) Jean Balue, ou de la Balue, évêque d'Angers. Voir le *tome XVI, page 299, note c.*
Ou désigne aujourd'hui les cardinaux par le

nom de leur famille; on ne les désignoit alors que par celui de leur évêché.

LOUIS XI,
à
le 9 Novembre
1467.

(a) *Lettres du Roy, portant que les Présidens, Généraux Conseillers et autres Officiers ordinaires de la Chambre de la justice des Aides, seront entièrement payés de leurs gages avant et par préférence aux Officiers extraordinaires.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les généraulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, salut et dilection. Comme, pour l'entretènement de l'auditoire des généraulx sur le faict de la justice des aydes, establis de par nous à Paris, et affin que les presidens, généraulx conseillers et autres officiers ordinaires dudict auditoire peussent mieulx vacquer et entendre à la decision des procès pendans et qui chacun jour affluent en icelluy auditoire, nous eussions voulu et ordonné qu'ilz fussent payés, tant sur certaines crues de quarante sous tournois ordonnées estre sur chacun muid de sel vendu en aucuns greniers de nostre royaume, comme sur les deniers venans des exploits et amendes dudict auditoire, et ce par les mains du receveur ou commis sur ce par nous ordonné; et néanmoins, iceulx presidens, généraulx conseillers et autres officiers ordinaires, deubtent que, souz umbre de ce que, en la descharge levée pour leurdits gaiges en cette presente année, est dict, en termes généraulx, que la somme contenue en ladicte descharge est pour convertir au payement des gaiges des officiers de ladicte chambre, sans expressement declairer les ordinaires, lesdicts ordinaires ne soyent en grant diminution de leurdits gaiges, et en leur grant grief, prejudice et dommaige, requerant sur ce nostre provision: pourquoy nous, attendu ce que dict est, voulant nosdicts officiers ordinaires estre preferez et entierement payez devant les extraordinaires, comme raison est, avons ordonné et ordonnons, voulons et declairons par ces presentes, que les deniers qui auront esté ceste diete année et seront d'ores en avant assignez pour employer et convertir au payement des gaiges desdicts presidens, généraulx conseillers et autres officiers dudict auditoire de ladicte justice des aydes à Paris, soyent distribuez et payez aux officiers ordinaires d'icelluy auditoire, sans ce que ceulx qui sont extraordinaires en puissent rien avoir ne demander jusqu'à ce que lesdicts officiers ordinaires soyent entierement payez. Si vous mandons et expressement enjoignons que nostre presente ordonnance, volenté et declairacion, vous gardez et entretenez, et faictes garder et entretenir par tous ceulx et ainsy qu'il appartendra, sans faire ou innover ne souffrir estre faict ou innové aucune chose au contraire, en faisant payer et bailler ausdicts officiers ordinaires dudict auditoire de

NOTE.

(a) Transcrites sur une copie collationnée par des commissaires de la Cour des aides de Paris, après l'incendie du Palais, au mois de janvier 1776, conformément à la déclaration du Roi, du 11 mars de la même année, qui avoit eu pour objet de suppléer aux registres perdus en faisant faire de nouveaux

d'après des pièces authentiques tirées des dépôts publics ou des collections faites d'après ces dépôts. On peut voir l'analyse de ces lettres dans la Table manuscrite des Ordonnances de la Cour des aides, depuis 1295 jusques et compris 1545, tome I.^{er}, p. 180 r.^o, n.^o 483.

LOUIS XI,
à
le 9 Novembre
1467.

ladicte justice des aydes à Paris, par ledict receveur sur ce ordonné, et des deniers qui luy ont esté et seront à ceste cause appointez et assignez, tout ce qui leur est et sera d'ores en avant deu à cause de leurs offices ordinaires, et qu'ilz soyent, premierement et avant toute œuvre, entiere-ment payez, et sur peine de les recouvrer sur luy; car ainsy nous plaist-il et voulons estre fait, nonobstant l'assignation baillée pour le payement d'iceulx comme dict est, à quoy nous ne voulons avoir aucun egard au prejudice desdicts ordinaires, et quelconques mandemens ou deffenses à ce contraires. *Donné à (a), le 9 Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme. Ainsy signé : Par le Roy, Guillaume de Varye, Maistre Jean Herbert, et autres presens. DELALOERE.*

LES generaux conseillers du Roy nostre sire sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, veu par nous les lectres patentes du Roy nostredict seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles, et pour les causes declairées en icelles, ledict seigneur a voulu et declairé que les deniers qui ont ceste presente année esté et seront d'ores en avant assignez, seront convertis et employez au payement des gaiges des presidens, generaux conseillers et autres officiers ordinaires d'icelle chambre, sans que ceulx qui sont extraordinaires en puissent rien avoir ne demander jusques à ce que lesdicts officiers ordinaires soyent entierement payez; consentons, en tant que en nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, en mandant par lesdictes presentes, de par ledict seigneur et nous, au receveur qui est ou sera commis au payement desdicts conseillers, que d'ores en avant, sur peine de le recouvrer sur luy, il ne paye aucune chose auxdicts extraordinaires jusques à ce que lesdicts ordinaires soyent entierement payez, tout ainsy et par la forme et maniere que ledict seigneur, par cesdictes lectres, le veult et mande. *Donné soubz nosdicts signetz, le vij. (b) jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept. Signé DEFONTAINE.*

Les généraux des finances défendirent, par une autre ordonnance, de payer aucuns gages aux officiers de la justice des aides, s'ils ne faisoient résidence actuelle en leur auditoire, à moins qu'ils ne fussent employés ailleurs pour les affaires du Roi (c).

LES generaux conseillers du Roi nostre sire sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, à maistre Jacques de Molins, à present commis à recevoir et payer les gaiges des presidens, generaux conseillers et autres

NOTES.

(a) Le nom du lieu où ces lettres furent données, n'y est pas exprimé; mais celles qui précèdent, rendues six jours avant, et celles qui suivent, rendues cinq jours après, sont datées, les unes de Chartres, et les autres de Vendôme.

(b) Le copiste s'est trompé : au lieu de *sixième*, il doit y avoir *seizième*, ou au moins *dixième*; les lettres patentes du Roi ne sont que du 9 novembre.

(c) Voir encore la Table des Ordonnances de la Cour des aides, n.º 484, p. 180 r.º

Je trouve l'observation suivante dans cette table, page 178 verso, première colonne vers la fin : « Les officiers de la Cour des aides prenoient alors l'attache des généraux des finances, avant de se faire recevoir en leurs offices, et lesdits généraux des finances avoient soin d'exprimer dans leur vérification, que lesdits officiers ne toucheroient leurs gages que du jour de leur institution en la Chambre de la justice des aides. »

officiers

officiers sur le fait de la justice des aydes à Paris, ou autre qui pour le temps advenir le sera, salut. Il est venu à nostre congnoissance que souvenfoisz lesdicts presidens, generaulx conseillers et autres officiers, ou les auscuns d'eulx, qui ont esté et sont par longues intervalles de temps absens de l'auditoire desdictes aydes et occupés en leurs affaires, se sont fait et font payer des gaiges à leursdicts offices appartenans durant le temps de leurdicté absence, et tout ainsy que s'ilz avoient fait ou fesoient continuelle residence; pour laquelle cause, nous vous mandons, de par ledict seigneur et nous, que vous payez d'ores en avant les gaiges desdicts presidens, generaulx conseillers et autres officiers dudict auditoire de ladicte justice desdictes aydes, pour le temps qu'ils desserviront leursdicts offices en icelluy auditoire, en vous deffendant que, pour le temps qu'ils seront absens dudict auditoire et qu'ilz n'y feront residence, vous ne leur payés aucune chose de leursdicts gaiges, sur peine de les recouvrer sur vous, sinon, toutes voyes, qu'ilz fussent occupés pour les affaires dudict seigneur et par vertu de ses lectres ou commission. *Donné soubz nos signets, le quatorziesme jour de Novembre, l'an mil quatre cent soixante-sept.*

LOUIS XI,
à
le 9 Novembre
1467.

(a) *Déclaration portant révocation des Foires de Genève, et confirmation des quatre Foires de la ville de Lyon, avec attribution de plusieurs Privileges et Franchises.*

LOUIS XI,
à Vendôme,
le 14 Novembre.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien-amez les conseillers, bourgeois et habitans de nostre ville de Lyon, contenant que, ou mois d'octobre, l'an mil quatre cent soixante-deux, nous, pour le bien et entretenement des foires qui avoient par feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolle, esté establies audict lieu de Lyon, octroyasmes noz lectres patentes par forme de esdit, contenant la forme qui s'ensuit :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme, puis certain temps en ça, feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolve, considerant que, soubz couleur des foires qui durant les guerres de nostre royaume ont esté mises sus et tenues en la ville de Geneve, les foires de Champagne et de Brie et autres de nostredict royaume, qui anciennement souloient estre les plus notables et privilegiées dont il est ailleurs memoire, et aussi, que toute la matiere d'or et d'argent de nostredict royaume ou la plupart d'icelle estoit encore et est, à chascune desdictes foires de Geneve, transportée audict lieu, &c. (b).

LOUIS XI,
à Saint-Michaud-
sur-Loire,
le 20 Octobre
1462.

Lesquelles nos lectres ont esté duement publiées et executées ainsy qu'il appartenoit et que par nous estoit mandé; mais, pour ce que plusieurs,

Suite des Lettres
du 14 Novembre
1467.

NOTES.

(a) Transcrites d'après les chartes de la Chambre des comptes, n.^o 1033. Collationnées sur le registre 198 du Trésor des chartes, pièce 460. Voir Rebuffi, tome II, pages 110 et suiv. où il y a quelque confusion; je

n'y retrouve pas le préambule de ces lettres, quoiqu'il en ait imprimé la fin, pages 114 et 115.

(b) Voir le tome XV, pages 571 et suiv.

LOUIS XI,
à Vendôme,
le 14 Novemb.
1467.

tendant à leur prouffit particulier, alloient souvent auxdictes foires de Geneve, en laissant celles dudict lieu de Lyon, et tendoient à les interrompre, veu mesmement qu'elles n'estoient durables que jusques à certain temps limité, et que; à ceste cause, les marchands estrangers craignoient à venir demourer et eux habiter en nostredicte ville de Lyon, et après que la matiere et le bien qui pourroit venir à notre royaume desdictes foires nous fust remonstré, nous, pour plus grande seurété et confirmation d'icelles, leur octroyasmes noz autres lectres patentes en forme de chartre, en lacs de soye et cire verte, desquelles la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Acqs,
le 8 Mars 1462.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme, puis certain temps en ça, nostre très-chier seigneur &c. (a).

Fin des Lettres
du 14 Novembre
1467.

Lesquelles ont esté dument expedies tant en nostredicte chambre des comptes, que par noz amés et féaulx les generaulx conseillers sur le faict et gouvernement de noz finances; et au moyen desdictes choses, les quatre foires dont mention est faicte en nosdictes lectres ci-dessus dernières transcrittes, ont esté tenues audict lieu de Lyon, et y sont venus demourer plusieurs marchans estrangers de diverses nations, lesquels y ont esté et sont encore entretenus et gardés en franchises et libertés, et y ont fait (b) et font leurs faits de marchandise, paisiblement et sans quelconque destourbier, tout selon la forme et teneur de nosdictes lectres dessus transcrittes. Mais il est advenu que, puis nagerres, nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Savoye (c), au moyen d'auscuns marchans tant dudict lieu de Geneve que aultres, tendans à rompre lesdictes foires de Lyon, nous a fait très-instamment requerir par nostre très-chier et amé frere et cousin Philippe de Savoye, seigneur de Bresse, son frere (d), que nostre plaisir fust consentir et octroyer que deux desdictes quatre foires de Lyon feussent tenues audict lieu de Geneve, et que les marchands de nostre

NOTES.

(a) Ces lettres ont été imprimées, tome XV, pages 644 et suiv. Le volume 198 du Trésor des chartes, qui les rapporte aussi, pièces 455, 460 et 542, offre quelques variantes; les principales sont :

Ordonnances des Rois de France, tome XV.

Registre 198 du Trésor des chartes.

Page 644, lig. 10, ailleurs de nostredict royaume. . . ailleurs, hors de nostredict royaume.
12, à ces choses et au. . . à ces choses, au.
Page 645, lig. 3, vouloir d'eulx habiter. volonté de eux habiter.
Page 646, lig. 9, sauvement. sainement.
16, train de change. banc de change.
17, d'eschange. de change.
20, lectres de nous. lettres de change de nous.
41, Bourges. Bruges.
Page 647, lig. 13 et 16, debets. debtes.

(b) Rebuffi dit, y font faire.

(c) Amédée IX. Louis XI étoit doublement son beau-frère : il avoit épousé la Princesse Charlotte sa sœur, et Amédée avoit épousé la Princesse Yolande, sœur de Louis XI.

(d) Frère d'Amédée IX, et, par conséquent, beau-frère aussi de Louis XI. C'est celui qu'on a désigné par *Philippe-sans-Terre*. Voir la note e de la page 569 du tome XV de notre Collection.

royaume y peussent aller, nonobstant lesdictes deffenses et esdits : pour complaire ausquels nos freres et cousins de Savoye, nous, non cuidans que la matiere fust si fort dommageable ne prejudiciable à nous ne à la chose publique de nostredict royaume que avons depuis seu, avons par nos lectres patentes commis et ordonné auscuns nos officiers et serviteurs pour convenir et pratiquer touchant ladicte matiere avec auscuns commis de par nosdicts freres et cousins de Savoye, par lesquels nos commissaires, après plusieurs parlemens et assemblées, a esté consenti et octroyé de par nous, que deux desdictes quatre foires de Lyon seroient tenues d'ores en avant audict lieu de Geneve, nonobstant lesdictes deffenses et esdits, retenu sur ce nostre bon plaisir (a). Et combien que la chose n'ait esté acceptée par lesdicts de Savoye, ne par nous agréée ne confirmée, mais soyent lesdictes foires de Lyon du tout demourées et soyent encores en leur entier, néantmoins lesdicts supplians doubtent que, au temps advenir, on pust ou voulsist dire que pour les causes dessusdictes y eust esté faite aucune innovation ou interruption, et pour ce, nous ayent très-umblement faict supplier et requérir qu'il nous plaise faire entretenir icelles quatre foires audict lieu de Lyon, selon l'establissement d'icelles, et declairer que, pour les causes dessusdictes, nostre entention n'a point esté que aucune mutation y ait esté ne soit faite, et sur ce leur amplifier et eslargir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement les causes qui meurent nostredict seigneur et pere et nous à establir et instituer icelles foires audict lieu de Lyon, et que avons esté avertis que, en ostant deux desdictes foires dudict lieu de Lyon, seroit la totale rompture des autres deux, et remettre le tout audict lieu de Geneve, au très-grand prejudice et dommaige de nous et de la chose publique de nostredict royaume, à quoy voulons obvier; ayans aussi consideration à la grand loyauté et bonne obeysance que lesdits bourgeois et habitans de Lyon ont tousjours monstré par effet avoir envers nous et la couronne de France, et que presentement ilz nous ont donné et liberalement octroyé la somme de trois mille neuf cent quatre-vingt-sept livres dix solz tournois, pour payement de deux cents harnois complets que n'agueres avons faict prendre et achapter, ledict pris, d'auscuns marchans dudict lieu de Lyon, et donnez à auscuns des seigneurs de nostre sang pour departir à leurs gens, affin qu'ilz soyent mieulx en point pour nous servir au faict de nostre guerre (b); voulans lesdictes quatre foires de Lyon estre entretenues, et les marchans frequentans en icelles, gardés en leurs franchises et libertés : pour ces causes et considerations, et par l'advis et deliberation d'auscuns de nostre conseil, avons dict, declairé et ordonné, disons, declairons et ordonnons, par ces presentes, nostre volenté et entention avoir esté et estre que lesdictes quatre foires soyent tenues et demourent à tousjours audit lieu de Lyon, selon la forme et teneur de l'establissement d'icelles, sans ce que, pour occasion ne soubz couleur de ce qui a esté faict par nosdicts commissaires avec lesdicts de Savoye, en consentant que deux desdictes quatre foires de Lyon pussent estre tenues audict lieu de Geneve ne autrement, on puisse dire aucune

LOUIS XI,
à Vendôme,
le 14 Novemb.
1467.

NOTES.

(a) Il doit y avoir ainsi, et non comme Rebuffi l'imprime (page 114) : *et esdict retenu; car c'est nostre bon plaisir.*

(b) Ces dernières lignes ne sont pas dans Rebuffi.

LOUIS XI,
à Vendôme,
le 14 Novemb.
1467.

chose y avoir esté innovée (a); et lequel consentement ainsy donné par nosdicts commissaires touchant lesdictes deux foires, et tout ce qui par eulx y a esté fait dont ils auroient réservé nostre bon plaisir, nous avons revokué et adnullé, revoquons et adnullons, et l'octroy et l'establisement desdictes quatre foires audict lieu de Lyon, ensemble l'esdit par nous fait touchant les defenses de non aler ausdictes foires de Geneve; avons, en tant que mestier est, ratifié, approuvé et confirmé, approuvons et confirmons de grace speciale, pleine puissance et auctorité royale, par cesdictes presentes. Si donnons en mandement au baillif de Mascon, seneschal de Lyon, gardien et conservateur desdictes foires, et aux baillifs de Sens, Troyes, Saint-Pierre-le-Moustier et de Montferrant, seneschaux de Beaucaire et de Carcassonne, gouverneur de Montpellier, et à tous nos autres justiciers et officiers ou leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra (b), que tous lesdicts supplians et tous lesdicts marchans frequentans et qui frequenteront lesdictes foires, et chacun d'eulx, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user paisiblement de noz presentes declairacion, confirmation et octroy, sans faire ne souffrir estre faite aucune chose contraire, ores ne pour le temps advenir, et que icelles noz declairacion, confirmation et octroy, ensemble nosdictes lectres d'octroy et establisement desdictes foires, esdits et defenses dessus incorporées de non aler esdictes foires de Geneve, ilz et chacun d'eulx facent publier à son de trompe et autrement duement, par tous les lieux et mettes de leursdicts bailliages, seneschaussées et jurisdictions, en faisant ou faisant faire derechief lesdictes inhibitions et defenses, et punissent les transgresseurs d'icelles selon la forme et teneur de nosdictes lectres d'esdit et defense, et ainsy que par icelles noz lectres l'avons ordonné et commandé. Et pour ce que lesdicts supplians pourront avoir à faire de ces presentes en plusieurs et divers lieux, nous voulons et ordonnons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, soy soit adjoustée comme à l'original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Vendosme, le quatorziesme (c) jour de Novembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Signé sur le reply : *Par le Roy, le sire de la Forest (d), Guillaume de Varye, maistre Jehan Herbert, et autres presens.* DELALOERE. A costé : *Visa Contentor, DUBAN.* Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge et verte.

NOTES.

(a) Et non injurié, comme le dit Rebuffi, page 114 du tome II de sa collection des Ordonnances et Édits royaux, réduites en rubriques, à la façon des Pandectes du droit romain.

(b) Il y a dans Rebuffi : *Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gouverneurs du Dauphiné ou à leurs lieutenans,*

presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts supplians et tous lesdicts marchans frequentans et qui &c. Ibid. page 115, in principio.

(c) Rebuffi dit, le quatriesme.

(d) Nous lisons dans l'ouvrage de Rebuffi : *Ainsi signé : Par le Roy, Dauphin, le seigneur de la Forest, &c.*

(a) *Lettres patentes portant que François de Laval, Seigneur de Gaure, précédera le Chancelier de France et les Prélats du Royaume, ainsi que le font les Comtes d'Armagnac, de Foix et de Vendôme.*

LOUIS XI,
au Mans,
le 19 Novemb.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, considerans la proximité de lignage en quoy nous attient nostre très-chier et amé neveu et cousin François de Laval, seigneur de Gaure, voulans l'eslever en honneurs et privileges, ainsy qu'à sa personne appartient selon le degré de lignage en quoy il nous attient, à icelluy nostre neveu et cousin avons octroyé et octroyons par ces presentes, et par privilege especial, et à ses hoirs Comtes de Laval, que d'ores en avant ils soyent en tels honneurs, lieux et préeminences, soit en nostre grand conseil, en nostre parlement, en ambassades, et en tous autres lieux où il se trouvera, et qu'il precede nostre chancelier et tous les preslats de nostre royaume, tout ainsy qu'ont fait et font nos très-chiers et amés cousins les Comtes d'Armagnac, de Foix et de Vendosme. Si donnons en mandement à nostre amé et féal chancelier, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostredict neveu et cousin et sesdicts hoirs Comtes de Laval ils facent, seuffrent et laissent joyr paisiblement de noz privileges et octroy; car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques statuts ou ordonnances à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Mans, le dix-neuvième jour de Novembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé: Par le Roy, le Comte de Longueville, Guillaume de Varie, general, et autres presens. DELALOERE. Visa.

NOTE.

(a) Recueil des Rois de France, leur grands de France, par du Tillet; seconde couronne et maison, ensemble le rang des partie, pages 71 et 72.

(a) *Lettres qui fixent à Montferrand le siège des Exempts (b) du Duché d'Auvergne, et qui confirment des mesures prises contre la révolte des Habitans de Cusset (c).*

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme, dès le mois de novembre dernièrement passé, pour certaines grans, justes et raisonnables causes et considerations lors à ce nous mouvans, de nostre certaine science, plaine puissance et

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 200, étoient passoumis, et ressortissoient aux juges du Roi.
pièce 160.

(b) On donnoit ce nom aux personnes (c) Aujourd'hui, chef-lieu de canton, qui étant dans la justice d'un seigneur, n'y dans le département de l'Allier.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

auctorité royal, et par l'avis et meure deliberacion de plusieurs des seigneurs de nostre sang et des gens de nostre grant conseil, eussions voulu et ordonné par nostre ordonnance et esdit irrevocable, que dès-lors en avant, perpetuellement, tous et chacuns les exempts du duché d'Auvergne qui avoient accoustumé ressortir au lieu et siege de Cusset devant nostre bailly de Saint-Pierre-le-Moustier (*a*) ou son lieutenant, depuis la création et erection dudict duché d'Auvergne (*b*), ressortiroient en nostre ville de Montferrant par-devant nostre bailly dudict lieu ou son lieutenant, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz souloient ressortir audict lieu et siege de Cusset; et audict lieu de Montferrant, par-devant nostredict bailly ou son lieutenant illec, leur eussions estably et ordonné siege et ressort, et y translatastes et transportastes le siege qui paravant estoit audict lieu de Cusset, en tant que touchoit lesdicts exempts; et avec ce, y eussions esvoqué, au xv.^e jour de fevrier lors prouchainement et derrain (*c*) passé, toutes et chascunes les causes qui meues et intentées avoient esté audict lieu et siege de Cusset touchant lesdicts exempts, et de ce interdit et defendu à nostredict bailly de Saint-Pierre-le-Moustier ou son lieutenant audict Cusset, toute cour, jurisdiction et congnoissance, ainsy que ces choses et autres sont plus à plain spécifiées et declairées ès lectres patentes par nous sur ce octroyées en forme de chartre, scellées en laz de soie et en cire verte, desquelles la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à la
Ferté-Hubert (*d*),
au mois
de Nov. 1466.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous pre-sens et advenir, que comme jà pieçà, dès que le pays d'Auvergne fut erigé en duché-pairie, parce que le ressort des esglises cathedralles et autres qui sont de fondacion royal, ou qui par privilege ou autrement sont annexées à nous et à nostre couronne tellement qu'elles n'en pevent estre separées en fief et ressort, nous appartenoit, fut ordonné par auscuns noz predeces-seurs Roys de France, que icelles esglises cathedralles et autres de la con-dicion dessusdictie ressortiroient par-devant nostre bailly de Saint-Pierre-le-Moustier, à son siege de Cusset, en premier ressort, jusques à ce que leur fust pourveu de siege plus prouchain et aisé, auquel lieu ilz ont tousjours depuis ressorty; et depuis, long-temps après, fut par feu nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu aboille, créé, ordonné et estably siege royal et bailliage en nostre ville de Montferrant, laquelle est nuement nostre, assise au milieu de nostre pays d'Auvergne, lieuourny de notable conseil, près de la ville de Clermont d'un quart de lieue, et de deux petites lieues de la ville de Rion, qui sont villes bien fournies semblablement de notable conseil, esquelles villes de Montferrant, Clermont et Rion, de jour en jour, lesdicts exempts d'Auvergne vont et frequentent tant pour les foires et mar-chez qui y sont, comme aussy pour ce que ce sont les plus principales villes du pays d'Auvergne et les mieulx fournies de toutes choses necessaires

NOTES.

(*a*) Voir, *tome IV*, page 660, les lettres de Charles V, du mois de juillet 1366. Voir aussi, *tome IX*, pages 444 et suiv. des lettres de Charles VI, du mois de juin 1409.

(*b*) Le comté d'Auvergne avoit été érigé en duché, par le Roi Jean, en faveur de

Jean, Comte de Poitiers, Duc de Berry, son troisième fils.

(*c*) Dernier.

(*d*) N'est-ce pas la Ferté-Nabert, *Firmitas Naberii*, ancien duché à cinq lieues d'Orléans !

tant aux gens d'esglise, nobles, bourgeois, marchans et autres. Et soit ainsy que ladite ville de Cusset, laquelle n'est pas mesmement nostre, ains en est dame en partie l'abbesse dudit lieu (*a*), est assise es fins et limites du pays de Bourbonnois et à ung des coings dudit pays d'Auvergne, et que icelle abbesse, pour avoir presté et baillé ledict siege, prent grant prouffit et esmolument sus noz droicts, jurisdiction et domaine; parquoy, veu la distance des lieux, et les perilz et dangiers des chemins et des rivières qu'il fault passer pour aller audit Cusset, seroit plus propre et convenable que lesdits exempts ressortissent audit lieu de Montferrant, qui est joignant de la pluspart d'eulx, ainsy que de ce avons esté informez. Pourquoi nous, ayant regard et consideration aux choses dessusdictes, et mesmement que les habitants d'icelle ville de Montferrant ont tousjours bien et loyalement servy nous et noz predecesseurs Roys de France; considerans aussi que, en faisant le mariage de nostre chier et amé cousin le bastard de Bourbon, admiral de France, et de Jehanne nostre fille naturelle (*b*), nous avons demembré du ressort de nostredite ville de Montferrant la terre et seigneurie d'Usson, et que, puis nagues, d'aucuns autres ressorts de nostredite ville de Montferrant nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Bourbonnois et d'Auvergne (*c*) a eu joyssance par arrest de nostre court de parlement à Paris, en quoy nostredite ville de Montferrant a esté et est grandement dommaigée et interessée; avons, pour ces causes et considerations à ce nous mouvans, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, et par l'advis et meure deliberacion de plusieurs des seigneurs de nostre sang et gens de nostre grant conseil, voulu et ordonné, voulons et ordonnons par nostre ordonnance et esdit irrevocable, que d'ores en avant, perpetuellement, tous et chascuns lesdits exempts dudit duchié d'Auvergne, qui ont ressorty audit lieu de Cusset, devant nostredict baillly de Saint-Pierre-le-Moustier, depuis la créacion et erection dudit duchié d'Auvergne, seront et ressortiront en nostredict ville de Montferrant par-devant nostredict baillly dudit lieu, tout ainsy et par la forme et maniere qu'ilz ressortissoient audit Cusset; auquel lieu de Montferrant, par-devant nostredict baillly ou son lieutenant, nous leur avons estably et ordonné siege et ressort, et y avons ledict siege et ressort de Cusset, en tant qu'il touche lesdits exempts, appartenances et appendances quelzconques, translaté, mis et transporté, translatoins, mettons et transportons par cesdictes presentes; et avec ce, y avons esvocé et esvocquons, au quinziesme jour de fevrier prouchain venant, toutes et chascunes les causes meues et intentées audit Cusset touchant lesdits exempts, et en avons à nostredict baillly de Saint-Pierre-le-Moustier ou son lieutenant audit Cusset, interdit et deffendeu, interdisons et deffendons par cesdictes presentes, toute court, jurisdiction et congnoissance. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre parlement à Paris, au baillly des montaignes d'Auvergne, chastelain et garde des seaulx de Montferrant, ou

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

NOTES.

(*a*) Voir, sur cette abbaye, la note *b*, tome IV, page 205, et le tome IX, page 444, note *b*.

(*b*) Voir ci-dessus, tome XV, page 171,

note *a*, et tome XVI, page 433, note *a*.

(*c*) Voir la note *c*, page 569 du tome XV; le tome XVI, page 360, note *c*, et pages 489 et suiv.; et ci-après, page 54, note *b*.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que noz presens volonté, ordonnance et esdit, ilz enregistrent ou facent enregistrer en nostredicte court de parlement et en leurs cours et auditoires, et les facent publier à son de trompe et cry publique es lieux où ilz verront estre à faire, à ce que aucuns n'en puissent pretendre cause d'ignorance, et iceulx facent entretenir, garder et observer de point en point, sans souffrir aucune chose estre faicte au contraire, en quelque maniere que ce soit, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, par toutes voyes et manieres dues et raisonnables; car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, nonobstant quelzconques privileges, lectres, appointemens, assignations et procès à ceste cause meuz et intentez en nostredicte court de parlement et ailleurs, lesquelz nous avons aboliz et abolissons et mectons du tout au néant par cesdictes presentes. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Ferté-Hubert, ou moys de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-six, et de nostre regne le sixiesme.*

Suite des
premieres Lettres
de
LOUIS XI.

Lesquelles lectres dessus transcriptes nostre chastellain de Montferrant eust faict publier audict lieu de Cusset, ainsy que par icelles luy estoit mandé, dont l'abbesse dudict Cusset, nostre procureur et les esleuz praticiens, manans et habitans dudict Cusset, se fussent portés appellans; et depuis, par importunité des requerans ou autrement, eussent, en venant contre nostredicte ordonnance et esdit, subrepticement obtenu certaines noz lectres pour remectre ladite matiere en nostre court de parlement, et illecques estre receuz à opposition, par vertu desquelles lectres nostre amé et féal conseiller maistre Jehan de Langlée se feust efforcé faire en nostredicte ville de Montferrant plusieurs inhibicions et deffenses, tant à nostre bailly ou son lieutenant oudict Montferrant, que à nostre procureur illec, et aux consulz, manans et habitans dudict lieu; et aussi inhiber et deffendre aux subjectz desdictes exempcions de ne ressortir pardevant nostredict bailly de Montferrant, ne ailleurs que audict lieu de Cusset, jaçoit ce que par nostredict procureur de Montferrant luy eust esté lors dict et remonstré qu'il n'estoit loisible à luy ne à aultre venir contre nostredicte court et ordonnance, et que nostredict procureur se feust aux inhibicions, deffenses et explez (a) par ledict Langlée faiz opposé, sans ce que ledict de Langlée l'eust voulu recevoir à opposition, dont et de plusieurs autres torts et griefz nostredict procureur à Montferrant eust appellé à nous et à nostre court de parlement, et depuis obtenu noz lectres d'ajournement en cas d'appel, avec provision par laquelle nous, bien recors et memoratifz des causes qui nous avoient meü à faire lesdicts esdit et ordonnance dessus transcripée, et voulant icelle sortir son plain effect, eussions ordonné et declairé que nostredict procureur à Montferrant demourroit saisy et joyroit dudict ressort desdictes exempcions pendant et durant lesdicts procès, nonobstant les lectres par lesdicts de Cusset obtenues, et les appellacions par eulx faictes et autres oppositions et appellacions; et outre, que lesdicts exempts seroient tenuz à y obeyr,

NOTE.

(a) Exploits.

c'est

LOUIS XI
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

c'est assavoir les laiz par prinse de leurs personnes, et les gens d'esglise, de leur temporel en nostre main : par vertu desquelles lectres, maistre Jehan Lantonay, lieutenant ou commis de nostre baillly de Vellay, eust faict les exploitz, inhibicions et defenses ausdicts de Cusset et aussi ausdicts exempts, telles que par nosdictes lectres luy estoit mandé; mais, ce nonobstant, lesdicts de Cusset, qui ne queroient (*a*) que mettre nostredict procureur et lesdicts habitans de Montferrant en grans involucions de procès, soubz coulcur de certaine requeste baillée en nostredict court de parlement, et par leur faulx donné entendre, firent faire plusieurs inhibicions et defenses tant à nostredict procureur que ausdicts habitans de Montferrant, et s'efforcèrent de travailler et molester plusieurs desdicts exempts qui jà, en obeyssant et obtemperant à nostredict ordonnance et esdit, avoient ressorty par-devant nostredict baillly de Montferrant. Pour obvier ausquelles choses, et donner provision à ce que noz subjects ne fussent ainsy vexez ne travaillez, nous estans en nostre ville de Rouen, eussent par nostredict procureur de Montferrant esté obtenues, le premier jour de juing derrain passé, noz autres lectres (*b*), par lesquelles, entre autres choses, ordonnasmes et declarasmes que, en ensuivant la teneur desdictes ordonnances de par nous faiz, nostredit procureur à Montferrant joyroit du ressort desdictes exempcions, et seroient lesdicts exempts contraints à ressortir audit lieu de Montferrant, c'est assavoir, les gens d'esglise par prinse de leur temporel en nostre main, et les laiz par prinse de leurs personnes et par toutes autres voyes deues et raisonnables, nonobstant lesdicts procès, inhibicions et defenses ainsy faites par auctorité de nostredict court, oppositions ou appellacions quelzconques faictes et à faire, et ce, par maniere de provision, et jusques à ce que autrement en soit ordonné. Et oultre, furent toutes les causes qui estoient meues et pendantes par-devant nostredict baillly de Saint-Pierre-le-Moustier, audit siege de Cusset, derechef par nous esvocquées par-devant nostredict baillly de Montferrant, audit siege de Montferrant, a certain jour après ensuivant; et avec ce, pour ce qu'il estoit question et debat dudit siege desdicts exempts, et que à nous appartient translater noz sieges et juridicions où il nous plaist et voyons estre utile et prouffitable à nous et à la chose publique, voulans obvier aux grans fraiz et despens qui pour ceste cause se fussent faiz, et pour donner à la matiere briefve expédition, eu regart aussi à la multitude des causes dont nostredict court de parlement estoit et est chargée, ladicte cause et tous autres procès pendans en icelle nostre court de parlement, entre lesdits de Cusset, d'une part, et nostredict procureur à Montferrant, d'autre part, pour raison dudit siege, eussions esvocqué à certain jour lors ensuivant par-devant nous et les gens de nostre grant conseil; et nostredict procureur, pour mettre icelles lectres à execution, les eust presentées à nostre amé et féal conseiller maistre Martin Chevillon, lieutenant de nostredict baillly de Montferrant, et à Jehan Allasseur, nostre sergent, lesquelz, accompagnez de maistre Jehan Dupuy, substitut de nostredict procureur de Montferrant, Pierre Vacher, nostre advocat, Guillaume

NOTES.

(*a*) Cherchoient.

(*b*) Elles ne nous sont connues que par les lettres publiées en ce moment; mais

celles-ci même en indiquent les principales dispositions. •

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

Faydit et Jehan Bonnel, notaires, et autres, jusques au nombre de douze personnes seulement, se fussent transportez en ladicte ville de Cusset par-devers maistre Jehan de la Cheze, soy-disant lieutenant dudict bailly de Saint-Pierre-le-Moustier audict siege de Cusset, et, après insinuacion à luy faicte de nosdictes lectres, eussent, par ledict Chevillon, lieutenant susdict, esté faiz les exploiz selon le contenu en sadicte commission, et par ledict Alasseur, nostre sergent, ladicte esvocation par nous faicte esté signifiée à qui il appartenoit; mais, incontinent après, ledict de la Cheze, Jehan Donat, soy-disant nostre procureur audict Cusset, Thomas Fournier, soy-disant nostre procureur de ladicte abbesse dudict Cusset, Jehan Combe, esleu de ladicte ville, et auscuns autres leurs alliez et complices, à l'aide de plusieurs habitans de ladicte ville, qu'ilz avoient illec faiz venir, osterent à nostredict lieutenant de faict et de force nosdictes lectres, et, en ce faisant, le bleccrent en la main dextre jusques à grant effusion de sang; pareillement osterent audict Alasseur, nostre sergent, nosdictes lectres de esvocation, et, non contens de ce, prindrent au corps lesdits lieutenant, substitut, advocat, et Alasseur, et les misdrent en prison fermée; aussi prindrent lesdits notaires et six autres que nostredict lieutenant avoit menez avec luy pour le accompagner et estre tesmoins, les portes de la ville de Cusset estans fermées, affin que aucun d'eulx ne leur peust eschapper, et avec, leur osterent leurs chevaux, or, argent et toutes leurs bagues, qu'ilz ont depuis detenuz et encores detiennent devers eulx, ensemble nosdictes lectres; et qui plus est, prindrent nostredict lieutenant, lesdits substitut, advocat et Alasseur, et les misdrent sur la riviere d'Allier, et menerent en ung basteau jusques en nostre ville de Montargis, et les autres detindrent tousjours prisonniers à grant povreté et misere. Et à ceste cause, pour avoir provision sur ce, nostredit procureur à Montferrant, à toute diligence, se fist trait par-devers nous à Aluye (a), et, le dixiesme jour de juillet derrain passé, eust obtenu noz autres lectres par lesquelles, narracion faicte de ce que dict est, estoit mandé à nostre amé et féal conseiller et procureur general sur le faict de la justice de noz aydes, maistre Mathurin Baudet, mettre à execucion deue lesdictes lectres, par lesdits de Cusset, comme dict est, ostées à nostredict lieutenant de Montferrant et audict Alasseur, et faire et notifier ladicte esvocation à ceulx que appartiendra; et aussi, eslargir et mettre à plaine delivrance lesdits lieutenant, substitut, advocat, et Alasseur, et autres dessusdicts, et faire informer des grans rebellions, entreprises, desobeysances et voyes de fait, dont dessus est faicte mencion, commises et perpetrées par lesdicts de Cusset, et des delinquans et coupables faire telle pugnicion criminelle ou civile, en commuant le criminel en civil, si verroit la matiere à ce disposée, ou autrement proceder en la matiere ainsy qu'il verroit estre à faire. Pour lesquelles lectres mettre à execucion, nostredict conseiller maistre Mathurin Baudet, après qu'il eust mis à delivrance lesdits lieutenant de Montferrant, substitut, advocat, et Alasseur, se soit transporté en ladicte ville de Cusset, pour eslargir les autres prisonniers que lesdits de Cusset avoient detenuz l'espace de quarante-deux jours, et leur faire leursdicts biens rendre, et faire les autres exploiz esdictes lectres contenuz:

NOTE.

(a) Château royal, dans le pays chartrain: *Avalocium*.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

mais, après que icelluy nostre conseiller fut entré en ladite ville de Cusset, et fait insinuation de nosdictes lectres audict de la Cheze, lieutenant, et icelles fait publier devant l'esglise dudict lieu, icelluy de la Cheze, lesdicts Jehan Donat et autres, en grant assemblée et tumulte, firent fermer les portes de ladite ville, prindrent nostredict conseiller en la bride de son cheval, en renniant Dieu qu'il ne partirot jamais de la ville qu'il ne leur eust baillé copie et relation de tout son exploit, jaçoit ce que il la leur eust offert bailler après qu'il auroit parachevé son execucion; et non contents de ce, pour ce que nostredict conseiller avoit par Guillaume Lozenches, nostre sergent, fait adjourner aucuns de ladite ville pardevant luy en la ville de Clermont, à la requeste de nostredict procureur à Montferrant, pour respondre à nostredict procureur sur les excès par eulx faiz à nostredict lieutenant et autres dessusdicts, lesdicts de Cusset prindrent ledict sergent, et, en grant mespris et irreverance de nous et de justice, luy osterent noz armes qu'il avoit à la poitrine, et les gecterent en la boe, et aussi luy osterent son espée et sa bourse, en la presence de notredict conseiller; lequel nostre conseiller, pour ce qu'il fut lors adverty que par Jean Bleu, dit *Daque*, ensemble trente ou quarente autres compagnons, lesdicts de Cusset avoient derechief envoyé prendre lesdicts maistre Jehan du Puy et Pierre Vacher, nostre advocat, en la ville de Vichy, en laquelle nostredict conseiller les avoit laissez, fist tant par belles parolles qu'ilz luy firent ouverture des portes de ladite ville de Cusset, et s'en ala en grant crainte en ladite ville de Vichy, distant dudict Cusset de demye lieue ou environ, et trouva que lesdicts de Cusset avoient prins lesdicts substitut et advocat et menez où bon leur avoit semblé; et de fait, avant qu'ilz les voulsissent laisser aler, les firent soubzmettre, à la peine de cinq cens livres, d'eulx rendre, à certain jour ensuivant, en nostredict court de parlement à Paris. Et pour ce que, par icelles noz lectres, estoit mandé à nostredict conseiller proceder à l'encontre desdicts de Cusset, touchant lesdicts excès, criminellement ou civilement, nonobstant oppositions et appellacions quelconques, en commuant le criminel en civil, s'il voyoit que bon fust, voulant par nosdictes lectres, les sentences et appointemens donnés par nostredict conseiller estre de tel effet que se elles eussent esté prononcées en nostre grant conseil ou par arrest de nostredict court de parlement, et que bien emplement lui estoit ja apparu desdicts excès faiz par lesdicts de Cusset, se transporta derechief nostredict conseiller audict lieu de Cusset dont il trouva les portes fermées, à ceste cause ne peut apprehender les deslinquans en personne, et, pour ce, les fist adjourner par cry publicque par ledict Lozenches, nostre sergent, c'est assavoir, lesdicts maistres Jehan de la Cheze, Jehan et Guillaume de Doret, maistre Jehan de la Mitte, Jehan Bleu dit *Daque*, Laurens le Barbier, Jehan Martin, Clement Tunier, Thomas Fournier, Huguet de Charonne dit *Sensire*, Jehan Combe, et Durant le cordouennier, à comparoir en personne en la ville de Clermont, à trois briefz jours, sur peine de bannissement de nostre royaume et de confiscacion de corps et de biens, et les esleuz dudict lieu de Cusset, comme representans le corps et commune et habitans de ladite ville, fist semblablement adjourner à comparoir en personne à certain jour audict lieu de Clermont, à la peine de mille marcs d'argent à nous à appliquer, et fist par ledict sergent atacher une cedula desdicts journeemens à ladite porte; mais lesdicts de Cusset, en perseverant de mal en pis et continuant tousjours en leur damnable propos, ruerent de dessus

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

- les creneaux de leurs murailles plusieurs pierres à nosdicts conseiller et sergent et autres, et leur firent monstrier, par l'un d'eulx, son derriere ou fondement, en grant mespris, contemps et illusion (a) de nous et de noz exploiz; et oultre, ouvrirrent le guichet de ladicte porte, prindrent et arracherent ladicte cedula, et icelle misdrent en pieces et gecterent à terre. Et depuis, eust esté par nostredict conseiller procédé à faire les procès des dessusdicts, et tellement que lesdicts de la Cheze, Dore, et autres dessus nommez, le xiiij.^e jour du mois d'aoust derrain passé, furent et ont esté, par la semonce (b) de nostredict conseiller, baniz de nostre royaume, et leurs corps et biens declairez confisquees envers nous, et lesdicts esleuz, comme representans le corps et commune de ladicte ville, condempnez en amende envers nous en la somme de dix mille livres tournois, et aussi à rendre ausdicts lieutenant, substitut, advocat et autres dessus nommez, leursdicts biens par eulx prins, et aussi en certaines amendes envers eulx, pour les oultrages qu'ils leur avoient faiz, et avec ce, privez à perpetuité de tout siege de bailliage royal, et mesmement du siege desdicts exempts à l'occasion duquel ilz avoient commis et perpetrez tous
- les excès dessusdicts, et de tous autres privileges royaux, et de plusieurs autres choses contenues et declairées en ladicte sentence donnée en ladite ville de Clermont, le xxvj.^e jour (c) du mois d'aoust derrain passé, par icelluy nostre conseiller, auquel, et après que d'icelle sentence avons à plain esté informez, en la louant, ratifiant et confirmant, mandames de la mectre à execution de point en point, selon sa forme et teneur, et que, pour faire obeyr lesdicts de Cusset au contenu d'icelle, il procedast à l'encontre d'eulx réaument et de faict et par main armée, et pour ce que lesdicts de Cusset, sur ce plusieurs foiz sommez et requis, n'ont à ce voulu obeyr, ains en ont esté refusans à icelluy nostre conseiller, mander et appeler les nobles du pays d'Auvergne, et aussi noz francs archiers (d) dudict pays, par l'opinion desquelz furent mis gens aux portes de ladite ville, à ce que ceulx de ladite ville qui en sauldroyent (e) fussent contrains par prinse de leurs personnes à luy obeyr; mais lesdicts de Cusset, en perseverant en leursdictes rebellion et desobeysance, ont tenu leursdictes portes fermées à l'encontre de nostredict conseiller, par l'espace de dix-huit jours, et contre luy et ceulx de sa compagnie tiré canons, coullevrines, traits, pierres et tous autres engins, et faict toute telle rebellion et desobeysance comme on a accoustumé faire à des ennemis, et en ce faisant, navré (f) et tué plusieurs de noz gens, dict et proferé plusieurs langaiges malsonnans. Depuis lesquelles choses, nostredict conseiller ait, par nostre ordonnance, rapporté pardevers nous et les gens de nostre grant conseil, lesdictes sentence et procès par luy sur ce faiz, et aussi lesdicts de Cusset ayent envoyé pardevers

NOTES.

(a) Dérision, moquerie; d'illudere.

(b) Ou plutôt, *sentence* : *semonce*, néanmoins, peut signifier *commandement*; il s'appliquoit plus particulièrement, dans ce cas, à une sommation légale, faite à l'accusé, de comparoître en justice.

(c) Il y a, plus haut, la date du 14 août.

(d) Corps d'infanterie créé par Charles VII en 1448, qui devoit être habituellement

exercé, sans être toujours rassemblé : on le réunissoit au premier besoin; il recevoit alors une solde. Les francs-archers tiroient cette dénomination de ce qu'ils étoient affranchis de tout autre impôt que l'aide pour la guerre et que la gabelle. Voir le Discours préliminaire du tome XIV, pages ij et iij, et le texte, pages 1 et suiv.

(e) Sortirent, vraisemblablement.

(f) Ou navré, blessé, balafré.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

nous et nostredict grant conseil, Jehan Cherpin, Guillaume Marmet, Jehan Voudat, et auscuns autres habitans dudit Cusset, en remonstrant par chascune des parties en nostredict grant conseil tout ce que bon leur a semblé touchant les choses dessusdictes, leurs circonstances et deppendances, tendant par chacune desdictes parties à plusieurs fins et conclusions. Par quoy nous, les choses dessusdictes considérées, et que lesdicts de Cusset se sont ja plusieurs fois monstrez desloyaux envers la couronne de France, ainsy que de ce avons et sommes deument informez, et que les lieux dont procedent lesdictes exemptions sont les plus notables et principales villes dudit pays d'Auvergne, par quoy est bien requis et chose necessaire pour le prouffit, seureté et utilité de nous et de nostre royaume, que lesdicts exempts puissent ressortir et avoir chief en lieu ferme et estable à nous et à la couronne de France, ainsy que nostredictie ville de Montferrant, sans reprehencion, a tousjours esté par cy-devant; voulans, à ceste cause et autres, nostredictie ville de Montferrant estre decorée et eslevée en honneurs et prerogatives, et mettre et imposer fin ès choses dessusdictes, et pour autres grans causes et considerations à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, et par l'advis et deliberacion des gens de nostredict grant conseil, déclaré, ordonné, dict et prononcé, declérons, ordonnons, disons et prononçons, que lesdicts esdicts et ordonnances par nous faiz, cy-dessus transcriptz, sortiroient leur plain effect et vigueur de point en point, selon leur forme et teneur, et en ce faisant, que le siege desdicts exempts d'Auvergne, tant en chief que en membres, demourra et sera perpetuellement et à tousjours en nostredictie ville de Montferrant, et que lesdicts exempts, tant en chief que en membres, responderont et ressortiront audict siege de Montferrant, par-devant nostre bailliy dudit lieu et nos autres officiers audict lieu, selon le contenu en nosdicts esdicts et ordonnances dessus incorporez, et tout ainsy qu'ils avoient paravant accoustumé ressortir audict lieu de Cusset, par-devant ledict bailliy de Saint-Pierre-le-Moustier ou son lieutenant audict lieu de Cusset, et noz autres officiers illecques, sans ce que pour le temps advenir ilz puissent estre contrains ne soyent tenus de respondre par ressort, ne ressortir en autre siege soubz le ressort de nostredictie court de parlement, ne que, soubz ombre d'aucunes lectres impetrees ou à impettrer, ledict siege soit ne puisse estre osté de nostredictie ville de Montferrant, ne mis ou translaté autre part, en deffendant par exprès à tous nos subgetz de faire, venir ou aucunement actempler contre ceste nostre presente declaracion, volonté et ordonnance; et si aucune chose par inadvertance ou autrement estoit faite au contraire, nous voulons et declérons par ces mesmes presentes n'y estre obey en aucune maniere, ainçois dès maintenant la revoquons et mettons du tout au néant, ensemble tous procès meuz et intentés tant en nostredictie court de parlement que ailleurs, pour raison des choses dessusdictes et des deppendances, et en avons à nostredictie court et à tous noz autres juges et officiers, interdit et deffendu, interdisons et deffendons, toute court, jurisdiction et cognoissance. Et d'abondant, avons loué, ratifié, approuvé, confirmé et emologué, louons, ratifions, approuvons, confermons et emologuons la sentence et autres exploitz faiz par nostredict conseiller maistre Mathurin Baudet contre lesdicts de Cusset, et en ce faisant, iceulx de Cusset avons privez et deboutez, privons et deboutons à perpetuité dudit siege desdicts exempts d'Auvergne. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

nos amez et seaulx consailleurs les gens tenans et qui tiendront nostredict parlement à Paris, aux baillyz de Montferrant et des montaignes d'Auvergne, chastellain et garde des seaulx dudict bailliage de Montferrant, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostre presente declaration et volunté ilz entretiennent ou facent entretenir, observer et garder, et cedites presentes enregistrent ou facent enregistrer, se mestier est, en nostredict court de parlement et ailleurs en leurs cours et auditoires, et icelles facent publier à son de trompe et cry publique es lieux où ilz verront estre à faire; affin que aucuns n'en puissent pretendre cause d'ignorance, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et affin &c. *Donné au Mans, le xxj. jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de notre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, en son conseil.* TOUSTAIN. Visa. Contentor. DUBAN (a).

NOTE.

(a) Il y a parmi les manuscrits de Fontanieu, tome 129, à la Bibliothèque du Roi, un mandement des généraux des finances, sous la date du 28 novembre de la même année, adressé à un receveur de la double de dix deniers tournois, qui se lève, outre le droit de gabelle, sur tout quintal vendu en mieu, dans les greniers de Languedoc. On lui adjuge, à la fin de chaque année, vingt livres, pour les soins donnés à recueillir les deniers et les apporter au trésorier général.

Il y a parmi les mêmes manuscrits, toujours tome 129, un mandement du trésorier

et receveur général de Languedoc, sous la date du mois de décembre 1462, adressé au grenetier du Pont-Saint-Esprit, par lequel il lui adjuge dix livres tournois, pour avoir reçu, pendant deux années, ce droit de la double, dans son grenier à sel. Nous y remarquons que c'étoit au nom de la Reine-mère, Marie d'Anjou (voir ci-dessus, tome XV, p. 333, note a), qu'on le percevoit : Louis XI lui en avoit cédé le revenu. Le trésorier général y prend la qualification de *commis par la Reine mère du seigneur Roy, à la recette et distribution de ses finances, au pays de Languedoc.*

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

(a) *Lettres d'amortissement accordées aux Doyen, Chapitre, Vicaires et Chapelains de l'Église de Saint-Julien du Mans* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir reçue l'umble supplication de nos chiers et bien-aimés les doyen, chappitre, vicaires, chappellains et clerks de l'esglise monsieur Saint Julien du Mans, contenant que anciennement ladict

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 6. Le commencement des mêmes lettres se trouve au registre 200. Il y étoit sous le n.º 97: ce numéro a été rayé et donné à la pièce qui les suit.

(b) Nous trouvons, dans le même registre 201, plusieurs lettres d'amortissement pour différentes églises et pour divers particuliers. Elles y sont sous les n.º 24, 35, 69, 99, 104, 109, 134, 136 et 146. Il y a pareillement, registre 200, n.º 13, des lettres d'amortissement pour les chanoines d'une

église de Laval. Le registre 194 en a sous les n.º 286, 290, 302, 310, 332, 338, 351 et 355, pour des Augustins, des Franciscains, des Dominicains, des Chartreux, pour d'autres monastères, pour quelques églises, et aussi pour quelques particuliers. Nous les indiquerons plus spécialement dans les notes des lois données aux époques correspondantes. Nous pourrions même, de temps en temps, imprimer en entier quelques lettres semblables.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

esglise fut grandement et notablement fondée, et estoit la revenue d'icelle de grande valeur; mais, à l'occasion des guerres et divisions qui longuement ont esté et ont eu cours en nostre royaume, especialement ou pays et conté du Maine, qui par long-temps a esté occupé par les Anglois, nos anciens ennemis, lesdictes revenues sont moult diminuées et les possessions appartenantes à ladicte esglise tombées en ruyne et grant desolacion. Or est-il ainsi que, puis certain temps en çà, plusieurs gens de divers estats, meuz de devocion, ont, pour le salut de leur ame, donné et delaisé à ladicte esglise, les uns, certaines rentes, revenues et possessions, et les autres, aucunes sommes de deniers, lesquels iceulx supplians ont employées en rentes et revenues pour l'augmentation de la fondacion d'icelle esglise, affin qu'ils puissent mieulx entretenir et faire le divin service en icelle, et entre autres choses, ont nagueres acquis les place, terre et seigneurie de Montenay, qui est noblement tenant du conté du Maine: mais, pour ce que les choses dessusdictes par eulx ainsi acquises, et les legs qui leur ont esté faiz et laissez, n'ont point esté admortiz, les commissaires ordonnés sur le faict des francs-fiefs et nouveaulx acquests leur ont à ceste cause par ci-devant faict et font souvent plusieurs molestes, en saisissant lesdictes choses de par nous, exigeant d'eulx finance, et autrement en plusieurs manieres, ainsi qu'ils nous ont dict et remonstré, en nous requerant humblement qu'il nous plaise leur admortir lesdictes choses à eulx données et leguées et par eulx acquises au nom de ladicte esglise, de tout le temps passé jusques à present, et sur ce leur impartir et eslargir benignement nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considérées, qui desirons de tout nostre cœur l'augmentation dudict service divin, especialement en ladicte esglise de monsieur Saint Julien du Mans, dont nous sommes chanoine, et à laquelle et au glorieux corps monsieur Saint Julien qui repose en ladicte esglise nous avons singuliere devocion, et voullans les faicts d'icelle estre favorablement traictés, ausdicts doyen, chapitre, vicaires, chappellains et clerics de ladicte esglise monsieur Saint Julien du Mans, avons octroyé et octroyons qu'ils et leurs successeurs en ladicte esglise aient, tiennent et possèdent desormais ledict lieu de Montenay, perpetuellement, ensemble toutes les autres terres, cens, revenues et possessions qui leur ont esté données et delaisées, et qu'ils ont acquises le temps passé, qui encore ne sont admorties, soit qu'elles aient esté données ausdicts doyen et chapitre, ou ausdicts vicaires, chappellains et clerics d'icelle esglise, à chacun à part et à tous ensemble, qu'ils en joyssent paisiblement ou temps advenir, eulx et leurs successeurs, comme admorties et dédiées à ladicte esglise et à Dieu, lesquelles nous, pour les causes et consideracions dessusdictes, et affin que soyons tousjours participans ès oraisons et prieres faictes en icelle esglise, nous leur avons admorti et admortissons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdites presentes, nonobstant qu'elles ne soient déclairées ne limitées en cesdictes presentes, ne valeur et revenue annuelle d'icelles autrement que dict est, sans ce que lesdicts supplians ne leursdicts successeurs soyent tenus ou puissent estre contrains à en vuider leurs mains, ne, pour ce, payer à nous ne aux nostres aucune finance, ores ne pour le temps advenir, laquelle finance, de plus ample grace, et pour les causes et consideracions dessusdictes, nous leur avons donné et quicté, donnons et quictons du tout, de nosdictes grace et auctorité, à quelque somme que ladicte finance puisse ou doye monter, par cesdictes presentes signées de nostre main. Si donnons en mandement à nos amés et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, au bailly de Touraine

*

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Novemb.
1467.

et des ressors et exemptions (a) d'Anjou et du Maine, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts doyen et chappitre, vicaires, chappellains et clerks de ladicte esglise du Mans, et leurs successeurs en icelle esglise, ils facent et seuffrent joyr et user paisiblement de nos presens grace, octroy et admortissement; et se aucun empeschement leur estoit mis ou donné, ores ou pour le temps advenir, au contraire, si l'ostent ou facent oster, et mettre sans delay au premier estat et deu. Et affin &c. sauf &c. *Donné audict lieu du Mans, le vingt-uniesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, l'Evesque d'Avranches (b), les sires de Lohéac (c), de la Forest et de Montagu et autres presens.* J. DELALOERE. Visa. Contentor. J. DUBAN.

NOTES.

- (a) Voir ci-après, page 55, note a. confesseur du Roi. Voir le *Gallia Christiana*, tome XI, pages 493 et suiv.
(b) L'évêque d'Avranches étoit alors Jean Bochard ou Boucart, aumônier et (c) Voir la note a, page 449 du tome XVI.

LOUIS XI,
au Mans (c),
le 21 Decemb.
1467.

(a) *Affranchissement général d'impôts et diverses autres Concessions pour l'Eglise de Notre-Dame de Cléry (b).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme, dès nostre jeune aage, nous ayons, entre les aultres esglises de nostre royaume, eue très-singuliere devocion à celle de Nostre-Dame de Cléry (d), pour ce que, quant y avons eu recours, nous avons trouvé et congneu que Nostre-Seigneur Jhesu-Crist, par l'intercession de la glorieuse Vierge Marie, en l'honneur de laquelle est fondée ladicte esglise, nous a pourveu et donné remede en nos affaires; parquoy, avons esleue nostre sepulture en icelle esglise (e). Et pour ces causes, et aultres justes et raisonnables à ce nous mouvans, ayons, de nostre certaine science et propre mouvement, delibéré augmenter et accroistre ladicte esglise de Cléry, et nos chers et bien-amez les doyen et chapitre d'icelle, tant en rentes et revenues, comme en privilleges, honneurs et prerogatives, et aultrement, ainsy que sont aultres esglises de nostre royaume ausquelles nos predecesseurs Roys de France ont eue leur especial devocion; et entre aultres choses, 1.^o avons ausdicts doyen et chapitre de Cléry qui à present sont, et à leurs successeurs en icelle, octroyé et octroyons par ces presentes, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, qu'ilz soyent faicts et creez, et nous les faisons et créons chappellains d'onneur

NOTES.

- (a) Trésor des chartes, registre 200, pièce 170. Bibliothèque du Roi, *Pièces pour l'histoire de Louis XI*, boîte 7, n.^o 90; on n'en trouve, au reste, sous ce numéro, que l'indication et le titre ou l'objet.
(b) A quelques lieues d'Orléans. Voir la note b de la page 166 du tome XV. Il y a dans les volumes précédens, plusieurs lettres patentes relatives à cette abbaye. Voir, entre autres, le tome VII, pages 3 et 4, et le tome XV, pages 166 et suiv.
(c) L'indication trouvée à la Bibliothèque du Roi porte la date du 22; mais il y en a une seconde, sous la date du 21.
(d) Louis XI fit souvent de pieux pèlerinages à Notre Dame de Cléry.
(e) On l'y transporta, en effet, de Plessis-lès-Tours, où il mourut.

de

de nous et de nosdicts successeurs Roys de France, sans ce qu'il leur en soit besoing avoir aultres lectres de retenue ou créacion que ces presentes.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Decemb.
1467.

(2) *Item.* Et affin qu'ilz puissent mieulx vaquer et entendre continuellement à faire le divin service en icelle esglise, sans interrupcion, et que nous et nosdicts successeurs y soyons tousjours participans, nous avons lesdicts doyen et chapitre de Clery et les suppostz de ladicte esglise, tant en general que en particulier, ensemble les pellerins qui par devocion y viendront, tant en y allant et sejournant audict lieu que revenans en leurs maisons, prins et mis, prenons et mettons par cesdictes presentes, en nostre protection et sauvegarde especial, avec leurs familles, possessions et biens quelzconques, à la conservacion de leur droict tant seulement; et avec ce, leur avons octroyé et octroyons, comme dessus, que lesdicts doyen et chapitre, tant en commun que en particulier, ayent d'ores en avant leurs causes personnelles et possessoires, tant en demandant que en deffendant, commises par-devant les gens tenans et qui tiendront les requestes de nostre palais à Paris, sans ce qu'ilz soyent tenus en plaider ne respondre devant aultres juges, se bon ne leur semble.

(3) *Item.* Que des fruiz de leur creu qu'ilz vendront en leurs hostelz canoniaux, ilz ne soyent tenuz payer aucun creu (a) ou subside roturier (b), soit du vin ou aultres fruiz creuz en leurs heritaiges.

(4) *Item.* Affin que la fondacion de ladicte esglise se puisse tousjours augmenter et accroistre, nous leur avons octroyé et octroyons qu'ilz et leursdicts successeurs puissent tenir, posseder et exploiter perpetuellement toutes les possessions, cens, rentes et aultres revenues quelzconques, qui d'ores en avant à tousjours-mais leur seront données, lesguées ou delaisées par testamens, dons faiz entre-vifz ou autrement, en quelque maniere que ce soit, comme admorties (c), sans ce qu'ilz soyent tenus les mettre hors de leurs mains ne de payer aucune finance à nous ne à nosdicts successeurs, et lesquelz nous, dès maintenant pour lors, leur avons admorties et admortissons, et leur avons icelle finance, quelle qu'elle soit, donnée et quictée, donnons et quictons, de nosdictes graces et auctorité, par cesdictes presentes, sans ce qu'il leur en convienne avoir ne obtenir de nous ne de nosdicts successeurs aultres lectres de admortissement que cesdictes presentes, nonobstant que lesdictes choses qui ainsy leur seront données et laissées, ne ladicte finance qui en pourroit estre due, ne soyent ici limitées ne declairées.

(5) *Item.* Et affin que lesdicts doyen et chapitre ne soyent opprimez ne maltraitez par aultres juges, en maniere qu'ilz ou auscuns d'eulx fussent contrains à en delaisser ou discontinuer le service divin, nous leur avons octroyé et octroyons, comme dessus, qu'ilz ayent justice haulte, moyenne et basse, au cloistre de ladicte esglise de Nostre-Dame de Clery, qui est admorti, et qu'ilz y puissent mettre ou ordonner bailly, sergens et aultres officiers à ce necessaires et convenables pour le gouvernement d'icelle, lequel bailly aura congnoissance de et sur toutes les personnes

NOTES.

(a) Ou peut-être *ten*. Voir, sur ce dernier mot et sur sa véritable signification, la note b de la page 127 du tome XV. *Creu*, cependant, peut s'appliquer à un impôt mis sur la récolte.

Tome XVII.

(b) Dont les nobles étoient exempts, auquel les roturiers seuls étoient soumis.

(c) Voir le Discours préliminaire du tome XV, pages xij et xijj.

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Decemb.
1467.

qui sont et seront demourans ès maisons desdicts doyen et chanoines, et aultres estant dedans les fins et mettes dudict cloistre tel qu'il est à present et sera ou temps advenir, sans ce que autre juge ou officier quelconque y puisse d'ores en avant faire aucuns exploitz de justice, au prejudice de nostre present octroy; et iront les appellacions qui seront faictes et intergectées dudict bailly de Clery, devant le bailly de Montargis, comme les autres exemptions du duchié d'Orléans.

(6) *Item.* Et pour ce que audict lieu de Clery n'y a, pour le present, aucunes gens du conseil, dont lesdicts doyen et chapitre ont souventesfoiz à besoigner pour soustenir et garder les droictz de ladicte esglise, et les leur fault faire venir d'Orléans, et aucunes foiz de Paris, à grans fraiz et despens, nous, affin qu'ilz puissent estre mieulx pourvez de gens de conseil et à maindres fraiz, avons octroyé et octroyons, comme dessus, à iceulx doyen et chapitre de Clery qui à present sont et qui y seront, perpetuellement, qu'ilz puissent et leur loise eslire et choisir deux notables hommes de conseil telz qu'ilz verront estre à faire, soit en la ville d'Orléans ou en celle de Paris, ou en chascune d'icelles ung, pourveu qu'il n'y en ait tousjours que deux, pour conseiller, soustenir et garder les droictz de ladicte esglise de Clery, et de les muer et changer quant bon leur semblera, et s'ilz meurent, d'en eslire et mettre ung autre en lieu de celui qui trespassera, et que iceulx deux conseillers soyent et demeurent francs, quictes et exempts de toutes tailles et impostz quelzconques qui sont et seront mis sus en nostre royaume, soit pour le payement et entretenement de noz genz de guerre, ou autrement, en quelque maniere que ce soit, et aussy de guet et garde de porte, et consigner pendant le procès, s'aucun en sordoit ou survenoit, tant que iceulx deux conseillers seront du conseil desdicts doyen et chapitre de Clery, les sommes ausquelles on le pourroit; et voulons que incontinent qu'ilz seront choizis et esleuz par lesdicts doyen et chapitre, ilz soyent par eux presentez aux esleuz ou autres commissaires du lieu où ilz seront demourans, pour estre enregistrez en leurs papiers, affin que aucun ne leur puisse faire ou donner empeschement en leurdict affranchissement; et desquelz tailles, impostz, guet et garde, nous, dès-à-present, avons lesdicts deux conseillers exemptez et affranchiz, exemptons et affranchissons, de nosdictes grace et auctorité, par cescites presentes.

(7) *Item.* Et en outre, pour tousjours augmenter et exhauser ladicte esglise de Clery, nous avons voulu et octroyé, voulons et octroyons, que lesdicts doyen et chapitre de Clery, presens et advenir, en toutes aultres choses qui ne sont exprimées en cescites presentes, joyssent et usent perpetuellement de telz et semblables privileges, preheminences, prerogatives et droictz dont ont joy et joyssent à present les tresorier et chanoines de la Sainte-Chapelle de nostre palais à Paris (a), et que ladicte esglise de Clery soit esgale en ce que dict est à nostre Sainte-Chapelle.

(8) *Item.* Et s'il advenoit que, à cause du contenu en cescites presentes, survieinst aucune ambiguité ou doute qui cust besoing de plus grande et clere interpretation et declaracion, nous voulons que la declaracion et interpretation desdicts doubtes et ambiguités soit faicte en

NOTE.

(a) On peut voir au tome XV des Ordonnances, pages 589 et 590, les lettres de

Louis XI, en faveur de la Sainte-Chapelle de Paris.

faveur de ladite esglise de Nostre-Dame de Cléry et des suppostz d'icelle, par noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront les requestes de nostre palais à Paris, lesquelz, quant à ce, nous avons faictz, ordonnez et establiz, faisons, ordonnons et établissons, et leurs successeurs oudict estat, juges et conservateurs, par cesdites presentes. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, au bailly de Montargis, et à tous nos aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts doyen et chapitre de Cléry et les suppostz de ladite esglise et leursdicts successeurs, ilz facent et seuffrent joyr et user de noz presens don, grace et octroy, et s'aucun empeschement leur estoit faict ou donné au contraire, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tous-jours, nous avons signé cesdictes presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Et pour ce qu'ilz pourront avoir affaire de cesdictes presentes en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles foy soit adjoustée comme à l'original. *Donné au Mans, le xxj. jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, l'Evesque d'Avranches, le grant maistre d'ostel (a), et autres presens. J. DELALOERE. Visa. Contentor. DUBAN (b).

LOUIS XI,
au Mans,
le 21 Decemb.
1467.

NOTES.

(a) *Major domus regia.* Voir le tome XV, p. 317, note a. Le grand-maître de la maison du Roi, au mois de decembre 1467, étoit Antoine de Chabannes, Comte de Dampmartin; il venoit d'être nommé à la place de Charles de Melun, qui, bientôt après, fut condamné et mis à mort comme coupable de haute trahison. Jean de Montagu, grand-maître aussi de l'hôtel du Roi, avoit eu pareillement la tête tranchée en 1409.

(b) On ne parle pas, dans ces lettres, d'un autre droit, accordé peu d'années auparavant à Notre-Dame de Cléry, et dont il est

fait mention dans celles du 27 août 1465, en faveur de l'église d'Évreux. Le chapitre avoit exposé au Roi tous les maux que la guerre lui avoit fait souffrir dans ses possessions et dans ses revenus; le Roi lui accorda, pour six ans, le tiers du produit dont il avoit fait don à Notre-Dame de Cléry, sur la vente du sel en Normandie: la rétribution totale étoit de douze deniers par minot. Les lettres du 27 août 1465, que nous avons cru pouvoir nous dispenser de publier en entier, sont parmi les actes et preuves de l'Histoire d'Évreux, par le Brasseur, pages 123 et 124.

(a) *Permission donnée à Olivier de Coëtivy (b) de rétablir et fortifier le Château d'une seigneurie qu'il avoit en Saintonge, et d'exiger le guet et garde (c) des Habitans.*

LOUIS XI,
au Mans,
le 22 Decemb.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication de nostre amé et féal conseiller et chambellan Olivier, seigneur de Coëtivy et de Dydonne, contenant que audict lieu de Dydonne, qui est baronnie ancienne, située en nostre pays de Xaintonge, sur la riviere de Gironde,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 200, pièce 89.

(b) Voir tome XV, page 608, note a.
Tome XVII.

(c) Voir le Disc. prélim. de ce volume, et celui du tome XVI, pages cxxj et cxxij.

G ij

LOUIS XI,
au Mans,
le 22 Decemb.
1467.

et tenue de nous à foy et hommage, souloit avoir beau chastel et fort où avoient leur retraite les habitans de la chastellenie dudict lieu; mais icelluy chastel fut abattu et demoly du temps du Prince de Galles (a), quant il passa par ce royaume, sans ce que depuis aucune reparacion ne fortificacion y ait esté faicte : ce que nostredict conseiller feroit faire voulentiers de present, tant pour la seureté de luy et de ses biens comme pour le recours de ses homines et subgects; et avec ce feroit voulentiers ledict chastel en autre lieu de ladicte seigneurie plus propre et convenable, tant pour la situation que autrement; mais il doubte que en ce on luy vouldist donner empeschement, s'il n'en avoit lectres de congié de nous; et aussi, doubte que s'il faisoit refaire sondict chastel ailleurs que là où il a esté d'ancienneté, que ceulx qui tiennent en fief de luy, à cause d'icelluy chastel, et luy sont tenuz en autres devoirs, et aussi à y faire guet et garde, facent difficulté de les luy faire, s'il n'avoit de nous sur ce provision, ainsy qu'il nous a dit et remonstré. Pourquoi nous, ces choses considérées, à nostredict conseiller suppliant, pour ces causes, et en faveur des bons et notables services qu'il et ses predecesseurs ont faicts à nous et à la couronne de France et qu'il fait encore chacun jour en plusieurs et maintes manieres, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, congié et licence de faire fortifier, reparer et esdifier, toutes les foiz que bon luy semblera, sondict chastel de Dydonne, soit au lieu où il estoit d'ancienneté ou ailleurs au-dedans de ladicte seigneurie, où il verra estre plus propre et convenable pour le bien de luy et de sadicte seigneurie, et en ce faisant, y faire murs, tours, foussez, pons leveiz et autres fortifications necessaires. Et de plus ample grace, avons voulu et octroyé, donnons et octroyons à icelluy nostre conseiller, que tous ceulx qui tiennent de luy à foy et hommaige, à cause de ladicte baronnie et seigneurie de Dydonne, soyent tenuz à les luy faire, à cause dudict chastel qu'il y fera faire de nouvel, supposé qu'il le face refaire ailleurs que là où il estoit d'ancienneté, et qu'il les puisse à ce faire contraindre, ensemble les guet et garde, tout ainsy que s'il faisoit relever et esdifier au lieu ancien, pourveu qu'il le face refaire au-dedans de ladicte seigneurie de Dydonne, sans ce que aucun empeschement luy soit, pour cause de ce, faict, miz ne donné, et sur ce imposons silence à nostre procureur, present et advenir. Si donnons en mandement au seneschal de Xaintonge, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostredict conseiller exposant, ses hoirs, successeurs et ayans cause, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user paisiblement de noz presens congié, grace et octroy; et s'aucun empeschement leur y estoit faict ou donné ou temps advenir, ilz le reparent ou facent reparer et mettre sans delay au premier estat et deu; car tel est nostre bon plaisir. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes lectres, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Mans, le xxij.^e jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le grant maisire d'ostel, le sieur de la Forest, et autres presens.* J. DELALOERE. Visa. Contentor. DUBAN.

NOTE.

(a) Le Prince Noir, fils d'Édouard III, Roi d'Angleterre, et qui s'intituloit Prince d'Aqui-

taine et de Galles. Voir le tome XV, pages 375, 443, 631 et 675; et le tome XVI, page 201.

(a) *Déclaration de Louis XI, en faveur du Duc (b) et de la Duchesse d'Alençon (c) et du Comte du Perche, leur fils (d).*

LOUIS XI,
au Mans,
le 31 Décemb.
1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme certaines parolles et ouvertures ayent esté traictées entre nous et nostre cher et amé cousin le Comte du Perche, touchant la recouvrance entre nos mains de la ville et chasteau d'Alençon, à present occupez par les Bretons, et pour retirer sa personne avec nous, entre lesquelles ait esté octroyé de nostre part, pour parvenir à la recouvrance de ladite ville et chasteau d'Alençon et aussy de sa personne, faire et accomplir les choses qui s'ensuivent :

(1.) C'est assavoir, d'assurer nos très-chers et amez cousin et cousine les Duc et Duchesse d'Alençon, ses pere et mere, et nostredit cousin du Perche, que, pour et à l'occasion des differens à present ayans cours, et de ce qu'ils ont adhérent avec le Duc de Bretagne et ses alliés, aucun mal, ennuy, destourbier ou empeschement, ne leur sera fait, mis ne donné, par nous ne aucuns des nostres, ne de nostre sceu ou consentement, en corps ne en biens ne autrement, en quelque maniere que ce soit; mais se pourront tenir en quelques de leurs villes et places que bon leur semblera, pourveu qu'ils ne nous feront ne pourchasseront directement ou indirectement aucun mal ou dommage, ne chose prejudiciable à nous ne à nostre couronne de France, mais tiendront nostre train et party envers et contre tous, et seront nos vrais obeyssans, ainsi qu'ils doivent;

(2) *Idem.* Que nous leur rendrons et restituons toutes et chascunes leurs places, terres et seigneuries à present detenues en nos mains à l'occasion desdictes divisions, pour en joyr ainsy qu'ils faisoient paravant icelles divisions, ensemble Semblançay (e) nonobstant qu'ils n'en joyssent paravant lesdites divisions;

(3) *Item.* Que nous leur donnerons toutes les aydes et tailles que nous prenons à present en icelles leurs places et seigneuries;

(4) *Item.* Que nous baillerons à nostredit cousin le Duc d'Alençon telle et semblable pension qu'il avoit paravant cesdites divisions, ensemble ses greniers, où et ainsy et par la forme et maniere qu'il les prenoit paravant; aussi, que nous donnerons à nostredit cousin du Perche la somme de six mille livres tournois de creue de pension, outre celle qu'il souloit avoir;

(5) *Item.* Que nous lui donnerons la capitainerie de Revée et Falaize (ff);

(6) *Item.* La charge de cent lances à la grande ordonnance;

(7) *Item.* Que nous donnerons contant à nostredit cousin du Perche la somme de vingt mille escus, pour aider à supporter la despense qu'il luy

NOTES.

(a) Histoire des pays et comté du Perche et duché d'Alençon, par Bry de la Clergerie, in-4.^e, Paris, 1620, aux Additions, pages 8 et suiv.

(b) Jean II, dit le Beau. Voir les pages 310 et 360 de notre tome XVI, aux notes, et la page 649 du tome XV.

(c) Marie d'Armagnac. Le Duc d'Alençon

avoit épousé d'abord une fille d'une sœur de Charles VII, et il n'avoit point eu d'enfans de ce premier mariage.

(d) René, Comte du Perche, depuis René I.^{er}, comme Duc d'Alençon.

(e) En Touraine.

(f) En Normandie.

LOUIS XI,
au Mans,
le 31 Décemb.
1467.

a convenu et conviendra faire pour parvenir à son intention, et mettre ladite place d'Alençon en nosdictes mains; et en outre, que s'aucuns traictiez ou appointemens se traictent entre nous et nostre frere Charles, que nostredit cousin du Perche s'en meslera et en sera l'un des principaux deputez de nostre part;

Savoir faisons que nous, desirant lesdites choses venir à effect, principalement pour r'adresser et reduire nostredit cousin et cousine les Duc et Duchesse d'Alençon et Comte du Perche en nostre obeysance, et pour nous servir d'eux comme de nos bons et loyaux parens et subjects, avons les choses dessusdites pour agréables, et promettons de bonne foy, et en parole de Roy, les faire et tenir, sans jamais aller ne venir à l'encontre, et de faire bailler par nos très-chers et très-amez le Roy de Cecile (a), nostre oncle, le Duc de Bourbon, nostre frere (b), le Comte du Mans, aussi nostre oncle (c), et le sire de Beuil (d), nostre cousin, leurs lettres pour seureté desdites choses, en mettant iceluy nostre cousin du Perche, sa personne, ensemble ladite ville et chastel d'Alençon, en nostre obeysance, et faisant et accomplissant les autres choses dessus spécifiées, et qui, de la part de nostre cousin et cousine d'Alençon et de nostredit cousin du Perche, se doivent faire. En tesmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main et fait sceller de nostre seel. *Donné au Mans, le dernier jour de Decembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé sous le reply d'icelles : LOYS. Et dessus : *Par le Roy.* BOURRE.

NOTES.

(a) Sicile.

(b) Jean II, dit le Bon. Il avoit épousé, en 1446, la Princesse Jeanne, une des sœurs de Louis XI.

(c) Voir, sur le Comte du Maine, t. XVI,

p. 95, 188, 290, 310, 360, 377, 382 et 387.

(d) Jean de Beuil, Comte de Sancerre, amiral sous Charles VII, disgracié au commencement du règne de Louis XI, rentré en grâce bientôt après.

LOUIS XI,
au Mans,
Décembre
1467.

(a) Lettres relatives aux Droits de l'Eglise du Mans sur les Vendeurs de chandelles de cire (ou bougies).

*L*UDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, *Li*am presentibus quam futuris, nos vidisse licteras carissimi domini et avi nostri, *formam que sequitur continentes* :

CHARLES VI,
à Paris,
Décembre 1390.

*K*AROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos de registris nostris extrahi fecimus licteras, *formam que sequitur continentes* :

CHARLES V,
à Paris,
Juillet 1368.

*K*AROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis presentibus et futuris, quod cum dilectorum nostrorum decani et capiuli ecclesie Cenomanensis (b) insinuacione receptâ, que continebat qualiter fabrica dicte ecclesie nullos redditus habet, pluresque reparaciones et alia operâ solent hactenus in ipsa ecclesia ex oblacionum ibidem proveniencium pecuniis et comodis aliis substineri,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 200, pièce 167.

(b) Du Mans.

LOUIS XI,
au Mans,
Décembre
1467.

quantum ad presens propter fraudes vendencium candelas, videlicet quia valor precio non convenit earundem, ymo in ipsis empciones quandoque de populo vel ultra cessant, saltem pro parte majori, et sunt in via cessandi penitus, nisi per nos obviaretur fraudibus antedictis, nos ipsorum supplicationibus ordinavimus, prout per presentes ordinamus, de certa sciencia, auctoritate regia et gracia speciali, in dicto casu, ut venditores dictarum candelarum licitum sex denarium monete pro tempore currentis, habito tamen respectu ad monetam nunc currentem secundum marche argenti valorem (a), pro qualibet libra cere, in vendicione suarum candelarum, deinceps excedere non presumant. Senescallis Andegavensi et Cenomannensi, ceterisque justiciariis nostris, presentibus et futuris, et eorum cuilibet ut ad eum pertinuerit, vel locateneutibus eorundem, damus presentibus in mandatis quatenus aliquis probus vir ad hoc deputandus, qui presentis ordinacionis metas excedere non permittat, ipsos supplicantes presenti gracia uti faciat et pacifice gaudere, ipsos molestari in contrarium nullatenus permittendo. Datum Parisius, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo octavo et regni nostri quinto, mense Julii. Sic signatas : Per Regem in suis requestis. BORDES.

Nos autem presens extractum ut originale valere, et eidem tanquam originali fidem ubique adhiberi, volumus et jubemus ; et ut robur obtineat perpetuum, eidem nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus alieno. Datum Parisius, mense Decembris, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo, regni autem nostri undecimo. Sic signatas. Extractum de registris, et est collacio facta. DE MONTAGU. Visa. Contenor. J. DE CRESPLY.

Suite des Lettres
de
CHARLES VI.

Quas quidem licteras, certam ordinacionem in eisdem specificè declaratam in se continentes, ac omnia et singula in eis contenta, nos ratas et grata habentes, eas et ea laudamus, ratiificamus et approbamus, auctoritateque nostrâ ac speciali gracia, ad supplicationem et requestam dilectorum nostrorum decani et capituli ecclesie Cenomannensis, tenore presencium confirmamus. Quocirca baillivo nostro Turonie ac ressortorum et exemptionum Andegavie et Cenomannie, et judici exemptionum (b) per appellacionem dicte patrie Cenomannie, ceterisque justiciariis nostris, presentibus et futuris, aut eorum locateneutibus, et ipsorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, damus in mandatis, quatenus, sequendo tenorem ordinacionis in dictis licteris preinsertis contente et declarate, aliquem probum virum qui dicte ordinacionis metas excedere non permittat committant et deputent, ac dictos decanum et capitulum ecclesie Cenomannensis nostris presentibus gracia, ratiificatione, approbatione et confirmatione, uti et gaudere pacifice faciant, ipsos in contrarium molestari nullatenus permittendo. Quod ut firmum et stabile perpetuis perseveret temporibus, nostrum presentibus licteris sigillum duximus apponendum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Cenomanis, mense Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-septimo, regni verò nostri septimo. Sic signatum : Per Regem, ad relacionem sui magni consilii. DE FONTAINES. Visa. Contenor. DUBAN.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTES.

(a) Le marc d'argent valoit alors (au mois de juillet 1368), cinq livres et quelques sous.

(b) Sur les juges des exemptions ou des lieux exempts, voir la Table du tome XV, page 776, et les indications qu'elle présente.

LOUIS XI,
au Mans,
le 8 Janvier
1467.

(a) Rétablissement de l'Office de Juge-Mage de Toulouse.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme tantost, après nostre avenement à la couronne, nous eussions, au pourchas de noz seneschaux ordonnez ès pays de Languedoc, Perigord, Quercy, Agenois et Rouergue, abolis, ostez et supprimez les offices des juges-mages de nosdicts pays, et entre les autres, l'office de juge-mage et lieutenant natif de nostre ville et seneschaussée de Tholose, et de ce octroyé et baillé noz lectres patentes, lesquelles ayent esté publiées, tant en nostre court de parlement dudict lieu que ailleurs, audict pays de Languedoc; laquelle abolition, en tant que touche ledict office de juge-mage et lieutenant natif audict Tholose et seneschaussée dudict lieu, a esté et est très-prejudiciable à nous et à la chose publique de ladicte ville et seneschaussée de Tholose, et est expedient et necessaire de mectre et restablir ledict juge-mage et lieutenant natif en icelle ville et seneschaussée, et d'y pourvoir de personne notable, ainsy que en avons esté et sommes duement informez : sçavoir faisons que nous, ce que dict est considéré, desirans le faict de la justice de notredicte ville et seneschaussée de Tholose estre remis à son ancien ordre, affin que justice soit faicte et administrée à noz subjects, ainsy que faict a esté le temps passé, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, propre mouvement, grace speciale, plaine puissance et auctorité royale, ordonné, remis et estably, ordonnons, remectons et établissons de nouvel, par cesdictes presentes, ledict office de juge-mage et lieutenant natif en ladicte ville et seneschaussée de Tholose, en la forme et maniere qu'il estoit le temps passé et paravant ladicte abolition. Et de nostre plus ample grace, pour la grande confiance que nous avons de nostre amé et féal conseiller et medecin maistre Guillaume Lebrun (b), et de ses sens, science et loyauté, prud'homme et bonne diligence, et pour aucunement le recompenser des services qu'il nous a par ci-devant faicts et que esperons qu'encore nous fasse au temps advenir, nous luy avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par cesdictes presentes, ledict office de juge-mage et lieutenant natif en ladicte ville et seneschaussée de Tholose, pour icelluy office avoir, tenir et exercer d'ores en avant par ledict maistre Guillaume Lebrun, aux honneurs, prerogatives, prééminences, libertés, gages, droicts, prouffitz et esmolumens accoustumez et audict office appartenans, tant qu'il nous plaira; et à tenir et exercer ledict office avons habilité et habilitons icelluy maistre Guillaume Lebrun, nonobstant qu'il soit natif de notredicte ville de Tholose, et que l'on vouldist dire qu'il y a ordonnances par lesquelles nulz de ceux qui sont natifs d'icelle ville ne peuvent tenir ledict office, que ne luy voulons, quant à ce, nuire ou prejudicier en aucune maniere, et sans prejudice desdictes ordonnances pour le temps advenir.

NOTES.

(a) Transcrit des Registres du Parlement de Toulouse, *tome I.*"

(b) Lafaille, *Annales de Toulouse, tome I.*", pages 236 et 237, parle de ce Guillaume le Brun ou Bruni, de la faveur dont il jouissoit

auprès de Louis XI, de l'usage qu'il en fit pour obtenir le rétablissement du Parlement et de la Cour des aides dans cette ville, et des témoignages qu'il y reçut de la reconnaissance publique.

Si

LOUIS XI,
au Mans,
le 8 Janvier
1467.

Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans nostre court de parlement à Montpellier (a), que, prins et receu dudict maistre Guillaume le serment en tel cas accoustumé, icelluy mectent et instituent ou fassent mectre et instituer, de par nous, en possession et saisine dudict office, et ensemble, des honneurs, prerogatives, prééminences, libertés, gaiges, droicts, provisions et esmolumens dessusdicts, le facent, souffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement, et à luy obeyr et entendre de tous ceux et ainsy qu'il appartendra, ès choses touchans et regardans ledict office, nonobstant que l'eussions aboly et supprimé comme dict est, et que, depuis ladict abolition, nostre seneschal de Tholose ou son lieutenant ayt cogneu et déterminé des matieres et procès dont ledict juge avoit accoustumé de cognoistre, laquelle cognoissance et jurisdiction, ensemble les causes qui en dependent, nous avons esvoquées en la court et esvoquons en l'auditoire dudict juge-mage, nonobstant oppositions ou appellations et quelconques lectres ou provisions que ledict seneschal de Tholose auroit obtenues ou pourroit sur ce obtenir de nous, et les procès qui à cause de ce ont peu ou se pourroient ensuir tant en nostredicte court de parlement que ailleurs, lesquelz nous tenons pour cy exprimés, et iceulx avons annullés et mis, annullons et mectons au néant, par cescdictes presentes, par lesquelles mandons en outre à noz amez et féaulx les tresoriers de France, que lesdicts gaiges appartenans audict office de juge-mage et lieutenant natif en nostredicte ville et seneschaussée de Tholose ils facent payer et bailler par nostre tresorier de Tholose qui est à present ou autre qui pour le temps advenir sera, audict maistre Guillaume Lebrun, d'ores en avant, par chacun an, aux termes et ainsy que ses predecesseurs audict office les avoient et prenoient paravant nostredicte abolition et l'octroy par nous fait audict seneschal de Tholose pour prendre et percevoir iceulx gaiges; et, par rapportant cescdictes presentes ou *vidimus* d'icelles fait soubz scel royal, pour une foiz seulement, et quittance dudict maistre Guillaume Lebrun, nous voulons lesdicts gaiges, ou ce que payé luy en aura esté, estre alloués ès comptes et rabatus de la recepte de nostredict tresorier de Tholose, present et advenir, par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz mandons ainsy le faire sans aucune difficulté. En tesmoing de ce, nous avons fait mectre nostre scel à ces presentes. *Donné au Mans, le huitiesme jour de Janvier, l'an de grace mil quatre cent soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Sic signatum supraplicam : *Par le Roy.* BOURRE.

Curia, respectu et in quantum tangit ordinationem, reductionem et restabimentum officii judicis majoris et locumtenentis nativi (b) in villa et senescallia Tholose, de quo in albo fit mentio, dumtaxat licetis in albo descriptis obtemperavit et obtemperat ac eas inherinavit et inherinat. G. DE LA MARCHE.

NOTES.

(a) Le Parlement de Languedoc avoit été transféré de Toulouse à Montpellier, par des lettres patentes de Louis XI, du 12 avril 1467. Voir ce que nous avons dit à ce sujet, tome XVI, page 474. Nous rapporterons dans ce volume même, sous la date du mois

de décembre 1468, de nouvelles lettres du Roi, par lesquelles il rétablit le Parlement à Toulouse.

(b) Nous substituons *nativi* à *natum*, qui se lit dans les registres du Parlement et qui ne peut être qu'une erreur.

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

(a) Rétablissement du Comte du Perche (b) dans les honneurs et les biens de ses ancêtres; Réintégration assurée au Duc d'Alençon (c) lui-même, aussitôt qu'il sera rentré dans l'obéissance du Roi.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme dès pieça et dès l'an mil quatre cent cinquante-huict, le dixiesme jour d'octobre, nostre très-chier et très-amé cousin, Jean, Duc d'Alençon, pour aucuns cas à luy imposés, eust, par jugement ou arrest de la court de parlement (d), garnie des Pairs, esté déclaré estre crimineux de crime de lèze-majesté, et, comme tel, esté privé de l'honneur et dignité de pairie de France et autres ses dignités et prerogatives, et déclaré avoir confisqués corps et biens (e), selon certaines modifications et declarations contenues audict arrest ou jugement; et depuis, par nostre nouvel advenement à la couronne, pour aucunes autres grandes causes à ce nous mouvans, à plain déclarées en certaines lectres patentes données en 1461 (f), eussions remis nostredict cousin à plaine delivrance

NOTES.

(a) Histoire des pays et comté du Perche et duché d'Alençon, par Bry de la Clergerie, aux Additions, pages 10 et suiv.

(b) Voir ci dessus, page 53, note d.

(c) Ibid. note b.

(d) Le 10 octobre 1458. Il étoit accusé d'avoir recherché et entretenu des intelligences avec les Anglois, contre l'intérêt de la France.

(e) Le Roi avoit suspendu l'exécution du Duc d'Alençon, et accordé les biens meubles à sa femme et à ses enfans, « ré-servés les artileries, harnois et autres habillemens de guerre. » Il unit les terres et seigneuries au domaine de la couronne, en laissant néanmoins le comté du Perche au fils du Duc d'Alençon, mais sans prerogative de pairie.

(f) Nous avons déjà indiqué ces lettres de Louis XI, tome XV, page 649. L'écrivain que nous venons de citer, note a, les a imprimées, pages 1 et suiv. des Additions à son Histoire. Après y avoir rappelé l'accusation faite et le jugement prononcé contre le Duc d'Alençon, et les modifications que Charles VII y apporta, Louis XI ajoute : « Et depuis le trespas de nostre très-cher seigneur et pere, nous ait esté supplié et requis très-humblement, de la part de nostre cousin d'Alençon, qu'il nous pleust, de nostre grace, avoir regard et consideration à l'estat de sa personne, et du cas, ses circonstances et dependances, et que de tout ce dont on luy a donné charge ne s'en est aucune chose ensuivie par effect, ainçois estoit

» comme impossible; et avec ce aux grands
» et notables services que luy et ses prede-
» cesseurs avoient faicts à nous et aux nostres,
» et par long-temps, en plusieurs et diverses
» manieres, et entre autres, comme Charles,
» lors Comte d'Alençon, son grand ayeul et
» seul frere du Roy de France » (il étoit petit-
» fils de Philippe-le Hardi et frere de Philippe
» de Valois), « pour la deffence du Roy et du
» royaume, alla de vie à decez, à la bataille
» de Crecy, et après luy, le Comte Pierre
» d'Alençon son fils fut en ostage en Angle-
» terre pour le Roy Jean, que Dieu absolve,
» et s'en delivra à ses propres cousts et despens,
» en quoy fraya la somme de soixante mille
» viels escus d'or et plus, et depuis, servit con-
» tinuellement et vaillamment le Roy et le
» royaume, et fut blessé de son corps, dont par
» tel temps s'ensuivit la mort; après lequel,
» feu nostre cousin le Duc d'Alençon, pour la
» deffense d'iceluy royaume, alla de vie à de-
» cez à la bataille d'Agincourt, delaisé nostre-
» dict cousin suppliant de bien jeune aage et
» mineur d'ans, et lequel depuis iceluy son
» aage, et tout le temps de sa vie, a servi
» continuellement nostredict seigneur et pere
» et nous, sans y espargner ne corps ne biens,
» et en la bataille de Verneuil fut trouvé
» entre les morts et pris prisonnier par nos-
» dicts ennemis, et pour soy rachepter paya la
» somme de trois cens mille escus d'or, en
» quoy luy convint employer toutes ses meubles,
» et vendre grand partie de son heritage, jus-
» ques à la valeur de quinze mille livres de rente
» ou plus, dont il n'a eu aucune recompense :

de sa personne, et en sa liberté, franchise et liberal arbitre, et luy restitué sadicte duché d'Alençon, en ses droicts, honneurs, prerogatives, prééminences et dignité de pairie, pour luy, ses hoirs et successeurs; pour d'icelle duché, avec sesdictes prerogatives et prééminences et autres toutes et chascunes ses terres et seigneuries et hommages, joyr, tenir, posséder et exploicter, selon la forme et maniere qu'il les avoit, tenoit et possedoit, paravant lesdicts procès et sentences, ainsy que plus à plain est contenu esdictes lectres. Après laquelle restitution ainsi faicte, pour ce que aucuns la vouloient calomnier, et autrement entendre et interpreter que ne l'avons entendue et déclarée, mesmement en ce qui estoit contenu en icelle, c'est assavoir, que nous avons remis nostredict cousin en sadicte duché et autres terres et seigncuries avec leurs dignités et prerogatives, pour d'icelles joyr selon la forme et maniere qu'il en joyssoit paravant lesdicts procès et sentences, voulant donner et referer l'effect de ladicte restitution à la joyssance qu'il avoit au temps desdicts procès et sentences, et non pas à la joyssance qu'il avoit auparavant les cas advenus à luy imposés (a), et autrement calomnier nosdites lectres; pour lesquelles doutes, eussions par nos autres lectres patentes, données à Tours (b), en décembre 1467, déclaré

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

Suite de la NOTE.

» après laquelle delivrance persevera conti-
» nuellement audict service, tant au voyage
» du sacre et couronnement de nostredict
» feu seigneur et pere, comme en autres
» ses armées, pour resister à ses adversaires
» et defendre nostredict royaume, et fut et
» a esté debouté par l'espace de trente ans
» et plus desdicts duché d'Alençon et comté
» du Perche et d'autres plusieurs ses terres
» et seigneuries qui ont esté detenues et occu-
» pées par nosdicts anciens ennemis, durant
» le temps de la guerre et jusques à la reduc-
» tion de nos pays et duché de Normandie;
» en nous suppliant très-humblement qu'il
» nous plust, de nostre grace, avoir plustost
» esgard aux services tant de luy que de
» ses predecesseurs qu'aux charges à luy
» imposées qui n'ont sorty aucun effect,
» affermant, sur la foy de son corps et sur
» le damnement de son ame, qu'il n'eut
» onques mauvaïse volonté contre la per-
» sonne de nostredict feu seigneur et pere
» ny en son prejudice, mais l'entendoit à faire
» à autres fins qu'il reputoit bonnes et raison-
» nables, et que à l'encontre de ladicte sen-
» tence et arrest, en l'effect d'icelluy, il
» nous plaise luy impartir nostre grace, attendu
» mesmement le long temps qu'il a esté
» detenu en prison, et les grandes pauvretéz
» et miseres que luy, sa femme et enfans,
» ont patiemment endurées et souffertes pen-
» dant ledict temps. »

(a) Les lettres de restitution accordées par Louis XI, au Duc d'Alençon, le 11 octobre 1461, portoient : « Iceluy nostre

Tome XVII.

» cousin, suppliant, avons mis et mettons
» par ces presentes à plaine delivrance de sa
» personne et en sa liberté, franchise et libe-
» ral arbitre; et l'avons remis, restitué et
» restably, remectons et restituons et resta-
» blissons par ces presentes, en sadicte duché
» d'Alençon, et en tous ses droicts, hon-
» neurs, prééminences, prerogatives, digni-
» tés et droict de pairie, pour luy, ses hoirs
» et successeurs, et luy avons rendu et res-
» titué, rendons et restituons sadicte duché
» d'Alençon, avec tous et chascuns ses biens,
» terres, seigneuries et hommages, tout et
» selon la forme et maniere qu'il les avoit,
» possedoit et joyssoit, paravant lesdicts pro-
» cès et sentences; et nonobstans iceux,
» et en tant que par lesdictes sentences et
» arrests les choses dessusdictes ou aucunes
» d'icelles auroient esté unies et incorporées
» au patrimoine et domaine de nostre cou-
» ronne, nous les en avons separées et sepa-
» rons par ces presentes, et les remectons
» et les réunissons au domaine de nostredict
» cousin, tout ainsy que paravant estoient,
» et avons voulu et voulons qu'il et ses hoirs
» et successeurs en joyssent plainement et
» paisiblement, et l'en avons remis et remec-
» tons en possession et saisine par la tra-
» dition de ces presentes, sans aucune pro-
» vision, mystere ou solemnité garder, et
» sur ce avons imposé et imposons silence
» perpetuel à nos procureurs presens et adve-
» nir et à tous autres. »

(b) Celles que nous avons insérées, p. 53 et 54, sont datées du Mans.

H ij

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

sur ce nostre vouloir et intention estre tel, que nostredict cousin d'Alençon ait esté et soit entierement du tout restitué et remis en son entier, et en tous et chascuns ses droicts, terres, seigneuries, foy et hommages, honneurs, dignitez, prerogatives, prééminences, et autres choses quelconques, pour en joyr par luy et ses hoirs en la forme et maniere qu'il faisoit paravant les cas au moyen desquels les procès et arrests sont ensuis, et comme se lesdicts cas, procès et arrests, ne fussent advenus, ainsy que plus à plain mention est faicte esdictes lectres d'ampliation, lesquelles lectres de restitution et ampliation, en tant qu'elles peuvent porter profit à nostredict cousin, voulons sortir leur plain effect; en faisant lesquelles lectres de restitution et ampliation ou autrement, eussions reservé à part et par autres lectres, que se nostredict cousin d'Alençon faisoit ou faisoit faire et commectre par autre, alliances ou choses qui peuvent estre en nostre prejudice, fust par alliance de ses enfans ou autrement, sans nostre sceu et exprès commandement, nostredict grace seroit nulle et de nul effect, sauf toutesfois que ne porteroit aucun prejudice à sesdicts enfans, se eumesmes n'en estoient trouvés coupables et consentans; et de ce nous eust baillé nostredict cousin ses lectres patentes, signées de son seing manuel et scellées de son sée, par lesquelles, audict cas, il renonçoit à l'effect et grace de nostredict restitution et lectres d'ampliation (a). Et soit

NOTE.

(a) Voici ces lettres :

JEAN, Duc d'Alençon, Pair de France, Comte du Perche, Vicomte de Beaumont et seigneur de la Guierche, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme, de la grace de nostre très-redouté seigneur monseigneur le Roy, il luy ait pleu nous remectre, restituer et restablir en nos droicts, honneurs, prééminences, prerogatives et droicts de pairie, pour nous, nos hoirs et successeurs, et nous rendre et restituer tous et chascuns nos biens, terres et seigneuries, en l'estat que nous les avions et possessions paravant certain procès et arrest ensuy à l'encontre de nous à Vendosme, par feu monsieur le Roy son pere, que Dieu pardoint, le 10.^e jour d'octobre, l'an 1458, ainsi que par les lectres de la grace de mondict sieur peut apparoir, données en ce present mois d'octobre, moyennant certaines reservations que mondict seigneur nous a faict declarer, dont la teneur s'ensuit; c'est à sçavoir que, au regard de nos places de Verneil, Danfront et Sainte-Susanne, il a reservé à y commectre capitaines et gardes de par luy, jusques à son bon plaisir, qui luy feront le serment en tel cas requis et accoustumé; et avec ce, a esté son bon plaisir de reserver la garde, gouvernement et administration de nos très-chers et très-amez fils et fille, René et Catherine d'Alençon, pour estre et demeurer avec luy, et de leur mariage disposer et ordonner, et les allier avec telles personne qu'il luy plaira, et leur bailler tel douaire, part et portion de nostre heritage qu'il verra estre à faire, tout ainsi et par la forme et maniere que nous pourrions ou eussions peu faire, s'ils fussent demourez en nostre puissance paternelle; et aussi, que si nous faisons ou faisons faire chose qui fust ou peüst estre au prejudice de mondict seigneur, soit par alliance de nosdicts enfans, ou autrement, sans son sceu et exprès commandement, dès maintenant pour lors et dès-lors pour maintenant, mondict seigneur a déclaré et declare ladicte grace qu'il luy a pleu nous faire estre nulle et de nul effect; par ainsi, que ce ne porte aucun prejudice à nosdicts enfans se ils n'en estoient coupables et consentans : sçavoir faisons que nous, recognoissans à nostre pouvoir les graces et amour qu'il a pleu à mondict seigneur le Roy nous faire et demonstrier, avons consenti et consentons les choses dessusdictes, et les avoir agreables, et avons promis et accordé, promettons et accordons par ces presentes, les tenir de point en point, sans jamais aller à l'encontre en aucune maniere. En tesmoin desquelles choses, nous avons mis nostre main à ces presentes, et à icelles faict mettre nostre sée. *Donné à Tours, le douzième jour dudict mois d'Octobre, l'an 1461.* Ainsy signé souz le reply : JEAN. Et dessous : *Par M. le Duc et Pair, vous et autres presens.* GILLAIN.

ainsy que depuis ces choses soyent survenus aucuns differens entre nous et aucuns des seigneurs de nostre sang et lignage, lesquels se sont elevés à l'encontre de nous, pendant lesquels differens nostre cousin du Perche, fils de nostredict cousin d'Alençon, estant pour lors à nostre service, nous eust baillé une scedule signée de sa main, par laquelle il nous promet, entre autres choses, sur son honneur et autrement, nous servir envers et contre tous, mesmement esdits differens, sans varier; nonobstant lesquelles choses, nostredict cousin d'Alençon se soit allié et adhérent avec lesdicts seigneurs ou aucuns d'iceux, et sur ce baillé son scéllé à l'encontre de nous, comme l'on dict, et mis ou fait mettre gens de guerre en aucunes de ses places pour les tenir à l'encontre de nous, et se soit retiré au pays de Bretagne hors nostre obeyssance, et qui plus est, a chargé et commandé à nostredict cousin du Perche soy tenir en ses chastel et ville d'Alençon avec lesdicts gens de guerre, ce que a fait nostredict cousin son fils, par aucun peu de temps; pour lesquelles choses, et au moyen desdictes lectres de souzmission et renonciation de nostredict cousin d'Alençon à nostredict grace et restitution, et de la declaration qu'en avons peu faire contre luy, et aussi à cause de ladicte scedule à nous baillée par nostredict cousin du Perche son fils, comme dict est, nous aurions peu faire aucuns dons des terres et seigneuries ou autres droicts appartenans à nosdicts cousins d'Alençon et du Perche, et d'aucuns leurs serviteurs, officiers et subjects, et de ce commandé lectres qui pourroient avoir esté leues, expediees et verifiées, et en outre, eussions mis en nostre main toutes et chascunes les terres appartenans à nosdicts cousins, au moins la pluspart; et depuis, soit advenu que nostredict cousin du Perche, en retournant son cœur envers nous et nostre couronne, considerant que le propos et intention de nostredict cousin d'Alençon, son pere, le commandement que luy avoit fait, ne aussi son obeyssance en ceste partie, en adherant à nosdicts adversaires, n'estoient pas raisonnables, en tant qu'elles pourroient estre à l'encontre de nous et de nostre couronne, ait remis en nostre obeyssance ledict chastel et ville d'Alençon, et nous soit venu servir en personne, en nous suppliant que le voulsissions recevoir en nostre bonne grace, et pardonner à sondict pere et à luy toutes et chascunes les offenses dessusdictes et autres quelconques qu'ils et chascun d'eux pourroient avoir faites ou commises ou fait faire et commectre contre nous et nostre majesté royale, et nous eust aussi requis que leur voulsissions rendre et restituer tous leurs biens, meubles et immeubles, terres, places et seigneuries, honneurs, droicts, prééminences et prerogatives quelconques, en quoy qu'elles soyent et consistent, pour d'icelles joyr comme ci-devant, nonobstant les choses dessusdictes et comme se jamais ne fussent advenues, et que se aucun empeschement leur estoit mis esdictes terres ou en la joyssance des fruits et revenus d'icelles, à l'occasion des dons qu'en pourrions avoir faits, tant à nos très-chers et très-amez oncles le Roy de Secile, le Comte du Maine, que autres, que lesdicts empeschemens voulsissions lever et oster, casser et abolir, tellement qu'ils en puissent joyr comme de leur propre chose et à eux appartenant, nonobstant lesdicts dons et transports que pourrions avoir faits au contraire. Pourquoy nous, desirans de tout nostre pouvoir reduire à nous tous ceux de nostre sang, relever nostre royaume de toutes oppressions, et nos subjects tenir en paix, de nostre certaine science, grace espediale, plaine puissance et auctorité royale, avons rendu et restitué, rendons et restituons par ces presentes,

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

à nostredict cousin d'Alençon, dès maintenant pour lors et dès lors pour maintenant, quand retourné sera par-devers nous ou ailleurs où luy ordonnerons en nostre obeysance, et dès à present à nostredict cousin du Perche, et à chascun d'eux, leurs hommes et subjects, toutes et chascunes leurs places, terres et seigneuries à present detenues en nos mains ou autres, ou es mains de ceux à qui pourrions avoir fait dons et transports d'icelles à l'occasion desdictes divisions, forfaitures et desobeysances, tout ainsi que s'elles estoient nommement spécifiées et déclarées en ces presentes, compris en icelles les terres de Semblançay et les ponts de Tours, Danfront et Pouencé : et avons voulu et voulons, et tel est nostre plaisir, que nostredict cousin d'Alençon, retourné en nostre obeysance, comme dict est, et nostredict cousin du Perche, dès à present, jouissent désormais plainement et paisiblement de toutes et chascunes leursdictes terres et seigneuries, tout ainsi que nostredict cousin d'Alençon et ses ancestres anciennement en joysoient, mesmement auparavant les cas dessusdicts advenus, et sans ce que, à cause desdictes terres de Danfront et Pouencé (a), à present tenues et occupées par les Bretons, nosdicts cousins d'Alençon et du Perche, ne aucun d'eux, en soyent tenuz prendre autres lectres que ces presentes, pour quelque cause ne en quelque maniere qu'elles soyent reduites en nostre obeysance; consentant que, par vertu de ces presentes, nostredict cousin d'Alençon, retourné en nostre obeysance préalablement, comme dict est, au regard de luy seulement, et dès maintenant nostredict cousin du Perche, ou leurs commis, se puissent ensaisiner d'eux-mêmes de leursdictes terres et chacune d'icelles, sans autre forme, solemnité ou mystere (b) de justice y garder, nonobstant lesdicts dons, cessions ou transports que en pourrions avoir faits à quelconques personnes que ce soit, lesquels avons cassés et annulés, cassons, annullons et declarons estre nuls et de nulle valeur et effect par ces presentes, et ne voulons porter prejudice ny dommage à nosdicts cousins ne à aucun d'eux, en abolissant et mettant du tout au néant et hors de nostre memoire comme non advenus tous et chacuns les cas, crimes et offenses, en quoy pourroient estre encourus envers nous nosdicts cousins d'Alençon et du Perche et chacun d'eulx, leurs officiers et serviteurs, à cause des choses dessusdictes, lesquels et chacun d'eulx estans en nostre obeysance, de nostre certaine science, grace especialle, plaine puissance et auctorité royale, avons restituez et les restituons par ces presentes, plainement et entierement, en tous et chacuns les biens, meubles, immeubles, honneurs, dignités, prééminences et prerogatives, terres, seigneuries et possessions quelconques, au point et estat qu'ils estoient paravant lesdicts cas advenus, sans rien nous en reserver, pourveu que les villes, chasteaux et places appartenans à nosdicts cousins d'Alençon et du Perche demeureront en la main, joyssance et possession de nostredict cousin du Perche, jusques après le retour de nostredict cousin d'Alençon en nostre obeysance, et que ayons eu bonne seureté de luy, tenir lesdictes places souz nous et en nostredict obeysance, sans ce qu'elles puissent en rien prejudicier à nous ne à nos bons et loyaux subjects, ne que nostredict cousin du Perche puisse estre contraint par nostredict cousin son pere à les luy bailler jusques à ce que par nous en ait esté appointé et ordonné pour

NOTES.

- (a) L'une en Normandie, l'autre en Anjou. (b) Ministère, emploi.

nostre seureté, et que, à cause des prises faictes tant par nous que nos gens et officiers, des biens, meubles, villes et places de nosdicts cousins et leurs subjects, en quelque lieu qu'ils fussent, ils n'en pourront faire aucune question ne demande, et que nosdicts cousins d'Alençon et du Perche et chascun d'eux se gouvernent envers nous comme bons parens et subjects doivent faire envers leur Roy et souverain seigneur, ainsi que nostredit cousin du Perche nous a juré et promis et nous en a baillé ses lectres signées de sa main et scellées de son sée, sur les peines et souz les souzmissions contenues en icelles. Si donnons en mandement à noz amez et féaux les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, à ceux de noz comptes et tous autres justiciers et officiers, que, nonobstant lesdicts cas et reiteration d'iceux ainsi commis et perpetrez par nosdicts cousins et chascun d'eux, et autres leurs subjects, officiers et serviteurs, lesquels officiers estans en nostre obeyssance, voulons demeurer en leursdicts offices, nonobstant les dons que en pourrions avoir faits à autres durant lesdictes differens et divisions et à cause d'icelles, lesdictes lectres de souzmission et scedule souz lesdicts seing et sée de nosdicts cousins d'Alençon et du Perche, respectivement faictes et par eux à nous baillées, et quelconques dons, declarations, main-mises, procès, oppositions ou appellations, ou autres empeschemens quelconques faits ou à faire souz ombre de justice ou autrement, en quelque maniere ou forme que ce soit, souffrent et laissent joyr et user nosdicts cousins et chascun d'eux estans en nostre obeyssance, en la maniere que dict est, de tous et chascuns leurs biens meubles non prins durant le temps et à cause desdictes divisions et de tout le contenu en ceste presente restitution, en eux gouvernant envers nous comme dict est, nonobstant que lesdictes terres, seigneuries, foy et hommages, et les dons, cessions et transports qu'en aurions faits ou peu faire, les plaids et procès qui se sont ensuivis ou autres empeschemens quelconques, ne soyent expressement déclarés en ces presentes. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours-mais, avons faict mettre nostre sée à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Mans, le vingtiesme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy.* DELALOERE.

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

(a) *Nouvelles Lettres de Louis XI en faveur du Comte du Perche.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, confians à plain du bon vouloir que a de nous servir et soy employer en nostre service nostre très-cher et amé cousin René d'Alençon, Comte du Perche, qui puis n'agueres a reduit les ville et chastel d'Alençon en nostre obeysance, et auquel, de nostre certaine science, grace especiale et auctorité royale, avons quitté, remis et pardonné toute l'offence qu'il avoit faite envers nous et nostre Majesté, de soy estre distrait de nostre service et d'acquiescer aux commandemens de son pere, en adherant aux seigneurs de nostre sang qui se sont démontrés et demonstrent chacun jour rebelles et desobeysans envers nous, et nos adversaires, l'avons restitué, et aussi

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

N O T E.

(a) Histoire des pays et comté du Perche et duché d'Alençon, aux Additions, page 16.

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

nostre cousin d'Alençon son pere, luy retourné en nostre obeyssance, en leur entier, comme peut plus à plain apparoir par les lectres que leur avons octroyées et à chacun d'eux desdictes restitutions, nostredict cousin du Perche recognoissant nosdicts dons, grace et restitutions, doutant que au temps advenir on ne luy peust, au prejudice d'iceulx, imputer le faict et coulpe de nostredict cousin son pere ou d'autres, et, soubz ombre d'autrui faict, le priver de l'effect de nosdictes grace et remission, humblement sur ce nous a requis plus ample declaration. Pourquoy nous, qui voulons de nostre part attraire à nous nostredict cousin du Perche et tous autres de nostre sang, et sans ce que pour autrui faict ou malefice nostredict cousin, ores ne pour le temps advenir, puisse ne doive sans sa coulpe estre puny ne endommagé, à icelluy nostre cousin du Perche, de nostre plus ample grace et certaine science, avons octroyé et octroyons que le faict et coulpe de nostredict cousin d'Alençon son pere, ne chose qu'il mesface envers nous cy-après, ne peust en rien prejudicier à icelluy nostre cousin du Perche, qu'il ne vienne en tout et par tout à toutes et chacunes les seigneuries, dignités, prerogatives et droicts de nostredict cousin d'Alençon, se à tels malefices nostredict cousin du Perche ne donne son avis ou consentement, en entretenant par nostredict cousin du Perche de sa part toutes les choses contenues en nosdictes lectres de restitution, comme il nous les a promis tenir et garder de point en point par ses lettres sur ce à nous baillées. En tesmoin de ce, nous avons faict mettre nostre sée à cesdictes presentes. *Donné au Mans, le vingtiesme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé sur le reply : *Par le Roy.* DELALOERE.

Le Roi, de son côté, se fit donner, par le Comte du Perche, la déclaration suivante :

RENÉ D'ALENÇON, Comte du Perche, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme monseigneur le Roy nous ait, de sa benigne grace et pour consideration du service que faict luy avons, en remectant en ses mains et en son obeyssance les chastel et ville d'Alençon, qui estoient paravant occupés par les Bretons et autres à luy desobeysans et rebelles, remise, quittée et pardonnée toute l'offense que avons faicte et commise envers luy et sa Majesté royale, de nous estre distrait de son service et d'avoir acquiescé aux commandemens de mon très-redouté sieur et pere, en adherant à aucuns seigneurs du sang qui se sont démontrés et demonstrent chacun jour rebelles et desobeysans envers et contre mondict seigneur le Roy, et ait rendu à mondit sieur et pere, quand il sera retourné devers luy ou ailleurs où il luy ordonnera, en son obeyssance, et dès à present à nous, toutes et chacunes les terres, seigneuries, places, rentes, revenues, hommes et subjects, à present detenues par mondit seigneur le Roy ou ses gens, empeschées à cause des divisions presentes; et ait voulu et octroyé mondict seigneur le Roy que mondict sieur et pere, retourné en son obeyssance, comme dict est, et nous, dès à present, joyssions désormais plainement et paisiblement de toutes et chacunes nos terres et seigneuries, rentes et revenues d'icelles, tout ainsy que mondict sieur et pere et ses predecesseurs en joysoient anciennement, mesmement paravant lesdicts cas advenus, nonobstant quelconques dons, cessions ou transports qui en pourroient avoir esté faicts par mondict seigneur le Roy, à quelconques personnes

que

que ce soit, ainsi que ces choses et autres sont plus à plain déclarées ès lectres patentes de mondict seigneur le Roy, à nous octroyées en ce present mois, moyennant certaines reservacions que mondict seigneur le Roy nous a fait declarer comme il s'en suit, c'est assavoir, que mondict sieur et pere et nous ne ferons jamais faire demande ne poursuite de quelconques biens meubles qui ayent esté pris sur nous, nos terres et seigneuries, ne en quelque autre lieu qu'ils fussent, par les gens, commissaires ou serviteurs de mondict seigneur le Roy, durant lesdictes divisions jusques à present, et avec ce, que mondict sieur et pere ne nous ne ferons faire chose qui soit ou puisse estre au prejudice de mondict seigneur le Roy, et que nous luy obeyrons et servirons d'ores en avant en toutes choses, ainsi que bons parens et vassaux doivent servir et obeyr à leur Roy et souverain seigneur, et aussi, que aux officiers, vassaux, hommes et subjects de mondict sieur et pere et nostres, ne à autres quelconques qui ont fait obeysance à mondict seigneur le Roy, et quant à ce consenty, ou se sont employez à mettre ou vouloir mettre ès mains de mondict seigneur le Roy aucunes places, terres et seigneuries de mondit sieur et pere et nostres, et en autre maniere l'ont aidé et favorisé, et ses gens de guerre et autres serviteurs, nous ne ferons, permettrons ne souffrirons faire ou donner aucuns dommage, vexation ou inquietacion en leurs personnes, terres et biens quelconques, par quelque maniere que ce soit, ne à cause de l'obeyssance qu'ils ont faite à mondict seigneur le Roy et à ses gens, ne leur souffrirons ne tiendrons ne souffrirons tenir ou faire aucune rigueur ou molestacion, directement ne indirectement; et aussi, a voulu mondict seigneur le Roy, que toutes et chascunes les villes, chastceaux et places de mondict sieur et pere et de nous, demeurent en nostre main, joyssance et possession, jusques après le retour de mondict sieur et pere, et que mondict seigneur le Roy ait eu bonne seureté de luy de tenir lesdictes places sous mondict seigneur le Roy et en son obeyssance, sans ce qu'elles puissent en rien prejudicier à mondict seigneur le Roy ne à ses bons et loyaux subjects, ne que nous les baillions à mondict sieur et pere, jusques à ce que par mondict seigneur le Roy en ait esté appointé et ordonné pour sa seureté; autrement s'il advenoit (que Dieu ne veuille), mondict seigneur le Roy a déclaré et declare, dès maintenant pour lors et dès-lors pour maintenant, ladicte grace qu'il luy a pleu faire à mondict sieur et pere et à nous, nulle et de nul effect et valeur: savoir faisons que nous, cognoissans les grandes liberalités et amour que mondict seigneur le Roy nous a monsté et monstre par effect en ce que dict est et autrement, avons consenty et consentons les choses dessusdictes et chascunes d'icelles, et promettons les tenir de point en point, sans jamais venir à l'encontre, et de nous employer de tout nostre pouvoir de les faire entretenir par mondict sieur et pere, luy retourné en l'obeyssance de mondict seigneur le Roy, autrement il ne joyra point de l'effect des lectres de grace et restitution octroyées à luy et à nous par mondict seigneur le Roy, et obeyrons à mondict seigneur le Roy et à tous ses bons plaisirs et commandemens, ne jamais ne ferons faire par nous ne par autres, ne consentirons estre faite chose qui luy puisse tourner à prejudice ou dommage, par alliances, serment, scellés, ne autrement, en quelque maniere que ce soit ou puisse estre. Et avec ce, promettons bien et loyaument garder en nostre main, joyssance et possession, en l'obeyssance de mondict seigneur le Roy, toutes les villes, chastceaux et places de mondict sieur et pere, et autres quelconques de nous ou des nostres, jusques à ce qu'il soit retourné

Tome XVII.

I

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

LOUIS XI,
au Mans,
le 20 Janvier
1467.

en l'obeyssance de mondict seigneur le Roy, et que mondict seigneur le Roy en ait bonne seureté de luy, et que nous en ayons sur ce descharge suffisante ou exprès commandement de mondict seigneur le Roy; et voulons et consentons que là scedule et obligation que mondict seigneur le Roy a de nous escrite, signée de nostre main, par laquelle luy avons promis de luy estre bon et loyal, et de le servir envers et contre tous, selon le contenu de ladicte lectre, demeure en sa force et vertu; et au cas que mondict sieur et pere ou nous ferons ou ferons faire (que Dieu ne veuille) chose qui peust estre contre les choses dessusdictes ou d'aucunes d'icelles, mondict seigneur le Roy, dès maintenant pour lors et des lors pour maintenant, a déclaré et declare ladicte grace qu'il nous a faicte estre nulle et de nul effect et valeur, ce que nous avons consenty et consentons, par ainsy que mondict seigneur le Roy nous a accordé et déclaré son vouloir et plaisir estre tel que se par mondict sieur et pere estoit faicte aucune chose au prejudice de mondict seigneur le Roy, ou contre les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles, sans nostre sceu, adveu ou consentement, ce ne nous pourra porter aucun prejudice: et par cescdictes presentes, avons promis et promettons à mondict seigneur le Roy nous mettre en peine et faire nostre loyal devoir que mondict sieur et pere retourne en l'obeyssance de mondict seigneur le Roy; il luy baillera bonnes seuretés et lectres suffisantes et authentiques de faire entretenir et accomplir de sa part toutes et chascunes les choses spécifiées et déclarées és lectres de restitution à nous octroyées en ces presentes, en tant qu'il luy touche et peut toucher, pour joyr par luy de l'effect d'icelles, lesquelles autrement ne luy pourront profiter, quelque chose qui soit contenue en icelles; car tel a tousjours esté et est le bon plaisir de mondict seigneur le Roy, et ainsy l'a voulu et déclaré en faisant ladicte restitution, et voulons et consentons qu'au *vidimus* de ces presentes foi soit ajoustée comme à l'original. En tesmoin desquelles choses nous avons signées ces presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre scel. *Donné au Mans, le 27.^e jour de Janvier, l'an 1467, et signé RENÉ.* Item, en marge: *Par Monseigneur le Comte, Mery de Cour, seigneur de Fontenailles, Bertin de Silly, bailly de Constantin, et autres presens. I. DE LA BECHIERE (a).*

NOTE.

(a) Ce Jean de la Bechière est sans doute le même qui fut impliqué, quinze ans après, dans le procès fait au Comte du Perche; car le fils aussi, malgré les protestations qu'on vient de lire, ne se montra pas toujours bien fidèle à Louis XI. Les principaux actes de

ce procès se trouvent encore dans l'Histoire du Perche et d'Alençon, par Bry de la Clergerie, *pages 23 et suiv.*; et *pages 54 et 55*, pour Jean de la Bechière en particulier, l'accusation portée contre lui, ses réponses, les tortures qu'il se plaignoit d'avoir subies, &c.

LOUIS XI,
au Mans,
Janvier 1467.

(a) *Lettres qui déterminent devant quels Juges seront portées les Causes du Chapitre de l'Église cathédrale de Clermont (b) et de ses Officiers.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que pour la grant, singuliere et entiere devocion que toujours avons eue et avons à la glorieuse Vierge Marie, en l'honneur

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 200, pièce 95. (b) Voir le *Gallia Christiana*, t. II, p. 223.

de laquelle l'esglise cathedral de la ville de Clermont en Auvergne est fondée, et affin que les prevost et chappitre de ladicte esglise soyent plus enclins et tenez de prier Dieu et sadicte glorieuse mere pour la prosperité de nous et de nostre royaume; considerans aussi que souventefloiz, pour la conservacion des droicts et choses de ladicte esglise, se pevent de jour en jour ensuir plusieurs grans litiges, questions et desbatz, entre lesdicts prevost et chappitre de ladicte esglise ou leurs officiers, et plusieurs seigneurs de nostre sang, noz officiers et autres, qui, tant à cause de leurs offices, que par privileges par nous ou noz predecesseurs à eulx octroyez, ne sont tenez de plaider en premiere instance, en tant que touche leurs causes personnelles et possessoires, ailleurs que pardevant noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans les requestes en nostre parlement à Paris, s'il ne leur plaist; aussi, que sumptueuse (a) et difficile chose est ausdicts prevost et chappitre de plaider en plusieurs et divers lieux et jurisdictions, pardevant divers juges et en divers auditoires, pour raison des droicts de ladicte esglise, que voulons et desirons, pour l'onneur et reverence de ladicte glorieuse Vierge dont elle est fondée, estre favorablement traictée: nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, ausdicts prevost et chappitre de ladicte esglise de Clermont, pour eulx, leurs predecesseurs (b) et officiers en icelle esglise, presens et advenir, avons octroyé et octroyons, par exprès privilege, de nostre propre mouvement, certaine science, grace especial, plaine puissance et octorité royal, que d'ores en avant ilz ne soyent aucunement tenez ny contrains de plaider, s'il ne leur plaist, pardevant aucun juge seculier ou temporel de nostre royaume, sinon pardevant nosdicts conseilliers tenans lesdictes requestes en leurdict auditoire à Paris, soit en demandant ou en defendant, contre quelzconques personnes que ce soit, nostre procureur ou autre, en leurs causes personnelles ou possessoires, touchans ou qui toucheront ou pourroient toucher le corps et fondacion de ladicte esglise, esuelles lesdicts du chappitre ou leurs officiers seront partie ou dont ils voudront prendre la garantie, ou eulx adjoindre au procès intenté ou à intenter, desuelles adjunction, garantie ou defense, voulons nosdicts conseilliers desdictes requestes avoir la congnoissance, et non autres, réservé ceulx qui par prééminence et privilege ont leurs causes commises en nostre court de parlement. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans et qui tendront nostre parlement à Paris, lesdictes requestes en nostredict palais, aux baillifz de Montferrand, Saint-Pierre-le-Moustier, des montagnes d'Auvergne, et à tous les justiciers, officiers de nostredict royaume ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que de nostre presente grace, privilege et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts prevost et chappitre de ladicte esglise, leursdicts officiers et leurs successeurs en icelle, joyr et user plainement et perpetuellement, sans leur faire, mectre ou donner ne souffrir leur estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se fait, mis ou donné leur estoit, le reparent et remectent ou facent reparer et remectre

LOUIS XI,
au Mans,
Janvier 1467.

NOTES.

(a) Coûteuse, dispendieuse.

a mis ici un mot pour l'autre; et que au

(b) Il est presque inutile d'avertir que le copiste de la pièce 95 du registre 200 doit lire.

lieu de *predecesseurs*, c'est *successeurs* qu'on

LOUIS XI,
au Mans,
Janvier 1467.

tantost et sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf &c. *Donné au Mans, ou moys de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-sept; et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Cardinal d'Angiers (a) et autres presens.* L. TOUSTAIN. *Visa.* Contentor. DUBAN.

NOTE.

(a) Ce Jean Balue ou de la Balue dont nous avons parlé, page 30 de ce tome, et page 299 du tome précédent. Nous avons remarqué aussi que les cardinaux unissoient

à leur titre le nom de leur évêché, au lieu du nom de leur famille qu'ils y joignent aujourd'hui.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 6 Février
1467.

(a) *Nouvelles Lettres concernant les Gages du Parlement.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à l'occasion de ce que plusieurs de noz conseillers et autres officiers de nostre court de parlement, absens de ladicte court, ont obtenu lectres de nous pour estre payez de leurs gaiges, absens comme presens (b), et aussi, que aucuns des officiers de ladicte court ont pareillement obtenu autres lectres pour avoir pensions ou gaiges extraordinaires sur les assignations d'icelle nostre court (c), dont ilz se sont voulu et veulent chacun jour faire payer, et pour ce, ont usé et s'efforcent user de contraintes rigoreuses sur les personne et biens de nostre chier et bien amé Guillaume Colombel, commis à faire le payement des gaiges de nostredicte court, soubz ombre de plusieurs lectres patentes et missives qu'ilz obtiennent souvent de nous, tant par inadvertance, importunité de requerans, comme autrement, le payement des gaiges ordinaires de noz amez et féaulx les presidens, conseillers, greffiers, huissiers et autres officiers de nostredicte court, qui actuellement et ordinairement nous servent en icelle, a esté et est souventefoiz retardé, diminyé et empesché, combien que par deux foiz ayons octroyé noz lectres patentes (d), par lesquelles avons ordonné que ceulx qui nous servent actuellement en nostredicte court, soyent prealablement, et avant tous gaiges et pensions extraordinaires, payez, ainsy qu'il nous a esté bien à plain remonstré, par quoy est expedient y donner prompte et convenable provision : savoir faisons que nous, bien recors des ordonnances par nous sur ce faictes et des causes qui nous meurent à ce faire, vouldans icelles avoir et sortir leur plain et entier effect, avons, de nostre certaine science et propre mouvement, voulu, declairé et ordonné, vouldons, declairons et ordonnons, par esdit royal, pur et irrevocable, que les officiers de nostredicte court qui ordinairement et actuellement servent en icelle, et ceulx qui par nostre exprès commandement et ordonnance font residence continue en nostre grant conseil, pour nous y servir, et dont nous avons certiffié nostredicte

NOTES.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, folio 147 r.^o

(b) Voir ci-dessus, pages 2 et 3; lettres du 26 juillet 1467.

(c) *Ibid.* Voir aussi, pages 5 et 6, d'autres lettres patentes du même jour.

(d) Voir les lettres indiquées dans les notes précédentes.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 6 Février
1467.

court, soyent entierement payez de leurs gaiges ordinaires et après-disnées, sur les deniers de l'assignacion d'icelle nostre court, avant que aucun autre officier non residant ne autres quelxconques officiers, ou autres de quelque estat ou condicion qu'ilz soyent, puissent avoir aucun payement, soit de gaiges ordinaires ou autres gaiges ou pensions extraordinaires, en quelque forme ou maniere que ce soit, nonobstant quelxconques lectres que leur en ayons octroyées ou que leur en pourrions octroyer, lesquelles dès à present nous avons revoquées, cassées et adnullées, revoquons, cassons et adnullons et mettons du tout au néant, en deffendant audict Colombel de non en faire aucun payement soubz umbre ne par vertu de quelxconques lectres que ce soit, et que préalablement lesdicts officiers actuellement servans et residans en ladite court ne soyent entierement payez de leursdicts gaiges et après-disnées, selon la forme et teneur de nostre presente volonté, déclaration et ordonnance. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de noz finances, que par ledict Colombel, commiz à faire les payemens des gaiges de nostredite court, ou autre qui pour le temps advenir le seront, ilz facent entierement payer, de mois en mois, ainsi qu'il est accoustumé, tous nosdicts officiers qui ordinairement et actuellement nous servent en nostredite court, de leurs gaiges ordinaires et après-disnées, ainsy que dict est, sans souffrir par ledict Colombel aucuns deniers de l'assignacion de nostredite court estre payez, baillez, ne delivrez à autres personnes quelxconques, pour quelque cause ou occasion que ce soit, tant que lesdicts gaiges et après-disnées dès actuellement servans en icelle nostre court soient entierement payez comme dict est, sur peine de recouvrer sur ledict Colombel; et le contenu en cedesdictes presentes facent observer et garder de point en point, sans enfreindre ne faire ou souffrir estre fait aucune chose au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cedesdictes presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le sixiesme jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme.* Sic signatum super plicam : *Par le Roy, le Cardinal d'Angiers, le Comte de Foix (a), et autres presens.* P. TOUSTAIN.

Collatio facta est cum originali.

De par les generaulx conseillers du Roy, nostre seigneur, sur le fait et gouvernement de ses finances, Guillaume Colombel, commiz de par le Roy nostredict seigneur à faire le payement des gaiges des presidens, conseillers et autres officiers de la court de parlement à Paris, veues par nous les lectres patentes dudict seigneur ausquelles ces présentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, en accomplissant le contenu en icelles, nous vous mandons et expressement enjoignons, de par ledict seigneur et nous, que vous payez d'ores en avant les officiers servans ordinairement et actuellement en ladite court, de leurs gaiges ordinaires et après-disnées, tout ainsy et par la forme et maniere contenues esdictes lectres et que ledict seigneur le veult et mande par icelles. *Donné soubz nosdicts signetz, le xxv. jour de Mars, l'an mil quatre cent soixante-sept.* Sic signatum : DISOINE.

NOTE.

(a) Gaston IV. Voir le tome XV, pages 669 et suiv.

..

LOUIS XI,

aux

Montilz-lès-

Tours,

le 20. Février

1467.

(a) *Lettres qui établissent et règlent une Trêve (b) entre Louis XI et le Duc de Bretagne (c).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme, pour parvenir à l'appaisement des différences (d) et des questions estant et qui peuvent estre entre nous, d'une part, et nostre très-chier et très-amié nepveu le Duc de Bretagne et ses alliez (e), d'autre, ait esté advisé que bon seroit de prendre et'avoir tresve et abstinance de guerre pour aucun temps (f), et pendant ledict temps traicter desdictes différences et les appaiser amiablement, se faire se peut, laquelle tresve a esté passée et accordée, d'une part et d'autre, moyennant et parmy certains points et articles dont la teneur s'ensuit :

Premierement. Que toutes les places, tant celles qui sont ès mains du Roy que celles qui sont ès mains de Monsieur (g) et du Duc et de leurs alliez, demouront en l'estat qu'elles sont, sans ce que aucune entreprise soit faicte des uns sur les autres, le temps de la tresve durant, et s'aucune chose estoit faicte au contraire, elle sera presentement (h) réparée et mise

NOTES.

(a) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, pièces pour servir à l'histoire de Louis XI, armoire J, cassette F, coté 9. Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne, par Dom Morice, tom. III, pages 155 et suiv. Preuves de l'Histoire de Bretagne, par Dom Lobineau, pages 1295 et 1296.

(b) Quoique ces lettres ne soient pas une loi proprement dite, elles sont si importantes pour l'histoire, que nous avons cru devoir les placer dans notre Collection. Nos prédécesseurs nous avoient donné cet exemple : on trouve ainsi dans le dixieme volume les

articles du traité de paix dressé en 1418, à Saint-Maur-des-Fossés, entre le Dauphin et le Duc de Bourgogne, et diverses lettres qui en ordonnent l'exécution, p. 473 et suiv. 489 et suiv.

(c) François II. Voir la note b de la page 95 et la note a de la page 360, au tom. XVI.

(d) Différends, contestations.

(e) On peut voir le tome XVI, pages 307, 356 et 360, aux notes principalement, et pages 386 et 387.

(f) Voici les lettres données, à ce sujet, par le Duc de Bretagne :

NOUS, FRANÇOIS, par la grace de Dieu, Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Estampes et des Vertus, certifions et faisons sçavoir à tous que nous, desirans le bien et la pacification du royaume, avons octroyé, converti et accordé à très-reverend père en Dieu, l'arcevesque de Milan, legat de nostre Saint-Pere le Pape, et au Comte de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, la tresve pourparlée entre monseigneur le Roy, d'une part, et monseigneur son frere, beau-frere, de Bourgogne; nous et nos alliez, d'autre, pour le terme de quatre mois, finissant le dernier jour d'avril prouchain, parmi ce que les dessusdicts legat et grant maistre et chacun d'eulx ont promis et sont tenus envoyer incontinent au seigneur de Lescun bonne et loyale seurété, au moyen de laquelle il pourra venir seurement pardevers nous, pour ce que sans luy et sa presence n'entendons rien conclure esdictes tresves ne autres appointemens; mais, luy venu et arrivé pardevers nous, sans aucun delay, baillerons notre scellé desdictes tresves, en recevant celluy de mondict seigneur le Roy, ainsi que l'avons promis et accordé; en nous faisant fort en ceste partie, pour mondict seigneur, pour ledict beau-frere de Bourgogne et nosdicts alliez. Fait et donné à Rennes, soubz le signe de nostre main, le vij. jour de Janvier, l'an 1467. Ainsi signé : FRANÇOIS. Et plus bas : MILET.

(g) Charles, Duc de Normandie, frere de Louis XI.

(h) Il y a prestement dans les ouvrages de Dom Lobineau et de Dom Morice.

au premier estat, et les perpetreurs punis, à (a) l'exemple des autres, icelle trespvc toujours demeurant en sa force et vertu.

(2) *Item.* Que tous les deniers, tant ordinaires que extraordinaires, en quelque espece qu'ils soyent, domaine, greniers (b), impositions, tailles et autres, des vicomtés, eslections, villes, places et lieux que tiennent mondict seigneur et le Duc, seront et demouront, le temps de ladicte trespvc durant, à mondict seigneur et au Duc, pour le soulday et entretenement de leurs gens de guerre, et les faire recepvoyr et lever, mesmement lesdictes tailles; aux taux et portions telles que ont eu cours (c), l'année passée, et toutes autres choses en la maniere accoustumée, par tels leurs receveurs et commis que bon leur semblera, sauf toutes-voies que des villes, places et faux-bourgs d'icelles qui sont tenues par le Roy, nonobstant qu'elles soyent es enclaves desdictes vicomtés et eslections, le Roy en joyra et en fera la recepte par ses officiers et à son prouffit; et les deniers des parroisses, villages et places et plat-pays, du guet et chastellenie desdictes places tenues par le Roy, seront semblablement receus par les commis et officiers du Roy, mais ils seront tenus les bailler aux receveurs commis en l'eslection où icelles parroisses sont assises et despendantes, et en bailleront bonne seureté et caution; et semblablement, les deniers des villes, places et faux-bourgs que tiennent mondict seigneur et le Duc, enclavées es vicomtés et eslections estant es mains et obeysance du Roy, seront levez par les officiers de mondict seigneur et à son prouffit, et les deniers des parroisses et villages, du guet et chastellenie desdictes places, levez aussi par ses officiers, qui seront tenus les bailler semblablement aux receveurs commis en l'eslection où lesdictes parroisses sont assises et despendantes, et en bailleront semblablement seureté.

(3) *Item.* Et auront mondict seigneur et le Duc les domaines et revenus de Domfront et Prouencé (d), et de leurs appartenances qu'ils tiennent, et aussy, telle part et portion des tailles, aides et impositions, esquelles lesdits lieux sont contribuables, lesquels domaines, revenus et portion des tailles et aydes, feront recepvoyr par tels commis que bon leur semblera.

(4) *Item.* Pour l'entretienement de l'estat de monseigneur jusqu'au premier jour de juin prochain et supporter les frais et mises des gens qu'il enverra pour luy à la journée, le Roy luy fera bailler et delivrer la somme de seize mille livres tournois, dont presentement luy sera fait payement de huit mille livres, et le surplus dans le quinziesme jour d'avril prochain venant, et sera rendue ladicte somme en la ville d'Angiers.

(5) *Item.* Et ne fera le Roy logier ses gens d'armes es places d'environ le pays de Bretagne, ne parcelllement es places de Normandie, voisins en celles que mondict seigneur et le Duc et leurs alliez tiennent, fors seulement, autant qu'il est besoin pour la garde, seureté et tuition d'icelles, affin que desbat ou quelque voye de faict n'advienne entre les gens d'armes, d'une part et d'autre, pour estre trop près logez.

(6) *Item.* Et ne seront faicts ne prins, ladicte trespvc durant, aucuns

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Février
1467.

NOTES.

(a) Pour.

(b) Greniers à sel. Voir le Discours préliminaire du tome XVI, pages lxxij et suiv.

(c) Il y a comme dans la copie qui en a été insérée parmi les Preuves de l'Histoire de

Bretagne. Il y avoit comme aussi dans Dom Lobineau.

(d) *Prence* (ou *Poencé*), dans les Preuves de l'Histoire de Bretagne.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Février
1467.

appatz (a) sur les peuples, auscunes courses (b) ne prinse de vivres ne autres provisions, les uns sur les autres.

(7) *Item.* Et seront dès à present mis à delivrance les terres et autres biens, et aux gens d'esglise leurs benefices, des serviteurs, officiers et subjects, d'une part et d'autre, empeschés à cause des differences, pour en joyr en tout prouffit paisiblement par ceux à qui ilz appartiennent, ladicte tresse durant.

(8) *Item.* Et aussy seront mis à delivrance tous les marchands mariniere et autres gens qui marchandement (c) et autrement ont esté prins et arrestez, non estans en armes ou faisant guerre, ensemble leurs biens, marchandises et navires, pour occasion desdictes differences, et non pour justes obligations ou poursuite de justice ou de parties; et pourront, ladicte tresse durant, aller, venir, communiquer et marchander es pays et villes, d'une part et d'autre, sans avoir seureté ne sauf-conduit, et sans demander congé, et tout ainsy qu'ils faisoient ou pouvoient faire paravant lesdictes differences.

(9) *Item.* Et semblablement, lesdictes tresses durant, les serviteurs, officiers et subjects du Roy, et aussi ceux de mondict seigneur, du Duc et de leurs allicz, de quelque estat, nation ou condicion qu'ils soyent, pourront seurement et sans aucun empeschement, aller et venir en leurs maisons, terres et heritages, et en leurs affaires par tout le royaume, et generallement par tous les pays de l'un et de l'autre, où bon leur semblera, sans prendre ne avoir aucune seureté, congé ne sauf-conduit.

Sçavoir faisons que nous, qui desirons tousjours mettre Dieu de nostre part, et lesdictes differences estre appaisées amiablement, et complaire à nostredit neveu en toutes choses raisonnables, et aussi, par le moyen de nostre très-chier et especial amy, l'archevesque de Milan, legat de nostre Saint-Pere le Pape (d), lesdicts pointcs et articles et tout le contenu en iceux avons eu et avons pour agreables, et avons promis et promettons, de bonne foy et en parolle de Roy, entretenir et observer de point en point, selon leur forme et teneur, lesdicts pointcs et articles et chacun d'iceux, sans les enfreindre, y contrevenir ne souffrir estre enfraints en tout ou en partie en aucune maniere. Et affin que les choses dessusdictes par nous promises et chascune d'icelles soyent mieue entretenues, gardées et observées, nous avons voulu et voulons que de tous debatz et questions qui pourroient survenir à cause desdicts pointcs et articles, les conservateurs de ladicte tresse (e), tant les nommez par nous que les nommez par nostredit neveu, ayant la plaine et entiere connoissance, decision et

NOTES.

(a) Ou plutôt *appatis*. On appeloit *appatis*, de *pastus*, *pastio*, une contribution levée pour la nourriture des gens de guerre. Le mot est en blanc dans les Preuves de l'Histoire de Bretagne.

(b) On pourroit lire *couste*, mot qui s'applique au coucher des soldats, comme les mots qui précèdent et qui suivent s'appliquent à leur nourriture. (*Couste* vient de *culcita* ou *culcitra*. Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page cvij, note e, et page cix, note f.) On lit *courses* néanmoins dans un

acte cité par Rymer (*tome V, part. 1, p. 162*): *apatisamenta, gallicè dicta appatis, cursus, fouragia*: mais n'y a-t-il pas erreur!

(c) En commerçant.

(d) Le Pape étoit alors Paul II.

(e) Les lettres du Roi qui nomment les conservateurs de la trêve, sont encore imprimées *tome III* des Preuves de l'Histoire de Bretagne par Dom Morice, pages 157 et suiv., et pages 1296 et suiv. des Preuves de celle de Dom Lobineau.

determination

determination. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le xx.^e jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme (a).* Ainsi signé: LOYS. Par le Roy: LE CONSTANT. Et scellé de cire jaune à double queue.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Février
1467.

Donné et fait par copie et *vidimus*, et soubz les sceaux establis aux contracts de la cour de Rennes, le tiers jour de Mars mil quatre cent soixante-sept; et est paraphé et escript par *vidimus*. Collation faicte à l'original. Ainsi signé, R. LEGOUZ, avec *paraphe*; et ensuite par semblable, ainsi signé, RABOUAN, avec *paraphe*, et non scellé.

NOTE.

(a) On peut revoir, dans le tome précédent, p. 448 et 449. des lettres de Louis XI, du 23 décembre 1465, par lesquelles ce Roi avoit assuré au Duc de Bretagne, pour l'avenir, paix constante, union inviolable, grande et loyale amitié.

(a) *Exemption annuelle de Taille et de Guet, accordée au roi des Archers et au roi des Arbalétriers, à Laval.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Février 1467.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous presens et advenir, salut. Comme nostre très-chier et amé nepveu et cousin le Conte de Montfort, sieur de Gaure (b), nous ait dict et remonstré que plusieurs des manans et habitans de la ville et conté de Laval ayent accoustumé d'eulx esbastre à tirer de l'arc et de l'arbalestre, et chacun an, le premier jour de may, faire entre eulx deux roys, l'un des archiers et l'autre des arbalestriers, c'est assavoir, les deux qui ledict jour tirent le plus droit contre la bute ou au papegault (c), soit de l'arc ou de l'arbalestre, pour continuation duquel esbatement, et affin que lesdicts manans et habitans soyent tousjours plus enclins à apprendre à tirer et qu'ilz soyent plus duiz (d) à eulx deffendre et garder ladicte ville de Laval, qui est située en pays de frontiere (e), et resister aux entreprinses et assaulx que noz ennemiz et adversaires y voudroient faire, nostredict nepveu et cousin nous a umblement supplié et requis que nostre plaisir fust octroyer aucuns privileges à ceulx qui seront ou temps advenir rois desdicts archiers et arbalestriers, et sur ce, leur impartir nostre grace: sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, inclinans liberalement à la supplicacion et requeste de nostredict nepveu et cousin, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, que les deux qui seront ou temps advenir roys desdicts archiers et arbalestriers, soyent d'ores en avant perpetuellement, l'année qu'ilz seront rois seulement, francs, quictes et exempts de toutes tailles mises et à mettre sus, de par nous, en nostre royaume, mesmement en l'eslection du Mans et en ladicte ville et conté de Laval, et aussi de guet et garde de porte; et de ce, les avons

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 201, et contre lequel on tiroit: *pappa-gallus*, pièce 4.

(b) Voir ci-dessus, page 37.

(c) Oiseau représenté en bois ou en carton, que l'on mettoit au haut d'une perche,

Tome XVII.

(d) Dressés, capables, habiles, expérimentés.

(e) Elle touchoit à la Bretagne, qui n'a été réunie à la couronne que soixante-cinq ans après.

K

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Février 1467.

affranchiz, quitez et exemptez, affranchissons, quictons et exemptons, de grace especial, par cesdictes presentes. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux esleux sur le faict des aydes en ladite eslection du Mans, et à tous commissaires qui ont esté et seront ordonnez et depputez à mettre sus et buer (a) les tailles, et autres noz justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que des presentes grace, quittance, exemption et affranchissement, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts deux roys qui seront ou temps advenir, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne seuffrir estre faict aucun destoubrier ou empeschement au contraire, nonobstant que par noz lectres de commission ayons accoustumé mander par chascun an asseoir et imposer esdictes tailles toutes manieres de gens, exemptz, privilegiez et non privilegiez, en quoy ne voulons lesdicts deux roys estre aucunement comprins, et quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. Donné aux Montilz-lès-Tours, ou moys de Fevrier, l'an de grace mil cccc LXVII, et de nostre regne le septiesme. Ainsi signé : Par le Roy, le Conte de Foix, maistre Jehan de Reilhac, general, et autres presens. L. TOUSTAIN. Visa. Contentor. DORCHERE.

NOTE.

(a) Lever, sans doute. Buer étoit bien, laver, blanchir : on le retrouve encore dans alors, un mot usité ; mais il n'exprimoit que buanderie.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1467.

(a) Confirmation des Lettres de Philippe de Valois, qui donnoient à la commune de Mirande (b) un gardien et défenseur de ses privilèges.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Notum facimus nos, ad supplicationem consulum de Miranda humillimam, vidisse, tenuisse et perlegisse licteras, privilegium predecessorum eorumdem supplicantium concessum continentes, quarum tenor dicitur esse talis (c) :

PHILIPPE VI,
à Paris,
le 20 Avril 1338.

P HILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, universis presentes licteras inspec-turis, salutem. Notum facimus quod cum à primaria bastide seu ville de Miranda fundacione, ipsa et consules et habitatores ejusdem sint et fuerint in nostra protectione et gardia speciali, proinde nobis debentes et solventes sex denarios Turo-nenses annuatim pro singulis focis (d), ut promptius contra nostros inimicos,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 200, pièce 73.

(b) En Armagnac ; aujourd'hui, dans le département du Gers.

(c) Charles V avoit mis cette ville sous la sauvegarde royale, au mois de février 1375. Voir tome VI des Ordonnances, page 178. Les lettres de Philippe de Valois que nous

imprimons en ce moment, annoncent que la commune de Mirande en jouissoit plus anciennement, quoiqu'elles ne soient pas rap-pelées dans les lettres de Charles V, qui attestent d'ailleurs l'ancienneté de cette sauve-garde.

(d) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, pages vj et vij.

quibus sunt proximi, nostrâ protectione defensentur, castellanum nostrum Montisurserii (a) et ejus locumtenentem in gardiatorem ipsorum ex tenore presencium deputamus, non obstante si per senescallum Tholose gardiator alius eis fuerit deputatus; dicto castellano suoque locumtenenti presentibus committentes, ut sic gerant eorum gardiam, quod et inde possit diligencia commendari, et dicti consules et habitatores nostrâ protectione letentur, mandantesque nostris subditis per presentes, ut, in hiis et ea tangentibus, dicto castellano et ejus locumtenenti pareant efficaciter et intendant. In cujus rei testimonium, presentibus apponi sigillum nostrum jussimus. Datum Parisius, vicesimâ die Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo trigésimo-octavo.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1467.

Requirentes ipsi consules ut illud privilegium confirmare, et, si opus esset, de novo concedere, nostra clemencia dignaretur. Igitur, hiis acientis, supplicationi prefatorum consulum annuentes, privilegium ipsum et quemadmodum habetur in liceris preiusuris, eisdem consulibus, pro se et successoribus suis, in quantum rite et debite usum fuit, de speciali gracia et auctoritate regia confirmavimus ac tenore presencium confirmamus; gubernatori et locumtenenti nostro in paribus Aquitanie necnon senescallo nostro Tholose et eorum locumtenentibus et cuilibet ipsorum prout ad eum pertinerit, presentibus et futuris, mandantes, et si opus sit, committentes, quatinus eosdem consules supplicantes et ipsorum successores nostris presentibus gracia, confirmatione et concessione, uti et gaudere pacifice faciant; et si quod in contrarium illatum foret, illud amoveant, et ad statum pristinum et debitum reducant indilate. Et ut hec robur obtineant perpetuum, presentibus jussimus nostrum apponi sigillum. Datum Turonis, mense Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-septimo, et regni nostri septimo. Sic signatum: Per Regem, ad relacionem gentium sui magni consilii. POUFFÉ.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) Montossé ou Montoussé.

Nouvelles Lettres en faveur de l'Université de Valence.

LOUIS XI,
Février 1467.

Ces lettres sont rappelées dans le Recueil des édits, ordonnances, déclarations, enregistrés au greffe du Parlement de Dauphiné, depuis 1340 jusqu'en 1700. On en a imprimé de semblables, sous la date du 12 octobre 1461, tome XV de notre Collection, pages 127 et 128. Nous n'avons pas retrouvé le texte de celles du mois de février 1467.

La note b de la page 122 du même tome XV annonce d'autres lettres de Louis XI en faveur de l'université de Valence: il étoit Dauphin quand il les accorda; elles sont datées du 26 juillet 1452.

Un registre coté *Université de Valence*, qui est à la Bibliothèque du Roi (Carteraire général de Dauphiné, tome IX), offre à ce sujet plusieurs notes manuscrites, dont l'auteur remarque que Louis créa l'université de Valence, sans recourir à l'autorité du Roi son père, sans recourir même à celle du Pape, qu'on sembloit alors croire nécessaire. Il recourut néanmoins à cette dernière, quelques années après; mais les circonstances étoient changées, comme le dit l'annotateur, lequel ajoute plus bas, en rappelant la bulle de Pie II, qui, sur la demande du Prince, avoit sanctionné, en 1459, l'établissement de cette université: « Tout fugitif qu'il étoit, Louis prétendoit régner en Dauphiné, et que son père n'y exerçoit qu'un pouvoir usurpé. Il n'auroit pas fait adopter cette proposition dans le pays; il la

Tome XVII.

. K ij

» fit confirmer par le Pape; et il n'en pouvoit desirer un plus mal-intentionné, à l'égard du Roi, que Pie II. Quel fils! »

LOUIS XI,
Février 1467.

L'université de Valence est annoncée ici comme fondée par Louis XI. La manière dont s'exprime le Recueil des édits, ordonnances, &c. enregistrés au Parlement de Dauphiné, feroit croire que sa fondation étoit plus ancienne. Voir ce Recueil même, fol. 10, recto, et la note *b* de la page 122 de notre tome XV. Du reste, nous pouvons observer encore que les lettres patentes données par Louis XI, le 26 février 1467, ne furent enregistrées au Parlement de Dauphiné que plus de soixante-douze ans après, le 14 juin 1540, comme on le voit dans le Recueil que nous avons cité (*a*).

NOTE.

(*a*) Des lettres du même mois de février 1467 accordent l'amortissement de deux cents livres tournois de revenu aux Augustins de Tournay. Reg. 194 du Trés. des ch., pièce 290.

D'autres du mois de février encore, accroissent le comté de Sancerre et règlent sa mouvance. Vol. E des Ordon. de Louis XI, fol. 272.

LOUIS XI,
à Tours,
Mars 1467.

(*a*) Lettres qui confirment à de pauvres gens de quelques paroisses, dans la chàtellenie de Loches, l'exemption de payer la taille, de faire la garde au chàteau, et de contribuer à ses réparations.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis *U*iam presentibus quàm futuris, nos, ad humilem supplicacionem pauperum hominum nuncupatorum Fourraux, de parochiis de Noan et de Colange (*b*), necnon de villagio de Mastons (*c*) in parochia de Sincille (*d*) et castellania Lochiarum, vidisse licteras inclite recordacionis et felicitis memorie domini progenitoris nostri, cujus anima in pace requiescat, formam que sequitur continentes:

CHARLES VII,
à Loches,
Août 1438.

KAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis tam presentibus quàm futuris, nos, ad humilem supplicacionem pauperum hominum, domini progenitoris nostri, cujus anime parcat Altissimus, vidisse licteras, formam que sequitur continentes:

CHARLES VI,
à Paris,
Juillet 1388.

KAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, nos vidisse licteras, &c. (e).

Suite des Lettres
de
CHARLES VII.

Quas quidem licteras preinsertas et omnia et singula in eis contenta, ratas et gratas, rata et grata habentes, laudavimus, approbavimus, ratificavimus et confirmavimus, de nostreque potestatis plenitudine, certa scientia et auctoritate regia,

NOTES.

(*a*) Trés. des chartes, reg. 194, pièce 371.

(*d*) Il doit y avoir Escueilé.

(*b*) Ou Coullangé.

(*e*) Elles ont été imprimées, tom. VII,

(*c*) Ou peut-être Mouzoy.

pages 199 et 200. Voici quelques variantes;

Ordonnances des Rois de France, tom. VII. Pièce 371 du registre 194 du Trésor des chartes.

Page 199, lig. 8, foiraux..... fourraux.

9, paroisse de Seville..... paroisse d'Escueilé.

21, aliens..... allions.

Page 200, lig. 7, aussi..... ainsi.

12, requerir..... requerant.

46, sous le scel de nostre lieute- sous le scel de nous lieutenant et com-
nance et commission. missaire.

49, facta..... usi.

laudamus, approbamus, ratificamus, ac, si et in quantum eis rite et debitè infra denominari usi et gavisì sunt, confirmamus. Quocirca baillivo nostro Turonensi, ressortorumque et exemptionum Andegavie et Cenomanie, senescalloque Pictaviensi, ceterisque justiciariis et officiariis nostris aut eorum locatentibus, presentibus et futuris, serie presentium damus in mandatis, quatinus predictos supplicantes nostris presentibus confirmatione et ratificatione, et eorum sequaces et posteros, uiri et gaudere pacificè et quietè faciant pariter et permittant, absque ipsis in premissis et quolibet premissorum, modo quolibet, impediendo seu impediri faciendo; quinimo, si que impedimenta eis apposita essent, illa statim tollant et amoveant, seu tolli et amoveri faciant, visis presentibus, indilate. Quod ut firmum et stabile perpetuò perseveret, nostrum presentibus liciteris, in absencia magni ordinatum, sigillum jussimus apponi, nostro in ceteris et alieno in omnibus juribus semper salvis. Datum Lochii, in mense Augusti, anno Domini m.^o quadringentesimo tricesimo octavo, et regni nostri decimo-sexto.

LOUIS XI,
à Tours,
Mars 1467.

Quas quidem licteras preinsertas, privilegia libertatis ac omnia et singula in eis contenta, ratas et gratas, rata grataque habentes, prout et quemadmodum dicti supplicantes et sui predecessores ipsis rite et debitè usi sunt, eas et ea, de nostre potestatis plenitudine auctoritateque regia, laudavimus, approbavimus, ratificavimus, confirmavimus, et tenore presentium laudamus, ratificamus et confirmamus. Quocirca baillivo nostro Turonensi, ressortorumque et exemptionum Andegavie ac Cenomanie, ceterisque officiariis et justiciariis nostris aut eorum locatentibus, presentibus et futuris, serie presentium damus in mandatis, quatinus predictos supplicantes de omnibus et singulis in dictis liciteris contentis uiri et gaudere faciant et permittant, factaque in contrarium, si que finit, ad statum pristinum reducant ac reduci faciant, visis presentibus. Que ut perpetuà stabilitate perdurent, sigilli nostri duximus appensione muniri, nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum Turonis, in mense Marcii, anno Domini millesimo cccc sexagesimo-septimo, et regni nostri septimo. Sic signatum: Per Regem, ad relacionem gentium sui magni consilii. DESVERGIERS. Visa. Contentor. J. DUBAN (a).

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) Les autres lettres en faveur de Loches (ci-dessus, pages 21 et 22) ne furent données que quelques jours après. C'est par erreur qu'on les a datées de Paris et du mois d'octobre;

elles doivent l'être de Tours, et du mois d'avril. On trouve dans les registres du Parlement, sous la date du 24 mars 1467, une ordonnance de cette cour sur les investitures de fiefs.

(a) Déclaration relative à l'Affranchissement d'Impôts accordé à la ville de Dieppe, par les Lettres patentes du 26 Septembre 1463 (b).

LOUIS XI,
à Tours,
le 12 Avril
1467 (c).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx Les generaux conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances, aux esluz sur le faict de noz aydes en la ville et eslection

NOTES.

(a) Transcrite sur un volume in-4.^o formant un recueil général des édits, déclarations, lettres patentes et arrêts du Conseil d'état, donnés en faveur des habitants de

Dieppe, concernant les privilèges, franchises et exemptions de cette ville.

(b) Elles sont au tome XVI, p. 81 et suiv.

(c) Pâques ne fut que le 17 avril.

LOUIS XI,
à Tours,
le 12 Avril
1467.

d'Arques (a), et à tous noz autres justiciers ou officiers ou à leurs lieutenans, salut. Noz chiers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Dieppe, nous ont fait exposer que jacoit ce que, dès l'an 1463, nous leur ayons, entre autres choses, octroyé, pour certaines et justes causes contenues et déclarées en noz lectres sur ce faictes, et autres à ce nous mouvans, qu'ilz et leurs successeurs demourans en nostre ville de Dieppe, et chacun d'eulx, fussent et demourassent francs, quictes et exempts de toutes tailles, impositions, gabelles, quatriesmes et autres aydes et subsides quelzconques, qui lors estoient et au temps advenir seroient imposez et mis sus de par nous et noz successeurs en noz royaume et duché de Normandie, soit pour le faict de la guerre, payement de gens d'armes, ou pour autre cause quelconque qu'elle fust ou püst estre, et desdictes charges les eussions exemptez et affranchiz perpetuellement et à tousjours, et vous eussions mandé les faire joyr de nostredict octroy, sans les empescher ne souffrir estre empeschez au contraire, nonobstant quelzconques imposts, octrois, ordonnances ou mandemens pour cueillir deniers, aydes ou subsides, par nous ou nosdicts successeurs, commiz ou deputez, faicts ou à faire, pour payement de gens d'armes et pour quelconque autre cause et sous quelque nonobstance (b) que ce fust, ainsy que ces choses et autres sont plus à plein contenues et déclarées en nosdictes lectres, scellées en lacs de soye et cire verte, par nous à eux sur ce données et octroyées; et que desdictes franchises et privileges lesdicts bourgeois et habitans ayent à ce titre, et par vertu de nosdictes lectres, tousjours depuis paisiblement joy, et esté tenus francs, quictes, paisibles et exempts, tant de l'imposition foraine que de toutes autres aydes ou subsides; ce nonobstant, ilz doubtent que, sous ombre de ce que, par inadvertance ou autrement, en nosdictes lectres n'est point mis, par mots exprès, que les ayons affranchis de ladicte imposition foraine, mais y est seulement contenu que les ayons affranchis de toutes impositions et autres aydes et subsides mis ou à mettre sus, la fermier present ou advenir de ladicte imposition foraine en la vicomté d'Arques, ès enclaves de laquelle ferme ladicte ville de Dieppe est assise, nostre procureur ou autre, veuillent dire qu'en ladicte generalité ne doit pas estre entendue especiallement ladicte imposition foraine, et sur ce les tenir en grande longueur et involution de procez, en les troublant et empeschant du joyssment de leurs privileges, qui seroit en leur grant prejudice et dommage, et plus pourroit estre si sur ce ne leur estoit pourvu de nostre gracieux et convenable remede, comme ilz dient, très-humblement requérant icelluy. Par quoy nous, ayant en memoire la grande loyauté desdicts bourgeois et habitans envers nous et nostre feu seigneur et pere, que Dieu absolve, aussi les louables et agréables services par eux faicts à nostre feu pere et à nous, et les grandes charges qu'ilz ont eues et ont à supporter, tant pour le faict de la guerre que pour l'emparement (c), entretenement et fortification de ladicte ville, et autrement, en plusieurs et maintes manieres, pour lesquelles causes nous fusmes meuz à leur donner et octroyer lesdicts privileges, voulans iceulx estre entretenus sans diminution ou

NOTES.

(a) Voir ci après, page 106, note b.

(b) Clause dérogatoire. Il faut lire *nonobstant*, au lieu de *nonobstant*, ligne 33 de la p. 74

du tome XVI. Voir l'errata du même tome.

(c) Construction de remparts. *Emparement* peut signifier aussi *réparation*.

restriction, nous, en donnant à iceulx privileges interpretation, voulons, entendons et declaronz par ces presentes, de nostre certaine science, auctorité royale et grace especialle, l'affranchissement de ladicte imposition foraine estre compris et entendu en nostredict octroy et privilege accordé par nous et octroyé ausdicts bourgeois et habitans, voulans qu'ilz et leurs succeesseurs demeurans en ladicte ville soyent, ores et pour le temps advenir, tenus francs, quictes et exempts de ladicte imposition foraine de leurs propres denrées et marchandises, et sans en abuser, tout ainsy comme si nommement et speciallement il eust esté et estoit escrit et déclaré ès lectres de leurdits privileges. Si vous mandons, et à chacun de vous si comme à luy appartient, que de nostredict presente grace, interpretation, declaration et volenté, vous faictes et seuffrez lesdicts bourgeois et habitans joyr et user plainement et paisiblement, sans les y seuffrir estre aucunement empeschez ou molestez au contraire; car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant qu'en les lectres de nosdicts privileges ne soit pas expressement déclaré l'affranchissement de ladicte imposition foraine, et quelzconques mandemens, declarations, bail de ladicte ferme, faicts ou à faire, et lectres subreptices impetrees ou à impetrer à ce contraires. *Donné à Tours, le douziesme jour d'Avril, l'an de grace mil quatre cent soixante et sept, et de nostre regne le septiesme.* Au bas est escrit : *Par le Roy, le sire de Crussol, et autres presens.* Signé : TOUSTAIN. Scellé sur simple queue de cire jaune. *Et sur le dos est escrit ce qui ensuit :*

LOUIS XI,
à Tours,
le 12 Avril
1467.

L'an de grace mil quatre cent soixante et huit, le jeudy dix-neuviemes jour de janvier, à la cohue (a), à Arques, jour des baux des fermes des aydes du Roy nostre sire, de la vicomté dudict lieu, devant nous, Jacques de la Tour, escuyer, et Jean Gosselin, lieutenant des esluz, eslection dudict lieu d'Arques, à la requeste de Raullin Simon, procureur des manans, bourgeois et habitans de la ville de Dieppe, lecture fut faicte des lectres royaux et de l'attache d'icelles données de messieurs les generaux, en la presence de plusieurs personnes assistans esdicts baux (b).

NOTES.

(a) Assemblée, de coire; et plus particulièrement, assemblée des officiers de justice. *Cohue* est aussi employé pour exprimer un lieu couvert où l'on vend, une halle.

(b) Les lettres de Louis XI, que nous venons d'imprimer, sont du 12 avril. Nous en trouvons d'autres, sous la date du 11 (Ordonnances de Louis XI, vol. E, fol. 148), qui ne sont pas émanées du Roi, mais que leur objet, l'exemption qu'elles prononcent, le caractère et l'autorité du corps qui la reçoit, leur liaison nécessaire avec l'état politique et ecclésiastique du royaume, nous engagent à placer ici, dans une note. Elles sont du cardinal de la Balue, évêque d'Angers, et alors commissaire du Pape (Paul II), pour

lever des décimes en France, avec l'archevêque de Milan, Étienne Nardin. Les lettres annoncent que les percepteurs des décimes papales les exigeoient des membres mêmes du Parlement, et que le refus de les payer étoit puni par une excommunication. Le cardinal d'Angers ordonne la suspension de toutes les poursuites faites contre les présidens, conseillers et autres officiers de cette cour, et lève toutes les excommunications prononcées. On peut voir, au reste, sur ces décimes, sur la nécessité de l'intervention et de la sanction du Roi, sur les exemptions dont le Parlement jouissoit, ce que nous avons dit dans le Discours préliminaire de ce tome même.

JOANNES, miseratione divinâ, tituli Sancte-Susanne sacrosancte Romane ecclesie presbyter cardinalis, Andegavensis vulgariter nuncupatus, auctoritate apostolicâ, sanctissimique in Christo

LOUIS XI,
à Tours,
le 12 Avril
1467.

Suite de la NOTE.

patris et domini nostri, domini Pauli, divinâ providentiâ Pape secundi moderni, ad imponendum et recolligendum decimam nuper, auctoritate prefatâ, in regno isto et Delphinatu Viennensi, in subventionem fidei orthodoxe adversus Turcos inditam, unâ cum reverendissimo in Christo patre domino Stephano, eisdem gratiâ Mediolanensi archiepiscopo, necnon in dicto regno et Delphinatu cum potestate legati de latere nuncio seu oratore, collega nostro, commissarius factus et destinatus, universis presentes licteras visuris, inspecturis et audituris, salutem in Domino sempiternam. Ex parte gentium venerabilem parlamenti Parisius curiam tenentium, nobis fuit expositum quod, quamvis consilarii et officarii ejusdem in servicio regie majestatis capitalem et supremam regni justiciam administrando, ac unicuique quod suum est reddendo, necnon vias facili super possessoris beneficiorum regni et aliis multis modis defendendo, continuo et incessanter occupati existant, propter quod sanctissimi in Christo patres summi Pontifices, tunc temporis existentes, quamplurima privilegia, libertates, franchisias et prerogativas, respectum ad hoc habentes, illis concesserint, et, inter alia, ipsi summi Pontifices ab omnibus decimis et aliis subventionibus per sedem apostolicam aut alias pro quacumque causa seu occasione impositis seu imponendis consilarii et officarii clericos ejusdem parlamenti curie minimè persolvituros quicquid, libenter et exemptaverint, quietosque, liberos et exemptos, perpetuo decreverint, de quibus quidem privilegiis, franchisiis, libertatibus, prerogativis et exemptionibus, prefati consilarii et officarii clerici, temporibus retroactis, prout asserebant, semper pacificè et quietè, absque ulla contradictione seu controversia, gavisii sint, quorum quidem privilegiorum et usagiorum coram nobis partem exhibuerunt, offerentes, prout prefati consilarii et officarii clerici nobis obtulerunt, nos super hoc ad plenum informare, nihilominus collectores nuper ad dictam decimam recolligendum ordinati prefatos consilarios et officarios clericos in et sub dicta decima comprehendere, beneficiaque eorumdem ad dictam decimam persolvendum taxare et imponere nitentur, prout de facto nisi sunt, requirentes, prout prefati consilarii et officarii clerici nos requisierunt, sibi per nos de remedio providendi opportuno. Super quo, nos, considerantes quod, licet nobis, per bullas super prefate decime impositione confectas, committatur et mandetur exemptes et non exemptos ad predictam decimam solvendum cogi et urgeri, et quid nondum adhuc, occasione occupationum maximarum quas de presenti gerimus, ad dicta privilegia et usagia visitandum et examinandum attendere quiverimus, aciamen confidentes quod prefatus sanctissimus dominus noster Papa, prefatos de parlamenti curia consilarios et officarios clericos per nos mittere et in favorem regie majestatis tractando, rem gratam habuerit, hinc est quod nos, his et quamplurimis aliis rationabilibus causis ad hoc animum nostrum moventibus, omnes et singulas monitiones et executiones, occasione hujusmodi, contra prefatos consilarios et officarios clericos aut eorum aliquem quovismodo factas et promulgatas, donec et quousque per nos aliter fuerit ordinatum, suspendimus, supersedemusque, tollimus, revocamus et adnullamus, ipsosque et eorum quemlibet ab omni excommunicationis sententia, si qua occasione hujusmodi indigeant, per presentes penitus absolvimus. Quapropter omnibus et singulis prefate decime collectoribus, subcollectoribus seu receptoribus, tenore presentium committimus et mandamus, quatinus prefatos dicte parlamenti curie consilarios et officarios clericos, à suspensione, supersedencia et absolutione predictis, ubi et gaudere plenariè et pacificè absque ulla contradictione ac difficultate faciant et permittant. Et insuper, cum difficile foret presentes nostras licteras ad singula in quibus fides forsan facienda foret loca deferre, volumus, et auctoritate apostolicâ prefatâ decernimus, quod illorum transumptio sive transcriptio manu alicujus notarii publici subscripti sive signeto et sigillo autentico munito, in judicio et extrâ perinde, firma et plenaria fides adhibeatur in omnibus et per omnia, ac si ipse originales exhibere forent vel ostense, in quorum omnium et singulorum premissorum fidem et testimonium, presentes nostras licteras per secretarium nostrum signari, nostrique sigilli communis huic negotio ordinati jussimus et fecimus appensione communiri. Datum Turonis, in domo habitationis nostre, in claustris beatissimi Martini dicti loci sita, die undecimâ mensis Aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo ante Pascha, more Gallicano computando, indictione primi, pontificatusque sanctissimi prefati domini nostri Pape anno quarto. Sic signatum: De mandato reverendissimi domini Cardinalis commissarii, GUICHARDI.

Plus bas est écrit : *Collatio facta est cum originali.*

(a) *Lettres qui accordent aux Marguilliers de l'Église de Paris les Franchises et Exemptions d'impôts dont ses Chanoines jouissent.*

LOUIS XI,
à Paris,
Septembre
1467 (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous Lpresens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de noz bien-amez Jehan de Nully, Nicole Couvé, Benoist Murgale et Bidon Maillart, marregliers laiz de l'esglise Nostre-Dame de Paris, contenant que, à cause de leursdicts offices ilz ont la charge de la sonnerie de ladicte esglise, et pour la garde d'icelle, et aussi pour plusieurs autres charges qu'ilz ont à supporter, sont tenez iceulx supplians ou les deux d'entr'eux d'y faire residence jour et nuyt; et combien que, pour raison de leursdicts offices, ilz soyent de chouer (c) de ladicte esglise, et que, par privileges octroyés à leurs predecesseurs esdicts offices par noz predecesseurs Roys de France, ilz soyent francs, quictes et exemps de toutes tailles, imposicions, guet et garde de porte, comme sont les chanoynes et autres gens de ladicte esglise, et que leursdicts predecesseurs et eulx en ayent tousjours accoustumé de joyr et user, ce néanmoins, pour ce qu'ilz ne pourroient faire apparoir desdicts privileges, ilz doubtent que, ou temps advenir, on les voulsist taxer et imposer esdictes tailles et impôts, et les contraindre à icelles payer, et aussi, à faire ledict guet et garde de porte, se par nous ne leur estoit sur ce donnée provision, ainsy qu'ilz nous ont faict remonstrer, en nous umblement requerant que, actendu ce que dict est, et mesmement la continuelle residence qu'il leur convient faire en ladicte esglise à cause de leursdicts offices, comme dict est, aussi que anciennement ilz furent doués de plusieurs belles rentes, tant par nosdicts predecesseurs que par les evesques et preslats de ladicte esglise, lesquelles rentes, à l'occasion des guerres, ont esté et sont si très-fort diminuées que lesdicts supplians ne se pourroient bonnement entretenir en leursdicts offices s'ilz ne joysoient desdicts privileges et franchises, il nous plaise leur octroyer et à leurs successeurs marregliers laiz de ladicte esglise, ladicte provision, et, sur ce, leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans à la supplicacion et requeste desdicts supplians, à iceulx supplians et à leurs successeurs marregliers laiz de ladicte esglise, pour ces causes, et mesmement en l'onneur et reverence de la glorieuse Vierge Marie, dont est fondée ladicte esglise en laquelle ilz nous ont présenté leur requeste et supplicacion, avons octroyé et octroyons de nouveau, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, en tant que mestier est, que ilz et leurs dicts successeurs marregliers laiz de ladicte esglise soyent et demeurent francs, quictes et exemps de toutes les tailles qui d'ores en avant seront mises sus de par nous en ladicte ville et eslection, et aussi de guet et garde de porte, et pareillement du quastriesme ou huitiesme et imposition de vin de leur creu, tout ainsy que sont lesdicts chanoynes et autres gens de ladicte esglise; et de ce, eulx et leursdicts successeurs avons

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, plaçons ici à la fin de l'année à laquelle elles pièce 103. appartiennent.

(b) Ces lettres n'ayant pas été placées à leur date du mois de septembre, nous les

(c) Chœur.

Tome XVII.

. L

LOUIS XI,
à Paris,
Septembre
1467.

quitez, exemptez et affranchiz, quictons, exemptons et affranchissons d'ores en avant à tousjours-mais, perpetuellement. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances, aux esleuz sur le faict de nos aydes en ladicte ville et eslection de Paris, et à tous noz autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que de nostre presente grace, quittance, exemption, affranchissement et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leursdicts successeurs, et chacun d'eulx, joyr et user d'ores en avant, plainement et paisiblement et perpetuellement, sans leur faite, metre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire : car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant que par noz lectres de commission ayons accoustumé mander de faire contribuer à nosdictes tailles toutes manieres de gens, exemps et non exemps, privilégiés et non privilégiés, en quoy ne voulons lesdicts supplians ne leursdictes successeurs estre aucunement comprins ne entendus en aucune maniere, et quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait metre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Paris, ou moys de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-sept, et de nostre regne le septiesme. Ainsi signé : Par le Roi, maisre Jehan Dauvet premier President, et autres presens. TOUSTAIN. Visa.*

LOUIS XI,
aux Montils-
lès-Tours,
Avril 1467.

(a) *Ordonnance au sujet des Troupes.*

PREMIEREMENT. Les monstres se feront de trois mois en trois mois par les mareschaulx ou les commis, en tel lieu que chacun puisse retourner en son logiz le jour de la monstre, dont lesdicts mareschaulx en feront deux en l'an, presens les cappitaines ; et sera la premiere commencée le lundy d'après Quasimodo, par lesdicts mareschaulx ; et de chacune compaignie sera faicte ladicte premiere monstre en ung lieu seulement ; et sera fait le payement à chacun en personne, et ne sera baillé aux cappitaines fors seulement leur soualde et leur estat (b) ; et auront les notaires qui recevront les quictances, tel prouffit que du temps du feu Roy, que Dieu absoille ; et il n'y aura pour chacune lance (c), que six hommes et six chevaux ; et seront logiez ès villes clauses ou ès grosses bourgades où il y a justice et marché.

(2) *Item.* Seront logiez et fourniz d'utencilles par les commis, selon les ordonnances faictes en Normandie, c'est assavoir, pour chacune lance,

NOTES.

(a) Manuscrit déposé à la Bibliothèque du Roi, provenant de P. Pithou, coté 231, contenant édits, ordonnances, amortissemens, francs-fiefs, nouveaux acquêts, droits et cas royaux, vol. II.

(b) État eut dire quelquefois *revenu, paye, appointement.*

(c) On désignoit ainsi la réunion d'un

certain nombre d'hommes armés de lances. Voir les pages 432 et 462 du tome XVI. On disoit être sous la même lance, comme on dit être sous la même bannière. Charles VII, en 1445, avoit formé quinze compaignies, chacune de cent lances ; et chaque lance, de six personnes. Voir le Discours préliminaire du tome XIII, pages 27 et 28.

LOUIS XI,
aux Montils-
lès-Tours,
Avril 1467.

fourni une chambre à cheminée, trois lits garnis de trois couvertures et six paires de draps, deux nappes, douze escuelles, quatre plats, deux pots d'estain, une paille d'arain et une de fer, estable à mettre six chevaux, et lieu à mettre provision tant pour les personnes comme pour les chevaux, pour trois mois, en payant, par ceulx qui sont payez à forte monnoye, trente solz, et monnoye de Normendie, quarante solz, par mois (a); et ne sera aucun en ung logeiz, sans le voulloir de l'hoste, plus de six mois, mais luy sera pourvu d'autres logeiz par la justice des lieux et lesdicts commis.

(3) *Item.* Que les juges des lieux cognoistront de toutes questions, hors fait de guerre, comme entre privées personnes; et leur seront par le chief de chambre bailliez les delinquans ou debiteurs pour en faire justice, et ce, sur peine de perdre leur ordonnance, s'ils en sont requis : toutes-voyes, s'il y avoit desit qui requist mort, lesdicts juges pourront proceder à la caupcion du delinquant sans le chief de la chambre, pour doudte de l'absence; et en tout, sera appellé ledict chief de chambre ou son commis; et par celui qui fera le payement sera satisfait aux interests, et en passera l'homme de guerre quittance.

(4) *Item.* Pourront lesdicts cappitaines donner congïé à la cinquieme partie de leur charge, quant le Roy ne voyagera, pour trois mois seulement; et se, depuis le mandement fait, auscuns veullent quicter leur ordonnance, ilz perdront harnois et chevaux au prouffit du cappitaine, et seront tenus en prison jusques à restitution de la soule d'ung an; et se ceulx qui auront congïé ne sont à leur monstre, si pourront-ilz passer quittance vaillaible au tresorier des guerres.

(5) *Item.* Des questions mouvans entre les gens de guerre, on en cognoistra d'ores en avant selon les ordonnances royaulx, et ainsy que l'en a usé du temps du feu Roy, cuy Dieu pardoint (b); et ne se pourra aucun mettre soubz autre cappitaine que le sien, sans le congïé de son cappitaine, sur peine de perdre chevaux et harnois, et d'estre mis hors de l'ordonnance; et ne pourra aucun passer soubz deux cappitaines à la monstre, sur peine de la hart.

(6) *Item.* Ne prendra aucun desdicts cappitaines sur les gens de sa charge, par don, emprunt ne autrement, quelque chose que ce soit, sans le bon plaisir du Roy, sur peine d'estre privé de sadicte charge et d'estre contraint à restituer ce qu'il auroit receu.

(7) *Item.* Quant aucun qui longuement aura servy sera cessé par impotence, les mareschaulx et commissaires le feront mettre en l'ordonnance des petites payes, en tel lieu qu'ilz adviseront, et sera payé du cartier ouquel il sera cessé.

(8) *Item.* Ne souffriront lesdicts cappitaines à ceulx de leur charge prendre auscuns vivres des bonnes gens, par don, emprunt ne autrement, sans le payer, sur peine d'estre cassés de l'ordonnance; et ne souffriront tenir chiens, oiseaulx ne furestz, sur la peine que dessus.

(9) *Item.* Quant lesdicts gens d'armes chevaucheront, ilz ne pourront logier en ung lieu, plus hault d'une nuyt, excepté le dymence ou aultre grant feste; et payeront tout ce qu'ilz prendront, au pris du pays, excepté

NOTES.

(a) Voir la loi du 7 juin 1456, t. XIV, Charles VII sur cet objet, tome XIII, pages 383 et 384. pages 306 et suiv., et tome XIV, pages 1^{re} et

(b) On peut voir plusieurs lois de suiv., 350 et 351.

Tome XVII.

L ij

LOUIS XI,
aux Montils-
lès-Tours,
Avril 1467.

paillie, boys et logeiz; et de ce, ne se fournira aucun, fors par la main de son hoste; et quant ilz yront à leurs affaires, du congé que dessus, ils se logeront es hostelleries et non ailleurs, et payeront ce qu'ilz prendront, sur peine d'estre arrestez par la justice des lieux et de confiscacion de leurs chevaux; et ne prendront les chevaux ne les jumens des bonnes gens pour porter leurs harnois et autres bagues (a), comme ilz ont accoustumé de faire, sur les peines que dessus.

(10) *Item.* Se aucuns sont trouvés tenant les champs, soyent de l'ordonnance ou autres, les gens d'armes estans logiez au pays les pourront destrousser et applicquer à eux la deffere (b), en livrant les corps à justice, pour en faire faire telle pugnicion qu'il appartendra; et s'il n'y a gens d'armes logiez, le bailly, seneschal, ou leurs lieutenans, appelez ceulx qu'ilz verront estre à faire, les pourront prendre et pugnir en la fourme que dessus, sans routesvoves, en ce faisant, faire aucune commocion de peuple.

(11) *Item.* Que par cette presente ordonnance n'est entendu aucunement déroger aux ordonnances de la guerre, precedant ces presentes, autrement que contenu est es articles cy-dessus escripts.

Ensuit le serment fait par les Capitaines.

Je promets et jure à Dieu et à Nostre-Dame, ou qu'elle me puist nuyre en tous mes affaires et besoins, que je garderay justice et feray garder par ceulx dont j'ay la charge, et ne souffriray faire aucune pillerie, et pugniray tous ceulx de madicte charge que je trouveray avoir failly, sans y espargner personne et sans aucune affection, et feray faire reparation des plaintes qui vendront à ma congnoissance, à mon pouvoir, avec la pugnicion dessusdicte; et promets faire faire à mon lieutenant, semblable serment que dessus.

Ainsi signé : J. DELALOERE.

Collacion faite par Guffroy Vallé et maistre Jehan de la Guyhard, tabellion à Ahun (c), pour le Roy nostre sire, le xj.^e jour de May, l'an mil CCC LXVII. *Ainsi signé : GUYHARD.*

NOTES.

(a) Bagages.

dans la Marche, aujourd'hui le département de la Creuse.

(b) Ce dont on les aura dépouillés.

(c) Ahun est à trois lieues de Gueret,

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1468.

(a) Lettres de légitimation pour un Fils naturel du Comte du Maine (b).

*L*UDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex. Illegitimè genitos, quos vite decorat honestas, nature vitium minimè decolorat; nam decor virtutis abstergit in prole maculam geniture, et pudiciâ morum pudor originis aboletur. Novum

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 315. On trouve dans ce même registre, et dans les registres 195 et suivans, beaucoup d'autres lettres de légitimation, accordées par Louis XI dans les premières années de son règne; nous nous bornons toujours à en donner quelques-unes. Nous

imprimons celles-ci de préférence, à cause du haut personnage qu'elles concernent. Nous choisirons ainsi, de temps en temps, celles qui nous paroîtront devoir être préférées.

(b) Voyez le tome XVI, page 95, note d, et pages 188 et suiv.

igitur facimus universis presentibus et futuris, quòd, licet dilectus noster Ludovicus, filius naturalis carissimi dilectissimique avunculi nostri Karoli, Comitis Cenomanie, et. . . (a), ex illicita copula traxerit originem, talibus tantisque virtutum donis et morum venustate coruscat, armorumque strenuitate pollet idem Ludovicus, quòd in ipso id suppleant virtutes et merita quòd ortus odiosus adiecit; ideoque, super defectu natalium quem patitur, gratiam quam nobis prefatus avunculus noster ejus genitor humillimè postulavit, meriti debet obtinere. Hinc est quòd nos, hiis actentis, ad humillimam predicti avunculi nostri supplicationem, aliisque quamplurimis causis ad hoc animum nostrum moventibus, ipsum Ludovicum Cenomanensem, de nostre regie potestatis plenitudine, auctoritateque regia et gracia speciali, legitimamus, et legitimacionis titulo decoramus per presentes, volentes quòd ipse Ludovicus deinceps, in judicio et extrà, pro legitimo habeatur, ac eidem concedentes et cum eo dispensantes, ut, quamquam ex illicito còiu traxerit originem, bona mobilia temporalia quecumque et immobilia acquirere, et jam acquisita retinere et pacificè possidere valeat ac de eis disponere in vivos vel testamento, ad sue libitum voluntatis, et ad quoscumque honores, officia et alios actus legitimos admittatur, ac si esset de legitimo matrimonio procreatus; quòdque etiam sui liberi, si in futurum habeat, totaque ejus posteritas de legitimo matrimonio procreata seu procreanda, in bonis suis quibuscumque eidem jure hereditario succedant, succedereque possint et valeant, nisi aliud quàm natalium hujusmodi repugnet defectus, predicto defectui, quem prorsus abolemus, jure, constitutione, statuto, edicto, consuetudine, usu generali vel locali regni nostri ad hoc contrariis non obstantibus quibuscumque, absque eo quòd idem Ludovicus Cenomanensis, nec quispiam pro eo, nobis aut nostris officiariis, nunc aut in futurum, pro premissis, aliqualem financiam solvere prestareque teneatur; quam quidem nos, predicti avunculi nostri intuitu, nobisque per eundem hactenus impensorum obsequiorum consideratione, remittimus, quictamus et donamus, per presentes manu nostrà signatas. Quocirca dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum et thesaurariis Parisiensibus, senescalco Pictaviensi, ballivoque Turonensi, ceterisque justiciariis et officiariis nostris aut eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, serie presentium, mandamus quatinus dictum Ludovicum Cenomanensem et ejus posteros nostris presentibus concessione et gracia uti et gaudere pacificè faciant et permittant, absque quovis impedimento; quòd si illatum foret, id reparetur, et ad statum pristinum et debitum reducant et reduci faciant indilata, visis presentibus, quibus, ut perpetue stabilitatis robur obtineant, nostrum jussimus apponi sigillum. Nostre tamen intencionis non existit, quòd, per hanc nostram legitimacionis concessione, idem Ludovicus Cenomanensis, sui que nati et posteri etiam de legitimo matrimonio procreandi, jam dicto avunculo nostro Comiti Cenomanensi, suisque heredibus aut posteris, succedere quovismodo valeant in futurum, nec jus in sua hereditate, quocumque seu propter hoc, vindicare, nostro in aliis et in omnibus semper alieno jure salvo. Datum Ambasie, mense Maii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, et regni nostri septimo. Sic signatum: Per Regem. BOURRE. Visa. Contentor. J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1468.

NOTE.

(a) Le nom ne se trouve pas dans le manuscrit.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

(a) Ordonnance sur la Levée du quart de sel (b) en Poitou et dans les pays voisins.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux seneschaux de Poitou, de Xaintonge, et aux esluz sur le faict des aydes, tant esdicts pays qu'à la Rochelle, ès pays d'Angoumois, de Limosin et de la Marche, ou à leurs lieutenans ou commis, salut. De la partie de nostre bien-ami Michel Gaillard, fermier du quart de sel qui se leve de par nous ès pays dessusdicts, nous a esté exposé que, dès l'an 1464, ladicte ferme luy fut par nous baillée et livrée à neuf années, lors commençant, qui finiront le dernier jour de decembre 1472, pour la somme de quinze mille livres tournois, pour chacune desdictes années; et luy fut octroyé et accordé par nous, en faisant ledict bail, qu'il leveroit ledict quart de sel ès lieux, en la qualité et en la forme qu'il se devoit du temps du feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et selon les ordonnances royales qui par luy furent faictes, touchant la maniere de lever ledit quart de sel (c). Et combien que par icelles ait esté et soit ordonné et mandé que ledit quart de sel soit levé par les fermiers d'icelluy ou leurs commis, en et par tous lesdicts pays et sur les extrémités d'iceux, par tant de fois que ledict sel est vendu, revendu, eschangé ou transporté hors des fins et limites desdicts pays, au prix qu'il se vend, revend ou échange esdicts lieux, et qu'il vaut ès fins et limites dudit pays, à l'heure qu'il en est mis et tiré hors, pour le mener ès autres pays où ledict quart n'a point lieu, néanmoins, sous ombre d'une commission n'agueres donnée en la chambre de noz amis et féaulx les generaux conseillers sur le faict de la justice des aydes à Paris, sans ce qu'ilz eussent vu lesdictes ordonnances ne ouy nostre procureur ne lesdicts fermiers, qui entendent mieux ladicte matiere que autres, deffense a esté faicte que on ne leve plus ledict quart de sel, sinon au regard du premier prix qu'il couste sur les lieux et salines où il est premierement pris et achetté; et à ceste cause, si ladicte deffence avoit lieu, ledict quart de sel diminueroit, chacun an, de plus de dix mille livres tournois, en nostre très-grand prejudice, et seroit la destruction dudit exposant, si par nous n'estoit sur ce pourvu, comme il dit, requerant humblement qu'il nous plaise le descharger de ladicte ferme et le recevoir à compte de ce qu'il en a reçu cette année presente, ou le luy souffrir lever selon la forme de sondict bail et desdictes ordonnances, et sur ce luy pourvoir convenablement. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, qui ne voulons le train et ordre accoustumé touchant le faict dudit quart de sel estre interrompu ni discontinué sous couleur de ladicte

NOTES.

(a) Transcrite sur un registre de la Cour des aides, qui contient les ordonnances sur le fait du sel et des gabelles, depuis le 1.^{er} decembre 1383 jusqu'au 5 février 1500, pages 27 et 28.

(b) Cinq sous par livre sur la vente du sel. Il y avoit un autre droit perçu en augmentation, sur le prix du sel, dans les pays de petites gabelles: il tiroit son nom de cette

augmentation même; on l'appelloit le droit de la double. Des actes que nous avons cités, page 46, note a, annoncent que, dans les premières années du règne de Louis XI, il étoit de dix deniers par quintal de sel, en Languedoc.

(c) Voir les instructions et ordonnances de l'année 1451, tome XIV, pages 199 et suiv.

commission, vous mandons et connectons par ces presentes, que ledict quart de sel vous faictes et souffrez lever par ledict Michel Gaillard, fermier, ses gens et commis, en et par tous lesdicts lieux, par chacune fois que ledict sel sera vendu, revendu et eschangé, et au prix qu'il sera vendu et revendu ou eschangé es lieux où se feront lesdictes ventes et eschanges, et pareillement le quart de tout le sel qui sera transporté et mené hors desdicts pays, au prix que ledict sel vaut aux fins et limites desdicts pays, à l'heure qu'il en est mis hors, pour le mener es autres pays où ledict quart n'a point de cours, tout par la forme et maniere qu'il se faisoit, tant du vivant de nostredict feu seigneur et pere, comme depuis nostre avenement à la couronne, et qu'il se faisoit avant ladicte commission obtenue, en contraignant et faisant contraindre à ce faire et souffrir tous marchands de sel et autres qu'il appartendra, par prise, vendue et exploitation dudit sel, et de leurs autres biens et voitures, arrest et detention de leurs personnes, si mestier est, et par toutes autres voyes et manieres accoustumées à faire pour nos propres besognes et affaires, et tout selon lesdictes ordonnances royaux, nonobstant lesdictes defenses faictes par vertu de ladicte commission desdicts generaux de la justice, auxquelles ne voulons aucunement estre obtemperé, et nonobstant oppositions ou appellations quelconques faictes ou à faire, pour lesquelles ne voulons par vous en ce aucunement estre defféré; de ce faire vous avons donné et donnons plain pouvoir, auctorité, commission et mandement especial. Mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjects, que à vous et à chacun de vous, vos commis et deputés, en ce fassant, obéissent et entendent diligemment, prestant et donnent conseil, confort, ayde et prisons, si mestier est et requis en sont. Et affin que aucun ne puisse pretendre cause d'ignorance du contenu en cesdictes presentes, nous voulons que vous les faciez publier, chacun en sa jurisdiction, es lieux accoustumés et pour ce faire necessaires, et que au *vidimus* d'icelles, faict sous scel royal, foy soit ajoutée comme à l'original. *Donné à Amboise, le sixiesme jour de Juin, l'an de grace 1468, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monseigneur le Duc de Bourbon, Tanguy Duchastel, maistre Jehan de Reilhac, et autres presens.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

(a) *Ordonnance relative à diverses Fraudes commises touchant le quart du sel.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux seneschaux de Poitou et de Xaintonge, gouverneur de la Rochelle et bailliy du grand fief d'Aulnis, et aux esluz sur le faict desdictes aydes esdicts pays et en Angolmois, ou à leurs lieutenans ou commis, salut. Il est venu à nostre connoissance que plusieurs marchands de sel, saulniers et autres de divers estats, ont, puis aucun temps en çà, faict et font encore chacun jour plusieurs grandes fraudes et abus, touchant le quart de sel que avons acoustumé faire lever et prendre esdicts pays, et aussi sur celui qui est tiré par les rivières de Gironde, Garonne et Dordogne, et es fins et limites d'entre les pays où

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

NOTE.

(a) D'après le registre indiqué dans la note a des lettres précédentes, pages 29 et 30.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

se leve ledict quart de sel, et ceux où nous ne prenons aucun droit de gabelle, et pareillement au pays de Marche, d'Anjou, pour ce que plusieurs ne savent les ordonnances qui sur ce furent faictes du vivant de feu nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu absoille (a), lequel fit mettre ledict quart de sel en ordre; à cause desquels abus l'esmolument dudit quart de sel est grandement diminué, et seroit encore plus, si par nous n'y estoit donné provision, ainsi que remontré nous a esté. Pour obvier auxquels abus, et affin que nul ne puisse pretendre cause d'ignorance desdictes ordonnances, nous avons fait extraire d'icelles ordonnances aucuns articles, lesquels voulons estre publiés et gardés en la forme et maniere qu'ils estoient du vivant de nostre dict feu seigneur et pere, et desquels la teneur s'ensuit :

Et premierement. Voulons et ordonnons estre levé de tout le sel qui se vendra esdicts pays, par tant de fois qu'il sera vendu, revendu ou eschangé, cinq sols pour livre, et du plus, plus, et du moins, moins.

(2) *Item.* Et affin que aucune fraude ne se commette par les vendeurs, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes, que chascun marchand ou autre ayant sel, plus qu'il ne luy est besoin pour sa depense, vienne devers nosdicts eslus esdicts pays, ou leurs commis, notifier et declarer le nombre de sondict sel, dedans dix jours après la publication de ces presentes, sur peine de confisquer ledict sel et d'amende arbitraire.

(3) *Item.* Après ce que inventaire sera fait d'icelluy sel en chascune maison, que nuls ne soyent si hardis de descendre aucun sel esdicts lieux où icelluy inventaire aura esté fait ne ailleurs, sans le venir promptement dire et declarer à nosdicts eslus ou à leurs lieutenans sur ce ordonnés, sur peine de perdre ledict sel, chevaux et harnois, et d'amende arbitraire.

(4) *Item.* Que chacun qui vendra sel paye au receveur dudit quart ou au fermier d'icelluy ou autre commis à icelluy lever, cinq sols tournois pour livre de tout le sel par luy vendu, revendu ou eschangé, sur peine de confiscation de tout ledict sel et d'amende arbitraire.

(5) *Item.* Que aucun ne soit si osé ne si hardi de transporter sel hors desdicts pays es lieux où ledict quart n'a point de cours, sans d'icelluy payer ledict quart es limites et fins dudit pays avant que yssir (b) d'icelluy, au receveur ou commis à ce, sur peine de perdre ledict sel, chevaux et harnois, et d'amende arbitraire.

(6) *Item.* Que tous ceux qui pourront trouver aucunes gens faisant le contraire, et menant le sel contre les ordonnances dessus dictes et declarées, auront pouvoir de prendre icelluy sel avec les gens et bestes qui en seront trouvés saisis; et ceux qui ainsi les prendront et ameneront devers nosdicts eslus ou autres leurs commis à ce, auront la moitié desdicts sel et bestes qui par eux seront ainsi pris et trouvés, avec la moitié des amendes et confiscations qui y echerront.

(7) *Item.* Que tous marchands et autres personnes quelconques, eux entremettant de fait de marchandise de sel, seront tenus d'ores en avant, quand ils acheteront ledict sel en nosdicts pays et eslections et dedans les fins et mettes d'iceux, de dire et declarer leurs noms et surnoms et le lieu où ils font leur demeurance, et de bailler caution, si mestier est,

NOTES.

(a) Voir, tome XIV, pages 199 et suiv. l'ordonnance déjà citée de Charles VII. On peut consulter aussi les pages 192 et 193.

352 et suiv., 474 et 475 du même volume.

(b) Sortir.

de payer ledict quart à celuy ou ceux qui par nous ont ou auront la charge au temps advenir, avant que partir ni transporter ledict sel hors du lieu où ils l'auront acheté, et de payer ledict quart ausdicts commis ainçois (a) que partir hors des fins et mettes desdictes eslections; et s'il advenoit que aucuns menassent sel es pays où ledict quart a cours, ils seront tenus de bailler caution de payer ledict quart, ou d'apporter certification, dedans trois mois après ensuivans, du lieu où ledict sel aura esté mené et dechargé; et ce, sur peine de confisquer ledict sel et d'amende arbitraire, icelle à appliquer moictié à nous et moictié aux inventeurs et à ceux qui de par nous ont ou auront la charge de recevoir ledict quart.

(8) *Item.* Et que d'ores en avant aucuns charrois ne bestes chargées de sel qui viendront du lieu de Beauvoir-sur-mer (b) le Coustumier, et autres lieux et pays où ils prennent sel et transportent pour mener es paroisses de Saint-Macaire-le-May, la Seguinere, Becgrolle, Saint-Sauveur-de-Roussay, la Remaigne, Saint-André-de-la-Marche, Saint-Pierre-de-Chambroigne, et autres qui se dient estre de ladicte Marche commune (c) de Poictou et d'Anjou et hors d'icelles paroisses, passeront et seront tenus passer au lieu de Becgrolle ou la Seguinere, deçà la riviere du Maine (d), où ils seront tenus de payer ledict quart de sel aux fermiers ou commis à icelluy recevoir de par nous, sur peine d'amende arbitraire de confiscation de bœufs, charrois (e), bestes et sel, à appliquer selon les ordonnances royaux sur ce faictes.

(9) *Item.* Et que tous ceux qui seront trouvés passans charrois, bestes, vendans, revendans ou eschangeans sel esdictes paroisses et autres lieux qui se dient estre Marche, soyent contraints réaument et de faict à payer à nous, ou ausdicts fermiers ou commis et deputés de par nous, le quart dudict sel, par prise, arrest ou exploitation de leurs bestes, charrois, sel, et, se mestier est, de leurs personnes en cas de desobéissance ou contredit de le payer, selon les instructions et ordonnances sur ce faictes, et comme pour nos propres dettes.

Si voulons et vous mandons, et à chacun de vous en connectant, que lesdicts articles vous faictes publier en vos juridictions et lieux accoustumés, et aussi sur les fins et extremités des pays où se t're ledict sel, sujet à payer ledict quart, et les faictes garder et entretenir de point en point selon leur forme et teneur, et à ce faire et souffrir contraignez ou faictes contraindre tous ceux qu'il appartiendra et seront à contraindre, par toutes voyes et manieres accoustumées à faire pour nos propres besognes et affaires, nonobstant oppositions ou appellacions et quelconques commissions qui soyent ou pourroient estre données au contraire par nos amés et féaux les generaux conseillers sur le faict de la justice de nosdicts aydes, ou autres, pour lesquelles ne voulons en ce estre aucunement differé ni retardé: de ce faire vous donnons pouvoir, et mandons et commandons à tous nos

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

NOTES.

(a) Avant.

(b) En Poitou; aujourd'hui, dans le département de la Vendée.

(c) N'est-ce pas ainsi qu'il faut lire, et non, comme on le voit, page 201 du tome XIV, dans une loi semblable, de ladicte Marche, comme de Poitou?

(d) Les mêmes lettres du tome XIV disent la riviere *Domay*; page 202, ligne 1.^{re}

Tome XVII.

C'est encore une erreur, qu'on ne peut expliquer qu'en l'attribuant à une inadvertance. Elle est répétée dans la Table des matières, page lxxxvii.

(e) Ou *chariots*. On doit lire encore *chariots* dans plusieurs autres passages de cette ordonnance, où la copie d'après laquelle nous l'imprimons, porte *charrois*.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1468.

justiciers, officiers et subjects, que à vous et à chacun de vous et à vos commis et députés, en ce faisant, obéissent et entendent diligemment, et vous presentent et donnent conseil, confort, aide et prisons, se mestier est et par vous requis en sont. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir à besongner en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict sous scel royal, pleine foy soit ajoutée comme à ce present original. *Donné à Amboise, le 6.^e jour de Juin, l'an de grace 1468, et de nostre regne le septiesme, sous nostre scel, ordonné en l'absence du grand.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monseigneur le Duc de Bourbon, Tanguy Duchastel, maistre Jean de Reillac, et autres presents.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Lagny (c),
le 20 Juin
1468.

(a) Lettres qui rendent aux Prévôt et Chapitre de Saint-André de Grenoble (b) le droit de nommer à tous les canonicats et bénéfices vacans dans cette église.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Delphinus Viennensis, universis presentibus pariter et futuris, salutem. Quoniam dignum et laudabile censemus ut locus Domini, virorumque ecclesiasticorum, in pace requiescat et iuribus sibi concessis tranquille letetur, notum facimus quòd, viso tenore instrumenti ordinacionum factarum et juramento firmatarum per recolende memorie dominum Andream (d), Delphinum, Comitem Vienne et Albonis (e), predecessorem nostrum, ecclesie collegiate Sancti Andree Gratianopolis, capelle Delphinalis nuncupate, fundatorem, cujus quidem instrumenti tenor sequitur in hec verba :

In nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem M.^o CC.^{mo} XXVII.^{mo}, kalendas februarii, Gregorio IX summo Pontifice residente, ut sciant omnes iam presentes quàm posteri, quòd cum prepositus et canonici quos Comes Delphinus apud Champagniacum (f) instituerat, transferre se vellent in civitate Gratianopolitana, in ecclesia Sancti Andree, quam prior Sancti-Martini, nomine Heustachius, de consensu et voluntate nostris eis concessit, nos Soffredus (g), episcopus Gratianopolitanus, considerans pium propositum et devotionem erga Deum nobilis viri Andree, Delphini, Comitis Vienne et Albonis, precibus ipsius, contemplacione divine pietatis, habito super hoc prudentium virorum consilio, videlicet Jacobi de Monte-canuto, cantoris Vienne, et magistri Altardi, canonici Dyensis, dictis preposito et canonicis hoc concessimus sub hac forma :

Quòd prepositi Sancti Andree, quicumque fuerint, perpetuis temporibus, postquam fuerint electi, presententur episcopo Gratianopolitano et ab eo confirmentur, facientes dicto episcopo obedientiam et fidelitatem, prestitio super sancta Dei Evangelica corporali juramento ; teneatur autem quilibet prepositus facere dictam obedientiam et fidelitatem cuilibet episcopo Gratianopolitanensi, postquam dictus

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 174.

(b) Voir l'ancienne édition de la France chrétienne, tome II, page 604.

(c) Voir la note a ci-après, page 93.

(d) Nommé Guigues VI, comme Comte et Dauphin de Viennois.

(e) Albon, château de Dauphiné, dont les seigneurs devinrent aussi seigneurs de Grenoble, vers le milieu du XI.^e siècle. Guigues I.^{er}, dit le Vieux, étoit alors Comte d'Albon.

(f) Champagnier.

(g) Gallia Christiana, ibid. pag. 604.

episcopus confirmatus fuerit, licet ejus antecessori seu antecessoribus eam ante fecerit.

Capellani verò qui in dicta ecclesia Sancti Andree celebrabunt divina, faciant similiter dicto episcopo et suis successoribus obedientiam et fidelitatem.

Capitulum autem Sancti Andree eligendi suum prepositum liberam habeat potestatem; prepositus verò, cum suo capitulo, electionem et institutionem suorum canonicorum, et thesaurarii et cantoris et capellanorum, liberam habeant: dictus verò episcopus et ejus successores in perpetuum habeant jurisdictionem plenariam, visitationem, cohercionem, correctionem, procurationem, in supradictis preposito et canonicis et eorum clericis et ecclesia, et ab eo recipiant ordines, consecrationes altarium, et omnia alia ad jus episcopale pertinencia, et ei subsint pleno jure, tam in spiritualibus quàm in temporalibus, sicut alii clerici et familia ipsorum, et tanquam propria familia dicti episcopi censeantur, et eodem tantummodo jure subsint quo et propria familia; prepositus tamen correctionem habeat in suis canonicis et clericis in ecclesia.

Quod autem dictum est de familia canonicorum, intelligatur de ipsorum mercenariis, et de eis qui eisdem canonicis in aliquo serviunt officio, et de hiis qui, sine certo officio, de ipsorum mensa pascuntur, in eorum domibus commorantes: hec autem omnia que de familia dicta sunt, intelliguntur, et de familia communitatis ipsorum canonicorum, et de familia singulorum.

Preterea, tam supradictus prepositus quàm universi canonici sui ecclesiam Sancti Andree de Champiniaco, in qua jus tamen presentandi capellanum eisdem dederamus, nobis Soffredo, Dei graciâ Gratianopolitanensi episcopo, et successoribus nostris, per se et successores suos, demiserunt et absoluit reddiderunt.

Hec supradicta dictus Andreas Comes, pro se et successoribus suis, et prepositus et canonici sui, nobis Soffredo Gratianopolitanensi episcopo, et nostris in episcopatu successoribus, super sancta Dei Evangelia juraverunt universa et singula firmiter et fideliter tenere et observare, et quod nullo modo nulloque tempore venient contra ea que predicta sunt vel aliquid de predictis, neque privilegio vel exemptione vel alio quocumque beneficio juris generalis vel specialis, vel consuetudine aliquâ, vel aliquis ex dictis canonicis vel aliquis pro eis impetraverint vel impetraverit aliquid contra hec que predicta sunt, vel aliquod de predictis impetratum non valeat, nec impetrato uti possint.

Actum Gratianopoli, in camera majori cum fornello (a) domûs episcopalis, testibus presentibus Guigone de Auriis, Heustachio priore Sancti Martini de Miseriaco, Raymundo monacho, Guillelmo priore de Lans, Auberto Anuncio, Guillelmo de Bosco, Hugone de Bornas, Petro de Clayo capellano, Bernardo priore de Marnaccio, et Guigone de Cappigny. Ad majorem autem firmitatem supradictorum omnium, sigillis domini Joannis (b), Viennensis archiepiscopi, et domini Soffredi, Gratianopolitanensis episcopi, et capituli Cartusie (c), et Andree Delphini, Comitiss Vienne et Albonis, et capituli Sancti Andree supradicti, presens est cartula roborata.

Nos, ad supplicationem dilectorum oratorum nostrorum, prepositi, canonicorum

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTES.

(a) Je crois que cela veut dire la chambre à cheminée, la grande et principale salle de la maison.

(b) Jean de Burnino. Si cet acte eût été connu des auteurs de la France chrétienne (*Gallia Christiana* Vet. tom. I, pag. 804), il

aurait diminué leur incertitude sur l'époque à laquelle ce prélat devint évêque de Grenoble.

(c) De la Chartreuse. On sait que la maison principale de cet ordre étoit dans le diocèse de Grenoble, et à quelques lieues de cette ville.

Tome XVII.

M ij

LOUIS XI,
à Lagny,
le 20 Juin
1468.

et capituli dicte ecclesie Sancti Andree, asserentes quòd tam ipsi quàm eorum predecessores, à tempore fundacionis ipsius ecclesie et ordinationum predictarum, juxta mentem dicti fundatoris, fuerunt in possessione pacifica et quieta eligendi et instituendi canonicos, prebendatos, cantorem, thesaurarium, capellanos et ceteros dicte ecclesie officarios, absque aliquali condicione, excepto à quatuor vel quinque annis proximè preteritis citrà, quòd ipsis supplicantibus fuerunt aliqua impedimenta, in electione et institutione dictarum prebendarum, apposita et illata, sumptâ occasione videlicet quòd, pretextu cujusdam bulle in camera compotorum nostrorum Dalphinatus repositæ, invalide tamen et numquam exequite, presentacio, institutio et omnimoda dispositio dictarum prebendarum sive canonicatum ad nos et successores nostros pertinere videbantur; quare, pro parte ipsorum prepositi, canonicorum et capituli, nobis fuit humiliter supplicatum, ut, dictis impedimentis non obstantibus, predicto instrumento ordinationum suprâ inserto manus nostre confirmacionis adherere de speciali gracia dignaremur, quâ mediante, dicti supplicantes eorumque in dicta ecclesia successores, perpetuò, dictis electione, institutione et omnimoda dispositione canonicatum, prebendarum, thesaurarii, cantoris, capellanorum et aliorum dicte ecclesie officiariorum, utantur et gaudeant, sicuti ante tempus dictorum impedimentorum utebantur et gaudebant, pacificè et quietè. Nos itaque, vestigia predecessorum nostrorum insequentes, ut ipsi supplicantes potenciâ regie majestatis atque dalphinalis adjuti se noverint et feliciori securitate ulteriùs pociantur, dicte supplicationi annuentes, conicplatione et favore dictorum supplicantium, qui liberè, spontaneè et gratis, pro se et suis in dicta ecclesia successoribus, nobis obtulerunt fundare et dotare ac ornamentis necessariis munire capellam seu capellaniam ad altare et sub vocabulo Sancti Raphaelis Archangeli, per nos et nostro nomine in ipsa ecclesia Sancti Andree noviter constructam et edificatam, in ipsaque capella ad onus dicti capituli celebrare seu celebrare facere, suis et dicte ecclesie sumptibus perpetuis, unam missam cothidianam, ad intencionem nostre salutis ac nostrum successorum, maturâ super hoc deliberacione prehabita, principaliter ob reverenciam Dei omnipotentis et gloriose Virginis Marie ejus genitricis, ac etiam devocione quam in beato Apostolo Andree dicte ecclesie patrono gerimus, in hac parte, denuò quòd multùm nobis placet dictum instrumentum ordinationum superius insertum, et omnia in eodem contenta, prout ibidem dicta et scripta sunt, tanquam ritè et legitimè facta, ratas et gratas, rataque et grata habentes, laudamus, approbamus, ratificamus et confirmamus, et dictis preposito et capitulo omnia et singula supradicta de novo, quantum opus est, concessimus et concedimus de gracia speciali per presentes; volumus insuper et declaramus hec omnia et singula eisdem preposito et capitulo, dinceps perpetuò, inviolabiliter observari. Quocirca dilectis et fidelibus nostris gubernatori seu ejus locumtenenti, gentibusque parlamenti, compotorum et thesaurario dicti nostri Dalphinatus, et eorum cuilibet prout ad eum pertinnerit, tenore presentium damus in mandatis, quatinus dictos supplicantes et eorum successores in dicta ecclesia, nostris presentibus confirmacione, dono, gracia et largicione, uti perpetuò pacificè et gaudere faciant, patiantur et permittant, nullum quovismodo impedimentum eis circa hec apponendo, nec à quoquam dari vel apponi quomodolibet permittendo; et si que impedimenta vel novitates circa ea que dicta sunt eis facta vel data aut apposita fuerint, illas et illa tollant et amoveant, ad statumque pristinum reducant seu reduci faciant indilatè: quod sic fieri volumus et ordinamus, prefatis impedimentis ac bullâ predictâ, necnon processibus super hoc factis aut fiendis, constitutionibusque ac ordinationibus, statutis, restrictionibus et licetis impetratis aut impeirandis in contrarium, non obstantibus quibuscumque. Et ad majorem premissorum firmitatem et robur, ac hujus rei perpetuam memoriam,

sigillum nostrum presentibus licetis duximus apponendum. Datum Lantigniaci (a), die xx.^{ma} mensis Junii, anno Domini mil.^o cccc sexagesimo-octavo, et regni nostri septimo. Per Regem Delphinum, domino Cardinali Andegavensi, domino Turonensi (b), magistro hospicii magno, et aliis, presentibus. B. MEURIN. Visa. Contentor. ANTHONIS.

LOUIS XI,
à Lagny,
le 20 Juin
1468.

NOTES.

(a) Ce doit être Lagniac. Je ne connois pas de lieu nommé Lantigny : la date des lettres suivantes ne peut d'ailleurs laisser aucun doute à cet égard.

(b) Gérard de Crussol. Voir le *Gallia Christiana*, première édition, tome I.^{er}, page 783.

(a) *Abolition des Redevances dues au Roi par l'abbaye de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne.*

LOUIS XI,
à Lagny,
le 21 Juin
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme de la partie de noz chiers et bien-amez les religieux, abbé et couvent de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne, nous ait esté exposé que ladicte abbaye, qui est de fondacion royale, fut anciennement douée et depuis accrue et augmentée, tant par noz predecesseurs Roys de France, de bonne memoire, comme par les Contes de Champagne, de plusieurs belles seigneuries, possessions et revenues, et y souloient seoir et avoir cours, trois fois l'an, les foires de Champagne et de Brye, desquelles ladicte esglise avoit, chascun an, dix ou douze mille livres tournois de prouffit, qui estoit la principale et plus clere revenue d'icelle; mais, à l'occasion des guerres et divisions qui ont esté en nostre royaume, lesdictes foires y ont cessé dès sept vingt ans ou environ, et n'en ont eu aucun prouffit, et avec ce, ont esté et sont diminuées les autres revenues de ladicte esglise, tellement que ce qui en vient ens (b) ne peut souffire à l'entretienement de la reste de la ruyne de leur esglise et des maisons et autres ediffices d'icelle abbaye et des charges dont elle est chargée envers plusieurs esglises, maladeries (c), et autres personnes, tant par dons et laiz faicts par leurs fondeurs (d) et augmentateurs que autrement; et neantmoins, ilz ont esté et sont poursuis et contrains du payement de deux cents livres tournois, en quoy on a voulu et veult dire qu'ilz sont reddevables, chacun an, à nostre recepte ordinaire de Meaulx, à cause de nostre garde de ladicte abbaye et du giste (e), pour lesquelles contraintes et executions y a plusieurs appellations interjectées en nostre court de parlement; et entre les autres, y en a une pieça pendante et appointée en droict, entre nostre procureur, d'une part, et lesdicts exposans, d'autre; humblement requerans que, eu regard à ladicte ruyne et diminution qui est toute notoire, aussi que, par les anciens livres

NOTES.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 149.

(b) Dedans; ce qui en est reçu, recueilli.

(c) Ou maladeries, hôpitaux pour les ladres ou lépreux. Il est parlé des maladeries dans deux lois de Philippe-le-Bel, de 1308

et 1309, tome I.^{er} de cette collection, et dans plusieurs lois de ses successeurs, tome III et suiv.

(d) Fondeurs.

(e) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, pages cij et suiv.

LOUIS XI,
à Lagny,
le 21 Juin
1468.

et cartulaires (a) de ladite abbaye et par chartre autentique, appert que, en l'an mil deux cent vingt et trois, feu Thibault, lors Conte Palatin de Champaigne et de Brye (b), leur octroya, entre autres choses, que d'illec en avant, audict lieu de Lagny et en la terre d'icelluy, leurs officiers et serviteurs, telz comme ilz voudroient eslire jusqu'au nombre de vingt-sept, seroient francs et quictes perpetuellement de tout ost, chevauchée et exaction, nonobstant laquelle franchise lesdicts exposans et leurs predecesseurs ont benignement permis et tolleré que leursdicts officiers et serviteurs fissent comme les autres non exemps, il nous plaise avoir pitié et compassion d'eulx et de ladite abbaye, et à ce qu'ilz y puissent faire et continuer le service divin, les quicter et descharger à tousjours desdicts deux cents livres tournois, ensemble des arrieraiges qu'ilz en doivent, et sur ce leur eslargir nostre grace. Sçavoir faisons que nous, les choses dessusdictes considerées, qui avons veu à l'ueil ladite ruine, et des temps et causes d'icelle et de ladite diminucion, ensemble desdictes charges, esté duement informez, meuz pour ce raisonnablement de obtemperer à ladite requeste desdicts exposans, laquelle ilz nous ont faicte à nostre venue en ladite ville de Lagny, en laquelle n'avions encore esté depuis nostre advnement à la couronne, iceulx exposans et ladite abbaye avons, en l'honneur et reverence de Dieu et de la glorieuse Vierge Marie, et pour la singuliere-devocion que nous avons à ladite abbaye, et à ce que soyons participans ès prieres, bienffaitz et oraisons d'icelle, quictez et deschargez, quictons et deschargeons, par ces presentes, de grace especiale, à tousjours perpetuellement, de ladite reddevance de deux cents livres tournois et des arrieraiges qu'ilz en doivent de tout le temps passé jusques à huy, à quelque somme qu'ilz peussent monter, et mettons au neant lesdictes appellacions et tous les procès qui s'en sont ensuiz, et sur ce imposons silence à nostredict procureur et à tous autres. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les gens de nostredict parlement, les gens de noz comptes et tresoriers, à noz bailly, procureur et receveur de Meaulx, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, quittance et descharge, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts exposans et leurs successeurs en ladite abbaye, joyr et user plainement et paisiblement, en les mectant hors desdicts procès, sans jour, sans terme, sans amende, et sans leur donner et seuffrir donner aucun destourbier ne empeschement au contraire; mais se leur temporel ou auscuns des biens d'icelle abbaye sont ou estoient pour ce prins ou empeschez aucunement, les leur mectent ou facent mectre sans delay à plaine delivrance. Et par rapportant cesdictes presentes, signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles faict soubz scel royal, avec recongnissance sur ce souffisant d'iceulx exposans, pour une fois seulement, nous voulons nostredict receveur ordinaire de Meaulx, present et advenir, en estre et demourer quicte et deschargé par-tout où il appartiendra, sans aucune difficulté. En tesmoing de ce, nous avons faict mectre nostre scel à ces presentes. *Donné à Lagny-sur-Marne, le xxj. jour de Juing, l'an de*

NOTES.

(a) Pour *cartulaires*.

(b) Thibault IV, surnommé le Grand. C'est lui qui régla, en 1224, par une loi qui

fut long-temps célèbre, comment les biens seroient partagés entre les enfans mâles des familles nobles.

grace mil quatre cent soixante-huit, et de nostre regne le septiesme. Sic signatum sub plica : LOYS; et super plicam : Par le Roy. J. BOURRE.

LOUIS XI,
à Lagny,
le 21 Juin
1468.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, xiiij.^a die Julii, anno m.^o cccc.^o LXIII. Sic signatum : BRUNAT.

Collatio facta est cum originali. BRUNAT.

LOUIS XI,
à Meaux,
le 24 Juin
1468.

- (a) Lettres d'amortissement accordées au Chapitre de Gap, sous la réserve des foi et hommage, et à la charge d'armer quelques hommes, quand le service du Roi en Dauphiné l'exigera.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Dalphinus Viennensis, universis et singulis presentes litteras inspecturis, salutem. Illos maxime qui ad laudem divini cultûs intendunt, piis et devotis predecessorum nostrorum actibus salubribusque vestigiis inherentes, quantum nobis ab omnipotenti Deo conceditur, favorabiliter amplectimur. Accepimus enim quoddam Alexius de Bona, Scuijser, devotione motus, jam pridem, ad honorem Domini Dei nostri et beate Marie genetricis ejus, sub cujus nomine, necnon beati Arnulphi, patroni ecclesie cathedralis civitatis Vapincensis, fundata extitit, dedit et donavit decano et capitulo hujus ecclesie certos homines quos habebat in loco seu parochia Sancti Laurentii de Croso, cum omnimoda jurisdictione, alta et bassa, certisque censibus et serviciis quos ibidem antea percipiebat, ad causam certe donationis sibi facte per nobilem Katherinam Boissonne, in contractu matrimonii nobilis Jacobi de Bona, patris dicti Alexii et dicte Katherine, mariti ipsius Katherine expresso interveniente consensu, quorum omnium donatorum fructus, redditus et proventus, septem librarum Turonensium, secundum communem estimationem, valorem annuum non excedunt, que de fundo nostro movere dicuntur. Pro ipsorum igitur decani et capituli parte, qui majorem partem cum censibus habuerunt et possederunt, de presentique tenent et possident, jurisdictionemque altam et bassam una cum mero et mixto imperio ibidem habent et faciunt exerceri, et pro quibus, ut asserunt, homagium et fidelitatis sacramentum nobis aliis presterunt; nobis fuit humiliter supplicatum, ut eosdem decanum et capitulum, suosque successores, de dicto feudo cum suis pertinenciis, eis ut premititur donato et elargito, retinere et investire, necnon licentiam et facultatem acquirendi census, homines et redditus, in eisdem loco et parochia Sancti Laurentii de Croso, de feudo qui retrofeudo nostris moventes, usque ad summam sive valorem aliarum septem librarum Turonensium annuatim, ad ipsorum et dicte ecclesie utilitatem et pro dicti divini cultûs augmento, dare et concedere, ipsosque homines, jura, redditus et proventus admorticare, ut ipsi et sui successores illos perpetuo habere et possidere possint, de gracia speciali concedere dignemur. Nos itaque, dicte supplicationi inclinati, qui summo opere ecclesias et personas ecclesiasticas, et quam maxime dictam ecclesiam Vapincensem, divine maiestatis et Virginis gloriosissime ac beati Arnulphi intuitu, favoribus et graciis prosequi peroptamus optimis, in hiis specialiter que ad prefati divini cultûs augmentum pertinent, hiis igitur et aliis certis de causis ad hec nos iuste moventibus, ut dicta ecclesia ipsique supplicantes se à nobis speciali gracia et favore agnoscam prosequutos, et inde ad continuandum divinum servicium, precesque in ipsa

NOTE.

- (a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 175.

LOUIS XI,
à Meaux,
de 24 Juin
1468.

ecclesia, pro nostris prosperitate et salute, effundendum ferventiùs, animentur, ipsas donationem et transportum per dictum Alexium de Bona, sicut premittitur, factas, et omnia in eisdem contenta, ratas et gratas habentes, prefatis supplicantibus hic humiliter postulantibus, de ipsis censibus, hominibus, jurisdictione, redditibus et obventionibus ac pertinentiis suis universis, sibi, ut prefertur, donatis, retinimus et investivimus, retinemusque et investimus per presentes. Et insuper eisdem et eorum successoribus, tenore presentium, de specialis dono gracie, pro nobis et nostris in dicto nostro Dalphinatu successoribus, damus et concedimus licenciam, auctoritatem et liberam facultatem, ad perpetuitatem, nomine et ad opus dicte ecclesie Vapincensis, emendi aut alio quovis titulo acquirendi, de hominibus, censibus, jurisdictione, redditibus et proveniibus, de nostris feudo et retrofeudo vel dominio directo moventibus, in loco et parochia predicti Sancti Laurencii de Crosò existentibus, simul vel separatim, prout melius reperire poterunt, usque ad summam aliarum septem librarum Turonensium annui redditus, absque solicione alienjus redditus seu finacie nobis nec successoribus nostris, pro dictis omnibus jurisdictione et redditibus acquirendis, et aliis modo predeclarato acquisitis, hoc tamen reservato quod dicti decanus et capitulum supplicantes, pro predictis acquisitis et acquirendis, nobis et dictis successoribus nostris homagium et fidelitatis sacramentum facere et prestare teneantur, quoties super hoc fuerint requisiti, prout et quemadmodum pro aliis feudis, hominibus, censibus et jurisdictione quos habent et percipiunt in dictis loco et parochia Sancti Laurencii de Crosò, presterunt, facereque et prestare consueverunt, necnon de acquisitione seu adquisicionibus hujusmodi faciendis, in camera compotorum dicti nostri Dalphinatus, habeant debite certificare. Quos quidem homines, jurisdictionem, census, redditus et proventus, cum emphyteosi, et directo dominio rerum super quibus dicti census debere reperientur, una cum aliis hominibus, censibus, redditibus, modo jam dicto eis donatis et perlargitis, amortissamus et amortissatos esse volumus et concedimus per presentes, ita et taliter quòd dicti supplicantes, et eorum in dicta ecclesia successores, ipsos homines et jurisdictionem, census, redditus et proventus, parè et liberè, tanquam ritè et legitime amortissatos, tenere perpetuè et possidere valeant, nec illos extra manum suam et dicte ecclesie ponere quovismodo teneantur, salvo tamen nobis et reitendo quòd ipsi supplicantes et eorum predicti successores perpetuè teneantur et debeant nobis et successoribus nostris in dicto Dalphinatu facere et armare unum brigandinarium (a) sive francum archerium peditem, cum sex aliis in quibus ipsi decanus et capitulum nobis ab antiquo tenentur, tocienis quociens contingeret nos vel successores nostros armatam facere seu mandare in dicta patria Dalphinatus, eis modo et formà quibus dictos sex armigeros armare et ad serviendum mandare tenentur et consueverunt; mandantes preterea tenore presentium et precipientes dilectis et fidelibus nostris gubernatori aut ejus locumtenenti, gentibusque parlamenti, computorum et thesaurario dicti nostri Dalphinatus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinnerit, quantum prefatos supplicantes et eorum successores presentibus nostris concessione et gracià et amortissacione uti pacificè et gaudere faciant, patiantur et permittant, nullum impedimentum eis, quoad ea que dicta sunt, apponendo seu à quoquam apponi permittendo; et si propter ea, pridem donata essent capta, saisita vel ad manum nostram reducta, illa inconinenter relaxari et eisdem supplicantibus expediri volumus per easdem presentes, quoniam ita fieri volumus, et dictis supplicantibus, considerationibus predictis, concessimus et concedimus de speciali

NOTE.

(a) Voir la note g de la page 676 du tome XVI.

gracia

gracia per presentes, ordinacionibus, statutis seu defensionibus et licetis, in contrarium impetratis aut impetrandis, nonobstantibus quibuscumque. In cujus rei testimonium seu perpetuam memoriam et firmitatis roborem, sigillum nostrum hiis presentibus duximus apponendum. Datum Meldi, die xxiiij.^a Junii, anno Domini millesimo cccc sexagesimo-octavo, et regni nostri septimo. Sic signatum : Per Regem Dalphinum, domino Duce Borbonii (a), archiepiscopo Lugdunensi, vicecomite de la Belliere, et aliis, presentibus. B. MEURIN. Visa. Contentor. ANTHONIS.

LOUIS XI,
à Meaux,
le 24 Juin
1468.

NOTE.

(a) Charles de Bourbon, fils de Charles I.^{er}, Duc de Bourbonnois et d'Auvergne, et d'Agnès de Bourgogne, et frère de Jean, second du nom, comme Duc aussi de Bourbonnois et d'Auvergne, qui contribua tant

à chasser les Anglois de France, sous le règne de Charles VII; il n'avoit guères plus de onze ans, quand on le nomma archevêque de Lyon; il pouvoit en avoir trente-trois, à l'époque de ces lettres.

(a) Sécularisation de l'Église de Luçon.

LOUIS XI,
à Pluviers (b),
Juin 1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir reçue la supplication de nostre amé et féal conseiller l'evesque de Luçon et des religieux du chappitre de l'esglise cathedrale dudit lieu de Luçon, contenant que, puis aucun temps en ça, nostre Saint-Pierre (c) a exortez lesdicts religieux supplians, par certain brief (d), qu'ilz voulsissent estre contens, pour le bien et decoracion de leur esglise qui a esté par cy-devant de l'ordre de Saint-Benoist, qu'elle feust commuée en esglise seculiere, pour en icelle estre d'ores en avant establi et ordonnez chanoines, clerics et autres ministres seculiers, pour le service de ladite esglise; et combien que ladite commutation puisse grandement prouffiter à la decoracion de ladite esglise, néantmoins, pour ce que icelle esglise est de fondacion royal, lesdicts supplians n'y voudroient proceder ne entendre en aucune maniere sans avoir sur ce noz congé et licence, si comme ilz dient, humblement requerans iceulx. Pourquoy nous, ce que dict est considéré, desirans la prosperité et accroissement des faictz de ladite esglise et des membres d'icelle, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, consenti et octroyé, consentons et octroyons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que ladite esglise de Luçon et les membres d'icelle, qui ont esté par cy-devant et sont encore de present dudit ordre de Saint-Benoist, puissent estre commuez en esglise et membres seculiers, pour estre d'ores en avant desservie par chanoines, clerics et autres ministres seculiers. Si donnons en mandement par cesdictes presentes, aux seneschaulx de Poitou et de Saintonge, et à tous noz autres

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 312.

(b) Ou Petiviers, *Castrum piveris*, *Castrum pitiveris*, *Pithiverium*; aujourd'hui, sous-préfecture du département du Loiret.

(c) Paul II.

Tome XVII.

(d) Voir *Gallia Christiana*, tome II, aux Preuves, pages 390 et suiv.

Sixte IV donna, peu d'années après, pour ce chapitre sécularisé, des statuts qui sont également rapportés, tome II du *Gallia Christiana*, aux Preuves, pages 401 et suiv.

N

LOUIS XI,
à Pluviers,
Juin 1468.

justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que de noz presens grace, octroy et consentement, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs successeurs en ladite esglise de Luçon, et lesdicts membres d'icelle, joyr et user plainement et paisiblement à tousjours perpetuellement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Donné à Pluviers, au mois de Juin, l'an de grace mil cccc soixante et huit, et de nostre regne le septiesme. Ainsi signé : Par le Roy. J. BOURRE. Visa. Contient. J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Amboise (c),
Juin 1468.

(a) Lettres d'anoblissement (b) pour Hugues Cartier.

*L*UDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Probitatis merita, nobiles latus, gessusque laudabiles ac virtutum insignia, quibus persone decorantur et ornantur, merito nos inducunt ut eis justa opera, proprio creatoris exemplo, tribuamus, et eos eorumque posteritatem favoribus congruis et nobilium honoribus, ut nomen rei consonet, autollamus, quatinus ipsi hujusmodi prerogativa letentur, ceterique, ad agenda que bona sunt, ardencius aspirent, et ad honores, suffragantibus virtutum bonorumque operum meritis, adipiscendos alliciantur et avolent. Notum igitur facimus quod, accendentes viam laudabilem, morum honestatem, fidelitatem que, et alia quamplurima virtutum genera que in dilecto nostro Hugone Cartier, nonnullorum fide dignorum testimonio, noscuntur suffragari, et personam honorare volentes, siquæ sibi et posteritati sue ac proli in perpetuum cedere valeat ad honorem, eundem Hugonem Cartier, cum totâ ejus posteritate et prole utriusque sexus, in legitimo matrimonio procreata seu procreanda, et eorum quemlibet, de nostre regie potestatis plenitudine et speciali gratiâ, nobilitavimus et nobiliavimus per presentes, nobilesque facimus et habiles reddimus et eorum quemlibet ad omnia et singula quibus ceteri nobiles regni nostri utuntur et uti possunt seu consueverunt, ita quod ipse Hugo Cartier, ejusque proles et posteritas masculina, in legitimo matrimonio procreata et procreanda, à quocunque milite vulerint, cingulo militie (d) valeant decorari; concedentes eidem Cartier, universeque posteritati et proli, ex ipso legitimo matrimonio procreata et procreande, quod ipse et eorum singuli, in omnibus et singulis suis acibus, locis et rebus, in judicio et extrâ judicium, non ignobiles seu plebei, sed pro nobilibus et ut nobiles ab omnibus de cetero teneantur, et in perpetuum potiantur quibuslibet nobilitatibus, privilegiis, prerogativis et franchisiis, honoribus, libertatibus et juribus universis quibus

NOTES.

(a) Très. des chartes, reg. 197, pièce 9.

(b) Nous nous contentons aussi de donner, de temps en temps, quelques-unes de ces lettres; elles sont nombreuses à cette époque; il n'y a pas un registre du Trésor des chartes, correspondant au règne de Louis XI, qui n'en renferme plusieurs. La pièce 18 du même registre 197, en offre, du mois de

janvier 197, pour Robert le Pelletier.

(c) L'indication de la ville nous fait placer ces lettres avant celles qui suivent; ces dernières même prouvent, par leur date, que Louis XI quitta Amboise vers le milieu du mois de juin.

(d) Ceinture de chevalerie;

ceteri nobiles dicti regni nostri gaudere consueverunt ac utuntur, pacifice, libere et quiete, et quòd ipse Hugo Cartier, ejusque posteritas et proles de legitimo matrimonio procreata et procreanda, feuda et retro feuda nobilia, aliasque possessiones nobiles, quecumque sint et quacumque prefuleant auctoritate, acquisita et jam habita, per ipsum ejusque posteritatem et prolem ac etiam in futurum acquirenda et habenda, perpetuò retinere, habere et possidere licitè valeant atque possint, ac si fuissent vel essent ab antiquo originaliter nobiles et à personis nobilibus ex utroque latere procreati, absque eo quòd, ea vel eas, aut eorum aliqua, in parte vel in toto, vendere seu extra manum suam ponere, nunc vel quomodolibet in futurum, cogantur, nec etiam, quòd ipse Hugo Cartier, nec sui, nec eorum nonnulli, nobis vel successoribus nostris aliquam propter hoc teneantur solvere financiam, et quam, in favorem quamplurium servitorum nobis per eum superioribus annis impensorum, queque dictum (a) prestare non desunt, ex uberiori gracia nostra, eisdem dedimus et quietavimus, damusque et quictamus per presentes manu nostra signatas. Quocirca, dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum ac thesaurariis Parisius, ceterisque justiciariis et officariis nostris aut eorum locatenebibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, tenore presentium damus in mandatis, quatenus dictum Hugonem ac ejus posteritatem et prolem utriusque sexus in legitimo matrimonio procreatam seu procreandam, nostris presentibus nobilitacione, concessione, quictancia et gracia, uii et gaudere faciant et permittant pacifice et quiete, nec ipsum aut sui aliquem, contra presentium tenorem, ullatenus inquietent aut molestent, nunc vel quomodolibet in futurum. Quòd ut firmum et stabile perpetuis perseveret temporibus, nostrum presentibus licetis fecimus apponi sigillum, nostro tamen in aliis et alieno jure semper salvis. Datum Ambasie, in mense Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-octavo, et regni nostri septimo. Sic signatum: LOYS. Et in replecis: Per Regem. BOURRE.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1468.



(a) *Statuts et Ordonnances des Boulangers de la Ville de Tours.*

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens Et advenir, nous avoir reçue l'umblé supplicacion des boulengiers de nostre ville et cité de Tours, contenant que, pour le bien et utilité de la chose publique de nostredite ville et cité, et pour le bien et entretenement dudit mestier, et aussi pour obvier à plusieurs grans maulx, faultes et abus, qui, le temps passé, s'y sont faiz et font encore de jour en jour par default de bonne police, ordonnances et statuts, et aussi en ensuivant l'octroy et commission par nous naguères faiz par certains nos previlleiges octroyés à nos très-chiers et bien-amés les bourgoys et habitans de nostredite ville et cité de Tours (b), par lesquels, entre autres choses, nous avons voulu et ordonné que tous les mestiers dont on besongne en icelle soyent mestiers jurez, iceulx supplians, lesquels de tout temps et d'ancienneté ont accoustumé garder et observer entre eulx bonne et loyale coustume, et aussi par auctorité de justice ou que ce soit, en ensuivant les statuts et ordonnances des autres boulengiers de nos autres villes de nostre royaume, se sont assemblez et

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 58.

(b) Voir le tome XVI, pages 234 et suiv.

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

ont reddigé et fait reddiger, par bon conseil, en escript, certains articles qu'ils ont advisés ensemble, pour le bien et entretenement de leurdict mestier et de toute la chose publique d'icelle ville et cité, desquels la teneur s'ensuit :

Premierement. Que ledict mestier de boulengerie soit fait et créé mestier juré ainsi que aux autres bonnes villes de ce royaume, comme Paris, Rouen, Orléans, Bourges, Lyon, Poitiers, Angiers et Chartres (a).

(2) *Item.* Que pour icelluy mestier regir et gouverner, il puisse eslire, par chascun an, quatre personnes dudict mestier, lesquelles seront par le bailly de Touraine ou son lieutenant, faiz jurés et commis pour faire et visiter, chascune sepmaine, le pain desdicts boulengiers, tant de ladite ville que des faulzbourgs d'icelle, et aussi des boulengiers forains qui meneront pain pour vendre en ladite ville; et les faultes et abus qu'ils y trouveront, les rapporteront devers ledict bailly ou sondict lieutenant, pour en faire la pugnicion, selonc l'exigence des cas.

(3) *Item.* Pour ce qu'il y a en ladite ville et faulzbourgs d'icelle plusieurs gens, especialement des gens qui se meslent de vendre pain comme font lesdicts boulengiers, et de plusieurs autres mestiers, qui sont derogeans et contraires audict mestier de boulengerie, ou prejudice desdicts boulengiers qui n'ont autre mestier pour la substantacion de leurs vies et nourrisances de leurs femmes et enfans et mesnages, sera interdict et deffendu aux dessusdicts de non plus se mesler ne entremectre dudict mestier de boulengier, s'ils ne delaissent les autres mestiers dont ils se meslent, sur peine de perdition du pain qu'ils auront ainsi vendu ou porté vendre en icelle ville, après la deffence à eulx faicte, et d'amende arbitraire, la moitié au Roy, et l'autre moitié à la confrarie Saint-Honoré qui est la feste et confrarie desdicts boulengiers.

(4) *Item.* Que personne quelconque demourant en ladite ville et faulzbourgs d'icelle ne se meslera dudict mestier, s'il n'est confrere expert et ydoine à faire et ouvrer toute maniere de pain blanc, sarrasin, pain gris et gasteaux, ainsi qu'à tout bon ouvrier dudict mestier appartendra de faire pour servir toutes manieres de gens de bien et d'onnesteté : et ne sera reçu d'ores en avant aucun à passer maistre dudict mestier, ne lever ouvrouir en ladite ville et faulzbourgs, qu'il ne soit premierement experimenté par les quatre maistres jurés dudict mestier; et avant toute œuvre, il sera tenu payer six escus d'or, c'est assavoir, la moitié au Roy nostredict seigneur, et l'autre moitié à ladite confrarie Saint-Honoré, et à chascun desdicts quatre maistres jurés cinq sols tournois et leur donner à disner, et au procureur du Roy nostredict seigneur, cinq sols tournois pour une fois seulement. Toutesfois, les enfans desdicts boulengiers, masles et femelles descendans en droicte ligne, après qu'ils auront esté expérimentés et trouvés souffisans par lesdicts jurez, ne seront tenus payer à ladite confrarie que dix sols tournois, et au procureur du Roy, cinq sols tournois seulement. Ne pourra aucun tenir ouvrouir en ladite ville et faulzbourgs, que ne soit de ladite confrarie et aidant à icelle entretenir comme les autres en son endroit.

(5) *Item.* Que lesdicts boulengiers desdicts ville et faulzbourgs ne bail-

NOTE.

(a) Quelques-uns de ces statuts ont été imprimés dans les volumes précédens. On peut voir le tome IV, pages 708 et suiv., et le tome XIII, pages 303 et suiv., 393 et 394.

leront ne feront bailler pain en aucun lieu de ladite ville pour vendre aux fenestres (a) ou ouvratoires des maisons d'icelle, senon es lieux où l'on vend vin, comme en tavernes publiques, mais les vendront et feront vendre iceulx boulangiers à leurs huis et fenestres et autres lieux et places communes et convenables d'icelle ville; et ce leur sera interdict et deffendu sur peine de perdre ledict pain et de soixante sols tournois d'amende à appliquer comme dessus.

(6) *Item.* Que les boulangiers forains qui meneront pain à vendre en ladite ville, ne le pourront exposer ne mettre en vente senon es lieux qui leur seront ordonnés, comme au marchié sur le pavé qui est devant Saint-Gracien, où se tient le marchié chacun jour, en la place qui est à l'ormeau Saint-Julien, ou à la foire le Roy, près le Pilon, sur le pavé; et leur sera interdict ladite vente dudict pain, jusqu'à ce qu'il soit esdicts lieux; et feront lesdicts boulangiers forains leurdict pain du poids que feront ceulx de ladite ville, c'est assavoir, d'un denier deux quarts, huit, douze et seize deniers; et sera ledict pain visité par lesdicts jurés, appelé avecques eulx un sergent des fief et seigneurie où sera trouvé ledict pain à vendre; et les fautes que lesdicts jurés y trouveront, ils les reveleront aux juges des lieux: leur deffendons de autrement le faire, sur peine de perdre ledict pain et de soixante sols d'amende pour une fois à appliquer comme dessus.

(7) *Item.* Que lesdicts boulangiers forains venant et amenant pain à vendre en ladite ville, ne aussi ceulx de ladite ville et faulxbourgs, ne meneront pain à vendre par icelle ville sur chevaux ne sur autres bestes, mais le vendront seulement aux lieux establis en ladite ville, sur la peine que dessus.

En nous humblement iceulx suppliant que, actendu que le contenu en iceulx articles dessus declairés est pour le bien de ladite ville et de la chose publique d'icelle, et que par nosdicts privileges et octrois faicts à ceulx de ladite ville, tous les mestiers en icelle doivent estre jurez, il nous plaise, pour plus grande seureté et fermeté d'iceulx statuts et ordonnances, et affin qu'ils soyent mieulx et plus seurement gardés, observés et entretenus, pour le temps advenir, les leur confermer, faire et créer de nouvel, en tant que mestier seroit, ledict mestier juré, comme en nos autres villes de nostre royaume, et sur ce leur impartir nostre grace et provision. A iceulx supplians, pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvans, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, qu'ils usent du contenu es pointns et articles dessusdicts, et qu'ils soyent par eux gardés, entretenus et observés d'ores en avant à tousjours-mais, comme statut, coustume et ordonnance royal, tout ainsi que font les autres boulangiers de nosdictes bonnes villes et cités de nostre royaume; lesquels statuts et ordonnances dessusdictes, contenus esdicts articles et en chacun d'iceulx, nous avons loué, ratifié et approuvé, louons, ratifions et approuvons, et avons, en tant que mestier est et seroit, fait et créé ledict mestier de boulangerie, faisons et créons, mestier juré, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes. Si donnons en mandement à nostre bailly de Touraine et des ressors et exemptions, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx

NOTE.

(a) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page xlvij.

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

si comme à luy appartiendra et que requis en sera, que de nos presens grace, ratification et approbacion, confirmation et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et chascun d'eulx en droict soy, joyr et user plainement et paisiblement, en faisant iceulx statuts et ordonnances signifier et publier par-tout et ainsi qu'ils verront estre à faire, et iceulx garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faict aucune chose au contraire; ainçois, se aucun empeschement leur avoit esté ou estoit, pour ce, faict, mis ou donné, si l'ostent ou facent oster et mettre incontinent et sans delay au néant et au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Meaulx en Brie, ou mois de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Duc de Bourbon, le Comte de Dampmartin, grand maisire d'ostel de France, le Vicomte de la Belliere, et autres, presens.* B. MEURIN. *Visa.* Conventior. J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

(a) Confirmation de lettres accordées aux habitans de Homenaing (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir veues certaines lectres jà pieçà octroyées par le seigneur de Mortaingne (c), qui lors estoit, aux manans et habitans de Homenaing, desquelles la teneur s'ensuit et est telle :

JO ERNOULS, cevalier, castellaing de Tournay et sire de Mortaingne, fat à sçavoir à tous ceulx ki sunt et ki advenir sunt, et qui cest escript verront et oront, que ay donnet as hommes de Homenaing, à ciaux qui sunt et qui advenir sunt, celuy pasture qu'ils tenoient parmy le karaine (d) que je leur ay donnet tuite celi karaine, parmy xl sols de Louvain de cens, à payer, chascun an, huit jours devant la Saint-Remy, ou huit jours après; et se doit prendre, chascun an, prudommes de la ville de Homenaing, par fort fiance (e) qui tel eswart (f) feront de celluy cens devant dict; et s'il advenoit, cose ly eswart seroit faict, que nul entrespasat puis ly jour qui nommez est, cascuns qui defauvroit seroit à deux sols de Louvain de lois (g). Cest pasturaige devant dict leur doy jo warandir (h), comme bon sire, jusques à droit de toutes biestes qui aler ny doivent, devant la justice de Homenaing. Et porton que ce soit chose ferme et estaule, jo leur en ay donné ès mes lectres saielleez de mon saiel. *Ce fut faict l'an de l'incarnation de nostre Seigneur, mil ccc et XLII, el moys d'ocobre.*

Lesquelles lectres dessus transcriptes et le contenu en icelles, nous avons ratifiées, louées, approuvées et confirmées, ratifions, louons, approuvons

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 59.

(b) Homenaing faisoit partie de la chatellenie de Tournay.

(c) A quelques lieues de Tournay, à l'embouchure de la Scarpe dans l'Escaut.

(d) Portion de terre. On trouve *caranum*

dans quelques actes écrits en latin, mais le *caranum* n'étoit qu'une mesure de quarante perches.

(e) Caution, gage, assurance.

(f) Inspection, examen, règlement.

(g) D'amende.

(h) Garantir.

et confermons, et en tant que mestier seroit, les avons de nouvel octroyées et octroyons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, voulans et octroyans que lesdicts manans et habitans de Homenaing joyssent d'ores en avant du contenu esdictes lectres, tout ainsy et par la forme et maniere qu'ils ont faict par cy-devant. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes au bailliy de Tournay et Tournesis, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens grace, confirmation, ratification et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts manans et habitans de Homenaing joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne soffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné, leur estoit, si l'ostent et mettent et facent oster et mettre tantost et sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Meaulx, au mois de Juin, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le vij.^e* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Archevesque de Lyon, le Viconte de la Belliere, et autres, presens. B. MEURIN. Visa. Contentor. VALENGELIER.*

LOUIS XI,
à Meaux,
Juin 1468.

(a) *Lettres concernant les Huissiers au Parlement.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté advertis qu'à la première création et institution de nostre court de Parlement, eussent esté créés, ordonnez et establis douze huissiers (b), en ce comprins le premier huissier (c) au roolle et celuy de la chambre des enquêtes, pour ordinairement servir nous et nostredicte court, et faire les exploits et executions à eux commises et appartenantes à faire à cause de leurdict office d'huissiers; et depuis ladicte création et institution, y en ait esté institué un autre qui s'appelle l'*huissier portier* (d), lequel a et doit avoir la (e) charge de fermer et ouvrir la porte de nostre palais, et à ceste cause, outre les gaiges ordinaires appartenans audict office d'huissier, a maison et logis d'avantage au dedans de nostredicte palais; et que, depuis nostre advenement à la couronne, pour aucunes causes, nous, non advertis de ladicte création et institution, des ordonnances faictes par nos predecesseurs touchant les offices de nostredicte royaume, ne du nombre ancien desdicts huissiers, lequel a tousjours esté entretenu, observé et gardé par nosdicts predecesseurs, jusques aux dernières guerres et divisions qui par cy-devant ont esté en nostredicte royaume, que nostredicte court de Parlement fut mise et tenue à Poitiers, durant le temps que nos anciens ennemis et adversaires, les Anglois, tenoient et occupoient nostre bonne ville et cité de Paris, et que

LOUIS XI,
à Meaux,
le 6 Juillet
1468.

NOTES.

(a) Offices de France, par Joly, *tome I.^{er}, page 146*. Collationnées sur le registre des Ordonnances de Louis XI, coté E, fol. 203 v.^e Ce registre nous fournira quelques variantes.

(b) Voir le *tome II* des Ordonnances, page 225, col. 1.

(c) Qui appelle. R. F.

(d) Il est désigné dans des lettres de Jean II et de Charles V, 1353 et 1338, par *parlamentii nostri hestarius*. Voir le *tome X*, page 464.

(e) Garde et. R. E.

LOUIS XI,
à Meaux,
le 6 Juillet
1468.

depuis la reduccion d'icelle en nostre obéissance, ledit Parlement de Poitiers fut et a esté remis et estably en nostredicte ville de Paris, ne aussi de certain esdict que l'on dict avoir esté fait par feu nostre très-chier seigneur et pere que Dieu absolve, le huitiesme de janvier, l'an mil quatre cent quarante-sept (a), publié en nostre court de Parlement, l'an mil quatre cent cinquante et ung, sur la réunion du nombre ordinaire desdicts offices d'huissiers, qui lors estoit excédé, à l'occasion de la mutacion de nostredict Parlement et desdictes divisions, avons fait à aucunes personnes dons et provisions d'aucuns offices d'huissiers, avant la vacacion d'iceulx, en excédant ledit nombre ancien et ordinaire, en supprimans et declarans lesdicts offices ordinaires non vaquer, ne estre impetrables par mort, resignacion ou autrement; et l'occasion desdicts (b) dons et provisions ainsi par nous faicts, plusieurs se sont efforcez et efforcent chacun jour d'avoir et obtenir de nous semblables dons et provisions, et par ce moyen eulx faire recevoir (c) comme extraordinaires ou autrement, en attendant le premier lieu et office ordinaire qui vacquera, et desja y en a deux d'extraordinaires, qui par tel moyen ont esté reçus en nostredicte court esdicts offices extraordinaires, c'est assavoir, Mathieu Macheco et Jean Meusnier, qui sont actendants le premier mourant, et prennent pareils gages que les autres huissiers ordinaires, à nostre prejudice et dommage, et aucuns autres qui, chacun jour s'efforcent eulx faire recevoir esdicts offices (d) extraordinaires, par vertu et au moyen de tels dons et provisions qu'ils dyent avoir obtenus de nous, les uns desquels ont présenté leurs lectres en nostredicte court et sont en procèz en icelle, à l'encontre desdicts huissiers ordinaires et de notre procureur général, et les autres non attendent quelle yssue prendroit ledit procèz; lesquels dons, suppressions et provisions ainsi faicts sont contre toutes bonnes dispositions de droict, et directement contre toutes les ordonnances royaux faictes tant par nous que par nos predecesseurs, sur le fait des offices de nostredict royaume, et mesmement contre nos dernieres ordonnances nagueres publiées et enregistrées en nostredicte court (e), et contre les esdicts faicts par nostredict feu seigneur et pere, de la réunion du nombre ordinaire desdicts huissiers. Pourquoy, voulans ensuivre les faicts et gestes de nos predecesseurs, et d'ores en avant garder et faire garder et observer inviolablement lesdictes ordonnances, et pourvoir et obvier aux inconveniens, grandes involutions de procèz, accroissement de gages et d'officiers, qui, à ceste fin (f), s'en pourroient ensuivre, à la charge de nous et de nostre peuple, et diminucion des estats desdicts huissiers ordinaires, et aussi, à ce que lesdicts huissiers ordinaires puissent, au temps advenir, avoir mieux de quoy vivre, soustenir leurs estats, nourrir leurs femmes, enfans et menages, et eux honnestement (g) entretenir sous nous et en nostre service; sçavoir faisons que, oye la supplication et requeste à nous faicte par lesdicts huissiers, et sur ce eu grande et meure deliberacion des gens de notre conseil,

NOTES.

(a) Le premier édit de Charles VII est imprimé, tome XIII, pages 26 et suiv.

(b) Desquels. R. E.

(c) Par le moyen d'iceulx, eulx, faire recevoir. R. E.

(d) Comme. R. E.

(e) Voir entre autres les lettres patentes du 8 septembre 1461, tome XV, page 14. Ils étoient alors au nombre de quinze, le premier huissier compris.

(f) Qui, à cette occasion. R. E.

(g) Honorablement. R. E.

AVONS

avons voulu, ordonné, decerné et déclaré, et par ces presentes, voulons, ordonnons, decernons et declarons par loy, et esdict general, perpetuel et irrevocable, tous dons, provisions et suppressions, que nous avons et pouvons avoir par cy - devant faicts d'aucun ou aucuns desdicts offices (*a*) extraordinaires de nostredicte court à autres qu'ausdicts Macheco et Meusnier, qui desja sont, comme dict est, reçeus ausdicts offices, et que pourrions faire au temps advenir à quelques autres personnes que ce soyent, estre nuls, de nulle valeur et effect, et comme tels, dès maintenant comme pour lors, les declarons, les cassons et annullons, voulons qu'à iceulx ne soit aucunement obtemperé, et les mettons au néant, et tous procèz, si aucuns (*b*) en estoient, meus en nostredicte cour et ailleurs. Et avec ce, en ensuivant ledict esdict fait par nostre feu seigneur et pere, et les bonnes et louables coustumes et ordonnances de nosdicts predecesseurs, voulons que ledict nombre ancien ordinaire, qui estoit de quatorze huissiers sans y comprendre (*c*) ledict huissier portier, soit d'ores en avant entretenu, sans excéder en icelluy le nombre ordinaire desdicts offices dont sont pourvus Guillaume Launay (*d*), premier huissier qui appelle au roolle, Jean Poupon, Hugues Vivien, Jean de Marcilly, Jean Guerreau, Jean de la Barre, Nicolas le Mercier, Alain de la Croix, Jean Furet, Simon Godin, Jean du Corps, Jean Bachelier, Jacques Hautecour, et Jean de la Preugne, sans que lesdicts offices soyent ou puissent estre impetrables, soit par mort ou forfaiture, jusques à ce que lesdicts Macheco et Meusnier aient esté et soyent en nostredicte court receus en offices ordinaires, ne autrement, en quelque maniere que ce soit, que par resignacion faicte du vouloir et consentement de celluy ou ceux qui sont et seront du nombre ancien et ordinaire; et si par inadvertance ou autrement, aucuns autres avoient obtenu ou obtenoient de nous telles suppressions et provisions, voulons et ordonnons que, quand cela viendra à la cognoissance de nostredicte court ou aucuns de nos officiers et justiciers, les lectres en soyent prises, saisies et arrestées, sans en faire aucune restitution aux parties impetrantes d'icelles. Et avec ce, prohibons et deffendons à tous que d'ores en avant ils ne nous en requierent ou fassent requerir, et ne s'efforcent d'avoir et obtenir de nous aucunes lectres de don desdicts offices, jusques à ce qu'ils soyent vacquans de fait, sur peine d'amende arbitraire, laquelle voulons estre levée sans deport sur les impetrans d'iceux, et icelle appliquée à la recepte des amendes de nostredicte court. En outre, ausdicts huissiers, de nostre grace especial, affin qu'ils soyent plus enclins à nous servir, avons confirmé et confirmons par cesdictes presentes, leurs droicts, privileges, franchises et libertez, et voulons qu'ils en joyssent, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils ont fait le temps passé, et comme font les autres officiers de nostredicte court, sans qu'ils soyent tenus en prendre (*e*) ny avoir aucunes lectres ou declaration, s'il ne leur plaist. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostre Parlement et de nos comptes, et à tous nos autres justiciers ou leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nostredicte declaration, revocation, lesdicts (*f*) esdict et confirmacion, ils tiennent, gardent

LOUIS XI,
à Meaux,
le 6 Juillet
1468.

NOTES.

(*a*) De huissiers. R. E.

(*b*) Pour ce. R. E.

(*c*) A y comprendre. R. E.

Tome XVII.

(*d*) Lommoy. R. E.

(*e*) Lever, ne. R. E.

(*f*) Loy. R. E.

LOUIS XI,
à Meaux,
le 6 Juillet.
1468.

et observent, et facent tenir, garder et observer, chacun en droict soy, inviolablement, de point en point, et icelle lire, publier et registrer en ladite court de Parlement et ailleurs où mestier sera, et qu'au *vidimus* d'icelle foy soit adjoustée comme à cest original; et en tesmoin de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Meaux, le sixiesme jour de Juillet, l'an de grace mil quatre cent soixante-huit, et de nostre regne le septiesme. Et sic signatum: Par le Roy, monsieur le Cardinal d'Angers, et autres presens. Signé MEMIN (a).*

Lecta, publicata et registrata, Parisiis, in Parlamento, die vigesima octava Novembris, anno millesimo quadringentesimo sexagesimo-nono. Signé BRUNAT.

Collatio facta est cum originalibus litteris, dictis hostiariis redditus, BRUNAT (b).

NOTES.

(a) Meurin. R. F.

(b) La table des Ordonnances de la cour des aides, depuis 1295, jusques et compris 1545, annonce, page 181 v.^o n.^o 488, des lettres du Roi, enregistrées le 15 juillet 1468, portant que, pour l'instruction des procès criminels sur le fait des aides &c., il sera pris

50 livres tournois, par chacun an, sur les exploits et amendes de la cour.

Le Trésor des chartes, registre 194, pièce 286, nous offre des lettres d'amortissement du mois de juillet 1468, en faveur de l'abbaye de Châge, ordre de Saint-Augustin, à Meaux.

LOUIS XI,
à Creil (c),
le 10 Juillet
1468.

(a) *Confirmation des Immunités accordées aux habitans de la ville d'Arques (b), pour le transport et la vente de leurs denrées et marchandises.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville d'Arques, contenant que dès-long-temps leur furent octroyés certains privileges, plus à plain contenus et declairés es lectres dudict octroy, et depuis deurement octroyés par autres lectres et les executoires d'icelles, desquelles la teneur s'ensuit :

JEAN,
Roi d'Angleterre
et Duc de
Normandie.

JOHANNES (d), Dei gratia, Rex Anglie, dominus Hibernie, Dux Normanie, Aquitanie, et Comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vice comitibus, baillivis, &c. (e).

Item. *Ensuit la teneur de la seconde lectre : Es assises d'Arques, tenues par moi Renault de Salles, chevalier, bailli de Caux, l'an mil ccc soixante-dix-sept, le jeudy, continuacion du mardy precedent, deuxiesme jour de mars,*

NOTES.

(a) Trésor des Chartes, reg. 197, pièce 23.

(b) En Normandie; aujourd'hui, dans le département de la Seine-inférieure. Le savant éditeur du quatrième volume de cette collection, s'est trompé, en appliquant à la ville du Pont-de-l'Arche, les lettres qu'il a publiées et que nous allons rappeler. Je suis même étonné qu'il n'ait pas été tiré de son erreur, en lisant le mandement de ces lettres :

elles sont adressées au bailli de Caux. Le Pont-de-l'Arche n'étoit pas dans ce bailliage; Arques y étoit au contraire; cette dernière ville est à deux petites lieues de Dieppe.

(c) Aux bords de l'Oise, à deux lieues de Senlis.

(d) Jean-Sans-Terre.

(e) Ces lettres sont imprimées, tome IV de notre collection, pages 696 et 697.

de la partie des bourgeois et habitans de la ville d'Arques, nous fut présentée une lecture du Roy nostre seigneur, faisant mention de la confirmation des privilèges et franchises desdicts bourgeois et habitans, de laquelle la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Creil,
le 10 Juillet
1468.

CAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod ex parte dilectorum nostrorum Burgensium ville de Archis, nobis extitit significatum quod &c. (a).

CHARLES V,
à Paris,
Décembre 1366.

Item. Autre lettre. *

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, au bailly de Caux et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, salut. Les bourgeois et habitans de nostre ville d'Arques, consors en ceste partie, nous ont faict remonstrer, en eulx grièvement complaignans, que par privilèges par noz predecesseurs à eulx donnés et octroyés et par nous confirmés à eulx, chascun d'eulx, avec leurs marchandises et denrées, sont et doivent estre quictes de tous travers, coustumes, péages, chaussées (b), et toutes autres exactions et ordonnances anciennes, en et par tout le pays de Normandie, sans exception aucune, et de ce ayent joy et usé selon la formè et teneur de leurdict don et privilege, tant et si longuement qu'il n'est mémoire du contraire; néanmoins, les peageurs et gardes des coustumes et autres charges et ordonnances anciennes en la ville de Rouen, en la terre de nostre amé et féal l'archevesque de Rouen, en ladicte ville d'Aussay et de Longueville et d'autres lieux, en et oudict pays de Normandie, se sont efforcés et effortent de prendre, exiger et lever, travers, coustumes, peages et autres charges, d'iceulx complaignans et de leurs denrées et marchandises, et par leur puissance ont prins et detiennent pour ce auscuns peages desdicts complaignans ou d'auscuns d'eulx, en leur grant grief, prejudice et dommaige, si comme ils dient, en nous humblement suppliant que sur ce leur veillons pourvoir de competent remede. Pourquoi nous, considerant ce que dict est, vous mandons, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que lesdicts complaignans et chascun d'eulx faciez joyr et user desdicts privilèges, jouxte et selon le contenu de leursdicts privilèges par nous confirmés et du contenu en iceulx, desquels il vous apperra, sans les molester ne souffrir estre molestez en aucune maniere au contraire, et tout ce qui leur a esté pour ce prins, saisy, arrêté ou levé, à icelle cause, leur mettez et faictes mettre à plaine delivrance, et en cas d'opposition, parties oyes, administrer bon et brief droit et accomplissement de justice; car ainsy nous plaist-il, et ausdicts supplians l'avons octroyé et octroyons de grace especial, nonobstant quelzconques autres mandemens, ordonnances ou desfences, ou autres lectres subreptices impetrees ou à impetrer, à ce contraires. *Donné à Paris, le xxiv. jour d'Octobre, l'an de grace mil ccc soixante-dix-sept, et de nostre regne le quatorziesme, ès requestes de l'hostel.* Ainsi signé : P. BIRT.

CHARLES V,
à Paris,
24 Octobre 1377.

Lesquelles lectres et privilèges furent leues en ces assises, à la requeste

NOTES.

(a) Les lettres de Charles V, sont pareillement au tome IV de notre collection, pages 696 et 697.

Tome XVII.

(b) Voir sur tous ces impôts, le Discours préliminaire du tome XVI, pages lxi et suiv.

O ij

LOUIS XI,
à Creil,
le 10 Juillet
1468.

desdicts bourgeois et habitans, en la presence de Robert Estienne, procureur du Roy, nostredict seigneur, oudict bailliage, de maistre Geoffroy de Brunese, avocat principal et conseiller oudict bailliage, et de plusieurs autres notables personnes estans en ladite assise. Après laquelle lecture eust esté cryé et publié notoirement et publiquement èsdictes assises, qu'il ne fust aucuns justiciers, peagiers, prevosts ou coustumiers, qui, en aucune maniere, contraindisseent iceulx bourgeois et habitans à payer aucune coustume, acquit ou peage, contre la teneur de leursdicts privileges, et leur fust telle peine comme au cas appartient, joute et selon le contenu èsdictes lectres et privileges; et en oultre, à la requeste d'iceulx bourgeois et habitans, fut donné en mandement et commission au premier sergent ou sous-sergent du Roy nostredict seigneur, qui sur ce requis sera, que tous ceulx qui par lesdicts bourgeois ou aucuns d'eulx leur seront requis ou nommés de faire ou avoir fait le contraire, comme d'avoir fait prinse ou arrest d'aucuns de leurs biens ou gaiges ou d'aucuns d'iceulx, en voulant contraindre lesdicts bourgeois ou aucun d'eulx, à payer aucuns acquits, coustumes, travers, peages ou passages, comme dict est, contre la teneur desdictes lectres et privileges, ilz adjournent à certain jour ou jours, lieu et heure brief et competent, par-devant nous ou nostre lieutenant à Arques, pour faire entre les parties ce que raison sera, et pour faire amende telle comme il apparriendra, en certifiant duement de tout ce qui fait en sera à fin due. *Donné èsdictes assises, en l'an et jour dessusdicts.* Ainsi signé: *Collacion est faite des lectres ci-dessus transcrits par moi, JEAN CORNÉILLE.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Et pour ce que plusieurs leur donnent empeschement en la joyssance d'iceulx privileges; obstant ce qu'ilz n'ont par nous esté confirmés et autrement, ilz nous ont fait supplier qu'il nous plaise les approuver et confermer, et sur ce leur inpartir benignement nostre grace. Pourquoy nous, voulans le fait desdits supplians estre favorablement traictié, iceulx privileges à eulx octroyés, et tout le contenu èsdictes lectres dessus transcrits, avons ratifiés, approuvés et confirmés, ratifions, approuvons et confermons, de grace especial, plaine puissance, auctorité royal, par ces presentes, voulons et octroyons qu'ilz en joyssent tout ainsy qu'ilz en ont deu joyr et user le temps passé. Si donnons en mandement aux bailliz de Caux, de Rouen et de Gisors, et à tous noz autres justiciers de noz pays et duchié de Normandie ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy apparriendra, que lesdicts supplians et leurs successeurs en ladite ville, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de nostre presente grace et octroy, sans leur y faire ne soffrir estre fait aucun destourbier ou empeschement, ores ne pour le temps advenir, au contraire; ainçois, se fait ou donné leur estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster, et mettent sans delay au premier estat et deu. Et affin &c. sauf &c. *Donné à Creil, le dixiesme jour de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, monsieur le Duc de Bourbon, le grant maistré d'ostel, messire Guillaume de Coursillon, et autres, presens.* J. DELALOERE. Visa. Contentor. DUBAN.

(a) Lettres relatives aux Foires et aux Marchés de la ville d'Arques.

LOUIS XI,
à Creil,
le 19 Juillet
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous
presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplicacion de noz bien
amez les manans et habitans de nostre ville d'Arques, contenant que de
long-temps souloit estre tenu marché audict lieu toutes les sepmaines,
au jour de samedy, et deux foires chascun an, c'est assavoir, l'une le jour
Saint-Bernabé ou moys de juing, et l'autre le jour Saint-Vincent ou moys
de janvier, mais obstant ce que audict jour de samedy, se tiennent marchés
au bourg d'Envermeuil et en la ville de Dieppe, où il n'y a de distance
que de lieue et denye jusques audict lieu d'Arques, leurdict marché est
comme aboli, et n'y affluent que très-peu de gens, ne pareillement à leurs-
dictes deux foires, pour ce qu'elles ne durent, chascune, que ung jour seu-
lement; et pour ce, nous ont humblement fait supplier que, actendu
que grant partie des maisons de ladicte ville ont esté, par accident de
feu, puis naguaires, arses et brulées, et ce qui en estoit demouré,
destruit, et ne se peult ladicte ville remectre sus sans grant frequentacion
de peuple, qui se peult plus aisement faire au moyen desdictes foires et
marchés que autrement; actendu aussi que, au jour de lundy ne se tiennent
aucuns marchés près dudict lieu d'Arques ausquels ledict marché puist
nuyre, s'il estoit tenu audit lieu d'Arques à icelluy jour de lundy, il nous
plaise leur octroyer que lesdicts marchés ilz puissent d'ores en avant faire
tenir audict jour de lundy, et avec ce leur octroyer que chascune des-
dictes deux foires dure par troys jours entiers, et que tous les marchans
qui y frequenteront marchandement ne puissent en icelles estre contrains,
arrestés ne empeschés, pour quelque debte ou obligation en quoy ilz pour-
roient estre obligés, excepté pour noz debtes, et pour ce qu'ilz pourront
avoir vendu et achecté durant lesdicts troys jours, èsdictes foires seulement,
et sur ce leur eslargir et impartir nostre grace. Pour ce est-il que nous,
ces choses considerées, et mesmement ledict accident de feu et le grant
dommaige et inconvenient qui est advenu en icelle ville, voulans leurs
affaires estre favorablement traictées, affin que ladicte ville se puisse re-
edifier, ausdicts supplians avons, pour ces causes, octroyé et octroyons, de
grace especial et auctorité royal, par ces presentes, que leurdict marché
qui souloit estre tenu audict jour de samedy, ilz puissent et leur loise faire
tenir audict jour de lundy, pourveu que à quatre lieues près dudict lieu
d'Arques ne se tiennent aucuns marchés à qui ledict marché d'Arques puisse
nuyre; et avec ce, que leursdictes deux foires d'ores en avant durent
par troys jours entiers, commençans aux jours desdictes festes Saint-Bernabé
et Saint-Vincent; et aussi, vouldons et octroyons que tous marchans qui
frequenteront ausdictes foires marchandement ne puissent en icelles estre
contrains, arrestez ne empeschez, en quelque maniere, pour quelque cause
ou obligation en quoy ilz pourroient estre obligés, excepté pour noz debtes,
et pour ce qu'ilz pourroient avoir vendu ou acheté lesdicts jours, èsdictes
foires seulement. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens
de noz comptes et tresoriers, au bailly de Caux et à tous noz autres

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 1.^{re}

LOUIS XI,
à Creil,
le 19 Juillet
1468.

justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts habitans d'Arques supplians et leurs successeurs, ilz facent et laissent joyr et user de nostre presente grace et octroy, plainement et paisiblement, sans leur y faire ne souffrir estre faict auscun destourbier ou empeschement, ores ne pour le temps advenir, au contraire; ainçois, se faict ou donné leur estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mectre sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mectre nostre scel à cесdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'aultruy en toutes. *Donné en nostre chateau de Creil, le dix-neufiesme jour du mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le septiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le grant maistre d'ostel, messire Guillaume de Coursilhon, et autres, presens.* DELALOERE. *Visa.* Contenteur. DUBAN.

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 23 Juillet
1468.

(a) *Lettres relatives à l'enregistrement des Ordonnances sur le quart du sel, par les généraux des Aides.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les Lgeneraulx conseillers par nous ordonnés sur le faict de la justice de noz aydes, salut et dilection. Comme pour obvier à plusieurs fautes et abus qui ont esté commis au faict de la ferme du quart du sel, ayant cours ès pays de Poitou, Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, nous ayons nagueres fait extraire des ordonnances faictes touchant ledict quart, les articles contenus ès lectres cy-attachées, pour estre publiés, entretenus et gardés (b); mais on a obmis, en faisant lesdictes lectres, de les adresser à vous, qui estes juges souverains sur le faict desdicts aydes; pourquoy, vous pourriez faire difficulté de les faire publier et enregistrer en vostre court, qui pourroit tourner à nostre grant prejudice et dommaige, comme remontré nous a esté. Pourquoy nous, voulant lesdictes ordonnances estre entretenues et gardées, vous mandons, et pour ce que, comme dict est, vous estes juges souverains sur ledict faict, commandons, que lesdictes ordonnances et le contenu en nosdictes lectres attachées à ces presentes, et autres ordonnances faictes touchant le faict de ladicte ferme, tant du temps de nous que de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, qui vous seront baillées et présentées, ou le *vidimus* d'icelles faict soubz sceaux royaux, vous faictes publier en vostre court, et icelles enregistrer en vos registres avec noz autres ordonnances faictes sur le faict desdicts aydes, et icelles entreteniez et gardiez et faictes entretenir et garder, de point en point, selon leur forme et teneur; car tel est nostre plaisir. *Donné à Compiègne (c), le vingt-troisiesme jour de juillet, l'an de grace*

NOTES.

(a) Transcrites sur le registre de la cour des aides, cité page 86, note a.

(b) Voir ci-dessus, pages 85 et suiv.

(c) Louis XI étoit encore à Compiègne, le 8 août 1467. C'est de là et de ce jour qu'est daté le billet suivant qui doit être aussi de la même année, quoique la date de l'année

n'y soit pas (Histoire d'Évreux, aux Preuves, page 124); la coïncidence du mois et du lieu paroît l'annoncer. Je ne sais pourquoi je fais mention de ce billet; car il a peu d'analogie avec la législation: il est si court cependant et montre si bien le caractère de Louis XI, que j'ai cru pouvoir le placer ici.

mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Ainsi signé : Par le Roy.
DELA LOERE.

Suite de la NOTE.

« Monsieur de Bressuire, mon amy, je
» croi que vous sçavez assez que, depuis,
» n'agueres, le Pape, à ma requeste, a pourvu
» M. d'Evreux de l'abbaye de Bourgueil :
» et parce que j'ai entendu que vous estes
» curateur du feu evesque de Maillelais, qui
» tenoit ladicte abbaye, et qu'à cause d'icelle
» il a plusieurs biens qui deüement appar-
» tiennent à mondit sieur d'Evreux, qui est
» son successeur, je vous prie de tenir la main
» que le tout soit rendu, car il est bon diable
» d'evesque pour à ceste heure ; je ne sçai ce
» qu'il sera à l'advenir ; il est continuellement
» occupé à mon service. Je vous en prie en-
» core, M. de Bressuire, mon amy, qu'il n'y ait
» faute. *Ecrit à Compiègne, le 8 d'Août. LOYS.*
» *Et plus bas, MERLIN.* »
» Ou peut être *Murin*.

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 23 Juillet
1468.

*Lettres royaux sur le Bail des fermes des aides, pour la ville et
l'élection de Paris.*

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 11 Août
1468.

Nous n'avons pu trouver ces lettres ; elles nous auroient fourni, peut-être, quelques détails de plus, utiles aussi à recueillir, en traitant sur-tout de l'impôt, comme nous l'avons fait dans les discours préliminaires du volume précédent et du volume actuel. C'est par les registres du Parlement que nous en connoissons l'existence. Voici comment ils s'expriment, volume E, fol. 152 v.º

L'AN mil cccc soixante-huit, le jeudy xx.º jour d'octobre, nous, esleus à Paris sur le fait des aydes, avons fait extraire de certaines lectres royaux à nous adreçans pour faire le bail des fermes desdicts aydes de la ville et eslection de Paris, pour l'année commençant le premier jour dudit mois d'octobre, qui ainsi se commencent :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, &c.
et finissent : *Donné à Compiègne, le onziesme jour d'Aoust, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Ainsi signé : Par le Roy.*
DELA LOERE.

La clause qui s'ensuit :

« En quoy, toutesvoies, ne voulons estre compris les officiers ordinaires » et commensaux de nous et nostre très-chiere et très-amée compaignie, » semblablement ceulx de nostre court de Parlement. »

En obtemperant auxquelles lectres, et en faisant par nous le bail des fermes des huitiesmes de ladicte ville de Paris, avons déclaré publiquement en nostre auditoire, nossseigneurs de ladicte court de Parlement estre exempts desdicts huitiesmes des vins qu'ilz vendront à detail, de leur creu et sans fraude, le tout selon la teneur desdictes lectres royaux. *Fait l'an et jour dessusdicts. Sic signatum : ANDRY, du commandement de Messieurs les Esleuz.*

Traditum in camera Parlamenti, per Dionysium Heinselin, electum in villa, Parisius, vicesimà octobris, millesimo cccc.º LXVIII.º

Collatio facta est cum originali.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 14 Août
1468.

(a) *Lettres patentes relatives à la Présidence de la Cour des aides* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Pour ce que en nostre chambre de la justice des aydes à Paris, nostre amé et féal conseiller et président en icelle, evesque de Troyes (c), a esté par cy-devant auscunes fois absent, tant par nostre ordonnance que pour ses affaires, et sera et pourra estre le temps advenir, nous, voulans pourvoir au fait de la chambre de justice, en maniere qu'elle soit entretenue et bien faicte, à plein avertis de tous noz officiers estans en icelle et deument informés des personnes de maistre Guillaume de Sabrevoys et Jehan Compain, noz generaulx ordinaires en ladictie chambre, avons ordonné et voulu, voulons et ordonnons, par ces presentes, de nostre propre mouvement, certaine science, plaine puissance et auctorité royal, que les dessusdicts Sabrevoys et Compain soyent et demeurent d'ores en avant es lieux et places où ilz sont, c'est à savoir, incontinent et sans moyen après le président, pour présider, faire et administrer justice à l'un chacun, ainsy qu'il est accoustumé de faire par le premier general en l'absence dudict président, nonobstant ce que maistre Antoine Erlant ait autrefois tenu ledict lieu, et qu'il le teint à l'heure que nostre amé et féal conseiller maistre Jehan Herbert fut reçu en ladictie chambre à l'office de general d'icelluy Erlant, et ne voulons que ledict Erlant puisse seoir au-dessus des dessusdicts, pour quelque cause, titre ne en quelque maniere que ce soit, mais est nostre plaisir que icellux Sabrevoys et Compain soyent es dessusdicts lieux pour la forme que dessus est dit, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques. Si donnons en mandement à noz amés et feaulx les genereaulx conseillers sur le fait de la justice de nosdicts aydes à Paris, que cette presente nostre volonté ou ordonnance ilz facent enregistrer en leurs registres et protocollés, observer et garder de point en point; car tel est nostre plaisir et vouloir, nonobstant quelzconques statuts, ordonnances, styles, lectres impetrées ou à impetrer, et quelzconques usages à ce contraires. *Donné à Senlis, le quatorziesme jour d'Aoust, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne, le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Viconte de la-Belliere, et autres, presens.* B. MEURIN.

Leues, publiées et enregistrées en la chambre de la justice des aydes, le dix-septiesme jour d'Aoust, l'an mil quatre cent soixante-huit. Ainsi signé : VIVIER (d).

NOTES.

(a) Transcrites sur une copie tirée des registres de la cour des aides. Voir la note a de la page 201 du tome IV.

(b) Voir sur l'institution de la cour des aides, et son organisation, les lois insérées dans les volumes précédens, et les premières pages du Discours préliminaire du volume actuel.

(c) Louis Raguier. On peut voir ce qui en est dit dans le *Gallia Christiana*, tome XII, pages 515 et 516.

(d) Par des lettres-patentes du 20 août, le Roi donna la terre et seigneurie de Gaure à Jean d'Estouteville. Registre 194 du trésor des chartes, n.º 304.

(a)

(a) *Lettres patentes portant ratification d'un Traité conclu entre Louis XI et le Duc de Bretagne.*

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme pour appaiser les differends d'entre nous, nostre frere Charles, et nostre très-chier et très-ami neveu et cousin le Duc de Bretagne, et autres, nous pour l'honneur et reverence de Dieu nostre créateur, pour obvier à l'effusion du sang humain et à la desolacion du pauvre peuple qui, vraisemblablement, à l'occasion desdicts differends se pourroit ensuivre, et tousjours mectre Dieu et raison de nostre part, nous eussions donné auctorité, faculté et puissance especiale à nostre très-chier et très-ami cousin, le Duc de Calabre et de Lorraine, de traicter, pacifier et appoincter pour nostre part lesdicts differends; et semblablement, nostredict neveu de Bretagne ait commis et député de sa part Guillaume Chauvin, son chancelier, Antoine de Beauvau, sieur de Gilly, et Michel de Partenay, sieur de Perrigny, ses conseillers et chambellans, et iceulx eût fait et constitué ses procureurs, députés et ambassadeurs, et leur eût pareillement donné pouvoir exprès et especial pour sa part, de traicter, pacifier et appoincter sur lesdicts differends; par vertu et en usant desquels pouvoirs, nostredict cousin de Calabre, pour et au nom de nous, et lesdicts Chauvin, de Beauvau et de Partenay, pour et au nom de nostredict neveu de Bretagne, ayent faict certain traicté et accord sur lesdicts differends, ainsi que plus à plain est contenu et declairé ès articles de ce faisans mencion, lesquels ensemble lesdicts pouvoirs sont incorporés ès lectres qu'ils en ont baillé les uns aux autres, et lesquels chascun a promis de sa part faire ratifier, ainsy qu'il est plus à plain contenu èsdicts articles.

NOTE.

(a) Histoire de Bretagne, par Don Lo-bineau, *tome II*, aux Preuves, p. 1706 et suiv.

Recueil de Traictés, par Léonard, *tome I.*^{re} p. 82 et suiv.

Les articles convenus entre le Duc de Calabre, au nom du Roi, et les ambassadeurs du Duc de Bretagne, étoient les suivans :

Premierement. Que touchant le partage et appanage de mondict seigneur Charles, messieurs le duc et chancelier (chancelier et non connetable, ainsy qu'en le lit dans le *Recueil de Léonard*; c'étoit Chauvin, chancelier de Bretagne, comme le portent les lettres-patentes mêmes du Roi), connoistront quel partage et appanage, et en quelle part de ce royaume; et de quel revenu lui doit estre baillé; et au cas que eux deux ne se pourroient concorder, choisiront et nommeront un tiers, lequel ensemble avec eux, en connoistra; et ce que deux des trois en diront, sera tenu par lesdictes parties.

(2) *Item.* Et le Roy de sa part, sera tenu et obligé de donner à mondict seigneur, icelluy partage, que par mes susdicts seigneurs aura esté advisé, et aussi mondict seigneur son frere, sera tenu icelluy accepter et prendre, et renoncer à tous autres partage et appanage qu'il pourroit pretendre à lui appartenir.

(3) *Item.* Et auront temps les dessusdicts seigneurs le duc et connestable, de connoistre et adviser sur ledict partage l'espace d'un an, commençant au premier jour d'octobre prochainement venant.

(4) *Idem.* Et affin que mondict seigneur Charles durant ledict temps d'un an, ait façon de soy entretenir ès pays et seigneuries du duc, où il pourra estre ledict temps durant, sans qu'aucune chose se puisse entreprendre contre sa personne ni ses serviteurs pour la part du Roy, le Roy sera tenu lui faire delivrer par maniere de provision, la somme de soixante mille francs, en la façon qui s'ensuit, c'est assavoir, par quartier; et du

Tome XVII.

P

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

Savoir faisons que nous, veu et à grande et meure deliberacion de conseil, les articles inserés es lectres de nostredict cousin de Calabre, faisans mention desdicts traictés, accord et appointement, iceulx articles et tout le

Suite de la NOTE.

premier quartier luy sera fait payement en la ville d'Angers pour tout le mois d'octobre prochain venant, et puis ensuite, durant ledict temps d'un an, de quartier en quartier.

(5) *Item.* Et au cas que les susdicts seigneurs arbitres, ne pourront connoistre dudit partage durant ledict an, pourront, si à eux semblera, alonger par autre an, durant lequel auront la puissance de connoistre dudit partage. Et aussi durant ledict an, qui ainsi seroit alongé, le Roy fournira par quartier à mondict seigneur son frere de ladict somme, d'autre soixante mille francs pour son entretenement, et pour rate de temps que durera ladict prorogacion.

(6) *Item.* Et pour ce que à present le duc n'est près de mondict seigneur Charles, et le duc ne peut promectre pour luy, aura le duc temps de quinze jours à conduire, et faire accorder les dessusdicts points et articles à mondict seigneur, et promectra le duc sur foy et parole de prince, de faire son loyal devoir et y faire consentir mondict seigneur.

(7) *Item.* Et au cas que mondict seigneur Charles ne s'y voulsit consentir et accorder comme dessus, le duc demeurera bon serviteur, parent et ami du Roy, et le servira, secourra et aidera envers tous et contre tous, qui sa personne et son royaume voudroient grever, et le semblable fera le Roy au duc, et entretendront toutes les choses contenues en ces presens articles et les appointemens faits à Paris et à Caën entre le Roy et luy, sans que le duc se mesle d'icy en avant en façon quelconque dudit partage et appanage de mondict seigneur Charles, contre le vouloir du Roy.

(8) *Item.* Au cas que mondict seigneur Charles dedans le terme desdicts quinze jours, ne s'y voudroit accorder, le duc sera tenu de faire incontinent vider des places de Caën et d'Avranches tous ses serviteurs et subjects qui seront esdictes places, afin que le Roy sans resistance les puisse recouvrer, et n'y donnera suport, faveur ny ayde, à personne quelconque qui voulsit destourber ou empescher au Roy le recouvrement desdictes places.

(9) *Item.* Et pardonnera le Roy à tous manans et habitans desdictes villes de Caën et Avranches, tous crimes et deslits de leze-majesté ou autres, esquels ils pourroient avoir mespris contre le Roy, et leur en donnera bons et suffisans remedes et seurtez, en façon que seurement et sans aucun reproche, pourront demeurer en leurs maisons, saufs et sains de leurs personnes, biens et honneurs quelzconques.

(10) *Item.* Au cas que mondict seigneur sera content desdicts appointement et articles, et les ratifiera dedans le terme de quinze jours prochains venans, les dessusdictes places de Caën et Avranches seront mises par le duc ès mains de mondict sieur de Calabre; et aussi par le Roy seront mises Saint-Lo, Coutance, Bayeux et Gauray, pour icelles tenir et garder au nom et pour part du Roi, pour seurteé que à mondict seigneur Charles seront payez lesdicts soixante mille francs, durant le temps que sondict partage ou apanage sera congneu et décidé par les dessusdicts seigneurs arbitres, et le tiers, ainsy que dessus, et puis, cela fait, les baillera franchement et quicteement ès mains du Roy.

(11) *Item.* Et dès à present sera cessation de guerres et œuvres de fait entre le Roy et le duc, tant par mer que par terre, et se levera l'armée du Roy du pays du duc, et s'en ira en autre pays.

(12) *Item.* Et demeurera le duc en possession et tenue de toutes places, villes et seigneuries qu'il tient à present; et en outre, luy seront rendues et restituées tous chasteaux, villes et seigneuries qui luy auront esté prises durant ces differends de maintenant.

(13) *Item.* Et touchant les chasteaux et places d'Ancenis et Champtocé, ils demeureront en la main de mondict sieur de Calabre, jusques à ce que Caën et Avranches soyent mises en sa main, comme dessus est dict; et ce fait, les rendra promptement au duc et quicteement, et sera tenu le duc, tandis que mondict sieur de Calabre les tiendra, n'entreprendre (et non pas neures, prendre, comme le porte le traité imprimé dans le Recueil de Léonard), ni faire œuvre de fait, par soy ni par autrès, sur lesdictes places.

(14) *Item.* Et demeureront en leur fermeté tous appointemens et obligez, passer et accordez entre le Roy et le duc, tant à Paris qu'à Caën, et seront de nouveau confirmez et ratifiez.

(15) *Item.* Pour seurteé desdictes parties et de l'observance du contenu, tant en ces

contenu avons loués, ratifiés et approuvés, louons, ratifions, approuvons et avons agréable, et promettons en bonne foy et parole de Roy, sur notre honneur et sur l'hypothèque et obligation de tous nos biens, entretenir lesdicts accords, traité et appointement, ainsy qu'il gist et est plus à plain contenu en iceulx articles, de point en point, selon leur forme et teneur, sans jamais aller ne venir au contraire en quelque forme et maniere que ce soit; et quant à ce, nous soumettons aux censures ecclésiastiques, nonobstant noz privileges, par lesquels le saint-siege apostolique ne nous peut ou doit compeller par lesdictes censures ecclésiastiques, desquelles ne nous voulons aider en tant que touche l'entretenement desdicts traité et appointement, pour cette fois seulement et sans consequence, ne qu'il nous face ou porte aucun prejudice et à nosdicts privileges ne à tous nos autres droicts royaux et privileges quelzconques. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main, et à icelles fait mettre nostre scel. *Donné à Compiègne, le dix-huitiesme jour de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : LOYS. Et sur le repli : *Par le Roy, Monsieur le Cardinal d'Angers, Monsieur le Duc de Bourbon, l'Archevesque de Lyon, Tannequi du Chastel, Vicomte de Belliere, maistre Pierre Doriole, et autres, presens.* Signé B. MEURIN. Et scellé d'un grand sceau de cire blanche sur queue de parchemin, ledict sceau rompu à moitié.

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

Suite de la NOTE.

presens articles et appointemens que ceux de Paris et Caën, en donneront le Roy au duc et le duc au Roy, leur scellez et promesses, ensemble promesses et scellez des seigneurs de leur sang, gens d'esglise, nobles et universitez, capitaines et gens de guerre de leur pays, lesquels scellez seront mis en la main de mondict sieur de Calabre, c'est assavoir ceux du Duc de Bretagne dedans la Toussaint prochainement venant, et ceux du Roy dedans la Chandeleur après ensuivant; et lors mondict sieur de Calabre delivrera au Roy ceux du duc et de son pays, et ceux du Roy au duc, et les choses dessusdictes feront conformer au Saint-Siege apostolique, en soi soubzmettant lesdictes parties, pour l'observation des choses dessusdictes, aux censures ecclésiastiques.

(16) Item. Seront tenus le Roy, et monsieur le duc, chascun de sa part, de pardonner et recevoir en grace tous leurs serviteurs et subjects, qui auront tenu le parti de l'un ou de l'autre, et leur rendre tous leurs biens et honneurs, sans aucun reproche, pour en jouir comme auparavant ces differends.

(a) Lettres relatives à l'amortissement d'un revenu que le Comte de Dunois (b) vouloit appliquer à une Chapelle qu'il avoit fondée.

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons, nous avoir receue l'umble supplication de nostre très-chier et amé cousin Jehan, Comte de Dunois et de Longueville, seigneur de Partenay, contenant que par nos autres lettres patentes, signées de nostre main, et pour les causes plus à plain contenues en icelles, nous avons à icelluy nostre cousin, admorty jusques à la somme de cent livres tournois de rente, à

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 143.

(b) Voir ci-dessus, tome XV, page 382, note d.

Tome XVII.

P ij

LOUIS XI.
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

l'avoir et prendre du revenu de sadicte comté de Longueville, pour la fondacion d'une chapelle qu'il a fait faire et esdifier en son chastel de Chasteaudun, ainsi qu'il est plus à plain contenu èsdictes lectres; toutesvoyes, icelluy nostre cousin cognoissant que la pluspart des biens qui ont esté par luy employez, tant à l'augmentacion de la revenue d'icelle comté de Longueville que à la fortification et emparement desdicts chastel et place de Chasteaudun, sont provenus de la maison de France et des bienfaicts qu'il a euz de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et de nous, et que par faulte de hoir mâle, ladicte comté de Longueville doit revenir et retourner à la couronne, pourquoy nostredict cousin exposant ne voudroit que, au temps advenir, on peust ne deust dire que icelle revenue dudict comté de Longueville fust diminuée en ses mains ne par son moyen, et à ceste cause, nous a supplié et requis qu'il nous plaise luy admortir semblable somme de cent livres de rente, à les avoir et prendre tant en haulte et moyenne et basse-justice que autrement, noblement, qui est ou sera par luy acquise ès duchié d'Orléans et comté de Chartres, pour et au lieu desdicts cent livres tournois de rente ainsy par nous admorties, comme dict est, sur la revenue de ladicte comté de Longueville, pour la fondacion de ladicte chapelle, et sur ce luy benignement impartir nostre grace. Pour ce est il que nous, ces choses considérées, et les bons, grans, notables et recommandables services que nostredict cousin a par long-temps faicts, et dès son jeune aage, à feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et à nous et à la chose publique de nostre royaume, ou fait des guerres, en y exposant ses personne et biens, sans les épargner en aucune maniere et autrement, en plusieurs et maintes manieres, inclins pour ces causes liberalement à sa requeste, à nostredict cousin de Dunoys suppliant avons octroyé et octroyons qu'il puisse acquérir èsdicts duchié d'Orléans et comté de Chartres, soit en fief où il y ait haulte, moyenne et basse justice, ou autre part où il le pourra licitement faire, jusques à ladicte somme de cent livres de rente ou revenu, et icelle rente et revenu jà par luy acquise ou à acquérir, donner et bailler à ceulx qui sont et seront ordonnés à faire le service divin en ladicte chapelle, et que lesdictes gens d'esglise et leurs successeurs la puissent tenir et posseder et en joyr paisiblement et perpetuellement, comme admortie et à Dieu dediée, et laquelle somme de cent livres tournois de rente ou revenu ainsy par nostredict cousin suppliant, acquise ou à acquerir, nous, dès-maintenant pour lors, avons admortie et admortissons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, sans ce que lesdictes gens d'esglise ne leurs successeurs en ladicte chappelle soyent tenus icelle rente et revenu mettre hors de leurs mains ne pour payer aucune finance ou indemnité à nous ne aux nostres, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit; et laquelle finance, quelle que elle soit, nous avons donné et quicté, donnons et quictons à nostredict cousin, de nostre plus ample grace, et pour considération des choses dessusdictes, par cesdictes presentes, pourveu toutesvoyes que en faisant l'expédition et verification d'icelles, nostredit cousin suppliant sera tenu rapporter où envoyer en nostre chambre des comptes nosdictes autres lectres de semblable admortissement dont cy-dessus est faicte mencion, pour illec estre cancellées (a) et adnüllées,

NOTE.

(a) Biffées, rayées.

ainsy qu'il appartiendra, en deschargeant ladicte comté de Longueville de semblable somme de cent livres de rente. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eux si comme à luy appartiendra, que nostredict cousin et lesdictes gens d'esglise et leursdicts successeurs, chascun d'eulx en tant que à luy pourra toucher, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user paisiblement de noz presens admortissement, don, quittance, grace et octroy, sans leurfaire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destoubrier ou empeschement au contraire, lequel se faict ou donné leur estoit en aucune maniere, ores ou pour le temps advenir, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons signé ces presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Compiègne, le xvij.^e jour de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le viij.^e* Et estoit escript sur le repley desdictes lectres: *Par le Roy, Monsieur le Cardinal d'Angiers, l'Archevesque de Lyon, maistres Pierre Doriole et Jehan Hebert, et autres, presens.* Ainsi signé; J. DELALOERE.

LOUIS XI,
à Compiègne,
le 18 Septemb.
1468.

(a) *Obligation de guet et garde imposée aux Habitans de quelques paroisses dépendantes de l'abbaye Sainte-Catherine-du-Mont-lès-Rouen.* (b).

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons, à tous presens et advenir, nous avoir reçue l'umble supplication de nostre amé et féal conseiller maistre Jehan Dumesnil (c), commandataire de l'abbaye et monastère de Sainte-Trinité, au mont de Sainte-Katherine-lès-Rouen (d), et des religieux et couvent d'icelle abbaye, contenant que, jaçoit ce que les manans et habitans des parroisses de Nostre-Dame et Saint-Pierre, de Franqueville, de Celoville, Saint-Jacques-sur-d'Ernetal, Quiberville, Lamillon, Damelameville et le Tot-du-Hamel de Nostre-Dame de Franquevillette et de Monville, en tant que audict lieu de Monville avoit hommes tenant icelle abbaye, soyent tenuz et subjects d'ancienneté de faire guet et garde en la place et forteresse de ladicte abbaye ou payer ausdicts supplians les deffaulx dudict guet, et que par ce moyen iceulx habitans doivent estre tenuz francs, quictes et exemps de faire et payer ledict guet et garde en nostre chastel de Rouen, ce neantmoins, puis aucun temps en ça, le cappitaine de nostre chastel de Rouen ou son lieutenant et nostre procureur, leur ont mis et donné empeschement à la joyssance d'icelluy guet, disant et soutenant que lesdicts habitans étoient tenuz et subjects de faire ledict guet audict chastel de Rouen; sur quoy procès a esté meu entre lesdictes parties, qui est encores pendant indecis, et à ceste occasion, lesdicts supplians ne pevent joyr d'icelluy guet, qui est en leur très-grant

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 331.

(c) *Ibid.* page 130.

(d) Il fut le premier qui eut cette abbaye en commende.

(b) Voir *Gallia Christiana*, tome XI, pages 124 et suiv.

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

prejudice et dommage, et plus pourroit estre si par nous ne leur estoit sur ce donné convenable provision, ainsi qu'ilz nous ont fait remonstrer, en nous umblement requerant que, actendu la situation de ladite place, qui est le grant garde en laquelle est très-necessaire fere continuellement bon guet, et mesmement, en cas d'emminent peril, pour obvier aux grans inconveniens qui pourroient survenir à nostre bonne ville de Rouen et à tout le pays d'environ, se elle n'estoit gardée ainsi qu'il appartiendra, et que lesdicts supplians ne pourroient ne sauroient fournir à icelle garde se les habitans et parroisses dessusdictes n'y faisoient ledict guet, il nous plaise leur octroyer ladite provision. Pourquoi nous, ces choses considerées, desirans ladite place et forteresse estre bien et seurement gardée et obvier ausdicts inconveniens, avons ordonné et declairé, ordonnons et declairons, voulons et nous plaist, que lesdicts habitans des parroisses dessusdictes et leurs successeurs facent d'ores en avant, à tousjours perpetuellement, ledict guet et garde en ladite place et forteresse de ladite abbaye, et au deffault dudict, qu'ilz en payent les amendes en ladite esglise, ainsy que en tel cas appartiendra. Et d'abondant en tant que mestier est, en faveur des bons et agréables services que nostredict conseiller suppliant nous a par cy-devant faiz et fait chacun joir, aussi affin que soyons tousjours de plus en plus participans es prieres, oraisons et suffrages qui d'ores en avant seront faiz et celebrez en ladite abbaye, et mesmement en l'honneur et louange de la glorieuse vierge, madame Sainte-Katherine, qui est illec adorée et reverée, à laquelle avons singuliere et entiere devocion, avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces presentes, à ladite abbaye et monastere tout et tel droit de guet, se aucun en avons, que lesdicts habitans et leurs successeurs pouvoient estre tenuz de faire en nostredict chastel de Rouen, lesquels habitans et leursdicts successeurs, voulons estre tenuz francs, quictes et exempts d'ores en avant de fere icelluy guet audict chastel de Rouen, et les en avons quictez, exemptez et affranchiz, quictons, exemptions et affranchissons à tousjours, mais, en tant que mestier est, par cesdictes presentes, et sur ce imposons silence audict cappitaine de nostredict chastel de Rouen, à nosdicts procureurs, present et advenir, et à tous autres, en mettant au néant ledict procès et tous autres qui ont estez ou pourroient estre meuz et intentez pour raison dudict guet; voulons et donnons en mandement, par cesdictes presentes, aux bailliz de Rouen et d'Evreux et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presens grace, ordonnance, volonté, don et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs successeurs en ladite abbaye joir et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait aucun destourbier ou empeschement au contraire, en contraignant ou faisant contraindre lesdits habitans et leurs successeurs à fere d'ores en avant ledict guet et garde en ladite place et forteresse, ou à payer les amendes desdicts deffaulx ausdicts supplians et leurs successeurs par toutes voyes dues et raisonnables, pourveu toutes-voyes que lesdicts supplians seront tenuz d'entretenir ladite place et forteresse en bonne et convenable reparation, et que ces presentes seront publiées en nostre prochain eschicquier de Normandie. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'aultruy

en toutes. *Donné à Noyon, ou moys de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitieme.* Ainsi signé : *Par le Roy. B. MEURIN. Visa. Contentor. J. DUBAN (a).*

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

NOTE.

(a) Le registre 194 du Trésor des chartes a, sous les n.^{os} 302, 310 et 338, des lettres d'amortissement, datées du mois de septembre 1468. Les premières sont accordées au chapitre de Noyon; les secondes, au monastère de Saint-François, à Perpignan;

les troisièmes, "à un couvent d'Augustins, de Noyon pareillement. Le n.^o 332 nous en présente aussi, sous la date du 14 octobre de la même année, en faveur de Guillaume de Maronne. Nous n'imprimerons que les premières. Voir ci-après, *pr 124 et 125.*

(a) *Confirmation d'une Exemption de subsides accordée par Charles VI aux habitans de la Romagne, de Robercourt et de Blenencourt; concession du droit de justice à un Commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, sur ceux qui habitent dans l'arrondissement de sa commanderie.*

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme nostre amé et feal conseiller et chambellan, frere Pierre de Bosredond, chevalier de l'ordre de Saint-Jehan de Jherusalem, commandeur de la commanderie de la Romagne, assise en nostre royaume (b), et de Robertcourt en l'Empire (c), et les manans et habitans des villes et lieux de Robertcourt et Blenencourt et leurs appartenances, situez et assis en l'Empire, hommes et subjects dudit commandeur, à cause de ladicte commanderie de Robertcourt, nous ayent fait exposer que à l'occasion de certaines exécutions et contraintes que les esleuz et receveur sur le faict des aydes à Langres ou auscuns d'eulx s'efforçoient de faire sur les habitans de ladicte ville, pour leur faire payer aucunes porcions de certains aydes ou finances, lors ordonnées et assises en nostre royaume, de par feu nostre ayeul Charles VI, dont Dieu ait l'ame, c'est assavoir, ès années mil ccc iiij.^{xx} et ung, iiij.^{xx} ij et iiij.^{xx} troys (d), à quoy toutes voies lesdicts habitans qui estoient, comme encores sont lesdicts supplians à present habitans desdicts lieux de Robertcourt, de Blenencourt et leurs appartenances, et nuement subjects en espirituel et temporel dudit commandeur, situez et assis en l'Empire, troys lieues hors des mectes de nostredict royaume, oultre la riviere de Meuse, et entre les pays et duchiez de Bar et de Lorraine, n'estoient aucunement contribuables, mais tant seulement pour cause des guerres estans en celluy temps oudict pays de Lorraine, dont ilz avoient esté souvanteffois ars et bruslez et autrement maltraitez, s'estoient certain temps paravant icelles contraintes, mis en la garde de nostredict ayeul, ou d'autres noz prédécesseurs Roys de France, en payant chacun an douze deniers par feu, sans ce toutesvoies qu'ilz fussent en rien subjects de nostredict royaume. A ces causes, lesdicts habitans eurent recours pardevers lesdicts esluz, et leur presenterent certaine re-

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 195, pièce 177.

(b) En Bassigny, à cinq ou six lieues de Langres.

(c) Dans l'ancien Barrois, qui fait aujourd'hui partie du département de la Meuse.

(d) Voir les t. VI et VII de cette collection.

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

queste, requerans estre entretenus en leurs libertez et franchises, laquelle fut par eulx envoyée à Paris, par devers les generaulx des aydes, qui lors estoient; et après ce que, par les lesdits generaulx, ladicte requeste veue, eust esté mandé auxdicts esleuz que s'il leur apparoissoit le contenu en ladicte requeste estre vray, ilz tinsent quictes lesdits habitans, et après que plusieurs poursuites et diligences eurent esté sur ce faictes par iceulx habitans, après aussi que par lesdits esleuz ou autres officiers par eulx à ce commis eurent esté faictes certaines informations sur les libertez et franchises desdicts habitans, et mesmement qu'ilz maintenoient estre situez et assis hors de nostredict royaume par lesdits esleuz et par leurs lectres executoires, et par vertu de certaines lectres patentes octroyées par nostredict ayeul, datées du troiesme jour de juillet, l'an mil ccc iiij.^{xx} xiiij; veues les informations dessusdictes et le procureur de nostredict ayeul dument oy, fut dict que lesdits habitans seroient tenez quictes et paisibles des sommes et finances devantdictes. Et depuis encores, pour ce que lesdits esleuz et receveur se voldrent de relief certain temps après efforcer de imposer sur lesdits habitans certaines tailles ou aydes mis sus en nostredict royaume, ès années mil ccc iiij.^{xx} et sept, après ce que lesdits habitans eurent sur ce fait et baillé tout de nouvel leurs remonstrances pardevers les généraulx des aydes à Paris, des autres exploicts et delivrances et mesmement de ce que lesdits esleuz et receveur vouloient contraindre à payer les imposicions privées et foraines, et que par lesdits generaulx eust esté de relief mandé ausdicts esleuz tenir lesdits habitans quictes et paisibles de tous lesdits aydes s'il apparoissoit de leur donné à entendre, et avecques ce eulx informer sur les choses dessusdictes, appeller le procureur de nostredict ayeul et autres qui seroient à appeller, et l'information qui sur ce faicte, auroient renvoyez par devers lesdits généraulx finalement icelles informations faictes, renvoyées par devers iceulx generaulx, et icelles vues et tout ce qui faisoit à considerer fut dict et ordonné par arrest, que lesdits hommes et habitans de Robertcourt et de Blenencourt seroient dès-lors en avant quictes et exempts de payer les dessusdictes aydes, ainsi que ces choses et autres sont plus à plain contenues esdictes lectres d'arrest; desquelles lectres d'arrest et verificacion y attachée la teneur s'ensuit, l'une après l'autre :

CHARLES VI,
à Paris,
le 24 Janvier
1399.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nostre amé Pierre de Beaufremont (a), chevalier de l'ordre Saint Jehan de Jherusalem, commandeur de Robertcourt et seneschal de Rhodéz, nous eust exposé que ladicte ville de Robertcourt et celle de Blenencourt, dont il est seigneur, à cause de sadicte commanderie, et tous les hommes et subgects de la mairie d'icelle soyent situez et assis et demourans troys lieues ou environ en l'Empire, hors notre royaume, oultre la riviere de Meuse, entre les pays des duchiez de Lorraine et de Bar, lesquels manans et habitans ou temps passé, pour les guerres qui estoient audict pays, par lesquelles ilz estoient souvent ars et bruslez et autrement en plusieurs manieres opprimez, se fussent mis en nostre garde, parmy payant chascun an douze deniers tournois, pour

NOTE.

(a) Beaufremont.

chascun

chacun feu, sans autre servitude quelconque, soubz ombre de laquelle garde, combien qu'ilz ne soyent en rien noz subjects de nostredict royaume, mais nœument de l'Empire, et sans ce qu'ilz eussent oncques payé ne deussent payer aucunes tailles, aydes, gabelles ou autres subvencions, les esleuz et receveur sur le faict des aydes ordonnées pour la guerre, ès cité et diocèse de Langres, les voldrent efforcer de imposer et ceuillir sur eulx, ès années mil ccc. iiii.^{xx} et six et iiii.^{xx} et sept derrenier passées, certaines tailles ou aydes que l'en disoit estre mises sus en nostredict royaume pour ledict faict de noz guerres, et pour ce se fussent dès-lors traitz pardevers nous, et sur ce eussent obtenu certaines noz lectres faisant mention des choses dessusdictes, par lesquelles, entre autres choses, leur estoit mandé que desdictes tailles et autres subvencions ilz les fassent tenir quictes et paisibles. Et depuis, par vertu d'icelles et de certaine enqueste sur ce paravant faicte par nostre procureur sur ledict faict en ladicte eslection, iceulx esleuz eussent lesdicts habitans et subjects faict tenir quictes et paisibles desdictes tailles et aydes sur eulx mises, si comme par les lectres desdicts esleuz il pouoit plus à plain apparoir. Et combien que selon raison, nostredicte garde et lesdictes lectres d'absolucion desdicts esleuz, les manans, habitans et subjects de ladicte commanderie fussent et dussent estre francs et quictes de toutes tailles et subsides, gabelles, impositions foraines et privées, du quatriesme de vins vendus à detail ou en gros, et autres subvencions ayans cours en nostredict royaume ou autrement, parmy nous payant lesdicts douze deniers tournois pour chacun feu, à cause de ladicte garde, néanmoins, lesdicts esleuz, receveur et nostre procureur ou autres noz officiers sur ledict faict des aydes, par force et contrainte, leur en avoient faict payer, et encore de present en chacun jour s'efforcent de contraindre lesdicts heritaiges d'icelle commanderie à payer icelles impositions et tellement que par les grans oppressions qui, chacun jour, leur estoient faictes, ils estoient en voye de délaisser le pays, qui estoit au prejudice et dommaige d'icelluy chevalier et de sesdicts hommes et subjects, si comme icelluy chevalier disoit, en nous requerans sur ce nostre provision. Lesquelles choses dessusdictes par nous considérées, nous, à icelluy chevalier, eussions octroyé noz autres lectres contenant ce que dict est, adreçant à noz amés et féaulx les generaulx conseilliers sur ledict faict des aydes à Paris, et leur eussions mandé que se appellé nostredict procureur et autres qui pour ce seroient à appeller, il leur apparoissoit de ce que dict est, tant par nostredicte garde et lesdictes lectres d'absolucion comme autrement deuement, ilz feissent lesdicts hommes et femmes et habitans de ladicte commanderie de Robertcourt tenir quictes et paisibles de tous lesdicts aydes et subsides ayans cours en nostredict royaume, sans les molester ne empescher, ne souffrir estre empeschez en aucune maniere au contraire; lesquelles noz lectres veues par nosdicts generaulx conseillers, iceulx par leurs lectres eussent mandé ausdicts esleuz que de et sur les choses declairées ilz se informassent bien et diligemment, appellé à ce nostredict procureur et autres qui seroient à appeller, et l'information que faicte en auroient, avecques leurs advis, ilz renvoyassent à nosdicts generaulx conseillers, clos et scelez soubz leurs sceaulx au plustost qu'ilz pourroient, afin que sur ce nosdicts generaulx conseillers peussent pourvoir ainsi qu'il appartiendra; lesquels esleuz eussent faict certaine information sur les choses dessusdictes en ladicte ville de Robertcourt et en plusieurs villes des diocèses de Besançon et de Toul, enclavez en nostredict royaume, qui avoient accoustumé de payer les choses dessusdictes, present

Tome XVII.

Q

Louis XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

Louis XI.
à Noyon,
Septembre
1468.

et appellé avec eulx Clement de Gellant, nostre procureur en ladicte eslection, et icelle informacion lesdicts esleuz eussent envoyée pardevers nosdicts generaulx conseillers, avec leurs adviz sur le contenu en noz lectres dont cy-dessus est faicte mencion, clos et scelé soubz leurs sceaulx, pour en ordonner par nosdicts generaulx conseillers ainsi qu'il appar-tiendra : savoir faisons que, veu par nosdicts generaulx conseillers nosdictes lectres, et la dessusdicte informacion faicte par lesdicts esleuz, leur adviz sur le contenu en ladicte informacion, les deposicions des tesmoins produits et examinez en icelle informacion, et tout ce qui faisoit à veoir et considerer, iceulx noz generaulx conseillers ont ordonné et ordonnent que les dessusdicts hommes et habitans de Robertcourt et de Blenencourt seront et demourront d'ores en avant francs, quictes et exempts, de payer les dessusdicts aydes pour ledict faict de la guerre. Si mandons aux dessusdicts esleuz de Langres, que nosdictes lectres d'ordonnance ilz enterinrent et d'icelles facent les dessusdicts hommes, subgects et habitans, joyr et user paisiblement, sans empeschement aucun. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Paris, le xxiv.^e jour de Janvier, l'an de grace mil ccc iv.^e et xix, et de nostre regne le xx.^e* Ainsi signé : *Par le Roy, à la relacion du Conseil estant en la chambre des aydes ordonnées pour le faict de la guerre.* JA. GOBIN.

S'ensuit la teneur desdictes lectres de verification :

DE par les generaulx conseillers sur le faict des aydes ordonnées pour la guerre, esleuz sur le faict des aydes ès cité et diocèse de Langres, accom-plissez le contenu ès lectres du Roi nostre sire, cy-attachées soubz l'un de noz signets, faisant mencion de certaine ordonnance faicte par nous pour les subgects, manans et habitans de Robertcourt et Blenencourt, tout par la forme et maniere que le Roy, nostredict sire, le mande par sesdictes lectres. *Donné à Paris, le xxvii.^e jour de Janvier, l'an mil ccc iv.^e xix.* Ainsi signé : JA. GOBIN.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Et combien que, tant par les lectres dudict arrest dessus incorporé, comme aussi par les lectres des main-levées et delivrances faictes au-devant d'icelluy arrest, dont dessus est faicte mencion, comme aussi par autres lectres de semblables main-levées et delivrances aussi faictes depuis le temps d'icelluy arrest, c'est assavoir, en l'an mil cccc xxiiij, par le bailliy de Chau-mont, qui estoit pour lors commissaire en icelle partie, ou autre par luy à ce commis, et par auctorité et mandement de justice souveraine, le tout au profit desdicts manans et habitans, après plusieurs saisissemens, main-mises et empeschemens faicts sur leurs personnes et biens, pour occasion de payement desdicts aydes ayans cours en nostre royaume en divers temps dessus declairez, il appert tout clairement que les hommes et subgects de ladicte commanderie et dudict commandeur exposans, et mesmement les manans et habitans de Robertcourt et de Blenencourt, sont et doivent estre francs, quictes et exempts de payer les susdicts aydes pour ledict faict de la guerre, néantmoins, noz esleuz, receveur, et procureur sur ledit faict de noz aydes audict lieu de Langres et de la prevosté de Montigny, se sont puis nagueres de rechef efforcés de contraindre lesdicts habitans desdicts lieux de Robertcourt, Blenencourt et autres d'icelle mairie ou comman-derie, hommes et subgects dudict commandeur exposant, à payer noz aydes

comme quatriesmes de vins vendus à détail, gabelles de sel, imposition foraine et autres subvencions ayans cours en nostredict royaume, et tellement les ont molestés et travaillez, molestant et travaillent par chascun jour, que plusieurs d'iceulx sont en voye de laisser et abandonner lesdits lieux, et s'en aller, avecques leurs biens et mesnaiges, demourer ailleurs, qui seroit chose pitiable; lesquelles choses ont esté et sont au grant prejudice et domaige d'iceulx habitans, et aussi dudict commandeur exposant, requerans humblement pour ces causes, qu'il nous plust ledict arrest dessus transcript approuver, ratifier et confermer, et de l'effect et contenu d'icelluy, aussi desdictes main-levées et delivrances dessus touchées, faire ledict exposant et lesdicts manans et habitans d'iceulx lieux et autres estans de ladicte commanderie, ses hommes et subgects, joyr et user plainement et paisiblement. Pour ce est-il que nous, voulans les droicts, libertez et franchises dudict ordre estre entretenus et gardez en leur entier, cessans toutes surprises à culx faicts et à faire, et qu'il soit favorablement traicté, après ce que lesdictes lectres d'arrest et main-levées et delivrances ont esté par nostre commandement bien veues et visitées par les gens de nostre grant conseil, nous, pour ces causes, et sur ce eu adviz et deliberacion, avons lesdictes lectres dessus transcriptes, avec tout leur effect et contenu, louées et approuvées, ratifiées et confirmées, louons et approuvons, ratifions et confermons de grace especial, par ces presentes, et avons voulu, voulons et nous plaist que lesdicts manans et habitans dessus nommés soyent et demeurent francs, quictes et exempts de nosdicts aydes ordonnés pour le fait de la guerre, declairez oudict arrest, et tout selon la forme et teneur d'icelluy; et pareillement, que ledict commandeur ait la justice et jurisdiction ordinaire desdicts manans et habitans, tout ainsy et par la forme et maniere que les autres justiciers estans hors nostre royaume ont, et sans ce que noz officiers, quels qu'ilz soyent, soit en domaines ou en aydes ou en autres choses, reservé lesdicts douze deniers tournois, ayent sur eulx que veoir ne que cognoistre, fors en cas d'ayde, et premierement à ce requis par ledict commandeur ou ses officiers. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amés et féaulx les generaulx conseillers sur le fait de la justice de noz aydes, baillis de Chaumont et de Vitry, gouverneur de Langres et prevost de Montigny-le-Roy, esleuz sur le fait de noz aydes à Langres et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, ratification, confirmation et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent ledict commandeur et lesdicts habitans joyr et user plainement et paisiblement, et tout ainsy et par la forme et maniere que les autres justiciers estans hors nostredict royaume, sans leur faire mectre ou donner, ne souffrir estre fait ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destoubrier ou empeschement en corps ne en biens, en quelque maniere que ce soit, mais se leur corps ou aucuns de leurs biens sont ou estoient pour ce prins, saisis, arrestez ou autrement empeschés, leur mectent ou facent mectre sans delay à plaine delivrance; en nous payant toutesvoies par les manans et habitans ladicte somme de douze deniers tournois pour chascun feu, par chascun an, à cause de nostredite garde, ainsy qu'ilz ont accoustumé de faire par cy-devant es temps passez. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à faire en divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait soubz scel royal, plaine foy soit adjoustée comme à ce present. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours,

Tome XVII.

Q ij

 LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

nous avons fait mectre nostre scel à ceditcs presentes. *Donné à Noyon, ou moys de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Ainsi signé : Par le Roy, Monsieur le Cardinal d'Angiers, et autres, presens. B. MEURIN. Visa.*

LOUIS XI,
à Noyon,
Septembre
1468.

(a) *Lettres d'Amortissement (b) accordées au chapitre de Noyon (c), à la charge de dire, pendant dix ans, le 8 Septembre, un Salve Regina et quelques autres prières.*

LOYS, par la grâce de Dieu, Roy de France, salut. Sçavoir faisons, à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umble supplicacion de noz chiers et bien-amez les doyen et chappitre, et de la congrégacion et communauté des chappelains de l'esglise de ceste ville et cité de Noyon, contenant que ladicte esglise fut anciennement, par feu Saint Charlemagne, nostre predecesseur de glorieuse memoire (d), grandement et notablement fondée de plusieurs seigneuries, rentes et revenues et possessions qui estoient de grande et bonne revenue pour l'entretienement de ceulx qui estoient et sont ordonnez à faire le divin service en icelle, lesquelles choses ilz ont depuis tenues et possédées et encore tiennent paisiblement comme admortiz. Et aussi, ont esté donnez et leguez ausdicts doyen et chappitre, depuis cent ans en ça, par auscuns, tant chanoines de ladicte esglise que autres meuz de devocion, plusieurs maisons, cens, rentes, heritaiges et autres possessions et revenues, entre lesquelz a auscuns petits fiefs, et peuvent toutes lesdictes choses, monter à la somme de deux cens livres de rente ou revenue chascun an ou environ, qui encore ne sont admortiz; et pareillement, ont esté donnez, leguez et delaissez ausdicts chappelains qui sont en communauté trente-neuf personnes, plusieurs heritaiges, rentes, possessions et revenues, depuis soixante ans en ça, montant à la somme de quarante-huit livres parisis par chascun an ou environ, à la charge de célébrer en leurdicte communauté environ cent cinquante basses messes, et de payer aux seigneurs de qui sont tenuz lesdicts heritaiges, chascun an, certaines redevances; et jà soit que lesdictes rentes et revenues de l'ancienne fondacion d'icelle esglise soyent diminuées de plus de la moitié, à cause des grans et longues guerres qui ont esté en cestuy nostre royaume, et mesmement en ceste Marche, tellement que par plusieurs années, lesdicts chanoines et chappelains servans en ladicte esglise n'avoient honnement de quoy eulx entretenir, toutesvoyes y a esté et est ledict service divin solemnellement continué, selon l'intention dudict fondateur; et avec ce, leur ont esté et sont souvensteffoiz donnés plusieurs troubles et empeschesmens, en ce qu'ilz tiennent non admorti, de par les commissaires des francs-fiefs et nouveaulx acquests, et autres qui en ont levé et exigé d'eulx le temps passé à diverses foiz, plusieurs grans sommes de

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pages 978 et suivantes.
pièce 302.

(b) Voir ci-dessus, page 119, note a.

(c) Voir le *Gallia Christiana*, tome IX,

(d) Charlemagne avoit été sacré à Noyon, en 768, par le pape Etienne. Voir le *Gallia Christiana*, tome IX, page 987.

deniers, en grant diminucion de leurdictre revenue, comme ilz nous ont dit et remonstré, requérant humblement sur ce nostre grace leur estre impartie. Pourquoy nous, ces choses considerées, et mesmement le bel et le sollempnel service qui ordinairement est faict et continué en ladictre esglise, ainsi que avons veu à l'ueil par plusieurs tournées, ausdicts doyen et chappitre et aussi ausdicts chappellains de ladictre esglise de Noyon, pour reverence, de Nostre Seigneur Jesus-Christ et de la glorieuse Vierge Marie en l'honneur de laquelle ladictre esglise est fondée et en laquelle nous avons esté sur ce requis, et affin que soyons toujours plus participans es prières, oroisons et bienfaits en icelle, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist qu'ilz puissent desormais tenir et posséder, c'est assavoir; lesdicts doyen et chappitre, lesdictes deux cens livres parisis de rente ou revenue, ainsy par eulx acquises et qui leur ont esté données et leguées depuis cent ans en ça, non admortiz, et qu'ilz en puissent encore acquérir autres vingt livres de rente, et les tenir et posséder; et ausdictes congrégacion et communauté desdicts chappellains, qu'ils puissent pareillement tenir lesdictes quarante-huit livres parisis de rente par eux acquises, le tout comme admorti et à Dieu dédié; et lesquelles choses et chacune d'icelles nous leur avons admorties et admortissons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces présentes, sans ce qu'ils ne leurs successeurs soyent tenus ne puissent ou doyent estre contrains à les mettre hors de leurs mains, ne pour ce payer à nous ne aux nostres aucune finance, laquelle nous leur avons donnée et quictée, donnons et quictons de plus ample grace, et pour les causes et consideracions que dessus par cesdictes presentes, à quelque somme que ladictre finance puisse monter, pourveu que lesdicts doyen, chappitre et chappellains qui seront en ladictre esglise, diront tous ensemble chascun an, d'ici à dix ans, au jour de la Nativité de Nostre-Dame, devant son ymage de l'Annonciacion en icelle esglise, ung *Salve Regina*, avec l'oroison, et une oroison dudict glorieux Saint Charlemagne, pour le salut et prospérité de nous et de nostre royaume. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et trésoriers, au bailly de Vermandois, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, présens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdits doyen et chappitre et chappellains de ladite esglise de Noyon et leursdicts successeurs en ladictre esglise, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens don, admortissement, quictance et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois se faict avoit esté ou estoit en aucune maniere, sy l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons signé cesdictes presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes; voulans que au *vidimus* de ces presentes, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à l'original. *Donné audict Noyon, au mois de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsy signé : LOYS. Par le Roy, M. le Cardinal d'Angers, l'Archevesque de Lyon, maistre Pierre Doriolle, et autres, présens. DELALOERE. Visa. Contenior. J. DUBAN.

LOUIS XI.
à Noyon,
Septembre
1468.

LOUIS XI,
à Péronne,
Le 14 Octobre
1468.

(a) *Déclaration concernant le ressort des quatre lois (b) principales du Comté de Flandre, et l'appel de leurs jugemens (c).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons, à tous presens et advenir, comme de la part de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne (d), aux journées et convencions tenues par auscuns noz deputez de nostre part et les siens d'autre (e), pour l'apaisement de plusieurs questions et differends estant entre noz officiers et les officiers de nostredit frere, pour raison et à cause des droicts de ressort au comté de Flandres et autrement, nous ait esté remonstré que ledict conté de Flandres soit une parrie (f) ancienne de nostre royaume, noblement tenue par icelluy nostre frere, en grans droicts, prerogatives, libertez et franchises, et en laquelle conté ont accoustumé de hanter et frequenter et resider gens de toutes nations pour faict de marchandise, sur lequel faict de marchandise le pays de Flandres est principalement fondé (g), et aussi que ledict pays est d'autre langue que françoise, et que les gens y residens sont singuliers en maniere de vivre ou faict de police, de administration, de justice, et qu'ilz sont differens aux autres pays, provinces et contrées de nostre royaume, et que, pour ces considerations, ledict pays de Flandres a esté d'ancienneté et doit estre gouverné en toute autre maniere que les autres pays de nostredit royaume, et mesmement au regard des droicts de ressort (h), et de la cognoissance des causes et procès que noz officiers, assavoir, la court de nostre Parlement, noz bailliz royaux et autres, par noz lectres de commission et autrement,

NOTES.

(a) Reg. du Parl., v. E, Ord. de Louis XI, fol. 166 verso. Très. des ch., r. 197, pièce 6.

(b) Cours de justice, tribunaux. On lit dans l'article 1.^{er} du chapitre 9 des Chartes de Hainaut : « Si aucun est en défaut de payer » le terrage, on pourra le poursuivre en » nostredicte Cour... pour y prendre loix; » rapport s'en devra faire à loy ». Le mot *loi*, exprime *amende* la première fois qu'il est employé dans ce passage; et la seconde fois, il exprime le tribunal qui devoit prononcer.

(c) Charles VII, par des lettres données à Tours, au mois de janvier 1448, avoit ordonné que des commissaires, pris dans les conseils des deux Princes, régleroient quelques différends élevés à ce sujet. Voir le tome XIV de notre Collection, pages 41 et 42.

(d) Le Comte de Charolois, devenu Duc de Bourgoigne par la mort de son père, arrivée le 15 juin 1467; il avoit eu pour première femme une sœur de Louis XI.

(e) Nous avons rappelé, tome XVI, pages 307 et suiv. : 378 et suiv., divers actes législatifs que ces dissensions avoient fait rendre. On peut voir, pour ce qui concernoit plus particulièrement le Duc de Bourgoigne, les pages 335, 355 et suiv., 368, 437, &c.

(f) Les Comtes de Flandre étoient, de-

puis plusieurs siècles, pairs de France. Ils l'étoient déjà au commencement de la troisième race. Les six grands vassaux pairs, étoient alors les Ducs de Bourgoigne, de Normandie et de Guienne, les Comtes de Champagne, de Flandre et de Toulouse.

(g) Les volumes précédens contiennent plusieurs lettres qui ont pour objet d'accorder aux marchands de Flandre des prérogatives, des immunités. Voir, entre autres, les lettres de Charles V, juillet 1376, articles 5 et 6, tome VI, page 209; celles de Charles VII, janvier 1448, tome XIV, page 40; et ce que nous avons dit dans le Discours préliminaire du tome XVI, pag. c et cj.

(h) Charles VII avoit déjà ordonné, par une loi du 4 juillet 1445, une surseance de neuf ans, pour les appels portés au Parlement de Paris, des jugemens en matière civile et criminelle, rendus par les quatre lois de Flandre. Voir notre tome XIII, pages 441 et 442. Voir aussi, tome XVI, pages 437 et 438, des lettres de Louis XI lui-même, données à Paris, au mois de novembre 1465, qui ordonnent de surseoir au jugement des appellations interjetées des sentences rendues par les juges du comté de Flandre. Ces lettres avoient été accordées par le Roi, sur la demande du Duc de Bourgoigne.

entreprègnent journellement oudict pays, en astrayant à eulx la cognoissance par appellacion, reformation et autrement, des causes, procès, leurs (a) ordonnances, griefs, sentences, arrests de personnes et de biens, exploitz et autres appointemens que font et donnent les quatre principales lois de Flandres, assavoir, bailli et eschevins des deux bans de Gand, bailli, escoutete (b), bourgmaistres, eschevins et conseil de Bruges, bailli, escoutete, advocé et conseil d'Yppre, et bailli, cuboudre (c), bourgmaistres et eschevins du Franc (d); par quoy les estrangers, les marchans y frequentans et les inhabitans oudict pays sont traveilleez et empeschez par longs et sumptueux (e) procès en ladicte court de Parlement et ailleurs, et contrains à ceste cause de abandonner leurs besoignes et affaires et delaisser la frequentacion dudit pays, tant pour ce que ceulx de nations estrangeres, qui n'ont affaire oudict pays que pour leur marchandise, ne sont point gens de procès et ne s'y cognoissent, comme pour ce que les aucuns ny peuvent hanter sans sauf-conduit ou seurté; requérant icelluy nostre frere et cousin, que veuillons entretenir et garder ledict conté de Flandres (f) en ses franchises et libertez par lui pretendues en ceste partie, touchant l'exemption dudit ressort, et avoir regard aux choses dessusdictes, et en tant que mestier est, sur ce impartir nostre grâce. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, en faveur du fait de marchandise, qui est le bien commun de nostredict royaume, pour l'augmenter et accroistre, et que ledict conté de Flandres soit entretenu en sesdictes libertez et franchises, attendu qu'il est assis en l'extremité d'icelluy nostre royaume, propice et necessaire pour la defence d'icelluy, ayant aussi regard et consideracion aux grans services, plaisirs et curialitez (g), que avons receuz de la maison de Bourgoigne, et en faveur de nostredict frere et cousin et de la paix et reunion que avons faite et jurée à cejourd'huy, de nostre certaine science, puissance et auctorité royal, eu sur le tout bon et meur advis et deliberacion de conseil, avons pour nous, noz hoirs et successeurs, Roys de France, ordonné et declairé, ordonnons et declairons, que, perpetuellement et à tousjours, lesdictes quatre lois principales de Flandres, c'est assavoir, les bailliz, escoutetes, bourgmaistres, eschevins, advocé et conseil de Gand, de Bruges, d'Yppre et du terroir et pays du Franc, estre franchises, quictes et exemptes de nous, de nostredict court de Parlement et de tous autres noz officiers quelzconques, et que, par droict de ressort, soit par voie d'appellacion, supplicacion,

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

NOTES.

(a) Il ne peut y avoir leurs. La pièce 6 du registre 197, du Trésor des chartes, porte *treuves*. Ce mot n'est pas plus admissible, puisque *treuve* signifioit l'action de trouver, de découvrir la chose trouvée, découvrir. Peut-être doit-on lire *leyes*; *ley* exprime quelquefois ordonnance, jugement, décision d'un tribunal : *Licentiam habeat causam usque ad legem perducere*, dit une loi citée par Muratori, tome I.^{re}, part. II, page 88.

(b) Magistrat chargé de la police.

(c) Ou plutôt *Crickoudre*, fonctionnaire aussi chargé de la police.

(d) Le franc de Bruges. C'étoit un arrondissement formé d'un grand nombre de bourgs

et de villages, qui avoit aussi une coutume ou des lois particulieres.

(e) Coûteux.

(f) La Flandre appartenoit alors aux Ducs de Bourgoigne. Ils en étoient devenus les souverains, en 1384, par la mort de Louis II, dont la fille Marguerite, son unique héritière, avoit épousé le duc Philippe, second du nom, comme duc de Bourgoigne. Philippe I.^{er}, duc de Brabant, leur laissa ce pays en 1430 : il étoit le second fils d'Antoine de Bourgoigne, quatrième fils du même Philippe II, qui étoit le quatrième fils aussi du Roi Jean.

(g) Bons offices.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

réformation, evocation, ou par quelque autre voie que ce soit, à la requeste de partie ou autrement, lesdictes lois et les personnes d'icelles ne pourront et ne devront d'ores en avant estre actraiz ne evocquez devant nous en ladite court de Parlement ne ailleurs en nostredict royaume. Et de nostre plus ample grace, par privilege especial, perpetuel et irrevocable, avons remis et quicté, remectons et quictons à nostredict frere et cousin et à ses hoirs et successeurs, Contes et Contesses de Flandres, à tousjours, tout et tel droict de ressort et de recours que povoit, peult et doit, à nous et à nostredict court et autres noz officiers appartenir, touchant les jugemens, griefs, sentences, appointement, treuves (a) et ordonnances desdictes quatre lois, en tous cas et pour quelque cause que ce soit, sans y riens retenir de nostre part; et avecques ce, voulons et de nostre auctorité royal ordonnons, que lesdictes quatre lois et les personnes particulieres d'icelles lois soyent et demeurent, seront et demoureront subjects à nostredict frere et cousin, et à ses successeurs Contes et Contesses de Flandres, seul et pour le tout, sans appel ou reformation à nous, à nostredict court de Parlement ne à quelzconques autres noz juges de nostredict royaume, en donnant à nostredict frere et à sesdicts successeurs Contes et Contesses de Flandres, auctorité et pouvoir de tenir, et par toutes les voies et manieres que bon et expedient luy semblera, faire tenir en justice lesdictes quatre lois et les personnes d'icelles lois, et de faire executer tous jugemens, appointemens de chiefs, de sens, toutes sentences, arrestz de personnes et de biens, exploicts, treuves et ordonnances qui seront prononcées, faictes, ordonnées par lesdictes lois, et sans ce que nostredict frere ou sesdicts successeurs puissent en ce estre empeschez ou delayez à requeste de partie ou autrement, par appellacions, recours, reclamacions, reformation ou evocation à faire à nous et à noz successeurs Roys de France et à ladite court de Parlement ne à autres officiers de nostredict royaume, de quelque auctorité que ce soit; voulons en oultre et consentons que se aucunes lectres en forme d'appel, de supplication, de reformation ou autre provision quelle que puist estre, estoient obtenues de nostredict court de Parlement ou d'autres juges de nostredit royaume, contre et ou prejudice du contenu en cestes, qu'il ny soit aucunement obey ne obtemperé; et lesquelles provisions dès maintenant pour lors avons declairé et declairons nulles et de nulle valeur, et non devoir estre obeies ne sortir effect; et avons aboly et mis, abolissons et mettons au néant tous les procès meuz en nostredict court de Parlement, procedans des sentences et appointemens desdictes lois, ou qui sont pour l'execucion d'icelles, soit par voie de supplication, appellacion, reformation, evocation ou autrement, et voulons les parties estre renvoyées par-devant les lois desquelles lesdictes appellacions ont procedé pour mettre à deue execucion lesdictes sentences. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre Parlement et de noz comptes à Paris, aux generaulx sur le fait de noz domaines et finances et autres noz officiers qu'il appartiendra, et à chacun d'eulx en droit soy, que le contenu en ces presentes ilz enterinent, verifient et facent enregistrer où il appartiendra, et en facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et perpetuellement nostredict frere et cousin, sesdicts hoirs et successeurs, sans leur faire,

NOTE.

(a) Voir la note a de la page précédente.

mectre

mectre ou donner ne souffrir estre faict, mis ou donné quelque destourbier ou empeschement au contraire; car ainsy nous plaist et le voulons estre faict, nonobstant quelzconques costumes, ordonnances, constitutions royaux et autres choses au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mectre nostre scel à ces presentes, sauf toutesfois, en autres choses, nos droicts, seigneuries et souveraineté, et aussi le droict d'autrui en toutes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'octobre (a), l'an mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, en son conseil.* DELALOERE. *Visa.*

LOUIS XI,
à Noyon,
le 14 Octobre
1468.

Et super plicam erat scriptum; *Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, millesimo quadringentesimo sexagesimo-octavo.* Sic signatum: BRUNAT.

NOTE.

(a) Le 14 octobre est le jour même où fut signé le traité de Péronne. Louis XI s'étoit rendu dans cette ville, où le Duc de Bourgogne se trouvoit (*Voir ci-après, page 133 note c*). Le Duc l'accueillit avec beaucoup de respect; mais le peu de liberté qu'il lui laissa, inspira au Roi une défiance que son caractère naturel devoit rendre plus active: il consentit à tout ce qu'on lui demandait pour pouvoir enfin sortir de Péronne. Le traité fut juré sur la croix de Charlemagne.

Les lettres que nous venons de transcrire

et celles qui suivent, sous la date du 14 octobre, sont l'exécution des différens articles de ce traité. Nous le donnerons à la date du 12 mars 1469, en imprimant les lettres patentes du Roi qui le ratifièrent, et qui en ordonnèrent l'enregistrement au Parlement, à la Chambre des comptes et à la Cour des aides.

Nous avons suivi, pour l'ordre dans lequel nous imprimons les diverses lettres du 14 octobre, l'ordre même dans lequel elles sont placées au volume E des registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI.

(a) *Lettres patentes qui confirment le don fait au Duc de Bourgogne (b) des Greniers à sel, et de plusieurs villes du Mâconnois.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme du vivant de feu nostre très-chier seigneur et pere que Dieu absoille, et aussi depuis que sommes venus à la couronne, plusieurs remonstrances, requestes, doléances (c) ayent esté faictes, tant de la part de feu le Duc Philippe de Bourgoigne (d), nostre oncle, droement trespasé, cui Dieu pardoint, comme de nostre très-chier et très-ami frere et cousin Charles, Duc de Bourgoigne (e), fils et heritier de nostredict feu oncle, touchant le cours du sel de Salins en la ville

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 7. Ordonnances de Louis XI, volume coté E, fol. 63 verso.

(b) Au Duc de Bourgogne et non au Duc de Bretagne, comme le dit, par erreur, Blanchard, p. 306 de sa compil. chronol.

(c) Ces remonstrances et ces doléances font partie du traité de Péronne, ainsi que les réponses du Roi, réponses qui ne sont que la promesse de faire ou d'accorder ce que les diverses lettres du 14 octobre font

Tome XVII.

ou accordent. On lit ces doléances dans le traité même, recueilli, entre autres, par Léonard, tome I.^{er}, de sa collection, pages 89 et suiv. Il est dans le registre E des Ordonnances de Louis XI.

(d) Philippe-le-Bon, mort l'année précédente.

(e) Si connu sous le nom de Comte de Charolois. Nous en avons déjà parlé dans ce volume et dans le tome précédent; nous en parlerons souvent encore.

R

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

de Mascon (a), pays et contés de Masconnois, et es lieux et villes royaulx enclavés en iceulx pays et conté, qui par le traité d'Arras (b) furent transpourtés à nostredict feu oncle, en tous droicts de gabelle de sel et autres prouffits appartenant au droict des garniers; mais par aucuns statutz de

NOTES.

(a) Le Duc de Bourgogne disoit que le Roi lui avoit promis qu'on se serviroit de ce sel dans tout le Maçonnois. Le Roi n'étoit pas convenu de cette promesse.

(b) En 1435. Voir le *tome XVI, p. 155*. Par ce traité, le Roi cédoit au Duc de Bourgogne, pour lui et ses descendants, le comté de Mâcon et ses dépendances, avec tous les droits qu'il y avoit exercés, entre lesquels étoit la vente du sel. Louis XI approuva la cession au commencement de son règne, après

en avoir d'abord soumis le titre à l'examen de la Chambre des comptes. Les lettres du Roi sont du 1.^{er} octobre 1461. Comme elles ne se trouvent pas à cette date dans le *tome XV*, nous allons les insérer ici. Elles forment une des pièces justificatives de l'Histoire générale et particulière de Bourgogne, par Dom Plancher, *tome IV*, aux Preuves, *page cccxxxix*. Il les avoit tirées des registres de la Chambre des comptes de Dijon.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amés et féaulx, &c. salut et dilection. Comme entre les autres matieres ouvertes, et qui nous ont esté remonstrées depuis nostre venue, que nouvellement avons fait en nostre ville de Paris, de la partie de nostre très-chier et très-ami oncle le Duc de Bourgogne et par les gens de son grand conseil estans les luy, certaine remonstrance nous ait esté faite du cousté de nostredict oncle, que combien que par le traité de paix fait à Arras entre feu nostre très-chier seigneur et pere cui Dieu pardoint et nostredict oncle, la cité et conté de Mascon, ensemble toutes les villes, villages, terres, censés, rentes et revenues quelzconques, qui estoient ou appartoient ou devoient competer et appartenir en domaine à nostredict feu seigneur et pere et à la couronne de France, en et par tous les bailliages royaulx de Mascon et de Saint-Gengoul et es mettes d'iceulx, avec toutes les appartenances et appendances d'icelle conté de Mascon et autres seigneuries que tenoit et devoit tenir nostredict feu seigneur et pere en domaine et de domaine en et par-tout lesdicts bailliages de Mascon et de Saint-Gengoul, et tant en fiefs, arriere-fiefs, confiscacion, patronages d'esglises, collacions de benefices, comme en autres droicts, prouffits et esmolumens quelzconques, sans y rien retenir de la part de nostredict feu seigneur et pere, de ce qui touche et puet toucher le domaine de la seigneurie et jurisdiction ordinaire des conté et lieux dessusdicts, sauf et réservé à nostredict feu seigneur et pere et à ses successeurs Roys de France, le fief et hommage des choses dessusdictes, le ressort et souveraineté, ensemble la garde et souveraineté des esglises et subjects d'icelles, de fondation royale, estans es mettes desdicts bailliages ou enclavées, et le droict de regale où il a lieu, et autres droicts royaulx appartenant d'ancienneté à la couronne de France es bailliages dessusdicts, ayent esté delaisés et avec ce baillés et transportés à nostredict oncle de Bourgoigne, pour luy et ses hoirs procreés de son corps, et les hoirs de ses hoirs, en descendant toujours en directe ligne, soient masles ou femelles, pour de ladicte cité et conté de Mascon, ensemble les villages, terres, et domaines dessusdicts, joyr et user par nostredict oncle de Bourgoigne et sedits hoirs à tousjours, et les tenir à foy et hommage de la couronne de France et en pairie, soubz le ressort de nous et de nostre court de Parlement, sans moyen pareillement, et en telles franchises, droicts et prérogatives, comme les autres pers de France: néanmoins, depuis ledict traité de paix, nostredict oncle de Bourgoigne n'a encore eu, ne peut avoir la joyssance et delivrance des villes, chastellenies, justices, jurisdictions, seigneuries, fiefs, arriere-fiefs et domaine ainsy à luy baillés et transportés esdicts bailliages de Mascon et de Saint-Gengoul, mesmement de ce qui est delhors de ladicte conté de Mascon, en son très-grand grief, préjudice et dommaige, et plus seroit se par nous ne luy estoit sur ce pourveu. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, voulans et desirans ledict traité de paix et tout le contenu en icelluy estre entretenu, gardé et accomply de nostre part, vous mandons et connectons, par ces presentes, que vous vous informez ou faites informer bien et diligemment de et sur les choses dessusdictes, et avec ce, queiez et cherchez, tant en la Chambre de noz comptes à Paris, comme ailleurs où besoing sera, se elles sont contenues et comprinses audict traité d'Arras,

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

feu nostredict seigneur et pere, fut en ce mis certains empeschemens à nostredict oncle, en reboutant (a) ledict sel de Salins esdictes villes, pays, contez et enclaves de Masconnois, et en y baillant cours au sel de Peccaiz (b), qui se gabelle à nostre prouffit au Pont-Saint-Esprit, duquel empeschement nostredict frere et cousin s'est plusieurs fois complaint et doulu à nous, en remontrant que du vivant de feu nostredict seigneur et pere, et du temps du Roy Charles le sixiesme, nostre ayeul, que iceluy feu nostre oncle de Bourgoigne avoit tenu ladicte conté de Mascon, ledict sel de Salins avoit eu cours audict Mascon, pays et conté de Masconnois et esdictes enclaves, supposé ores que noz officiers y aient donné empeschement et qu'ilz envoyassent audict Masconnois et lieux dessusdicts du sel de Peccaiz, en quoy nostredict feu oncle disoit estre en dommaige et interessé de grande somme de deniers; et d'autre part, nostredict frere de Bourgoigne nous remonstre que de ce il nous fist requeste au lieu de Villiers-le-Bel, après son departement de Conflans, laquelle requeste lui accordasmes, et pour ce que depuis nostredict accord, icelluy nostre frere n'en a peu avoir ne obtenir noz lectres patentes, il nous a de rechief fait parler de ladicte matiere, requerant le vouloir sur ce le pourveoir de nostre grace. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, voulans en ceste partie complaire à nostredict frere et cousin, en faveur mesmement de la paix et reunion perpetuelle aujourd'huy faicte et jurée par nous et luy, ayans souvenance de nostredict don, et affin que nostredict frere et ses hoirs et successeurs Contes et Contesses de Mascon puissent joyr dudict garnier à sel audict Masconnois, perpetuellement et à tousjours, et le recompenser des interests que il et feu nostredict oncle ont eus, en tant qu'ilz n'ont joy du prouffit de ladicte gabelle du sel de Peccaiz, depuis ledict traité d'Arras jusques à présent, avons octroyé, consenti et accordé, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, octroyons, consentons et accordons à nostredict frere et cousin de Bourgoigne, pour luy, ses hoirs et successeurs Contes et Contesses de Mascon, en luy donnant congé et licence, de grace especial, pour luy et sesdicts hoirs, successeurs et ayans cause, que d'ores en avant et à tousjours, perpetuellement, ilz puissent ordonner, mettre sus, entretenir garnier à sel, ung ou plusieurs, esdictes villes de Mascon, pays et conté de Masconnois, et es lieux et villes royaulx enclavez en iceulx, et lesdicts garniers faire fournir de sel de Salins et d'autres sels que bon leur semblera esdictes villes de Mascon, ordonner et lever à leur prouffit tel droict de gabelle qu'il leur plaira taxer et ordonner en iceulx garniers, ainsy que nostredict frere peut faire es garniers de sondict duchié de Bourgoigne, et de contraindre les subjects

NOTES.

et tout ce que trouverez à la verité, avec vostre avis sur ce, nous envoyés scëablement clos et scellés, ou à noz amés et féaulx les gens de nostre grant conseil estans lès nous, pour au surplus, le tout veu, y estre appointé et faict ainsy qu'il appartiendra par raison, car ainsy nous plaist-il estre faict. *Donné à Tours, le premier jour d'Octobre, l'an de grace mil CCCC soixante et ung, et de nostre regne le premier. Ainsi signé : Par le Roy, à la relation des gens de son grant conseil. J. DE CASTEL.*

(a) Rejetant.

(b) En Languedoc; aujourd'hui, dans le département du Gard. Voir *tome XV, Tome XVII.*

pages 577 et suiv. des lettres de Charles VII et de Louis IX, sur les salines de Peccais.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

du pays, conté et enclaves, à prendre du sel èsdicts garniers et non ailleurs, sur peine de l'amende, nonobstant appellacions, oppositions ou constrediccions quelzconques. Et en oultre, de nostredicte villes plus ample grace, interdisons et deslendon, par cesdictes presentes, perpetuellement et à tousjours, le cours dudict sel de Peccaiz, et tout autre sel, tant de Prouvence, de noz royaume et Daulphiné que autres; lesquels sels ne pourront avoir descharge, cours ne distribucion ausdictes villes, pays et conté de Masconnois et enclaves d'iceulx, sauf le sel de ladicte saulnerie de Salins et autre sel que nostredict frere et cousin, sesdicts hoirs et successeurs Contes et Contesses de Mascon voudront avoir et donner cours èsdicts conté, pays et enclaves dessusdicts, en abolissant et mectant du tout au néant, tous appointemens, exploicts, troubles et empeschemens faicts et mis au contraire, et mesmement de feu nostredict seigneur et pere, et depuis son trespaz, en quelque maniere que ce soit. Et ce present don et octroy avons faict et faisons à nostredict frere et cousin, pour luy, sesdicts hoirs et successeurs, en augmentation et accroissement des droicts et transports faicts à nostredict feu oncle de ladicte conté de Mascon tenue en foy et hommage de nostre couronne; et lesquelz don, octroy, consentement, interdiccion et abolicion, nous promettons de bonne foy et parolle de Roy, pour nous, noz hoirs et successeurs, entretenir, garder et observer à nostredict frere et cousin de Bourgoigne et à sesdicts hoirs et successeurs et ayans cause, Conte et Contesses de Mascon, inviolablement et à tousjours, sans faire ne souffrir estre faict directement ou indirectement aucune chose au contraire. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre Parlement et de noz Comptes à Paris, aux generaulx sur le faict de noz finances et autres noz officiers qu'il appartiendra, et à chacun d'eulx en droict soy, que le contenu en ces presentes, ilz entretiennent, vérifient et facent enregistrer et en facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement et perpetuellement nostredict frere et cousin, sesdicts hoirs et successeurs, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, quelzconques destourbier ou empeschement au contraire; car ainsy nous plaist et voulons estre faict, nonobstant quelzconques coutumes, ordonnances, constitutions royaulx et autres choses au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes; sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Sic signatum : Par le Roy, en son conseil, DELALOERE.*

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis; Parisius, in Parlamento, secundâ die Marcii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-octavo. Sic signatum : BRUNAT.

Collatio facta est cum originali.

(a) *Lettres concernant le Droit réclamé par le Duc de Bourgogne, de percevoir à son profit les Tailles et les Aides dans quelques prévôtés de Picardie, et de nommer les élus d'Amiens.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée tenue en la ville de Hem (b) en Vermandois, au mois de septembre passé, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne, laquelle journée et assemblée, en entretenant icelle, ait esté remise en ceste ville de Péronne (c), où nous et nostredict frere nous sommes trouvez en personne, plusieurs remonstrances, doléances et requestes nous ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir provisions convenables; et entre autres choses, ait esté remonstré, de par nostredict frere et cousin, que touchant les tailles et aydes es prevostez de Vimeu (d), Beauvoisis et Foulloy (e), appartenant à nostredict frere et cousin, par transport que luy en avons faict (f), aucuns noz officiers ont mis certains empeschemens, et aussi que ung nommé Guillaume Lamoureux a esté par nous institué esleu sur le faict desdictes aydes esdictes prevostez, en desappointant, quant à ce, l'esleu d'Amiens, contre la forme dudict transport; en nous requerant par nostredict frere et cousin que y vueillions telement pourveoir que d'ores en avant il ne soit troublé ne empesché au faict desdictes aydes et autres droicts à luy appartenans esdictes prevostez, et oultre, que nostre plaisir soit faire cesser les troubles et empeschemens à luy faitz à l'occasion des lances (g) et tailles des gens d'armes et des francs archiers (h) en icelles prevostez, et que ledict esleu soit remis en son

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 169 v.^o

(b) Ou plutôt Ham. Les plénipotentiaires des deux princes s'y étoient assemblés peu auparavant, le 21 septembre.

(c) Louis XI avoit demandé une entrevue au Duc de Bourgogne; le Duc de Bourgogne s'y étoit long-temps refusé; il y consentit enfin, et écrivit au Roi la lettre suivante :

« Monseigneur, très-humblement à votre
» bonne grace, je me recommande. Si vostre
» plaisir est venir en cette ville de Péronne
» pour nous entrevoir, je vous jure et pro-
» mets, par ma foy et sur mon honneur, que
» vous y pourrez venir, demourer, séjourner
» et vous en retourner seurement es-lieux
» de Chancey et de Noyon, à vostre bon
» plaisir, toutes les fois qu'il vous plaira,
» franchement et quicquement, sans ce que
» aucun empeschement de ce faire soit donné,
» ne à nul de vos gens, par moi ne autre, pour
» quelque cas que ce soit ou puisse advenir.

» En tesmoing de ce, j'ai écrit et signé ceste
» cedule de ma main, en la ville de Péronne,
» le 8 Octobre, l'an 1468. Vostre très-
» humble et obeyssant subget, CHARLES. »

Cette lettre, malgré quelques humbles expressions, est un témoignage qu'on peut joindre à beaucoup d'autres, de toute la puissance qu'avoit alors le Duc de Bourgogne : aussi les lettres royales de cette époque portent-elles le caractère d'une condescendance qui n'étoit dans le caractère de Louis XI, que quand il croyoit avoir besoin de la feindre.

(d) *Vimacensis* ou *vinemacensis pagus*. Le pays de Vimeu faisoit partie du comté de Ponthieu, et avoit Saint-Valery pour capitale.

(e) En Picardie aussi.

(f) Voir le tome XVI, pages 361 et 362, aux notes, et les pages 366 et 367.

(g) Voir la page 432 du tome XVI, aux notes.

(h) Voir ci-dessus, page 14 note p.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

office pour l'exercer d'ores en avant èsdictes prevostez, et sur ces choses le pourveoir de nostre grace et remede convenable. Pour ce est-il que nous, ce que dict est considéré, voulans entretenir à nostredict frere le transport dessusdict et tous les droicts que au moyen d'icelluy luy doivent competer èsdictes prevostez, et aussi luy complaire en ceste partie, en faveur mesmement de la paix et reunion perpetuelle que nous et luy avons aujourd'huy faicte et jurée en cestedicte ville, avons octroyé, consenty, ordonné et declairé, ordonnons, consentons, declairons par ces presentes, nostredict frere devoir joyr desdictes prevostez, et en icelles lever tous prouffitz et droicts royaulx, tout ainsy et par la maniere qu'il doit joyr des prevostez royales estans sur la riviere de Somme, du conté (a) d'Amiens, et que d'ores en avant cesseront les tailles mises sus pour les lances, francs archiers et autres gendarmes èsdictes prevostez, sans ce que desdictes aydes, tailles de gens d'armes ne autres prouffitz venans des droicts royaulx en icelles prevostez, aucune chose y soit prins ou demandé de nostre part (b), et avec ce, que à la nomination de nostredict frere et cousin, et par nostre institution, ledict esleu sera retably en son office, et ouquel office par cestes (c) nous le restablissons à ladicte nomination de nostredict frere et cousin, pour en joyr d'ores en avant tant qu'il plaira à nous et à icelluy nostre frere; et d'ores en avant, seront par nous, chacun an, baillez et expediez les mandemens pour y mettre sus lesdictes aydes sans delay ou difficulté. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les gens de nostre parlement, gens de noz comptes, tresoriers et generaux conseillers, tant sur le fait et gouvernement de noz finances que de la justice des aydes à Paris, au bailly d'Amiens et aux esleuz sur le fait desdictes aydes en ladicte eslection d'Amiens, et tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que le contenu en ces presentes, ilz entretiennent et gardent, et facent entretenir et garder de point en point, et en facent, seuffrent et laissent nostredict frere et cousin plainement et paisiblement joyr et user, sans luy faire ou donner, ne souffrir estre faict ou donné quelzconques destourbier ou empeschement au contraire; mais si aucuns empeschemens luy estoient en ce mis ou donnez, les lievent et ostent incontinent et sans delay, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, et tesquelz nous-mesmes, par ces presentes, levons et ostonz entierement, nonosbiant oppositions ou appellacions quelzconques. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné audict lieu de Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil CCCc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum supra plicam : *Par le Roy en son conseil.* DELALOERE.

Et in eadem plica est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo.* Sic signatum ; BRUNAT.

NOTES.

(a) On doit lire *du côté d'amiens.*

(b) Le Duc de Bourgogne prétendoit aussi que le Roi ne pouvoit lever des gens

d'armes et des francs archiers dans les prévôtés de Vimeu, de Beauvoisis et du Foulloy.

(c) Par ces lettres.

(a) *Déclaration portant qu'il sera sursis, pendant huit années, au jugement des procès touchant les limites du Comté de Flandre (b), pendans au Parlement de Paris.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée naguères tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne, entre noz gens et ambassadeurs, et ceulx de nostre très-chier

NOTES.

(a) Transcrit d'après le volume E des Ordonnances de Louis XI, fol. 170 v.^o

(b) Des lettres patentes du 5 octobre 1464, avoient aussi ordonné de surseoir, pendant toute la vie du Duc de Bourgogne, (c'étoit encore le Duc Philippe), à la décision des procès concernant les limites du Royaume et de l'Empire. Nous en avons déjà parlé dans le volume précédent, et nous nous sommes contentés alors d'en indiquer

l'objet (pages 269, aux notes) : mais leur liaison nécessaire avec les lois rendues depuis en faveur du Duc de Bourgogne, pour une autre partie de ses États, nous engage à les placer ici tout entières. Il y a beaucoup de fautes, des fautes graves même, dans la copie que l'historien de ce pays en a placée parmi les preuves du quatrième volume de son histoire, page 248.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amés et seaulx conseillers les gens de nostre parlement, aux baillys de Vermandois, d'Amiens, Tournay et Tournesis, Chaumont, Sens, Vitry et Mascon, seneschal de Lyon, et à tous nos autres justiciers ou leurs lieutenans, salut et dileccion. Nostre très-chier et très-amé oncle et cousin, le Duc de Bourgogne nous a fait remontrer que par cy-devant et du temps de nostre très-chier seigneur et pere cui Dieu pardoint, se sont meuz plusieurs procès, questions et desbatz, et aussi depuis entre nous et nos officiers d'une part, et nostredict oncle, ses gens et officiers d'autre part, tant pour occasion des limites d'entre nostre royaume et les pays de l'Empire, le Comté d'Alost, Waës, Tenermonde, Hainaut, Ostrevant et autres lieux circonvoisins, tant deçà que delà l'Escaut et aussi des limites d'entre nostredict royaume ; le comté de Bourgogne appartenant à nostredict oncle, et d'aucun village estant des limites d'entre nostredict royaume et ledict comté de Bourgogne, plus à plain declarés es procès qui ont esté meuz à cause desdictes limites, comme pour occasion du cours du sel de la saunerie de Salins, estans es marches du comté de Charolois et baronnie de Femeur en Briennois, et autres marches illec environ que nostredict oncle dict estre du duché de Bourgogne, et semblablement pour aucunes terres estans sur la riviere de Saone et autres declarées es procès, sur lesquelles matieres ait esté par cy-devant procedé en diverses instances, tant par enquestes, ajournemens, qu'autrement, et pardevers divers juges, tant en nostre court de parlement que pardevant aucuns commissaires à ce commis et deputez de par nous et nostredict oncle, sans ce que en aucunes desdictes matieres y ait esté mise fin ne conclusion, et à ceste cause par nous et nos officiers ont esté et sont encore plusieurs terres, heritages, possessions et biens appartenans à plusieurs des subjects de nostredict oncle, prins, saisis et mis en nostre main : et combien que pour mettre fin esdictes matieres, plusieurs commissaires ayent esté ordonnez, tant de nostre part que de celle de nostredict oncle, néantmoins, pour ce que esdictes matieres sont grandes et de grande importance, n'y a guaires esté procedé, ains est besoing et necessaire d'y ordonner encore commissaires, tant de nostre part que de celle de nostredict oncle, ce que nous ordonné faire et commectre de nostre part, pour aller sur les lieux desdictes limites avec ceulx qui y seront nommés de par nostredict oncle, pour faire et iustruire les procès desdictes limites selon les commissions autrefois sur ce ordonnées par nostredict feu seigneur et pere ; par quoy la conclusion desdictes limites est en voye de prendre long trait, ainsy que nostredict oncle nous a fait remontrer, en nous requerant que lesdictes matieres voulussions faire tenir en estat et surséance jusques à douze ans. Sçavoir faisons

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne, plusieurs doleances, requestes et remonstrances aient esté faictes de la part de nostredit frere et cousin; et, entre autres, ait esté mis avant le faict des limites des pays et terres appartenans à nostredit frere et cousin, joignant es contés de Flandres et d'Artois, et autres pays du royaume, pour le faict desdelles limites, aucuns procès ont esté meuz, au moyen de certaines appellacions relevées par aucuns particuliers en nostre court de parlement; requerans de la part de nostredit frere et cousin, que nostre plaisir soit tenir et mettre en surseance tous lesdicts procès à cause du faict desdictes limites, pendans, meuz et à mouvoir, sans y estre procedé ne aucun exploit fait par nostredite court ne autres noz officiers jusques à long temps, comme de douze ans, afin que sans procès et sommairement aucune voye soit advisée soubz le bon plaisir de nous et nostredit frere et cousin, par laquelle ce qui sera en difficulté touchant lesdictes limites, puist estre appointé à moindres frais que faict n'a esté ou procès des limites du conté de Bourgoigne. Sur quoy, et affin de complaire en ceste partie à nostredit frere et cousin, nous avons mis de grace especial, par ces presentes, mettons en surseance lesdicts procès meuz et à mouvoir, à cause desdictes limites, sans ce qu'il y soit procedé en aucune manière par ladicte court de nostre Parlement ne autres noz officiers quelzconques, durant le temps et terme de huit ans, à compter du jour et date de cestes, sans toutesfoies, par le moyen de ladicte surseance, prejudicier ne deroguer au droict de ressort qui nous peut et doit competer et appartenir, ne que icelle surseance soit par nostredit frere et cousin, tirée à quelque possession ou consequence, en aucune maniere, contre nostre droict et celui de nostredit

Suite de la NOTE.

que nous, ouye la requeste de nostredit oncle, voulans et desirans les matieres dessusdictes et autres qui se pourroient mouvoir entre nous, nos officiers, et luy et les siens, estre conduites et traitées par doulces voies, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, voulu et ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes, que tous les procès, débats et differends, meuz entre nous et nos officiers et subjectz, et nostredit oncle, ses officiers et subjectz, pour raison et occasion des choses dessusdictes et leurs deppendances, en quelzconques manieres que ce soit, soyent tenus en estat et surseance, la vie durant de nostredit oncle, sans que cependant par nous et nosdicts officiers soit aucune chose faicte, intentée ou innovée à l'encontre de nostredit oncle, ses officiers et subjectz, pour raison et occasion des choses dessusdictes et leurs deppendances, et que, ledict temps durant, les commissaires sur ce ordonnés, tant de nostre part que de celle de nostredit oncle, fassent et instruisent lesdicts procès, sans toutesvoies proceder en aucun jugement ou appointement pendant icelluy temps : et en oultre, voulons et octroyons par ces presentes, que nostre main mise et apposée es terres et heritages et biens quelzconques desdicts officiers et subjectz de nostredit oncle, pour raison des choses dessusdictes et leurs deppendances, soit ostée et levée, et laquelle nous oston et levons par ces presentes, durant la vie de nostredit oncle. Si vous mandons, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que de nos presens estat et surseance, ensemble de nostredite main-levée, vous fassiez, souffrir et laissés joyr et user nostredit oncle, ses officiers et subjectz, pleinement et paisiblement, sans leur faire ne donner, ne souffrir estre fait ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, pourveu toutesvoies que se par nostredit oncle ou sesdicts officiers aucune main-mise a esté faicte sur nosdicts subjectz ou leurs biens à l'occasion dessusdicte, premièrement et avant toute œuvre, elle sera semblablement ostée et levée, et tout sans prejudice des droicts de nous et de nos successeurs, et des droicts de nostredit oncle et des siens; car ainsi le voullons et nous plaist estre fait. *Donné à Abbeville, le cinquième jour d'Octobre, l'an de grace 1464, et de nostre regne le quart. Par le Roy, l'Admiral, le Grand seneschal, les sires de Basoges, de la Rosiere, et autres, présens.* ROLANT.

frere;

frere; et quant la matiere cherra en procedure; nous consentons et accordons dès maintenant par cestes, qu'elle soit appointée par commissaires-commis, qui seront ordonnez par nous et nostredict frere et cousin. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostredict Parlement, et à tous noz autres justiciers et officiers à qui ce peut et pourra toucher et regarder, que le contenu en ces presentes ilz enterinent, et de ladicte surseance durant le temps dessusdict, facent, seuffrent et laissent joyr et user paisiblement nostredict frere et cousin, sans procéder esdicts procez, meuz et à mouvoir, à cause desdictes limites, ne faire ne souffrir faire aucune chose au contraire de nostredict surseance; car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné en la ville de Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic Signatum: Par le Roy, en son Conseil. DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno millesimo cccc.^o LXVIII.^o
Sic signatum: BRUNAT.

(a) *Déclaration relative aux appellations portées, omisso medio, au Parlement de Paris, des décisions rendues par les Tribunaux du comté de Flandre.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et l'assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Bourgoigne, plusieurs doléances, requestes et remonstrances ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, et, entre autres choses, ait esté remonstré, que selon le droict du pays de Flandres, nostre court de parlement ne doit recevoir aucunes appellacions des loix et juges dudit pays de Flandres (b), autres que les loix des quatre principaulx membres d'icelluy pays, *omisso medio*, car le ressort doit premier appartenir à nostredict frere et cousin, et ne point estre travaillé de requerir le renvoy en nostredict court, comme l'en faict pour les ressorts des autres pays du royaume; et ne doit l'en bailler aux subjects de Flandres reliefvement en cas d'appel, se l'appellacion ne procede immédiatement du jugement du comte ou de la chambre de conseil en Flandres, en nous requérant vouloir sur ce pourveoir à nostredict frere et cousin. Sçavoir faisons que nous, voulans en ce complaire à icelluy nostre frere et cousin, avons octroyé, consenti et accordé, octroyons, consentons et accordons, par ces presentes, à nostredict frere et cousin, que touchant les dessusdictes appellacions, soit faict d'ores en avant selon les droicts et costumes dudit pays de Flandres et ainsy qu'il a esté de long-temps observé, et que tous troubles et empeschemens faicts au contraire soyent ostez et levez, et lesquelz, par ces presentes, nous mêmes ostonz et levons.

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 171 verso.

(b) Voir la note b, page 126.

Tome XVII.

S

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Si donnons en mandement à noz amiés et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, aux baillifs de Vermandois, d'Amiens, de Tournay et de Tournesis, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nostre presente declaration et ordonnance ilz gardent et facent garder et entretenir selon sa forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois, se faicte estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu; car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné audict lieu de Peronne, le xiv. jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc lxxviii, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Lecta, publicata et registrata, presente et consencie procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno millesimo cccc.° lxxviii.° Sic signatum: BRUNAT.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Lettres concernant les appellations des jugemens rendus à Lille, à Douay, à Orchies (b), et la juridiction du Gouverneur de Lille et de la Chambre du conseil de Flandre.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne où sommes venus en personne, avec noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Bourgogne, plusieurs remonstrances, requestes et doleances ayent esté faictes et mises avant de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir de nous provisions convenables; et, entre autres choses, que les chastellenies de Lisle, Douay (c) et Orchies (d), de leur premiere et ancienne condicion, ont esté de la conté de Flandres; et combien que par aucun temps elles ayent esté ès mains des Rois de France, toutes voyes en faisant et traictant le mariage du Duc Philippe (e), fils du Roy Jehan (f) et de la Contesse Marguerite de Flandres (g), lesdictes chastellenies furent reunies et reconnues audict conté de Flandres, pour les tenir par le conte en ung seul fief avec ladicte conté (h), au moyen de laquelle reunion,

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 172.

(b) Ces trois villes formèrent long-temps, avec leurs territoires, un petit pays qui avoit, chaque année, ses petits États. C'est à Lille qu'ils se réunissoient. Orchies fait partie aujourd'hui de la sous-préfecture de Douai.

(c) Il y a dans les volumes précédens, plusieurs lettres qui accordent ou confirment des privilèges aux villes de Lille et de Douay.

(d) Les habitans d'Orchies avoient demandé, anciennement, et avoient obtenu de nos Rois et des Comtes de Flandre, d'être régis par les mêmes coutumes que la ville de Douay. Voir le tome II des Ordonnances, pages 420 et suiv. Voir aussi les privilèges

qu'on lui avoit accordés, tome IV, pages 70 et suiv. ; pages 655 et 656.

(e) Philippe-le-Hardy, Duc de Bourgogne, et Comte de Flandre, mort au mois d'Avril 1404. Il fut le chef de la seconde race des Ducs de Bourgogne.

(f) Jean II, Roi de France. Philippe dont nous avons parlé dans la note précédente, étoit son quatrième fils.

(g) Fille et unique héritière de Louis II, Comte de Flandre, à qui elle succéda, en 1384, dans ce comté : elle avoit épousé, en 1369, le même Duc Philippe, et mourut peu de temps après lui, au mois de mars 1405.

(h) Quelques discussions s'étant ensuite élevées entre Charles VI et le Duc de Bour-

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

toutes appellacions emises des jugemens faicts par les officiers de nostredict frere et cousin en icelles chastellenies, doivent et ont accoustumé de ressortir par degré et par moyen devant luy, ou en sa chambre de conseil en Flandres; et de ce luy et ses predecesseurs ont esté en possession et paisible jouissance, sans quelque difficulté, jusques puis peu de temps en ça que nostredict frere et cousin a esté troublé et empêché en ce que dict est, au moyen de ce que les gens de nostre parlement et autres noz officiers ont receues les appellacions d'auscuns appellans d'iceulx juges esdictes chastellenies, et leur ont baillé le reliefvement en cas d'appel, sans vouloir faire renvoy desdictes causes d'appel, ainsy que de la part de nostredict frere et cousin a esté dict, et à son grant prejudice et dommaige et de ses droicts, prerogatives et joyssance dessusdicts; requerant sur ce luy estre pourveu de nostre grace et remede convenable. Savoir faisons que nous; voulans en ceste partie complaire à nostredict frere et cousin, en faveur mesmement et pour conideracion de la paix et reunion perpetuelle aujourdhuy faicte et jurée entre nous et luy, le voulans aussi entretenir et conserver en ses droicts et prerogatives, à icelluy nostre frere et cousin le Duc de Bourgoigne, avons accordé et accordons d'ores en avant aucunes appellacions procedans des loix et justices desdictes chastellenies de Lisle; Douay et Orchies, ne soyent receues en nostre court de parlement, mais se reliefveront lesdictes appellacions préalablement en la chambre du conseil en Flandres, ou devant le gouverneur de Lisle, ou celuy d'eulx devant qui lesdictes appellacions de leur droict ordinaire et sans moyen, doivent et ont accoustumé d'ancienneté ressortir, et estre premierement relevées; et pareillement avons accordé et accordons à nostredict frere et cousin, que les appellacions qui seront interjectées dudict gouverneur de Lille et de ses sentences et jugemens soyent relevées en premier lieu en ladite chambre de Flandres, de laquelle chambre ou des sentences, jugemens et appointemens d'icelle, s'il en est appellé, les appellacions seront relevées et discutées en nostredict court de parlement. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, au bailli d'Amiens, à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nostre presente voulenté et octroy, ilz gardent et facent garder et entretenir de point en point, selon sa forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faict aucune chose au contraire; ainçois, se faict estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu; car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Peronne, le quatorziesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno millesimo cccc.° LXVIII.°
Sic signatum: BRUNAT.

NOTE.

gogne, Comte de Flandre, le Roi se réserva, par un traité conclu entre eux, le droit de racheter les trois châtellenies de Lille, Douay et Orchies, au moyen de dix mille livres tournois par an, après la mort du Duc, de

Tome XVII.

la Duchesse, et de leur premier hoir mâle. Charles VI suspendit l'exercice de ce rachat par des lettres du 6 avril 1419, imprimées *tome XI* de cette collection, *pages 77. et 78.*

S ij

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Déclaration portant règlement pour les hommages des vassaux du Comté de Ponthieu et des Prévôtés de Vimeu (b), Beauvoisis et Foulloy.*

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée tenue en la ville de Hem en*Vermandois, ou mois de septembre passé, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne, laquelle journée et assemblée, en entretenant icelle, ait esté reuise en ceste ville de Peronne où nous sommes venus en personne, plusieurs remonstrances et doleances et requestes nous ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir provision convenable; et, entre autres choses, ait esté declairé et mis avant que jaçoit ce que les fiefs et hommaiges des contez de Ponthieu et autres terres deçà et delà la riviere de Somme et des trois prevostez de Vimeu, Beauvoisis et Foulloy, soyent et doivent competer et appartenir à nostredict frere et cousin, au moyen et par vertu du transport que luy avons faict desdicts contez, terres et prevostez, et que d'iceulx fiefs il doye joyr paisiblement, neantmoins en ce luy a esté mis empeschement, tant par noz officiers au nom et de par nous, comme par le reffuz que en ont faict auscuns des féaulx et vassaulx d'iceulx conté, terres et prevostés, au grant interest, prejudice et dommage de nostredict frere et cousin, requerant le vouloir sur ce pourveoir. Sçavoir faisons que nous, voulans entretenir le dessusdict transport, voulans aussi complaire en ceste partie à nostredict frere et cousin, en faveur mesmement de la paix et reunion perpetuelle que nous et luy avons faict et jurée en cestedicte ville, avons octroyé, consenty, ordonné et declairé, octroyons, consentons, ordonnons et declairons par ces presentes, lesdicts fiefs et hommaiges esdicts conté, terres et prevostez dessusdicts, estre et devoir competer et appartenir à nostredict frere et cousin de Bourgoigne, comme les autres choses contenues oudict transport; voulons et declairons aussi que tous les féaulx et vassaulx desdicts conté, terres et prevostez, qui n'ont encore faict leur serment de fidelité et hommaige, le fassent à nostredict frere et cousin de Bourgoigne en la maniere accoustumée, pour le servir ainsy que la nature et condicion du fief le requiert, réservé contre nous. Et en oultre, de nostre plus ample grace et provision, avons, soubz ladicte reservation, quictez et deschargez, et par cesdictes presentes, quictons et deschargeons lesdicts féaulx et vassaulx des hommaiges et sermens d'iceulx qu'ilz nous doivent, à cause desdictes terres et prevostez tant seulement, en leur mandant par la teneur de cestes, qu'ilz entrent en la foy et hommaige de nostredict frere et cousin, et luy fassent ledict serment de fidelité en la maniere et reservations dessus declairées; voulans avec ce, que tous troubles et empeschemens mis en ceste partie à nostredict frere et cousin par noz officiers quelzconques, soyent levez et ostenz, et lesquelz nous mesmes levons et ostenz par cesdictes presentes, par lesquelles mandons à

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 172 v.°

(b) Voir ci-dessus, page 133, et les notes d et e.

tous nosdicts officiers, qu'ilz cessent et se departent d'ores en avant de troubler et empescher nostredict frere et cousin en iceulx ficz et hommaiges. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les gens de nostre parlement et de noz comptes à Paris, aux tresoriers de France, et à tous noz autres justiciers et officiers à qui il appartiendra, que du contenu en ces presentes, ilz facent, souffrent et laissent nostredict frere et cousin plainement et paisiblement joyr et user, sans luy faire ou donner ne souffrir estre fait ou donné aucun destoubrier ou empeschement au contraire. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Peronne, le quatorziesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Sic signatum : Par le Roy, en son conseil. DELALOERE.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Et in plica est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno millesimo cccc.º LXVIII.º Sic signatum : BRUNAT.*

(a) *Lettres qui défendent au Bailli de Sens de recevoir les appellations des jugemens rendus par les Officiers du Duc de Bourgogne, et qui ne permettent de les porter qu'au Parlement de Paris.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne où nous nous sommes trouvez et nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgogne en personnes, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostredict frere et cousin, plusieurs remonstrances, requestes et doléances ayent esté faictes et mises avant de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir de nous provision convenable, et, entre autres choses, que, à cause de sondict duchié, qui est la premiere parrie, et au moyen de laquelle il est premier per et doyen des pers de nostre royaume, luy compete et appartient et à ses bailliz, juges et officiers d'icelluy duchié, la cognoissance, décision et détermination de toutes causes et procès d'entre ses subgects, sans ce qu'il soit licite à aucun de noz bailliz et officiers d'en prendre cognoissance par ressort en matiere d'appel ou autrement, sauf seulement le ressort par appellacion en nostre court de parlement; mais ce nonobstant, nostre bailli de Sens, puis aucun temps en ça, s'est avancié de bailler mandemens en cas d'appel des sentences et appointemens rendus par les bailliz et autres officiers et justiciers de nostredict frere et cousin en sondict duchié de Bourgogne, en foulant par ce, par multiplicacion de ressors, ses subgects de sondit duchié de Bourgogne, au grant interest de justice et diminucion des droicts, prerogatives, préeminences et noblesses de nostredict frere et cousin et de sondit duchié de Bourgogne contre raison, en nous suppliant le vouloir sur ce pourveoir de remede convenable et de grace, se mestier est. Sçavoir faisons que nous, voulans garder et entretenir les droictures, prerogatives, préeminences et noblesses de nostredict frere et cousin et de

NOTE.

(a) Ordonnances de Louis XI, registre E, fol. 173 v.º

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

sondict duchié de Bourgoigne, sans aucune diminucion, ains plustost les accroistre et augmenter en faveur mesmement de la paix et reunion perpetuelle, aujourd'huy faicte et jurée entre nous et luy, avons ordonné et declairé, ordonnons et declairons par ces presentes, de grace especial, se mestier est, que d'ores en avant ledict baillly de Sens cessera de bailler les dessusdicts mandemens, en cas d'appel, auxdicts subjects dudict duchié de Bourgoigne, et de recevoir lesdictes appellacions, en deffendant par cesdictes presentes audict baillly de Sens ou à son lieutenant, presens et advenir, que contre nostre presente ordonnance et declaracion, il ne face ne attempte d'ores en avant aucunement, sauf toutes voyes en nostredict court de parlement le ressort et cognoissance desdictes appellacions. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, au baillly de Sens et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartenra, que nostre presente ordonnance et declaracion ilz gardent et facent garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois se faict estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu; car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Peronne, le xiv. jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme. Sic signatum super plicam: Par le Roy, en son Conseil. DELALOERE.*

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii (a), anno millesimo cccc.° LXVIII.° Sic signatum: BRUNAT.

NOTE.

(a) Blanchard date l'enregistrement du 16; il date du 6 celui des lettres qui vont suivre, page 307.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) Exécution du Scel du Duché de Bourgogne.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée tenue en la ville de Hem en Vermandois, au moys de septembre dernier passé, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne, et laquelle journée et assemblée en entretenant icelle ait esté remise en ceste ville de Peronne où nous nous sommes trouvez et nostredict frere en personnes, plusieurs remonstrances, doleances et requestes ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir provision convenable, et, entre autres choses, que jaois ce que entre les droicts et prerogatives qui luy competent en sondict duchié de Bourgoigne, à cause duquel il est premier per et doyen des pers de France, il ait chancelier audict duchié, et en la chancellerie ait scel autentique soubz lequel l'on a accoustumé lever et passer tous contraulx entre parties contrahans, qui pour leur seureté le requierent, et lequel scel de toute ancienneté a et porte par son privilege, execusion precise et main garnie, et que plusieurs debtors obligez

NOTE.

(a) Transcrit d'après le registre des Ordonnances de Louis XI, coté E, fol. 174.

soubz ledict scel ou leurs heritiers, pour eviter ou delayer (a) le payement et droict de leurs creanciers, appellent souvent à nous et à nostre court de parlement, pour reverence desquelles appellacions, combien que elles soyent contre le privilege dudict scel, les executeurs depputez pour executer telz debtours et obligez, et aussi lesdicts creanciers pour doubte de mesprendre, différent à telles appellacions ou grant prejudice de nostredict frere et de sondict scel et au grant dommaige desdicts creanciers, requerant sur ce nostre provision de justice et grace en tant que mestier est. Sçavoir faisons que nous, desirans nostredict frere et cousin estre entretenu en ses droicts et prerogatives, et aussi que ne voulons au moyen de telles appellacions, le bon droict des creanciers estre empesché ou retardé, de nostre certaine science, grâce especial et auctorité royal en tant que mestier est, avons declairé et declairons que d'ores en avant toutes exécutions qui se feront par vertu dudict scel d'icelluy duchié de Bourgoigne, portent main garnie selon et en ensuivant le privilege dudict scel, et nonobstant appellacions quelzconques et sans prejudice d'icelles. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, que ceste nostre presente declaracion ilz gardent et facent garder et entretenir de point en point, selon sa forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire, ainçois se faicte estoit en aucune maniere, se l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu; car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum sur le reply desdites lectres: *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno cccc.^o LXVIII.^o
Sic signatum: BRUNAT.

NOTE.

(a) Différer, retarder.

(a) *Exemption de service personnel pour la défense du Royaume, en faveur des Vassaux, Sujets et Serviteurs du Duc de Bourgogne.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-amez frere et cousin le Duc de Bourgoigne, plusieurs remonstrances, requestes et doleances ayent esté faictes et mises avant de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir provision convenable, et, entre autres choses, ait esté faicte plainte de ce que plusieurs des subjects et serviteurs de nostredict frere et cousin, qui ont terres et seigneuries soubz nous, les auscuns natifs de son conté de Bourgoigne et des terres situées hors du royaume et les autres du duchié de Bourgoigne et autres ses pays et seigneuries, ont esté contraincts par aucuns noz officiers,

NOTE.

(a) Registre E, Ordonnances de Louis XI, fol. 175.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

à faire serment nouvel et non accoustumé de nous servir envers et contre tous, especialement contre nostredict frere et cousin, sans avoir regard à ce que lesdicts subjects sont ses vassaulx et les auscuns natifs de sondict conté de Bourgoigne; et pour ce qu'ilz en ont esté delayans, jaçoit ce qu'ilz ayent ja faict le serment de fidelité en la forme accoustumée et qu'ilz ont esté prestz de servir, selon la nature et qualité de leurs fiefs, toutes voyes le seigneur de Chastillon et autres noz officiers ont procedé à l'encontre desdicts vassaulx, subjects et serviteurs de nostredict frere et cousin, par voyes indeues et desraisonnables; tant de main-mises en leurs terres et seigneuries, percepcion des fruiz, prouffits et esmolemens d'icelles, assaulx faicts en auscunes de leurs places ainsy que en terres de ennemis, comme de confiscacion de corps et de biens, et ont appliqué lesdicts fruiz à leur singulier prouffit; et qui plus est, ledict seigneur de Chastillon a procedé par la maniere dicte à l'encontre de nostredict frere et cousin, à cause de sa seigneurie de Sonmans; lesquelles procedures, voyes et manieres de faire ont esté et sont en très-grant grief et dommaige de nostredict frere et cousin et de sesdicts vassaulx, subjects et serviteurs, requerant provision et remede sur ce. Sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, avons ordonné et declairé, ordonnons et declairons par ces presentes, que d'ores en avant semblables contraintes et procedures cesseront à l'encontre desdicts vassaulx, subjects et serviteurs de nostredict frere et cousin, et que la main-mise es terres desdicts vassaulx, subjects et serviteurs de nostredict frere et cousin, à l'occasion dessusdicte, soit entierement levée et ostée, et qu'ilz en joyssent ainsy qu'ilz faisoient par avant, et laquelle main-mise, par cedictes presentes, nous levons et oston, en mettant au neant et revocquant toutes declairacions et confiscacions qui s'en sont ensuivies, et tous procès, sentences et exploicts faiz à ceste cause; voulant et consentant qu'ilz joyssent de leursdicts biens et que ceux qui à ceste occasion sont empeschez en leurs personnes soyent mis, et lesquels nous mettons à plaine delivrance; ordonnons en oultre que les fruiz et revenues d'icelles, receuz et perceuz par ledict seigneur de Chastillon ou par autres, soyent renduz et restituez à ceulx qu'il appartiendra, ensemble les pertes et dommaiges ensuiz; et pour y donner forme et mettre à exécution nostredict ordonnance, sera commis par nous personne notable, auquel les commiz de nostredict frere et cousin feront apparoir des choses dessusdictes, lequel commiz de par nous aura puissance de pourveoir et appoincter touchant lesdictes reparacions et restitucions et aussi de la delivrance de toutes personnes, et seront ses appointemens et ordonnances en ceste partie executez sans appel ou renvoy; et en oultre, avons accordé et accordons que les vassaulx et subjects de nostredict frere et cousin, demeurans et residans en son pays, et aussi ses serviteurs et domestiques qui ont terres, fiefs et seigneuries en nostre royaume, à cause desquelles ilz doivent service, quant nous faisons mandement général en nostredict royaume pour la defense d'icelluy, ne seront contrainctz à faire ledict service en leurs propres personnes, mais seront quictes et deschargez d'icelluy service, parmy baillant et delivrant par chascun d'eulx ung ou plusieurs autres personnes, habillées et empoinct (a), pour servir ainsy et comme la nature et condition des fiefs le requierent; et semblablement sera faict par nostredict frere et cousin, au regard de noz vassaulx, subjects

NOTE.

(a) En état, en bon état.

et

et serviteurs, Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostredict parlement, à tous bailliz et autres noz justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartenra, que noz presentes ordonnances, voulenté et declairacion ilz entretiennent et gardent et facent entretenir et garder de point en point sans enfreindre, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huiiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, in Parisius, Parlamento, secundâ die Martii, anno millesimo cccc. LXVIII.^e
Sic signatum : BRUNAT.

(a) *Lettres concernant la Juridiction que le Bailli de Sens exerçoit sur les Habitans de Villeneuve-le-Roi.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée naguères tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne où sommes venuz en personne, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgogne, plusieurs remonstrances, requestes et doleances ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, qu'à cause de son duchié de Bourgogne, qui est premiere peirie de nostre royaume et au moyen de laquelle il est premier per et doyen des pers, luy compecte et appartient la cognoissance, justice et judicature, sur tous ses subjets dudict duchié, en telle maniere qu'il n'est licite à auscuns de noz bailliz ou autres juges et officiers de prendre court ou cognoissance en aucune maniere des causes, procès, questions et debatz d'entre sesdicts subjects de sondict duchié de Bourgogne ne iceulx faire appeller devant eulx, en quelque maniere que ce soit, sauf et réservé tant seulement le ressort en cas d'appel en nostre court de parlement, ce nonobstant, nostredict bailli de Sens, soubz umbre et couleur de ce que auscuns de noz subjects de nostredict frere et cousin se dient bourgeois de la Villeneuve-le-Roy, leur baille mandemens en forme de gardes et debitis (b), et, par ce moyen, atraict et veult atraire à luy la cognoissance desdictes causes et procès, questions et debatz d'entre lesdicts subjects de nostredict frere et cousin de sondict duchié de Bourgogne, à la grant foule (c) et diminucion de ses droicts, prééminences, prerogatives et noblesses, et autre grant dommaige de sesdicts subjects, en nous suppliant le vouloir sur ce pourveoir de remede convenable et de grace si mestier est. Sçavoir faisons que nous, les choses dessusdictes considérées, voulans nostredict frere et cousin le Duc de Bourgogne entretenir en sesdicts droicts, prerogatives, prééminences et noblesses, et luy complaire en ceste partie, en faveur de la paix et reunion perpetuelle

NOTES.

(a) Transcrites d'après le Registre des Ordonnances de Louis XI, coté E, fol. 176.

(b) *Debitis* exprime des lettres de *commitimus*. Il exprime aussi un mandement ayant

pour objet de contraindre les débiteurs à payer, par la saisie de leurs biens et de leurs personnes.

(c) Empêchement, vexation, oppression, offense.

Tome XVII.

T

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

aujourd'huy faicte et jurée entre nous et luy, avons octroyé, consenty et accordé, et par ces presentes, de grace especial, en tant que mestier est, octroyons, consentons et accordons à nostredict frere et cousin, que d'ores en avant par nostredict bailly de Sens, prevost de la Villeneuve-le-Roy, ou autres noz bailliz et officiers quelzconques, ne sera fait ne donné aucun empeschement aux bailliz, juges et officiers de nostredict frere et cousin en sondict duchié de Bourgoigne, à prandre cognoissance des subjects d'icelluy duchié, soubz umbre que iesdicts subjects se font bourgeois de ladicte Villeneuve-le-Roy; et avec ce, avons ordonné et consenty, ordonnons et consentons que d'ores en avant, par ledict bailly de Sens ou autres noz justiciers et officiers ne seront baillées auscunes lectres de garde ou de debitis aux subjects de nostredict frere et cousin en sondict duchié, soubz couleur de ladicte bourgeoisie, et avons deffendu et deffendons, par ces presentes, ausdicts bailly de Sens, prevost de Villeneuve-le-Roy, et autres noz justiciers et officiers, que contre nostre presente ordonnance et octroy ilz ne fassent aucune chose au contraire. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostredict parlement que noz presents accord, octroy et consentement, ilz gardent et fassent garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois se fait estoit en aucune maniere, se l'ostent ou fassent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu, car ainsi nous plaist-il estre fait. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Péronne, le xiv. jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Et in plica est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et consensiente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ (a) die Martii, anno M.º cccc.º LXVIII.º* Sic signatum : BRUNAT.

NOTE.

(a) Blanchard date l'enregistrement du 6, et du 6 aussi, l'enregistrement des lettres suivantes. Page 307.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Main-levée des Terres saisies sur le Duc de Bourgoigne et sur ceux qui avoient embrassé son parti.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme par le traictié et reunion de paix perpetuelle aujourd'huy faicte et jurée par nous et nostre très-chier et très-amez frere et cousin le Duc de Bourgoigne, entre autres choses, ait esté promis, juré et accordé, que toutes et chascunes les seigneuries, places, terres, heritages et possessions quelzconques prinses, occupées, saisiés ou empeschées d'une part et d'autre du temps passé, à l'occasion des différends passés, sont et seront rendues et restituées plainement, franchement et quictement à ceulx à qui elles appartiennent, lesquels y pourront entrer, les prandre et apprehender de leur propre auctorité, sans aucune euvre ou mistere (b) de justice ne autre consentement avoir ou requerir de nous ne de nostredict frere et cousin de Bourgoigne, qui l'ont servy ou tenu son

NOTES.

(a) Vol. E, Ord. de Louis XI, fol. 176 v.º

(b) Ministère, besoin, secours.

party; et aussi, seront baillées lectres par nous pour les subjects de nostre dict frere et cousin de Bourgoigne, qui l'ont servy ou tenu son party, ainsy que ces choses sont plus à plain contenues et declairées ès lectres dudict traictié de paix. Sçavoir faisons que nous, voulans de nostre part entretenir et garder ce que par nous a esté promis et juré, pour ces causes, avons consenty et consentons que toutes les seigneuries, places, terres, heritaiges et possessions quelzconques, prises, occupées, saisies ou empeschées de nostre part, à l'occasion desdicts differends, seront rendues et restituées plainement, franchement, quicquement à ceulx à qui elles appartiennent, et qu'ilz y puissent entrer, les prendre et apprehender de leur propre autorité, sans aucun euvre ou mistere de justice, ne avoir autre consentement de nous; et d'icelles seigneuries, places, terres, heritaiges et possessions, ainsy empeschées de nostre cousté, quelles qu'elles soyent, et de chascune d'icelles, avons ostez et levez, ostonz et levons du tout, par ces presentes, nostre main, et tous autres empeschemens qui à l'occasion dessusdicte y ont ou pourroient avoir esté mis, au prouffit de ceulx à qui elles appartiennent, et de la revenue d'icelles, sans ce que aucun empeschement leur y soit d'ores en avant faict, mis ou donné à l'occasion dessusdicte, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit. Si donnons en mandement à tous noz justiciers, officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que les hommes et subjects de nostre dict frere et cousin de Bourgoigne à qui ce peut toucher et chascun d'eulx, ilz facent, seuffrent et laissent joyr de noz presens consentement, main-levée et octroy, plainement et paisiblement, en les faisant et seuffrant joyr de leursdictes terres, seigneuries, heritaiges et possession, ensemble des fruiz et revenues d'icelles, ainsy qu'ilz faisoient paravant, et s'aucun empeschement ou destourbier leur estoit fait au contraire, si l'ostent ou facent oster et mettre, sans délai, au premier estat et du; car ainsy l'avons accordé, promis et octroyé. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à faire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, foy soit ajoustée comme à l'original. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc lxxviii, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: Par le Roy, en son Conseil. DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Lecta, publicata et registrata, présente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno M.^o cccc.^o lxxviii.^o Sic signatum: BRUNAT.

(a) *Lettres patentes portant Don de la terre de Mortagne au Duc de Bourgogne (b).*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, au bailliy de Tournay et de Tournesis, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, salut. De la partie de nostre très-chier et très-amé frere et cousin

NOTES.

(a) Vol. E, Ordonn. de Louis XI, fol. 177.

(b) Les registres 197 et 201 du Trésor des chartes renferment beaucoup d'autres

Tome XVII.

lettres de dons faits par Louis XI, en 1467,

1468 et 1469. Nous en indiquerons plusieurs à la date de ces lettres.

T ij

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

le Duc de Bourgoigne, et par ses gens et ambassadeurs qui ont esté de par luy à la journée et assemblée naguères tenue és villes de Hem et de Peronne, entre autres choses nous a esté faicte plainte et doleance des troubles et empeschemens qui ont esté faicts et se sont chascun jour aux officiers de nostredict frere et cousin, par nous instituez à sa nomination en la terre et seigneurie de Mortaigne, laquelle, par le traictié de Conflans, luy avons transportée, et lesquels empeschemens sont notoirement contre la teneur dudict transport, ainsi que de sa part nous a esté remonstré, requerant y estre par nous pourveu en telle maniere que d'ores en avant nostredict frere et cousin et sesdicts officiers puissent joyr paisiblement de ladictie terre et seigneurie et des droicts appartenans à icelle, selon ledict transport que luy en avons faict. Pourquoi avons sur ce ordonné et appointé, ordonnons et appointons, que d'ores en avant nostredict frere et cousin joyra paisiblement de ladictie terre et seigneurie de Mortaigne, et que tous officiers en icelle pour cas royaux seront par nous instituez et ordonnez à sa nomination, le tout selon le contenu du traictié d'Arras et des lectres dudict transport, et non autrement. Si vous mandons et commectons, et à chascun de vous, que en entretenant nosdictes ordonnances et provisions, vous levez et ostez ou faictes lever et osier tous troubles et empeschemens faicts et mis au contraire à nostredict frere et cousin et à sesdicts officiers, lesquels nous en oston et levons du tout par cesdictes presentes, et d'ores en avant cessez et vous deportez de faire les semblables, ainçois souffrez et laissez nostredict frere et cousin joyr paisiblement de ladictie terre et seigneurie de Mortaigne, selon la forme et teneur dudict traictié d'Arras et le transport que luy en avons fait; car ainsy nous plaist-il et voulons qu'il soit fait. *Donné audit lieu de Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huir, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Lecta, publicata et registrata, présente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, sextâ die Martii, anno millesimo cccc.^o LXVIII.^o Sic signatum : BRUNAT.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Connoissance des Complaintes dans le duché de Bourgogne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée tenue en la ville de Hem en Vermandois, ou moys de septembre dernier passé, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et très-amié frere et cousin le Duc de Bourgoigne, laquelle journée et assemblée en entretenant icelle ait esté remise en ceste ville de Peronne où nous nous sommes trouvez et nostredict frere et cousin en personne, plusieurs remonstrances, doleances et requestes nous aient esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, pour sur icelles avoir et obtenir provision convenable; et, entre autres choses, nous ait esté remonstré de par nostredict

NOTE.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 177.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

frere et cousin, que jaçoit ce que en sondict duchié de Bourgoigne, il et ses officiers ayent de toute ancienneté baillé à ses subjects mandemens en forme de complaints de nouvelleté (a), et iceulx faict executer selon la forme et privilege des cas de nouvelleté et les ordonnances des auditoires de sondict duchié de Bourgoigne, neantmoins plusieurs adjournés, pour voir executer lesdicts mandemens, pour empescher le fournissement d'iceulx mandemens et complaints et pour retarder le bon droict des impetrans, aucunesfois appellent à nous et à notre court de parlement, quant les executeurs veulent proceder à fournissement et execution desdictes complaints, ou prejudice des droicts et prerogatives de nostredict frere et cousin et du privilege dudict cas de nouvelleté et ou grant interest et retardement du droict de ses subjects, requerant sur ce nostre provision de justice et grace se mestier est. Sçavoir faisons que nous, desirant nostredict frere estre entretenu en sesdicts droicts et prerogatives oudict duchié de Bourgoigne, qui est la premiere parrie de nostre royaume, et aussi que ne voulons soubz umbre de telles appellacions, ses subjects estre grevez et delaiez (b) en leurs bons droicts, avons octroyé et accordé, octroyons et accordons par ces presentes, à nostredict frere et cousin, de grace et auctorité royal, que toutes complaints en cas de nouvelleté, qui seront données par nostredict frere et cousin en sondict duchié de Bourgoigne et autres ses pays tenuz de nous et de nostre royaume, ou par les juges esdicts pays qui pevent et ont accoustumé bailler lesdictes complaints, soient executées et fournies reaument et de faict par les executeurs d'icelles, nonobstant quelzconques appellacions et sans prejudice d'icelles. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, aux bailliz de Sens, de Mascon et de Saint-Pierre-le-Moustier, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que noz presens accord et octroy ilz gardent et facent garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois, se faict estoit en aucune maniere, se l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.*

DE LA LOIERE.

Lecta, publicata et registrata, presente et consencieute procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o
BRUNAT.

NOTES.

(a) Nous avons dit, *tome XV, page 187*, dans sa possession.
note b, que la complainte de nouvelleté est celle que l'on formoit quand on étoit troublé

(b) Retardés.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Lettres patentes concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand Conseil.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne où nous et nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgogne nous sommes trouvez en personne, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostredict frere et cousin, plusieurs remonstrances ayent esté faictes et mises en avant de la part de nostredict frere et cousin, et, entré autres, que icelluy nostre frere et cousin est Prince et Seigneur de plusieurs duchiez, contez, terres et seigneuries, tant en nostre royaume que en l'Empire, lesquelz pays sont de diverses natures, condicions et maniere de faire, et convient chacun entretenir par justice en ses droicts et prerogatives; et souvent advient que entre les subjects d'iceulx pays surviennent questions, procès et differends devant nostredict frere et cousin et les gens de son grant conseil estant entour luy, tant en premiere instance que par appellacions, esvocacions, reformacions et autrement, lesquels procès et differends convient souventefois juger et determiner en divers lieux, assavoir ceulx qui sont du royaume en l'empire, et par le contraire, ceulx qui sont de l'empire dans le royaume, à cause de ce qu'il convient à nostredict frere et à sondict conseil eulx transporter de l'un des pays en l'autre, et en quoy nostre court de parlement a plusieurs foiz faict et mis difficulté, quant par appel lesdictes causes des subjects de nostredict frere et cousin, qui sont de nostre ressort ont esté actraictes en ladicte court, en voulant mettre au neant la procedure faicte devant nostredict frere et sondict conseil, et aucunefoiz les appellans non subjects ne ressortissans à nostredict court, se sont ingerez de poursuivre leurdict appel en nostredict court, soubz couleur de ce que le jugement rendu a l'encontre d'eulx avoit esté rendu ès pays à nous ressortissans, ou grant prejudice et dommage de nostredict frere et cousin, requerant sur ce luy estre pourveu. Sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, voulans en ceste partie complaire à nostredict frere et cousin, inclinsans à ladicte requeste en faveur mesmement de la paix et reunion perpetuelle aujourd'huy faicte et jurée entre nous et luy, avons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, octroyé, consenty et accordé, octroyons, consentons et accordons à nostredict frere et cousin de Bourgogne, en luy donnant congé et licence, de grace especial par ces presentes, que durant la vie de nous et de luy, il puisse ou les gens de son grant conseil estant entour luy, cognoistre de toutes causes et procès qui seront meues et introduites devant luy ou sondict conseil, en quelque maniere et pour quelque cause que ce soit, et icelles appointer, decider et determiner à fin, assavoir celles du royaume en l'empire, sauf la declinatoire des parties, et celles de l'empire en nostredict royaume, le tout sans prejudice de nostre souveraineté et ressort quant à ce qui est et sera de nostredict royaume, et des droicts de souveraineté appartenans à nostredict frere et

NOTE.

(a) Volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 178 verso.

cousin en ce qui est en l'empire et en sa souveraineté, sans ce que à cause de ladicté cognoissance, descision et determination d'iceulx procès en la maniere que dict est, aucun empeschement soit ou puist estre mis à nostredict frere et cousin, à ceulx de sondict conseil ne à ses subgects par nous ou noz officiers quelzqu'ilz soyent. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostredict parlement, aux baillyz de Vermandois, de Sens, d'Amiens, de Tournay et Tournesis, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostredict octroy et consentement ilz gardent et facent garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois, se faict estoit en aucune maniere, se l'ostent ou facent oster et mectre, sans delay, au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mectre nostre scel à cescdictes presentes. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Et in plica erat scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno Domini millesimo cccc.^o LXVIII.^o* BRUNAT.

(a) *Lettres qui, à la demande du Duc de Bourgogne, confirment une Surséance pour quinze ans à l'exécution d'un Arrêt rendu par le Parlement de Paris, que l'on prétendoit contraire au Traité d'Arras, et qui prolongent ensuite cette surséance de vingt ans encore.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement, salut et dilection. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, entre noz ambassadeurs et ceulx de nostre très-chier et amé frere et cousin le Duc de Bourgoigne, et depuis en la ville de Peronne où nous avons esté en personne, plusieurs remonstrances, requestes et doléances nous ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin, et, entre'autres, touchant certain arrest pieçà obtenu de nostredict parlement par le seigneur de Torcy, à l'encontre de feu le sire de Saveuses, lequel arrest nostredict frere et cousin a maintenu et maintient avoir esté donné contre le traictié d'Arras, et pour les poursuites et remonstrances qui en furent faictes du vivant de feu notre très-chier seigneur et pere que Dieu absoille, l'exécution d'icelluy arrest fut mise et tenue en surseance jusques à son trespas, et depuis que sommes venu à la couronne, nous avons continué ladicté surseance le temps et terme de quinze ans, à commencer en l'an mil cccc lx, comme il appert par noz lectres de ladicté surseance, en nous requerant de la part de nostredict frere et cousin, que nostre plaisir soit interdire à tousjours audict seigneur de Torcy et à ses hoirs et ayans-cause, la poursuite et exécution d'icelluy arrest, et sur ce, pectroyer noz lectres patentes en tel cas pertinens. Pourquoi nous, ces choses considérées,

NOTE.

(a) Volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 179.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

voulans de nostre povoir complaire à nostredict frere et cousin, avons octroyé, consenty et accordé, octroyons, consentons et accordons par ces presentes, que ladicte surseance de quinze ans par nous accordée, comme dict est, se entretendra; et en oultre, de nostre certaine science, octroyons, consentons et accordons par cesdictes présentes, que après lesdicts quinze ans passez et expirez, ladicte execucion d'icelluy arrest soit tenue, et laquelle par cestes, nous mettons en surseance jusques à vingt ans après continuellement ensuivans, qui finiront en l'an mil cccc iiij.^{xx} et xv, sans ce que, pendant ledict temps et terme icelluy arrest soit ou puist estre executé en aucune maniere; et neanmoins, dès maintenant, et aussi lesdicts temps et termes passés, nous et nostredict frere et cousin demeurons, quant à ce, ez droicts que à chascun de nous peut competer, en nostre entier. Si vous mandons que nostre presente surseance et le contenu en cesdictes presentes, vous entretenez, gardez et observez le dessusdict terme durant, et en faictes, seuffrez et laissez les veufves et heritiers et ayans-cause dudit seigneur de Saveuses, et autres qu'il appar-tiendra, joyr et user plâinement et paisiblement, sans faire ne souffrir faire quelque chose au contraire; car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict, nonobstant coustumes, ordonnances royaulx, et quelzconques ordonnances et defenses à ce contraires. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour du mois d'Octobre, l'an de grace mil cccc LXVIII, et de nostre regne le huitiesme. Sic signatum: Par le Roy, en son Conseil. DELALOERE.*

Et in dorso erat scriptum: Lecta, publicata et registrata, presente et consensiente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o BRUNAT.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Lettres d'évocation (b) au Conseil du Roi, d'une cause pendante au Parlement de Paris, à la poursuite du ministère public, contre Chretien et Jean de Digonne, qui avoient agi pour les intérêts et par les ordres du Duc de Bourgogne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement à Paris, salut et dilection. Comme en l'assemblée tenue à Hem en Vermandois, au mois de septembre dernier passé, entre noz gens et ambassadeurs à ce ordonnez de par nous et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgoigne, et remise depuis en la ville de Peronne, plusieurs remonstrances et doléances nous ayent esté faictes par les gens de nostredict frere et cousin, et, entre autres, que Jehan Boutilhat, nostre procureur, joint avec luy, tient en procès en nostre court de parlement Chrestien de Digonne (c), chevalier, et Jehan son frere, à cause de la prinse faicte dudit Jehan Boutilhat, par les susdicts Chrestien et Jehan de Digonne durans les divisions passées, et leur veult, à ceste cause, ledit Boutilhat plusieurs grans

NOTES.

(a) Volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 179 v.^o

(b) Et non d'abolition, comme l'annonce Blanchard, page 307 de sa compilation chro-

nologique, quoiqu'on puisse dire que l'évocation fut faite pour opérer réellement une abolition.

(c) Ou Digoyne.

vexations

vexations et molestes, en nous requerans^s que actendu que la chose a esté faicte pour le fait de nostredict frere et cousin de Bourgoigne et par son ordonnance, et que par nous en nostre grant conseil ladicte matiere sera mieulx et plustost decidée et mise à fin deue que autre part, il nous plaise ladicte cause et matiere esvoquer pardevant nous et les gens de nostre grant conseil, et sur ce luy donner provision convenable. Pourquoy nous, considéré ce que dict est, et que par le traictié de paix et reunion perpetuelle aujourd'huy faicte et jurée entre nous et nostredict frere et cousin de Bourgoigne, l'avons ainsy accordé, icelle cause et matiere ainsy meue et pendante en nostredict court de parlement, entre ledict Jehan Boutillhat, nostredict procureur joint avec luy d'une part, et lesdicts Chrestien et Jehan de Digonne d'autre, et les dependances d'icelle, avons, pour ces causes, esvoquée et esvoquons en l'estat que elle est pardevant nous et lesdicts gens de nostre grant conseil, quelque part que serons, au vingtiesme jour de fevrier prouchainement venant, pour illec en estre fait et ordonné ainsy que par nous a esté accordé à nostredict frere et cousin oudict traictié de paix, sans ce que de ladicte cause et matiere vous tiengnez plus aucune court et congnoissance, laquelle nous vous avons interdite et defendue, interdisons et defendons du tout par cesdictes presentes. Si vous mandons et enjoignons que à nostredict presente esvocation, vous obtemperez sans y faire difficulté ou delay. Mandons en oultre au premier huissier de nostre parlement ou nostre sergent sur ce requis, que nostre presente esvocation et vouleté il signifie ausdictes parties, en les adjournant, se mestier est, à comparoir audict jour devant nous ou lesdicts gens de nostre grant conseil, pour proceder en icelle cause et matiere, et faire en oultre, selon raison, en faisant^s inhibition et defense de par nous audict Boutillhat, sur peine de perdition de cause et autres grans peines à nous appliquer, que à l'encontre desdicts Chrestien et Jean de Digonne, il ne face de cette matiere d'ores en avant aucune poursuite en nostredict court de parlement ne autre part, jusques à ce que par nous ou lesdicts gens de nostredict grant conseil autrement en soit ordonné, en certifiant deument nous ou les gens de nostre grant conseil de ce que faict aura esté sur ce; car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict. *Donné à Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc lxxviii, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Et in dorso est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et consensiente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii m.^o cccc.^o lxxviii.* BRUNAT.

(a) *Déclaration portant Règlement pour l'Imposition foraine sur les marchandises qui passent en Bourgoigne.*

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux bailliz de Vermandois, de Sens, de Saint-Pierre-le-Moustier, d'Amiens, de Troyes et de Chaumont, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, salut. Comme à la journée et assemblée tenue en la ville de

NOTE.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 182.
Tome XVII. V

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Hem en Vermandois, ou moys de septembre dernier passé, entre noz gens et ambassadeurs et ceulx de nostre tres-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgogne, laquelle journée et assemblée, en entretenant icelle, ait esté remise en ceste ville de Peronne où nous et nostredict frere et cousin nous sommes trouvez en personne, plusieurs remonstrances, doléances et requestes nous ayent esté faictes de la part de nostredict frere et cousin et par sesdicts ambassadeurs, et, entre autres choses, a esté remonstré que, au moyen et par vertu du traictié d'Arras, le droict de l'imposicion fouraine (a) qui se lieve es extremitez de nostredict royaume doit appartenir à nostredict frere et cousin en ses pays, mais néantmoins, touchant ladicte matiere, il a esté troublé et empesché en deux manieres, dont lesdicts ambassadeurs ont faictes et mises avant deux doléances et remonstrances; la premiere, que nostredict frere et cousin est troublé en la perception dudit droict; la seconde, que on le veult lever es lieux non accoustumez et que l'en contrainst les marchands à bailler caution (b), en forme non accoustumée, et mesmement, qui est chose bien nouvelle et estrange, noz officiers s'efforcent lever le droict de ladicte imposicion des denrées et marchandises que l'en descend es pays de Bourgogne, Bar-sur-Seine, Auxerrois, Artois et es terres transportées à nostredict frere et cousin, comme se feussent terres de l'Empire ou esuelles les aydes n'eussent cours, et especialement audit pays de l'Auxerrois, des biens appartenans à ceulx de ladicte conté et en icelle menez des lieux voisins; requérant de la part de nostredict frere et cousin, ladicte nouvelleté estre ostée, et qu'il joyse de sondict droict selon la forme dudit traictié, et aussi que lesdictz marchands ne soyent contrainz à bailler ladicte caution, autrement que d'ancieneté ilz ont fait, assavoir de descharger les denrées en aucuns lieux de nostre royaume où les aydes ayent cours, et sur ces choses, pourveoir à nostredict frere et cousin de nostre grace et remede convenable. Sur quoy a esté par nous ordonné que ladicte caution qui se baille par les marchands à cause de ladicte imposicion fouraine, se fera et baillera en la forme de toute ancieneté observée, assavoir, de descharger les denrées en aucuns lieux de nostredict royaume ouquel les aydes ayent cours de par nous, posé que nostredict frere et cousin, par nostre octroy, preigne à son prouffit iceulx aydes sans les faire cautionner de vendre et distribuer lesdictes denrées es pays de nostredict royaume esquelz lesdictes aydes ont cours, comme le pays d'Artois et aussi autres pays appartenans à nostredict frere et cousin et à luy transportez par ledict traictié d'Arras et autrement, et esquelz pays lesdicts aydes ont cours, le tout sans fraude: toutesffoiz, se cy après appert que d'ancieneté, telle n'estoit la maniere de cautionner, le tout sera reduit à la forme et fasson de faire que se trouvera par les ordonnances royaux anciennes et autrement avoir esté gardée et observée. Et à ceste fin, et pareillement quant à la duchie de Bourgogne, en laquelle nostredict frere et cousin pretend semblable nouvelleté avoir esté faicte, seront deputez deux commissaires, l'un de par nous et l'autre de par nostredict frere et cousin, lesquelz deux commissaires verront lesdictes ordonnances royaux et enquerrent quant à l'usance, et autrement la verité, et le tout veu, en ordonneront et appointeront selon que ilz trouveront

NOTES.

(a) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page xcviij et suiv.

(b) Voir le Disc. préliminaire du tome XVI, pages xcix et c.

estre à faire de raison, sans renvoy ou appellacion, et abregeront, decideront et deffiniront, iceulx commiz, lesdicts differens, en-dedans ung an prouchain venant pour tous delaiz; et avecques ce, feront oster tous troubles, nouvelletez et empeschemens faitz au contraire; et avons consenty que nostredict frere et cousin joyse du droict de ladicte imposition fouraine ès pays de nostredit royaume à luy transportez, selon que par ledict traictié d'Arras faire se doit. Et en tant que touchent les appellacions esmises par les subjects de nostredict frere et cousin, de ses villes d'Arras, Saint-Omer, Esdin, Therouenne, Auxerre et autres, à cause de ce que on leur a voulu faire bailler ladicte caution autrement que en la maniere accoustumée d'ancienneté, nous les avons mises et mettons au neant, sans amende et sans despens. Et avec ce, avons voulu et ordonné que tous procès meuz et encommencez quant au principal à l'occasion dessusdicté et ce qui en deppend, tant en la court de parlement, devant les gens des comptes, comme pardevant les generaulx que ailleurs, soyent tenuz en estat et surceance jusques à ce que lesdicts commissaires auront ledict differend appointé, le tout sans prejudice de nostre droict et de celui de nostredict cousin. Et au regard du droict des haults passages (a), qui est d'autre nature, nous avons consenty que d'autres commissaires qui seront ordonnez par nous et nostredict frere, auront pouvoir de y appointer et d'en faire joyr icelluy nostredict frere et cousin, ainsy que par ledict traictié d'Arras appartiendra, et par toutes les terres royales appartenans à nostredict frere par ledict traictié d'Arras, et aussi ses terres de-cà et de-là la riviere de Somme, à luy appartenans par le don et transport que luy en avons fait. Si vous mandons, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que en ensuivant et executant nosdicts ordonnance et consentement, vous faictes, seuffrez et laissez nostredict frere et cousin, joyr et user paisiblement de ladicte imposition fouraine ès lieux et par la maniere dessus declairée, et les marchands bailleur leur caution, ainsy que le contient nostre dessusdicté ordonnance, en faisant par vous et ung chacun de vous lever et oster tous troubles, nouvelletez et empeschemens mis au contraire, tant à nostredict frere et ses officiers, que aussi ausdicts marchans, et cessez et vous depourtez de d'ores en avant faire les semblables; car ainsy nous plaist et le voulons estre fait. *Donné audict lieu de Peronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Lecta, publicata et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o
BRUNAT.

NOTE.

(a) Louis XI avoit donné, plusieurs années auparavant, à la demande du Duc de Bourgogne, des lettres que l'historien de cette province a publiées, d'après les registres de la Chambre des comptes de Dijon, et

qui ne sont pas dans notre collection. Elles ont également l'impôt pour objet, et s'appliquent à quelques lieux en particulier, dont fait mention la loi que nous venons de transcrire. Voici ces premières lettres de Louis XI:

LOUIS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux baillys et esleuz de Sens et de Troyes ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx, salut. Comme entre les autres matieres ouvertes, et qui par nostre très-chier et très-ami oncle le Duc de Bourgogne nous ont esté remontrées

Tome XVII.

V ij

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

Suite de la NOTE.

depuis nostre venue que nouvellement avons faicte en nostre ville de Paris, certaine remonstrance nous ayt esté faicte de la part de nostredict oncle, que combien que par le traictié de paix faicte à Arras entre feu nostre très-chier seigneur et pere que Dieu absoille et nostredict oncle, tous les prouffits des aydes, tant du grenier à sel, quatriesme de vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, tailles, fouages, et autres aydes et subventions quelzconques qui ont et auront cours et sont ou seront imposés en la ville et chastellenie de Bar-sur-Seine et es villes et villages subjects et ressortissans en icelle chastellenie, ayent, entre autres choses, esté transportées et baillées par nostredict feu seigneur et pere à nostredict oncle, pour lui et celui de ses hoirs auquel il delaissera, après son décès, la seigneurie dudict Bar-sur-Seine, selon la forme dudict traictié de paix, neantmoins, vous esluz et noz grenetiers et autres officiers à Troyes, Mussi-Levesque et Langres, se sont efforciez et s'efforcent par plusieurs et divers moyens, de vouloir abolir et mettre au neant le grenier à sel dudict Bar-sur-Seine, en distrayant plusieurs villes et villages, tant de la chastellenie dudict Bar, que autres qui d'ancienneté avoient et ont accoustumé, et qui, selon les ordonnances royaulx, doivent prendre sel oudict grenier de Bar, comme plus prouchain d'eulx, et les ont contrains et contraignent à aler prendre sel es greniers tant dudict Mussi, de Troyes que ailleurs; et avec ce, ont empesché et empeschent nostredict oncle et ses officiers audict Bar-sur-Seine, de lever les tailles et aydes es plusieurs des villes et lieux de ladicte chastellenie de Bar, comme à Villey, Entrode, Bretignelles, les Amblans-de-Maignans, Fraiguignet, Maroles, Brenon et Lignerres, estant du hief, guait, garde et retrait dudict Bar-sur-Seine; lesquelles choses sont au très grant prejudice et dommaige de nostredict oncle et de ses droicts, et plus seroit se par nous ne luy estoit sur ce pourveu, si comme dit-il. Pour ce est-il que nous, considéré ce qui dict est, et que desirons de tout nostre pouvoir ledict traictié de paix estre gardé, entretenu et accompli, vous mandons et comectons, par ces presentes, que vous vous informiez ou faictes informer bien et diligemment de et sur les choses dessusdictes, et mesmement de l'ancien usage, et de ce que dict est dessus par la maniere que trouverez que l'on a usé de toute ancienneté, faictes, souffrez et laissez joyr et user nostredict oncle ou ses gens et officiers pour luy; car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant quelzconques lectres subreptices impetrees ou à impetrer à ce contraires. *Donné à Tours, le 1.^{er} jour d'Octobre, l'an de grace mil CCCC soixante et ung, et de nostre regne le premier.* Ainsy signé: Par le Roy, à la relation des gens de son grant Conseil. J. CASTEL.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) Appellation des Jugemens de la loi (b) de Bruges (c).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement à Paris, salut et dilection. Comme à l'assemblée tenue à Hem en Vermandois, ou mois de septembre dernier passé, entre noz gens et ambassadeurs à ce par nous ordonnez, et ceulx de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgongne, et depuis remise en ceste ville de Péronne, plusieurs remonstrances et doléances nous ayent esté faictes par lesdicts gens et ambassadeurs de nostredict frere et cousin, et, entre autres choses, qu'il nous plaise faire renvoyer devant la loy de Bruges certaine cause pendante en nostredict court de parlement, entre Guerart Lefevre, appellant de ladicte loi, d'une part, et les bourgmaistre et eschevins, advoué et conseil de Bruges, nostre

NOTES.

(a) Volume E, Ordonn. de Louis XI, fol. 183.

(b) Voir ci-dessus, page 126, note b.

(c) Voir encore ci-dessus la page 127, et ses notes b et d.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

procureur joint en icelle cause, pour illec estre decidée et prendre fin, ainsy que faire se doit, et mettre les appellacions à ceste cause interjectées au néant, et sur ce eslargir nostre provision et grace. Pourquoy nous, ces choses considerées, et mesmement que en faveur dudict traictié de paix et réunion perpetuelle, aujourd'huy faicte et jurée entre nous et nostredict frere et cousin le Duc de Bourgogne, avons, entre autres choses, ordonné et declairé les quatre loix principales de Flandres estre desormais franchises et exemptes de nous, de nostredict court et de noz officiers (a), pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons octroyé et accordé que icelle cause ainsy pendante en nostredict court de parlement, entre ledict Guerart Lefevre et ceulx de Bruges, en quelque estat que elle soit, et les dependances d'icelle, sera renvoyée devant ladicte loy de Bruges, avec les parties sur ce adjournées, à certain et competent jour, pour illec estre decidé et déterminé, ainsy qu'il appartendra par raison, en mettant au néant les appellacions interjectées par ledict Guerart Lefevre ou autres, des jugemens ou sentences de ladicte loy de Bruges, et lesquelles nous y avons mises et mettons par ces presentes, sans amende. Si vous mandons et enjoignons expressemment que en obtemperant à nostredict presente voulenté et ordonnance, icelle cause en l'estat que elle est, avec les dependances, vous renvoyez à certain et competent jour devant ladicte loy de Bruges, pour y estre decidée et déterminée selon raison, sans en ce faire quelque refus ou difficulté; car tel est nostre plaisir, nonobstant l'estat de ladicte cause et quelzconques statutz et ordonnances de nostredict court à ce contraires. *Donné audict lieu de Péronne, le xiv.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic Signatum: *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Lecta, publicata et registrata, présente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, secundâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o Sic signatum: BRUNAT.

NOTE.

(a) Les lettres de Louis XI ont été imprimées, pages 126 et suivantes.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Lettres pour assurer au Duc de Bourgogne la jouissance paisible du Grenier à sel de Grandvilliers.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaux conseillers, tant sur le faict du gouvernement de noz finances, que de la justice des aydes, aux esleuz sur le faict desdictes aydes en l'eslection d'Amiens, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, salut et dilection. De la partie de nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Bourgogne, et par ses gens et ambassadeurs qui ont esté à la journée et assemblée nagueres tenue ès villes de Hem et de Peronne, nous a esté faicte plainte et doleance,

NOTE.

(a) Volume E des Ordonnances de Louis XI, fol. 18; v.^o

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

disans que auscuns troubles et empeschemens ont par noz officiers esté faictz et mis au grenier à sel de Grantvilliers, appartenant à nostredict frere et cousin au moyen du transport que luy avons faict des prevostez de Vimeu, Beauvoisis et le Foulloy, tant au pourchaz de ceulx de Beauvais que autrement, requerant sur ce provision, affin de faire oster et lever lesdicts empeschemens et dores en avant cesser de semblables. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, et en ensuivant la provision par nous faicte et accordée en ceste partie es journées et assemblées dessusdictes, voulans aussi complaire à nostredict frere et cousin, vous mandons et commectons, et à chascun de vous sy comme à luy appartendra, que lesdicts troubles et empeschemens quelzconques faictz et mis audict grenier et aussi es officiers de nostredict frere et cousin en icelles prevostez, tant au pourchaz desdicts de Beauvais que autrement, vous levez et osez, et par ceulx qu'il appartendra faites lever et oster, et le tout mettez et faites mettre à plaine delivrance, et lesquelz troubles et empeschemens nous avons oster et levez, oston et levons du tout, des-à-present, par cesdictes presentes, en cessant et vous deportant d'ores en avant de faire les semblables; aincois seuffrez et laissez nostredict frere et cousin et sesdicts officiers, joyr et user paisiblement dudit grenier, selon la forme et teneur des lectres de transport que luy avons faict desdicts prevostez, droicts et appartenances d'icelles; car ainsy nous plaist-il estre faict. *Donné audict lieu de Peronne, le xiv. jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, en son Conseil.* DELALOERE.

Lecta, publicata et registrata, presente et consencieute procuratore generali Regis, Parisius in Parlamento, sextâ die Martii, anno M.^o cccc.^o lxxviii.^o Sic signatum : BRUNAT.

QUELQUE nombreuses que soient les lettres que nous venons d'imprimer, sous la date du 14 octobre, il y en a d'autres encore, toujours rendues d'après ces doléances rappelées au commencement de toutes les lettres précédentes, et qui, dans les circonstances où Louis XI se trouvoit, ressembloient plus à des commandemens qu'il étoit obligé de subir qu'à des plaintes sur lesquelles il pût prononcer librement. Ainsi, les ambassadeurs du Duc de Bourgogne réclament quatre mille livres de rente, à prendre sur la recette du Vermandois, et le paiement des arrérages de plusieurs années : et le Roi déclare « estre content que les lectres » faisant mention desdictes quatre mille livres soyent vues par ses commissaires, » lesquels auront pouvoir d'appointer et d'en faire raison à icelluy Duc, et mettre » icelles à execution, sans renvoy ny appellacion. » Les mêmes ambassadeurs demandent la main-levée des saisies faites des fruits et revenus des gens d'église de Langres : le Roi l'accorde, et ordonne de restituer ce qui en a été perçu. Ils observent « qu'encore que les villages d'Igrandes, Mallay, Saint-Guillain, Ducray » et autres joignant d'iceulx, soyent nuement du duché de Bourgogne, appartenans » au dit Duc et ressortissans au bailliage d'Ostun, néanmoins les officiers du » Roy se sont entremis de les faire ressortir à Lyon, tant en justice comme en » aydes, contre le traictié d'Arras, par lequel tous les prouffits et droicts royaux es » bailliages de Mascon et de Saint-Gengoul doivent appartenir audict Duc, car sy » le Roy y avoit aucun droict, ce seroit à cause desdicts bailliages de Mascon et » de Saint-Gengoul tant seulement; » ils ajoutent que le Duc s'en étant plaint à Charles VII, et depuis à Louis XI, le juge-mage de Lyon a été chargé de s'informer de la vérité des faits, et que l'information a eu lieu; ils requièrent en conséquence qu'elle soit soumise aux commissaires, « pour après appointer et » rétablir ledict Duc sur le fait desdicts villages dont il a esté desappointé à

» tort, et sy cette information n'est suffisante, qu'il y soit procédé par lesdicts commissaires en la maniere dessusdicte : » on répond que l'information sera mise aux mains des commissaires « pour en faire selon le contenu audict article et ainsy » qu'il appartiendra pour raison. » On peut, sur ces remontrances et les réponses, toujours favorables du Roi, consulter encore le traité avec le Duc de Bourgogne, volume E des Registres du Parlement, pages 154 et suiv.

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1468.

(a) *Main-levée d'une saisie de terres et rentes faite en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, et suspension de toutes poursuites judiciaires jusqu'à la décision des Commissaires nommés pour régler les limites du Comté de Flandre.*

LOUIS XI,
à Liège,
le 1.^{er} Novem.
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux baillys de Vermandois, de Saint-Quentin, d'Amiens et de Tournay et Tournesis, et à tous noz autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans, salut. Guillaume, sire de Lalaing, et Simon de Lalaing, sire de Montigny, chevaliers, freres, nous ont exposé comment jà pieçà, et durant certaine rebellion (b) puis auscuns ans faicte par ceulx de Gand contre feu nostre oncle le Duc de Bourgogne (c) dernier trespasé, feu Jacques de Lalaing, en son vivant chevalier, fils dudict sire de Lalaing, print maistre Jacques de la Galée, au lieu de Volqueghem, situé ès mettes de la conté d'Alost, et le fist mener prisonnier audict lieu de Lalaing, et tantost après qu'il l'eust mis à finance, ledict Jacques de Lalaing alla de vie à trespas; et depuis, touchant la prinse, procès se meust pardevant nostredict feu oncle de Bourgogne, entre le fils dudict feu maistre Jacques de la Galée et le curateur donné aux biens demeurez du decès dudict feu Jacques de Lalaing, ouquel procès fut tant procédé, que nostredict feu oncle, par sa sentence definitive, laquelle fut rendue audict lieu de Lalaing, declaira ledict maistre Jacques de la Galée avoir esté prins de bonne prinse, et condampna ledict maistre Jacques à payer la finance à laquelle il s'estoit mis du vivant dudict feu Jacques de Lalaing, pour l'exécution de laquelle sentence, ladicte terre de Volqueghem, qui appartenoit audict de la Galée, fut mise en vente et vendue par autorité et decret de justice, au prouffit de la curatelle, sans provocacion ou appellacion : et combien que ledict lieu de Volqueghem, où fut prins ledict maistre Jacques de la Galée, soit ès mettes dudict conté d'Alost, et ledict lieu de Lalaing où il fut mené prisonnier et mis à finance, soit pays de Hainault, parquoy nostredict court de parlement n'en devoit congnoistre; neantmoins, environ troyz mois après ladicte sentence, icelluy Jacques de la Galée se tira en icelle nostredict court de parlement, et soubz ombre de son donné à entendre et qu'il maintenoit estre appellant et devoir ressortir en nostredict parlement, obtint lectres par lesquelles il fist adjourner à comparoir en personne en nostredict court de parlement, lesdicts sires de Lalaing et de Montigny, aussi Philippe de Lalaing, chevalier, et ledict curateur donné aux biens dudict feu Jacques de Lalaing, pour

NOTES.

(a) Volume E, Ordonn. de Louis XI,
fol. 181 v.^o

(b) Voir l'Hist. de Bourg., t. IV, p. 266 et suiv.
(c) Philippe-le-Bon.

LOUIS XI,
à Liège,
le 1.^{er} Novem.
1468.

proceder en ladite matiere, ausquels de Lalaing et curateur, pour ce que nostredict feu oncle disoit proceder des pays où nous ne nostredict court n'avions quelque congnoissance, fut prohibé et defendu qu'ilz ne comparussent aux jours à eulx assignés, et que le procureur de nostredict feu oncle prendroit la charge de la conduite de ladite matiere; et à ceste cause, doubtans courroucer nostredict feu oncle et mesprendre envers luy, n'oserent comparoir en nostredicte court ne soutenir leur bon droict; toutes voyes, ledict Jacques de la Galée filz, poursuy tellement que, nonobstant les déclinatoires et remonstrances proposés par le procureur de nostredict feu oncle, par arrest de nostredicte court donné par contumace parée que lesdicts exposans n'y avoient comparu, obstans lesdicts defenses, lesdicts de Lalaing et curateur furent condampnez en grosses amendes envers nous et partie, et à restituer tous les biens dudict feu maistre Jacques de la Galée, avec tous les arresraiges et autres interest et despens; et tousjours depuis, ledict Jacques de la Galée a continué sa poursuite en toute rigueur à luy possible, et faict mettre en nostre main six cents francs que la dame de Lalaing prant chascun an sur David de Fromessent, et certains biens et revenus appartenans à la femme dudict seigneur de Montigny, estans oudict bailliage de Saint-Quentin, ja soit ce que ceste matiere ne touche en rien à icelluy seigneur de Montigny ne à sadicte femme, et ne receurent aucune chose lesdicts exposans de leursdictes rentes et deniers depuis dix ou douze ans en ça; et à ceste cause, nous, de ce advertiz, leur avons, puis aucuns ans en ça, données et quictées lesdictes amendes, à cause desquelles choses lesdicts exposans ont esté grandement endommagez, et seroient plus, sy par nous ne leur estoit sur ce donnée provision convenable, comme ilz dient, requerans humblement icelle. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement que en faisant les reunions de paix, amitié et concorde perdurable entre nous et nostredict très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourgogne, entre autres choses, avons accordé que, par certains commissaires notables par nous et luy ordonnez seront congnoz et decidés les differends qui sont et pevent estre à cause des limites du pays et conté de Flandres et autres pays de nostredict frere et cousin, et que cependant les choses et matieres qui sont en procès ou question demourront en surseance; nous, pour ces causes et consideracions, avons, sans prejudice du droict desdictes parties ou temps advenir, levée et ostée, levons et oston, par ces presentes, nostre main et tous autres empeschemens mis et apposés es terres et seigneuries desdicts sires de Lalaing et de Montigny et de leurs femmes, aussi desdictes rentes et douaires et de tous autres biens pour ce empeschez, et voulons et octroyons que d'iceulx biens, rentes, terres, seigneuries et douaires qui sont es mains des commiz au gouvernement d'iceulx ou de ceulx qui les doivent, et qui escharront cy-après, ilz joyssent paisiblement jusques à ce que, par lesdicts commissaires commiz, ladite question des limites dudict pays de Flandres soit appointée et decidée, et moyennant ce, lesdicts de Lalaing et tous leurs biens demourront obligez et executables, pour fournir, satisfaire et accomplir envers leurdicte partie ce qu'il appartiendra de leur part, le jugement desdicts commissaires donné et rendu en ceste partie. Si vous mandons et enjoignons, et à chascun de vous, en comectant se mestier est, que lesdicts de Lalaing exposans et chascun d'eulx, vous faictes et seuffrez joyr et user paisiblement de nostredicte presente main-levée et octroy, en leurs mettant leursdicts biens, rentes, terres, seigneuries et revenues pour ce empeschez réaument et de faict, et

sans

sans aucun delay, à plaine delivrance, et soubz l'obligacion dessusdictie, et à ce faire et souffrir, et à leur rendre et restituer tout ce que est deu ou es mains des commiz et debtours, contraignez ou faictes contraindre lesdicts David de Fromessent, Jacques de la Galée et tous autres qu'il appartendra, par toutes voyes et manieres en tel cas requises; car ainsy nous plaist-il estre faict, et ausdicts exposans l'avons octroyé et octroyons, nonobstant icelle main-mise et autres empeschemens dessusdicts et quelz-conques deffenses qui ayent esté ou pourroient estre faictes par nostre-dicte court de parlement au contraire, oppositions ou appellacions quelz-conques; de ce faire vous avons donné et donnons plain pouvoir, auctorité, commission et mandement especial. Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subgects, que à vous et chascun de vous, voz commiz et depputez, en ce faisant, obeissent et entendent diligemment, prestant et donnent conseil, confort et aide, se mestier est, et requis en sont. *Donné au Liège (a), le premier jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourgogne, le sire de Crussol, maistre Jehan de la Driesche, et autres, presens.* DELALOERE.

LOUIS XI,
à Liège,
le 1.^{er} Novem.
1468.

Lecta, publicata, et registrata, presente et consenciente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, sextâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o Sic signatum: BRUNAT.

Collatio facta est cum originali, BRUNAT.

NOTE.

(a) A Liège. Louis XI s'y trouvoit alors, même, le 31 octobre, ils y étoient entrés avec le Duc de Bourgogne, et la veille victorieux.

(a) *Prolongation annuelle de la Foire tenue à Rouen, nommée le Pardon Saint-Romain* (b); *Exemption d'impôts sur les Marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés.*

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir que, comme en l'an mil cccc soixante-six, noz chiers et bien amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville et cité de Rouen, nous eussent faict remonstrer que la foire nommée *le Pardon Saint-Romain*, seant chascun an en icelle ville et environs, laquelle, en mil cccc cinquante-cinq, avec les foires du Landy, de Saint-Laurens près Paris, de Brye, de Champaigne et de Guibray près Falaise, et autres foires d'ancienneté constituées es villes de nostre royaume à nous appartenant, ont par defunct nostre très-chier seigneur et pere que Dieu pardoint, par deliberacion de son conseil, esté affranchies à tousjours de l'imposicion de toutes denrées et marchandises qui y seroient portées, menées et vendues,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, siècle, à qui on rapportoit l'origine du droit qu'exerçoient les prélats de cette église, de

(b) Evêque de Rouen, dans le VII.^e siècle, à qui on rapportoit l'origine du droit qu'exerçoient les prélats de cette église, de

Tome XVII.

X

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

sans aucune reservacion (a); mais pour ce que icelle foire Saint-Romain ne duroit d'ancienneté que deux jours, qui estoit peu de chose, iceulx bourgeois, manans et habitans, nous eussent fait humblement supplier et requérir foire leur voulsissions octroyer franche à tousjours, pour six jours ouvrables par chascun an, en ce compris le jour de la feste de Monsieur Saint-Romain, avec deux jours d'entrée et deux jours d'issue non francs; lequel octroy leur eussions fait seulement jusques à trois ans après ensui-vans, qui de present sont passés. Et pour ce soyent de rechief tournés devers nous, suppliant très-humblement que icelle franche foire leur voulsissions donner et octroyer à tousjours, perpetuellement, selon fourme, termes et condicions de nostredict dernier octroy. Pourquoy nous, desirans de tout nostre cuer le bien de chose publique, et le fait de la marchandise estre continué et entretenu de bien en mieulx en nostredict royaume, voulans aussy relever et supporter nosdicts subjects de plusieurs grans charges, pertes et dommaiges par eux portés et soustenus, recongnoissans les grans, louables et recommandables services qu'ilz nous ont fait en maintes manieres et esperons que encore plus feront comme noz bons, vrais et loyaux subjects, inclinant à leur requeste et supplicacion, de grace especial et par grant et meure deliberacion de conseil, leur avons octroyé et accordé, et par la teneur de ces presentes, octroyons et accordons que icelle foire Saint-Romain ilz puissent à tousjours, perpetuellement, faire seoir et tenir, par chascun an, pour six jours entiers et ouvrables, en ce compris ledict jour de la feste de Monsieur Saint-Romain, en nostredict ville et environs, franche de tous aydes et subsides, impositions, exactions et sub-vencions quelzconques imposées ou à imposer, reserve tant seulement du quatriesme du vin et autres breuvages qui vendus y seront à detail, de nostre gabelle de sel octroyé et à octroyer à nostredict ville sur ledict sel, tant comme iceulx aydes auront cours en icelle ville, durant laquelle foire de six jours ne aussi ès deux d'entrée paravant lesdicts six jours et deux pour yssue après, l'on ne pourra arrester les marchans ne autres venans à ladicte foire, sinon pour le fait des denrées qu'ilz auroient achetées en icelle foire ou ès precedentes, ou pour abuz, crimes, delicts ou excès qu'ilz auroient commis; toutes voyes nous n'entendons par cesdictes presentes que noz aydes qui ont ou auront cours en nostredict ville de Rouen ne soyent cueillies et levées des denrées et marchandises qui seront vendues ou eschangées esdicts deux jours d'entrée et deux jours d'issue, et que l'en ne puisse arrester les marchans ou marchandises de ceulx qui devront lesdicts aydes, en leur reffus ou delay de les payer, tout ainsy que l'en pourroit faire avant ou après ceulx deux jours d'entrée et deux jours d'issue; et avec ce, pour ce que, ou temps advenir, soubz umbre de ladicte foire franche, auscuns qui ou precedent ou depuis icelles et hors ladite foire auroient fait auscuns marchiez, vendicions et contrats de denrées ou mar-chandises dont les aydes et impositions nous pourroient estre deus, s'en voudroient affranchir et estre tenuz quictes, qui seroit forme d'abus et de fraude, nous voullons que de toutes telles fraudes et abus les delinquans soyent pugniz, tant par confiscacion, privacion d'icelles marchandises, amendes arbitraires ou autrement, selon l'exigence des cas. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz amez et féaulx les generaux

NOTE.

(a) Voir le tome XIV, page 359.

conseillers sur le fait et gouvernement de noz finances en Normandie, aux bailliz de Rouen, Caen, Evreux, Caux, Gisors, Constantin et vicontez desdicts bailliages, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, que du contenu en cesdictes presentes, facent, seuffrent et laissent lesdicts habitans de Rouen, ensemble les marchans et autres frequentans en ladicte foire, joyr et user plainement en icelle foire, les facent et seuffrent crier, notifier et publier par-tout où mestier sera, sans sur ce leur donner ne seuffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble, destourbier ou empeschement, mais s'aucun s'efforçoit faire le contraire, le facent reparer et mettre au premier estat et deu, nonobstant quelz-conques declaracions ou usages à ce contraires, que voullons aucunement deroguer ou prejudicier à cesdictes presentes. Et pour ce que d'icelles on pourra avoir à besongner en plusieurs lieux, nous voullons que aux *vidimus* qui en seront faiz soubz scel royal foy soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Senlis, au mois de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy.* BOURRE. (a).

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

NOTE.

(a) Il y a dans le code Henri, page 338, deux articles d'une loi sous la date du mois de novembre 1468 : on l'y attribue cepen-

dant à Louis XII. Elle est en effet de ce prince et de l'année 1508; Fontanon l'a placée, tome II de sa collection, pag. 907 et suiv.

(a) Statuts et Ordonnances pour les Cordonniers de Tours (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de Jehan Chenneteau, Jehan Jarry, Pierre Mioche, Jehan Nouel, Julien Gelem, Jehan Adam, Jehan Castille, Olivier Jalem, Guillemin Baroillet, Jehan du Vergier, Jehan Dusable, Mathelin Desable, Pierre Philon, Jehan Mauroux, Jehan Eschart, Pierre Gilles, Guillaume Cappelier, Robin Saulce-terre, dit *l'Escossois*, Geoffroy Augier, François Denyan, Michel Gauchier, Macé de la Maziere, Denys Garreau, Jehan de Caon, Guillaume Beliard, Mathelin Poume-rouge, François Buffe, Jehan Herne, Estienne Chardin, Martin Valles, Jacquet Montlechery, Jehan de Montlechery, Pierre Potier, Jehan Sphiot, Jehan Lemenant et Jehan Piquart, et autres maistres cordonniers et ouvriers de mestier de cordonnerie des villes, faulxbourgs et banlieue de Tours, contenant que pour entretenir le fait dudict mestier de cordonnerie en bon ordre et police, pour le bien de la chose publicque, et obvier à plusieurs grans fraudes et abus qui se faisoient et sont faitz et

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 56.

(b) Nous avons imprimé, au tome XV, des statuts donnés ou ratifiés par Louis XI, en 1460, pour les cordonniers de Bordeaux, pag. 451 et suiv. Il donna aussi la même année

des lettres qui confirment les privilèges des cordonniers de la Rochelle : celles-ci n'ont pas été insérées dans notre collection ; elles sont au registre 198 du Trésor des chartes, pièce 17.

Tome XVII.

X ij

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

pourroient faire ou faict dudict mestier de cordonnerie, ou grant detrimment d'icelluy mestier et chose publicque, furent pieçà advisés par les maistres jurez dudict mestier, et passez, ordonnez et establis, par le bailly de Touraine ou son lieutenant qui lors estoit, certains articles selon lesquels lesdicts maistres cordonniers et ouvriers, jurez d'icelluy mestier, auroient à eulx gouverner et conduire oudict faict dudict mestier, et si sont en la pluspart conduiz et gouvernez; mais pour le plus grant bien et entretenement dudict mestier et de la chose publicque a esté et est expedient de corriger auscuns desdicts articles et autres, adnuller et y en adjouster, comme ilz ont entre eulx advisé, ainsy que ci-après sera declairé, et qu'ilz soyent par nous establis et ordonnez estre privileges, ordonnances, statuts dudict mestier, desquels articles la teneur s'ensuit :

Et premierement. Que les cuirs tenez, qui seront admenez de dehors vendre en ladicte ville et banlieue de Tours, seront premierement visitez par les tenneurs et jurez commis ad cc.

(2) *Item.* Que lesdicts cuirs tenez qui seront admenez de ladicte ville vendre en icelle seront menez et portez, tous les jours de la sepmaine, au lieu du marché de Tours ou de la foire le Roy, auquel des deux lieulx qu'il plaira aux marchans amenans lesdicts cuirs à vendre, et au jour du marché audict lieu d'icelluy marché et foire, s'aucun en y eschie, au lieu où elle est ordonnée, et illec seront detaillez, vendus et adenez (a), et non ailleurs, sur peine d'amende arbitraire, pourveu qu'ilz soyent premierement visitez par les jurez et commis ad cc.

(3) *Item.* Tous les cuirs gras qui seront admenez en ladicte ville et banlieue seront visitez par les quatre jurez dudict mestier de cordonnier, avant qu'ilz soyent exposez en vente, à peine d'amende arbitraire.

(4) *Item.* Et que les tenneurs et courrieulx (b) ne pourront achepter aucuns cuirs tenez, roges ni gras, que premierement les cordonniers n'en soyent refusans premiers, sur peine d'amende arbitraire.

(5) *Item.* Que les cordonniers ne useront de cuir de vache cousu, bien ou mal tenné, ne de cuir de cerf, sinon pour petits enfans jusqu'à l'age de cinq ans ou au-dessous.

(6) *Item.* Que aux courrieulx desdicts cuirs, ilz sont et seront tenus et leur est ordonné et commandé de les courroyer bien et loiaument tous cuirs, soyent ceulx qu'ils achaptent pour courroyer et revendre ou non; et avant que lesdicts courrieulx les acheptent ou puissent achepter pour les courroyer et revendre, lesdicts cordonniers de ladicte ville et banlieue qui en voudront avoir en seront garnis et pourvus.

(7) *Item.* Et est ordonné que chascun desdicts cordonniers aura ung marc (c) different l'un de l'autre, dont chascun sera tenu marquer le cuir qu'il aura courroyé, soit pour luy ou pour autre, afin que plus aisement, se faulte y a, que la faulte soit plustost et aisement congneue et averée, sur la peine que dessus.

(8) *Item.* Que la chausseure que lesdicts cordonniers auront faicte desdicts cuirs, après ce qu'ilz l'auront mise en ouvrage pour chausser à usage d'humaine créature, s'ilz les mement à foire ou à marché ou en autre lieu, ilz seront, avant qu'ilz les mectent ou exposent en vente, visitez par les quatre jurez,

NOTES.

(a) Mis à prix.

(b) Corroyeurs.

(c) Marque.

et sont et seront tenuz ainsy le faire, sur peine d'amende telle que de raison.

(9) *Item.* Et que, en faisant lesdicts ouvrages, ilz useront de bon et loyal cuir bien et loyaument tenné et courroyé, et ledict ouvrage seront bien et loyaument, ainsy que en tel cas appartendra, sur peine d'amende comme dessus.

(10) *Item.* Que lesdits maistres jurez dudict mestier pourront visiter les ouvrouirs et les cuirs estans en iceulx et autres choses dependans dudict mestier, une fois ou deux la sepmaine, soit cuir gras ou autre, tant ès ostels des ouvriers courroyeurs, comme ailleurs.

(11) *Item.* S'il advient que lesdicts visiteurs dudict mestier trouvent des fautes en faisant ladicte visitacion, soit ès ouvrouirs ou ailleurs, ilz seront tenuz les rapporter à la justice du Roy ou du lieu où ilz seront trouvés, et pourront iceulx jurez arrester lesdictes denrées et marchandises où lesdictes fautes seront trouvées, jusques à ce que par la justice en soit ordonné. Et est à entendre que, au lieu où ledict cas adviendra, le seigneur justicier dudict lieu, soit chastellain ou ayant congnoissance de la police et gouvernement de la chose publicque, en aura la congnoissance et non autre.

(12) *Item.* Que des amendes et exploicts qui y seront pour occasion desdictes fautes et desobeissances sur lesdictes denrées et marchandises, les visiteurs ou autres qui sur ce feront diligence, auront la quarte partie à leur profit.

(13) *Item.* Et que auscuns desdicts cordonniers, à qui qu'il soit, ne pourront lever leur ouvrouir ne faire aucune chose dependante dudict mestier, s'ilz ne sont premierement examinez, experimentez par les quatre maistres jurez dudict mestier, et seront tenuz faire quatre chefs-d'œuvre, tels qu'il plaira aux maistres qui les examineront leur ordonner, et s'ilz sont souffisans, ilz seront receus maistres et payeront à la confrayrie de monsieur Saint Crespin et Saint Crespinien, pour maintenir le divin service fait en ladicte confrayrie, la somme de trois escus d'or, et aussi seront tenuz estre en ladicte confrayrie culx et leurs femmes.

(14) *Item.* Aussi, qu'ilz seront tenuz de payer la somme de trois escus au Roy et ung escu aux quatre jurez qui les auront examiné, et leur donner à disner et aux procureurs de ladicte confrayrie.

(15) *Item.* Que les fils des maistres ne seront point examinez par lesdicts jurez, mais seulement payeront ung escu à ladicte confrayrie et ung escu au Roy, et donneront à disner aux jurez et procureurs avecques.

(16) *Item.* Au regard des femmes veufves et filles des maistres de ladicte ville et banlieue, qui seront mariées à ung homme dudict mestier, ledict homme sera examiné par les quatre jurez; et s'il est trouvé souffisant, il sera passé maistre, et payera seulement ung escu à ladicte confrayrie et ung au Roy, avec le disner ausdicts jurez et procureurs.

(17) *Item.* Que chascun enfant qui sera mis audict mestier pour apprendre ledict mestier, soit fils de maistre ou autre, payera cinq solz tournois à ladicte confrayrie, et en sera tenu le maistre dudict apprentiz.

(18) *Item.* Que nul maistre dudict mestier de ladicte ville et banlieue ne pourra tenir deux ouvrouirs, mais un tant seulement, sur peine de dix livres tournois d'amende.

(19) *Item.* Que nul maistre dudict mestier ne pourra donner à besongner au serviteur aloué d'un autre maistre, sans le consentement d'icelluy maistre

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

avec lequel il est aloué, sur la peine pour chascune fois que le cas en adviendra, de quarante solz tournois, à applicquer moitié à la confrayrie et moitié au maistre dont il partira, payables iceulx quarante solz tournois par ledict maistre et compagnon qui loué auront.

(20) *Item.* Que lesdicts cordonniers qui porteront leur marchandise au marché, ne la pourront exposer ne mettre en vente jusques à l'heure de dix heures en hyver, et en esté à neuf heures.

(21) *Item.* Que lesdicts cordonniers ne pourront faire solliers de mouton, sinon pour petits enfans de cinq ans ou au-dessoubz; et pourront faire, pour gens malades, solliers ou bottes sans gresse.

(22) *Item.* Que se aucun maistre dudict mestier faict chose contre lesdictes ordonnances, il sera privé d'un an dudict mestier, et payera soixante solz un denier tournois d'amende, à applicquer moitié au Roy et l'autre moitié aux maistres dudict mestier.

(23) *Item.* Lesdicts cordonniers pourront user et faire solliers de cuir de veau pour gens d'estat, et non autrement.

(24) *Item.* Pour ce que lesdicts maistres jurez dudict mestier puevent et pourroient avoir souventefois à besongner pour les questions, desbaz et procès, qui puevent et pourroient soudre et mouvoir à cause desdicts statuts, ordonnances et privilèges, et pour iceulx deffendre, soustenir et garder, ensemble le bien commun dudict mestier, tous lesdicts maistres dudict mestier, tant de ladicte ville que banlieue, sont et seront tenuz et obligez d'escoter (a), frayer et fournir, chascun par esgalle portion, aux fraiz, mises et despenses qu'il conviendra faire, et se feront à la poursuite, conduite, deffense desdictes questions et desbaz; et pourront lesdicts jurez dudict mestier contraindre à payer lesdicts fraiz, mises et despenses, lesdicts maistres tenans ouvrouirs dudict mestier, chascun pour sa part et porcion, par la prinse vendue et exploictacion de leurs biens, denrées et marchandises, se mestier est, et par toutes autres voyes et manieres dues et raisonnables.

(25) *Item.* Quant nous et nostre très-chiere et très-aimée compaigne la Roynie ou noz enfans seront en nostre ville de Tours et faulxbourgs ou banlieue, aucuns dudict mestier, autres que lesdicts maistres, ne pourront ne leur sera leu (b) ne permis tenir ouvrouir en nostredicte ville de Tours, faulxbourgs et banlieue d'icelle, fors et excepté les troys ordonnez à servir ou fournir de leurdict mestier nostredicte court, avecques les cordonniers de nostredicte compaignie et de nosdicts enfans; et s'aucuns autres veullent tenir ouvrouir et besongner dudict mestier en nostredicte ville et banlieue de Tours, excepté les troys ordonnez à servir et fournir de leurdict mestier nostredicte court, avec les cordonniers de nous, nostredicte compaignie et nosdicts enfans, seront tenuz d'y faire chef-d'œuvre et payer les droictures dudict mestier, comme les autres maistres dudict mestier de ladicte ville.

Lesquelz articles dessus transcripts, pour le bien dudict mestier et de la chose publique, nous avons louez et approuvez, louons et approuvons, de grace especial, par ces presentes; et de nostre plus ample grace, plaine puissance et auctorité royal, les avons voulu et ordonné, voulons et

NOTES.

(a) Payer leur part, leur écot.

(b) Licite.

ordonnons estre statutz, ordonnances et privileges dudit mestier, et comme tels estre tenuz, gardez et observez. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, au bailli de Touraine et des ressors et exemptions d'Anjou et du Maine, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts articles dessus transcripts, comme statutz, ordonnances, privileges dudit mestier, ilz gardent, observent, tiennent et facent garder, tenir, observer de point en point, selon leur forme et teneur, et que d'iceulx, ensemble de nostre presente grace et octroy, ils facent, souffrent et laissent lesdicts maistres et jurez dudit mestier joyr et user plainement et paisiblement, sans aucunement aller ne venir, faire ne souffrir aller ne venir au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel ordonné à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Senlis, au mois de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Archevesque de Lyon (a), le Comte de Dampmartin, et autres, presens.* S. DESVERGIERS. *Visa.*

NOTE.

(a) Charles de Bourbon. Voir *Gallia christiana*, tome IV, pages 176 et suivantes.

LOUIS XI,
à Senlis,
Novembre
1468.

(a) Rétablissement à Toulouse du Parlement et de la Cour des Aides de Languedoc, qui avoient été transférés à Montpellier (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Savoir faisons que nous, considérées et entendues les choses et remonstrances (c) qui nous ont esté faictes touchant la creation qui feut anciennement faicte par nos predecesseurs Rois de France, pour le bien et utilité de nostre royaume et l'augmentation et corroboration de la justice et le soulagement des suppotz (d) et habitans d'icelluy, de deux cours de parlement, garnies de presidens, conseillers, greffiers et huissiers à ce ordonnez, lesquelles cours doivent estre tenues et exercées, c'est assavoir, l'une en nostre ville de Paris, comme la principale ville de nostre royaume, et l'autre en nostre ville de Tholose (e), comme la principale ville de nostre pays de Languedoc et des autres circonvoisins, esquelles deux villes, lesdictes deux cours de parlement feurent tenues et exercées depuis ladite création, par bien long espace de temps, sans aucune interruption jusques à ce que les grands troubles, guerres et divisions se esleverent en icelluy nostre royaume, au moyen desquelles et par crainte nécessaire, le siege desdictes cours de

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 23 Decemb.
1468.

NOTES.

(a) Transcrit d'après le registre du parlement de Toulouse, tome I.^{er} Le Trésor des chartes les conserve, registre 194, pièce 342. Voir aussi le tome V de l'Histoire générale de Languedoc, par don Vaissette, aux preuves, pages 38 et suivantes.

(b) La mortalité qui régnoit à Toulouse les avoit fait transférer à Montpellier.

(c) Le Trésor des chartes porte : *considérées et attendues les remonstrances.*

(d) Subjets. Preuves de l'histoire de Languedoc.

(e) Charles VII avoit établi un parlement à Toulouse, en 1443. Mais voir la note a de la page 119 du tome XV, et les lois, plus anciennes, qui y sont rappelées.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 23 Décemb.
1468.

parlement feut mis hors desdictes villes, et mesmement de celle de Tholose, en laquelle il ne feut point tenu à cause desdictes guerres par aucun temps et jusques en l'an mil quatre cent quarante-trois ou environ, que nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, considerant les grandes pertes et dommaiges qui estoient advenus à luy et au royaume, et principalement audict pays de Languedoc, par le defaut et absence de ladicte cour de parlement, qui avoit esté ostée de ladicte ville, et les grands biens, prouffitz et avantages, qui pouvoient advenir tant à luy que audict pays de Languedoc, en remectant icelle court de parlement en ladicte ville de Tholose, et pour autres justes et raisonnables causes qui à ce le meurent, remist, restitua et restablist, par grande et meure deslibération, ladicte court de parlement en icelle ville de Tholose, et pareillement y restablist et ordonna une court souveraine touchant le fait de la justice des aydes, avecques les generaux et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladicte court, en laquelle ville de Tholose icelles cours, tant de parlement que des generaux sur le fait de la justice desdictes aydes, avec les dependances d'icelles, ont esté depuis tenues et exercées continuellement, sans ce qu'elles en ayent esté transportées et mises hors, se n'a esté quand, par inconvenient, aucune pestilence ou mortalité a eu cours en ladicte ville, et ce jusques en l'an mil quatre cent soixante-sept, que pour aucunes causes qui à ce nous meurent, nous voulusmes et ordonnasmes par noz lectres patentes, que lesdictes cours de parlement et des generaux des aydes et leurs dependances feussent levées et ostées de nostredicte ville de Tholose, et qu'elles feussent mises, establies et tenues en nostre ville de Montpellier (a), par la forme et maniere qu'elles avoient esté en ladicte ville de Tholose, laquelle chose a esté executée et accomplie selon la forme et teneur de nosdictes lettres. Et depuis, avons esté informez que ladicte mutation et transport desdictes cours a esté et est très-prejudiciable et dommageable à nous et à la chose publique dudit pays de Languedoc et des autres pays circonvoisins ressortissans en icelle court, et que plusieurs inconveniens s'en pourroient ensuir, si la chose n'estoit réparée; mesmement, qu'il est très-utile et nécessaire pour l'entretiennement desdicts pays et des habitans en iceulx en nostre bonne et vraye obeysance, de remectre, restablir et restituer icelles cours de parlement, des generaux de la justice des aydes, et leursdictes dependances, en nostredicte ville de Tholose, comme le lieu plus propre, convenable et utile de tout ledict pays de Languedoc et des autres circonvoisins, pour y estre tenues. Pour laquelle cause, et eu par nous sur ce l'avis de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre grand conseil, nous avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, voulu et ordonné, et par ces presentes, voulons et ordonnons que nosdictes cours de parlement et des generaux de ladicte justice desdictes aydes en nostredict pays de Languedoc, avec leursdictes dependances, que avions establies en nostredicte ville de Montpellier, soyent restituées, remises et restablies, et lesquelles nous restituons, remectons et restablissons par cesdictes presentes, en nostredicte ville de Tholose, pour y seoir; assister et y estre d'ores en avant exercées tout ainsy et par la forme et maniere qu'elles estoient

NOTE.

(a) Les lettres patentes qui établissent une cour des aides à Montpellier, ont été imprimées, pages 10 et suiv. de ce volume.

paravant

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 23 Décemb.
1468.

paravant l'establisement et ordonnance par nous faicte d'icelles cours en nostredicte ville de Montpellier. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx les gens tenans ou qui tiendront nosdictes cours de parlement et des generaux de la justice des aydes, estant de present en nostredicte ville de Montpellier, que nostre presente volenté, ordonnance, restitution et restablisement, ilz observent et gardent et les mectent à execution de point en point, sans contradiction, quelconque, et en ce faisant, se lievent et despartent de nostredicte ville de Montpellier, sans plus y tenir n'y exercer lesdictes cours de parlement et des generaux de la justice des aydes, et s'en voient (a) incontinent et sans delay, scoir et tenir icelles en nostredicte ville de Tholoze, par la forme et maniere et tout ainsy qu'ilz faisoient ou temps que les ostasmes d'icelle ville de Tholoze, pour les mectre en ladicte ville de Montpellier, en signifiant et faisant sçavoir à tous les avocats et procureurs en icelles cours, qu'ilz se trouvent en nostredicte ville de Tholoze à jour competant, que voulons leur estre prefix par nosdicts conseillers, avec les lectres, escritures et memoires (b) des procès dont ilz ont charge, pour proceder sur iceulx en l'estat qu'ilz seront au jour de la notification de ces presentes; et avec ce, fâcent apporter d'icelle ville de Montpellier en nostredicte ville de Tholoze, les papiers et registres des greffes desdictes cours et ausy les sacs des productions qui ont esté faictes en icelles, sans laisser aucune chose des dependances d'icelles cours en ladicte ville de Montpellier. Et d'abondant, voulons que cesdictes presentes soyent incontinent publiées esdictes cours et enregistrées es registres d'icelles, et que tous les actes et procedures qui seront faictes audict lieu de Montpellier, depuis ladicte presentation et publication de cesdictes presentes, soyent nulles et de nulles efficace et valeur, sans ce que les parties à qui ce pourroit toucher s'en puissent aider les unes à l'encontre des autres, en quelque maniere que ce soit, nonobstant lesdictes lectres par nous données sur la mutacion desdictes cours de parlement et des generaux de nostredicte ville de Tholoze à Montpellier, et quelzconques privileges, appointement, constitutions, ordonnances, oppositions ou appellacions faictes ou à faire et lectres impetrées ou à impetrer à ce contraires, pour lesquelles ne voulons l'execution de cesdictes presentes estre differée et dilayée en aucune maniere. En tesmoin de ce, nous avons faict mectre nostre scel à ces presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le xxiiij. jour de Décembre (c), l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : Par le Roy. J. BOURRE.

Et in dorso : *Lecta et publicata in curia Parlamenti lingue occitane, et in registris ejusdem registrata. Actum apud Montempessulanum, in Parlamento, xxiiij.^a die Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-octavo.* G. DE LA MARCHE.

Lecta et publicata, in Parlamento Tholose, xiiij.^a die Aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo nono post Pascha. G. DE LA MARCHE.

NOTES.

(a) Aillent.

l'Histoire générale de Languedoc.

(b) Il y a *munimens* dans la pièce du Trésor des chartes et dans les preuves de

(c) La pièce imprimée parmi les preuves de l'Histoire de Languedoc, porte la date du 24.

Tome XVII.

Y

LOUIS XI,
à Soissons,
Décembre
1468 (b).

(a) *Statuts et Ordonnances des Tonnelliers de Soissons.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons, à tous presens et advenir, nous avoir reçue l'umble supplication des maistres jurez et tonnelliers de la ville et banlieue de Soissons, contenant que jà pieçà ilz ont faicts et advisés entre eulx certains ordonnances et statutz, sur le faict et police de leur mestier de tonnellerie, lesquelz statutz et ordonnances ont esté veus par nostre baillly de Vermandois ou son lieutenant, appellé nostre procureur illec et autres qui faisoient à appeller, et ont semblé estre le bien, prouffit et utilité de la chose publique, ainsy qu'il est contenu en icelles, et desquelles la teneur s'ensuit :

Ordonnances faictes le xvj.^e jour du mois d'aoust, l'an mil cccc lxxvj, par nous Gerard Flaniguis, licencié ez loix, lieutenant general de monsieur le baillly de Vermandois, par l'advis et consentement du procureur du Roy audict bailliage et à la requeste des gouverneurs de la ville de Soissons sur le faict et mestier des tonnelliers demourans en ladite ville de Soissons, pour le bien et entretenement de leurdict mestier, les ordonnances qu'ilz ont oudict mestier demourans en leur force et vertu :

Et premierement. Pour ce que, en ladite ville de Soissons, plusieurs tonnelliers non expertz, ne congnoissans oudict mestier, s'efforcent de tenir ouvrouers et besongner dudict mestier, en grant prejudice et dommaige de la chose publique, il est ordonné que d'ores en avant les tonnelliers venans de dehors demourer audict Soissons, ne pourront lever mestier ne tenir ouvrouer comme maistres, sans faire un chief-d'œuvre à la discretion des maistres et esgardeurs (c) qui seront ordonnez sur ledict mestier en icelles ville et banlieue de Soissons, lesquelz tonnelliers venans de dehors, se ilz sont trouvez souffisans, seront tenez de payer pour leur maistrise une livre de cire au luminaire de la confrairie dudict mestier, et vingt sous tournois, dont les viij seront employez à l'entretienement de ladite confrairie, et le surplus sera à despenser entre lesdits maistres pour leur bien-venue.

(2) *Item.* Que les filz des maistres tonnelliers dudict Soissons, voulans lever mestier, seront tenez de faire ung buhot de queue à six cerceaux souffisans, et payer ausdicts maistres ung lot (d) de vin et ung pain.

(3) *Item.* Que tous apprentiz, quelzqu'ilz soyent, se ilz ne sont filz de maistres, seront tenez de payer, pour leur entrée, une livre de cire au prouffit dudict luminaire, avec deux sols parisis pour le vin.

(4) *Item.* Que les compagnons qui voudront ouvrir dessoubz maistres, seront tenez de payer ausdicts maistres douze deniers pour leur affutaige (e).

(5) *Item.* Seront tenez lesdits tonnelliers d'avoir marques diverses desquelles ilz marqueront leurs queues, affin qu'on puisse savoir et congnoistre ceulx qui les auront faictes, sur peine de vingt solz nerez (f).

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 197, pièce 7.

(b) Nous plaçons ces lettres ici comme n'ayant pas de date du jour; mais elles doivent être antérieures aux précédentes, puisque celles-ci annoncent que Louis XI étoit aux Montilz-lès-Tours le 23 décembre, et que les suivantes annoncent également qu'il y étoit le 1.^{er} janvier.

(c) Gardes, jurés. Voir la p. 7 du t. XV.

(d) Quatre pintes environ de l'ancienne mesure de Paris.

(e) Pour leur bien-venue.

(f) Le sou neret étoit de cuivre. On l'appeloit ainsi par opposition au sou d'argent qui étoit blanc; il valoit un quart de moins que le sou tournois.

(6) *Item.* Lesdicts tonneliers ne pourront enfoncer queues neufves sans vertail (a), jusques à ce qu'elles soyent veues et visitées par les maistres esgardeurs ordonnez oudict mestier, sur ladicte peine de vingt solz nerez, à applliquer, moitié au Roy et l'autre moitié à ladicte confrairie.

(7) *Item.* Seront tenez lesdicts maistres esgardeurs d'aller une fois la sepmaine ès ouvrouers et asteliez de ladicte ville et banlieue de Soissons, pour visiter lesdicts ouvraiges.

(8) *Idem.* Et affin que les ordonnances dessusdictes et autres qui ont esté faictes par-cydevant soyent mieulx gardées et entretenues, il est ordonné que lesdicts maistres tonneliers de ladicte ville et banlieue de Soissons seront tenez de eslire troys d'entre eulx les plus souffisans et experz oudict mestier, pour estre esgardeurs et visiteurs sur tous les ouvraiges dudict mestier, lesquels esgardeurs seront tenez de faire serment pardevant le prevost pour le Roy oudict Soissons, de faire bons, vrayz et loyaux rapports des fautes qu'ilz trouveront sur ledict mestier. *Ainsy signé : G. DE FLANIGUIS et J. FROMONT.*

Lesquelles ordonnances dessus transcriptes et tout leur contenu, nous avons eues et avons pour agreables, et icelles louées, approuvées et confirmées, louons, approuvons et confirmons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, et voulons que lesdicts supplians et leurs successeurs tonneliers joyssent en user perpetuellement et paisiblement du contenu en icelles, de point en point, selon leur forme et teneur. Sy donnons en mandement par ces presentes audict bailly de Vermandois, au prevost dudict Soissons, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts supplians et leursdicts successeurs tonneliers en ladicte ville et banlieue de Soissons, facent, sceuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presentes approbacion, confirmation et octroy, sans leur faire mettre ou donher ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et affin, &c. *Donné à Soissons, ou moys de décembre, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* *Ainsy signé : Par le Roy en son Conseil. J. DORCHERES.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) Ce qui ferme le tonneau : on nomme *ventail* la partie mobile qui sert à fermer une porte et une fenêtre.

(a) *Lettres par lesquelles le Roy admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 1.^{er} janvier
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx conseillers les gens de noz cours de parlement à Paris, Bourdeaux et Languedoc, les gens tenans les requestes de nostre palais à Paris, aux

NOTE.

(a) Registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, fol. 185.
Tome XVII.

Y ij

LOUIS XI,
aux
Montilz-les-
Tours,
le 1.^{er} Janvier
1468.

prevost dudict lieu, baillyz de Touraine, de Chartres, de Rouen, de Caen, Caux, Constantin, seneschaulx de Poictou, de Xaintonge et de Guyenne, et à tous les autres justiciers de nostre royaume ou à leurs lieutenans ou commiz, salut et dilection. Nostre très-chier et très-amié neveu et cousin le Duc de Bretagne (a) nous a fait dire et remonstrer, que luy et ses subgiects ont plusieurs procès pendans, tant en nostredict court de parlement, esdictes requestes de nostre palais à Paris, que pardevant vous prevost de Paris et plusieurs autres juges et officiers de nostredict royaume, à l'encontre de nostre procureur et de plusieurs noz subgiects, tant en demandant que en desfendant, par adjunction et autrement, en la poursuite desquelles causes et matières, obstant les questions et differences qui n'agueres ont esté entre nous et nostredict neveu et cousin, ilz n'ont peu comparoir aux jours et assignacions qui pardevant vous, ou auscuns de vous, ou autres justiciers et officiers de nostredict royaume, leur ont esté donnez et assignez, et à ceste cause, plusieurs leurs parties adverses ont obtenuz, à l'encontre d'eulx, par contumaces et faulte de non fournir, plusieurs defaults et appointemens, et faict plusieurs exploicts en jugement et dehors, au moyen desquelz defaults, appointemens et exploicts, nostredict neveu et cousin et sesdicts subgiects doubtent perdre leursdictes causes et procès, esquelz ilz dient avoir bon droit, qui seroit en leur prejudice et dommage; et pour ce, nous a nostredict neveu et cousin faict humblement requerir que, actendu le traictié et appointement fait entre nous et luy, touchant lesdictes differences durant lesquelles nostredict neveu et cousin et sesdicts subgiects n'eussent bonnement osé aller ne envoyer en nostredict royaume pour la poursuite de leursdictes causes et procès, il nous plaise sur ce leur impartir nostre grace et donner provision convenable. Pour ce est-il que nous, voulans nostredict neveu et sesdicts subgiects estre favorablement traictés, à icelluy nostredict neveu et cousin, et sesdicts subgiects qui estoient en Bretagne ou en son service, durans lesdictes divisions et differences et depuis icelles jusques à present, avons octroyé et octroyons, de grace especial, par ces presentes, que ilz et chascun d'eulx, pour tant que à chascun d'eulx peut toucher, soient receus à la poursuite et conduite de leursdictes causes et procès et autres exploicts de justice, tout ainsy et par la forme et maniere que ilz eussent faict et peu faire par avant les deffaults, sentences et appointemens, et autres exploicts donnés contre eulx par contumace ou par deffault de non fournir de leurs droicts et tiltres durans leursdictes differences et jusques à present, dont iceluy nostredict neveu et cousin et sesdicts subgiects, pour les causes dessusdictes, avons relevez et relevons et chascun d'eulx, en tant que à luy touche, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdicts presentes. Sy vous mandons, et à chascun de vous comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace et octroy vous faictes, souffrez et laissez nostredict neveu et cousin et sesdicts subgiects, et chascun d'eulx, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire mettre ou donner aucun destourbier ou empeschement à ce contraire, lequel se faict, mis ou donné leur estoit, mettez ou faictes mettre, sans delay, au premier estat et deu; car ainsy nous plaist-il estre faict. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le 1.^{er} jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-huit,*

NOTE.

(a) Voir le tome XVI, page 360, note a, et page 369, note c.

et de nostre regne le huitiesme. Sic signatum : Par le Roy nostre sire, le Duc de Bourbon, le Conte de Saint-Pol, connestable de France, le sire de la Forest, maistre Guillaume Picart, general, et autres, presens. DE MOULINS.

Et in dorso erat scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente et non contradicente procuratore generali Regis, Parisius, in Parlamento, sextâ die Marcii, anno millesimo cccc.° LXVIII.° BRUNAT.*

Collatio facta est.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 1.^{er} Janvier
1468.

(a) *Lettres qui assurent au Duc de Bretagne et à ses sujets, la possession paisible des terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre, et qui leur en restituent le revenu, à compter du 1.^{er} octobre précédent.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 1.^{er} Janvier
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans, et qui tendront nostre court de parlement à Paris, aux prevost dudit lieu, seneschaulx de Poictou et de Xaintonge, baillyz de Touraine, des ressors et exemptions d'Anjou et du Maine, de Rouen, Caen et Constantin, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Comme par le traictié et appointement fait de par nous, le dixiesme jour de septembre mil cccc soixante-huit et derrenier passé, avec nostre très-chier et très-amez nepveu et cousin le Duc de Bretagne (b), ait esté dict et accordé que nostredict nepveu et cousin, et les serviteurs de nous et d'eulx, seront mis et restituez en la possession et joyssance de leurs villes, places, terres et seigneuries, en laquelle ils estoient au temps du commencement des divisions derrenières; et pour ce que voulons de nostre part entretenir ledict traictié et appointement, nous vous mandons, commandons et expresement enjoignons, en comectant, se mestier est, par ces presentes, et à chascun de vous si comme à luy appartendra, que en accomplissant le contenu en icelluy traictié et appointement, vous faictes, souffrez et laissez nostredict cousin, sesdicts serviteurs et subjects, joyr et user de leursdictes places, terres et seigneuries, et du revenu d'icelles, escheu depuis le premier jour d'octobre derrenier passé, auquel temps ledict appointement pouvoit estre notoire à nosdicts subjects, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz faisoient du commencement desdictes divisions, en ostans tous empeschemens quelzconques qui leur auroient esté miz ou donnez sur ce à l'occasion desdictes divisions, et lesquels empeschemens nous avons, en tant que mestier est, ostez et levez, ostonz et levons par cesdictes presentes, nonobstant quelzconques dons que nous en pourrions avoir faicts, et la possession et joyssance qui en auroient esté bailliez à ceux à qui nous en avons faict lesdicts dons; et à ce faire et souffrir, et à rendre et restituer à nostredict nepveu et cousin et à sesdicts subjectz et serviteurs, tous les fruits et revenues desdictes places, terres et heritaiges, escheuz depuis ledict premier jour d'octobre, contraignez ou faictes contraindre tous ceulx qu'il appartendra réaument et de fait, et non obstant oppositions ou appellacions quelzconques, pour lesquelles ne voulons estre aucunement différé. Et pour ce que de

NOTES.

(a) Ordon. de Louis XI, vol. E, fol. 185.

(b) Voir ci-dessus, pages 113 et suiv.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 1.^{er} Janvier
1468.

cesdictes presentes on pourra avoir à besoingner en divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original, car ainsi le voulons et nous plaist-il estre faict. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le premier jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : Par le Roy, Messieurs les Ducs de Calabre et de Bourbon, le Conte de Saint-Pol, connestable de France, les sires de la Forest et de Crussol, maistre Guillaume Picart, général, et autres, présens. DE MOULINS.

Lecta, publicata et registrata, présente et non contradicente procuratore generali regis, Parisius in parlamento, sextâ die Martii, anno M.^o cccc.^o LXVIII.^o Sic signatum : BRUNAT.

Collacio facta est.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 7 Janvier
1468.

(a) *Reconnaissance de noblesse. Réintégration de celui qu'on y avoit troublé dans l'exercice de tous ses droits.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. L'umblé supplicacion de nostre amé Colart le Torel, escuier, demourant à Mesieres-sur-Meuse, avons receue, contenant que feu le Torel Desnoy son ayeul estoit noble, vivant noblement de ses rentes et revenues, duquel yssit maistre Jehan le Torel, pere dudit suppliant lequel estoit officier de feu nostre cousin le conte de Nevers, et à semblablement tousjours vescu honorablement, tant de ses rentes et revenues que de sa pratique, pour ce qu'il estoit officier comme dit est; et ou moys d'aoust l'an mil cccc soixante-six, pour ce que ledict suppliant fist duement apparoir de la noblesse de luy et de sesdicts predecesseurs à nostre très-chier et amé cousin le conte de Nevers, qui à present l'a parmi les gens deson conseil, en suppliant et requerant icelluy nostre cousin qu'il le vouldist declairer noble et le recevoir aux foy et homage qu'il lui estoit tenu de faire, pour raison des fiefs et heritages qu'il tenoit de lui, icelluy nostre cousin le declaira noble et le receut ausdicts foy et homage, ainsi que ces choses et autres sont plus à plain contenues et declairées es lectres patentes qui luy en furent sur ce octroyées par nostredict cousin. Et combien que par ce moyen ledict suppliant, comme noble né et extrait de noble lignée, doit joyr et user de tels et semblables privileges, libertez et franchises dont les autres nobles de nostre royaume ont accoustumé de joyr et user, neantmoins, pour ce que ledict feu maistre Jehan Torel son pere et lui aussi se sont meslez de fait de pratique, et qu'ils ont contribué par aucun temps es tailles et impôts qui ont esté mis sus de par nous audict lieu de Mesieres, protestant toutes voyes que ce fut sans prejudice de leur noblesse, icelluy suppliant doubte qu'on ne le veuille souffrir joyr lui et ses successeurs desdicts privileges et franchises, sans nostre grace et pourvision convenable. Pourquoy nous, inclinans à la supplicacion et requeste dudit suppliant, bien à plain informez et adcertenez de sa noblesse et de la declaracion qui en a esté faicte par nostredict cousin le conte de Nevers, dont dessus est faicte mencion, icelluy

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 2.

suppliant pour ces causes, mesmement en faveur d'aucuns bons et agreables services qu'il a faicts à nous et aucuns nos principaux serviteurs, qui par nous ont esté puis n'agueres en ladictie ville de Mesieres, avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et autorité royal, declairé et declairons noble, et voulons et ordonnons que luy et ses successeurs jouissent d'ores en avant desdicts privileges, libertez et franchises dont les autres nobles de nostredict royaume vivans noblement ont accoustumé de joyr et user, sans aucunement contribuer ausdictes tailles et impôts, parmi ce toutes voies qu'ils seront tenus de servir nous et nosdicts successeurs ou fait de la guerre selon leur faculté et puissance, comme ont accoustumé de faire les autres nobles du pays quand ils sont par nous mandez. Si donnons en mandement aux bailly de Vitry, esleus sur le fait des aides audict lieu et eslection de Mesieres, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans ou commis, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente declairacion, voulenté et ordonnance, ils fassent, seuffrent et laissent ledict suppliant et sesdicts successeurs, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se d'ores en avant ilz ou aucun d'eulx estoient anciennement tauxez ou imposez esdictes tailles et impôts avec les autres habitans de ladictie ville à ce contribuables, si les fassent incontinent rayer et oster dudict rosle et papier où seroient escripts lesdicts contribuables, et les en tiennent et fassent tenir quictes et paisibles; car ainsy, &c. non obstant que ledict suppliant et sondict feu pere se soient meslez du faict de pratique et ayent contribué par aucun temps à nosdictes tailles et impôts, que ne voulons nuyre ne prejudicier à la noblesse dudict suppliant et de sesdicts successeurs, mais en tant que mestier est, les en avons relevez et relevons de grace especial par ces presentes, et non obstant quelzconques ordonnances, mandemens et deffenses et lectres impetrées ou à impetrer à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le septiesme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsy signé: *Par le Roy, l'Arcevesque de Lyon, le sire de Vende et autres, presens. L. TOUSTAIN (a).*

NOTE.

(a) Des lettres de noblesse furent accordées, au mois de janvier aussi, à Robert le Pelletier; même registre, n.° 18. Voir ci-dessus, page 98, note b.

(a) Droit accordé à René, Roi de Sicile, Duc d'Anjou et Comte de Provence (b), de sceller en cire jaune (c).

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; universis presentes litteras inspecturis, salutem. Regiam magestatem semper elaborare atque eniti decere arbitramur, ut optimos quosque fideles et benemeritos, maximâ munificenciâ,

NOTES.

(a) Ordon. de Louis XI, vol. E, fol. 186r.

(b) René, dit le Bon. Voir le tome XV, page 580, note a.

(c) Le droit de sceller de cire jaune,

étoit regardé comme propre et réservé à nos rois. Dans la suite, on en scella le plus grand nombre des lettres émanées du prince et les expéditions ordinaires.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 7 Janvier
1468.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 28 Janvier
1468.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 28 Janvier
1468.

privilegiorum prerogativâ, summisque honoribus, extollat: scimus enim nihil magis omnium prudentum sententiis receptum, Regum, principum, magnatum, munificenciâ et liberalitate que, si in eos qui paucis vel nullis obsequiis juvantur summo pere laudabilis existit, longe magis ubi precedentibus beneficiis provocantur, id decorum censeri debet; idque, potius pulcherrimi laboris iustissima merces quam munificenciâ et liberalitas, appellari solet. Et quia, bono et equo suggerentibus, etiam hii qui privatis in negotiis regibus et principibus morem gerunt, facultatibus ditari et honore digno affici debeant, quanto magis qui nocturnis diurnisque sollicitudinibus excitati, rem publicam regiamque magistratam tutati sunt, maxime si, eâ tempestate quâ furore bellorum plusquam civilium, que pre ceteris cuicumque regno exosa et perniciosa existerunt, agitur, tantis in periculis animum seorsum minime habuerunt, quos patres patrie, rei publice tutores, regie magistratus defensores, perpetuum et indelibile nomen perhennisque gloria comitatur, qui ne ad omnem gentem exactissimi necessarii laboris inmortalem gloriam et integerrime fame odorem transmittant, ut etiam cunctis invictæ fidelitatis exemplo cedant, privilegiorum specialium aucteque dignitatis prerogativâ insigniri, preclarum facu duximus. Cum itaque, ingruentibus plurimis divisionibus, guerris, bellis plusquam civilibus ac seditionibus intestinis, que, ab aliquibus annis, citra regnum nostrum, totamque rem publicam regni invaserunt, unus inter preclaros principes invenimus est, qui, nullo pacto, nullaque ratione, impelli potuit ut à fidelitate, totiusque rei publice tuicione, regieque nostre corone zelo munimine (a), secederet; is est carissimus avunculus noster, quem merito patrem nostrum dixerimus, serenissimus Renatus, Jherusalem, Secilie et Arragonum Rex, Andegavie, Barri, &c. Dux (b), Comes Provincie, &c. qui indomiâ constanciâ, invictâ fidelitate, rectissimâ voluntate, optimus princeps, quoad potuit, hujus regni antiquam tamen et summam dignitatem observavit, maxima in reverencia habuit, semper magnificet, in precepitumque ruituram erexit, quibus preclaris facinoribus aded emicuit ut uberrimam honoris dignitatis et glorie copiam eum meruisse non hesitemus. Sed ut infausta rerum oblivio, tam nobilissimi principis, tam constantissimi, tamque fidelissimi, decus et gloriam nequaquam obumbrare aut extinguere valeat, cum, pre ceteris, aliquibus honoris insigniis prefulgere voluimus, quibus possit tam mirabilis rectitudo et invicta fidelitas attestari. Notum igitur facimus quod nos, animadverentes soli nostre regie majestati, in signum precellentis nobilitatis et summe dignitatis, ab antiquo (c) pertinere ut sigillum nostrum in cera crocea imprimere possumus, cum tamen ceteri remissioris nobilitatis et dignitatis cere diversorum colorum usum habeant, et nusquam alius ceras nostris similes usurpare presumpsit (d), prospicientes etiam, altera ex parte, nos, memorato carissimo avunculo nostro, ob ejus immensam beneficiorum largicionem, invincibili ligamine obnoxios, eidem carissimo avunculo nostro, Jherusalem, Arragonum et Secilie Regi prefato, Andegavis et Barri Duci, Comiti que Provincie,

NOTES.

(a) Il semble qu'on pourroit lire aussi, *minime*; le manuscrit porte *munimine*.

(b) De Bar. René étoit duc de Bar et de Lorraine, quand il succéda, en 1434, à son frère aîné, comme duc d'Anjou et comte de Provence. Il céda le duché de Lorraine à son fils, en 1453.

(c) Il paroît cependant que l'usage de sceller en cire jaune n'avoit pas commencé avant le XII.^e siècle. On en trouve les premiers

exemples sous le règne de Louis VII. Voir Mabillon et le nouveau Traité de diplomatique.

(d) La Thaumassière, et dom Vaissette rappellent néanmoins des lettres d'un comte de Sancerre et d'un vicomte de Lautrec, données au XIII.^e siècle, et scellées pareillement de cire jaune. Coutumes de Berry, page 140. Histoire générale de Languedoc, tome III, page 567.

in

in sue virtutis et persone specialem favorem, quandiū vitam duxerit in humanis, de speciali gracia dono, et ex nostra certa sciencia, de plenitudine potestatis, dedimus et concessimus, damusque et concedimus per presentes, et deliberata sanctione decernimus, ut hoc nostro privilegio frenus possit, quoad vixerit, ceram croceam, more nostro, sigillis suis liberè et quietè apponere in omnibus ejus regnis, principatibus, potestatibus ac terris quibuscumque, tam in regno nostro quam extra regnum nostrum existentibus, absque quòd, eisdem avunculo nostro, in premissis, ulla contradicció, desturbium vel impedimentum per nos, successores nostros, aut nostros vel eorum officarios, quomodocumque dari, fieri vel inferri, valeat. Quocirca, dilectis et fidelibus consiliariis nostris, gentibus nostre curie Parlamenit et camere compotorum ac thesaurariis Francie, et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, precipiendo mandamus quatinus predictum carissimum avunculum nostrum, quoad vixerit, hujus nostre presentis concessionis tenore uii et gaudere faciant et permittant, pacificè et quietè, sine contradiccióne quacumque, nostris tamen juribus, tam fidelitatis quam regalis superioritatis, justicie, ressori, et omnibus aliis juribus cuibuscumque, nobis et nostre corone pertinentibus, in omnibus terris et dominiis quas predictus avunculus noster in regno nostro tenet aut tenere poterit, semper salvis et illesis nobis coroneque nostre remanentibus, prout et quemadmodum antea extiterunt, quibus juribus et prerogativis nostris per hujus nostre largicionis concessum in aliquo derogare aut prejudicium offerre non intendimus. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus lictis duximus apponendum. Datum in oppido nostro Montilliorum prope Turonis, die vicesimà-octavà mensis Januarii, anno Domini millesimo quatercentesimo-sexagesimo-octavo, et regni nostri octavo. Sic signatum : Per Regem. BOURRE.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 28 Janvier
1468.

Lecta, publicata et registrata, presente procuratore generali Regis, et non contradicente, Parisius, in Parlamento, vicesimà die Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-octavo. Sic signatum : BRUNAT (a).

NOTE.

(a) Louis XI accorde dans le même mois, plusieurs lettres d'amortissement, de légitimation et de naturalité. Les premières sont pour une église de Tours, pour une chapelle qu'on venoit de fonder, pour les religieux de Saint-Martin de Tournay (Trésor des chartes, registre 197, n.º 28, 61 et 62); les secondes, pour Jean Berthomeau (*ibid.* n.º 26); les troisièmes, pour Marguerite Moynier et

Jean - Christophe Lancement (*ibid.* n.º 13 et 38). D'autres établissent des foires à la demande du seigneur de Sassenage et à celle des habitants de la Fère, en Picardie (*ib.* n.º 16 et 52). Des foires à Ornoy sont établies par d'autres encore du même mois, qui sont au 196, n.º 81. Des lettres en faveur du seigneur de Blosselles (ou peut-être de Blossenville) sont au n.º 5 de ce registre.

(a) Confirmation de l'échange fait entre les Religieux de Saint-Amand-en Peule (b) et ceux de Saint-Martin de Tournay, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien amez les religieux abbé et couvent de l'église et abbaye de monsieur Saint-Martin

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 5 Février
1468.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 197, pièce 31.

(b) Peule ou Pevele, *Pabulum* ou *Pabula*.

Tome XVII.

Ce pays formoit une des quatre anciennes baronnies de Flandre.

Z

LOUIS XI,
AUX
 Montilz-lès-
 Tours,
 le 5 Février
 1468.

de Tournay, de l'ordre de Saint-Benoist, contenant que les religieux, abbé et couvent de Saint-Amand-en-Peule, au diocèse de Tournay, dudit ordre de Saint-Benoist, et ledits supplians, ont fait les ungs aux autres certaines commutations des choses pour les causes et en la forme et maniere à plain contenues, spécifiées et declairées en leurs lectres scellées de leurs seaulx à lacs de soye et cire verd, desquelles la teneur s'ensuit :

Universis presentes licteras inspecturis, Gerardus (a) Sancti-Amendi-in-Pabula Tornacensis diocesis, nec non Nicolaus (b) Sancti-Martini Tornacensis, permissione divinâ, humiles abbates, totusque conventus amborum monasteriorum, ordinis sancti Benedicti, salutem in eo qui est omnium vera salus cum noticia veritatis. Cum in villa de Sannon, minuite decime et certa porcio in grossa decima (c), redditus etiam terragiorum (d) avene, capponum et denariorum, terreque arrabiles, ac iustitia fonsaria, omnia valoris, communibus annis, perpetui redditus, quinque librarum grossorum, et in villa de Sirault similiter, minuite decime, certaque porcio in grossa decima, ac redditus avene, capponum et denariorum, unâ cum simili iustitia fonsaria, omnia valoris, communibus annis, perpetui redditus quatuor librarum grossorum, nobis abbati et conventui Sancti-Martini Tornacensis, tanquam patronus dictarum ecclesiarum de Sannon et de Sirault ad causam dicti nostri monasterii spectantia ac hereditario iure pertinentia, nobis abbati et conventui Sancti-Amendi predictis sint belle convenientia, valde iusta atque propicia, tanquam illis quibus totum residuum in dictis villis de Sannon et de Sirault, tam in dominio quam in fundo, ex antiqua regali largicione, spectat et pertinet; et ex alia parte in villa de Temtegnier, minuite decime et grossa, tanquam patronus, redditus etiam terragiorum avene, capponum et denariorum, terreque arrabiles et prata, et in villa d'Esplechin, certa porcio in grossa decima, cum certis redditibus denariorum, jurisdictione qualicunque nobis contingente annexa, omnia valoris, communibus annis, redditus perpetui, duodecim mediocorum bladi golonearum (e) mesure Tornacensis, et quinque librarum grossorum, nobis abbati et conventui Sancti-Martini ac monasterii nostri regioni sint valde convenientia ac pronecessaria, tanquam in medio nostrorum inclinata et tanquam illis qui in dictis villis de Temtegnier et d'Esplechin totum residuum vel porcionem partem onerum provenientium ac reddituum habeant et possideant, prout ex antiquis, et modernis ambarum ecclesiarum nostrarum monumentis, luculencius, plenius et distinctius singula superius expressa patent. Nos igitur, Gerardus Sancti-Amendi, et Nicolaus Sancti-Martini, abbates, totusque amborum locorum conventus supradicti, ad obviandum iurgiis, litibus, sive questionibus que, occasione predictarum jurisdictionum, terragiorum, sive liminum inclavacionis, inter nos et officarios et censuarios nostros oriri possent in futurum, pro bono pacis et commoditate et utilitate nostra communi, ecclesiarum nostrarum hinc inde habita prius inter nos, super premissis, maturâ deliberacione, per bonorumque virorum jurisperitorum consilium ac consiliariorum nostrorum frei consiliis, nostro tamen et cuius libet nomine, interveniente consensu pariter et assensu, conclusimus et deliberavimus omnes et singulos

NOTES.

(a) Gérard Coustel, qu'un arrêt du Parlement priva de l'administration temporelle et spirituelle de son abbaye, à cause de toutes les dilapidations qu'il avoit commises. Voir le *Gallia Christiana*, tome III, page 266.

(b) Nicolas Flameng. Voir la page 280 du même tome du même ouvrage.

(c) Nous avons parlé, avec quelque détail,

de cette contribution dans le Discours préliminaire de ce volume.

(d) Voir le Discours préliminaire du tome précédent, pages xxv et suiv.

(e) Mesure pour les grains. On trouve souvent *golenee* dans les actes pour la Flandre et le Hainaut.

redditus predictos, cum terris et omnibus aliis superius expressis, ad invicem commutare, ea que omnia melioribus viâ, modo, jure, causâ et formâ quibus melius potuimus et debuimus, possumusque et debemus, unanimiter et concorditer commutavimus et commutamus, quod mutatione irrevocabili quidem que fit inter vivos in hunc modum.

Videlicet, quod omnes minutas et grossas decimas, redditus terragiorum, denariorum, avene, capponum, terras arrabiles, aliaque superius declarata, in villis de Sannon et de Strault, nobis ac monasterio nostro de Sancto-Martino Tornacensi hacenus pertinentia, ipsi dominus abbas et conventus Santi-Amendi in Pabula prenominati in perpetuum, ut eorum proprium hereditagium, in vim commutationis hujusmodi, deinceps tenebunt, habebunt et possidebunt, eisque ac eorum fructibus et proventibus gaudebunt pacificè et quietè, absque contradictione quacumque, cum omnibus tamen suis oneribus ac redibenciis, de quibus nos, successores nostros et ecclesiam nostram, absolutos et indemnes servare tenebuntur; et è converso, omnes redditus et proventus in decimis grossis ac minutis, dominio, terragiis, avenis, denariis sive capponibus, unâ cum terris et pratis, aliaque, si que sint, in predictis villis de Temegnier et d'Esplechin, nobis ac monasterio nostro de Sancto-Amendo hacenus pertinentes, ipsi dominus abbas et conventus dicti monasterii Sancti-Martini Tornacensis, in perpetuum, ut eorum hereditagium, virtute presentis commutationis, pro eis et eorum successoribus tenebunt, habebunt et possidebunt, eisque et eorum fructibus, redditibus et proventibus utentur et gaudebunt pacificè et quietè, absque quacumque contradictione, cum omnibus suis oneribus et redibenciis de quibus nos similiter, nostros successores et ecclesiam nostram, absolutos et indemnes tenebunt, collatione verumptamen beneficiorum, ut antè contractum presentis commutationis consuetum est; singulis patronis reservata. Preterea sciendum est quod redditus, proventus et alie partes quas nos de Sancto-Amendo dictis de Sancto-Martino tradidimus, in tantum excedunt in anno redditus illas partes quas prefatus dominus de Sancto-Martino hujusmodi commutationis vigore recepimus, quantum superius declaratum est, prefati dominus abbas et conventus Sancti-Martini Tornacensis, pro rationabili ac condigna recompensatione, secundum veram et justam extimacionem prefati excedentis redditus, per nos et consilium nostrum appreciati ac mature taxati, nobis tradiderunt, et quas à prefatis dominis in bona numerata pecunia nos recepisse cognoscimus et fatemur, mille et sexcentas libras parisienses monete flandrie, in solutionem debitorum nostrorum pluribus creditoribus nostris, quibus, tam ex annuo vitali redditu quam aliter, non mediocriter tenebamur, nec quovis modo, propter nimis diutinam granorum pretii utilitatem, in quibus pro parciore parte redditus prefate ecclesie nostre consistant, satisfacere nequimus, ac aliis nostris et ecclesie nostre pronecessariis conversas. Insuper, promictimus bonâ fide, pro nobis et successoribus nostris, predictas partes sic per nos permutatas unus alteri ac ecclesiis nostris hinc inde, de omnibus impediementis, si per nos aut ecclesias nostras vel actione ipsarum proveniet, possent in futurum conducere, garantizare et indemnes custodire, premissaque omnia et singula, prout desuperius sunt descripta, in perpetuum inviolabiliter observare, ac contrâ ea nunquam per nos aut alium seu alios venire seu venire facere aut procurare, sub omni et singulorum nostrorum et ecclesiarum ipsarum bonorum quorumcumque spiritualium et temporalium, presencium simul et futurorum, obligatione et ypotheca. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum, nos abbates et conventus sepefati, sigilla nostra prefatis liciter duximus apponenda. Datum et actum in nostris cappellis, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-quinto, mense Marci, die decimâ octavâ.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 5 Février
1468.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Au moyen desquelles lectres de commutation dessus transcriptes, iceulx
Tome XVII.

Z ij

LOUIS XI,

anac.

Montilz-lès-
Tours,
le 5 Février
1468.

supplians ont intencion de tenir et possider les choses à eulx baillées en faisant ladicte commutation par lesdicts religieux abbé et couvent de Saint-Amend, et d'icelles joyr et user comme de leur propre chose et heritage : toutesvoies, pour ce que ilz doubtent que, ou temps advenir, nos officiers ou aultres leur voulsissent donner empeschemens auxdictes choses, obstant ce que ladicte commutation n'a esté par nous loée ne approuvée ou autrement, ilz nous ont humblement faict supplier et requérir icelle commutation leur loer, ratifier, confermer et approuver, et sur ce leur benignement impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considérés, inclinans liberalement à leur requeste, pour consideration de ce que ladicte eglise est de fondacion royale, et que d'icelle et des aultres de nostre royaume et de leur droict nous sommes protecteur et garde, voulans pour ce leurs fais et affaires estre favorablement traictés, et affin qu'ils soient plus enclins et curieux de prier Dieu et la glorieuse vierge Marie sa mere pour le bien et prosperité de nous et de nostre royaume, pour ces causes et considerations et aultres à ce nous mouvans, avons lesdictes commutations et tout le contenu ès lectres dessus transcriptes, de nostre grace especial, plaine puissance et autorité royal, loées, ratifiées et approuvées et confirmées, louons, ratifions, approuvons et confermons en tant que à nous est par ces presentes, pour desdictes choses joyr et user par lesdicts supplians perpetuellement et à tousjours, tout ainsi et en la forme et maniere qu'il est contenu et déclaré èsdictes lectres de commutations dessus transcriptes. Sy donnons en mandement par cescdictes presentes aux baillyz de Vermandois, d'Amiens, Tournay et Tournesis, prevosts de Beauquesne, Saint-Quentin et Doulens, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx comme à luy appartenendra, que lesdicts supplians de nos presens ratification, confirmation, approbacion et octroy, facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement, sans leur mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté et estoit, si l'ostent et mectent ou facent oster et mectre reaument et de faict à plaine delivrance et au premier estat et deu, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartenendra, par toutes voyes et manieres deues et raisonnables, non obstant oppositions ou appellacions quelzconques; car ainsi, &c. et affin, &c. sauf, &c. *Donné aux Montilz-lez-Tours le cinquiesme jour de Fevrier, l'an mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé: *Par le Roi, le Comte de Saint-Pol, Connestable de France, et autres, presens.* B. MEURIN. Visa, Contentor, J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

(a) Confirmation de la cession faite par l'Évêque et le Chapitre de Montauban, d'une partie de la juridiction qu'ils avoient sur l'île Made.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam; Notum facimus universis presentibus et futuris, supplicationem dilecti et fidelis consiliarii Johannis (b), episcopi Montis-Albani, ac benè dilectorum nostrorum

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 39.

(b) Jean de Batut. Voyez le *Gallia Christiana*, tome XIII, page 244.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

prioris et capituli ejusdem ecclesie, necnon bene dilecti nostri consilarii et magistri requestarum magistri Noteti Seguerii, decretorum doctoris, nostri in senescallia Caturcensi (a) generalis advocati, nos recepisse, continentem quòd prefati episcopus et capitulum, pro ipsorum et ecclesie predicte comodo et utilitate, de eorumdem unanimi consensu et voluntate, cesserunt, transulerunt et remiserunt ipsi magistro Noteto Seguerio presenti et graterter acceptanti, pro se et heredibus suis causamque habentibus et habituris ab eodem, videlicet quartam partem jurisdictionis meri ac mixti imperii, et omne jus quod episcopus et capitulum predicti in dicto loco de insula Madida (b), et pertinentiis ejus et ultra flumen Tarni, unà nobiscum habebant; quem quidem locum, cum hujusmodi pertinentiis, ad memoratos episcopum et capitulum suosque predecessores et ecclesiam suam ab earum antiqua et primeva fundacione usque ad tempora cessionis hujusmodi spectasse per se ipsos et cartas auctenticas quondam Comitii Tholosani (c), à nostris carissimis progenitoribus jam dudum confirmatas, coram nobis et in consilio nostro fide occulta ostensum est, reservatis tamen ac retentis in cessione et remissione prefatis episcopo et capitulo certis honoribus et censibus feudalibus, redditibus ac deveriis annuis per eundem magistrum Notetum episcopo et capitulo traditis, episcopo et ecclesie in perpetuum faciendis et exsolvendis, prout et quemadmodum in certo instrumento publico per eos coram nobis porrecto ad plenum exarari ostenderunt, cujusquidem instrumenti tenor sequitur sub hiis verbis :

Cunctorum auribus innotescat me Johannem de Furno, alias Pauleti, notarium auctoritate regiæ et dominorum de capitulo Tholose publicum, civitatis Montis-Albani habitantem, quoddam publicum, infra ecclesiam cathedralē Montisalbani, anno Domini millesimo cccc lxxviii, die decimā mensis Augusti (d), regnante illustrissimo principe et domino nostro domino Ludovico, Dei gratiā Francorum rege, recepisse instrumentum, in quo cavetur quòd, congregati capitulariter ad sonum campane capitularis, reverendus in Christo pater dominus Johannes, miseracione divinā et Sancte-Sedis apostolicæ providenciā Montis-Albani episcopus, reverendus pater ac religiosi viri domini Johannes Payrolly, prior major, Guillelmus Burdini, prior claustralis, Rainundus de Bornol, camerarius, Hugo Lemosini, sacrista, Bertrandus de Batuto, cantor, Geraldus Ardurati, prior Sancti-Jacobi, Guillelmus Johannis, prior Sancti-Marcialis, Jacobus Leonardi, prior de Albofolio, Poncius de Montemerano, prior de Carte, Petrus Raimundi, Guillelmus de Maletis et Amalricus Adhemarii, monachi claustrales dicte ecclesie in mei notarii et testium infra scriptorum presencia et infra chorum dicte ecclesie ubi dictum capitulum tenere consueverunt, dixerunt, verbo narraverunt, à fundacione presentis civitatis et tempore quo presens ecclesia erat in dignitate abbaciali constituta, dominum abbatem tunc existentem, unà cum capitulo, jus habere in loco de insula Madida et pertinentiis suis, et partem jurisdictionis ejusdem possidere, et certas alias dominaciones feudales, tam ad causam reliatgii (e), quam alias, cum Comite Tholosano, laciis comprehensas in quodam publico instrumento sive carta sigillata sigillis dicti Comitii Tholosani et Comitisse ejus uxoris, et abbatis tunc temporis dicte ecclesie existentis; post modum translata dicta abbacia in episcopatum, ipsa ecclesia cathedralis minusque domini episcopi ac monachi ejusdem ecclesie de dicta jurisdictione et juribus que habebant in dicta carta ad causam dicti

NOTES.

(a) De Cahors.

(b) On l'avoit d'abord appelé *insula amata*.

(c) Voir ci-après, pages 183 et suiv.

(d) Les auteurs du *Gallia Christiana* datent cet acte du 10 août 1466.

(e) Ce mot qu'on a mal lu doit être *pedatgii*.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

loci de insula Madida paucum habuerunt commodum, nisi de pedagio dicto de valamada et lenda. Hinc est quoddam, personaliter constituti in dicta ecclesia et choro ubi capitulum est teneri solitum, supradicti domini episcopus, prior major et monachi, dictus in quam dominus episcopus, de consensu et voluntate dicti domini episcopi, gratis, non coacti nec seducti, sed eorum merâ et liberâ voluntate, pro utilitate dicte ecclesie, ut dixerunt, omne jus quod in dicto loco de insula Madida et pertinentiis ejusdem habebant et ultrâ flumen Tarni, contentum et expressatum in dicta carta quam in presenti instrumento per me notarium recepto visuri voluerunt, egregio viro domino Noteto Seguerio, decretorum doctori, dicte civitatis Montis-Albani, presenti et stipulanti, cesserunt, transulerunt et remiserunt, ac in locum et jus suos et ecclesie cathedralis predicte posuerunt, reservatis dicto domino episcopo et ejus ecclesie pedagio et lenda superius expressatis, remiserunt, cesserunt et transulerunt in quantum dictum jus quod in dicto loco de insula Madida et carta predicta habebant, medianibus obliis (a) ab una parte triginta solidorum Turonensium fortis monete valoris auri, duorum parium gallinarum, duarum quadrigatarum ligni, anno quolibet, in festo omnium sanctorum, debitis per Petrum Conte laboratorem et habitatorem parrochie de Fago, honoris (b) Montis-Albani super duabus peciis terre sitis in dicto honore Montis-Albani, territorio vulgariter dicto de Saint-Laurens de Frescubilia, et etiam in territorio de Carrayrato in quibus possunt esse decem sesterate (c) terre seu circa, laciis confrontatis et designatis in instrumento recognicionis jamque facto per dictum Conte, dicto domino episcopo, de consensu dicti domini Noteti Seguerii, procuratoris honeste mulieris Johanne de Martina ejus uxoris; item etiam, medianibus obliis quadraginta solidorum Caturcensium, duorum parium gallinarum debitorum per Guillelmum Anelli, dicte parrochie de Fago, super quadam pecia terre continente decem sestariatas terre, sita in dicta parrochia de Fago, territorio de la Cumba de la Cabossa, latius confrontata et designata in instrumento recognicionis facto per dictum Anelli, dicto domino episcopo aut ejus vicario, et etiam retento per ipsum dominum episcopum et monachos homatigium unius paris gantulorum pontificatum in die beati Ansardi (d), quodquidem homatigium ipse dominus episcopus, sibi et suis successoribus et ecclesie retinuit et reservavit; et cum hiis ipsi domini episcopus et monachi capitulum facientes, dictum dominum Notetum Seguerium presentem et ut supra stipulantem, in possessionem premissorum per tradicionem note immiserunt verbo, in quantum potuerunt et guirenciam (e) legitimamque juris et facti evictionem de se ipsis et successoribus suis in dicta ecclesia portare promiserunt, sub obligatione dictorum episcopi et capituli bonorum mobilium et immobilium; et voluerunt atque consencierunt ipsi dominus episcopus et monachi capitulum facientes, quoddam dictus dominus Notetus Seguerius et sui heredes et successores possint et valeant predicta omnia, per ipsos eadem Seguerio translata et remissa, et per modum escambii seu quasi tradita, confirmari facere, tam per dominum nostrum summum Pontificem quam dominum nostrum Francie regem, et viis et formis, quibus melius sibi fieri videbitur; renunciaverunt ad plenum, &c. volentes compelli ut superius, &c. Juraverunt ponendo manus supra pecus et habitum more prelati et religiosorum, procuratores constituerunt, &c. Acta fuerunt hec ubi supra, in presenciam et testimonio

NOTES.

- (a) Voir le Disc. prél. du t. XVI. p. xlix.
(b) Territoire, arrondissement. Voir la note c de la page 356 du tome XV.
(c) Mesure de terre.
(d) La redevance est ici annuelle : d'après

le Gallia Christiana, elle ne devoit être payée qu'à l'avènement de l'évêque : unicuique episcopo, in jocondo adventu, par dignatum episcopatum exhibere teneretur.
(e) Garantie, caution.

venerabilium viro rum dominorum Bonei de Batuto, in decretis Baccalarii, prioris de Alharipe, nobilis Ramundi de Vayrolis, scutiffieri dicti domini Montis-Albani, Guillemi Vernhas, presbiteri, rectoris de Sabasaco, Ruthenensis (a) diocesis, Philippi Bartholoti, et Roberti Bartholoti, lingue fabrorum, Montis-Albani habitatorum, testium ad premissa vocatorum et rogatorum. Et quia ego, dictus Johannes de Furno, alias Pauleti, notarius, dictum instrumentum grossare nec in formam publicam redigere non valui, aliis occupatus negociis, ideo hinc certificatorie per modum pateat alienâ manu scripte, manu propriâ me suscripsi, et signum meum publicum et authenticum, quo in publicis per me receptis instrumentis utor, sequens hic apposui in fidem premissorum requisitus; post cujusquidem instrumenti presentationem et exhibitionem sic nobis facias, pro parte magistri Noteti Seguerii predicti reverenter nobis extitit supplicatum, quatinus cum cessio, transportus et remissio premissi sic inter episcopum et capitulum ex una parte ac Notetum Seguerium ante factos ex alia parte contracte et inite, de pactis et compositionibus per quondam Comites Tholosanos, predecessores nostros, cum ecclesia Montis-Albani seu ejus tunc ministros antiquitus factis et firmatis dependere dignoscantur, de quibus per caram confirmatoriam defuncti carissimi domini genitoris nostri plures alias nostrorum progenitorum similes confirmationes in se continerent, sanam si quidem ac integram ac omni vitio et suspicione carentem, coram nobis et in consilio nostro fidem fecerunt, hujusmodi sub tenore :

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis presentibus et futuris, nos licteras inclite memorie carissimi regis Philippi, predecessoris nostri, quas dilectus et fidelis consiliarius noster Bernardus (b), episcopus Montis-Albanensis, nobis exhibuit, vidisse, formam que sequitur continentes :

CHARLES VII,
à Montauban,
Janvier 1452.

PHILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis tam presentibus quàm futuris, nos licteras inclite recordationis carissimi domini Philippi, quondam regis Francorum, avi nostri, in serico et cerâ viridi (c), sigillatas, non viciatas, non corruptas, sed sanas et integras, tenorem qui sequitur continentes, vidisse :

PHILIPPE VI,
à Paris,
Juillet 1328.

PHILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis tam presentibus quàm futuris, quod nos licteras clare memorie carissimi Patris nostri Alphonsi (d), quondam Comitiss Pictaviensis et Tholose, et Johanne ejus uxoris, vidimus in hec verba (e) :

PHILIPPE III,
à Paris,
Juillet 1276.

ALPHONSUS, filius regis Francorum (f), Comes Pictaviensis et Tholose (g), universis presentes licteras inspecturis, salutem in Domino. Pietati proximum et juri consonum arbitramur, ut eorum justis desideriis pio condescendamus affectu,

NOTES.

(a) De Rodès.

(b) Bernard de la Roche Fontenilles. Voir le *Gallia Christiana*, tom. XIII, p. 242.

(c) Ce sceau en cire verte, appliqué aux lettres de Philippe-le-Hardi, rappelées par Philippe de Valois, est cité par les écrivains sur la diplomatique, comme un des plus anciens que l'on connoisse, de cette couleur. Mabillon en place les premiers exemples sous le règne de Philippe-Auguste, de re

diplomat., page 151.

(d) Alphonse étoit frère de Saint-Louis, père de Philippe III.

(e) Les lettres d'Alphonse ont été imprimées parmi les Preuves de la France chrétienne, tome XIII, pages 195 et suiv. Nous en remarquerons les variantes principales.

(f) De Louis VIII.

(g) Il devint Comte de Poitiers, en 1241, et Comte de Toulouse, en 1249.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

qui jugiter domino famulantur. Notum itaque vobis fieri volumus, per has nostras patentes licteras, quòd cum religiosi viri Bernardus dictus de Mala-Morte (a), abbas monasterii Montis-Albani, et conventus ejusdem loci Caturcensis diocesis, à nobis cum instancia et devotis supplicacionibus postularent, ut compositionem (b) et pacem inter bone memorie Raymundum (c), quondam Comitem Tholosanum, proximum predecessorem nostrum, et Albertum, dictum Aurelha (d), abbatem tunc, et conventum monasterii supra dicti, super juridicione, dominio et jure villarum Montis-Albani et insule Madide, predictæ diocesis, et aliis in dicta compositione contentis, ac super dominio finium et pertinenciarum dictarum villarum dudum factam approbare, laudare, confirmare, ad perpetuam memoriam, tam pro nobis quàm carissima consorte nostra Johanne (e), Comitissa Picaviensi et Tholosana, sigillatam sigillo Comitis supra dicti, sigillis eciam venerabilis patris Durandi (f), tunc episcopi Albiensis, et religiosorum virorum, Giraudi (g), quondam abbatis Casedei (h), Claromontensis diocesis, et prefati Alberti, ut apparebat primâ facie, dignaremur; cujus compositionis tenor de verbo ad verbum continetur inferius in hec verba (i) :

(1) Noverint universi quòd, cum controversia verteretur inter Albertum, abbatem Sancti-Theodardi Montis-Albani, ex una parte, et dominum R. (k), Dei graciâ, Comitem Tholosanum, ex altera, super eo quòd dictus abbas petebat à domino comite medietatem majorum justiciarum ville Montis-Albani et ville insule Amaie et omnium incurrimentorum (l) que advenerint in dictis villis et earum finibus et dominiis, et quòd dominus comes recognosceret residuum quod in dictis villis habet in feudum à monasterio Montis-Albani, et quòd vicarius abbas reciperet firmancias (m) et faceret justicias in dictis villis sicut et vicarius domini comitis.

(2) Item. Petebat quòd preconizaretur in dictis villis, ex parte domini comitis et abbatis, et fierent banna et edicta (n).

(3) Item. Petebat medietatem salini quod comes tenet in villa Montis-Albani.

(4) Item. Petebat medietatem bladi quod dominus comes accipiebat in dictis villis pro vomeribus et ferramentis molendinorum et aliis acutendis.

(5) Item. Petebat portum del Perget, quia dicebat illum ad dictum monasterium pertinere.

(6) Item. Petebat quòd dominus comes recognosceret se tenere in feudum Castrum de Tolvio cum pertinenciis, à monasterio Sancti-Theodardi, et quòd redderet pro illo feudo, cuilibet abbati, in quibuslibet curiis, tale servicium, videlicet, quod teneret abbas ascendenti equum lestreu (o).

NOTES.

(a) Voir le *Gallia Christiana*, tome XIII, pages 231 et 232.

(b) *Amicabilem. Gallia Christiana.*

(c) Raymond VII. Alphonse avoit épousé la Princesse Jeanne, sa fille unique, et avoit reçu d'elle, par ce mariage, le comté de Toulouse.

(d) Aureilhe. Voir le *Gallia Christiana*, tome XIII, pages 229 et 230.

(e) Voir la note c ci-dessus.

(f) Evêque d'Alby depuis 1227 jusqu'en 1254. Voir le *Gallia Christiana*, tome I.^{er}, pages 17 et suiv.

(g) Ou *Gerald*. On peut voir encore le tome II de la France chrétienne, page 338.

(h) La Chaise-Dieu.

(i) Celles-ci sont encore parmi les Preuves de la France chrétienne, tom. XIII, pag. 188 et suivantes.

(k) Raymond VII.

(l) Amendes encourues.

(m) Ce mot exprime encore ici des condamnations pécuniaires.

(n) Des proclamations publiques dans toute l'étendue de la commune.

(o) Ce mot est écrit de même dans le *Gallia Christiana*. Il ne peut y avoir que *strepum* ou *strepam*, employé quelquefois dans les titres du moyen âge pour désigner étrier : on en voit un exemple dans le tome II de l'histoire générale de Languedoc, aux Preuves, page 376.

(7)

(7) Item. *Petebat quedam feuda et quosdam census quæ debebantur ecclesie, ut dicebat, de quibusdam terris et vineis quas dominus comes tenuit.*

(8) Item. *Petebat iusticias (a) hominum specialium et ligiorum abbatibus.*

(9) Item. *Petebat omnes iusticias monachorum et clericorum et donatorum (b) suorum et specialis familie sue, videlicet illorum donatorum qui, in capitulo Sancti-Theodardi, donant se et sua eidem monasterio, et promittunt obedienciam abbati et successoribus suis, et victum percipiunt à dicta ecclesia.*

(10) Item. *Petebat quòd, quando detentores possessionum que tenentur ab ecclesia ad census annuum in incurriuentium caderent, abbas haberet integrè illas possessiones.*

(11) Item. *Petebat quòd, quando homines ville facerent iuramentum in villa, iurarent salvo dominio et jure abbatibus.*

(12) Item. *Petebat quòd consulatus destrueretur, et domus communis que est sita in platea ville Montis-Albani.*

(13) Item. *Et petebat quingentas libras ab omnibus (c) ville Montis-Albani, quia volebant ei facere fidelitatis iuramentum, dicens ipsos teneri sibi ad eas reddendas, ratione compromissi ab utraque parte facti in magistrum P. de Collo-medio.*

(14) Item. *Petebat quedam feuda et possessiones quas dominus comes tenet, dicens ea ad suum monasterium pertinere.*

Tandem super hiis omnibus amicabile composicio intervenit inter sepedictum abbatem et dominum comitem de consensu utriusque, mediantribus Durando, Dei gratia Albiensi episcopo, et Pontio de Villa-nova, milite, et P. Martini de Casiro-uovo, sub hac forma :

Videlicet, (1.^o) quòd dominus comes concessit, tradidit, reddidit et donavit abbati de Monte-Albano et monasterio Sancti-Theodardi, nunc et in perpetuum, quartam partem majorum justiciarum et omnium incurriuentium que de cetero fierent in villis de Monte-Albano et insule Amate et earum finibus, et quòd vicarius abbatibus reciperet sumancias, et faceret iusticias in supradictis villis et earum finibus, sicut et vicarius domini comitis; et postmodum, quislibet haberet partem suam de emendis et incurriuentis, videlicet, de quinque solidis, et à quinque et infra, medietatem abbas sicut solitus est percipere, et à quinque solidis et suprâ, et à integraliter quartam partem, et dominus comes perciperet de quinque solidis, et à quinque et infra medietatem, et à quinque solidis et suprâ integraliter tres partes.

(2) Item. *Concessit etiam dictus comes quòd de cetero preconizaretur in dictis villis ex parte ipsius comitis et abbatibus, et fierent banna et edicta.*

(3) Item. *Concessit comes quòd abbas haberet quartam partem salini supradicti : verumtamen, si idem comes dimiciat vel relinquet salinum universitati ville, quòd facere potest si voluerit, abbas habeat medietatem leide salis, sicut solebat percipere et habere.*

(4) Item. *Eodem modo et sub eadem forma concessit eidem abbati medietatem eorum que percipit idem comes in dictis villis occasione de las agusaduras (d) : verumtamen, si dominus comes dimiciat vel relinquat las agusaduras, quòd facere potest si voluerit, abbas habebit medietatem illius servicii quòd facient detentores eorum, hac de causa, domino comiti.*

NOTES.

(a) Redevances dues; et aussi, amendes.

(b) On appelloit donnés des hommes qui avoient, pour toujours, voué leur personne et leurs biens au service d'une église ou d'un monastère.

(c) Hominibus. Gallia Christiana.

(d) Les quatre derniers mots ne sont pas dans le *Gallia Christiana*. Voir la page 184, n.^o 4.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

(5) Item. Concessit quòd abbas haberet navem suam in portu del Perget, et transirent ibi quicumque vellent, dum tamen non compellantur ab abbate, nec prohibeantur transire à domino comite vel suis.

(6) Item. Recognovit dominus comes se tenere in feudum ab ipso abbate et Monasterio Sancti-Theodardi castrum de Tolvio cum pertinenciis, et quod debet inde tale servicium, videlicet, quod semel tenebit unicuique abbati de Monte-Albano ascendenti equum, cum ab eo fuerit requisitus, lestreu.

(7) Item. Concessit etiam quòd abbas haberet feuda sua et census suos et jura sua alia, et proprietates et honores, sicuti habere solebat et debebat, et quòd idem comes, de terris censualibus abbatibus quas tenebat ubicumque, redderet abbati censum et alia jura vel cambium competentis pro illis (a).

(8) Item. Concessit quòd, quando homines speciales et ligii abbatis conquerebantur de se ipsis ad invicem abbati, abbas haberet inde omnes justicias et emendas; si verò conquerebantur vicario domini comitis, abbas haberet partem suam de emendis et justiciis, sicuti de aliis hominibus, et dominus comes similiter partem suam, sicuti de aliis hominibus.

(9) Item. Concessit dominus comes quòd abbas haberet totam justiciam monachorum, clericorum et specialis familie sue et donatorum suorum, videlicet, illorum donatorum qui sunt recepti ut suprà dictum est, et non possunt facere testamentum sine assensu abbatibus.

(10) Item. Concessit quòd, quando detentiores possessionum que (b) tenentur ab ecclesia ad censum annuum vel in feudum, in incurrimmentum ceciderint, vendantur possessiones ille personis competentibus bonâ fide, et ecclesia habeat inde vendas (c) et acaptes (d), et alia jura sua, et de incurrimmento quartam partem sicut de aliis incurrimmentis, et comes ires partes, et ita fiat de terris censualibus et feudis domini comitis, videlicet, quòd abbas habeat quartam partem incurrimmenti, et dominus comes tres partes. Hoc verò dictum est de illis feudis et terris que sunt in supradictis villis de Monte-Albano et insule Amate, et in dominio earum.

(11) Item. Concessit quòd consules de novo electi apud Montem-Albanum jurabunt, singulis annis, super sancta Dei evangelia, se deffendere et custodire bonâ fide omnia jura monasterii Sancti Theodardi de Monte-Albano et abbatibus.

Abbas verò predictus quictavit et dimisit supradictum juramentum quod petebat ab omnibus (e) Montis-Albani. Quictavit etiam et dimisit supradictas quingentas libras quas petebat ratione supradicti compromissi et petitionem quam faciebat de consulatu et de domo communi, et consulatus ibi remaneat (f), ut suprà dictum est, et domus communis.

Quictavit etiam abbas generaliter omnes petitiones et querelas superius scriptas, his exceptis que sibi superius in presenti compositione sunt concessa.

Renunciavit etiam dominus abbas omnibus instrumentis que habuerat à magistro P. de Collomedio, et à domino R. Sancti-Angeli diacono cardinali, olim apostolice sedis legato.

Remisit etiam omnes obligationes sibi et monasterio suo hiis de causis acquisitas.

Dictum etiam est quòd quantum ad alios articulos de quibus in isto instru-

NOTES.

(a) Competentia illis. Gallia Christiana.

(b) Que est oublié dans le Gallia Christiana.

(c) Les droits de lods et ventes. Voir le Discours prélimin. du tome XVI, pages xxxv et suivantes.

(d) Ou acaptes. Voir encore sur ce droit, le Discours préliminaire du tome XVI, pages xxxvij et xli.

(e) Hominibus. Gallia Christiana.

(f) Et concessit quòd consulatus ibi remaneret. Gallia Christiana.

mento non fit mencio, remanebunt carte et instrumenta antiqua ecclesie Montis-Albani in sua firmitate, quantum ad capitula prenotata in hiis, in quibus non fuerunt contra compositionem istam.

Et eodem modo erit de insula Amata sicuti de Monte-Albano; videlicet, intra fines et dominium earum villarum, et abbas habebit illud quod solitus est habere et percipere in pedagiis, leidis et aliis iuribus in supradictis villis et dominiis earundem; comes verò habebit in supradictis villis et dominiis earum omnia jura sua et possessiones quas hactenus habuit et possedit, exceptis illis que, in presenti compositione, abbati et monasterio Santi-Theodardi de Monte-Albano sunt concessa; et excepto quòd, si bajuli comitis de possessionibus communibus inter comitem et Abbatem occupaverint plusquam deberent, sive apud Montem-Albanum, sive apud insulam Amatam, quod iotum redigetur in commune; et eodem modo erit, si abbas vel sui occupaverint plus quam deberent.

Supradicta omnia concessit, tradidit et donavit R., Dei gracià Comes Tholosanus, supradicto Alberto abbati et monasterio Sancti-Theodardi, ab ipso abbate et successoribus in perpetuum pacificè possidenda.

Nos verò R., Dei gracià Comes Tholosanus, et Albertus eàdem gracià abbas Sancti-Theodardi de Monte-Albano, istam fecimus compositionem, et sigilla nostra apponi fecimus huic instrumento in hujus rei testimonium et munimen, et supra dicta ac singula promittimus in perpetuum bonà fide firmiter observare.

Nos verò G., eàdem gracià abbas Case-Dei, istam compositionem approbavimus, et presens instrumentum sigillo nostro fecimus sigillari.

Nos Durandus, miseracione divinà Albiensis episcopus, in hac compositione interfuimus, et ex utraque parte rogati, sigillum nostrum in presenti instrumento apposuimus in hujus rei testimonium et munimen.

Actum est hoc anno ab Incarnacione Domini millesimo ducentesimo tricesimo primo, xiiij^a die introitus mensis octobris, apud Galliacum (a), regnante Ludovico rege Francorum (b) et Guillermo (c) episcopo Caturcensi. Hujus rei testes sunt Raymundus abbas Galliacy, et Arialdus hostaliarius (d) Case-Dei, et Guillelmus prior Sancti-Roberti de Cornelione (e), et Hugo de Amon (f), et Petrus de Lacu, monachi Case-Dei, et Bertrandus (g), frater domini Comitis Tholosani, et Arnaudus de Monte-acuto Albiensis miles, et Berengarius de Joarriis et Guigo Mausantafe milites, et Raymundus de la Garriga, et Engelbaudus et Willelmus Bernardus de la Mota, et Geraldus de Castillone, et Bernardus Capel, publicus notarius ville Montis-Albani, qui, ex utraque parte rogatus, cartam istam scripsit.

Nos verò eorum piis precibus et devotis supplicacionibus inclinati, pro remedio anime nostre et carissime consortis nostre Johanne Comitisse Pictaviæ et Tholose, ac progenitorum nostrorum, dictam compositionem, prout superius est expressa,

NOTES.

(a) Gaillac, en Albigeois; aujourd'hui, chef-lieu d'une sous-préfecture dans le département du Tarn.

(b) Louis IX.

(c) Guillaume de Cardaillac, quatrième du nom de Guillaume, comme évêque de Cahors.

(d) Hospitalarius. Gallia Christiana. Hostaliarius n'est employé que pour exprimer celui qui loue un magasin, une boutique, à un marchand étranger; le prix de la location étoit désigné par *hostilium*.

Tome XVII.

(e) Et Guillelmus prior, et Robertus de Mauchione. Gallia Christiana.

(f) Aniou. Gallia Christiana.

(g) Geraudus. Gal. Christ. Raymond VII n'eut point de frère de ce nom: on doute même qu'il en ait eu du nom de Bertrand: il ne l'eut pas du moins par l'effet d'une union légitime. Ce Bertrand étoit un des enfans naturels de Raymond VI. Raymond VII, à qui son père l'avoit recommandé, lui donna la vicomté de Burniquel, en Quercy.

A a ij

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

*pro nobis et dicta consorte nostra, heredibus et successoribus nostris, quantum ad nos et dictam consortem nostram pertinet, laudamus, approbamus ac etiam confirmamus, et, ut in futurum perpetuò inviolabiliter observetur, senescallo nostro Caturcensis diocesis, qui nunc est, et aliis nostris senescallis qui pro tempore ibidem fuerint, pro nobis et dicta consorte nostra, heredibus et successoribus nostris, damus in mandatis et eis precipimus, ut dictam compositionem omnino, prout dictum est, observent, et à bajulis, ministris ac allocatis (a) nostris dictarum villarum, scilicet Montis-Albani et insule Madide, faciant in posterum inviolabiliter observari. Insuper, ad cumulum majoris gracie, volumus et mandamus, tam pro nobis quàm pro prefata consorte nostra, ut bajuli nostri dictarum villarum, scilicet Montis-Albani et insule Madide, ac allocati presentes et qui pro tempore fuerint, in principio bajulie sue, jurent dicto abbati et conventui dicti loci ac suis successoribus, legitimum eis reddere computum de majoribus justiciis et minoribus, quinque solidorum scilicet et infra, et omnibus incurrentis que pro-
venerint ratione jurisdictionis villarum predictarum, pro ea parte que dictis abbati ac conventui ac eorum successoribus competit vel competere debet et debet, occasione vel causâ compositionis predictæ, et reddere ipsi abbati et ejus successoribus pariem legitimam ipsos et supradictum monasterium juxta tenorem dicte compositionis et formam contingentem, et hoc idem jurabunt senescallo nostro bajuli dictarum villarum dicti abbatis et successorum suorum qui modo sunt et pro tempore fuerint, legiti-
me se faciuros, hominum Montis-Albani et insule Madide in omnibus jure salvo. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus licteris duximus apponendum, salvo in aliis superius non expressis jure nostro, et salvo in omnibus jure quolibet alieno.*

Nos autem Johanna, Tholose et Pictavii comitissa, universa et singula, pro ut superius sunt expressa, voluntate spontaneâ approbamus, volumus et laudamus, ac pro nobis heredibus et successoribus nostris etiam confirmamus; et ad majoris roboris firmitatem sigillum nostrum, unâ cum sigillo carissimi domini nostri comitis supradicti viri nostri, presentibus licteris duximus apponendum. Datum apud Armazancas (b), prope Aquas-mortuas, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, mense Junii.

Suite des Lettres
de
PHILIPPE III
le Hardi.

Nos verò premissa omnia et singula, prout superius sunt expressa, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus et auctoritate regiâ confirmamus, salvo in omnibus aliis jure nostro et jure etiam in omnibus alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus licteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo sexto, mense Julio.

Suite des Lettres
de
PHILIPPE VI
de Valois.

Et nos etiam premissa omnia et singula, prout superius sunt expressa, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus, et nostrâ auctoritate regiâ, ex certa sciencia, confirmamus, salvo in omnibus aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini trecentesimo vigesimo-octavo, mense Julio.

Suite des Lettres
de
CHARLES VII.

Post quarum quidem exhibicionem et visionem licterarum, fuimus per prefatum consiliarium nostrum episcopum Montis-Albanensem humillimè requisiti, ut hujus-

NOTES.

(a) Procureurs.

la sous-préfecture de Nîmes, département du

(b) Ou Armasancas; Aymargues, dans Gard.

modi licteras benignè confirmare dignaremur. Hinc est quòd nos, ipsius consilarii nostri episcopi Montis-Albanensis requeste libenter annuentes, egregiaque predecessorum nostrorum vestigia concupientes imitari, superius inserias licteras ac omnia et singula in eis contenta, eas et ea, ratas et gratas, rataque et grata habentes, volumus, laudamus, ratificamus, approbamus, et ex certa nostra sciencia, speciali gracia, plena potestate et regia auctoritate, quatenus ritè et debitè usi sumus eisdem, confirmavimus et confirmamus per presentes. Quocirca, earum serie damus in mandatis senescallo et judici Caturcensi, ceterisque justiciariis et officiariis nostris vel eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, et ipsorum cuilibet prout perinvenerit ad eundem, quatenus prefatum consiliarium nostrum et ejus successores Montis-Albanenses episcopos, nostrà presenti confirmatione et graciâ uti et gaudere pacificè perpetuò faciant et permittant, nichil in contrarium attemptari vel innovari sinendo, sed si quid à quoquam secus agi contigerit, id revocent et tollant, ac revocari et tolli faciant indilate, visis presentibus. Quas ut perpetuà soliditate perseverent, sigilli nostri, in absentia magni ordinati, jussimus appensione corroborandas, in aliis nostro et in omnibus quolibet alieno jure semper salvis. Datum in Monte-Albano, mense Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo quadagesimo secundo, et regni nostri vicesimo primo. Sic signatas supra plicam in superiori parte, per Regem in suo consilio. CHALIGAULT; et quasi in medio dicte plice, collatio facta est cum licteris originalibus preinsertis; et in inferiori parte. Visa. Contentor. CHALIGAULT.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1468.

Cessionem, transportum et remissionem preexpressos et in instrumento superius inserto laciis declaratos ratificare et approbare dignaremur. Nos verò, predecessorum nostrorum vestigiis laudabilibus inhærere cupientes, ac eorum supplicationi tamquam juste et rationi consone benigniter annuentes, intuitu potissimè divini cultûs qui die nocteque in eadem ecclesia celebrari consuevit, ac de redditibus, juribus et obventionibus illis per fondacionem prenarratam et alias pertinentibus honorificè sustentari, cessionem, transportum et remissionem sepedictos, ac omnia et singula in instrumento preinserto contenta et enarrata, ratas et gratas, rataque et grata habentes, volumus, laudamus, approbavimus et ratificavimus, ac ex certa sciencia nostra, speciali gracia, auctoritateque regia, per nostri presentis interpositionem decreti, confirmavimus et confirmamus per presentes. Quocirca per easdem, dilectis et fidelibus senescallo et thesaurario nostris Caturcensibus, ceterisque justiciariis et officiariis nostris vel eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum perinvenerit, damus in mandatis quatenus de predicta quarta parte dicti loci insule Amate, et aliis juribus unà nobiscum et dicto Seguerio mediis premissis spectantibus, presentibus nostris ratificatione et confirmatione, graciâ et concessione, ceterisque prenarratis, dictum magistrum Noetum Seguerium ac suos heredes et causam habentes et habituros, uti et gaudere pacificè faciant, sinant atque permittant, omnibus impediementis cessantibus; quòd si secus agi contingeret, extollant et amoveant, seu tolli et amoveri faciant indilate, quoniam sic fieri volumus, dictoque magistro Noeto concessimus de gracia speciali per presentes, jure nostro in aliis et quolibet alieno in omnibus semper salvo. Quas ut perpetuè firmitatis robur obtineant, sigilli nostri appensione fecimus communiri. Datum Turonis, mense Februarii, anno Domini millesimo cccc.º lxxviii.º : et regni nostri octavo. Sic signatas : Per consilium. J. LE ROY. Visa. Contentor. J. DUBAN.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

LOUIS XI,
à Amboise,
Février 1468.

(a) *Établissement de Foires et Marchés à Saint-Maixent (b), à la demande du Comte du Maine (c).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens Let advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nostre très-chier et très-ami oncle, le comte du Maine, seigneur de Saint-Mexant, contenant que il est seigneur baron des ville, chastel et seigneurie de Saint-Mexant, où il y a chastellenie, justice et jurisdiction haulte, moienne et basse, avec les droits qui en deppendent et peuvent deppendre, icelle terre et seigneurie tenue de nous à cause de nostre comté de Poictou, et laquelle terre et seigneurie nous doit appartenir et eschoir après le trespas de nostredict oncle, en deffault de hoir masle son héritier: et pour ce que, audict lieu de Saint-Mexant nostredict oncle n'a aucunes foires ou marchez qui soient ou pourroient estre à nous et à luy de grand prouffit et revenue au moyen que dessus, ainsy qu'il a esté adverti, et que l'abbé dudict Saint-Mexant en y a aucuns qu'il y faict tenir par octroy de noz predecesseurs, nostredict oncle, pour l'augmentation de sadicte seigneurie et pour nostre prouffit et utilité, a entencion d'y faire tenir et avoir trois ou quatre foires l'an, et ung marchié la sepmaine, à certains jours que lui et ceulx de ladicte ville ou partie d'iceulx ont advisé pour le bien de ladicte ville et seigneurie, c'est assavoir l'une desdictes foires le premier jour de may, jour de la feste Saint Jacques et Saint Philippe; la seconde, le treiziesme jour d'aoust et feste Sainte Ragonde; la tierce, le sixiesme jour de décembre, jour et feste de Saint Nicolas; et la quatriesme, le premier lundi de caresme; et ledict marchié, chascun jour de samedi en chascune sepmaine; pour icelles foires et marchiés estre tenuz auxdicts jours, en la halle ou place estant devant l'ostel appellé l'ostel de la court du Roy, audict lieu de Saint-Mexant; mais il ne le pourroit faire sans avoir sur ce congé, licence et octroy de nous, requerant humblement iceulx. Pourquoi nous, attendu ce que dict est, et mesmement que lesdictes foires et marchiés sont pour le bien, prouffit et utilité de nous, comme dict est, de nostredict oncle et des habitans en icelle ville, et aussy que ausdicts jours ny a aucunes foires et marchiés en ladicte ville ne aux environs, à troys ou à quatre lieues, où elles puissent prejudicier à nostredict oncle, qui sur ce nous a requis, avons pour ces causes et considerations, et aultres à ce nous mouvans, de nostre grace speciale, plaine puissance et auctorité royale, octroyé et octroyons lesdictes foires et marchiés, et lui avons donné congé, licence et octroy de icelles tenir et faire tenir dores en avant ausdicts lieu et jours, tout ainsy qu'il est accoustumé faire en tel cas, et que l'abbé dudict lieu de Saint-Mexant y en a accoustumé avoir à aultres jours, et en joyr semblablement par octroy de nous ou de nosdicts predecesseurs. Sy donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz amez et feaulx gens de noz comptes, à nostre seneschal de Poictou, et à tous &c., que nostredict oncle et ses

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 84.

(b) En Poitou, aujourd'hui chef-lieu de

canton, dans la sous-préfecture de Niort, département des Deux-Sèvres.

(c) Voir ci-dessus, t. XVI, p. 95, note d.

successeurs, seigneurs de Saint-Mexant, facent et souffrent joyr et user de noz presens grace, congié, licence et octroy, en faisant icelles foires et marchiés cryer et publier, ainsy qu'il est accoustumé de faire en tel cas, sans pour ce troubler ou empescher nostredict oncle ou ses successeurs esdictes foires et marchiés, ores ne pour le temps advenir, en corps ne en biens, en aucune maniere; ains se aucunt empeschement &c. Et affin &c., sauf &c. *Donné à Amboise, ou moys de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy.* TOUSTAIN (a).

LOUIS XI,
à Amboise,
Février 1468.

NOTE.

(a) La table des Ordonnances enregistrees en la Chambre des comptes de Dauphiné, place sous la date du 11 février 1468,

d'autres lettres de Louis XI; elles n'ont d'autre objet que d'assurer à tous les officiers de la province leurs gages, sans aucune diminution.

(a) *Permission accordée aux Habitans de Tournay de tenir table d'usure* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Savoir faisons que comme du temps de feu nostre seigneur et pere que Dieu absoille et paravant, plusieurs personnes exercerent le faict d'usure en nostre ville de Tournay où ils tenoient tables particulieres (c), et rendoient par composition venant en nostre recepte ordinaire ou bailliage de Tournay en Tournesis, la somme de cinq cens livres tournois chascun an ou environ, et à ces causes et moyens tenoient et occupoient plusieurs maisons en nostredict ville dont les... (d) en icelle en valloient par ceulx usuriers, gens de mesnages et la plupart tous mariez ayant femmes et enfans, contribuans aux guets et imposts de ladite ville, et estoient aussi iceulx usuriers tenus de vendre quatre fois en l'an, toutes les gaiges qui leur demouroient outre le terme de racatir (e) expiré, par cri, vendition et enchiere en marchié publicque et par proclamations precedentes, tellement que les subjects de nostredict ville de Tournay n'en peussent pretendre cause d'ignorance, au jour desquelles venditions, ceulx auxquels lesdicts usuriers avoient presté, povoient avoir et recouvrer lesdicts gaiges, en payant le sort principal (f) et ce que leursdicts gaiges pourroient avoir monté (g), et que plus estoit se ils delaissoient iceulx leurs gaiges vendre, ils avoient recours sur le papier ou registre d'icelle vente et recouroient sur lesdicts usuriers ce que leurdict

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Mars
1468.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 76. Manuscrits de la bibliothèque du Roi, boîte 10 des pièces pour servir à l'histoire de Louis XI.

(b) Change, banque. Voir la note suivante.

(c) Ou comptoirs pour faire ce genre de commerce. Une loi de Charles V, qui en confirme une de Philippe III, autorise les marchands italiens à ouvrir un change à Nîmes, comme ils en avoient déjà aux foires de Champagne, en leur défendant néanmoins l'usure, et elle exprime l'autorisation qu'elle donne, par *licitum si tabulam campsariam habere*. Ordonn., tome IV, page 671, art. 8.

On peut voir la page xlv du discours préliminaire du tome XV. *Tabula nummulariorum*, lisons-nous dans un acte du XI.^e siècle, relatif à Saint-Jean-d'Angely, et cité au tome II de la France chrétienne, aux Preuves, page 463. On trouve assez souvent *tabula cambii*, et aussi *cambitio*, *campior*, *cambitor*.

(d) Ces mots manquent également dans la pièce du Trésor des chartes et dans celle de la bibliothèque du Roi.

(e) Racheter.

(f) La somme prêtée, le capital.

(g) L'intérêt produit. Voir la note a, page 251 du tome XV.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Mars
1468.

gaige estoit vendu, oultre et par-dessus lesdicts sort principal et prouffit des montes qui estoient utiles et prouffitables pour nos subgects et manans de nostredicte ville de Tournay. Et soit ainsi que ou moys de juillet, l'an mil cccc lxiij, Martin et Vincent Deville freres, enfans de Jehan Perrin et Philippe Deville, aussy freres, enfans de Dunnence et Anthoine Fallet, fils de George, marchans de Piemont, se fussent traicts vers nous, et sur ce qu'ils nous donnerent à entendre que le bien et utilité de nos subgects estoit qu'ils tinsent une seule table en nostredicte ville de Tournay, et en fussent deboutez (a) iceulx usuriers, parmy tant qu'ils nous redevoyent cent livres chascun au, obtindrent nos lectres de grace et permission à tenir une seule table de prest en nostredicte ville, par lesquelles estoit mandé à nos amés et feaulx conseilliers les gens tenant nostre parlement à Paris, à nostre bailly de Tournay et Tournesis, et aux prevost et jurez de nostredicte ville de Tournay, si comme à chascun d'eulx appartendroit, qu'ils fissent lesdicts Deville et Fallet, joyr de nostredicte grace, en quoy par les gens de nostredicte court ne par nostredict bailly de Tournay ou son lieutenant, ne fust aucunement acquiescé ne obtemperé, mais leur fust par les gens de nos comptes et tresoriers deffendu de par nous, meismement à nostredict bailly de Tournay ausquels lesdictes lectres s'adressoient, et auquel en tout advenement en devoit appartenir la congnoissance; ce non obstant, iceulx Deville et Fallet, qui par raison ne devoient user desdictes lectres à la diminution de nostre domaine, que premier icelles ne feussent expedices et verifiées par nosdicts gens des comptes et tresoriers de France, ont depuis ce temps tenu une seule table de prest en nostredict ville de Tournay, et en ont debouté les usuriers tenans tables particulieres en icelle nostre ville, et que plus est ont commis et commectent plusieurs grands abus en l'exercice dudict faict d'usure et à la retention et transport des gaiges qui à ceste cause leur sont baillez, en quoy il se gouvernent tout aultrement que paravant leur venue n'avoit esté accoustumé, sy comme de non vendre lesdicts gaiges par cry et renchiere, rendre iceulx aux personnes qui leurs ont baillez en payant le sort principal et lesdicts montes, et aultrement grandement abusent au grand domaine et interest de nous et de nos subgects qui s'en sont dollus (b), et de ces doléances, tant par nos officiers oudict bailliage de Tournay et Tournesis, comme depuis par nosdicts amés et feaulx gens de nos comptes et tresoriers nous est apparru, affin d'y bailler provision et remede convenable. Pourquoy nous, ces choses considerées, mesmement que de toute ancienneté lesdicts usuriers ont tenu tables particulieres en nostredicte ville, et que en matière de police toutes nouvelletez sont odieuses et pourtant deffendues et reprochiez, aussi que lesdicts Deville et Fallet, sans antierinement desdictes lectres par nostredicte court de Parlement, nostredict bailly de Tournay, et sans les faire verifer par lesdicts gens de nos comptes et tresoriers, se sont efforcés et s'efforcent en joyr, avons, de nostre certaine science et auctorité royal, ordonné et declairé, ordonnons et declairons, voulons et nous plaist que, depuis maintenant en avant, il loise et appartienne à toutes personnes quelzconques, de quelque estat ou condition qu'ils soyent en nostredicte ville de Tournay, tenir en particulier tables d'usure selon les anciens et inveterez usaiges, composicions à nous ou à

NOTES.

(a) Chassés, expulsés.

(b) Plain.

noz

noz officiers et autres observances introduites, enterinées et observées en tel cas, tout ainsy et par la forme et maniere comme il estoit fait, entre-tenu, gardé et observé par avant que lesdicts Deville et Fallet veinssent tenir table d'usure en nostredicte ville de Tournay et que ils en eussent deboutez lesdicts usuriers, nonobstant les lectres de permission que ils en pourroient avoir de nous non veriffiées par nosdicts gens des comptes et tresoriers et ce qu'ils en auroient usé, oppositions ou appellacions quelzconques faictes ou à faire, lesquelles, en tant que mestier seroit, nous avons révoquées et rappellées, révoquons et rappellons par ces presentes, par lesquelles nous donnons en mandement à nosdicts amés et feaulx conseillers les gens tenans et qui tendront nostre parlement à Paris, gens de nos comptes et tresoriers, bailly de Tournay et Tournesis, et à tous nos autres justiciers et officiers et à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostre presente grace, ordonnance et declaracion, ils enterinent et accomplissent selon sa forme et teneur, et souffrent et permettent à ceulx qu'il appartiendra d'icelle nostredicte ordonnance et declaracion et voullenté joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire &c. ; ainçois, se fait ou donné leur estoit &c. Et pour ce que de cesdictes presentes l'on pourra avoir à faire en divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à l'original. En tesmoing de ce &c. *Donné à Amboise, le vij. jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi sont signées : *Par le Roy. Signé A. MEURIN (a).*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Mars
1468.

NOTE.

(a) Blanchard, *page 308*, place sous la date du 14 mars 1468, une déclaration portant règlement pour les privilèges des marchands fréquentans la rivière de Loire; et sous celle du 15, des lettres concernant les privilèges des Chartreux de Saint-Jean-du-Liget. Le volume E des Ordonnances de Louis XI, fait mention de ces dernières, que Chopin

rappelle, *Traité du Domaine*, liv. I.^{re}, titre 9, *page 82*, avec plusieurs lois semblables. Voir notre *tome XIV*, *pages 7 et suiv.*; le *tome XV*, *page 305*, et le *Disc. prélim. du tome XVI*, *page lxxv*. On trouvera aussi, t. *XV* et *XVI*, plusieurs lettres relatives à des privilèges accordés par Louis XI, à des monastères de l'ordre des Chartreux.

(a) *Lettres relatives à la violation faite par le Comte d'Armagnac, d'un pariage (b), qui régloit l'exercice de la juridiction entre l'Evêque de Rodez et lui.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Mars
1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, au premier de nos amez et féaux conseillers de nostre court de parlement de Languedoc, qui sur ce sera requis, au senechal de Rouergue ou à son lieutenant, salut et dilection. De la partie de nostre amé et féal conseiller l'evesque de Rodez (c), et des consuls, manans et habitans de la cité et ville dudict Rodez, nous a esté exposé que ladicte ville de Rodez, qui est une des principales et fortes villes de nostre royaume, est divisée en cité et en

NOTES.

(a) Bibliothèque du Roi, boîte 8 des pièces pour servir à l'histoire de Louis XI.

d'une seigneurie. Voir les notes du *tome XV*, *pages 166 et 209.*

(b) Association dans l'exercice des droits
Tome XVII.

(c) Bertrand de Chalançon.

B b

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Mars
1468.

bourg; d'icelle cité ledict evesque exposant est seigneur en toute jurisdiction et justice, haute, moyenne et basse, mere et mixte impere (a) ressortant à nous sans moyen, et dudict bourg est seigneur nostre cher et amé cousin, le Comte d'Armagnac (b), à cause de son comté de Rodez; et estoit icelle cité anciennement close de murs et fossez qui faisoient division desdictes cité et bourg, et à l'occasion de ce que les criminels et malfaiteurs, pour fuir et eviter punition, fuyoient de la cité au bourg et du bourg en la cité et par ainsy d'une justice en autre, dont plusieurs esclandres et inconveniens advenoient chascun jour, fut fait et passé certain accord et pariage entre lesdicts evesque et Comte de Rodez et leurs subjects, par lequel ils communiquerent les justices desdictes cité et bourg ou l'exercice d'icelles, retenu et réservé à un chascun desdicts seigneurs leurs fors (c), fiefs et hommages d'icelles seigneuries et autres droicts seigneuriaux de ce dependans, desquelles ne fut faict aucune communication; outre ce, fut accordé par lesdicts seigneurs que ladicte justice ainsi communiquée seroit exercée par deux commis-juges, par iceux seigneurs commis et deputez, et que ledict evesque, par luy ny par autres, ne ledict comte aussy par soy ne par autres, ne pourroit exercer ne faire exercer aucun acte, coërtion ou compulsion de justice en ladicte cité et bourg, fors que par lesdicts deux commis-juges et par les bayles et sergens, jurez et deputez audit pariage; et outre ce, fut dict et accordé entre iceux seigneurs, en passant ledict pariage et approuvant les anciennes compositions faictes entre leurs predecesseurs evesques et Comtes de Rodez, que chacun nouveau Comte de Rodez seroit tenu de prendre sa promotion à ladicte comté de Rodez dudict evesque, et lui faire foy et hommage selon la forme contenue esdictes anciennes compositions, comme ces choses et autres lesdicts exposans disent plus à plein estre contenues et déclarées esdictes lectres de pariage, lequel et le contenu en icelluy lesdictes parties promirent et jurerent et s'obligerent tenir et garder sur certaines et grandes peines, et lequel pariage n'a esté tenu, gardé et observé par lesdicts evesque et comte, qui depuis ença ont executé aucunes choses par lesquelles lesdicts comte et ses officiers l'ont interrompu, encourant les peines en icelluy pariage contenues, et ny onques estre advenu depuis lesdictes compositions et parriages, que lesdicts Comtes de Rodez qui ont esté le temps passé, soyent entrez et fussent demeurez en la cité sans prendre ladite promotion dudict evesque et faire ledict hommage, ains toujours ont logé au couvent des Cordeliers, hors les murs de ladicte cité de Rodez; et s'il est advenu qu'aucune fois iceux comtes soyent venus pelears à Nostre-Dame de l'esglise de Rodez, ils y sont tenus en protestation expresse de non prejudicier auxdictes compositions et sans faire demeure en icelle ville; aussi n'a onques esté veu que ledict comte ait fait ou fait faire le temps passé aucune coërtion ou compulsion par ses fourriers ou autres ses serviteurs et officiers sur les habitans de ladicte cité pour loger lui et ses gens; mais ce non obstant, nostredict cousin le Comte d'Armagnac et de Rodez, sans avoir pris sa promotion à ladicte comté de Rodez, et sans avoir fait son hommage audit evesque, et sans observer

NOTES.

(a) Voir le tome XVI, note d. . pages 428 et suivantes du tome précédent.

(b) Jean d'Armagnac, cinquième du nom.

(c) Tribunaux, justices.

On peut voir ce que nous en avons dit,

LOUIS XI.
à Amboise,
le 18 Mars
1468.

lesdictes compositions et pariage, lesquels lui-mesme avoit promis de garder et entretenir dernièrement qu'il revenoit du pays de France où il avoit esté par aucun temps sous couleur de ce qu'il disoit estre pelerin, entra en ladicte cité et ville de Rodez, accompagné de quatre ou cinq cens chevaliers, tant gens de guerre qu'autres, et y logea et demeura par l'espace de neuf mois sans partir, et depuis en diverses fois y a demeuré par l'espace de trois ans ou environ, en faisant loger lesdicts gens d'armes et autres ses serviteurs par ses fourriers, par force et violence, et en rompant les portes des maisons des habitans de ladicte cité, battant, frappant et injuriant les consuls et autres bonnes gens de ladicte cité, et les appelant après sesdicts gens d'armes et autres ses serviteurs à leur fournir maisons, linges, ustencilles, bois, pain, vin, foin et avoine, et la plupart de leur deppenses comme s'ils fussent en la guerre et sur les champs, et sans payer n'en faire aucune satisfaction, lesquelles choses lesdicts exposans ont supporté patiemment cuidans que icelluy comte ne tourneroit plus loger en ladicte cité, mais non content de ce n'agueres ledict comte manda prendre son logis en ladicte cité de Rodez, ainsi comme luy et ses gens avoient autrefois à loger, et pour ce lesdicts exposans envoyèrent devers luy pour luy remontrer qu'il ne devoit pas loger en ladicte cité, et que c'estoit contre et au prejudice desdictes compositions et pariage et contre les libertez et franchises de ladicte cité et desdicts exposans, et luy ont supplié qu'il luy plust d'entretenir lesdictes compositions, privileges et coutumes, ainsi que ses predecesseurs les avoient entretenus, comme luy-mesme les avoit autrefois promis de garder et entretenir, et mesmement qu'il luy plust de faire cesser sesdicts fourriers desdictes oppressions faictes et molestations dessusdictes; mais ce non obstant ledict comte, accompagné de grand nombre de gens, tant de guerre qu'autres, est entré dedans ladicte cité, et s'est fait loger par ses fourriers; enfin, furent rançonnez les logis, prenant argent d'aucuns desdicts habitans, et les autres qui ne sont capables de loger ne recevoir gens et qui n'ont qu'un seul lit pour eux et leurs femmes ont mis hors de leurs maisons, rompu et brisé les portes de leurs maisons, et fait dire et publier que ledict comte estoit seigneur de ladicte cité comme du bourg, et fait ou fait faire plusieurs et inhumaines forces, violences et molestations auxdicts exposans qui ne sont en rien subjects audict comte, sinon au regard de ladicte communication de ladicte justice qui doit estre exercée par lesdicts juges, commis tant seulement, et sans autres, comme dict est, et pour ce lesdicts exposans ne pourroient souffrir et supporter lesdictes forces, violences, molestations, interdictions et dommages, ains leur sera force de eux absenter et laisser ladicte cité, et eux en aller demeurer en estrange pays, qui seroit chose piteable et au grand prejudice de nous et de la chose publique et desdicts exposans qui sont chargés d'autres tailles et grands subsides, qui tousjours ont esté bons, loyaux et vrayz obeyssans à nous et à nos predecesseurs Roys de France, et ont souffert le temps passé plusieurs oppressions pour estre obeyssans à nous; et nous ont très-humblement supplié et requis que sur ce leur veuillions impartir nostre gracieux et convenable remede. Pourquoi nous, ces choses considerées, vous mandons et comectons par ces presentes que, s'il vous apert deuement desdictes compositions et pariage que ladicte cité appartienne audict evesque en ressort de nous sans moyen, excepté l'exercice de la justice ainsi communiqué, comme dict est dessus, que lesdicts composition et pariage ayent esté observez le temps passé par les predecesseurs

Tome XVII.

Bb ij

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Mars
1468.

desdicts evesque et comte, et ait cessé d'entrer dedans ladicte cité sans premierement qu'il ait fait le serment et hommage dessusdict, vous audict cas faites ou faites faire exprès commandement de par nous audict comte ou à son procureur et autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent à garder, entretenir et observer et faire garder et entretenir et observer icelles compositions et pariage dessusdicts de point en point, selon leur forme et teneur, ensemble aussi toutes et chascune les coutumes et anciennes observances qui ont esté gardées, entretenues et observées entre les evesque et comte de Rodez, et néanmoins aussi, à desister de soy loger ou faire loger ses gens par fourrier en ladicte cité, et faire cesser des oppressions, molestations et autres voyes de fait dessus déclarées et toutes autres, mais tout ce que ont fait ou fait faire au contraire, qu'il l'aye à revoquer et reparer et mettre tantost et sans delay au premier estat et deub, et à ce faire contraignez ou faites contraindre ledict comte et tous autres qui pour ce seront à contraindre par toutes voies et manieres deues et raisonnables, en faisant ou faisant faire inhibition et deffense de par nous et sur certaines grandes peines à appliquer audict comte ou son procureur et autres qu'il appartiendra, qu'ils n'ayent à contraindre ou faire contraindre les habitans de ladicte cité à recevoir ou recueillir en leurs hostels ou domiciles contre leur vouloir icelluy comte, ses gens, serviteurs et officiers, ne à ceste occasion les vexer, travailler ne molester, faire vexer, travailler ou molester en corps ne en biens en quelque maniere que ce soit, mais tout ce que fait ou faire auroient à contraire des inhibitions dessusdictes ils ayent à reparer et revoquer et mettre tantost et sans delay au premier estat et deub, et en cas d'opposition, lesdictes compositions et parriages estant en leur vertu, et les inhibitions audict cas tenant, et les habitans de ladicte cité demeurans en liberté de ne recevoir, ou prendre hostes en leurs maisons outre leur gré et volonté, non obstant appellations quelconques, et jusques à ce que par nostre cour de parlement autrement en soit ordonné; adjournez ou faites adjourner les opposans, refusans ou delayans à certain et compectant jour ordinaire ou extraordinaire de nostre present parlement, et si par adventure les parties ne sont pas les jours où l'on plaidera lors pour repondre auxdicts exposans sur lesdictes compositions et pariage et peines contenues en iceux et autres fins et conclusions qu'ils voudront contre luy et les circonstances et deppendances, proceder et faire en outre selon raison, et néanmoins vous informer secretement et diligemment et bien de et sur les forces, violences et oppressions indeues et autres choses dessusdictes, que plus à plein vous seront, si mestier est, baillées par escrit, par declaration, et ceux que par ladicte information ou autrement deurement vous trouverez coupables ou vehementement soupçonnez, adjournez les ou faites adjourner audict jour ou autre certain de nostredict present parlement ou du prochain advenir, non obstant, comme dessus dict, pour sur les choses dessusdictes et les deppendances repondre à nostre procureur general si partie se veut faire, et auxdicts exposans et chascun d'eux pour tant que toucher leur pourra, proceder et faire en outre selon raison, en certifiant ou faisant certifier audict jour nosdicts conseillers tenans ou qui tiendront nostredict parlement, de ce que fait en sera, ausquels nous mandons et enjoignons que aux parties ouyes fassent raison, car ainsi nous plaist-il estre fait, non obstant quelconques lectres subreptices à ce contraires. Mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjects, que à vous et chascun de vous

et à vos commis et deputez en ce faisant, obeysent et entendent diligemment, prestent et donnent conseil, confors et ayde, si mestier est et par vous requis en sont. *Données à Amboise, le dix-huitiesme jour du mois de mars, l'an de grace mil quatre cent soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Par le Roy: *L'evesque de Valence (a), le sire de la Forest et autres, presens.* DE MOULINS. (b)

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Mars
1468.

NOTES.

(a) Ce devoit être Gérard de Crussol, nommé évêque de Valence au mois de mai précédent.

(b) A ces lettres sont jointes les lettres suivantes du conseiller au parlement de Toulouse, nommé commissaire du Roi.

JEAN DE LONG ROY, conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement en Languedoc, à present scant à Toulouse, commissaire par ledict seigneur ordonné en cette partie, au premier huissier de ladite cour ou sergent royal qui sur ce sera requis, salut. Par la partie de reverend pere en Dieu, monseigneur l'evesque de Rodez, nous ait esté présenté en cette dicte ville de Rodez, les lectres de nostredicte commission, données par le Roy nostredict sire, à Amboise, le dix-huitiesme jour de mars l'an mil quatre cent soixante-huit, passé, ausquelles les presentes sont attachées sous nostre scel, nous requerant que à l'exécution d'icelles voulussions proceder selon la forme et teneur en icelles contenues. Pour ce est-il que nous vous mandons et à chacun de vous commandons que vous adjourniez le procureur de haut et puissant Prince, monseigneur le Comte d'Armagnac et dudit Rodez, pour estre et comparoir par-devant nous à la cour commune de Rodez, à mercredi prochain, heure de nidy, venir nous représenter icelles lectres en tant que besoin est, proceder et aller avant au contenu d'icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison, et sur l'intimation que compare ou non, nous procederons à ladite intimation, si faire se doit; et néanmoins, adjournez tous et chacun les temoins qui par les parties desdicts impetrans vous seront baillez par rolle et escrit, pour estre et comparoir par-devant vous en leurs propres personnes auxdicts lieu, heure et jour, dire et déposer par leur foy et serment la pure et réelle verité de ce que par nous seront interrogez sur les causes contenues en nostredicte commission, et de ce que fait aurez nous certifiez deument; de ce faire vous donnons plein pouvoir, auctorité et mandement special, et mandons et commandons à tous justiciers, officiers et subjects dudit seigneur que à vous en ce faisant obeysent et entendent diligemment. *Donné audict Rodez, sous nostre seing manuel et scel, le cinquiesme jour de Juin, l'an mil CCCC soixante-neuf.* J. DE LONG ROY.

(a) *Lettres de ratification du Traité fait entre le Roi et le Duc de Bourgogne.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 (b) Mars
1468.

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Comme le quatorziesme jour du mois d'octobre derrenier passé, en la ville de Péronne, entre nous d'une part, et nostre très-chier et très-ami frere et cousin, le Duc de Bourgogne, d'autre part, pour les causes à plain contenues, spécifiées et declairées en noz autres lectres-cy après inscrites, ait esté faicte, conclue, accordée, promise et jurée sur la vraye croix, es mains de nostre très-chier et féal amy le cardinal d'Angers et en la presence de plusieurs de nostre sang et lignaige et d'autres nobles et notables hommes tant de nostre part que de nostredict frere et cousin,

NOTES.

(a) Ord. de Louis XI, vol. E, fol. 187.

(b) La date doit être du 14 et non du 24.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 14 Mars
1468.

bonne paix, amour, union et concorde perdurablement, et de demourer à tousiours esdictes paix, amour, union et concorde (a), et aussi ayent esté accordées plusieurs choses au long declairées et spécifiées esdictes lectres, desquelles la teneur s'ensuit de mot à mot :

LOUIS XI,
à Péronne,
le 14 Octobre
1467.

(b) LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, Salut. Comme depuis certain temps en-cà, plusieurs debats, questions et differends, se soient mûs entre nous et nostre très-chier et très-amé frere et cousin, le Duc de Bourgogne, tant au moyen de ce que nostredit frere et cousin disoit, que plusieurs troubles et empeschemens lui avoient esté faicts et donnez par nous et nos Officiers, à l'encontre des transports que nous lui avons faicts par le traicté de Conflans (c), depuis icelui traicté, et autrement; et mesmement, que le traicté de paix faict à Arras (d), entre feu nostre très-chier seigneur et pere et feu nostre oncle Philippe Duc de Bourgogne que Dieu pardonne, n'avoit pas esté par nous entretenu et accompli en aucuns points, tellement qu'à l'occasion des choses dessusdictes et autres moyens et rapports tenus et faicts, les courages de nous et de nostredit frere et cousin, ont esté esmus et en desfidence (e), et ont causé rumeur de guerre et d'hostilité parmi le royaume, entre nous et nostredit frere, en telle maniere que nos sujets n'ont osé converser (f) es pays de nostredit frere ni les siens es nostres, et à ce moyen, et autrement, ont esté faictes grandes assemblées de gens de guerre, tant de nostre part que de la sienne, et si avant y a esté procedé, et les choses si prestes et préparées, qu'elles étoient disposées à toute guerre, si ce n'eust esté la grace de Dieu, et que pour obvier aux grands maulx, dommages et inconveniens, qui s'en fussent peu ensuir de part et d'autre, plusieurs nobles et notables hommes de nostre royaume, de tous estats, se sont travaillez et entremis envers nous et nostredit frere et cousin, de trouver aucuns bons moyens pour faire cesser toutes voyes de faict et d'appoincter et appaiser lesdictes questions et differends, et par ce moyen conclure, nourrir et entretenir, et garder bonne, seure, parfaite, finale et perpetuelle paix entre nous, nos pays et sujets, et nostredit frere et cousin, ses pays et sujets; à laquelle fin, et pour à ce que dict est, parvenir, nous ayons envoyé, au mois de septembre derrenier passé, Ambassadeur en la ville de Ham en Vermandois, auquel lieu nostredit frere ait pareillement envoyé de ses gens et Ambassadeurs, lesquels, de sa part, ont mis avant les doleances qu'il avoit touchant lesdicts traitez d'Arras et de Conflans, et les transports, et autres remontrances, desquelles nostredit frere et cousin se douloit, complaignoit, et requeroit y avoir provision; sur quoi plusieurs communications ont esté tenues et bonne et grande ouverture faicte, par lesdicts Ambassadeurs d'un costé et d'autre, et ladicte journée continuée et remise en cette ville de Peronne en laquelle nous et nostredit frere nous sommes trouvez, auquel lieu derechef par ceulx de nostre Conseil, lesdictes doleances, remontrances et requestes de nostredit frere et cousin, avec aucuns de son Conseil, ont esté debatues bien à plain; et

NOTES.

(a) Voir ci-dessus, page 129, note a, et les pages suivantes.

(b) Ce traicté est aussi dans le Recueil de Léonard, pages 89 et suivantes.

(c) Le 5 octobre 1465. Voir notre

lome XVI, pages 355 et suivantes.

(d) Voir encore ci-dessus, notre t. XVI, pages 155 et 156, aux notes.

(e) Défiance.

(f) Avoir des relations habituelles.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468.

finalement, avons sur icelles donné et accordé les provisions et reponses telles, en la forme et maniere que particulièrement sont contenues sur chascune doléance, remontrance et requeste de nostredict frere et cousin, escriptes à la fin de ces presentes. Savoir faisons, que nous desirant de tout nostre cœur, obvier aux grands esclandres, dommages et inconveniens qui eussent peu et pourroient advenir au moyen desdictes differences et deffidences d'entre nous et nostredict frere, voullant pourvoir à ce que nos subjects puissent vivre en bonne paix, repos et tranquillité sous nous, considerant aussi la proximité de lignaige et d'affinité en quoi nous attient nostredict frere et cousin, et pour la grande et singuliere affection que nous avons et desirops avoir à lui, et le bon et parfaict desir, vouloir et affection, que nous savons et connoissons que semblablement il a de nous complaire et faire service, ainsi que de sa propre bouche il nous a dict, avons aujourd'huy, avec nostredict frere et cousin, faict, conclu, accordé, promis, et juré sur la vraye croix, ès mains de nostre très-chier et feal amy, le Cardinal d'Angers, et en la presence de plusieurs de nostre sang et lignaige et d'autres nobles et notables hommes, tant de nostre part que de nostredict frere et cousin, et par la teneur de ces presentes, promettons et jurons bonne paix, amour, union et concorde perdurablement, et demeurer à tousjours esdictes paix, amour, union et concorde, sans jamais par quelque voye, moyen, querelle ou occasion que ce soit, faire, donner, procurer par nous ni par autre, guerre, mal, déplaisir, grief, prejudice ni dommage à nostredict frere et cousin, ses pays et subjects; et en oultre, avons promis et juré solennellement, et sur ladicte croix promettons et jurons, par cesdictes presentes, d'entretenir, garder et observer à tousjours ledict traicté d'Arras, le contenu en icelui, ledict traicté de Conflans, et tout ce qu'il contient, en tant que toucher peut à nostredict frere et cousin, et tous les dons et transports, que lors et depuis lui avons faicts, lesquels traictez d'Arras et de Conflans, en tant qu'icelui de Conflans peut toucher à nostredict frere et cousin, et aussi lesdicts dons et transports, nous tenons et voulons estre tenus pour ici repetez, connoissant et affirmant savoir et avoir d'iceulx traictez et dons, et de tout le contenu ès lectres qui en sont faictes, vraye et bonne souvenance; promettons aussi, et jurons entretenir et garder toutes les provisions et reponses faictes et données sur lesdictes doléances, remontrances et requestes de nostredict frere et cousin, déclarées en la fin de ces presentes, comme dict est, et icelles et chascune d'icelles faire mettre à due execucion, le tout selon leur forme et teneur. Et non obstant cette presente paix et reunion et le contenu esdicts traictez d'Arras et de Conflans, nous, à la requeste de nostredict frere et cousin, avons de nostre certaine science, consenti et accordé, consentons et accordons par la teneur de ces presentes, pour nous, nos hoirs et successeurs, que nostredict frere et cousin puisse tant et si longuement qu'il lui plaira, garder et entretenir et faire garder et entretenir par tous ses vassaux et subjects, toutes les alliances et aussi les traictez de treve, et l'entre-cours de la marchandise, qu'il a faicts et passez avec le Roy Edouard (a), nostre ennemi et adversaire, et le royaume d'Angleterre, pour la defense et seureté de sa personne, de son estat, de ses successeurs, de ses pays et subjects, et aussi icelles alliances et traictez que nostredict ennemi et le royaume d'Angleterre ont faites avec nostredict

NOTE.

(a) Édouard IV.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468.

frere et cousin, sans que nostredict frere et cousin, sedicts successeurs ou sedicts subjects, en puissent estre repris, blasmez ni reprochez; mais neanmoins, nostredict frere ne donnera ayde ausdicts Anglois, ayde en leurs querelles, pour envahir ou endommager nous et nos subjects en nostre royaume, ni aussi nos pays ou royaume, et ne baillera faveur de passer par ses pays, pour guerroyer, grever, ou nuire à nous, nos pays et subjects, en aucune maniere; et par cedittes paix, avons déclaré et déclarons toutes entreprises, voyes de fait, et autres choses perpetrées, advenues de tout le temps passé, à cause des differends qui ont esté entre nous et nostredict frere et cousin, tant par les citez et villes de nostredict royaume, comme par nos serviteurs et subjects, et ceulx de nostredict frere et cousin, de ses alliez, et de leursdicts serviteurs et subjects, ou qui ont servi ou tenu le parti d'icelui nostre frere cousin ou de sedicts alliez, qui seront et voudront estre compris en cette paix, pour non faictes et pour non advenues, et sans qu'à l'occasion d'icelles, aucune chose en puisse estre demandée, querellée ou imputée, ores ni pour le temps à venir en quelque maniere que ce soit, mais en tant que metier seroit, lesdictes choses avons abolies et abolissons par ces presentes, consentant et accordant en oultre par ce present traicté, que toutes et chascune les seigneuries, places, terres, heritages et possessions quelzconques, prises, occupées, saisies ou empeschées d'une part et d'autre, et autres choses perpetrées et advenues du temps passé à l'occasion desdictes differences, sont et seront rendues et restituées pleinement, franchement et quittement, à ceulx à qui elles appartiennent, lesquels y pourront entrer, les prendre et apprehender de leur propre autorité, sans aucune œuvre ou mystere de justice, ni autre consentement avoir ou requerir de nous ni de nostredict frere et cousin; et avec ce, ferons bailler et expedier nos lectres de main-levée et d'abolition, particulièrement pour les subjects de nostredict frere, et pour ceulx qui l'ont servi ou tenu son parti, ou de sedicts alliez, qui voudront les avoir; et specialement à la requeste de nostredict frere et cousin, voulons et consentons, qu'à nostre très-cher et amé frere et cousin, Philippe de Savoye, seront rendues et delivrées, les places et chasteaux, villes et terres, qui de par nous et nos gens ont esté prises et empeschées es Comté de Baugé, pays de Bresse, et autres terres et seigneuries appartenantes à nostredict frere et cousin, Philippe de Savoye, ou à ses serviteurs et subjects, et iceulx ses serviteurs et subjects, pris et empeschez, ou mis à rançon par la guerre, delivrez francs et quittes d'icelle rançon; et seront nostre très-cher et très-amé frere et cousin, le Duc de Savoye, lequel Duc et maison de Savoye nous tenons aussi pour nostre allié, et nostre très-cher et très-amée sœur la Duchesse de Savoye, et nos très-chers et amez freres et cousins, l'Evesque de Geneve, ledict Philippe, le Seigneur de Romont, et tous les autres alliez de nostredict frere et cousin de Bourgogne, leurs subjects, ceulx qui les ont servis ou tenu leur parti, compris en cette presente paix et traicté, si compris y veulent estre, auquel cas, si compris y veulent estre, lesdicts alliez tenuz seront de faire declaracion endedans le terme d'un an, et ils et chascun d'eulx jouiront de l'effect de ce present traicté et du contenu en ces presentes; si toutefois nos alliez, ou ceulx de nostredict frere et cousin, ou aucun d'eulx, ne voulussent en ladicte paix estre compris, nous neanmoins et nostredict frere et cousin, et chascun de nous, demeurons entiers en toutes nos alliances, lesquelles nous avons reservées et reservons par ces presentes, sans par ce present traicté à icelles, en tant qu'à nous ou à lui toucher peut, prejudicier aucunement; laquelle paix et lesdicts

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468.

lesdicts traictez d'Arras et de Conflans, entant qu'icelui de Conflans à nous et nostredict frere et cousin toucher peut, les dons et transports par nous à lui faicts, ensemble nos provisions et reponses par nous données et octroyées sur les doleances, remontrances et requestes de nostredict frere et cousin, et tout le contenu en cestes, nous avons promis et juré, promettons et jurons de bonne foy, sur nostre honneur et en parole de Roy, et sous l'obligacion de tous nos biens presens et advenir, pour nous, nos hoirs et successeurs, entretenir, garder et accomplir à nostre loyal pouvoir, sans jamais ores ni pour le temps advenir, faire ni venir, ni souffrir faire ni venir au contraire, directement ou indirectement, en maniere quelconque; et avec ce, au cas que par nous ou par aultre, de nostre sceu ou consentement, directement ou indirectement, ladicte paix seroit enfreinte ou contrevenu au contenu en ces presentes et esdicts traictez d'Arras et de Conflans, en tant qu'à nostredict frere et cousin icelui traicté de Conflans peut toucher, ou esdicts transports, dons et provisions par nous faicts à nostredict frere et cousin, ou que fussions refusans ou en demeure de faire mettre nostredict frere et cousin en possession paisible et jouissance des choses contenues et declarées esdicts traictez et es lectres desdicts transports et dons, ou de tout, en tant qu'à nous peut toucher, et ce qui est accomplissable de nostre part, executer ou faire executer dument, selon la forme et teneur de ces presentes et des lectres sur lesdictes provisions à nous aujourd'hui octroyées, ou que par nous fust fait ou donné aucun destourbier ou empeschement à l'encontre et au contraire desdicts traictez, transports, dons, provisions et autres choses ou l'une d'icelles, en ces presentes declarées, nous avons consenti, traicté et accordé, consentons, traictons et accordons à nostredict frere et cousin, pour lui, ses hoirs et ayans cause, que ils, leurs vassaux et sujets, soyent et demeurent quittes et absous perpetuellement et à tousiours, des foy et hommage, services et sermens de fidelité, de toute obeysance, sujecion, ressort et souveraineté, qui par lui, ses hoirs et ayans cause et sesdicts vassaux et sujets, nous sont et seront dus à cause des duché, comtez, pays, terres et seigneuries, qu'il tient ou tiendra ci-après de nous, à cause de nostre couronne et de nostre royaume, et sous la dessusdicte peine, à savoir, que nostredict frere et cousin, ses hoirs et successeurs, ses feaulx et sujets qu'il a et aura en nostredict royaume, seront quittes et absous perpetuellement desdictes foy et hommage, services et sermens de fidelité, d'obeysance, ressort et souveraineté; nous avons promis et juré, promettons et jurons, que les provisions par nous accordées à nostredict frere et cousin, ci-apres declarées, qui sont en prompte et preste execution, desquels de date d'aujourd'hui, avons fait expedier nos lectres, nous serons icelles nos lectres verifier et enteriner par ceulx et où il appartiendra et sans aucun delai, et tout le contenu en icelles dument executer, et par ceulx de nos officiers qu'il appartiendra mettre nostredict frere et cousin en paisible possession et jouissance des choses contenues et declarées esdictes reponses et lectres de provision, accordées sur les doleances et remontrances de nostredict frere et cousin; et au regard des autres provisions, qui ne se peuvent mettre prestement à execution, fors que par delivrance des lectres, lesquelles aussi nous avons fait expedier de la date du jourd'hui, nous avons promis et promettons, sous la mesme peine, de faire enteriner lesdictes lectres, en tant que metier est, et de faire et procurer estre fait de nostre part et en tant qu'à nous toucher peut, que en dedans de trois ans ensuivant la date de cestes (lequel temps, nous et nostredict frere et cousin pourrons

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468.

concordablement et de l'assentement de nous et lui prolonger), les proceez et differends desquels est faicte mencion esdictes reponses, provisions et lectres, seront appointez, decidez et determinez à fin due par les commissaaires, arbitres et superarbitres, ou autres qu'il appartiendra, selon la forme et teneur d'icelles reponses, provisions et lectres. Et sera appointé, jugé et déterminé, d'entretenir, accomplir, garder et observer si avant que nous touchera et toucher pourra, et ce que appointé, jugé et décidé sera, exécuter dans six mois et pour tous delais, apres le jour et ensuivant le jour de la prononciacion desdicts jugemens, decisions ou appointemens; et aussi, exécuter ou faire exécuter, accomplir, entretenir, garder et observer tout ce que nous sommes tenus, devons et avons promis de faire, contenu et déclaré esdicts traictez, transports, dons et provisions, et en ces presentes, sans de nostre costé, en tant qu'à nous touche ou peut toucher, y faire, donner, ou souffrir faire ou donner aucun destourbier ou empeschement; et si par nos officiers ou aultres, pour et au nom de nous, aucun destourbier, retardement ou empeschement fust donné à nostredict frere et cousin es choses dessusdictes ou aucunes d'icelles, nous, et sous la mesme peine, promettons et jurons, que dedans un an apres que de la part de nostredict frere et cousin en serons requis et sommez, le ferons reintegrer et reparer, et le tout remectre en estat du et tel qu'il appartiendra, selon la forme et teneur desdicts traictez, transports, dons, et lectres desdictes provisions. Et outre plus, avons consenti et accordé, consentons et accordons, que les Princes de nostre sang, tels que vouldra nommer et avoir nostredict frere et cousin, jureront et promettront sur leur foy et honneur, d'entretenir et garder ladicte paix et tout le contenu en cestes, sans rien faire ni souffrir faire au contraire, et qu'ils et chacun d'eulx assisteront et serviront nostredict frere et cousin à l'encontre de nous en leurs personnes, de toute leur puissance, et de leurs pays et subjects, au cas que par nous ou par aultre, de nostre sceu et consentement, ladicte paix soit enfreinte ou contrevenu au contenu en cestes, et dès maintenant, leur commandons et expressement enjoignons d'ainsi le faire et en bailler leurs lectres et scellez, en forme due, à nostredict frere et cousin, sans delai, contredict ou difficulté, et declaron qu'au cas de ladicte infraccion et du contrevenement à ces presentes, lesdicts Princes seront et demeureront quictes, absous et exempts envers nous et nosdicts successeurs, de tous sermens, devoirs et services, qui par eulx ou leursdicts subjects nous sont dus, et dès maintenant audict cas, les en quictons, absolvons et exemptons, et leur commandons et ordonnons par la teneur de cestes, qu'ils sans meprendre envers nous et nosdicts successeurs, servent audict cas nostredict frere et cousin contre nous, comme dict est, et desquels consentement, ordonnance, absolucion ou quittance, nous promettons bailler nos lectres à nostredict frere, pour chacun desdicts Princes qu'il nommera, requerra ou vouldra avoir pour sa seureté; et pour l'observation, entretenement et accomplissement des choses dessusdictes et de chacune d'icelles, nous avons renoncé et renonçons par ces presentes à tous privileges donnez à nous, aux Roys et à nostre royaume de France, et dont pourrions user, pour non estre contraincts par les censures de l'esglise ou aultrement, et aussi à toutes dispensacions que pourrions obtenir de nostre Saint Pere, des Saintes Conciles generaux ou d'autres constitutions, edicts royaux ou ordonnances quelzconques, faicts et à faire, contraires ou prejudiciables à ces presentes ou aucunes d'icelles, et à toutes excepcions que nous ou nos successeurs pourrions alleguer, tant de faict comme de droit

ou autrement, et mesmement à l'exception du droict qui dict que la generale renonciacion ne vaut, si la speciale ne precede, et tout, sans fraude, barat, ou mal-engin; et avec ce, nous avons soumis et soumections, nous, nos hoirs et successeurs, nos biens et les leurs, à la jurisdiction et cohercion ecclesiastique, à savoir, de nostre Saint Pere, du Saint Siege Apostolique, des Saints Conciles generaux à venir, pour par nostre Saint Pere, ledict Saint Siege et Conciles generaux, et par chacun d'eulx, estre contrains par toutes censures d'esglise, à savoir, d'excommuniement, agravacion, reagracion, interdict en nostredict royaulme et autres nos terres et seigneuries, et plus avant en la forme et ainsi que la censure d'esglise se pourra etendre, lequel nostre Saint Pere et ses successeurs, nous avons eslu, eslisons et acceptons pour nostre juge, pour connoistre et decider tous differends qui pourroient estre à cause de ce present traicté.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468.

S'ensuivent les doleances, remonstrances et requestes de nostredict frere et cousin, avec les provisions et responses par nous à lui accordées sur chascune d'icelles.

Ce sont les remonstrances et doleances faictes par les Ambassadeurs de Monsieur le Duc de Bourgogne, et les responses faictes de la part du Roy, à la journée tenue à Ham en Vermandois, le mercredi vingt-uniesme jour du mois de septembre, l'an mil cccc lxxvii, et entretenue jusques au jeudi xxix.^e jour dudict mois ensuivant, et depuis continuée et remise en la ville de Peronne, en ce present mois d'octobre audict an soixante huit.

Et premierement touchant les fief et hommaiges des comtés de Ponthieu et autres, &c. (a).

Toutes les provisions et responses sur chascun article, ainsi que cy-devant sont escriptes, spécifiées et declairées, ont esté accordées et acceptées par le Roy et Monsieur le Duc de Bourgogne, eulx deux estans en la ville de Peronne, le quatorziesme jour d'octobre l'an mil cccc soixante huit.

Sy donnons en mandement à noz amez et feaulx chancellier et gens de de nostre grant conseil, les gens de nostre parlement, gens de nos comptes, tresoriers de France, generaulx de la justice, baillys, seneschaulx et à tous aultres nos justiciers et officiers quelzconques, presens et advenir, leur lieux-tenans, et à chascun d'eulx en droit soy et si comme à lui appartiendra, que le contenu en ces presentes et aussi ès articles et appointemens cy-dessus specifiez et declairez, ils entretiennent, gardent, observent et accomplissent, et à ceulx qu'il appartiendra facent entretenir, garder, observer et accomplir de point en point, inviolablement et sans faire ne souffrir faire aucune chose au contraire; et mesmement ausdicts gens de nostre grant conseil et ausdicts gens de nostre parlement, gens de nos comptes, tresoriers et generaulx de la justice, que cesdictes presentes et tout le contenu en icelles et esdicts appointemens ils publient et enregistrent, et les facent publier et registrer partout où il appartiendra, nonobstant quelzconques ordonnances par nous faictes ou à faire de non aliener ne mettre hors de nos mains le domaine de nostre couronne, les peines et astrinccions indictes et seremens

Suite du Traicté
de Péronne.

NOTE.

(a) Voyez les lettres royales, successive-
ment imprimées, ci-dessus, pages 129 et suiv.;

Tome XVII.

elles ont toutes pour objet de satisfaire à des
demandes du Duc de Bourgogne.

C c ij

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars
1468,

faicts par les gens de nostredict parlement, lesdits gens des comptes et autres nos officiers quelzconques, et lesquels ils ont pu faire en general et en particulier soubz quelzconques formes de parolles qu'elles soyent faictes ou escriptes, par lesquelles l'on voudroit ou pourroit empescher l'effect, accomplissement et entretenement de cescdictes presentes et desdicts appointemens, lesquelles ordonnances, restrinecons, promesses, obligacions et seremens, nous, pour bien de paix, ne voulonz derroguer ne prejudicier aux choses dessusdictes, et desdictes promesses, seremens ou autres obligacions que nosdicts officiers pourroient avoir envers nous au contraire de ce qui dict est, nous les tiendrons et tenons par cescdictes presentes et en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes et souffisamment deschargez. Et pour ce que de cescdictes presentes l'en pourra avoir à faire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles faict soubz scel royal et collacioné et signé par l'un des greffiers de nostredict parlement ou de ladicte chambre des comptes, foy soit adjoustée comme à l'original. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre scel. *Donné audict lieu de Péronne, le quatorziesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et sept, et de nostre regne le septiesme.* Sic signatum super plicam : LOYS. *Par le Roy en son Conseil : J. DELALOERE.*

Suite des Lettres
de
ratification.

Et par nous ait esté dict et accordé à nostredict frere et cousin, ledict traictié de paix et tout le contenu en iceluy voloir confermer et de ce en bailler nos lectres patentes, scellées de nostre grant scel. Savoir faisons que nous, desirans de tout nostre cœur entretenir bonne paix, amour, union et concorde entre nous et nostredict frere et cousin, et icelle persister et perseverer de nostre part à l'honneur de Dieu et solagement de nous, de nostre royaume et de nos subjects, veues par nous et aucuns des princes de nostre sang et les gens de nostre grant conseil estans lès nous lesdictes lectres et tout le contenu en icelles, et sur tout le contenu avec culx et autres nobles hommes de nostre royaume eu meur advis et grande deliberacion de conseil, et pour plusieurs causes et consideracions à ce nous mouvans, et de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, pour nous, nos hoirs et successeurs ès royaume, pays, terres, seigneuries, vassaulx et subjects, ledit traictié de paix, reunion et accord, faictz entre nous et nostredict frere et cousin le duc de Bourgogne et tout le contenu esdictes lectres faictes dudict traictié avons loué, gréé, ratifié, confirmé et approuvé, et par la teneur de ces presentes louons, greons, ratifions, confermons et approuvons; et d'abondant, et en tant que besoing est, de rechief faisons, passons, accordons et concluons par ces mesmes presentes pour nous, nosdicts hoirs et successeurs ès royaume, pays, terres et seigneuries, avec nostredict frere et cousin pour lui, sesdits hoirs et successeurs, ledit traictié de paix, union et accord, et tout le contenu ès lectres d'icelui, promectans de bonne foy et en parole de roy et soubz l'obligacion de tous nos biens presens et avenir, pour nous, nos hoirs et successeurs, tenir, garder, entretenir et accomplir perpetuellement et à tousjours sans fraude, decepcion ou mal engin, ledit traictié de paix et toutes les choses spécifiées et declairées esdictes lectres et chascune d'icelles, sans jamais faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, directement ou indirectement, couvertement ou en appert, en quelque maniere que ce soit, soubz les peines et censures contenues et declairées audict traictié, nous submectans, quant à ce, aux censures, cohercions, contrainctes et peines declairées esdictes lectres dudict traité. Sy

donnons en mandement à noz amez et feaulx les gens de nostre parlement et de noz comptes, tresoriers de France, generaulx tant sur le fait et gouvernement de nos finances que sur le fait de la justice de nos aydes à Paris, que ceste presente confirmation, ratification, approbacion et octroy, ilz publient, verifient et enterinent, et facent publier, verifier et enteriner par tout où il appartiendra, et icelle entretiengnent, gardent et observent, et par tous noz bailliz, prevotz, seneschaulx et autres noz justiciers, officiers et subjects quelzconques cui ce regardera, la facent entretenir, garder et observer inviolablement et à tousjours, sans enfreindre ne faire ou souffrir faire aucune chose au contraire, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens, constitucions et edicts royaulx, defenses, peines, astrinccions et seremens faicts par noz officiers au contraire; car ainsy nous plaist-il et le voulons estre fait. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné en nostre ville d'Amboise, le xxiiij.^e jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: Par le Roy. J. BOURRE.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 24 Mars,
1468.

Et erat scriptum: *Lecta, publicata et registrata, presente Procuratore generali regis, et non contradicente. Actum in Parlamento die xvij.^a Maii, anno M.^o cccc.^o LXIX.^o*

(a) *Permission accordée à Louis, batard du Maine, de rétablir et fortifier un Château démolí pour cause de rebellion envers le Roi.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 27 Mars
1468.

LOYS, par la grâce de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir reçue l'umblé supplicacion de nostre cousin Loys batard du Maine, contenant que, entre ses aultres terres et seigneurics, il est seigneur du Chastel, chastellenie, terre et seigneurie de Sainte Neomaye, située et assise en notre pays et conté de Poictou, par don et transport à luy fait par nostre très-chier et très-ami oncle et cousin le conte du Maine (b), lequel a gaignée et obtenue ladite seigneurie par arrest de nostre court de Parlement, contre Jehan, seigneur d'Usson, et Jehan, seigneur de la Rochefoucauld et leurs femmes à cause d'elles, et lequel chastel de Sainte Neomaye estoit anciennement ung très-bel chastel de garde et fortification, et est situé et assis en pays de frontière, distant de nostre ville de la Rochelle de douze lieues ou environ, et auquel lieu de Sainte Neomaye a beau bourg et ancien et plusieurs habitans, en iceluy, et y a plusieurs villages à l'entour; aussi est ladicte chastellenie de grande estendue et spacieuse; et fut ledict chastel de Sainte Neomaye par long temps tenu et occupé par Jehan de la Roche, en son vivant sénéchal en nostredict pays et conté de Poictou, durant lequel temps et paravant iceluy ledict chastel de Sainte Neomaye estoit en très-bonne fortification pour le retrait des manans et habitans de ladicte chastellenie et du pays

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 196, pièce 75. La pièce 3, du même registre, offre des lettres du mois de mars aussi 1468, pour réparer et fortifier la ville de Ruffect (en Berry).

(b) Nous en avons parlé, plusieurs fois, dans le volume précédent. Voir la table de ce volume, pages 866 et 867.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 27 Mars
1468.

circonvoisin, et deffensable pour résister aux entreprises de nos ennemis ou adversaires, et jusques à ce que, au moyen de certaines desobeysances et rebellions faites et perpetrées par ledict feu Jehan de la Roche à défunt de bonne mémoire nostre très-chier seigneur et pere que Dieu absoille, iceluy chastel fut, en signe de perpetuel memoire de ladicte rebellion et desobeysance, abatu et demoly et l'a tousiours esté jusques à present que nostredict cousin, pour la tuicion et deffense et fortification dudict pays, qui est pays de frontiere, comme dessus est dict, et la retraicte de ses hommes et subgets, nous a requis lui donner congié et licence de le fortifier et emparer. Pourquoi nous, ces choses considerées, actendu ce que dict est, et que ledict chastel est situé et assis en pays de frontiere, comme dessus est dict, et en recognoissance de plusieurs grands et recommandables services à nous faicts par nostredict cousin, à iceluy nostre cousin, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, de grace especial, plaine puissance et autorité royale, congé, licence, pouvoir et faculté de reffortifier et remparer ledict chastel, et le faire bastir, construire et edifier où il estoit anciennement ou ailleurs, se bon luy semble, audict lieu de Sainte Neomaye, et le faire fort de tours, creneaulx, barbecannes, ponts levis et autres fortifications quelzconques, tout ainsy que bon lui semblera, pour la fortification de nostredict pays et retraicte des hommes et subgets de ladicte chastellenie, du pays circonvoisin, et utilité de la chose publique d'iceluy pays et de nostredict royaume, non obstant la dessusdicte demolition. Sy donnons en mandement par ces presentes au seneschal de Poictou, et à tous nos aultres justiciers ou à leurs lieulxtenans presens et à venir, et à chacun d'eux si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace, congé, licence et octroy, pouvoir et faculté, ils facent, seuffrent et laissent, nostredict cousin suppliant joyr et user plainement et paisiblement, sans luy faire ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destoubrier ou empeschement en aucune manière au contraire, ains si fait, mis ou donné luy avoit esté ou estoit, le ostant ou facent oster et mestre tantost et sans délay au delivre et au premier estat et deu, en contreignant ou faisant contraindre à ce tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voies et manieres deues et raisonnables. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mestre nostre scel à ces presentes, sauf en aultres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné en nostre chastel d'Amboise, le xxvij. jour de Mars, l'an de grace mil cccc lxxviii, avant Pasques, et de nostre regne le viij.* Ainsy signé : *Par le Roy, en son conseil, S. DES VERGIERS, Visa.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Mars 1468.

(a) *Établissement de deux Foires annuelles à Tournon.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme nostre bien-amé et féal conseiller, Jacques, seigneur de Tournon, nous ait dict et remonstré que sa ville de

NOTE.

(a) Trésor des chartes, reg. 197, pièce 78. de Pestel, Guy de Baucier et Olivier de
Il y a aussi, reg. 195, n.º 19, 21 avril 1468, Fontanges.
des lettres de concession de foires pour Guy

Tournon est assise en bon pays sur la rivière de Rosne, en laquelle affluent plusieurs gens, et à ceste cause pour augmenter sadicte ville, y feroit volontiers tenir deux foires chacun an, c'est assavoir l'une le jour de la decollacion de Saint Jehan-Baptiste, et l'autre le jour de Saint Vincent, se nostre plaisir estoit sur ce luy donner nos lectres de congié et licence, humblement requerant icelles. Pourquoi nous, ce consideré, et que à quatre lieues à la ronde dudict lieu de Tournon ne se tiennent aucunes foires esdicts jours, à iceluy sieur de Tournon, pour ces causes, inclinans à sa priere et requeste, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist de grace especialle, plaine puissance et auctorité royalle, par ces presentes, qu'il puisse et luy loise faire tenir audict lieu de Tournon, dores en avant à tousiours-mais perpetuellement, lesdictes deux foires par chacun an, ausdicts jours de la decollacion de Saint Jehan-Baptiste et Saint Vincent, et icelles foires faire cryer et publier ès foires, marchés et assemblées, et ès bonnes villes et places marchandes d'environ et partout ailleurs où il appartendra, et que pour raison desdictes foires il joyse de tels droicts et privileges dont les autres seigneurs ayans foires en leurs terres et seigneuries ont accoustumé de joyr et user. Si donnons en mandement à noz amez et feaulx gens de noz comptes, aux seneschal de Beaucaire et de Nismes, bailly et juge de Vivaroys, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que de nos presens grace, congié, licence et octroy, ils facent, seuffrent et laissent ledict seigneur de Tournon et ses hoirs et successeurs, joyr, user plainement et paisiblement, sans leur faire mectre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, ne aux marchands qui viendront et frequenteront ausdictes foires, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours-mais, nous avons fait mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsy signé : *Par le Roy, les sires de Chastillon, de la Forest et de Saint-Pric, et autres presens.* L. TOUSTAIN. *Visa Contenor, J. DUBAN (a).*

LOUIS XI,
à Amboise,
Mars 1468.

NOTE.

(a) Il y eut, en 1468, beaucoup de lettres de rémission accordées, aux mois d'octobre et suivans; on les trouvera au registre 195 du Trésor des chartes, n.^o 106

et suivans. Il y en a plusieurs aussi de 1469, 1470 et 1471. Le registre 195 renferme à lui seul plus de 1600 lettres de rémission.

(a) *Droit accordé aux Seigneurs de Mathe-Felon (b) d'y construire et tenir une grande Garenne.*

LOUIS XI,
à Baugé,
le 12 Avril
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens Let advenir, nous avoir receue l'umblé supplicacion de nostre chiere et bien amée Margerie de Crehalet, damoiselle, femme de nostre bien amé pennetier Hardoin de la Touche, escuier, seigneur des Roches Tranchelion,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 197, pièce 82.

(b) En Touraine.

LOUIS XI,
à Baugé,
le 12 Avril
1469.

contenant que, avant le mariage d'elle avec ledict de la Touche, elle avoit acquis le fié, féage, terre et appartenances de Mathe-Felon et le fié Marin, situez en l'isle de Verron, près Chinon, tenus en fiefs du chastel d'Usseel, lequel féage et appartenances qui est es appartenances de nostre garenne et territoire, est bien disposé à garenne à lieures et connilz, et à ceste cause auroit entencion ladicte suppliante d'en y faire edifier une de dix arpens de terre, mais elle ne le pourroit ne oseroit faire sans avoir sur ce congié et licence de noz commis; elle nous a faict dire, en nous requerant humblement, actendu que elle a lieu grant, spacieux et bien disposé à repaire de lieures et connilz, et auront iceulx connilz grand espace pour leur esbat en ladicte terre sans ce que iceulx connilz portent grant dommaige aux voisins, il nous plaise sur ce lui octroyer nosdicts congié et licence et lui impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerées et mesmement en faveur de nostre très-chiere et très-amée tante et cousine la royne de Secille qui nous a faict sur ce requerir, et aussi ladicte Margerie de laquelle avons bien congnoissance, à icelle Margerie de Crehalet, avons pour ces causes donné et octroyé, donnons et octroyons de grace especialle, plaine puissance et auctorité royalle, par ces presentes, congié et licence de faire et edifier en sadicte terre et appartenances de Mathe-Felon, une garenne à lieures et connilz, contenant dix arpens de terre et au-dessous, en un terrain et en son fons et terre, et qu'elle et ses successeurs, seigneurs et dames de ladicte terre de Mathe-Felon la puissent tenir deffensable, comme garenne ancienne, sans ce que aucun y doye ne puisse chasser en quelque maniere que ce soit, se ce n'est du vouloir d'elle et des siens, sur peine d'admonde; tout ainsi que font et ont accoustumé faire les aultres ayans garennes anciennes oudict pays. Sy donnons en mandement au baillif de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine, et à tous noz aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que ladicte Margerie et sesdicts hoirs et successeurs ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens don et octroy, et s'aucun empeschement ou destourbier leur y estoit faict ou donné au contraire, ores ou pour le temps advenir, si l'ostent ou facent oster et mettent chascun en droict soy incontinent et sans delai, au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Baugé, le xij.^e jour d'Avril, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, après Pasques, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsy signé : *Par le Roy, le sire de Linieres, et autres presens.* DELALOERE. Visa Contentor, DUBAN. (a)

NOTE.

(a) Nous trouvons encore, sous la date du mois d'avril, des lettres d'amortissement de la terre de Choisy pour l'abbaye de Notre-Dame, près de Senlis, reg. 196, n.^o 7. Nous trouvons sous la même date, des lettres de pardon accordées par le Roi et rejetées par la Cour des aides à qui on les avoit adressées; nous n'en ferions pas mention ici, sans ce refus: la grâce du Roi ne fut pas seulement repoussée; on prononça une condamnation. Entre le procureur général du Roi sur le fait des

aides, porte l'arrêt, demandeur en cas d'excès et d'abus, et Guillaume Durand requérant l'entérinement de lettres de pardon par lui obtenues du Roi, vu par la cour, &c. &c. il sera dit que lesdites lettres ne seront point entérinées; et pour les délits et abus commis par le défendeur, la cour l'a condamné envers le Roi, en l'amende de trois cents livres, et à tenir prison jusqu'à pleine satisfaction, et aux frais de justice. L'arrêt est du lundi 24 avril 1469.

(a)

(a) *Concession de la Guyenne, pour apanage, au frère du Roi (b).*

LOUIS XI,
à Amboise,
Avril 1469 (c).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme tantost après nostre advenement à la couronne, nous eussions baillé à nostre très-chier et très-amé frere Charles, pour partie de son apanage, les pays et duché de Berry, et depuis, sur plusieurs differans et voyes de faict meuz entre nostredict frere et autres seigneurs de nostre sang et nous (d), et pour icelles appaiser, eussions esté requis en grant instance de la part desdicts seigneurs, de bailler à nostredict frere le pays et duchié de Normandie (e), ce que, pour obvier aux grans dangiers et inconveniens où les choses estoient lors, feismes et accordasmes et en baillasmes noz lectres qui furent expédiées en nostre court de parlement et en la chambre des comptes; mais tantost après, considerans le grant et excessif apanage faict et baillé à nostredict frere, en lui faisant le bail et transport dudict duchié de Normandie, eussions recouvré en nostre main reaument et de faict ledict pays et duchié de Normandie, et à ceste occasion se soyent meuz de grans rumeurs, questions et differans entre nostredict frere et nous, dont s'estoient et se pouvoient ensuir plusieurs grans esclandes, voyes de faict et autres inconveniens en nostre royaume pour lesquelles appaiser et pacifier, nostre très-chier et très-amé neveu le Duc de Bretagne (f) et aucuns autres seigneurs et notables hommes se sont travaillez tant envers nous que envers nostredict frere, et ont faict plusieurs ouvertures pour parvenir à ladicte pacification, et avons esté requis, de la part de nostredict frere, de luy octroyer, bailler et delivrer pour sondict apanage, le pays et duchié de Guyenne (g), et autres pays, droicts et revenus ci après declairés. Nous, desirans bonne paix et union estre faicte entre nous et nostredict frere, afin de obvier aux dangiers et inconveniens qui eussent peu venir à cause desdictes questions et differans, et pour nourrir bonne paix, amour et concorde entre nous et luy, et ad ce qu'il ait de quoy maintenir son estat honnorablement, ainsy qu'il appartient à nostre seul frere, et qu'il se puisse mieulx employer au service de nous et à la tuicion et defence du royaume, à quoy il est disposé et enclin de tout son cuer, ainsy qu'il nous a fait sçavoir, voulans luy complaire et obtemperer à la requeste qui de sa part nous a esté sur ce faicte, à icelluy nostre frere avons baillé,

NOTES.

(a) Registres du Parlement de Paris, Ordon. de Louis XI, vol. E, fol. 200 r.^o-202 v.^o Registres du Parlement de Bordeaux, étant à la Bibliothèque du Roi, page 37. Manuscrits de Brienne, pages 357 et suiv.

(b) Charles, Duc de Berry, de Normandie ensuite, et devenu, par ces lettres, Duc de Guienne.

(c) Pâques fut le 2 avril, en 1469.

(d) Voir le tome XVI, pages 378 et suiv.

(e) Par des lettres du mois d'octobre 1465. Voir le tome XVI, pages 394 et suiv.

(f) François II.

(g) Par le traité de Péronne, le Duc de
Tome XVII.

Normandie devoit avoir en échange la Champagne et la Brie; mais Louis XI, qui sentoit tout ce qui pourroit en résulter contre lui, par le voisinage de ce pays à la Bourgogne et l'alliance possible des deux princes, n'avoit rien oublié pour obtenir que son frère acceptât la Guienne, éloignée des États d'un souverain qu'il redoutoit. C'est pour s'être mis en opposition à l'intérêt et aux desirs du Roi, que le cardinal d'Angers (Balue) et l'évêque de Verdun furent emprisonnés et dépouillés de leurs biens. Voir les Preuves de l'Histoire de Bourgogne, tome IV, pages 258 et suiv.

D d

LOUIS XI,
à Amboise,
Avril 1469.

cedé, transporté et delaisié, baillons, cedons, transportons et delaissons, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, pour sondict appanage, le pays et duchié de Guyenne, en tant que ledict pays et duchié s'étend et comporte oultre la rivière de la Charente generalmente et universalement, le pays et seneschaucie d'Agenois, le pays et seigneurie (a) de Perigort, le pays et seigneurie de Quercy, le pays, conté et seneschaucie de Xaintonge, la ville et gouvernement de la Rochelle et le pays et bailliage d'Aulnis (b), avec toutes leurs appartenances et appendances, tant en citez, villes, chasteaulx, forteresses, fleuves, rivières, ports, havres, tant de mer que de eaulx douces, naufrages, droictz et hommages, fiefz et arriere fiefz, hommes, vassaulx et subgetz, avec tous les droictz, prouffiz et revenues que y avons et prenons et pourrions avoir et prendre tant ordinairement que extraordinairement, generalement et universalement sans aucune chose y reserver ne retenir, sauf seulement le ressort par appel, la foy et hommage et les hommages de la conté de Foix et de la conté d'Armignac, ainsi qu'il est par après declairé; et pourra nostredict frere commectre et ordonner receveurs, esleuz et autres officiers pour les deniers et finances extraordinaires telz que bon lui semblera, ainsi comme nous pourrions faire, et aussi establir et ordonner chambre des comptes pour l'audicion, closure et affinement des comptes des receveurs desdicts pays, de tous deniers et receptes tant ordinaires que extraordinaires; et pareillement pourra eriger et mettre sus chambre des generaulx de la justice des aydes, et y commectre et ordonner telz officiers que bon lui semblera, pour congnoistre, discuter et determiner toutes questions et procès venans et procedans des tailles et aydes et autres deniers extraordinaires desdicts pays, pour desdicts duchié, terres et seigneuries dessus dictes, joyr et user en tout droict et prerogative de parrie et appanage de France par nostredict frere et ses hoirs masles, et les hoirs masles de ses hoirs masles descendans d'eulx en loyal mariage, sans aucune chose y reserver ne retenir à nous fors seulement les foy et hommage, et le ressort en nostre court de Parlement à Paris des appellacions venans et procedans des grans jours qui seront tenuz de par nostredict frere esdictz pays et seigneuries par nous à lui transportées; et pourra nostredict frere ordonner, establir et faire tenir ses grans jours en tel lieu de cesdicts pays, terres et seigneuries ainsi par nous à lui bailliées et transportées que bon lui semblera, et iceulx faire tenir toutes fois et par tel nombre de presidens et conseillers qu'il vouldra, auxquels grans jours ressortiront et pourront ressortir par appel les causes d'appel de tous les pays et seigneuries, lesquelz à cause dudit appanage lui avons bailliées et transportées (c), sauf aussi et reservé les foy et hommages de la conté

NOTES.

(a) *Seneschaucie*. Manuscrits de Brienne. Pour le Quercy, *seneschaucie* également.

(b) Cependant, la Rochelle en particulier avoit été déclarée irrévocablement unie à la couronne, par des lettres de Charles V, au mois de janvier 1372; ces lettres même annoncent que le Roi ne fait que confirmer un privilège anciennement établi : *de novo concedimus quod iidem habitatores et successores sui nunquam in aliud demanum seu jurisdictionem quam nostri et successorum nostrorum re-*

gum Francie transferantur. Tome V, page 572, art. 2. Aussi le maire de la Rochelle s'opposa-t-il d'abord à la prise de possession au nom du Duc de Guienne, en disant qu'il avoit juré de conserver la ville au Roi et à ses successeurs, et qu'il ne pouvoit reconnoître, en conséquence, un autre seigneur que lui.

(c) Dans le registre du Parlement de Bordeaux, page 44, il est observé qu'à raison de cette faculté donnée par le Roi à son

d'Armignac et de la conté de Foix; mais au regard de toutes les autres terres et seigneuries que les Contes d'Armignac et de Foix tiennent en fief des pays et seigneuries par nous baillées et transportées à nostredict frere pour sondict appanage, nous voulons et entendons que lesdicts Contes d'Armignac et de Foix en facent hommage à nostredict frere selon la nature desdicts fiefs. Et pour faire la delivrance et bail desdicts pays, terres et seigneuries, citez, villes, chasteaulx et forteresses, de tous les droicts et appartenances d'icelles comme dict est dessus, nous baillerons nos lectres de commission à commissaires notables qui feront ladicte delivrance (a) et en bailleront la possession à nostredict frere ou à ses gens et commis dedans la fin du mois de may prouchain venant; et ou cas qu'il y auroit aucunes choses à parfaire et accomplir dedans ledict temps, nous le ferons et accomplirons ou ferons faire et accomplir dedans le xvj.^e jour de juin prouchain après ensuivant au plus tart; toutes et chascune lesquelles choses dessus declairées, nous avons promis et promettons de bonne foy et en parolle de Roy, et avons juré et promis, jurés et promettons sur les saintes reliques de la vraie croix (b) et aultres par nous touchées, et sous les censures, juridicions et cohercions du Sainct siège apostolique, à quoy nous nous sommes soumis, faire, tenir et accomplir de point en point selon leur forme et teneur, sans jamais faire, venir ne procurer estre fait directement ou indirectement aucune chose au contraire, moyennant et pãrmi ce que nostredict frere de sa part renoncera à tout droict d'appanage et partage qui lui pouvoit ou pourroit competer et appartenir à cause de la succession de feu nostre très-chier seigneur et pere et de feue nostre très-chiere dame et mere le Roy et la Roynes que Dieu absoille, et d'yceulx il se deportera sans jamais quelque chose y demander, et spécialement renoncera aux appanages par nous à luy autresfois faicts des duchies de Berry et de Normandie et à tout le droict qu'il pourroit pretendre en iceulx, et nous rendra et restituera toutes les lectres, titres et enseignemens qu'il a desdicts appanages et des droicts qui en dependent, lesquelles, en baillant ces presentes, nostredict frere mettra et baillera reaument et de fait ès mains de nostre très-chier et très-ame nepveu le Duc de Bretagne, lequel promettra et s'obligera sous son scel, nous les rendre et restituer ou à nos commis et deputez incontinent que nostredict frere ou gens de par lui auront eu la possession desdicts duchie de Guyenne et autres pays, villes, terres et seigneuries dessus declairées. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez et feaulx les gens tenans et qui tendront nostre Parlement, les gens de nos comptes et tresoriers et les generaulx sur le fait de nos finances, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans,

LOUIS XI,
à Amboise,
Avril 1469.

NOTES.

frère d'établir une chambre des grands jours, Louis XI transporta le Parlement à Poitiers. Le temps de cette translation fut d'environ trois ans; et le nombre d'officiers s'étant trouvé insuffisant, parce que plusieurs ne s'étoient pas rendus dans cette ville, le Roi en prit occasion pour créer deux nouveaux présidens et plusieurs conseillers. Voyez ci-après, les lettres de translation, juin 1469, et celles de juin aussi, 1472, qui rétablissent le Parlement à Bordeaux, lettres d'après les-

quelles l'auteur de la note écrite sur le registre, conjecture que, pendant son séjour à Poitiers, le Parlement connut des causes du Poitou et des pays circonvoisins jusqu'à la Creuse.

(a) Le Roi nomma, pour commissaire, Louis de Crussol, son chambellan et sénéchal de Poitou; et le Duc de Guienne, Odet d'Aidie, sieur de Lescun.

(b) On lit, dans les manuscrits de Brienne, pages 369 et 370, le serment du Roi et celui du Duc de Guienne.

LOUIS XI,
à Amboise,
Avril-1469.

presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que nostredict frere et sesdicts hoirs masles, comme dict est, ils facent, souffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement desdicts duchié de Guyenne, ensemble des autres pays, villes, terres, places et seigneuries dessus dictes, avec leurs revenues, appartenances et appendances quelzconques tant ordinaires qu'extraordinaires, ainsi que dessus est declairé et que nous le pourrions faire se icelles choses estoient en nostre main, sans lui faire ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun empeschement au contraire. Mandons aussi à tous les vassaulx et subjects dudit duchié de Guyenne et autres terres et seigneuries dessusdictes par nous haillées et transportées à nostredict frere, que à icelluy nostre frere ils facent la foy et hommage, sermens, obeissances et autres devoirs en quoy ils lui pourroient estre tenus, desquels, en les lui faisant, nous les avons quictez et deschargez, quictons et dechargeons par ces presentes, en tant que à chascun d'eulx appartient et peut appartenir, sauf et reservé à nous les hommages de la conté d'Armignac et de la conté de Foix, comme dict est dessus. Et par ce present transport dudit duchié de Guyenne avec les autres pays et seigneuries dessus dictes, en tant que eulx ou aucun d'iceulx auroient esté joincts, incorporez et uniz à la couronne et à nostre domaine, nous les en avons disjointes et separez, separons et desjoignons, et voulons que nostredict frere et sesdicts hoirs masles les tiennent et possèdent et en joyssent d'ores en avant en la maniere devant dicte, non obstant quelque union qui, le temps passé, en ait esté ou puisse avoir esté faite à la couronne de France, ordonnances, esdicts ou declarations sur ce faictes, privileges donnez ou aultres choses qui pourroient venir au contraire, lesquels nous ne voulons ne entendons deroguer à ce present appanage, transport et cession, ne porter aucun prejudice à nostredict frere, ainçois iceulx revoquons, cassons et adnullons, en tant que mestier est. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, ou mois d'Avril, l'an de grace mil IIII^e LXIX^e apres Pasques, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : Par le Roy. J. BOURRE.

Lecta, publicata et registrata, presente procuratore generali regis et non contradicente, Parisius, in Parlamento, xxvij.^a die Julii, anno millesimo cccc.^o LXIX.^o Sic signatum : G. BRUNAT.

Collacio facta est cum originali.

Nous trouvons dans le même registre les lettres suivantes données à Tours, le 10 juillet 1469, à l'occasion de celles que nous venons d'imprimer.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nostre amé et féal conseiller et president en nostre chambre des comptes, maistre Jehan de Poupincourt, salut et dilection. Comme puis peu de temps en ça nous ayons par nos aultres lectres patentes scellées en laz de soye et cire vert, baillé, cédé, transporté et delaisié à nostre très-chier et très-amé frere Charles, Duc de Guyenne, pour tout son droict de partaige et d'appanage, ladicté duché de Guyenne avec la conté de Xaintonge et aultres terres et seigneuries plus à plain declairées en nosdictes aultres lectres, et sous les conditions et modificacions contenues en icelles, et pour ce qu'il est de necessité

LOUIS XI.
à Amboise,
Avril 1469.

qu'elles soyent lues, publiées et vérifiées, tant en nostre court de Parlement que en nostre chambré des comptes à Paris, et que voulons et desirons que ladicte lecture, publication et verificacion soit faicte sans aucun empeschement et contradiccion; nous, pour ces causes et pour la grande et bonne confiance que nous avons de vos sens, souffisance, loyauté, preudomie et bonne diligence, aussi afin que les gens de nostredicte court de parlement et de nostredicte chambre des comptes et nos avocats et procureurs en icelles soyent à plain informez de nostredicte voulenté et entencion sur ce, et qu'ils n'ayent cause de contredire ou empeschier ladicte lecture, publication et verificacion de nosdictes lectres de partaige et appanage, et pour aultres causes et consideracions à ce nous mouvans, voulons et vous mandons que incontinent vous vous transportez tant en icelle nostre court de parlement que en nostredicte chambre des comptes à Paris, et illec faictes lire, publier et verifier icelles nos lectres dudict partaige et appanage de nostredict frere selon leur forme et teneur, et ce faict, prenez et retenez lesdictes lectres devers vous, sans en faire aucune delivrance à icelluy nostre frere ni à aucuns de ses gens ou aultres quelzconques jusques à ce que, de la part de nostredict frere, vous ayent esté baillées et rendues pour et au nom de nous les lectres de partaige et appanage que japioca luy furent par nous baillées, tant de la duché de Berry comme depuis de nostre pays et duché de Normandie, avecques lectres de renonciation d'icelluy nostre frere, en bonne forme et souffisante, de tous les droicts de partaige et appanage qu'il pourroit avoir et pretendre, tant de la succession de feux nostre très-chier seigneur et pere et de nostre très-chiere dame et mere que Dieu absoille, que autrement, en quelque maniere que ce soit ou puisse estre, lesquelles lectres de partaige et appanage de nosdicts duché de Berry et de Normandie, et aussi celles de ladicte renonciation qui sera faicte par nostredict frere, ainsi que dessus est dict, vous serez tenu de nous apporter et bailler en nos mains ou celles que nous avons baillées à icelluy nostre frere de sondict partaige et appanage de ladicte duché de Guyenne, conté de Xaintonge et aultres terres et seigneuries declairées en icelles; de ce faire vous donnons plain pouvoir, auctorité, commission et mandement especial, et mandons et commandons à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostredicte court de parlement et des comptes, à Paris, qu'ils vous obeissent et facent et accomplissent de point en point tout ce que par vous leur sera dict et exposé de nostre part touchant les choses dessus dictes. *Donné à Tours, le dixiesme jour de Juillet, l'an de grace mil IIII^e LXIX, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum : Par le Roy.

BOURRE.

Collacio facta est cum originali.



LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

(a) *Amnistie pour ceux qui ont suivi le parti du Duc de Guienne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme depuis le temps que nostre très-chier et très-ami frere Charles, à present Duc de Guyenne (b), à la suggestion d'aucuns, se partit de nostre ville de Poitiers (c) pour aler en Bretaigne et se elongna de nous et de nostre compagnie, plusieurs grandes differands et divisions se soyent meues en nostre royaume, durant lesquels differands, plusieurs des seigneurs et princes de nostre sang se sont jointcs avec nostredict frere (d) et plusieurs de noz officiers, tant gens de conseil, gens de guerre, cappitaines et gardes de places, frans archiers, gens de noz ordonnances et autres noz hommes, vassaulx et subjectz, et semblablement plusieurs qui ne sont pas noz subjectz, ayent adhérent avec nostredict frere et lesdicts seigneurs, leur ayent donné obeysance es villes et places où ilz estoient et aucunes d'icelles ayent livré et baillé, consenti, traicté et pourchassé delivrer et bailler entre leurs mains, et ont tenu aucunes contre nous sans nous en vouloir faire ouverture ne obeysance, quelque sommacion qui leur en aict esté faicte, ont servi nostredict frere et lesdicts seigneurs en la guerre qu'ilz ont faicte à l'encontre de nous, induict et fortraict aucuns de noz gens d'armes pour les y servir, ayent offensé en prenant sans nostre congié et licence plusieurs de noz deniers, tant de ceulx qui estoient ordonnez pour la soule et payement desdictz gens de guerre que autrement; aussi, ont donné plusieurs faveurs, conseilz, tant paravant ladicte ouverture de guerre que depuis, touchant plusieurs matieres qui ont esté traictées et pourchassées contre nous et en nostre prejudice, et les aucuns d'eulx ayent enmené nostredict frere à nostre desceu hors de nostre compagnie, et le sollicité et faict solliciter de adherer contre nous avec lesdictz seigneurs et princes. Sur quoy nostredict frere nous aict requis que tous les dessusdictz et autres quelzconques, de quelque estat ou condicion qu'ilz soyent, qui ont adheré avec lui et lesdicts seigneurs et princes ou se sont mis en leur service, soyent et demourent quictes et deschargés perpetuellement et à tousjours de toutes les choses quelzconques qu'ilz pourroient avoir faictes, delinqué, commis, perpetré, pourchassé, conspiré, conseillé, consenti, soustenu et recelé contre nous et en nostre prejudice par maniere de guerre ou autrement en quelque maniere que ce soit ou puisse estre durant lesdictes differances ou paravant icelles, et que toutes lesdictes choses soyent et demeurent abolies, sans ce qu'il soit besoing autrement les exprimer et declairer. Pourquoy nous voulans et desirans en ce complaire à nostredict frere, de nostre grace especialle, plaine puissance et auctorité royale, tous les cas dessus declairez et autres quelzconques, dont tous les dessusdictz et autres qui ont adheré avec nostredict frere et lesdictz princes seroient et pourroient estre trouvez chargez, avons aboly et abolissons et mettons du tout au neant en oubly,

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, vol. E. fol. 201 v.^o Manuscrits de Brienne, pages 363 et suivantes.

(b) Voir les lettres qui précèdent, et la note b de la page 209.

(c) Paris. Manuscrits de Brienne.

(d) Ces mots plusieurs des seigneurs et princes de nostre sang se sont jointcs avec nostredict frere, ne sont pas dans le manuscrit de Brienne.

et voulons qu'ilz soyent tenuz et reputez comme non faictz et non advenuz par quelque personne qu'ilz ayent esté commis, sans ce qu'il soit besoing autrement exprimer ne declairer lesdictz cas ne les personnes qui les auroient commis, et sans ce que jamais il leur puisse tourner à aucun blasma ne reproche ne que on leur puisse aucune chose imputer ou demander en corps n'en biens soubz couleur de justice ne autrement en quelque maniere que ce soit. Et avec ce, avons voulu et voulons que tous ceulx qui seroient ou se tiendroient chargés des choses dessus dictes ou d'aucunes d'icelles, puissent retourner à tous et chacuns leurs biens-meubles estant en nature de chose, immeubles, heritaiges, benefices ecclesiastiques et possessions quelzconques, tout ainsi et au point et estat qu'ilz estoient au temps du parlement de nostredict frere de nostre ville de Poitiers, et que d'eulx ilz le puissent faire sans aucune solemnité ou mystere (a) de justice; et sy les places, chasteaulx, forteresses, maisons et autres edifices avoient esté ou estoient demoliz, abatuz et desemparez par nostre commandement, ordonnance ou autrement, soubz umbre desdictes divisions et durant icelles, nous voulons qu'ilz et chascun d'eulx les puissent refaire, ramparer et reddifier tout ainsi qu'ilz estoient et qu'ilz eussent peu faire paravant lesdictes divisions, et aussi, qu'ilz joissent des droitz de seigneurie, guct et autres droitz et prerogatives qui leur appartenoint à cause desdictes choses. Et en oultre, voulons et nous plaist, que tous adjournemens, deffaulx, procez, bannissements, execucions, sentences, adjudications de decret, declaracions, arrestz de nostre court de parlement, jugemens, confiscacions, commissions de fiebz (b), ou autres exploit de justice et autres empeschemens quelzconques qui auroient ou pourroient avoir esté faictz contre tous les dessusdictz et chascun d'eulx leurs heritaiges, terres, possessions, benefices et biens quelzconques, pour absence ou deffault d'avoir defendu ou produit durant lesdictes divisions en quelque maniere que ce soit contre et en leur prejudice, soyent de nul effect et valeur, et en tant que mestier est, les avons cassez, adnulliez, cassons, adnullons et mettons du tout au neant par ces presentes, sans ce qu'on leur puisse obicer (c) aucune prescription ou laz de temps en-couru durant lesdictes divisions et jusques à present; et aussi, que tous les dessusdicts et chascun d'eulx puissent resider et demourer seurement en quelque lieu que bon leur semblera, soit en nostre royaume ou dehqrs, sans ce que par nous, noz gens, justiciers et officiers, leur puisse être donné, à cause des choses dessus dictes, aucun empeschement ou destourbier; et les avons receuz et recevons en nostre bonne grace, et voulons yceulx estre tenus et repputez comme noz bons et loyaux subjectz; et avec ce, les avons prins et mis, prenons et mettons en nostre protection et sauve-garde, en imposant surtout silence perpetuel à nostre procureur et à tous autres; et se au temps advenir aucuns leur en disoient ou improprioient (d) aucune chose, nous voulons qu'ilz en soyent puniz comme transgresseurs de edict royal, infracteurs de traicté de paix et de nostredict sauve-garde. Et se soubz couleur desdictz differans ou autrement nous avons fait aucuns dons,

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

NOTES.

(a) Ministère.

(b) Le fief servant étoit dévolu au seigneur dominant, par la transgression des sermens faits à ce seigneur, et de la fidélité qui lui étoit due. C'est ce qu'on appelloit *commise* ou

commission du fief. C'étoit une véritable confiscation.

(c) Opposer. Il y a *objecter* dans le manuscrit de Brienne.

(d) Reprochioient.

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

transportz ou alienacions de biens-meubles, immeubles, ou possessions d'aucuns des dessusdictz, nous voulons lesdictz dons ne sortir aucun effect, et les avons cassez, revoquez et adnulliez, cassons, revoquons et adnullons par ces presentes, et que iceulx et chascun d'eulx en joyssent ou se puissent ou leurs heritiers bouter (a) en leursdicts biens-meubles qui seroient en nature de chose, et immeubles quelque part qu'ilz soyent, sans aucun mystere de justice, tout ainsi que si lesdictz dons n'avoient esté faictz; et quelque empeschement qui pourroit avoir esté faict par justice ou autrement à l'occasion des choses dessus dictes, voulons estre levé et osté, et l'ostons et levons par ces presentes, non obstant lesdictz dons et quelzconques autres declaracions ou execucions par nous ou noz justiciers faictes en corps ou en biens de ceulx qui en avoient esté trouvez chargez ou accusez soit en general ou en particulier, et quelzques autres choses faictes au contraire. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amez et feaulx conseilliers les gens tenant et qui tiendront nostre parlement, nostre eschiquier de Normandie, les gens de noz comptes et tresors, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à lui appartiendra, que ces presentes facent publier et enregistrer, et du contenu en icelles laissent et seuffrent et, se mestier est, en facent joyr et user paisiblement tous et chacuns à qui il peut toucher et appartenir, tant en general que en particulier, sans leur faire ne seuffrir estre faict, mis ou donné, en corps ne en biens, aucun empeschement au contraire, ores ne pour le temps advenir, et lequel se faict mis ou donné estoit, voulons estre mis en pleine delivrance et au premier estat et deu. Et pour ce que plusieurs pourroient avoir à faire de cedites presentes, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, soy soit adjoustée comme à l'original, et que ledict *vidimus* leur vaille comme se ung chacun d'eulx avoit de nous prins lecture particuliere. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cedites presentes, sauf nostre droict et l'aury en toutes choses. *Donné à Baugé, au mois de May, l'an de grace mil cccc lxxix, et de nostre regne le huitiesme.* Sic signatum: *Par le Roy en son Conseil.* ROLAND. Visa.

Lecta, publicata et registrata, presente Procuratore generali regis et non contradicente, Parisius, in Parlamento, xxvij^a die Julii, anno millesimo cccc lxxix.
Sic signatum: G. BRUNAT.

Collacio facta est cum originali. BRUNAT.

NOTE.

(a) Mettre.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mai 1469.

(a) Extension aux descendans du Roi de Sicile, du privilège qui lui avoit été accordé pour le scel de ses lettres (b).

LUDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Cum eximiiis virtutibus magnificisque obsequiis carissimi et dilectissimi avunculi nostri Renati (c), eadem graciâ Jherusalem, Secilie et Arragonum Regis,

NOTES.

(a) Registre E, Ordon. de Louis XI,
fol. 203.

(b) Voir ci-dessus, pages 175 et suiv.

(c) Voir ci-dessus, page 176, note 6.

Andegavie

Andegavieque et Bari (a) ducis, Pedemoncium (b) et Forcalquerii comitis, in nos et rem publicam hujus regni ad tuicionemque et integritatis observacionem sceptri et corone litorum quorum notabile membrum existere dignoscitur, multipliciter impensis et que diebus singulis impendere accuratè invigilat copiosè exigentibus, predicto avunculo nostro, in hujus modi virtutum et meritorum premium que nunquam oblivione deleri meruerunt, ut cerà crocèa in sigillorum suorum, sicut et nos in sigillorum nostrorum impressione uti consuevimus, sibi pari modo uti liceat, vità ejus, comiter auctoritatem nuper (c) concesserimus et facultatem. Nos hunc regie dignitatis honorem et excellenciam ad ejusdem avunculi posteros extendi et ampliari cupientes, ut sue bonitatis ac fidelitatis quas jugiter et inconcussè in nos servare semper studuit, et maximè in divisionum et hostilitatis tempore que hiis novissimis annis nos et regnum diro mucrone invaserunt, percipiant incrementa, volumus, ac de plenitudine et auctoritate regie potestatis, uberiusque gratia speciali, eidem avunculo nostro concedimus ac indulgemus, ut ipsius avunculi nostri successores, regnorum predictorum Reges et Andegavie duces, in recta linea masculina et de legitimo matrimonio ab eo descendentes, eadem prerogativà, indulto et facultate, sigillorum impressionis in simili cera crocèa, in perpetuum uti valeant, sicut per nos et predecessores nostros Francorum Reges et in cancellaria eorum et nostra est hactenus fieri consuetum. Quocirca, dilectis et fidelibus consiliariis nostris, gentibus presens nostrum tenentibus et que futura tenebunt parlamenta, gentibus eciam compotorum nostrorum ac thesaurariis nostris Parisius, ceterisque justiciariis nostris, officariis nostris vel eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eos pertinuerit, tenore presencium damus in mandatis quatinus nostris presentibus voluntate, indulto, gratià et facultate, avunculum nostrum antedictum suosque successores, ut premittitur, in linea masculina et de legitimo matrimonio ab eo descendentes, uti, frui et gaudere, pacificè et quietè faciant, sinant et permittant, absque dubio, difficultate et contradiccionem quibuscumque. Que ut perpetue firmitatis robur obtineant, sigilli nostri appensione fecimus communiri. Datum in Montillii propè Turonis, mense Maii, anno domini millesimo cccc.º lxix.º et regni nostri octavo. Sic signatum : Per Regem, dominis de Beaujeu, de la Forest, Dulude et aliis presentibus. L. TOUSTAIN.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mai 1469.

LECTA, publicata et registrata, de expresso mandato regis, iteratis vicibus facto, Parisius, in Parlamento, xij.º die Julii, anno millesimo cccc.º lxix.º Sic signatum. BRUNAT. Collatio facta est cum originali.

NOTES.

(a) Voir ci-dessus, page 176, note 6.

(c) Par les lettres déjà citées, du 28 jan-

(b) N'est-ce pas plutôt *Provincia*? Comte
de Provence et de Forcalquier.

vier 1468, pages 175 et suiv.

(a) Approbation et ratification des lettres accordées par le Pape (b),
pour la sécularisation de l'Église de Luçon.

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; savoir faisons à tous
presens et advénir, nous avoir reçeue l'umble supplication de nostre amé
et feal conseiller l'evesque de Luçon (c) et de nos chiers et bien amez les

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197,
pièce 98.

(b) Paul II.

(c) Nicolas Boutault.

Tome XVII.

E e

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

doyen, archidiacre, chanoines et chapitre de l'église dudict lieu de Luçon, contenant que puis certain temps en-cà, nous leur avons octroyé nos aultres lectres patentes en forme de chartre, scellées en laz de soye et cire verd, par lesquelles (a) et pour les causes contenues en icelles, leur avons accordé qu'ils peussent faire telle poursuite et diligence que bon leur sembleroit envers nostre Saint-Pere le Pape, à ce qu'il luy pleust muer et convertir ladicte eglise qui est de fondacion royal, et les religieux, prieur et chappitre et membres d'iceulx, de regularité en secularité, et faire et creer en ladicte eglise, au lieu desdicts religieux, prieur et chappitre et membres, doyen, archidiacre et aultres dignitez et chanoines, ainsy qu'il y a en plusieurs aultres eglises de nostre royaulme, lesquels supplians se sont à ceste cause depuis traiz devers nostredict Saint-Pere, lequel par sa grant et meure deliberacion de conseil, a faict ladicte mutacion de ladicte eglise et desdicts religieux, prieur, couvent et chappitre et membres d'icelle, de regularité en secularité, et sur ce leur a octroyé ses bulles en forme deue, sur lesquelles les procez et aultres choses à ce requises ont esté bien et deuement faicts, et ont esté mis à execucion deue, pour laquelle cause lesdicts supplians nous ont humblement faict supplier et requerir qu'il nous plaise, en ensuiuant ledict octroy ainsy par nous à eulx faict par nosdictes aultres lectres, auoir agreable ladicte mutacion faicte par nostredict Saint-Pere, comme dict est, de ladicte eglise et des religieux, prieur, chappitre et membres d'icelle, de regularité en secularité, et icelle louer, ratifier, approuver et confirmer, ensemble les execucions faictes sur icelles bulles, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, les choses dessusdictes considerées, mesme-ment les causes qui nous meurent à leur octroyer nosdictes aultres lectres dont sommes bien recors, ladicte mutacion et convertissement ainsy faicts par nostredict Saint-Pere le Pape, de ladicte eglise et desdicts religieux, prieur, chappitre et membres d'icelle, de regularité en secularité, et aus- sy lesdictes execucions desdictes bulles, avons eues et avons agreables, et icelles en tant que à nous est, avons louées, ratifiées, approuvées et confirmées, louons, ratifions, approuvons et confirmons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal par ces presentes, par lesquelles donnons en mandement au seneschal de Poictou et conservateur des privileges royaulx de l'université de Poictiers, et à tous noz aultres justiciers, officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratification, approbacion et confirmation, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs suc- cesseurs en ladicte eglise ou temps advenir à tousjours perpetuellement, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire; car ainsi nous plaist-il estre faict. Et affin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons faict mectre nostre scel à ces présentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Baugé, ou mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le huitiesme. Ainsi signé : Par le Roy, BOURRE. Visa.*

NOTE.

(a) Voir ci-dessus, pages 97 et 98.

(a) *Permission accordée par le Roi à un de ses Notaires et Secrétaires, de construire un Château et de le fortifier.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme nostre amé et feal notaire et secretaire, maistre Baudes Meurin nous ait dict et exposé que, puis n'aguerres, il a acquis certaine terre, cens, rentes et heritaiges assis près Saint-Benoist-sur-Loire, au bailliage de Montargis, en laquelle terre ait Belle-Mote, appelée la Mote-le-Roy, qui est environnée de beaulx et grands fossés, et est très-bien disposée à faire edifier chasteau et place forte; en laquelle Mote nostredict notaire et secretaire qui a delibéré faire sa residence es marches de par-là, a entencion de faire edifier, construire et fortifier une maison, mais il ne le feroit faire sans avoir sur ce nos congîé et licence, requerrant humblement iceulx. Pourquoi nous, ces choses considerées, desirans nos bons et loyaulx serviteurs, comme ledict exposant qui dès longtemps et dès son jeune aage et enfance nous a continuellement servy et sert de jour en jour à l'entour de nostre personne en très-grant cure et diligence, estre logez et colloquez ainsi que à leur estat appartient, à nostredict notaire et secretaire, avons, pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, donné et octroyé, donnons et octroyons de grace especial par ces presentes, congîé et licence de faire bastir et edifier, et construire en ladite Mote-le-Roy une maison, et icelle fortifier de murailles, tours, machicolins, crenaulx, barbacannes, pontleveiz, boulevvars, fossés et aultres choses quelzconques, propres et necessaires à place forte, pourveu toutesvoies que les habitans y demeurans illec environ, seront tenus de faire le guet là où ils ont accoustumé d'ancieneté. Si donnons en mandement audict bailly de Montargis, et à tous nos aultres justiciers et à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, congîé et licence, ils facent, seuffrent et laissent nostredict notaire et secretaire joyr et user plainement et paisiblement. Et affin &c. sauf &c. *Donné à Amboyse, ou mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, l'Admiral, le Gouverneur de Roussillon et autres presens.* DE CERISAY. *Visa.*

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 97.

(a) *Permission accordée aux Habitans de Saint-Bertholin de Confolant, d'entourer ce lieu de murs et de fossés et de le fortifier.*

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir reçue l'umble supplicacion de noz chiers et bien amez les manans et habitans du bourg Saint-Bertholin de Confolant, contenant que ledict bourg est situé et assis sur rivièr marchande, en tres-bonne assiette de pays et fertile, qui est marchais (b) des pays de Limosin, Auvergne, Poictou, la

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 197, pièce 101.
Tome XVII.

(b) Limitrophe.

E c ij

LOUIS XI,
à Baugé,
Mai 1469.

Marche, Angoumois et aultres pays circonvoisins, pour laquelle cause y affluent plusieurs marchands et aultres gens, au moyen desquels et de la bonté dudict pays icellui bourg est de present fort peuplé et ediffié, et de jour en jour se croist et augmente tellement, que de present y a grant habitation et aport, parquoy lesdicts supplians qui ont eu regard à ces choses, et que ledict bourg est joignant de la ville de Confolent où il n'y a de distance que ladicte rivierre, considerans aussi que l'enclos d'icelle ville de Confolent est de petit circuit et estendue, et que à ceste cause les habitans dudict bourg ne aultres ne peuvent demeurer en icelles, feroient volontiers clore et fortifier ledict bourg, et icelluy feroient comprendre avec la closture de ladicte ville de Confolent pour en faire une mesme ville, s'il nous plaisoit sur ce leur octroyer nos grace, congié et licence, humblement requerant que, attendu ce que dict est, que le seigneur ordinaire desdictes ville et bourg en est d'accord, et que en ce faisant sera l'utilité du bien commun du pays, nous leur veuillions octroyer iceulx. Pourquoy nous, ces choses considerées, voulans tousiours croistre et augmenter le bien commun du pays et de nos subjects, à iceulx supplians, pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, congié, licence et octroy de clore et fortifier et faire clore et fortifier ledict bourg de Saint-Bertholin, de murs, tours, fossés, boulevards, creuneaux et aultres fortifications et emparemens nécessaires et appartenans à closture, emparement et fortification de ville, et que icelle closture ils puissent joindre et unir avec la closture de ladicte ville de Confolent, pourveu que ce ne nous tourne à aucun prejudice ou dommage au pays d'environ. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes au senechal de Poictou, bailly de Saint-Pierre-le-Moustier et des montaignes d'Auvergne, et à tous nos aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que appelés des notables du pays en ce congnoissans et autres qui pour ce seront à appeller, et s'il leur apparoit de ce que dict est, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdicts supplians, plainement et paisiblement, de nos presens grace, congié, licence et octroy, sans sur ce leur faire mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et afin &c., sauf &c. *Donné à Baugé, au mois de May, l'an de grace mil CCC LXIX, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Marquis Dupont, et aultres presens.* L. TOUSTAIN. *Visa.*

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

(a) Confirmation des Privilèges du Prieuré de Saint-Saturnin-du-Port (b), avec un pariage (c) entre ses religieux et le Roi.

*LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam, L*notum facimus universis, presentibus et futuris, nos vidisse litteras, pro parte carissimi et fidelis amici nostri Alani de Coetivy (d), episcopi Prenestrinensis (e),

NOTES.

- (a) Trésor des chart., reg. 197, pièce 100.
(b) Le Pont-Saint-Esprit. Voir la note c de la page 550 du tome XV.
(c) Voir sur les parriages notre tome XV.

- page 166, note c, et page 209, note a.
(d) Voir le *Gallia purpurata*, p. 503 et suiv. et le *Gallia Christiana*, tom. I.^{er}, pag. 828.
(e) De Palestrine.

sacrosancte romane ecclesie cardinalis, de Avinione (a) vulgariter nuncupati, priorisque commendatoris et administratoris perpetui prioratus Sancti-Saturnini de Portu, aliàs Pontis Sancti-Spiritus modernis temporibus communiter nominati, ac religiosorum et conventus ejusdem prioratus membri deppendentis ab abbacia et monasterio Cluniacensi nobis porrectas, à predecessoribus nostris Francorum regibus obtentas sub hac forma:

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quod in thesauro privilegiorum nostrorum existente super thesaurum Sacre-Capelle palatii nostri regalis parisiensis, est inventum quoddam instrumentum confectum super pariagio ville Sancti-Saturnini, senescallie Bellicadri (b), continens istam formam:

CHARLES V,
à Paris,
Avril 1364.

Noverint universi quod anno Domini millesimo ccc.^o secundo, et die sabbati post festum beati Michaelis, domino Philippo illustrissimo rege Francorum regnante, religiosus vir Dominus Stephanus de Montibus, monachus Cluniacensis ordinis, procurator ut dicebat monasterii Sancti-Saturnini de Portu, Uicensis (c) diocesis, nomine procuratoris quo suprâ, presentavit et exposuit coram nobili et potenti viro Domino Johanne de Arreblayo, milite, domini Francorum regis senescallo Bellicadri et Nemausi, quamdam patentem litteram regiam sigillatam magno sigillo cereâ viridi ejusdem domini regis, pendenti filo de serico, tenorem qui sequitur continentem.

PHILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quod nos litteras infrâ scriptas vidimus, formam que sequitur continentes:

PHILIPPE IV,
à Paris,
Avril 1301.

Anno Domini millesimo ccc.^o secundo, scilicet viij. Kalendas aprilis, regnante illustrissimo domino Philippo, dei gratiâ Francorum rege, cum questio seu questionis esset diutius agitata super villa et jurisdictione Sancti-Saturnini de Portu et ejus territorio et districtu, que omnia consistere dicantur in regno, inter procuratorem domini regis, nomine ipsius domini regis, ex unâ parte, et priorem et conventum Sancti-Saturnini de Portu, Cluniacensis ordinis, ex alterâ, et nobilem vir Dominum Johannem de Arreblayo, miles, domini Francorum regis senescallus Bellicadri et Nemausi, et magister Hugo de Porta procurator ejusdem domini regis in senescalia Bellicadri et Nemausi, ex unâ parte, ex permissione et mandato ejusdem domini regis, dicto domino senescallo litteratoriè directas, prout dictum mandatum continetur in quibusdam patentibus sigillo cereo pendenti ipsius domini regis sigillatis, quarum tenor talis est:

PHILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; senescallo Bellicadri salutem. Cum super pluribus et diversis articulis jurisdictionem ville Sancti-Saturnini de Portu tangentibus, inter gentes nostras et priorem monasterii dicti loci questio fuerit diutius agitata, dictusque prior pro se et conventu suo nobis obtulerit se paratum

NOTES.

(a) Il avoit été d'abord évêque de Dol, puis de Cornouailles, et ensuite évêque d'Avignon. Ce ne fut qu'après lui que le chef du

diocèse d'Avignon porta le titre d'archevêque.

(b) De Beaucaire.

(c) d'Uzès.

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

nobiscum societatem contrahere super mero et mixto imperio et omni jurisdictione alta et bassa dicte ville et ejus territorii, et omnibus exitibus, juribus et emolumentis jurisdictionis ejusdem, velut in se associatam sibi et dicto monasterio in jurisdictione quorundam aliorum locorum ad ipsum priorem et suum monasterium pertinentium, ita quod, nos pro premissis recompensationem decentem perpetui redditus sibi et suo monasterio concedere debeamus, placet nobis et mandamus vobis quatinus super premissis cum dicto priore conventus possitis assidere recompensationem condignam sibi et suo monasterio prout cum dicto priore conveneritis vel proborum virorum arbitrio valore eorum tam ex parte sua quam nostra in communionem veniant fideliter et diligenter attento, premissa autem vobis committimus nostra in omnibus voluntate retenta. Actum Parisiis, die Veneris ante festum natalis Domini, anno ejusdem millesimo ccc.^o primo.

Et religiosus vir frater Guido de Claro-monte (a), prior prioratus Sancti-Saturnini, tanquam prior dicti prioratus, de speciali mandato reverendi in Christo patris domini B., (b) abbatis Cluniacensis, prout dictum mandatum continetur in quibusdam licetis patentibus ipsius domini abbatis sigillo cereo sigillatis, quarum tenor talis est:

Universis presentes litteras inspecturis, frater B., miseratione divinâ Cluniacensis ecclesie minister humilis, salutem in domino. Noveritis quod nos venerabilem et beatissimum fratrem nostrum Guidonem, priorem domus nostre Sancti-Saturnini de Portu, camerarium in Provincia, procuratorem nostrum facimus, constituimus et ordinamus, ad tractandum et componendum, &c. &c. (c).

Et dicte partes transegerunt et convenerunt in modum qui sequitur, videlicet: dictus dominus prior Sancti-Saturnini, mandato et auctoritate quibus supra, ex causa transactionis et compositionis, associavit sibi dictum dominum regem et dictos dominum senescallum et procuratorem, recipientes nomine dicti domini regis, in omnimoda jurisdictione et mero et mixto imperio dicte ville Sancti-Saturnini de Portu et ejus territorii et districtus et ville de Cassano et insularum de Loylons et Elluzzelli et territorii de la Blacha, ita quod dicta jurisdictio merum et mixtum imperium locorum predictorum et territoriorum eorundem sint communia pro indiviso equis partibus, dictis domino regi et priori, et omnes condempnationes et bannia (d), jura et explectata (e), et obventions ex dictis jurisdictione et mero et mixto imperio seu actione eorum, veniant ex quocumque modo, ibidem emergent sicut communes dictis domino regi et priori, equis porcionibus, hoc actio quod delictum commissum in dictis locis, ad alium locum, trahi non possit puniendum: quàm in dicta villa Sancti-Saturnini; actio et eciam retento quod si contingeret familiares, servientes et domesticos dicti prioris et conventus, continû servientes et commorantes cum dicto priore et conventu vel altero eorundem cum victu et vestitu ipsorum, delinquerent infra cepta et clausuras dicti monasterii et domus de la Blacha et domus des Yllons, correctio illorum et punitio penès dictum priorem remaneat, nisi sit crimen quod penam capitalem exigat, cujus criminis capitalis correctio ad curiam communem pertineat; actio etiam quod dicto priori possit tempus competens prefigi per dominum senescallum, qui justiciam faciat de suis

NOTES.

(a) Voir le *Gallia Christiana*, tome VI, pag. 661.

(b) Bertrand de Colombiers. Voir le *Gallia Christiana*, tome IV, page 1150.

(c) Ici sont les pouvoirs donnés par l'abbé de Cluni au prieur de Saint-Saturnin, d'agir

et traiter avec les commissaires du Roi. Vient ensuite la délibération capitulaire des religieux pour y donner leur assentiment.

(d) Droits ou amendes mis au profit de la commune.

(e) Produits, revenus.

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

familiaribus seu domesticis delinquentibus in dictas cepta et clausuras et domos; quod si non fecerit, curia communis correctionem habeat predictorum, et si à dicto priore coningeret appellare supra correctionem domesticorum suorum, prima appellacio ad dominum senescallum devolvatur.

Item. Fuit actum inter dictas partes quod jus quod habet dictus prior in fabris in dicta villa Sancti-Saturnini commorantibus, de ferrendis equis suis, remaneat ipsi priori.

Item. Quod sacramentum fidelitatis quod prestare consueverunt homines dictorum locorum priori predicto in sua novitate, presetur domino senescallo et priori vel eorum locumtenenti similiter.

Item. Fuit actum quod omnes decime et omnia alia jura spiritalia, qualicumque nomine censeantur, penès dictum priorem remaneant.

Item. Fuit actum quod garenne, piscaciones, venaciones, pascheria, et jura predictorum, et fornagia, molendina, tegena (a), laudimia (b), quarteria (c), tasche (d), quinti (e), garde, fructuum census, usagia, pedagia, leude, deveria seu defense, et omnia predia rustica et urbana, et edificia constructa et construenda, et jura et usagia omnium predictorum, et pertinentia ab ante ad dictum priorem, remaneant penès dictum priorem, jurisdictione et micro et mixto imperio, remaneant communibus dictis domino regi et priori, et domino regi remaneant pedagia et leude et alia jura et res quas habere consuevit ab antiquo.

Item. Fuit actum quod vicarius et judex et notarius curie dictorum locorum sint communes, et communi assensu dicti senescalli et prioris eligantur, et quando necesse fuerit, removeantur; et si dicti senescallus et prior concordare nequirent super institutione vicarii judicis et notariorum, tunc dictus senescallus primo anno possit instituere vicarium et judicem, et sequenti anno dictus prior possit facere illud idem, notarium verò unum possit ponere dictus senescallus dicto anno discordie, et alium dictus prior, et jurent dicti officiales in manu utriusque per quemcumque fuerint insitui; super creandis verò novis notariis dicte ville secundum quod necesse fuerit, conveniant dicti senescallus et prior et communiter eos creent simul et non unus sine alio, salvo et retento quod dictus senescallus, ut senescallus, possit, existens in dicto loco vel alibi, creare notarios generales qui possint ibi vel alibi in senescallia Bellicadri suum notarii officium exercere, notariis per dictum priorem vel suum predecessorem usque nunc creatis in suo officio remanentibus; servientes verò, bannerii et precones, per vicarium communem eligantur, et, si culpabiles videantur, possint ab eorum officio suspendi, quousque per dictum senescallum et priorem restituantur vel removeantur (f) in tempore suspensionis eorum officii, alii loco eorumdem per vicarium subrogentur.

Item. Fuit actum quod vicarius communis dicti loci teneatur facere preconizare publicè, ad requisitionem dicti prioris vel ejus locumtenentis, ut sibi solvantur census et usaticum (g), cartones (h) et quinti, et alia servicia sibi debita in villa Sancti-Saturnini et ejus territorii, sub pena decenti apposita in dicta preconizacione, curie communi applicanda; et quod dicte preconizaciones et alie que fient in dicta villa per curiam communem, fiant communi nomine dictorum

NOTES.

(a) Ou plutôt *tezena*. Ce seroit alors le treizième du produit, ou de la valeur en cas d'alienation.

(b) Droits de lods. Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page xxxvij.

(c) Redevances en grains.

(d) Une espèce de champart.

(e) Parties aussi des fruits perçus.

(f) N'est-ce pas *revocentur*?

(g) Droit d'usage.

(h) Ou *quariones*.

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

domini regis et prioris, et quòd dicta curia communis sit vicaria per se et ejus officiales, districtisque dictorum locorum nulli subsint vicarii alii vel judices, sed solum dictis domino senescallo et priori, nisi in casibus superioritatis in quibus subsint domino senescallo, qui officiales, si delinquerint extra officium, per senescallum et priorem simul puniantur, si verò in officio delinquerint, per dictum dominum senescallum puniantur, sed emolumentum inde proveniens sit commune.

Item. Fuit actum quòd appellaciones prime dicte curie ad judicem communem appellacionum per ipsos senescallum et priorem instituendum devolvantur, qui judices appellacionum eligant sicut de aliis officialibus est ordinatum.

Item. Si contingeret acensare dictam vicariam, dicta acensacio fiat per dictum dominum senescallum, priorem et procuratorem, in commune.

Item. Fuit actum quòd quidquid obvenit dicte curie per vicarium dicte curie, levetur et custodiatur bene et fideliter donec rationem reddat domino senescallo et priori, quam rationem teneatur reddere quociens per eos fuerit requisitus, nec possit levare partem domini regis dicte curie sine parte dicti prioris, nec partem dicti prioris sine parte domini regis, et quòd appellacio non admittatur si appellent pro parte dicti domini regis, et pro parte prioris non vel contrà.

Item. Fuit actum quòd, si aliqua bona immobilia venirent ad dominum regem occasione confiscacionis, illa bona teneatur vendere senescallus infra annum ex quo fuerit requisitus.

Item. Fuit actum quòd dictus senescallus vel alii officiales domini regis non deffendant, nisi in casu licio, homines dictorum locorum contra priorem et monasterium predictum; et quòd dictus prior, pro suis censibus et usagiis liquidis, suos possit compellere debitores auctoritate suâ propriâ ad solvendum; et, si eos compellere non posset, ad requisiciones prioris vel ejus locumtenentis, vicarius communis ipsos debitores compellere teneatur.

Item. Quòd domus communis fiat vel ematur vel conducatur in dicta villa ubi moratur vicarius curie, et carcer fiat.

Item. Fuit actum quòd nundine fiant in dicta villa, et incipiant in crastinum Pasche, et durent continuè per octo dies, et quòd leude et alie obvenciones dictarum nundinarum sint communes.

Item. Fuit actum quòd officiales dicte curie, quamdiu suum officium exercebunt, non possint aliud officium domini regis nec prioris nec alibi exercere, nisi de consensu processerint dictorum senescalli et prioris, et quòd dictis vicariis et judicibus detur salarium competens de communi per dictos dominum senescallum et priorem.

Item. Fuit actum quòd nulli possit prescriptio occurrere contra priorem de predictis, utendo vel non utendo, nec etiam contra dominum regem circa predicta.

Item. Fuit actum quòd quilibet senescallus et judex major et prior dicti prioratus, unâ cum priore claustrali, in ejus novitatibus, jurent et jurare teneantur sic servaturos omnia et singula suprâ dicta, unus ad requisicionem alterius; predicti verò dominus senescallus et procurator regius, per dictam associationem recipientes nomine domini regis, ex causa dicte compositionis seu transactionis, pro dicta associatione, assiderunt seu assignarunt dicto priori, recipienti pro se et dicto prioratu, in perpetuum, videlicet triginta libras turonenses priori percipiendas quolibet anno per quatuor quartones in pedagio quod percipit dominus rex in villa Sanctii-Saurini; quod pedagium si cessaret seu interiret, dicte triginta libre, per senescallum qui tunc erit, assideantur seu assignentur priori qui tunc erit, super aliquo pedagio domini regis propinquiore, seu magis congruo dicto priori.

Predicta et omnia singula dicte partes servare et actendere et contrà non venire sibi ad invicem promiserunt, salvo in omnibus jure alieno et salvâ justiciâ superioritatis

superioritatis domini regis, et retentâ domini regis in omnibus voluntate, ita quod non facta habeantur nisi confirmacio sequeretur.

Acta, dicta et recitata fuerunt hec predicta, in dicto monasterio Sancti-Saturnini, in capellâ S. Nicolai, presentibus consulentibus domino Johanne de Rubeo-monte, magistro portuum dicte senescallie, domino Guillelmo de Linier, vicario Aquarum-mortuarum, militibus regiis, dominis Petro, Johannis et Petro de Petruso iudicibus Aquarum-mortuarum, legum doctoribus, domino Bertrando de Ronhonaco, advocato regio, testibus presentibus, domino Angerio de Ponte, domino Rostagno Radulphi iudice Uzetici, domino Raimundo Symonis priore Sancti-Cristofferi, Raimundo Falconis et Jacobo de Aurilliaco notario, et me Guirando dicio de Sancto-Jacobo de Canallu, notario publico in dicta senescallia, qui hec omnia scripsi fideliter et signo meo signavi. Ad hec, nos, Johannes de Arreblayo, senescallus predictus, sigillum nostrum his apponi fecimus, in testimonium veritatis.

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

Nos autem associationem hujusmodi et omnia alia et singula in scriptis literis contenta, rata habemus et graia, volumus, laudamus et tenore presentium confirmamus, salvo in aliis jure nostro et jure in omnibus alieno. Quod ut ratum et stabile, presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ccc.^o primo, mense aprilis.

Suite des Lettres
de
PHILIPPE IV.

De presentatione dictus procurator, nomine quo supra, petiit sibi fieri publicum instrumentum.

Suite des Lettres
de
CHARLES V.

Actum Nemausi, in presencia et testimonio discretorum virorum domini Guillelmi de Plaziano, iudicis majoris, domini Hugonis de Porta, regii procuratoris dicte senescallie, magistri Guillelmi de Bassuchaco, clerici domini dicti senescalli et multorum aliorum, et mei Raimundi Canlerii de Nemauso, notarii publici domini nostri regis in dicta senescallia, qui requisitus hec scripsi et signavi domino qua *. Ad hec nos Guillelmus Pollain domini regis Francorum vicarius Nemausi, pro dicto domino rege, ad majorem firmitatem habendam et in testimonium quod magister Raimundus Canlerii qui hoc instrumentum scripsit sic publico notario dicti domini regis in senescallia Belli-cadri et Nemausi, et ad eum gentes recurrant tanquam ad notarium publicum pro cartis et instrumentis faciendis, et ejus notis et cartis ac instrumentis credatur publicè per gentes et plena fides adhibeatur, huic presenti instrumento sigillum authenticum curie regalis de Nemauso duximus apponendum, anno et die quibus supra.

* Sic.

Quod instrumentum nos fecimus copiare presentibus et transcribi, cui quidem transcripto hujusmodi tanquam originali in judiciis et extrâ decrevimus et decernimus fidem plenariam adhibendam, in cujus rei testimonium nostrum presentibus literis sigillum jussimus apponendum. Datum Parisiis, mense Aprilis, anno Domini millesimo ccc.^o sexagesimo-quarto, et regni nostri primo.

Post quarum quidem exhibitionem licterarum, memorati cardinalis (a), prior commendatarius ac administrator perpetuus, atque religiosi et conventus dicti prioratus nobis humiliter supplicaverunt quatinus istas, et omnia in eis contenta, nostræ confirmationis munimine dignaremur licteras roborare. Nos igitur prelibatorum predecessorum nostrorum vestigiis inherere affectantes, preinsertas licteras et

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) Les auteurs du *Gallia Christiana* (tome VI, page 662), sont portés à croire que le cardinal Alain de Coëtivi avoit cessé d'être prieur de Saint-Saturnin, dès l'année

1457. La date des lettres patentes de Louis XI ne permet guère de conserver du doute à cet égard.

Tome XVII.

FF

LOUIS XI,
à Tours,
Mai 1469.

omnia et singula in eis contenta ratas et gratas habentes, ipsas et ea volumus, approbamus, et laudamus et ratificamus, ac ex nostra sciencia, speciali gracia, potestatisque plenitudine et auctoritate regia, per nostri presentis interposicionem decreti, prout et in quantum priores prefati et commendatarius et administrator perpetuus ac religiosi et conventus dicti prioratus Sancti-Saturnini de Portu, aliàs Sancti-Spiritus, et eorum predecessores, rite, iuste et debite usi sunt, confirmamus et confirmavimus per presentes. Quocirca senescallo nostro Belli-cadri et Nemausi, ceterisque iusticiariis nostris vel eorum locum tenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, damus in mandatis, quatinus dictum priorem commendatarium et administratorem perpetuum ac religiosos et conventum dicti prioratus nostris gracia, concessione, approbacione, confirmacione et ratificacione ui et gaudere pacifice faciant et permittant, omne impedimentum, si quod secus poni contingerit, amovendo seu amoveri faciendo, visis presentibus, indilate: quas ut perpetuam stabilitate perdurent, sigilli nostri appensione ducimus communiri, nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum Turonis, in mense Maii, anno Domini millesimo cccc.^o sexagesimo-nono, et regni nostri octavo. Sic signatum: Per regem, ad relacionem gentium sui magni consilii. DE FONTAINES. Visa.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 10 Juin
1469.

(a) *Lettres patentes portant décharge des deniers reçus par le Duc de Guienne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les Lengens de nos comptes et tresoriers, et generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, salut et dilection. Comme nous ayons entendu que, pendant et durant le temps des differends et divisions qui puis n'agueres ont eu cours en nostre royaume, plusieurs des vicomtes et receveurs, tant de nostre domaine que du payement de nos gens de guerre, des aydes et esquivallent aux aydes et aultres nos deniers, et ensemble aucuns des grenetiers des greniers à sel de nostre-dict royaume, ayent payé et baillé à une fois plusieurs grandes sommes de deniers, tant par vertu des acquits des tresoriers et receveurs generaulx de nostre très-cher et très-amé frere le Duc de Guyenne, que par son ordonnance et adveu et aultrement en diverses manieres, aux gens et officiers et serviteurs de nostre-dict frere, et à leurs commis et deputés et aultres qui lors estoient leurs adherens et alliez declarez, lesquels gens, officiers, serviteurs, adherens et alliez d'icelluy nostre frere, doubrent que, au temps advenir, on les veuille contraindre à fournir à nosdicts vicomtes, receveurs et grenetiers, acquits suffisans pour les redditions de leurs comptes des années sur lesquelles ils ont baillé lesdicts deniers, ou à payer icelles sommes par eux receues et faict recevoir de iceulx nos vicomtes, receveurs et grenetiers, se ne leur estoit sur ce par nous pourveu de tout remede convenable. Parquoy nous, en consideration aux choses dessusdictes et à la pacification des differends et divisions qui, graces à Dieu, est de present en nostre-dict royaume, et mesmement en contemplacion de nostre-dict frere le Duc de Guyenne, qui sur ce nous a très-instamment faict requerir, avons voulu et

NOTE.

(a) Transcrites sur la copie du Mémorial N de la Chambre des comptes, fol. 157.

LOUIS XI.
à Amboise,
le 10 Juin
1469.

ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes, que de tous et chacun les deniers ainsy reçeus ou faict recevoir, depuis et durant ledict temps desdictes differences et divisions, par lesdicts gens, officiers, serviteurs, adherens et alliez lors declarez d'icelluy nostre frere, ou à leurs commis et-deputés, soit par l'ordonnance et adveu de nostredict frere, des descharges ou aultres acquits de sesdicts tresoriers et receveurs generaulx, ou aultrement desdicts vicomtes et receveurs, tant de nostredict domaine que dudict payement de nosdicts gens de guerre, aydes, esquivallent aux aydes, grenetiers et aultres nos deniers, iceulx gens, officiers et serviteurs, adherens et alliez d'icelluy nostre frere et leursdicts commis et deputés soyent et demeurent à tousiours quictes et deschargez, et lesquels deniers à quelque valeur qu'ils puissent monter, nous avons à nostredict frere et à sesdicts gens, officiers, serviteurs et adherens, et aultres qui s'estoient declarez ses adherens et alliez, en tant que mestier est, donné, octroyé et quicté, donnons, octroyons et quictons de grace especiale par cesdictes presentes, signées de nostre main; et avec ce, voulons et ordonnons que, en rapportant par nosdicts vicomtes, receveurs et grenetiers, et aultres que ce pourroit toucher, le *vidimus* de cesdictes presentes faict soubz scel royal, avec lesdicts descharges et acquits qui leur auront esté baillez par lesdicts tresoriers et receveurs generaulx de nostredict frere, ils et chascun d'eulx en soyent et demeurent semblablement quictes et deschargez en leurs comptes, et partout ailleurs où il appartiendra. Si vous mandons et expressemment enjoignons et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ordonnance, volonté, don, quittance et octroy, vous faictes, souffriez et laissez nostredict frere et sesdicts gens, officiers et serviteurs, adherens, alliez, et leursdicts commis et deputés, et aussy nosdicts vicomtes et receveurs, grenetiers, et chascun d'eulx pour tant qu'il luy pourra toucher, joyr et user plainement et paisiblement, sans les contraindre, ne souffrir estre contraincts, ne aucuns d'eulx, à rendre, payer ne restituer à nous ne à aultres de par nous, aucuns desdicts deniers par eulx et ainsy receus et baillez, comme dict est, ne à fournir aultres acquits que dessus est dict; car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, et ce nonobstant que la valeur desdicts deniers ne soit cy aultrement declarée, que descharges n'en soyent levées par le changeur de nostre tresor et les receveurs generaulx de noz finances, selon l'ordre d'icelles, et quelconque ordre, stile ou rigueur de nostre Chambre des comptes, ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que nosdicts officiers, et aussy lesdicts gens, officiers, serviteurs, adherens et alliez de nostredict frere, pourront avoir affaire de cesdictes presentes en divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles qui en sera faict soubz scel royal, plaine croyance et foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Amboise, le dixiesme jour de Juin, l'an de grace mil quatre cent soixante et neuf, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, le sire de Delaforest, et aultres presens. BOURRE (a).

NOTE.

(a) Ces lettres furent enregistrées par la Chambre des comptes, sans difficulté, le 17 août suivant. Il n'en avoit pas été de même de celles qui donnoient la Guyenne pour appanage au frere du Roi (ci-dessus, page 209) :

Louis XI fut obligé de recourir à des lettres de jussion, pour y contraindre le parlement; nous les avons rapportées, ci-dessus, page 212 et 213.

LOUIS XI,
à Tours,
Juin 1469.

(a) *Statuts et Ordonnances de police intérieure, pour la ville de Therouane.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir veues les lectres de feu nostre très-chier seigneur et père que Dieu absoille, à nous présentées de la partie de noz bien-amez les bailly et eschevins de la ville et cité de Therouenne, esquelles estoient et sont incorporées certaines autres lectres de feu nostre très-chier seigneur et ayeul, le Roy Charles sixiesme, dont la teneur s'ensuit :

CHARLES VII,
à Tours,
Mai 1444.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir veues les lectres de feu nostre très-chier seigneur et père que Dieu absoille, à nous présentées de la partie de noz bien-amez les bailly et eschevins de la ville et cité de Therouenne, desquelles la teneur s'ensuit :

CHARLES VI,
à Paris,
le 20 Septembre
1409.

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roy de France, au bailly d'Amiens, au prevost de Montereul, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, salut. Exposé nous ont noz bien-amez les bailly et eschevins de la ville et cité de Therouenne, disant que, comme ladite ville soit située et assise ès mectes de la frontière de Picardie, à sept lieues ou environ de Guynes occupée par nos ennemis, et les marches de Flandres, de Boulenoys, d'Artoys et de Ternoys, en laquelle ville repairent (b) et frequentent plusieurs gens estrangers, nobles, non nobles, de plusieurs conditions, les aucuns pour bien faire, les autres pour mal faire, et y viennent et repairent aucuns brigueurs, gens rioteux (c) et bannis, dont les aucuns se sont souveneffois efforcez et efforcent, de jour en jour, de battre et injurier aucuns des bourgeois, habitans, manans et simples gens de ladite ville, et autres qui viennent pour leurs marchandises et besoingnes en ladite ville, et y ont commis et commectent de jour en jour plusieurs offenses, delicts et malefices, dont plusieurs grans inconveniens et meschez (d) en sont advenus et adviennent, et n'ont voulu et ne veullent telz malfaiteurs obeyr à justice, mais vont et viennent parmi ladite ville et cité portans grans planchons (e) cretelez (f), et autres crueulx bastons davantage; par quoy plusieurs personnes ont laissé et laissent à demourer et repaier en ladite ville, et demeurent lesdicts malfaiteurs impunis par leur force et grandeur; et pour remedier à ce, aient esté faicts certains statuts et ordonnances qui ont esté criez et publiez en ladite ville et cité, affin que aucuns ne le peussent ou deussent ygnorer, tels qu'ils feussent en effect et en substance.

C'est assavoir que d'ores en avant il ne soit aucun forain qui voies (g) parmy ladite ville portant hache, planchon ne autre baston davantage, et que incontinent qu'ils seront à l'ostel là où ils voudront estre logiez les mectent

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 132.

(b) Se retirent.

(c) Querelleurs.

(d) Disgrâces, malheurs.

(e) Sortes de piques.

(f) Dentelés, entaillés en forme de dents.

(g) Vienne.

ins (a) sur peine de perdre lesdicts bastons et paier soixante sols parisis d'amende; et si est et sera d'ores en avant commandé et enjoinct aux portiers et hostelliers de ladicte ville, que ce ilz dient et facent sçavoir à ceulx qui entreront en ladicte ville, sur peine de dix livres parisis, se prins et detenus estoient pour ceste cause, et ou cas que non et qu'ils se rendroient furtiz (b), sur peine d'être bannis de ladicte ville et banlieue d'icelle; et aussi, que aucun forain ne fière (c) d'armes emolues ne d'autre baston, ne aussi de poins ne de piez, aucun bourgeois ne autre personne en ladicte ville et cité, forbours ou banlieue d'icelle, ne donne à ce faire conseil, confort ne aide, sur peine de payer amende de soixante-dix livres parisis, et perdre chevaulx et harnoy; et ou cas que prins ou apprehendez ne seroient tels malfaiteurs et qu'ils se rendroient furtiz, ils seront bannis de ladicte ville, cité et banlieue, et commectront ladicte amende de soixante-dix livres parisis; et se aucuns de leurs chevaulx ou harnoy sont trouvez et prins, ils demoureront confisqués, comme dict est; et si est fait commandement par lesdicts statuts, que s'aucun bourgeois oit ou perçoit que aucun forain vueille battre ou s'efforce de battre quelque personne, bourgeois ou autre, en ladicte ville et cité, forbours ou banlieue, que tantost et sans délai ilz se mettent en arroy pour icelluy ou ceulx forain ou forains délinquans prendre, les livrer à justice et mener en prison, et que de ce tous les bourgeois facent devoir, sur peine d'estre desmis de leur burgage et de commectre chacun amende de vingt sols parisis; et s'il advenoit que les malfaiteurs feussent si forts et si mal meus qu'ilz voulussent aucunement desobéir et efforcer justice, que on aille sonner la cloche à volée, afin que chacun desdicts bourgeois soit prest pour aidier justice, sur ladicte peine de vingt sols, et que celluy qui sera premier à ladicte cloche sonner, aura quatre sols, et le second apres deux sols; et que incontinent que on orra ladicte cloche, chacun desdicts bourgeois souffisant et puissant à ce, voire tantost au lieu où les malfaiteurs seront, et soit prest de aidier justice, et de prendre et mener lesdicts malfaiteurs en prison, sans quelzconques dissimulations ou faintises, sur peine de vingt sols parisis d'amende; et que incontinent que les gardes des portes de ladicte ville et cité orront ou appercevront noise ou effroy en ladicte ville et cité, ou qu'ilz orront le son de ladicte cloche, qu'ilz ferment sans délai les portes de ladicte ville et cité, à peine d'estre desmis de leur burgage, et payer vingt sols parisis d'amende; et avec ce, que nulz desdicts bourgeois ne soyent favorables, aidans ou confortans à aucuns forains delinquans en ladicte ville et cité, forbours ou banlieue, sur peine d'estre desmis de son burgage, et estre banny.

Auxquels statuts et ordonnances, combien que faitz escripts et publiez aient esté par lesdits exposans, la plus grant partie de tels gens allans et venans ne veulent obéir ne obtemperer, mais sont et s'efforcent de faire chacun jour plusieurs injures et opprobres aux demourans, bourgeois et habitans d'icelle ville, au grand esclande, vitupere et lezion de justice, destruction et foulement de ladicte ville et desdicts exposans, si comme ilz disent, requérans sur ce nostre provision. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, qui de tout nostre pouvoir voulons obvier aux inconveniens qui en icelle ville de Therouenne qui est es frontieres, comme dict est, pourroient advenir

LOUIS XI.
à Tours,
Juin 1469.

NOTES.

(a) Dedans, dans la maison.

(b) En cachette, secrètement.

(c) Frappe.

LOUIS XI,
à Tours,
Juin 1469.

par les choses dessusdictes, et lesdicts exposans, lesquels en particulier et en commun nous avons pris et mis, prenons et mettons en nostre protection et sauve garde especial, demourer en icelle ville paisiblement, vous mandons et commectons, et à chascun de vous si comme à lui appartendra et sur ce requis sera, que s'il vous appert par informacion faicte ou à faire, que les statuts et ordonnances dessusdicts soient prouffitables et pour la seureté de ladicte ville, vous en icelle ville et autres lieux accoustumez à faire cris au pays, criez et publiez de par nous solemnellement à son de trompe, et tellement que aucun ne se puisse excuser d'ignorance, lesdicts statuts, ordonnances, confirmacions, sauve-garde et autres choses dessusdictes, lesquelles nous voulons estre tenus et gardez de point en point selon leur forme et teneur, et iceulx louons, ratifions, confermons et agréons, en tant que besoing en seroit, et deffendez de par nous que nuls ne les transgresse sur certaines et grosses peines à nous à appliquer; et avec ce avons accordé et accordons auxdicts supplians que s'aucuns sont transgresseurs desdictes ordonnances, ou fônt aucune injure, vilenie, rebellion ou desobeyssance aux habitants de ladicte ville ou à aucuns d'eulx, que iceulx habitants ou partie d'iceulx puissent prendre et mener à justice les transgresseurs ou faisant le debat, en quelque lieu que trouvez pourront estre, et se les malfaiteurs ou faisant l'injure et debat se rebelloient, et qu'il y eust debat ou riote, et il y avoit aucun blessié, mort ou mehaignie, en gardant le droit desdicts exposans, que aucune chose ne leur en puisse estre demandée, mais en tant que besoin seroit, le pardonnons, dès maintenant pour lors, à ceulx qui se auroient faict. Et avec ce nous vous mandons et enjoignons estreictement, et à tous noz autres justiciers, officiers et subjects que, en ce faisant, vous et eulx prestez et faictes auxdicts exposans conseil, confort et aide, car ainsi nous plaist-il estre faict, et auxdicts exposans l'avons octroyé et octroyons, de grace special par ces présentes, non obstant quelzconques lectres subreptices à ce contraires. *Donné à Paris, le xx.^e jour de Septembre, l'an de grâce mil cccc et neuf, et de nostre regne le xxx.^e*

Suite des Lettres
de
CHARLES VII.

Et pour ce nous a esté moult humblement supplié de la partie des dessusdicts bailly et eschevins dudict lieu de Therouenne que, pour le bien de la chose publicque d'icellui lieu, voulussions lesdictes lectres et tout leur contenu benignement confermer, et de nouvel octroyer. Pour ce est-il que nous, voulans estre convenablement obvié à tous inconveniens dont la chose publicque et particuliere des lieux de nostre royaume peut estre blecée et perturbée, mesmement les cités et bonnes villes de nostredit royaume et les communitez d'icelles estre conservées en bonne paix et seureté, et par ce plus favorablement inclinans à la supplicacion desdicts supplians, lesdictes lectres dessus inserées et tout le contenu d'icelles louons, ratifions, approuvons, et de nostre grace especial, plaine puissance et autorité royal, confermons et octroyons de nouvel par ces presentes. Si donnons en mandement au bailly d'Amiens, au prevost de Monstereul, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace, confirmation et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts bailly et eschevins et autres habitants de ladicte ville de Therouenne, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ou donner, ne souffrir estre faict ou donné aucun enpeschement ou destourbier au contraire, ainçois se faict ou donné leur estoit, le facent incontinent oster, veues ces presentes. Et affin que ce soit chose ferme et

estable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel ordonné en l'absence du grant à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Tours, au mois de Mai, l'an de grace mil cccc quarante-quatre, et de nostre regne le xxij.^e, ainsi signé : Par le Roy, à la relation du grant Conseil. J. A. DE LA GARDE.*

LOUIS XI,
à Tours,
Juin 1469.

Lesquelles lectres ci-dessus transcriptes, ainsi octroyées ausdicts bailliy et eschevins, leur est besoing que par nous soient confirmées et approuvées de nouvel, ainsi que fait a esté par nostredict feu seigneur et père, ainsi qu'ils dient, requerans sur ce nostre provision. Pourquoi nous, ce considéré, et mesmement le contenu esdictes lectres ci-dessus transcriptes et autres choses à ce nous mouvans, de grace especial, par ces presentes avons loué, ratifié, confirmé et approuvé, louons, ratifions, confirmons et approuvons de nouvel, de notre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, lesdictes lectres ci-dessus transcriptes, et tout le contenu en icelles. Si donnons en mandement au bailliy d'Amiens, au prevost de Monstreul, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace, confirmation et octroy, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts bailliy et eschevins et autres habitans de ladicte ville de Therouenne, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ou donner, ne souffrir estre fait ou donné aucun empeschement ou destourbier au contraire, ainçois se fait ou donné leur estoit, le facent incontinent oster, veues ces présentes. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Tours, au mois de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le viij.^e Ainsi signé : Par le Roy, à la relation des gens de son grant Conseil. BOURRE. Visa. Contentor. DUBAN.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

(a) Translation du Parlement de Bordeaux, à Poitiers.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France ; sçavoir faisons à tous presens et avenir, comme apres nostre advenement à la couronne, pour les grans plaintes et clameurs qui faictes nous furent de ce que, pour la grant affluence et multitude des causes et proces estans en noz cours de parlement à Paris et Thoulouse, tant par appel que autrement, qui ne pvoient estre déterminées ne decidées, et dont s'en estoit ensuy et ensuivoient de jour en jour, plusieurs grans maulx, charges et inconveniens irreparables à noz subjects et à la chose publique de notre royaume, nous, pour obvier, à nostre pouvoir, ausdicts inconveniens, et afin que briefve justice fust administrée ausdicts subjects, eussions ja pieça, pour ces causes, et pour le soulagement d'iceulx nos subjects, des peines et travaux qu'ils avoient supportez aux causes dessusdictes, fait, créé et institué une court de parlement en la ville et cité de Bordeaux, ainsi que ces choses et autres sont plus à plain contenues et declairées ès lectres de ladicte institution et creacion, en laquelle nostre court de parlement, eussions ordonnez et establiz ung president,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 70.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1469.

quatre conseillers clers, et quatre laiz, noz advocat et procureur, deux greffiers et quatre huissiers, et eussions ordonné y ressortir les senechauciees de Guyenne, Limosin, le hault et le bas Agenoys, Basadez, les Lannes, Quercy deçà la rivière de Dordogne, Xaintonge et le gouvernement de la Rochelle, avec autres pays declairez en nosdictes lectres de institution; laquelle nostredicte court ait esté de par nous tenue en ladite ville et cité de Bordeaux, par nos amez et féaulx les president, conseillers et autres officiers d'icelle. Et il soit ainsi que, depuis, ayons baillé en partage et appanage à nostre tres-chier et tres-amé frere Charles, le pays de Guyenne, et autres pays, terres et seigneuries contenues et declairées ès lectres dudict appanage, pour laquelle cause, ayons delibéré de translater, faire seoir et tenir nostredicte court de parlement, en la forme, estat et manière qu'elle estoit en icelle ville et cité de Bordeaux, en aucun autre lieu à ce propice et convenable, à nous appartenant neument et sans moyen. Parquoy nous, deuement advertiz et acertenez des choses dessusdictes, et aussi que nostre ville et cité de Poitiers, qui est notable et ancienne ville, est plus propice et convenable pour y mettre et faire tenir et seoir nostredicte court de parlement, que nulle autre ville que nous ayons pres de ladite ville de Bordeaux, et en laquelle ville de Poitiers nostre court de parlement à present séant à Paris a été autrefois tenue, et y sont encore les lieux et sieges necessaires pour la tenir, desirans justice estre administrée et entretenue à nosdicts subjects, et les causes et proces estans indécis en nostredicte court de parlement, n'agueres seant en ladite ville de Bordeaux, estre jugez et determinez le plus brief que faire se pourra, avons pour ces causes et autres grandes causes et conciderations à ce nous mouvans, et par l'advis et deliberacion d'aucuns des seigneurs de nostre sang et gens de nostre grant conseil, translaté et mis, translatons et mectons de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royale, par ces presentes, en nostredicte ville de Poitiers, nostredicte court de parlement n'agueres seant en ladite ville de Bordeaux, pour estre doresnavant tenue en icelle ville de Poitiers par les president, conseillers, advocat, procureur, greffiers et huissiers qui par nous y ont esté ou seront establiz et ordonnez, en tel ou plus grant nombre qu'ilz estoient audict parlement de Bordeaux. Et en oultre, avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons que toutes les causes meues et pendans indécises en nostredicte court, lors séant audict Bordeaux, tant par appel que autrement, soient vydées, decidées et determinées en nostredicte court de parlement de Poitiers, tout ainsi qu'elles eussent esté en nostredicte court de parlement de Bordeaux, et que lesdicts procès soient apportez en nostredicte ville de Poitiers, pour illec estre jugiez et determinez par icelle court; et avecques ce, pour les causes que dessus, avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons ressortir en nostredicte court de parlement de Poitiers, les pays et conté de Poictou, la Marche haulte et basse, et leurs enclaves, appartenances et appendances quelzconques, et le pays de Combraille, et le Franc-Aléu, ensemble lesdicts pays de Limosin, le hault et le bas, lequel comme dict est, ressortissoit en nostredicte court de parlement à Bordeaux, en laquelle nostredicte court de parlement de Poitiers, voulons et ordonnons y estre tractées, decidées, et déterminées les causes et querelles des subjects desdicts pays, par appel et autrement, et tout ainsi que font noz autres courts de parlement de Paris et de Thoulouse. Et en oultre, avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons, que toutes les causes des pays dessusdicts, pendans indécises

LOUIS^{XI},
à Amboise,
Juillet 1469.

indecises en nostredicte court de parlement à Paris, qui ne sont closes en droit et receues pour juger en ladicte court, soient decidées et déterminées en nostredicte court de parlement par nous establie et translátée en nostredicte ville et cité de Poictiers. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez et féaulx conseilliers et qui tendront nostredicte court de parlement à Paris, que lesdites causes et procès, avecques les parties, ils renvoyent en nostredicte court de parlement à Poictiers, pour y estre procédé, ainsi qu'il appartiendra par raison, et lesquelles nous y avons evocquées et evocquons, et en avons interdite et deffendue, interdisons et deffendons à nostredicte court de parlement à Paris, toute court, juridicion et cognoissance. Et affin que les parties à qui lesdicts procez pourroient toucher ne soyent delayans d'aller proceder en iceulx procès en nostredicte court de parlement de Poictiers, nous avons voulu, decerné et declairé, voulons, decernons et declairons, par edict, loy, statut et ordonnance royal, que tout ce qui sera faict et poursuy au contraire par nostredicte court de parlement à Paris, depuis la publicacion et notification de ces presentes, soit de nul effect et valeur, et le quel nous avons revocqué, cassé et adnullé, cassons, revocquons, adnullons et mettons du tout au néant par cesdictes presentes, par lesquelles nous donnons aussi en mandement à noz amez et féaulx les president, conseilliers et autres officiers qui ont esté ou seront de nouvel par nous ordonnez pour tenir nostredicte court de parlement, en nostredicte ville de Poictiers, qu'ils se transportent incontinent en icelle ville, pour illec seoir, tenir et exercer nostredicte court de parlement, et y expédier les causes et procès des fins et limites dessus declairées, ainsi et par la forme et maniere qu'il est accoustumé faire en noz autres courts souveraines, en faisant publier ces presentes en nostredicte ville et cité de Poictiers, et ailleurs où mestier sera, ainsi qu'il est accoustumé faire en tel cas. Mandons en oultre aux seneschaux de Poictou et de Lymosin, et à tous noz autres justiciers et officiers esdits pays et limites, ou à leurs lieutenans ou commis, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que cesdictes presentes ils publient et facent publier en leurs courts et juridicions et partout ailleurs où il appartendra, et obeissent et facent obeyr les subjects de leursdictes seneschauciées et juridicions, selon la forme et teneur des lectres de l'institution de nostredicte court et de cesdictes presentes. Et néantmoins, pour ce que de cesdictes presentes on aura à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, soy soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, ou mois de Juillet, l'an de grâce mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi signé en marge : *Par le Roy : J. BOURRE. Visa. Contentor. ROLANT.*



LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1469.

(a) *Approbation et ratification données par le Roi à des bulles du Pape, qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay. Amortissement et sauve-garde accordés à ce sujet.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous, Lpresens et advenir, nous avoir reçue l'umblé supplication de plusieurs, tant de nostre ville et cité de Tournay, nos vrays et loyaux subjects, que d'autres personnes notables demourans à l'environ de ladicte ville, contenant comment, nagues, à leur tres-humble intercession, nostre saint pere le Pape, par ses bulles, leur ait benignement octroyé qu'ils puissent faire construire et edifier en l'evesché de Cambray, au-dehors, autour, à l'environ, ou dedens nostredicte ville et cité de Tournay, au lieu le plus convenable que advisé seroit, ung nouvel cloistre et convent de seurs religieuses de l'ordre de Sainte-Clere de la grant abstinence, vivens en perpetuelle closture et en povreté volontaire, sans avoir ne pouvoir posseder rentes ne revenues quelzconques, soubz l'administration des freres mineurs de la famille des vicaires de l'Observance, ainsi qu'il est plus à plain contenu esdictes bulles, du *vidimus* desquelles, faict soubz scel autentique, a esté faicte foy et ostencion devers nous; depuis le quel octroy, et en regardant et querant lieu ydoine et propice à ce que dict est, plusieurs de nosdicts subjects et habitans de nostredicte ville caritablement affectez à ladicte religion, ont ensemble par grant deliberation advisé avec autres discrettes personnes, tant d'eglise que seculieres, que lesdicts cloistre et convent seroient mieulx seans et plus convenables et appartenant par dedans ladicte ville, et soubz la fermeté et closture d'icelle, que autre part, et y seroient plus aisément pourveues et administrées de leurs necessitez cottidiennes et spirituelles, et lesdicts habitans plus enclins en eslargir leurs aumosnes, que en lieu loingtain, hors icelle ville; et desja aucuns desdicts habitans, par vraye charité, se sont disposez ceder et transporter ès mains des chefs de loy de ladicte ville, pour et ou nom de nous, et au prouffit perpetuel d'icelle religion, certains leurs heritaiges et places de terre, très-propres et convenables pour y asseoir, edifier et faire ledict monastere et convent, moult desirans que nostre plaisir feust en estre le patron et principal fondateur, en nous humblement requérant que en l'honneur de Dieu nostre redempteur et de sa très-glorieuse Vierge mere, et pour tousiours multiplier et croistre son divin service et les dignes euvres de charité, et aussi à ce que lesdictes religieuses et leursdicts freres administrateurs soient obligez et tenus prier Dieu pour nos très-nobles progeniteurs et pour nous, il nous plaise les choses dessusdictes gréer et consentir en octroyant la construction et edification dudict convent estre faicte en icelle nostre ville, pour la perpetuelle habitation desdictes religieuses et de leursdicts freres administrateurs, par la manière dessusdicte, et lesdictes bulles faire sortir leur plein effect. Et avec ce, afin que par nos officiers ou autres aucun empeschement ne leur soit mis ou donné, ou temps advenir, en leurdict monastere ne ès appartenances et appendances d'icelluy, leur admortir le lieu et situation d'icelluy convent,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 67.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1469.

et surtout leur impartir et eslargir benigne-ment nostre grace; pour ce est-il que nous, ces choses considerées, desirans les bonnes et dignes euvres encommençées estre entretenues et accomplies, inclinans liberalement à la requeste desdicts supplians, pour ces causes, et afin que soyons participans es prieres, oroisons et autres suffrages (a) et bienfaiz qui seront faiz audict monastere, et pour autres considerations à ce nous mouvans, avons ledict octroy ainsi faict par nostredict saint pere le pape, par vertu desdictes bulles apostoliques, et tout le contenu en icelles eu et avons agreable, et l'avons loué, approuvé, ratifié et confirmé, louons, approuvons, ratifions et confirmons; et en oultre, consenty, octroyé et accordé, consentons, octroyons et accordons de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal par ces presentes, voulons et nous plaist ledict monastere, cloistre et convent estre faict construire et assis dedens nostredict ville de Tournay en la partie dudict evesché de Cambray, en lieu le plus utile, ydoine et convenable que trouver se y pourra, pour, par lesdictes religieuses et leursdicts freres administrateurs, y estre et demourer à tousiours, et vivre selon l'obeyssance de ladicte religion en la maniere que dessus est declairée, lesquelles religieuses et leursdicts administrateurs, biens et famille, nous, par ces mesmes presentes, dez maintenant pour lors, avons prins et mis, prenons et mettons en nostre protection et sauve-garde especial, et avec ce, avons l'eritage, lieu et terre, qui est à present ou sera après ordonné et necessaire, tant pour leur closture et demeure que pour leur eglise et pourpris de leurdict convent, admorty et dedyé, admortissons et à Dieu et à leurdict convent dedyons de nosdicte grace, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, sans ce que jamais elles soient ne puissent estre contraintes à en wyder leurs mains en quelque maniere ne pour quelque cause que ce soit, ne que à ceste cause ilz soient tenus de payer aucune finance à nous ne à nos successeurs, laquelle finance, quelle qu'elle soit, nous leur avons pour Dieu et en aumosne, donnée et quictée, donnons et quictons du tout par ces presentes signées de nostre main, pourveu toutes voyes que en ladicte eglise, ne en tout le circuit et pourpris dudict monastere, n'y aura ne pourra avoir aucune franchise ne immunité, mais demourera ledict lieu justiciable à nous et à la loy (b) d'icelle ville en tous autres cas, et tout sans prejudice des privileges, franchises et juridicions de nostredict ville et cité de Tournay. Si donnons en mandement à nos amez et féaux conseillers les gens de nostre parlement et de nos comptes à Paris, aux bailliz de Vermandoy et de Tournay et de Tournesis, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts supplians, ensemble lesdictes religieuses et leursdicts freres administrateurs qui seront et demourront audict monastere et convent, et chacun d'eulx, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de nos presentes ratification, approbacion, confirmation, consentement, admortissement, don, quittance et octroy, et de tout le contenu en cesdictes presentes, sans leur faire ou mettre, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun destoubrier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit en

NOTES.

(a) Prières pour implorer l'appui des saints, auprès de Dieu, en faveur des morts.

(b) Loy est ici pour tribunal, cour de justice.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1469.

aucune manière, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay à plaine delivrance et au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, du mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le neufiesme.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, l'Evesque d'Avrenches et autres presens. Visa. Contentor. DUBAN (a).

NOTE.

(a) Des foires furent accordées à la ville de Saumur par des lettres patentes du même mois de juillet. Ces lettres sont au registre 196 du Trésor des chartes, n.º 58. Le même registre a, sous les n.ºs 60, 64 et 183, trois pièces que nous nous contenterons aussi d'indiquer : 1.º amortissement pour les exécuteurs

testamentaires de Jeanne d'Angelle, femme de maître Jean Colas, conseiller au parlement; 2.º sauve-garde pour l'église de saint Ursin, à Bruges; 3.º concession d'amortissement pour l'établissement d'un monastère à Valogne. Ces lettres sont, toutes trois, du mois d'août 1469.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.º Août
1469.

(a) Institution et Statuts de l'Ordre de Saint-Michel.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que pour la tres-parfaicte et singuliere amour que avons au noble ordre et estat de chevalerie, dont par ardent affection desirons l'onneur et augmentation, à ce que, selon nostre entier desir, la sainte foy catholique, l'estat de nostre mere sainte esglise, et la prosperité de la chose publique, soyent tenues, gardées et deffendues ainsy qu'il appartient, nous, à la gloire et louenge de Dieu, nostre créateur tout puissant, en reverence de sa glorieuse mere (b), et à l'onneur et reverence de monsieur (c) Sainct-Michel Archange, premier chevalier, qui pour la querelle de Dieu victorieusement batailla contre le dragon, ancien ennemy de nature humaine, et le tresbuchia du ciel, et qui son lieu et oratoire (d) appelé *le Mont-Sainct-Michel*, a tousjours seurement gardé, preservé et deffendu, sans estre pris, subjugué, ne mis es mains des anciens ennemis de nostre royaume; et afin que tous bons, haults et nobles courages soyent incitez (e) et plus esmeuz à euvres vertueuses, le premier jour du mois d'août, l'an de grace mil quatre cens soixante-neuf, et de nostre regne le neufiesme, en nostre chastel d'Amboize, avons constitué, créé et ordonné, et par ces presentes constituons, créons et ordonnons ung ordre et fraternité de chevalerie ou amiable compagnie de certain nombre de chevaliers, lequel

NOTES.

(a) Transcrit sur une copie collationnée étant autrefois aux archives de la Chambre des comptes, maintenant à celles du royaume. Collationné avec la charte 1014 de cette chambre, pareillement aux archives du royaume. Voir aussi le Recueil de Fontanon, t. III, p. 32 et suiv.; celui de Rebuffi, t. II, p. 141 et suiv.; et les preuves de l'Histoire chronologique de France, par Marcel, t. III, p. 504 et suiv., où on a imprimé une partie de cette loi. Nous

indiquerons les variantes tirées de la charte 1014 de la chambre des comptes, par Ch.; celles tirées de Fontanon, par F.; celles tirées de Rebuffi, par R.; celles tirées de Marcel, par M.

(b) De la glorieuse Vierge Marie. F. R. M.

(c) Monseigneur. Ch. R. F. M.

(d) Son lieu ordinaire. R. F.

(e) Emus et incités. Ch.

ordre nous voulons estre nommé l'ordre de Saint-Michel, en et souz la forme, condicion, statuz, ordonnances et articles ci-après escriptz.

Premierement. Avons ordonné et ordonnons que en ce present ordre aura trente-six chevaliers gentilzhommes de noms et d'armes, sans reproche, dont nous serons le (a) chef et souverain en nostre vie, et après nous nos successeurs Roys de France, et lesquels freres et compaignons de l'ordre, à l'entrer d'icelluy, seront tenuz de laisser et laisseront (b) tout aultre ordre, se aucun en avoient, soit de princes ou de compaignie, excepté Empereurs, Roys et ducs, qui avec ce present ordre pourront porter l'ordre dont ils sont chiefs, moyennant lectres (c) et consentement de nous et de nos successeurs souverains et des freres d'icelluy ordre. Et en cas semblable, nous et nos successeurs souverains dudict ordre, pourrons, s'il nous plaist, porter l'ordre d'ung des dessusdictz Empereurs, Roys ou ducs avecque le nostre, pour plus grande desmontrance de vraye amour l'ung à l'autre, et pour l'esperance du bien qui en pourra advenir.

(2) *Item.* Pour ce que nous desirons que en ce present ordre ait des plus grans, mieulx renommez, plus vertueux et notables chevaliers, dont nous avons connoissance, tant de ceulx de nostre sang et lignage que aultres de nostre royaume et de dehors, nous, bien informez des bons sens, vaillances, prudommies, et aultres grandes et louables vertuz estans es personnes des chevaliers cy-dessoubz escripts, et par ce confians plainement de leur grande et entiere loyauté, et esperans la continuation et perseverance d'iceulx de bien en mieulx en toutes haultes, dignes et vertueuses euvres, iceulx avons nommez et nommons en nos freres et compaignons dudict ordre, duquel nous et nos successeurs Roys de France serons souverains comme dessus est dict; c'est assavoir :

Nostre très-cher et très-amé frere, Charles, duc de Guyenne (d);

Nostre très-cher et très-amé frere et cousin, Jehan, duc de Bourbonnois (e) et d'Auvergne (f);

Nostre très-cher et très-amé frere et cousin, Loys de Luxembourg, comte de Saint-Pol (g), connestable de France;

André de Laval, sieur (h) de Loheac, mareschal de France;

Jehan, comte de Sancerre, sieur de Beuil;

Loys de Beaumont, sieur de la Forest et du Plessis-Macé (i);

Jehan (k) d'Estouteville, sieur de Torcy;

Loys de Laval, sieur de Chastillon;

Loys, bastard de Bourbon, comte de Roussillon, admiral de France;

Antoine de Chabannes, comte de Dampmartin (l), grant-maistre d'ostel de France;

NOTES

(a) Ferons l'un. *F. R.*

(b) Délaisseront. *F. R. M.*

(c) Le gré. *Ch. F. R. M.*

(d) Il avoit d'abord été Duc de Berri; ensuite, de Normandie. Voir le tome XV, pages 208 et suiv., et le tome XVI, pages 378, 382, 394. Voir aussi la note c de la page 101 du même tome XV.

(e) Bourbon. *Ch. P.*

(f) Jean, II du nom, un des capitaines les plus distingués vers la fin du règne de

Charles VII. Voir notre t. XV, p. 569, note c.

(g) Voir le tome XVI, page 365, note a.

(h) Seigneur. *Ch. M. R.* Il y a *seigneur* aussi, au lieu de *sieur*, dans les deux ou trois lignes suivantes.

(i) Et non messire, comme on le lit dans Rebuffi, Fontanon et Marcel, qui l'appliquent à Jean d'Estouteville.

(k) Louis. *F. R. M.*

(l) Voir la note b de la page 384 du tome XVI.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

Jehan (a) d'Armaignac, comte de Cominge, mareschal de France, gouverneur du Daulphiné;

Georges de la Trimoihe (b), sieur de Craon;

Gilbert de Chabannes, sieur (c) de Curton, seneschal de Guyenne;

Loys (d) sieur de Crussol, seneschal de Poitou;

Tanguy du Chastel, gouverneur des pays de Roussillon et de Sardaigne (e);

Et le surplus pour parfaire le nombre desdicts trente-six chevaliers de ce present ordre, reservons estre mis par l'eslection de nous et de nosdicts freres au premier chapitre et convencion que nous et nosdicts freres ferons, ou ainsy que par nous et les dessus nommez ou la plus grant partie d'yeux sera advisé aux chapitres ou convencions ensuivans (f).

(3) Item. Et pour donner cognoissance dudict ordre et des chevaliers qui en seront, nous donnerons pour une fois à chacun desdicts chevaliers ung collier d'or fait à coquilles lassées l'une à l'autre d'un double laz, assises sur chainectes ou mailles d'or, au milieu duquel sur ung roc aura ung image d'or de monsieur (g) Saint-Michel, qui reviendra pendant sur la poitrine, lequel collier nous et nosdicts successeurs souverains et chacun desdicts chevaliers de l'ordre seront tenus de porter chacun jour autour du col à descouvert, sur peine de faire dire une messe et donner pour Dieu le tout jusques à la somme de sept sols six deniers tournois, laquelle chose se fera en conscience par les defaillans, chacun jour qu'ils fauldront à le porter, excepté en armes, où il souffira porter seulement ledict image Saint-Michel pendant à une chainecte d'or ou lasset de soye qui ainsy faire le voudra : et pareillement, quant ledict souverain, ou aucun desdicts chevaliers, iroient par pays ou seront en leurs maisons à privée maisnie, en chasses ou en autres lieux où il n'y auroit aucune compaignie ou assemblée de gens d'estat, ne seront point abstrains de porter le grant collier, fors seulement ledict image de l'ordre, en la façon que dict est.

(4) Item. S'il falloit aucune chose réparer audict collier, pour ceste cause pourra estre mis en main d'orfèvre; et jusques à ce qu'il soit mis à point, le chevalier à qui sera ledict collier ne sera, pour ledict temps, tenu d'aucune chose pour ce payer; aussy, se en loingtain voyage ou autre cas où laisser le convenist, ils le laissent à porter pour seureté de leurs personnes, faire le pourront; lequel collier sera du poix jusques à deux cens escuz d'or et au-dessoubz, sans estre enrichy de pierres ny autres choses; et ne le pourront lesdicts chevaliers donner, vendre, engager ne aliéner, pour quelque nécessité ou cause ne en quelque maniere que ce soit, ains demourera, sera et appartiendra tousjours audict ordre.

(5) Item. Et à l'entrée dudict ordre, les chevaliers d'icelluy promettront avoir bonne et vraye amour à nous, et à nos successeurs (h) souverains dudict

NOTES.

(a) Jean Bastard d'Armaignac. *Ch. F. R. M.* Voir le tome XV, page 360.

(b) De la Trimoihe, seigneur de la Trimoihe et de Craon. *Ch.*

(c) La Charte 1014 de la Chambre des comptes porte encore ici, et une ligne plus bas, seigneur, au lieu de sieur.

(d) Charles. *R. F. M.*

(e) Cerdagne.

(f) Nous ne connoissons pas le nom des chevaliers qui furent nommés pour compléter le nombre de trente-six.

(g) Monseigneur. *Ch. F. R.* On y trouve aussi, dans tous les articles suivans, monseigneur au lieu de monsieur, devant Saint-Michel.

(h) Rebuffi et Fontanon disent *subjects*; mais il est évident qu'on doit lire *successeurs*.

ordre, et l'un envers l'autre, et nous envers eux; vouloir pourchasser et accroître à leur pouvoir l'honneur et proffit, et eschever (a) le deshonneur et dommage de ceulx dudict ordre; et que s'ilz oient aucune chose dire qui soit contre l'honneur et bien d'aucun (b) d'icelluy ordre, ilz seront tenuz de les excuser par la meilleur maniere que faire pourront, et si le disant vouloit publiquement perseverer en ses parolles, ilz seront tenuz de remonstrer que par le serment ilz sont tenuz de reveller à leurs freres et compaignons ce qu'ilz orroient (c) proferer contre leur onneur et bien; et après ladicte remonstrance, se le disant veult perseverer, seront tenuz de le signifier au chevalier duquel telles parolles seront dictes et proferées contre son onneur et son bien comme dict est.

(6) *Item.* Se aucun s'efforçoit grever (d) ou porter dommage de faict à nous ou à noz successeurs chefs et souverains de l'ordre, ou en. nostre royaume, vassaulx et subjects, ou que nous et icelux noz successeurs cheffz dudict ordre feissions armes ou entreprises pour la deffense de la foy chrestienne, estat, restablisement et liberté de l'église de Dieu, entretenement de la couronne de France et de la chose publicque de nostre royaume, et contre noz anciens ennemis, ou autres justes querelles, en ce cas les chevaliers dudict ordre, les puissans en leurs personnes, seront tenuz de nous servir personnellement, et les non-puissans de faire servir moyennant a gaiges raisonnables, sinon en cas de loyal essoine (e) et evident empeschement, auquel cas se pourront excuser devers le souverain dudict ordre.

(7) *Item.* Et pour montrer la grant affection et amour que avons et voulons ad ce avoir à nosdicts freres et compaignons dudict ordre, et pour iceluy mieux et plus fermement estre entretenu en parfaite union, nous et nosdicts successeurs chefs et souverains dudict ordre, promettons solemnellement par serment à l'entrer d'icelluy, garder, deffendre, maintenir et entretenir tous iceulx chevaliers, officiers et suppostz de l'ordre, et chacun d'eulx, en tous leurs estaz, dignitez, prehemines, prerogatives, pays, terres, seigneuries et autres droiz, et les deffendre contre tous autres qui voudroient aucune chose entreprendre contre eulx, et les garderons comme noz propres droiz à nostre pouvoir, tant que bonnement selon Dieu (f) et raison faire le pourrons, tout ainsy que bon chief et souverain doit faire à ses bons freres et compaignons et officiers dudict ordre.

(8) *Item.* N'entreprendrons aucunes guerres ne autres haultes et pondeuses (g) besoignes, sans le faire sçavoir avant à la plus grant partie des chevaliers, pour sur ce avoir et user de leur bon conseil et adviz, sauf toutes voyes et excepté en matieres. et entreprises hastives et qui requereroient celerité, dont le reveler pourroit estre prejudiciable et dommageur ausdictes entreprises; et lesdicts chevaliers freres de l'ordre promectront et jureront de ne reveler les entreprises du souverain ne autres choses qui seront mises en conseil devant eulx, en recognoissance de l'obligation que ledict souverain leur faict de n'entreprendre aucune grant chose sans leur conseil.

(9) *Item.* Pareillement les chevaliers de l'ordre noz féaulx (h) vassaulx et

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Éviter.

(b) Et non *autres*, comme on le lit dans Fontanon et dans Rebuffi.

(c) Entendoient.

(d) Outrager, faire violence, injustice.

(e) Excuse, difficulté, obstacle.

(f) Droit. *Ch. R. F.*

(g) Dangereuses. *Ch. R. F.*

(h) Frères. *Ch.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

subjects, ne se mettront en aucunes guerres ne loingtains voyages sans nostre congé et licence ou de nos successeurs souverains de l'ordre; mais pourtant, nous n'entendons pas lesdicts chevaliers estre empeschez ne astraîns que au regard des terres qu'ils tiendront d'auteur (a), ils ne puissent entrer (b) en guerre et servir comme ils eussent peu faire avant la creation de ce present ordre, et semblablement, les non subjects de nous ou de nosdicts successeurs chefs et souverains dudict ordre ne puissent servir en armes et faire voyages à leur plaisir en le nous faisant sçavoir paravant, se le peuvent sans prejudice de leurs entreprises ou voyages.

(10) *Item.* Se aucun debat ou contens sourdoit (c) entre aucuns chevaliers et officiers de l'ordre à cause de leurs personnes seulement, dont vraisemblablement on peust doubter que voye de faict se peust ensuir, la chose venue à la cognoissance du souverain et chef de l'ordre, deffendra par ses lettres aux parties toutes voyes et euvres de faict; et au prochain chapitre lesdicts debatz seront vuidez par ledict souverain et ses freres chevaliers, lesdictes parties ouyes en ce qu'elles voudront dire l'une contre l'autre, et seront tenues lesdictes parties d'y comparoir, ou procureurs pour elles, et obtemperer à l'appointement qui sur ce sera faict par ledict souverain et lesdicts chevaliers, sauf par-tout le droit et haultesse de nostre justice et autorité royale et de nos successeurs.

(11) *Item.* Se aucun presumoit oultrager ou grever de corps aucun ou aucuns desdicts chevaliers ou officiers de l'ordre, tous les autres qui seroient presens, ou qui faire le pourroient, seront tenez d'y secourir, obvier et remedier, et de tout leur pouvoir le deffendre.

(12) *Item.* Se aucun non vassal ou subject du souverain de l'ordre faisoit grief, violence ou injure à aucun chevalier ou officier de l'ordre subject dudit souverain, lequel par justice ne peust avoir reparation, et que ledict chevalier ou officier grevé se vouldist soubzmectre à l'ordonnance dudict chef et souverain, et sa partie adverse le refusast, en ce cas lesdicts souverain et compagnons de l'ordre seront tenez de faire audict chevalier leur frere et compagnon ou audict officier, toute assistance et faveur possible; et au regard des chevaliers estrangers non subjectz dudict souverain qui soubzmectre se voudront, et leur partie le refuseroit, lesdicts souverain et compagnons de l'ordre en icellui cas luy feront telle assistance et faveur que bonnement faire pourront.

(13) *Item.* Se il avoit en nostre present ordre, ores ou le temps advenir, chevaliers, freres et compagnons non subjectz de nous ou de nos successeurs (d), et qu'il advinsist que nous ou nosdicts successeurs souverains dudict ordre eussions à mouvoir et mener guerre au seigneur naturel d'aucuns desdicts chevaliers et freres de l'ordre estrangers, ou à ses pays dont ils sont natifs, nous, pour nous et nosdicts successeurs chefs dudict ordre, declarons que, oudict cas, iceulx chevaliers non subjectz dudict chef et souverain pourront defendre leurdict naturel seigneur et sedicts pays sans encourir blasme ne charge de leur honneur, ne mesprendre envers ledict chef et souverain; mais se leurdict seigneur naturel vouloit mouvoir et faire guerre audict chef de l'ordre, son royaume et subject, ilz, attendu la fraternité

NOTES.

(a) D'autrui. R. F.

(b) Aller. Ch.

(c) S'élevoit.

(d) La Charte 1014 ajoute : *souverains dudit ordre.*

et affection (a) dudict ordre, se devroient excuser d'y servir; toutesvoies se leurdict seigneur ne les y vouloit recevoir, ains les vouldist astraindre audict service, servir le pourroient sans pour ce forfaire en honneur ne autrement, au cas que leurdict seigneur y soit en personne et non autrement, et que paravant ils le signifient par leur scellé (b) audit souverain de l'ordre.

(14) *Item.* S'il advenoit que aucun desdicts chevaliers de l'ordre alast en voyage ou service d'armes de seigneur estrangier, il le devra advertir que se aucun de ses freres et compaignons dudict ordre estoit pris en bataille ou guerre, il feroit son loyal devoir de à son dict frere et compaignon sauver la vie; et s'il estoit près de sa main lui quitteroit sa foy et franchement le delivreroit, sinon que ledict chevalier prisonnier fust chef de la guerre; et si ledict seigneur ne vouloit ainsy consentir, icelluy chevalier de l'ordre ne se pourroit par honneur armer pour luy, ains devroit delaisser son service.

(15) *Item.* Les chevaliers freres et compaignons dudict ordre, de la condition dessusdicte, qui y auront esté receus, en seront et demourront le cours de leurs vies, s'ils ne forfaient ou commectent cas reprochable parquoi ils en deussent estre privez et deboutez, lesquels cas nous declarons tels que cy-après sont escriptz; c'est assavoir, se aucun desdicts chevaliers estoit (que jà n'avieigne) convaincu ou actaint de heresie ou erreur contre la foy catholique, ou avoit pour ce souffert aucune peine ou punicion publique; *item*, s'il estoit actaint ou convaincu de trahison; *item*, s'il se departoit ou fuyst de journée ou bataille, soit avecque (c) son seigneur ou autres, où bannieres (d) fussent deployées, et qu'on eust assemblé et procedé jusqu'à combattre; pour lesquels trois cas dessus prochainement declairez, affin que l'ordre et compaignie ne soit par la faulte et coulpe d'aucun diffamée, ains demeure nette et honorée, comme il appartient, ordonnons que le chevalier qui seroit trouvé chargé, actaint ou convaincu ou des deux (e) ou de l'ung d'iceulx, sera, par le jugement du souverain et compaignons de l'ordre ou de la pluspart d'iceulx, osté, privé et debouté d'icelluy ordre, après ce qu'il aura esté oy en ses deffenses sur le cas, s'il s'en veut aucunement deffendre ou excuser, ou qu'il aura esté sur ce appellé, sommé (f) et souffisamment attendu; et s'il commectoit ausy aucun autre villain, enorme et reprochable cas, par ledict souverain et compaignons de l'ordre, et à leur dict et jugement, y sera procedé comme dessus, et pour autre cas n'en pourra estre privé ne debouté; mais si le souverain faisoit grief, tort ou violence à aucun ou aucuns des chevaliers de l'ordre, dont après ce que icelluy ou iceulx chevaliers auront souffisamment requis et sommé icelluy souverain et les (g) compaignons de luy en faire raison et justice, et qu'il l'auroit deument attendue, et ne la porroit obtenir, et que par lesdicts freres et compaignons pour ce assemblez ou la greigneur partie d'iceulx seroit faicte declairation dudict tort et refuz de justice, en ce cas, et non paravant, ledict chevalier ainsy grevé pourra rendre ledict collier, et soy departir de l'ordre, sans forfaire ne charge d'onheur, en prenant toutes

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Constitution. *Ch. R. F.*

(b) Scel. *Ch. R. F.*

(c) D'avec. *M.*

(d) Ou que autres bannières. *Ch.*

(e) De trois ou de deux. *Ch. ou d'eux. F.*

(f) Requis. *Ch. R. F.*

(g) Ses freres et. *Ch. R. F.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

voyes honorable (a) congié, et pareillement pour autres licites et raisonnables causes, selon l'adviz, determinacion et jugement du souverain et compaignons dudict ordre ou de la pluspart d'iceulx.

(16) *Item.* Et pour oster toutes rigueurs (b), doubtés, scrupules et difficultez qui pourroient venir touchant la priorité ou posteriorité des honneurs, estaz et degrez d'entre lesdicts (c) freres et compaignons de l'ordre, attendu que vraye et fraternelle amour ne doit point avoir regard à telles choses, nous voulons et ordonnons que tant en aler et venir, seoir en l'eglise, en chappitre et à table, nommer, parler et escrire, et en tous autres faiz et choses quelzconques dependans, regardans et touchans la situation en l'ordre present, les freres et compaignons d'icelluy ayent et tieignent maniere, lieu et ordre, selon que avant ou après ils auront receu l'ordre de chevalerie; et se plusieurs en y avoit qui en ung mesme jour eussent esté faiz chevaliers, ordonnons que le plus ancien d'eulx ait premier lieu en ce que dict est, et les autres ensuivant; et quant à ceulx qui cy-après seront mis en l'ordre par eslection du souverain et des freres de l'ordre, ordonnons qu'ils auront leur lieu selon le temps qu'ils seront entrez en l'ordre; et se plusieurs en y avoit d'ung mesme jour, ils l'auront selon leur aage, comme dict est, exceptez empereurs, roys et ducz, lesquels, pour la grandeur et haultesse de leurs dignitez, auront lieu en cest ordre selon le temps qu'ils auront receu l'ordre de chevalerie, sans en autre avoir regard (d) à noblesse de lignaige, grandeur de seigneuries, offices, estaz, richesses ou puissances.

(17) *Item.* Chacun chevalier dudict ordre, à sa reception, payera au tresorier quarante escus d'or courant, ou la valleur, pour convertir en joyaux, vestemens et aournemens pour le service divin du college dudict ordre.

(18) *Item.* Chacun desdicts chevaliers de l'ordre sera tenu de bailler ou envoyer audict tresorier, quant aucun desdicts chevaliers trespasera, sitost que ledict trespas sera venu à cognoissance desdicts chevaliers, argent pour faire chanter vint messes, et six escus d'or pour donner pour Dieu pour l'ame des chevaliers trespassez en l'ordre, lequel argent ledict tresorier sera tenu d'employer en ce que dict est, au lieu de la fondation pour ce faicte ou autres lieux (e) où se pourront tenir lesdicts chappitres et conventions, ainsi que par le souverain et (f) compaignons de l'ordre sera advisé.

(19) *Item.* Pour la très-singuliere confience et devocion que avons à monsieur Saint-Michel, premier chevalier, qui pour la querelle de Dieu victorieusement batailla, et qui son lieu et oratoire a tousjours gardé et deffendu sans estre pris ne subjugué des anciens ennemis de la couronne de France, et est invincible, et soubz le nom et tiltre duquel est par nous ce present ordre fondé et institué, nous avons ordonné que tous divins services et autres ceremonies ecclesiastiques, biensfaicts et fondacions que entendons faire et qui se feront tant par nous que par nos successeurs souverains de l'ordre et les freres et chevaliers d'icelluy, se feront et celebreront (g) au lieu et eglise dudict Mont Saint Michel, lequel lieu nous elizons et ordonnons tant pour les choses ecclesiastiques que autres, ainsi que après sera déclaré.

(20) *Item.* Au cuer (h) de ladicte eglise seront ordonnez sieges esquels

NOTES.

(a) Honorablement. *Ch. R. F.*

(b) Erreurs. *Ch. R. F.*

(c) Chevaliers, freres. *Ch. R. F.*

(d) Sans en avoir autre égard. *F.*

(e) Et. *R. F.*

(f) Freres et. *Ch.*

(g) Et emploieront. *R. F.*

(h) Chœur.

seront le souverain et lesdicts chevaliers de l'ordre, quant ils seront illec assemblez, et au-dessus desdicts sieges contre le mur, premierement dessus le siege du souverain sera mis et affiché l'escu de ses armes, et dessus son heaulme et tymbre, et subsequmment de chacun desdicts chevaliers, en gardant l'ordre de preference dont dessus a esté touché.

(21) *Item.* Pour le bien, honneur et exaltation dudict ordre, ordonnons avoir ung chancelier, et pour ce que l'office est grande et requiert bien avoir notable personne, voulons et ordonnons que nul ne soit à icelluy pourveu, s'il n'est constitué en prelatrice ecclesiastique, comme archevesque, evesque, ou dignité notable en cathedrale ou collegiale eglise, et s'il n'est docteur en théologie ou en decret, ou à tout le moins licentié en l'une desdictes facultez.

(22) *Item.* Ledict chancelier aura en garde le seel qui sera faict et ordonné pour ledict ordre, duquel icelluy chancelier ne pourra seeller aucunes lectres touchant l'honneur d'aucun chevalier, sinon par l'ordonnance du souverain et de six (a) compaignons dudict ordre qui seront presens et soubzscripts en la signature desdictes lectres; et aura le chancelier charge de proposer et porter le langage tant aux chappitres que en autres lieux et matières touchans l'ordre, bien, profit, honneur et augmentation d'icelluy, toutes les fois que mestier sera et que par ledict souverain ordonné luy sera.

(23) *Item.* Sera la charge de l'office dudict chancelier d'enquerir aux chappitres, des chevaliers de l'ordre qui là seront, de l'estat et gouvernement d'un chacun d'iceulx hors dudict chappitre, et les opinions et repons (b) desdicts chevaliers revellera et recitera, pour en estre faicte et prise conclusion audict chappitre, laquelle soit tendante à fin de recommandacion et louenge, ou correction, punicion ou peine, ledit chancelier proposera et prononcera sur le chevalier qui ce (c) pourra toucher.

(24) *Item.* Audict ordre aura ung autre officier appellé greffier, lequel sera tenu de faire deux livres en parchemin, en chacun desquels sera escripte la fondation de ce present ordre et les statuz, causes et ordonnances d'icelluy, au commencement desquels livres sera faicte une histoire de la reputation (d) du souverain et desdicts quinze chevaliers premierement mis et nommez par nous audict ordre, ci-dessus nommez; lesquels livres seront enchainez, l'ung au cuer de l'eglise où sera ladicte fondacion, l'autre au chappitre, devant le siege dudict souverain; et seront lesdicts livres enclos en deux coffres dont le tresorier de l'ordre aura la clef, et lesquels ne seront veuz ne ouverts sinon ausdits chappitres et convencions ou par l'ordonnance dudict souverain, quant et ainsy que mestier sera; et sera tenu icelluy greffier rediger par escript en ung autre livre toutes les proesses (e) louables et haults faiz que ledict souverain et les chevaliers auront faiz par cy-devant et ausy depuis la fondacion dudict ordre, dont il sera informé par le herault de l'ordre, et sera icelluy greffier tenu de rapporter et monstrier la minute de sesdicts escripts au chappitre ensuivant, pour estre vue et corrigée, et après grossoyée et leue avec la minute de l'œuvre subsequnt.

(25) *Item.* En ung autre livre escriira ledict greffier les appointemens, conclusions et actes des chappitres ordinaires, les fautes commises par les

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Ses. Ch.

(b) Dépôts. Ch. R. F.

(c) Le. F.

Tome XVII.

(d) Représentation. R. F. M.

(e) Prouesses, et non promesses comme le dit Fontanon.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

chevaliers de l'ordre dont ils auront esté blasmez et repris en chappitre ; les correccions, punicions et peines à eulx pour ce indictes et ordonnées, et leurs contumaces et deffaulx, quant ils n'auront comparu et obey, ou remonstré leurs excusations et essoines deuement.

(26) *Item.* Ordonnons avoir audict ordre ung tresorier qui aura en garde toutes chartes, privilegeiges, lectres, mandemens, escriptures et enseignemens touchans la fondacion de cedict ordre et ses appartenances et deppendances, et aura aussy la garde de tous joyaulx, reliques, aourmens et vestemens de l'eglise, tapicerie et librairie (a) appartenant audict ordre, et pareillement des manteaulx des chevaliers servans à l'estat et ceremonie ordonnée audict ordre, lesquels aux chappitres et convencions il delivrera ausdicts chevaliers, et après, iceulx il recouvrera et gardera jusques à l'autre chappitre ou convencion ; mais les habits des officiers demoureront devers eulx, et seront leurs pour eux à leur voulenté.

(27) *Item.* Après le trespas ou privation d'aucuns desdicts chevaliers ; ledict tresorier fera oster l'escu des armes, heaulme et tymbre du chevalier trespasé ou privé de la place où il estoit, pour iceulx mettre et afficher en autres lieux pour ce esleuz en ladict eglise, ausquels lieux pareillement seront mis tous les escus, armes et tymbres des chevaliers trespassez et privez, c'est assavoir des trespassez à part, et des privez à part, et y seront mises les causes de leur privation pour donner cognoissance et memoire perpetuelle de leurs noms et faiz ; et quant ung autre chevalier sera esleu au lieu dudict trespasé ou privé, ses armes, heaulme et tymbre seront penduz et affichez au cuer de ladict eglise, au-dessus et droit du siege qui audict chevalier esleu sera deu et ordonné.

(28) *Item.* Ledit tresorier fera la recepte de la dotacion et fondacion dudict ordre, et des dons faiz (b), émolumens et biensfaiz d'icelluy, et payera les fondacions, pensions et charges ordonnées (c) selon l'ordonnance sur ce faite par ladict fondacion, et fera aussy toutes autres missions et fraiz necessaires et convenables pour le fait de l'ordre, par le commandement dudict souverain ou de son commis ; et de tout sera tenu de rendre bon et loyal compte chacun an au chappitre ordinaire, pardevant ledict souverain ou sondict commis ou ceulx qu'il deputera, auquel compte le chancelier dudict ordre sera present ; et de tous les dons, laiz, augmentacions et biensfaiz qui seront donnez et faiz à l'ordre, ledict tresorier sera tenu de faire livre et les escrire en icelluy avec l'inventoire desdicts joyaulx, reliques et aourmens, desquels par ledict inventoire il fera ostencion à chacun chappitre, et nommera par nom et surnom audict chappitre tous ceulx qui y auront aucune chose donné et bien fait, en declarant lesdictes choses données, afin d'avoir memoire desdicts bienfaiteurs, et de prier pour eulx, et pour donner exemple de tousjours y bien faire ; et en oultre sera icelluy tresorier tenu de faire (d) livres des chartes, privilegeiges, fondacions, augmentacions, acquetz, lectres et enseignemens dudict ordre, lesquelz seront collationnez aux originaulx (e) et approuvez par notaires, et scellez (f) auctentiques, desquels livres l'ung demourra en ladict eglise, et l'autre sera mis au tresor de

NOTES.

(a) Bibliothèque.

(b) Et de tous les. *Ch. R. F.*

(c) Ordinaires. *Ch. R. F.*

(d) Deux. *Ch. R. F.*

(e) Il manque ici plusieurs lignes dans Rebuffi et dans Fontanon.

(f) Scribes. *Ch.*

nos chartres à Paris, et y sera foy adjoustée comme aux originaux, affin d'y avoir recours si d'aventure ils estoient perduz ou adirez aucunement.

(29) *Item.* Aura oudict ordre ung autre officier, c'est assavoir un herault roy d'armes, appellé *Mont Saint Michel*, lequel sera homme prudent et de bonne renommée, souffisant et expert à l'office, auquel baillerons ung esmail qui sera dudit ordre, et le portera chacun jour tant qu'il vivra, et après son trespas ses hoirs seront tenus de le rendre audict tresorier de l'ordre, sinon qu'il eust esté perdu en aucun voyage ou faict honnorable, auquel cas lesdicts hoirs en demourront quictes; mais se ledict herault en revenoit vif, le souverain de l'ordre luy en fera faire ung autre semblable. Et aura icelluy herault roy d'armes doze cens francs de pension qui lui seront payez chacun an, et chacun desdicts chevaliers luy donnera demy-marc d'argent (a) à chacun chappitre ordinaire. Et aura icelluy herault roy d'armes charge de porter ou faire porter les lectres du souverain aux freres de l'ordre, et ailleurs où il lui plaira, signifier à icelluy souverain le trespas des chevaliers de l'ordre, porter les eslections aux chevaliers esleuz, rapporter leur reponse, et generalmente faire toutes messaiges et choses deues, qui par ledict souverain ou officiers de l'ordre seront ordonnées; et sera tenu aussy d'enquerir des proesses, haulx faiz et honnorables dudit souverain et desdicts chevaliers de l'ordre, dont il fera veritable rapport audict greffier pour en faire registre comme dessus est dict.

(30) *Item.* Iceulx quatre officiers de l'ordre, c'est assavoir, chancelier, greffier, tresorier et herault, leurs personnes, biens et chevances, et leurs serveurs et familles (b), seront et demourront, à cause de leursdicts offices, tant qu'ils vivront, et leurs successeurs esdicts offices, perpetuellement en la protection et sauve-garde du souverain de l'ordre; et se aucune injure, force, violence, leur estoit faicte ou appert (c) estre à faire par ledict souverain ou aucun chevalier de l'ordre ou autre subget ou non subget d'icelluy souverain (d), et ils s'en veullent soubzmectre au jugement du souverain de l'ordre, ledict souverain et les compagnons de l'ordre seront tenuz de les y recevoir et leur administrer raison; et se, la partie ne s'y vouloit soubzmectre, en ce cas lesdicts souverain et compagnons seront tenuz de porter et favoriser leursdicts officiers tant que en droit et equité gardant faire pourront.

(31) *Item.* Ordonnons que le jour de la feste de Saint Michel, qui est le penultiesme jour du mois de septembre, sera tenue une feste solennelle, chappitre, convencion et assemblée generale de nous souverain et des chevaliers freres et compagnons de l'ordre, et dores en avant à semblable feste chacun an, sauf que s'il y avoit ou survenoit autres grandes matieres ou affaires en nostre royaume, pour lesquelles, selon l'adviz et oppinion du souverain et d'une bonne grande partie desdicts chevaliers, il fust advisé estre bon de prolonger lesdicts chappitre, feste et assemblée, en ce cas ledict souverain pourra proroguer ladicte solennité, chappitre et convencion, à ung an ou deux après, ou autre temps, selon et au lieu qui sera advisé pour le mieulx, ausquelles festes, chappitres et convencions, iceluy souverain et lesdicts compagnons tous y seront tenuz d'estre et comparoir personnellement, et ledict souverain sera tenu de leur faire sçavoir ledict temps et lieu

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Le marc d'argent valoit, à cette époque,
en 1469, près de neuf francs.

(b) Familiers. *Ch.*

(c) Apparent. *R. F.*

(d) Et les compagnons de l'ordre. *Ch.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

paravant, par temps et terme competant; mais nous vollons et ordonnons que se par maladie, raison (a), peril de guerre, dangers de chemins, ou aultres raisonnables causes, ledict souverain ou aucuns desdicts compaignons de l'ordre ne povoient venir personnellement et comparoir auxdicts chapitre, feste et convention, en ce cas celui qui aura tel empeschement notoire et excusacion recevable, sera tenu d'envoyer pour luy procureur honneste, selon la faculté du personnaige, c'est assavoir ledict souverain, un commis pour presider, et les freres pour assister et comparoir, dire les causes de leur excusacion et essoine, et faire aultres choses que lesdicts souverain et freres feroient en personne se presens y estoient.

(32) *Item.* Dès la vigille de ladicte feste Saint-Michel, tous les chevaliers de l'ordre venuz audict lieu de l'assemblée se vendront presenter devers le souverain en son palais ou hostel devant heure de vespres, et il les recevra honnorablement et benignement, comme au cas appartiendra; lequel jour de ladicte vigille, ledict souverain et les freres de l'ordre partiront ensemble du palais ou hostel dudict souverain, tous vestuz pareillement de manteaux de drap de damas blancs, longs jusques à terre, autour et par la fente (b) d'iceulx bordez d'or fraiz, brodez richement à coquilles d'or semées et lacetz sur ladicte bordeure (c), et seront iceulx manteaux fourrez d'ermes; et auront en la teste ou sur le col, ainsi que bon leur semblera, chapperons de velour cramoisy à longue cornette, tous d'une longueur et façon; lesquels manteaux et chapperons ledict souverain et lesdicts chevaliers feront faire à leurs propres fraiz et depens, et en cest estat iront à ladicte eglise par ordre deux à deux, et le souverain seul et derrenier, mectront chacun en son siege; et après avoir oy le divin service, retourneront à l'ostel dudict souverain en l'ordre et maniere que dessus, les officiers dudict ordre alans devant lesdicts chevaliers chacun selon son degré et estat, lesquels officiers seront habillez de robes longues de camelot de soye blanc (d), fourées de menu vair et chapperons d'escarlante, et landemain de robes longues noires et chapperons de mesme.

(33) *Item.* Le landemain, jour de ladicte feste Saint Michel au matin, lesdicts souverain et compaignons de l'ordre, en habillement et ordonnance (e) que dessus, iront à ladicte eglise, et à l'offertoire de la grant messe qui sera solennellement celebrée, sera par ledict souverain et chacun desdicts freres et compaignons, ou procureurs des absens, offerte une pièce d'or de forme et de valleur à la devocion du chevalier offrant; et le service accomply, retourneront en la maniere devant dicte en l'ostel dudict souverain qui les recevra à sa table, et festoyera honnorablement ou fera recevoir par son commis à ce par lui ordonné.

(34) *Item.* Ledit jour, à heure de vespres, icelluy souverain et ses compaignons, par ordre, comme dict est, partiront de l'ostel dudict souverain en longs (f) manteaux de drap noir, sangles et chapperons (g) de mesme, excepté celui dudict souverain qui sera d'escarlante morée (h), et iront à

NOTES.

(a) Prison. *Ch. R. F.*

(b) Faute. *R. F.*

(c) Semées en lacets sur ladite bordure. *R. F.*
Sur ladite coquille et bordure. *Ch.*

(d) Ce dernier mot et le mot *noires*, deux lignes plus bas, ne sont pas dans la copie im-

primée par Rebuffi et par Fontanon.

(e) Ordre. *Ch.*

(f) Leurs. *R. F.*

(g) Sangles et chaperonnés. *F.*

(h) Brune morée. *Ch. R. F.*

ladicte eglise ou (a) vigilles des trespassez, et le lendemain de ladicte feste, oudict habit et ordonnance, iroint oyr la messe et service des trespassez, à l'offertoire de laquelle messe, le souverain et chacun desdicts chevaliers presens, et les procureurs des absens, offriront un cierge d'une livre de cire, armuré des armes de celui pour qui offert sera, à laquelle offertoire par le greffier dessusdict sera leu ung roole des noms et surnoms et tiltres des souverains et chevaliers dudict ordre trespassez, pour les ames desquels et des autres deffunctz celui qui celebrera la messe dira d'abondant à la fin dudict offertoire un *De Profundis* et une oraison des trespassez.

(35) *Item.* Le jour ensuivant ladicte feste, le souverain et chevaliers de l'ordre, vestuz de tels habits que bon leur semblera, iroint à l'eglise oyr la messe qui sera solennellement celebrée de l'office de Nostre-Dame; et ledict jour, iceulx souverain et freres de l'ordre, se bon leur semble, pourront commencer leur chapitre en tel lieu que par ledict souverain ordonné sera; mais les esleccions et corrections desdicts chevaliers se feront au chappitre de l'eglise où aura esté fait ledict service, se chappitre y a convenable, et sinon en tel lieu qu'il plaira au souverain, auquel lieu lesdicts souverain, chevaliers et officiers, auront leursdicts manteaulx blancs, auquel chappitre par ledict souverain ou son commis, ou par ledict chancelier, de l'ordonnance d'icelluy, sera commandé et enjoit à tous les freres chevaliers, procureurs des absens, et officiers de l'ordre là presens, de tenir secretz les conseilz dudict chappitre, mesmement les correccions faictes sur les freres de l'ordre, sans en rien reveller, fors les procureurs des absens qui en pourront rapporter à leurs maistres ce qui leur en touchera seulement.

(36) *Item.* En icelluy chappitre entre autres choses par ledict chancelier sera en general touché ce qui luy semblera estre à remonstrer et persuader pour la correccion et extirpacion des vices et à perseverence et accroissement de vertu, pour tous ceulx de l'ordre, affin qu'ils travaillent à vivre vertueusement et donnent exemple de vie louable et vertueuse à tous autres chevaliers et nobles qui de ce pourront avoir cognoissance; et ce faict, là mesmement par icelluy chancelier, ou nom dudict ordre, sera dict et enjoit au derrenier en siege desdicts freres que il ysse dudict chappitre, et attente au-dehors jusques à ce qu'on l'appellera pour y rentrer, lequel chevalier ainsy party et estant dehors ledict chappitre, ledict souverain, ou son commis, ou ledit chancelier ou nom d'icelluy souverain, demandera par serement solennel et grant à tous lesdictz freres, et mesmement audict souverain de l'ordre et à chacun d'eulx particulierement, en procedant du derrenier siege jusques au premier, qu'ilz disent s'ils savent ne ont oy dire à personnes dignes de foy que leurdict frere et compaignon, yssu dudict chappitre, ait dict, fait ou commis chose qui soit contre honneur, renommée, estat et devoir de chevalerie, mesmement contre les statuz, poincts et ordonnances de l'ordre, et dont icelluy ordre peust estre diffamé ou mesprisé (b) aucunement.

(37) *Item.* S'il est trouvé par le rapport et dict des freres et compaignons de l'ordre ou de souffisant partie d'eulx, que leurdict frere et compaignon ait commis aucun vice, ou ait offendu (c) contre l'honneur, devoir et estat de chevalerie et noblesse, mesmement contre les statuz et ordonnances

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Ouyr. Ch. R. F.

(b) Desprisé. Ch.

(c) Offensé. R. F.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

d'icelluy ordre, en autres cas que ceulx qui emportent privation, il luy sera, par ledict souverain ou sondict commis, ou par ledict chancelier, remonstré bien à point, en l'admonestant, de soy corriger et vivre en telle maniere que tous blasmés et parolles diffamatoires et mal sonnans sur personne de tel et si noble estat doyent cesser, et que dores en avant les compaignons dudict ordre ayent de luy meilleur rapport; et quant aux peines, lesdicts souverain et freres de l'ordre. en appointeront ainsy qu'ilz verront estre à faire *(a)* selon le cas, à quoy devra obeir ledict chevalier, et les correccions et peines sur lui mises sera tenu d'endurer, porter et accomplir; et après subsequencement sera faict de tous lesdicts chevaliers l'un après l'autre, ensemble des procureurs des absens, en montant jusques au chef et souverain dudict ordre.

(38) Item. Pour les raisons dessus touchées, et affin que ladicte compaignie et amiable fraternité se puisse mieulx entretenir et garde en equalité *(b)*, pour ce que des plus grands doit par raison proceder le meilleur exemple, voulons que l'ysue et examen se face dudict souverain comme des autres, et la correccion, peine et punicion à l'adviz des freres de l'ordre, si le cas y eschiet.

(39) Item. Si le chevalier yssu dudict chappitre estoit par le tesmoignage des autres freres repputé de louable renommée et vie vertueuse, entendu à hault faiz de chevalerie et de noblesse, il en sera par l'adviz dudict souverain et de sesdicts freres, en la presence d'icelluy chevalier et par la bouche dudict chancelier, fait recitation congratulatoire à l'honneur de sa personne, le exortant à perseverer de bien en mieulx pour avoir dignes merites de louenge, et estre bon exemple aux autres de bien faire; et semblablement sera dict aux autres chevaliers dont bon et louable rapport sera illec faict.

(40) Item. Se audict chappitre venoit à la cognoissance du souverain de l'ordre que aucun des freres et chevaliers d'icelluy eust commis cas ou crime par quoy il en deust estre privé selon les statuz de ce present ordre, et ledict chevalier estoit à tenir ledit chappitre, le souverain y fera mectre son cas en termes; et luy oy en ses deffenses, se aucune chose veult dire ou prouver en sa descharge et excusacion, luy sera faict droict par lesdicts souverain, freres de l'ordre, ou la plus grant partie d'iceulx; et se la chose venoit à la cognoissance du souverain, le chappitre non seant, il signifiera par ses lectres closes ou patentes, seellées du seel de l'ordre, qu'il enverra par ledict herault Mont-Sainct-Michel ou autre au chevalier blasmé et chargé du cas, qu'il vieigne au chappitre prochain, pour estre procedé en sa matiere selon raison; et se le temps dudict prochain chappitre estoit trop brief, eu regard à la distance du lieu et demeure dudict chevalier chargé, l'assignacion sera faite au subsequent chappitre, ou intimacion; qu'il vieigne ou non, lors on procedera en ladicte matiere, non obstant son absence, comme se present y estoit.

(41) Item. S'il estoit trouvé que ledict chevalier eust commis cas reprochable et digne de privacion de l'ordre, il, par le souverain, freres et compaignons d'icelluy ordre ou de la plus grant partie d'icelluy, en sera osté, privé et debouté, comme dessus est dict; et pour eschever tout scandalle, blasma et diffame de l'ordre, par sa coulpe, en sa personne, luy sera

NOTES.

(a) Par raison. *Ch.*

(b) Égalité. *F.*

interdict

interdict et deffendu de jamais porter le collier dudict ordre ne autre semblable, et luy sera en outre enjoinct, sur les seremens par lui faiz à l'entrer en l'ordre, que ledict collier incontinent il rende ès mains du souverain ou du tresorier de l'ordre; et si ledict chevalier n'estoit present à ce, lui seront envoyées lectres patentes seellées du seel de l'ordre, contenant la privacion, sentence, condempnacion, deffense, interdict, inhibitions, commandemens, et choses dessusdictes; et se le chevalier ainsy souffisamment sommé estoit reffusant de rendre ou envoyer ledict collier, ledict souverain, s'il estoit son subgect, procedera par voye de justice à le contraindre à ce, et s'il n'estoit subgect au souverain, il y procedera selon qu'il trouvera par l'adviz et conseil des freres et compaignons de l'ordre.

(42) *Item.* Quant aucun des compaignons de l'ordre ira de vie à trespassement, ses hoirs seront tenuz de renvoyer dedens trois mois après, au plus loing, le collier du deffunct au tresorier de l'ordre; lesquels hoirs, en ayant cedulle de recepissé dudict tresorier, seront tenuz quictes dudict collier, autrement non.

(43) *Item.* Se aucun desdicts chevaliers, par guerre et faict honorable, perdoit ledict collier, ou en poursuite d'aucun faict d'onneur fust prisonnier, parquoy icelluy collier fust perdu, le souverain de l'ordre sera tenu en ce cas d'en donner ung autre audict chevalier; mais se icelluy chevalier perdoit son collier autrement, il seroit tenu d'en faire faire ung autre semblable à ses depens, et le porter dedens deux (a) mois après, ou le plustot que bonnement faire le pourroit.

(44) *Item.* Quant aucun lieu vacquera par le trespas d'aucun des freres d'icelluy (b), ou autrement, eslection sera faicte d'ung autre chevalier des condicions devant touchées par le plus grant nombre de voix des souverain et freres de l'ordre, lesquels bailleront leurs cedulles closes qui seront receues audict chappitre par le chancellier en un bassin d'argent; en laquelle eslection et toutes autres choses, conclusions et deliberations touchans ledict ordre, la voix dudict souverain aura lieu, et sera comptée pour deux et non plus, sinon qu'ilz fussent deux esluz qui eussent autant de voix l'un que l'autre; auquel cas, quant le chancellier qui recueilly aura par les cedulles des chevaliers ledict nombre de voix, aura dict au souverain que lesdicts deux chevaliers esluz ont nombre de voix esgal, lors ledict souverain, d'abondante autorité, pourra prononcer et donner sa tierce voix à celui desdicts deux esluz que bon lui semblera, ou s'il ne le veult ainsi faire, on renoncera à ladicte eslection, et nouvelles cedulles seront baillées, et faict comme paravant, afin que ladicte eslection soit la plus juste et moins scrupuleuse que faire se pourra, les cedulles des absens toutes voyes demourans en leur vertu; de laquelle eslection faicte bien loyaument et justement lesdicts souverain et chevaliers à l'entrée dudict chappitre seront tenuz de faire serement solennel, sans avoir regard à haine, amitié, faveur, lignage ne à autre occasion qui peust desmouvoir (c) le jugement de l'ome, de loyal conseil et de véridable et non suspecte eslection; lesquels seremens se feront ès mains dudict souverain par lesdicts chevaliers l'ung après l'autre, à commencer du derrenier siege au premier.

(45) *Item.* Et pour procéder au faict de ladicte eslection, après ce que

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTES.

(a) Trois. *Ch. R. F.*
Tome XVII.

(b) D'icelluy ordre. *R. F.*

(c) Écarter, détourner.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

ledict herault Mont-Saint-Michel aura signifié au souverain le trespas d'aucun desdicts chevaliers, ainsy que par le devoir de son office tenu y est, ledict souverain le signifiera à tous lesdicts compaignons, en les advisant qu'ilz vieignent au prochain chappitre tous disposez de eslire ung autre chevalier pour estre mis au lieu du deffunct; et si le temps estoit trop brief, par l'adviz et ordonnance dudit souverain, ladict eslection pourra estre remise à l'autre subsequent chappitre; et se par accident ou essoins raisonnable, aucuns desdicts chevaliers de l'ordre, mandez, n'y pouvoient estre, ils seront pour cette fois receus par procureur portant leurs cedulles eslectives, closes et seellées de leurs seaulx.

(46) *Item.* Est assavoir que, avant que on procede à faire ladict eslection, laquelle se fera au temps et lieu du chappitre ordinaire et non autrement, par ledict greffier de l'ordre sera leu ce qui luy aura esté rapporté par ledict herault des haults faicts et merites du chevalier trespasé, à sa jouenge et recommandacion.

(47) *Item.* Toutes les cedulles et voix receues, et faite comparaison du nombre d'icelles voix par le chancellier, il prononcera ledict nombre; lors ledict souverain, ou son commis, reprendra le plus de voix, et prononcera et nommera celuy qui les a, en disant, tel par la plus grant partie de voix des eslecteurs en ce present chappitre estans-presens, ou par les cedulles des absens, est esleu en nostre frere et compaignon de ce present ordre, laquelle eslection ainsy faicte sera par ledict greffier enregistrée en ung livre servant à ce expresement.

(48) *Item.* Se le chevalier esleu n'estoit au lieu, ledict souverain lui escrira lectres seellées du seel de l'ordre par ledict herault roy d'armes, ou autrement luy signifiant ladict eslection, en le requerant de agreablement recevoir icelle, et accepter amiablement son entrée et vocation à l'ordre, des statuz et ordonnances duquel, avec lesdictes lectres, luy sera envoyé le double, pour sur ce prendre son adviz, en lui faisant sçavoir que se ladict eslection et accompagnement à l'ordre lui est agreable, il vieigne vers ledict souverain au jour contenu èsdictes lectres, pour faire les seremens, recevoir le collier de l'ordre, et pour toutes autres choses à ce pertinens (a), et que ledict chevalier ainsy esleu vueille sur ce declarer son entencion audict porteur et par ses lectres en certifier ledict souverain.

(49) *Item.* Se le chevalier qui sera esleu estoit grant seigneur ou tel personnage qui eust et peust autres (b) grandes occupacions, affaires ou voyages loingtains, par quoy il ne peust, obstans icelles choses, comparoir devers le souverain personnellement au temps deu et pour ce requis, en ce cas, s'il semble expedient audict souverain, il pourra bailler audict herault ou porteur de ses lectres et des ordonnances de l'ordre, ung collier d'icelluy ordre, pour après que icelluy chevalier esleu aura accepté ladict eslection, et non autrement, lui presenter et bailler de par le souverain, parmi ce que ledict chevalier baillera ses lectres d'acceptacion et reception de ladict eslection et collier, audict porteur qui les rendra audict souverain, par lesquelles ledict chevalier promettra de venir au prochain chappitre, se faire se peult bonnement, et sinon à l'autre subsequent, ou devers ledict souverain, pour jurer les poincts et constitucions de l'ordre, et generalement faire tout

NOTES.

(a) Appartenans, *Ch. R. F.*

(b) Avoir. *R. F.*

ce à quoy il sera tenu comme ung des autres chevaliers et compaignons de l'ordre.

(50) *Item.* Iceluy chevalier ainsy esleu et qui aura accepté, comme dict est, ladicte compaignie et fraternité, venu devers le souverain, à sa venue et presentation, dira telles ou semblables parolles : Sire (ou monsieur (a), s'il est du sang), j'ai veu par vos lectres comment de la grace de vous et des très-honorez freres et compaignons du digne et honorable ordre de monsieur (b) Saint-Michel, j'ai esté esleu à icelluy ordre et compaignie amiable, dont je me tiens très-grandement honoré, lequel j'ay reverement et agreablement receu et accepté, et vous en mercie tant et le plus que faire puis; et me presente et offre prest de obtemperer, obeir, et faire touchant icelluy ordre tout ce que je devray et pourray. A quoy sera rendu (c) par ledict souverain, ou de par lui accompagné du plus grand nombre de chevaliers de l'ordre que faire se pourra: Nous et nos freres et compaignons de l'ordre, pour la bonne renommée que avons (d) de vos grands biens, vertuz et merites, esperans que y persevererez et les augmenterez à l'honneur de l'ordre et recommandacion et louenge de vous, vous avons esleu à estre perpetuellement (se à Dieu plaist) frere et compaignon d'icelluy ordre et amiable compaignie, parquoy avez à faire les seremens qui s'ensuivent; c'est assavoir que, à vostre loyal pouvoir, vous ayderez à garder, soutenir et defendre les haultesses et droitz de la couronne et majesté royal, et l'auctorité du souverain de l'ordre et de ses successeurs souverains, tant que vous vivrez et serez d'icelluy.

(51) *Item.* De tout vostre pouvoir vous employerez à maintenir ledict ordre en estat et honneur, et mettrez peine de l'augmenter, sans le souffrir descheoir ou admoindrir, tant que vous y pourez remedier ou pourveoir.

(52) *Item.* S'il advenoit (que Dieu ne vueille) que en vous feust trouvé aucune faulte, parquoy selon les constitutions (e) de l'ordre en fussiez privé, et sommé et requis de rendre ledict collier, vous, en ce cas, le renvoyerez atdict souverain ou au tresorier de l'ordre, sans jamais après ladite sommation porter ledict collier; et toutes peines, correccions et punicions, qui pour autres moindres cas vous pourroient estre enjoinctes et ordonnées, porterez et accomplirez patiemment, sans avoir pour et à l'occasion desdictes choses, haine, malveillance ne rancune envers le souverain, freres et compaignons et officiers de l'ordre.

(53) *Item.* Que vous viendrez et comparoistrez aux chappitres, conventions et assemblées de l'ordre, ou y envoyerez selon les statuz et ordonnances dudict ordre; et au souverain et à ses commis obeirez en toutes choses raisonnables touchans et regardans le devoir et affaires d'icelluy ordre, et de vostre loyal pouvoir accomplirez tous les statuz, poincts, articles et ordonnances de l'ordre que vous avez veuz par escript, et oy lire; et les promettez et jurez en general, tout ainsy, comme se particulièrement et sur chacun point en aviez faict serement especial; lesquelles choses ledict chevalier promettra et jurera ès mains du souverain sur sa foy et serement, et sur son honneur, sa main touchant la croix et les saintes evangiles de Dieu.

(54) *Item.* Ce faict, ledict chevalier eslé se mettra reverement devant

NOTES.

(a) Monseigneur. R. F.

(b) Monseigneur. Ch. R. F.

(c) Répondu. Ch. R. F.

(d) Ouy. Ch. R. F.

(e) Coustumes. Ch. R. F.

LOUIS XI
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1^{er} Août
1469.

le souverain, qui prendra le collier de l'ordre, et lui mettra autour du col, en disant ou faisant dire semblables parolles : L'ordre vous reçoit en son amiable compaignie, et ensuite de ce vous donne ce present collier ; Dieu vueille que longuement le puissiez porter, à sa louenge et service (a), exaltation de sainte eglise, accroissement et onneur de l'ordre et de vos merites et bonne renommée, ou nom du Pere, du Filz et du Saint-Esperit. A quoy ledict chevalier respondra : *Amen* ; Dieu m'en doint la grace. Et après ce, le chevalier du premier siege qui lors sera present (b), menera ledict chevalier nouvellement receu devers le souverain en son siege, et icelluy souverain le baisera en signe d'amour perpetuelle (c), et parcelllement le feront par ordre les autres chevaliers presens.

(55) *Item*. Se ledict chevalier esleu s'excusoit de accepter ladict eleccion, le souverain le signifiera aux compaignons de l'ordre, en leur mandant et requerant qu'ils soient appareillez de proceder à l'eslection d'un autre, au temps et en la maniere qu'il appartiendra.

(56) *Item*. Les chevaliers par nous ci-devant nommez, appelez freres et compaignons de l'ordre, et chacun d'eulx, feront les seremens en la forme et maniere devant escripte.

(57) *Item*. Quant l'office de chancellier de l'ordre vacquera dores en avant, l'eslection d'icelluy sera faicte par le souverain et compaignons de l'ordre en la maniere devant dicte à ung notable personnage de la condicion et qualité que dessus ; et si ledict esleu à chancellier s'excusoit, jusques à ce qu'il y soit pourveu par ladict eleccion, par l'adviz et auctorité du souverain et freres de l'ordre, y sera commis ung autre jusques à ce que audict office par la voie dessusdicte soit pourveu.

(58) *Item*. Ledit chancellier esleu, et qui aura accepté l'office, fera es mains du souverain ou de son commis les seremens qui s'ensuivent ; c'est assavoir, qu'il comparoistra aux chappitres et assemblées de l'ordre en personne, sinon que par maladie ou autre essoine ou cause recevable faire ne le peust, ouquel cas, il sera tenu de le faire sçavoir audict souverain par ses lectres, lequel souverain, en son lieu et absence, pour cette fois, commectra homme notable, des condicions dessusdictes, tel qu'il luy plaira.

(59) *Item*. Qu'il ne seellera du seel de l'ordre aucunes lectres touchans l'honneur des chevaliers de l'ordre, sinon du commandement du souverain, presens à ce six chevaliers de l'ordre du moins, et mesmement ne seellera aucunes lectres pour sommer et requerir aucun des chevaliers de la restitution de son collier, sinon du commandement du souverain et des compaignons de l'ordre, et que conclusion en soit prise en plain chappitre et assemblée de l'ordre.

(60) *Item*. Que pour amour, crainte, haine, faveur ou affection aucune, il ne laissera de loyaument et deuement à son pouvoir dire et proposer esdicts chappitres et assemblées de l'ordre toutes les choses qui luy seront chargées par le souverain, et que les conclusions prises es chappitres touchans les correccions d'aucuns chevaliers ou autrement, il dira où il appartiendra, et ainsy que ordonné luy sera au chappitre de l'ordre chacun an, se estre y peut, comme dict est, present à oyr les comptes dudict tresorier

NOTES.

(a) A la louange, service et. *M.*

lier menera le chevalier, &c.

(b) Marcel dit: Après cela, ledit chance-

(c) Paternelle. *M.*

de l'ordre, tiendra secretz les conseils d'icelluy, et généralement à son pouvoir exercera bien et deuement ledict office.

(61) *Item.* Quant l'office de greffier de l'ordre vacquera dores en avant, par le souverain et huit des chevaliers et compagnons de l'ordre à tout le moins, sera esleu un autre greffier de la condicion devant touchée, laquelle eslection se fera au chappitre (a), ou autre jour au plaisir dudit souverain : lequel greffier esleu qui ledict office aura accepté, fera ès mains du souverain ou de son commis les seremens qui s'ensuivent ; c'est assavoir, que veritablement et diligemment à son pouvoir il mettra par escript et en registre les haults et louables faiz des chevaliers de l'ordre qui par le herault d'icelluy ordre luy seront rapportez, et pareillement redigera loyaument par escript à son pouvoir les peines et correccions données à aucuns des chevaliers de l'ordre aux chappitres et assemblées, enregistrera les actes desdicts chappitres, et s'acquitera et fera son devoir en toutes choses et escriptures touchans l'office, tendra secretz les conseils de l'ordre, et icelluy office de greffier exercera bien et deuement à son pouvoir.

(62) *Item.* Sera faite eslection du tresorier de l'ordre, quant le cas y escherra, comme du greffier, et fera ledict tresorier les seremens qui s'ensuivent ; c'est assavoir, que bien et deuement il gardera, conservera et gouvernera, à son pouvoir, les joyaulx, meubles, cens, rentes, revenues et biens quelzconques de l'ordre qu'il aura en gouvernement, sans en rien distribuer, fors à usaiges à quoy ilz seront par le souverain de l'ordre appliquez et ordonnez ; que bien et loyaument distribuera aux gens d'eglise ce qui leur sera ordonné pour le divin service aux offices de l'ordre pour l'exercice de leurs offices, et à autres personnes, ainsy que par le souverain sera ordonné ; et de ce fera diligence sans en rien retenir ne retarder, et rendra bon et loyal compte tant des rentes et revenues appartenans audit ordre, comme des dons, laiz, biensfaiz et largesses qui faiz y seront, sans rien en receler ne retenir ; et en toutes choses exercera bien, deuement et loyaument, ledict office de tresorier à son pouvoir.

(63) *Item.* A l'eslection du herault de l'ordre nommé *Mont-Saint-Michel*, on procedera par la maniere que dict est des greffier et tresorier, et fera les seremens qui s'ensuivent ; c'est assavoir, qu'il enquera diligemment des haults faiz des chevaliers de l'ordre, et sans faveur, amour, haine, dommage, proffit, ou autre affection, en fera veritable rapport au greffier de l'ordre, pour estre mis en cronique ou registre, comme faire se devra ; et quant aucun desdicts chevaliers trespasera, il le fera diligemment sçavoir au souverain de l'ordre, et que bien et diligemment il fera faire les messageries qui luy seront ordonnées, obeira au souverain, freres et officiers de l'ordre en toutes choses raisonnables, touchant ledict ordre, tiendra secret ce qui sera à celer, et généralement exécutera le faict de son office en toutes choses loyaument et diligemment à son pouvoir.

(64) *Item.* Et s'il advenoit que après le decès du souverain de l'ordre, celui qui en ce lieu devra succeder estoit moindre d'age, parquoy ne fust puissant de demener et traicter les faiz de l'ordre, ordonnons que en ce cas les freres et compagnons de l'ordre facent une convencion et assemblée, en laquelle par oppinions de la plus grant partie et nombre de voix elisent l'ung d'entre eux pour presider, conduire et traicter les affaires et besoignes

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTE.

(a) Au jour du chappitre. *Ch. R. F.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

de l'ordre, au lieu du mineur, et à ses depens, jusques qu'il sera en aage et chevalier; auquel ainsi esleu voulons et ordonnons durant ledict temps estre obey ès besoignes d'icelluy ordre comme au souverain.

(65) *Item.* Et pour ce que ce present ordre, comme dessus est dict, est une fraternité et compagnie amiable, en laquelle se soubzmectront volontairement les freres et chevaliers d'icelluy, et la promettront et jureront garder et entretenir sans enfreindre, ordonnons et établissons et déterminons ledict ordre avoir cognoissance et court souveraine ès cas qui le touchent et peuvent toucher, et sur les freres, compagnons et officiers d'icelluy, et que toutes sommnations, peines, corrections, punicions, privacions, appointemens, sentences, jugemens, arrestz et choses passées, faictes et decretées par ledict ordre ès cas qui le touchent et peuvent toucher, et sur les freres chevaliers et officiers d'icelluy, soient executoires, valables et intimées (a), comme de court souveraine, sans que pour les empeschemens l'en puisse ou doye ailleurs recourir par complaincte, supplication, appel, ne autrement, en quelque maniere que ce soit.

Tous lesquels pointcs, condicions, articles, ordonnances, constitucions et choses dessusdictes, et chacune d'icelles, nous pour nous, nos hoirs et successeurs roys de France, chefs et souverains de nostre present ordre et amiable compagnie de monsieur Saint Michel, promettons tenir, garder et accomplir à nostre pouvoir entierement, inviolablement et à toujours maiz, en reservant à nous et à nos successeurs chefs et souverains de l'ordre, que, se esdictes choses ou aucune d'icelles avoit ou chéoit difficulté, obscurité ou doute aucun, à nous et à nosdicts successeurs en appartendra la declaration, solucion, determination et interpretation (b), et y pourrons ou nosdicts successeurs chefs de l'ordre, eu l'adviz et conseil desdicts freres et compagnons, adjouster, esclercir, immuer (c), changer ce que verrons bon estre, excepté des choses contenues ès articles cy-dessoubz escriptz; c'est assavoir, au premier article faisant mention du nombre et de la condition desdicts chevaliers; en l'article disant que chevaliers dudict ordre ne devront, icelluy receu, estre de nul autre; l'article de l'amitié que le souverain et compagnons devront avoir l'ung envers l'autre, et garder l'honneur l'ung de l'autre; l'article du service que les chevaliers de l'ordre seront tenez de faire au souverain; l'article par lequel le souverain de l'ordre promet et jure entretenir et garder les compagnons et officiers d'icelluy en leurs estaz, dignitez, terres et seigneuries; l'article comme le souverain devra proceder pour appaiser les debaz, se aucuns en sourdent entre les freres et suppotz de l'ordre, à cause de leurs personnes; l'article en quel cas les chevaliers de l'ordre non subgetz du souverain pourront servir à l'encontre de luy sans charge d'honneur; l'article contenant quelle (d) courtoisie les chevaliers de l'ordre devront faire à leurs compagnons, s'ils estoient pris en guerre ou en bataille où ils fussent; les trois articles touchans le cas pourquoy privacion se devoit faire de l'ordre, et autres pour lesquels les chevaliers s'en pourront despartir; l'article de la maniere et ordre qui se devra tenir en aler, venir, escrire, seoir, et autres choses touchans la situation des chevaliers en l'ordre dessusdict; l'article faisant mention de l'eslection à faire quant le lieu vacquera, en quoy le chief de l'ordre aura deux voix; l'article de la

NOTES.

(a) Entérinées ou intérinées. *Ch. R. F.*

(b) Interruption. *F.*

(c) Diminuer. *R. F.*

(d) Quelque. *F.*

reception du chevalier esleu ; ensemble les articles faisant mention des seremens que devront faire les chevaliers et officiers de l'ordre ès cas dessusdicts ; lesquels articles ci-dessus exceptez, voulons demourer fermes et entiers, sans y estre par nous, ne nos successeurs souverains de l'ordre, faite variacion, restrinccion, ne mutacion aucune. Et voulons que au *vidimus* de ces presentes, faict soubz seel royal et le seel dudit ordre, plaine foy soit adjoustée comme à l'original. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict apposer nostre seel à ces presentes. *Donné en nostre chastel d'Amboise, le premier jour d'Aoust, l'an de grace mil quatre cens soixante-neuf, et de nostre regne le neufiesme (a).*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 1.^{er} Août
1469.

NOTE.

(a) Et scellée du grand seel de cire verte en lacs de soie rouge et verte.

(a) *Confirmation par le Roi d'un appointment relatif aux pays formant l'apanage du duc de Guyenne (b).*

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons comme puis aucun temps en ça, nous ayons baillé et transporté à nostre très-cher et très-ami frere le duc de Guyenne, le pays et duché de Guyenne et autres pays, terres et seigneuries, ainsi qu'il est plus à plain spécifié, contenu et déclaré, ès lectres-patentes de son partage et appanage sur ce par nous à luy octroyé (c) ; et pour delivrer à icelluy nostre frere ledict partage et appanage par nous ainsi à luy baillé, eussions commis certains commissaires ausquels les gens et officiers de nostredict frere eussent requis que par vertu et au moyen des lectres dudit partage et appanage, ils leur voulussent bailler, et delivrer les jugeries de Riviere et de Verdun, ainsy qu'elles s'estendent, le pays de Rouergue, la conté d'Angoulesme et les places et parroisses des pays et conté de Poictou et de Limosin estant de la riviere de la Charente, ce que nosdicts commissaires n'eussent pas voulu faire par plusieurs moyens et raisons qu'ils alleguoient, disans toutes ces choses à nous competer et appartenir. Et à ces causes, nous ait nostredict frere tres-humblement supplié et requis que luy voulussions faire bailler et delivrer lesdictes choses et l'en faire jouir, et sur ce declarer nostre bon plaisir. Après laquelle requeste ayans nous et nostredict frere, d'un commun consentement, commis certains deputés d'une part et d'autre, pour debatre les matieres, affin de sur ce trouver aucune bonne issue et expedient, et apres les matieres debattues par plusieurs et diverses journées, ayons sur toutes les demandes et questions que nous faisoit nostredict frere touchant les limites de sondict appanage, nous et icelluy nostredict frere, transigé, pacifié, appointé et accordé ainsi qu'il est plus à plain contenu et déclaré en certain appointment qui a esté faict,

NOTES.

(a) Registres du parlement, ordonnances de Louis XI, volume E, page 205. Manuscrit de Brienne, à la Bibliothèque du Roi, de la guerre du bien public, p. 375 et suiv.

(b) L'objet de ces lettres est indiqué inexactement par Blanchard ; il suppose qu'elles étoient une confirmation des lettres du mois d'avril, qui donnoient le duché de Guyenne au frere du Roi.

(c) Voir ci-dessus, p. 209 et suivantes.

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

redigé par escript et leu de mot à mot ès presence de nous et de nostredict frere, et duquel appointement la teneur s'ensuit.

Pour du tout pacifier la question que faict monsieur de Guienne touchant le faict des limittes des pays que le roi lui a baillés, le roi est content de bailler et donner à mondict sieur les jugeries de Riviere et de Verdun, compris les contés d'Astrac, de Perdrac et de Moulasun (a) et de Bigorre, et non compris les contés de Comminge et de l'Isle en Jourdain et leurs appartenances ou ce qui desdicts deux contés de Comminge et de l'Isle en Jourdain pourroit estre desdictes jugeries, non compris aussy tout ce qui est desdictes jugeries de ça la riviere de la Garonne du costé de Toulouze, et commencera mondict sieur à en jouir au premier jour d'octobre prochain venant. Et par ce moyen mondict sieur se depart de toutes les autres questions qu'il faict touchant lesdictes limittes, c'est asçavoir, de la conté d'Angoulesme qui demeure au roy tant en ressort, teneur, souveraineté, tailles et aydes comme autrement, pareillement du pays de Rouergue, et aussy d'aucunes places et parroisses qui sont des pays et contés de Poictou et de Limosin, lesquelles mondict sieur demandoit sous umbre de ce que ses officiers disoient qu'elles estoient assises de là la riviere de Charente, toutes lesquelles choses demeurent au roy sans que mondict sieur y puisse aucune chose demander, et baillera mondict sieur au roy lecture de non jamais faire question de quelque limite, et le roy à luy pareillement.

Sçavoir faisons que nous ayant agreable ledit appointement, icelluy avons loué, ratifié, confirmé et approuvé, louons, ratifions, confirmons et approuvons ainsy et par la forme et maniere qu'il est contenu audict appointement cy-dessus incorporé, promectant en bonne foy et sous parolle de roy, icelluy appointement avoir et tenir ferme et stable, sans jamais venir à l'encontre par quelque voye, forme ou maniere que ce soit (b). Donnons en mandement à nos amés et feaulx conseillers les gens qui tiendront nos courts de parlement à Paris et Toulouze, gens de nos comptes, tresoriers et generaux de nos finances, seneschaux de Toulouze et de Carcassonne, et à tous nos autres justiciers et officiers et à leurs lieutenans, et à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que du contenu audict appointement ils et chacun d'eux en droit soy facent, souffrent et laissent nostredict frere et ses successeurs jouir et user plainement et paisiblement selon la forme et teneur dudit appointement, en telles et semblables prerogatives, droicts et dignités qu'il faict des autres terres et seigneuries par nous à luy baillées pour sondict appanage, et tout ainsy que si les choses ainsy par nous à luy données et delaissées par ledict appointement estoient contenues et declarées ès lectres d'iceluy appanage, sans en ce faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun arrest, ennuy, destourbier, ou

NOTES.

(a) Ou peut-estre Monlesun [Montlezun].

(b) Des lettres du duc de Guyenne, comte de Saintonge et seigneur de la Rochelle, du même mois de septembre 1469, confirment aussi l'appointement entre lui et le roi. Le duc de Guyenne y promet de ne jamais faire aucune demande au roi ni à ses héritiers, par graces de pape, de légats, de prélats, relèvement de prince ni autre-

ment. « Et d'abondant renonce par expres à tous droits, causes, noms, raisons et actions ou demandes, pour le fait desdites limites, sans qu'il puisse jamais rien demander au roi ni à ses successeurs à cause de son partage et apanage et des limites d'icelui, dont il se tient pour très-satisfait et content; et se soumet, pour l'accomplissement dudit appointement, aux censures ecclésiastiques. »

empeschement

empeschement au contraire, lequel, se faict, mis ou donné à eux estoit, ostent et levent, et facent le tout reparer et mettre au premier estat deu. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main, et à icelles faict mettre nostre seel. *Donné à Coulanges-les-Réaux, ce dix-huitiesme jour de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-neuf, et de nostre regne le neuvième.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'hostel, l'Admiral, le Comte de Sancerre, les sires de Craon, de Chastillon, de la Forest, du Lude et de Congersault, et autres presens. DE CERISAY (a).

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

NOTE.

(a) Ces lettres n'étant point signées d'un secrétaire du Roi en finances, des lettres d'attache du 8 novembre mandèrent aux Parlemens de Paris et de Toulouse, gens des

comptes, trésoriers, généraux des finances, et autres justiciers et officiers royaux, de les vérifier, nonobstant cette omission de signature. Voir ci-après, page 263.

(a) *Révocation des Dons faits et des Privilèges accordés par Louis XI, depuis son avènement au trône, à plusieurs Villes de Guienne.*

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Nostre très-cher et très-ami frere le Duc de Guyenne nous a faict remonstrer que, puis nostre advenement à la couronne, nous, à la requeste d'aucuns, avons donné plusieurs privileges, franchises et libertés à plusieurs villes et communautés des pays et seigneuries que puis nagues nous avons baillées et transportées à nostredict frere pour son partage et appanage, et, avec ce, quitté et remis et donné plusieurs sommes de deniers qui nous y estoient deubs par chascun an, et octroyé plusieurs exemptions et faict plusieurs autres graces et liberalités, tant en general qu'en particulier, aux manans et habitans des villes et pays que avons baillés à nostredict frere, soubz umbre desquels privileges, franchises, libertés, dons, exemptions, graces et liberalités, plusieurs des subjects de nostredict frere se sont voulu et veulent exempter de payer et contribuer à plusieurs choses à quoy ils estoient et sont tenus et subjects, tant à cause de son domaine comme autrement, qui ne pourroient se toller sans tourner en grande diminution du domaine de nostredict frere et de ses autres droicts et debvoirs; et pour ce, nous a iceluy nostre frere suppliés et requis que sur ce voulions declarer nostre bon plaisir. Sçavoir faisons que nous, voulans reduire les choses qui, au moyen desdicts privileges et franchises, ont esté distraictes, à leur premier et ancien estat, ainsi que raison est, bien advertis des causes qui nous ont meus de donner lesdicts privileges et franchises, eu sur ce avis et deliberation avec plusieurs des seigneurs de nostre sang et aucuns de nostre grand conseil, avons voulu, déclaré et ordonné, voulons, declaron et ordonnons par ces presentes, que nostre

NOTE.

(a) Chartes de la Chambre des comptes, aux Archives du royaume, n.° 1013. Collationné d'après le volume des Ordonnances de Louis XI, coté E, fol. 206. Il y a,

boite 9, *Pièces pour servir à l'histoire de Louis XI*, sous la même date, une révocation, en faveur du Duc de Guienne, d'un don fait au Comte de Foix.

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

vouloir et entention a esté et est avoir baillé à nostredict frere les pays, terres et seigneuries que luy avons baillées pour son partage et appanage, en l'estat, forme et maniere qu'elles estoient au temps du decès de feu nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu absolve, et qu'elles vindroient (a) en nos mains à nostredict nouvel advenement à la couronne, sans ce que, au moyen desdicts privileges, franchises et libertés, aucune chose en puisse estre enervée ny diminuée en aucune maniere. Et lesquels privileges, ensemble toutes les lectres qu'en avons données et octroyées, et (b) que, au moyen d'icelles, s'en est ou pourroit estre ensuy, nous avons (c) revocqué, cassé et adnullé, revocquons, cassons et adnullons, et mettons du tout au neant, sans ce que ceux qui de nous ont obtenu lesdicts dons et octroys s'en puissent ayder en jugement ne dehors, en aucune maniere. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens qui tiendront nostre parlement à Paris, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, présens et advenir, et à chascun d'eux si comme à luy appartiendra, que cette presente nostre ordonnance, voulenté et declaration, ils tiennent, gardent et observent, et facent tenir, garder et observer de point en point, selon sa forme et teneur, sans enfreindre, en contraignant à ce faire et souffrir tous ceux qu'il appartiendra, et qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes deues, et comme pour nos propres besongnes et affaires, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques; car ainsi nous plaist-il estre fait. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Coulanges-les-Réaux, le dix-huitiesme jour du mois de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-neuf, et de nostre regne le neuvieme.* Sic signatum: Par le Roy, Mons. le Duc de Bourbon, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'hostel, les sires de Craon et de la Forest, et autres presens. DE CERISAY.

Lecta, publicata et registrata, presente procuratore generali Regis et non contradicente, Parisius, in Parlamento, quartâ die Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-nono. Sic signatum: BRUNAT.

Collatio facta est cum originali. BRUNAT.

NOTES.

(a) Vindrent [vinrent], dit avec raison le registre E.

(b) Et ce qui. R. E.

(c) Irrité, revocqué, &c., irritons, &c. R. E.

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

(a) *Dons de terres au Duc de Guienne, et Supplément et Accroissement d'apanage.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, pour l'accroissement, bien et augmentation du partage et appanage par nous naguères fait à nostre très-cher et très-amé frere le Duc de Guyenne, et à ce qu'il ayt mieulx de quoy entretenir son estat et servir à nous et à la chose publique de nostre royaume, à iceluy, pour ces causes et autres à ce nous mouvans,

NOTE.

(a) Ordonnances de Louis XI, volume E, page 206.

avons donné et donnons, de grace speciale, par ces presentes, les chastel, terre et seigneurie de Mauleon, avec toutes et chacunes ses appartenances et appendances quelconques, sans aucune chose reserver ou retenir, pour d'icelle terre, chastel ou seigneurie, jouir et user par nostredict frere, ses hoirs et successeurs, à tousjours mais perpetuellement, tant des deniers ordinaires qu'extraordinaires, et telles prerogatives et preeminence qu'il jouist de ses autres terres et seigneuries par nous à luy baillées pour son partage et appainage, et sous l'homage qu'il nous a fait et que luy et ses successeurs seront tenus à nous faire et à nos successeurs Roys de France à cause de la duché de Guienne. Si donnons en mandement à nos amés et féaux gens de nos comptes et tresoriers à Paris, et generaux conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, que de nostre present don et octroy ainsy par nous fait à nostredict frere, comme dict est, ils le fassent, souffrent et laissent jouir et user et ses successeurs plainement et paisiblement à tousjours mais perpetuellement sans luy en mettre ou donner, faire, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destoubrier ou empeschement au contraire. Et par rapportant ces presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles fait sous scel royal pour une fois seulement, nous voulons nostre changeur de nostre tresor et tous autres qu'il appartiendra, estre ou demourer quittes et dechargez de la valeur de ce que peut monter la recepte tant ordinaire qu'extraordinaire de ladite terre et seigneurie de Mauleon, et rabatue de leur recepte par nos amés et féaux gens de nos comptes, ausquels nous mandons ainsy le faire sans aucunes difficultés, nonobstant quelconques autres dons que en pouvons avoir faits à autres par cy-devant, que ne voulons valoir ne sortir aucun effet, et lesquels, en tant que mestier est, nous avons revocquez, cassez et annulez, revocquons, cassons et annullons par cedittes presentes ordonnances, restriction (a), mandement ou deffences à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cedittes presentes. *Donné à Coulanges-les-Réaux, le dix-huitiesme jour de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsy subscrip̃t : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'hostel, les sires de Craon et de la Forest, et autres presens.* Signé DE SERIZAY (b).

LOUIS XI,
à Coulanges-
les-Réaux,
le 18 Septemb.
1469.

NOTES.

(a) Restriction et les mots qui suivent se rapportent au nonobstant placé quelques lignes plus haut.

(b) Le registre 196 du Trésor des chartes renferme plusieurs autres lettres du mois de septembre 1469. Les n.º 59 et 209 ont pour objet la légitimation de Pierre de Montblenc et celle de Gautier de Ricarville; le n.º 40 est une permission donnée à Pierre des Barres d'exploiter des mines; le n.º 41, une

concession de privilèges à Antoine de Crevecoeur, dans sa terre de Crevecoeur; le n.º 77 contient des lettres d'amortissement pour Notre-Dame de l'Isle en Barrois, diocèse de Toul; le n.º 119 est un don de 60 livres fait à l'église de Celles en Poitou; le n.º 57, une permission donnée à Gui Boucart d'avoir un colombier; et le n.º 103, un amortissement pour la paroisse de Granville; mais ces deux dernières lettres sont du mois d'octobre.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 22 Octobre
1469.

(a) Lettres closes du Roi au Parlement, sur la Nomination et la Réception aux Offices vacans dans cette Cour.

A nos amez et féaulx Conseillers les gens de nostre Parlement à Paris.

DE PAR LE ROY.

Nos amez et féaulx, pour ce que sommes memoratifz que plusieurs personnes nous ont requis d'avoir le premier office de conseiller qui sera vacant en nostre court de parlement, et que ne sçavons bonnement se, par importunité de requerans ou autrement, en avons faict aucun don; aussi que nous desirons, quant ladicte vacation escherra, y estre pourveu de gens souffisans et à nous féables; nous vous mandons, et neantmoins defendons, qu'audit office de conseiller qui premier sera vacant en nostredite court, vous ne recevez aucun, quelque don que en pourrions avoir faict paravant ladicte vacation, s'il n'a nouvel don ou provision de nous touchant iceluy office depuis ladicte vacation advenue, et gardez qu'en ce n'ait faulte; et outre voulons que ces presentes soient enregistrées au greffe de nostredite court, afin que en soit memoire quant le cas y escherra (b). *Donné à Orléans, le xxij.^e jour d'Octobre (c).* Sic signatum : LOYS. TOUSTAIN. Et in dorso est scriptum : *Registrata xiiij.^a Novembris, anno M.^o cccc.^o lxiij.^a (d).*

NOTES.

(a) Transcrit sur le registre intitulé *Conseil*, coté 22, fol. 2, registres du Parlement, section judiciaire des Archives du royaume. Ce registre commence ainsi : *In nomine illius à quo recta consilia procedunt, incipit registrum consultationum seu consilii serenissimi Principis domini nostri Ludovici, Francorum Regis, regni ejusdem anno nono, die lune xiiij.^a Novembris, anno millesimo cccc.^o lxiij.^a, inceptum per domini nostri Regis protonotarium et dicti parlamenti grapharium.* Le mot laissé en blanc doit être *Brunat*; c'est lui qui avoit remplacé *Cheneteau*, dont le nom est pendant trente ans au bas de tous les actes du Parlement de Paris.

(b) L'année d'auparavant, il s'étoit élevé aussi à la Cour des aides quelques discussions relatives à des nominations de nouveaux conseillers. On en trouve le détail et l'objet spécial dans les registres de cette compagnie, sous les dates des 13 et 14 juillet 1468, et du 9 septembre de la même année.

(c) La date de l'enregistrement nous apprend, pour ces lettres, la date de l'année.

(d) Il y a dans le registre, avant ces lettres, sous la date du mardi, xiiij.^e jour de novembre : *Presentate fuerunt curie quedam littere clause, ex parte domini nostri Regis, quas curia ordinavit registrari.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Octobre 1469.

(a) Droit accordé aux gens des divers métiers, qui viendront les exercer dans la nouvelle enceinte pratiquée pour la ville d'Orléans.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme, pour certaines justes causes à ce nous mouvans, et par meure deliberacion de conseil, nous ayons n'aguerres fait commencer de enclourre et joindre à la closture de nostre ville d'Orléans les esglises de messieurs Saint Aignen et Saint Euverte, qui sont de fondacion royale, et qui, parce qu'elles n'estoient au-dedens de ladicte closture, estoient, en

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 94.

LOUIS XI,
à Amboise,
Octobre 1469.

temps de guerre, subjectes à demolition, laquelle closure avons entencion de continuer et faire parachever en brief; et soit ainsi, au moien de ce que grant partie de l'enceinte et pays d'icelle nouvelle closure est à present comme inhabitée, tellement que, se guerre sourdoit en nostre royaume, que Dieu ne veuille, nostredicte ville d'Orleans, du costé desdictes esglises, pourroit, par faulte de garde et de peuple, encourir en danger, et icelles esglises estre perdues, pillées et demolies, qui seroit chose piteuse et grandement dommageable à nous et à toute la chose publique de nostre royaume; pourquoy soit besoing et nostre entencion que icelle enceinte et nouvelle closure soit peuplée de gens de tout mestier, comme de drapiers, tixiers (a), foulons, cordouenniers, cousturiers et autres; et avons esté advertiz que plusieurs y voudroient volentiers logier et exercer leurs mestiers, se n'estoient certaines ordonnances rigoureuses qu'on dict estre gardées en nostredicte ville d'Orleans sur le fait des mestiers, et au moien desquelles ordonnances les ayans charges d'icelles ne veulent souffrir aucuns ouvriers besongner en icelle ville, sinon soubz certaines grans charges, qui à plusieurs d'iceulx ouvriers sont importables, et, à ceste cause, ont delaisé et delaisent, par chascun jour, plusieurs gens de mestier, de eux logier en icelle ville, et sont contrains de aller demourer et vivre ailleurs, en quoy la chose publique de ladicte ville et de tout le pays d'environ a esté et est grandement bleciée et endommagée, ainsi que avons esté duement acertenez. Nous, pour contemplacion et en faveur de nosdicts sieurs Saint Aignen et Saint Euverte, ausquels avons singuliere devocion et fiance, et affin que leursdictes esglises et nostredicte ville d'Orleans puissent estre seurement gardées et preservées, considerant aussi qu'il n'est si bonne ni si seure garde que de bon peuple, et pour autres causes à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, grace speciale, plaine puissance et autorité royale, voulu, ordonné et statué, voulons, ordonnons et statuons par ces presentes, par edict royal et perpetuel, que toutes personnes, de quelque estat ou mestier qu'ils soient, qui voudront aller demourer en l'enceinte d'icelle nouvelle closure, y puissent d'ores en avant lever et tenir leurs ouvrouers de leurs mestiers, selon leurs qualitez, et d'iceulx mestiers besongner, chascun en droit soy, sans estre subjectz, en quelque maniere que ce soit, aux ordonnances qu'on dict estre sur le fait des mestiers en ladicte ville d'Orleans, sauf toutes foyz que les ouvrages qui seront faiz par les demourans en icelle closure, seront subjects à bonne visitacion, selon l'ordonnance de justice. Si donnons en mandement aux bailliz de Montargis, gouverneur et prevost d'Orleans, conservateurs des privileges royaux de l'université dudict lieu, et à tous nos autres justiciers et officiers, que cette presente ordonnance et statut ils facent crier et publier par cry public en nostredicte ville d'Orleans et ailleurs où ils verront estre à faire, et icelle tiennent et gardent, et facent tenir et garder inviolablement, sans venir ne souffrir faire ou venir au contraire, ores ne pour le temps avenir, en aucune maniere. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, ou mayz d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Evesque d'Avranches, et autres presens.* J. DE MOULINS. *Visa.* Contentor. DUBAN.

NOTE.

(a) Tisseranda.

LOUIS XI.
à Amboise,
Octobre 1469.

(a) *Lettres qui maintiennent le Chapitre d'Amiens dans l'exercice du privilège qu'il avoit de ne pas recevoir des Bâtards pour Chanoines.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme nous ayons naguerrres estez advertyz que ja soit ce que l'esglise d'Amiens soit d'ancienne fondacion royale, instituée, fondée et admortye par noz predecesseurs Roys de France, en honneur, reverence et commemoracion de la très-glorieuse Vierge et mere de nostre Redempteur et Sauveur, et à ceste cause soit icelle esglise douée de plusieurs grans et beaux privileges, donnés et confirmés par les Saints Peres anciens et nosdicts predecesseurs; par especial, que en icelle esglise, pour honneur d'icelle très-glorieuse Vierge, ne soient receuz chanoines qui ne soient nez et procréez en léal mariage, mesmes que, par statut et ordonnance de ladicte esglise, chascun chanoine à sa nouvelle reception, auparavant qu'il puist ou doye estre receu en icelle, doit premierement de ce faire apparoir par serelement solennel ou autrement deuement; duquel privilege ladicte esglise ait joy par grant et long espace de temps: nous, meuz de devocion et affection singuliere envers icelle très-glorieuse Vierge, et saichans l'affection de nosdicts predecesseurs, dont les aucuns en ladicte esglise ont receu le saint sacrement de mariage; actendu aussi et considéré que icelle esglise est chief et mere esglise de tout le diocese et une des plus belles de tout nostre royaume, et que en icelle reposent unze corps saintes et plusieurs autres saintuaires et reliquaires, entre lesquels la face de monsieur Saint Jean-Baptiste gist et repose, et de grans de toute nostre entencion ce qui est estably en honneur et reverence d'icelle très-glorieuse Vierge et mere de nostre benoist Créateur, estre inviolablement gardé et accomply; pour ces causes et consideracions, et autres à ce nous mouvans, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons de grace especial, plaine puissance et auctorité royale, ledict privilege estre entretenu et observé, et que en icelle esglise d'ores en avant ne puissent aucuns estre institués et receus en chanoines, se ilz ne sont nez et procréez en léal mariage, comme dict est. Sy donnons en mandement à tous noz justiciers et officiers quelzconques, qui pourront plus avant estre informez dudit privilege par lesdicts doyen et chappitre, se mestier est, comment de toute ancienneté en a esté usé et accoustumé de faire en ladicte esglise, qu'ilz fassent ou fassent faire commandement à nos amez et féaulx conseillers l'evesque dudit lieu d'Amiens et l'archevesque de Reims, et tous autres qu'il appartendra, sur peine de prinse de leur temporel en nostre main, qu'ilz ne donnent ou conferent aucunes des prebendes de ladicte esglise d'Amiens à aucuns bastars ou illegitimes; mesmement, à iceulx doyen et chappitre deffendons, sur lesdictes peines, qu'ils ne reçoivent aucuns de ladicte condicion, en confirmant de nosdictes grace et auctorité royale tous privileges et impetracions de ce faisant mention. (*La suite de ces lettres n'est pas dans le registre d'où nous les tirons.*)

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 309.

(a) *Lettres patentes relatives à l'Enregistrement de celles qui avoient donné le Duché de Guienne pour apanage au Frère du Roi.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 8 Novemb.
1469.

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx conseillers les gens qui tendront nos cours de parlement à Paris et Tholouse, gens de noz comptes, tresoriers et geneaux de noz finances, seneschaulx de Tholouse et de Carcassone, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Nostre très-chier et très-ame frere le Duc de Guyenne nous a fait exposer que, par noz autres lectres patentes attachées à ces presentes, soubz le contre-scel de nostre chancellerie, et pour les causes en icelles contenues, nous avons eu agreable, loué, ratifié, confirmé et approuvé certain appoinctement specifié et déclaré esdictes lectres, fait entre nous et nostredict frere, touchant la question qu'il faisoit pour le fait des limites des pays que lui avons baillez, cedés et transportez pour son apanage, et aussi touchant autres pays, terres, places et seigneuries qu'il nous demandoit, par lequel appoinctement nous avons esté contens de bailler et donner à nostredict frere les jugeries de Riviere et de Verdun, compris les contez d'Esterac, de Perdiac, de Monlasun et de Bigorre, et non compris les contez de Comminges et de l'Isle en Jourdan et leurs appartenances, ou ce que desdicts deux contez de Comminges et de l'Isle en Jourdan pourroit estre desdictes jugeries, non compris aussi tout ce qui est desdictes jugeries deçà la rivière de la Garonne du costé de Tholouse, et aussi nostredict frere s'est desisté de tous lesdicts autres pays, places, terres et seigneuries qu'il nous demandoit : mais, pour ce que nosdictes lectres d'icelle ratification ne sont pas signées de l'un de noz secretaires en finances, iceluy nostre frere doute que vous ou les aucuns de vous faciez difficulté de les veriffier, requerant sur ce nostre provision; et pour ce que nous voulons icelles noz autres lectres avoir et sortir leur plain effect, nous vous mandons et expressement enjoignons, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que nosdictes autres lectres dont dessus est faite mention, vous veriffiez selon leur forme et teneur, tout ainsi que si elles estoient signées de l'un de nosdicts secretaires en finances, sans y faire aucune difficulté pour cause de ladicte signature, laquelle nous avons autorisée et autorisons par ces presentes. *Donné à Amboise, le huitiesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante et neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Sic signatum : *Par le Roy, J. BOURRE.*

Et in dorso erat scriptum : *Lecta, publicata et registrata, presente procuratore generali Regis et non contradicente, Parisius, in Parlamento, quartâ die Decembris, anno millesimo cccc. LXIX.* Collacio facta est. BRUNAT.

NOTE.

(a) Ordonnances de Louis XI, volume E, page 206.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 6 Décembre
1469.

(a) *Lettres relatives à l'Enregistrement et la Publication de celles qui avoient été accordées à l'Université de Bourges.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans nostre parlement à Paris, salut et dilection. Nos chiers et bien-amés les gens d'esglise, bourgeois et habitans de nostre ville et cité de Bourges, nous ont faict exposer que, puis aucun temps en çà, nostre Saint-Pere le Pape, à nostre priere et requeste, de nostre consentement, a créé, statué, ordonné et establi université en nostre ville et cité de Bourges (b); et depuis, avons voulu et octroïé icelle université y estre erigée et d'ores en avant maintenue et exercée selon la creacion de nostredict Saint-Pere, et que les docteurs, regens,* escoliers, officiers et supposts d'icelle, joyssent de tels et semblables privileges, libertez, preeminences et prerogatives, dont joyssent et ont accoustumé joyr les autres universités de nostre royaume, ainsi qu'il est plus à plain contenu et declairé en nos lectres patentes dudit octroy en forme de chartes, en laz de soie et cire vert, par nous sur ce octroyées, ausquelles ces presentes sont attachées soubz nostre contre-scel (c), lesquelles nos lectres ont esté bien et deuement vérifiées, entherinées et publiées par nostre bailly de Berry ou son lieutenant, auquel l'entherinement en a esté commis; et ont aussi lesdicts supplians présenté et encores ont intencion presenter icelles nosdictes lectres ci-attachées en nostredict court de parlement, et vous en requier la verification, entherinement et publicacion (d); mais ils doubtent que vous différiez ou

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, vol. E, fol. 217 et suiv.

(b) Voir la note c de la page 513 du t. XVI de cette collection.

(c) Voir le tome XVI, pages 150, 151, 513 et suiv.

(d) On peut voir, tome XVI, page 151, de quelle manière le Parlement avoit enregistré les premières lettres de Louis XI pour l'établissement d'une université à Bourges.

Par un arrêt du 27 novembre précédent, le Parlement de Paris, sur une opposition formée par les universités de Paris et d'Orléans à l'exécution des lettres qui érigeoient une université à Bourges, avoit défendu cette exécution jusqu'à ce que l'opposition fût jugée. Le jeudi, 14 du même mois de novembre, l'affaire avoit été discutée à l'audience, comme on le voit au registre des plaidoiries, dont voici les termes :

« Au commencement », c'est le défenseur de l'université de Paris qui parle, « furent » ordonnées seulement quatre universités; » la première, l'estude de Paris; la seconde, » en Angleterre; la tierce, en Italie; et la » quarte, en Espagne; et sembla bien lors que » pour le royaume de France y avoit assez

» de l'université de Paris, car quand on est » ensemble la vertu est plus forte. Fut au » temps passé une erreur de dire que *an-* » *ma beatorum non videbani Deum* : on vou- » lut faire publier cette erreur en France; » mais l'université dit que c'estoit erreur, et » la corrigea. Y eust un Pape qui appela un » Roi de France *filium perditionis*, parquoi » le Roi assembla le parlement et l'université » de Paris, et feut le messenger reçu et les » bulles pendues à son col, et eschaffaudé, » et lui semble que, ostés de Paris le parle- » ment et l'université, seroit peu de chose » de Paris.

» Dit qu'il y a eu et est advenu que » aucuns qui sont trop presumptueux ont » tasché multiplier l'université, et s'il y avoit » université à Bourges, y aura clerks qui » rien ne sauront, et s'en ensuivra beaucoup » d'inconveniens : fust anciennement ordonné » que la faculté des loix qui estoit à Paris se- » roit pour certaines causes tenue à Orléans, » qui n'est pas à deux journées de Bourges.

» Dit que leurs lectres sont fondées *in* » *nativitate Regis, ex bono aere et super utilitate* » *reipublice*. Est bien petite la raison *ex na-* » *tivitate Regis*; car si les Rois estoient nez » faciez

faciez difficulté d'icelles enteriner, verifier et publier, obstant ce qu'elles ne sont adreçant à nostredicte court, qui seroit ou très-grant grief, prejudice et dommaige desdicts exposans, humblement requerans nostre grace leur estre sur ce impartie. Pourquoi nous, ces choses considerées, voulans l'octroy par nous sur ce fait avoir et sortir son plain et entier effet sans aucune difficulté, vous mandons, commandons et expressement enjoignons que nosdictes lectres d'octroy cy-attachées vous verifiez et enteriniez, et icelles faictes publier, lire et enregistrer en nostredicte court, et lesquelles nous y voulons estre enterinées, verifiées, leues, publiées et enregistrées, tout ainsy et par la forme et maniere que si elles avoient esté ou estoient à vous adreçant, car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict, et ausdicts exposans l'avons octroyé et octroyons de grace especiale par cesdictes presentes, non obstant que nosdictes lectres d'octroy cy-attachées ne soient à vous adreçant, pour lesquelles choses ne voulons estre en ce différé en aucune maniere, et quelzconques lectres subreptices impretées ou à impetier à ce contraires. *Donné aux Montils-lès-Tours, le sixiesme jour de Decembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Sic signatum : *Par le Roy, le sire de la Forest, maistres Pierre Doriole, general, et autres presens.* DE CERISAY.

LOUIS XI,
aux
Montils-lès-
Tours,
le 6 Decembre
1469.

Collacio facta est cum originali (a).

NOTES.

- » à Saint-Ouyn, à Gentilly ou en autre
- » lieu, y faudroit-il faire université ! Dit
- » que le lieu de Bourges n'est lieu convenable pour faire université, car les quatre
- » elemens y defaillent; premierement, la terre
- » y est bien pauvre, joignant de Solongne;
- » secondement, n'y a qu'une petite riviere
- » pareille à celle de Saint-Marcel, ainsi y
- » defaut l'eau; tiercement, y a entour Bourges
- » marescages qui font l'air mauvais, ainsi y
- » defaut l'air; et quartement, y defaut le feu,
- » car n'y a bois que par charrois, et le faut
- » aller querir bien loing. Dit que autres fois
- » l'université de Paris et autres ont esté receuz
- » à opposition à l'encontre de l'enterinement des lectres de parties adverses, et
- » pour ce sont venus les recteur et autres
- » docteurs ici presens requerir la cour
- » qu'il luy plaise les ouir en leursdictes causes
- » d'opposition. »

(a) On trouve à la suite de ces lettres, sous la date des 22 février et 20 mars, les lettres suivantes :

DE PAR LE ROY.

Nos amez et féaulx, vous savez assez comment nous avons voulu, octroyé et ordonné que l'université, par nostre Saint-Pere le Pape, à nostre priere et requeste et de nostre consentement, erigée, donnée, créée, statuée et stablie en nostre ville et cité de Bourges, y soit d'ores en avant maintenue et exercée, et que les supposts d'icelle université joyssent entierement de tous et chascuns les privileges, libertés, franchises, preeminences et prerogatives, dont joyssent et ont accoustumé joyr les autres universités de nostre royaume, ainsi qu'il est plus à plain contenu et declairé en nos lectres de chartes, en laz de soye et cire vert, par nous sur ce octroïées à perpetuelle memoire, pour lesquelles nos lectres faire expedier et enteriner en nostredicte court, eussions expressement chargé nostre chier et féal cousin le sire de Chastillon vous en parler et declairer nostre intention sur ce, et aussi vous en eussions escript bien à plain, et pareillement à nos advocatz et procureurs en icelle nostre court; mais, quelque chose que vous en ayons escript ou faict dire, ne quelque diligence que en aient faict les habitans de nostre ville de Bourges, ils n'en ont peu avoir aucune expedicion, dont sommes fort esmerveillez, veu que par nostredict cousin de Chastillon avez esté acertennez de nostredict vouloir et entencion; et pour ce que de tout nostre cœur desirons ladicte université estre entretenue en nostre ville de Bourges pour la singuliere affection que de tout temps avons eue à ladicte ville, en laquelle prisma nostre naissance, mesmement que depuis nostre advenement à la couronne n'en a esté aucune créée à nostre requeste, nous voulons et vous mandons très-expressement, et sur tant que nous desirez

Tome XVII.

L I

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 6 Décembre
1469.

* Suite de la NOTE.

obeir et complaire, que, non obstant quelzconques oppositions que l'en ait mises ou veuille mettre pour et ou nom des autres universités de nostre royaume ou autres quelzconques, à l'encontre de la publication et enterinement des lectures et privileges par nous octroiez à ladite université de Bourges, vous icelles nos lectures faites publier et enregistrer en nostredite court, ainsi qu'il appartient, sans y faire plus aucun delay, refus ou difficulté; car nous avons conclud et deliberé d'entretenir icelle université en nostredite ville de Bourges, et nous semble bien que, supposé que les autres universités aient privileges de nos progeniteurs Roys de France, ce n'empesche pas que ne puissions à present donner privileges à une autre université nouvellement créée, mesmement quant c'est à nostre requeste : si y vueillez faire par maniere que n'ayons plus cause de vous en escrire. *Donné à Amboise, le xxij.^e jour de Février.* Sic signatum : LOYS. De Cerisay.

DE PAR LE ROY.

Nos amez et féaulx, nous avons reçu vos lectures par nostre bien-amé varlet de chambre Jehan de la Bretonniere, escuyer, seigneur de Humbigny, touchant le fait de la publication de l'université de Bourges, et par icelles veu bien au long les causes et raisons pour lesquelles dictes avoir differé ladite publication, qui est contre nostre vouloir et nostre entencion, comme vous avons par plusieurs fois escript et fait remonstrer de bouche par nostre amé et féal cousin le sire de Chastillon : et parce que de plus en plus desirons ladite université demourer et estre entretenue en ladite ville de Bourges, tant en faveur de ce que nous y prîmes nostre naissance, et que, à nostre grant priere et requeste, nostre Saint-Pere le Pape l'a erigée en ladite ville, que aussi pour ce que les bourgeois, manans et habitans d'icelle ville et autres nous ont très-humblement supplié et requis, desirans leur entretenir ce que par nous et à nostre moyen a esté encommencé, nous vous renvoyons nostredict varlet de chambre, auquel avons expressemment donné charge de poursuivre entour vous la publication. Si vous mandons et expressemment enjoignons que, une fois pour toutes et sans plus en faire de delay ou difficulté, soubz ombre des oppositions faites, tant par nostre très-chier et très-amé oncle et cousin le Roi de Secille Duc d'Anjou, et par nostre très-chiere et très-amée cousine la Duchesse d'Orléans, l'université de Paris et autres, vous ne differiez à faire la publication de ladite université en nostredite court de parlement, ainçois à icelle publication faites proceder incontinent et sans delay, toutes excusacions cessans, et tellement que nostredict varlet de chambre ne autres ne aient plus cause d'en retourner par devers nous. Si gardez que en ce n'ait faulte, car tel est nostre plaisir. *Donné à Amboise, le xx.^e jour de Mars.* Sic signatum : LOYS. J. Leclerc.

LOUIS XI,
à Tours,
le 8 Décembre
1469.

(a) *Lettres qui autorisent toute transaction avec le Duc de Nemours, et l'abolition et pardon de ses crimes envers le Roi.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectures verront, salut. Comme, tantost après nostre nouvel advenement à la couronne, nous eussions prins et recueilly en nostre service nostre cousin Jacques d'Armignac, Duc de Nemours, et luy eussions donné ladite duchie de Nemours (b), grant pension, et fait et imparty d'autres grans biens, dons et liberalitez, et baillé la principale charge et entremise des grans affaires de nostre royaume, neantmoins iceluy de Nemours, meü de mauvais et dampnable courage, eust de tout son pouvoir induit et seduict aucuns princes et seigneurs de nostredict royaume d'eulx eslever à l'encontre de nous; et au commencement des divisions qui ont esté en iceluy nostre

NOTES.

(a) Registres du Parlement, ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 208.

(b) Voir notre tome XV, pages 427 et suiv. On peut voir aussi le t. XVI, p. 370 et suiv.

LOUIS XI,
à Tours,
le 8 Décembre
1469.

royaume, ledict de Nemours, faingnant nous vouloir servir, envoya devers nous par plusieurs fois, et nous fist dire, promectre et jurer qu'il nous serviroit à l'encontre de tous ceulx qui nous voudroient invader; et nous estans en Bourbonnois, iceluy de Nemours vint devers nous, et nous fist serement, sur la vraye Croix de monsieur Saint-Charlesmaigne, qu'il nous serviroit loyaument; et depuis, faingnant s'employer à la pacification desdictes divisions; suborna et atray à lui aucuns de nos plus principaulx et plus familiers serviteurs, et avec eux conspira et machina en nostre personne, à nous destituer de nostre autorité et seigneurie et nous desmectre de nostre liberté et franchise, et de fait firent ensemble plusieurs mauvaises et dampnables entreprises contre nous; et après, non obstant ledict serement, s'esleva ledict de Nemours et mist sus en armes avec nos adversaires rebelles et desobeissans à l'encontre de nous; tous lesquels grans cas, crimes et delicts nous luy pardonnasmes, esperant que dès lors en avant il nous feust bon et loyal parent, vassal, subgect et serviteur, ainsi que faire devoit et que tenu y est, moyennant et parmy ce qu'il promist et jura sur la precieuse coronne de nostre Sauveur Jesus-Christ, sur le fust de la vraye Croix et sur aultres saintes reliques de la sainte chapelle du Palais royal à Paris, que d'ores en avant il nous serviroit loyaument envers et contre tous nosdicts adversaires rebelles et desobeissans, et contre tous autres qui peuvent vivre et mourir, sans quelconque personne vivant excepter, n'auroit ou prandroit aucun traictié, pratique ou intelligence, avec aucuns d'eulx, et ne consentiroit à aucune machinacion ou conspiracion que feust ou puisse estre faicte à l'encontre de nous, noz royaume, pais, seigneuries et subjects; ains, s'aucune chose venoit à sa cognoissance, qu'il le nous reveleroit sans nous en rien celer, et neantmoins y obviroiet et resisteroit de tout son pouvoir; et pour plus grant fermeté, nous en bailla en plege nostre très-chier et très-ami frere le Duc de Bourbonnois et d'Auvergne, et avec ce nous en bailla son scelle; nonobstant tous lesquelz scellez, seremens, seuretez et promesses, et en venant directement contre iceulx, ledict de Nemours a derechief contenu par tous moyens à luy possibles de substituer nouvelles divisions et mettre sedition en nostredict royaume par plusieurs dampnables moyens, comme ce est assez notoire, mesmement de faire eslever plusieurs des seigneurs de nostre royaume à l'encontre de nous, et pour y cuidier parvenir, a envoyé devers eulx plusieurs messaiges et eu plusieurs lectres et messaiges d'eulx, desquelles choses il ne nous a pas adverty ainsy qu'il estoit tenu et qu'il avoit promis et juré de faire, mais a aydé à les conduire à l'encontre de nous de tout son povoir; et avec ce a adheré et eu intelligence avec Jehan Comte d'Armignac (a) aux grans fautes, infidelitez, desobeissances, crimes et delicts, qu'il a faiz et commiz à l'encontre de nous, et à invader, piller et rober nos pais, officiers, serviteurs et subjects, et, qui plus est, a iceluy de Nemours pourchassé de nous destituer de nostre seigneurie, et mettre toute la chose publique de nostre royaume en trouble et division; et oultre, depuis les derreniers traictiez et appointemens faiz sur les dependances desdictes derrenieres divisions, ledict de Nemours a derechief donné conseil, aide, faveur et support audict d'Armignac, lequel il savoit et cognoissoit certainement que par mauvais et detestables moyens nous estoit rebelle et desobeissant; au moyen desquelz

NOTE.

(a) Voir le tome XVI, pages 386, 428 et suiv.
Tome XVII.

Ll ij

Louis XI,
à Tours,
le 8 Décembre
1469.

cas, offenses, crimes et delicts dessusdicts commis et perpetrez par ledict de Nemours, nostre procureur general contendoit, à l'encontre dudit de Nemours, qu'il avoit confisqué envers nous son corps et toutes et chascune ses terres et seigneuries et tous ses autres biens meubles et immeubles, et avoit requis nostredict procureur que pugnicion feust faicte d'iceluy de Nemours, selon la exhigence des cas dessusdicts telle qu'il appartenoit, et que toutes sesdictes terres et seigneuries et autres biens meubles et immeubles fussent declairez à nous appartenir au moyen de la confiscation d'iceluy de Nemours; depuis lesquelles choses eussions envoié en nostre pais de Languedoc et autres pais adjacens nostre très-chier et amé cousin le Comte de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, nostre lieutenant general, devers lequel ledict de Nemours se feust tiré et luy eust faict plusieurs requestes, remonstrances et offices, le requerant que nous en voulisist advertir, et sur ce eussent nostredict cousin de Dampmartin et ledict de Nemours envoié devers nous pour nous advertir desdictes requestes, offres et remonstrances, afin de sur ce declairer nostre bon plaisir: savoir faisons que nous, considerans les grans, notables, vertueux, louables et recommandables services que de long-temps nostredict cousin de Dampmartin a faiz à feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, à nous et à toute la chose publique d'iceluy nostre royaume, tant ou faict de guerres comme ès autres grans affaires d'iceluy où il s'est tout son temps employé; confians à plain de ses grans sens, vaillance, loyauté, preudomie, diligence et grande experience, à iceluy nostre cousin de Dampmartin avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, plaine puissance, autorité, commission et mandement especial, de et sur toutes les questions, poursuites et demandes faictes et que pourroit faire nostre procureur à l'encontre dudit de Nemours, transiger, pacifier, appointier, traictier, conclure et accorder, pour et ou nom de nous avec iceluy Jacques d'Armignac, Duc de Nemours, de luy quicter, abolir, remectre et pardonner toutes fautes, crimes, delicts et offenses passées, le reprandre et remectre en nostre bonne grace, luy rendre et restituer toutes sesdictes terres, seigneuries et biens meubles et immeubles quelzconques, et generalement de faire telz accords, transactions, traictiez, promesses et convenances, et besongner en tout ce que dit est et les deppendances, pour et ou nom de nous, avec iceluy Jacques d'Armignac, Duc de Nemours, et en passer telles lectres, transactions, contraux et promesses, et prendre telles seuretez d'iceluy de Nemours qu'il verra estre licites, utiles et convenables, et soubz telles peines et censures qu'il verra bon estre, et tout ainsi et par la propre forme et maniere que nous ferions et faire pourrions, si presens y estions en nostre propre personne; promectans en parole de Roy, par la foy et serement de nostre corps et soubz l'obligacion de tous et chascun noz biens, avoir et tenir ferme et agréable tout ce que par nostredict cousin le Comte de Dampmartin sera faict, passé, transigé, pacifié, convenu, composé et accordé (a), sans jamais aler au contraire en quelque forme et

NOTE.

(a) L'acte fut en effet conclu et signé à Saint-Flour, le 17 janvier suivant. Il est aussi dans les registres du Parlement, volume E, fol. 208 et 209, et dans les manuscrits de Dupuy, pages 50 et suiv. Des lettres patentes du Roi, de la même époque, le confirmèrent.

Le Duc de Nemours s'y soumet à la confiscation de ses duchés et comtés, s'il venoit à manquer de fidélité au Roi, et consent à ce qu'il fût procédé contre lui comme contre un citoyen ordinaire, renonçant à tous honneurs et droits de pairie.

maniere ne pour quelque cause et occasion que ce soit, et en bailler noz lectres patentes de ratification en forme authentique et vallable, sitost et dès lors que requis en serons. En tesmoing de ce, nous avons fait mectre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Tours, le viij.^e jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante et neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Sic signatum : *Par le Roy, Vous (a), maistre Jehan le Boulengier, president, Pierre Doriole et Jehan Hebert, generaux, et autres presens. DE CERISAY.*

LOUIS XI,
à Tours,
le 8 Decembre
1469.

NOTE.

(a) Le Chancelier de France.

(a) Confirmation de toutes les Franchises, Immunités, Exemptions, Prérogatives, &c. accordées par Louis VI, Louis VII et Philippe-Auguste, à l'Abbaye de Tiron (b).

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Decemb.
1469.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus presentibus Let futuris, nos litteras predecessorum nostrorum Francie Regum, nobis pro parte dilectorum religiosorum, abbatis et conventus monasterii Tironensis (c), ordinis sancti Benedicti, presentatas, accepisse, tenorem qui sequitur continentes :

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus sancti. Amen.

CUM regalis sit preeminentie semper ecclesias, precipueque religiosa loca, à noxiis preservari, ac libertatibus ac-privilegiis (e) quibus mundanos fluctus evitent, ea propter, ex hiis motus, *HLUDOVICUS, Dei dono Rex Francorum humilis, affectione pervalidâ quam ad michi (f) devotissimos monachos Tironenses habeo, per me noviter fundatos, ipsis semper volens donis multiplicibus accrescere, ut eò magis preces effundant Altissimo pro nostris peccaminibus redimendis, quo, munificentis Regis preservati, quietam magis et tranquillam ducunt vitam, in aliquantam etiam vicissitudinem sanitatis illius perincurabilis infirmitatis precibus venerabilis et Deo devotissimi viri Bernardi, ipsorum monachorum Tironensium patris, recuperare (g), eorum quietis et tranquillitati nunc et pro in futurum solerter intendens, ne, per curiarum vagitus saliendo, à divinis obsequiis sequestrarentur, hâc in perpetuum valiturâ et duraturâ regali munificentia, tam nostrâ absolutâ quam ordinariâ auctoritate et potestate, eis et eorum monasterio in perpetuum concedimus et largimur quòd ipsum monasterium Tironense super administrationes et membra sua et sibi subjecta, presentia et futura, in omni regni nostri statu (h) existentia, sicuti spirituale caput est, ita omni temporalis emineat et fulciatur diuione, dominio et superioritate, volentes, et*

LOUIS VI,
dit LE GROS,
à
l'abbaye de Tiron,
le 12 Avril
1120 (d).

NOTES.

(a) Transcrit d'après les chartes de la Chambre des comptes, lettre K, n.° 181.

(b) Diocèse de Chartres. Voir notre t. XV, page 259, note b.

(c) Louis XI avoit déjà donné des lettres de sauvegarde en faveur de l'abbaye de Tiron; elles sont pages 259 et 260, même tome XV.

(d) Les lettres données par Louis VI, en 1120, en faveur de l'abbaye de Tiron, n'avoient pas encore été imprimées dans notre

collection, ainsi que nous l'avons observé, tome XV, page 259, note c; elles l'ont été dans le *Gallia Christiana*, tome VIII, aux Preuves, pages 320 et suivantes. Nous indiquerons par G. C. les principales variantes qui pourront en résulter.

(e) *Ac liberaliter de privilegiis dotare.* G. C.

(f) *Quam ad michi.* G. C.

(g) *Recuperare.* G. C.

(h) *Solo.* G. C.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Decemb.
1469.

in perpetuum, premissis, tam absolutâ quàm ordinariâ, auctoritatibus et potestatibus ordinantes et largientes, quod quibusvis forisfactis, ressorto, appellatione, defectu justitiâ, realitate, personalitate, et quâcumque civilitate (a) et jurisdictione temporali, ac quibuscumque aliis superioritatibus, membra et administrationes ipse, ac eorum et eorum ministri et religiosi, necnon membrorum ipsorum et administrationum ipsarum famulantes, subditi et homines quicumque presenes et posterî, coram ipso Tironensi monasterio capite suo, tamquam immediato superiore, ommissis quibuscumque mediis, immediatè respondeant, capuique ipsum monasterium Tironense ac ejus abbas, conventus et ceteri ministri et religiosi, necnon eorum familiares, subditi et homines quicumque, presentes et futuri, de quibusvis forisfacto, ressorto, appellatione, defectu justitiâ, realitate, personalitate et quâcumque civilitate et jurisdictione temporali, et quibuscumque aliis dominiis et superioritatibus, post ipsius monasterii Tironensis curiam, coram magnis presidentialibus nostris Parisiis, vel alibi, ubi nostra precellens et suprema regalis curia residet, immediatè et solummodo habeant et teneantur respondere, nec agere et respondere vel se defendere super quibusvis forisfacto, ressorto, appellatione, defectu justitiâ, realitate, personalitate et quâcumque civilitate, seu quibuscumque aliis, per aliquos justitiarios sive regios sive alios, coram ipsis tamquam superioribus, sed nec per alium modum, nec alibi quàm ubi premissum est, ipsi abbas (b), monasterium, ministri, religiosi, familiares, subditi et homines premissi, presentes et posterî, compellantur inviti, nec aliquid jurisdictionis domini vel superioritatis super ipsos monasterii abbatem, ministros, religiosos, subditos et homines premissos, et eorum bona, sive ex officio, sive ad partis instantiam, occasione alicujus premissorum vel aliter, ab ipsis justitiariis sive regiis sive aliis intentetur, nec super eos in aliquo cognoscere habeant vel videre, ipsos enim in speciali nostra gardia et tuitione aliâ et nunc suscepimus et adhuc suscepimus per presentes; sed et ut omnes eis vim inferentes vel inferre volentes, forisfacientes et sua detinentes, occupantes, retinentes et denegantes, suosque debitores et alios, quos in iudicium evocare voluerint, in omni regni nostri dispersione constitutos, coram ipsis presidentialibus vel aliis, si maluerint, justitiariis regiis, tam in reali quàm in personali, et sive in civili, sive in criminali, ipsi abbas, conventus, monasterium, ministri et religiosi premissi evocare et trahere possint, ac quod per nostre predictæ salve gardie significationem et notificationem, deffensionem et inhibitionem ex parte nostra ipsis vim inferentibus vel inferre volentibus criminantibus (c) et aliis suis malefactoribus fendum, et legitimum assecuramentum dandum et dari faciendum, et compellendum per corporum suorum, si expedire viderint, arrestationem, captionem (d), et alios violentiæ (e) ipsos forisfactores, molestatores et malefactores, à violentiis ipsis, malefactis et molestiis percellere et de illatis satisfacere, sua detinentes, occupantes, retinentes et denegantes ad ea restituenda et reddenda, et debitores ad sua debita eis solvenda per suorum bonorum arrestationem, captionem, venditionem et expectionem compellere, ipsi presidentiales et alii justitiarii, clientes et servientes regii refragantes, coram ipsis presidentialibus vel aliis justitiariis regiis, prout religiosi ipsi maluerint, evocando auctoritate regia, absque aliis nostris vel successorum nostrorum Francorum Regum, vel quorumvis justitiariorum seu officiariorum regionum, scriptis vel mandatis ex nunc in posterum in perpetuum omnino possint et valeant hâc nostrâ, sicuti premissum est, tam absolutâ quàm

NOTES.

(a) Affaires civiles, jurisdiction civile.

(d) Et incarcerationem. G. C.

(b) Conventus. G. C.

(e) Et alias, violentos. G. C.

(c) Seu comminantibus. G. C.

ordinariâ, auctoritatibus et potestatibus et regali munificentia in perpetuum valiturâ eisdem concedimus et largimur. Te quoque, sancte vir et venerabilis Bernarde (a), tuosque successores abbates Tironenses, ex domo, familia et consulu regis, in perpetuum esse volumus, et eorum qui de domo, familia seu consulu regis sunt, libertatibus, prerogativis, privilegiis et immunitatibus gaudere in perpetuum largimur, constituimus ac etiam ordinamus. Inuitu siquidem dilectissimi filii nostri in Christo, in ipso Tironensi cenobio per nos Deo oblati, et dignissimos de quo letabundi exultamus, redemptori nostro referentes fructus, consideratione etiam precum devotarum et orationum que pro vivis et defunctis Francie (b) Regibus quotidie singulisque horis Altissimo, in ipso monasterio, peraguntur (c), necnon multimodorum beneficiorum et obsequiorum que ab ipso sancto abbate et suis religiosis habuisse nos cognoscimus, quibus ex causis ipsum monasterium de bonis à Deo nobis collatis fundavimus et dotavimus, in augmentationem, honorem et tranquillitatem ipsius monasterii et ipsius religiosorum presentium et futurorum, præ ceteris quibuscumque desiderabiliter affectantes, has et alias multifarias largitiones, libertates et prerogativas eisdem et suis suppositis concessimus et largiti sumus, vos successores nostros, Francorum Reges, et vestras gentes, ipsas firmas tenere et facere ab aliis teneri, per viscera misericordie Jesu Christi, et per eam quam optatis paradisi gloriam obnixius deprecantes. Has autem nostrarum preemptionum et regiarum largitionum editiones nemo infringere quolibet audeat in futurum; qui autem secus egerit, indignationem et forisfactum regie celsitudinis se noverit incurrisse. Unde, in supradictorum omne (d) robur et testimonium, presentes singilli regii auctoritate et nominis nostri caractere communienda duximus. Acta sunt hec in predicto monasterio Tironensi, secundo idus Aprilis, anno gratie millesimo centesimo vicesimo, astantibus nobiscum in ipso monasterio quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Anselli (e), dapiferi (f). Signum Hugonis (g), constabularii. Signum Gilberti (h), buticularii. Signum Widonis (i), camerarii. Data per manus Stephani (k), cancellarii.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen.

DECET ut procacitates et protervias ab illis abstollamus quos quieti et paci deditos esse vult universa fidelium concio, ut liberius preces effundant Altissimo pro nostris peccaminibus redimendis. Cum igitur, pro venationum insudibus aquarumque piscationibus à non directis dominis in aliorum dominiis et terris factis nascuntur odia multimoda et contentiones proveniunt undequaque, verbera, vulnera, mutilationes, homicidia et innumera mala sequuntur; hec, ego HLUDOVICUS, Rex Francorum, à michi

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Décembre.
1469.

LOUIS VI,
dit LE GROS,
à
l'abbaye de Tiron,
le 10 Janvier
1121 (1).

NOTES.

(a) Voir le *Gallia Christiana*, tome VIII, pag. 1262 et 1263.

(b) Francorum. G. C.

(c) Porriguntur. G. C.

(d) Omnium. G. C.

(e) Anselmi ne pourroit désigner qu'Anseau ou Anselme de Garlande, qui en effet fut sénéchal sous Louis-le-Gros; mais Anselme de Garlande étoit mort au siège de Puiset, en 1118, et il avoit eu Guillaume son frère pour successeur. Il faudroit donc ici *Willelmi*, et non *Anselmi*.

(f) Le *dapifer*, ou le sénéchal, étoit le grand-maître de la maison du Roi, *major*

domūs regis; on le trouve même quelquefois désigné par *major regni*. Voir notre tome XV, page 317, note a.

(g) Hugues de Chaumont, dit le Borgne.

(h) Gilbert de Garlande.

(i) Gui, fils de Waleran, qui avoit été grand chambrier du Roi avant lui.

(k) Étienne de Carlande. Les grandes charges du royaume étoient ainsi presque toutes, alors, dans la même famille.

(1) Ces lettres, et les suivantes (celles de Philippe-Auguste), ne sont pas dans le *Gallia Christiana*.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Décemb.
1469.

dilectissimis monachis Tironensibus noviter per me fundatis deviare volens, regiâ nostrâ auctoritate et munificentia eorum silvas, forestas, lucos, nemora, ceterasque terras, possessiones et hereditates, ac fluvia, stanna, vinaria, riparias, ceterosque lacus et discursus aquarum, in suis et suorum successorum dominiis vel terris quas nunc vel in posterum habebunt existentes garenas in perpetuum constituimus, et eis in ipsis jura garenne, ex nunc pro in futurum, largimur; ipsius etiam monasterii ac in ipso et ejus membris degentium monachorum, et suorum conversorum, donatorum (a), familiarium et servitorum, et suorum bonorum in quocumque regni nostri solo manentium et existentium, presentium et fuurorum, gardiam in nos et successores nostros Francorum Reges in perpetuum suscipimus, firmiter inhibentes ne quis eis malitiam vel violentiam inferre, eorumve bona subrahare, seu aliter eos damnificare, vel in eorum terris vel aquis premissis quidquid prejudicii quomodolibet audeat in futurum; quod si in premissorum aliquo quisquis deprehensus fuerit, dextere truncatione vel aliâ penâ debitâ percellatur. Per quemcumque autem clientulorum (b) regionum per ipsos monachos requisitum volumus eos suosque conversos, donatos, familiares et quoscumque servitores, et eorum bona, in ipsa tuitione et gardia regia manuteneri et custodiri, et ipsam eis quibus requisiti fuerint significari et iniimari, ac ejus violatores in jus eorum justiniariis regiis per ipsius clientelam vocari. Ipsum autem monasterium honore quodam volentes atollere, vir venerabilis, Bernarde, tuosque successores abbates Tironenses de domo et familia et consensu regio in perpetuum esse volumus, et eorum qui de domo et familia regia fuerint liberatibus et privilegiis gaudere in perpetuum largimur et constituimus. Præterea ipsorum religiosorum et suorum hominum quieti et prosperitati consulere volens, ut eò magis honoribus et bonis accrescant, quò fructus uberes per me valeant afferre, ipsos religiosos Tironenses et suos conversos, donatos, servitores et homines in vel sub ipso monasterio sive in vel sub ejus membris et alibi ubilibet moram tenentes, presentes et posteros, quos abbas Tironensis per suas literas affiderit et certificaverit tales esse, ab omni pedagio, traverso (c), tabernagio (d), mensuragio, taillia, quavis consuetudine et exactione seculari, in omni regni nostri solo et districtu, liberos in perpetuum esse volumus et immunes. Has autem nostrarum perennium et regiarum largitionum editiones et concessionis nemo infringere quomodolibet audeat in futurum: si quis autem contra hec attemptaverit, indignationem regie celsitudinis se noverit incurrisse. Unde, in supradictorum omnium robor et testimonium, presentes sigilli regii auctoritate et nominis nostri caractere communivimus. Acta sunt hec in predicto monasterio Tironensi, quarto idus Januarii, anno gratie millesimo centesimo vicesimo primo, astantibus nobiscum in ipso monasterio quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Anselli, dapiferi. Signum Hugonis, constabularii. Signum Gilberti, buticularii. Signum Widonis, camerarii. Data per manus Stephani, cancellarii.

In nomine Patris et Filii et Spiritûs sancti. Amen.

LOUIS VII,
dit LE JEUNE,
à Paris,
le 29 Mars 1164.

CUM per perditiones litterarum sepius coniugii largita piis locis per successores nostros infringi, hæc, ego HLUDOVICUS, in Dei nomine Rex Francorum, quoad devotissimos monachos Tironenses precavere volens, largitiones quasdam per eum ipsi

NOTES.

(a) Nous avons déjà dit qu'on appeloit ainsi des hommes qui se vouoient pour toujours, eux et leurs biens, au service d'un monastère.

(b) Sergens, huissiers.

(c) Droit sur les marchandises qui traversoient un lieu, un territoire. Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page lxxviij.

(d) Droit sur la vente des vins.

monachis

LOUIS XI.
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Décemb.
1469.

monachis et eorum monasterio per eum fundato concessas per hoc duxi posteris intimandas. Largitum siquidem est eis, quòd ipsum monasterium et ejus membra sicut spiritali ita et temporalis emineat ditio et superioritate, ita ut forisfacto, ressorto et quacumque alià superioritate et civilitate temporalis, membra ipsa coram suo capite respondeant, caputque ipsum, quibuscumque omissis mediis, super premissis et aliis quibuscumque tam personalibus quàm realibus, coram magna presidentiali nostra curia solummodo habeat et teneatur respondere, nec agere vel se defendere super aliquo premissorum ipsum monasterium et ejus membra ipsorumve religiosi per aliquos justiciarios sive regios, sive alios, coram se, sed nec alibi quàm ubi premissum est, compellantur inviti. Ad honorem autem et exaltationem ipsius monasterii, ipsum regia munificentia, omnibus, tam aliis castellaneis quàm baronialibus insigniis, juribus et prerogativis, in perpetuum dotavit et insignivit. Præmissa autem volens in perpetuum firma esse, et eis ipsos religiosos in eternum uti, ipsa omnia et singula, tam ordinarià quàm absolutà potestatibus, eis in sempiternum largitus est et dedit. Præmissa igitur volens, ego Ludovicus premissus, Francorum Rex, firma esse, ipsas largitiones et ordinationes regià auctoritate laudamus, confirmamus et approbamus, volentes eas ipsis religiosi et eorum monasterio et membris per omnia perpetuas vires obtinere. Nemo igitur ipsarum regiarum largitionum editiones infringere quomodolibet audeat in futurum; qui autem secus egerit, indignationem regie celsitudinis se noverit incurrisse. Unde in supradictorum omnium robur et testimonium presentes sigillì regii auctoritate et nominis nostri caractere communivimus. Datum in palatio nostro Parisiensi, quarto calendas Aprilis, anno gratie millesimo centesimo sexagesimo-quarto, astantibus nobis in ipso quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Comitis Theobaldi (a), dapi-feri nostri. Signum Mathei (b), camerarii. Signum (c) Guidonis, buticularii. Constabulario nullo. Data per manum Hugonis (d), cancellarii et episcopi Suesionensis.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen.

OPUS pretio dignum est et summe decencie, ut ea que patres, pià devotione, sanctissimis ecclesiis precipuumque religiosi locis largiti sunt, eorum filii rata et firma tenentes adimpleant, sicut sua vellent largita à posteris impleri, à quibus etiam potuissent sua integrali alibi dando omnem eis calumpniandi materiam abstulisse. Hiis et avi ac patris nostrorum nostreque animarum salute moti, nos PHILIPPUS, Dei gratià Rex Francorum, largitiones quasdam per dictum avum nostrum Hludovicum divine memorie, tunc illustrem et devotum Regem, dilectissimis nobis religiosi Tironensibus et eorum monasterio ab ipso fundato concessas, sicut inferius descripte sunt, laudamus, confirmamus et approbamus, volentes, prout ipse voluit et largitus est, quòd ipsi monachi Tironenses et eorum successores omnibus silvis, forestis, lucis et nemoribus, terris, possessionibus et hereditatibus quibusvis, fluminibus, stannis, rippariis, ceterisque discursibus aquarum, in suis terris vel dominiis, quas nunc habent vel in posterum habebunt existentibus, garennarum habeant jura: ipsius etiam monasterii ac in ipso et ejus membris degentium religiosorum et suorum conversorum, donatorum, servitorum, familiarum et bonorum in quocumque regni nostri solo existentium, presentium et futurorum, tuitionem et gardiam in nos successoresque nostros

PHILIPPE-
AUGUSTE,
à
l'abbaye de Tiron,
le 4 Mars 1190.

NOTES.

(a) Thibaud, premier du nom, Comte de Beaumont-sur-Oise.

(c) Gui de Senlis, troisième du nom.

(b) Mathieu, deuxième du nom, Comte (d) Hugues de Champfleury.

Tome XVII.

M m

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Décemb.
1469.

Francorum Reges sicuti in perpetuum suscepit, sic ei suscipimus, habemus et tenemus, firmiter, ut ipse inhiibuit, inhiibentes ne quis eis injuriam vel violentiam inferre, eorum vel bona subtrahere, seu aliter ipsos damnificare, vel in eorum possessionibus vel aquis premissis quidquid capere, nisi de ipsorum religiosorum licentiâ, quomodolibet audeat in futurum; per quemcumque autem clientulorum nostrorum per ipsos requisitum volumus, sicut et ipse avus noster, eos suosque conversos, donatos, familiares et quoslibet servitores, ac eorum bona, in ipsa tuitione et gardia regia manuteneri et custodiri, et ipsum eis quibus requisiti fuerint significari et intimari, ac ejus violatores in jus coram justitiariis regiis per ipsum clientulum vocari. Quod si in premissorum aliquo quisquis culpabilis deprehensus fuerit extitisse, dextre derancatione, vel aliâ penâ d. bitâ, percellatur. Abbatem quoque ipsius monasterii Tironensis presentem et ejus in perpetuum successores, sicut ipse voluit, sic et volumus et tenemus de domo, familia et consilio regiis esse, ac familiarium et consiliariorum regiorum libertatibus gaudere, sicuti largitus est et concessit, sic et largimur et concedimus in perpetuum successores, sicut ipse voluit, sicut volumus, sicuti avus ipse noster eis largitus est, ipsos religiosos Tironenses et suos conversos, donatos, servitores et homines suos in vel sub ipso monasterio sive in vel sub ejus membris et ubilibet moram tenentes, presentes et posteros, quos abbas Tironensis per suas literas affidaverit et certificaverit suos esse, ab omni pedagio, traversis, tabernagio, mensuragio, panagio, taillia et alia quavis consuetudine et exactione seculari in omni regni nostri solo et districtu liberos in perpetuum esse et immunes. Ut autem eò magis he largitiones ipsis religiosis perpetuum robur obineant, ipsas stables et inconcussas perpetuò manere decernimus, inde hanc nostram confirmationis et roborationis paginam sigilli nostri auctoritate et nominis nostri caractere munitam eisdem concedentes. Acta sunt hec in dicto monasterio, quarto nonas Martias, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo, regni nostri undecimo, astantibus nobiscum in ipso quorum nomina supposita sunt et signa. Signum Comitis Theaubaudi (a), dapiferi nostri. Signum Mathei (b), camerarii. Signum Radulphi (c), constabularii. Data, vacante cancellariâ.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Quas quidem literas superius descriptas, omnia et singula in eis contenta, rata et grata habentes, ad supplicationem et in favorem dictorum abbatis, religiosorum et conventus, prout et in quantum ipsi et eorum predecessores eisdem ritè et justè hactenus usi sunt, laudavimus, ratificavimus, approbavimus et confirmavimus, ac de nostre regie potestatis plenitudine, speciali gratia, auctoritateque regia, laudamus, ratificamus et confirmamus per presentes, quarum tenore baillivo Carnotensi, ceterisque justitiariis et officiariis nostris aut eorum locatentibus, presentibus et futuris, precipimus et mandamus, quatenus eosdem abbatem, religiosos et conventum, eorumque de eodem monasterio successores, nostris presentibus ratificatione, approbatione et confirmatione uti et gaudere pacificè et quietè faciant et permittant, absque impedimento quocumque; si illatum foret, id reparent seu reparari et ad pristinum et debitum statum reduci faciant indilatè, visis presentibus. Quibus, ut perpetue stabilitatis robur obineant, nostrum duximus apponi sigillum, nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure salvo. Datum in Montilis prope Turonis,

NOTES.

(a) Thibaud, Comte de Blois. Il mourut, dans l'Orient, l'année suivante, 1191.

(b) Le Comte de Beaumont-sur-Oise.

(c) Raoul, premier du nom, Comte de Clermont en Beauvoisis.

die vigesima-septima mensis Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-nono, et regni nostri nono.

Et sur le reply: *Per Regem in suo consilio*. Et à côté, sur le même reply, *Visa. Contentor*. Et scellées en lacs de soye rouge et verte du grand sceau de cire verte.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 27 Decemb.
1469.

(a) Concessions faites aux Habitans de la ville de Mende.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Décembre
1469.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis et singulis, tam presentibus quàm futuris, quod cum Regum progenitorum nostrorum prosapia, priscis temporibus, eos quos fide et probitate firmatos censuit, privilegiis, libertatibus, preeminenciis et franchisiis decorare semper assueverit, memores siquidem et meriti, nobiles, burgenses, incolas, cives et habitantes civitatis Mimatensis, que immediatè episcopo ejusdem et ecclesie sue Mimatensi, nobis verò mediatè subicitur, durantibus et existentibus guerris et divisionibus in regno nostro, nobis regieque majestati nostre huc usque infallibiliter fuisse et esse fidsimos, decusque, utilitatem, honorem et felicitatem nostras et regni nostri servasse, et eandem civitatem nostram sub vera obediencia nostra, tanquam veri fideles et vassalli nostri, tutam ab omnibus inimicis nostris et regni nostri defendisse et amparasse, cercioratique ipsam civitatem, que altera de forcioribus et bene populatis civitatibus provincie nostre Lingue Occitane existit, nullis seu paucis privilegiis esse et fuisse fulcitam seu decoratam, imò pluribus servientibus esse oppressam, nos, progenitorum nostrorum predictorum vestigia insequendo, volentes ipsi civitati et omnibus ejusdem subvenire, ut tutius et honorabilius res publica ipsius civitatis regatur, de bene in melius reformetur, ordoque politicus in eadem servetur, promptioresque ad obediendum nobis et successoribus nostris magis efficiantur, atque perpetuò inconvenientiis et periculis que futuris temporibus nobis et civitati predictæ accurrere possint, facilius resistere possint et valeant, ex hiis et aliis pluribus rationibus, certisque legitimis de causis animum nostrum rationaliter moventibus, nosque ad infra scripta movere debentibus, dicte civitati et ejus incolis, nobilibus, burgensibus, civibus et habitatoribus et successoribus suis quibuscumque in futurum, de certa nostra sciencia, motu proprio, graciaque speciali, et ex plenitudine supreme regalis potestatis nostre, consulum perpetuum, merum et liberum, nomine et re, cum privilegiis, libertatibus, prerogativis, franchisiis, immunitatibus et preeminenciis infra scriptis et aliis juribus quibuscumque, ad consulum de jure vel consuetudine pertinentibus et pertinere debentibus, concessimus et presencium primò concedimus, in hunc qui sequitur modum:

(1) Et primò eisdem concessimus et concedimus potestatem, licenciam et auctoritatem in domo per eos acquirenda seu construenda, que domus consularis vocabitur, absque dicti episcopi nec aliorum quorumcumque officiariorum licencia, minùsque presenciam, quocienscumque pro negociis dicte civitatis perpetrandis opus fuerit se congregandi, et pro prima institutione et creacione hujusmodi consularis, per eos, die et horâ quibus amodo in antea voluerint, quandocumque post datam presencium fienda, tres consules et sexdecim consiliarios probos et idoneos eligendi, creandi et insituendi, et hoc à proximè sequente festo beati Ludovici patroni et predecessoris nostri, usque ad aliud immediatè sequens festum ejusdem beati Ludovici; et ipso

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 178, et registre 224, pièce 47.
Tome XVII.

M m ij

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Décembre
1469.

tempore dictorum primorum consulum et consiliariorum lapso, dictoque festo beati Ludovici advento, damus potestatem eisdem tribus primis consulibus et sexdecim consiliariis sic per dictos cives aut majorem et saniozem eorumdem partem institutis aut instituendis, et aliis perinde sequutivè annuatim creandis et insituendis anno quolibet, in dicto festo beati Ludovici, alios tres consules et sexdecim consiliarios probos et idoneos, nomine universitatis predictæ, amodo in antea perpetuis temporibus creandi et instituendi; qui primi tres consules et sexdecim consiliarii, in presencia dictorum civium, et inde alii tres consules et sexdecim consiliarii in manibus priorum consulum, ad sancia Dei evangelia jurabunt, quòd dictam civitatem, civesque et populares ejusdem, bene, debitè et fideliter regent, custodient, gubernabunt, consulent; ad domum consulatûs pro negociis dicte civitatis pertractandis, quociens mandati fuerint et negocia requirent, nisi legitimo impedimento impediti fuerint, venient; secreta consulatûs tenebunt, servabunt et nemini revelabunt; jura et commoditates ejusdem civitatis servabunt, procurabunt, et inutilia possetenus (a) evitabunt, et aliûs bene et legaliter in eorum officiis se habebunt.

Quibus quidem tribus consulibus et sexdecim consiliariis sic in posterum creandis et instituendis dedimus et concessimus, damusque et concedimus per presentes, auctoritatem et potestatem quam quibus suprà jam dedimus, dictamque civitatem custodiendi, amparandi (b) et deffendendi, claves portaliûm, murorum, meniorum et aliorum fortaliciorum ejusdem regendi, tenendi, gubernandi et ministrandi, et de eisdem fideliter pro securitate et custodia ejusdem civitatis disponendi, servandi arma pro decoratione hujusmodi consulatûs, et in sigillum ejusdem exigendi, et in illis duos liliorum flores azureos in fonco, à parte superiori, super campum aureum cum differenciâ barre rubicunde depingendi, et in locis decentibus affigendi; talliam seu talias, soquetum super intravis vini (c), pro reparacionibus dictorum murorum et fossatorum levari consuetum, mutua (d) et alia onera publica, cum necesse fuerit, pro subveucionibus nostris et aliis necessariis et utilibus ejusdem civitatis indicendi, exigendi et levandi, seu exigi et levari faciendi; compota à quibuscumque personis que tallias et alia onera et subsidia communia dicte civitatis levaverint et exigerint audiendi, reliqua recipiendi et de receptis nomine dicte universitatis quictandi et quictancias tradendi; excubias diurnas et nocturnas, pro custodia et tuicione dicte civitatis, temporibus opportunis et necessariis mandandi, decennarias excubias faciendi, rebellesque per penarum reparacioni murorum et fossatorum ejusdem civitatis applicandarum impositionem compellendi, et juxta casûs exigenciam puniendi; statuta et ordinationes policiam dicte civitatis tangentes, licitas tamen et honestas, pro utilitate et commodo rei publice ejusdem civitatis faciendi, et eas debitè servandi et servari faciendi; carrerias (e) et vias publicas mundari, luminariaque seu lampadas in fenestris domorum civium ejusdem civitatis, tempore nundinarum, vel alio opportuno, apponi faciendi, et quos oportebit compellendi; vina, blada, panes et alia quecumque victualia in eadem civitate occurrenda et existencia visitandi et appreciandi; pannos tam laneos quàm lineos, coria, mercimonias (f), et alias quascumque mercancias visitandi, extimandi, palpandi, et falsas comburendi, seu aliàs justiciam super hoc juxta casûs exigenciam faciendi; mensuras et pondera signo seu armis dicte civitatis signandi seu

NOTES.

(a) Absolument, entièrement.

(b) Fortifier.

(c) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, pages liij et liv, et la note d de la page 509 du même tome.

(d) Somme levée sous le nom et la forme

d'emprunt. Nous avons parlé, tome XVI, Discours préliminaire, page cxij, des emprunts forcés.

(e) Voir la note a de la page 289 du tome XVI.

(f) Menues marchandises.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Décembre
1469.

signari faciendi, et illis utendi seu uti faciendi; pondus farine, lanarum, bladorum et aliarum quarumcumque mercanciarum, ad utilitatem communem universitatis antedictæ, plus et ultimo offerenti vendendi et arrendendi; nova edificia facta et facienda visitandi, et ventas faciendi, debataque propterea suscitanda decidendi et sine debito terminandi; caenas ferreas in carreris et quadriviis ejusdem civitatis, pro laciore iurisdictione et jurisdictione ejusdem, erigendi et affigendi; piscinas et piscaria in fossatis dicte civitatis faciendi, et pisces ponendi, et ad utilitatem communem dicte civitatis vendendi et arrendendi; extimatores, visitatores et regardiatores dictarum mercanciarum et mercimoniarum ac victualium, sigillatores pannorum, laneorum operarios, murorum, fossatorum, foncium, itinierum publicorum et carreriarum, corraierios, aliaiores (a) seu indictores ponderum et mensurarum annonnariarum custodes, unum grufferium ad scribenda instrumenta et negocia dicti consularis, unum clavarium (b) qui secretas pecunias et alias res universitatis predictæ custodiet, exiget et levabit, necnon nuncios, famulos seu servitores ad serviendum eosdem consules, qui habebunt consiliarios et populares ad consilium convocare, et quoscumque debitores universitatis predictæ pignora, pignora capta subhastare (c) plus quàm et ultimo offerenti, absque emolumento cuipiam pro hujusmodi in quantitativibus, subhastacionibus et vendicionibus solvendo, vendere, banneriosque qui pariter possessiones predictæ civitatis custodire, amparare et defendere, malfactoresque pignora in domo consularis, donec dampnum passum de dampnis et dictis banneriis de eorum moderatis salariis satisfactum fuerit, asportare annis singulis, prout eis videbitur faciendum, eligendi, deppuandi, creandi, instituendi et ordinandi, mutandi et destituendi, necnon ad regimen seu magisterium scholarum ipsius civitatis, loco et tempore debitis personas idoneas eligendi, et eas quibus pertinuerit nominandi et presentandi, et in eorum denegacionem, dilacionem aut defectum, prout rei publice utilitas vel necessitas exegerit, instituendi, et cetera alia universa tractandi, ordinandi, disponendi, agendique et faciendi, que ad similes consules et consiliarios incumbunt facienda, et que consules et consiliarii aliarum nostrarum civitatum et villarum regni nostri faciunt et facere consueverunt atque possunt.

(2) Item. *Concedimus dicte civitati et civibus ejusdem et eorum successoribus, quod omnes mercatores et alii quicumque tam dicte civitatis quàm alii, possint et valeant pisces, vina et alias quascumque mercancias et denariatas, bonas et legales, purè et liberè vendere, absque aliquali exhibicione seu presentacione earumdem cuipiam, prinsquam dictis consulibus, fienda.*

(3) Item. *Quod si in posterum, per officarios nostros vel alios quoscumque, alias delaciones, denunciations aut accusaciones, contra consulum vel universitatem predictas, pro quacumque causa civili vel criminali fieri contingeret, de gracia speciali eisdem concedimus, quod propter ea, nisi de mandato nostro speciali et precedentibus debitis informacionibus, causaque cognita, hujusmodi consulum eisdem consulibus et universitati auferri, suspendi, arrestari vel ad manum nostram poni non possit.*

(4) Item. *Quod si aliqui officarii vel commissarii nostri aut alterius cujuscumque aliquem ex dictis civibus dicte civitatis, pro debito civili vel aliquo crimine, excepto crimine lese majestatis, à dicta civitate extrahere vellent, concedimus eisdem*

NOTES.

(a) Ce mot est expliqué par les mots qui suivent : c'étoient les hommes chargés de vérifier les poids et mesures des marchands, et de s'assurer qu'ils étoient conformes à l'étalon. *Allayer* avoit, dans notre ancien

langage, une signification analogue pour les monnoies; il la conserve même aujourd'hui.

(b) Caissier, ayant la clé (de la caisse). Voir notre *10^{me} XVI*, page 24, note g.

(c) Vendre à l'encan.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Décembre
1469.

consulibus potestatem, licenciam et auctoritatem, illum seu illos jure prehensibiliter retinendi, dum tamen pro civilibus idoneò caveant seu caveri faciant, juxta casus exigenciam; in criminalibus verò, si casus personarum detencionem et incarcerationem exegerint, carceribus infra dictam civitatem mancipentur.

(5) Item. *Quòd nullus, tam civis dicte civitatis quàm foraneus, ad nundinas vel mercatus dicte civitatis veniens, pro debitis quibuscumque, nec aliis quàm nostris propriis, capi seu arrestari minimè possit.*

(6) Item. *Et cum nos consulum hujusmodi pro bona utilitate et conservacione rei publice dicte civitatis et patrie Gabalitane (a) concesserimus, quam quidem rem publicam prefatus episcopus favere tenetur, cumque ipse suique predecessores et quilibet eorum in primo introitu dicte civitatis jurare consueverint cives et habitatores ejusdem civitatis in suis libertatibus et franchisiis tenere et conservare, volumus ac intendimus quòd idem episcopus et successores sui teneantur jurare civitatem et cives in gaudencia et usu hujusmodi consulatûs ac privilegiorum eisdem per nos concessorum, unà cum dictis aliis privilegiis, prout et quemadmodum ipse et sui predicti predecessores priores libertates et privilegia antedicta jurare consueverunt; nec prius aut aliter in dicta civitate per dictos cives recipiantur, nec etiam officiariis suis pareatur, quàm hujusmodi juramentum presiterint.*

(7) Item. *Et quia fortassis dicti consules plerumque egebunt licetis hujusmodi consulatûs in diversis locis et curiis, volumus quòd transcripcio seu vidimus ejusdem, sub sigillo regio confecto, tanta fides adhibeatur quanta adhiberetur et adhiberi posset presentibus licetis originalibus, per quas insuper predictos consules, consiliarios, cives et incolas civitatis premissæ, in et sub speciali protectione et salva gardia nostra, ad sui juris et premissorum conservacionem posuimus, atque ponimus, procuratori nostro silencium perpetuum super hiis imponentes. Quocirca senescalco nostro Bellicadri et Nemausi, baillyo et judici Gabalitano, bajuloque et judici nostris Marologii (b), ceterisque justiciariis et officiariis, vel eorum locateneantibus presentibus et futuris, et eorum cuilibet, super hoc requirendo, damus in mandatis, quatinus predictos consules, consiliarios, cives et incolas jam dicte civitatis, presentibus nostris consulatûs et ceterorum premissorum concessione, indulto et gratiâ, ceterisque prenomatis uti, frui et gaudere, faciant, sinant et permittant, nullum impedimentum, molestiam aut disturbacionem illis super hiis inferendo aut inferri paciendò; que si jam illata forent, illa penitus tollant et amoveant, difficultate quâcumque semotâ, quoniam sic nobis placet et fieri volumus. Que ut perpetue firmitatis robur obtineant, presentes licetras nostri appensione sigilli communiri fecimus, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Montilis prope Turonis, in mense Decembris, anno Domini millesimo quater centesimo sexagesimo-nono, regni verò nostri nono. Sic signatum: Per Regem, domino Duce Borbonii, Comite Sacro-Cesaris (c), dominis de Torcy, de la Forest, magistro Petro Doriolo, generali, et aliis presentibus. DE CERISAY. Visa (d).*

NOTES.

(a) Gévaudan.

(b) Marvejols.

(c) Sancerre.

(d) Le n.° 108 du registre 196 du Trésor des chartes est un don fait par Louis XI, décembre 1469, à Robert de Dreux, de la haute justice dans une de ses terres. Le n.° 105 offre des lettres patentes du mois précédent, qui donnent le comté de Beaumont-le-Roger en Normandie à Gui de Maumont et à Jeanne,

bâtarde d'Alençon, sa femme. Des lettres patentes du même mois donnent la seigneurie de Manestier à Guillaume de Cerisay. On peut voir le volume E, fol. 302 et 303. Les pièces 161 et 254 du registre 196 offrent aussi, sous la date du mois de novembre 1469, la concession de l'usage d'une forêt royale à Pierre Laigneau de la Morinière, et des lettres de naturalisation pour Antoine Duval.

(a) *Ordonnance concernant la Communauté des deux cent vingt Sergens à cheval du Châtelet.*

LOUIS XI,
à Paris,
le 5 Janvier
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, au prevost de Paris, ou à son lieutenant, salut. De la partie des maistres et gouverneurs de la confrairie de la communauté des xj.^{xx} sergens à cheval au chastelet de Paris, nous a esté humblement exposé que ja pieça, pour subvenir aux grans charges, necessitez et affaires de ladicte communauté, et pour entretenir le service divin qui se faict en ladicte confrairie (b), chascune sepmaine, en l'esglise de Sainte-Croix (c) à Paris, feu nostre très-chier seigneur et ayeul, Charles sixiesme, cui Dieu pardoint, donna et octroya auxdicts exposans, le quatriesme jour d'aoust, l'an mil cccc et sept, certaines lectres ou chartres par lesquelles il vould et ordonna que chascun desdicts xj.^{xx} sergens payast par an la somme de douze sols parisis le jour de Saint-Martin d'esté (d), oultre et par-dessus la somme de vingt sols parisis, qu'ilz ont acoustumé payer à leur reception (e), lesquelles lectres furent verifiées, consenties et approuvées en nostre court de parlement et ou chastelet de Paris (f), et icelle somme fut depuis par aucuns ad ce commis levée par l'espace de sept à huit ans, et jusques à ce que iceulx exposans qui auroient à l'encontre des sergens à verge touchans les extremitez et autres plusieurs grans charges, cesserent; lesquelz exposans, voyans que lesdictes charges estoient fort diminuées, ordonnerent que ladicte somme de douze sols parisis seroit remise à quatre sols parisis pour chascun desdicts xj.^{xx} par an, sans prejudice toutesvoies de leurdit premier privilege, et qu'ilz pourroient lever ladicte somme de douze sols parisis sur chascun d'eulx, comme devant, toutes fois que bon leur sembleroit. Et depuis dix ans en ça sont survenus plusieurs grans procezz entre lesdicts supplians, d'une part, et plusieurs particuliers eulx disans sergens, d'autre, touchant les abus commis esdicts offices et autres choses, et aussi plusieurs autres grans charges et affaires, et tellement que ladicte somme de quatre sols parisis pour chascun

NOTES.

(a) Registres des bannières du Châtelet de Paris, tome I.^{er}, fol. 121.

(b) Elle avoit été établie par des lettres de Jean II, insérées au tome V de notre collection, pag. 559 et 560.

(c) Sainte-Croix de la Bretonnerie.

(d) Des lettres de Charles V, du 14 décembre 1372, tome V des Ordonnances, page 559, rappellent que, par des lettres plus anciennes, chaque confrère devoit payer huit sous par an, « et à son trespassement, » vingt sols, ou son meilleur garnement à « vestir. »

(e) Les lettres du 14 décembre 1372 nous disent comment et pourquoi cette somme avoit été imposée sur tous les membres de la communauté, et ce passage peut être rap- pelé ici : « Pour ce que, par aucuns usages » et coustumes, chascun sergent, quant il

» estoit institué, payoit à ses compagnons
» un disner que l'on appelloit un *past*, qui
» coustoit aucunes fois dix livres au plus, et
» le plus communément plus de cent sols pa-
» risis, dont aucuns estoient si grevés, que il
» leur convenoit [arrivoit de] vendre leurs
» biens et aucunes fois leurs chevaux, pour
» les payer, et s'en ensuivirent noises [que-
» relles], rios [rixes] et autres inconve-
» niens, le prevost de Paris eust ordonné
» que, au lieu dudit *past* qui plus ne se fe-
» roit, chascun sergent, sitost comme il seroit
» institué audict office, paieroit à ladicte
» confrairie vingt sols parisis une fois seule-
» ment. » Le marc d'argent, au mois de dé-
cembre 1372, valoit 5 livres 16 sous.

(f) Ces lettres ont été imprimées, tome X, pag. 238 et suiv.

LOUIS XI,
à Paris,
le 5 Janvier
1469.

d'eulx l'en ne pourroit fournir à icelles charges et affaires payer; et pour ce, leur est besoing et necessité remectre ladicte somme de quatre sols parisis, de huit sols parisis, ou autrement les affaires et negoces de ladicte communauté, et aussi le divin service qu'ilz ont acoustumé de faire dire et celebrer, pourroient demourer, qui seroit en leur très-grant grief, prejudice et dommaige, perdicion et diminucion de leurs droitz et privilegeiges, si comme ils dient, humblement requerans sur ce nostre provision. Pourquoy, ce que dict est considéré, vous mandons et commectons par ces presentes, que s'il vous appert des lectres dessusdictes, par lesquelles leur ait esté octroyé de lever sur chascun d'eulx par an ladicte somme de douze sols parisis, que depuis icelle somme ait esté moderée à quatre sols parisis sans prejudice de leurs droiz, et pourveu que, quant bon leur sembleroit, ilz puissent remectre ladicte somme de douze sols parisis, et que de present les charges soient augmentées par le moyen de plusieurs procès qu'ilz ont, vous, en ce cas, contraignez ou faictes contraindre realement et de faict tous ceulx du nombre desdicts xj.^{xx} sergens à payer, chascun d'eulx, par an, ladicte somme de huit sols parisis à celui ou ceulx qui seront commis par iceulx exposans à recevoir lesdictes sommes, sans prejudice toutesvoies de leurdict privilegeige, de pouvoir remectre ladicte somme de douze sols parisis toutes fois que besoing sera et que bon leur semblera, pourveu que la plus grant et saine partie desdicts xj.^{xx} sergens se y consente; et se sur ce naist debat ou opposition, faictes auxdictes parties oyes bon et brief droict: car ainsy nous plaist-il estre faict, nonobstant quelzconques lectres subreptices à ce contraires. *Donné à Paris, le cinquiemesme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsy signé: *Par le Conseil.* Et plus bas, LE CLERC.

Au doz desquelles estoit escript ce qui s'ensuit: Ces presentes ont esté leues et publiées en jugement ou chastellet de Paris, en la presence des advocatz et procureur du Roy; et après ce qu'il leur est apparu des chartres dont mention est faicte au blanc, et aussi du consentement faict par la plus grant et saine partie des xj.^{xx} sergens à cheval dudict chastellet, de payer les huit sols parisis par an declairez audict blanc, cesdicts presentes ont esté enterinées. *Fait par le lieutenant civil tenant le siege, le samedi trentiesme et derrenier jour de Juing, l'an de grace mil cccc soixante et dix.* Ainsy signé: J. DE CALAIS (a).

NOTE.

(a) Il y a dans le registre 196 du Trésor des chartes, n.° 120, des lettres d'amortissement en faveur de l'abbaye de la Chaise-Dieu, du mois de janvier 1469. Il y a dans le même registre, sous les dates des mois

précédens, plusieurs lettres semblables. On trouve aussi, registre 196, et dans les volumes suivans, beaucoup de dons ou privilegeiges faits ou accordés par des lettres de 1469 et de 1470.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 12 Janvier
1469.

Lettres pour informer d'un Vol fait au Trésor de l'Abbaye de Saint-Denis (a).

UN rubis d'un grand prix avoit été enlevé à un des fleurons d'une couronne d'or, et une fausse pierre de la même couleur y avoit été substituée. Les religieux

NOTE.

(a) Doublet, Histoire de l'abbaye de Saint-Denis, livre III, page 1106.

s'étoient

s'étoient adressés au lieutenant civil (a), et de premières informations avoient été ordonnées. Ils s'adressèrent aussi au Roi, comme protecteur spécial de l'abbaye; le Roi nomma quatre commissaires pour procéder, conjointement avec le lieutenant civil, à l'instruction de l'affaire, pour être ensuite toutes les pièces envoyées au Parlement, à qui le jugement du crime est réservé.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 12 Janvier
1469.

NOTE.

(a) Les lieutenans criminels n'étoient pas encore établis.

(a) *Nouvelles Lettres concernant l'Exemption de ban et arrière-ban pour les Bourgeois de Paris* (b).

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Février
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux prevost de Paris, bailliz de Vermandois, Troyes, Sens, Chaumont, Chartres, Montargis, Mantes, Meaulx, Meleun et Estampes, et à tous nos autres commissaires par nous commis et ordonnez pour le faict de noz ban et arrière-ban naguères publié en tout nostre royaume, ou à leurs lieutenans ou commis, salut. Comme puis naguères, par nostre exprès commandement et ordonnance, nostre très-chier et amé cousin le sire de Chastillon (c), nostre lieutenant, ait tenu les monstres de tous nos officiers, tant de nostre court de parlement, de nostre chambre des comptes, que autres, et de tous les nobles, bourgeois, manans et habitans de nostre bonne ville de Paris, ainsi qu'il nous a rapporté bien à plain, tant de bouche que par escript; lequel nostre cousin de Chastillon nous ait remonstré que ce seroit dure et sumptueuse (d) chose à nosdicts officiers, nobles, bourgeois, manans et habitans d'icelle nostre bonne ville de Paris, de faire derechief monstre et reveue, et de comparoir devant plusieurs et divers commissaires à l'occasion de plusieurs fiefs, terres et seigneuries qu'ilz tiennent en diverses juridictions; mesmement que, liberalement et de grant courage, ilz se sont mis sus en habillemens bons et souffisans, et sont prestz et deliberez nous servir envers et contre tous ceulx qui pevent vivre et mourir, ainsi qu'il nous plaira leur ordonner; par quoy soit bien expediant declairer sur ce nostre bon plaisir: nous, ces choses considerées, mesmement la grande, bonne, entiere et parfaite loiaulté et obeissance que nosdicts officiers et ceulx de nostredicte bonne ville de Paris nous ont tenue et gardée durant les differances et divisions qui naguères ont eu cours en nostre royaume, sans avoir varié en quelque maniere que ce soit, et aussi les grans, bons, loyaux et notables services qu'ilz nous ont faicts durant icelles divisions, à l'encontre de tous noz ennemis, rebelles et adversaires, aussi les services qu'ilz ont tousiours faicts à nos progeniteurs Rois et à la

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, vol. E, fol. 216.

(b) Nous avons donné dans le volume précédent plusieurs autres lettres de Louis XI en faveur des habitans de Paris. Il y en a du 5 mai 1465 qui exemptent du ban et de l'arrière-ban les membres du Parlement, pages 327 et 328; et d'autres du mois de

novembre de la même année, qui confirment cette exemption aux bourgeois de cette ville, pages 434 et 435.

(c) Louis de Laval, sire de Châtillon, père d'André de Laval, maréchal de Loheac. Voir la note a de la page 371 du tome XV, et la note a de la page 449 du tome XVI.

(d) Coûteuse.

N n

LOUIS XI,
à Amboise,
le 18 Février
1469.

couronne de France; voulans, pour ce, les favorablement traicter en tous leurs affaires et les relever de peines et travaux; pour ces causes, et autres grans et raisonnables qui à ce nous ont meu et meuvent, avons, de nostre propre mouvement et grace especial, quicté et exempté, quictons et exemptons par cedesdictes presentes, tous les habitans de nostredicte ville de Paris, tant noz officiers en nostredicte court de parlement, en nostredicte chambre des comptes, que autres qui ont leurs demourances et residences en nostredicte bonne ville de Paris sans fraude, et qui personnellement et en habillement souffisant ont comparu aux monstres devant nostredict cousin de Chastillon, de comparoir, pour raison et à cause de leursdicts fiefz et seigneuries en quelque lieu ou juridiction de nostre royaume qu'elles soient situées et assises, aux monstres ordonnées et de par nous criées pour le faict de nosdicts ban et arriere-ban, sans ce que, par deffaut de non eulx y presenter ou comparoir, ilz puissent encourir en aucune peine, amende ou confiscacion, ou autre dangier envers nous. Si voulons, vous mandons et expressement enjoignons, en commectant, se mestier est, par ces presentes, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra et sur ce sera requis, que de noz presens grace, quictance et exemption, vous faictes, souffrez et laissez lesdicts habitans de nostredicte bonne ville de Paris, tant noz officiers que autres qui ont personnellement et en habillement souffisant comparu ausdictes monstres devant nostredict cousin de Chastillon, et qui ont leurs demeures et font leurs continuelles residences en icelle ville de Paris, sans fraude, comme dict est, joir et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun arrest, destourbier ou empeschement en leurs personnes, fiefz, terres, heritaiges, quelque part qu'ilz soient situés et assis en nostre royaume, et en tous leurs autres biens quelzconques; ains, se leurs corps ou aucuns de leursdicts fiefz, terres, heritaiges et biens quelzconques avoient esté ou estoient pour ce prins, saisis, arrestez ou aucunement empeschiez, si les leur mettez ou faictes mettre tantost et sans delay à plaine, pure et entiere delivrance: car ainsi nous plaist-il estre faict, non obstant quelzconques lectres subreptices impetrées ou à impetrer à ce contraires. *Donné à Amboise, le xviii. jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-neuf, et de nostre regne le neufviesme.* Sic signatum: *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Comte de Saint-Pol, connestable, l'Amiral, les sires de Chastillon, de la Forest et du Lude, et autres presens.* DE CERISAY.

Collacio facta est cum originali. DEPUIGIRAUT.

LOUIS XI,
à Amboise,
Février 1469.

Privileges de l'Eglise de Poitiers.

Nous avons imprimé, tome XVI, pag. 300 et suiv., diverses lettres de Louis XI en faveur de l'église de Poitiers. Le Parlement ne les enregistra que plusieurs années après, comme on le voit pag. 302 et 307 du même volume. Blanchard indique des lettres du mois de février 1469; mais il a vraisemblablement été trompé par la date d'un enregistrement, qui même est du 29 janvier. Il en cite d'autres, bientôt après, portant aussi règlement pour les privilèges du chapitre de l'église de Poitiers; celles-ci sont sous la date du 21 mai 1470. Le 21 mai, en effet, le chapitre de Poitiers obtint du Roi relief d'adresse et mandement au Parlement de Paris, pour y faire publier et enregistrer des lettres confirmatives d'autres lettres de

Charles VII (*a*), qui autorisoient l'établissement d'un juge lai pour faire les inventaires après le décès des chanoines et autres sup pôts de ladite église. Toutefois, dit le mandement royal, pour ce que nos lettres de confirmation s'adressoient seulement au sénéchal de Poitou ou à son lieutenant, les exposans doutent que vous fassiez difficulté de les faire publier et enregistrer, et que par-là elles fussent de nul effet et valeur, nous requérant humblement, &c. Le Parlement les enregistra le 5 juillet. Le mandement du Roi est au volume E, page 222.

LOUIS XI,
à Amboise,
Février 1469.

NOTE.

(*a*) Elles sont, avec celles de Charles VII, tome XVI, pag. 304 et suiv.

(*a*) Ordonnance portant Règlement pour la Perception des Droits sur le Sel en Poitou.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 26 Mars
1469.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectures verront, salut. Comme il soit venu à nostre cognoissance que plusieurs gens de divers estats se sont depuis aucun temps efforcez et efforcent de jour en jour de faire plusieurs fraudes et abus touchant le quart du sel qui nous appartient, et que avons accoustumé de lever en nostre pays de Poictou, tant à cause de la vente, revente ou eschange dudict sel, que pour le passage et transport d'icelui, quand on le mene au pays où ledict quart n'a point de cours, et ayent esté tenus aucuns termes à cause desquels, si provision n'y estoit donnée, le droict et revenu de nostredict quart de sel viendroient comme à nulle valeur, en quoy avons bien grant interest; aussi soit besoin de ordonner lieux, tant pour recueillir ledict sel en nostre pays de Poictou, que pour recevoir les paiemens ou les cautions du sel (*b*) qui se transporte hors d'icelui: sçavoir faisons que nous, considerant les grans charges et affaires que nous avons continuellement à supporter, voulant obvier auxdictes fraudes et abus qui se font et pourroient faire touchant ledict quart du sel, qui est l'un des plus anciens et accoustumés membres de nos finances (*c*), par grande et meure deliberation de nostre Conseil, avons, par maniere d'esdict, établissement et ordonnance, fait, ordonné, constitué et établi, faisons, constituons, établissons et ordonnons, par ces presentes, touchant ledict fait dudit quart de sel, les articles et ordonnances qui s'ensuivent:

(*d*) Premièrement. Avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, par ces presentes, que de chacune vente, revente ou eschange de sel qui se fera par tout nostredict pays de Poictou, et par tant de fois qu'il sera vendu, revendu ou échangé, soient pris et levés cinq sols tournois pour livre, et du plus, plus, et du moins, moins.

NOTES.

(*a*) Transcrite d'après un registre de la Cour des aides, refait depuis l'incendie de 1776, et qui contient les ordonnances sur le sel et les gabelles, p. 34 et suiv. Nous en avons aussi une copie faite d'après un registre plus ancien, sur lequel on peut voir la note *a* de la page 201 du tome IV de notre collection.

(*b*) Du sel a été oublié dans la copie du registre plus ancien.

Tome XVII.

(*c*) Voir le Discours préliminaire du t. XVI, pag. lxj et suiv.

(*d*) Cet article, et quelques-uns des articles suivans, different peu de ceux que nous avons lus dans l'ordonnance du 6 juin 1468, pag. 87 et suiv. Voir aussi l'ordonnance de Charles VII, en 1451, tome XIV, pag. 199 et suiv.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 26 Mars
1469.

(2) *Item.* Et afin que fraude et abus ne se commette (a), et que les deniers en puissent mieux venir ens (b), avons aussi voulu et ordonné, voulons et ordonnons, que, dedans dix jours après la publication de ces presentes, chascun marchand ou autre qui a ou aura sel en sa maison plus qu'il ne lui est besoin pour sa depense, vienne et soit d'ores en avant tenu venir devers les eslus par nous ordonnés sur le fait et gouvernement des aydes en nostredict pays de Poictou, ou devers les receveurs et fermiers qui seront dudit quart ou leurs commis, notifier et declarer au vray le nombre et quantité de sel qu'il aura; et ce, sur peine de confiscation dudit sel, et d'amende arbitraire.

(3) *Item.* Que dudit sel qui ainsi sera notifié soit fait papier et registre par lesdicts eslus, receveurs, fermiers ou leurs commis, lesquels eslus, quand on se adressera à eux, le signifieront auxdicts receveurs, fermiers ou commis, et leur bailleront ou feront bailler le double de leur registre toutes fois qu'ils le requerront, afin qu'ilz puissent avoir cognoissance de la quantité du sel pour en lever nostre droit.

(4) *Item.* Voulons et ordonnons que lesdicts eslus, receveurs ou fermiers dudit quart, ou leurs commis et députés à ce, fassent et puissent faire, toutes fois que bon leur semblera, et qu'ilz verront estre à faire, inventaire de tout le sel qui sera audict pays de Poictou, afin qu'ilz puissent mieux et plus seurement sçavoir ce qui en aura esté vendu et qui s'en pourra vendre, pour avoir justement nostredict droit, et obvier aux fraudes et abus qu'on voudroit et pourroit faire au contraire.

(5) *Item.* Que d'ores en avant nul ne soit si hardi de descendre sel en maisons particulieres ne ailleurs en nostredict pays de Poictou, et mesmement ès lieux où ledict inventaire aura esté fait, sans premierement le venir dire et declarer auxdicts eslus, receveurs ou fermiers, ou à leurs lieutenans ou commis, sur peine de perdre ledict sel, chevaux et harnois, et d'amende arbitraire.

(6) *Item.* Que chascun qui vendra, revendra ou eschangera sel audict pays, paye, comme dict est, auxdicts receveurs ou fermiers dudit quart ou à leurs commis, cinq sols tournois pour livre de toute la vente, revente ou échange, sur peine de confiscation de tout sondict sel, et d'amende arbitraire.

(7) *Item.* Que tous ceux qui ameneront sel en nostre pays de Poictou, du pays de Bretagne, du Coustumier, ou autres pays quelzconques, dont la revenue dudit quart ne vient à nous ni à nostre profit, seront tenus d'aller devers les receveurs, fermiers ou commis de la plus prochaine ville où aura commis à recevoir ledict quart du sel du lieu par où ilz entreront audict pays de Poictou, dire et declarer leurs noms et surnoms, le nombre de sel qu'ilz auront, et le lieu où ilz ont intention de le vendre; et illec, payer à icelui receveur le quart de leurdict sel, au prix qu'il pourra valoir au lieu où ilz vendront ledict sel, ou bailler caution ou deposit d'icelui payer, après qu'il aura esté vendu, sur peine de confiscation dudit sel, chevaux et harnois, et d'amende arbitraire; et sera icelui receveur tenu leur en bailler cedulle ou brevet de recognoissance, et aussi l'enregistrer, desquelles cedulles ne se prendra rien sur les marchands.

NOTES.

(a) Et non qui se commette, comme le porte la copie du registre plus ancien.

(b) Dedans:

(8) *Item.* Que si aucuns faisoient venir sel audict pays pour mettre en grenier et ne le voulsissent vendre, parcelllement seroient tenus d'aller devers les eslus, receveurs ou commis, comme dessus, dire et declarer leurs noms, surnoms, le nombre de sel et le lieu où ilz ont intention le mener, et mettre en grenier audict pays, et eux obliger et bailler caution d'apporter auxdicts commis certification du commis de la ville où ilz auront descendu leurdict sel, du nombre qu'ilz auront descendu dedans, dedans un mois prochain ensuivant, sur peine de perdre l'estimation et valeur dudict sel, et en outre d'en payer le quart au plus haut prix qu'il pourra valoir à la plus lointaine limite et issue dudict pays, et avec ce d'amende arbitraire; et lequel commis sera tenu de bailler à ceux qui viendroient devers lui pour la cause dessusdicte, brevet ou cedulle pour conduire leurdict sel, duquel brevet ou cedulle ne se prendra rien, comme dict est.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès
Tours,
le 26 Mars
1469.

(9) *Item.* Que tous ceux qui chargeront sel sur les marais et ailleurs audict pays, pour icelui vendre ou transporter hors d'icelui, seront tenus payer le quart au lieu où ilz le chargeront, et avant que en partir, au prix qu'il pourra valoir où ilz le vendront, et à la limite du pays où ilz le transporteront, ou bailler caution ou depost de payer ledict quart après la vente ou transport d'icelui, sur peine que dessus.

(10) *Item.* Que tous marchands et autres, de quelque estat et condition qu'ilz soient, ne soient si osés ne si hardis de faire charger ès ports et havres dudict pays aucun sel pour le faire transporter par mer ne autrement hors d'icelui, sans premierement dire et declarer le nombre de sel qu'ilz ont, les noms et surnoms de ceux qui leur auront vendu ledict sel, et d'en payer le quart pour le transport d'icelui, au prix qu'il peut valoir au lieu où se charge ledict sel par eau.

(11) *Item.* Que aucun ne soit si osé ne si hardi de transporter sel dudict pays ès lieux où ledit quart n'a point de cours, sans d'icelui avoir payé le quart, au prix qu'il pourra valoir aux limites et fins dudict pays, avant que yssir d'icelui, sur peine de perdre ledict sel, chevaux et harnois, et d'amende arbitraire.

(12) *Item.* Que d'ores en avant nuls marchands ne autres, de quelque estat ou condition qu'ilz soient, ne soient si osés ne si hardis de faire grenier à sel audict pays, fors et excepté ès villes de Poitiers, Niort, Saint-Maixent, Parthenay, Fontenay, Bressuire, Thouars, Mauleon, Chatelleraud, Lussac, le Chastel, Availle, Chauvigny et Vivonne.

(13) *Item.* Que tous ceux qui ont sel en grenier audict pays de Poictou, hors les villes et lieux dessusdicts, seront tenus le faire amener esdictes villes et lieux ou en aucune d'icelles, dedans un mois après la publication de ces presentes ordonnances, sur peine de confiscation de leurdict sel et d'amende arbitraire.

(14) *Item.* Que tous ceux qui meneront sel ès paroisses du May, Saint-Macaire et autres paroisses qui se dient estre marche commune de Poictou et d'Anjou, seront tenus de passer aux lieux de Becgrolle ou la Seguinie deçà la riviere de Maine, où ilz seront tenus de payer ledict quart, si payé ne l'ont, sur peine de confiscation dudict sel, bœufs, chevaux, charrois et voitures, et d'amende arbitraire; lesquels, pour le paiement dudict quart et de l'amende qu'ilz auront sur ce encourue, se pourront poursuivre en quelque lieu que on les pourra trouver en nostre royaume et nostre obeissance, et y estre contraints, comme pour nos propres dettes.

(15) *Item.* Que tous ceux qui passeront par les limites des lieux où sont

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 26 Mars
1469.

ordonnés lesdicts greniers, et où aura receveur ou fermier à recevoir ledict quart, supposé qu'ilz ayent cartaiyé (a) ledict sel, seront tenus, sur les peines que dessus, d'aller devers le receveur, fermier ou commis, declarer au vray la quantité de leurdict sel, montrer et exhiber les cedulles ou brevets qu'ilz en auront, et lesquels receveur ou fermier pourront retenir lesdictes cedulles, si bon leur semble, et leur en bailler d'autres qui leur seront valables pour conduire leurdict sel, desquelles cedulles ne se prendra rien sur lesdicts marchands.

(16) *Item.* Que tous ceux qui ameneront sel, par la riviere de la Seure, au pays de Poictou, seront tenus de branler et aborder leurs bateaux et gabarres au lieu et port de Maillé sur ladicte riviere, et aller devers le receveur ou fermier audict lieu, dire leurs noms et surnoms, et declarer le nombre dudict sel sans y faire faute, et le lieu où ilz ont intention de le mener, et eux obliger et bailler caution de payer le quart d'icelui sel après la vente ou transport, et d'apporter certification du commis dudict lieu où ilz meneront ledict sel, dedans un mois après ensuivant, sur peine de confiscation dudict sel, bateaux et voitures, et d'amende arbitraire.

(17) *Item.* Que tous ceux qui ameneront sel du pays d'Aunis et des ports de Saint-Jean-d'Angely, Taillebourg, et autres lieux de Xaintonge, seront tenus de passer aux bourgs de Grip, Chise, Aunay, Marcillac, Chasteauneuf, et autres lieux où aura receveurs ou commis, ou par aucun d'iceux lieux, et d'aller devers le receveur, fermier ou commis, dire ou declarer leurs noms et surnoms, le nombre de sel qu'ilz auront, et illec payer ledict quart audict receveur, au plus haut prix que ledict sel pourra valoir à la limite dudict pays de Poictou, où eux obliger et bailler caution d'icelui quart payer avant que transporter leurdict sel dudict pays de Poictou au pays où ledict quart n'a point de cours; et ce, sur peine de confisquer leurdict sel, charrois, bœufs, harnois et autres bestes portant et conduisant ledict sel, et d'amende arbitraire; et pour payer icelui quart, et lesdictes confiscations et amendes qu'ilz auront encourues, pourront estre poursuivis leurs personnes et leurs biens, en quelque lieu qu'on les pourra trouver en nostre obeissance, et estre contraints comme pour nos propres dettes.

(18) *Item.* Et si aucuns vouloient vendre, revendre ou eschanger leur sel audict pays, pareillement seront tenus payer ledit quart, comme dessus, ou bailler caution ou deposit d'icelui payer après la vente ou eschange, au prix d'icelle vente, revente ou eschange.

(19) *Item.* Et parce que, par le pays d'Angolmois, où ledict quart n'a point de cours, se pourroit transporter grand nombre de sel au pays de Limosin et autres lieux où ledict quart ne se leve point sans entrer en nostredict pays de Poictou, qui seroit la diminution de nostredict quart, voulons que nostre receveur dudict quart ou les fermiers d'icelui puissent mettre gardes et receveurs particuliers audict pays d'Angolmois où ils verront estre à faire, esquels lieux ilz feront payer ledict quart du sel à ceux qui le transporteront audict pays de Limosin, au prix que ledict sel pourra valoir à la limite dudict pays d'Angolmois, pour le transport d'icelui seulement; et tous ceux

NOTE.

(a) Ou *quartaigé*. Nous trouvons aussi dans les lettres de Charles VII, données en 1451, les lieux où le sel doit être *quartaigé*, art. 7, page 200 du tome XIV. L'obligation

de payer le quart (ou les cinq sous par livre) est encore exprimée de la même manière, art. 12, page 201.

qu'on trouvera qui le passeront en defraudant nostredict quart, et sans le venir notifier au fermier ou commis, seront punis d'amende arbitraire; et pour icelle amende, aussi pour le paiement dudit quart, pourront estre poursuivis en quelque lieu que on les pourra trouver en nostredict royaume, et contraints comme pour nos propres dettes.

(20) *Item.* Et pour ce toutes fois n'entendons aucunement empescher que nostre très-chier et amé cousin le Comte d'Angolesme (a) ne puisse avoir et prendre le droict de treheu (b) qu'il a accoustumé de prendre sur le sel passant en sa comté d'Angolmois, ainsi que d'ancienneté il est accoustumé de faire.

(21) *Item.* Pourra faire ledict receveur ou fermier dudict quart, toutes fois que bon lui semblera, inventaire de tout le sel qui sera audict pays de Limosin; et s'il trouvoit aucun sel audict pays dont ledict quart n'ait esté payé à nostre profit au receveur ou fermier ou commis de par nous audict pays de Poictou, il le pourra prendre comme confisqué à nous; et ceux aussi qui l'auront tiré et transporté, sans d'icelui avoir payé ledict quart, estre mis et constitués en amende arbitraire et poursuivis pour ledict quart et pour ladicte amende, en quelque lieu que on les pourra trouver eux et leurs biens en nostredict royaume, et contraints comme pour nos propres dettes.

(22) *Item.* Et pour ce que de nuit se font plusieurs larcins et robemens dudict quart de sel, nous avons deffendu et deffendons, par ces presentes, que nul ne charroye sel de nuit par lesdicts pays, sur la peine que dessus.

(23) *Item.* Et par ces mesmes presentes avons donné et donnons puissance et auctorité à tous sergens royaux, sergens des aydes et autres des chastellenies desdicts pays, aussi à tous receveurs, fermiers ou commis à la garde et exercice d'icelui quart, et à tous autres, de prendre au corps tous transgresseurs de ces presentes ordonnances, avec leur sel, chevaux, charrois, bateaux, bœufs et autres voitures, et iceux amener devers nosdicts eslus ou leurs commis, au prochain siege du lieu où ilz les auront prins et trouvés; et tous ceux qui les prendront et ameneront auront pour leurs peines la moitié de ladicte confiscation, laquelle voulons leur estre delivrée par lesdicts eslus ou commis, declaration premierement faicte sur ce par iceux, et l'autre moitié avec l'amende à nostre receveur ou fermier d'icelui quart.

(24) *Item.* Et après le temps de la ferme, les fermiers precedens seront tenus de bailler aux fermiers subsequens, à leurs depens, les registres et inventaires du sel qu'ilz auront enregistré et inventorié durant leur ferme, afin qu'ilz puissent mieux estre avertis des fautes et abus qui se feront et pourront faire contre nous, au prejudice de la recette et revenue dudit quart.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amés et féaux les generaux conseillers sur le faict et gouvernement de toutes nos finances et generaux de la justice des aydes à Paris, aux seneschaux de Poictou et

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 26 Mars
1469.

NOTES.

(a) Charles d'Orléans, Comte d'Angoulême, qui fut père de François I.^{er} Jean d'Angoulême, père de Charles, dont il est question dans plusieurs lettres précédentes de Louis XI (voir le tome XVI, pages 87 et

278), étoit mort au mois d'avril 1467.

(b) *Treheu, treu*, droit levé sur des marchandises transportées. Ce passage de la loi vient à l'appui de l'opinion que nous avons énoncée, tome XV, page 127, note b.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 26 Mars
1469.

de Limosin, et aux eslus sur le faict desdictes aydes en iceux pays et au pays et comté d'Angolmois, à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eux si comme à lui appartiendra, que cesdictes presentes ilz fassent enregistrer, lire et publier, au jour de plaiderie et en toutes leurs auditoires, aussi publier par cry public et à son de trompe par tous les lieux où l'on a accoustumé de faire crys et publications, et le double d'icelles fassent mettre et attacher par-tout où ils verront estre à faire, tellement que nul n'en puisse ne doive pretendre juste cause d'ignorance, et nosdictes presentes ordonnances fassent observer, garder et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, en punissant, chascun en droit soi, si comme à lui appartiendra, les transgresseurs, selon le contenu desdictes ordonnances, ainsi que les cas le requierent, et de ce faire vous donnons et à chascun de vous pouvoir, auctorité, commission et mandement special. Et pour ce que de cesdictes presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foi soit ajoustée comme a ce present original. En tesmoin de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné aux Montils, le 26.^e jour de Mars, l'an de grace mil cccc lxix, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, maistres Pierre Doriolle et Jehan Hesbert, generaux, et autres presens.* FLAMENG.

Collation est faicte par moi. DE BIDANT.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 28 Mars
1469.

(a) *Lettres de Louis XI pour l'imposition d'un Subside en Dauphiné.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, Dauphin de Viennois, à nos amés et féaulx le Comte de Cominge, nostre cousin, gouverneur de nostre pais de Dauphiné, le sieur de Chasteauneuf, cher lieutenant de nostredict cousin, et Claudetot, tresorier general dudict pais de Dauphiné, salut et dilection. Comme, puis nostre advenement à la couronne, nous ayons tousjours désiré et encore desirons de tout nostre cœur entretenir et faire vivre nos subjects de nos royaume et Dauphiné en bonne paix, union et tranquillité, et les soulager des charges qu'ilz ont supportées par ci-devant, estions deliberez de leur diminuer, cette presente année, partie desdictes charges; mais, pour attraire à nous nostre très-chier et très-ami frere le Duc de Guyenne et pacifier les questions et differans qui estoient en nostredict royaume, il nous a convenu bailler à nostredict frere grandes terres et seigneuries dont nos finances sont fort diminuées, et faire plusieurs grandes promesses desquelles nous ne nous pourrions acquitter ny fournir aux autres despeses que faire nous convient, sans avoir, cettedict année, semblable ayde de nosdicts subjects dudict pais de Dauphiné que nous avons eue l'année dernièrement passée; pour laquelle cause, et afin de remontrer aux gens des trois estats de nostredict pais de Dauphiné nosdictes affaires et leur requerir de par nous leurdict ayde, soit besoin de commectre aucunes gens personages à nous seurs et feables: sçavoir faisons que nous, ce que dict est considéré, et pour la très-grande et bonne confiance que nous avons de vos sens, loyauté, prud'hommes et bonnes diligences, vous mandons et

NOTE.

(a) Bibliothèque du Roi, *Pièces pour l'histoire de Louis XI*, boîte 10.

connectons

connectons par ces presentes, et aux deux de vous en l'absence de l'autre, que vous assembliez lesdictes gens desdicts trois estats dudict pays du Dauphiné en tel lieu et à tel jour qu'aviserez, et leur remonstriez bien amplement nosdictes affaires, et, après lesdictes remonstrances, leur requerez très-instamment de par nous qu'ils nous veuillent octroyer et accorder pour cettedicté année, commençant le premier jour d'octobre dernièrement passé, la somme de quarante-cinq mille florins pour l'ayde accoustumée, avec la somme de vingt-quatre mille livres tournois forte monnoye, pour nous ayder à fournir à nosdictes affaires de cettedicté presenté année, et ledict octroy par eux fait et accordé mectrés sur lesdictes sommes et les assés et imposés et faictes asseoir le plus justement et également que faire se pourra, le fort portant le foible, sur tous les habitans dudict païs du Dauphiné et des comtés de Valentinois et de Dyois qui ont accoustumé de contribuer à nosdictes deniers, excepté ceux que par nos lettres patentes en avons puis naguères exemptez; et en cas qu'iceux gens-desdicts trois estats seroient reffusans ou dilayans de nous octroyer pour cettedicté année lesdictes deux sommes dessus déclarées, nous voulons et vous mandons qu'en leur refus ou delay vous les mectiez sus et imposiez par la maniere devant dicte, réellement et d'effect, et non obstant oppositions et appellations quelconques, et à payer icelle somme à vous, tresorier, ou à vos commis et deputez, aux termes qu'aviserez en la maniere qu'elles puissent estre recouvertes dedans la fin du mois de septembre prochain venant, afin que nous nous en puissions mieux ayder en nosdictes affaires, contraigniez ou faictes contraindre tous ceux sur lesquels lesdictes sommes auront esté imposées par toutes voyes et manieres accoustumées de faire pour nos propres debtes et affaires, non obstant comme dessus et quelconques privileges et exemptions qui pourroient avoir esté données et octroyées, le temps passé, par nos predecesseurs ou nous à aucuns desdicts habitans, et sans prejudice d'iceux privileges et exemptions pour le temps à venir. De ce faire donnons à vous, et aux deux de vous en l'absence de l'autre, plein pouvoir et commission et mandement special; mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjects, qu'à vous et aux deux de vous, à vos commis et deputez en ce faisant, obeissent et entendent diligemment, prestent et donnent conseil, confort, ayde et prisons, si mestier est et requis en sont. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le 28^e jour de Mars, l'an de grace mil quatre cent soixante-neuf, et de nostre règne le neuvième avant Pasques.* Par le Roy, Dauphin, *Signé* BOURRE.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 28 Mars
1469.

(a) *Lettres d'amortissement pour l'Hôtel-Dieu de Reims.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien-amez les maîtres, proviseurs, freres, et sœurs de l'hostel et maison-dieu de l'esglise Nostre-Dame de Reims, contenant que pour l'augmentacion des biens dudict hostel-dieu, et afin que le divin service, qui chascun jour y est dict, célébré et continué, se peust à tousiours mieulx et plus

LOUIS XI,
à la Roche-lès-
Tours,
Mars 1469.

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 172.

Tome XVII.

O o

LOUIS XI,
à la Roche-lès-
Tours,
Mars 1469.

honorablement faire, celebrer et continuer, et estre participans ès prieres; oraisons et bienffaiç de icellui hostel-dieu, feuz Thomas Bouyron, en son vivant bourgeois de ladite ville de Reims, et autres ci-dessoubz nommez, donnerent et aumosnerent despieça audict hostel-dieu certains heritaiges après declairez : c'est assavoir, ledict feu Thomas, une maison nommée *le Molinet*, avec ses appartenances, seant en ladite ville de Reims, au lieu dit *du Parvis*; *item*, Aubry Commun, apothicaire, une autre maison assise audict lieu de Reims, au lieu de l'Espicerie, autrement dict *Saint-Jacques-le-Pustier*, avec ses appartenances, tenant, d'une part, aux chappellains de l'ancienne congregacion de l'esglise Nostre-Dame de Reims, et, d'autre part, aux hoirs feu Alis du Coutil; *item*, une autre maison assise audict lieu de Reims, tenant aux hoirs feu Rennecte, en son vivant vefve de feu maistre Jehan de Floricourt, laquelle maison y fut ja pieça donnée; *item*, feu Sebillé Labonnée, une autre maison assise près Reims, nommée *Beç en Jardz*, avec ses appartenances, tenant, d'une part, aux religieuses de Clermarez; *item*, feu Marie Delaselle et autres personnes, une autre maison, jardins, prez, vignes et petit boys, avec leurs appartenances, seant en la ville de Janvry, près ladite ville de Reims; et feu Poncete la Morelle, ung septier ou environ de vignes, seant ou terrouer Saint-Thierry, tenant, d'une part, aux hoirs de ladite feu Poncete la Morelle; lesquelles maisons et heritaiges, qui peuvent valoir chascun an la somme de quarante livres parisins ou environ de rente ou revenue par chascun an, lesdicts supplians et leurs predecesseurs ont tousiours, depuis lesdicts dons et octroys qui leur en ont esté faicts, tenues et possédées, et les tiennent et possèdent, et en ont joy et usé plainement et paisiblement; mais, ce non obstant, ilz doubtent que ou temps advenir on les vucille contraindre à les mettre et vuyder hors de leurs mains, parce qu'elles n'ont par noz predecesseurs ou nous encores esté admorties, en nous humblement requérant qu'il nous plaise les leur admortir et leur donner et quicter la finance qui nous en peut appartenir, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, en consideration aux choses dessusdictes, et mesmeient à la singuliere devocion que avons à la glorieuse Vierge Marie, laquelle est tres-devotement priée et adorée oudict hostel-dieu, pour ces causes, et affin que puissions estre participans ès prieres, oraisons et bienffaiçs qui sont faicts chascun jour en icelle maison et hostel-dieu et y seront faicts ou temps advenir, avons ausdicts supplians octroyé et octroyons que eulx et leurs successeurs puissent à tousiours perpetuellement tenir et posseder lesdictes maisons et heritaiges dessus speciffiez et declairez comme admortis et à Dieu dediés, et lesquelles maisons et heritaiges, jusques à ladite valeur de quarante livres parisins de rente ou revenue, nous avons, de grace especial, plaine puissance et autorité royal, admortis et dediés, admortissons et dedions à Dieu et à ladite esglise par ces presentes, sans ce que lesdicts supplians, ne leursdicts successeurs, puissent, ores ne pour le temps advenir, estre contrains à en vuyder ne les mettre hors de leurs mains, ne à payer à nous ne à nosdicts successeurs pour ce aucune finance, laquelle, à quelque valeur qu'elle puisse monter, nous leur avons, de nostre plus ample grace, donnée et quictée, donnons et quictons par cesdictes presentes signées de nostre main. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à nos amés et féaulx les gens de noz comptes et tresoriers, au bailly de Vermandois, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace, admortissement, don et

quittance, ilz facent, seuffrent, et laissent lesdicts supplians et leursdicts succesteurs à tousiours, perpetuellement, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes choses. *Donné à la Roche-lès-Tours, ou moys de Mars, l'an de grace mil cccc soixante et neuf, et de nostre regne le neufviesme. Ainsi signé LOYS. Par le Roy, J. BOURRE. Visa. Contentor. DUBAN.*

LOUIS XI,
à la Roche-lès-Tours,
Mars 1469.

(a) Lettres de Louis XI, comme Dauphin du Viennois, confirmatives d'un Acte fait par un Dauphin précédent (b), concernant des Droits sur les Personnes.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Selle,
Avril 1469.

*L*UDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Dalphinus Viennensis, notum facimus universis presentibus et futuris, nos vidisse litteras bone memorie quondam Guigonis Dalphini Viennensis, predecessoris nostri, tenorem qui sequitur continentes :

Nos GUIGO, Dalphinus Viennensis et Albonensis Comes, notum facimus universis presentem paginam inspecturis, quod cum nos movissemus seu moveri fecissemus questiones seu rancuras (c) contra dominos de Monte-Gardino, scilicet contra Guigonem de Monte-Gardino, Hugonem de Salices, Petrum de Monte-Gardino, Aymarum et Jacobum Brunelli, dominiâ Scarlatam et liberos ejus, dominiâ Monhecami et liberos ejus, Vrayllonum et fratres ejus et Lanthenum de Cathuricis, Rambaudum de Espanono, Roveriam et sibi qui tales sunt, domini dicti castri, super fortalio castri de Monte-Gardino et super hominibus quibusdam quos dicebamus ad nos pertinere eò quod fuissent de Sancio-Geraldo de Roveria, et super aliis hominibus dicti castri quos dicebamus nostros esse sive nostros esse recommandatos, necnon et super fouagio (d) dicti castri et super bannis et justicia hominum dicti castri et super bannis de vineo Salucheti que percipiunt dicti domini in hominibus suprâ dictis, et super quibusdam aliis; tandem cum super predictis questionibus et rancuris fieri fecissemus inquisitionem et plurium testimonium receptionem cum predictis dominis de ipsis questionibus et rancuris et de quibuscumque aliis quas usque in hodiernum diem eisdem dominis movere possemus super facio hominum dicti castri; et super dicto castro et ejus territorio universo amabilius composuimus, et denuo de ipsis questionibus omnibus et rancuris fecimus eisdem pacem et finem ac omnimodam absolutionem, necnon et pacium de ulterius non petendo; et tibi, Petro predicto, recipienti nomine tuo et omnium dominorum predictorum, promittimus, per nos et successores nostros, nullam nos

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 139.

(b) Guigues VII.

(c) Plaintes, contestations, différends.

Tome XVII.

(d) Imposition par feu. Voir le Discours préliminaire du tome XVI, page xxiv. Nous avons déjà expliqué les mots *bannum* et *justicia*.

O o ij

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Selle,
Avril 1469.

controversiam moturos super predictis questionibus et rancuris tibi et aliis dominis, nec super aliqua eorumdem; promittimus etiam tibi, Petro, recipienti nomine tuo et aliorum dominorum predictorum, non recipere homines nostros (a) in nostra commandaria (b), nec eos habebimus recommendarios, et eos quos non (c) habemus comandatos à nostra absolvimus commandaria, specialiter Jacobum Jordana et omnes alios, nec eos in posterum habebimus recommendarios. Concedimus etiam tibi, Petro predicto, recipienti pro te et pareriis (d) tuis predictis, quod vos possitis liberè uti nostris hominibus, et in eos omnem jurisdictionem et potestatem exercere quam consueverunt exercere et exercent in suis hominibus barones seu castellani Vapincenses (e), scilicet Raymundus de Monte-Albano, Guillelmus Oger dominus de Ose, et quicumque alii castellani Vapincenses nobis subjecti, salvà nobis majori seignorio seu dominio quam in vobis et dicio castro habemus commune cum ecclesia Ebredunensi (f); et predicta omnia et singula promittimus per nos et successores nostros tibi, Petro predicto, recipienti nomine tuo et tuorum consortium predictorum, perpetuò actendere et servare, et nunquam contra ire in parte aliqua vel in toto. Pro qua namque commissione confitemur et recognoscimus nos habuisse et recepisse in pecunia numerata, à te, dicto Petro, et aliis dominis tuis consortibus seu pareriis suprà dictis, quadraginta libras Viennenses, renunciando exceptioni non numerate pecunie et spei muneracionis future et exceptioni doli et in factum vel quod doli seu doli dedit causam contraciui vel predictum incidit in contrarium, et omni alii juri et exceptioni que vobis possent competere in predictis. In cuius rei testimonium, hanc licteram eidem Petro predicto, recipienti nomine suo et aliorum predictorum dominorum de Monte-Gardino pareriorum suorum, concessimus, nostri sigilli munimine roboratam. Datum anno Domini millesimo cc.^{mo} sexagesimo quinto, vij.^o kalendas Januarii, apud Bellum-Visum (g).

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Quibus quidem licteris preinseis visis et inspectis, acienisque contenta in eisdem, ipsas licteras et omnia et singula in eisdem contenta ratas rataque et grata habentes, eas et ea, ad supplicationem dilecti nostri Johannis Richerii de Monte-Gardino et fratrum suorum, laudavimus, approbavimus et confirmavimus, ac tenore presencium, de nostre regie et dalphinalis potestatis plenitudine et speciali gracia, si et in quantum ipsis licteris et in eisdem contentis ipsi supplicantes eorumque predecessores hacenus rite et debite usi fuerunt, laudamus, ratificamus, approbamus et confirmamus. Quocirca dilectis et fidelibus nostris gubernatori aut ejus locum tenenti, genibusque Parlamentii nostri, ceterisque justiciariis et officariis nostris parie nostre Dalphinatus aut eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, harum serie precipimus et mandamus, quatenus dictum Johannem Richerii et fratres ejus de Monte-Gardino eorumque successores nostris presentibus ratificatione, approbatione et confirmatione uti et gaudere faciant, patiantur et permittant, absque impedimento quocumque; quod si forte quoquo modo illatum foret, id reparent seu reparari et ad pristinum et debitum statum reduci faciant indilate, visis presentibus; quibus, ut perpetue stabilitatis robur obineant, nostrum dalphinale fecimus apponi sigillum, nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum in monasterio beate Marie de Sella, in mense Aprilis, anno

NOTES.

(a) Il devoit y avoir vestros.

(b) Patronage, garde, tutelle.

(c) C'est nos qu'il faut lire.

(d) Parerii, ceux qui possèdent en-

semble un domaine, un fief, une seigneurie.

(e) De Gap.

(f) D'Embrun.

(g) Beauvoir.

Domini millesimo cccc.^{mo} sexagesimo-nono ante Pascha, et regni nostri nono. *Sic signatum* : Per Regem Dalphinum, Vicecomite de la Belliere, domino de Crussol, et aliis presentibus. TOUSTAIN. *Visa (a)*.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Selle,
Avril 1469.

NOTE.

(a) On trouve dans le registre 196 du Trésor des chartes, n.^o 7, sous la date du même mois d'avril 1469, des lettres d'amortissement de la terre de Choisy, pour l'abbaye Notre-Dame près de Senlis.

On trouve dans celui de la Cour des aides, sous la même date, un arrêt qui refuse d'en-

tériner des lettres de pardon que Louis XI avoit accordées à Guillaume Durand, pour excès et abus commis. La Cour ne se refuse pas seulement à enregistrer les lettres du Roi; elle prononce des condamnations envers le coupable.

(a) *Ordonnance sur le fait des Gens d'armes, Capitaines et autres.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 13 Mai
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté advertiz que les gens de guerre de nostre ordonnance ont faict et font chascun jour de grans maulx, pilleries et roberies, vivent et tiennent les champs à la grant charge et foule de nos subjects, et pour ce que desirons de tout nostre pouvoir soullager nos subjects, et les garder de forces, violences et oppressions, et obvier aux grans maulx, dangiers et inconveniens qui en peuvent advenir à nous et à nosdicts subjectz, et mettre si bon ordre et pollice ou faict de nosdicts gens de guerre, que nosdicts subjects puissent aller et venir par-tout nostre royaume, et vivre en leurs maisons en bonne paix et seureté, nous, par l'advis et deliberacion de plusieurs princes et seigneurs de nostre sang, gens de nostre grant conseil, capitaines et gens de guerre, avons faict, conclud, deliberé et ordonné les ordonnances et articles qui s'ensuivent :

Ce sont les ordonnances faictes, deliberées et conclues par le Roy, en la presence de plusieurs princes et seigneurs de son sang, cappitaines et chefs de guerre, et autres de son grant conseil, touchant les logeis, utensilles, maniere de vivre, conduite, ordre et pollice des gens de guerre de son ordonnance, et

Premierement. Le Roy a ordonné que les logeis desdicts gens de guerre soient faicts dedans les villes clouses, où il y ait justice.

(2) *Item.* Et que, en faisant le logeis, les commissaires pour ce ordonnez permectront aux hommes d'armes tenir ung cheval seulement en leurs garnisons, oultre le nombre contenu ès ordonnances autrefois faictes touchant lesdicts gens de guerre, pour leur aider à porter leurs necessitez.

(3) *Item.* Et pour ce qu'il y a plusieurs desdicts gens de guerre qui tiennent chiens, oyseaulx, furetz, filetz et autres engins de chasse, et peschent les estangs, qui est venir contre les ordonnances royaulx, et dont, à l'occasion d'iceulx, plusieurs grans maulx, pilleries et outrages, s'en ensuivent, le Roy defend ausdicts gens de guerre de non plus les tenir, sur peine d'estre cassez, prieuez de leur ordonnance, et pugniz selon le contenu èsdictes ordonnances royaulx.

NOTE.

(a) Transcrit sur les registres des bannières du Châtelet de Paris, vol. I, fol. 122.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 13 Mai
1470.

(4) *Item.* Et en chascune ville, pour la bande qui y sera logée; sera commis un homme de façon, chief de chambre, de par les cappitaines, qui aura la charge totale d'icelle bande et dont il reppondra; et n'en pourra partir aucun d'icelle bande pour aller à ses affaires ne ailleurs, sans avoir certificacion dudit chief de chambre, du jour qu'il partira, et du nombre des gens et chevaux qu'il menera avec lui; et deffend le Roy ausdicts gens de guerre, que depuis qu'ilz seront en leurs garnisons, qu'ilz ne mectent leurs chevaux ne harnois hors d'icelle, pour aller en leurs maisons ne autre part, en quelque lieu que ce soit, sur peine de estre cassez de ladicte ordonnance.

(5) *Item.* Vcult et entend le Roy que lesdicts gens de guerre qui auroient droict d'aller à leurs affaires ou ailleurs de par leursdits cappitaines ou chiefs de chambre, partans de leurs garnisons, voient (a) loger par les hostelleries, et payent leurs escotz comme les marchands et autres gens des pays, sur les peines contenues esdictes ordonnances royaulx.

(6) *Item.* Le Roy deffend à tous lesdicts gens de guerre de ne prendre ne faire prendre par leurs serviteurs ne autres, aucuns vivres ne autres choses hors lesdictes villes où ils seront logez, ne dedans icelles, sinon es marchez et foires publiques, sans le consentement d'iceulx à qui seront les marchandises et denrées.

(7) *Item.* Et s'il advenoit que es lieux où lesdicts gens de guerre seront logez, n'eust foires et marchez, et que l'en ne admenast aucuns vivres et provisions, en ce cas les gens de la justice desdicts lieux seront tenez leur en faire delivrer et administrer, au pris du pays, pour leur argent.

(8) *Item.* Et s'aucuns desdicts gens de guerre n'avoient de quoy payer leurs vivres après le quartier à eulx deu de leurs gaiges escheuz et passés, les justiciers des lieux où ilz seront logez, leur en feront delivrer, ainsi qu'ilz verront estre pour le mieulx, en prenant obligation et seurété desdicts chiefs de chambre de ce qui leur aura esté delivré pour leursdits vivres, pour en faire le paiement aux creanciers par le clerc qui payera les gaiges desdicts gens de guerre, des premiers deniers de leurs gaiges, et avant qu'ilz en reçoivent aucune chose.

(9) *Item.* Et pour ce que souveneffoiz plusieurs desdicts gens de guerre treuvent moiens et façons d'eulx faire avancer leursdits gaiges avant le quartier escheu, le Roy deffend au tresorier des guerres et à sesdicts clerks de non faire paiement ausdicts gens de guerre de leursdits gaiges, que premierement et avant tout euvre leursdits vivres et autres debtes qui par lesdictes villes leur auront esté administrez ne soient payées, et ce sur peine de le recouvrer sur lesdicts clerks, lesquels seront à ce contrains par les mareschaux de France ou les commissaires deputez à faire les monstres desdicts gens de guerre, en leur absence, et comme pour les propres debtes du Roy.

(10) *Item.* Et s'il y a aucuns desdicts gens de guerre qui enfraignent les choses dessusdictes, et viennent contre les ordonnances royaulx pieça faictes sur le fait et gouvernement desdicts gens de guerre, le Roi permet, veult et ordonne aux bailliz, seneschaulx, seigneurs chastellains et autres justiciers des lieux où lesdicts gens de guerre seront logez, qu'ilz preignent les malfaiteurs et delinquans, et iceulx mectent ou facent mectre en prison fermée,

NOTE.

(a) Aillent.

et facent leur procès; et ledict procès fait, appelé avecques eulx le cappitaine ou chief de la chambre desdicts gens de guerre, en l'absence des mareschaulx, à qui la cognoissance en appartient, lequel, se bon lui semble, fera jugement dudict procès, et après ilz procedent à la correction et pugnicion d'iceulx malfaiteurs, selon lesdictes ordonnances royaulx.

(11) *Item.* Et s'il vient aucune plainte desdicts gens de guerre ou d'aucuns de leurs serviteurs, la justice des lieux se informera desdictes plaintes; et se par informacion ilz sont trouvez coupables, tous les fraiz et despenses qui par la justice auront esté faicts, seront prins sur les gaiges desdicts malfaiteurs, s'ils sont à gaiges, et, s'ils n'ont gaiges, sur les gaiges de leur maistre; et ne seront excusez lesdicts maistres de desavouer leursdicts serviteurs, et n'en tiendront iceulx gens de guerre aucuns en leurs logeis ne autrement, fors le nombre à eulx ordonné par lesdictes ordonnances royaulx.

(12) *Item.* Feront lesdicts mareschaulx en personne la monstre generale desdicts gens de guerre de chacune compaignie, ou quartier de juillet prouchain venant, par-devant lesquelz se trouveront les bailliz, prévost, autres justiciers ou leurs lieutenans des pays et seigneuries où iceulx gens de guerre seront et auront esté logez, pour rapporter par eulx les plaintes d'iceulx gens de guerre, s'aucunes en y a, lesquelles plaintes seront par lesdicts mareschaulx corrigées et pugnies selon l'exigence des cas et lesdictes ordonnances, comme dict est.

(13) *Item.* Pour ce que plusieurs varletz qui ont laissé leur mestier ou autres, qui ne veulent vivre que de vie oizeuse, se mectent sur les champs, ès pays où les gens d'armes sont logez, et font, soubz ombre desdicts gens de guerre, plusieurs roberies et maulx à la charge du povere peuple, et donnent esclande à nosdicts gens de guerre, le Roy, pour y obvier, ordonne que chascun cappitaine ou chief de chambre baillera à la justice du lieu où il sera logé, les noms de ses hommes d'armes, et chascun homme d'armes les noms de ses varletz, afin qu'on puisse plus aisément cognoistre les abuseurs.

(14) *Item.* Et seront tenuz lesdicts cappitaines, ou leurs lieutenans en leur absence, après que lesdicts gens de guerre seront logez, aller de logeis en logeis pour les contraindre de faire vuidier les gens et chevaux qu'ilz tiennent outre leur nombre, et semblablement chiens, furetz, filletz et oyseaulx, pour esviter les maulx et inconveniens qui à cause de ce pourroient advenir; et s'il y avoit aucuns gens de guerre desobeissans ad ce, lesdicts cappitaines ou lieutenans en feront ou feront faire justice, et les casseront et priveront de leur ordonnance, ou autrement les pugniront selon l'exigence du cas.

(15) *Item.* Et pour ce que lesdicts gens de guerre ont prins par usage, en rompant et venant contre les ordonnances royaulx, quant ils sont mandez ou chevauchent en armée, de prendre chevaux, jumens et charrectes des poveres gens pour porter leurs affaires, paniers et autres bagaiges, et aucunes foiz vivres de logeis à autre, et plusieurs autres pilleries qu'ilz exigent par force sur le povere peuple, et aussi prennent robes, couvertures, linceulx et autres biens des bonnes gens, pour gaiges, pour les rançonner à vivres ou argent, le Roy deffend ausdicts gens de guerre, sur peine de la hart, de plus eulx avancer à ce faire, mais vivront, en alant et venant, ainsi qu'il est contenu par lesdictes ordonnances; et s'aucun est trouvé faisant le contraire, seront tenuz lesdicts cappitaines, leurs lieutenans ou commis, faire incontinent prendre les malfaiteurs, et les mener à justice à la plus prouchaine

LOUIS XI,
à Amboise,
le 13 Mai
1470.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 13 Mai
1470.

ville d'illec, pour y estre procedé selon lesdictes ordonnances, appelez à ce les cappitaines, leurs lieutenans, chiefs de chambre ou autres commis, en absence des mareschaux, leur prevost ou lieutenant, à qui les cognoissances en appartiennent.

(16) *Item.* Et pour ce que les gens des villes se doulent (a) qu'ilz ne pevent estre payez desdicts gens de guerre, des logeis et utencilles, le Roy veult et ordonne que le payement desdicts utencilles se face à chacune foiz que lesdicts gens de guerre seront payez, et que lesdicts gens de guerre et autres y soient contrains en la forme et maniere qu'il est contenu èsdictes ordonnances royaulx.

(17) *Item.* Que nul cappitaine ne puisse d'ores en avant suborner, recueillir ne prendre aucun des compagnies les ungs des autres, sans le congé et consentement du cappitaine soubz qui il sera, et qu'il en appaire par certification signée de la main dudict cappitaine; et se ainsi est que aucun desdicts gens de guerre preigne congé de son cappitaine cauteusement, soubz couleur d'aller en sa maison, de ne vouloir plus servir ou autrement, en quelque maniere que ce soit, et après se veuille mettre soubz autre cappitaine, nul desdicts cappitaines ne le recevra, et sera à tousiours privé de toutes les ordonnances du Roy; et se aucun desdicts cappitaines le requiert, il perdra sa charge, et l'omme d'armes ou archer, chevaux et harnois, et le corps à la volenté du Roy.

(18) *Item.* Et affin que, à l'honneur du Roy et bien de son royaume, et sollagement de son bon et leal peuple, lesdictes ordonnances soient gardées, le Roy veult et ordonne que chacun desdicts cappitaines les tienne et face garder sans enfreindre ne souffrir estre enfreintes, sur peine de perdre sa compagnie; et quant aucuns desdicts gens de guerre feront aucuns maulx, pilleries et roberies, et leur cappitaine en aura la plaincte et cognoissance, il sera tenu d'en faire faire la restitution et pugnicion; et se ainsi ne le fait, il perdra sadicte charge, et reparera et payera à ses deppens lesdicts maulx, pilleries et roberies.

Si donnons en mandement par ces presentes au prevost de Paris, et à tous les justiciers et officiers de nostre royaume et autres qu'il appartiendra, ou à leurs lieutenans et commis, que nosdictes ordonnances ilz facent sçavoir, publier en et par tous les lieux qu'ilz verront estre à faire, en maniere que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et les gardent et observent, et facent garder et observer par tous ceulx qu'il appartiendra de point en point, selon leur forme et teneur, et que des transgresseurs et infracteurs d'icelles ilz facent ou facent faire pugnicion et restitution, selon le contenu èsdictes ordonnances, et à ce faire et souffrir, et à garder et entretenir entierement lesdictes ordonnances et le contenu en icelles, ilz contraignent ou facent contraindre tous ceulx qui pour ce seront à contraindre, réaument et de fait, et non obstant oppositions ou appellacions quelzconques, pour lesquelles ne voulons estre aucunement differé. Et pour ce que de cesdictes presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que aux *vidimus* qui faicts en seront soubz seaulx royaulx, foy soit adjoustée comme à ce present original, auquel, en tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel. *Donné à Amboise, le xiiij. jour de May, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé

NOTE.

(a) Se plaignent.

dessus

dessus le replot desdictes lectres : *Par le Roy en son Conseil, où estoient les Comtes de Dampmartin et de Sancerre, les sires de Torcy, de Craon, de Chastillon, de Crussol et de Bressuire, maistre Pierre Doriole, general, et autres presens.* DE MOULIN (a).

LOUIS XI,
à Amboise,
le 13 Mai
1470.

NOTE.

(a) Nous avons, sous la date du mois de mai 1470, d'autres lettres du Roi, qu'il nous suffira d'indiquer ici : les premières donnent la vicomté de Thouars à Anne de France ; les secondes accordent à Louis de Beaumont la haute, moyenne et basse justice, dans sa terre de Riblère ; les troisièmes portent don des terres et seigneuries de Pradès, Segne, &c. à George Columbi. Des lettres patentes du mois suivant portent aussi don à Thomas Es-

tuer, Écossais, de la seigneurie de Basoches. Toutes ces lettres sont datées d'Amboise, et se trouvent dans le volume E des ordonnances de Louis XI. Voir aussi les pièces 152, 313, 350 et 351 du registre 196 du Trésor des chartes. On trouve encore dans le registre 196, sous la date du mois de mai 1470, pièces 27 et 30, le don d'une terre à Bertin de Silly, et une concession de haute justice à Aymar de Puisieux.

(a) *Dispense accordée à plusieurs Nobles de la sénéchaussée de Toulouse, du Service militaire envers le Roi.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Mai
1470 (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux seneschaux de Toulouse et de Carcassonne, ou à leurs lieutenans, et aux commissaires par nous ordonnez pour faire mettre sus et recevoir les monstres des nobles et autres tenant en fiefs et arriere-fiefs de nous en nostre royaume, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, salut. De la partie de nos chiers et amés cosins Jehan, Viscomte de Narbonne, fils de nostre très-chier et amé cosin le Prince de Navarre, Comte de Foix, Jehan de Foix, Viscomte de Lautrec, et de nos chiers et bien amés le Viscomte de Carmain, les sires de Mirepoix, de Leran, de Saissac et d'Arques, de Saint-Paul, de Casanova, de Prunet, de Santa-Camela, de Castanet, de Gravan, de Poton Isalguier, chevalier, seigneur de Clermont, de Gléon, Estienne de Rouaix, chevalier, seigneur de Belpech, le seigneur de Saint-Miguel de Lanes, Rogier de Foix, chevalier, seigneur de Montclar, les seigneurs de Gardoch, de Saye, de Saint-Ferriol, de Malras, de Fendeille, de Blagnac, de Pecheric et de Campendut, tous subgiez et serveurs de nostredit cosin de Foix, nous a esté exposé que, comme nobles et tenant noblement en fiefs et arriere-fiefs de nous, ils soient tenus de comparoir aux monstres de nostre ban et arriere-ban, et nous venir servir au faict de nos guerres, comme les autres nobles de nostredit royaume, toutes et quantes fois qu'il est besoin et que par nous sont mandés ; neantmoins, à l'occasion de la guerre et autres affaires que nostredit cosin a en aucuns lieux de ce pays et autres où lesdicts exposans sont en son service, ils n'ont pu ne pourroient bonnement comparoir auxdictes monstres de nostredit ban et arriere-ban, ne nous venir servir au faict de nostredicte guerre en cette presente guerre, si comme ils dient, humblement requérant sur ce nostre grace et exemption. Pour ce est-il que nous, à la requeste de nostredit

NOTES.

(a) Histoire de Languedoc, tome V, aux Preuves, page 43.

(b) Il y avoit eu, sous la date du 21 mai, Tome XVII.

des lettres de Louis XI, concernant l'église de Poitiers. Voir ci-dessus, page 262.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Mai
1470.

cosin, et en faveur des grans, bons et louables services que iceluy nostre cosin ou les siens nous ont faits et font chascun jour, et esperons que plus fassent ou temps advenir, iceulx dessus nommés, subjects, serviteurs et alliés de nostredict cosin, avons exempté et quicté, et par ces presentes, de grace especiale et auctorité royale, exemptions et quictons de non venir ou envoyer, ne aultres pour eulx, auxdictes monstres de nostredict ban et arriere-ban, ne nous venir servir au fait de nostredictte guerre, pour cette presente année et entreprinse seulement, sans ce qu'il leur tourne à aucun blasme, reprouche ou domaige, ores ne pour le temps advenir. Si vous mandons, &c.
Donné à Amboise, le xxv.^e jour de Mai, l'an de grace M. cccc lxx.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

(a) *Confirmation des Lettres de rémission et d'abolition accordées, au nom du Roi, aux Habitans de Saint-Flour en Auvergne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'humble supplication de nos chiers et bien-amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et cité de Saint-Flour, contenant que ilz ont puis nagerres obtenu de nostre très-chier et amé cousin le Conte de Dampmartin, grand maistre d'ostel de France, et nostre lieutenant general ès marches de par deçà, ayant, quant à ce, plain pouvoir de nous, certaines lectres d'abolicion, quittance, remission et pardon, desquelles la teneur s'ensuit :

ANTOINE
DE
CHABANNES,
Comte
de Dampmartin,
à Saint-Flour,
le 20 Janvier
1469.

ANTHOINE DE CHABANNES, Conte de Dampmartin, grand maistre d'ostel de France, et lieutenant general du Roy nostre sire, ès pays et marches de par deçà, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront ou orront, salut. L'umblé supplication des consuls, bourgeois, manans et habitans de la ville de Saint-Flour avons receue, contenant que jaçoit ce que aucuns d'iceulx supplians non nobles, routuriers, tenans fiefs nobles, aient esté et soient contribuables aux tailles, paiement des gens de guerre du Roy, equivalent aux aides et autres impôts royaux, et aussi soient tenus et subjects au guet et garde-porte de ladicte ville, et aient bien et deuement païé les nouveaulx acquests, et que par ce raisonnablement et selon disposition de droict et autrement dénommé, tant par la generale declaration faicte de par le Roy nostredict seigneur, touchant les nobles routuriers, habitans en son royaume, que aussi par le moyen de ses lectres de exemption par lui de sa grace especial ausdicts supplians données et octroyées à Montargis, le second jour de juillet l'an mil cccc soixante-six, et autres ses lectres d'icelles confirmatives, données à Amboise, le ix.^e jour de juing, l'an present mil cccc lxxix, depuis duement interinées, doyent estre et demourer francs, quictes et exempts d'eulx armer et suivre les armées du Roy nostredict seigneur à son ban et arriere-ban, et de contribuer en icelles, ce non obstant, Jehan de Doyat, soydisant commis et subrogé

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 189. D'autres lettres d'abolition furent accordées en 1470. Il y en a plusieurs dans le registre 197. Il y en avoit déjà dans le

registre 195, sous le n.^o 518; et on en trouve encore, toujours de la même année, registre 201, n.^o 157.

du procureur Daleigre, commissaire pretendu député en icelle partie par le Roy nostredict seigneur, soubz couleur d'aucunes ses lectres de commission, narratives et consecutives d'autres premieres lectres à lui adressées, pour prendre et choisir quatre-vingt et quinze lances, pour les conduire et mener de par le Roy au voyage et armée de Castellongne, c'est assavoir quinze de sa compagnie, et les quatre-vingts de la charge et compagnie du Conte Daulphin d'Auvergne et du Conte de Bouloigne, et au pourchaz et requeste de certain soydisant procureur du Roy ou son substitut, s'est efforcé mander et faire adjourner à comparoir par-devant lui en personne, à la peine de cinq cens livres tournois, maistre Pierre Broe, Pierre et Guy Jouvereux, habitans de ladict ville de Saint-Flour, supplians, soubz ombre de ce qu'il disoit lesdicts maistres Pierre Broe et Jouvereux tenir et possider plusieurs fiefs nobles, et n'avoir obey auxdicts ban et arriere-ban, ne esté ne envoyé homme pour eulx ausdictes armées, ainsi qu'ils estoient tenus et subjects de faire pour raison et à cause desdicts fiefs nobles, concluant par ce à confiscation de leursdicts fiefs, condemnation d'amendes, declairation de certaines peines qu'il disoit, à l'occasion de ce, estre par eulx encourues, et à autres fins et conclusions par eulx prises contre eulx. Et combien que lesdicts supplians, ou certain procureur pour eulx, se soit deument comparu par-devant ledict Doyat, requis coppie ou lecture de sadicte pretendue commission, dict et remonstré tout ce que dessus est dict, et à lui fait à comparoir par maniere de prompte soy desdictes lectres d'exempcion et de certaines nos lectres patentes contenant nostre declairation de adnullacion de tous exploiz faicts par ledict procureur Daleigre ou Blese de Sailleir, Guerin Dapchier, et Pierre Faure, ses commis et subrogez, et autres quelzconques, et que par ce moyen et autrement deument ilz n'avoient esté et ne devoient estre aucunement entendus ne compris soubz les commandemens, poins et contraintes du cry dudict ban et arriere-ban desdictes armées, ne, pour et à cause de ce, eulx estre encouruz en aucunes peines ou amendes tendans à ceste cause, afin de non proceder, et de surceance ou quoy que soit de renvoy par-devant le Roy ou messieurs de son grant conseil ou de la court de parlement à Paris, pour illec sciciter *(a)* jugement, demourer à droict, faire le bon vouloir et plaisir du Roy nostredict seigneur, offrant y aller et d'eulx y presenter, et, pour tout ce faire et accomplir, bailler caucions bourgoises et solvables, jusques à telle somme de deniers que ledict Doyat sauroit adviser; mais de ce faire ledict Doyat a esté reffusant, et s'est efforcé leur faire plusieurs autres tors et griefs, dont ledict Broe, ou certain procureur pour lui, a esté neu et contraint appeler, et de fait a appellé de lui pour soy, ses adherens et à adherer voulans avec lui, à laquelle appellacion lesdicts Jouvereux, et aussi les consuls, pour eulx, leur communauté de ladict ville, pour leur interest, après recusacion faicte contre ledict de Doyat, prealablement requise, tel renvoy, remission ou offre faicte que dessus, et depuis expresement, Jehan Emery-le-Vieux, Loys Barthon, Jehan Ferrant, Pierre Begon, Pierre Chayrant, Berthelemy Bouchon, Estienne et Jehan Dupré, Guillaume Vernenchon, Guillaume Chalchart, Jehan Brosse, et autres plusieurs desdicts supplians, tant laiz que d'esglise, après ce qu'ils ont esté mis ou approuchez en procez à occasion des choses dessusdictes, se sont adherés, et, en adherant, ont

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

NOTE.

(a) Demander.
Tome XVII.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

appelé de lui et de maistre Pierre de Ligonne, lequel, soubz couleur d'aucunes noz lectres de commission, s'est adjoinct avec ledict de Doyat et porté pour commissaire avec lui, apres laquelle appellacion, contre et ou prejudice, mespris et contempst d'icelle, ilz se sont efforcez, mesmement ledict de Doyat, soubz couleur d'aucuns pretendus defaulx en quoy il vouloit dire ledict suppliant avoir esté echeuz devant lui, dire et declairer tous et chascun les fiefs nobles tenuz et possidez par lesdicts Broe, Pierre Jouvereux, Jehan Emery, Loys Barthon, Jehan Ferrant et autres plusieurs desdicts supplians, estre confisquees au Roy nostredict seigneur, et iceulx demourer en grans amendes et sommes de deniers à eulx importables; c'est assavoir, ledict Broe en mille livres tournois, Pierre Jouvereux en deux mille escus d'or, ledict Guy son fils en trois cens livres, Jehan Emery en six vingts livres, Loys Barthon en cent livres, Jehan Ferrant en deux cens livres, Guillaume Vernenchon en deux cens livres, Pierre Chayrart en quarante livres, Berthelemy Bouchon en vingt livres, et autres plusieurs desdicts supplians, en certaines autres grans et importables amendes et sommes de deniers, moins que deument à tort et contre raison, et soubz couleur de ce que, pour cuider avoir paiement desdictes condempnacions et amendes, ont fait prendre et mettre en la main du Roy nostredict seigneur tous et chascun lesdicts fiefs et autres biens quelzconques d'iceulx supplians, ordonné plusieurs desdicts biens estre inventorisez, depecer, gecter et mettre hors des maisons d'iceulx supplians, non obstant les offres par eulx faictes de bailler respondans solvables pour lesdicts biens, exhiber, monstrier et bailler, ou iceulx mettre et consigner en main tierce d'homme souffisant et solvable, habitant de ladicte ville, duquel le Roy nostredict seigneur ou lesdicts supplians les peussent prendre, avoir et recouvrer, toutes et quantesfoiz que le bon vouloir et plaisir du Roy seroit, et, de ce non content, eust fait faire ausdicts supplians plusieurs commandemens incivils et desraisonnables, et d'autres tors et griefs, abuz, actemptaz et excès, par Anthoine Guitard, Pierre Cheval, Raymond Ebrard, Anthoine de Montfaon, eux disans sergens, et Estienne Pasqual, soydisant huissier du Roy nostredict seigneur, dont lesdicts supplians ou aucuns d'iceulx ont esté meuz et contrains à appeller d'eulx et desdicts pretendus commissaires, en adherant à leurdict appel une fois ou plusieurs. Et combien que lesdicts supplians maintiengnent avoir bonne cause et matiere d'appel ou appeaulx, tant sur iceulx que sur le principal, et soient encores dedans le temps deu et introduit à les relever, toutesvoyes, pour ce que ceste matiere, s'ils les relevoient, pourroit prendre long trait en la court de parlement, et, en la poursuivant contre lesdicts commissaires, le procureur du Roy ou autres pourroient cheoir en grant involution de procez, porter et soutenir de grans fraiz, mises et depenses qui pourroient tourner à leur grant charge, soule et destruction; considerans aussi l'auctorité, charge et povoir que le Roy nostredict seigneur nous a donné èsdicts pays de par deçà, et mesmement de quicter, abolir et pardonner tous crimes, delicts, malefices et autres choses faictes et commises, soit contre le Roy nostredict seigneur, son auctorité et majesté royal ou autrement, en quelque maniere que ce soit, il nous plaise, en tant qu'ils pourroient avoir defailli et desobey ausdicts commandemens, ban et arriere-ban dessusdicts, actendu qu'ils ont esté tousiours bons, loyaux au Roy nostredict seigneur et à la couronne, sans aucunement avoir tenu aucun party contraire dont il soit memoire, et qu'ils ont bon vouloir et entention de tousiours continuer, et de bien et deument

obeyr au Roy nostredict seigneur et à ses commandemens, en tout ce que leur sera ordonné, ainsi que raison est, leur quicter, abolir et pardonner lesdictes faulte et desobeysance, mettre au neant lesdictes appellacions, et, sur le tout, leur pourveoir de remede convenable, et impartir benigne-ment nostre grace. Pour ce est-il que nous, ce considéré, et vu le contenu èsdictes lectres royaulx et ès autres dont dessus est faicte mention, et qui avons esté deuement advertiz des choses dessusdictes, nous estans en ladicte ville de Saint-Flour, saichans le Roy nostredict seigneur estre piteux et misericors, voulans aussi user de douceur, pitié et misericorde envers ses subjectz plus que de rigueur de justice et mesmement envers lesdicts supplians en ceste matiere, considerans la bonne et vraye loyauté qu'ils ont de tout temps eue envers le Roy nostredict seigneur et à la couronne, et les grans charges et impôts qu'ils ont chascun jour à porter et soustenir, tant pour le faict et paiement desdicts gens de guerre du Roy nostredict seigneur que autrement, aussi que si lesdictes declairacions de confiscacions et condempnacions d'amendes, qui sont excepcives et desraisonnables, sortissent leur effect à l'encontre des dessusdicts nommez, ce seroit la totale destruction desdicts supplians et la grant diminucion des deniers du Roy nostredict seigneur, parce qu'ils ont, chascun an, accoustumé de tenir et soustenir la plus grant partie desdicts tailles, dont le populaire de ladicte ville est obligé supporter et soustenir, ce qu'ils ne pourroient faire, si lesdictes confiscacions et condempnacions avoient lieu, et par ce seroit en voye ladicte ville de Saint-Flour, qui est le chief du pays et où le faict de marchandise a grant cours, en quoy la chose publique dudict pays a grant prouffit, d'estre et demourer du tout depopulée; ausdicts supplians et à chascun d'eulx, pour tant que à lui touche, pour ces causes et considerations et plusieurs autres justes et raisonnables à ce nous mouvans, avons quicté, remis et pardonné, et par la teneur de ces presentes, de grace especial, et par vertu de pover et auctorité à nous sur ce donné par le Roy nostredict seigneur, par ses lectres dont la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté advertiz et informez que en nostre duchié de Guyenne, pays de Bordeloix et de Gascoigne, aussi en noz pays de Lenguedoc, Albigoys, Rouergue, Quercy, Agenoys, Perigori, Auvergne, hault et bas Lymosin, la Marche, Xaintonge et autres pays voisins, aient esté et soient encores chascun jour faictes plusieurs forces et violences publiques, desrobeures, destructions d'esglises, murtres, mutilacions, ravissements, pilleries, roberies, rançonemens, et autres maux et oppressions intollerables sur nos subjectz, à la grant foule et desolacion de nostre povre peuple, et se soient les aucuns desdicts pays, soubz couleur et fainte de nous vouloir servir ou autrement, mis sus en armes, et assemblé grant nombre de gens de guerre, tenans les champs contre nostre vouloir et plaisir, et sans les vouloir departir quand leur avons mandé; et soubz le adveu, port et soustenement d'iceulx qui ainsi se sont mis sus ou autrement, y ait eu plusieurs de nos subjectz qui n'ont onques voulu venir nous servir ès grans et urgens affaires que avons eu, ne obeyr aux lectres et mandemens de nostre arriere-ban, quand les avons faict publier; semblablement aient esté et soient encores chascun jour faictes plusieurs rebellions et desobeissances, tellement que nos lectres et mandemens n'y ont pu estre

Lettres de commission données par le Roi au Comte de Dampmartin, le 26 Janvier 1468.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

executez, nostre justice ne nos officiers obeys, nos deniers n'y ont peu estre recueilliz, mais ont esté empeschez, et par les aucuns prins, cueillez, levez et appliquez à leur prouffit; et ont èdicts pays esté faicts et commis, se font encores et commectent, chascun jour, plusieurs autres grans maulx, abuz, crimes et delicts en diverses manieres, qui seroient en voye, se l'on les tolleroit et passoit par dissimulation, de tourner à très-grant inconvenient et scandale pour toute la chose publique de nostre royaume: pour lesquelles causes, et aussi pour ce que avons esté advertiz que les Angloix, nos anciens ennemis, ont certaines entreprises sur aucunes places de nostredict duchié de Guyenne, et desdicts pays de Bordeloys et de Gascongne, et plusieurs traictiez, pratiques et intelligences, pour icelles mener et conduire à leur entencion; et soit besoing et nécessité de commectre et ordonner aucune personne notable et de grant auctorité, à nous seur et feable, pour pourveoir aux choses dessusdictes, icelles corriger et reparer, et obvier aux inconveniens qui en pourroient advenir, si provision n'y estoit donnée: sçavoir faisons que nous, confians à plain des grans sens, vaillance, experience, loyauté, preudommie et bonne diligence de nostre chier et amé cousin le Comte de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, icelluy, par les causes dessusdictes et autres à ce nous mouvans, et par la deliberation de plusieurs seigneurs de nostre sang et gens de nostre grant conseil, l'avons faict, commis, ordonné et estably, faisons, commectons, ordonnons et établissons nostre lieutenant general et especial pour donner provision aux choses dessusdictes et autres ès pays dessusdicts, et lui avons donné et donnons par cesdictes presentes plain pouvoir, auctorité, commission et mandement especial de soy transporter en et par tous lesdits pays, mesmement en nostre place de Blaye, et en toutes les autres de nostredict pays de Bordeloys, et en passant s'enquerra s'il y a eues aucunes desobeyssances faictes à l'encontre de nous et des cours de nostre parlement et de nostre grant conseil, et mesmement touchant les places de Royan et de Mornac, que l'on dict estre occupées par le sire de Pons et ses complices, contre la teneur de l'arrest donné contre lui en nostre grant conseil; et s'il treuve que ainsy soit, mettra en nostre main lesdictes places, ensemble la revenue d'icelles, en lui faisant apparoir dudict arrest, de contraindre à ce faire et souffrir ledict sire de Pons et les detenteurs desdictes places de Royan et de Mornac, &c..... *Donné aux Montilz-lès-Tours, le xxvj.^e jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-huit, et de nostre regne le huitiesme.* Ainsi escript en marge: *Par le Roy en son Conseil, auquel Monsieur le Duc de Bourbon, le Connestable, les sires de Craon, de la Forest, Tanguy du Chastel, Guillaume de Varie et autres estoient.* Et signé J. DELALOERE.

Suite des lettres
d'abolition don-
nées par le Comte
de Dampmartin.

Quictons, remectons et abolissons, et pardonnons lesdictes faulte et desobeyssance dont dessus est faicte mention, et aussi tous les excès, rebellions et desobeyssances qu'ilz pevent avoir faictes ausdicts commissaires, ensemble lesdictes peines et amendes en quoy, pour occasion de ce que dict est, et desdicts excès, ils ont ou pevent avoir esté condempnez par lesdicts commissaires, et toutes autres peines, amendes et offences corporelles, criminelles et civiles en quoy, pour occasion des choses dessusdictes, ils pourroient estre encouruz envers le Roy nostredict seigneur et justice, et les avons restituez et restituons par cesdictes presentes, en tous et chascun leurs biens meubles et immeubles, en mettant au neant toutes et chacune lesdictes appellacions ainsi intergectées par lesdicts supplians et

chascun d'eulx, et aussi tous arrests, main-mises, adjournemens, deffaulx et bannissemens faicts contre lesdicts supplians et chascun d'eulx, en cassant aussi lesdictes et toutes autres sentences et condempnacions desdictes amendes, declairacions desdictes peines et confiscacions desdicts fiefs, et tous autres exploiz et procedures faictes par lesdicts commissaires à l'occasion dessusdicté contre lesdicts supplians, et sur ce imposons silence perpetuel au procureur du Roy nostredict seigneur, ausdicts commissaires et à tous autres. Si donnons en mandement par ces presentes aux baillifs de Montferrant et des montaignes d'Auvergne, et à tous les autres justiciers et officiers du Roy nostredict seigneur ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme à lui appartendra, que lesdicts supplians et chascun d'eulx de nos presens grace, quittance, remission, abolition et pardon, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement en aucune maniere, en corps ne en biens; ainçois, si leurs corps ou aucuns de leursdicts fiefs ou autres biens sont ou estoient, à l'occasion dessusdicté, prins, saïsiz, arrestez ou aucunement empeschez, qu'ils les leur mectent ou facent mectre incontinent et sans delay à pleine delivrance, et au premier estat et deu, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartendra, par toutes voyes et manieres deues et en tel cas requises. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes de nostre main, et icelles faict sceller du scel de nos armes. *Donné en ladite ville de Saint-Flour, le xx.^{me} jour de Janvier, l'an mil cccc soixante-neuf.* Toutesvoyes nous n'entendons pas et ne voulons Pierre Begon, habitant dudict Saint-Flour, estre compris ne entendu aucunement en cesdictes presentes. *Donné comme dessus.* Ainsi signé: A. DE CHABANNES. Par Monsieur le Comte lieutenant du Roy, E. REYNAUT.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

ANTHOINE DE CHABANNES, Conte de Dampmartin, grand maistre d'ostel de France, lieutenant general du Roy nostre sire es pays et marches de par deçà, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront ou orront, salut. L'umble supplication des consuls, manans et habitans de la ville de Saint-Flour avons receue, contenant comme puis naguerras maistre Pierre de Ligonnie et Jehan de Doyat, soubz ombre de certaine commission qu'ils se disoient avoir de nous, et de ce qu'ils leur ont imposé et veulent dire contre verité qu'ils ont par cy-devant vendu et marchandé de plusieurs faulses marchandises, tenu et usé de faulx poix, mesures et balances, fourny, baillé et delivré vivres, draps et autres marchandises, harnois blans, brigandines, arbalestes et autres habillemens de guerre aux gens tenant le party contraire du Roy nostredict sire, faict et commis aucunes usures, vendu vivres et autres marchandises à plus grant prix qu'ils ne devoient et n'avoient accoustumé de faire, et mesmement aux gens de guerre du Roy nostredict sire, usé de contrauctz de remeré et rachaps et autres, contre disposition de droit, et d'iceulx eulx estre aidez, se sont vantez de les faire approcher et tenir en cause et procez par-devant eulx, au pourchatz et requeste du procureur du Roy nostre sire, tendant à fin d'avoir et exiger d'eulx aucunes sommes de deniers; et combien que lesdicts supplians maintiengnent avoir bonnes justifications et deffenses à l'encontre des choses dessusdictes, toutesvoyes ils doubtent que lesdicts commissaires, soubz ombre de leurdicté commission, les veuillent induement molester et travailler en corps

20 Janvier 1469.

Louis XI,
à Amboise,
Mai 1470.

et biens, sans les vouloir oyr en leursdictes justifications et deffenses, ne leur ouvrir aucune voye de justice; et à ceste cause, considerans le grant povoir et auctorité que le Roy nostredict sire nous a donné de par deçà, et mesmement de quicter, abolir et pardonner tous cas, crimes et delicts, tout ainsi que lui-même feroit, se il estoit en personne, lesdicts supplians nous ont umblement supplié et requis que, actendu ce que dict est, il nous plaise, en tant qu'ils ont ou pourroient aucunement avoir mesprins ou delinqué ès choses dessusdictes, le leur quicter, abolir et pardonner, et sur ce leur benignement impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement la bonne et vraye loyauté qu'ils ont tousjours envers le Roy nostredict sire de toute ancienneté, sans jamais avoir tenu aucun party à lui contraire, et les grans charges qu'ils ont chacun jour à porter et soustenir, tant à cause des tailles et paiement des gens de guerre du Roy nostredict sire, que autrement, et aussi la grant povreté et indigence de plusieurs desdicts supplians, dont avons deurement esté advertiz, nous estans en ladicte ville de Saint-Flour, saichans le Roy nostredict seigneur estre piteux et misericors, voulans aussi user de doulceur, pitié et misericorde envers ses subjects, plus que de rigueur de justice, et mesmement envers lesdicts supplians, pour concideracion des choses dessusdictes et plusieurs autres justes et raisonnables à ce nous mouvans, et les préserver et garder de travaux et vexacions indeues, ausdicts supplians et chacun d'eulx, en tant qu'ils ont ou pourroient avoir mesprins et delinqué ès choses dessusdictes et chascune d'icelles et autres contenues en nosdictes lectres de commission, le leur avons quicté, remis, aboly et pardonné, quictons, remectons, abolissons et pardonnons, avec toute peine, offense et amende corporelle, criminelle et civile, en quoy, pour occasion des choses dessusdictes, ils pourroient estre encourus envers le Roy nostredict seigneur et justice, et les avons restituez à leur bonne fame et renommée au pays, et à tous et chascun leurs biens meubles et immeubles, satisfaction faicte à partie civilement tant seulement, s'aucune y en eschet, et telle que de raison, en imposant, sur ce, silence perpetuel au procureur du Roy nostredict sire, ausdicts commissaires et à tous autres. Si donnons en mandement par cesdictes presentes aux bailliz de Montferrant, des montaignes d'Auvergne, et à tous les autres justiciers, officiers du Roy nostredict sire, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme a lui appartiendra, que lesdicts supplians et chacun d'eulx, de nos presens grace, quictance, abolition et pardon, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, en corps ne en biens, aucun destourbier ne empeschement en aucune maniere au contraire; ainçois, se leursdicts corps ou aucuns de leursdicts biens sont ou estoient, pour ce, prins, saiziz, arrestez ou aucunement empeschez, qu'ils les leur mectent ou facent mettre incontinent et sans delay à plaine delivrance, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, par toutes voyes et manieres deues et en tel cas requises. En tesmoing de ce, nous avons signé cesdictes presentes de nostre main, et icelles fait sceller du scel de nos armes. *Donné en ladicte ville de Saint-Flour, le vingtiesme jour de Janvier, l'an mil cccc soixante-neuf.* Ainsi signé : A. DE CHABANNES. Par M. le Conte lieutenant du Roy, E. REYNAUT.

Suite des Lettres
de confirmation
du Roi.

Lesquelles lectres d'abolicion, quictance, remission et pardon, dessus transcribes,

transcriptes, et les choses contenues en icelles, lesdicts supplians nous ont très-humblement faict supplier et requérir leur confermer, louer, ratifier, approuver et avoir agreables, et sur ce leur impartir nostre grace, humblement requerant icelle. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans favorablement à la requeste desdicts supplians, et reduisans à memoire la grant loyauté qu'ils ont tousiours eue et encores ont à nous et à la couronne de France, à iceulx supplians, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, lesdictes abolition, quittance, remission et pardon, et autres choses inserées, contenues et declairées esdictes lectres dessus transcriptes, avons louées, confermées, ratifiées et approuvées, louons, confermons, ratifions et avons agreables, et voulons et nous plaist que iceulx supplians, et chacun d'eulx, en joyssent entierement, plainement et paisiblement, tout ainsi et par la forme et maniere que par nostredict cousin de Dampmartin leur a esté octroyé et accordé, selon la forme et teneur qu'il est dessus declairé. Si donnons en mandement, par ces presentes, à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, aux bailliz de Montferrant et des montaignes d'Auvergne, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx sur ce requis et comme à lui appartiendra, que de nostre grace, ratification, approbacion et octroy, et de tout le contenu es lectres de nostredict cousin de Dampmartin dessus transcriptes, ils, et chacun d'eulx en droit soy sur ce requis, facent, seuffrent, laissent lesdicts supplians et chacun d'eulx joyr et user entierement, plainement et paisiblement, sans, pour l'occasion dessusdictie, leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ne à aucuns d'iceulx, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement en corps ne en biens au contraire, en aucune maniere; ainçois, se leurs corps ou aucuns de leurs biens ou d'aucun d'eulx sont ou estoient, pour ce, prins, saisisz, arreztez, emprisonnez ou autrement empeschez, les metcent ou facent mettre incontinent et sans delay à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboyse, ou moys de May, l'an de grace mil cccc soixantedix, et de nostre regne le neufviesme.* Et signé : *Par le Roy, le Comte de Dampmartin, grant maistre d'ostel, le sire de Torcy, maistre Pierre Doriote, general, et autres presens.* DE CERISAY.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1470.

(a) *Création d'un second Président en la Chambre des aides.*

LOYS, &c., à nos amés et féaulx les generaux, conseillers sur le faict de la justice de nos aides à Paris, salut et dilection. Nostre amé et féal conseiller maistre Loys Raguier, evesque de Troies, president en ladictie chambre des aides, nous a faict exposer que du temps de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolve, il a joui de sondict office de

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1470.

NOTE.

(a) Transcrit sur une copie collationnée missaires de la Cour des aides, le 16 janvier d'après le registre Renouard, par les com- 1778.

Tome XVII.

Qq

LOUIS XI,
à Amboise,
le 6 Juin
1470.

president jusqu'à son trespas, et en a joui depuis nostre nouvel avenement à la couronne par la confirmation par nous à lui faite d'icelui (a), auquel il s'est bien et loyaument gouverné sans aucune reprehension; ce neantmoins maistre Mathurin Barton, puis aucun temps en ça, nous a fait remonstrer comme en ladicte chambre se plaident et jugent plusieurs causes criminelles, ausquelles ledict évesque, obstant ce qu'il est homme d'esglise, ne s'ose trouver, et qu'à cette cause lui convient s'absenter de ladicte chambre, et que l'un de vous preside pour et au lieu de lui, qui est en diminuant nostre auctorité, requerant que le voulsissions créer president lay en icelle chambre, ce que lui avons octroyé; et doute ledit exposant que, sous ombre de ladicte creation de second president en ladicte chambre, les gages, prerogatives, droicts, franchises et esmolumens dudict office de president ne cheent en quelque diminution qui seroit à son très-grand grief, prejudice et dommage, requerant humblement sur ce declairer nostre vouloir et plaisir. Pourquoi nous, ces choses considerées, voulans nostredict conseiller l'évesque de Troies, tant en faveur des bons et agreables services qu'il nous a faicts par cy-devant en sondict office et autrement, et esperans que plus fasse au temps advenir, jouir entièrement de sondict office de president, ensemble des gages, droicts, prerogatives, franchises et libertez accoutumées, tout ainsi que ses predecesseurs ont fait par cy-devant, et qu'il faisoit auparavant la reception dudict Barton, que ne voulons audict exposant en sondict office, ni aux gages, droicts et prerogatives à icelui appartenans, prejudicier en aucune maniere, si vous mandons et expressement enjoignons que de nos presentes grace et declaration vous le faictes, souffrez et laissez jouir pleinement et paisiblement, sans lui donner ne souffrir estre donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, et cesdictes presentes faictes publier en votre auditoire, et enregistrer aux registres de nostredict chambre par le greffier d'icelle, non obstant le don et creation par nous faite de president lay en nostredict chambre audict Barton, que ne voulons en ce nuire ne prejudicier à nostredict conseiller et president l'évesque de Troies, ni aux gages, droicts, preeminences et prerogatives à sondict office appartenans, comme dict est, ni quelconques lectres à ce contraires. *Donné à Amboise, le 6 Juin 1470, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'ostel, les sieurs de la Forest et de Boissy, et autres presens.* DE CERISAY.

NOTE.

(a) Voir le tome XVI, pages 331 et 332.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 15 Juin
1470.

(a) *Lettres relatives à une Exemption d'impôt réclamée par les Officiers du Bailliage de Tournay.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme de long et ancien temps ait esté accoustumé lever certain ayde sur les vins et autres breuvages despensés

NOTE.

(a) Manuscrits des Pays-Bas à la Bibliothèque du Roi, collationnés par Desnans, registre A, fol. 261.

en nostre bonne ville et cité de Tournay, et sur aucuns autres vivres et marchandises d'icelle, et le quel ayde se lieve pour convertir et employer les deniers à la reparation, entretenement et fortification des fossés, murailles, boulevards et autres fortifications de nostredicte ville, et des portes, ponts et planches qui y sont, et aussi au payement des six mille livres tournois que nous doivent par chascun an les habitans d'icelle nostre ville, attendu leurs autres necessités et affaires; et duquel ayde, combien que les chiefs de ley, comme les autres habitans de nostredicte ville, y aient indifferemment contribué, nos officiers au bailliage de Tournay et Tournesis se soient voulus exempter, et à cette cause s'en soit meu procès en nostre court de parlement entre nosdicts officiers et nostre procureur general adjoint avec eulx, d'une part, et les habitans de nostredicte ville de Tournay, d'autre, auquel procès, qui a longuement duré, a esté tellement procedé qu'il a esté ja pieça appointié en droict, et sur iceluy n'a esté faict aucun jugement ou decision; et depuis, aient faict apporter ledict procès par devers nous (a), et iceluy faict voir et visiter par aucuns des gens de nostre grant

LOUIS XI,
à Amboise,
le 15 Juin
1470.

NOTE.

(a) Le 24 avril de cette même année à Dauvet, premier président du Parlement 1470, le Roi avoit écrit la lettre suivante de Paris :

PRESIDENT, j'ai sceu le procès pendant en ma court de parlement entre les prevosts et jurez de Tournay, d'une part, et mes officiers ou bailliage de Tournay et Tournesis, d'autre, lequel est en estat de juger; et pour ce que, comme savez, j'ay grand interest à bien entretenir ceulx de ladicte ville, veu la grande loiauté qu'ils m'ont tousiours gardée et gardent, et que pour rien je ne voudroye souffrir frapper quelque coup sur leurs privileges, et que je veil bien estre informé au vray des merites dudit procès, aussi que j'ay mandé aucuns de mes principaulx officiers dudit Tournay venir devers moy, gardez, sur tant que me voulez servir et complaire, que incontinent, cestes veues, m'envoyez ledict procès par ce porteur; car mon entencion est de faire appointer ladicte question, se faire se peut, ou sinon, de vous renvoyer ledict procès pour en faire ainsi que verrez estre à faire par raison. President, vous savez la fiance que j'ay en vous; et pour quelconque chose que ce soit, gardez bien qu'il n'y ait point de faulte que ne m'envoyez ledict procès. *Donné à Nostre-Dame de Selles, le xxiiij. jour d'Avril. Sic signatum: LOYS. TOUSTAIN.*

Le Roi écrivit une seconde lettre, le 20 le registre intitulé *Conseil*, coté XXII. mai, au premier président: la voici encore. fol. 65, aux Archives du royaume, section judiciaire.

A notre amé et féal Conseiller et premier President en nostre Court de parlement, Maistre J. Dauvet.

PRESIDENT, naguères vous ay escript que m'envoyissiez le procès d'entre ceulx de la ville de Tournay et mes officiers ou bailliage de Tournay et Tournesis; ce que avez differé de faire soubz aucunes petites couleurs que m'avez escriptes. Je vous envoie escript bien au long les causes qui me mouvoient et comme je vouloye mettre en paix ma ville de Tournay; mais vous n'en avez tenu compte, et entens bien que peu vous chaudroit se je perdoie ma ville de Tournay, et amez mieulx me mettre en dangier de la perdre et sustenir ung procès, que ne feriez qu'il y eust bonne paix et amour entre mes officiers et ceulx de la ville, et ne cuydoie pas que m'eussiez refusé de m'envoyer ung procès. Vous avez esté à Tournay, et cognoissez la situation; et comme la ville est au meillieu des pays de Monsieur de Bourgogne, et savez qu'il m'est bien besoing les entretenir, et pour ce, President, se jamais voulez que j'aye seureté ne fiance en vous, gardez que incontinent, ces lectres veues, vous m'envoiez ledict procès par ce porteur, lequel j'envoie pour ceste cause devers vous, avec maistre Pierre de Cerisay, auquel j'en ay dict bien à plain ma volonté pour la vous dire: et me semble bien que quant

LOUIS XI,
à Amboise,
le 15 Juin
1470.

conseil qui nous ont fait le rapport : sçavoir faisons que nous voulant mettre fin audict procès et nourir paix et amour entre nosdicts officiers et iceulz habitans de nostredicte ville de Tournay, et eux ensemble vivre en amour, paix, union, repos et tranquillité; considérant que les haines et divisions d'entre nosdits officiers et lesdicts habitans pourroient estre, au temps advenir, de dangereuse et pernicieuse consequence; voulant par ce les reprimer et retraindre, et toutes les affaires d'icelle nostre bonne ville et cité de Tournay estre favorablement traictées; ayant en memoire la bonne, grande et vraie loyauté qu'ils ont tousiours tenue et gardée, et l'entiere et parfaite obeissance qu'ils ont toujours eue envers nous et la couronne de France, avons, par meure et bonne deliberation du conseil, de nostre certaine science, pleine puissance et auctorité royale, mis et mettons du tout au neant ledict procès ainsy pendant en nostredicte court de parlement et depuis evoqué par-devant nous comme dict est, sans amende et sans depens d'un costé ne d'autre, et sans ce que aucune desdictes parties le puisse plus poursuivre, demener ou conduire, en quelque forme et maniere que ce soit; et quant à ce, imposons silence perpetuel à nostredict procureur general, à nosdicts officiers audict bailliage de Tournay et Tournesis, presens et advenir, et à tous autres. Et en outre, voulons, declairons et ordonnons, et nous plaist, que tous nosdicts officiers

Suite de la NOTE.

vous voiez que les choses me touchent de si près, que ne deussiez faire telles difficultez, car il m'en pourroit plus advenir de mal que vous, et ceulx qui les font, ne sauriez reparer. *Donné à Amboise, le xx.^e jour de May.* Sic signatum : LOYS. J. LECLERC.

Nous trouvons encore dans le même registre la lettre suivante, du même jour :

A nos amez et féaulx Conseillers les Presidens de la Grant'chambre et des Enquestes de nostre Court de parlement,

DE PAR LE ROY.

Nos amez et féaulx, nagueres avions escript à nostre premier president que, pour certaines grans causes qui à ce nous mouvoient, il nous envoias un procès pendant en nostre court de parlement, entre nos très-chiers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre bonne ville et cité de Tournay, et noz officiers ou bailliage de Tournay et Tournesis; ce qu'il n'a fait soubz umbre d'aucunes difficultez qu'il nous a escriptes, et dont avons esté advertiz par nostre amé et féal conseiller en nostredicte court, de parlement, maistre Pierre de Cerisay, qui sur ce avoit charge, de par vous, de nous en parler; et pour ce que, non obstant quelque chose que nous aiez fait dire, et aussi ce que nostredict premier president nous a escript, nostre plaisir est que ledict procès nous soit apporté, affin que mieulx et plus convenablement puissions faire appointer les parties pour obvier à plusieurs inconveniens qui, par la rigueur dudict procès, se pourroient ensuir, lesquels, ensemble les causes qui nous meuvent à ce faire, nous avons dictes bien à plain audict maistre Pierre de Cerisay, nous voulons et vous mandons très-expressément, et sur tant que nous desirez obeir et complaire, que, incontinent ces lectres veues, vous nous envoyiez ledict procès par ce porteur, lequel pour ceste cause envoions devers vous avecques ledict de Cerisay; car nous desirons de tout nostre cuer l'appointement d'entre les parties, et que nos officiers et lesdicts bourgeois et habitans de Tournay soient unis, et qu'ils vivent en bonne paix, amour et union ensemble, et est nostre entencion vous renvoiez ledict procès ou cas où entre lesdictes parties ne se trouveroit appointement, et veuillez sur ce croire ledict de Cerisay de ce qu'il vous en dira comme se nous mesmes le vous disions. *Donné à Amboise, le xx.^e jour de May.* Sic signatum : LOYS. LECLERC.

Le Parlement ordonna, par un arrêt du 4 juin, que ledict procès seroit clos et scellé, et porté au Roi, conformément à ce que le seigneur Roi avoit mandé et écrit au président.

édicte bailliage de Tournay et Tournesis qui present sont et qui par le temps advenir le seront, de quelque estat, qualité ou condicion qu'ils soient, qui feront leurs residences et demourances en nostredicte bonne ville et cité de Tournay, contribuent d'ores en avant audict ayde, tout ainsy et en la propre fourme et maniere que font et ont accoustumé de faire les prevosts, jurés et autres chefs de loy de nostredicte bonne ville et cité de Tournay, et sans difference aucune. Si donnons en mandement à nos amés et féaulx conseillers les gens tenant et qui tiendront nostre court de parlement à Paris, et à tous nos autres justiciers et officiers et à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx sur ce premier requis et comme à lui appartendra, que nostre presente volenté, declairation et ordonnance, ils entreignent (a), gardent et observent, et facent entreigner, garder et observer, sans enfreindre, en contraignant et faisant contraindre à ce faire et souffrir tous ceux qu'il appartendra, et qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes et manieres deues et raisonnables: car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict, non obstant ledict procès ainsy intenté, lequel derechef nous avons adnullé, adnullons et mettons du tout au nçant, et quelconques ordonnances, declairations, appointemens, mandemens, restrinctions ou defenses faictes ou à faire au contraire, lesquelles ne voulons nuire ne prejudicier au contenu en cesdictes presentes, auxquelles, en tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel. *Donné à Amboise, le quinzieme jour de Juin, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le neufviesme.* Et estoient ainsy soubscriptes, *Par le Roy, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'ostel, et autres presens, et signées DE CERISAY.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 15 Juin
1470.

NOTE.

(a) Entretiennent, accomplissent.

(a) *Confirmation des Exemptions et Franchises accordées précédemment aux Habitans d'Aiguesmortes.*

LOUIS XI,
à Tours,
le 5 Juin
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, oye la supplication de noz amez les consuls et habitans de nos ville et forteresse d'Aiguesmortes, contenant que, combien par vertu des privileges, libertez et franchises à eulx donnez et octroyez par plusieurs noz predecesseurs, confermez par plusieurs aultres noz subsequens predecesseurs et par nous (b), ils ne doivent, ne soient, pour et à cause de leurs denrées, marchandises et biens, tenus paier en quelzconques lieux de nostre royaume, soit par terre, eaue ou mer, aucuns peages, travers, sexterages ne leudes (c), et que de ce ilz ayent joy et usé ès temps passés, neantmoins, aucunes foys, plusieurs contredient, refusent ou delayent les souffrir joyr et user des privileges, libertez, franchises et usaiges dessusdicts, qui est et pourroit estre contre la forme et teneur d'iceulx et en leur prejudice et dommaige, ainsi

NOTES.

(a) Très. des chartes, reg. 196, pièce 23.

(b) Voir le Discours préliminaire du tome XVI, aux pages xxv, xcj et xcij, ainsi

que les notes de la page 69r du tome XV.

(c) Tous ces mots ont été expliqués dans le Discours préliminaire du tome XVI.

LOUIS XI,
à Tours,
le 5 Juin
1470.

qu'ilz dient, implorans nostre gracieuse provision : nous, ayant regart à ces choses, aux très-grans charges et oppressions qu'ilz ont eus et seuffrent en plusieurs manieres, à leurs pouretez et necessitez, au petit nombre de peuplé où ils sont devenuz, et pour plusieurs autres causes et considerations nous mouvans, ausdicts consuls et habitans avons octroyé, et par la teneur de ces presentes octroyons de grace especial, se mestier est, que desdicts privileges, libertez, franchises et usaiges ils joyssent et usent, et desdicts peages, travers, sexterages et leudes soient et demourent, cessans tous empeschemens et destourbiers, quictes, francs et exempts d'ores en avant, tout ainsi et par la fourme et maniere que jusques à present ilz en ont joy et usé. Si donnons en mandement aux seneschaulx de Beaucaire, de Nismes, de Carcassone et de Thoulouse, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans qui sont et seront au temps advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que desdicts privileges, libertez, franchises et usaiges, et du contenu en ces presentes, ilz laissent et facent lesdicts consuls et habitans joyr et user plainement et paisiblement, sans faire ou souffrir qu'ils soient troublez ou empeschez aucunement ores ne ou temps advenir au contraire; ainçois, se fait ou mis leur estoit empeschement quelconque, le ostent ou facent oster entierement sans contredict ou delay : car ainsi nous plaist-il estre fait, non obstant subreptices impetracions quelzconques à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cescdictes presentes. *Donné à Tours, le cinquième jour de Juin, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, à la relation du Conseil.* ROLANT.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1470.

(a) *Lettres concernant l'établissement et l'entretien des Enfans de chœur et de leur maître dans l'Église d'Avranches* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les doyen et chappitre de l'esglise d'Avranches, contenant que, dès l'an mil cccc cinquante-deux, à l'occasion de ce qu'il n'y avoit aucune fondacion pour l'aliment, sustantacion et entretenement de cinq enfans de cuer de ladicte esglise d'Avranches et de leur maître, ordonné pour les aprendre, conduire, instruire et gouverner, feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, considerant le service divin qui chascun jour estoit comme encores est continué en icelle esglise, mesmement qu'il estoit fort decoré par la presence, assistance et service desdicts enfans de cuer et de leurdict maistre, et que longuement ilz ne pouvoient estre entretenus sans aucune fondacion, voulut, ordonna, consentit et octroya que le personnaige (c) de Tirepie, situé et assis ou diocese d'Avranches, fust annexé, uny et incorporé au corps de ladicte esglise d'Avranches, sitost et

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 292.

(b) Il y a dans le même registre, n.º 53, et sous la même date, des lettres d'amortissement pour le chapitre de l'église d'Avranches. D'autres lettres d'amortissement, toujours du

même mois de juin, sont au registre 195, n.º 507.

(c) Personat; bénéfice ecclésiastique qui donnoit quelque prééminence au chanoine qui en étoit revêtu, dans le chapitre auquel il appartenait.

dès-lors qu'il seroit vacant, feüst par la mort ou resignacion de maistre Jehan Basset, lors possesseur d'icellui benefice ou personnaige, et que tous les fruitz, prouffitz, revenues et emolumens d'icellui personnaige ou benefice fussent dès-lors en avant convertiz et emploiez à l'usaige, nourrissement et entretenement desdicts cinq enfans de cuer et de leurdict maistre, sans ce que nostredict feu seigneur et pere ou ses successeurs Roys de France y peussent presenter, en quelque maniere que ce fust, ainsi que ces choses et autres sont plus à plain contenues et declairées ès lectres de chartes sur ce données et octroyées par nostredict feu seigneur et pere, desquelles la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1470.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue humble supplication de nozbien-amez les doyen et chappitre de l'esglise d'Avranches, contenant que culx et leurs predecesseurs, pour la decoracion et plus honorable entretenement du service divin en ladicte esglise, en la loenge de Dieu et accroissement de la devocion du peuple, et en ensuivant les belles et notables ceremonies des autres esglises cathedrales de nostre royaume, ont de long-temps en ça eu et debu (a) cinq enfans de cuer en ladicte esglise, et aussi ung maistre pour les enseigner et instruire, tant en grammaire et musique, comme aussi pour les gouverner et conduire en bonnes meurs, lesqueulx enfans et leur maistre a tousiours convenu ausdicts supplians soustenir et alimenter des deniers communs de ladicte esglise, parce que jamais n'y a eu fondacion expressement à ce ordonnée, ce qui toutesvoies a esté et est de tout temps communement ès aultres esglises cathedrales de nostre royaume, à laquelle cause ladicte esglise, qui a long-temps esté comme du tout destruite et desolée, à l'occasion des guerres qui par l'espace de trente-trois ans ou environ ont eu continuellement cours en nostre pays de Normandie, où ladicte ville d'Avranches est située, a soustenu grant charge, parce que lesdicts deniers communs d'icelle esglise, qui sont ordonnés tant seulement pour employer ou faict de la conduite des rentes, revenues, droicts et affaires, aussi à la reparacion et soustenement, tant des edifices d'icelle qui sont bien somptueux, comme des maisons, manoirs et lieux à icelle appartenans, ont esté en partie prins et emploiez pour l'entretenement desdicts cinq enfans et de leurdict maistre, ainsi que dict est; et comme il soit ainsi que ung nommé maistre Jehan Basset, tenant et possident de present le personnaige de Tirepie, duquel personnaige le droict de patronaige et presentation nous appartient, toutes et quantefois que le cas eschiet, à cause et par raison de nostre terre et seigneurie du Val de Sée, estant des appartenances de nostre domaine de la vicomté dudict lieu d'Avranches, ait eu propos et voulenté de resigner icellui personnaige, en cas qu'il nous plaira à ce consentir, et aussi du consentement de nostre amé et féal conseiller l'evesque d'Avranches, ouquel appartient la collacion d'icellui, pour estre joint, uny et annexé au corps de ladicte esglise, et les revenues, prouffits et emolumens d'icellui estre convertiz et emploiez ou faict du nourrissement, alimentacion et soustenement desdicts cinq enfans et maistre, à tousiours perpetuellement, comme lesdicts supplians nous ont faict dire et remonstrer; et pour ce, nous aient faict

CHARLES VII,
au Bois Sireme,
Aout 1452.

NOTE.

(a) Le mot *avoir* a dû être oublié par le copiste.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1470.

humblement supplier et requérir qu'il nous pleust leur octroier nostre consentement, et avec ce, delaisser, donner, ceder et transporter à icelle esglise le droict de patronaige et presentacion nous appartenant d'icellui personnaige, à ce que ledict personnaige, ensemble lesdicts fruits, prouffitz, revenues et emolumens puissent d'ores en avant à tousiours estre seurement prins et appliquez et permanens à l'usaige et prouffit dudit nourrissement, alimentacion et soustenement des dessusdicts, sans ce qu'il soit licite à nous ne à noz successeurs de presenter d'ores en avant aucune personne à icellui personnaige, ne semblablement ausdicts supplians ou leurs successeurs ou à autres queulxconques, ne en disposer en quelque maniere que ce soit, autrement que dessus est dict, soit que ledict personnaige vacque par ladictie resignacion d'icellui Basset ou par son trespas, et sur ce leur impartir nostre grace. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, en l'honneur et reverence de Dieu et du benoist apostre monsieur Saint-Andrieu, soubz le nom duquel ladictie esglise est fondée, et en faveur du divin service qui jour et nuyt se fait et celebre en ladictie esglise; aussi, affin que soyons participans es prieres et oroisons qui jour et nuyt se font en icelle, et parmy ce que lesdicts doyen et chappitre supplians et leurs successeurs seront tenus faire dire et celebrer par chascun jour d'ores en avant le cours de nostre vie, par lesdicts enfans et maistre, cothidiennement, incontinent après leur messe ordinaire, une anthienne, verset et oroison du Saint-Esprit, à genou devant le grant aultier d'icelle esglise, pour la prosperité de nous et de nostre royaume, et après nostre decès, au lieu desdicts anthienne, verset et oroison du Saint-Esprit, l'anthienne de *requiem*, le psaulme *De profundis*, et l'oroison *Fidelium*; que seront aussi tenus lesdicts supplians, après nostredict decès, et leurs successeurs, dire et celebrer, par chascun an, en cueur de ladictie esglise, ou lieu de ladictie anthienne, verset et oroison, un obit solemnel, le lendemain la feste Saint-Jehan-Baptiste, pour le salut des ames de nous et de noz predecesseurs et successeurs; à iceulx doyen et chappitre supplians avons, de plaine puissance, auctorité royale et grace especialle, consenti et octroyé, consentons et octroyons que ledict personnaige de Tirepie soit adjoinct et uny au corps de ladictie esglise; et de plus ample grace, oudict cas de ladictie unyon, leur avons donné, cédé, delaissé, quicté et transporté, donnons, cedons, quictons et transportons ledict droict de patronaige et presentacion que avons en icellui, à cause de nostredict domaine, pour icellui personnaige avoir, tenir et possider d'ores en avant, ensemble tous et chascun les fruits, prouffits, rentes, revenues et emolumens, quelz qu'ilz soient, à icellui appartenant, par lesdicts supplians et leurs successeurs, et lesdicts fruits, prouffits, revenues et emolumens prendre et appliquer à l'usaige, prouffit, nourrissement, alimentacion et soustenement desdicts cinq enfans et maistre, par la maniere que dict est, sans ce que soit licite à nous ne à nosdicts successeurs de jamais en disposer, ne à icellui presenter, en quelque maniere, après la resignacion ou trespas dudit Basset à tousiours mais perpetuellement. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amez et féaulx gens de nos comptes et tresoriers à Paris, aux bailliz de Constantin, vicomte dudit lieu d'Avranches, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx comme à lui appartiendra, que de nostre presente grace, don, lès, transport et quittance, ensemble d'icellui personnaige de Tirepie et sesdictes appartenances, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs successeurs en ladictie esglise, joyr et user plainement et paisiblement, en la maniere et forme

forme dessus touchées, sans leur mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se mis ou donné leur estoit, mettent ou facent mettre incontinent et sans delay au premier estat et deu, car ainsi nous plaist et voulons estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné au Bois Siramé, ou moys d'Aoust, l'an de grace mil cccc liij, et de nostre regne le xxx.^m* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Évesque de Langres et autres presens.* J. LE ROY. Visa. Contentor. ROLANT.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1470.

Après lequel octroy, M. Raoul Jolivet, chanoine de ladite esglise, qui avoit eu la charge par lesdicts supplians de lever et expedier lesdictes lectres, après ce qu'il eust icelles expedées, s'en alla en court de Rome, sans les bailler ausdicts supplians, et fust à Rome ou autre part bien long-temps sans que iceulx supplians peussent avoir ne recouvrer lesdictes lectres, pendant lequel temps ledict feu M. Jehan Basset, qui tousiours avoit eu entencion de resigner ledict personnaige au prouffit de ladite esglise d'Avranches et de la fondacion desdicts enfans de cuer, alla de vie à trespas; parquoy nostredict feu seigneur et pere, non adverty de ladite union et du don, octroy et consentement qu'il avoit fait dudict personnaige de Tirepie à ladite esglise d'Avranches, presenta à icellui personnaige maistre Jehan Gruel, lequel en obtint collacion, provision et possession, sans aucune contradiction, à l'occasion de ce que ledict maistre Raoul Jolivet avoit et retenoit les lectres de nostredict feu seigneur et pere, au moyen desquelles presentation et collacion ledit Gruel a tousiours depuis tenu et occupé ledict benefice, et en a prins et perceu les fruitz, prouffitz, revenues et emolumens, et par ce moyen est la fondacion faite par nostredict feu seigneur et pere, qu'il ordonna en ladite esglise d'Avranches, demorée imparfaite contre son entencion, voulenté et ordonnance, ainsi que lesdicts supplians nous ont fait bien à plain remonstrer, en nous requerant qu'il nous plaise sur ce declairer nostre voulenté et bon plaisir. Pourquoi nous, ces choses considerées, voulant ensuir les louables et vertueux faits de nostredict feu seigneur et pere, avons, de nostre propre mouvement, certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, loué, ratifié, confirmé et approuvé, louons, ratifions, confermions et approuvons lesdictes lectres d'icellui feu nostredict seigneur et pere dessus transcriptes et tout le contenu en icelles; voulons que lesdicts supplians et leurs successeurs en ladite esglise d'Avranches en jouissent entierement, plainement et paisiblement, sans difficulté ou contradiction quelxconques; et avecques ce, avons consenty et consentons, en tant que à nous est, que ladite union d'icellui personnaige ou benefice de Tirepie soit faite à ladite esglise d'Avranches, par celuy où ceulx qu'il appartiendra, du temps et dès-lors des lectres de donnacion, transport, consentement et octroy ainsi fait par nostre feu seigneur et pere, pour les fruits et revenues d'icellui convertir et employer à l'aliment, sustentacion et entretenement desdicts enfans de cuer, qui à present sont ou nombre de six, et de leurdict maistre, moyennant et parmi ce que, après l'exécution plaine et entiere de cesdictes presentes, lesdicts supplians seront tenus bailler et envoyer en nostre chambre des comptes obligation valable et souffisante par laquelle ils promectront et s'obligeront faire et continuer à perpetuité le service divin, ordonné par feu nostredict seigneur et pere, et dont mencion est faite esdictes lectres

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1470.

dessus transcriptes par lui octroïées, et que à ce faire et souffrir ledict Jehan Gruel soit contrainct et tous autres qui pour ce seront à contraindre par toutes les voyes et manieres deues et raisonnables, non obstant ladict presentation ainsi par lui obtenue de nostredict feu seigneur et pere, depuis la concession et octroy de nosdictes lectres, et laquelle presentation nous avons cassée, revocquée et adnullée, cassons, revocquons et adnullons, et icelle et tout ce qui s'en est ou pourroit estre ensuy avons, de nostre propre mouvement et certaine science, declairé et declairons nul, de nul effect et valeur, non obstant, comme dessus, oppositions, appellacions et clameurs de haro, faictes ou à faire, et quelxconques doléances prises et à prendre, par lesquelles ne autrement ne voulons lesdicts supplians estre empeschiez en la possession et joyssance dudict personnaige ou benefice de Tirepie, ne des fruits et revenues d'icellui; non obstant aussi que, dans l'an et jour de la date desdictes lectres d'icellui feu nostredict seigneur et pere, lesdicts supplians ne les aient présentées ou faict enteriner, dont, en tant que mestier est, de nostre plus ample et plus abondante grace, les avons relevés et relevons par cesdictes presentes, et ordonnances, mandemens, restrinctions ou deffenses, et lectres subreptices impetrées ou à impêtrer, à ce contraires. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz amez et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, aux bailli de Constantin et vicomte d'Avranches, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente declairacion, ordonnance, don, confirmation, consentement, grace et octroy, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ils, et chascun d'eulx en droict soy, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs successeurs ou temps advenir, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en quelque maniere ne pour quelque cause que ce soit; ains, s'aucun leur estoit faict, mis ou donné, l'ostent et mettent ou facent oster et mettre incontinent et sans delay à plaine, pure et entiere delivrance, car ainsy nous plaist-il et voulons estre faict, non obstant comme dessus. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, ou moys de Juing, l'an de grace mil cccc soixantedix, et de nostre règne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Vous (a), les sires de la Forest, de Crussol, maistre Jehan Berart, Guillaume Dauvet et autres presens.* FLAMENG. *Visa (b).*

NOTES.

(a) Le chancelier de France.

(b) Il y a encore, sous la date du mois de juin 1470, registre 1966 du Trésor des chartes, n.^o 150, des lettres de légitimation pour Jean Darquet. Blanchard, dans sa Table chronologique, cite d'autres lettres de la

même époque, insérées au volume E des registres du Parlement, par lesquelles Louis XI fait don de la seigneurie de Basoches. Ce sont les mêmes que nous avons indiquées, p. 297, note a.



(a) *Lettres patentes portant décharge d'hypothèques, privilèges, et de tous droits royaux, sur Villemonble.*

LOUIS XI,
à Angers,
le 13 Juillet
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Reque avons l'umblé supplicacion de nostre amié et féal conseiller Pierre Bureau, chevalier et tresorier de France, contenant que il a puis nagueres acquis, ou quoique soit a entencion de brief acquerir, la chastellenie, terre et seigneurie de Villemonble, Nogent, Montfermail et leurs appartenances et deppendances, situées et assises en nostre vicomté de Paris, de la vefve et heritiers de feu Gaspar Bureau, son oncle; en son vivant aussi chevalier et maistre de nostre artillerie, pour certaine grant somme de deniers qu'il en doit bailler et payer comptant à certains termes convenuz et accordez entre eulx; mais pour ce que ledict feu Gaspar Bureau s'est en son vivant meslé et entremis par long-temps, tant du faict de nostre artillerie et matieres d'icelle, à cause de sondict office de maistre de nostre artillerie, que de faire faire plusieurs ediffices et reparacions de nostre ordonnance, et autres charges et entremises comptables, et que par lui ne sedicts femme, enfans et heritiers, n'en ont encores esté rendus, clos ne affinés les comptes du faict desdictes entremises et charges, nostredict conseiller suppliant doute que ladicte chastellenie, terre et seigneurie de Villemonble et sedictes appartenances et deppendances, soit et demeure, à ceste cause, chargée de actions ypothecaires privilegiées, personnelles et autres envers nous, et que, au moyen du privilege d'icelles actions et ypothèques, et des reliquats et sommes de deniers qui nous sont, seront et pourront estre deues à cause d'icelles charges et entremises, nostre procureur ou autres nos officiers lui veulent ou voulsissent mettre et donner cy-après empeschement en la possession et joyssance d'icelle chastellenie, terre et seigneurie, et l'en priver et debouter, se nostre grace ne lui estoit sur ce benignement impartie, comme il nous a dict, en nous umblement requerant icelle. Sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, inclinans libérallement à la requeste de nostredict conseiller suppliant, en faveur et par consideracion des bons, notables et continuels services qu'il nous a faicts et faict chascun jour à l'entour de nostre personne en sondict office et autrement en plusieurs manieres, pour ces causes et consideracions et autres à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, grace especial, plainé puissance et auctorité royal, octroyé et octroyons audict suppliant, voulons et nous plaist, et ainsi le declairons par ces presentes, que ladicte chastellenie, terre et seigneurie de Villemonble et sedictes appartenances et deppendances, dès maintenant pour lors, soit et demeure à tousiours deschargée et exemptée, au prouffit de nostredict conseiller suppliant et de ses heritiers ou ayans cause, de toutes les actions ypothecaires, privilegiées, personnelles et autres quelconques, qui nous pourroient competer, appartenir et avoir esté acquises à nous ou aux nostres au temps advenir, au moyen desdictes charges et entremises que a eu ledict deffunct du faict de nostredict artillerie, et autres quelles qu'elles soient, et aussi desdicts reliquats et sommes de deniers

NOTE.

(a) Registres du Parlement, volume E, ordonnances de Louis XI, fol. 222, v.
Tome XVII.

Rr ij

Louis XI,
à Angers,
le 13 Juillet
1470.

qui nous sont ou pourroient estre deues à cause d'icelles charges et entremises, et lesquelles actions privilégiées, quelles que elles soient, comment ne à quelle cause qu'elles nous ayent esté acquises et puissent appartenir, pour raison des dessusdicts comptes et reliquats, nous avons remis et quicté, remectons et quictons par cesdictes presentes audict suppliant, si et en tant que peult touscher lesdictes chastellenies, terres et seigneuries de Villemonble, Nogent et Montfermail, et leursdictes appartenances et deppendances, sans ce que nostredict procureur ne autres nos officiers y puissent pour nous, ne en nostre nom, ores ne pour le temps advenir, pretendre aucun droict d'ypothèque ne autre droict à cause desdictes entremises, charges et reliquats, en quelque maniere ne pour quelque autre cause que ce soit, comme dict est; et s'auscuns debats ou procès se mouvoient au temps advenir, pour raison de ce, entre nostredict procureur ou autres nos officiers, ou ledict suppliant ou les siens, pardevant quelques nos juges que ce soit, nous, de nostre plus ample grace, avons par ces mesmes presentes, dès maintenant pour lors, mis et mettons du tout au neant iceulx procès, avecques toutes execucions et les deppendances et procedures d'iceulx, en imposant, sur ce, silence perpetuel à nostredict procureur et à tous autres. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostre court de parlement et de nos comptes et tresoriers, et au prevost de Paris, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que de nos presens grace, vouloir et declaracion, ils facent, seuffrent et laissent nostredict conseiller suppliant et les siens joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict ou mis aucun destourbier ou empeschement au contraire, et par rapportant cesdictes presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles pour une foy et recongnissance sur ce souffisant tant seulement, nous voulons le changeur de nostre tresor et tous autres qu'il appartendra estre et demourer quictes et deschargez desdicts reliquats et sommes de deniers, et autres choses dessus declairées qui nous pourroient estre deues à la cause dessusdicte, et desquelles nostredict procureur ou autres nos officiers voudroient avoir recours, et eulx prendre sur ladicte terre, chastellenie et seigneurie de Villemonble et sesdictes appartenances et deppendances par nosdicts gens des comptes, auxquels nous mandons que ainsy le facent sans difficulté, non obstant quelzconques ordonnances, restrinctions, mandemens ou deffenses à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Angers, le xiiij. jour de Juillet, l'an de grace mil cccc lxx, et de nostre regne le neufviesme.* Sic signatum: LOYS. *Par le Roy, Monsieur le Duc de Guyenne, messire Yvon du Fou, et autres presens.* FLAMENG.

Curia, audito procuratore Regis, presentibus litteris obtemperavit et obtemperat, et eas in registris curie registrari ordinavit et ordinat. Actum Parisius, in Parlamento, xvij. die Augusti, anno Domini millesimo cccc.º septuagesimo. Sic signatum: G. BRUNAT.



(a) Foire à Châtres pour le Seigneur de Graville.

LOUIS XI,
au Pont-de-Cé,
Juillet 1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de nostre amé et féal conseiller et chambellan Jehan seigneur de Graville et de Chastres soubz Mont-le-Hery, contenant que ledict lieu de Chastres est situé et assiz en pays fertile, bien peuplé et assez près de plusieurs bonnes villes esquelles frequentent souvent plusieurs marchans; et pour ce seroit chose prouffitable et le bien publicque dudict lieu et des pays d'environ, avoir audict lieu de Chastres une foire par chascun an, durant deux jours entiers, franche et quicte de toutes choses, s'il nous plaisoit icelle y establir et ordonner, en nous umblement requerant sur ce nostre grace luy benignement impartir. Pour ce est-il que nous, considerans les bons, notables et continuel services que nostredict conseiller et chambellan suppliant nous a faicts et fait chascun jour ou fait de noz guerres et autrement en plusieurs manieres, et esperons que encores face ou temps advenir, inclinans liberalement à sa requeste, pour ces causes et consideracions et aultres à ce nous mouvans, avons, à la requeste que dessus, créé, ordonné et estably, creons, ordonnons et establissons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, une foire audict lieu de Chastres, durant ledict temps de deux jours entiers et continuelz, commençans le premier jour du mois de may, et voulons qu'elle y soit tenue et continuée d'ores en avant perpetuellement et à tousiours, et que tous marchans et autres habitans de nostre royaume y puissent venir marchandéement et aultrement, sejourner, demourer et eulx en retourner, et y achepter, vendre et eschanger et contre-eschanger toutes denrées et marchandises licites et honestes, franchement et quictelement de toutes choses, sans ce que aucun destourbiour ou empeschement leur soit, ne à aucun d'eulx, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, en leursdicts biens, denrées et marchandises, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit, pourveu toutesvoies que à six lieues à la ronde dudict lieu de Chastres ne se tiennent aulcunes autres foires ausdicts jours à qui ceste-cy puisse estre prejudiciable en aulcune maniere. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers gens de noz comptes et prevost de Paris, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, que ledict suppliant et les habitans et demourans audict lieu de Chastres et leurs successeurs habitans en icellui ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens grace, creacion, ordonnance, établissement, volenté et octroy, en faisant cryer et publier à son de trompe, se mestier est, ladicte foire ausdicts jours, et establir audict lieu places, estaulx, loges et aultres choses necessaires, ainsi qu'ils verront au cas appartenir, et, avec ce, tenir les marchans en seureté, et joyr et user des aultres privilegeiges, droicts et

NOTE.

(a) Trésor des chartres, registre 201, pièce 113. Au mois de juin, le Roi avoit accordé des lettres semblables pour La Benoisson-Dieu, registre 196, n.° 222. Le même registre en renferme quelques autres encore

de la même année ou de 1471. Le n.° 1367 du registre 195 est aussi une concession de foires, de 1470. Nous publierons encore, de temps en temps, quelques-unes de ces lettres.

LOUIS XI,
au Pont-de-Cé,
Juillet 1470.

franchises qu'ils ont accoustumé de joyr et user ès aultres foires desdicts pays d'environ, car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Pont-de-Sée, au moys de Juillet, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de la Forest, maistre Pierre Doriol, et aultres présens.* FLAMENG.

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

(a) *Concession faite aux Habitans d'Orléans, du Droit d'acquérir et de posséder des Fiefs nobles.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, ayans en memoire et singuliere recommandacion la grant fidelité et amour que noz chiers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans en nostre bonne ville, cité et faulxbourgs d'Orléans, ont toujours eue à noz predecesseurs Roys de France, et, depuis nostre joyeux advenement à la couronne, ont aussi eue et ont à nous et à nostre-dicte couronne, et les grans diligences, peines, travaux et pertes qu'ils ont eues et soustenues liberalement en acquictant leur loyauté envers nous, pour resister aux entreprises de noz ennemis et adversaires, et pour la grant, notable et ancienne fondacion de ladicté ville et cité, qui est decorée et adornée de tant belle, notable et devote esglise cathedrale, fondée en l'honneur et reverence de la très-sainte et très-benoïste croix sur quoy nostre Sauveur Jesus-Christ a voulu souffrir mort et passion pour la redemption de l'umain lignage, et des esglises de messieurs Saint Euverte et Saint Aignan, esquelles avons très-singuliere devocion, et que faisons à present, pour la protection d'icelles, enclorre et joindre à ladicté ville et cité, et de plusieurs autres esglises collegiales et parochiales estans en ladicté ville et cité, que toutes les foys que les ennemis, tant de la foy catholique que de nostre royaume, ont assailli et assiégré ladicté ville et cité, ilz en ont esté, moiennant la grace de Dieu et la bonne loyauté, vaillance et conduite desdicts bourgeois, manans et habitans, repulsez et deboutez, et illec destruitz honteusement, au grant bien, honneur et exaltacion de nosdicts predecesseurs, de nous et de nostredict royaume; et aussi, que quant avons requis lesdicts bourgeois, manans et habitans d'aucune chose, ilz le nous ont liberalement octroyé, et en noz affaires mesmement, à envoyer, mener et fournir de vivres et autres choses necessaires pour l'entretienement de noz ostz, armées et assemblées de noz gens de guerre, les avons trouvez si bons, loyaux, diligens et obeissans, que en avons esté et sommes très contens; considerans en oultre la belle et notable université d'estudians estans en ladicté ville et cité, dont sont yssus et yssent par chascun jour tant de notables hommes, par lesquels la chose publique de nostre royaume est regie et gouvernée, et la plupart des autres parties et regions chretiennes, aussi la grande multiplication des notables bourgeois, marchans et aultres qui ont entretenu le faict et estat de ladicté ville et cité d'Orléans et du pays d'environ; desirans, pour ces causes et aultres consideracions à ce

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 180.

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

nous mouvans, accroistre et augmenter nostredicte ville et cité et les bourgoys, manans et habitans demourans en icelle en grans et singuliers biens, honneurs, privilegeiges et prerogatives, afin que lesdicts bourgoys, manans et habitans, soient tousiours de plus en plus enclins et prests de nous servir et obeyr, comme bons et loyaux subjects, et aussi qu'ils se puissent mieulx et plus grandement entretenir, vivre soubz nous et gouverner de bien en mieulx eulx et ladicte ville et cité; nous, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, ausdicts bourgoys, manans et habitans en nostredicte ville, cité et faulxbourgs d'Orleans, de quelque estat ou condition qu'ilz soient, et à chascun d'eulx, tant en general que particulièrement, avons octroyé et octroyons par ces presentes, que eulx et leurs successeurs demourans et habitans en nostredicte ville, cité et faulxbourgs d'Orleans puissent d'ores en avant acquerir et acheter en nostredict royaume, où bon leur semblera, tant de gens nobles que aultres personnes, fiefs, heritaiges et choses nobles tenues en fief ou en alleuz, de cy à dix ans prouchainement venans, et icelles choses nobles et tenues en fief ou en alleuz qu'ilz acquerront au temps advenir et aussi celles qu'ilz ont, tiennent et possèdent à present, et qui par leurs predecesseurs ou par eulx ont par cy-devant esté acquises en quelque façon et maniere que ce soit, tenir et posséder plainement et paisiblement à tousiours, sans ce qu'ilz puissent estre contrains à les mettre hors de leurs mains, ne, pour ce, payer à nous ou nos successeurs Roys de France aucune finance ou indemnité, et laquelle finance, tant desdictes acquisitions ja par cy-devant faictes comme de celles qu'ilz feront ou temps advenir, nous avons ausdicts supplians et à leursdicts successeurs et chascun d'eulx donnée, quictée et remise, donnons, quictons et remectons pour nous et nosdicts successeurs Roys de France, pour consideration des choses dessusdictes, de nostredicte grace especial, par cesdictes presentes signées de nostre main. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, aux bailliz de Montargis, Chartres, Estampes et Berry, et à tous noz aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à tous commissaires par nous commis ou à commectre sur la reformation des francs fiefs et nouveaulx acquests, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, don, quictance et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts bourgoys, manans et habitans, et chascun d'eulx, tant en general que en particulier, et leurs successeurs, joyr et user perpetuellement, plainement et paisiblement, desdicts heritaiges tenus en fief ou alleuz par eulx ou leurs predecesseurs acquis ou qu'ilz acquerront durant le temps dessus declairé, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, mais, s'aucuns de leurs biens ou heritaiges avoient esté ou estoient pour ce prins, saiziz, arrestez ou empeschez, les leur mettent ou facent mettre sans delay à plaine delivrance, non obstant quelzconques ordonnances faictes par nous ou noz predecesseurs Roys de France, sur le fait desdicts fiefs et alleuz, acquests de gens nobles par non nobles, et sur le fait de noz finances, restrinctions, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que lesdicts bourgoys, manans et habitans de ladicte ville et faulxbourgs d'Orleans, supplians, pourront avoir à besongner en plusieurs lieux de ces presentes, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz seaulx royaux ou sous le scel de chastellet dudict Orleans, foy soit adjoustée comme à l'original. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours,

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Tours, ou mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le neufviesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Archevesque de Lyon (a), le Vicomte de la Belliere, gouverneur de Roussillon, et autres presens. FLAMENG. Visa. Contentor. DUBAN.*

NOTE.

(a) Voir ci-dessus, page 97, note a.

LOUIS XI,
à la Ministre,
Juillet 1470.

(a) *Droit accordé aux Habitans du Mont-Saint-Michel de ne pouvoir être traduits, pour les cas déterminés dans ces lettres, que par-devant le Capitaine de leur ville ou son Lieutenant.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir que, à la supplication de noz chiers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville et place du Mont-Saint-Michel, et pour consideration de la situation d'icelle place, qui est environnée de mer, et dont lesdicts habitans ne peuvent bonnement partir ne aller hors d'icelle que ce ne soit en grant dangier de leurs personnes, et aussi parce que souventteffoys, quant ils en veulent yssir, leur convient partir de nuyt pour esviter le peril et dangier de la mer, à iceulx habitans, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons octroyé et octroyons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que d'ores en avant eulx, ne leurs successeurs en icelle ville, ne soient ou puissent estre adjournez, convenus ne tenus en procès en premiere instance, à la requeste, pourchatz ou instances d'aucuns estrangers, touchant meubles, injures, batteries et autres choses deppendans de ce, fors par-devant nostre cappitaine dudict lieu du Mont-Saint-Michel ou son lieutenant, qui à present est ou sera au temps advenir, lequel cappitaine ou son lieutenant nous avons, quant à ce, commis, ordonné et depputé, commectons, ordonnons et depputons par cesdictes presentes, et pour sur ce faire droict aux parties, icelles oyes, appellé avec luy deux ou troys des principaulx de ladict ville, tels qu'il vouldra eslire. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens qui tiendront nostre prouchain eschiquier de Normandie, aux bailly de Constantin et vicomte d'Avranches, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appar-tiendra, que de nostre presente grace et octroy ils fassent, sceuffrent et laissent lesdicts habitans et leursdicts successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; car ainsi nous plaist-il estre fait, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Ministre ou mois de Juillet, l'an de grace mil cccc lxx, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Marquis du Pont, le sire du Bouscheige, et autres presens. J. LECLERC.*

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 272.

(a) Confirmation

(a) Confirmation des Lettres de Philippe-Auguste en faveur des Habitans de la Chapelle-la-Reine en Gâtinois.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1470.

LUDOVICUS, Dei gratia, Francorum Rex. Universis presentibus et futuris Luorum sit, nos licteras in forma carte, Philippi quondam Francorum Regis predecessoris nostri venerande memorie, pro parte manentium et habitantium ville de Cappella Regine in Wastinedo, necnon et villarum baillivie ejusdem ville, nobis exhibitas vidisse, tenore subsequenti :

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen.

PHILIPPUS, Dei gratia, Francorum Rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quoniam genitor noster venerande memorie Rex Ludovicus hominibus de Cappella et de villis ad bailliam (b) illam pertinentibus concessit easdem consuetudines quas pater suus, avus noster, pie recordacionis, Rex Ludovicus, eis concesserat quando fecit herbergiari Cappellam et villas ad bailliam illam appendentes.

PHILIPPE II,
à Vitry,
1186.

1.^o Concessit itaque et constituit ut omnes apud Cappellam et in villis ad Cappellam pertinentibus manentes liberi sint et quieti ab omni consuetudine (c) ex Wastinedo, et ab omni ablacione et tallia et exactione et queta.

2.^o Quicumque in villam venerint, nisi aut murtrum, aut furtum, aut homicidium, aut proditionem, aut raptum fecerint, res eorum et corpora tuta et salva erunt, quandiu per Regem vel prepositum justitie stare voluerint; et si recedere voluerint, per conductum regium, et in guerra et in pace, cum rebus suis securè ibunt quò eis placuerit.

3.^o Quisquis in villa forifecerit, secundum consuetudinem ville, forifacta (d) LX solidorum ad V solidos, forifacta V solidorum ad XII denarios et districta ad IV denarios reducuntur. Si prepositus forifacta Regis requisierit ab aliquo habitatore, nisi distracionatum fuerit, per solam manum suam se purgabit et quietus erit.

4.^o Universi qui in villa habitant, has semper habebunt consuetudines, excepto preposito quandiu preposituram administrabit, quò exutus in eisdem consuetudinibus erit.

5.^o In exercitum vel expedicionem nunquam ibunt, quin eadem nocte revertantur ad domos suas.

6.^o Cum aliquis de eadem villa viueam, domum sive terram, vendiderit, rectas vendiciones solummodo reddet; sed de vendita domo servientes sex denarios habebunt pro vino ad Natale Domini.

7.^o De consuetudinibus suis panem unum sive denarium unum dabunt, et avenam reddent sine concussura rectè mensuratum.

8.^o Quicumque in villam venientes, per annum et diem ibi in pace manserint, si nec per Regem nec per prepositum justiciarii veterint, ab omni iugo servitutis deinceps liberi erunt.

9.^o Pro submonicione, extra villam nullus inhabitantium ibit ad placitandum; et quandiu tenuerit justiciam, corpus ejus non capietur: habebit autem prepositus

NOTES.

(a) Ces lettres ont été imprimées, t. XI, p. 239; mais la copie que nous en donnons ici, d'après le Trésor des chartes, reg. 195, n.° 475, offre des variantes, et a quelques articles de plus.

Tome XVII.

(b) Baillia peut signifier territoire, arrondissement. Il y a bailliva dans le tome XI.

(c) Voir le tome XVI, Disc. prél. p. lix, lxxxvj et suiv., et p. 67, 63 et 483.

(d) Amendes. Voir le t. XVI, p. 67, note f.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juillet 1470.

potestatem ponendi messores ex arbitrio habitancium et voluntate solummodo, à quibus gagium capietur, semperque portabitur ad domum illius cui factum est dampnum, ut, quod justum est, ei pro dampno restituatur; et si inciderit iusticia nostra, nobis quoque conservetur.

10.^o *De rebus venalibus in eadem villa nullum bannum habet regia munificencia.*

11.^o *Majora maleficia, ut murtrum, furum, prodiit et raptus mulieris, si aliquando emeruerint, ex consuetudine Wastinedi tractabuntur.*

12.^o *Quociens mutabitur prepositus, has consuetudines tenendas jurabit, nec antea ad eus submonicionem necesse erit homines venire.*

Cum itaque predictas consuetudines à predecessoris nostris, videlicet ab avo et patre nostro, constat concessas fuisse memoratis hominibus, nos quoque, patrum nostrorum vestigiis inherentes, eas benigne concessimus; et ut perpetuam sortiantur stabilitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis caractere inferius annotato precipimus confirmari. Actum Vitriaci in Regio, anno incarnati Verbi millesimo. centesimo lxxx.^o sexto, regni nostri anno septimo, assantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. S. Comitis Theobaldi (a), dapiferi nostri. S. Guidonis (b), buticularii. S. Mathei (c), camerarii. S. Radulphi (d), constabularii. Sic signatum : PHILIPPUS. Data, vacante cancellaria.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Quas quidem licteras, et omnia privilegia et indulta in ipsis contenta, nos, ad humilem supplicationem dictorum manencium et habitancium, ex consilii nostri deliberacione matura, laudamus, approbamus, confirmamus et ratificamus, de nostre regie potestatis plenitudine et speciali gracia, per presentes, mandantes dilectis et fidelibus nostris gentibus compotorum nostrorum, thesaurariis et generalibus super facto financiarum nostrarum, baillivoque Melduni, ac omnibus justiciariis, officariis nostris aut eorum loca tenentibus, modernis et posteris, et cuilibet ipsorum quantum ad eum spectat, quatinus suprà dictos habitantes et manentes dictis privilegiis et indultis et ipsorum quoslibet uti et gaudere plenarie et pacifice faciant et permittant; secus facta, si que forent, mox vel in ævum reparando seu reparari et ad pristinum statum reduci faciendo sine mora, visis presentibus; quibus ut roboris sint perpetui, &c. Datum in villa nostra Ambasie, in mense Julii, anno Domini millesimo cccc.^{mo} septuagesimo, regni verò nostri nono. Sic signatum : Per Regem, Marchisio de Ponte, Dominis de Cursolio, de Boisy, et aliis presentibus. B. MEURIN. Visa.

NOTES.

(a) Thibaud, I.^{er} du nom, Comte de Blois.

(b) Gui de Senlis, IV.^o du nom.

(c) Mathieu II, Comte de Beaumont-sur-Oise.

(d) Raoul I.^{er}, Comte de Clermont en Beauvoisis.

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

(a) Confirmation des Statuts des Tisserands de Vierson.

LOYS, &c., sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication des ouvriers, maîtres, varlets et apprentiz ou mestier de tixerant en draps, linge et lange (b), de nostre ville et chastel

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 196, pièce 221.

(b) Laine.

de Vierson, contenant que, ou moys de fevrier mil iiii^e xix, ils obtindrent de nostre très-chier seigneur et pere. les lectres de privileges en latz de soye et cire verte, dont la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

CHARLES, fils du Roy de France, regent le royaume, Daulphin de Viennoys, Duc de Berry, de Touraine, et Comte de Poictou, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication des ouvriers, maistres, varlets et apprentiz ou mestier de tixerant en draps, linge et lange, de nostre ville et chastel de Vierson, contenant que comme, en ladicte ville et faulxbourgs d'icelle, ait plusieurs ouvriers, maistres, varlets et apprentiz qui s'entremectent de ouvrer dudict mestier de tixerant, et y font chascun jour de bons ouvraiges, et pour y faire ouvrer y viennent et affluent grant quantité de gens de plusieurs villes et villaiges, et plus feroient se n'estoient les faultes d'aucuns ygnorans, ouvriers non experts, et qui par convoytise ouvrent ou font ouvrer à volonté desordonnée, tant par nuyt comme par autres heures indeues au regard dudict mestier, lesquels ouvraiges ne sont pas si bons ne si prouffitables que il appartient, pour ce qu'il n'a en ladicte ville aucunes loix ou ordonnances faictes sur ledict mestier, ne personne qui visite lesdicts ouvraiges, au grant grief, prejudice et dommaige du bien commun et de la chose publicque, reprouche et difamacion des bons ouvriers, et plus pourroit estre se par nous ne leur estoit pourveu de remede convenable, si comme ils dient, requerans humblement icelles. Pour ce est-il que nous, les choses dessusdictes considerées, voullans pourveoir à l'augmentacion du bien public, ou prouffit desdicts supplians et de leur mestier, à iceulx avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grace especial par ces presentes, et auctorité royal dont nous usons, congé et licence qu'ilz puissent et leur loise eulx assembler, touteffoiz que mestier sera, en la presence d'un de noz officiers, et eslire en leurs consciences ung ou tant que besoin sera d'iceulx ouvriers, experts et souffisans, pour voir et visiter les ouvraiges desdicts ouvriers, et s'ils y trouvent aucuns evidens et dommageables faultes, ils seront tenus de les incontinent notifier à nostre seneschal de Berry ou à son lieutenant à son siege de Vierson, affin que iceulx deffaillans soient par luy pugniz par amende pecuniaire à applicquer à nous et au commun d'entre eulx, selon l'exigence des cas; et auront et prendront lesdicts visiteurs sur chascun deffaillant, oultre et par-dessus nostredicte amende, la somme de xj s. vj d. tournois, en recompensacion de leurs peines et travaux, et aussi affin qu'ils s'emploient plus voluntiers à faire ladicte visitacion, et pour icelle somme paier, en cas de reffus seront contrainsts lesdicts deffaillans, comme pour nostredicte amende; et en oultre voullons et nous plaist que d'ores en avant au surplus ils usent et se gouvernent en leurdict mestier, selon les coustumes, statuz et ordonnances, et par la forme et maniere que font les ouvriers, maistres et apprentiz de nostre ville de Bourges en l'art de tixerant, desquels statuz et ordonnances on dict la teneur estre telle:

CHARLES VII,
Régent,
à Bourges,
1419.

Premierement. Que les maistres, varlets et apprentiz ne doivent point ouvrer après vespres, se n'est en la maniere qui s'ensuyt : c'est assavoir, que les maistres et varlets dudict mestier pourront achever leurs parties après vespres, et aussi seullement après vespres ung drap, se ilz sont au cinquieme pertuiz; et se ils ne l'achevent de jour, ils doivent chascun xj s. vj d. tournois.

Tome XVII.

Ss ij

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

(2) *Item.* Pevent titre (a) le long d'une broche de navete, à quelque heure que ce soit, au commencement d'ung drap.

(3) *Item.* Chascun maistre ou varlet qui tist et faict besoigne après vespres, excepté ceulx qui font fin aultre en ung drap, selon l'ordonnance dudict mestier, ou qui mettent nouvellement ung drap sur le mestier, qui pevent titre jusqu'à certaines ordonnances, selon l'usage du mestier, et aussi les aultres qui meffont contre les ordonnances, statuz et usages dudict mestier, sont tenus de paier certaine somme d'argent à l'usage et prouffit dudict mestier.

(4) *Item.* Ung apprentiz, quand il sera monté, paiera xviii gros d'argent, et puis, quand il deviendra varlet, paiera encores xviii gros, et quand il sera faict maistre, paiera encores xviii gros.

(5) *Item.* Ung chascun fils de maistre, quant il sera faict varlet, paiera iij gros, et quand il sera faict maistre, paiera xviii gros, comme les autres.

(6) *Item.* Toutes fois que ung maistre aura quicte son varlet au mestier, ledict maistre aura son choiz d'avoir la place ou son mestier; et quant ung varlet aura quicte, nul ne luy pourra riens demander, fors que les xviii gros dessusdicts qui sont au luminaire.

(7) *Item.* Nulz maistres ne varlets n'ouvrentont nul drap jusqu'à ce que l'autre soit achevé et accomply de titre, se ce n'estoit en cas de necessité, ou par deffault de fil; et qui fera le contraire, il paiera v sols au luminaire.

(8) *Item.* Et toutes les amendes et dangiers desdicts maistres et varlets qui appartiennent et pevent appartenir oudict mestier, tant de maistres que de varlets, qui tixent après vespres oultre l'ordonnance dudict mestier, et autres forfaitures quelzconques qui par eulx se font oudict mestier, excepté les droitz du mestier, ont toujours esté mises et converties en la sustantacion et gouvernement dudict mestier. Et depuis que la grant sollempnité du precieux corps Jesus-Christ fust ordonnée et establie, ledict argent a esté et est chascun an converty et employé en ladicte feste, en l'honneur et reverence dudict precieux corps, tant en luminaire, torches et cierges qu'ils font en grant nombre cette journée, comme en euvres de misericorde et charitables; tant pour les messes qu'ils font chanter au long de l'année, en l'honneur et reverence dudict precieux corps, et aussi pour le salut des ames trespassées, comme pour porter aux corps desdicts maistres et varlets qui se meurent. Et avec ce, ont de coustume de secourir à leur pouvoir aux povres pucelles et anciennes personnes de leur mestier, qui ne pevent plus gangner leur vie, et qui sont excommuniées et n'ont de quoy eulx faire absoudre, et les faire mettre en terre sainte et bon estat, selon leurs facultez, et que les amendes et prouffitz dudict pevent valloir avecques plusieurs autres mises et deppenses qui sur ce sont faictes. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à nostre seneschal de Berry, au prevost de Vierson, et aux quatre aians le gouvernement de ladicte ville, et à tous noz aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens grace, don, licence et octroy, sans &c., et ausdicts supplians &c., ausquelles, en tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel, sauf

NOTE.

(a) Fabriquer sur le métier avec la navette.

en aultres choses, &c. non obstant quelzconques lectres subreptices, &c. *Donné en nostre ville de Bourges, l'an de grace mil cccc xix.* Ainsi signé: *Par Monsieur le Regent, Dauphin, à la relacion du Conseil.* DUBRUEIL.

LOUIS XI,
à Tours,
Juillet 1470.

Lesquelles lectres dessus transcriptes et le contenu en icelles nous avons louées, ratifiées, approuvées et confirmées, louons, ratifions, confirmons et approuvons, et confirmons de grace especial par ces presentes, et voullons que d'icelles lesdicts supplians joyssent et usent justement et raisonnablement, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz ont faict par cy-devant. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes au bailli de Berry ou à son lieutenant, et à tous &c., que de noz presente grace, approbacion, ratification, confirmation et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destoubrier ou empeschement au contraire, lequel, si faict, mis ou donné estoit, l'ostent et facent oster et mettre à plaine delivrance et au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf &c. *Donné à Tours, ou mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le neuvisme.* Par le Roy, à la relacion des gens de son grant Conseil. DORCHERES. *Visa (a).*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) On a, sous la date du même mois de juillet, des lettres de légitimation pour Pierre Tournemine (reg. 195, n.° 624), des lettres d'amortissement pour Saint-Euverte d'Orléans (reg. 196, n.° 187), et des lettres portant défense de vendre le sel nouvelle-

ment venu aux greniers, au rabais, jusqu'à ce que l'ancien soit vendu. Ces dernières, enregistrées à la Cour des aides le 11 août 1470, sont rappelées à leur date dans la Table des ordonnances adressées à cette cour: nous n'en avons que le titre et l'objet.

(a) *Confirmation des Lettres de Charles VII qui accorderoient deux Foires annuelles à la ville des Vans en Languedoc.*

LOUIS XI,
à Tours,
le 4 Août
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx gens de noz comptes, salut et dilection. Receue avons l'umblé supplication des manans et habitans de la ville des Vens, ou diocese d'Usez, contenant que, le dixiesme jour d'octobre l'an mil quatre cent cinquante-cinq, ils obtindrent de nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, ses lectres patentes, desquelles la teneur s'ensuit :

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, au seneschal de Beaucaire et Nisme ou à son lieutenant, salut. L'umblé supplication des manans et habitans de la ville des Vens, ou diocese d'Usez, avons receue, contenant que ladicte ville est bonne et en bon pays et fertile, et en laquelle frequentent plusieurs bons marchands, et seroit chose ptoiffitable pour nous et pour le bien publicque de ladicte ville et du pays d'environ, avoir en

CHARLES VII,
à Benegon,
le 10 Octobre
1455.

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 964. Charte de la Chambre des comptes, aux Archives du royaume, n.° 1014.

LOUIS XI,
à Tours,
le 4 Aoust
1470.

icelle deux foires par chascun an, c'est assavoir, l'une le jour de la feste Saint-Privé (a), vingt-uniesme jour d'aoust, et l'autre le jour de la feste des quatre Couronnez, huitiesme jour de novembre, durans, c'est assavoir, la premiere, huit jours, et la seconde, deux; s'il nous plaisoit sur ce leur donner et octroyer noz congïé et licence, humblement requerans iceulx. Pourquoy nous, considéré ce que dict est, vous mandons, et pour ce que ladicte ville est assise en vostre seneschaucée, comectons par ces presentes, que, appelez ceulz qui pour ce seront à appeller, vous vous informez ou faictes informer bien et diligemment de et sur l'octroy desdictes deux foires, mesme-ment quel prouffit ou dommaige seroit pour nous et pour le bien publicque du pays à l'octroy desdictes foires, se à six lieues à la ronde se tiennent aucunes foires ou près d'illec à qui elles puissent prejudicier, se nos droicts et domaines en seroient aucunement diminuez; et icelles foires faictes publier es villes voisines de ladicte ville des Vens, en renvoyant icelle information féablement close et scellée avec voz advis sur ce; et assignez ou faictes assigner jour certain et competant aux opposans, s'aucuns en y a, par-devant noz amez et féaulx gens de noz comptes, pour pourveoir sur ce ausdicts habitans, icelles veues, comme il appartiendra, de ce faire vous donnant pouvoir, auctorité et mandement especial. Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjects, que à vous et à vos commis et depputez en ce faisant obeissent et entendent diligemment. *Donné à Benegon, le dixiesme jour d'Octobre, l'an de grace mil quatre cent cinquante-cinq, et de nostre regne le vingt-troisiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, ROLANT.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Laquelle information sur le prouffit et dommaige de qui s'en pouvoit ensuir, a despieça esté faicte et nagueres envoyée devers vous, ainsi que par lesdictes lectres estoit mandé; mais, pour ce que icelles lectres et ladicte information n'ont point esté présentées ne expedïées en la chambre de nosdicts comptes, du vivant de nostredict feu seigneur et pere, lesdicts supplians doubtent que vous differez de proceder en ladicte matiere sans avoir sur ce nouvel mandement et provision de nous, requerans humblement nostre grace et provision convenable. Pourquoy nous, ces choses considerées, vous mandons que, veues par vous lesdictes lectres et information, vous pourvoiez sur le contenu en icelles ausdicts supplians comme verrez estre à faire, et tout ainsi que eussiez faict et peu faire du vivant de nostredict feu seigneur et pere, et dedans l'an de la date desdictes lectres, et comme se icelles lectres estoient par nous données depuis nostre advenement à la couronne et que se ladicte information estoit subsequitive : car ainsi nous plaist-il estre faict, et à iceulx supplians l'avons octroyé et octroyons de grace especial par ces presentes, non obstant que lesdictes lectres et information soient despieça surannées, et qu'elles n'aient esté verifiées dedens l'an, ne du vivant de nostredict feu seigneur et pere, que ne voulons prejudicier ou nuire ausdicts supplians, mais iceulx, en tant que mestier est, en avons relevé et relevons de nostredict grace. *Donné à Tours, le quatriesme jour d'Aoust, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, à la relacion du Conseil, DEVILLECHARTRE.*

NOTE.

(a) Ou Saint-Privat.

(a) Lettres sur le Ressort du Comté de la Marche.

LOUIS XI.
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 11 Août
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lectres verront, salut. Comme, après l'appanaige par nous ordonné à nostre très-chier et très-ami frere le Duc de Guienne, nous ayons translaté et mis en la ville de Poitiers nostre court de parlement qui par avant séoit en la ville de Bourdeaux *(b)*, et en icelle nostre ville de Poitiers, ordonné ressortir, comme en court souveraine, les pais de Poictou, de Limosin hault et bas, et la conté de la Marche haulte et basse, et aultres pais contenuz et declairez en noz lectres patentes sur ce faictes et expédiées, lesquelles noz lectres contenant la creacion, establissement et institution de ladicte court de parlement de Poitiers, ont esté depuis publiées en ladicte conté de la Marche par ung nommé Jehan Rodet, soydisant nostre sergent, lequel, en faisant ladicte publication, a faict certaines inhibicions et deffenses et autres exploitz à nostre très-chier et très-ami cousin le Duc de Nemours, Conte dudict conté de la Marche, et à ses subjects d'icelluy conté, de ne ressortir, en cas d'appel et dernier ressort ailleurs que en icelle nostre court de parlement à Poitiers, de laquelle publication, inhibicion et deffenses et aultres exploitz faicts par ledict sergent, icelluy nostre cousin pretendant grandement avoir esté grevé, parce qu'il maintient ledict conté tenir en parrie et avoir toute prerogative à icelle appartenant, et par ce n'estre tenu de ressortir, ne aussi les subjects de ladicte conté, esdicts cas, ailleurs que en nostre court de parlement à Paris, laquelle a esté principalement instituée pour cognoistre, decider et determiner des causes des Pers de France et des subjects de leurdicte parrie, a, pour lui et sesdicts subjects d'icelluy conté, appelé, et son appel bien et deument relevé en icelle nostre court de parlement à Paris, au moien et par vertu de certaines noz lectres patentes sur ce par nous à luy octroyées; depuis lequel appel, et pour ce que et atemptant contre icelluy, et en venant directement contre le privilege et prerogative de ladicte parrie, nostredicte court de parlement de Poitiers s'efforçoit cognoistre des causes de nostredict cousin et sesdicts subjects, icelluy nostredict cousin nous avoit requis et faict requerir très-instamment sur ce nostre provision en justice; et pareillement, pour ladicte matiere, nostredicte court de parlement de Poitiers eust envoyé devers nous nostre ami et féal conseiller et president en icelle, maistre Jehan Tartas, qui pareillement nous requist, de par icelle nostredicte court, en ordonner et appointer ainsi que verions estre à faire, sur quoy ordonnasmes les gens et officiers de nostredict cousin et aussi nostredict president estre oyz en nostre conseil touchant ladicte matiere, pour au surplus en ordonner et y donner telle provision que de raison; en ensuivant laquelle ordonnance, les gens de nostredict cousin et ledict Tartas comparurent en nostredict conseil et y furent oyz à proposer et alleguer tout ce que bon leur sembla; et depuis ayons de-rechief esté requis de par nostredict cousin luy octroyer et donner sur ce provision: sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, voullans icelluy nostredict cousin estre entretenu et gardé en ses droicts et prerogatives,

NOTES.

(a) Ordon. de Louis XI, vol. E, fol. 229. *(b)* Voir ci-dessus, pag. 231 et suiv.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 11 Août
1470.

avons, par l'adviset deliberacion des gens de nostredict conseil, dict, ordonné et declairé, disons, ordonnons et declairons que nostredict cousin, ses hommes et subgects de sadicte conté ressortiront et respondront en nostredict court de parlement à Paris, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz faisoient au temps dudict appel et paravant la publication de l'institution et translacion de nostredict court de parlement audict lieu de Poitiers, sans ce qu'ilz soient tenuz de ressortir ne respondre audict parlement de Poitiers en aucune maniere, pendant et durant ledict appel, et jusques à ce que sur icelluy aultrement en soit ordonné. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amés et féaulx conseillers les gens de nosdicts parlemens de Paris et de Poitiers, que ceste nostre presente ordonnance et declaracion ilz entretiennent et facent garder et enteriner chascune en droict soy et comme à elles appartendra de point en point selon leur forme et teneur, sans auscunement venir à l'encontre, ne, par nostredict court de parlement à Poitiers, tenir ne entreprendre, de nostredict cousin et sesdicts subgects ne de leursdictes causes et questions esdicts cas, aucune court, juridicion ou congnoissance, laquelle nous lui avons interdite et deffendue, interdisons et deffendons par cesdictes presentes, en declarant nul et de nul effect et valeur tout ce que faict sera au contraire. Mandons en outre au premier de noz amez et féaulx conseillers les maistres des requestes de nostre hostel, et des conseillers de nostredict grant conseil, qui sur ce sera requis, aux bailliz de Berry, de Saint-Pierre-le-Moustier, de Monferrand et des montaignes d'Auvergne, ou à leurs lieutenans et à chascun d'eulx sur ce requis, que ilz publient et facent publier nostredict declaracion et ordonnance oudict conté de la Marche, en faisant ou faisant faire inhibicion et deffense, de par nous, soubz certaines et grosses peines à nous à appliquer, ausdicts subgects de nostredict cousin oudict conté de la Marche, qu'ilz ne ressortissent ne respondent en nostredict court de parlement de Poitiers, ne y facent convenir, mettre ne tenir en procès l'un l'autre en aucune maniere pendant et durant ledict appel, mais tout ce que faict auroient au contraire, qu'ilz le revoquent, reparent et remectent ou facent revoquer, reparer et remectre tantost et sans delay au neant et premier estat et deu, jusques à ce que dudict appel soit ordonné, et aux choses dessusdictes et chascune d'icelles faire et souffrir et à y obeyr contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra par toutes voyes et manieres en tel cas requises, non obstant oppositions ou appellacions quelxconques, l'introduction desdictes causes, établissement dudict parlement de Poitiers, et quelxconques provisions sur ce de nous obtenues au contraire, car ainsi nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le xi.^e jour d'Aoust, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Sic signatum : Par le Roy en son Conseil. REYNAUT.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, iiii.^a die Februarii, anno millesimo cccc.^o septuagesimo. Sic signatum : BRUNAT.

Collucio facta est cum originali.

(a) *Lettres de Louis XI par lesquelles il permet aux Habitans de la ville d'Auxerre de lever un Droit de barrage sur tous les Vins qui passeront dessus et dessous le pont de leur ville, pendant dix ans,*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 28 Septemb.
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances, et aux esleuz sur le faict des aydes par nous ordonnez pour la guerre en la ville et eslection d'Aucerre, ou à leurs commis, salut et dilection. Les bourgeois, manans et habitans de la ville d'Aucerre nous ont faict exposer que en icelle ville y a ung bel et grant pont de pierre situé et assis sur la riviere d'Yonne, par-dessoubz lequel pont tous et chacun les bateaulx et nasselles portans et menans vins et aultres denrées et marchandises des pays situez au-dessus de ladicte ville d'Aucerre, en desvallant jusques à la riviere de Seyne, passent et repassent; et pour ce que ledict pont estoit, comme encores est à present, en grant ruyne et demolicion, et en voye de cheoir de brief en ladicte riviere d'Yonne par faulte de reparacion, soustenement et entretenement, au moyen de la grant multitude de charrois venans et passans chacun jour par-dessus ledict pont, et aussi à l'occasion des bateaulx et nasselles passant par dessoubz icelluy pont, aussi pour le long temps qu'il y a qu'il fust faict et basti; premiere-ment, lesdicts supplians nous eussent sur ce faict faire certaines remonstrances et requeste affin que nostre plaisir fust leur donner et octroyer poveroir d'asseoir et imposer, cueillir et lever aucun petit ayde ou assis sur les vins avallans par ladicte riviere d'Yonne, et passans par-dessoubz ledict pont de pierre dudict Aucerre, et par le pertuis nommé *le pertuis de la chaisne*, assis sur icelle riviere au-dessoubz dudict pont, à l'endroit de l'une des tours d'icelle ville appelée *la Tour de Saint-Martin*, et aussi sur les vins venans par charroy en icelle ville et passans par-dessus ledict pont, c'est assavoir, sur chascune queue de vin passant, comme dict est, six deniers parisis, et sur chacun muy de vin, quatre deniers parisis, en nous suppliant humblement que, eu regard aux aultres grans charges, reparacions, fortifications et affaires d'icelle ville d'Aucerre, que iceulx supplians ont à supporter ung chacun jour en diverses et maintes manieres sur le petit revenu de ladicte ville, et aussi affin que ledict pont de pierre peust estre réparé, soustenu et amendé, selon que la nécessité le requiert, à ce qu'il ne chee du tout en ruyne et decadence, comme il est en voye de faire en brief temps, se provision n'y estoit promptement donnée, il nous plaise leur donner et octroyer congé et licence que ilz puissent mettre sus, asseoir et imposer, cueillir et lever ledict droit d'assis ou malletoste sur lesdicts vins passans dessus et dessoubz ledict pont, et aussi par ledict pertuis de la chaisne, comme dict est, pour les deniers qui en viendront et ystront convertir et employer en la reparacion, soustenement et entretenement d'icelluy pont, et sur ce leur pourveoir de nostre grace. Pour ce est-il que nous, les choses dessusdictes considerées, desirans le bien et entretenement de ladicte ville d'Aucerre, ausdicts supplians, inclinans favorablement à leurdict requeste, avons, par la deliberacion de nostre

NOTE.

(a) Copié sur l'original envoyé d'Auxerre.
Tome XVII.

Tt

LOUIS XI,
à Amboise,
le 28 Septemb.
1470.

Conseil, donné, octroyé et accordé, donnons, octroyons et accordons de grace especial, par ces presentes, que durant le temps et terme de dix ans prouchainement venans et ensuivans, à compter du jour de la date de ces presentes, ilz puissent et leur loise, sans mesprendre, mettre sus, asseoir et imposer, cueillir et lever réaument et de fait, c'est assavoir, six deniers parisis sur chascune queue de vin et quatre deniers parisis sur chascun muy de vin qui passera et sera passé en bateaulx et nasselles ou en charroy par-dessus et par-dessoubz icelluy pont, et par ledict pertuis de la chaisne, comme dict est, pour les deniers qui en viendront et ystront, estre convertiz et employez par iceulx supplians ou leurs commis, à lever et cueillir ledict ayde ou assis en la reparacion, reflection, soustenement et entretenement dudit pont de pierre, et es autres reparacions, emparemens et necessités et affaires d'icelle ville d'Aucerre, dont ilz seront tenus de rendre bon et loyal compte et reliqua par-devant nostre bailly d'Aucerre ou son lieutenant juge illec commis de par nous, toutes et quantefoies que requis en seront. Si vous mandons et enjoignons par ces presentes et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, congé, licence et octroy, durant le temps et par la maniere que dict est, vous faictes, souffrez et laissez iceulx supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur faire, mettre, donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destoubrier ou empeschement au contraire durant le temps et par la maniere dessusdicte; car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. *Donné à Amboise, le 28^e jour de Septembre, l'an de grace 1470, et de nostre regne le dixiesme.* Par le Roy, le sire du Lude, et autres presens. J. LECLERC.

LOUIS XI,
à Bayeux,
Septembre
1470.

(a) *Don fait à l'Église de Saint-Lô, avec amortissement pour le terrain qu'on lui donne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, ayans consideration à ce que, le sciziesme jour de novembre mil cccc soixante et sept, jour de vegille de la feste monsieur Saint Aignen, nous estant en l'esglise dudit monsieur Saint Aignen d'Orleans, feismes priere très-devotement à la benoiste Vierge Marie, et audict monsieur Saint Aignen, à ce que voulsissent à nostre devote priere interceder envers Dieu nostre createur, et tant faire envers lui que son plaisir feust preserver et garder nostre ville de Saint-Lo et autres noz adversaires s'efforçoient lors par puissance d'armes et de siege surprendre sur nous et nostre obeissance, et que nous avons ferme creance que, par l'intercession dudit monsieur Saint Aignen, nosdicts ennemis et adversaires, par ceulx de nostredicte ville de Saint-Lo et autres noz gens de guerre qui la nuyt entrerent dedans nostredicte ville, furent honteusement et à leur très-grant foule, confusion et deshonneur, le lendemain jour de ladicte feste monsieur Saint Aignen, chacez et envoyez de devant icelle nostre ville, tellement qu'elle a tousiours depuis demouré et demoure

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 114.

en nostre bonne obeysance; nous, pour ces causes et pour reverence à ladicte très-glorieuse Dame en l'honneur de laquelle la grant esglise dudict lieu de Saint-Lo est principalement fondée, et aussy dudict monsieur Saint Aignen, lesquels nous ont tousiours secouru et aydé touteffois que les en avons supplié et requis en tous noz plus grans et principaulx affaires, et preservé et gardé nous et noz enfans de tous maulx et inconveniens, et pour autres grans et très-devotes considerations à ce nous mouvans, avons au tresor de ladicte esglise Nostre-Dame de Saint-Lo, donné, cedé, quicté, transporté et delaisié, donnons, cedons, quictons, transportons et delaissons par ces presentes, à tousiours mais perpetuellement, une place en laquelle a certaine vieille maison scituée en la paroisse Sainte-Croix dudict Saint-Lo, en la rue Nostre-Dame, ainsi qu'elle se comporte et extend, joignant d'un costé à l'ostel appartenant à ladicte esglise Nostre-Dame, et d'autre costé à l'ostel Richart de Caumont, escuyer, et d'autre part, à l'ostel de l'evesque de Constances, sur laquelle place ou vieille maison avons droict de prendre la somme de treize livres tournois de rente comme dependant du domaine et rente nommée *le Colmaly* dudict lieu de Saint-Lo, et nous est icelle place, mesure et vieille maison advenue et escheue à cause du delaisement et renonciation que en ont faiz les derreniers possesseurs et proprietaires d'icelles, parce qu'ils ne les povoient plus tenir à la charge d'en payer chacun an lesdictes treize livres de rente, et depuis ont esté baillez à ferme à nostre prouffit à moindre prix; pour icelle place et mesure avoir, tenir, posséder, exploicter et en joyr par les tresoriers de ladicte esglise Nostre-Dame de Saint-Lo, qui à present sont et leurs successeurs en ladicte esglise d'ores en avant, perpetuellement et à tousiours, comme de leur propre chose et heritaige, comme admortie et à Dieu dediée, et laquelle nous leur avons admorty et admortissons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, sans ce qu'ils soient contrains d'en vuider leurs mains, ores ne pour le temps advenir, pourveu qu'ils seront tenus de dire ou faire dire et celebrer d'ores en avant chacun an, perpetuellement, vespres solempnelles en ladicte esglise Nostre-Dame de Saint-Lo, la vegille de ladicte feste monsieur Saint Aignen, et le lendemain jour d'icelle feste, une messe solempnelle avec lesdictes vespres secondes, et avec ce, de faire et paier les devoirs, s'aucuns en sont deuz, à cause d'icelle place et mesure. Sy donnons en mandement à nos améz et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts tresoriers d'icelle esglise Nostre-Dame de Saint-Lo et leursdicts successeurs ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens don, cession, quittance et transport, grace et admortissement, soubz les modifications et en la maniere devant dicte, en leur baillant ou faisant bailler la possession réelle et actuelle de ladicte place et mesure dessus confinée et confrontée; et par rapportant cesdictes presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, et recognoissance sur ce souffisante tant seulement, nous voulons et mandons nostre vicomte et receveur ordinaire et tous autres qu'il appartendra, en estre et demourer quictes et deschargez par lesdicts gens de nos comptes sans difficulté, non obstant que ladicte place et mesure soit de nostre domaine, et que on vueille dire que d'icelles ne povons ne devons alierier ne donner aucune chose, et quelzconques ordonnances faictes sur l'alienacion de nostredict domaine, mandemens

Tome XVII.

T t ij

LOUIS XI,
à Bayeux,
Septembre
1470.

LOUIS XI,
à Bayeux,
Septembre
1470.

ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cescidtes presentes, sauf en autres choses nostre droict, et l'autrui en toutes. *Donné à Bayeux, au mois de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante et dix, et de nostre regne le diviesme.* Ainsi signé : LOYS. *Par le Roy, l'Archevesque de Jerusalem, Evêque de Bayeux, l'Evêque d'Avranches, confesseur, le sire de la Forest, et autres presens.* FAMENG. *Visa.* Contentor. J. DUBAN (a).

NOTE.

(a) Des lettres patentes du mois de septembre avoient donné, les unes, la terre de Saint-Genis à Gaston Lyon, vicomte de l'Isle; les autres, la terre de Cambolas à Jacques de Beaufort, seigneur de Canillac.

Le 5 octobre, lettres semblables, faisant don

Des terres de Belcaire et de Landoire, à Louis, bâtard de Bourbon, comte de Roussillon;

Des terres et seigneuries de Gauges et de Sebezard, à Louis de Beaumont, seigneur de la Forest;

De la terre et seigneurie de Cassaigner, à Gilbert de Bourbon, Comte Dauphin d'Auvergne;

Des terres de Castelnau, Montmirel, &c., à George de la Trémoille.

On trouve encore, dans le même mois, sans date de jour, un don au seigneur de Chabans, des terres de Segur, le Rais, &c.;

Un don à Imbert de Batarnay, Comte de Bouchage, des terres et seigneuries de Salles-Milhac;

Un don à Louis de Crussol, de la terre et seigneurie de Rogzon;

Un don de la terre et seigneurie de la Roque-Valsergue, à Pierre de Bourbon, seigneur de Beaujeu;

Un don de la terre et seigneurie de Montrosier, à Estevenot de Thalerousse.

De nouvelles lettres patentes, datées du mois de novembre de la même année, portent don des terres et seigneuries de Severac, la Guiole, &c., à Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin.

Toutes les lettres dont nous venons de parler sont dans le volume E, *Ordonnances de Louis XI.* Elles avoient aussi été transcrites dans le Mémorial N de la Chambre des comptes.

LOUIS XI,
aux
Montils-lès-
Tours,
le 8 Octobre
1470.

(d) *Lettres portant défense de faire aucun Commerce sur les terres du Duc de Bourgogne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme pour le bien et utilité de la chose publique, conservation et entretenement de la sustentation de tout le peuple, le faict de la marchandise soit l'une des principales choses et plus necessaires, sans lequel n'est pas nation ne province qui puisse bonnement s'entretenir ne pourveoir à ses necessitez, et soit ainsi que puis nageres nostre cousin le Duc de Bourgoigne, par ses lectres et mandemens patens, ait sans cause raisonnable fait prendre réellement et de faict par tous ses pays et seigneuries, tant en nostre royaume comme dehors, tous les biens, denrées et marchandises que l'on a peu trouver, que nos subjects avoient menez et acheptez, ou faict mener et achepter tant à la foire d'Anvers qu'ailleurs en sedictz pays, montans à bien grande somme de deniers,

NOTE.

(a) Histoire de Bourgogne, tome IV, aux Preuves, page 287.

LOUIS XI,
aux
Montilz lès-
Tours,
le 8 Octobre
1470.

cuidant y trouver, et mesmement esdictes foires, la seureté et justice qu'ils devoient; et depuis encore nostredict cousin, sans cognoissance de cause et sans demander ne faire demander justice à nous et à nos juges et officiers, ainsi qu'il est tenu de faire comme nostre vassal et subject, ait par ses autres lettres mandé faire vendre et adenerer partie des biens, denrées et marchandises de nosdicts subjects, jusqu'à certaine sonme, pour restituer à un nommé Jean de Saveuse, chevalier, certains biens qu'il dict estre demeurez en la ville de Blais, de la succession de feu Jehan de Saveuse, laquelle il maintient lui devoir appartenir, jaçoit qu'à cause d'icelle succession soit procez pendant ès requestes de nostre palais à Paris, et que desdicts biens l'on ne puisse avoir ne pretendre quelque querelle ou action sur les biens de nosdicts subjects à qui la nature ne touche en rien; vues lesquelles choses, est vraisemblablement à doubter que si nos subjects frequentoient d'ores en avant marchandement les pays de nostredict cousin de Bourgoigne, ils pourroient, par telles et semblables voyes soudainement prises et sans cognoissance de cause, avoir et soustenir de grandes pertes et dommaiges, dont se pourroit ensuir la totale destruction de plusieurs notables marchands de nostre royaume, en quoy aurions bien grand interest: sçavoir faisons, nous desirans de tout nostre cœur pourveoir au bien et utilité de nostre royaume et donner si bon ordre et provision à la seureté et conduite de ladicte marchandise, qu'elle puisse continuellement avoir cours et estre exercée ès lieux de nostre obeissance, èsquels nos subjects et tous autres qui y affluent avec leurs biens, denrées et marchandises, soient benignement receus, retraîts et entretenus seurement et en terme de justice; aussi, obvier que nosdicts subjects en conduisant leurdicte fait et marchandise n'ayent et souffrent d'ores en avant telles pertes et dommaiges, mais puissent par leurs justes negociacions et industries prouffiter, et eux et tous autres vivre en seureté, paix et tranquillité, sous nous; par grande et meure deliberacion de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage, des gens de nostre grand conseil et autres sages et notables hommes, auxquels avons fait communiquer cette matiere, avons fait et faisons par ces presentes deffenses generales à tous nos subjects, soit marchands ou autres, de quelque qualité et condicion que ce soit, sur peine de confiscacion de corps et de biens, laquelle dès à present nous tenons pour déclarée dès sitost que les cas seront advenus, que d'ores en avant iceulx nos subjects ne aucuns d'eulx ne aillent ou envoient vendre ou achepter, transiger ne marchander par commutation d'eschange ne autrement, en quelque maniere que ce soit, bleds, vins, draps, espisceries ne autres denrées et marchandises quelzconques par eulx, par interpositives personnes ne autrement, sous quelque couleure, occasion ou couverture que puisse estre, ès pays, terres et seigneuries estant ès mains et sous le pouvoir de nostredict cousin de Bourgoigne, soit ès foires qui se tiennent èsdicts pays ou autrement, en quelque maniere que ce soit; avec ce, avons deffendu et deffendons par ces presentes, que quelzconques denrées et marchandises qui soient prises èsdicts pays, terres et seigneuries estant sous le pouvoir de nostredict cousin de Bourgoigne, ne passans par yceux, ne soient d'ores en avant receues, recueillies ne recelées en nostredict royaume ne ès pays de nostre obeissance par aucuns de nos subjects, sous titre de commutation ne d'eschange, sous couleure de les prendre en garde et depost en leurs maisons ne autrement, en quelque maniere que ce soit, sur peine de confiscacion desdictes marchandises et des biens de ceux qui les ameneroient, receleroient ou achep-

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 8 Octobre
1470.

teroient, garderoient ou recepteroient; toutes voies, s'il y avoit aucunes marchandises que l'on portast d'aucuns des pays de nostredict cousin de Bourgoigne en autre de sesdicts pays, lesquelles on passast par aucuns lieux de nostre royaume, nous ne voulons ne entendons pas que, en passant de pays en autre, il fust donné aucun empeschement, mais qu'elles ne soient descendues, vendues, exposées en vente, acheptées ne delaissées en nostredict royaume. Et au regard de tous autres biens, denrées, marchandises qui viendront ou seront amenées d'autres pays, regions et contrées quelzconques, hors ceux qui sont sous la seigneurie et pover de nostredict cousin de Bourgoigne et par autres que par ceux de sesdicts pays, nous voulons et entendons qu'elles puissent seurement venir en nostredict royaume, et que ceux qui les ameneront y soient bien et doucement recueillis et traitez en toute seureté, faveur et justice, excepté toutes voies que nous ne voulons et n'entendons que ceux de nostredict cousin de Bourgoigne les y amenant, ne que avec eux nosdicts subjects aient aucune pratique ne communicacion de marchandises, soit par terre, par mer ou par eau douce, mais quand les personnes viendront en nostredict royaume, nous n'entendons pas qu'on leur donne aucun empeschement ou destourbier. Et affin que puissions mieux avoir cognoissance des fraudes et abus qui se feroient contre nostre presente ordonnance, nous voulons que tous ceux qui reveleront et accuseront lesdictes fraudes et abus et desquelles ils viendront à cognoissance ou qui prendront les delinquans et transgresseurs ou leursdicts biens et marchandises, ayent tout le prouffit des confiscacions et forfaitures des cas qu'ils reveleront et feront venir à clarté, et dès à present les leur avons donné et donnons par cesdictes presentes, et voulons qu'on les en fasse plainement joyr et sans aucune difficulté; et pareillement qui prendront nos subjects, en faisant le contraire de la declaration premiere faicte. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes au bailly de Troyes et à tous autres justiciers, et officiers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eux si comme à luy appartendra, que nostre presente ordonnance, declaration et volonté et tout le contenu en ces presentes, ils fassent publier par tous les lieux accoustumez à faire cry et publication, et icelles fassent observer, garder et entretenir de point en point selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir aucunement venir ne aler contre, et punissant au surplus tous ceux qu'ils trouveront estre transgresseurs ou faisant le contraire de nostredict ordonnance selon le contenu en cesdictes presentes, en maniere que ce soit exemple à tous autres. Et affin que aucun ne puisse pretendre juste cause d'ignorance, voulons que cesdictes presentes, au *vidimus* desquelles, fait soubz scel royal, foi sera ajoustée comme à ce present original, ils fassent enregistrer es papiers et registres de leurs cours et auditoires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le huitiesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et dix, et de nostre regne le dixiesme.* Par le Roy, en son Conseil. ROLAND (a).

NOTE.

(a) Le Duc de Bourgoigne avoit ordonné le contraire le 6 août précédent. Nous plaçons ici en note les lettres de ce Prince :

CHARLES, par la grace de Dieu, Duc de Bourgoigne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgoigne, Palatin de

Suite de la NOTE.

LOUIS XI,
 aux
 Montilz-lès-
 Tours,
 le 8 Octobre
 1470.

Hainault, de Hollande, de Zeelande et de Namur, Marquis du Saint-Empire, seigneur de Frise, de Salins et de Malines, à nos amez et féaulx les gens de nostre conseil en Brabant, Flandres, Hainault, et à tous nos seneschaulx, baillyz, gouverneurs, prevosts, margraves, mayeurs et autres nos officiers quelzconques en nos pays et seigneuries dessusdictes ou leurs lieutenans, salut. Receu avons l'umblé supplication de noz bien amez bourgeois, manans et habitans de la bonne ville et cité de Tournay, contenant comme ladicte ville et cité qui est située entre nosdicts pays et seigneuries, soit principalement fondée sur faict de marchandise, et, comme bonne voisine et amie à ceulx de nosdicts pays, a tousiours eu et encores a fraternele communication, marchandement et autrement avec noz subjects, et y sont les marchandises de nosdicts pays journellement vendues, achetées et distribuées, et celles de ladicte ville menées et delivrées en iceulx nos pays, et tellement sont consederez par amitié entre ceulx de ladicte ville et de nosdicts pays, que tous les plaisirs et services que lesdicts habitans ont peu et peuvent ou savent faire à nosdicts subjects, officiers et serviteurs, ils l'ont faict et font de jour en jour cordialement et de cuer quand le cas y eschiet, ne pour fortune ne adversité ne s'en sont cessez, mais en temps d'extremes chierté et autrement l'ont faict et continué en administrant vivres à nosdicts subjects, et les secourant à leurs necessitez de bled et d'autres choses, et des habillemens à eulx propices selon leur possibilité, et tant se sont entre-amez et enco:es font en ayant prinsee et cordialle habitude et conversation les ungs avec les autres, que ceulx de ladicte ville, passé loingtemps, ont faict mettré et employer leurs chevances en acquestez de terres et de rentes en nosdicts pays en telle maniere que aujourd'hui la pluspart de leurs biens y sont assiz et situez, et au moyen desdictes conversations cordialles y ont tousiours lesdicts habitans et leurs biens, par nous et nos predecesseurs, esté traitez en toute seureté et faveur, sans ce que, pour marques ou arrestz generalement concedez, on ait, quant à eulx ne leursdicts biens, faict ou donné aucun empeschement; et nonobstant, puis naguerres, au moyen d'aucunes lectres generales de nous obtenues, plusieurs rigoureux exploits ont esté faicts sur les biens desdicts habitans en telle maniere que toutes les marchandises et biens que les marchands de ladicte ville avoient menés pour vendre en la franche soire d'Anvers ont esté saisis et arrestez et mis en nostre main, où encore ils sont detenuz, à la grant perte et prejudice desdicts marchands et marchandises; que plus est, depuis ont esté saisis et mis en arrest tous les autres biens, rentes, revenues, maisons et heritaiges, debtes et deniers que lesdicts habitans avoient en nosdicts pays, tellement que de leursdicts biens pour leur vivre ne autrement ils ne peuvent avoir ung seul denier, tout ce à cause que lesdicts habitans ont entendu d'aucunes prises ou destrousses faictes par les Duc de Clarence et Comte de Warrewick, d'aucuns biens de noz subjects qui ont esté menez et distribuez, comme dict est, ou pays de Normandie, desquelles prises lesdicts habitans ne sont en cause coupables ne consentans, n'ont recepté lesdictes prises ne en icelles eu quelque prouffit, et si, n'ont en riens assisté ou conforté les facteurs, en vivres ne autrement, ainçois sont de ladicte advenue vrais innocens et ignorans, et ont esté très-dolereux et desplaisans, parquoy leur est moult grievie chose que à ceste occasion leursdicts biens soient ainsy detenuz et achoppez; considéré mesmement leurdicte situation et fraternité, laquelle, nonobstant lesdicts arrestz, iceulx habitans ont de leur part gardée et entretenue sans enfreindre, car tout ce qu'ils doivent à ceulx de nosdicts pays et seigneuries, tant des rentes viagieres que des marchandises et debtes particulieres, ilz payent et delivrent journellement et sans difficultez à nosdicts subjects, et par ce moyen demeurent lesdicts habitans dessaisis de tous poincts en tant que de ce qu'ilz donnent à autrui ilz font delivrance, et ce qu'il leur appartient et est deu leur est arresté et detenu; et pour nous faire remontrance des choses dessusdictes, iceulx supplians ont envoyé devers nous leurs gens et deputez en notable nombre, lesquelz nous ont humblement supplié et requis leur vouloir sur ce pouveoir de nostre grace et remede convenable. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, mesmement que iceulx supplians n'ont aucunement esté coupables ne consentans des dommages faicts à nos subjects par lesdicts de Clarence et de Warrewick, comme ils dient, et affin de tousiours continuer et entretenir bonne amour et communication de marchandises entre eulx et nosdicts pays et subjects, inclinans ausy à leurdicte requeste, avons levez et otez, et de grace especial, par ces presentes, levons et osons tous empeschemens,

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 8 Octobre
1470.

Suite de la NOTE.

arrests et mains-mises faicts à l'encontre desdicts supplians et sur leurs denrées, marchandises, rentes, revenues, heritaiges, nobtes et autres biens quelzconques, tant en nostre-dicte ville d'Anvers que ailleurs en nosdicts pays et seigneuries, au moyen et occasion des choses dessusdictes, et par vertu de noz lectres d'arrest dont dessus est fait mention; et en oultre, voulons, consentons et declarons par cessedictes presentes, que lesdicts supplians, manans et habitans en ladite ville et cité de Tournay et pays de Tournesis, et leurs gens, facteurs et serveurs, puissent hanter, commercer et frequenter en nosdicts pays et seigneuries, et avec nos subjects d'iceulx, pour le fait de leurs marchandises et autres leurs affaires, ainsy qu'ils ont faict par cy-devant, tant qu'il nous plaira, et pourveu qu'ilz ne feront ne pourchasseront choses prejudiciables à nous ne à nosdicts pays et subjects, ausy qu'ilz ne procureront ou poursuivront et ne souffriront poursuivre ne procurer que au moyen des choses dessusdictes noz subjects soient empeschez en leurs corps ne en leurs biens, ainçois, se aucuns arrests ou empeschemens leur sont ou leur estoient faicts, les feront lever et oster, et le tout leur rendre, restituer et mettre à pleine delivrance; et que iceulx nos subjects pourront semblablement hanter, frequenter et converser avec lesdicts supplians en ladite ville et cité de Tournay et pays de Tournesis pour leurs marchandises et autres leurs affaires, ainsy qu'ilz faisoient avant ledict arrest. Si vous mandons et commandons et expressemment enjoignons et à chascun de vous si comme à lui appartiendra, que de nostre presente grace, main-levée, declaration, et de tout le contenu en ces presentes, vous faictes, souffrez et laissez lesdicts supplians et chascun d'eulx, ensemble leurs gens, facteurs et serveurs, pleinement et paisiblement joyr et user sans quelque contredict, difficulté ou empeschement au contraire, car ainsy nous plaist-il et le voulons estre fait. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel authentique, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné en nostre ville de Saint-Omer, le vingti-quatriesme jour de Juillet, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix. Et plus bas estoit : Par Monseigneur le Duc, signé DEMOISELLES. Et sur le dos d'icelles estoit ce qui s'ensuit : Je Henry Duchesne, lieutenant de messieurs Loys d'Enghien, Chevalier, Amman de Brouxelles, de monsieur le Duc de Bourgogne en sa bonne ville dudict Brouxelles, oy aujourd'hui, date de ceste-ly, vij. jour d'Aoust, l'an soixante-dix, fait publier ce present mandement en la place et lieux accoustumés, tesmoing mon seing manuel ci-dessoubz mis, l'an et jour dessusdicts. H. BADCYTKEN.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 9 Octobre
1470.

(a) *Privilege et Amortissement pour les Consuls, Chapelains, Vicaires et Habitans de Saint-Léonard en Limosin.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplicacion de noz chiers et bien amez les consuls, chappelains, confreres, vicaires, manans et habitans des ville et parroisse de Saint-Lienart en Lymosin, contenant que, le temps passé, eulx et leurs predecesseurs ont fait plusieurs acquests, tant de cens, rentes, revenues, que d'autres heritaiges, possessions et biens immeubles, nobles et rurales, tenus en fief, arriere-fief et autrement noblement, lesquels cens, rentes, heritaiges, possessions et biens dessusdicts immeubles lesdicts supplians ont tenus et possedés, tiennent encore, possèdent et en joyssent paisiblement; mais pour ce que à aucuns desdicts gens d'esglise n'a encores esté admorty ce qu'ils en tiennent et possèdent, et ausy que lesdicts consuls et habitans desdictes ville et parroisse de Saint-Lienart ne nous ont payé les finances et indempnité qui par eulx nous est duee, pour

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 343.

raison

raison desdictes choses, selon les ordonnances royaulx sur ce faictes, ils doubtent que noz officiers et commissaires s'effoient de leur bailler, mectre et donner empeschement en leurdict joyssance, et les contraindre à en vuidier leurs mains, au moyen et par vertu desdictes ordonnances et instructions royaulx ou autrement, se nostre grace ne leur estoit sur ce impartie, en nous humblement requerans icelle. Pourquoy nous, considerans la singuliere amour et affection que feu nostre tres-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et nous avons eue et encores avons audict Saint-Lienart, la grant et parfaite devocion que avons eue et avons, pour ceste cause, audict glorieux saint qui yssit et fut extrait de la maison de France, en l'honneur et reverence duquel ladicte esglise est fondée, auxdicts gens d'esglise desdictes ville et parroisse de Saint-Lienart, supplians, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que ilz et leurs successeurs, au temps advenir, puissent tenir et posseder paisiblement et perpetuellement tous les cens, rentes, revenues, possessions, heritaiges et biens immeubles, ainsi par eulx et leursdicts predecesseurs acquises par cy-devant, tant en fief, arriere-fief, que autrement noblement, jusqu'à present, à quelque valeur qu'elles puissent estre et monter, et quelque part qu'elles soient situées et assises en nostredict royaume, et lesquelles choses nous avons auxdicts gens d'esglise admorties et admortissons de nostredict grace par ces mesmes presentes. Et de nostre plus ample grace, avons, pour honneur, reverence et considerations dessusdicts, tenu et tenons lesdicts consuls et habitans desdictes ville et parroisse de Saint-Lienart en estat et surceance, d'icy à dix ans prouchains venans, de aucunement vuidier leurs mains desdictes choses par eulx acquises, le temps passé, ne payer durant ledict temps aucune finance, laquelle finance nous leur avons donné et quitcé, donnons et quittons auxdicts gens d'esglise, pour consideration des choses dessusdictes, par ces presentes signées de nostre main, par lesquelles nous donnons en mandement à noz amés et féaux gens de noz comptes et tresoriers, au seneschal de Lymosin et à tous noz autres justiciers, officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians et chascun d'eulx ils facent, seuffrent et laissent joyr et user, &c. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le neufviesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme. Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, maistre Pierre Doriolle et autres presens. FLAMENG. Visa. Contentor. DUBAN.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 9 Octobre
1470.

(a) *Ordonnance touchant les Amortissemens, les Francs-Fiefs et les Anoblissemens en Normandie.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien amez les gens des trois estats de nos pays et duché de Normandie, soutenant que comme puis nagueres nous eussions donné nos lectres de commission adressans à aucuns de nos conscillers et autres denommez en icelles pour besongner sur le fait des francs fiefs et nouveaux aquests en nostredict pays et duché de Normandie, selon la forme et maniere qu'il avoit esté

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

NOTE.

- (a) Registres du Parlement, vol. E, Ordonnances de Louis XI, page 224.
Tome XVII.

V v

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

accoustumé de faire ès autres lieux et parties de nostre royaume, et ainsy qu'il estoit contenu en certaines instructions à eulx sur ce baillées en nostre chambre des comptes; par vertu desquelles nos lectres de commission lesdicts commissaires se soient transportés en aucunes parties d'iceluy pays et duché de Normandie, et illecques aient encomencez de besongner sur le fait desdicts francs fiefs et nouveaux acquests selon le contenu desdictes instructions; et ce voyans lesdicts supplians, et ainsy que lesdictes instructions et l'exécution de ladicte commission estoient directement, comme ils disoient, contre les loix, usaiges, coustumes, stiles, statuts, ordonnances, privileges, franchises et libertez par nous et nos predecesseurs Roys de France à eux concedez, donnez, octroyez et confermez, et contre la chartre aux Normans, se soient tirez devers nous, et, après plusieurs requestes et remonstrances par eulx à nous faictes, nous aient tres-humblement supplié et requis que nostre bon plaisir feust abolir et adnuller ladicte commission et tout l'effet d'icelle, et dont, ainsy qu'ils disoient, n'avoit jamais accoustumé estre usé en nostredict pays de Normandie, mais seulement, en ensuivant lesdictes loix, coustumes et chartre, avoit esté accoustumé que quand aucunes esglises ou autres au nom d'icelles acqueroient en general ou particulier, feust par achapt, don, aumosne ou autrement, ou que aucuns non nobles acqueroient fiefs ou autres choses nobles, de les contraindre par les juges ordinaires dudict pays, et non par autres juges ou commissaires quelzconques, à en vuidier leurs mains, c'est assavoir, lesdicts gens d'esglise en dedans trente ans après lesdictes acquisitions et jusques à ce qu'ils eussent obtenu de nous lectres d'admortissement, et lesdicts non nobles en dedans quarante ans après lesdictes acquisitions et jusques à ce qu'ils eussent semblablement obtenu de nous lectres d'anoblissement dument verifiées et expédiées en nostre chambre des comptes et ainsy qu'il appartient, sans, pour lesdictes contraintes ne à l'occasion d'icelles, prendre, lever ou exiger sur eulx aucune finance ou somme de deniers, fors seulement celle qui estoit modérée et composée pour lesdicts admortissement et anoblissement, sur lesquelles requestes et remonstrances eussions appointié que de chacun bailliage dudict pays de Normandie comparoistroient six notables personnes en la ville de Caen, au premier jour d'octobre derrenier passé, devant nostre cher et féal cousin le patriarche de Jerusalem, evesque de Bayeux, et noz amez et féaulx conseillers l'evesque d'Avranche, nostre confesseur (a), et maistre Guillaume de Cerisay, greffier de nostre court de parlement à Paris, ou les deux d'iceulx, pour estre ouïs bien à plein sur lesdictes requestes et remonstrances, afin de trouver aucune bonne expedition, lequel patriarche nostre cousin et ledict de Cerisay estant en ladicte ville de Caen au jour sur ce par nous ordonnez, se soient comparus et presentez par-devant eulx, en bon et grand nombre, lesdictes gens desdicts estats de nostredict pays ayans procuracions souffisans, et leur aient fait plusieurs ouvertures pour trouver aucun bon expedient en ladicte matiere, lesquelles ouvertures nostredict cousin et ledict de Cerisay ayent acceptées sous nostre bon plaisir; et après, nous ayant fait bien à plain le rapport pour sur ce en ordonner ainsy que verrons estre à faire par raison. Pourquoi nous, ces choses considerées, voulans et desirans de tout nostre cueur entretenir, garder et observer lesdictes loix, coustumes, pri-

NOTE.

(a) Jean Bochart ou Boucart. Voir le *Gallia christiana*, tome XI, pag. 493 et 494.

LOUIS XI.
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

vileiges, statuts, usaiges, ordonnances, libertez et franchises de nostredict pays de Normandie et chartre aux Normans, selon et ainsy que par cy-devant les leur avons confermez, sans souffrir y estre derogé en aucune maniere; considerant aussey les grans, bons et loyaux services que ont tousiours faict ceux dudit pays de Normandie à nosdicts progeniteurs, à nous et à la couronne de France, et les grandes peines, travaux, pertes et dommaiges, que, à l'occasion des guerres et differens passés, ils ont tousiours porté, soustenu et enduré, et pour autres grandes causes et consideracions qui à ce nous ont meu et meuvent, avons, de nostre certaine science, propre mouvement, grace especial, pleine puissance et auctorité royal, cassé, revoqué, aboli et annullé ladicte commission ainsy de nous obtenue pour besongner audict pays de Normandie sur le faict desdicts francs fiefs et nouveaux acquests avec tout l'effet d'icelle, et ce qui en depend et peut dependre; et voulons, ordonnons et nous plaist, que toutes les terres, rentes, heritaiges et possessions quelzconques, quelque part qu'ils soient audict pays de Normandie, en quoy ont droict propriétaire, par achapt, don, aumosne ou autrement, les gens d'esglise d'icelluy pays de Normandie, tant en general que en particulier, et autres pour lesquels nous eussions pu pretendre aucun droict pour raison d'admortissement ou consentement de tenir de tout le temps passé jusqu'à present, soyent et demeurent ausdicts gens d'esglise et aultres dessusdicts quictes et paisibles, sans ce qu'ils puissent estre contrains, ores ne pour le temps advenir, à en composer ou les mettre dehors de leurs mains, ne pour ce payer aucune finance; et en tant que touche lesdicts gens d'esglise, leur admortissons par ces presentes lesdictes terres, rentes, heritaiges et possessions qu'ils tiennent à present et où ils ont droict propriétaire, sans prejudice toutesvoies du droict des seigneurs féodaux, de qui lesdictes terres, rentes, heritaiges et possessions sont tenus et mouvans; et au regard des fiefs nobles acquis par gens non nobles jusqu'à present en icelluy pays de Normandie, et lesquels ils tiennent à present hereditablement ou en quoy ils ont droict hereditaire propriétaire et foncier, et qui sont tenus noblement à gaigne-pleige (a), court et usaige que lesdicts non nobles les tiegnent, puissent tenir et possider d'ores en avant paisiblement, sans ce qu'ils puissent estre contrains à les vuidier ne mettre hors de leurs mains ne pour ce payer aucune finance, mais seront iceulx non nobles qui ont ainsy acquis fiefs nobles de la condition dessusdicte, tenus et reputez pour nobles, et dez maintenant les avons anoblis et anoblissons, ensemble leur posterité et lignée née et à naistre en loyal mariage, et voulons qu'ils joyssent des privileges de noblesse comme les autres nobles de nostre royaume, pourveu qu'ils vivent noblement, suivent les armes, se gouvernent en tous actes comme les autres nobles dudit pays, et ne fassent chose derogeant à noblesse, auquel cas, durant qu'ils feront le contraire, ils seront tenus et contrains à payer les tailles comme les autres contribuables. Et d'abondant, en ensuivant la teneur desdicts privileges, loix, coustumes et chartre aux Normans, la confirmacion que leur en avons faicte, et selon l'usage qui en a esté observée et gardée audict pays, avons octroyé et octroyons de nostre plus ample grace par

NOTE.

(a) On appelloit *gaigne-pleige* une garantie ou un cautionnement auquel on s'étoit soumis devant la loi. On donna pareillement ce

nom à une assemblée tenue par des vassaux dépendans du même fief.

LOUIS XI,
aux
Montils les-
Tours,
Novembre
1470.

ces mesmes presentes, que lesdicts gens d'esglise dudict pays de Normandie qui acquerront en icelluy pays aucunes terres, rentes et possessions au temps advenir, & qui en joyront paisiblement l'espace de trente ans continuels et consequetez, par droict propriétaire, sans en avoir esté ou estre inquietez, approchez (a) ne mis en procez durant ledict temps par nosdicts juges et officiers ordinaires dudict pays, puissent tenir icelles terres, rentes et possessions comme admorties, sans ce qu'ils en soient tenus payer aucune finance ne prendre de nous ne de nos successeurs aucunes lectres d'admortissement: et parcelllement, les non nobles qui acquerront aucuns fiefs nobles tenus, comme dict est, noblement, à gaige-pleige, court et usaige, desquels ils joyront l'espace de quarante ans continuels et consequetez, paisiblement, par droict hereditaire, sans en avoir esté approchez, poursuis ne mis en procez par nosdicts juges et officiers ordinaires pendant ledict temps, ainsi que dict est, ne pourront estre contrains à les mettre hors de leurs mains par quelconque commissaire que ce soit ne par le juge ordinaire, ne à ceste cause payer ne composer a aucune finance ne somme d'argent, en faisant, à cause desdicts fiefs nobles qu'ils auront ainsi acquis, le service à nos guerres et autrement, selon la qualité d'iceulx fiefs nobles; et pour toutes les finances qui nous pouvoient, peuvent ou pourroient estre dues à cause des admortissemens, anoblissemens et autres choses dessusdictes, les subjects et contribuables à ce ont finé (b) et composé avec nous, pour nostre interest et indemnité, à la somme de quarante-sept mille deux cent cinquante livres tournois, monnoye dudict pays, qu'ils seront tenus de nous payer franchement en nos mains, pour laquelle somme recevoir et faire venir très-promptement, avons commis et ordonné, comectons et ordonnons nostre chier et bien aimé Jean Basne, maistre de nos monnoyes de Saint-Lo et de Tours. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre court de parlement et nostre eschiquier de Normandie, les gens de nos comptes, tresoriers et generaux de nos finances, aux baillifs de Rouen, Caux, Caen, Constantin, Evreux et Gizors, vicomtes desdicts bailliages ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chacun d'eux si comme à luy appartient, que de nos presentes voulonté, declaration, octroy, admortissemens, anoblissemens, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ils et chacun d'eux en droit soy fassent, souffrent et laissent lesdicts gens des estats de nosdicts pays et duché de Normandie et leurs successeurs joyr et user pleinement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se mis ou donné leur estoit au temps advenir, le fassent incontinent et sans delay revoquer, casser et adnuller, et le tout reparer et mettre au premier estat et deub: car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, non obstant que, pour le temps passé, les singulieres parties desdicts admortissemens et anoblissemens ne soient autrement exprimées ou déclarées en cesdictes presentes, et quelzconques ordonnances et mandemens ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à besongner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que aux *vidimus* qui en seront faicts en nostredicte court de parlement et de l'eschiquier de Normandie, ou en nostredicte chambre des comptes, foy soit adjoustée, et que on s'en puisse

NOTES.

(a) Traduits en justice.

(b) Financé.

ayder comme de ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes signées de nostre main, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, au mois de Novembre; l'an de grace mil quatre cent soixante et dix, et de nostre regne le dixiesme.* Sic signatum sub plica : LOYS. Et supra plicam : *Par le Roy, BOURRE. Visa. Contentior. ROLANT.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

Et in eadem plica est scriptum : Lecta, publicata et registrata Parisius, in Parlamento, tertiâ die Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo. Sic signatum : BRUNAT.

(a) *Amortissement général pour les Églises de Normandie.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme aujourd'hui par nos autres lectres patentes scellées en laz de soye et cire vert, et pour les causes en icelles contenues, nous avons, à la supplication et très-humble requeste des gens des trois estats de nostre pays et duchié de Normandie, ordonné, voulu et octroyé, entre autres choses, que toutes les terres, rentes, heritaiges et possessions quelzconques, quelque part qu'ils soient audict pays de Normandie, en quoy ont droit propriétaire, par achapt, don, aumosne ou autrement, les gens d'esglise d'icelluy pays de Normandie, tant en general comme en particulier, ou autres pour lesqueulx nous eussions peu pretendre aucun droict pour raison d'admortissement ou consentement de tenir, de tout le temps passé jusques aujourd'hui, soient et demeurent ausdicts gens d'esglise et autres dessusdicts quictes et paisibles, sans ce qu'ils puissent estre contrains, ores ne pour le temps advenir, à en composer ou les mettre hors de leurs mains, ne pour aucune finance payer; et en tant que touche lesdictes gens d'esglise, leur avons admorti par nosdictes autres lectres lesdictes terres, rentes, heritaiges et possessions qu'ils tiennent à present et où ils ont droict propriétaire; en faisant lequel admortissement, nous avons esté advertis que grant partie desdictes terres, rentes, heritaiges et possessions que tiennent de present lesdictes gens d'esglise de nostredict pays et duchié de Normandie, leur ont esté admorties, tant par nous que par nos predecesseurs, par quoy l'admortissement general que leur en avons faict par nosdictes autres lectres ne leur pouvoit estre de grande efficace et valeur; et à ceste cause, aussi qu'il nous a esté remonstré que les rentes et revenus desdictes esglises dudit pays de Normandie estoient fort diminuées à l'occasion des guerres et divisions qui par cy-devant ont eu cours, et affin que le service divin accoustumé estre faict en icelles esglises puisse estre mieulx et en plus grande reverence, à l'exaltation de nostre Createur, continué et entretenu, et que lesdictes gens d'esglise soient plus enclins de prier Dieu pour nous, nos predecesseurs et successeurs, nous avons, de nostre plus ample et abondante grace, octroyé et octroyons aux esglises, gens d'esglise d'icelluy pays de Normandie, tant en general que en particulier, qu'ilz

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 10 Novemb.
1470.

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, n.° 338.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 10 Novemb.
1470.

et leurs successeurs puissent tenir et possider à tousiours perpetuellement toutes les terres, rentes, heritaiges et possessions qu'ils acquerront ou qui leur seront données ou aumosnées audict pays de Normandie, du jour et date de ces presentes jusqu'à ung an prouchainement venant, sans ce que icelles esglises et gens d'esglise puissent estre contrains, ores ne pour le temps advenir, par nos officiers ne autres quelzconques, à les mettre hors de leurs mains, et lesquelles terres, rentes, heritaiges et possessions en quoy ils auront droict propriétaire par la maniere devant dicte, nous avons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, admorties et dediées, admortissons et dedions par ces presentes à Dieu et ausdictes esglises et gens d'esglise dudict pays de Normandie, sans ce qu'ils soient tenus d'en payer à nous ne à nosdicts successeurs aucune finance, pour admortissement ne pour l'interest ou indempnité qui nous en pourroit appartenir, et de laquelle finance nous les avons quictés et quictons par cesdictes presentes signées de nostre main, moyennant la somme de quarante-sept mille deux cens cinquante livres, monnoye dudict pays de Normandie, à quoy les gens desdicts estats d'icelluy pays ont finé et composé avec nous par nosdictes autres lectres, et qu'ils seront tenus de nous payer franchiseement en nos mains pour nostre interest et indempnité des admortissemens, anoblissemens et autres octrois que leur avons faicts, tant par icelles nos autres lectres que par ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx les gens de nos comptes et tresoriers, aux bailliz de Rouen, Caux, Caen, Constantin, Evreux et Gisors, vicontes desdicts bailliages, ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun si comme à luy appartendra, que de nos presens grace, octroy, admortissement, don et quittance, facent, seuffrent et laissent lesdictes gens d'esglise de nostredict pays de Normandie et leursdicts successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se fait, mis ou donné leur estoit ou temps advenir, le facent incontinent et sans delay revocquer, casser et adnuller, et le tout reparer et mettre au premier estat et deu: car ainsy nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant que lesdictes acquisitions qui seront ainsy faictes par lesdictes gens d'esglise durant ledit temps d'un an prouchainement venant ne les singulieres parties d'icelles ne soient autrement exprimées ou declarées en cesdictes presentes, et quelzconques mandemens ou defenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'en pourra avoir à besongner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que aux *vidimus* qui en seront faicts en la chambre des comptes ou en la court de nostre eschiquier de Normandie foy soit adjoustée, et que l'on s'en puisse aider comme de ce present original Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le dixiesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixantedix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé: LOYS. Par le Roy, BOURRE. Visa.

(a) *Lettres de garde pour la Communauté et Mairie de Barrois, diocèse de Verdun.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umblé supplication de noz chers et bien amez les subjects, manans et habitans de la communauté et mairie appelée de *Barrois*, qui sont en nombre vingt chefs d'ostel ou environ, demourans ès villaiges de Loxeuille, Dampremy, Ernecourt, Wilerencourt et Treconville en l'evesché et seigneurie de Verdun et pays de Barrois, contenant que, pour plus grant seureté d'eulx et de leurs biens, et affin que ilz et leurs successeurs puissent, au temps advenir, vivre en bonne et seure paix et union soubz nous et avec noz subjects, ilz desireroient voulentiers estre en nostre garde et protection, s'il nous plaisoit yceulx y prendre et mettre, et sur ce leur impartir nostre grace, humblement requerans icelle. Pourquoy nous, à la requeste desdicts supplians, considerans la grant et singuliere amour qu'ilz ont tousiours eue à nous et à la couronne de France, et le bon desir et vouloir qu'ilz ont de nous faire service et plaisir, iceulx supplians avec leurs femmes, familles, droicts et choses, possessions et biens quelzconques, avons prins, retenus et mis, prenons, retenons et mettons par ces presentes en et soubz nostre protection et garde especial, et leur avons octroyé et octroyons de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, que en nostredicte protection et garde ilz et leurs successeurs, ensemble leursdicts biens et choses quelzconques, presens et advenir, soient et demeurent à tousiours perpetuellement, et que soubz icelle nostredicte protection et garde ilz et chascun d'eulx soient preservez et gardez et deffendus de toutes oppressions, molestacions, de forces d'armes, de puissances de laiz et de tous autres inquietacions et molestacions, comme nos subgeets, en nous payant toutesvoies par ung chascun d'eulx et leursdicts successeurs, à nous et à nos successeurs, la somme de xv deniers tournois de devoir de garde, à nostre recepte ordinaire de nostre bailliage de Vitry, au terme de vingt jours après Noël, d'ores en avant par chascun an, à tousiours mais perpetuellement, par heritaige. Si donnons en mandement à nostre bailly de Vitry ou à son lieutenant, present et advenir, lequel par cesdictes presentes nous leur avons constitué, ordonné et estably, constituons, ordonnons et établissons pour gardien, que, par luy pris et receus desdicts supplians les sermens en tel cas requis, avec caution souffisante desdicts xv deniers de devoir de garde payer par chascun d'eulx à nostre recepte dudict bailliage de Vitry, d'ores en avant par chascun an, au terme dessusdict, il les preigne et mette en nostredicte protection et garde especial, et de nostre presente grace et octroy les face, seuffre et laisse joyr et user plainement et paisiblement, sans souffrir aucun destourbier ou empeschement leur estre fait, mis ou donné, ne à leursdicts successeurs, en corps ne en biens au contraire en aucune maniere, en signifiant, publiant ou faisant signifier et publier lesdits supplians avec leurs femmes, familles, droicts, choses, possessions et biens quelzconques, estre en

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, n.° 317.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

nostredicte protection et garde especial, par tous les lieux qu'il appartiendra, en les gardant, deffendant ou faisant garder et deffendre de par nous, lesquels et chacun d'eulx nous voulons par lui estre gardez et deffenduz, comme nos propres subjects, de toutes injures, violences, griefs, oppressions, molestacions, de forces d'armes, de puissances de laiz, et de toutes autres inquietacions et molestacions indeus, envers et contre toutes personnes quelzconques, sans leur meffaire ou medire, ne souffrir estre meffait ou medit en corps ne en biens en aucune maniere; ainçois, s'aucune chose leur avoit ou estoit, ores ou pour le temps advenir, faicte au contraire, si la repare et remecte, ou face reparer et remectre incontinent et sans delay au neant à plaine delivrance, et au premier estat et deu, car ainsy &c. Et affin &c. *Donné aux Montilz-lès-Tours, ou mois de Novembre, l'an mil cccc lxx, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Marquis du Pont, l'Admiral, le Gouverneur de Rouxillon, Pierre Doriolle, general, et autres presens.* DE CERISAY. Visa. Contientor. DUBAN.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

(a) *Établissement de Foires à Caen.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme pour le bien et utilité de la chose publicque de nostre royaume, conservation et entretenement de la substance de tout le peuple d'icelui, le fait de la marchandise soit l'une des principales choses et plus necessaires, sans lequel il n'est pays, nation ne province, qui bonnement se puisse entretenir ne pourveoir à ses necessitez, et soit ainsi que puis nagues nostre cousin le Duc de Bourgogne, par ses lectres et mandemens patens et sans causes raisonnables, ait faict prendre réaument et de fait par tous ses pays et seigneuries, tant en nostredict royaume que dehors, tous les biens, denrées et marchandises que l'on a peu trouver, que nos subjects avoient menez et achaptez, ou faict mener ou achapter, tant en la foire d'Anvers que ailleurs en scsdicts pays, montans à bien grans sommes de deniers, cuydant y trouver, et mesmement esdictes foires, la seureté et justice qu'ils devoient; veues lesquelles choses, est vraysemblablement à doubter que se nosdicts subjects frequentoient d'ores en avant marchandaument le pays de nostredict cousin de Bourgogne, ils pourroient, par telles et semblables voyes soudainement prises et sans cognoissance de cause, avoir et soustenir de grans pertes et dommaiges, dont se pourroit ensuir leur totale destruction, en quoy auriens bien grans interests : pour ce est-il que nous, ces choses considerées, desirans de tout nostre cœur obvier aux indemnitez, interests et dommaiges de nosdicts subjects, et donner si bon ordre et puissance à la seureté et conduite de leurdicte marchandise, qu'elle puisse continuellement avoir cours et estre exercée, continuée et augmentée en nostre royaume et obeissance, et que iceulx de nos subjects et autres marchans et estrangers se puissent assembler avec leurs marchandises en aucune bonne ville et lieu de nostredict royaume et obeissance, en laquelle ilz puissent seurement converser, sejourner et reposer, et y estre bien et convenablement receuz et traictez, et en laquelle aussi bonne et

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 164.

bresve

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

bresve expedition de justice leur puisse estre faicte et administrée, selon l'exigence des cas; et que nostre ville de Caen, qui est grande et spacieuse, et bien peuplée, assise en bon et fertile pays et près de la mer, est l'une des villes de nostredict royaume où lesdicts marchans se pourront mieulx et plus convenablement assembler et y venir de tous pays, tant par mer que par terre, le bien et augmentation de laquelle et des habitans d'icelle desirons singulierement en faveur des bons et loyaux services qu'ilz ont tousiours faicts à nos progeniteurs, à nous et à la couronne de France, en quoy faisans ilz ont tousiours porté et soustenu plusieurs grans peines, pertes et dommaiges à l'occasion des guerres passées: pour ces causes et autres à ce nous mouvans, par l'advis et meure deliberacion de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage, gens de nostre grant conseil et de grant nombre de marchans et gens notables de plusieurs bonnes villes de nostre royaume pour ce assemblés par-devers nous, avons ordonné et establi, ordonnons et établissons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, deux foires annuelles generales et perpetuelles en nostredict ville de Caen, lesquelles y seront tenues d'ores en avant chascun an perpetuellement durant chascune quinze jours entiers ouvrables et continuel, sans aucune interruption, commençant, la premiere, le premier mecredi apres la feste de Penthecouste, et l'autre le premier mecredi apres la Nostre-Dame de septembre, soubz les privilleges, libertez, franchises et condicions cy-aprés declairées:

(1) C'est assavoir que, durant lesdictes deux foires, toutes monnoies estranges, quelles qu'elles soient, y auront cours comme pour leur juste priz et velleur, et que tous marchans, quelz qu'ilz soient, pourront marchander et faire le faict des marchandises ausdictes monnoies estranges, sans reprehencion quelleconque, et que lesdictes monnoies, ensemble tout or ou argent monnoié ou non monnoié, en quelque somme ou espee que ce soit, chascun pourra franchement, durant lesdictes foires, porter hors de nostredict royaume et rapporter en icellui, sans ce que aucun empeschement leur puisse estre donné au contraire.

(2) *Item.* Voulons et ordonnons que lesdictes deux foires generales de Caen, et tous les marchans et autres, de quelque nation et condicion qu'ilz soient, venans et frequentans en icelles, ensemble les biens, denrées et marchandises, soient à tousiours maiz franchises de toutes impositions, charges et tributs ordinaires et extraordinaires quelzconques, mis et à mettre sus de par nous ou nos successeurs au temps advenir, pour quelque cause ou occasion que ce soit, sans excepter vin, chair, ne autre chose quelleconque.

(3) *Item.* Voulons et octroyons que tous marchans et autres, de quelque estat, nation ou condicion qu'ilz soient, puissent demourer audict lieu de Caen de l'une desdictes foires à l'autre, et faire mener leurs biens, denrées et marchandises seurement et sauvement, par tous les lieux de nostredict royaume où bon leur semblera, en payant les droicts et devoirs qui pour ce seront deus, non obstant que contre-marque, presailles ou represailles feussent ouvertes entre nous ou aucuns de nos subjects et ceulx des pays dont seront lesdicts marchans, pour quelque cause que ce soit, sinon que lesdicts marchans feussent principaulx acteurs ou facteurs desdictes marques.

(4) *Item.* Voulons, pour le bien et entretenement desdictes foires, que toutes gens, de quelque nation ou condicion qu'ilz soient, frequentans lesdictes foires, puissent tenir banc de change public, pour exercer faict de

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

change, ainsi que bon leur semblera raisonnablement, durant le temps desdictes foires, sans qu'ilz en puissent estre reprins par noz officiers ne autres quelzconques, ne qu'ilz soient, pour ce, tenus avoir ne obtenir aucunes lectres de change de nous, des generaulx maistres de noz monnoies ne d'autres quelzconques, ne pour ce paier à nous, ne aux maistres, aucune somme de deniers.

(5) *Item.* Pour ce que, en foires, marchans ont accoustumé user de changes, arriere-changes et à interestz, voulons et octroyons que, durant lesdictes foires, toutes gens, de quelque estat, nacion ou condicion qu'ilz soient, puissent prendre et remectre leur argent par lectres de change, en quelque pays que ce soit, touchant faict de marchandise, pourveu que l'argent ainsi remis, en quelque pays que ce soit, ne pourra estre remis, ne en compte estre porté directement ou indirectement à Romme, pour quelque cause ou occasion que ce soit; car ainsi l'avons ordonné par noz statutz et esdictz.

(6) *Item.* Et ce pour occasion d'aucunes lectres touchant lesdicts changes faictes esdictes foires de Caen, pour paier ou rendre argent autre part, ou des lectres qui seroient faictes ailleurs pour rendre argent esdictes foires de Caen, lequel argent ne seroit payé selon lesdictes lectres, en faisant aucune protestacion, ainsi que ont accoustumé de faire marchans frequentans foires, tant en nostre royaume que ailleurs, audict cas, ceulx qui seront tenus paier ledict argent, tant du principal que des dommaiges et interestz, pourront estre et seront contraincts à les paier, tant à cause d'eschange, contreschange, que autrement, ainsi que on a coustume de faire es foires de Pezenas, Montignac, Bruges, Anvers, Genesve et autres foires de nostre royaume.

(7) *Item.* Pour ce que peult-estre plusieurs marchans estrangiers frequentans vollentiers lesdictes foires querront avoir leur habitation et demourance en ladicte ville de Caen, nous avons octroyé, comme dessus, qu'il soit loisible et permis à tous marchans estrangiers de tester et ordonner de leurs biens ainsi que bon leur semblera, et que leur testament et ordonnance soit vaillable, posé que ledict testament ait esté faict durant lesdictes foires, devant ou après, en ce royaume ou dehors, et qu'il sortisse son plain effect, comme s'il eust esté faict et ordonné es lieux dont ilz sont natifz; et ou cas qu'ilz mourroient ou demourroient en nostredict royaume sans tester, que ceulx qui leur doivent succeder, selon raison escripte, statut ou coustume de pays, leur succedent plainement et sans contredict, comme s'ilz trespassoient es lieux desquelz ilz sont natifz et là où ilz faisoient leurs domicilles, et sans ce que eulx ne leursdicts heritiers soient tenus paier pour ce à nous ne aux nostres aucunes finances, nonobstant quelzconques ordonnances et esdictz royaulx à ce contraires.

(8) *Item.* Et pour mieulx declairer que nostredicta intencion et vollenté est que lesdictes foires de Caen soient autant ou plus privilegiées que foires qui aient esté ou soient en nostredict royaume, voulons, ordonnons et octroyons que tous marchans, de quelque nacion qu'ilz soient, et autres frequentans lesdictes foires de Caen durant icelles, joissent des semblables privilegeiges, libertez, franchises et autres droicts que ont accoustumé joir et user ceulx qui avoient et ont accoustumé de frequenter les foires de Genesve, Lyon, Anvers, Bruges, Bergues, Champaigne, Brye, Lendit et autres foires franchises de nostre royaume, et que toutes debtes faites ou à faire pour raison d'icelles foires de Caen seront privilegiées comme celles

des autres foires dessusdictes, et ne vaudront respitz, delais ou impetracions, pour obvier ou empescher le paiement desdictes debtes.

(9) *Item.* Et pour plus grant seureté de tous lesdicts marchans et autres allans et venans, demourans et sejourrans en icelles foires, nous les avons prins et mis, prenons et mettons, par cesdictes presentes, en nostre protection et sauve-garde especial, à la conservation de leur droict tant seulement, avec tous les biens, deniers et marchandises quelzconques qui seront amenées, vendues et exploictées èsdictes foires.

(10) *Item.* Et pour ce que, durant lesdictes deux foires, se pourront mouvoir questions ou debatz, tant entre noz officiers et les marchans qui frequenteront lesdictes foires, que de marchant à marchant, et de partie à partie, nous, pour obvier ausdicts debatz, questions et procès, et y mettre bresve fin, avons ordonné et establi, ordonnons et établissons par cesdictes presentes, conservateur et gardien desdictes foires, nostre baillly de Caen ou son lieutenant present et advenir, auquel nous avons donné et donnons, par cesdictes presentes, pouvoir, commission et auctorité de juger, decider et determiner de jour en jour, de heure à autre, par bresves intervalles, sans long procès et figure de plaist, appelez ceulx qui pour ce seront à appeller et gens et marchans à ce cognoisseurs, tous les debatz qui se pourront mouvoir entre nosdicts officiers et lesdicts marchans, ou de marchant à marchant, ou entre lesdicts marchans et autres quelz qu'ilz soient, durant le temps d'icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx gens de nos comptes, tresoriers et generaulx conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, au baillly de Caen et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartendra, que le contenu en cesdictes presentes ilz observent, entretiennent et gardent, et facent observer, entretenir et garder de point en point, selon leur forme et teneur, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartendra par toutes voies deues. Et à ce que ces choses soient plus notoires à chascun, nous voulons qu'elles soient publiées à son de trompe et cry publicque par toutes les bonnes villes, citez et lieux de nostre royaume, et ainsi qu'il appartendra. Et pour ce que de cesdictes presentes on pourra avoir à besongner en plusieurs et divers lieux, nous voullons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foi soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, ou moys de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre resgne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, monseigneur le Duc de Bourbon, le Marquis du Pont, les sires de la Forest, de Crussol, du Lude, du Feu et plusieurs autres presens.* J. LECLERC. *Visa.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.



LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

(a) *Confirmation de l'Octroi fait d'un Consulat à la ville d'Aurillac, avec abolition de délits commis par les Consuls et les Habitans.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme puis certain temps en ça il nous ait esté remonstré que les consuls et autres personnes de nostre ville d'Aurillac qui par cy-devant ont esté gouverneurs, et ont eu le gouvernement, conduite et administration des polices, deniers communs et affaires d'icelle ville, avoient prins, cuilly, levé et desrobé, en exerçant le fait de l'administration du consulat, sur la communauté et habitans d'icelle ville, plusieurs grans sommes de deniers, tant sur l'entrée du vin et tailles mises sus, que ès empruntz et autrement; aussi, qu'ils avoient transgressé et enfraints les polices et ordonnances à eulx octroyées par le regime et gouvernement de ladicte ville, et par nous à leur requeste confermées, et aussi, certaines ordonnance et arrest donnez et octroyez par feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et les (gens) de son grant conseil, au lieu de Bois-sur-Lasnier, et avec ce, que plusieurs rebellions et desobeissances avoient esté faictes par les consuls, conseillers et bailles des mestiers et communauté d'icelle ville, arrests et prisons rompues et brisées, à l'encontre de Jacques Cocherie, nostre receveur du haut pays d'Auvergne, en exerçant et faisant le fait de sa recepte de nos deniers, mesmement par Estienne Bertrant, marchant d'icelle ville, et Astort de Couegh son gendre, Jacques Comart, Durant Belloguet, et par plusieurs autres habitans d'icelle ville, et fait plusieurs autres grans cas, excès et delicts, à l'occasion de quoy eussions ordonné et depputé certain commissaire pour s'en informer, et des delinquans faire correction, pugnicion et justice, à l'exemple de tous autres, et contraindre ceulx qui avoient eu l'entremise, regime et administration de police, deniers et affaires d'icelle ville, depuis long-temps en ça, à en rendre compte et reliqua, et, au surplus, mettre ordre, police et gouvernement audict consulat pour le temps advenir; lequel commissaire ait commencé au fait de sa charge, et tellement procédé, que les consuls, conseillers, communauté et habitans d'icelle ville se soient traits pardevers lui, et remonstré la grant loyauté et amour qu'ilz ont à nous, et les grans services que de tout temps ilz nous ont faicts et voudroient encores plus faire de corps et de biens, et que en ce que ilz ou les aucuns d'eulz avoient, ès choses dessusdictes ou en aucunes d'icelles, mesprins et delinqué, que leur intencion estoit en avoir recours à nous et nous en requérir abolition, grace et pardon, et que ledict commissaire vouldist surceoir, et sans autrement contre eulx proceder, les adjourner personnellement par-devant nous à certain jour, ce que à leur requeste il a fait; auquel jour lesdicts consuls, conseillers, communauté et habitans ou aucuns d'eulx, ayans expresse charge de toute ladicte ville, se soient présentés par-devant nous, lesquels nous avons fait oïr en leurs supplications, requestes et remonstrances par aucuns nos principaulx conseillers, et, entre autres choses, nous aient iceulx d'Aurillac fait remonstrer que les cas, fautes et abbus dont ils sont accuséz,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, n.º 172.

et desquels on leur a donné charge, ne sont pas de grant consequence, et s'en soubzmectoient à justice, et que par leur consulat et previlleige ils ont droit de veoir et oïr par-devant les consuls et conseillers d'icelle ville les comptes de ceulx qui ont eu et auront l'entremise des polices, deniers et administracion de ladicte ville; nous requerans humblement que leur vueillions entretenir ledict droit, et leur permectre faire veoir et oïr lesdicts comptes par lesdicts consuls et conseillers de ladicte ville, selon leur consulat et previlleige, et leurdit consulat et previlleige leur confermer de nouvel, en tant que mestier est; et en ce qu'ilz ont transgressé et enfreint, tous et chascun les cas, crimes, excès et delicts que, à l'occasion dessusdicte et autrement, ils ou les aucuns d'eulx ont par cy-devant faict, commis et perpetrez, et generalmente ou particulierement, leur abolir, quicter et remectre et pardonner, et sur ce leur impartir nostre grace. Sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, inclinans favorablement à la supplicacion et requeste desdicts consuls, conseillers, bourgeois, communauté et habitans de ladicte ville d'Aurilhac, ayans en memoire la vraye loyauté et amour qu'ilz ont toujours eue envers nous, mesmement durant les guerres et divisions derrenieres, à iceulx consuls, conseillers, bourgeois, communauté, manans et habitans de nostre ville d'Aurilhac, avons, en tant que mestier est, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, leursdicts consulat, previlleiges, en la fourme et maniere qu'ils leur ont autrefois esté octroyés et dont ils ont leurs lectres expedies, conformés, ratifiés, loués et approuvés, conformons, ratifions, louons et approuvons, et avons voulu et voulons qu'ils en joyssent entierement, plainement et paisiblement, non obstant quelque chose qui pourroit avoir esté faicte au contraire, selon la fourme et maniere de leurs previlleiges et confirmacions de nous obtenues, et qu'ils ont accoustumé de faire et faisoient paravant l'empeschement à eulx mis par ledict maistre Jehan Garnier, tant au faict de l'audition, reddicion et closure des comptes des deniers communs de ladicte ville, comme en toutes autres choses quelzconques qui sont contenues esdicts previlleiges d'iceulx supplians, et dont ils ont tousiours joy par cy-devant; et avec ce, de nostredicte grace, leur avons aboly, quicté, remis et pardonné, abolissons, quictons, remectons et pardonnons tous et chascun les cas, excès, crimes, delicts, abbuz, rebellions, desobeissances, infractions de leurdit consulat et previlleiges, et autres choses quelzconques dont on leur peut donner charge, ensemble tous autres cas, crimes, excès et delicts, que par les moyens dessusdicts et autrement ilz ou les aucuns d'eulx ont et peuvent avoir faicts, commis et perpetrez envers nous et justice, en general ou en particulier, en quelque maniere que lesdicts cas soient advenuz, quelzconques cas et delicts que ce soient ou puissent estre, non obstant qu'ils ne soient icy plus amplement declairez, sans que jamais on les leur puisse imputer à charge ne aucune chose leur en demander, ores ne pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit, reservé par exprès tous cas et crimes de leze-majesté qui pourroient avoir esté commis à l'encontre de nous, lesquels nous n'entendons aucunement abolir, quicter ou pardonner, en quelque maniere que ce soit, et, sur ce, imposons silence perpetuel à nostre procureur et à tous autres. Si donnons en mandement par cesdictes presentes, au bailli des montaignes d'Auvergne, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans ou commis, presens et advenir, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme à lui appartiendra, que de nostre

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Novembre
1470.

presente grace, confirmation, ratification, abolicion, quittance, remission, pardon et octroy, et de tout le contenu en ces presentes, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts consuls, conseillers, bourgeois, communaulté, manans et habitans de nostredictie ville d'Aurilhac et chacun d'eulx, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ne à aucun d'eulx, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement en corps ne en biens, en aucune maniere; ainçois, s'aucun arrest, destourbier ou empeschement leur avoit esté ou estoit en ce fait, mis ou donné, si l'ostent et mectent ou facent oster et mettre incontinent et sans delay à plaine delivrance et au premier estat et deu. Et affin &c., sauf &c. *Donné aux Montilz-lès-Tours, ou mois de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme. Ainsi signé : Par le Roy, l'Admiral, le sire du Lude et autres presens. DE CERISAY. Visa. Contenor. J. DUBAN.*

LOUIS XI,
à Tours,
Novembre
1470.

(a) *Confirmation des Privilèges accordés aux Habitans de plusieurs lieux.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, inclinans à la supplication et requeste qui faicte nous a esté, de la partie des manans et habitans des lieux de Salsignan, Villaine, les isles Fournes, Lymosin et la rivierre de Cabarez, assis et fermez dedans les chastellenies des tours de Cabarez (b), et pour consideration des grans charges qu'ils ont à supporter pour l'entretienement, fortifications et emparemens desdictes tours de Cabarez, qu'ilz sont tenus de faire en leurs personnes, parce que charroy ny chevaux n'y sauroient monter, nous avons confermé, ratifié et approuvé, confermons, ratifions et approuvons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, les previlleiges, franchises et immunités contenus et declairez ès lettres patentes scellées en laz de soye et cire vert, attachées à ces presentes, soubz le contre-scel de nostre chancellerie, et autres qui par noz predecesseurs ont esté, le temps passé, donnés et octroyés ausdicts habitans de Salsignan, Villaine, les isles Fournes, Lymosin et la rivierre de Cabarez, pour en joyr et user d'ores en avant tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils en ont joyr et usé par cy-devant, justement et deuement. Si donnons en mandement par ces presentes, à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostre court de parlement, au seneschal de Carcassonne, aux generaux sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, confirmation, ratification et approbacion, facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement lesdicts habitans de Salsignan, Villaine, les isles Fournes, Lymosin et la rivierre de Cabarez, et leurs successeurs, d'ores en avant à tousiours mais perpetuellement, sans leur &c. *Donné à Tours, ou mois de Novembre, l'an de grace mil cccc lxx, et de nostre regne le dixiesme. Par le Roy, BOURRE. Visa. Contenor. DUBAN.*

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 319.

(b) Ou Cabardès, aujourd'hui dans l'ar-

rondissement de la sous-préfecture de Carcassonne, département de l'Aude.

(a) *Exemption de tailles, aides et subventions quelconques, pour le Chapitre et l'Hôpital du Puy en Velay.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Novembre
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplicacion de nos chiers et bien amez les doyen, chanoines, clerks, habitez et maistres de l'ospital de l'esglise de Nostre-Dame du Puy en Velay, contenant que, jaoit ce que, de toute ancienneté et par la coustume generale de tout temps gardée et observée en nostre royaume et sans rompture, lesdicts supplians et leurs predecesseurs en ladicte esglise aient esté tenus francs, quictes et exempts de toutes contributions de tailles, aides et subsides mis sus et imposés en nostredict royaume, par quoy aucune chose ne deust avoir esté actemptée ou innovée au contraire, ce non obstant, les consuls de la ville du Puy se sont, puy aucun temps en ça, efforcez de imposer lesdicts supplians ausdictes tailles, aides et impostz, et autres subsides mis sus de par nous en ladicte ville, pour les maisons, biens et possessions qu'ils tiennent et possident en la juridicion de la court commune d'icelle ville du Puy; et à ceste occasion, s'est ja pieça meu procès en nostre court de parlement à Paris, qui est encores indecis entre lesdictes parties, pendant lequel, et en hayne et contempt d'icelluy, lesdicts consuls, puis cinq ou six ans en ça, ont, soubz leur tel quel donné à entendre, subrepticement obtenu de nous certaines nos lectres patentes, par vertu desquelles, et soubz couleur de ce qu'ils dient que previlleigiez et non previlleigiez, exempts et non exempts, en termes generaux, doivent contribuer à nos tailles et aides, et que ainsi le contiennent et portent certaines nos ordonnances et aussi nos lectres patentes par lesquelles ont esté imposées les sommes à nous octroyées par les gens des troys estats de nostre pays de Languedoc, auquel ladicte ville du Puy est située et assise, iceulx consuls se sont efforcez et efforcent de jour en jour imposer lesdicts supplians ausdictes tailles et aides, les y rendre et faire contribuables et les contraindre à en paier leur part et porcion comme les autres habitans contribuables en icelle ville, et, qui plus est, ont iceulx consuls, depuis les derrenieres divisions qui ont eu cours en nostredict royaume, fait composer lesdicts supplians par rigoureuses executions en grans sommes de deniers pour les arrerages qu'ils disoient leur estre deus du temps passé, à cause desdictes tailles, lesquelles sommes ilz ont prinses et levées sur lesdicts supplians et les ont employées où bon leur a semblé, à la grant foule et charge desdicts supplians, enervacion des previlleiges et franchises à eulx ja pieça octroyées tant par le Saint-Siege apostolique que par nos predecesseurs Roys de France, par nous duement confermez et approuvez, et seroit plus, se nostre grace ne leur estoit sur ce benigne-ment impartie, comme ils nous ont fait dire, en nous umblement requerrant icelle. Pour ce est-il que nous, considerans la singuliere et parfaite devocion que avons eue et avons à la benoiste Vierge Marie, mere de Dieu, nostre createur, en l'onneur et reverence de laquelle ladicte esglise est principalement fondée, et le grant amour et affection que avons pour

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 196, pièce 330.

LOUIS XI,
à Amboise,
Novembre
1470.

ceste cause à ladite esglise, voulans, pour consideration de ce, lesdicts supplians entretenir en leursdicts previlleiges, franchises, coustumes et anciennes observances, et icelles augmenter à nostre pouvoir, avons pour ces causes, et affin qu'ilz soient plus enclins et fervens de prier Dieu et sa benoiste mere pour le salut des ames de nosdicts predecesseurs, nous et nos successeurs au temps advenir, et que soyons participans es prieres, oroisons et autres bienfaits et service divin qui seront faicts en icelle esglise, et pour autres grans et raisonnables considerations à ce nous mouvans, octroyé et octroyons ausdicts supplians, voulons et nous plaist de grace especial par ces presentes, qu'ilz et chascun d'eulx, tant en general que en particulier, et leurs successeurs en ladite esglise, soient et demeurent d'ores en avant, perpetuellement à tousiours, francs, quictes et exemps de toutes contribucions de tailles, aides, impostz et autres subsides qui desormais seront mis sus en nostre royaume de par nous ou nos successeurs, tant pour le fait et entretenement de nos gens de guerre ou autrement, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit, et de ce, en tant que mestier est ou seroit, les avons exemptez et affranchis, exemptions et affranchissons de nostredite grace, certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par ces mesmes presentes, sans ce que iceulx supplians ne aucun d'eulx, en general ou en particulier, ne leursdicts successeurs en ladite esglise, à cause de leursdictes maisons, biens et possessions, ne autrement, soient ou puissent estre indictz ne imposez ausdictes tailles, aides et impostz, ne autres subvencions et subsides, ne contrains à en paier aucune chose, en maniere quelzconque; et de nostre plus ample grace, avons, par ces mesmes presentes, mis et mettons du tout au neant lesdicts procez sur ce meuz et suscitez en nostredite court de parlement et tous autres qui pourroient avoir esté suscitez à l'occasion dessusdicte par-devant quelzconques juges que ce soit. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les generaulx par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes nos finances et de la justice des aides, tant en Languedoil que en Languedoc, à tous commissaires et esleuz commis et à commectre à mettre sus et imposer lesdictes tailles et impostz audict pays de Velay, aux seneschal de Beaucaire, baillie de Velay, baile et juge de ladite court commune, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts doyen, chanoines, clerks habitués et maistre de l'ospital de ladite esglise de Nostre-Dame, du Puy, supplians, et chascun d'eulx, tant en general que en particulier, et leurs successeurs en ladite esglise, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement, paisiblement, perpetuellement et à tousiours, de nos presens grace, quittance, exemption, affranchissement et octroy, sans en ce leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné par lesdicts consuls ne autres quelzconques, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire; ains, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre incontinent et sans delay au premier estat et deu, en contrainnant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir, tous ceulx qui seront à contraindre, par toutes voies deues et en tel cas requises: car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant lesdicts procès ainsi introduits et pendans en nostredite court de parlement pour raison des choses dessusdictes, ou ailleurs, que par nos lectres de commission qui sont ou seront par nous ou nos successeurs données ou

ou temps advenir, pour mettre sus lesdictes tailles et impôts audict pays de Languedoc, ou pour les commissaires en icelluy pays, soit mandé imposer à icelles toutes manières de gens exemps et non exemps, privilégiés et non privilégiés, en quoy ne voulons lesdicts supplians, ne aucun d'eux en general ou en particulier, estre comprins ne entendus soubz umbre desdicts mots ou termes generaux, ne autrement, en quelque maniere que ce soit, oppositions ou appellacions faictes ou à faire, et quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, ou mois de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Comte de Saint-Pol, connestable, le sire de Lynieres, et autres presens.* FLAMENG. Visa. Contentor. ROLANT.

LOUIS XI,
à Amboise,
Novembre
1470.

(a) *Déclaration du Roi contre le Duc de Bourgogne, rendue sur l'avis des Princes du sang et des Notables assemblés à Tours, par laquelle il se décharge et décharge les Princes des obligations et promesses du Traité de Péronne* (b), à cause des conspirations du Duc contre lui.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 3 Décembre
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Pour ce que de la part de nostre procureur general, et des princes et seigneurs de nostre sang, gens d'esglise, nobles, marchands et autres personnes de divers estats de nostre royaume, nous a esté remonstré que, depuis aucun temps en ça, nostre cousin le Duc de Bourgogne, malvaisement et comme desobeissant, et entreprenant grandement à l'encontre de nous et de nostre souveraineté, a mis sus plusieurs gens en armes, et a tout grand nombre de gros navires garnis d'habillemens de guerre faict partir de ses pays et venir es havres en nos pays et duché de Normandie, où ils se sont efforcez faire diverses invasions et voyes de faict contre nous, nos subjects et bienveillans, en proferant les plus rudes, injurieuses et outrageuses paroles qu'ils pouvoient de nostre personne, sans eux en vouloir deporter pour quelque requeste ou remontrance qui leur fust faicte, mais, en continuant leurs mauvaises et damnables entreprises, descendirent à terre à bannieres eslevées et desployées, et par grande hostilité, armez et embastonnez, vindrent courir sus à nos gens et subjects, bouterent le feu es navires et maisons, et tuerent et meurtrirent les aucuns, et les autres prirent et firent prisonniers, en intention de vouloir appliquer et usurper à eux la seigneurie et tout le pays, si nos loyaux et féaulx, à l'aide de Nostre-Seigneur, n'y eussent résisté; et avec ce nous a esté remonstré comment ledict Duc de Bourgogne, en demonstrent de demeurer nostre perpetuel ennemy et de la couronne, a pris la jaretiere et ordre de nostre ancien ennemy Edouard de la Marche (c), Anglois, et porte son

NOTES.

(a) Marcel, tome III de l'Abrégé chronologique de l'histoire de France, aux Preuves, pag. 508 et suiv. Recueil de Léonard, t. I.^{re}, pag. 108 et suiv.

Tome XVII.

(b) Voir ci-dessus, pag. 129 et suiv.

(c) Edouard IV, Roi d'Angleterre. Il s'appeloit le Comte de la Marche, du vivant de son père, Richard Duc d'York.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 3 Décembre
1470.

seigne qui est la croix rouge, et avec luy faict et contracte diverses alliances indues et à luy non permises, et contraint nos subjects ses vassaux à luy faire serrement et promesse de le servir envers et contre tous, sans vouloir que en ce aucunement nostre personne fust exceptée; et qui plus est, avoir escript ledict Duc de Bourgogne à ceux de Calais certaines lectres par lesquelles il declare evidemment le mauvais, damnable et detestable vouloir qu'il a dès pieça eu et a de present à nous et à la couronne de France, et la grande et singuliere amour et affection qu'il a eue ausdicts Anglois, affin que tousiours ils prosperassent; nous a esté aussi par les dessusdicts exposé que sans cause raisonnable ledict Duc de Bourgogne, en contrevenant à la seureté par luy baillée à tous venans à la foire d'Anvers, a faict prendre réaument et par œuvre de faict les biens, deniers, denrées et marchandises que on a peu trouver, que nos subjects avoient menez et achetez à ladicte foire d'Anvers, et ailleurs en ses pays; et depuis encore, sans cogoissance de cause, et sans demander ne faire demander justice à nous ne à nos juges, ainsi qu'il est tenu de faire comme nostre vassal justiciable et subject, a donné, et contre toute forme de justice, lectres de marque à un nommé Jacques de Saveuses, chevalier, sur nosdicts subjects, a mandé vendre et adenerer (a) leurs marchandises pour restituer ledict de Saveuses de certains biens qu'il disoit estre demeurez en la ville de Blois, de la succession de feu Jean de Saveuses, laquelle il maintient luy devoir appartenir, jaçoit ce que à cause de icelle succession soit procez pendant indecis aux requestes de nostre palais à Paris, et desdicts biens l'on ne peut pretendre quelque querelle sur les biens de nosdicts subjects à qui la matiere ne touche en rien, avec plusieurs autres entreprises sur les droicts et autoritez de la couronne de France et nostre seigneurie; et en ce et autrement traictant et pourchassant, par maintes mauvaises et iniques voyes, plusieurs maux, seditions, guerres, rebellions et desobeissances contre nostredict royaume et la chose publique d'iceluy, et dont, si provision n'y estoit donnée, se en-suivroient inconveniens irreparables et la subversion de la justice et de toute la paix et tranquillité d'iceluy royaume; et avec ce, ledict Duc de Bourgogne n'a faict, tenu ne accompli plusieurs choses que par traitez il estoit tenu de faire et qu'il avoit solemnellement promises et jurées; parquoy raisonnablement nous et tous les princes et seigneurs de nostre sang sont quictes et desliez du tout de l'effet et contenu esdicts traitez; requerans, et pour donner exemple à tous autres, que par nous fust sur ce pourveu de remede convenable, et tel qui au cas appartient; et combien qu'après lesdictes remonstrances ayons longuement differé, et patiemment toleré lesdicts outrages, toutesfois, parce que de plus en plus les plaintes se continuoient, au moyen que de la part dudict Duc de Bourgogne les detestables maux se multiplioient et accroissoient de jour en jour, avons, pour en ces matieres proceder par grande et meure deliberacion de conseil, faict assembler en nostre ville de Tours aucuns des princes et seigneurs de nostre sang, prelatz, comtes, barons et autres nobles et gens notables et de conseil, c'est assavoir, nostre très-chier et très-ami oncle le Roi de Sicile, nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourbon, nostre très-chier et très-ami fils et cousin le Marquis du Pont, nostre très-chier et ami cousin le Comte d'Eu, nostre très-chier et ami cousin l'Archevesque et Comte de Lyon, nos très-

NOTE.

(a) Voir la note a de la page 164.

chiers et amez cousins les Comtes de Guise et du Perche, Baron de Beaujeu et Comte Dauphin d'Auvergne; nostre très-chier et amé cousin le Comte de Saint-Paul, connestable de France; le Chancelier, nostre très-chier et amé cousin le Comte de Dunois, et nos amés et féaulx cousins et conseillers l'Evesque et Duc de Langres, pair de France, les Evesques d'Avranches, de Soissons et de Valence; le Comte de Vaudemont; le Comte de Dampmartin, grand maistre d'hostel, le sire de Rohan, les sires de Loheac et de Gamaches, mareschaux de France; le Comte de Roussillon, admiral de France; les sires de Chastillon, de Craon, de la Forest, de Briquebec, de Maulevrier, grand seneschal de Normandie, de Cursol, du Lude; maistre Jean le Boulanger, président; Jean de Lorraine; Gaston du Lion, seneschal de Toulouse; Guy Pot, chevalier, bailly de Vermandois; Jehan de Sallezart, chevalier, sire de Saint-Just; Guillaume Coüsinot, chevalier, seigneur de Monstreuil; Selchadin d'Anglure, seigneur de Nogent.... N.... de Beaumont, sieur de Bresuire; Jehan du Fou, grand eschançon; Olivier de Bron, seigneur de Maraude; Tristan l'Ermite, chevalier, prevost des mareschaux; May de Houlfort, bailly de Caen; maistre Jehan de Ladriesche, president de nos comptes et tresorier de France; Pierre Doriolle et Jehan Hebert, généraux de France (a); Jehan de Ponpaincourt, president desdicts comptes; Pierre Poignant, Jacques de Baternay, Renault des Dormans, Adam Fumée, Simon Davy et Jehan Gerard, maistres des requestes ordinaires de nostre hostel; Guillaume Compains, Pierre Salac, Pierre Gruel, président du Dauphiné; Aubert de Vailly, rapporteur de nostre chancellerie; Jehan Chouart, lieutenant civil; Bernard Laureti, nostre advocat en nostre court de parlement à Toulouse; Louis Astales, Jean du Molin, Charles Astars, chevalier, et Guillaume de Cerisay, greffier de nostre court de parlement à Paris, ès presence desquels bien au long particulièrement, et à la verité, lesdictes desobeissances, maux, entreprises, griefs, forces et malveillances ont esté recitées, et à toutes fins longuement et grandement debatues et arguées, ainsi que selon droict et raison appartient, et tellement et si evidemment, que d'iceulx nul n'en pouvoit avoir ou pretendre ignorance; et ce fait et les matieres entendues, et ce que à icelles servir pouvoit, comme traictez, lectres, scellez et appointemens, veus et leus publiquement, demandée opinion à un chascun de ce que, selon Dieu, raison et justice, touchant les choses dessusdictes, nous devons et estions tenus de faire, et considéré que desdicts faits en la graigneur partie la verité est sceue et connue par notoriété de fait, et parce qu'il en est fame publique et commune renommée, et que plusieurs des opinans ont à l'œil veu et cogneu partie desdictes entreprises, invasions, voyes de fait, desobeissances, infidelitez et outrages, et semble à tous concordablement et sans discrepance ou diversité aucune, et ainsi l'a dict chacun par son opinion et en sa conscience, que, par disposition de tout droict et aussi par honneur et selon raison, nous estions et sommes quictes et deschargez de toutes promesses et autres choses dont au moyen des traitez de Peronne et autrement ledict Duc de Bourgogne pourroit dire, pretendre ou maintenir nous avoir esté tenu et obligé, et qu'il avoit envers nous très-grandement mespris et offensé en faisant les hostilitéz, desobeissances, invasions, voyes de fait, entreprises indues, et autres griefs et torts par luy

LOUIS XI,
à Amboise,
le 3 Décembre
1470.

NOTE.

*(a) Ou plutôt, *généraux des finances.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 3 Décembre
1470.

perpetrez, et que à l'occasion d'iceulx toutes ses terres et seigneuries sont et doivent à nous estre forfaites et acquises; et que pour tant, nous qui sommes le chef et souverain et protecteur de la couronne de France et des droicts royaux, veu les sermens que nous avons faicts comme Roy à nostre sacre, ne pouvons ne devons honnestement dissimuler ne differer d'en faire punition, mais à icelle proceder vigoureusement et à puissance et autorité royale, comme contre rebelles, desobeissans et malveillans à nous et à la couronne de France, appartient; offrant d'enlx mesmes, et sans requeste aucune, nosdicts oncle Roy de Sicile, Duc de Bourbon, frere, et autres nos cousins, barons et seigneurs, chacun particulièrement et en son endroit, veu l'enormité des outrages dessusdicts, nous y servir, aider et secourir de leurs personnes et de toutes leurs puissances: laquelle opinion et deliberacion concordable pardevers nous rapportée, nous considerans que, en consistoire publicque et es presence l'un de l'autre, elle avoit esté faite et declarée, pour de plus en plus et mieux en mieux estre conseillé en cette partie, et nous y conduire par très-meur et parfait adviz et conseil, requisimes à tous ceux qui de cette deliberacion estoient, que derechef voulsissent penser à la matiere, et après que encores y auroient meurement pensé, retourner chacun à part luy, et de son liberal arbitre, et devant tabellions publics, en dire ce que en-honneur et conscience et sans faveur quelzconque leur sembleroit, et que nous voulsissent loyaument conseiller de ce que nous aurions à faire; et depuis, par divers intervalles, es presence desdicts tabellions, ont dict, opiné, deliberé, et nous ont conseillé comme dessus, et sans varier et changer en aucune maniere, comme par lesdicts tabellions nous a esté relaté et rapporté: ouy le quel rapport, pour ce que estions souvenans que, de nostre congé, par nosdicts oncle, frere, neveu et cousins et autres, certains scellez avoient esté baillez audict Duc de Bourgogne, mesmement par nosdicts oncle, frere et neveu, nous, pour de toutes parts honneur garder, et nous mettre en devoir, et en la presence de nostredict oncle Roy de Sicile, à qui le cas touchoit, ordonnasmes que conseil et deliberacion fussent tenus, si nostredict oncle, nostredict frere de Guyenne, nostredict neveu de Bretagne, et autres nos freres et cousins, estoient quictes des scellez qu'ils, par nostre sceu, avoient baillez audict Duc de Bourgogne; et afin d'y deliberer seurement et sainement, nous fismes plus acerter et meurement debattre ladicte matiere que n'avions nostre fait propre, lire et exposer le contenu dudict scellez par le double d'iceluy, et iceux tous, et par opinion unique et d'un commun accord et deliberacion, dirent, opinerent, delibererent et prirent sur leurs consciences, presents nostredict oncle le Roy de Sicile et lesdicts tabellions, que iceluy nostre oncle, nostre frere de Guyenne, nostre neveu de Bretagne et autres, estoient, par honneur et selon raison, quittes, francs, desliez, delivrez et deschargez de leursdicts scellez, et en leur entier et liberal arbitre, comme ils estoient devant iceulx baillez, desquelles deliberacions, avis et consaulx (a), ont esté ces presentes lectres octroyées, ausquelles nous avons fait mettre et apposer nostre scel. *Donné à Amboise, le tiers jour de Decembre, l'an de grace mil quatre cens soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Et escrit sous le reply: *Ego Thomas de Mardeaux, clericus Redonensis (b) diæcesis oriundus, in legibus*

NOTES.

(a) Conseils, décisions, délibérations.

(b) De Rennes.

licenciatus, auctoritate apostolicâ notarius juratus et tabellio publicus, principum, prelatorum, comitum, nobilium et consiliariorum deliberationibus et opinionibus præ-narratis, unâ cum venerabilibus notariis publicis scriptis præsens fui, illasque fieri vidi et audiui, instrumentaque publica, secundum quæ hæc coram nobis notariis gesta sunt, confeci. Idcirco huic litterarum regiarum margini signum meum consuetum, in testimonium veritatis, unâ cum signis et subscriptionibus dictorum notariorum subscriptorum apposui, requisitus et rogatus. Ainsi signé : DE MARDEAUX (a).

LOUIS XI,
à Amboise,
le 3 Décembre
1470.

NOTE.

(a) Cette déclaration est suivie de deux déclarations semblables de deux ecclésiastiques, l'un du diocèse d'Angers, et l'autre du diocèse de Tours.

Déclaration du Roi, relative au nombre des Officiers de la Cour des aides (a).

LOUIS XI,
à Amboise,
le 29 Décembre
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que comme à l'occasion de la multiplication des officiers qui puis nagueres, par importunité de requérans ou autrement, ont esté instituez et mis en nostre court et auditoire de la justice des aides à Paris, outre le nombre ordinaire et ancien, plusieurs questions et debats s'estoient meus entre aucuns nos officiers en icelle court, tant pour raison de l'ordre et assiette par eux pretendue, que parce que les extraordinaires se disoient ordinaires, et, comme tels, vouloient prendre gaiges, droicts et autres emolumens, ainsi que bien amplement nous a esté remonstré, pour laquelle cause, et afin que aucun desordre n'en peust d'ores en avant advenir audict auditoire par multiplication d'officiers extraordinaires, nous avons ordonné et déclaré, ordonnons et declaron par ces presentes, que ladite court, auditoire et jurisdiction desdictes aides sera d'ores en avant tenue et exercée par les officiers par nous de nouvel establis et ordonnez en iceluy auditoire, au lieu et par la maniere qu'il a esté accoustumé de faire de toute ancienneté, et que audict auditoire n'y aura que le nombre ancien des officiers ordinaires, c'est à sçavoir, un president, quatre generaulx, trois conseillers, un advocat, un procureur, un greffier, le receveur des amendes et deux huissiers, auquel nombre nous sommes restraints, et voulons qu'il soit observé et gardé sans enfreindre; et lesquels offices nous avons donnez et octroyez, donnons et octroyons, par cesdictes presentes, aux personnes cy-après nommées: c'est à sçavoir, à nostre amé et féal maistre Louis Raguier, évesque de Troyes, le lieu et office de president; à maistres Mathurin Baslon, Jean Compains, Guillaume de Sabenois et Jacques Lesbahy, et à chacun, un lieu et office de general; à maistre Jacques Languejoc, un lieu et office de premier conseiller; à Jean Baillet et Pierre de Lescot, à chacun d'eulx, un lieu et office de conseiller; à maistre Mathurin Baudet, l'office de procureur; à maistre Aignan Viole, l'office d'avocat; à maistre Pierre Duvivier, l'office de greffier; à maistre Jean Dorchere, l'office de receveur des amendes; et à Guillaume Dulievre et Jean Leblanc, à chacun d'eulx, un office d'huissier, pour

NOTE.

(a) Ces lettres et les suivantes sont imprimées d'après le recueil fait par le président Renouard des ordonnances concernant la

Cour des aides. Voir la note a de la page 331 de notre tome XVI.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 29 Decemb.
1470.

nous servir d'ores en avant en iceulx offices, aux honneurs, prééminences, libertez, gaiges, droicts, profits et emolumens accoustumés et qui appartiennent, réservé ledict maistre Jacques Languejoc, qui aura iij livres tournois de gaiges pour chacun an, et se pourra seoir au rang desdicts generaulx, se bon lui semble; et s'il advenoit que, par importunité de requerans ou autrement, aucuns officiers fussent par nous mis et establis de creu audict auditoire outre le nombre dessusdict, nous deffendons à nosdicts president, generaulx, conseillers et autres dessusdicts nommez, qu'ils les reçoivent ne instituent en iceulx offices, non obstant quelzconques dons ou provisions qu'ils pourroient avoir de nous sur ce obtenus, lesquels nous avons déclaré et declaronz dès à present nuls et de nul effet. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx les generaulx, conseillers de par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, que nostre presente ordonnance et declaration ils observent et gardent et facent garder et observer de point en point selon sa forme et teneur, en la faisant publier et enregistrer, tant en nostre chambre des comptes que ailleurs où il appartiendra, affin qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance : mandons en outre auxdicts generaulx de nosdictes finances, que, prins et receu de nosdicts president, generaulx, conseillers, procureur, advocat, greffier, receveur et huissiers de ladicte court et auditoire d'icelle justice des aides cy-dessus nommés, le serment en tel cas accoustumé, ils les mettent et chacun d'eulx en possession et saisine desdicts offices, et iceulx ensemble des honneurs, prerogatives, prééminences, libertez, gaiges, droicts, profits et emolumens dessusdicts les fassent, souffrent et laissent joir et user plainement et paisiblement, et à eux et à chacun d'eux obeir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra es choses touchant et regardans lesdicts offices, osté et debouté d'iceulx offices tous autres qui pourroient avoir lectures de nous desdicts offices, tant ordinaires qu'extraordinaires, non compris ne nommez en ces presentes; et avec ce, facent à nosdicts president, generaulx, conseillers et autres officiers dessus nommés payer et bailler par celui ou ceulx qu'il appartiendra, lesdicts gaiges à leursdicts offices appartenans d'ores en avant pour chacun an, aux termes et en la maniere accoustumés, et auxquels president, generaux, conseillers et autres officiers dessusdicts, nous mandons et enjoignons expressément par cesdictes presentes, que après qu'ils auront esté institués en leursdicts offices par la maniere devant dicte, ils observent et gardent et facent observer et garder nostredicte presente ordonnance et declaration, et la facent publier et enregistrer en leur auditoire, sans faire ny innover ne souffrir estre faict ou innové aucune chose au contraire, et par rapportant ces presentes, ou *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal pour une fois seulement, et quittance sur ce souffisante desdicts president, generaulx, conseillers et autres officiers dessus nommés, et de chacun d'eulx, portant qu'il les pourra toucher, nous voulons lesdicts gaiges ou ce que payé leur en aura esté, estre alloués es comptes, et rabattus de la recette de celui ou ceulx qui payé les aura ou auront, par nosdicts gens des comptes, ausquels derechef mandons ainsi le faire sans difficulté aucune. Et pour ce qu'un chacun de nosdicts officiers pourra avoir à besongner de cesdictes presentes, nous voulons que aux *vidimus* qui en seront faicts soubz scel royal, foi soit adjoustée comme au present original. En tesmoin de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, le vingt-neuviesme jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE.*

Lettres concernant le Paiement des Gages des Officiers de la Cour des aides.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 29 Decemb.
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx, conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes nos finances tant en Languedoil que en Languedoc, salut et dilection. Nos amez féaulx conseillers, les generaulx de la justice des aides de nouvel par nous establis à Paris, nous ont faict remonstrer que de tout temps ils ont accoustumé estre payés de leurs gaiges, tant sur les amendes et exploits de la chambre des aides, que sur la crue de quarante sols tournois ordonnée estre levée sur chacun muid de sel vendu en aucuns greniers de nostre royaume, et que du temps de feu nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu absoille, ils estoient entierement payés de leursdicts gaiges, par leur simple quittance, tant sur ladicte crue mise sus et ordonnée pour iceux leurs gaiges que sur lesdictes amendes et exploits, en nous requerrant humblement que, en entretenant l'ordre ancien de ladicte chambre des aides, nostre plaisir fust les faire payer ainsi et en la maniere et forme qu'ils estoient du temps de nostredict feu seigneur et pere, et que ladicte crue soit convertie et employée au paiement de leursdicts gaiges et non ailleurs.

Pourquoy nous, ces choses considerées, et affin que lesdicts generaulx de ladicte justice exposans puissent mieux et plus soigneusement et curieusement vacquer au faict et exercice de leursdicts offices, à iceux avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist que d'ores en avant ils soient entierement payés de leursdicts gaiges, tant sur ladicte crue que sur lesdictes amendes et exploits, et que icelle crue de quarante sols tournois par muid de sel soit convertie et employée au paiement de leursdicts gaiges, sans ce qu'elle soit distribuée en autres usages, jusqu'à ce qu'ils soient entierement payés, fors et excepté la somme de huit cents livres tournois que par cy-devant avons ordonné estre prinse sur ladicte crue, pour la pension de nostre amé et féal conseiller maistre Jean de Popaincourt. Si vous mandons, commandons et enjoignons, que nostre presente voulenté et ordonnance vous tenés et faictes tenir et observer de point en point, en faisant par celuy ou ceux de nos receveurs generaux qu'il appartiendra, lever les descharges necessaires d'ores en avant par chascun an, à commencer du 1.^{er} jour d'octobre dernier passé, tant desdictes amendes et exploits, que de toute la valeur de ladite crue de quarante sols tournois par muid de sel, jusqu'à la somme qui sera necessaire par chascun an pour lesdicts gaiges desdicts generaulx et autres officiers de present ordonnés en la chambre et auditoire de la justice des aides, tant que peuvent monter icelle crue et lesdictes amendes et exploits d'iceluy auditoire, par le commis à payer lesdicts gaiges desdicts generaulx et autres officiers dudict auditoire, pour estre employé au faict et paiement de leursdicts gaiges et non ailleurs, fors et excepté la somme de huit cents livres tournois pour ledict maistre Jean Popaincourt tant seulement, ainsi que dessus est dict, sans ce qu'il soit besoin avoir chascun an commandement ou cedule de nous pour faire lever lesdictes charges; et en rapportant par nosdicts receveurs generaux ces presentes signées de nostre main, ou le *vidimus* d'icelles fait sous scel royal, avec votre expedition à vous adressante pour lever lesdictes descharges, ainsi qu'il est accoustumé de faire selon l'ordre de nos finances, les sommes dont ils auront levé lesdictes descharges, à la cause dessusdicte, seront employées par

LOUIS XI,
à Amboise,
le 29 Decemb.
1470.

chacun an en leurs rosles sans aucune difficulté, non obstant que lesdictes sommes ne soient ici exprimées on déclarées, et quelconques ordonnances et mandemens ou defenses à ce contraires. *Donné à Amboise, le vingt-neuuesme jour de Decembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE.*

Lesquelles lectres dessus transcriptes furent verifiées et expedies par les generaux des finances selon leur forme et teneur, le 2 Avril, l'an mil quatre cent t soixante-dix, avant Pasques. *Signé A. BRINON.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Decembre
1470.

(a) *Octroi fait à l'Archidiacre et à l'Église de Rodès de n'être tenus de plaider qu'au Parlement de Languedoc.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que pour la singuliere et entiere devotion que tousiours avons eue et avons à la glorieuse Vierge Marie, en l'honneur et reverence de laquelle est fondée l'esglise cathedrale de nostre ville et cité de Rhodès, et pour consideration des grands dons et octroys de grace et secours en tous nos affaires que tousiours avons obtenus de Dieu nostre createur, à l'intercession de ladicte glorieuse dame, et affin que nos chers et bien-amés les archidiacre et chapitre de ladicte esglise de Rhodès soient tousiours plus enclins à prier et requerir Dieu et ladicte dame pour la prosperité de nous, nos royaume et seigneuries, et que soyons participans ès biensfaictz et prieres quotidianes d'icelle esglise; considerant aussi que souventesfois, pour la conservation des choses et droicts de ladicte esglise, se peuvent de jour en jour ensuir plusieurs litiges, questions et debats entre lesdicts archidiacre et chapitre d'icelle esglise en leurs officiers et plusieurs autres personnes particulieres ou communautéz par-devant divers juges, tant royaux que des seigneurs chastelains et autres des pays et jurisdictions où les terres, possessions, seigneuries, rentes, revenus et biens meubles et immeubles appartenans à icelle esglise sont situés et assis, pour la poursuite et conduite desquels a convenu par cy-devant et conviendra encores, au temps advenir, ausdicts du chapitre, avoir gens de conseil et pensionnaires en chascune des jurisdictions, et frayer à ceste cause plusieurs grans sommes de deniers et eux discontinuer à ceste cause du divin service en ladicte esglise, et que en nostre court de parlement seant en Languedoc, dont est du ressort ledict comté de Rhodès et pays de Rouergue, les parties pourront aisement recouvrer de bon et notable conseil, et avoir bonne et briefve justice et expedition, cessans tous ports et faveurs : nous, qui, en l'honneur et reverence de ladicte glorieuse dame, voulons et desirons les droicts et affaires de ladicte esglise estre favorablement traictez, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, aux dessusdicts archidiacre et chapitre de l'esglise de Rhodès, pour eux, leurs successeurs et officiers en ladicte esglise, presens et advenir, avons octroyé et octroyons, par exprès privilegeiges, de nostre propre mouvement, certaine science, grace

NOTE.

(a) Transcrit des registres du Parlement de Toulouse, tome I.^{re}, étant à la Bibliothèque

du Roi. Ces lettres sont aussi dans le registre 195 du Trésor des chartes, n.^o 496. especiale,

especiale, plaine puissance et auctorité royale, que d'ores en avant ilz ne soient aucunement tenus ne contrainsts de plaider, s'il ne leur plaist, par-devant aucun juge seculier ou temporel de nostre royaume, sinon en nostre-dicte court de parlement seant en Languedoc, soit en demandant ou en deffendant contre quelconque personne que ce soit, en leurs causes et matieres personnelles ou possessoires, touchans et qui toucheront ou pourront toucher le corps et fondacion de ladicte esglise de Rhodès, èsquelles lesdicts du chapitre ou leurs officiers seront parties, reservant toutesvoies ceux de nostre sang ou autres qui par preeminence ou privilege auroient leurs causes commises ou ne seroient tenus de plaider ailleurs que en nostre court de parlement à Paris, ne par-devant nos amés et féaulx conseillers les gens tenans les requestes de nostre palais à Paris. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nos amés et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostredicte court de parlement en Languedoc, que de nos presens grace, privilege et octroy ilz fassent, souffrent et fassent lesdicts archidiacre et chapitre d'icelle esglise de Rhodès jouir et user plainement et paisiblement, sans souffrir enfreindre, ne aucun destourbier ou empeschement leur estre fait, mis ou donné, en la jouissance d'iceux, ores ne pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit, et auxdicts du chapitre, leurs successeurs, baillent lectres de commission en forme deue et valable en toutes et chacuns leursdictes causes et querelles personnelles ou possessoires, selon et en ensuivant la teneur de cesdictes presentes, toutes fois que requis en seront, sans y faire aucun refus ou difficulté, pour quelque cause ou occasion que ce soit. Et affin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Decembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Sic signatum supra plicam: *Par le Roy, le Comte de Dampmartin, grand maistre d'hostel de France, et Guillaume Compaing, et autres presens,* J. DE MOULINS.

LOUIS XI,
à Amboise
Decembre
1470.

Lecta, publicata et registrata in Parlamento Tholoze, salvo tamen et reservato quod pro decem libris Turonensis et infra, de debito et in actione merè personali, archidiaconus et capitulus in albo nominati neminem invitum in prima instantia in curia presenti convenire facere neque in causam ponere poterit. In dicto Parlamento, xiiij.^a die Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo primo. Sic signatum : G. DE LA MARCHE.

Collacio facta est cum originalibus litteris. G. DE LA MARCHE (a).

NOTE.

(a) D'autres lettres royales furent données au mois de decembre 1470: les n.º 337 et 345 du registre 196 du Trésor des chartes offrent, celui-ci, un échange avec le Comte de Dunois; celui-là, le don du vicomté d'Orbec au bâtard de Bourgogne. Les n.º 322 et 328 du même registre sont, le premier, des lettres par lesquelles le Roi transporte les terres et seigneuries de Marant et de l'île de Ré au Comte de Saint-Paul et à Marie de Savoie, son épouse; le second, le don fait à Jacques de Ros, de la moitié de la terre de

Ségur, et de quelques autres terres qui avoient appartenu à Jean d'Armagnac. Un amortissement pour l'église Notre-Dame de Beaumont se trouve sous le n.º 336, et un autre amortissement sous le n.º 335. Le registre 195, n.º 499, et le registre 197, n.º 112, offrent aussi des lettres de légitimation pour Jean Pinot, et de nouvelles lettres de noblesse pour Helyot de la Seigne. Le n.º 196 contient plusieurs autres lettres d'amortissement du mois de novembre de la même année, et, entre autres, pour l'église du Puy et pour

LOUIS XI,
à Amboise,
Décembre
1470.

Suite de la NOTE.

celle de Jargeau, près d'Orléans, n.^o 331 et 340. Le n.^o 346 est la concession de l'usage d'une forêt royale à Pierre de Comberel. Le n.^o 316 du même registre et le n.^o 156 du registre 201 offrent, sous la date du mois d'octobre 1470, le don d'une terre

qui avoit appartenu à Jacques d'Armagnac, et des lettres de légitimation pour Lancelot de Condé. Des lettres de naturalité avoient été accordées, au mois de septembre, à Jean et Gacien d'Alizon; registre 201, n.^o 155.

LOUIS XI,
aux Montilz,
le 4 Janvier
1470.

(a) Déclaration portant Règlement général pour le Cours des Monnoies étrangères.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme par les anciennes ordonnances faictes sur le fait des monnoyes *(b)*, et mesmement par les ordonnances faictes par feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille *(c)*, soit deffendu que nulz, sur peine de confiscation de corps et de biens, ne prinssent ou meissent en paiement, en fait de marchandise ne autrement, aucunes monnoyes d'or ou d'argent, excepté celles que lors il faisoit faire en ses monnoyes et es monnoyes du Daulphiné; neantmoins, par voulenté desordonnée et par faulte de pugnir les delinquans ou autrement, ont esté par noz subjects et autres prinsses et mises et encores de present se prennent et mettent en nostre royaume plusieurs diverses monnoyes estranges, tant d'or que d'argent, pour plus grant pris qu'elles ne vallent, au regard à la bonté des nostres, qui a esté cause de faire transporter hors de nostredict royaume nosdictes monnoyes et toute la matiere tant d'or que d'argent, et icelles noz monnoyes convertir esdictes monnoyes estranges, et tellement que de present n'ont cours en nostredict royaume que lesdictes monnoyes estranges, au moins bien peu des nostres, et encores en aucuns pays de nostredict royaume on a donné autre pris et cours à nosdictes monnoyes que celui que y avons ordonné, et tellement que nosdictes monnoyes tant d'or que d'argent ont cours à divers pris, les ungs plus et les autres moins, en plusieurs pays de nostredict royaume, au grant interest et dommaige de nous et de tous noz subjects, et fousse de nostre royal majesté, et pourroit plus estre au temps advenir, se par nous n'y estoit mise bonne et briefve provision: pourquoy nous, qui desirons multiplier nostre royaume de nosdictes monnoyes, pour mieulx entretenir entre noz subjects les faicts de leurs marchandises, à ce que nosdicts subjects ne autres n'ayent plus cause de porter la perte et dommaige qu'ilz ont portés et portent chascun jour; à cause du cours desdictes monnoyes estranges, par l'adviz et deliberacion de plusieurs seigneurs de nostre sang et lignaige, des gens de nostre grant conseil, des generaulx maistres de noz monnoyes et de plusieurs autres notables personnes, tant marchans que autres à ce cognoissans, pour ce assemblez en grant nombre,

NOTES.

(a) Transcrit sur le registre F de la Cour des monnoies, fol. 89.

(b) Voir le Disc. préliminaire du tom. XV,

p. xl et suiv., et toutes les lois qui y sont citées.

(c) Voir le XIII.^e et le XIV.^e volumes de cette collection.

LOUIS XI,
aux Montils,
le 4 Janvier
1470.

avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons par ces presentes, que d'ores en avant es pays de Normandie et du Daulphiné, et par tout nostredict royaume, tous paiemens soient faicts à monnoye forte, telle et ainsi que le cours a par nous esté ordonné, c'est assavoir, les escus d'or que de present faisons faire en nostre royaume et en nostre pays du Daulphiné, du poix de ij deniers xvj grains, pour xxxij grans blancs (a), qui font xxvij sols vj deniers tournois, et les deux escuz, à l'equipollente; les reaulx (b), du poix de ij deniers xxij grains, pour xxx sols; les escus vieilz, francs à pié et à cheval, dudict poix, xxx sols x deniers tournois; les escus de Thoulouse, d'icellui poix, pour xxvij sols vj deniers tournois; les moutons (c) de Montpellier, du poix de ij deniers, pour xv sols; les gros d'argent, pour ij sols vj deniers tournois; les grans blancs et petits blancs, pour x deniers et v deniers tournois; les hardiz (d) et lyars, pour iij deniers tournois; les doubles, pour iij deniers tournois; les deniers parisis et tournois, pour ung denier parisis et ung denier tournois; en deffendant, sur peine de confiscacion de corps et de biens, que nulz, de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, ne donnent cours en nosdictes monnoyes d'or et d'argent, et ne les preignent, employent ou mectent, soit en faict de noz receptes, en marchandises ne autrement, en quelque maniere que ce soit, pour plus grant pris que selon l'estimation dessusdicte, à commencer du jour de la publication de ces presentes, et toutes autres monnoyes soient mises au marc et au billon, excepté celles dessusdictes. Et pour ce que en plusieurs parties de nostredict royaume n'a de present que très-peu de nosdictes monnoyes, mais ont encores plusieurs de noz subjects, tant receveurs que autres, aucunes especes desdictes monnoyes estranges, en quoy ils pourroient avoir trop grant dommage s'il les leur convenoit si promptement porter au billon, pour aucunement obvier à leurdict dommage, avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons par maniere de tolerance que, jusques au premier jour de mars prouchain venant, lesdictes monnoyes estranges aient cours en nostredict royaume et pays du Daulphiné, pour le pris qu'elles y sont prinsees et mises de present: toutteffois nous n'entendons pas que pour ladicte tolerance, esdicts pays de Normandie et du Daulphiné, l'on marchande, contracte ne face payemens autrement que à forte monnoye, ainsi que declairé est cy-dessus, et qu'il se fait es autres pays et lieux de nostredict royaume. Et après icellui premier jour de mars escheu, lesdictes monnoyes estranges cy-après declairées seront prinsees et mises jusqu'au premier jour de juing ensuivant pour les prix qui s'ensuivent et non pour plus, sur les peines dessusdictes, c'est assavoir, les lyons (e) de Flandres, du poix de iij deniers viij grains, pour xxxij sols iij deniers tournois; les florins (f) nouvellement faicts en Flandres où il y a ung Saint-Andry, et les florins du Rin des quatre seigneuries, du poix de ij deniers xv grains, pour xxij sols j denier tournois; les florins au

NOTES.

(a) Voir, sur les gros blancs et les petits blancs, le Discours préliminaire du t. XVI, p. xxiv, et note h.

(b) Réaux ou royaux. Voir la note e de la page 472 de notre tome XVI.

(c) Voir la note a du Discours préliminaire du tome XV.

Tome XVII.

(d) Voir ci-dessus, page 24, et la note b.

(e) Voir la page 472 du tome XVI et sa note d.

(f) On peut voir, sur les florins étrangers qui circuloient en France, les notes des p. 472 et 473 du tome XVI, et l'ouvrage de Leblanc qui y est cité.

Z z ij

LOUIS XI,
aux Montilz,
le 4 Janvier
1470.

chat (a), du poix de ij deniers xij grains, pour xiiij sols ij deniers tournois; les florins d'Utrecht, du poix de ij deniers xv grains, pour xj sols iij deniers tournois; les nobles (b) du Roy Henry, du poix de v deniers viij grains, pour lvj sols viij deniers tournois; les salutx (c) et demys nobles dudict pays, à l'equipollent; les nobles de Edouart, du poix de vj deniers, pour lxiiij sols iij deniers tournois; les escuz de Savoye, Prouvence, Avignon et Bretagne, du poix de ij deniers xv grains, pour xxvj sols viij deniers tournois; les ducatz du poix de ij deniers xvij grains, pour xxviii sols ix deniers tournois; les clinquars de Guillaume, du poix de ij deniers xx grains, pour xxij sols j denier tournois; les pietres de Flandres et de Brabant, du poix de ij deniers xiiij grains, pour xx sols x deniers tournois; les dordretz de Philippus, du poix de ij deniers xiiij grains, pour xvj sols viij deniers tournois; les riddes de Flandres, du poix de ij deniers xx grains, pour xxx sols tournois; les bandes d'Espagne, de iij deniers xv grains, pour xxv sols tournois; les henris d'Espagne, du poix de iij deniers xij grains, pour xxx sols tournois; les escuz de Bearn, du poix de ij deniers xv grains, pour xxv sols tournois; les escuz d'Aragon, du poix de ij deniers xij grains, pour xxij sols vj deniers tournois; les gros d'argent faicts en Flandres, en Bearn, en Angleterre nouveaulx, et en Espagne, pour ij sols j denier tournois; les virelans de Flandres, pour xij deniers obole tournois; les gros d'argent faicts en Bretagne, pour ij sols viij deniers tournois; les targes de Bretagne, pour xj deniers tournois; les blancs de Bearn à deux vaches, pour viij deniers tournois; les blancs de Savoye, Loreenne, Prouvence et Millan, pour viij deniers tournois; les gros d'Angleterre anciennement faicts, pour ij sols viij deniers tournois; les demys-groz, pour j sol iij deniers tournois; les quars, pour vij deniers tournois; les quars de Savoye, Prouvence, Gennes et Dauphiné, pour iij deniers tournois; les doubles d'Avignon, pour ix deniers tournois; les gros de Navarre, pour xiiij deniers tournois; les autres gros de Navarre, pour xj deniers tournois; les blancs de Navarre, pour v deniers obole tournois; et toutes monnoyes, tant d'or que d'argent, autres que celles ci-dessus declairées, ne soient prises ou mises pour quelque pris que ce soit, fors au marc pour billon, sur les peines dessusdictes. Et aussi avons prohibé et deffendu, prohibons et deffendons dès maintenant pour lors, que, ledict premier jour de juing passé, toutes icelles monnoyes estranges n'ayent aucunement cours, et que nulz, sur les peines que dessus, ne les preignent, soit en fait de noz receptes, de marchandise ou autrement, mais tout ce qui s'en trouvera le temps dessusdict passé, soit mis et converty en l'usage et ouvraige de nosdictes monnoyes; et se, ledict premier jour de juing passé, se treuve es mains des marchans, receveurs et changeurs, aucunes desdictes monnoyes deffendues qui ne soient sizaillées pour mettre en l'ouvraige de nosdictes monnoyes, nous voulons qu'elles soient dès-lors confisquées, et les parties condainpnées en amende arbitraire, et pugnies selon l'exigence des cas, en ensuivant les ordonnances royaulx. Si donnons en mandement

NOTES.

(a) Voir la page 473 du tome XVI, et sa note c.

(b) Voir notre tome XVI, page 472, et note c.

(c) On peut voir encore sur la monnoie qui portoit ce nom, sur sa valeur et sur son

emploi, notre tome XVI, page 472, note b. Nous pouvons renvoyer aussi à cette p. 472, à la pag. 473, au Discours préliminaire du tome XV, et sur-tout à l'ouvrage de Leblanc, pour les monnoies rappelées dans cette foi de Louis XI.

ausdicts generaulx maistres de nosdictes monnoyes, au prevost de Paris, à tous noz baillifz, seneschaulx et autres officiers et justiciers de nostre royaume ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que ceste nostre presente declaration et ordonnance ilz facent publier solemnellement, chascun en son auditoire et par tous les lieux publiques et accoustumez à faire criz et publications, en maniere que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et icelles facent garder et entretenir de point en point sans enfreindre, en commectant et ordonnant, se mestier est, de par nous, là où ils verront estre expedient, personnes ydoines, convenables et souffisans qui se preignent garde que nulz ne trespasent ou facent contre cestedicte nostre declaration et ordonnance, en faisant pugnicion sans faveur ou depart de tous ceulx que l'on pourra savoir ou trouver qui auront faict ou transgressé les choses dessusdictes, par telle maniere que ce soit exemple à tous autres. Et pour ce que de ces presentes on aura à faire en plusieurs et divers lieux de nostredict royaume, voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cessedictes presentes. *Donné aux Montilz, le quatrieme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, l'Admiral, le sire de Crussol, et autres presens.* FLAMENG.

LOUIS XI,
aux Montilz,
le 4 Janvier
1470.

(a) *Exemption de toute Imposition foraine pour les Habitans de la ville et de la prévôté de Saint-Quentin.*

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
le 16 Janvier
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, considerans la bonne, vraye et grant loyauté que noz chiers et bien-amez les maire, eschevins, jurez et habitans de nostre ville de Saint-Quentin ont de tout temps et d'ancienneté gardée envers nous et la couronne de France, mesmement puis naguieres, ainsy qu'ilz l'ont bien monstré par experience, lesquelz de leur propre mouvement et liberale volenté se sont reduitz en nostre obeissance (b), desirans par ce eulx et leurs affaires estre traictiez le plus favorablement que faire se pourra, ausdicts maire, eschevins, jurez et habitans, et pareillement à ceulx de la prevosté dudit Saint-Quentin et à leurs successeurs, avons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, octroyé et octroyons par ces presentes, que d'ores en avant eulx et leurs successeurs ne soient ou puissent estre traictiez (c) hors des murs de nostredict ville, pour quezconques peages, impositions fouraines (d) ou haults passages; et de

NOTES.

(a) Ces lettres se trouvent deux fois au registre 195 du Trésor des chartes, pièces 464 et 505. L'époque et l'objet, le *considérant* et le *dispositif*, en sont les mêmes, et les différences ne sont pas assez nombreuses pour les faire imprimer toutes deux. Nous mettrons en note les variantes les plus remarquables.

(b) Il y a de plus, au n.º 505 : « Et en ce faisant, du tout delaisant et habandonnant le party de Charles de Bourgoigne, nostre re-

belle et desobeissant subject, voulans par ces causes subvenir auxdicts habitans et envers eux recognoistre le bon et grand vouloir que avons au bien, population et entretenement d'eulx et de ladite ville, en maniere qu'il en soit à toujours memoire, &c. »

(c) Traduits.

(d) On peut voir ce que nous avons dit sur les impositions foraines, Discours préliminaire du tome XVI, pag. xcj et suiv.

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
le 16 Janvier
1470.

nostre plus ample grace, leur avons octroyé et octroyons que de tout ce que puet estre deu et escheu à cause desdicts haults passages et imposicions fouraines, de tout le temps passé jusques à present, pour les denrées menées hors de nostre royaume, ne leur soit ou puisse estre faicte aucune poursuite ou demande, en quelque maniere que ce soit, en tant que la chose nous touche; ains voulons et nous plaist qu'ilz en soient et demeurent quictes et paisibles, et les en avons quictez et quictons de nostredicte grace par cesdictes presentes. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à nostre bailli dudit lieu de Saint-Quentin (a), et à tous noz autres justiciers, officiers et receveurs, ou à leurs lieutenans ou commis, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts maire, eschevins, jurez et habitans et leurs successeurs, et chascun d'eulx en droit soy, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire (b). Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Mehun-sur-Loire, ou mois de Janvier (c), l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme. Ainsi signé : Par le Roy, Messieurs les Ducs de Calabre et de Bourbon, les Contes de Guyse et de Dunoy, les sires de la Forest, de Craon et de Montagu, maistre Pierre Durefuge, general, maistre Guillaume Compaign et autres presens (d). LECLERC (e). Visa.*

NOTES.

(a) La pièce 505 porte : « à nos amés et féaux les gens de nos comptes et tresoriers, aux baillifs de Vermandois et de Saint-Quentin, et à tous nos autres &c. »

(b) La pièce 505 ajoute : « et par rapportant cesdictes presentes ou *vidimus* d'icelles et recognoissance sur ce suffisante tant seulement, nous voulons nostre receveur ordinaire du bailliage de Vermandois et de Saint-Quentin et tous autres qu'il appartiendra en estre et demourer quictes et deschargés par

nosdicts gens des comptes, auxquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, non-obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que &c. &c.

(c) « Le 16 janvier », n.º 505.

(d) Il y a seulement, au n.º 505 : *Par le Roy, les sires de Craon, de la Forest, maistre Guillaume Compaign et autres presens.*

(e) *Flameng* est au lieu de *Leclerc*, au n.º 505.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 19 Janvier
1470.

(a) *Affranchissement accordé aux Bouchers de Beauvais, d'impositions qu'on levoit sur eux (b).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, aux esleus sur le fait des aydes ordonnés par nous en la ville et eslection de Beauvais, ou à leurs commis, salut. Receue avons l'umbe supplication des marchans bouchiers vendans chair à detail en ladicte ville et cité de Beauvais, contenant que, pour pourveoir ladicte ville et les habitans demourans en icelle, de chairs, tant de bœufs, moutons et autre

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 195, pièce 519.

(b) La pièce du Trésor des chartes porte,

pro carnificibus ville Parisiensis, au lieu de *ville Belvacensis*.

Louis XI,
à Chartres,
le 19 Janvier
1470.

bestail, il leur fault et convient avoir plusieurs varlets et chevaux pour aler, tant eulx comme leursdicts serviteurs, es villaiges et ailleurs en foires de Normandie querir bestail, et aussi leur est nécessité d'avoir et tenir plusieurs chamberieres et autres mesgnies (a) qui leur coustent grans sommes de deniers chascun an, ou autrement ilz ne pourroient fournir ladicte ville comme elle est; et jaçoit ce que quelques peines et travaux qu'ils aient de ce faire, et que de toutes les bestes que on leur vend, l'imposicion en soit payée à nous ou à noz fermiers, et que de droit on ne puisse prendre plusieurs imposicions d'une mesme beste, mesmement quand elle est vendue à detail, et quant desia elle est vendue en gros et l'imposicion payée, toutesfois iceulx supplians, quelques peines, travaux et frais qu'ils aient de ce que dict est, sont contraints et ont accoustumé de payer troys manieres d'imposicions, c'est assavoir, l'imposicion de chair qu'ilz vendent à detail, l'imposicion du cuir à poil, et l'imposicion des grèsses, ce qu'ilz ne paient point en nostre ville de Paris et autres villes voisines, ne ailleurs en plusieurs bonnes villes de nostre royaume, au moyen desquelles charges et imposicions iceulx supplians ne se peuvent ou pourroient entretenir ne fournir si bien ladicte ville, ne aussi payer leurs varlets, chamberieres et autres mesgnies, et nourrir leurs chevaux, comme ilz feroient se ilz ne payoient pas icelles imposicions qui sont toutes denrées vendues à detail, et dont desia ilz ont payé l'imposicion de la premiere vente, comme dict est, qui est en leur grant prejudice et domaige, et plus seroit se par nous ne leur estoit pourveu de remede convenable, si comme ilz dient, humblement requerant icelluy. Pourquoi nous, ces choses considerées et en faveur des bons et grans services que ceulx de ladicte ville de Beauvais nous ont tousiours faiz, voulans iceulx supplians non estre de pire condition que sont ceux desdictes autres villes, mais les voulans entretenir en semblables franchises et libertez comme les autres sont, inclinans à leur requeste, à iceulx supplians avons octroyé et octroyons de grace especial, par ces presentes, que d'ores en avant ilz et leurs semblables apres eulx, vendans chair à detail en ladicte ville de Beauvais, soient quictes, francs et exemps, et lesquelz nous avons quictez, affranchis et exemptez, quictons, affranchissons et exemptons par cesdictes presentes de non payer d'ores en avant lesdictes imposicions de chairs qu'ilz vendent à detail et des cuirs et gresses qu'ilz vendent et istront desdictes bestes, et tout ainsi que sont ceulx de nostredict ville de Paris et d'autres villes de nostre royaume. Si vous mandons et comectons par cesdictes presentes, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, quictance, affranchissement et exemption desdictes imposicions, vous faictes, souffrez et laissez lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement: car ainsy nous plaist et voulons estre faict, et auxdicts bouchiers supplians l'avons octroyé et octroyons de grace especial par cesdictes presentes, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses et lectres subreptices à ce contraires. *Donné à Chartres, le dix-neufviesme jour de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, Monsieur le Duc de Calabre et autres presens.* J. LECLERC.

NOTE.

(a) Domestiques, personnes attachées au service de la maison.

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

(a) *Droit d'acquérir et de disposer de leurs biens, accordé aux Étrangers qui viendront, pendant les trente ans suivans, s'établir à Saint-Quentin. Remise du Droit de for-mariage.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons, &c. nous avoir receu l'umble supplication de noz chiers et bien-amez les maire et eschevins et jurez de nostre ville de Saint-Quentin, contenant que ladicte ville et l'entretenement d'icelle consiste principalement au fait, entrecours (b), exercice, negociation et entretenement de marchandise mesmement; car icelle ville est située au destroit, et y prennent leur passage les biens, denrées et marchandises de plusieurs villes, pays et contrées, et à ceste cause se y soient retraictz le temps passé plusieurs marchans estrangers et autres non natifs de nostre royaume, avec leurs denrées, marchandises et autres biens, et aucuns d'iceulx, aliez par mariage avec les habitans de ladicte ville ou autres natifz de nostredict royaume, y ont prins leur residence et acquits plusieurs heritaiges et biens meubles, et vraisemblablement ainsi le feroient encores volentiers plusieurs autres, se n'estoit le doute qu'ilz ont et pourroient avoir que, après leur trespas, noz officiers voulsissent prendre et lever à nostre prouffit et comme à nous appartenant par main-morte ou aulbaine (c), tous les biens demourez du trespas de tels estrangers et non natifs de nostredict royaume, et aussi le droict de for-mariage (d), se par nous ne leur estoit sur ce pourveu de nostre grace, liberalité et remede convenable, humblement requerans iceulx. Pour ce est-il que nous, les choses dessusdictes considérées, et la très-grant loyauté que ont tousiours lesdicts supplians et tout le corps et communauté de ladicte ville gardée envers nous et noz predecesseurs Roys de France, et, par especial, en eux reduisant naguieres en nostre obéissance, à iceulx maire, eschevins et jurez, corps et communauté de ladicte ville, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, et afin que ladicte ville soit mieulx habitée et peuplée, avons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, octroyé et octroyons par ces presentes, que toutes personnes estrangieres et non natives de nostredict royaume, de quelque estat ou condicion qu'elles soient, à present demourans ou qui viendront cy-après demourer en nostredict ville de Saint-Quentin et es forsbourgs d'icelle, durant le temps de trente ans prouchainement venans, à compter de la date de ces presentes, puissent acquérir en nostredict royaume tant et telz biens meubles et immeubles qu'ilz en pourront licitement acquérir, et eulx marier à femmes natives de nostredict royaume, se bon leur semble, et d'iceulx biens, ensemble de ceulx qu'ilz ont ja acquis, ordonner et disposer par testament ou autrement, ainsi qu'il leur plaira, et que leurs hoirs leur puissent succeder et apprehender leursdictes successions et biens tout ainsi que s'ils et leursdicts hoirs estoient natifs de nostredict royaume; et quant à ce, les avons habilité et habilitons de nostredict grace et auctorité par ces mesmes

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 195, pièce 463.

(b) Trafic mutuel.

(c) Voir le Discours préliminaire du t. XV, pag. xxiiij et suiv.

(d) Droit prélevé sur l'étranger qui vouloit se marier en France. Voir le même Discours préliminaire, pag. xxvj et xxvij.

présentes,

présentes, sans ce que aucun empeschement leur soit ou puisse estre mis ou donné au contraire, ne qu'ilz en soient tenus pour ce payer à nous ne aux nostres aucune finance ne droit de forsmariage, laquelle finance et droit nous avons ausdicts estrangers qui à present sont demourans et qui cy-après viendront demourer en nostredicte ville de Saint-Quentin durant le temps de trente ans, en faveur desdicts supplians, donnée et quictée, donnons et quictons, de nostre plus ample grace, par ces mesmes presentes signées de nostre main, par lesquelles donnons en mandement à noz amés et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, au bailly de Vermandois, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que lesdicts estrangers à present demourans et qui cy-après viendront demourer en nostredicte ville de Saint-Quentin, durant ledict temps de trente ans, comme dict est, et leursdicts hoirs, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user paisiblement de noz presens grace, habilitation, don, quictance et octroy, sans leur faire, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destoubrier ou empeschement au contraire. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Mehun-sur-Loire, ou mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé sous le repley : LOYS. Et au-dessus dudict repley : *Par le Roy, les sires de Craon, de la Forest et autres presens.* FLAMENG. Visa.

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

(a) *Abolition et Rémission générale de ce qui pourroit avoir été dit ou fait contre le Roi, pendant que le Duc de Bourgogne étoit maître de Saint-Quentin.*

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme puis naguieres noz chiers et bien-amez les maire, eschevins, jurez et habitans de nostre ville de Saint-Quentin, en demonstrent notoirement et par experience la bonne, vraye et grant loyauté qu'ilz ont tousiours gardée envers nous et la couronne de France, se soient liberalement et de leur propre mouvement reduitz en nostre obeissance, et parce que, durant le temps qu'ilz ont esté detenuz et occupez par le duc de Bourgoigne, aucuns d'entre eulx pourroient avoir dict et proferé legierement aucunes paroles, et faict et commis aucunes autres choses à l'encontre de nous et de nostre royal majesté, lesquelles on leur pourroit reprocher au temps advenir, ou les en accuser envers nous, dont ils pourroient avoir aucune crainte, ou eulx absenter du pays; nous, ces choses considerées, voulans preferer misericorde à rigueur de justice, mesmement envers lesdicts maire, eschevins, jurés et habitans de ladicte ville, en faveur des choses dessusdictes, à iceulx et à chascun d'eulx, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons remis, quicté, pardonné et aboly, remectons, quictons, pardonnons et abolissons (b), de nostre grace especial,

NOTES.

(a) Très. des chartes, reg. 195, pièce 466.

(b) Nous avons déjà remarqué qu'il y avoit eu à cette époque, depuis le traité de Péronne, beaucoup de lettres de rémission, d'abolition, &c. Il seroit difficile et assez inu-

tile de les rappeler toutes. Sous la date même des lettres actuelles, janvier 1470, nous en trouvons au registre 195, n.º 518, pour Louis de Bauligniet, et au registre 201, n.º 157, pour Jacques Arnoul.

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, tous les cas, crimes, delicts et malefices que l'en pourroit dire par eux ou aucun d'eulx avoir esté faicts, commis et perpetrez, tant en general que en particulier, envers nous et nostre royal majesté, avec toute peine, offense et amende corporelle, criminelle et civile, en quoy ilz et chascun d'eulx pourroient estre à ceste cause encourus envers nous et justice, et les avons restitué et restituons, en tant que mestier est, à leur bonne fame et renommée au pays, et à leurs biens non confisque, et sur ce imposons silence perpetuel à nostre procureur present et advenir, sans ce que aucune chose en puisse jamais estre imputée, reprouchée ou demandée à eulx ne aux leurs, en quelque maniere que ce soit, ne que ilz soient tenuz de poursuivre, requierir ne demander aucun enterinement du contenu en cesdictes presentes pardevant aucuns de noz juges ou officiers; ains voulons et nous plaist que, en faisant seulement exhibicion d'icelles, ilz joyssent pleinement et paisiblement et entierement du contenu en icelles. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes, à nostre bailly de Saint-Quentin, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, remission, quictance, pardon et generale abolition, ilz fassent, seuffrent et laissent lesdicts maire, eschevins, jurez et habitans, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se leurs corps ou aucuns de leurs biens sont ou estoient pour ce prins, saisissez, arrestez ou aucunement empeschez, si les leur mettez ou faictes mettre tantost et sans delay à plaine delivrance. Et pour ce que de ces presentes l'en pourra avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à l'original. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Mehun-sur-Loire, ou mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Messeigneurs les Ducs de Calabre et de Bourbon, les Contes de Guise et de Dunoy, les sires de la Forest, de Craon et de Montagu, maistre Pierre Derefuge, general, maistre Guillaume Compaign, et autres presens. J. LECLERC. Visa.*

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

(a) Rétablissement de la Prévôté de Saint-Quentin dans l'état où elle se trouvoit avant le Traité d'Arras.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme, paravant le traictié d'Arras (b), toute la prevosté ancienne de Saint-Quentin fust unye et adjointe au siege dudict Saint-Quentin, laquelle en fut desjoincte et separée par ledict traictié, en diminucion dudict siege et du bien et utilité de la chose publicque de notre ville dudict Saint-Quentin, nous, ces choses considerées, et mesmement la

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 465.

(b) Voir le tome XVI de cette collection, pag. 155 et 156.

bonne et grant loyauté que noz chiers et bien-amez les maire, eschevins, jurés et habitans de ladicte ville ont de tout temps et d'ancienneté gardée envers nous et la couronne de France, mesmement puis naguieres, ainsi qu'ils l'ont bien monstrée par effect, lesquelz de leur propre mouvement se sont reduitz en nostre obeissance; desirans par ce, de tout nostre cuer, le bien, entretenement et augmentacion de nostredicte ville, laquelle, en faveur des choses dessusdictes, nous avons tousiours eue et avons en très-singuliere et especiale recommandacion, toute ladicte prevosté ancienne avons remise, reunye et adjoincte audict siege de Saint-Quentin, tout ainsi qu'elle estoit paravant ledict traictié d'Arras, sans ce que d'ores en avant elle en puisse jamais estre mise hors ne séparée, en quelque maniere que ce soit, et ainsi l'avons ordonné et ordonnons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes. Sy donnons en mandement à nostre bailly dudict lieu de Saint-Quentin ou à son lieutenant, present et advenir, que nostre presente reunion, adjonction et ordonnance il entreteigne, observe et garde, et face entretenir, observer et garder sans enfreindre, et icelle dès à present face enregistrer ès registres de sa court et auditoire, et lire et publier à son de trompe et cry publicque par tous les lieux de sa juridiction, mesmement de ladicte ancienne prevosté, ainsi qu'il verra estre à faire, afin que aucuns n'en puissent pretendre cause d'ignorance. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Mehun-sur-Loire, au mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante et dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Messigneurs les Ducs de Calabre et de Bourbon, les Comtes de Guise et de Dunoy, les sires de la Forest, de Craon et de Montagu, maistre Pierre Durefuge, general, maistre Guillaume Compaing et autres presens.* J. LECLERC. *Visa.*

LOUIS XI
à Mehun-
sur-Loire,
Janvier 1470.

(a) Confirmation des Privilèges des Consuls et des Habitans de Narbonne.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

*L*UDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, nos, ad requestam humilemque supplicationem sincerè nobis dilectorum consulum universitatis habitatorum ac populi ville, civitatis, burgi ac vicarie Nerbonne, defunctorum quondam bone memorie Philippi predecessoris nostri ac carissimi domini et progenitoris nostri, cujus anima pace fruatur, vidisse licteras quarum tenor dicitur esse talis:

*P*HILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quòd, cùm ex parte consulum universitatis et habitatorum ac populi ville, videlicet civitatis et burgi Nerbonne, in qua quidem villa sunt et fuerant hactenus duo consulatus, unus videlicet in civitate et alius in burgo, nobis fuerit supplicatum, ut unionem dictorum duorum consulatuum concedere velimus eisdem, dicentes quòd dicta unio, si per nos concederetur, esset accommodata eis et toti ville ac omnibus habitantibus in ea, nos, acedentes quòd ipsi et eorum predecessores nobis et nostris predecessoribus Francorum Regibus ac corone Francie

PHILIPPE VI,
à Paris,
12 Juin 1338.

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 183.
Tome XVII.

Aaa ij

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

semper fuerunt fideles et obedientes, et sperantes quod sic in futurum existant, et ideo intendere volentes ad bonum et tranquillum statum et reformationem dicte ville, que in parvibus maritimis situata est et prope fines regni nostri, eorum supplicationi favorabiliter annuentes, super supplicationibus per eos super hoc et super aliis infra scriptis nobis factis, habitâ super eis deliberacione concilii, de gracia speciali, ex certa sciencia nostra ac de nostre regie plenitudine potestatis, concessimus et concedimus que sequuntur :

Primò. Concedimus eis quod dicti duo consulates ville predicte Nerbonne, cum eorum membris, libertatibus, usibus, consuetudinibus, franquessis et iuribus universis, et cum plenitudine et integritate libertatum, consuetudinum et usuum ac universorum iurium eorundem, quos consulatus à nobis, tanquam à Duce Nerbonne, in solidum et immediatè dicti consules universitatis dicte ville nomine se tenere advoant et etiam recognoscunt et aliàs recognoverunt, quamquam aliàs, diù est, procuratores dilectorum et fidelium nostrorum archiepiscopi et vicecomitis Nerbonne super dictam advoacionem et recognicionem aliàs factam debatunt et oppositionem predictis consulibus et procuratori nostro fecisse dicantur, et super quo debato causa litigii in curia nostra pendere dicitur inter partes, que nondum est terminata, uniantur, et ipsos consulatus unire volumus, et unimus et de ipsis duobus consulatibus unum consulatum facimus et perpetuò esse volumus sic unitum; ac volumus et dictis consulibus concedimus quod in antea, cum eis placuerit, dictâ unione utantur impunè, licentiâ alicuius minimè requisitâ; cui consulatui sic unito omnes libertates, consuetudines, usus ac jura universa que ante presentem unionem dictis duobus consulatibus pertinebant seu pertinere poterant, integra et ilibata remanere volumus, sicut ante presentem unionem dictis duobus consulatibus divisim, tam in possessione et saisina sive quasi, quam in proprietate, competeant seu competere poterant quovis modo, et prout dicti duo consulatus et eorum quilibet sunt hactenus eis usi; qui quidem sic uniti à nobis in solidum tenebuntur et teneri debebunt, non obstante quod super unione predicta, aliàs petita coram senescallo Carcassonne seu vicario Biterensi, in qua senescallia dicta villa est situata, procuratores dictorum archiepiscopi et vicecomitis se opposuerunt, et in causa litigii, supra dicta oppositione inchoata, procuratorem nostrum secum adjungi petierunt, et plures causas et facta proposuerunt, et adversus eos plura etiam facta et rationes per partem dictorum consulum et consulatum proposita, et plures testes hinc inde producti et examinati fuerunt, que tamen causa nondum est per sententiam terminata; per hæc autem, causas litigiorum predictorum non intendimus nec volumus in aliquo derogari quin valeant in quantum de jure, usu seu de consuetudine, et non aliàs, valere poterunt et debent.

(2) Item. Super eo quod dicti consules dicebant, quod retroactis temporibus in dictis consulatibus erat certa forma sive modus in quolibet eorundem consulatuum consules eligendi, postquam, debato moto inter populares burgi Nerbonne ex una parte et alios qui placearii (a) dicuntur dicti burgi ex altera, super modo eligendi consules, per dilectos et fideles clericos et consiliarios nostros magistros B. Saqueti, nunc Morinensem episcopum (b), et Johannem de Borbeino, tunc in senescallia Carcassonne, super hiis et aliis nostris negociis existentes, in quos de dicto debato fuerat per partes compromissum, statuta seu ordinata seu statuti vel ordinati fuerat certa alia forma seu certus alius modus consules eligendi, servandi vel servandorum sub pena decem millium librarum

NOTES.

(a) Magistrats municipaux qui prononçoient sur les demandes et les contestations des habitants; placearii, de placitum.

(b) Raimond Saquet. Voir le *Gallia Christiana*, tom. X, pag. 1560. Il doit y avoir par conséquent R, et non B.

turonensium nobis applicandarum, prout in dicto promisso super hoc facto et in sententia arbitrarij iude secuta et lata contineri dicebant, super quo petebant et supplicabant predicti consules eis concedi quòd, non obstantibus pronuntiacione et pena predictis, facta realiter unione predicta, consules omnes ville predictie simul et de consensu partium quos tangit seu tangere potest dicta sententia arbitrarij, vel majoris partis consiliariorum pareium (a) que se compromiserunt, possent vel ad primam viam vel formam sive modum eligendi consules redire, vel secundum arbitralem sequi, aut aliam idoneam et sufficientem eligere, prout eis videretur rationabiliter faciendum.

(3) Item. Super eo etiam quod dicebant, quòd cum pro eo quia dicti consules erant ante presentem unionem divisi et separati, quilibet dictorum consularum haberet et habere deberet clavarios (b), videlicet consularis burgi tres, ex dicta pronuntiacione arbitrarij et sub pena predicta, et consularis civitatis duos, quod asseverabant eis et ville predictie sumptuosum esse, et esset etiam quedam confusio tot habere clavarios, super quo supplicabant eis concedi quòd, facta realiter unione, predicti consules dicte ville, de voluntate et consensu dictarum partium quas tangit seu tangere potest dicta pronuntiatio arbitrarij vel majoris partis, ut supra dictum est, possent dictorum clavariarum numerum ad minorem redigere vel illum servare, aut alias super hoc disponere et ordinare, prout expediens eis videretur, pronuntiacione et pena non obstantibus predictis.

(4) Item. Super eo etiam quod supplicabant eis concedi quòd, super omnibus aliis in compromisso et pronuntiacione arbitrarij predictis singulariter et universaliter contentis, facta unione predicta, ipsi consules similiter possent, de consensu dictarum partium ut supra dictum est, disponere et ordinare, prout eis expediens et rationabile videretur, non obstantibus pronuntiacione et pena predictis.

(5) Item. Et super eo etiam quod supplicabant eis concedi quòd super ordinatione et institutione officialium dicti consularis sic uniri, et augendo vel diminuendo numerum eorum nec non, et super omnibus aliis super quibus dicti consules predictorum consularum vel alter ipsorum consularum ante dictam unionem poterant vel poterat ordinare et statuere, possent et valerent, dicta unione facta, ordinare et statuere, prout eis expediens videretur, premissa supplicata eisdem consulis nomine universitatis ville predictie concessimus et concedimus, prout ea sibi concedi supplicabant, absque tamen nostro in aliis prejudicio et in omnibus quolibet alieno; majorem tamen clavariarum numerum habere non poterunt quem habuerunt huc usque; volentes etiam et concedentes eisdem quòd potestas eligendi consules dicte ville illis in futurum competat quibus competeat ante concessionem unionis predictie, nec eis aliquod per premissa vel sequentia, quoad electionis hujusmodi potestatem, prejudicium aut immutationem fieri volumus, nisi de ipsorum procederet voluntate.

(6) Item. Concedimus eisdem consulis quòd ad electionem et creacionem consulum procedi et intendi valeat per illos ad quos dicta electio pertinet annis singulis illa die qua voluerint, non obstante quòd ante presentem unionem in dictis duobus consularibus certis et diversis diebus consules eligi consueverunt et creari.

(7) Item. Concedimus prefatis consulis et consulari predicto sic per nos uniri, quòd possint, cum eis placuerit, in dicta villa Nerbonne, in civitate vel in burgo, ubi maluerint, aut supra pontem veterem dicte ville, uiam domum sufficientem et habitam vel plures in unam conjungendi, videlicet, quòd sufficere debeant et

NOTES.

(a) Pariage; ce mot a déjà été expliqué plusieurs fois.

(b) Voir ci-dessus, page 277, note b.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

non ultrà pro una domo sufficienti facienda pro eorum consulatu tenendo et perficiendo, hiis que ad eorum consularis negocia incumbunt acquirere vel edificare, et semel vel pluries, ubi maluerint, in quacumque parte dicte ville suum consularium tenere et habere, et domum seu domos quam seu quas propter hoc acquisiverint vel edificaverint in unam junctas tenere absque eo quòd cogantur tam seu eas extra manum suam ponere, vel pro ea ipsius seu ipsarum acquisitione nobis aliquam prestare suanciam, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno.

(8) Item. Concedimus eisdem consulibus quòd, in casu quo aliquis aliquod debitum moveret eisdem consulibus seu universitati ville predicte in unione predicta, vel quominus ipsa unio tenuerit et sit ac remaneat in sua efficacia et virtute, procuratores tam generales quàm speciales partem faciant et facere debeant ac tentantur contra quodcumque dictum debitum moventes, et se adiungant procuratores predicti cum consulibus antedictis et adjungere teneantur in causa seu causis debiti predicti, absque custu, consulum seu universitatis predictorum, unionem predicti consularis descendendo ad finem quod teneat, quodque, predictis pendentibus debitis, dicti consules et universitas in possessione et saisina dicte unionis sint et remaneant, serveantur et teneantur, et defendantur in ea.

(9) Item. Volumus et concedimus consulibus et universitati predictis, quòd dictus consularis sic unius cum omnibus membris, libertatibus, usibus, franquesis, immunitatibus, consuetudinibus ac juribus universis, teneatur perpetuò in solidum et immediatè à nobis et successoribus nostris Regibus, sicque extra manum nostram et successorum nostrorum Regum Francorum et patrimonium nostrum, in totum vel in parte, divisa vel indivisa, nunquam ponatur aliqua ratione vel causà, eciàm in personas filiorum vel fratrum aliorum Regum Francie, successorum nostrorum.

(10) Item. Concedimus consulibus et universitati predictis quòd, in casu quo contingeret in futurum nos vel aliquos successores nostros succedere in totum vel in parte in jus aliquorum dominorum temporalium dicte ville Nerbonne, ex illa causa vel aliqua alia, vel quocumque titulo, dicta unio consularis retractari non debeat, retractetur aut aliquatim infringatur.

(11) Item. Cum dicti consules asserant quòd consules dictorum duorum consularium, ante presentem unionem, habeant institutionem et destitutionem immediatè et in solidum preconum dicte ville Nerbonne vocatorum juratorum, et etiam prosenetarum, vocatorum vulgariter corraterii et corratarie, concedimus eisdem consulibus sic uniis quòd sicut institutio et destitutio predictorum preconum seu incantatorum (a) et prosenetarum seu corrateriorum ac corrateriarum, ad consules dictorum duorum consularium ante presentem unionem pertinebant, sic et eodem modo pertineant ex nunc in antea ad dictos consules uniis.

(12) Item. Concedimus etiam eis quòd possint, ad commodum sui consularis et universitatis dicte ville, ad firmam seu censum tradere emolumenta incantus dicte ville, et proclamaciones vinorum que venduntur in ea, ac etiam emolumenta corratarie ejusdem annuatim, vel aliàs prout maluerint, licèt ea antea non consueverint vendidisse; sic tamen, quòd firmarii seu alii qui emolumentum predictorum ad commodum ville et universitatis predictarum levabunt, amplius non exigant quàm per precones, incantatores ac vinorum proclamatores, et corraterios seu corraterias, huc usque levare et exigere consuevit.

Premissa verò omnia per nos suprà dictis consulibus, sicut premittitur concessa, et prout superius sunt expressa, eis concessimus, et tenore presentium concedimus,

NOTE.

(a) Qui mettent à l'encan, à l'enchère.

de speciali gracia et de certa sciencia, ac ex causa et eciam de nostre regie plenitudine potestatis, salvo in aliis jure nostro et in omniibus quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus licteris fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, anno Domini millesimo trecentesimo trigésimo octavo, die duodecimâ mensis Junii.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex, universis presentes licteras inspecturis, salutem. Notum facimus quôd, cûm procurator noster in seneschalia Carcassonne nobis exposuisset, quôd subditi et justiciabiles vicariarum et judicaturarum de dicta seneschalia Carcassonne existentium, tam in causis civilibus quàm criminalibus, ad delatandam justitiam, ad seneschalum nostrum soliti erant recurrere, et partibus eorum adversis in assisiis dicti seneschali tunc proximò futuris in dictis vicariis et judicaturis tenendum diem assignari ac inhibitiones in talibus solitas fieri facere, metu quarum transgressionis dicti vicarii et judices in dictis causis ulterius procedere non erant ausi, unde et eo quôd dicte assisie, que, secundum quedam assueta privilegia, nonnullis communitatibus villarum et subditorum dicte seneschalie à nobis seu predecessoribus nostris indulta, per dictum seneschalum in dictis vicariis et judicaturis de duobus in duos menses teneri debuerant et debebant, non tenebantur de octo annis, causâ evitandorum magnorum sumptuum, missionum et expensarum, occasione dictarum assisiarum pro dicto seneschalo et ejus comitiva faciendorum, quôd plures cause, processus indecisi ac excessus impuniti remanserant et adhuc remanebant, super quibus et quorum ratione dictus procurator noster in dicta seneschalia Carcassonne à nobis certas obtinisset licteras, per quas dicto seneschalo Carcassonne et Bictericensi mandabatur et committebatur, quatinus in causis quibuscumque per appellacionem, concessionem dictarum licterarum in dicta communi forma, et si quas, coram ipso et in ejus curia devolutis seu devolvendis, non habendo respectum seu consideracionem ad privilegia jam dicta, in dictis assisiis et extra assisias, ac eciam in locis consuetis dictarum vicariarum et judicaturarum, nosciens quoscians contingeret dictum seneschalum seu ejus locum tenentem ibidem adesse, vocatis partibus, procederet, ipsasque partes in eisdem procedere faceret et ipsis ministraret bonum et breve justitiæ complementum, à quarum quidem licterarum concessione, et nonnullis explectis in unum, seu pretextu earundem, per dictum seneschalum Carcassonne et Bicterarum seu ejus locum tenentem, ad requestam seu prosecutionem dicti procuratoris in dicta seneschalia factis, consules ville et vicarie Nerbonne aut eorum procurator ad nostram parlamentum curiam appellassent, ibidemque suam appellacionem hujusmodi debitè relevassent. Constitutis igitur in dicta nostra parliamenti curia dictis appellantiibus seu eorum procuratoribus ex una parte, et procuratore nostro generali pro nobis ex parte altera, dicti appellantes eorum appellacionis causam deducendo, plura et potissimè eorum privilegia inferius inserta, quibus acientiis se justam appellandi causam habuisse innuebant, proposuerunt et allegaverunt ac ut appellantes totum pertinentes concluderunt; ex adverso verò dictus procurator noster generalis, dictas licteras per dictum procuratorem nostrum seneschalie Carcassonne obtentas sustinere nolens, plura proposuit ex quibus petiit et requisivit quatinus, dictâ appellacione cum et quadam alia eciam appellacione quam dictus procurator noster Carcassonne fecerat rejectis et adnullatis, dictus seneschalus Carcassonne ad tenendas assisias in locis assuetis, de duobus mensibus in duos menses, aut, ad minus, quater in anno, ac alii officarii qui in dictis assisiis existere debent, ad in eisdem assistendum cogerentur et compellerentur, dictoque seneschalo ne tales licteras seu mandata in dicta forma, si quas informaciones amodo cuiquam concederet,

15 Mai 1434.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

inhiberetur; alioquin, videlicet si dicte appellaciones non adnullarentur, cum appellantes ad nos, priusquam appellare, recurrere habeant, dictos appellantes male appellasse diceretur et declararetur, tandem partibus predictis in hiis que circa premissa auditis, et super hinc inde petitis et requisitis in arresto appunctatis, visisque per dictam nostram curiam explectis, dictorumque privilegiorum vidimus, et litigato dictarum partium ac aliis hinc inde penes dictam curiam nostram, ex ipsius appunctamenti pretextu dictarum licterarumstrarum pro parte dicti procuratoris nostri seneschalie impetrationem factam adnullavit et adnullat, ordinavitque et ordinat quod ad dies ordinarios dicte seneschalie parlamenti nostri proximò futuri veniant dicte partes super principali huiusmodi materia quas voluerint conclusiones et requestam hinc inde una contra aliam facture et eisdem responsure, ac ulterius processure et facture quod fuerit rationis, quibus auditis, dicta nostra curia faciet jus; et, hoc pendente, inhibuit et inhibet dicta nostra curia dicto nostro seneschalo Carcassonne ac suis locatenentibus, et eorum cuilibet, ne de quibuscumque causis civilibus aut criminalibus ex dictis villa et vicaria Nerbonne per appellacionem vel pretextu negligencie vel eciam vigore dictarum licterarum, si quas appellatarum, aut aliàs venientibus et devolutis, ipsi alibi quam in dicta villa Nerbonne, secundum formam et tenorem dictorum privilegiorum presentibus inferius insertorum, ac in assisiis curiam seu cognicionem tenere presumant, quas quidem assisiis dictus seneschalus per se vel suos locatenentes aut aliquem eorum in dicta villa Nerbonne quater in anno hac interpolacione, videlicet de tribus mensibus in tres menses, tenere tenebitur; hoc omne, per provisionem et sine prejudicio iurium nostrorum et privilegiorum predictorum, et quousque partibus auditis per dictam nostram curiam aliud super hoc fuerit ordinatum; poteritque dictus seneschalus in dicta villa Nerbonne unum locum tenentem habere et tenere, si voluerit et visum fuerit expedire. Tenor verò licterarum vidimus dictorum privilegiorum sequitur in hec verba:

Vidimus de Durand Fabri.

NOVERINT universi quod nos DURANDUS FABRI miles, dominus loci de Gadio, vicarius regius Nerbonne, vidimus, tenuimus, legimusque et diligenter perscrutari fecimus quasdam pactentes et appertas licteras regias, in duabus par-gameni pectis simul conglutinatiss scriptas, et sigillo magno domini nostri Regis in cera viridi, cum cordonibus cericis vermeli et viridis colorum impendenti, sigillatas, et in quolibet capite conglutinationis dictarum pelliũ contrà sigillo domini nostri Regis in simili videlicet cera et cordonibus impendenti sigillatas, nomineque domini qui eas collacionavit signatas, ut in fine ipsarum pariter nomine ipsius domini est positum, sanas et integras, non viciatas, non abrasas, nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni vicio et suspicione carentes, huiusmodi tenoris:

KAROLUS, Dei gratiã, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, quod cum pridem, post certam litem super disjunctione vicarie Nerbonne à vicaria Biterrensi motam et agitatam in nostra parlamenti curia, &c. (a).

Fin des Lettres
de
Durand Fabri.

In quarum quidem licterarum regiarum preinsertarum visionis, leccionis ac diligenti perscrutacionis testimonium, nos Durandus Fabri, vicarius Nerbonne, sigillum ordinarium curie regie Nerbonne, cum aliud autenticum non sit, huic presenti transcripto, aliàs vidimus nuncupato, impendenti, duximus apponendum,

NOTE.

(a) Voir le tome VIII de ce Recueil, pag. 557 et suiv. Voir aussi le tome IX, pag. 354. *dit*

die tricesimâ mensis Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo secundo, domino Karolo, Dei graciâ Rege Francorum, regnante.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Janvier 1470.

In cujus rei tesimonium, nostrum presentibus licteris fecimus apponi sigillum. Datum Pictavis, in Parlamento nostro, quindecimâ die Maii, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo-quarto, et regni nostri duodecimo. Per arrestum Curie, BLOIS.

Collacio facta est.

Cum quibus quidem licteris regiis preinsertis est alligata alia lictera sigillata cum cera crocea non viciata, non cancellata, nec in aliqua sui parte suspecta, sed omni prorsus vicio et suspicione carens, quarum quidem licterarum tenor talis est :

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex, primo parlamenti nostri hostiario aut servienti nostro super hoc requirendo, salutem. Ad supplicationem consulum, universitatis, ville et vicarie Nerbonne, tibi tenore presencium committimus et mandamus quathinus, viso quodam dicti parlamenti arresto, inter dictos supplicantes ex una parte et procuratorem nostrum generalem pro nobis ex parte aliera, die date presencium dato seu prolato, illud iuxta sui formam et tenorem, in hiis que executionem requirunt, executioni debite demandes : ab omnibus autem justiciariis et subditis nostris tibi in hac parte pareri volumus efficaciter et jubemus. Datum Pictavis, in Parlamento nostro, quindecimâ die Maii, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo-quarto, et regni nostri duodecimo. *Per Cameram, BLOIS.*

Quas quidem licteras preinsertas, privilegia et arrestum continencia, omniaque et singula in eis contenta, ratas et gratas, rataque et grata habentes, juxta ipsarum formam et tenorem, de nostris gracia speciali, plenitudine potestatis, auctoritateque regia, laudavimus, ratificavimus, confirmavimus et approbavimus, laudamusque, ratificamus, confirmamus et approbamus, prout super hiis, lapsis temporibus, ritè et justè usi sunt et gavisi. Quapropter vicario nostro in prefata vicaria Nerbonne, et gubernatori ac rectoribus nostris ville Montispelli, aut eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, in mandatis damus, et etiam in preinsertis licteris ad conservacionem contentorum in eisdem deputantes, si opus sit, committimus per presentes, quathinus nostris presentibus confirmacione, ratificacione, approbacione et graciâ speciali, ipsos consules, universitatem, habitatores ac populum predictarum ville, civitatis, burgi ac vicarie Nerbonnensis, supplicantes et eorum quemlibet in solidum uti et gaudere faciant et permittant, nil in contrarium nunc quomodolibet in futurum fieri permittentes; que, si facia forent, ad pristinum statum et debitum reducant, seu faciant indilatè reduci. Quod ut firmum et stabile perpetuis perseveret temporibus, nostrum presentibus licteris jussimus apponi sigillum, nostro in aliis et quolibet alieno in omnibus juriis semper salvis. Datum Compendii, in mense Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo decimo, et regni nostri decimo. Ainsi signé : Per Regem, domino Duce Callabrie, magistro Guillermo Compaing ac aliis presentibus, J. DE MOLINS. Visa.

Fin des Lettres
de
LOUIS XI.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

(a) *Confirmation des Privilèges des Habitans du lieu d'Auzy en Rouergue.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, inclinans à la supplicacion et requeste qui faicte nous a esté de la partie de noz bien-amez les manans et habitans du lieu et chastel de Auzy, en la seneschaucée de Rouergue, et pour certaines causes et consideracions à ce nous mouvans, nous avons, de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorité royal, ratifié, confirmé et approuvé, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes, les privilegeiges, concessions et octroys plus à plein contenus et declairés ès lectres attachées à ces presentes soubz le contre-scel de nostre chancellerie, pour en joyr et user d'ores en avant par lesdicts manans et habitans dudit lieu et chastel de Auzy, tout ainsi et par la forme et maniere que ilz et leurs predecesseurs en ont joy et usé par cy-devant, justement et deuement. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, au seneschal de Rouergue, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratification, confirmation et approbacion, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdits consuls, manans et habitans dudit lieu et chastel de Auzy, plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE. Visa.*

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, n.° 467.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

(a) *Confirmation des Privilèges des Habitans de Saint-Antoine* (b) *en Rouergue.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, inclinans à la supplicacion et requeste qui faicte nous a esté de la partie de noz bien-amez les consuls, manans et habitans de la ville de Saint-Anthoine, en nostre seneschaucée de Rouergue, et pour certaines causes et consideracions à ce nous mouvans, nous avons, de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorité royal, ratifié, confirmé et approuvé, ratifions, confermons et approuvons, par ces presentes, les privilegeiges et autres choses contenues et declairées ès lectres de confirmation de feu nostre tres-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, attachées à cesdictes presentes soubz le contre-scel de nostre chancellerie,

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 195, n.° 468. (b) Ou Saint-Antonin.

pour en joyr et user d'ores en avant par lesdicts consuls, manans et habitans de ladicte ville de Saint-Anthoine, tout ainsi et par la forme et maniere que ilz et leurs predecesseurs en ont joy et usé par cy-devant, justement et deument. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, au seneschal de Rouergue, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratificacion, confirmation et approbacion, ils facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdicts consuls, manans et habitans de ladicte ville de Saint-Anthoine, plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mectre nostre scel à cescdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE. Visa.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

(a) *Confirmation des Statuts des Orfèvres de Tours.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication des orfèvres et maistres d'orfèvrerie de nostre ville et cité de Tours, contenant que ja pieça feu nostre ayeul le Roy Charles, sixiesme de ce nom, leur octroya ses lectres patentes scellées en latz de soye et cire vert, faisant mention des statuz et ordonnances touchans ledict mestier, desquelles l'en dit la teneur estre telle :

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme par la diligence de noz officiers on pourroit trouver plusieurs fautes et malfaçons es ouvrages d'aucuns orfèvres de nostre ville de Tours, en or et en argent, par ce qu'ilz seroient de moindre loy et vailleure qu'ilz ne devoient estre par les ordonnances et usaiges anciens, et pour ce que plusieurs inconveniens s'en pourroient ensuir et plus multiplier au temps advenir, qui seroit au domaige et lesion de la chose publique, se pourveu n'y estoit de bon remede et ordonnance, nous, ensuivans les bonnes mœurs de nos devanciers Roys de France, ayans desir de pourvoir au bon gouvernement du peuple de nostre royaume, et en especial de nostre bonne ville de Tours, et ayans faict visiter et essayer les matieres dont lesdicts orfèvres usoient communement, tant d'or comme d'argent, en nostredicte ville de Tours, et voir aucunes ordonnances faictes sur ledict mestier en nostre bonne ville de Paris, et pour l'utilité et bien publicque du peuple et habitans de nostredicte ville de Tours, par l'advis et deliberacion de nostre conseil, des generaulx maistres de nos monnoyes, et autres cognoissans en ce, avons, sur ce, ordonné et ordonnons par statut et esdit royal de tenir d'ores en avant fermes, sans enfreindre, les poincts et articles qui s'ensuivent, pareillement que on faict en nostredicte ville de Paris, c'est assavoir :

CHARLES VI,
à Paris,
20 Mai 1413.

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 158.
Tome XVII.

Bbb ij

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

Premierement. Quiconque voudra et saura faire ledict mestier d'ores en avant, pourra estre orfevre à Tours, s'il y a aprins ou ailleurs les us et coustumes du mestier, ou il sera esprouvé par les maistres du mestier estre souffisant d'estre orfevre, de tenir et lever forge, et d'avoir poinçon ou contre-seing, comme cy-apres sera plus à plain declairé.

(2) *Item.* Et semblablement, se icellui esprouvé est tel qu'il doye estre orfevre et avoir poinçon, et il ait esté ouvrier de mestaulx, autres que d'or ou d'argent, et il veult estre orfevre, il ne ouvrera ne laissera et fera jamais ouvrer d'autres mestaulx que de bon or ou de bon argent, se ce n'est joyaulx d'esglise, comme tombes (a), casses (b), croix, encensiers ou autres joyaulx accoustumez à faire pour servir sainte esglise, se ce n'est du congié et licence des maistres dudict mestier.

(3) *Item.* Et jurera ledict orfevre tenir et ouvrer aux us et coustumes du mestier d'orfeverie, dont cy-apres sera faicte mencion.

(4) *Item.* Aussi quelzconques orfèvres ne pourront tenir ne lever forges ne ouvrer en chambre secrete, se ils ne sont esprouvez devant les maistres de ce mestier et tesmoignent souffisans de tenir forge et d'avoir poinçon à contre-seing, et autrement non; et s'ils ne sont tres-bien receans (c), ils n'auront point de poinçon, se ils ne baillent pleiges (d) de dix marcs d'argent aux gardes de la monnoye de nostredicte ville de Tours, lesquels gardes feront despecier (e) tous les poinçons que ont à present lesdicts orfèvres, et auront autres poinçons nouveaulx, telz comme ils leur seront ordonnez par lesdicts gardes et maistres du mestier; et de leursdicts poinçons iceulx orfèvres signeront (f) toutes vaisselles et grosses euvres, et aussi tous joyaulx et saintures qui bonnement signer se pourront, selon les bonnes consciences et le prouffit de la chose publique.

(5) *Item.* Avecques ce, aucuns oultre-montains ne pourront ouvrer secretement ne en appert (g) en leurs hostels, se ils ne sont orfèvres, comme dessus est dict; et s'ils y ouvroient ou faisoient ouvrer, il seroit à nostre volenté du jouel (h) ou de ce que faict auroient, ou ce que nostre conseil en ordonneroit; et l'orfevre seroit bany de nostredicte ville de Tours ung an et ung jour ou plus, selon la qualité du meffait et des euvres, et le varlet à la vanne (i) selon sa qualité.

(6) *Item.* Et en quelzconques euvres d'or fin, lesdicts orfèvres ne pourront ouvrer de nuiz, se ce n'est pour nous, pour la Roynie, pour nos enfans ou freres, ou se ce n'est du congié et licence des maistres du mestier.

(7) *Item.* Quelzconques billonniers, tabliers (k), merciers errans, qui orfèvres ne sont, ne se pourront entremectre de vendre ne d'acheter aucune chose d'or ne d'argent à Tours, se ce n'est pour billon, ne afiner, se ils n'en ont congié et lectres de nous ou des generaulx maistres de nos monnoyes; et s'aucun des dessusdicts est trouvé faisant le contraire, lesdicts maistres dudict mestier d'orfeverie pourront tout despecier et envoyer à la monnoye pour billon.

NOTES.

(a) Reliquaires.

(b) Châsses.

(c) Établis, domiciliés.

(d) Cautions.

(e) Mettre en pièces, briser.

(f) Marqueront.

(g) Ouvertement.

(h) Joyau.

(i) C'est à la valeur qu'on doit lire, dans une proportion convenable, équitable.

(k) Ou tabletiers. On désigne ici par tablettes ces petites boutiques mobiles qu'on porte sur le dos.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

(8) *Item.* Aucuns orfèvres, quelz que ils soient, ne pourront ouvrir leur ouvrour ou forge en jour de dimanche, ne de feste d'appostre se elle eschiet au samedy, fors ung ouvrour que ung chascun ouvrera à son tour, dont en seront payés deux sols d'aumosnes à la boiste Saint-Eloy, avecques les deniers-à-dieu que les orfèvres doivent à leurs marchandises et avec les autres debites et argent de leurs bources (a), pour faire un disner que les orfèvres donneront d'icelle boiste le jour de Pasques aux pauvres de l'hostel-dieu de nostre ville de Tours, qui pour Dieu le voudront prendre.

(9) *Item.* Quant des apprentilz dudict mestier d'orfeverie, chascun orfevre pourra avoir ung apprentilz estrange avec ung de son lignage ou du lignage de sa femme seulement, se il luy plaist; et l'orfevre qui n'en auroit aucuns de son lignage ne de sa femme, pourra avoir deux apprentilz estranges et non plus; lesquels apprentilz, soient parens ou estranges, lesdicts orfèvres ne pourront avoir à moins de huit ans, se les apprentilz ne sont telz que chascun puisse ou saiche gagner cent sols l'an, et ses despens de boire et mangier.

(10) *Item.* Et supposé que aucun apprentilz se rachetast de son maistre, il ne pourra tenir ne lever forge, se il, comme apprentilz ou varlet servant, gagnant argent, n'avoit servi son maistre ou autre, le demourant d'iceux huit ans.

(11) *Item.* L'orfevre qui aura ung apprentilz estrange, ne pourra reprendre ung autre estrange, se icellui apprentilz n'a fait la moictié de son service ou plus.

(12) *Item.* Avec ce, se aucun forain vient à Tours, il ne pourra tenir ne lever forge, se il n'a servi an et jour à Tours, pour sçavoir de ses mœurs et de son cuvre; lequel, quant il aura congié de lever forge, paiera ung marc d'argent, moitié au receveur de-nostredicte ville de Tours pour nous, et moitié à la confrairie Saint-Esloy.

(13) *Item.* Que tous orfèvres qui ouvreront d'or en nostredicte ville de Tours, ouvreront d'or qui seront à la touche (b) de Paris ou meilleur, laquelle touche passe tous les ors dont l'on cuvre en tous pays, et est chascun marc d'or à xix caras et ung quint de carat.

(14) *Item.* Avec ce, lesdicts orfèvres mectront soubz amatistre (c) et soubz garnet (d), feuille d'argent seulement, et n'y pourront mectre feuille vermeille ne d'autre couleur, et ne mectront amatistre avec balaiz (e) ne esmeraudes, rubiz d'Orient ne d'Alixandre (f), se ce n'est en maniere d'envoirement (g) servant comme ung cristal sans feuille.

(15) *Item.* Ne pourront taindre amatistre, ne quelzconques pierres faulses, par quoy elles se doivent monstrier autres que elles ne sont de leur nature (h).

(16) *Item.* En leurs cuvres d'or ne d'argent ne mectront perles d'Escosse avecques perles d'Orient, se ce n'est aux grans joyaulx d'esglise, où multiplication de pierres estranges se donne (i).

NOTES.

(a) Les aumônes qu'ils faisoient toujours à la Saint-Eloi.

(b) Au titre.

(c) Améthyste.

(d) Grenat.

(e) Sorte de rubis.

(f) Alexandrie.

(g) De deux verres collés ensemble. Voir la note h de la p. 11 du t. III de cette collection.

(h) On voit par ces derniers mots que les pierres étoient réputées fausses, lorsqu'elles étoient moins précieuses réellement qu'on ne l'annonçoit ou qu'elles ne paroisoient l'être.

(i) Se tolère.

LOUIS XI;
à Amboise,
Janvier 1470.

(17) *Item.* En iceulx joyaulx d'argent de menuerie (*a*) ne mectront voirrines (*b*) avecques garnaz ne avecques pierres fines.

(18) *Item.* Et croye (*c*) ne mectront soulbz esmaulx d'or ne d'argent, c'est assavoir en grosse vaisselle ou autre qui se vend au marc (*d*).

(19) *Item.* Avecques ce ne pourront faire, ne faire faire, tailler dyamans de bericle (*e*), ne mestre en or ne en argent.

(20) *Item.* Semblablement en or ne pourront faire mectre doubletz de verrines (*f*) pour vendre, ne pour leur user, se ce n'est pour nous, pour la Roïne ou nos enfians.

(21) *Item.* Tous orfevres qui ouvreront d'argent en vaisselle, et autres joyaulx, comme pots, plats, escuelles, hanaps (*g*), goubelletz, cueilleres, saintures et autres choses quelzconques, excepté celles dont il sera ordonné en l'article cy-prouche ensuivant, ouvreront d'argent qui soit aussi bon et revienne comme l'argent appelé *argent-le-roy*, sans les soudaires (*h*), le quel argent-le-roy est à unze deniers douze grains fin, et auront remede (*i*) de trois grains fin au marc d'argent, et non plus.

(22) *Item.* Et en tous petiz (*k*) ymages, feuilles, lyons, gargouilles (*l*) et autres choses de semblable façon qui conviennent estre moullées et assises en aucuns autres joyaulx que esdicts ouvrages, planches, boutons et semblables choses ferues en tas, lesdicts orfevres ouvreront dudict argent à unze deniers douze grains fin, et auront de remede cinq grains fin au marc (*m*), et non plus, et que toutes planches de boutons ferues en tas se reviennent les plus massises et plaines que l'en pourra, au prouffit de la chose et du bien publicque.

(23) *Item.* Toutes pieces qui seront ferues en tas pour mectre sur soye ou ailleurs, seront de la propre condicion que dessus; et toutes icelles pieces qui auront bastes (*n*) soldées (*o*) pour mectre sur soye ou ailleurs, seront clouées et rivées de pointes, de tel argent comme dict est.

(24) *Item.* Les pseudommes du mestier esliront trois ou quatre pseudommes pour garder ledict mestier, lesquels pseudommes jureront qu'ils garderont ledict mestier bien et loyaument, aux us et coutumes devant dictes, si comme bien et loyaument en tout temps a esté coustume de faire, et aussi visiteront les euvres dudict mestier, et en feront comme ont accoustumé de faire les orfevres de nostredicte ville de Paris; et quant cilz pseudommes auront fini leur année, le commun du mestier ne les y pourra mais remectre jusqu'à trois ans, se ils n'y veullent entrer de leur bonne volenté.

(25) *Item.* Et aussi nous ordonnons que lesdicts gardes de la monnoye de nostredicte ville de Tours visiteront lesdicts euvres en quelzconques

NOTES.

(a) Menus ouvrages.

(b) Pierres de verre.

(c) Craie. Voir encore notre tome III, page 12, note m.

(d) Elle en augmentoit beaucoup le poids.

(e) De verre.

(f) Deux verres collés ensemble.

(g) Vases à boire, coupes.

(h) Soudures.

(i) Alliage.

(k) Ornaments est sous-entendu.

(l) Voir le tome VI de cette collection, page 389, note d.

(m) Au marc (d'argent).

(n) Enchâssures qui servoient à les attacher sur de la vaisselle ou sur des étoffes. Voir la note r de la page 12 du tome III du Recueil des ordonnances.

(o) Soudées.

lieux que trouver les pourront ordonnées à vendre, sans en parler ausdicts esleuz (a), ne les appeler, se il ne plaist ausdicts gardes.

(26) *Item.* Et se auscuns sont trouvez avoir mesprins, en avoir ouvré de moins bon or que dessus est devisé, et en la maniere dessusdicte, pour la premiere et seconde fois seulement, l'œuvre sera despecée; et pour la tierce et autres fois, l'œuvre sera despecée, et paieront pour ce amende arbitraire, selon l'exigence du cas et la relation de ceulx qui auront rapporté le delit.

(27) *Item.* Et quant à l'argent dont, comme dessus est dict, nous avons octroyé remede de trois grains fin au marc, pour la premiere et seconde fois que ung orfevre sera trouvé avoir defaillly d'un grain fin seulement, outre ledict remede, l'œuvre sera despecée sans autre amende; et se plus ou autrement y mesprenent, ne aussy outre le remede octroyé, comme dict est, de cinq grains pour marc d'argent, il en sera pugny selon l'exigence des cas et le rapport d'icellui delict.

(28) *Item.* Avecques ce, tous lesdicts orfèvres sont et seront francs, quictes et exempts de peages et de coustumes (b) de toutes choses qu'ils achèptent ou vendent, appartenans audit mestier, et de faire le guet du commun des mestiers de Tours; mais ils nous paieront les autres redevances que les bourgeois de Tours nous doivent.

(29) *Item.* Et ès forfaitures et espaves qui seront trouvées par lesdicts maistres des orfèvres, du prouffit que nous y avons lesdicts orfèvres en auront le quint denier pour tourner et convertir au prouffit de la confrerie Saint-Esloy des orfèvres, de laquelle l'aumosne sera faicte le jour de Pasques à l'hostel-dieu de Tours et en plusieurs autres lieux, et chantées plusieurs messes par an, comme font les orfèvres de nostredicte ville de Paris.

Toutes lesquelles choses et chascunes d'icelles nous voulons, mandons et commandons estre tenues et gardées entierement de point en point, et de nostre grace, ausdicts orfèvres et aux maistres dudict mestier d'orfèvrerie qui sont et seront, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces presentes, la quinte partie de tout le prouffit qui ystra des forfaitures et espaves qui seront trouvées et rapportées par les maistres dudict mestier, pour tourner et convertir au prouffit de la confrerie Saint-Esloy des orfèvres de Tours, comme dict est, avecques les franchises et exemptions plus à plain declairées cy-dessus. Si donnons en mandement à nostre baillly de Touraine, qui ores est et pour le temps advenir sera, que nosdicts statutz et ordonnances il face tenir, garder, entretenir et accomplir selon leur fourme et teneur, en tout sondict bailliage, et en seuffre et laisse lesdicts orfèvres et leurs successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans eulx empescher ne souffrir aussi que aucune chose soit faicte au contraire, nonobstant usaiges ne ordonnances, lesquelles, fors ès articles qui sont en ces lectres mis et declairez, nous avons aboly, et par ces presentes abolissons et ne voulons estre gardées ne ensuies contre ces presentes. Et affin que ce soit chose ferme et estable perpetuellement, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Paris, le vingtiesme jour du mois de May, l'an de grace mil cccc et treize, et de nostre regne le xxxiiij.* Ainsi signé: *Par le Roy, en son grant conseil, auquel messieurs les Ducs de Berry et de Bourgoigne,*

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

NOTES.

(a) C'est-à-dire, aux prud'hommes.

(b) Impositions ordinaires.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1470.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Loys, Duc en Baviere (a), le connestable (b), le grant maistre d'ostel et plusieurs autres estoient. J. NAUTRON. Visa Contentor. FRERON.

En nous humblement requerant que iceulx statuz et ordonnances et le contenu esdictes lectres il nous plaise confermer et avoir agreables, et sur ce leur impartir nostre grace et provision convenable. Pour ce est-il que nous, considerans que lesdicts statuz et ordonnances ont esté faictes par grant et meure deliberacion et pour le bien de la chose publicque de nostre royaume, avons, par l'advis et deliberacion des gens de nostre conseil, iceulx statuz et ordonnances louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons de nostre grace especial, pleine puissance et auctorité royal par ces presentes, et voulons que d'ores en avant ils soient entretenuz et gardez, et que iceulx supplians en joyssent, tout ainsi et par la fourme et maniere que il est plus à plain declairé es lectres patentes de nostredict feu ayeul, et que on a accoustumé user en nostredict ville et cité de Paris. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nostre bailly de Touraine et des ressors et exemptions d'Anjou et du Maine, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra et requis en sera, que lesdicts supplians ils facent, seuffrent et laissent joyr et user de noz presens grace, confirmation et octroy, en faisant publier lesdicts statuz et ordonnances, et iceulx entretenir et garder de point en point, selon leur forme et teneur, sans, pour ce, faire ne souffrir estre faicte aucune chose au contraire; ainçois, se faicte ou donnée leur avoit esté ou estoit, si la reparent et remettent ou facent reparer et remettre tantost et sans delay au premier estat et deu. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf toutesfoies en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, monsieur le Duc de Bourbon, maistres Jehan le Boulanger et Guillaume Compaing, et autres presens. DE MOLINS. Visa Contentor. J. DUBAN (c).*

NOTES.

(a) Louis, dit *le Barbu*, père d'Isabelle de Bavière.

(b) C'étoit alors le Comte de Saint-Paul, Waleran de Luxembourg, troisième du nom.

(c) Un impôt sur le sel fut mis au mois de janvier 1470, pour la guerre à faire au Duc de Bourgogne. Les lettres de Louis XI sont du 3 janvier 1470. Nous ne les avons pas en entier; mais un registre de la Cour des aides, où elles furent envoyées, en donne l'objet et le sommaire. Elles ordonnèrent de lever sur tout le sel qui étoit dans les greniers du royaume, une augmentation de quarante sous par muid. L'enregistrement est du 3 mars

1470. (Table des ordonnances des aides, pag. 171 verso.)

Le registre 197 et le registre 201 du Trésor des chartes ont sous, le n.^o 283 pour le premier, et 136 pour le second, des lettres d'anoblissement pour Mathelin Boysart, et des lettres d'amortissement pour le chapitre de Joinville. Des lettres d'amortissement pour le prieuré du Beuil et pour l'église de Saint-Quentin sont aussi au registre 201, n.^o 104 et 109, mais sous la date du mois de février. Un don du Roi, sous cette même date, est au n.^o 123 du même registre.

(a)

(a) Révocation des Foires de Beaucaire.

LOUIS XI,
à Compiègne,
10 Février
1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme long-temps a, pour l'entretenement de la marchandise, et par l'advis et deliberacion des trois estaz de nostre pays de Languedoc, aient esté ordonnées, par nos predecesseurs Roys de France, cinq foires generales chascun an en nostredict pays de Languedoc, et icelles mises et establies, à la requeste dudict pays, en nos villes de Pesenas et de Montignac; c'est assavoir, trois en ladicte ville de Pesenas, la premiere commençant le lendemain des festes de Pentecostes, la seconde le lendemain de Nostre-Dame de septembre, et la tierce le lendemain de Saint-Amand, au mois de novembre; et les autres deux foires mises et establies audict Montignac, la premiere commençant le lendemain de la Saint-Hilaire, et l'autre le lendemain de la mi-careme; et par autres lectres ordonné que a xxx lieues desdictes villes ne doit avoir autres foires generales; et est advenu que plusieurs autres villes de nostredict pays de Languedoc se sont efforcées d'avoir semblables foires, à quoy les habitans desdictes villes de Pesenas et de Montignac ont obvié et se sont deffenduz, tant par lesdicts dons et octroys, que par autres raisons; par quoy ils ont obtenu contre les villes de Beziers, Lunel, Nysmes, Alez, Millau, Avignon et autres, plusieurs arrests et ordonnances de justice, tant en nostre court de parlement à Paris, que par-devant nos lieutenans gouverneurs de Languedoc et ailleurs, en revocquant et adnullant ce qui avoit esté obtenu au contraire, ainsi qu'il appert par lectres autentiques, par eulx sur ce obtenues: or est il ainsi que, depuis deux ans en ça ou environ, les habitans de nostre ville de Beaucaire se sont tirez devers nous, et nous ont faict requerir deux foires franches et generales chascun an audict lieu de Beaucaire, et pretendent en avoir eu don et octroy de nous; à laquelle cause lesdicts de Pesenas et de Montignac nous aient faict remonstrer l'effect de leursdicts don et octroy, et aussi le tres-grant et esvident presjudice et dommaige qui seroit à nous et à la chose publique de nostredict pays, en nous suppliant que sur ce veulussions y avoir regard en les maintenant en lesdicts don et octroy, et mettre au neant ce qui auroit esté faict au contraire, et sur ce leur impartir notre liberalité et grace: sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, et eu sur ce le rapport d'aucuns nos officiers ayant charge de nos affaires audict pays, qui sur ladicte matiere auroient faict inquisition de par nous avec plusieurs marchands et gens notables tant de nostredict pays de Languedoc que autres estrangers, par lequel rapport et audience deuement avons esté informez que l'octroy desdictes foires requises par lesdicts habitans de Beaucaire seroit et tourneroit à très-grant dommaige à nous et à nostredict pays de Languedoc, et en grant diminucion

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 122. Le n.^o 123 est une concession faite par le Roi, des villes, châteaux, châtellenies, terres et seigneuries de Péronne, Montdidier, Roye, &c. à Louis de Luxem-

bourg, Comte de Saint-Paul. Ces lettres sont aussi, boîte 11 des pièces pour servir à l'histoire de Louis XI, manuscrits de la Bibliothèque du Roi.

LOUIS XI,
à Compiègne,
10 Février
1470.

de nos deniers ; pour ces causes , consideracions et autres raisonnables à ce nous mouvans , avons , par l'advis et deliberacion des gens de nostre conseil , voulu , ordonné et déclaré , voulons , ordonnons et declaron par ces presentes , nostre vouloir , plaisir et entencion estre , que à xxx lieues près desdictes villes de Pesenas et de Montignac n'ait autres foires quelzconques que celles que avons ordonné èsdictes villes de Pesenas et de Montignac , sans ce que lesdicts de Beaucaire , ne autres quelzconques , les y puissent ne doivent troubler ou empescher par quelque don et octroy de foires qu'ils se dient avoir eu puis n'agaires de nous , lesquelz don et octroy que , par inadvertance ou autrement , faict leur avons , en tant que touche lesdictes deux foires , nous avons revocqué et adnullé , revocquons et adnullons , et mettons du tout au neant par ces mesmes presentes , et ne voulons que à icelluy soit aucunement obey ne obtemperé , en mettant au neant tout procez , appeaulx et autres exploiz qui à ladite cause auroient esté meuz et suscitez , tant en nostre court de parlement establee en nostredict pays de Languedoc que ailleurs . Si donnons en mandement , par cesdictes presentes , à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostredict parlement , aux seneschaulx de Beaucaire , Tholose et Carcassonne , viguier et juge de Besiers , aux chastellain de Pesenas , bailly de Montignac , gardes et conservateurs des privilegeiges desdictes foires de nosdictes villes de Pesenas et de Montignac ou à leurs lieuxtenans , et à chacun d'eulx sur ce requis et comme à luy appartendra , que nostre presente volenté , ordonnance et declaracion , ils entretiennent , gardent et facent garder et entretenir de point en point , en contraignant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir les habitans de nostre ville de Beaucaire et tous autres qui pour ce seront à contraindre , de ne faire ne tenir aucunes foires notables par toutes voyes deues et en tel cas requises : car ainsi nous plaist estre faict et auxdicts supplians l'avons octroyé , et nonobstant ledict don et octroy que pretendent avoir lesdicts de Beaucaire , que ne voulons valoir ne sortir effect , ne quelzconques autres dons faicts ou à faire de semblables foires à xxx lieues près desdictes villes , oppositions ou appellacions faictes ou à faire , et quelzconques manieres ou deffenses et lectres sur ce impetrees , &c. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à besogner en plusieurs autres lieux , nous voulons que aux *vidimus* qui en seront faicts soubz scel royal ou autres autentiques , foy soit adjoustée comme à ce present original . En tesmoin de ce , &c. *Donné à Compiengne , le x.^e jour de Fevrier , l'an de grace mil cccc LXX , et de nostre règne le x.^e* Ainsi signé : *Par le Roy , le Comte de Tancarville , le sire de la Forest , maistre Pierre Doriote , Pierre de Refuge , generaulx , et autres presens , J. LECLERC (a).*

NOTE.

(a) Des foires furent établies à Pezenas 1470. (Registre 195 du Trésor des chartes , par des lettres du même mois de février n.^o 1367.)



LOUIS XI,
à Compiègne.
11 Février
1470.

(a) *Exemption de Tailles et Impositions, et de Logement de gens de guerre, en faveur des Habitans de Saint-Denis.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à l'occasion des grandes tribulacions, guerres et divisions qui ont eu par long-temps cours en ce royaume, la ville de Saint-Denys, assize près nostre bonne ville de Paris, soit tournée en grant ruine et desolacion, et a esté par longue espasse de temps comme inhabitée, et tellement que la pluspart des maisons et edifices d'icelle ville sont demeurées vagues, et de present y a beaucoup plus de mazures et places vuides que celles qui sont habitées, et encores n'y demeurent que pauvres gens laboureurs, qui chascun jour s'en vont hors ladicte ville, à cause des excessives charges à quoy ils sont imposez pour leur part et portion, et du payement de nos gens de guerre, et autres deniers mis sus de par nous, si comme dict est et ainsy que remonstré nous a esté; sçavoir faisons que nous, desirans singulierement que ladicte ville se puisse remplir et revenir à convalescence, actendu la grande et somptueuse edifficacion et fondacion que noz predecesseurs ont faicte de l'abbaye qui est située en icelle ville, en laquelle ont esté sepulturés plusieurs de nos predecesseurs et mesmement nostre très-chier feu seigneur et pere, que Dieu absolve, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, que tous les habitans demourans au pourpris et closture de ladicte ville de Saint-Denys soient d'ores en avant, tant qu'il nous plaira, tenus francs, quictes et exempts, et lesquels nous avons affranchis et exemptés, affranchissons et exemptons, de grace especialle, par ces presentes, de toutes tailles et impositions quelzconques qui seront mises sus de par nous, pour le payement de nosdicts gens de guerre. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de nos comptes, et les generaux conseillers tant sur le faict et gouvernement de nos finances que sur le faict de la justice des aydes en nostre ville de Paris, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que de nostre presente grace, octroy, volonté, affranchissement et exempcion, fassent, seuffrent et laissent joyr et user d'ores en avant, tant qu'il nous plaira, lesdicts habitans demourans audict pourpris et closture de ladicte ville de Saint-Denys, en les tenans et faisans tenir quictes desdictes tailles et impostz quelzconques qui seront mis sus par nous, pour le payement de nos gens de guerre, sans les asseoir ne imposer ausdictes tailles, ne les contraindre ne souffrir estre contrainctz à y contribuer en aucune maniere; mais, s'aucuns de leursdicts biens estoient, pour ce, prins et empeschez, les leur mectent ou facent mectre, chascun d'eulx en droit soy, incontinent et sans delay, à plaine et entiere delivrance: car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, nonobstant que par la commission qui sera ordonnée pour faire lesdictes assiettes, il soit mandé y imposer toutes manieres de gens exempts, en quoi ne voulons estre comprins ne entendus lesdicts habitans de ladicte ville de Saint-Denys.

NOTE.

(a) Mémorial de la Chambre des comptes, coté N, fol. 244.

Tome XVII.

Ccc ij

LOUIS XI,
à Compiègne,
11 Février
1470.

et quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses et lectres impetrées et à impetrer à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Compiègne, le unziesme jour de Febvrier, l'an de grace mil quatre cent soixante et dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, BOURRE.*

Nous les gens des comptes du Roy nostre sire à Paris, veues les lectres patentés dudict seigneur ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'ung de nos signets, par lesquelles et pour les causes dedans contenues il octroye aux habitans demeurans au pourpris et closture de la ville de Saint-Denys, près cette ville de Paris, qu'ils soient d'ores en avant, tant qu'il lui plaira, francs, quictes et exempts des tailles et impôts qui se mectront sus, de par nostredict seigneur, pour le payement desdicts gens de guerre, consentons, en tant que à nous est, l'entherinement desdictes lectres, à commencer au premier jour de janvier prochain venant. *Donné à Paris, le cinquiesme jour de Mars, l'an mil quatre cent soixante-dix.* Ainsi signé, *BADOUILLIER.*

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

(a) *Ressort transporté au Bailli de Dunois.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme, pour recompenser nostre très-chier et amé frere et cousin le Comte de Dunois et de Longueville, seigneur de Parthenay et de Chastelaillon, des foy et hommage qui lui estoient deubs à cause de ladict seigneurie de Chastelaillon, pour raison de terres et seigneuries de Laleu, de Lommeau et Leplomb, avec les droicts et devoirs d'eux à cause d'iceux par lui à nous transportés, nous, en contre-eschange et reconnaissance des chpses dessusdictes, avons à icelui nostre frere et cousin le Comte de Dunois, pour lui, ses hoirs, successeurs et ayans cause, entre autres choses, baillé, cédé, quicté, transporté et delaisé les foy et hommage, droicts et devoirs deubs à cause du chastel et chatelenie, terre et seigneurie d'Auneau, assise au bailliage de Chartres, appartenans à la dame de la Roche-Guyon, et autres tenus et mouvans de nous à cause de nostre comté de Chartres, et du chastel, chatelenie, terre et seigneurie de Corville, assise audit bailliage, appartenans à Louis de Vieux-Pont, et autres tenus et mouvans de nous à cause de notredict comté de Chartres, tout ainsi et par la forme et maniere qu'il est contenu en nos autres lectres desquelles l'on dict la teneur estre telle :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons que, comme, à nostre très-grande priere et requeste, et pour nous obeyr et complaire, notre très-cher et amé frere et cousin François, Comte de Dunois et de Longueville, &c. (b).

Mais pour ce qu'en nosdictes lectres dessus transcrites, et en faisant par nous ledit eschange et recompense (c), n'a point esté mis que la justice

NOTES.

(a) Archives domaniales, mémorial N, page 260.

(b) Ces lettres, données à Amboise, au mois de décembre précédent, établissent ou

règlent un échange entre le Roi et le Comte de Dunois. Elles sont au Trésor des chartes, registre 196, pièce 345.

(c) Compensation.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

desdicts lieux d'Auneau et de Corville doit ressortir par-devant le baillly de Dunois pour nostredict frere et cousin, il doubte que ladicte dame de la Roche-Guyon et Louis de Vieux-Pont, auxquels appartiennent lesdictes terres et seigneuries d'Auneau et de Corville, et leurs hommes et subjects, facent difficulté de respondre en cas de ressort par-devant ledit baillly de Dunois, qui pourroit estre ou très-grand prejudice et dommage de nostredict frere et cousin de Dunois, se par nous n'estoit sur ce pourveu de remede convenable si comme il dict, requérant humblement que, attendu ce que dict est, et que par appointement faict entre nous et nostre très-chier et très-ami oncle le Comte du Maine, pour le recompenser de la comté de Guise, entre autres choses, lui avons baillé, cédé, transporté et delaisé lesdictes chastellenies, terres et seigneuries de Laleu, Lommeau et Leplomb, qui, comme dict est dessus, estoient tenues de nostredict frere et cousin de Dunois à cause de ladicte chastellenie et seigneurie de Chastelaillon, et voulu que la justice desdicts lieux ressortisse à Marans aux grands jours de Guyenne pour nostre très-chier et très-ami frere le Duc de Guyenne, pourquoy est bien chose raisonnable que nostredict frere et cousin de Dunois ait la justice et ressort desdicts lieux d'Auneau et Corville et des hommes subjects d'iceux par-devant sondict baillly de Dunois, nous lui veuillions pourvoir dudict remede. Pourquoi nous, ces choses considerées, voulant et desirant les eschanges, traictés et appointemens dont dessus est faicte mention, estre entretenus et sortir leur plein effet, avons déclaré et déclarons que, en transportant lesdicts hommages d'Auneau et de Corville, dont dessus est faicte mention, nostre vouloir et entention a esté et est que la justice et ressort desdicts lieux d'Auneau et Corville et des hommes subjects d'icelle ressortissent d'ores en avant par-devant ledict baillly de Dunois ou son lieutenant, present et advenir, tout ainsi que ses subjects de sondict comté de Dunois; et d'abondant, en tant que mestier est, avons transporté et transportons à nostredict frere et cousin de Dunois ladicte justice et ressort dudict lieu d'Auneau et de Corville, et iceux avons separé et separons de nostredict comté de Chartres, pour en jouir par nostredict frere et cousin, ses hoirs et successeurs, comme de son propre domaine. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nos amez et féaulx conseillers les gens de nostre court de parlement, de nos comptes et tresoriers à Paris, au baillly de Chartres, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de ladicte justice et ressort desdictes terres et seigneuries d'Auneau et de Corville ils facent, souffrent et laissent nostredict frere et cousin de Dunois, ses hoirs et successeurs, sondict baillly de Dunois ou sondict lieutenant et officiers, jouir et user pleinement, sans sur ce leur mettre ou donner aucun destourbier ou empeschement au contraire; car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours mais, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Compiègne, au mois de Fevrier, l'an de grace mil quatre cent soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Supra plicam: Par le Roy, le sire de la Forest, et autres presens. J. DE MOULINS. Visa.

Lecta, publicata et registrata, absque prejudicio iurium et oppositionum per dominam de Rupe-Guidonis et dominum de Vetrici-Ponte prætersarum. Actum in Parlamento, decimâ-quartâ die Februarii, anno millesimo quadringentesimo septuagesimo. Sic signatum: G. BRUNAT.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

Et in dorso suprâ insertæ litteræ sic scriptum est : *Magister Joannes de Moia, nomine et ut procurator Mariæ de Rupe-Guidonis, dominæ d'Auneau, in curia parlamenii constitutus, ab oppositionibus aliis per ipsum contra publicationem et interinationem litterarum Comitum Dunesii, tangentium hommagium et ressortum dicti loci d'Auneau, positis et factis, se destituit et desistit; hoc mediante, quod eadem domina, sui que homines et subditi dictæ terræ, à cætero in iustitia tractabuntur per dominum Comitem Dunesii, modo et formâ quibus coram baillivo Carnotensi tractabantur, et inde ressortientur de dicto comitatu Dunesii ad curiam parlamenii; quodque dicta domina per dictum Comitem Dunesii ad sibi faciendum fidem et hommagium prædictæ terræ d'Auneau, istâ vice dumtaxat, absque super ea et suis hominibus ac subditiis aliquod commodum accipiendo, per procuratorem admittetur; et, ob hoc, impedimentum et manus appositio quæ propter hoc in dicta terra d'Auneau fuerunt posita ex nunc, ac purè et simpliciter, ad utilitatem dictæ dominæ, amovebuntur et levabuntur, ad hoc presente magistro Guillermo Fromont, procuratore dicti Comitum Dunesii, qui ad præmissa consenserat et consentit, ac, isto mediò, dictus Fromont, tanquam procurator dicti Comitum, ab opposiitione per ipsum facta contra publicationem et interinationem litterarum per dominum nostrum Regem domino Ludovico de Luxemburgo, constabulario Franciæ, tangentium hommagia locorum et terrarum de Laleu, Lommeau et Leplobm, se destituit et desistit. Actum in Parlamento, vigesima-sexatâ die Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo. Sic signatum : G. BRUNAT.*

Magister Petrus Viault, nomine et ut procurator Ludovici de Veteri-Ponte, scutifri, domini de Corville, hodie se destituit et desistit ab oppositionibus aliis per ipsum contra publicationem et interinationem litterarum Comitum Dunesii, tangentium hommagium et ressortum dicti loci de Corville, positis et factis; hoc mediante, quod dictus Ludovicus de Veteri-Ponte, sui que homines et subditi prædictæ terræ et domini de Corville, à cætero tractabuntur in iustitia, per dictum Comitem Dunesii, modo et formâ quibus coram baillivo Carnotensi tractabantur, et inde ressortientur in dicto comitatu Dunesii ad dictam curiam parlamenii; quodque dictus dominus de Corville fidem et hommagium prædictarum terrarum domini et pertinentiarum de Corville, dicto Comiti Dunesii, ipso in loco Castriduni, et non alibi esistenti, et dicto domino de Corville super hoc primitus summato et requisiti, facere tenebitur, absque per eundem Comitem Dunesii aliquod commodum supra dicto de Corville, suis hominibus et subditiis accipiendo; et, ob hoc, impedimentum et manus appositio quæ fuerunt propter hoc in prædicta terra et dominio de Corville apposita ad utilitatem dicti de Corville, levabuntur et amovebuntur, præsentè ad hoc magistro Guillermo Fromont, procuratore dicti Comitum Dunesii, qui ad præmissa consensit et consentit. Actum in Parlamento, vigesima-sexatâ die Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo. Sic signatum : G. BRUNAT.

LOUIS XI,
à Noyon,
Février 1470.

(a) *Confirmation des Privilèges des Arbalétriers de Lagny.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umble supplication des arbalestriers et compagnons jouans de l'arbalestre, du serement de la connestablie

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 513.

de la ville de Lagny-sur-Marne, contenant que feu de bonne memoire, Charles cinquiesme de ce nom, nostre predecesseur, Roy de France, cui Dieu pardoint, leur donna et octroya certains privilegeiges dont la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Noyon,
Février 1470.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, par consideracion des bons services que ont faict, au temps passé, à nos predecesseurs et à nous, le connestable et les compaignons de la connestablie jouans de l'arbaleste en nostre ville de Lagny-sur-Marne, aux sieges de Tempes (a), de Nogent et de Marrolez (b), &c. (c).

CHARLES V.
au Bois
de Vincennes,
Juillet 1367.

En nous humblement requerant que nostre plaisir fust iceulx privilegeiges leur confermer et approuver. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, et mesmement en faveur des grans et recommandables services que lesdicts supplians ont par cy-devant faicts, tant à feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, que à nous, au faict de nos guerres, et esperons que encores nous facent au temps advenir, à iceulx supplians, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons confermez, ratifiez, louez et approuvez lesdicts privilegeiges ci-dessus inserez, et par la teneur de ces presentes, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, confermons, louons, ratifions et approuvons de point en point, selon leur forme et teneur. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, au bailly de Meaux ou à son lieutenant, et à tous les autres justiciers de nostre royaume ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens grace, confirmation, approbacion et ratification, ils facent, souffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, l'ostent ou mecent ou facent oster et mettre, sans delai, au premier estat et deu. Et affin que &c. *Donné à Noyon, au mois de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Calabre, le sire Dubouchage et autres presens.* B. MEURIN.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTES.

(a) Ou Étamper.
(b) En Brie.

(c) Ces lettres ont été imprimées au
tome V de notre collection, page 32.



LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

(a) Privilèges accordés aux Religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne.

*L*UDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, nos ad supplicationem dilectorum capellanorum nostrorum religiosorum prioris et fratrum Regalis-Loci juxta Compendium, regias vidisse licteras, hanc formam continentes:

PHILIPPE IV,
à Choisi,
Septembre 1292.

*P*HILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quòd cum nos quamdam peciam terre, que erat capelle nostre de Choisiaco, sitam juxta turrim de Choisiaco, ubi ponuntur prisonarii, ad ampliacionem edificiorum nostrorum retinuimus, nos, ad recompensationem ejusdem pecie terre, damus et concedimus eidem capelle nostre, et capitulo ejusdem qui nunc est et qui pro tempore fuerit, quòd in foresta nostra Cruyse (b) ponere possit singulis annis in perpetuum quatuor porcos in persona (c), tempore personie ianum, et quatuor varras continè in illa parte foreste ubi similia animalia consueverunt pascuare, dantes tenore presentium forestariis nostris ejusdem foreste in mandatis ut eandem capellam nostram aut capellanum ejusdem absque impedimento permittant in pace gaudere. Quod ut firmum &c. Actum apud Choisiacum, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo-seculo, mense Septembri.

PHILIPPE IV,
à Paris,
Août 1308.

*P*HILIPPUS, Dei graciâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quòd illâ speciali devotione quam semper ad sacrum ordinem Vallis-Scholarium (d) habuimus et habemus inducti, conventum viginti fratrum ipsius ordinis sub regimine prioris, ut fieri solet in ordine, gubernandum, in capella domûs nostre de Nova-Villa in bosco, juxta Compendium, Successionensis diocesis, infra metas parochialis ecclesie Sancti-Germani, ad laudem divini nominis et ipsius cultûs augmentationem, circa quam affectibus intendere precipuis delectamur, in honore beate genitricis Dei Marie et beati Johannis Baptiste, statuimus et fundavimus per alias nostras, mense junii, anno Domini millesimo ccc.^{mo} tertio, quas ex nunc cassas esse volumus atque nullas, in quibus licetis, pro victu et necessitatibus fratrum ipsorum, quamplura concessimus eisdem perpetuò, de quorum aliquibus plura presentibus inferius exprimuntur; quam fundacionem, cum omnibus privilegiis et concessionibus in dictis fundacionis licetis comprehensis, innovamus presentibus, cum derivacionibus, declaracionibus et additamentis plurimis, pro utilitate fratrum ipsorum factis super rebus inferius annotatis; que piâ devotione peragimus, ut nobis in presenti gratiam, ac, post vite presentis decursum, nobis et inclite recordationis carissime consorti nostre Johanne, Francorum Regine (e), ac predecessoribus nostris, veniâ delictorum ex devotis orationum ipsius ordinis fratrum suffragiis consecutâ, gloriam in futuro Domini noster Jesus-Christus suâ benignâ misericordiâ largiatur. Nos autem, quòd fratres predicti, tanquam nosiri proprii capellani, suam habita-

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 201, pièce 120.

(b) La forêt de Cuise, qui n'est plus connue aujourd'hui que sous le nom de Forêt de Compiègne.

(c) En poisson.

(d) L'ordre du Val-des-Écoliers, dont le

chef-lieu étoit près de Chaumont en Bassigny.

(e) Jeanne de Navarre, qui étoit déjà Reine de ce pays quand elle épousa Philippe-le-Bel, et qui devint mère de trois enfans successivement Rois de France et de Navarre, Louis X, Philippe V et Charles IV.

tionem

tionem habeant infra clausuram domus predictæ, cujus custodiam sibi committimus, videlicet juxta capellam, duximus ordinandum eisdem fratribus, ne egeant et ut liberius vacent ad impendendum ibidem debitum Domino famulatum, tenore presentium assignantes sexaginta duodecim minas terre arabilis, sitas in pluribus locis in territorio dicte ville.

(2) Item. Quoddam pratum situm in bieria sive in cisternis.

(3) Item. Furnum de Choisiaco cum domo et appendentiis dicti furni, et quamdam plateam juxta furnum, et aliam domum in dicta villa, et sexaginta solidos annui redditus, que omnia Fichio, archerius noster, in villa predicta de Choisiaco acquisivit.

(4) Item. Decem et novem modios avene, ad mensuram de Compeudio, quos percipiebat dictus Fichio, annis singulis, in villis de Nova-Villa predicta, de Marcherius et de Cruce.

(5) Item. Quamdam domum cum toto pourprisio, sitam ante domum nostram, in qua dictus Fichio faciebat animalia sua nutriri, que predicta omnia à dicto Fichione et ejus uxore duximus acquirenda.

(6) Item. Totam avenam nobis debitam super masuras in villa de Choisiaco, et in pluribus villis castellanie dicte ville, quarum nomina sunt hec : Retundes, Ruissiacum, Vernolium, Sanctus-Petrus de Betriaco, molendina Atrachiacum, Quarti, Montmaques, Derelincurtis, Machemont, Helicuria, Marreigniacum, Marquateglise et Gereaumont.

(7) Item. Omnia terragia (a) territorii de Choisiaco.

(8) Item. Molendinum de Choisiaco, cum omnibus appendentiis et pertinentiis ejusdem.

(9) Item. Quicquid habebamus in pedagio de Choisiaco per terram, cum aliis redditibus cum ipso pedagio vendi consuetis, quas res duximus inferius nominandas; videlicet, pro qualibet hostisia seu hospicio villarum de Choisiaco, de Retundis, de Torotta, de Longolio, de Annel, de Montmaques, Derelincurtis, quarum habitatores in foresta de Esga sive Lesga habent usagium, unum panem et unum denarium in Nativitate Domini, unam gallinam, vel quatuor denarios qui gallinam non habent in hospitio, quatuor denarios pro fumagio, duos denarios pro qualibet quadrigata merrani apud Choisiacum adducta, unum obolum pro quolibet fascello merrani, tres obolos pro quolibet porco posito in pasnagio, duodecim denarios pro qualibet monstrata (b) ad capiendum merranum pro edificando, libram pro tallia de Retundis quolibet anno, et quicquid in istis predictis redditibus habebamus et habere poteramus, cum redditibus omnium regulariorum usagium habentium in dicta foresta de Esga, ad accipiendam terram pro regulis componendis; parte mediâ domino de Offemont in predictis redditibus, et habitatoribus villarum predictarum, suo debito et solito usagio in dicta foresta, pro quo dictos prestant redditus, semper salvis.

(10) Item. Molendinum de Torotta cum exclusaria.

(11) Item. Furnum de Torotta, cum omnibus juribus, pertinentiis et appendentiis eorumdem.

(12) Item. Teloneum et omnes redditus qui cum dicto teloneo vendi consueverunt, ac omnes census quos in villa et territorio de Torotta habebamus.

(13) Item. Omnia prata que habebamus in pluribus pectis in territoriis de Choisy et Torottæ, cum debitis corveis hominum et equorum.

NOTES.

(a) On peut voir sur le terrage, et quelques autres contributions indiquées ici, le discours préliminaire du XVI.^e volume.

(b) Portion de forêt désignée pour la païsson, ou pour y couper du bois.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

(14) Item. *Concesseramus, in prioribus foundationis liciteris, totum boscum dictum Hasay, prout se comportat in longum et in latum, cum terra vacua juxta boscum, à via per quam iur de Compendio ad crucem Sancti-Audoeni, à parte superiori, usque ad viam prope rippariam à parte inferiori, dummodo claudere, essartare dictum boscum, seu essarium in eo facere, in quo garennam habemus, eis non liceret quouo modo; sed in presenti innovatione dictum boscum cum predictis adjacentiis nobis retinuimus, pro decenti recompensatione alibi eis facta, scilicet in foresta de Lesga, in loco qui dicitur Gros-Quesnoy.*

(15) Item. *Concessimus eis omnia terragia que in territorio de Montmaques habebamus.*

(16) Item. *Majoriam dicti loci.*

(17) Item. *Majoriam de Camberona.*

(18) Item. *In magno pedagio de Choisiaco per aquam, quinquaginta libras Parisienses, solvendas annis singulis à receptore dicti pedagii, qui pro tempore fuerit, terminis infra scriptis, videlicet medietatem in crastino omnium Sanctorum, et aliam medietatem in crastino festi Purificationis beate Marie Virginis; tali conditione adjecta, quod, si receptor dicti pedagii ad dictos terminos defecerit in solutione, de suo proprio, pro qualibet die quâ defecerit, duos solidos Parisienses nomine pene solvet, et ad hoc, ad requisitionem dictorum fratrum seu procuratoris eorum vel prioris, per prepositum loci cogetur.*

(19) Item. *Reddius caponum et avenue, ac omnes alios redditus, quocumque nomine censeantur, que habebamus et habere poteramus in dicta Nova-Villa et tota parochia dicti loci.*

(20) Item. *Quicquid habebamus et habere poteramus in quadam noa (a) que dicitur ad Planches, sita inter crucem et dictam Novam-Villam.*

(21) Item. *Concedimus dictis fratribus usagium in tota foresta Cuyse et de Lesga, ad quercum et fagum siccas, jacentes vel stantes, nec non ad ipsas virides jacentes, et ad mortuum boscum alium pro mortuo reputatum seu qui boscum mortuus vulgariter nuncupatur, pro suo ardere et suis edificiis constrendis ac reparandis, nec non pro circulis, palis, paxillis, oseriis, scopis (b), scutellis, et pro clausuris terrarum et pratorum, in preposituris de Compendio et de Choisiaco, et pro omnibus aliis usibus et suis aisanciis quibuscumque; concedentes ut dicti fratres de dicto usagio, quociens necesse fuerit, carbonem possint facere fieri in domo sua ad proprium usum suum; volentes et concedentes quod dictum usagium exercent et expleant cum securi, secas, et cum aliis quibus voluerint ferreis instrumentis; et illa que ex ipso usagio capient, adducere poterunt per se vel alios, ad currus et quadrigas et alia genera vecturarum, prout sibi viderint expedire. Concessimus insuper eisdem fratribus usagium in dictis forestis, et qualibet earum, ad quercum et fagum etiam virides atque stantes, et ad omne genus nemoris viridis ac etiam pro mortuo reputati, pro suis molendinis et furnis reficiendis, cum omnibus eorum pertinentiis, nec non et pro doliis magnis et parvis, tonnis et cuvis, pro duobus pressoriis, pro quadrigis, curribus et aratris, pro ponibus et planchis, et ut molendina ad ventum possint facere pro se et omnibus aliis quibuscumque qui molere voluerint ad dicta molendina, solvendo molham (c), et de dicto usagio pro ipsis molendinis et eorum necessariis possint uti, per forestarios nostros dictarum forestarum, ubi commodius pro dictis fratribus sine notabili dampno nostro fieri poterit, ad requisitionem dictorum fratrum seu mandati eorum pro predictis et quolibet predictorum sine*

NOTES.

(a) Prairie où les eaux séjournent, pâturage marécageux.

(b) Vases de bois dont on se servoit pour boire.

(c) Le droit exigé pour la mouture des grains.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

dilatione qualibet, quotiens opus fuerit, liberando. Concedimus eis etiam usagium pasturarum in tota foresta Cuyse et in tota foresta Lesge, videlicet pro propriis ovibus suis, bobus, vaccis et vitulis, equis, equabus, et pullis earum, quantum sibi placuerit.

(22) Item. Pro octies viginti porcis et non amplius, omni tempore, tam pasnagii quam alio, liberis et immunibus ab omni pasnagio (a), et alia quacumque costuma (b), concedentes quod custodes animalium suorum quoruncumque, pro eorundem animalium custodia, contra lupos et ferus alias nocivas, canes secum possint habere per pastores animalium ipsorum ducendos.

(23) Item. Præterea volumus et concedimus, quod prior dicti prioratus dictum viginti fratrum conventum, si dicti prioratus facultates suppetant, augere, et si temporum molestia, quod absit, ingruerit, minuire valeat, prout viderii faciendum, privilegiis, donis, et gratiis et concessionibus quibuscumque eisdem priori et conventui concessis et factis à nobis, tam in aucto quam in minuto fratrum numero, in suo robore perpetuò duraturis.

Omnia autem et singula superius annotata predictis priori et fratribus propriis capellani nostris ac conventui concessimus et concedimus, donavimus et donamus cum tota bassa iustitia, ab ipsis eorumque successoribus in perpetuum libère et pacificè possidenda, sub illis libertate et condicione quibus ea tenebamus, aliam iustitiam et garennam in predictis omnibus retinuentes. Ipsum verò locum, sicut infra clausure ambitum se comportat, quem in honore beatissimi Ludovici Regis Francorum, avi nostri, fundavimus à nobis, Regalem Locum de cetero nominari volumus, cum totali pourprisio liberum esse volumus et plenissimà libertate gaudere perpetuò, ipsosque priorem et fratres et eorum familias, ac dictum locum et alia illorum loca et bona, tam in capite quam in membris, concessa et concedenda, acquisita et acquirenda, in nostra proprietate, manu, protectione et gardia speciali, tamquam res nostras et proprias, retinemus, ipsis et eorum successoribus omnem usufructum in predictis omnibus et singulis perpetuò relinquentes, ita tamen quòd modo quocumque per nos vel successores nostros de cetero ab immediatis dominiò et gardia nostris et successorum nostrorum Regum Franciæ et honore corone, ullis futuris temporibus, separari aut elongari non possint. Nolumus verò quòd infra domos et claustras predictas nos aut successores nostri, per nos aut gentes nostras, quomodolibet ui possimus garennà. Que omnia et singula, ut rata, firma, &c. Actum Parisius, anno Domini millesimo ccc.^o octavo, mense Augusti.

PHILIPPUS, Dei gracià, Francorum Rex, notum facimus universis presentibus et futuris, quòd cum, sicut ex aliarum nostrarum precedentium litterarum appareret tenore, domum seu prioratum ordinis Vallis-Scholarium, quem Regalem Locum nominari decrevimus, situm apud Novam-Villam in bosco prope Compendium, infra metas parochie Sancti-Germani, in honore sancte Dei Genitricis et Virginis Marie, sanctissimique Baptiste Johannis, fundaverimus, ad sustentationem prioris et fratrum dicte domus, quos nostros proprios capellanos deputavimus et retinimus, pluribus possessionibus, bonis et redditibus assignatis perpetuò et donatis, que tamen omnia et singula concessa et concedenda per nos aut alios, acquisitaque et acquirenda per eos, in nostra proprietate, manu, protectione et gardia speciali, tamquam res nostras proprias, retinimus, ipsis et eorum successoribus omnem usum et fructum premissorum perpetuò relinquentes; nos cupientes ut fratres ipsi, eo liberiùs et libentius divinis vacantes obsequiis, pro nobis et regni nostri stabilitate perpetua, nec

PHILIPPE IV,
à Lagny,
Octobre 1314.

NOTES.

(a) Droit que l'on payoit pour faire paître des porcs dans une forêt. Ce mot de *pasnage* exprimoit aussi la *passon*, l'action de paître.

Tome XVII.

Au temps de la *passon*, dit la ligne précédente.
(b) Droit établi par l'usage. Voir la note f de la page 356 du tome XV.

D dd ij

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

non recolende memorie Johanne Francie et Navarre Regine, consortis nostre quondam carissime, remedio et salute, divine Majestatis jugiter implorent clementiam, quo se et sua majori senserint tranquillitate et defensione muniri, cum unicuique vertatur in dedecus si sua propria cum justitie calculo non defendat, volumus atque statuimus per presentes, quod omnes et singulas predictas res, hereditates, redditus, possessiones et bona, tam concessa quam concedenda per nos et successores nostros aut alios, acquisitaque et acquirenda per eos modo quocumque licito, quotienscumque pro premissis per quemcumque molestabuntur vel impediuntur in judicio vel extra judicium dicti fratres, baillivi et prepositi ac justiciarii nostri sub quorum districtibus consistent bona super quibus orietur contentio, vel pro quibus molestabuntur fratres ipsi, advocati quoque, procuratores et consiliarii nostri baillivarum, prepositurarum et locorum ipsorum, tamquam res nostras proprias, defendant, viveantur nomine nostro, et prosecutione diligenti usque ad finem debitum foveant et manu teneant, nostris propriis sumptibus et expensis, aliquo ex parte dictorum prioris et fratrum, cum procuratore nostro, pro ejus instructione, si voluerint et sibi expedire viderint, assistente. Que omnia et singula per quoscumque successores nostros Francie Reges observari perpetuo precepimus et teneri, dantes omnibus et singulis baillivis, prepositis et ceteris justiciariis nostris presentibus, in mandatis, ut dictos fratres et eorum bona quecumque, modo quo premittitur, absque alterius expectatione mandati, manu teneant, efficaciter defendant, quotiens necessarium vel opportunum fuerit et super hoc fuerint requisiti. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentes licteras &c. Actum Latigniaci, anno Domini millesimo trecentesimo quarto-decimo, mense Octobris.

PHILIPPE VI,
à Paris,
11 Août 1338.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos, ad supplicationem religiosorum virorum prioris et fratrum Regalis Loci juxta Compendium, capellanorum nostrorum, infra scriptas licteras, quarum originales, ut asserabant dicti religiosi, combuste fuerunt in igne magno nocivo et dampnoso, qui nuper et novissimè cepit et fuit in prioratu predicto, extrahi fecisse à registris cancellarie nostre, de tempore clare memorie Philippi carissimi domini et consanguinei nostri, quondam Francorum et Navarre Regis, quarum licterarum tenor sequitur in hec verba:

PHILIPPE V,
à Germigny,
Août 1319.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum et Navarre Rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod cum religiosis viris, dilectis priori et fratribus Regalis Loci prope Compendium, ordinis Vallis-Scholarium, capellanis nostris, ponendi, habendi et tenendi in foresta nostra Cuyse centum et sexaginta porcos, tam in tempore pasnagii quam extra, gratia per alias licteras regias dudum à carissimo domino genitore nostro, ipsorum fundatore, noscatur extitisse concessa, nos, hujusmodi gratiam, ut uberiores dictis capellanis nostris commoditatem et fructum afferre valeat, ampliare volentes, eisdem ac successoribus suis, ut de cetero tam de suis propriis porcis quam alienis quibuscumque dictum numerum porcorum in dicta foresta nostra ponendorum adimplere valeant, loco hujusmodi porcorum quocumque infra dictum numerum qui de ipso numero defecerint, que quidem loca dicti religiosi de suis porcis valuerint vel fortè commodè non valuerint implere, vendendo quotiens voluerint et sibi viderint expedire, suis quavis redhibentiâ nobis provide faciendâ, dum tamen per hec premissis porcorum numerum nullatenus augeatur, gratiosè concedimus per presentes. Quod ut firmum sit et perpetuo valiturum robore, presentes licteras &c. Actum apud Germiniacum, anno Domini millesimo trecentesimo decimo-nono, mense Augusti.

Suite des Lettres
de
PHILIPPE VI.

Cui presenti extracto credi et fidem adhiberi, tenore presentium volumus et man-

damus, quemadmodum et licetis originalibus predictis credi et fides adhiberi debuisset ac deberet, si combuste nondum fuissent, aut adhuc sane et integre remanerent. In cujus rei testimonium, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo-octavo, undecimâ die mensis Augusti. Sic signatas per gentes compotorum, virtute mandati regii eis directi. J. DE CONTI.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, nos, ad supplicationem religiosorum virorum prioris et fratrum Regalis Loci juxta Compendium, capellanorum nostrorum, infra scriptas licteras, quarum originales, ut asserebant dicti religiosi, combuste fuerunt in igne magno nocivo et dampnoso, qui nuper et novissimè cepit et fuit in prioratu predicto, extrahi fecisse à registris cancellarie nostre, de tempore inclite recordationis Philippi carissimi domini ac patrui nostri, quondam Francorum Regis, quarum licterarum tenor sequitur in hec verba :

PHILIPPE VI,
à Paris,
11 Août 1338.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quòd cum nos, ad honorem Dei et gloriose Virginis Marie matris Christi, ac beatissimi Ludovici avi nostri, Francie Regis, prioratum ordinis Vallis-Scholarium, qui Locus Regalis dicitur, fundavimus in parochia de Nova-Villa in bosco, Suesionensis diocesis, ac locum ipsum et personas illius et familias, tam in capite quàm in membris, et omnia loca, res et bona illius prioratus concessa et concedenda, acquisita et acquirenda, in nostra proprietate, manu, protectione et gardia, sicut res nostras proprias, retinuerimus, nos, ut fratres ipsi et successores eorum actentibus religionis vacent actibus, quo liberi eos et res eorum à secularibus exactionibus teneri faciamus exemptas, presentium tenore precipimus et statuimus, ut quecumque res eorum vel quas emerint aut vendiderint, ad usus suos proprios aut domorum ac familiarum suarum predictarum, per totum regnum nostrum, per terram et per aquam, sicut res nostre proprie, liberum transitum habeant, ita quòd de rebus eorum quibuscumque, vel quas, ut dictum est, emerint vel vendiderint, ad usus eorum et domorum ac familiarum suarum predictarum, per totum regnum nostrum, tam per aquam quàm per terram, ab omni teloneo, pontagio, passagio, ab omni etiam refectione pontium et viarum, et ab omni alia quacumque consuetudine, in perpetuum quieti sint penitus et immunes. Quod ut ratum maneat in futurum, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini millesimo trecentesimo octavo, mense Augusti.

PHILIPPE IV,
à Paris,
Août 1368.

Cui presenti extractio credi ac fidem adhiberi, tenore presencium volumus et mandamus, quemadmodum et licetis originalibus predictis credi et fides adhiberi debuisset ac deberet, si combuste nondum fuissent aut adhuc sane et integre remanerent. In cujus rei testimonium, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum Parisiis, anno Domini millesimo ccc.^o tricesimo-octavo, undecimâ die mensis Augusti. Sic signatas per gentes compotorum, virtute mandati regii eis directi. J. DE CONTI.

Suite des Lettres
de
PHILIPPE VI.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, quòd cum nos dilectis capellanis nostris, priori et conventui Regalis Loci prope Compendium, ordinis Vallis-Scholarium, per alias nostras licteras concesserimus, inter cetera, usagium in forestis nostris Cuyse et Lesge, pro occies viginii porcis et non amplius, omni, iam pasnagii quàm alio, tempore, liberis et immunibus ab omni pasnagio et alia quacumque consuetudine, nos ipsis

PHILIPPE IV,
à Saint-Denis,
Octobre 1314.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

capellanus nōstris, quos cum domo predicta dilectione prosequimur speciali, concessione hujusmodi ampliari volentes, eisdem priori et conventui, pro se suisque successoribus, tenore presentium concedimus quod custodes ad dictorum porcorum custodiam à dictis priori et conventu seu ex parte eorum deputati, in dictis forestis, quociens eis opus fuerit, logias facere, et pro dictis logiis faciendis et pro igne ibidem ad opus ipsorum custodiam faciendo, ligna ad hec competentia possint perpetuū capere in et de forestis predictis, dantes magistris et forestariis dictarum forestarum qui pro tempore fuerint, tenore presentium, in mandatis, ut ipsoz priorem et conventum, ac custodes predictos vel eorum alterum, in dicta concessione non impendant in posterum aut perturbent, salvo in aliis jure nostro et in omnibus jure quolibet alieno. Quod ut firmum permaneat in futurum, presentibus licteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Sanctum-Dionysium in Francia, mense Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo decimo-quarto.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Quas quidem licteras preinsertas et earum quamlibet, omniaque et singula in eis contenta, ratas et gratas, rataque et grata habentes, tum ob gloriosissime Virginis Marie, in cujus decore nominis, quod præfata fundacio æterna remaneat, tum etiam ut divini cultūs in dies ibidem indefessè celebrati participes efficiamur, de nostra regie potestatis plenitudine auctoritateque regia et gratia speciali, laudavimus, ratificavimus, confirmavimus et approbavimus, laudamusque, ratificamus, confirmamus et approbamus per presentes, prout et quemadmodum lapsis temporibus dicti supplicantes fratres iis ritè et justè usi sunt et gavisì. Quapropter dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum, et thesaurariis Francie, baillivo Silvanectensi (a) aut ejus locum tenentis, ceterisque justiciariis et officariis nostris aut eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, ac eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, si opus sit, committendo, harummet serie damus in mandatis, quatinus nostris presentibus confirmatione, laudatione, ratificatione, approbationeque et gratiā speciali, præfatos supplicantes uti et gaudere faciant et permittant pacificè et quietè, nil in contrarium fieri permittent; quod si factum foret, id ad pristinum statum et debitum reducant, aut faciant indilate reduci. Et ut hec stabilitatis robur obtineant, nostrum &c. Datum Compendii, in mense Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo-decimo, et regni nostri decimo. Sic signatas : Per Regem, Episcopo Abrincensi confessore (b), ac aliis presentibus. J. DE MOULINS. Visa concutor. J. DORCHERES.

NOTES.

(a) De Senlis.

(b) Voir ci-dessus, page 48, note b.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

(a) *Lettres de naturalisation pour Antoine Seguiet, né dans le comté de Roussillon.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de Anthoyne Seguiet l'aisné, marchant, demourant en nostre ville et cité de Narbonne,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 102. D'autres lettres de naturalité sont aussi dans le même registre, pour la même année, sous le n.° 155. Le n.° 114 du registre 195, le n.° 148 et 149 du registre 196.

et le n.° 202 du registre 197, sont encore des lettres de naturalité données en 1470: le même registre 197 en renferme d'autres sous les n.° 13 et 38 de l'année 1468. On peut voir aussi le n.° 326 du registre 194.

natif de Sausses au conté de Rouxilhon, contenant que ledict suppliant s'est retraits et fait à present sa continuelle residence audit lieu de Narbonne, et illec et es pays d'environ a acquis aucuns biens meubles et immeubles, et encores y en acquerroit volentiers ou temps advenir; mais il doute que ores ou pour le temps advenir on luy voulsit obicer (a) qu'il ne luy loyse de ce faire, parce qu'il n'est natif de nostre royaume, ne aussi d'en ordonner ne disposer par testament ne autrement en quelque maniere que ce soit, s'il n'estoit par nous habilité à ce faire; et à ceste cause nous a fait supplier et requérir que luy veuillons octroyer que d'ores en avant il puisse et luy loyse acquerir tant de biens meubles et immeubles que licitement il pourra acquerir en nostredict royaume, et que d'iceulx, ensemble desdicts acquests jà par luy faits, comme dict est, il puisse et luy loyse en disposer par testament et ordonnance de dernière volenté ou autrement, ainsi que bon luy semblera, et que ses hoirs, successeurs et ayans cause luy succedent et puissent succeder en toutes et chascuns ses biens, tout ainsi que s'il estoit natif de nostredict royaume, et sur ce nostre grace luy impartir. Pourquoy nous, ces choses considerées, qui desirons les estrangers venans habiter en nostredict royaume estre favorablement traictez en leurs affaires, affin de donner exemple et actraire les aultres à semblablement y venir, et pour aultres causes à ce nous mouvans, avons audict suppliant, de grace especial, octroyé et octroyons par ces presentes, qu'il puisse et luy loyse acquerir en nostredict royaume tant de biens meubles et immeubles qu'il pourra licitement acquerir, et de ceulx qu'il a jà acquis et que ainsi il acquerra, disposer en testament, ordonnance de dernière volenté, donation faite entre-vifs ou autrement, ainsi que bon luy semblera, et que ses femme et enfans et autres successeurs et ayans cause luy puissent succeder et venir à la succession, tout ainsi que s'il estoit natif et originellement né de nostredict royaume; et quant ausdictes choses, l'avons, de nostredict grace especial, plaine puissance et auctorité royal, habilité et habiltons par cesdictes presentes signées de nostre main, moiennant toutesvoies la somme de cinquante escus d'or que avons pour ce receuz contans dudict Anthoine Seguir, à laquelle nous avons fait composer avec luy pour la finance qui nous pavoit ou pourroit estre due, à cause des choses dessusdictes. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes, à nos amés et féaulx gens de nos comptes et tresoriers à Paris, aux seneschaulx de Carcassonne et de Thoulouse, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens grace, habilitacion et octroy, ils facent, seuffrent et laissent ledict suppliant et sesdicts hoirs et successeurs, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mecient ou facent mettre tantost et sans delay à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre notre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Compiègne, au mois de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé: LOYS. Par le Roi, J. BOURRE. Visa.

LOUIS XI,
à Compiègne,
Février 1470.

NOTE.

(a) Objecter, opposer.

LOUIS XI,
à Beauvais,
le 23 Mars
1470.

(a) *Concession faite aux Habitans d'Orléans, concernant l'acquisition des Fiefs.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien-amés les bourgeois, manans et habitans de la ville d'Orléans, contenant que, puis ung an en ça ou environ (b), nous avons, par nos autres lectres patentes signées de nostre main, et pour les causes dedans contenues, octroyé ausdicts supplians, tant en general que en particulier, et à leurs successeurs, qu'ils puissent tenir et possider à tousiours les fiefs et heritaiges nobles que au temps de l'octroy de nosdictes lectres ils tenoient et possidoient, quelques manieres de gens qui les eussent acquis, nobles ou non nobles, ensemble tous autres qu'ilz pourroient acquerir dès-lors en avant, en nostre royaume, jusqu'à dix ans, ainsi qu'il est plus à plain contenu en nosdictes lectres, lesquelles ont esté bien et dument verifiées et expédiées en nostre chambre des comptes : toutesvoies, aucuns eulx disans noz commissaires depputez à lever et faire venir ens les deniers à nous deuz, pour raison des francs-fiefs acquis de non nobles, et autres heritaiges detenus par communité, soient nobles ou censuels, se sont nagueres efforcés de contraindre ou faire contraindre iceulx habitans à nous payer finance à cause de certains heritaiges qu'ilz ont, tiennent et possident en communauté et pour et au nom du corps de ladicte ville, partie de la revenue desquelz ils ont accoustumé faire convertir en la reparacion et soustènement du pont de ladicte ville, qui est l'un des beaux et prouffitables à la chose publique de nostre royaume qui soient assis sur la riviere de Loire, et oultre les contraindre d'en vuidier leurs mains dedans certain temps, soubz couleur de ce que en nosdictes lectres n'est faite expresse mencion des heritaiges nobles et censuels qu'ils y tiennent et possident en communauté, pour et au nom du corps de ladicte ville, qui seroit ou très-grant prejudice desdicts supplians et de la reparacion et soustènement dudict pont, comme ils nous ont fait dire, en nous humblement requerans qu'il nous plaise nostre grace sur ce plus ample leur impartir et benignement eslargir. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, inclinans liberalement à la requeste desdicts supplians, en faveur et pour consideration de la bonne loyauté et obeissance qu'ilz ont tousiours gardée envers nous, ausdicts bourgeois et habitans d'Orléans supplians avons, pour ces causes et autres considerations plus à plain contenues en nosdictes autres lectres, octroyé et octroions, voulons et nous plaist, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que eulx et leursdicts successeurs puissent d'ores en avant tenir et possider perpetuellement en leurs mains tous les heritaiges féodaux et censuels par eulx acquis le temps passé et qu'ils pourroient acquerir durant le temps contenu et declairé en nosdictes autres lectres, à quelque titre ou moien que ce soit, tant pour le corps et communauté de ladicte ville que pour le fait dudict pont, sans ce que eulx, ne leursdicts successeurs, soient tenus ne contrains de les mettre ne

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 196, pièce 352.

(b) Voir ci-dessus, pag. 318 et suiv.

vuidier

vuider hors de leurs mains, ne pour ce paier à nous ne aux nostres aucune finance ou indempnité, laquelle finance, quelle qu'elle soit et à quelque somme qu'elle puisse monter, nous avons ausdicts supplians, de nostredict grace, donnée et quictée, donnons et quictons, pour consideracion des choses dessusdictes, par ces mesmes presentes signées de nostre main, par lesquelles nous donrons en mandement à nos amés et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, et à tous nos autres justiciers et officiers et à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians et leursdicts successeurs ils fassent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de nos presens grace, don, quittance et octroy, sans leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit en aucune maniere, si l'ostent et facent oster, et mettre sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Beauvais, le xxiiij. jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roi, l'Evesque et Comte de Beauvais (a), le sire de la Forest, maisire Guillaume Compaing et autres presens, FLAMENG. Visa contentor. DUBAN.*

LOUIS XI,
à Beauvais,
le 23 Mars
1470.

NOTE.

(a) Jean de Bar. Voir *Gallia christiana*, tome IX, p. 759. C'est celui dont Louis XI proclama ensuite et flétrit la lâcheté, dans

plusieurs lettres patentes, pour avoir fui de Beauvais pendant que cette ville étoit assiégée par le Duc de Bourgogne (*ibid.* page 760).

(a) *Lettres qui accordent différens Privilèges à la ville d'Amiens, concernant l'acquisition des fiefs, la réparation et construction des fortifications, et l'assiette et levée des deniers nécessaires pour les besoins communaux.*

LOUIS XI,
à Beauvais (b),
Mars 1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les maire et eschevins, bourgeois et habitans de nostre bonne ville et cité d'Amiens, contenant que, à l'occasion des guerres et differends passés, ils ont, en gardant leur loyauté envers nous, porté et soustenu plusieurs grans pertes, maulx, inconveniens et dommaiges, et en a esté et est ladicte ville et cité fort diminuée, depopulée et apovrie; et en demonstrent par effect leurdict loyauté, se soient naguères, de leur libérale voutenté, distraiz des mains de Charles de Bourgoigne, nostre adversaire, rebelle et desobeyssant, et se soient reduiz et remis en nostre obeysance, comme bons, vrays, loyaux et obeysans subjects, en laquelle ilz sont concluz et deliberez estre et demourer à tousiours, et en icelle nostre

NOTES.

(a) Registre F des Ordonn. de Louis XI, page 233.

(b) Des lettres, datées de Beauvais aussi, mais du mois d'avril, confirment le don fait par le Duc de Guienne de la terre et sei-

gneurie de Blanquefort à Jean Aubin, seigneur de Malicorne, au mois d'août 1469. Voir Ordonn. de Louis XI, reg. E, fol. 258, et Blanchard, page 314.

Ecc

LOUIS XI,
à Beauvais,
Mars 1470.

obeyssance vivre et mourir. Et afin que eulx et leurs successeurs soient plus anclins d'exposer leurs personnes et leurs facultez en nostre service, à l'encontre de tous nos adversaires, et pour memoire perpetuelle de la grande et bonne fidelité et loyauté qu'ilz ont eue de long-temps et ont à nous et à la couronne de France, ilz nous ont très-humblement supplié et requis qu'il nous plaise leur conceder et octroyer aucuns notables privilegeiges et libertez, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerées, desirans favorablement traicter lesdicts supplians, en faveur des bons, loyaux et recommandables services qu'ilz nous ont faicts et de la grant amour et fidelité qu'ilz ont eue et ont à nous, ainsi que par vraye experience ilz l'ont démontrée, et à ce que leurdict loyauté soit exemple à tous de eulx reduire, persister et demourer en la vraye et naturelle subjection et obeyssance de nous et de la couronne de France, et pour autres grandes et raisonnables consideracions qui ad ce nous ont meu et meuvent, à iceulx supplians, pour eulx et leurs successeurs bourgeois, manans et habitans et residens en nostredict ville, cité, forsbourgs et banlieue d'Amiens, avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissiance et auctorité royal, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, les privilegeiges, libertez, prerogatives et preeminences qui s'ensuivent, c'est assavoir :

Premierement. Que tous les bourgeois desdictes ville et cité d'Amiens, residens et demourans en icelle ville, forsbourgs et banlieue, et qui ont ou auront acquis les franchises et libertez de ladicte ville sans fraude, puissent tenir en leurs mains tous les fiefs, possessions et choses nobles qu'ilz ont ou auront loyaument acquises ou qui leur peuvent ou pourront competer et appartenir par hoirie et succession ou autrement, sans ce qu'ilz soient ou puissent estre contrainsts à en vuidier leurs mains, ne pour iceulx paier quelque finance ou somme de deniers, soubz umbre des ordonnances faictes sur le fait des francs-fiefs et nouveaux acquests, en quelque forme et maniere que ce soit.

(2) *Item.* Pour ce que nostredict ville d'Amiens est assise au pays de frontiere, parquoy est besoing la reparer et la fortifier, voulons et ordonnons que les maire et eschevins d'icelle nostre ville d'Amiens qui à present sont et qui pour le temps advenir seront, puissent d'ores en avant, par le conseil de nostre bailly d'Amiens ou de son lieutenant, appelé nostre procureur audict bailliage ou son substitut, faire faire telles fortifications, soit de boulevars, tours, fossés, retenues d'eaus, et autres telz ouvraiges et reparacions qu'ilz adviseront et verront estre à faire pour le mieulx, et que, pour ce faire, ilz puissent demolir ou faire demolir tels edifices, et passer, fossoier et traverser en tel lieu ou lieux qu'ilz verront estre convenable et necessaire pour ladicte fortification, sans ce que, pour ce faire, ilz soient tenus prendre ne demander aucun congé à ceulx en la juridiction et seigneurie desquels lesdicts ouvraiges et fortifications se feroient, ne que par lesdicts seigneurs, ne aussi par les detenteurs ou possesseurs desdicts heritaiges, maisons et edifices, leur soit ou puisse estre en ce donné aucun destourbier ou empeschement par opposition, complainte en matiere de nouvelleté, impetracions, defenses, ne autrement en quelque forme ou maniere que ce soit, en les recompensant toutesvoies raisonnablement de leur interest, en argent comptant, rentes ou heritaiges à la tauxacion et ordonnance desdicts maire et eschevins.

(3) *Item.* Voulons et nous plaist que iceulx maire et eschevins, par le

conseil que dessus, lievent et cueillent, pour le temps advenir, telz aydes et deniers communs sur tels vivres et marchandises qu'ilz adviseront entre eulx, pour convertir et employer esdictes fortifications et emparemens de nostredicte ville d'Amiens et autres necessités et affaires d'icelle ville, sans ce que, pour ce faire, leur soit besoing avoir ou obtenir autres lectres de nous ou de noz successeurs Roys de France, et que ausdictes aydes paier soient contrainsts tous ceulx qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes deues et en tel cas requises, nonobstant oppositions et appellacions quelzconques, pour lesquelles ne voulons estre différé.

Si donnons en mandement à noz amez et seaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, gens de noz comptes et tresoriers à Paris, au bailly d'Amiens, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace et octroy et de tout le contenu en cesdictes presentes ils et chascun d'eulx en droit soy facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians, et chascun d'eulx en tant que toucher luy pourra, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun arrest, ennuy, destourbier ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis ou donné leur estoit, facent, incontinent et sans delay, reparer et mettre au premier estat et deu. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Beauvais, au mois de Mars avant Pasques, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Sic signatum : *Par le Roy, les sires de la Forest, de Gaucourt et autres presens.* DE CERISAY. Visa.

LOUIS XI,
à Beauvais,
Mars 1470.

Lecta, publicata et registrata, in quantum tangit articulum de francis feodis et novis acquesitibus mentionem facientem. Actum Parisius, in Parlamento, secundâ die Septembris, anno millesimo cccc.^{mo} octuagesimo. CHARTELIER.
Collatio facta est (a).

NOTE.

(a) Les n.^{os} 500 et 506 du registre 195 du Trésor des chartes sont des dons peu importants, faits par le Roi, sous la date aussi du mois de mars 1470. Les n.^{os} 511 et 528 du même registre sont des lettres d'anoblissement pour maître Hugues Boileau et pour

Guillaume Moreau : les premières sont du mois de mars; les secondes, du mois d'avril. Le n.^o 530, du mois d'avril également, est le droit accordé à l'archevêque de Bourges, de fortifier un de ses domaines.

(a) Confirmation des Réglemens faits touchant les Maîtres jurés Chirurgiens à Paris.

LOUIS XI,
à Ham,
Mars 1470.

LUDOVICUS, Dei graciâ, Francorum Rex, notum facimus universis presentibus pariter et futuris, nos, ad supplicationem dilectorum nostrorum magistrorum juratorum artis et sciencie chirurgie Parisius commorantium, licteras recor-

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 504.
Tome XVII.

Ecc ij

LOUIS XI,
à Ham,
Mars 1470.

CHARLES VII,
à Paris,
Octobre 1441.

dacionis inclite defuncti karissimi domini progenitoris nostri, anima cujus pace fruatur, vidisse, formam que sequitur continentes :

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex, notum facimus universis presentibus et futuris, nos felices recordacionis defuncti karissimi domini progenitoris nostri, cuius requiescat anima in pace, vidisse licteras, in filis sericis et cera viridi sigillatas, formam que sequitur continentes (a):

CHARLES VI,
à Paris,
Octobre 1381.

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex, notum facimus universis presentibus et futuris, nos inclite recordacionis karissimi domini et progenitoris nostri vidisse licteras, &c. (b).

CHARLES V,
à Paris,
21 Juillet 1370.

KAROLUS, Dei graciâ, Francorum Rex. Cùm ex dilectorum nostrorum magistrorum, juratorum, licenciatorum et baccallariorum in arte chirurgie, Parisius commorantium, nobis fuerit insinuacione monstratum, &c. (c).

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Quas quidem licteras superius transscriptas, ac omnia et singula in eisdem contenta, rata et grata habentes, eas et ea landavimus, ratificavimus et approbavimus, ac de nostra certa sciencia, potestatis plenitudine, auctoritateque regia, laudamus, ratificamus et approbamus, ut eidem supplicantes prelibati, prout et in quantum hactenus ritè et iusè usi sunt et gavisi, gaudeant et utantur, de gracia speciali per presentes, earum serie dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum, prepositoque et receptori Parisius, ceterisque justiciariis nostris, aut eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, et ipsorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, dantes in mandatis, quatinus supplicantes memoratos nostris presentibus confirmacione, ratificacione, approbacione et gratiâ uui et gaudere, modo et formâ predictis, faciant et permittant, non eisdem à quocumque disturbium aut impedimentum quovis modo in premissis inferentes, neque inferri facientes aut permitteutes. Quod ut firmum et stabile perpetuis perseveret temporibus, nostrum presentibus iussimus apponi sigillum, nostro in aliis et quolibet alieno in omnibus iuribus salvis. Datum apud locum de Hem, in mense Martii, anno Domini millesimo cccc.^{mo} septuagesimo, regni verò nostri decimo. Sic signatum : Per Regem, domino Duce Calabrie et aliis presentibus. B. MAURIN. Visa.

NOTES.

(a) Ces lettres ont été imprimées dans le tome XIII de notre collection, pag. 337.

imprimées dans le tome VI, page 626.

(b) Les lettres de Charles VI ont été

(c) Ces lettres ont été imprimées, tome V, pag. 322 et 323.

LOUIS XI,
à Paris,
Mars 1470.

(a) Statuts et Ordonnances pour la Confrérie des Brodeurs de Paris.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umblé supplication de Pasquier Trotet, Michelet Vaguenier et Estienne Leclerc, marchans brodeurs, demourans à Paris, jurez et gardes du mestier de broderie, Jehan Prevost, Paul Bastins, Baudet Leclerc, Pierre Yver, Pierre Bourdon, Jehan Dutref, Jehan Posteau,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 509.

Symon Dumont, Bernard Lipeneau, Paul Leiseigle, Estienne Hastebege, Nicolas Buneau, Arnould de Vausouldre, et Jehan Messemont, tous compaignons, serviteurs, ouvriers dudit mestier de broderie, faisans et representans la plus grant et saine partie de tous les maistres brodeurs et compaignons serviteurs dudit mestier à Paris, contenant que lesdicts supplians, pour remectre sus, augmenter et accroistre le divin service de la confrairie de leurdict mestier, et entretenir les statuz et ordonnances qui du temps passé avoient et ont esté faicts audict mestier, lesquels statuz et ordonnances avoient esté delaisés à entretenir, le divin service discontinué, tant parce que peu d'ouvriers ont esté residens en nostre ville de Paris, comme pour les guerres, divisions et pestilences qui ont couru en nostre royaume, iceulx supplians, d'un commun accord et consentement, avoient et ont fait rediger par escript certains statuz et ordonnances qui, au temps passé, avoient esté entretenus audict mestier, lesquels ont esté veuz et visitez de nostre prevost de Paris, lequel, eu sur ce l'avis et conseil de noz procureur et advocat audict Chastellet, les a eus pour agreables, et leur en a octroyé ses lectres, dont la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Paris,
Mars 1470.

A TOUS CEULX qui ces presentes lectres verront, ROBERT D'ESTOTEVILLE, chevalier, seigneur de Beine, baron d'Ivry et de Saint-Andry en la Marche, conseiller, chambellan du Roy nostre sire, et garde de la prevosté de Paris, salut. Sçavoir faisons que, oye la requeste le jour d'hui faicte en jugement devant nous au Chastellet de Paris par Pasquier Trotet, Michel Vaguenier et Estienne Leclerc, marchans brodeurs demourans à Paris, jurez et gardes dudit mestier de broderie à Paris, Jehan Prevost, Paul Bastins, Baudet Leclerc, Pierre Yver, Pierre Bourdon, tous maistres dudit mestier à Paris, Jehan Dutrait, Jehan Posteau, Symon Dumont, Bernard Lipeneau, Paulet le Seigre, Estienne Estebergue, Nicolas Buneau, Arnoul de Vausouldre, et Jehan Messemont, tous compaignons, serviteurs, ouvriers dudit mestier, et faisans la plus grant et saine partie de tous les maistres brodeurs et compaignons dudit mestier à Paris, disans que, pour remectre sus, augmenter et accroistre le divin service de la confrairie de leurdict mestier, et entretenir les statuz et ordonnances qui au temps passé avoient et ont esté faicts audict mestier, lesquels statuz et ordonnances avoient et ont esté delaisés à entretenir, le divin service discontinué, tant parce que peu d'ouvriers ont esté residens en ceste ville de Paris, comme pour les guerres, divisions, pestilences qui ont couru en ce royaume, ilz, de propos delibéré et d'un commun accord, avoient et ont fait rediger certains statuz et ordonnances qui au temps passé avoient et ont esté entretenus audict mestier, comme ils disoient, desquels statuz et ordonnances la teneur suit :

Lettres du Prévôt
de Paris,
7 Novembre
1469.

Premierement. Que lesdicts brodeurs et ouvriers et compaignons dudit mestier, par chascun an à jour de dimanche, feront tous dire, chanter et celebrer à l'autel d'icelle confrairie, en l'esglise Sainte-Opportune à Paris, une basse messe pour eulx et leurs successeurs, maistres et compaignons, serviteurs dudit mestier à Paris.

(2) *Item.* Que pour ce faire, dire et continuer, pour le soustenement d'icelle confrairie, lesdicts maistres qui à present sont, et leurs successeurs maistres et compaignons, serviteurs dudit mestier à Paris, qui au temps advenir seront, paieront, pour chascune sepmaine de l'an, chascun deux deniers parisis, tant et si longuement qu'ils demoureront à Paris, comme maistres dudit mestier.

LOUIS XI,
à Paris,
Mars 1470.

(3) *Item.* Que les compagnons serviteurs dudict mestier, gaignans argent, et leurs successeurs, paieront pareillement, par chaque sepmaine de l'an, tant et si longuement qu'ilz besoigneront dudict mestier à Paris, chascun ung denier paris.

(4) *Item.* Que chascun desdicts maistres et compagnons, presens et advenir, sera tenu de entrer en ladicte confrairie et d'en estre confrere; et chascun qui y entrera, paiera pour entrée xvj deniers paris pour une foiz, et chascun confrere paiera xij deniers paris au jour de la feste d'icelle confrairie.

(5) *Item.* Que nul compagnon serviteur dudict mestier ne sera receu à ouvrer ne à besoigner dudict mestier à Paris, sinon qu'il ait premierement payé à ladicte confrairie, pour l'entretienement d'icelle, deux sols paris pour une foiz.

(6) *Item.* Seront esleuz et ordonnez trois ou quatre des maistres dudict mestier, pour regir et gouverner icelle confrairie, ausquels seront paieez les deniers dessusdicts, pour en payer ladicte messe et soustenir et entretenir ladicte confrairie et necessités d'icelle, et seront changés lesdicts gouverneurs par chascun an.

En nous requerans par les dessusdicts jurez, maistres et compagnons dudict mestier de brodeurs, que lesdicts statuz et ordonnances ci-dessus transcripts nous voulsissions ratifier, confermer, approuver, et interposer sur ce nostre decret, et, ce fait, iceulx publier audict Chastellet en l'auditoire, et faire enregistrer en la chambre du procureur du Roy nostredict seigneur en icelluy Chastellet, comme sont les autres statuz et ordonnances des autres mestiers de ceste ville de Paris. Considerée laquelle requeste, et veue de nous avec les advocats et procureur du Roy nostredict seigneur audict Chastellet et autres conseillers d'icelluy Chastellet, lesdicts statuz et ordonnances, nous, par la deliberacion de conseil, avons ratifiez, confermez et approuvez, ratiffions, confermons et approuvons par ces presentes, pour iceulx estre entretenus, observez et gardez d'ores en avant entre les dessusdicts et autres dudict mestier, et leurs successeurs au temps advenir, en tous leurs pointes et articles, et sur les peines que dessus, et y avons mis et interposé nostre decret, et si avons ordonné que ces presentes seront publiées en l'auditoire dudict Chastellet, et enregistrées en la chambre dudict procureur du Roy en icelluy Chastellet. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre à cescdictes presentes le scel de ladicte prevosté de Paris. Ce fut fait le mardi, iij.^e jour de Novembre, l'an mil cccc soixante-neuf. *Ainsi signé :*
DAULAIS.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Et nous humblement requerans que lesdicts statuz et ordonnances voulsissions avoir agreables, et les confermer et approuver, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, inclinans à la supplication et requeste desdicts supplians, lesdicts statuz et ordonnances cy-dessus transcripts avons louez et approuvez, de nostre grace especial, pleine puissance et auctorité royal, par ces presentes. Si donnons en mandement au prevost de Paris qui à present est, et à ceulx qui au temps advenir le seront, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que de noz presens grace, concession et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et autres dudict mestier et leurs successeurs, joyr et user plainement et paisiblement, et lesdicts statuz et ordonnances facent enregistrer ès livres et registres de nostredict Chastellet, et iceulx observer et garder

de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné ausdicts supplians, ne à leursdicts successeurs, aucun destourbier ou empeschement au contraire, ores ne pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit. Et afin que ce soit chose ferme et estable, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Paris, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, à la relacion du Conseil.* G. ANTHENIS.

LOUIS XI,
à Paris,
Mars 1470.

(a) *Statuts des Pelletiers de Rouen.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, à la supplication des maistres, marchans et ouvriers du mestier et estat de pelleterie de peaulx d'aigineux en la ville et banlieue de Rouen, contenant que, pour le gouvernement et police dudit mestier et obvier aux faultes et abus qui, par imperitie et ygnorance de plusieurs, se faisoient et commectoient et pouvoient estre faictes et commises de jour en jour audit mestier, lesdicts supplians firent pieça certains statuz et ordonnances; et pour ce que lesdictes ordonnances et les articles en icelle contenuz estoient faicts et ordonnez à diverses foiz et par plusieurs pieces de lectres ou articles, et que les aucunes ont esté faictes durant l'occupacion et par les officiers des Angloys lors noz anciens adversaires, pourquoy ilz desiroient bien icelles estre renouvelées, et aussi que certains articles qu'ilz disoient estre convenables, utiles et prouffitables pour le bien dudit mestier et de la chose publicque, y feussent adjoustez, lesdicts supplians en l'an mil CCCCLX et deux se tirerent par-devant nostre bailly de Rouen ou son lieutenant audit lieu, et luy requierent que icelles ordonnances qu'ilz luy monstrerent et exhiberent, et lesdicts articles dedans contenuz, il vouldist joindre et venir en une seule ordonnance et y adjouster lesdicts articles utiles, lequel nostredict bailly, ou son lieutenant, fist venir et visiter lesdicts articles par grand nombre desdicts maistres et ouvriers; et après que ladicte visitacion et iceulx ordonnances et articles eurent esté veus et deliberez par les conseilz et noz procureur et advocat audit lieu de Rouen, et par culx trouvés les articles contenuz esdictes anciennes ordonnances, et aussi ceulx que lesdicts gardes, maistres et ouvriers dudit mestier requeroient estre adjoustez, estre raisonnables, utiles et prouffitables pour le fait dudit mestier, moyennant certaines modifications et corrections qui par ladicte deliberacion y furent mises et adjoustees, icelluy lieutenant de nostredict bailly, après aussi que grant nombre desdicts gardes, maistres et ouvriers d'icelluy mestier luy eurent dict et rapporté par leurs sermens que, à leur advis et conscience, c'estoit le prouffit et utilité dudit bien commun et dudit mestier de pelleterie de peaulx que lesdicts articles fussent dès-lors en avant gardez et tenez à leurs termes approuvez,

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470 (b).

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 67.

(b) La date de ces lettres est fautive; il n'y a pas eu de 18 avril en 1470, d'après la manière de compter d'alors. Pâques, ou le

commencement de l'année, n'eut lieu, en 1470, que le 22 avril, et Pâques revint (l'année recommença par conséquent) le 14 avril 1471. Peut être est-ce le 8 avril qu'il faut lire, ou 1471 au lieu de 1470.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

confirma tous lesdicts articles, et, selon iceulx, fist et constitua ordonnances audit mestier pour estre gardez et observez dès-lors en avant inviolablement et sans enfreindre par tous les maistres et ouvriers dudict mestier et autres comprins, et auxquelz le cas est, peut toucher et regarder, selon la forme et teneur desdicts articles, comme par les lectres sur ce faictes et données par ledict lieutenant de nostredict bailly, desquelles on dict la teneur estre telle :

A TOUS CEULX qui ces presentes lectres verront ou orront, GAUVIN MAUVIEL, escuyer, lieutenant general de noble homme Jehan de Montespèdon, escuyer, seigneur de Beauvois, conseiller, chambellan du Roy nostre seigneur, et son bailly de Rouen, salut. Comme par les maistres, marchans et ouvriers du mestier et estat de pelleterie d'aigneaux en la ville et banlieue de Rouen, nous ait esté exposé que par cy-devant plusieurs ordonnances ont esté faictes et à plusieurs foiz, pour le fait de la police et gouvernement de leurdict mestier, tant du temps de la mairie que depuis, par aucuns des baillyz de Rouen, et qui confirmées ont esté par les predecesseurs du Roy nostredict seigneur, en nous requerant que lesdictes ordonnances, lesquelles ils nous ont monstrées et exhibées et les articles en icelles contenus, nous voulussions joindre et venir en une seule ordonnance, mesmement que les aucunes d'icelles avoient esté faictes durant l'occupation et par les officiers des Anglois; parquoy ils desiroient icelles estre renouvelées, et que certains articles qu'ilz disoient estre convenables, utiles et prouffitables pour le bien dudict mestier, de la chose publique d'icelluy, y fussent adjointz; lesquels articles que lesdicts gardes et ouvriers requeroient estre jointz et adjoustez, nous eussions fait veoyr et visiter par grant nombre desdicts maistres et ouvriers, et si eussent esté veus et delibérés par les conseils et procureur du Roy nostredict seigneur, lesquels maistres et ouvriers eussent rapporté que lesdicts articles estoient utiles et bien requis estre gardez et observez pour le fait et entretenement en bonne police d'icelluy mestier; et après, ayons sur tout eu advis et consultation à grant et meure deliberacion avecques les advocat et procureur du Roy nostredict seigneur, par lequelz nous ayons trouvé les articles contenus esdictes anciennes ordonnances, et mêmes ceulx que lesdicts gardes, maistres et ouvriers dudict mestier, requierent estre adjoustez, estre raisonnables, utiles et prouffitables pour le fait dudict mestier, moyennant certaines modifications et corrections qui par ladicte deliberacion y ont esté mises et adjoustées, de tous lesquels articles les teneurs ensuivent :

Et premierement. En ensuivant lesdictes premieres et anciennes ordonnances, que nul ne puisse mettre peaulx de chevre avec panes d'aigneaux, se n'est le prouffit de la panne tant seulement.

(2) *Item.* Que nul ne puisse mettre tainture de charbon, ne de molet, ne d'ocre, ne d'autre panture, fart, ne polissement en cuyr ne en poil, en peaulx ne en manteaulx de panne noyre, secret, ne chapperon, ne autre habit, ne oyndre d'uyllé d'olive, ne d'autre liqueur, fors de son bon courroy.

(3) *Item.* Que nul ne puisse faire ne vendre panne en soufre eschauffée ne trezalée, parce que si estoient autrement faictes que ci-dessus est dict, elles seroient fausses, en peine de soixante solz d'amende, moitié au Roy, et l'autre moitié aux gardes.

(4) *Item.* Que nul apprentiz ne puisse estre contrainct ouvrer plus avant
en

en la nuyt que les premieres esuelles (a) souvantes, et on ne le fera point relever plustost que le point du jour; et quiconques autres voudra ouvrir de nuyt, faire le pourra.

(5) *Item.* Que toute l'euvre faicte autrement que cy-dessus est dict, sera fourfaicte (b) au Roy nostre seigneur.

(6) *Item.* Que les gardes dudict mestier puissent aller aux hostiels ou aux estaulx et par tous autres lieux veoir l'euvre dudict mestier d'aigneaulx touteffois qu'il leur plaira, soient faictes en la ville de Rouen ou dehors, et que toutes celles qu'ilz trouveront sur les gens de ladicte ville, faictes de Rouen ou de dehors, contre ladicte ordonnance, que eulx les puissent prendre aussi bien sans sergent comme à tout sergent, et apporter par leurs sermens à justice comme forfaiz.

(7) *Item.* Que nul dudict mestier d'aigneaulx ne puisse mectre mouton avec aignel, ne bouffeaux avecques peaulx du gresse en belle ouvrage, quel qu'il soit, sur peine de soixante solz d'amende à appliquer comme dessus est dict.

(8) *Item.* Que nul qui face venir ou apporter aucuns ouvraiges dudict mestier d'aignel de dehors en ladicte ville, n'en puisse point mectre en vente ne desbiter jusques à tant que les gardes dudict mestier d'aignel les auront veues ou ayent esté presens à les veoyr, sur peine de quarante solz d'amende, dont le Roy nostre seigneur aura les deux parts, et les gardes dudict mestier le tiers pour leur travail et peine de ce faire, lesquels gardes seront tenus à aller veoyr lesdicts ouvraiges touteffois qu'il leur sera faict à savoir, dedans heure de prime, sur peine de rendre tous les coustz et dommaiges qu'ils auroient à cause de ce, et de telle amende comme il plaira à justice; et pourront les marchians desbiter leur ouvrage après ladicte heure passée.

(9) *Item.* Que lesdicts gardes yront par les ouvrouers, hostieulx et estaulx dudict mestier, touteffois qu'il leur plaira, pour regarder les euvres, affin qu'ilz soient benois et loyaux; et s'ilz tiennent l'euvre du contraire de cette ordonnance, il la prendront et rapporteront à justice, et sera forfaicte; et se desdicts gardes aucuns ou la greigneur partie d'iceulx estoient hors de ladicte ville de Rouen, ou occupez tellement que ladicte visitacion peut estre retardée, que la moindre partie d'iceulx gardes qui lors seront sans occupation pour faire ledit office, appelleront ung ou deux de leurs voisins, maistres de leurdict mestier, pour aller par les ouvrouers, hostels et estaulx, comme dict est, et faire l'office desdicts gardes qui occupez seront, affin que nul dudict mestier n'en puisse avoir destourbier et dommaige en default de l'office desdicts gardes.

(10) *Item.* Que chascun maistre dudict mestier pourra avoir deux apprentiz avecques ses enfans, à trois ans de service, et lesquels apprentiz desdicts maistres ne pourront tenir en leurs hostels plus de quinze jours sans amener au serment, sur peine de vingt solz d'amende, moitié au Roy et l'autre moitié aux gardes.

(11) *Item.* Et y aura trois gardes dont chacun an changeront et renouvelleront les deux, et y en demourera l'un des vielz gardes, et jureront tous ceulx dudict mestier devant justice à garder l'ordonnance dessusdicte; et les maistres, apprentiz, autres que ceux qui sont de present, qui d'ores

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

NOTES.

(a) Le mot qui suit doit être *sonnantes*, et celui-ci pourroit alors être *eschelette*, ou *eschelle*, ou *eschillette*, dont on se servoit égale-

ment pour désigner de petites cloches avec lesquelles on éveilloit les moines à minuit.

(b) Confisquée au profit &c.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

en avant voudront user dudit mestier, comme maîtres et apprentiz d'icelluy, seront tenus venir vers justice en la presence des gardes et faire serment de user d'icelluy mestier joute ladite ordonnance.

(12) *Item.* Que nulz des ouvriers dudit mestier demourans en ladite ville de Rouen ne pourront vendre à jour de marché, fors ès halles de ladite ville; se vendra la neufve pelleterie à part, et non pas avecques la vieille, en peine de vingt solz tournois; et qui vendra la neufve à la vieille halle, ne la vieille à la halle neufve, il paiera semblable somme, à appliquer moictié au Roy nostredict seigneur et l'autre moictié aux gardes dudit mestier; et qui vendra au jour de marché ailleurs que ès halles de ladite ville, il aniendera de dix solz tournois, dont le Roy nostre seigneur aura les deux parts, et les gardes le tiers.

(13) *Item.* Que nul dudit mestier ne pourra euvrer d'icelluy au samedi après none, ne à feste de vigille de jeusne que le commun de la ville feste, sur peine de dix solz d'amende, dont le Roy nostre seigneur aura les deux parts, et les gardes dudit mestier le tiers.

Ensuivent les articles d'autres Ordonnances faictes depuis lesdictes premieres Ordonnances :

Premierement. Que aucuns marchans, ouvriers, ou autres dudit mestier, soient de la ville ou de dehors, ne puissent vendre ne apposer en vente aucunes pannes d'aigneaux en la ville et banlieue de Rouen où il y ait boyne, fart ou policement, peaulx clavelées ou tresalées, pour ce que à ce trop de gens de commun et autres pourroient estre deceuz, cause de pour ce que icelles boynes sont assises sur peaux pellées, et ne dure que ung peu de temps qu'elle chiet et demeure la peau toute sans poil et de nulle valeur, et sembleroit d'icelles peaulx clavelées ou tresalées, car ne sont bonnes à quelque usage que ce soit; et en cas que aucunes pennes ou manteaulx d'aigneaux aura des peaulx ou partie des peaulx de l'une des essances dessusdictes, les gardes dudit mestier les pourront copper, oster et desasseoir; et si devra le marchand, vendeur ou ouvrier, ladite penne ou mentel mettre en tel estat qu'elle soit bonne, loyalle et marchande pour exposer en vente, et que aucun n'en puist estre desceu ne esgené (a), sur peine d'en-courir semblable amende que dessus, en quel cas, s'il faisoit le contraire, il sera tenu paier ladite amende.

(2) *Item.* Si pour ce que aucuns marchans de dehors qui pourroient estre trouvés vendans ou exposans en vente manteaulx ou des pennes d'aigneaux où il auroit des peaulx des essances dessusdictes ou de l'une d'icelles, se voudroient aucunement excuser pour mettre à non sçavoir icelle ordonnance, les gardes dudit mestier pourront visiter leur marchandise, sans entamer, et mettre en seure garde et amener iceulx marchans devers monsieur le bailliy ou son lieutenant ou leurs successeurs, faire serment se de ladite ordonnance ilz savoient rien et s'ilz en avoient oncques oy parler; et se ilz jurent le non savoir, leur marchandise leur sera rendue sans amende pour ceste foiz, par payant aux gardes, pour leur peine de ladite visitacion, deux solz six deniers seulement, et leur sera faicte deffense, sur peine de ladite amende, que en ladite ville et banlieue ilz ne la vendent ne exposent en vente en aucune maniere, sans premierement la mettre en estat deu : en

NOTE.

(a) Appauvri; et aussi, fraudé.

quel cas, se ilz sont trouvés faisant le contraire, ils paieront ladicte somme de soixante solz tournois d'amende, à appliquer moitié au Roy nostredict seigneur et l'autre moitié aux gardes dudict mestier.

(3) *Item.* Que autres marchans ou autres vendant ou usant d'icelle marchandise en icelle ville et banlieue, ne pourra desormais fourrer ne faire fourrer pour sa femme, enfans ne varlets, aucuns garnemens, comme robbes, manteaux, chapperons et autres habitz, sinon pour leur usage seulement, pour ce que trop de fraudes et deceptions pourroient malicieusement estre faictes à ceulx à qui iceulx robbes, manteaux ou habitz serviroient, et ne pourroient pas promptement estre congneues; en tel cas, se aucun est trouvé faire le contraire, il paiera pour chacun habit qu'il sera trouvé fourrant, ce qui luy sera approuvé audict fourre ou faict fourrer, semblable auende comme dessus est, à appliquer comme dessus dict est.

(4) *Item.* Aucun, soit de la prinse (a) de ladicte ville ou autrement de dehors, ne pourra ouvrer comme maistre en ladicte ville et banlieue, lever son mestier et marchandise, ne ouvrer pour luy, se premierement, et avant tout, il n'est hanse (b) dudict mestier, et paiera pour sa hanse trente solz, c'est assavoir, au Roy nostre seigneur, vingt solz, et aux gardes dudict mestier pour leur vin et travail, dix solz, excepté les filz de maîtres, lesquels ne paieront que demye hanse, à appliquer comme dessus; et en cas que aucun sera trouvé ouvrant ou besognant dudict mestier comme maistre et n'aura gaigié son hanse, les gardes luy defendront l'ouvrer, jusques ad ce qu'il aura gaigié sadicte hanse, et si paiera la somme de soixante solz, à appliquer au Roy nostredict seigneur la moitié, et l'autre moitié aux gardes dudict mestier; et chacune foiz qu'il sera trouvé faisant le contraire, il paiera ladicte amende.

(5) *Item.* Que nul dudict mestier, soit de ladicte prinse ou de dehors, ne puisse ouvrer en ladicte ville ne tenir son ouvrer comme maistre, se premierement, et avant tout euvre, il ne faict chief-d'euvre, c'est assavoir, confire et apprester en l'hostel d'iceulx gardes, à ses despens, tout prest de taille, pour asseoir en robe le nombre de cent peaulx d'aigneaux, y faire dudict mestier tout ce qui est necessaire estre faict bien et loyaument au regard de justice; et en cas que aucun sera trouvé faisant ou avoir faict le contraire, c'est assavoir, d'ouvrer pour luy et en son nom, comme maistre, sans avoir faict chief-d'euvre, paiera, pour chacune foiz qu'il sera ainsi trouvé, soixante solz d'amende, à appliquer comme dessus est dict.

(6) *Item.* Tous les apprentilz d'icelluy mestier, quant ilz seront jurez, et semblablement tous ceux qui tiendront leur ouvrer en ladicte ville et banlieue, paieront en l'honneur de Dieu et de Nostre-Dame, à appliquer, c'est assavoir, à l'euvre de l'esglise Sainte-Croix de Rouen, en laquelle paroisse la plus grant partie de ceulx dudict mestier sont demourans, deux solz six deniers tournois, et en augmentation et accroissement du bien de la charité Sainte-Croix fondée en ladicte esglise, deux solz six deniers tournois; et seront les dessusdicts contraints à payer icelles sommes, comme par les amendes contenues et declairées ci-dessus.

NOTES.

(a) *Prinse* veut dire ici *communauté*, la communauté ou l'association de marchands ou d'artisans qui se livrent au même genre de commerce ou de travail. *Les drapers de la prise de Rouen*, portent des lettres de Charles V, insérées au tome VI de cette coi-

lection, pag. 364; et pag. 368, toujours dans la même loi, *la prise d'icelle drapperie*.

(b) *Hanse* exprime aussi un corps ou une communauté de marchands ou d'artisans. Ce mot signifie encore la somme qu'on payoit à l'occasion de sa réception dans ce corps.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

Oultre lesquelz articles dessus desclairez, gardez de grande ancienneté audit mestier, lesdicts gardes, maistres et ouvriers, nous ayent encores baillez certains articles qui ayent esté veuz et deliberez par lesdicts officiers, et, par leur adviz et deliberacion, corrigez et modifiez en la forme et maniere cy-aprés declairée, c'est assavoir :

1.^o Que d'ores en avant nul ne puisse estre juré, maistre ne ouvrier dudict mestier, pour tenir ouvrour, s'il n'a servi avecques ung des maistres dudict mestier de ladite ville le temps et terme de trois ans continuellement, à son pain et à son pot, ou ailleurs en ville de loy (a) au royaume de France et pays du Roy nostre seigneur, dont il apperra par lectres souffisamment approuvées, faisant foy qu'il avoit servi son maistre loyaument ledict temps, sur peine de soixante solz d'amende, à appliquer moictié au Roy nostre seigneur et l'autre moictié aux gardes d'icelluy mestier.

2.^o Que nul maistre ne ouvrier dudict mestier en icelle ville, ne autres marchans de ladite ville, ne puissent, après la publication de ces presentes, vendre ou faire vendre aucuns manteaulx de pennes d'aigineaulx, se ilz ne sont du patron et grandeur d'icelle ville, puis nagueres par nous ordonné et establi, appelés les officiers du Roy nostredict seigneur et les maistres et ouvriers dudict mestier, pour le bien, prouffit et utilité de la chose publique, sur peine de soixante solz, à appliquer comme dessus est dict.

3.^o Que nul maistre ne ouvrier dudict mestier, ne autres marchans de ladite ville ou de dehors, ne puissent vendre ou exposer en vente manteaulx de quelque pays qu'ilz soient, s'ilz ne sont de bon couver, sur peine de trente solz d'amende à appliquer comme dessus; et s'aucuns des maistres dudict mestier plegissoit (b) manteaulx venus de dehors avoir esté faicts en ladite ville ou dudict patron, il amendera de semblable somme de trente solz, à appliquer comme dessus.

Sçavoir faisons que aujourd'huy se comparurent personnellement pardevant nous, Henry Parmentier, Colin Auber et Perrenot Fere, gardes dudict mestier de pelleterie d'aigineaulx, et Jehan Dauboeuf l'ainé, Estienne Fere, Denys Boyron, Naudin Peutonier, Thomas Aubery, Thomassin Quesnel, Pierre Tafforcl, Jehan Jalys, Tussin Langlois, Simonnet de Vionnay, Jacquet Vassel, Collin Pain, Jehan Souffete, Jacques Dugardin, Jehan Regnier, Perrenot Perrier, Jacquet Parmentier, Jehan Parmentier, Perrenot Langlois, Jehan Dauboeuf le jeune, Michault Gossec, Perrenot Deshayes, Mahiet Duvrainne, Robert Toustain et Gilbert de Putost, tous maistres et ouvriers d'icelluy mestier, lesquels, après lecture à eulx faicte desdicts articles, nous dirent et rapportèrent par leurs sermens que, à leur adviz et conscience, c'estoit le prouffit et utilité du bien commun, de la chose publique et dudict mestier de pelleterie d'aignel, que lesdicts articles feussent d'ores en avant gardez et tenus en leurs termes, ainsi et par la forme et maniere que dessus est contenu : oye laquelle affirmation, nous, tous lesdicts articles avons approuvez et confermez, et, selon iceulx, fait et constitué ordonnances audit mestier pour estre gardez et observez d'ores en avant inviolablement et sans enfreindre par tous les maistres et ouvriers dudict mestier, et aux autres comprins et ausquels le cas peut toucher et regarder, selon la forme et teneur desdicts articles : lesquels articles les dessus nommez et chacun d'eulx,

NOTES.

(a) Gouvernée par ses magistrats.

(b) Assuroit, garantissoit.

d'un commun accord et consentement, pour eulx et les autres maistres et ouvriers dudict mestier et leurs successeurs, promirent tenir et faire garder fermement et accomplir sans enfreindre, voulans les delinquans et transgresseurs au contraire estre pugniz, corrigez et condamnez à pener (a) lesdictes peines et amendes toutes et quantefois qu'ilz y escherront, jurans et affermans par leurs seremens que iceulx articles, à leur advis et conscience, ainsi que dessus l'ont dict et affirmé, estoient bien deuement et loyaulment faiz au bien, prouffit et utilité dudict mestier, du bien commun et de la chose publicque. Si donnons en mandement par ces presentes à tous ceulx dudict mestier, presens et advenir, et autres à qui il appartient, prions et requérons tous autres, que contre ladicte ordonnance ne voyent, actemptent, ne facent venir ne actempter en aucune maniere, mais icelle tiennent et gardent, facent tenir et garder sans faire le contraire. En tesmoing desquelles choses, nous avons mis à ces presentes lectres le grant scel aux causes dudict bailliage de Rouen. *Ce fut faict et donné à Rouen, le jeudi quatriesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc lx et deux.* Signées DENTEULX, et scellées dudict scel à double queue.

LOUIS XI,
à Orléans,
le 18 Avril
1470.

Toutesvoies, pour plus grant approbacion et affirmation desdictes ordonnances et lectres dessus transcriptes, et affin que ceulx dudict mestier soient plus enclins de les entretenir, garder et observer, et plus craintifz de les enfreindre, lesdicts supplians voudroient bien icelles ordonnances et lectres dessus transcriptes estre par nous louées, approuvées, ratifiées et confirmées, et avoir sur ce noz lectres, s'il nous plaisoit les leur donner et octroyer, en nous humblement requerant. Icelles dictes ordonnances, articles et lectres dessus transcriptes, avons louées, ratifiées, approuvées et confirmées, et par la teneur de ces presentes les louons, ratifions, approuvons et confirmons, voulons et nous plaist que d'ores en avant elles soyent, par ceulx dudict mestier, gardées, entretenues et observées de point en point sans enfreindre. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nostredict baillly de Rouen, au vicomte dudict lieu et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nosdictes grace, ratification, approbacion et confirmation, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user paisiblement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et lesdictes ordonnances, articles et lectres dessus transcriptes, ilz entretiennent et gardent, et facent entretenir et garder de point en point selon leur forme et teneur, en contraignant ou faisant contraindre à ce faire et souffrir, tous ceulx qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes deues et raisonnables. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre à ces presentes nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Orléans, le dix-huitiesme jour d'Avril, l'an de grace mil cccc soixante-dix, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, à la rellacion de son grant Conseil, J. DUBAN. Visa. Contentor. J. DUBAN. Registrata.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTE.

(a) Supporter, souffrir.

LOUIS XI,
à Amiens,
Avril 1471.

(a) *Lettres portant union de la Ville d'Amiens au Domaine de la Couronne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir que nous, considerans que ceste nostre ville et cité d'Amiens est l'une des meilleures, plus anciennes, sumptueuses, notables et puissantes villes et citez de nostre royaume, de très-grand ambit, circuite et defense pour le bien, honneur et salvacion de nous et de nostre couronne (b), chief ville en ressort de justice de Picardie, faisant et puissante de soustenir frontiere à l'encontre des pays de Haynau, Braban et autres quelxconques qui presumeroient de eulx eslever ou vouloir faire guerre contre nous et nostredicte couronne; mesmement l'entiere et parfaite loiaulté que ont tousjours eue et inviolablement gardée sans varier et monstrée par effect envers nous, noz predecesseurs Roys de France et nostredicte couronne, noz très-chiers et bien-amez les maire, eschevins, manans et habitans d'icelle nostre ville et cité d'Amiens, durant et pendant toutes les guerres et divisions tant de nostre temps que celui de nosdicts predecesseurs, survenues en nostredict royaume, en eulx submeçant nuement et retournant innoiemment (c) en nostre obeissance, comment ne à quelque titre qu'on les puist dire avoir esté detenuz et occupez par aucuns noz adversaires et de nostredict royaume, et par especial nagures et derrenierement en eulx eslongnant et dès maintenant du tout du parti et obeissance du (d) parti de beau-frere de Bourgoigne, qui les avoit occupez par aucun temps et eulx submeçant nuement et perseverant en nostredicte obeissance à l'encontre de l'impetueux exercice et hostilité dudit de Bourgoigne; nous, pour ces causes et autres grans et raisonnables considerations à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, propre mouvement et grace especial, pleine puissance et auctorité royale, statué, decreté et ordonné, et, par esdict et ordonnances irrevocables, statuons et ordonnons par ces presentes, que nostredicte ville et cité d'Amiens soit et demeure à tousjours-mais nuement et inseparablement jointe et unie à nostre royaume (e) et à la couronne de France, sans ce que par traicté de paix, engagement, partage ou appanaige de noz enfans et de ceulx de noz successeurs Roys de France, ne autrement, elle ne puisse estre desjoincte ne separée, ores ne pour le temps advenir, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous voulons et mandons cesdictes presentes, ausquelles, en temoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel ordonné en l'absence du grant, estre enregistrées en la chambre de nostre tresor à Paris, et par-tout ailleurs où il appartiendra, sauf toutesvoies en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amiens au mois d'Avril, l'an de grace mil quatre cent soixante-onze, et de nostre regne le dixiesme après Pasques.* Sic signatum supra

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, registre E, fol. 251 verso. Trés. des ch., reg. 201, p. 129.

(b) Royaume. *Trésor des chartes.*

(c) Sans l'entremise ou l'intervention de personne.

(d) *Du parti* n'est pas dans la copie du Trésor des chartes.

(e) Il y a *domaine* dans le Trésor des chartes.

pliam : *Par le Roy, monsieur le Duc de Calabre, le Comte de Saint-Pol, connestable, les Vicomte de la Belliere, gouverneur de Rouxillon, sires de Crussol, de la Forest, maistres Pierre Doriole, Guillaume Compaing et autres presens.* FLAMENG. Visa.

LOUIS XI,
à Amiens,
Avril 1471.

Lecta, publicata et registrata, presente procuratore generali Regis et non contradicente, Parisius, in Parlamento, die penultimâ Julii, anno Domini millesimo cccc.° lxxi.° Sic signatum : BRUNAT.

(a) *Privilège concernant le Sel accordé aux Écolâtres d'Amiens, pour les pauvres Clercs et Étudiâns.*

LOUIS XI,
à Amiens,
Avril 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nostre bien-amé maistre Jehan le Cordier, licencié en loix, chanoine et escolastre de l'esglise Nostre-Dame d'Amyens, contenant que, dès le mois de fevrier mil cccc soixante-trois, nous lui octroiasmes par noz autres lectres patentes, et pour les causes dedans contenues, que lui et ses successeurs audict estat et dignité d'escolastre peussent avoir et prendre dès-lors en avant, chascun an, perpetuellement, la quantité de trois septiers de sel, mesure de Paris, au grenier à sel estably de par nous en ceste ville d'Amyens, sans ce qu'ilz soient tenus en payer aucun droict de gabelle ne autre chose quelconque, fors seulement le droict de marchand, lequel droict de gabelle nous leur donnasmes dès-lors pour estre par eulx employé à la saleure du potaige des povres clerks et enfans estudians en l'ostel qu'on dit *des Povres Clercs*, situé ès faulxbourgs de cestedicte ville d'Amyens, duquel ostel ledit suppliant a le gouvernement et administracion à cause dudict office et dignité d'escolastre, moyennant ce toutesvoyes qu'ilz seroient tenus de faire celebrer, en la chappelle dudict ostel, une messe solempnelle de Nostre-Dame, chascun an, durant le cours de nostre vie, pour la prosperité de nous et de nostre royaume, et, après nostre décès, un obit solempnel avec les vigilles et service, à tel jour que nous decederons de ce monde, pour l'ame de nous et de noz predecesseurs, ainsi qu'il est plus à plain contenu esdictes lectres, au moyen desquelles, qui ont esté bien et duement verifiées et expédiées par les generaulx de noz finances, ledict suppliant a depuis joy et joyst encores paisiblement dudict octroy; mais pour ce que ladicte quantité de trois septiers de sel ne peut bonnement fournir à la depense et saleure du potaige et autres vivres desdicts enfans et povres clerks et de leurs maistres, familiers et serviteurs, ledict suppliant nous a faict supplier et requierir que, en ayant consideration aux grands maulx, pertes et dommaiges qui ont esté faiz audict ostel, et que ledict suppliant a euz et soustenus à l'occasion de certain grant nombre de gens d'armes et de traict de nostre ordonnance, et aussi des francs archers qui ont esté par aucun temps logés en icelle maison, durant les guerres et divisions presentes, il nous plaise octroyer audict suppliant et à sesdicts successeurs escolastres, que avec, outre et par-dessus lesdicts trois septiers de sel, ils en puissent avoir trois autres et prendre audit grenier à sel d'Amyens, en payant le droict du

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 201, pièce 71.

LOUIS XI,
à Amiens,
Avril 1471.

marchant seulement, en nous offrant faire dire encores et celebrer chascun an, en ladicte chappelle, durant nostre temps, pour la prosperité de nous et de nostre royaume, une autre messe de monsieur Saint Jehan-Baptiste, et un second obit solempnel, avec les vigilles et service après nostre décès, et, sur ce, lui impartir et eslargir nostre grace. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées qui bien à plain nous ont esté remonstrées, et mesmement le très-grant nombre desdicts povres clerks et estudians audict ostel avec celui de leursdicts maistres, familiers et serviteurs, qui sont communement de quatre à cinq cents ou environ, et aussi lesdictes pertes et dommaiges, desquelz avions esté dueument adcertenez, voulans ledict suppliant estre aucunement recompensé et remuneré, à icellui maistre Jehan le Cordier, pour ces causes et consideracions et autres à ce nous mouvans, avons, de nostre plus ample grace, octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, que lui et sesdicts successeurs audict estat et dignité d'escolastre aient et puissent avoir et prendre d'ores en avant, chascun an, perpetuellement, avec, oultre et par-dessus ladicte quantité de trois septiers de sel, trois autres septiers de sel, mesure de Paris, qui font le tout en nombre six septiers, audict grenier d'Amyens, en payant ledict droict du marchand seulement, sans ce qu'ils soient tenus en paier aucun droict de gabelle, lequel, à quelque valeur qu'il soit, nous leur avons donné et donnons de nostre grace especial, plaine puissance et autorité royal, pour consideration des choses dessusdictes, par ces mesmes presentes, pour icellui sel estre employé tant à la salcure du potaige et autres vivres desdicts povres clerks et estudians audict ostel, que de leursdicts maistres, serviteurs et familiers, pourvu toutesvoies que ledict suppliant et sesdicts successeurs escolastres seront tenus de faire celebrer, chascun an, durant nostre temps, ladicte messe de monsieur Saint Jehan-Baptiste, pour la prosperité de nous et de nostredict royaume, et ung autre obit solempnel, avecques lesdicts vigilles et service après nostre trespas, pour le salut de l'ame de nous et de noz predecesseurs, et que de ce ilz seront tenus faire registre en la chappelle dudict ostel, à fin de perpetuelle memoire. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes ausdicts generaulx conseillers sur le fait et gouvernement de toutes noz finances et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que ledict suppliant et sesdicts successeurs escolastres ils facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de nostre presente grace et octroy, sans leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et par rapportant par ledit grenetier dudict grenier qui est et sera, le *vidimus* de cesdictes presentes pour une fois et recognoissance sur ce souffisant tant seulement, nous voulons ledict grenetier qui est et sera, en estre et demourer quicte et deschargé par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz nous mandons que ainsi le facent sans difficulté, non obstant quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Amiens, au mois d'Avril, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme après Pasques.* Ainsi signé : *Par le Roy, maistre Pierre Doriolle, General, Guillaume Compaigne, et autres presens.* FLAMENG.

(a)

(a) Lettres concernant les Bouchers et la Vente de la Viande à Amiens.

LOUIS XI,
à Amiens,
Avril 1471.

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'humble supplication des eswards ^(b) maistres du mestier de boucherie de nostre bonne ville d'Amyens, contenant que combien que en ladite ville, de tout temps et d'ancienneté, ait certains lieux et places nommez *les Maisseaulx*, ordonnez et establis à vendre et distribuer les chars qui sont vendues et distribuées en detail en ladite ville, lesquelz lieux et places ilz tiennent et louent des maire et gouverneur de ladite ville, et que par les statuz et ordonnances d'icelle ne soit loisible ne permis à aucuns autres de ladite ville, vendre ne distribuer char en destail en icelle, autre part que esdicts lieux des Maisseaulx; et neantmoins, aucuns bouchers demourans en ung petit circuyt appartenant à l'evesque dudict lieu, nommé *le Hocquet*, au moyen du port et faveur qu'ilz ont tousjours eu dudict evesque et de ses officiers, auquel ilz en font et paient certaines somme de deniers, en venant contre les statuz et ordonnances faiz, long temps a, par les maire et jurez de ladite ville, vendent et s'efforcent destailier et chacun jour vendre et distribuer chars aux habitans de ladite ville, en leurs maisons ou au-devant d'icelles qui sont assises audict lieu du Hocquet, et lequel lieu est situé en hault lieu, et où lesdicts bouchers tuent et escorchent le bestail qui y est vendu et destailié, et laissent courir le sang et autres immondices et punaisies ^(c) de ladite boucherie en la riviere qui passe icelle ville, de laquelle on faict et brasse les servoises et autres beuvrages qui sont distribuez en icelle; par quoy, à cause desdictes immondices et punaisies d'icelle boucherie, se pourroient ensuir plusieurs grans infections, mortalitez et autres inconveniens en ladite ville et habitans d'icelle, et ne veuillent venir vendre ne distribuer leursdictes chars auxdicts lieux des Maisseaulx avec les autres bouchers d'icelle ville; et sont, par ce moyen, demeurez et demeurent lesdictes places et lieux, ou la pluspart d'iceulx, vuides et vagues, sans estre louez, au très-grant prejudice et domaige de ladite ville et desdicts supplians, lesquelz à ceste cause ne peuvent avoir aucune deslivrance de leursdictes chars, denrées et marchandises; est aussi contre le bien publicque, statuz et ordonnances d'icelle ville, et pourroit encore plus estre, se noz grace et provision convenables ne leur estoient sur ce imparties, en nous humblement requerant que, actuend les choses dessusdictes, et mesmement l'infection et inconvenient qui se pourroit ensuir en icelle ville à cause desdictes immondices et ordures qui affluent dudict lieu du Hocquet, il nous plaise, en ensuivant

NOTES.

^(a) Trésor des chartes, reg. 201, n.° 130. Voir encore les pièces 61, 62, 69, 116, 117, 133, 134, 137 et 172. Ce sont, les n.° 61 et 62, des lettres de noblesse pour André Ouvrart et pour Jean Sicoteau; le n.° 69, des lettres d'amortissement pour la cathédrale d'Amiens; le n.° 116, une permission à Jean de Moussy de construire, fortifier, &c. dans sa terre de la Contour; le n.° 117, des lettres de noblesse pour Pierre

Pourceau; le n.° 134, des lettres d'amortissement en faveur de maître Jean le Cordier, écolâtre de l'église d'Amiens; ces lettres sont toutes du mois d'avril: les suivantes sont du mois de mai; lettres de noblesse pour Hamon Faroult, n.° 137; lettre de naturalité pour Pierre de Rubian, n.° 172.

^(b) Gardes.

^(c) Puanteurs.

Tome XVII.

Ggg

LOUIS XI.
à Amiens,
Avril 1471.

iceulz statuz et ordonnances faiz par ladicte ville , desclarer et ordonner que d'ores en avant nul ne puisse vendre ne distribuer char en destail audict lieu du Hocquet, ne ailleurs que esdicts lieux des Maiseaulx à ce ordonnez de toute ancienneté, et sur ce leur impartir nosdictes grace et provision. Sçavoir faisons que nous, les choses dessusdictes considérées, et mesmement que ce touche et concerne le bien et prouffit commun de ladicte ville, lequel desirons de tout nostre cuer accroistre et augmenter, et voulans obvier aux inconvenians qui en icelle ville se pourroient ensuir à l'occasion desdictes infections, immondices et ordures, et aussi en faveur et pour consideration des grans et recommandables services que lesdicts supplians nous ont par cy-devant faicts, tant à la reduction d'icelle ville en nostre obeissance que autrement en plusieurs manieres, et pour d'iceulx services aucunement les remunerer et recompenser, eu sur ce aussi l'opinion d'auncuns notables gens d'icelle, ausquels nous avons fait parler de cette matiere, avons, de notre propre mouvement, certaine science, plaine puissance et auctorité royal, voulu, declairé, statué, edict et ordonné, et, par la teneur de ces presentes, voulons, declairons, statuons et ordonnons que d'ores en avant nul ne puisse et ne loise à aucune personne vendre ne distribuer aucunes chars en detail ne autrement audict lieu du Hocquet, ne ailleurs en ladicte ville, en quelque lieu que ce soit, que auxdicts lieux des Maiseaulx en la terre et jurisdiction desdicts maire et eschevins, de tout temps et d'ancienneté ordonnez à icelles chars vendre et distribuer, comme dessus est dict. Si donnons en mandement par cesdictes presentes au bailli d'Amyens et à tous noz autres officiers et justiciers, ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à lui appartiendra, que nos presens volenté, declaracion, edict et ordonnance, ilz entretiennent, observent et gardent, et facent entretenir, observer et garder de point en point sans enfreindre, et le facent crier et publier en ladicte ville et ailleurs où il appartiendra, en faisant ou faisant faire inhibition et deffense de par nous ausdicts bouchiers vendans et detaillans chars audict lieu du Hocquet, et à tous autres qu'il appartiendra, que d'ores en avant ilz ne vendent, distribuent ne detaillent chars audict lieu du Hocquet, ne ailleurs en ladicte ville, en quelque lieu que ce soit, que esdicts lieux des Maiseaulx, sur peine de confiscacion des chars qui seront trouvées estalées de par eulx pour vendre et destailier, et autres grands peines à nous à appliquer; et ad ce faire et souffrir les contraignent et tous autres qui pour ce seront à contraindre réaument et de faict, par toutes voyes deues et raisonnables en telz cas requises, et qu'ilz verront au cas appartenir, non obstant oppositions et appellacions quelzconques, et la possession et joyssance que lesdicts bouchiers du Hocquet ou autres pourroient alleguer avoir eu au contraire, que ne voulons nuyre ne prejudicier au contenu en cesdictes presentes en aucune maniere. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons ces presentes, signées de nostre main, faict sceller de nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amyens, au mois d'Avril, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme, soubz nostre scel ordonné en l'absence du grant.* Ainsi signé : LOYS. *Par le Roy, Monseigneur le Duc de Guyenne, le Conte de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, le Conte de Roussillon, admiral, le sire de Crussol, et autres presens.* MAURIN. *Visa.*

(a) Foires accordées au Seigneur de Davenescourt (b).

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nostre amé et féal chevalier, conseiller et chambellan, Charles, seigneur de Noyelle, de Hangest et de Davenescourt, contenant que la terre et seigneurie de Davenescourt, qui est assise en bon et fertile pays, est ung beau fief, tenu et mouvant de nous, à cause de nostre salle (c) et chastellenie de Montdidier, et où il y a chaptel et ville et belle chastellenie, bailly et officiers, scel et contre-scel autentiques, et ce que en deppend, tout ainsi que hault justicier a et peut avoir, et de laquelle chastellenie sont tenuz et mouvans plusieurs et grans nombre de beaulx fiefz et nobles revenues; à ceste cause, fust jà pieçà par noz predecesseurs Roys de France octroyé audit seigneur de Davenescourt, ou à ses predecesseurs audit lieu, une franche foire marchande, en l'an, au jour et feste de Saint-Michel en la fin du mois de septembre, durant icelle franche foire trois jours entiers, sçavoir, la veille, le jour et le lendemain, laquelle foire a eu cours par grant espace de temps; mais, au moyen de ce que à ce mesme jour et feste la foire de Cathenoy et autres foires franchises estans là entour se tiennent, et aussi à l'occasion de la sterilité du temps et des guerres et divisions qui ont esté au pais, ladicté foire a esté et est du tout delaisée et adnichillée, de nulle valeur et non commercée ne fréquentée; pourquoy nostredict conseiller et chambellan suppliant nous a faict remonstrance desdictes choses, en nous humblement requerant que, pour le bien et utilité du pais et de la chose publique d'icelluy, il nous plaise transmuier ladicté franche foire dudict jour et feste de Saint-Michel au jour et feste de Saint-Martin d'hiver ensuivant, et qu'elle tienne chascun an par trois jours, ainsi qu'elle a accoustumé faire d'ancienneté; et en oultre, à ce que ladicté ville de Davenescourt se puisse resourdre (d) et repopuler, luy octroyer en icelle ung marché d'ores en avant chascune semaine le jour de mardi, avec une autre pareille franche foire le jour et feste de Saint-Maur, au mois de janvier chascun an, par trois jours durant, c'est assavoir, la veille, le jour et le lendemain, et que durant lesdicts trois jours desdictes foires, et pour chascune d'icelles, l'on ne puisse arrester ne empescher les marchans et autres y affluans et frequentans pour quelque cause que ce soit, et sur ce lui impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerées, et mesmement qu'en transmuant ladicté franche foire dudict jour et feste de Saint-Michel au jour de la feste de Saint-Martin d'hiver, nous n'y avons aucun interest; aussi, qu'il ne se tient aucun marché audit jour de mardi, qui ne soit à plus de six lieues loing dudict Davenescourt, et aussi, qu'il n'y a aucunes autres franchises foires à six lieues à la ronde qui se tiengnent lesdicts jours de Saint-Martin d'hiver et de Saint-Maur, et que lesdictes foires et marché ne seront aucunement nuyssibles ne prejudiciables à quelzconques autres foires ou marchés, ainsi que ledict suppliant nous a faict dire et remonstrer; inclinans pour ce à sa

NOTES.

(a) Très. des ch., reg. 201, pièce 133.

(b) Ou Davesnecourt, en Picardie, dans l'arrondissement de Montdidier.

Tome XVII.

(c) Salle exprime quelquefois juridiction, cour, tribunal.

(d) Rétablir.

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

supplication et requeste, avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, icelle franche foire qui avoit accoustumé estre tenue audict jour et feste de Saint-Michel, transmuez et transmuons par ces presentes, dudict jour et feste de Saint-Michel, au jour et feste de Saint-Martin d'hiver prouchainement après ensuivant, pour icelle estre tenue par trois jours, c'est assavoir, la veille de ladicte feste, le jour et le lendemain, ainsi qu'elle a accoustumé estre tenue de toute ancienneté; et de nostre plus ample grace luy avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist qu'il puisse et luy loise faire tenir audict lieu de Davenescourt d'ores en avant perpetuellement et à tousjours, chacune sepmaine, audict jour de mardi, ledit marché, avec une autre franche foire le jour et feste de Saint-Maur au mois de janvier, durant aussi icelle franche foire par trois jours, c'est assavoir, la veille, le jour et le lendemain; icelles foires et marché faire crier et publier es foires, marchez, assemblées et bonnes villes, bourgades et bonnes places marchandes du pais d'environ et par-tout ailleurs où il appartiendra, pour estre tenues esdicts jours, et en joyr et user d'ores en avant perpetuellement et à tousjours, par nostredict conseiller et chambellan et les siens, à telz et semblables privilegeiges, droicts, coustumes, truages, estallages, fencstrages (a), forfaitures, vuidanges (b) et depry (c) que font et ont accoustumé faire les autres ayant marchez et franchises foires au pais d'environ. Si donnons en mandement par cesdictes presentes, à noz amez et féaulx gens de noz comptes, au bailly de Vermandois, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra et requis en sera, que de noz presens grace, congié, transmuacion, licence et octroy, ilz facent, seuffrent et fassent nostredict conseiller et chambellan, et sesdicts successeurs seigneurs dudict lieu de Davenescourt, joyr et user plainement et paisiblement, sans ce que, à l'occasion dessusdicte, aucun destourbier ou empeschement luy puisse estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps avenir, esdictes franchises foires et marché, ne aux marchans allans, sejourrans et frequentans en icelle, en quelque maniere que ce soit. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces mesmes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Ham, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-onze, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Regnault du Chastelet, baillif de Sens, et autres presens. TILHART. Visa.*

NOTES.

(a) Voir, sur tous ces droits, le Discours préliminaire du tome XVI, pages lxxxij et suiv.

(b) Peut-être est-ce *vendages* qu'il faut lire : du moins y avoit-il un droit sur les

marchandises vendues, auquel on donnoit ce nom; *vendagium*.

(c) On appela *depry* ou *despris* [*despretium*] une diminution accordée sur ce qu'on devoit payer, pour des droits principalement.



(a) *Confirmation des Privilèges de l'Église de Laon, et notamment de l'exemption de loger et nourrir des gens de guerre.*

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les doyen et chappitre de l'esglise de Laon, contenant que, par privileges à eulx donnez et octroyez de toute ancienneté par noz progeniteurs Roys de France, l'ostel especial de ladicte esglise et les maisons claustralles d'icelle, esquelles demeurent et habitent lesdicts supplians et ceulx qui sont ordonnez pour faire le divin service en ladicte esglise, sont et doivent estre exemptez de tout logement de gens de guerre et autres; et avec ce, soyent et doyent estre lesdicts supplians francs, quictes et exempts de toutes provisions, vivres, utenxilles et autres choses que l'on y a accoustumé faire delivrer pour la provision desdicts gens de guerre: toutesvoves, iceulx supplians doubtent que aucuns eulx disans noz commissaires sur le faict d'iceulx gens de guerre les veuillent loger esdictes maisons episcopalle et claustralles de ladicte esglise de Nostre-Dame de Laon, et les contraindre, ou les aucuns d'eux, à fournir ou contribuer ausdicts provisions, vivres et utenxilles et autres choses qui leur pourront estre ordonnées, sans avoir regard ausdicts privileges, qui seroit en leur très-grant prejudice et dommaige, et au retardement et diminution du service divin accoustumé estre faict et célébré en icelle esglise; et pour ce, nous ont iceulx supplians très-umblement supplié et requis qu'il nous plaise leur confermer leursdicts privileges, et, en tant que mestier est, les leur donner de nouvel, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerées, inclinans favorablement à la requeste desdicts supplians, en faveur et contemplacion de la très-glorieuse Vierge Marie, dont ladicte esglise est fondée, et aussi de l'esglise de Nostre-Dame de Lieuce (b), membre dependant de ladicte esglise, à laquelle nous avons très-singuliere et fervente devocion, ausdicts supplians, pour ces causes et autres grans et raisonnables consideracions qui à ce nous ont meu et meuvent, avons confirmé, loué, ratifié et approuvé, confermons, louons, ratifions et approuvons, de grace especial, par ces presentes, tous les privileges donnez et octroyez par noz progeniteurs Roys de France à ladicte esglise de Laon, et voulons et nous plaist qu'ilz en joyssent entierement, plainement et paisiblement, et selon la forme et teneur des lectres qui leur en ont esté octroyées; et avec ce, de nostre plus ample et abondante grace, leur avons octroyé et octroyons que lesdictes maisons episcopalle et claustralles de ladicte esglise soient et demeurent à tousjours franches, quictes et exemptes du logys de nosdicts gens de guerre, se n'estoit en cas d'eminent peril et necessité, et du consentement desdicts supplians, ainsi que plus à plain est contenu en leursdicts privileges; et en oultre, que iceulx supplians et leurs successeurs en icelle esglise soient francs, quictes et exempts des vivres, provisions, utenxilles et autres choses qui sont ou pourroient estre ordonnées pour le faict et entretenement de nosdictes gens de guerre, sans que, à l'occasion dessusdicte, ilz ou leurs biens puissent estre arrestez, prins, venduz ou aucunement

NOTES.

(a) Très. des ch., reg. 201, pièce 169. (b) Notre-Dame de Liesse.

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

empeschez en quelque maniere que ce soit. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre court de parlement à Paris, gens de noz comptes, tresoriers, bailliy de Vermandois, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, octroy, confirmation et approbacion d'iceulx privileiges, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ilz et chacun d'eux en droict soy facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leursdicts successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se fait, mis ou donné leur estoit, facent incontinent et sans delay reparer et mettre en sondict estat et deu : car ainsi nous plaist-il estre fait. Et afin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Ham en Vermandois, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-onze, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monseigneur le Duc de Guienne, l'Archevesque de Narbonne (a), l'Evesque d'Avranches (b), les sires de Craon, de la Forest, du Lude, et autres presens.* DE CERISAY. *Visa.* Contentor. J. DORCHERE.

NOTES.

(a) C'étoit alors Antoine du Bec-Crespin. Voir *Gallia christiana*, tome VI, page 104. On voit ici, contre les auteurs de la première édition de la France chrétienne, une preuve de plus que l'archevêché de Narbonne n'étoit

pas vacant en 1471. Ce prélat mourut au mois d'octobre de l'année suivante, et fut alors remplacé par un fils naturel de Charles Duc de Bourbon.

(b) Voir ci-dessus, page 48, note b.

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

(a) *Lettres explicatives de celles du mois de Novembre précédent sur la Possession des Fiefs en Normandie, et l'Octroi de la Noblesse à la postérité de ceux qui les tenoient alors.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les manans et habitans de nostre pais et duchié de Normandie, contenant que comme, par noz autres lectres scellées en las de soye et cire vert, données aux Montilz-lès-Tours au mois de novembre derrenier passé (b), ayons, entre autres choses, voulu, ordonné et octroyé ausdicts supplians, que tous tenans hereditablement, alors dudit octroy, fiefz nobles tenuz noblement à gaige-pleige (c), court et usage, mesmes les ayans droict hereditail, propriétaire et foncier en iceulx, puissent iceulx fiefz nobles tenir et possider, sans estre par nous ne noz officiers contrains ou temps advenir à les vuider ne mettre hors de leurs mains, ne pour ce paier aucune finance,

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 201, pièce 173.

(b) Voir ci-dessus, pag. 337 et suiv.

(c) Quand on ne demouroit pas dans l'étendue du fief auquel on devoit une redevance annuelle, il falloit fournir une caution

qui y résidât, pour le paiement de cette redevance, l'année d'après. L'obligation prise pour ce paiement et la maniere de l'assurer avoit fait donner à cet acte le nom de *gage-pleige*.

et iceulx, ensemble leur posterité et lignée, née et à naistre en loyal mariage, de lors de nostredict octroy annobliz, voulu qu'ilz joyssent des privileges de noblesse comme les autres nobles de nostre royaume, moyennant certaine somme de deniers, par laquelle ont faict et composé avec nous les contribuables à ce, pour nostre interest et indemnité, jouxte et ainsi que ces choses et autres sont plus à plain contenues et declairées en nosdictes lectres d'octroy deuement verifiées et expedies en noz court de parlement et chambre des comptes à Paris; neantmoins, lesdicts supplians doubtent que noz dessusdictes lectres d'octroy contiennent aucune difficulté ou ambiguité, par especial en tant que touche l'anoblissement copulativement par nous octroyé pour tous lesdicts tenans hereditablement fiefz nobles à gaige-plaige, court et usage, ainsi qu'il est escript en nos dessusdictes lectres, et que l'on vouldist dire par ces mots *gaige-plaige*, ainsi, par vice d'escripture ou autrement, mis et escriptz en fourme copulative, que les autres fiefz nobles noblement tenuz, posé qu'ils aient court et usage, se en iceulx n'estoit usé dudict gaige-plaige, n'y seroient pas comprins ne entenduz, ne les tenans ou ayans droict d'iceulx, tel que dict est, anobliz, combien qu'ils y doivent estre comprins et que ainsi leur entendons avoir octroyé; veu que ledit gaige-plaige est seulement ung droict ou stille de coercion dont usent aucuns seigneurs sur leurs hommes, et dont n'est pas usé en grant partie des fiefz nobles dudict pays, jaçoit ce qu'ilz aient court et usage, et tout aussi grant droicture, quant à noblesse, comme ceulx où l'on a accoustumé user dudict gaige-plaige, ainsi que lesdicts supplians nous ont faict remontrer, en nous requerant umblement que ainsi le vouldissions declairer, et en ce regard interpreter noz dessusdictes lectres; et en oultre leur octroyer que tous les tenans hereditablement autres fiefz, frances (a) sergenteries, heritaiges et possessions nobles tenuz par foy et homaige, en quoy n'a aucun droict de court et usage, eussent, pour eulx et leurs posteritez, faculté et consentement de les tenir et possider, sans estre contrains d'en vuider leurs mains, et sans ce pourtant ilz soient dictz ne entendus estre nobles ne anobliz, affin que, pour occasion dudict anoblissement, le nombre de contribuables à nos aides, tailles et autres subsides, ne soit pas diminué, mais que, pour raison dudict consentement de tenir qui par nous leur seroit octroyé, ilz contribuassent avec lesdicts contribuables à ladicte finance à nous promise et accordée par ladicte composition, actendu les grans sommes de deniers d'icelles et des fraiz qui s'en sont ensuiz, avec le petit nombre qu'il y auroit de contribuables, selon la teneur de noz dessusdictes lectres, et les grans et aussi comme importables charges que ont eu par cy-devant, et encores ont à present, lesdicts contribuables tenans noblement, pour raison de noz guerres, ou en acquittant leurs loyaultez, ilz nous ont faict et font le service qu'ilz nous doyvent à cause de leursdicts fiefz nobles; et que bonnement ne leur seroit possible de paier ne fournir lesdictes sommes de deniers qu'il leur conviendrait paier, pour joyr de l'effect de nosdictes lectres, sans leur desheritement ou ypotheque à tousjours, se au paiement d'icelles ne contribueroient lesdicts tenans sans court et usage, quelle chose ilz ne vouldroient pas faire, se, par ladicte contribucion, ilz n'avoient aucun octroy, accord ou consentement de nous en ladicte matiere, jouxte ce que

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

NOTE.

(a) Libres, affranchies.

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

dict est, requerans très-humblement iceulx supplians nostre grace et provision sur ce. Pourquoy nous, ces choses considerées, voulans, toutes difficultez et ambiguitez regectées, subvenir à noz subjects pour leur soulagement, selon l'exigence des cas, avons, de nostre grace, plaine puissance et auctorité royal, dict, ordonné et declairé, par fourme d'interpretacion de nosdictes autres lectres, et, en tant que mestier est, de nouvel octroyé par ces presentes, que nous avons entendu et entendons estre cappables et comprins audict octroy d'anoblissement, tous ceulx qui audit pays de Normandie tiennent hereditablement fiefs nobles tenuz noblement à court et usaige en quelque lieu qu'ilz soient, posé que en iceulx fiefs à court et usaige ne soit pas usé dudict gaige-pleige, mesme tous ceulx qui esdicts fiefs de la condicion dessusdicte ont droict heridital, propriétaire et foncier, et iceulx et leur posterité née et à naistre en loyal mariage estre par nostredict octroy anobliz pour joyr des previlleiges de noblesse, comme les autres nobles de nostre royaume, jouxte et ainsi qu'il est contenu et declairé en nosdictes autres lectres, et tout ainsi que se en icelles n'avoit aucune difficulté ou ambiguité es poincts dessus touchez. Et d'abondant, pour supporter les grans charges desdicts contribuables tenans fiefs à court et usaige, et que plus facilement la somme à nous promise, ainsi et pour la cause que dessus, puisse venir ens, voulans lesdicts contribuables à ce aucunement remunerer de leurs services, qu'ilz nous ont fait et font en nosdictes guerres, avons, de nostre plus ample grace, voulu, consenti et octroyé, que tous les autres tenans à present hereditablement fiefs, frances sergenteries et autres heritaiges et possessions nobles tenuz par foy et homaige, en quoy n'a aucun droict de court et usaige, en quelque lieu que iceulx heritaiges et possessions nobles soient assiz, et tout ainsi que se en ces presentes les singulieres parties d'iceulx y estoient exprimées, spécifiées et declairées, mesmement ceulx qui esdicts fiefs, heritaiges, frances sergenteries et tenues nobles de la condicion dessusdicte, ont droict heridital, propriétaire et foncier, par contribuant avec les autres contribuables à ladicte finance et composition, puissent, mesmement leur posterité et lignée née et à naistre en loyal mariage, iceulx fiefs, frances sergenteries et autres heritaiges et possessions nobles tenuz en foy et homaige, esquelz n'a aucun droit de court et usaige, tenir et possider paisiblement, sans ce que, ores ne pour le temps advenir, ilz puissent estre contrains d'en vuider leurs mains, posé qu'ilz ne soient pas nobles, mais demeurent telz, sans, par nostredict octroy et consentement de tenir, estre aucunement anobliz ne exemptez de la contribution des tailles et autres subsides, neant plus que les autres non nobles. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx conseillers qui tiendront nostre prouchain eschiquier de Normandie, aux gens de noz comptes, tresoriers et generaulx de noz finances, aux baillys de Rouen, Caux, Caen, Costentin, Evreux et Gisors, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presentes grace, interpretation, declaration, consentement et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leursdictes posteritez et lignées de ce capables, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire; que si fait estoit, le facent revocquer, adnuller et remectre au premier estat et deu: car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant les difficultez, ambiguitez ou obmissions dessus touchées, que ne leur voulons nuire ne prejudicier,

prejudicier; mais voulons qu'ilz joyssent du plain et entier effet de noz desusdictes lectres d'octroy, jouxte et selon les interpretacions et declarations contenues en ces presentes, sans quelconque difficulté, non obstant aussi, en tant que touche lesdicts tenans sans court et usage, que les singulieres parties de leursdicts fiefz, frances sergenteries, et autres heritaiges et possessions nobles sans court et usage, ne soient pas en ces presentes exprimées, spécifiées et declairées, et quelzconques ordonnances, mandemens, commissions et lectres subreptices impetrées ou à impetrer, à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'en pourra avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons et nous plaist que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, soy soit adjoustée, et que l'on s'en puisse aider comme de ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Ham en Vermandois, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires du Lude et de Boisy, maistre Pierre Doriote, et autres presens.* FLAMENG (a).

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

NOTE.

(a) Le registre 195 du Trésor des chartes terre d'Espinel; et sous les n.^{os} 1415 et 1418, des lettres d'amortissement.
a. sous le n.^o 674, des lettres de la même époque, accordées à Jean Chouart pour sa

(a) *Concession faite aux Religieux de Saint-Barthélemy de Noyon, pour le Sel dont ils avoient besoin annuellement.*

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, pour consideration de la grande et parfaite devocion que nous avons à l'esglise et abbaye de Monsieur Saint Barthelemy de Noyon, et au divin service qui se faict continuellement en ladicte esglise de jour et de nuyt; par especial, à ce que les religieux de ladicte abbaye, comme avons esté deument advertiz, ont ja pieça, et passé longtemps, chanté et célébré une messe solempnelle de Nostre-Dame en ladicte esglise, à nostre entencion et pour la prospérité de nous et de nostre royaume, et affin que lesdicts religieux et abbé d'icelle abbaye soient de tant plus enclins de prier Dieu pour nous et la prosperité de nostredict royaume, et que soyons participans ès prieres, oroisons et autres biens qui seront faicts en ladicte esglise; nous avons, par ces causes et considerations à ce nous mouvans, octroyé et octroyons ausdicts religieux, abbé et couvent de ladicte esglise de Saint-Barthelemy de Noyon, voulons et nous plaist de grace especial par ces presentes, que ilz et leurs successeurs en icelle abbaye puissent avoir et prendre d'ores en avant, par chascun an, en nostre grenier estably de par nous audict Noyon, le nombre et quantité de six septiers de sel, mesure de Paris, pour fournir à la provision et despense desdicts religieux, leurs gens, familiers et serviteurs, sans paier aucun droict de gabelle ne autre droict ou treu (b) quelconque, fors le droict de

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 201, pièce 141.
Tome XVII.

(b) Voir ci-dessus, pag. 27, note h.
H h h

LOUIS XI,
à Ham,
Mai 1471.

marchant, tant seulement, lequel droict de gabelle, à quelque valeur qu'il soit ou puisse estre et monter, nous avons ausdicts religieux et couvent et à leursdicts successeurs donné et donnons de nostredicte grace par cesdictes presentes, et ce par les mains du grenetier dudit grenier, et par les simples quictances desdicts religieux, abbé et couvent, ou de leur procureur souffisamment fondé quant à ce, sans ce qu'ilz soient tenus en prendre ne lever aucunes descharges du receveur general de noz finances, moyennant ce toutesvoies que eulx et leursdicts successeurs seront tenus de dire et celebrer et continuer d'ores en avant, nostre vie durant, par chascune sepmaine de l'an, à nostre devocion, la dessusdicte grant messe solempnelle de Nostre-Dame, et après nostre decez, pour et au lieu d'icelle, ung obit solempnel chascune sepmaine, à tel jour que decederons. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, que lesdicts religieux, abbé et couvent de Saint-Barthelemy, et leursdicts successeurs, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens grace, don et octroy, soubz les condicions et en la maniere que dessus est dict; et par rapportant ces presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles, et quictances ou recongnissance sur ce souffisante, tant seulement, nous voulons ledict grenetier present et advenir en estre et demourer quicte et deschargé, et tout ce que montera ledict droict de gabelle pour lesdicts six septiers de sel par an, estre alloué en ses comptes et rabatu de sa recepte par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, non obstant que de ce ne soit levée descharge par le receveur general de nosdictes finances et quelzconques mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours mais, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Ham en Vermandois, ou mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : LOYS. *Par le Roy, le sire de Crussol, et autres presens.* FLAMENG. Visa. Contentor. RAGUIER.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

(a) *Lettres concernant l'Administration municipale de la ville de Troyes.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, desirant de tout nostre cueur les très-grant bien, augmentation, salvacion et entretenement de police et chose publicque de nostre ville et cité de Troyes, chief et capitale ville de nostre pays et conté de Champagne, assise au lieu de très-grans trespas (b) sur les limites et frontieres du pays de Bourgongne, Barrois et Lorraine, au plus grant bien, honneur et soulagement de noz bien-amez les clergié, bourgeois et habitans en icelle nostredicte ville, pour consideration et remuneration aucune de la bonne loyauté et vraye obeissance qu'ilz ont tousiours eue envers nous, nos predecesseurs et nostre couronne, pour lesquels ils l'ont seurement tenue et gardée contre nos ennemis et adversaires, et,

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 196, pièce 186.

(b) Passage.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

à ceste fin, se sont travaillés et donné grans cure par cy-devant plusieurs notables hommes en grant nombre, d'esglise, bourgeois, marchans et autres de ladicté ville, de l'entretenir, emparer et grandement fortifier, comme l'on peut clerement veoir et choisir à l'ueil, et en toutes autres manieres à eulx possibles, notablement conduit et demené les besongnes, affaires et seureté de ladicté ville, de l'entretenir, emparer tellement, que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, au voyage de son sacre qui fust faict l'an mil cccc vingt-neuf, à plain informé et asseuré de leurdicté loyauté, en laquelle ilz ont tousiours depuis perseveré envers nous, sans varier, leur bailla et delaisa la garde d'icelle ville. Pour ces causes et autres raisonnables à ce nous mouvans, mesmement affin que les dessusdicts clergié, bourgeois et habitans, leurs successeurs et autres, à leur exemple, soient de tant plus tenus, astrains et obligez de garder et perseverer en leurdicté loyauté, avec plus facilement et convenablement continuer, vacquer et entendre à l'estat, population et augmentation de la chose publicque de ladicté ville, avons, de nostre propre mouvement, certaine science, plaine puissance et auctorité royal, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, ausdicts clergié, bourgeois et habitans de nostredicté ville de Troyes et à leurs successeurs, perpetuellement et à tousiours, les droiz, auctorité, faculté, prerogatives, privilegeiges, preeminences, franchises, libertez et autres choses qui s'ensuivent.

Premierement. Avons donné et octroyé, donnons et octroyons ausdicts clergié, bourgeois et habitans, corps et communauté de nostredicté ville et cité de Troyes, licence, faculté et auctorité de avoir, joyr et user perpetuellement et à tousiours d'eschevinage et loi previlegiée, et que, pour ce faire, iceulx clergié, bourgeois et habitans se puissent, à son de cloche ou autrement, comme bon leur semblera, congrecer et assembler, present ou appelé pour la premiere fois nostre bailly de Troyes ou son lieutenant, et que eulx ainsi assemblez puissent eslire trente-six hommes notables de ladicté ville, à nous et à nostre couronne féables et loyaux, de bonne prudence, fame, renommée, vie et conversacion honneste, aimans l'utilité et profit de ladicté ville et de la chose publicque d'icelle, soient noz officiers ou non, assavoir, les douze dudict clergié, et les autres vingt-quatre des bourgeois et autres habitans de ladicté ville, tous et chascun lesqueulx, en la conscience desdicts eslisans, sembleront estre ydoines et propres pour estre eschevins et gouverner les besongnes et affaires de ladicté ville, ausquelz trente-six, ainsi esleus, nous avons donné et donnons faculté et permission d'eslire douze eschevins d'entre eulx, assavoir, les quatre dudict clergié, et les huit desdicts bourgeois et laiz, soient noz officiers ou autres, comme dict est, lesquelz douze eschevins ainsi esleuz regiront et gouverneront les besongnes, charges et affaires communs de ladicté ville, du jour de leurdicté eslection, le mieulx et plus profitablement que faire le pourront, selon Dieu et leurs consciences, jusques au jour de la feste et solempnité Saint-Barnabé, qui sera en l'an mil cccc soixante-douze.

(2) *Item.* Et au regard de tous les autres notables hommes ainsi premierement esleuz par lesdicts clergié, bourgeois et habitans, desquelz depend l'eslection desdicts eschevins, ils demoreront à tousiours, leurs vies durans, conseilliers et assistants ausdicts eschevins, es grans et plus principaulx affaires de ladicté ville, et seront tenus de venir par-devers lesdicts eschevins et leurs successeurs, toutes et chascunes les foiz qu'ils les manderont et feront sçavoir, et es besongnes, charges et affaires communs de ladicté ville,

Tome XVII.

H h h ij

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

opiner et bailler leur conseil et advis ausdicts eschevins, selon Dieu et leurs consciences, au plus grant bien, honneur et profit de ladictie ville, que faire le pourront et sauront.

(3) *Item.* Et quant aucuns desdicts conseilliers iront de vie à trespas, nous voulons et avons donné et donnons pouvoir aux eschevins, conseilliers, encores vivans, et soixante-quatre notables, desquels sera cy-après faicte mencion, de en la premiere assemblée qui se fera pour proceder à l'eslection et renouvellement de l'eschevinaige, de aussi eslire ung ou plusieurs notables hommes de l'estat et condicion dessusdictie pour estre et demorer, leurs vies durans, conseilliers de ladictie ville, et aussi le faire et continuer perpetuellement et à tousiours, chascune fois que le cas adviendra et besoing sera.

(4) *Item.* Que lesdicts eschevins, ainsi esleus, pour observer et pour maintenir entre eulx ordre de conseil et colliege plus convenable, pourront d'entre eulx eslire ung chief et president, auquel appartiendra la faculté et prerogative de proposer et mettre en avant les matieres, besongnes et communs affaires de ladictie ville, recueillir sur ce les voix, deliberacions et opinions de ses compaignons eschevins, desdicts conseilliers et d'autres, se pour ce sont appelez, et de conclure esdictes matieres, en ensuivant et selon la plus grant et saine opinion desdicts eschevins et conseil.

(5) *Item.* Voulons aussi et avons donné pouvoir et faculté ausdicts eschevins d'eslire ung ou deux hommes à ce propices, tels que bon leur semblera, par lesquels ils feront convocquer et assembler lesdicts conseilliers, toutes les fois qu'ils verront estre expedient ou necessaire pour le bien de ladictie ville, et d'iceulx deux hommes se serviront et feront servir en leurs assemblées et par-tout ailleurs, et en toutes autres matieres que mieulx leur plaira, et seront nommés et appellés iceulx deux serviteurs, sergens d'eschevins, qui se pourront muer et changer, et aussi salarier des deniers communs de ladictie ville raisonnablement, au bon plaisir desdicts eschevins et conseil.

(6) *Item.* Et auront lesdicts douze eschevins, pendant et durant le temps de leurdict eschevinaige, la charge de la despense, gouvernement et administracion des besongnes et affaires de ladictie ville, et faculté et pouvoir de ordonner à la distribution des deniers communs d'icelle, octroyés et à octroyer, tant en fortification, emparement, reparacion, et autres ouvraiges et choses necessaires quelzconques, que en gaiges, salaires et payemens d'officiers, voyages, ouvriers, et autres choses touchans les affaires de ladictie ville, comment et en quelque maniere que ce soit.

(7) *Item.* Et si pourront outre lesdicts eschevins, et leur avons donné et donnons pouvoir de, appelez les dessusdicts conseilliers de ladictie ville, comectre recepveur ou collecteur à la recepte et distribution ou despense des deniers communs d'icelle, avec tous autres officiers en nombre compectent, moindre que faire se pourra, necessaires pour lesdictes affaires, lesquels deniers iceulx recepveur ou collecteur payeront et distribueront par le mandement, ordonnance ou cedule d'iceulx eschevins, es mains desquels ils feront serment solempnel, incontinent qu'ils seront à ce commis ou instituez, qu'ils exerceront bien et deuement leurdict office, tant en recepte comme en despense, et leur rendront bon et loyal compte, et fourniront et vuideront leurs mains du reliqua, toutes et quantes fois que, par lesdicts eschevins et conseil, ils en seront sommez et requis.

(8) *Item.* Lesquieulx eschevins toutesvoies ne pourront aucunement obliger ladictie ville, les clergié, bourgeois et habitans d'icelle, ne aussi vendre,

engager, ne en quelque autre maniere alier les heritaiges, rentes, revenues ou autres droiz et biens immeubles à ladicte ville appartenans, laquelle chose nous leur avons interdit et interdisons par cesdictes presentes, sinon par l'advis et assemblée commune desdicts clergie, bourgeois et habitans, appellé nostredict bailli ou son lieutenant, par très-urgente nécessité, concernant le très-esvident proufit ou eslongnement du dangier, et très-grant dommaige de ladicte ville, corps et communauté d'icelle.

(9) *Item.* Et affin que lesdicts collecteurs ou commis soient plus curieux et diligens de bien faire et exercer leurdict office, et nostredict ville plus assurée de sesdicts deniers communs, et aussi les dessusdicts serviteurs, sergens et autres officiers que pourront commectre lesdicts eschevins, comme dict est, plus astrings et obligez de bien, loyaulment et diligemment, chacun en droict soy, servir nostredict ville et obeyr ausdicts eschevins, nous avons outre donné faculté ausdicts eschevins de commectre, instituer, demectre et desapointer lesdicts receveur, collecteur, sergens et autres officiers, toutes et chascunes les foiz que bon leur semblera, et, ce fait, contraindre et faire contraindre iceulx receveur ou collecteur à rendre leur compte, et vuidier leurs mains du reliqua en quoy ils seront trouvez tenuz envers ladicte ville.

(10) *Item.* Et pour ce que cognoissons que lesdicts eschevins auront meilleure et plus grant cognoissance de la maniere et comment les marchez, fermes et baulx des deniers, droiz, revenues et autres choses appartenans à ladicte ville pourront estre baillés, et à bailler à plus haut prix, nous voulons outre, et donnons povoir et faculté ausdicts eschevins de, presens et appelez six desdicts conseilliers du moins, recevoir à pris, delaisser et delivrer à main ferme, après telles criées et publicacions qu'ilz verront estre à faire, lesdicts baulx, fermes et marchez.

(11) *Item.* Que ledict jour de Saint-Barnabé, que finira et expedira le povoir et eschevinaige desdicts douze eschevins qui auront esté par le dessusdict temps et espace, iceulx eschevins convocqueront ou seront convocquer et appeller à son de cloche ou autrement, comme bon leur semblera, les dessusdicts vingt-quatre conseilliers, avec soixante-quatre autres notables, de l'estat et condicion dessusdicts, prins, esleus et choisis és quatre quarts de ladicte ville, par les fisiniers ou maistres de fer de chascun quart, c'est assavoir en chascun d'iceulx quars, seize notables hommes; ausquelx eschevins, conseilliers et soixante-quatre ainsi assemblez, nous avons donné et donnons povoir et auctorité, par ces presentes, de choisir et eslire de nouvel autres douze eschevins, de l'estat et condicion dessusdicts, pour regir et gouverner l'eschevinaige de ladicte ville, par le temps et espace de deux ans continuels et ensuivans le jour de leurdict eslection, lesquels douze eschevins ainsi esleuz, et pareillement leurs successeurs, auront, et leur avons donné et donnons par ces presentes auteil (a) povoir, preeminence, faculté, prerogative et auctorité, comme avoient et que avons cy-dessus donné aux douze eschevins premierement en la maniere dessusdictie esleuz et instituez.

(12) *Item.* Et ainsi, et par la maniere et voye dessusdictes, pourront lesdicts eschevins, conseilliers et soixante-quatre, de deux ans en deux ans, commençans et finissans comme dessus, proceder à nouvelle eslection et renovacion

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

NOTE.

(a) Semblable, pareil.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

dudict eschevinaige, perpetuellement et à tousiours, et de ce faire leur avons donné et donnons pouvoir, auctorité et faculté par cesdictes presentes.

(13) *Item.* Et pour plus deuement et convenablement proceder à ladicte eslection, au bien de nous et de nostre couronne et de la chose publicque de nostredicte ville, soient tenuz les dessusdicts conseilliers et soixante-quatre, chascune foiz qu'ils seront ainsi assemblez pour proceder à ladicte eslection, de jurer ès mains desdicts eschevins encores estans, qu'ils selon Dieu et leurs consciences esliront et denommeront iceulx douze eschevins, des meilleurs et plus discrets qu'ils sauront estre à nous scéables, utiles et proufitables à la chose publicque de ladicte ville.

(14) *Item.* Et au regard des eschevins ainsi de nouvel esleuz, ils seront aussi tenuz de jurer et faire serment ès mains desdicts vingt-quatre ou de la pluspart d'iceulx, que selon Dieu et leurs consciences, au mieulx et le plus honnorablement et proufitablement que faire le pourront, ils gouverneront et administreront les matieres, besongnes et communs affaires de ladicte ville, pendant et durant le temps de leur eschevinaige.

(15) *Item.* Et affin que ainsi le puissent mieulx faire lesdicts eschevins, et plus seurement garder et conserver en seur et sauf lieu, sans change ne mutacion aucune de lieu et place en autre, aussi plus facilement et en lieu compectent convenir (a) et faire les assemblées dessusdictes et autres necessaires pour le bien et proufit de ladicte ville, nous avons octroyé et octroyons ausdicts eschevins, clergié, bourgeois et habitans de ladicte ville, qu'ils puissent, au nom, proufit et des deniers du corps et communauté d'icelle ville, achepter une maison ou lieu propice en ladicte ville, pour y construire et edifier maison, aux despens de ladicte ville, et d'icelle maison joyr et possider perpetuellement et à tousiours, à l'usage et commodité des choses dessusdictes et autres necessaires d'icelle ville.

(16) *Item.* Voulons et declairons que, au cas et s'il advenoit que ung ou plusieurs desdicts eschevins, pendant et durant le temps de leur eschevinaige, alassent de vie à trespas, aux survivans, en nombre de sept du moins, faisans la pluspart, soit et demeure la susdicte faculté, puissance et auctorité de faire et conduire les besongnes et affaires de ladicte ville, pendant le surplus du temps dudit eschevinaige, pareillement comme se tous estoient vivans, sans que, pour ce faire, soit besoing de proceder à nouvelle eslection.

(17) *Item.* Et s'il advenoit que aucunes grandes et pesantes matieres et affaires surveinssent ausdicts eschevins, qui ne leur semblassent, ne aussi ausdicts conseilliers, convenables à vuider et conclure sans le sceu et consentement desdicts clergié, bourgeois et habitans, ils seront tenus d'en informer et advertir nostredict bailliy ou son lieutenant, lequel present ou appelé, ils pourront à certain jour, dont ils seront d'accord ensemble, faire assemblée generale d'iceulx clergié, manans et habitans, pour deliberer et conclure esdictes matieres.

(18) *Item.* Et ad ce que ladicte ville soit mieulx et plus convenablement entretenue, peuplée, fréquentée et habitée, sans eminent peril, dangier et dommaige que l'en voit souvent advenir par feu en plusieurs maisons, par la coulpe, deffault et negligence des habitans en icelle, en especial par deffault de reparacions et entretenement des cheminées, et aussi qu'elle soit

NOTE.

(a) Se réunir.

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1471.

preservée des infections et corruptions, dont procedent souvent les pestilences, à cause des fanges, immundices et autres matieres corrompues, que les habitans de ladicte ville s'avanceroient de jecter et delaisser sur les rues, rivières ou ruisseaux et lieux publics d'icelle ville, par deffault de retraiz et lieux propices en leursdictes maisons, ou de les mener et faire vuidier incontinent de ladicte ville et de curer lesdicts ruisseaux, nous voulons et avons donné et donnons ausdicts eschevins pover et faculté, par cesdictes presentes, de, sur les choses dessusdictes et autres semblables regardans le bien et commodité de ladicte ville, pourveoir comme ils verront estre à faire.

(19) Item. Et affin de preserver lesdicts eschevins, conseilliers, receveur, sergens et autres leurs officiers, de toutes injures, oppressions et voyes de faict, que aucuns ou temps advenir se presumeroient de leur vouloir faire à leurs successeurs ou aucun d'eulx, en hayne et soubz couleur des ordonnances, cures, diligences, vaccacions, declaracions, peines et travaux par eulx faicts et prins à l'exercice de leursdicts offices, pour le bien et commodité de la chose publique de ladicte ville ou autrement, nous iceulx eschevins, conseilliers, leurs gens et autres officiers, avec leurs familles et domestiques, avons prins et mis, prenons et mettons en nostre protection et sauve-garde especial, par cesdictes presentes.

Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, audict bailly et au prevost de Troyes, et à tous nos autres justiciers, officiers et subjects, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens dons, concessions, octrois, previlleiges, prerogatives, preeminences, franchises, libertez et autres choses cy-dessus declairez, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts eschevins, manans et habitans de nostredicte ville de Troyes et leurs successeurs, joyr et user à tousiours mais perpetuellement, plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné leur estoit en aucune maniere, le facent, chascun d'eulx en droict soy, incontinent et sans delay, reparer et remectre au premier estat et deu; car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, et ausdicts eschevins, manans et habitans de nostredicte ville de Troyes, pour consideration des choses dessusdictes et en faveur d'eulx, l'avons octroyé et octroyons de grace especial par ces presentes, non obstant quelzconques oppositions ou appellacions, ordonnances, previlleiges, coutumes, stiles ou usaiges de cour-laye, et lectres impetrées ou à impetrer à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, au *vidimus* desquelles, faict soubz scel royal, voulons et ordonnons pleine foy estre adjoustée comme à l'original, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, ou mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le neuvième.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires de Chastillon, de Crussol, de la Forest, du Lude, et autres presens.* FLAMENG. Visa. Contentor. DUBAN.



LOUIS XI,
à Paris,
le 30 Juin
1471.

(a) *Lettres concernant la Vérification des Privilèges accordés à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx conseilliers les gens tenans nostre parlement et qui tiendront ceulx advenir, les gens de noz comptes et tresoriers, les gens de nostre eschiquier, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Receu avons l'humble supplication de noz bien-amez les maistre, prieur, commandeurs et freres de l'ordre de l'hospital Saint-Jehan de Jerusalem, contenant que, en faveur dudict ordre et de la sainte foy catholique, en la defense de laquelle les religieux dudict ordre sont et ont tousiours esté occupez, comme la pluspart font encores de present, noz predecesseurs Roys de France aient donné et octroyé à icellui ordre et aux hostes, hommes et subgects des commanderies d'icellui, plusieurs beaulx et notables privilleges, franchises et libertez, lesquelz, en nostre advenement à la couronne, nous avons ratifiez, confermez et approuvez, et de ce leur aions baillé et octroyé nos lectres données au mois de août l'an mil quatre cent soixante et ung (b), ausquelles ces presentes sont attachées soubz nostre contre-scel, lesquelles noz lectres ainsi octroyées furent levées par ung nommé frere Regnault Gorre, en son vivant commandeur de Saint-Jehan de Latran à Paris, qui estoit procureur general dudict ordre, vivant frere Nicolle de Giresme, adonc prieur du prieuré de France, pour icelles lectres faire verifier, expedier ainsi que accoustumé est de faire en tel cas : mais, depuis, ledict Gorre est allé de vie à trespasement, et pareillement ledict Giresme grant prieur ; à l'occasion desquelz trespas, nosdictes lectres de confirmation n'ont point esté expedies ne verifiées, obstant ce que on ne les a peu avoir ne recouvrer jusques à nagaires ; et à ceste cause et que nosdictes lectres de confirmation estoient surannées, et que dedans l'an de l'impetracion d'icelles n'avoient esté presentées ne en requis l'enterinement, vous, nosdicts conseillers des comptes, avez refusé procéder audict enterinement et expedicion, et se doubtent lesdicts supplians que pareillement vous autres faciez difficulté de y proceder, jaçoit ce que de present il leur conviegne et à tous les commandeurs dudict ordre que ilz voient (c) en armes en Roddes (d) pour la defense de la sainte foy catholique à l'encontre des mescreans, lesquelz s'efforcent mettre le siege devant l'isle de Roddes, et par ce leur seroient nosdictes lectres de confirmation de nulle valeur, qui seroit et plus estre pourroit ou tres-grand grief, prejudice et dommage desdicts supplians et dudict ordre, se par nous ne leur estoit et est sur ce pourveu de provisions et remede de justice, ainsi qu'ilz dient, requerrans sur ce nostre provision. Pourquoy nous, ces choses considerées, voulans nosdictes lectres de confirmation avoir et sortir leur plain et entier effect, vous mandons et expressement enjoignons par ces presentes, que vous procedez à l'expedicion, verification et enterinement d'icelles noz lectres de confirmation, tout ainsi

NOTES.

(a) Transcrit sur le registre des ordonnances de Louis XI, vol. E, fol. 255 verso.

(b) Voir notre tome XV, pag. 3 et suiv.

(c) Aillent, viennent.

(d) A Rhodes. L'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ne perdit cette ile qu'un demi-siècle après, en 1522.

que

que se on les vous eust presentées et en requis l'enterinement dedans l'an de l'impetracion d'icelles; car ainsi nous plaist-il estre faict, et en faveur dudict ordre ausdicts supplians l'avons octroyé et octroyons de grace especial par ces presentes, non obstant que lesdictes lectres ne vous aient esté presentées dedans l'an de l'impetracion d'icelles, comme dessus est dict, que ne voulons, ou cas dessusdict, nuyre ne prejudicier ausdicts supplians ne à leursdicts hostes, hommes et subjects; ainçois, en tant que mestier en est, les en avons relevez et relevons de grace especial par cesdictes presentes et quelzconques lectres surreptices impetrées ou à impetrer à ce contraires. *Donné à Paris, le dernier jour de Juing, l'an de grace mil quatre cent soixante-unze, et de nostre règne le dixiesme. Sic signatum : Par le Roy, à la relacion du Conseil. ROLANT.*

LOUIS XI,
à Paris,
le 30 Juin
1471.

Et in dorso erat scriptum : *Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, x.^a die Decembris, anno millesimo cccc.^o lxxi.^o* Sic signatum : BRUNAT.

(a) *Lettres relatives à l'exécution de l'Amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne.*

LOUIS XI,
à Paris,
Juin 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme dès le mois de may mil quatre cent soixante-neuf, en traictant l'appointement et appanage de nostre très-chier et très-amé frere le Duc de Guienne, nous eussions octroyé, à la requeste d'icelui nostre frere et pour lui complaire, à ses serviteurs et officiers, tant noz subjects que autres, qui avoient adheré avec lui et aucuns des princes et seigneurs de nostre royaume, noz autres lectres patentes en forme de chartre, desquelles l'on dict la teneur estre telle :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme depuis le temps que nostre très-chier et très-amé frere, Charles, &c. &c. (b).

Après le mot Rolant, qui finit les lettres de l'autre part, il est ajouté :

Et combien que nosdictes autres lettres dessus transcriptes aient esté leues et publiées en nostre court de parlement à Paris, et que lesdicts serviteurs et officiers de nostredict frere, ausquelz la chose touche et peult toucher, doivent joyr plainement et entierement du contenu en icelles, et qu'il ne soit loisible ne permis à aucun de faire ne venir au contraire, toutesvoies, depuis ladicte publication, soubz umbre de ce que aucuns veuillent dire et maintenir que ceux qui n'estoient avec nostredict frere au temps de sondict parlement de Poitiers, ne doivent aucunement joyr du contenu en icelles noz lectres, et combien que durant lesdictes divisions, et que nostredict frere s'est tenu oudict pays de Bretagne, ilz ne soient osés tenir, poursuivre

NOTES.

(a) Registres du Parlement, volume E, de mai 1469, ont été imprimées ci-dessus, fol. 202. pag. 214 et suiv.

(b) Ces lettres, données à Baugé, au mois
Tome XVII.

LOUIS XI,
à Paris,
Juin 1471.

ne defendre leurs causes et matieres, ne advertir leurs advocatz et procureurs des merites de leursdictes causes, neantmoins ilz ont esté privez et deboutez, par contumaces, forclusions et autrement, de leursdicts benefices, terres et heritaiges, non obstant leurdictie absence et qu'ilz feussent avec nostredict frere, et n'ont peu estre remis en iceulx en l'estat qu'ilz estoient ou temps qu'ilz sont alez pardevers nostredict frere, et ont contre aucuns d'entre eulx esté donnez et octroyez plusieurs lectres, mandemens et executatoires, et prononcez comme l'on dict plusieurs appointemens, arrestz, sentences et jugemens, en venant totalement contre la teneur et effect de nosdictes autres lectres dessus transcriptes, qui est et seroit ou très-grand prejudice et dommaige desdicts serviteurs et officiers de nostredict frere, et plus pourroit estre se par nous n'estoit sur ce donnée provision, comme nostredict frere nous a dict et remonstré, en nous humblement requerant que pour le bien et entretenement dudict traictié et appointement, et afin que sedicts serviteurs et officiers ne soient et demeurent frustrez de l'effect de nosdictes autres lectres, il nous plaise donner et octroyer nostre provision sur ce. Pourquoy nous, ces choses considerées, voulans et desirans de tout nostre cœur entretenir ledict traictié et appointement, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, que tous lesdicts serviteurs et officiers de nostredict frere, tant ceulx qui estoient avec lui en sa compagnie et de sa maison à sondit parlement de Poitiers, que ceulx qui depuis se sont retirez devers lui, tant en Bretagne que ailleurs, et qui estoient en son service à son parlement dudict pays de Bretagne quant il alla prendre possession de sondict duchié de Guienne, et contre lesquelz, en leurdictie absence, par contumace, faulte d'avoir esté oiz de produire leurs lectres et munimens, et de n'estre osés venir par deçà pour solliciter, advertir et instruire leurs advocatz et procureurs des merites de leurs causes et matieres, ont esté donnez ou prononcez aucuns arrestz, sentences, jugemens ou appointemens, ou faicts ou donnez aucuns autres empeschemens en leursdicts benefices, biens, terres et heritaiges, joyssent plainement et entierement du contenu et effect de nosdictes autres lectres, de point en point, selon leur forme et teneur, et que tout ce qui auroit esté faict au contraire soit et demeure de nulle valeur et effet, et dès à present les mectons du tout au neant par cesdictes presentes, par lesquelles donnons en mandement à noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans et qui tiendront noz parlemens à Paris, Thoulouse, Poitiers et Grenoble, et nostre eschiquier de Normandie, les gens de noz comptes et tresoriers, ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que de nostre presente volenté et ordonnance ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts serviteurs et officiers de nostredict frere, et chascun d'eulx pour tant que la chose leur touche et pourra toucher, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, si l'ostent, reparent et remectent, ou facent oster, reparer et remectre tantost et sans delay au premier estat et deu, et ces presentes enregistrent ou facent enregistrer, lire et publier chascun en leurs cours et auditoires, et le contenu en icelles observent, entretiennent et gardent, et facent observer, entretenir et garder inviolablement et sans enfreindre, en punissant les transgressions en maniere que ce soit exemple à tous autres.

Et pour ce que de cesdictes presentes plusieurs pourront avoir à besongner, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original, et que ledict *vidimus* leur puisse servir et valoir comme feroit ledict original. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Paris, au mois de Juing, l'an de grace mil quatre cent soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme.* Sic signatum supra plicam : *Par le Roy, le Comte de Saint-Pol, connestable, Vous (a), le sire du Lude ; maistre Jehan Dauvet, premier president ; Jehan de la Driesche, president des comptes ; Guillaume de Cerisay, et autres presens.* L. TOUSTAIN. *Visa.*

LOUIS XI,
à Paris,
Juin 1471.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, die vicesimâ-sexâ Julii, anno Domini millesimo quadingentesimo septuagesimo primo. Sic signatum : BRUNAT.

NOTE.

(a) Le Chancelier de France.

(a) *Confirmation des Privilèges des Habitans de Libourne.*

LOUIS XI,
à Saintes,
Juin 1471.

LOYs, &c., sçavoir faisons &c., nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien-amés les maire, jurés, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Libourne au duchié de Guienne, contenant que d'ancienneté ils et leurs predecesseurs ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, possessions, octrois, coutumes et usances à eulx donnez et octroyez par nous et nos predecesseurs (b), et d'iceulx ont joy et usé par cy-devant et font encores de present, paisiblement et sans contredit : mais neantmoins, pour ce que de nouvel, et par le decès de feu nostre très-chier frere, Charles de France, auquel, en son vivant, avons baillé et transporté en appanage ledict duchié de Guienne (c), nous avons uny et remis à nostre couronne icellui duchié, ainsi qu'il estoit paravant et à l'eure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doubtent que nos officiers ou autres les vouldissent ou temps advenir troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, libertés, franchises, possessions, octrois, coutumes et usaiges, ou en aucuns d'iceulx, s'ils n'avoient sur ce provision de nous, comme ils dient, humblement requérant icelle. Pourquoi &c., inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, &c. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amés et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront &c. Et afin que ce soit &c. *Donné à Xaintes, ou mois de Juing, l'an de grace mil cccc lxxj, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* J. DE MOLINS. *Visa.* Contentor. J. DUBAN (d).

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 177, pièce 195.

(b) Voir notre tome XV, p. 165. Voir aussi la page 617.

(c) Par lettres du mois d'avril 1469. Voir ci-dessus, pag. 209 et suiv.

Tome XVII.

(d) La date de ces lettres ne peut être exacte. Elles ne peuvent être que de l'année suivante. Le Duc de Guienne vivoit encore au mois de juin 1471.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Juillet
1471.

(a) *Lettres concernant le Ressort du Bailliage d'Amboise.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Nostre procureur au bailliage de Touraine et noz bien-amez les maire, eschevins, gens d'esglise, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Tours, nous ont fait exposer que, de tout temps et d'ancienneté, la justice et juridiction du baillly d'Amboise a ressorti et ressort par-devant nostre baillly de Touraine ou son lieutenant au siege de Tours, et que, après la declaracion faicte du temps de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, la confiscation de la terre et seigneurie d'Amboise, et que icelle seigneurie fut unie à la couronne de France, fust dict qu'elle se gouverneroit soubz le ressort et suzeraineté de nostredict baillly de Touraine, et en ceste forme et maniere a esté depuis observé et gardé; ce neantmoins, puis aucun temps en ça, par precipitation de requerans ou autrement, non advertiz de la declaration faicte touchant ledict bailliage d'Amboise par nostredict feu seigneur et pere, avons octroyé noz lectres patentes, et par icelles mandé et ordonné le ressort dudit baillly d'Amboise aller neuement et sans moien en nostre court de parlement à Paris, laquelle chose, s'elle advenoit, seroit à nostre très-grant prejudice et dommaige, et donneroit ausdicts supplians et plusieurs autres personnes noz subjects grans vexacions, travaux et despenses, ainsi que bien au long et amplement a esté dict et remonstré par lesdicts exposans, en nous humblement requérant sur ce estre par nous donné provision. Scavoir faisons que nous, oyés les remonstrances sur ce à nous faictes par lesdicts exposans, avons, en ensuivant l'ordonnance et declaracion faicte du temps de nostredict feu seigneur et pere, voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons par ces presentes, que le ressort et suzeraineté de la justice et juridiction dudit baillly d'Amboise soit et demeure par-devant nostredict baillly de Touraine, ainsi et en la forme et maniere qu'il a esté par cy-devant, non obstant les lectres par nous puis naguères octroyées au contraire, que ne voulons valoir ne sortir aucun effect, ains icelles avons cassées, revocquées et adnullées, cassons, revocquons et adnullons par cedités presentes et tout ce qui s'en est ou pourroit ensuir. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre parlement à Paris, au baillly de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine ou à son lieutenant, et à chacun d'eulx si comme à lui appartiendra, que nostre presente voulenté et ordonnance entretiengnent, gardent et observent, et facent entretenir, observer et garder inviolablement, sans enfreindre ne faire ou souffrir aucune chose estre faicte au contraire; et se faicte avoit esté ou estoit, le reparent ou facent reparer et mettre incontinent et sans delay au premier estat et deu, en faisant ces presentes publier, lire et enregistrer en nostredict court de parlement et au siege et auditoire dudit bailliage de Tours, afin qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cedités presentes.

NOTE.

(a) Ordonnances de Louis XI, registre E, fol. 252 verso.

Donné à Amboise, le vingt-cinquième jour de Juillet, l'an de grace mil quatre cent soixante et unze, et de nostre regne le unzième. Sic signatum : Par le Roy en son Conseil. ROLANT.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, xxvj.^a die Novembris, anno millesimo cccc.^o lxxi.^o Sic signatum : BRUNAT.

Collacio facta est cum literis originalibus. BRUNAT.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Juillet
1471.

(a) *Nouvel Octroi du dixième denier du monnayage à l'Église de Saint-Lô d'Angers.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Juillet 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien-amez les doyen et chappelle de l'esglise Saint-Lô d'Angiers, contenant que, par l'ancienne fondation, dotacion et augmentacion de leurdicte esglise, et par privilege, don et octroy de noz anciens predecesseurs, ilz ont droit d'avoir et prendre le dixiesme denier des prouffiz et esmolumens provenans de la monnoye qui se faict en la ville d'Angiers, et d'icelluy dixiesme denier ladicte esglise a joy de toute ancienneté; et à ce que jadiz feu Charles, filz de l'un de noz predecesseurs Roys de France, lors Comte de Valois, d'Alençon, de Chartres et d'Anjou, et ses officiers, voulurent empescher ladicte esglise en la possession et joyssance d'icelluy dixiesme denier, et sur ce tenir les predecesseurs desdicts supplians en procez, tendant leur faire perdre ledict droit et les en debouter et forclorre, icelluy feu Charles, Comte de Valois et d'Anjou, après ce que, à grant et meure deliberacion, et par ses gens de conseil, eust faict veoir le droit d'icelle esglise, et qu'il fust clerement congneu que à tort on luy faisoit empeschement oudict dixiesme denier, osta et leva sa main et tout autre empeschement mis et apposé audict dixiesme denier, et voulut et declaira pour luy, ses hoirs et successeurs, que ladicte esglise en joyst dès-lors en avant, à tousiours perpetuellement, sans aucun contredit ou empeschement, et sur ce decerna et octroya lors à ladicte esglise les privileges et lectres cy-après incorporées, desquelles la teneur consequentement s'ensuit :

NOUS, CHARLES, fils de Roy de France, Conte de Valois, d'Alençon, de Chartres et d'Anjou, faisons sçavoir à tous ceulx qui cestes presentes lectres verront et orront, que, comme contens (b) et discort fust entre noz gens, d'une part, et honnorable hommes et discretz les doyen et chappelle de Saint-Lo d'Angiers, d'autre, sur ce que lesdicts doyen et chappelle estoient plaintifs que noz gens leur avoient empesché et empeschoient le dixiesme denier que ilz disoient eulx avoir en nostre monnoye d'Anjou, du don de noz predecesseurs, toutefois que l'on y faict monnoye, noz gens proposans au contraire et disans que rien n'y avoient ne ne devoient avoir, et affermoient plusieurs raisons par lesquelles ilz disoient avoir bonne cause à contrestier à ce; et après plusieurs parolles proposées d'une partie et d'autre, le procureur desdicts doyen et chappelle nous requist à grant

Décembre 1316.

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 197, pièce 185.

(b) Contestation, débat, discussion.

LOUIS XI,
aux
Montilz lès-
Tours,
Juillet 1471.

instance, que du droit de l'esglise et du nostre nous nous voulsissions enformer; et nous, desirans que toute matiere de discort fust ostée et que l'esglise à laquelle nous avons especial devocion eust paisiblement son droit, se aucun en y avoit, et nous le nostre, eussions commandé qu'il en fust enquis et seu bonne verité, et à ce faire commismes certaines personnes, et, sur ce enquete faicte bien et souffisante et rapportée par-devers nostre conseil, veue et diligemment regardée, et euc pleniére deliberacion sur ce, trouvé fust par ladicte enquete, que lesdicts doyen et chappelle estoient en saisine d'avoir en la monnoye d'Anjou le dixiesme denier des prouffiz et esmolumens que nous y prenons, et que d'icelle saisine avoient usé longuement et paisiblement par especial privilloge qu'ilz avoient de noz antecessours: pourquoy nous avons osté et oston ledict empeschement, et voulons pour nous et pour noz hoirs, que d'ores en avant il leur soit delivré et payé perpetuellement, bien et en paix, sans contredict, toutefois que l'en fera monnoye. En tesmoing de laquelle chose, nous leur avons donné ces lectres, scellées de nostre scel, qui furent faictes à Paris, l'an de grace mil CCC et seize, le jeudi après la Sainte-Luce.

Juillet 1318.

CHARLES, fils de Roy de France, Conte de Vallois, d'Allençon, de Chartres et d'Anjou, à nostre bailly d'Anjou, à nostre receveur et ès maistres de nostre monnoye en nostre conté d'Anjou, qui sont et seront ou temps advenir, salut. Comme contens et discors fust meues entre nous et nos gens, d'une part, et noz amez et féaulx les doyen et chappelle de l'esglise de Saint-Lo d'Angiers, d'autre, sur ce que lesdicts doyen et chappelle disoient que ilz devoient avoir le dixiesme denier en tous les prouffiz et en tous les esmolumens que nous avons en nostre monnoye d'Anjou, toutefois que l'en y faisoit monnoye, noz gens proposans au contraire et disans que rien n'y avoient, par plusieurs raisons que ilz alleguoient contre eulx; à la parfin, nous, à la requeste du procureur desdicts doyen et chappelle, fismes enquerre diligemment par certaines personnes la verité de nostre droit et desdicts doyen et chappelle; et, l'enquete faicte par lesdictes personnes et veue diligemment, trouvé fust par ladicte enquete que lesdicts doyen et chappelle estoient en saisine d'avoir le dixiesme en tous les prouffiz et esmolumens que nous avons en ladicte monnoye. Pourquoy nous vous mandons et commandons, et à chascun de vous à qui il appartiendra, que d'ores en avant vous delivrez et payez sans delai et sans contredict, esdicts doyen et chappelle ou à leur procureur, le dixiesme denier de tous les prouffiz et des esmolumens que nous aurons dudict monnoyage, toutefois que l'en fera monnoye, et prenez desdicts doyen et chappelle ou de leur procureur lectres de quittance. *Donné le mercredi devant la feste de la Magdelaine, l'an de grace mil trois cent et dix-huit.*

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Et, à ceste cause, a ladicte esglise joy dudict dixiesme denier de monnoyage par moult long-temps, à juste titre, de don, privillege et octroy, et comme estant de la vraye et ancienne fondacion d'icelle esglise. Mais pour ce que lesdicts supplians ne pevent monstrier ne faire apparoir de privilleges ou lectres confirmatoires du dixiesme denier du monnoyage, de noz derreniers predecesseurs Roys de France ne de nous, ilz sont empeschez en la possession et joyssance d'icelluy droit, et n'en pevent joyr, qui est au très-grant detrimet des ames des feuz fondateurs de ladicte esglise, en nous humblement requerant que, actendu que c'est du droit de fondacion

de ladict eglise, il nous plaise leur confermer, louer, ratifier et approuver ledict droit de dixiesme denier dudict monnoiage, selon la forme et teneur des lectres dudict feu Charles, Conte de Vallois et d'Anjou, dessus incorporées, et, en tant que mestier est, leur donner et octroyer de nouvel, et sur ce leur impartir nostre grace, humblement requerant icelle. Pourquoy nous, qui ne voulons les droits de fondacion de ladict eglise estre diminuez ne defraudez, mais les accroistre et augmenter à nostre pover, à icelle eglise, à laquelle avons singuliere devocion, aussi pour l'honneur et reverence du fust de la vraye croix de nostre Seigneur Jesus-Christ, qui est reveré en icelle eglise, avons confermé, loué, ratifié et approuvé, et par la teneur de ces presentes, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, confermons, louons, ratifions et approuvons ledict dixiesme denier du monnoiage, comme estant de la fondacion d'icelle, et, en tant que mestier est, luy avons de nouvel donné et donnons, voulons et octroyons qu'elle en joyse, selon la forme et teneur des lectres dudict feu Charles, Conte de Vallois et d'Anjou, dessus incorporées. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, aux baillys de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine, et generaulx maistres de noz monnoyes, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, confirmation, ratification, approbacion, don et octroy, et de tout le contenu en ces presentes, ilz et chascun d'eulx, en droit soy, fâcent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leurs successeurs joyr et user pleinement et paisiblement, sans souffrir aucun destourbier ou empeschement leur estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, au contraire, en aucune maniere, lequel se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, si l'ostent, et niectent ou fâcent oster et mettre, incontinent et sans delay, à plaine delivrance. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, ou mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le dixiesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, l'Amiral, le sire de Boisy, et autres presens.* DE CERISAY. *Visa.* Contentor. J. DORCHERES.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Juillet 1471.

(a) *Lettres concernant la Prévôté de Bourges* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme les bourgeois, manans et habitans de nostre ville et cité de Bourges aient presentement envoyé par-devers nous, et nous

LOUIS XI,
à Amboise,
Août 1471.

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 252 recto.

(b) Quand Philippe I.^{er} acquit la ville et la vicomté de Bourges, il y établit un prévôt qui n'étoit d'abord que le commissaire du Roi. Depuis, dit la Thaumassière, Histoire de Berry, liv. 1, chap. 46, pag. 33, « un tel abus » se glissa en l'exercice de la justice, que « cette charge se donnoit à ferme au plus » offrant et dernier enchérisseur; ce qui cau-

» soit un notable préjudice aux sujets du Roi
» par les exactions que faisoient sur eux ces
» juges fermiers et mercenaires, qui em-
» ployoient leurs soins à se rembourser
» promptement, par les condamnations d'a-
» mendes et autres émolumens judiciaires,
» du prix de leur ferme. » Ces lettres furent
la réponse de Louis XI aux plaintes que les
habitans lui avoient adressées.

LOUIS XI,
à Amboise,
Août 1471.

ont fait dire et exposer bien au long plusieurs choses touchant le bien, prouffit et utilité de ladite ville, et entre autres, que, à cause de ce que la prevosté d'icelle ville s'est tousiours baillée et baille à ferme au plus offrant, plusieurs grans exactions et injustices ont esté et sont faictes en ladite, au moyen desquelles grans maulx et inconveniens pevent advenir à nous et aulx habitans en icelle, et que, pour obvier ausdicts inconveniens, et afin que justice feust mieue faicte et administrée en nostre royaume, noz predecesseurs ont octroyé en la pluspart des autres citez de nostredict royaume que les prevostés d'icelles se baillent en garde, en nous requerant humblement qu'il nous plaise leur octroyer semblable grace et privilege, et que d'ores en avant nous veuillons donner et bailler ladite prevosté en garde à quelque notable homme qui la puisse tenir et exercer sa vie durant. Sçavoir faisons que nous, inclinans à la priere et requeste desdicts bourgeois et habitans de nostredict ville et cité de Bourges, et pour les bons et agreables services qu'ilz nous ont par cy-devant faicts et font de jour en jour, et aussi parce que fusmes nez en ladite ville, voulans icelle augmenter et obvier auxdicts maulx et exactions, et bonne justice y estre faicte et administrée, à iceulx, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons octroyé et octroyons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, que d'ores en avant ladite prevosté de nostredict ville de Bourges sera baillée et donnée en garde, par nous et noz successeurs, à quelque personne notable et souffisant de ladite ville, et d'ailleurs tel qu'il nous plaira, lequel sera tenu de bien et deuement faire et exercer ladite prevosté, sans ce que d'ores en avant elle soit plus baillée à ferme en quelque maniere que ce soit, et que celui à qui la baillerons en puisse joir et user par don et octroy de nous et de noz successeurs, ainsi et par la forme et maniere que font ceulx qui ont et tiennent les prevostés des autres villes et citez de nostre royaume. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre parlement et les gens de noz comptes et tresoriers à Paris, au bailly de Berry, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que nosdictes presentes lectres ilz facent publier et enregister en court et chambre des comptes et ailleurs où il appartiendra, et du contenu en icelles ilz facent, seuffrent et laissent joir et user lesdicts bourgeois et habitans de nostredict ville de Bourges plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Mandons en oultre ausdicts tresoriers, que d'icelle prevosté ilz deschargent ou facent descharger celui ou ceulx qui la tiennent à present à ferme, et lesquelz, en tant que besoing est, nous en avons deschargés et deschargeons par cesdictes presentes, non obstant que le temps de leurdicté ferme ne soit escheu, oppositions ou appellacions quelzconques, pour lesquelles ne voulons estre differé. Toutesfoies nous voulons et entendons que les exploiz et amendes de ladite prevosté soient baillez à ferme par nostre receveur ordinaire dudict bailliage de Berry ou autre qu'il appartiendra, au plus offrant et dernier encherisseur, et les deniers d'iceulx receus par nostredict receveur; car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, non obstant que la recette de ladite prevosté fust nostre doumaine, et quelzconques mandemens, ordonnances ou deffenses à ce contraires, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre

nostre

nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, au mois d'Aoust, l'an de grace mil quatre cent soixante-unze, et de nostre regne le unziesme.* Sic signatum: *Par le Roy, le sire de Linieres, maistre Pierre Doriole, general, et autres presens.* DE MOULINS. *Visa.* Contentor. DUBAN.

LOUIS XI,
à Amboise,
Août 1471.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, septimâ die Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo primo. Sic signatum: BRUNAT.

(a) *Rémision aux Habitans d'Issoudun, des Amendes et autres condamnations prononcées contre eux pour n'avoir pas pris au grenier établi par le Roi le sel dont ils avoient besoin.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Septemb.
1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les L'generaux conseilliers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, salut et dilection. L'umble supplication de noz bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville et chastel d'Yssouldun, avons receue, contenant que, puis naguerres, les grenetier et controlleur du grenier à sel par nous estably en ladicte ville d'Yssouldun ont mis en procès par-devant eulx plusieurs desdicts habitans, pour occasion de ce qu'ils n'avoient point pris de sel dudit grenier, comme ils disoient, et les ont condempnez envers nous en certaines amendes, et leur ont donné plusieurs vexacions et travaux à la cause dessusdicte, et tellement que grant partie desdicts habitans ont deliberé d'eulx absenter de ladicte ville, par quoy elle pourroit demourer inhabitée, se par nous ne leur estoit sur ce pourveu, de nostre grace, de remede convenable, si comme dient lesdicts supplians, requerans humblement qu'il nous plaise les faire tenir quictes et paisibles desdictes amendes en quoy ils ont esté ou pourroient estre condempnez par lesdicts grenetier et controlleur, pour non avoir prins sel le temps passé oudict grenier, et sur ce leur eslargir nostre grace. Pourquoy nous, en consideracion aux choses dessusdictes, voulant, en faveur de la bonne loyauté que lesdicts supplians ont tousjours monstrée par effect envers nous, incliner favorablement à leurdicte requeste, à iceulx, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons donné, remis et quicté, donnons, remectons et quictons, de grace especial, par ces presentes, toutes lesdictes amendes en quoy ils ont esté condempnez par lesdicts grenetier et controlleur, et autres en quoy ils pourroient estre encourus envers nous, pour non avoir prins sel le temps passé oudict grenier à sel d'Yssouldun, et sur ce imposons silence, tant ausdicts grenetier et controlleur, que à nostre procureur oudict grenier. Si vous mandons et expressement enjoignons que, en faisant joyr lesdicts supplians et chascun d'eulx de nostre presente grace, don, quittance et remission, vous par lesdicts grenetier et controlleur les faictes tenir quictes et paisibles desdictes amendes, sans leur en faire ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir, aucune question ou demande; et s'aucuns de leurs biens avoient esté ou estoient à ceste cause prins, saisis, arrestez ou empeschez, faictes les leur mettre incontinent et sans delay à plaine delivrance, et, par rapportant cesdictes presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelle faict soubz scel royal,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 199.
Tome XVII.

Kkk

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Septemb.
1471.

et recognoissance sur ce souffisante desdicts supplians ou de leur procureur pour eulx, pour une foiz tant seullement, nous voulons ledict grenetier de ce tenir quicte et deschargé en ses comptes par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz nous mandons ainsi le faire sans aucune difficulté, non obstant que lesdictes amendes et les singulieres parties d'icelles ne soient cy autrement exprimées ou declairées, que descharges n'en soient levées par le receveur general de noz finances, et quelzconques autres ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le vingtiesme jour de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roi, J. BOURRE.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Septemb.
1471.

(a) *Lettres de Louis XI qui annullent une Ordonnance de ses Commissaires en Languedoc, d'après laquelle le Parlement et la Cour des aides devoient être ambulatoires au lieu d'être sédentaires.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, comme par grant et meure deliberation de conseil, et pour plusieurs grandes, justes et raisonnables causes, grandement touchant le bien de nous, nostre couronne et la chose publique de nostre royaume, nous eussions, dès le xxiiij.^e jour de decembre mil cccc soixante-huit, ordonné nostre court de parlement de Languedoc et nostre court des generaulx oudict pays, qui pour lors estoient en nostre ville de Montpeslier, estre renvoyées, remises, establies et exercées en nostre ville et cité de Thoulouse, ainsi que par aucuns temps au precedant elles estoient, comme par nos autres lectres patentes peut plus à plain apparoir, desquelles la teneur s'ensuit :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que nous, considerées et actendues les remonstrances &c. &c. (b).

Suite des Lettres
du 20 Septembre
1471.

Lesquelles nos lectres et ordonnances furent deument publiées, enregistrées et mises à execucion par tous les lieux là où il appartenoit, et selon que contenu estoit en nosdictes lectres. Et à ceste cause, et en ensuivant nostredicte ordonnance, nosdictes cours de parlement et des generaulx oudit pays de Languedoc ayent depuis esté continuellement tenues et exercées en nostredicte ville de Thoulouse. Et soit ainsi que, puis aucun temps en ça, pour ce que nous avons esté advertis qu'il y avoit aucunes plaintes et doléances touchant ladicte matiere, nous donnasmes pouvoir, par nos autres lectres patentes, aux commis et deputés de par nous à tenir les trois estats derrenierement oudit pays de Languedoc, de eulx informer desdictes plaintes et doléances et sçavoir et adviser quel expedient et moyen se y pourroit trouver pour le bien de nous et du salut de la chose publique dudit pays, lesquels noz commissaires, soubz couleur d'aucunes remons-

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 342. Registres du Parlement de Toulouse, t. I.^{re} Histoire de Languedoc, t. V, aux Preuves, pag. 38. Annales de la ville de

Toulouse, tome III, aux Preuves, pag. 14.

(b) Ces lettres ont été imprimées ci-dessus, pag. 167 et suiv.

trances qui leur ont esté faites esdicts trois estats *(a)* et instance d'aucuns particuliers qui ont excité les autres gens des trois estats à faire lesdictes remonstrances, plus regardans à leur prouffit et interest particulier que au bien de nous et de nostre royaume, et sans que feussions premierement advertiz des choses dessusdictes, ont ordonné nostredicte court de parlement en Languedoc estre d'ores en avant ambulatoire, et qu'elle seroit remuée et transportée de nostredicte ville de Thoulouse audict lieu de Montpeslier; laquelle ordonnance par eulx faicte, combien que peut-estre nosdicts commissaires, actendues les remonstrances dessusdictes, eussent eu aucunement cause d'icelle avoir faicte, touteffois, pour plusieurs autres grandes et raisonnables consideracions, et qui grandement nous touchent et le bien de nostredict pays de Languedoc et de nostre royaume, n'avons pas eue agreable ne icelle approuvée ne confirmée, ainsi qu'il appartient et que en tel cas est accoustumé de faire; et neantmoins, par vertu de ladicte ordonnance faicte par nosdicts commissaires touchant le changement et remuement de nostredicte court de parlement de Thoulouse à Montpeslier, on a mandé et faict sçavoir aux gens de nostredicte court de Thoulouse qu'ils se remuassent dudict lieu et se transportassent à Montpeslier pour illec tenir et exercer nostredicte court de parlement, ainsi qu'ils faisoient audict lieu de Thoulouse, qui seroit directement venir contre les ordonnances premierement faictes touchant cette matiere, contenues et declairées en noz lectres dessus transcriptes, et contre nostre vouloir, plaisir et entencion, et en pourroit ensuyr grans maux et inconveniens se par nous n'estoit sur ce pourveu de remede convenable. Pourquoy nous, les choses dessus considerées, eu sur ce grant advis et meure deliberacion de conseil, et pour plusieurs grandes, justes et raisonnables causes à ce nous mouvans, qui grandement touchent le bien de nous et la chose publicque de nostre royaume, de nostre certaine science, plenièrè puissance et auctorité royal, avons dict et declairé, disons, declairons et ordonnons par ces presentes, nonobstant l'ordonnance faicte par nosdicts commissaires esdicts trois estats, derrenierement tenus en nostredict pays de Languedoc, touchant le remuement et changement de nostredicte court de parlement dudict lieu de Thoulouse à Montpeslier, et que ladicte court sera d'ores en avant ambulatoire, laquelle ordonnance nous ne voulons avoir ne sortir aucun effet ne ce qui s'en est ensuy, ainçois voulons et nous plaist qu'elle soit tenue et reputée comme non faicte et de nul effect et valleur, que nostredicte court de parlement demourera et sera d'ores en avant tenue et exercée en nostredicte ville de Thoulouse ferme et estable, ainsi qu'elle estoit auparavant; et avec ce, pour ce que ce seroit le grant domaige de nous et de nos subjects dudict pays de Languedoc que la court des generaulx de nostredicte pays feust exercée en diverses villes et citez dudict pays, et en pourroit ensuyr de grans inconveniens et domaiges aux subjects d'icellui pays, et ce seroit contre raison que partie de ladicte jurisdiction de generaulx se tinst en ung lieu et l'autre partie en l'autre lieu, et ne seroit possible que bon jugement, se la chose demeuroit ainsi, se peust asseoir en ladicte court, car ce que les ungs feroient les autres pourroient deffaire, et si sont lesdicts generaulx en petit nombre, parquoy est bien requis qu'ils soient et demeurent ensemble tous en une mesme ville pour faire ladicte

LOUIS XI,
aux
Monitz-lès-
Tours,
le 20 Septemb.
1471.

NOTE.

(a) Poursuite, sollicitation.
Tome XVII.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 20 Septemb.
1471.

court des generaulx ung mesme corps ainsy que elle est en autres lieux de nostre royaume là où avons estably court des generaulx, et que, par noz lectres et ordonnances incorporées en ces presentes, nous avons voulu que ladicte court des generaulx soit en nostredicte ville de Thoulouse, auquel lieu plus convenablement avecques ladicte court de parlement sera tenue que ailleurs; voulans pourveoir aux choses dessusdictes et aux inconveniens qui autrement en pourroient ensuir, avons, par l'advis et pour les causes que dessus et de nostre certaine science, pleniere puissance et auctorité royal, dict, declairé et ordonné, disons, declairons et ordonnons par ces mesmes presentes, que ladicte court des generaulx sera d'ores en avant tenue et exercée audict lieu et ville de Thoulouse, et que tous nos conseillers ausdicts generaulx y feront leurs residences, sur peine de la perdition de leurs offices; et avec ce, que tous les registres, sacs, papiers et autres procedures concernant le fait de la jurisdiction desdicts generaulx qui sont audict Montpeslier ou ailleurs, seront portez et envoyez audict lieu de Thoulouse es mains du greffier de ladicte court des generaulx, pour illecques estre faicte raison et justice aux parties toutes les fois que le cas y eschet; et à ce faire et souffrir, voulons par nosdicts generaulx sur le fait de la justice estant à Thoulouse, le scenschal dudict Thoulouse et gouverneur de Montpeslier ou leurs lieutenans et chacun d'eulx, estre contrainsts tous ceulx qui pour ce seront à contraindre par la prise et arrest desdicts sacs, papiers et registres, réaument et de fait, en tant que contrariété (a) ou difficulté aucune y pourroit entervenir, lesquels, comme dessus est dict, y voulons estre envoyés sans aucune dissimulation ou delay, et par toutes autres voyes et manieres deues et raisonnables. Et d'abondant, voulons et nous plaist que ces presentes soient publiées esdictes cours et ailleurs où besoin sera, et enregistrees d'icelles et d'autres cours où il appartiendra, et neantmoins declairons tous les actes et procedures qui après la publication des presentes seront faicts par lesdicts generaulx tenans icelle court ailleurs que en nostredicte ville de Thoulouse nuls et de nulle efficace et valeur, nonobstant les lectres et le pover par nous donnez ausdicts commissaires touchant le fait dudict parlement, l'enterinement d'icelles et l'ordonnance que par vertu desdictes lectres ils ont fait et font, ce qui s'en est ensuy, les protestations et remonstrances ainsi faictes par les gens desdicts trois estats, et quelzconques appointemens, constitucions, lectres, ordonnances, oppositions ou appellacions faictes ou à faire à ce contraires, pour lesquelles ne voulons l'execution de ces presentes estre differée ou delaiée en aucune maniere. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à besoin en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foi soit adjoustée comme à l'original. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel, ordonné en l'absence du grant, à ces presentes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le xx.^e jour du mois de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante et onze, et de nostre regne le onziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, le Patriarche de Jerusalem (b), Evesque de Bayeux (c), le Comte de Dampmartin (d), grant maistre d'ostel de France, les sires de la Forest et de Montagu, maistre Pierre Doriolle, general, et autres presens.* L. TOUSTAIN.

NOTES.

(a) Il y a *contrainte* dans le registre du Parlement de Toulouse.

(b) Voir ci-dessus, t. XVI, p. 93, note a.

(c) Le registre du Parlement de Toulouse dit l'*Evesque de Beauvaix*.

(d) Voir ci-dessus, pag. 51, note a.

(a) *Exemption des Tailles, Subsidies et de Service militaire, pour les Officiers du Roi au Parlement de Toulouse.*

LOUIS XI,
à Baugé,
le 29 Septemb.
1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, tant en Languedoc comme en Languedoil, aux seneschaux, viguiers, juges et commissaires qui par nous seront commis et ordonnés à faire mectre suz les nobles et autres de nostre ban et arriere-ban, et à tous les autres justiciers et officiers en nostredict pays de Languedoc, salut et dilection. Sçavoir vous faisons que, pour consideration de l'occupation continuelle que ont eue et ont en nostre court de parlement à Tolose noz amez et féaulx les presidens, conseillers, greffiers et autres ordonnés, procureurs, advocats, receveur des gages et amendes et huissiers d'icelle nostredict court de parlement de nostredict pays de Languedoc, qui touche et concerne la principale justice et souveraine d'icelluy pays, à iceux, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, et en ensuyvant l'octroy à eux autrefois faict pour ceste cause par feu nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu absolve (b), avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist qu'ilz et chascun d'eulx, presens et advenir en ladicte court, soient francz, quictes et exempz de toutes les aides, tailles et subcides qui ont eu et auront cours, et ausy de nous venir servir audict pays de Languedoc ne eulx mectre en armes pour quelque ban et arriere-ban que fairoins faire audict pays, à cause de leurs heritaiges et pcessions qu'ilz ont et auront, tant pour le tempz passé que pour le temps advenir, les en avons exemptés et affranchis, exemptions et affranchissons de grace especial, par ces presentes, tout ainsy que par nostredict feu seigneur et pere par ses lectres patentes leur a esté octroyé, et que sont les presidens et conseillers de nostre parlement de Paris. Sy vous mandons, commandons et très-expressément enjoignons, et à chascun de vous en commectant où il appartiendra, que de noz presente grace et octroy vous faciez par noz presidens, conseillers, greffiers et officiers de nostredict court de parlement qui y sont et seront pour le tempz advenir, joyr et user paisiblement, sans pour ce les travailler ou molester, ne souffrir estre travaillés ou molestés, ores ne pour le tempz advenir, en aucune maniere, ne pour ce estre contrainsts à en payer aucune chose; mais si leurs corps, ou auscunes de leursdictes pcessions ou autres de leurs biens, sont ou estoient pour ce prins, saisis, arrestés ou empeschés, sy les mectez ou faictes mectre incontinent et sans delay à plaine delivrance, car ainsy nous plaist et voulons estre faict, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens, restrictions ou defenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à cest original. *Donné à Baugé, le xxix.^e jour de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-onze, et de nostre regne le onzième.* Ainsy signé : Par le Roy, le sire de Torcy, et autres presens. DE MOULINS.

NOTES.

(a) Registres du Parlement de Toulouse, tome I.^{er} pag. 122 et 123. Les lettres de Charles VII étoient du 21 novembre 1426.

(b) Voir le tome XIII de cette collection,

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

(a) *Ordonnance du Roi sur l'Exploitation des Mines dans le Royaume.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France (b), sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme nous avons esté deuement advertis et informés que en nos royaume, Dauphiné, comtés de Valentinois, Diois, Rossillon, Sardaigne (c) et ès montagnes de Catalogne et ès marches d'environ, y a plusieurs mines d'or et d'argent, de cuivre, de plomb, estain, pottin, azur et aultres mestaux et matieres, lesquelles, par deffaut de conduite d'ouvriers et d'autres gens experts et connoissans en telles matieres, et des edicts et constitutions et ordonnances convenables et necessaires pour l'entremectement (d) d'iceulx, sont et demourent en chommage et de nul effet et valeur; et nous ait esté remonstré que si voulons faire besongner esdictes mines, ainsy qu'on faict en plusieurs autres royaumes et parties de la chrestienté, comme au pays d'Allemagne, ès royaumes de Hongrie, Boheme, Poulogne, Angleterre et ailleurs, et faire esdicts, ordonnances et constitutions (e) pour mectre sus et entretenir ledict ouvrage, ainsi qu'il est esdicts royaumes et contrées, il en pourroit advenir plusieurs grans biens, utilités et prouffit à nous, nosdicts royaume, Dauphiné et autres (f) pardessus nommez et subjects d'iceulx, et que, en deffaut de pourvoir à ces choses, nous et nosdicts subjects y avons de grands dommages, et se vuide chascun jour l'or et l'argent de nosdicts royaume, Dauphiné, pays et lieux dessusdicts, sans y retourner, dont se pourroit ensuir la totale ruine et destruction d'iceulx, si provision n'estoit à ce par nous donnée, par quoy l'or et l'argent ainsy transporté puisse retourner en nosdicts royaume, Dauphiné et autres pays dessus nommés, et l'utilité publique d'iceulx et preservation des dommages et interests que ont souffert jusqu'à cette heure par deffaut de ladict provision toutes manieres de gens, tant d'esglise que nobles, bourgeois, marchands, gens mecaniques, laboureurs et autres demeurans esdicts pays, laquelle chose, comme avons esté en oultre informés, ne se peut mieux ne par meilleur moyen redricer que par faire ouvrir esdictes mines, qu'elles soient ouvertes, que l'ouvrage se continue ainsy que en tel cas appartient, et que faisons certains esdicts, constitutions et ordonnances pour ce convenables et necessaires, et, en ce faisant, l'or et l'argent seroit et se recouvreroit evidemment en plus grande quantité sans comparaison en nosdicts royaume, pays et seigneuries, qu'il ne faict à present, et si auront nos monnoyes, qui sont la pluspart en chommaige, largement à besoigner, et s'espandroit l'or et l'argent par les bourses, et y auroient tous et chascun en son endroit grande utilité et prouffit, pour lesquelles

NOTES.

(a) Transcrite sur une copie collationnée des archives de la Chambre des comptes, maintenant aux archives du royaume. Collationnée sur le registre 197 du Trésor des chartes, pièce 168, sur le registre des ordonnances de Louis XI, coté F, fol. 22, et sur un registre du Parlement de Toulouse étant à la Bibliothèque du Roi, tome I. Nous indiquons les principales variantes.

(b) Roi de France, Dauphin de Viennois,

Comte de Valentinois, Dyoy, Roussillon, Sardaigne. *Reg. F.*

(c) Voir la note e de la page suivante.

(d) L'entretenement. *Registre F. et Reg. du Parlement de Toulouse.*

(e) Charles VI et Charles VII avoient déjà rendu sur les mines des ordonnances qu'on peut voir, tome X de cette collection, p. 141 et suiv., et tome XIII, pag. 236.

(f) Puis dessus. *Reg. F. et Reg. T.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

choses (a) et laquelle matiere avoir et sortir son effect, soit besoin de faire lesdictes constitutions et ordonnances notables, telles que la matiere le requiert, qui soient solennellement criées par nosdicts royaume, Dauphiné, Valentinois, Diois, Rossillon, Sardaigne, pays et lieux devant dictz, à ce que nosdicts subjects et ausy les estrangers ayent cognoissance de nostre-dicte volonté et intention en cette partie, et comme chascun en son endroit se y aura à gouverner : pour ce est-il que nous, voulans par effect pourvoir aux choses dessusdictes, par l'advis et deliberation des gens de nostre grant conseil et autres notables hommes experts et connoissans en telles matieres, et pour le bien et utilité de nosdicts royaume, Dauphiné, pays et lieux que dessus et des subjects d'iceulx, avons faict (b), constitué et estably, et, par la teneur de ces presentes, faisons, ordonnons, constituons et établissons par esdict solennel, les statuts, ordonnances et declarations qui s'ensuivent.

Premierement. Que tous les marchands et maistres qui fairont ouvrer lesdictes mines à leurs propres cousts, frais et despens, et fairont feu, lieu et residence sur lesdictes mines et martinet (c), ou leurs desputés, ou les fondeurs et affineurs, et tous aucuns (d) ouvriers mineurs, et autres qui se mesleront de faire la manœuvre desdictes mines en quelque espece que ce soit, estrangers et non natifs de nos royaume, Dauphiné, Valentinois, Diois, comté de Rossillon, Sardaigne (e), et lieux devant dictz (f), qui viendront ou sont jà demourans de nosdicts royaume, Dauphiné et lieux devant dictz, et se employeront, besongneront et continueront lesdictes marchandises et ouvraiges, seront tous et demourront quictes, francs et exempts, pendant et durant le temps qu'ils besongneront esdictes mines, d'icy à vingt ans entiers, à compter du jour et datte desdictes presentes, de toutes tailles, aydes, subsistances (g), impositions, francs archiers, guet, garde, porte de ville, et autres charges et subventions quelzconques.

(2) *Item.* Et avec ce, voulons et nous plaist, et ausdicts estrangers avons octroyé et octroyons par cesdictes presentes, qu'ils joyssent de tels privileges, franchises et libertés, soient comme naturalisés (h), facent testament, acquisitions de biens meubles ou immeubles, donations, transports et dispositions d'iceulx biens, et que leurs enfans et plus prochains lignaiges puissent succeder et recueillir leurs successions soit testats ou intestats, comme s'ils estoient natifs de nosdicts royaume et pays de Dauphiné, Valentinois, Diois, Rossillon, Sardaigne et autres lieux devant dictz, ou qu'ils eussent grace et lectres de naturalité de nous en la forme et maniere accoustumées en tel cas, verifiées et expédiées ainsy qu'il appartient, sans ce qu'ils soient tenus de prendre de nous ne d'autres nos officiers autres lectres de naturalité et grace, ou en requerir l'enterinement ne verification, fors seulement le *vidimus* de ces presentes faict sous scel royal, avec la certification du general maistre gouverneur et visiteur desdictes mines ou son lieutenant, appelé à ce nostre procureur, lesquelles leur voulons valoir et

NOTES.

(a) Faire. R. T.

(b) Ordonné. R. F. et R. T.

(c) Martinet doit indiquer ici le moulin où l'on ouvre les métaux extraits des mines.

(d) Autres. R. F. et R. T.

(e) Cerdagne, à l'extrémité du Roussillon, touchant à la Catalogne.

(f) Et qui à cause dudit ouvrage. R. F. et R. T.

(g) Le copiste a mis ici *subsistances* pour *subsidés*. On trouve ce dernier mot dans le registre F et dans celui du Parlement de Toulouse.

(h) En naturalités, testamens. R. F. et R. T.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

sortir leur plein effect en toutes les choses dessusdictes, tout ainsy que si eulx et un chascun d'eulx avoient lesdictes lectres de naturalité et grace de nous verifiées et expédiées, ainsy qu'en tel cas appartient (a) de faire.

(3) *Item.* Et en oultre, pour plus grande seureté d'iceux et de chascun d'eulx, leur avons octroyé et octroyons par ces presentes qu'ils puissent estre et demourer seurement en nosdicts royaume et pays de Dauphiné, Valentinois, Diois, Rossillon, Sardaigne, montagnes de Catalogne et es marches d'environ, pour les causes que dessus, nonobstant quelzconques guerres ou divisions qui puissent fondre entre nous et les seigneurs, pays et communautés dont ils seront natifs, et eux en retourner quand bon leur semblera, pourveu qu'ils ne feront ne pourchasseront ne seront trouvés avoir fait ou pourchassé aucune chose prejudiciable à nous, à la chose publique de nostre royaume ou à nos pays et subjects, et qu'ils aient congé de justice et dudit general maistre gouverneur et visiteur desdictes mines, ou de son lieutenant, pour ce faire.

(4) *Item.* Avons ordonné qu'il sera crié solempnellement et fait commandement de par nous à tous ceux qui ont cognoissance des mines estans en leurs territoires et heritaiges, que, après (b) quarante jours après ledict cry et publication, ils viennent reveler et denoncer au general maistre gouverneur et visiteur desdictes mines ou à son lieutenant estant esdicts territoires, et aux baillifs, seneschaux, gouverneurs et autres nos officiers (c) de la jurisdiction desquelles lesdits territoires sont, les mines qui seront en leursdicts territoires et quelles elles sont, sur peine de perdre le prouffit qu'ils en pourront avoir jusques à dix ans, ou autrement telle amende ou peine que par nosdicts officiers et ledict maistre et gouverneur et visiteur desdictes mines ou son lieutenant sera advisé, lequel general maistre gouverneur et visiteur desdictes mines ou son lieutenant y pourra commectre gens idoines et suffisans, un ou plusieurs ainsy que le cas le requerra et qu'il verra estre à faire (d), et au surplus comme lesdictes mines se pourront mieux conduire à nostre prouffit et au bien d'iceulx, et (e) que la chose pourroit toucher la chose publique de nostredict royaume, Dauphiné et pays que dessus.

(5) *Item.* Et que auxdicts denonciateurs, s'ils viennent audict maistre general ou à son lieutenant ou à nosdicts officiers, en obeissant au cry et commandement dessusdict, si ainsy est que d'eux mesmes ils veuillent entreprendre la conduite de besongner esdictes mines et à y faire ce qui appartient par l'advis et deliberation dudit general maistre ou de son lieutenant ou de nosdicts officiers, et que eux seuls ou (f) autres personnes soient receus (g) ou suffisant par reputation pour le pouvoir faire et conduire, sera donné terme de trois mois après les quarante jours dessusdicts, pour faire leurs preparacions de ce qu'il leur faudra pour le fait desdictes mines, sans que pendant ledict temps aucune vexation, travail ou dommage, leur soit donné pour non avoir besongné jusqu'audit temps esdictes mines.

(6) *Item.* Et sy ainsy est que aucuns de ceux à qui sera trouvé appartenir le territoire auquel seront ou jà ont esté trouvées lesdictes mines, ne soient

NOTES.

(a) Et qu'il est accoutumé. R. F. et R. T.

(b) Dedans. R. F. et R. T.

(c) Présidens es fins et metes. R. F. et R. T.

(d) Et aviser. R. F. et R. T.

(e) A qui. R. F. et R. T.

(f) Avecques. R. F. et R. T.

(g) Receans. R. F. et R. T.

riches

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

riches et puissans, parquoy à leurs despens ils puissent faire et conduire ledict travail et manœuvre desdictes mines, ou que par autre cause ils ne voudroient pas prendre la charge de ce faire, et qu'ils n'auroient pas revelé les dessusdictes mines dedans quarante jours, ainsy que dessus est ordonné, nous voulons et ordonnons en outre esdicts cas et à chacun d'eux, que ledict maistre general, ou son lieutenant, ou autres nos officiers qui pour ce seront à appeler, puissent, sauve l'indemnité de celui ou de ceux auxquels appartiendra ledict territoire, ordonner et commectre gens notables, experts et connoissans esdictes matieres de mines, pour voir, chiercher et trouver icelles mines, et sçavoir quelles elles sont et quel metal elles porteront, et l'utilité et profit que vraysemblablement en peut advenir, et, ce fait, et le rapport ouy desdicts commissaires, lesdicts general maistre ou son lieutenant, appellés nosdicts officiers et autres qui sur ce seront à appeler, pourront faire manœuvrer et besongner esdictes mines et les bailler à gens recens et solvables tels qu'ils adviseront estre à faire pour les faire profiter au mieux que possible sera, en nous payant nostre dixiesme pour le droit de nostre souveraineté (a), et aux seigneurs treffonciers (b) leur portion qu'ils verront estre à faire, soit d'un dixiesme, demy-dixiesme, ou autre somme plus grande ou plus petite, selon la quantité et valeur desdictes mines (c); toutesfois, nous entendons et declérons par cesdictes presentes, que ceux qui n'auront revelé et denoncé les mines qui sont en leurs territoires dedans les quarante jours, ainsy que dessus est dict, perdront le prouffit que leur en pourra advenir, pour tel temps qui sera advisé, prononcé et taxé par lesdicts maistre general ou son lieutenant, nostre procureur à ce appellé.

(7) *Item.* Et si ainsy estoit que, après ladicte denonciation faicte et lesdicts quarante jours et temps dessus declairés passés, touchant les mines qui seront ès territoires des gens particuliers, ceux à qui sont lesdicts territoires n'y voudront ou auront puissance d'y besongner, ainsy que dessus est dict, et qu'il y aura aucun seigneur feodal ou souverain à qui sera ledict territoire qui vienne (d) prendre la charge de conduire ledict ouvrage et manœuvre desdictes mines comme (e) eust pu faire celui à qui est ledict territoire, en iceluy cas nous voulons, consentons et accordons ausdicts seigneurs (f) que, trois mois après lesdicts quarante jours, ils se puissent presenter ou faire presenter devant ledict maistre general ou son lieutenant ou autres officiers dessusdicts, pour requérir d'estre subrogés en la place et au droit touchant lesdictes mines de son vassal et subject, et lequel y voulons estre receu et subrogé par ces presentes, moyennant que lesdicts ainsy subrogés garderont et observeront l'effet et contenu de ces presentes ordonnances, et qu'ils s'obligeront d'entretenir et continuer ledict ouvrage, et manœuvrer comme eussent fait et deub faire ceux à qui lesdicts territoires sont et appartiennent.

(8) *Item.* Et en tant que touche les territoires qui sont à nous nuement,

NOTES.

(a) Ce droit royal étoit aussi ancien, en France, que la monarchie, comme nous l'avons remarqué et prouvé, Discours préliminaire du tom. XV, pag. xxxiv.

(b) Les seigneurs du fonds, du territoire.

(c) Charles V n'avoit ni reconnu ni toléré le droit réclamé à cet égard par les seigneurs.

Tome XVII.

Voir son ordonnance du 30 mai 1413, tom. X de cette collection, pag. 142.

(d) Veuille. R. F. et R. T.

(e) La copie de la Chambre des comptes porte ici deux mots qui doivent être effacés : comme *dict est*.

(f) Suzerains et féodaux. R. F. et R. T.

L II

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

esquels lesdictes mines seront ou ja ont esté trouvées, nous voulons et ordonnons que icelles mines soient faictes, conduittes et manœuvrées, et qu'on les baille au plus offrant et dernier encherisseur, au mieux et le plus prouffitablement à nostre prouffit et advantaige que faire se pourra.

(9) *Item.* Et pour ce qu'il conviendra faire plusieurs frais et mises, tant aux seigneurs fonciers comme aux marchands et autres qui prendront la charge et conduitte des susdicts ouvraige et manœuvre desdictes mines, et que bien souvent y adviennent et eschoient plusieurs grands dangiers, perils (a) et dommaiges, nous desirans que l'ouvraige et manœuvre desdictes mines soit conduit et entretenu, et qu'il y soit soigneusement, et en grande cure et diligence, œuvré et manœuvré, et que lesdicts fonciers et autres marchands ayent plus grand vouloir, affection et voulanté d'y besoigner, vacquer et entendre, et pareillement ledict general maistre, son lieutenant et autres nos officiers qui ont et auront la charge de besongner et faire besongner esdictes matieres, esquelles faudra (b) plusieurs voyages et despenses, à ceste cause soient plus enclins à eux employer esdictes matieres et y vacquer diligemment et entendre, et nos droitz garder esdictes mines, nous avons, de nostre plus ample grace, octroyé et octroyons par cesdictes presentes, que tout le prouffit qui nous pourroit competer et appartenir, du jour et date de la publication de cesdictes presentes, à cause de nostre dixiesme desdictes mines pour le deub de nostre souveraineté, jusqu'à douze ans prochain venant, soit et vienne au prouffit dudit general maistre et visiteur desdictes mines pour ses gaiges, salaires, voyages et despenses qu'il y faudra faire, et à son lieutenant general et autres ses lieutenans particuliers, nos procureurs, gardes et officiers desdictes mines, et autres qui s'y employeront par l'ordonnance desdicts maistre et visiteur general et ses lieutenans et autres officiers, à faire les diligences qu'il faut et qu'il conviendra faire pour mettre sur lesdictes mines, et semblablement pour en departir aux seigneurs fonciers, marchands, et autres qui auront la charge et dependance (c) pour faire ledict manœuvrage, selon que ledict maistre et visiteur general desdictes mines ou son lieutenant advisera estre à faire, eu regard à l'ouvraige qu'ils feront, et aux frais, mises et despenses que à ceste cause leur conviendra faire.

(10) *Item.* Voulons et ordonnons, en oultre, qu'il soit permis et loisible audict general maistre et visiteur, ou son lieutenant et commis, et pareillement aux maistres et ouvriers besongnans et continuans ledict ouvraige, de querir, ouvrir et chercher mines par tous les lieux et contrées de nosdicts royaume, Dauphiné, Valentinois, Diois, comtés de Rossillon, Sardaigne, montagnes de Catalogne et es marches d'environ et ailleurs, soient en nostre territoire mesmement (d) et de nos subjects où ils penseront en trouver, et icelles ouvrir sans (e) faire indemnité des propriétaires, et y faire manœuvrer au prouffit de ceux à qui il appartiendra, selon la teneur de ces presentes ordonnances, sans qu'il soit besoin à nosdicts officiers, maistres, ouvriers et besongnans esdictes mines, en demander congé et licence ausdicts propriétaires treffonciers ne à autres quelzconques, ne que par eux leur soit ou puisse estre donné aucun destourbier ou empeschement, pourveu que

NOTES.

(a) Pertes. R. F. et R. T.

(b) Faire. R. T.

(c) Dépense. R. F. et R. T.

(d) Nuement où. R. F. et R. T.

(e) Saufve l'indemnité. R. F. et R. T.

quand lesdicts maistres mineurs et ouvriers auront trouvé lesdictes mines, ils seront tenus, avant qu'ils commencent le voyage pour ouvrir et manœuvrer en icelles, le notifier et signifier ausdicts maistre general gouverneur et visiteur esdictes mines, ou son lieutenant ou commis (a), nosdicts procureurs et gardes, et aux seigneurs fonciers auxquels lesdicts territoires appartiendront, affin qu'en icelles choses nostre droict et celui des parties y soit gardé.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

(11) *Item.* Voulons et ordonnons que nosdicts officiers et aussy les hauts, moyens et bas justiciers, soubz la jurisdiction et seigneurie desquels lesdictes mines auront esté trouvées et sont assises, baillent et delivrent auxdicts ouvriers, marchands et maistres desdictes mines, moyennant et par payant juste et raisonnable prix, chemins, voyes, entrées et issues par leurs terres, prés, bois, rivières et autres leurs jurisdictions et toutes autres choses necessaires auxdicts maistres et ouvriers pour faire ledict ouvrage, ainsy que par iceux maistres et ouvriers pour la nécessité dudict ouvrage leur sera requis sans contredit ou difficulté aucune; et si question ou debat s'es-mouvoit entre nosdicts officiers et lesdicts seigneurs et treffonciers d'une part, et lesdicts ouvriers, marchands ou maistres, d'autre part, pour les causes cy-dessus, ou pour la precaution (b) de l'interest des parties, ledict maistre general ou son lieutenant, eu sur ce l'avis de nostre bailly, seneschal ou son lieutenant, ou autre nostre plus prochain juge du territoire ou autre chose dont pourroit estre question à la cause dessusdicte, en appointeront comme en pourroit faire en cour souveraine, sans ce que de ce l'en puisse appeler ou reclamer en aucune maniere.

(12) *Item.* Et affin que lesdictes ordonnances puissent estre mieux entretenues et gardées, et que à toutes les choses qui sont et seront necessaires pour trouver lesdictes mines, icelles faire ouvrir, procurer (c) les ouvrages, commencer (d) les ouvertes, entretenir les eaux et autres empeschemens qui y peuvent survenir, faire vuider et oster, entretenir aussy et garder les privileges des maistres, officiers et ouvriers qui y vacqueront et besongneront, et appaiser, accorder, appointer par la voye judiciaire et amiable, se faire se peut, tous les debats et questions qui pourront estre et survenir entre les parties, soubz quelque couleur ou occasion que ce soit, nous voulons et nous plaist, et par ces presentes l'avons ainsy ordonné, qu'il y ait un maistre general qui soit gouverneur, visiteur et maistre (e) ordinaire desdictes mines et leurs deppendances, et lequel par ces mesmes presentes nous faisons, créons, établissons et constituons maistre, visiteur et gouverneur et juge de toutes les questions et debats qui se pourroient mouvoir entre quelconques personnes à cause desdictes mines, soit en matiere civile ou criminelle non requerant punition corporelle jusqu'à la mort inclusive-ment, sans ce qu'autre qu'iceluy, sinon est (f) de sa faute et par sa demeure, depuis que le cas seroit venu à sa connoissance, en puisse avoir ou pretendre (g) cour ou connoissance, soit au cas de battures, vilaines injures,

NOTES.

(a) Et à nostre procureur et garde desdictes mines en tant qu'ils touchent les territoires à nous appartenans nuement, et au regard des autres territoires, ils le signifieront audict maistre visiteur general, sondict lieutenant ou commis. R. F. et R. T.

Tome XVII.

(b) L'appréciation. R. et F. R. T.

(c) Et y ouvrir. R. F. et R. T.

(d) Continuer. R. F. et R. T.

(e) Juge. R. F. et R. T.

(f) En sa defaute et. R. F. et R. T.

(g) Entreprendre. R. F. et R. T.

L II ij

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

ou autre (a) debat entre icelles parties, ou en matiere civile pour le debat qui pourroit estre entre lesdictes parties à cause du territoire ou du bail et prix desdictes mines, ou de nostre droict ou de celui que les parties pourroient pretendre, soit à cause de l'ouvrage ou du territoire ou (b) du seigneur foncier, ouvriers ou autrement, en quelque maniere que ce soit, sans que d'iceluy maistre general et gouverneur ou son lieutenant puisse estre appelé ne réclamé en aucune maniere, et que, se appelé en estoit, voulons et deffendons qu'aucun ajournement en cas d'appel en soit baillé; et s'il estoit ainsy qu'on le baillast, voulons qu'il ne sortisse son effect et qu'il n'y soit obey ne obtemperé en aucune maniere et sans amende, excepté toutesfois des causes et matieres qui pourroient toucher la propriété des seigneurs fonciers, s'aucun debat s'esmouvoit entre eux à cause des trefonds, et lesdicts cas et crimes requerans punition corporelle jusqu'à la mort inclusivement, dont voulons que la connoissance demeure à nos baillifs, seneschaux et aux juges ordinaires, ainsy qu'il estoit auparavant, pourveu toutesfois que, se question ou debat s'esmouvoit entre lesdicts seigneurs pour les causes que dessus, l'ouvrage n'en soit point retardé ni discontinué; auquel cas, pour y faire ouvrir deuement, sans le prejudice du droict des parties et des procès, nous donnons pouvoir audict maistre general visiteur et gouverneur desdictes mines, ou son lieutenant commis ou à commectre, appelé ledit juge ordinaire, d'y faire ouvrir et besongner ainsy qu'ils verront estre à faire au bien de nous et de la chose publique de nostre royaume et pays que dessus, et nonobstant lesdicts procès qui pourroient estre entre lesdictes parties à cause desdicts trefonds et quelzconques oppositions ou appellations faites ou à faire au contraire, auxquelles en ce cas ne voulons aucuneinent estre obey ne obtemperé comme dessus.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à nos amez et féaulx conseillers les gens de nos cours de parlement de Paris, Toulouse, Poictiers, Grenoble et Perpignan, aux gouverneurs du Languedoc, Dauphiné et Rossillon, les gens de nos comptes et tresoriers et generaux conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes nos finances tant en Languedoc comme en Languedoil, aux prevost de Paris, baillifs de Vermandois, d'Amiens, de Senlis, de Rouen, Caen, Evreux, Gisors, Constantin, Chartres, Touraine, Sens, de Saint-Pierre-le-Moustier, de Montferrand, de Lyon et des montagnes d'Auvergne, seneschaux de Poictou et de Limosin, de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eux si comme à luy appartiendra, que nos presens statuts, ordonnances et declaration et tout le contenu ès articles cy-dessus incorporés ils enterinent, veriffient et enregistrent, et facent enteriner (c), observer et garder de point en point sans enfreindre, en les faisant publier par les maistres de leurs jurisdictions ès lieux où on a accoustumé de faire cry et publication et ailleurs où il appartiendra, affin que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et à ce faire et souffrir contraignent et facent contraindre réaument et de faict tous ceux qu'il appartiendra par toutes voyes et manieres deues et requises en tel cas, nonobstant oppositions ou appellations

NOTES.

(a) Machain ou. *R. F.* et *R. T.*

(c) Entretiennent et facent entretenir.

(b) Seigneuriage ou entre les officiers et seigneur foncier. *R. F.* et *R. T.*

quelzconques. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à faire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, au mois de Septembre (a), l'an de grace mil quatre cent soixante-onze, et de nostre regne le onzième.* Sic signatum : *Par le Roy (b) en son Conseil, FLAMENG (c).*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès
Tours,
Septembre
1471.

Et est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, sub reservationibus et modificationibus in rotulo hic sub contra-sigillo regio alligato contentis.* Actum in Parlamento, vigesima-septima die Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto.

Primus articulus. Touchant l'exemption de tous subsides; pourveu que ce soit sans fraude et que soient gens qui ne se meslent d'autre mestier ou marchandise, durant le temps qu'ils vacqueront au faict desdictes mines.

Touchant le *deuxiesme*, que les estrangiers puissent tester et leurs heritiers succeder sans prendre autres lectres fors cestes et la certification du maistre, à ce appellé le procureur du Roy; pourveu qu'ils aient continué lesdictes mines un an du moins.

Tertius. Qu'ils puissent par-tout demourer, nonobstant les guerres; pourveu que ce soit en l'obeissance du Roy en faisant serment qu'ils ne (*d*) procureront chose prejudiciable au Roy ne au royaume et pays, et s'en pourront retourner en ayant congé du Roy.

Quartus. Que ceux qui auront connoissance des mines le viendront denoncer dans quarante jours au maistre general, sur peine de perdre le prouffit pour dix ans, ou à ses commis ou au plus prochain juge ou greffier royal, et dedans quatre mois après que les propriétaires en auront esté deuement advertis, et sans autre peine que d'estre privés du prouffit de ladicte mine pour dix ans.

Quintus. Pourveu que le temps de trois mois octroyé aux treffonçiers pour besongner auxdictes mines sera prorogé d'autres trois mois, quels gens que ce soient, pauvres ou riches, à *tempore scientiæ*, et le pourront denoncer au plus prouchain juge ou greffe royal, si le maistre general ou ses commis n'estoient sur les lieux.

Sextus. Se le propriétaire n'est puissant pour y faire besongner ou ne l'auroit revelé, que le general maistre ou autres officiers y puissent faire besongner, sauf l'indempnité qui sera taxée par le maistre ou par le juge ordinaire, appellé l'un des commis du maistre general s'il est present, et *in absentia*, le procureur du Roy, touchant celui qui aura revelé dedans les quatre mois à *tempore notitiæ*, et pareillement touchant celui qui ne l'aura pas revelé, pour en jouir après ces dix ans passés, et sans que en ladicte peine soient compris prisonniers, mineurs d'ans, gens occupés pour la chose publique ou autres necessités.

NOTES.

(a) Novembre. R. F. et R. T.

(b) Par le Roy, Daulphin. R. F.

(c) Les lettres de Louis XI furent confirmées par Charles VIII, dès la première année de son règne, février 1483, comme on le

verra quand nous publierons les lois données par ce Prince. Les privilèges et franchises des mineurs furent encore confirmés par Louis XII, au mois de juin 1498.

(d) Feront ne. R. F. et R. T.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Septembre
1471.

Septimus. Que *dominus feodalis subrogabitur loco vassalli*; pourveu qu'il soit haut justicier du lieu et qu'il ayt autant de temps que le propriétaire, après que le temps du propriétaire sera passé ou qu'il aura déclaré non y vouloir ou pouvoir besongner.

Octavus. Que celles qui seront en la terre du Roi, *tradantur ultimo incartatori (a)*, saufs les baux jà faits à heritaiges et à tousjours, et aussy à temps jusqu'à ce que leur terme soit expiré.

Nonus. Que le pouffit du dixiesme appartiendra au maistre jusqu'à douze ans pour en departir aux seigneurs fonciers et ailleurs; pourveu que ce soit sans prejudice de ceux qui ont droict ès mines par cy-devant ouvertes, ou des dons faicts par avant par le Roy ou ses successeurs *(b)* et autres.

Decimus. De ouvrir toutes mines par-tout sans congé des propriétaires; pourveu que ce ne soit en terres labourables, vignes, prez, jardins, bois, pasturages, terres portant fruits industriels, et sans le consentement du propriétaire, ou par l'ordonnance du juge ordinaire, *paribus auditis*, mais en lieux deserts, non hantés, en friches et steriles, où n'y a labour, fruits venans par labour et industrie: la cherche et ouverture se fera par l'ordonnance du maistre general, à ce appellés le procureur du Roy et le propriétaire, par lequel maistre et procureur du Roy sera disputé *(c)* de l'indemnité du propriétaire.

Undecimus. Pourveu que aucun prix ne soit mis aux vivres; et ne sera baillé passage par terres labourables, vignes, prez, jardins, bois, maisons ou heritaiges portant fruit par industrie, sans le consentement du propriétaire ou par l'ordonnance du juge ordinaire, le propriétaire appellé et ouy, et quand par autre lieu non dommaigeable ne pourroit estre trouvé passaige.

Duodecimus. Le maistre general n'aura que la cognoissance des causes civiles et personnelles sur les officiers, ouvriers et manœuvriers desdictes mines, quand ils auront à faire l'un contre l'autre pour le fait desdictes mines ou contrats faicts entre eux et nonobstant appellations, et pareillement des criminelles, fors des cas pour lesquels escherroit mort et perdition ou abscision de membre, et en gardant au surplus les ordonnances royaux touchant le fait desdictes mines.

Actum in Parlamento, vigesima-septima die Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto. Sic signatum: BRUNAT.

Lecta pariter, publicata et registrata, in curia Parlamentii Tholoze, sub eisdem reservationibus et modificationibus, ac etiam absque juriurum et possessionum Comitum Fuxi (d) et Convenarum (e) nec non vicecomitum Cozorani (f) et Cararmagni (g) et domini de Mirapisce (h), aliorumque si qui fuerint in materia habentes seu prethendere valentes interesse, prejudicio. Actum Tholoze, in Parlamento, vigesima-sexta die Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto. G. DE LA MARCHE.

NOTES.

(a) Enchérisseur.

(b) Prédécesseurs. C'est ainsi que le portent le registre F et le registre du Parlement de Toulouse.

(c) Discuté. R. F. et R. T.

(d) De Foix.

(e) De Comminges.

(f) Ou Conserani, de Conserans.

(g) De Carmaing.

(h) Mirepoix.

(a) *Don fait par le Roi au Chapitre de l'Église collégiale de Cléry (b), de quatre mille livres tournois de revenu pour ajouter à la solennité du Service divin.*

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
le 24 Octobre
1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, pour la très-grande et singuliere devocion que tousiours avons eue et avons en l'esglise collegiale fondée à Cléry, en l'honneur de la glorieuse Vierge Marie, mere de Dieu, nostre Sauveur Createur, qui est lieu de grande devocion, et auquel nous avons tousiours eu recours à ladicte Vierge, pour la protection de nostre personne, de noz enfanz, et la conduite et preservation de tous nos faitz et affaires, et pour autres grans causes et consideracions à ce nous mouvans, nous avons esleu et eslisons par ces presentes nostre sepulture en ladicte esglise collegiale de Cléry. Et affin que nostredict Createur et sadicte Mere puissent d'ores en avant estre mieulx serviz et reverez en ladicte esglise, et que le service divin y soit plus solempnellement faict, nous avons, de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorité royal, en augmentation et accroissement de la fondacion d'icelle esglise, donné, cédé, transporté et delaisié, donnons, cedons, transportons et delaissons par cesdictes presentes à ladicte esglise collegiale de Cléry et aux doyen, chanoines et chappitre d'icelle esglise, quatre mille livres tournois de rente annuelle et perpetuelle, que nous leur avons assises et assignées ès lieux cy-après declairez, c'est assavoir, sur la ferme du domaine forain de nostre pays et duchié de Normandie, qui se lieve en la recepte de la viconté de Rouen, six cents livres tournois; sur la valeur de la viconté de l'Eaus, et la ferme des Quatre-piés de Rouen, six cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté de Pont-de-l'Arche, quatre cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté de Vire, quatre cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté d'Auge, quatre cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté de Montivillier, quatre cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté d'Arques, deux cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté d'Avranches, trois cents livres; sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté de Caen, quatre cents livres; et sur tout le prouffit, revenu et esmolument de nostre viconté de Coustances, trois cents livres; à icelles parties qui montent ensemble ladicte somme de quatre mille livres tournois, avoir et prendre d'ores en avant chascun an, par lesdicts doyen, chanoines et chappitre de ladicte esglise collegiale de Cléry et leurs successeurs, par les mains de noz vicontes desdictes vicontés qui à present sont ou autres qui pour le temps advenir le seront, des premiers et plus clers deniers de leurs rceptes, et par les simples quictances desdicts doyen, chanoines et chappitre, sans qu'il leur soit besoing de lever aucunes descharges du change de nostre tresor ne autrement, en quelque maniere que ce soit; à la charge de dire et celebrer perpetuellement en ladicte esglise, par iceulx doyen, chanoines et chappitre

NOTES.

(a) Très. des chartes, reg. 195, pièce 622.

et les pag. 261 et 262. Voir aussi les lettres du

(b) Voir la page 166 du tome XV, note b.

21 décembre 1467, ci-dessus, pag. 48 et suiv.

LOUIS XI,
à Mehun-
sur-Loire,
le 24 Octobre
1471.

et leursdicts successeurs, pour le salut et remede de l'ame de nous, de nostre très-chiere et très-amée compaignie la Royne, de noz enfanz et de noz predecesseurs et successeurs, et aussi pour la prosperité de nous et de nostre très-chier et très-amé filz le Daulphin, le service cy-après declairé, c'est assavoir, par chascun jour, à commencer du jour qu'ilz auront l'expedition et enterinement de ces presentes, une grant messe de Nostre-Dame, à dyacre et sous-dyacre, qui sera sonnée par trente cops de la plus grosse cloche de ladicte esglise, incontinent après matines, et se dira ladicte messe à l'autel où est l'ymaige de Nostre-Dame, prouchain du lieu où sera nostredicte sepulture; et durant ce qu'on dira ladicte grant messe, seront chantées deux messes basses de *Requiem* aux deux prouchains autels de celluy où se celebrera icelle grant messe, en la fin de laquelle grant messe, et avant que le prebtre, dyacre et soubz-dyacre soient devestuz, eulx et tous les autres du colliege de ladicte esglise qui seront presens à dire ladite grant messe, seront tenus d'aller après nostre decez, avecques la croix et l'eau benoicte, alentour de nostre tombe, dire ung *Subvenite* et ung *De profundis* avec l'oraison de *Fidelium*, pour le salut et remede de nostre ame et de nosdicts predecesseurs et successeurs, et de faire par chascun an après nostredict decez, à tel jour qu'il aura esté, une chantrerie de troys grans messes, l'une du Saint-Esprit, l'autre de Nostre-Dame, et l'autre des trespassez, avecques douze messes basses des trespassez, et deux vigilles de morts, les unes ledict jour et les autres la veille d'icelluy jour, et de faire la sonnerie en tel cas appartenant; et d'ores en avant, durant ce que ladicte grant messe sera chantée, y aura sur ledict autel où elle sera dicte, deux cierges ardens, chascun d'une livre; et après nostredict decez, y aura quatre cierges aux quatre coings de nostredicte sepulture, chascun cierge de deux livres de cire, qui arderont depuis le commencement de la grant messe, jusqu'après ce que ledict *Subvenite*, *De profundis* et l'oraison *Fidelium* seront chantez, et à l'eslevation du *Corpus Domini* d'icelle grant messe, aura deux torches ardens, chascune de troys livres de cire; et fourniront iceulx doyen, chanoines et chappitre, sur ladicte somme de quatre mille livres tournois, tout ce qui sera necessaire, tant pour la sonnerie, le luminaire, les ornemens, que autres choses convenables pour le service dessusdict, et le surplus desdicts quatre mille livres se departira entre ceulx qui residront en ladicte esglise pour faire le divin service, ainsi qu'il est accoustumé de departir leurs autres rentes et revenues; et s'il advenoit que nous ou nosdicts successeurs voulussions ravoir lesdicts quatre mille livres tournois de rente, pour ce qu'ils sont de nostre ancien domaine, faire le pourrons, en payant et baillant ausdicts doyen, chanoines et chappitre de ladicte esglise de Clery, la somme de quarante mille escus à une foiz, ou à quatre payemens, c'est assavoir, à chascun payement dix mille escus, laquelle somme, ainsi qu'elle se payera, sera mise et baillée par noz officiers ou ceulx de nosdicts successeurs qui en feront le payement, en la maison du plus receant marchand de la ville d'Orleans, et en ung coffre où il y aura trois clefs, dont ledit marchand en aura l'une, et ung des autres plus notables marchands de ladicte ville aura l'autre, et l'autre clef sera baillée ausdicts doyen et chappitre, lesquels doyen et chappitre, avecques lesdicts deux marchands, seront tenus de bien et loyaument, et en leurs consciences, employer ledict argent en rentes, revenues et possessions, au prouffit de la dotacion et fondacion de ladicte esglise, pour entretenement et continuacion du service cy-dessus specifié, lesquelles rentes, revenues et possessions qui seront ainsi acquises dudit argent,

argent, seront et demourront à perpetuité ausdicts doyen, chanoines et chappitre comme admorties, et lesquelles dès à present, pour lors, nous admortissons et dedions à Dieu et à ladicte esglise, sans ce qu'ilz puissent estre contrains à en vuidier leurs mains, ne, pour l'indempnité d'icelles rentes, revues et possessions, payer aucune finance, et laquelle finance, en tant que besoing seroit, leur avons donnée et quictée, donnons et quictons par cesdictes presentes, signées de nostre main. Sy donnons en mandement par ces memes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, don, cession, transport et admortissement, quand le cas y escherra, facent, sceuffrent et laissent joyr et user lesdicts doyen, chanoines et chappitre de ladicte esglise collegiale de Clery et leursdicts successeurs, pleinement et paisiblement, en leur faisant payer et bailler d'ores en avant, chascun an, perpetuellement, par les vicontes de nosdictes vicontés cy-dessus declairées, des premiers deniers de leursdictes receptes, ladicte somme de quatre mille livres tournois de rente, au cas que aucun rachapt ne s'en face, et s'aucun s'en faict, ce qu'il en restera à rachepter à raison de mille livres de rente pour dix mille escus, et ce par lesdictes quictances desdicts doyen, chanoines et chappitre, et sans ce qu'il leur en cōviegne lever aucunes descharges du changeur de nostredict tresor ne autrement, le tout à la charge et soubz les conditions cy-dessus specifïez, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, au payement ne à la perception et joyssance desdictes quatre mille livres tournois de rente ou de ce qui en restera à rachapter, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et par rapportant, par chascun desdicts vicontes, le *vidimus* de cesdictes presentes pour une foiz, avec la quictance sur ce souffisant desdicts doyen, chanoines et chappitre tant seulement, nous voulons tout ce que payé et baillé leur aura esté à la cause dessusdicte estre alloué ès comptes et rabattu de la recepte desdicts vicontes et de chascun d'eulx, pour tant qu'il luy plaira toucher, par nosdicts gens des comptes, ausquelz derechief mandons ainsi. le faire, sans aucune difficulté, non obstant que l'assiette desdictes quatre mille livres de rente soit faicte sur la valeur et du revenu de nostre ancien domaine, que l'en vouldist dire que nous ne pouvons donner ne alïener nostredict domaine, que d'icelle rente ne soient levées par chascun an descharges de nostredict tresor, et quelzconques autres ordonnances, restrinctions, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Mehun-sur-Loyre, le xxiiij.^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé soubz le repley, LOYS; et au-dessus dudict repley, *Par le Roy, BOURRE.*

LOUIS XI.
à Mehun-
sur-Loire,
le 24 Octobre
1471.



LOUIS XI,
au Lude,
Octobre 1471.

(a) Création d'un Boucher à Paris (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme nous puissions et nous loise (c), comme ayans le gouvernement et administration de nostre très-chier et très-amié fils le Daulphin de Viennois, en usant de ses droicts et prerogatives, faire et créer, au nom de nostredict fils en toutes et chascunes les villes, citez et autres lieux de nostre royaume, ung maistre de chascun mestier juré (d); et il soit ainsi que, en nostre bonne ville et cité de Paris, nous n'ayons encores fait ne créé aucun maistre bouchier de la grant boucherie de nostredict ville de Paris, au nom de nostredict fils, sçavoir faisons que, pour la bonne relation qui faicte nous a esté de la personne de nostre bien-amié Jehan Desprez le jeune, icelluy pour ces causes avons fait et créé, faisons et créons par ces presentes, maistre dudict mestier de bouchier de la grant boucherie d'icelle nostre ville de Paris, au nom de nostredict fils, pour d'icelle maistrise, ensemble du bang ou estal, et aussi des previleiges, franchises, libertez, droiz, prouffits et esmolumens accoustumez et qui y appartiennent, joyr et user d'ores en avant perpetuellement par ledict Jehan Desprez et ses hoirs, tout ainsi que font et ont accoustumé de faire les autres maistres bouchiers de nostredict ville de Paris. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes au prevost de Paris ou à son lieutenant, present et advenir, que, prins et receu dudit Jehan Desprez le serement en tel cas accoustumé, icelluy mette et institue ou face mettre et instituer de par nous en possession et saisine de ladicte maistrise et dudict bang ou estal de ladicte grant boucherie de nostredict ville de Paris, et d'icelle, ensemble dudict bang ou estal, previleiges, franchises, libertez, droiz, prouffitz et esmolumens dessusdicts, le face, seuffre et laisse et sèdicts hoirs joyr et user plainement, paisiblement et perpetuellement, et à luy obeyr et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra ès choses touchans et regardans ladicte maistrise d'icelle grant boucherie de nostredict ville de Paris, car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant que nostredict fils n'ait encores fait sa premiere et nouvelle entrée en nostredict ville de Paris, oppositions et appellacions quelzconques. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Lude (e), au mois d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire du Lude et autres presens.* TOUSTAIN. Visa.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 606.

(b) Voir la note a de la pag. 8 du tom. XV.

(c) Et nous soit licite, permis.

(d) Voir ci-dessus, pag. 100 et 101.

(e) En Anjou, sur le Loir; aujourd'hui chef-lieu de canton de la sous-préfecture de la Flèche, dans le département de la Sarthe.



(a) Création d'un Monnoyeur à Toulouse (b).

LOUIS XI,
à Orléans,
Octobre 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme, à nostre nouvel advenement à la couronne et seigneurie de nostre royaume, entre noz autres droiz, desquelz nos predecesseurs ont joy et usé, puissions et nous loyse faire et créer en chascune de noz monnoyes ung ouvrier et un monnoyer, ce que n'avons encore fait, comme l'en dict, depuis nostre advenement à la couronne, en nostre monnoye de Thoulouse; pourquoy nous, en usant de noz droiz royaulx, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons nostre bien-amé Pierre Odierne, demourant à Thoulouse, fait, créé et ordonné, faisons, créons et ordonnons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, avec sa posterité et lignée née et à naistre en loyal mariage, ouvrier en nostredicte monnoye dudict lieu de Thoulouse du serment de France (c); voulons et octroyons audict Pierre Odierne, que il et sadicte posterité et lignée joyssent et usent d'ores en avant de telz droiz, previlleiges, prerogatives, franchises et libertez que font les autres ouvriers de nostredict royaume dudit serment, et tout ainsi que s'ils estoient extraits du droict, estoc et lignée. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à noz aniez et féaulx les generaulx maistres de noz monnoyes, au prevost des ouvriers et monnoyers de ladicte monnoye, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que ledict Pierre Odierne ilz reçoivent et facent recevoir audict estat de ouvrier en ladicte monnoye dudict serment, et lui baillent et delivrent lieu et place en icelle monnoye et ouvrage, breve monnoyage, quant le cas y escherra, et luy et sadicte posterité et lignée des droiz, previlleiges, franchises, libertez, prerogatives et autres dessusdictes le facent, sceuffrent et laissent joyr et user d'ores en avant et à tousiours, plainement et paisiblement, et tout ainsi que s'il estoit ouvrier dudict serment, de droict, estoc et lignée. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Orléans, au mois d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Conte Daulphin d'Auvergne, et autres presens.* BERNARD. *Visa. Contentor.* J. DUBAN (d).

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 175.

(b) Il y a dans le même registre, n.° 153, des lettres du 12 octobre de la même année, dont le titre annonce la création d'un monnoyeur à Troyes; mais le texte parle d'un loucher, et non d'un monnoyeur. On a substitué dans le sommaire *monetarius* à *macellarius*. Louis XI l'établit au nom du Dauphin son fils, et en vertu du droit qu'avait ce Prince de faire et créer un maistre de chaque mestier, juré, en chascune bonne ville du royaume. Voir la page précédente.

(c) On peut voir, sur les privilèges des *Tome XVII.*

monnoyeurs, la transmission de ces privilèges, et ce qu'on appelloit le serment de France, les pages 139, 140 et 152 du *tom II* de cette collection, et les notes de Laurière, qui y sont jointes.

(d) Malgré le don fait par ces lettres, en vertu du droit d'avènement à la couronne, Louis XI fit encore pour Toulouse un don semblable, par des lettres du mois de janvier 1472, en faveur d'Antoine Mège. *Reg. 197, pièce 256.* Il créa aussi un monnoyeur à Bordeaux, par des lettres du mois de mars suivant. *Reg. 197, pièce 303.*

Mmm ij

LOUIS XI,
à Vendôme,
Octobre 1471.

(a) Confirmation des Privilèges du Chapitre de Saint-Maclood, à Bar, Diocèse de Langres.

*L*UDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, nos humilem supplicacionem dilectorum nostrorum decani, canonicorum et capituli ecclesie collegiate beati Macuti de Barro, Lingonensis diœcesis, recepisse, continentem quod à diffuncto genitore nostro, animo cujus Deus sit propicius, litteras infrâ scriptas obtinuerunt, formam que sequitur continentes:

CHARLES VII,
aux Montils,
Janvier 1451.

*K*AROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, nos litteras infrâ scriptas vidisse, formam que sequitur continentes:

CHARLES VI,
à Paris,
Juillet 1381.

*K*AROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, presentibus et futuris, nos litteras infrâ scriptas vidisse, formam que sequitur continentes:

JEAN II,
à Troyes,
Septembre 1362.

*J*OHANNES, Dei gratiâ, Francorum Rex; notum facimus universis, tam presentibus quàm futuris, nos vidisse quasdam parentes litteras, sub sigillo Henrici quondam Comitiss Trecentis Palatini sigillatas, formam que sequitur continentes:

1170.

*E*GO HENRICUS (b), Trecentis Comes Palatinus, tam presentium existentie quàm future posteritati notum fieri volo, pro remedio anime mee et antecessorum meorum, ad honorem et gloriam Dei, canonicos singulares in ecclesia beati Macuti que est in castello Barri me constituuisse, eisdemque liberali devocione viginti sextarios frumenti in molendiis meis de Barro annuatim persolvendos in perpetuum concessisse; decimam quoque totius pedagii, thelonei et fori (c). Hoc autem in dispositione canonicorum posui, ut, vel ab eis qui redditus meos recipiunt, eisdem canonicis fidelitas fiat quod decimam suam eis fideliter reddant, vel in decima septimana de predictis, pedagio scilicet, theloneo et foro, septimanam suam integre habeant, et per proprium recipiant ministerialem (d). Sciendum tamen quod in Quadragesima, à dominica quâ cantatur Oculi mei, usque ad dominicam quâ cantatur Judica me, pro hac decima canonici, si fortè in hiis septimana diebus tempus et accipiendi evenierit, nihil accipient, sed pro istis diebus insequentibus quindecim libras accipient. Notum sit etiam quod albanos (e) qui infra annum et diem quo apud Barrum venerint, si sub canonicis voluerint remanere, liberos eis ab omni justitia mea concessi, ita tamen ut, si mercatores fuerint, de emendis et vendendis infrâ viginti solidos nullam consuetudinem persolvent; si autem prepositus meus de hac consuetudine aliquem de hiis accusaverit, et fortè homo recognoverit forefactum, et per prepositum meum voluerit emendare, consuetudine redditi, sex tantummodo denarios pro forefacto preposito reddet: quod si fortè negaverit decano canonicorum, prepositus clamorem faciet; et si per justitiam decani cognitum fuerit

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 117.

(b) Henri I.^{er}, dit le Libéral.

(c) Droit sur les marchés ou sur les objets qu'on y vend.

(d) Par leur propre officier. On applique le nom de *ministeriales* à ceux qui percevoient les revenus des Rois et des seigneurs.

(e) Les étrangers, les aubains.

forefactum, quinque solidos prepositus et non amplius exigere poterit. Homines quoque canonicorum ab omni accione et exactione liberi erunt; nec in exercitibus vel equitationibus ibunt, nisi ipse interfuerit, et tunc, submonitione decani. Dedit etiam predictis canonicis Lambertum carpentarium cum uxore sua et liberis ejus, et Odonem filium Simonis cum uxore sua, iam priore quam posteriore, et liberis ejus, et uxorem Beani cum liberis suis, liberos in perpetuum possidendos; Walterum quoque fabrum cum uxore et liberis suis predictæ ecclesiæ liberali donatione concessi. Preterea furnum bannalem apud Barri villam ab omni exactione et consuetudine liberum eisdem donavi, illud adjiciens ut quidquid iidem canonici, de feodo meo vel ab hominibus meis, dono vel emptione acquirere poterint unde ligitationem vel custodiam non amictam, et quidquid eis burgenses Barri vel alii homines mei de rebus et possessionibus suis pro elemosina vel quoquo modo conferre voluerint, in perpetuum liberè possideant. Concessi decano quoque predictæ ecclesiæ sexaginta solidos in theloneo medietatis domus Wiardi quam Herbertus et Paganus tenent, quotannis persolvendos; donavi succentori etiam viginti solidos, singulis annis, in domo Silvestri quam sancte moniales de Fossiacio tenent; donavi thesaurario ultra duos lectos (a) in nundinis, juxta tabulas cambiatorum; matriculariis (b) quoque quadraginta solidos in censu nundinarum habere concessi. Hujus rei testes sunt Manasses prepositus Sancti Stephani, Herbertus cantor, Ancellus de Triagnello, Willelmus marescallus, Arcardus camerarius, Herbertus prepositus Barri, Peirus de Lingonis. Et ut hoc memoriter et firmiter teneatur, scripto commendavi et sigilli mei impressione roboravi. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo-decimo, Ludovico Rege Francorum regnante, Galtero Lingonensi Episcopo existente (c). Tradita apud Pruvinum (d), per manum Guillelmi cancellarii.

LOUIS XI.
à Vendôme,
Octobre 1471.

Nos autem litteras suprâ scriptas, omniaque et singula in eisdem contenta, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus, ratificamus, et de gracia speciali, nostraque auctoritate regia, quatenus usi sunt, tenore presencium confirmamus. Quod ut perpetue firmitatis robur obtineat, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum, nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Datum Trecis, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo-seculo, mense Septembris.

Suite des Lettres
de
JEAN II.

Nos autem litteras suprâ scriptas, omniaque et singula in eisdem contenta, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus, ratificamus ac de speciali gracia, nostraque auctoritate regia, quatinus usi sunt, tenore presencium confirmamus. Quod ut firmum et stabile perpetuò permaneat, nostrum presencibus litteris fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisiis, mense Julii, anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo-primo, regni autem nostri primo. Sic signatum: Per consilium Parisius existens, DE COYFFI.

Suite des Lettres
de
CHARLES VI.

Nos autem litteras suprâ scriptas, omniaque et singula in eisdem contenta, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus, ratificamus, et de

Suite des Lettres
de
CHARLES VII.

NOTES.

(a) N'est-ce pas plutôt *tectus*? *Tectus* est mis quelquefois pour *rectum* dans les chartes et les histoires du moyen âge; et *tectum* pourroit être employé pour exprimer les petites boutiques des marchands, dans les foires.

(b) Marguilliers.

(c) Gautier, fils de Hugues II, Duc de Bourgogne.

(d) Provins.

LOUIS XI,
à Vendôme,
Octobre 1471.

gracia speciali, nostraque auctoritate regia, quatinus rite et justè usi sunt, tenore presencium confirmamus. Quod ut firmum et stabile perpetuò permaneat, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in oppido Montiliorum, mense Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-primo, et regni nostri trigesimo. Sic signatum : Per Regem, magistris Johanne Bureau, thesaurario, et Johanne Dauty, clerico, presentibus.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Et de Gaigneux nobis, pro parte dictorum supplicantium, humiliter exposcendo quatinus predictas litteras nostre confirmacionis munimine dignemur roborare, nos igitur, prelibatorum predecessorum nostrorum vestigiis inhærere affectantes, preinsertas litteras, ac omnia et singula in eis contenta, rata et grata habentes, volumus, laudamus, approbamus et ratificamus, ac ex nostra speciali gracia, auctoritateque regia, quatinus rite et justè usi sunt, tenore presencium confirmamus per presentes, quas, ut perpetuà stabilitate perdurent, sigilli nostri appensione duximus muniendas, nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum apud Vindocinum (a), mense Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-primo, regni verò nostri undecimo, sub sigillo nostro in absencia magni ordinato. Ainsi signé : P. DEFONTAINES.

NOTE.

(a) Vendôme.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1471.

(a) Concession faite par le Roi à son Panetier, de la haute, basse et moyenne Justice, à Saint-Maixent et à Germeville, avec permission d'y construire des forteresses.

LOYS, &c.; sçavoir &c., nous avoir receu l'humble supplication de nostre chier et bien-ami panetier, Patris Valentin, escuyer, sieur de Saint-Maixent et de Germeville, contenant que nostre panetier suppliant est seigneur desdicts lieux de Saint-Maixent et de Germeville, situés et assis en nostre pays et conté de Poictou, lesquels il tient de nous en fief ou arriere-fief, et y a plusieurs beaux droiz, revenues et prerogatives; et pour ce que lesdictes terres et seigneuries sont de bonnes et grandes revenues et estendues, telles que raisonnablement ledict suppliant doye bien avoir en icelles sur ses subjects et tenanciers tous droiz de justice et juridiction haulte, moyenne et basse, et aussi qu'elles sont situées et assises en pays de frontiere, il nous a humblement supplié et requis qu'il nous plaise lui donner et octroyer esdicts lieux, terres et seigneuries de Saint-Maixent et de Germeville, ledict droit de justice et juridiction haulte, moyenne et basse sur sesdicts hommes, subjects et tenanciers, avec les droicts qui y appartiennent et en dependent ou peuvent appartenir et deppendre,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 161. Les lettres que Blanchard annonce, page 315 de sa Compilation chronologique, sous le titre d'édit portant règlement pour l'administration de la justice dans

les pays de Dauphiné, &c. concernent les mines et minières de ces pays. Voir ci-dessus, sous la date du mois de septembre 1471, les lettres données par Louis XI, à Montilz-lès-Tours.

LOUIS XI,
à Amboise,
Janvier 1471.

et aussi congié et licence de faire edifier et construire esdicts lieux, et en chacun d'iceulx, maisons fortes, et icelles faire fortifier de tours, machicolis, creneaulx, ponts-leveiz, fossez, boulevars et autres edifices propices et convenables à chastelleux et maisons fortes, et sur le tout lui impartir benignement nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considérées, inclinans à la supplication et requeste de nostredict pannetier suppliant, pour ces causes, mesmement en faveur des bons et agreables services qu'il nous a par cy-devant faiz au faict de noz guerres et autrement en maintes manieres, faict et continué de jour en jour, et esperons que encores face au temps advenir, à icelluy avons, de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorité royal, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, esdicts lieux, terres et seigneuries de Saint-Maixant et de Germeville, et en chacun d'iceulx, tous droitz de justice et juridiction haute, moyenne et basse sur sesdicts hommes, subgects et tenanciers, avec les droitz qui y appartiennent et en deppendent ou peuvent appartenir et deppendre, et d'y commectre, ordonner et establir seneschal ou seneschaulx, bailly, prevost, garde de seaulx, sergens et autres officiers convenables et necessaires pour l'exercice de ladite justice et juridiction, pour en joyr et user par ledict suppliant, ses hoirs et successeurs et ayans cause, seigneurs desdicts lieux, terres et seigneuries, perpetuellement et à tousiours, ensemble des prerogatives, preeminences, noblesse et autres droictz qui y appartiennent, soubz le ressort de noz seneschal ou seneschaulx ou leurs lieutenans, où lesdictes terres et seigneuries sont situées et assises, et tout ainsi que en usent et ont accoustumé joyr et user les autres seigneurs ayans droict de justice et juridiction haute, moyenne et basse, en nostredict pays et conté de Poictou. Et oultre, de nostre plus ample grace, avons audict suppliant donné et octroyé, donnons et octroyons, par cesdictes presentes, congié et licence de faire edifier et construire esdicts lieux de Saint-Maixant et de Germeville, et en chacun d'iceulx, maisons et places fortes, et icelles faire fortifier de tours, machicolis, creneaulx, ponts-leveiz, fossez et autres edifices propices et convenables à chastellenies et maisons fortes. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes, au seneschal de Poictou ou à son lieutenant, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, don, congié, licence et octroy, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ilz facent, seuffrent et laissent ledict pannetier suppliant, ensemble ses hoirs, successeurs et ayans cause, seigneurs desdicts lieux, joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ne empeschement au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de Janvier, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, TILHART.*



LOUIS XI,
à Tours,
Février 1471.

(a) *Statuts des Tonneliers, Huchers* (b) *et Menuisiers d'Évreux.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'umblé supplication de Jehan Sorel, Chardin de la Fontaine, Jehan Landry, Regnault Huget, Chardin Bourgois, Michelet Rebours, Colin Sorel, Jehan Sorel et Mause de Lamare, tous maistres tenans ouvrouers des mestiers de tonnellerie, hucherie et meneuserie, en nostre ville, cité et bourgeoisie d'Evreux, pour eulx et autres ouvriers desdicts mestiers, consors en ceste partie, contenant que jaoit que de toute ancienneté, au moins de tel temps qu'il n'est memoire du contraire, ils et leurs predecesseurs aient accoustumé user desdicts mestiers ensemble, neantmoins, à l'occasion de ce que sur iceulx mestiers, qui conservent fort et regardent le bien de nous et de la chose publique, n'avoit aucunes ordonnances ne establissemens faicts, ainsi qu'il y a en aucunes villes de nostre royaume, pour reprimer les abbuz, fautes et mesprentures qui se y pourroient commectre, plusieurs se sont par cy-devant avanturés et enhardiz de besongner d'iceulx mestiers en la viconté dudict lieu d'Evreux et ressort d'icelle, et encores pourroient faire au temps advenir, au très-grant interest de nous et mesme au prejudice et domaige de ladicte chose publique, ils ont faict et drecié d'un commun accord et consentement, à ce appellés nos officiers et gens de justice en ladicte ville, aucuns articles touchans la forme et teneur et maniere qu'il leur sembloit que l'en devoit tenir sur le faict et gouvernement desdicts mestiers, pour y garder ordre et police par toute ladicte viconté et ressort, pour le bien de nous et de la chose publique, desquelz articles l'en dict la teneur estre telle :

Premierement. Que d'ores en avant par tous lesdicts maistres et ouvriers d'iceulx mestiers en ladicte ville, cité et bourgeoisie d'Evreux, ou la greigneur et plus saine partie d'entre eulx, soient tous les ans, le jour et feste Saint-Eloy en juing, esleuz deux desdicts maistres, gardes et jurez d'iceulx mestiers, et par eulx presentez au bailliy dudict Evreux ou son lieutenant audict lieu, lequel leur fera faire serement de bien et loyaument annoncer à justice les fautes, mesprentures et abbuz qu'ilz trouveront, durant leur temps, avoir esté commis contre la teneur de ces presentes ordonnances, par toute ladicte viconté et ressort, lequel bailliy ou son lieutenant sera tenu de ce faire registre, affin que les infracteurs et transgresseurs d'icelles en soient pugniz comme il appartiendra, et ainsi que cy-après sera declairé; et changeront lesdicts gardes d'an en an, se par la plus grant et saine partie desdicts maistres et ouvriers est advisé et delibéré que faire se doye, et non autrement.

(2) *Item.* Que à nul ne soit permis ne souffert tenir ouvrouer ne actellier desdicts mestiers en ladicte ville et bourgeoisie, jusques à ce qu'il ait faict serement, par-devant nostredict bailliy ou son lieutenant, de bien et loyaument en user selon le contenu en ces presens articles, et que preallablement il soit apparu ausdicts gardes qu'il ait faict chief-d'œuvre en nostredict ville d'Evreux, et soit trouvé ouvrier par le rapport d'iceulx gardes et jurez.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 298.

(b) Voyez la page 609 de notre tome XVI, note b.

(3)

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1471.

(3) *Item.* Que cel qui aura esté trouvé souffisant, et fait ledict serement et chief-d'œuvre, puisse lever sondict actellier et besoingner desdicts mestiers en ladicté viconté et ressort, par payant la somme de quatre livres tournois, c'est assavoir, trente sols à la recepte du Roy, autant à la confrarie de la Magdaleine fondée près nostredicte ville d'Evreux, et le surplus ausdicts gardes et jurez desdicts mestiers.

(4) *Item.* Et quant aux fils des maistres desdicts mestiers qui auront aprins et fait serement en nostredicte ville d'Evreux, ils pourront lever leurdict actellier et besoingner d'iceulx mestiers par toute icelle viconté et ressort, par payant la moitié de la somme dessusdicte tant seulement.

(5) *Item.* Que nul desdicts maistres ne puisse tenir plus d'un apprentilz à-la-foiz, ne moins que de quatre ans, sur peine d'estre privé de besoingner desdicts mestiers par an et jour, par toute ladicté viconté et ressort, et de quarante sols tournois d'amende, à appliquer quinze sols au Roy, quinze sols à ladicté confrarie, et le surplus ausdicts gardes et jurez; toutes voies n'est pas entendu en la derreniere année de quatre ans, que ung chascun des dessusdicts mestiers de hucherie, tonnellerie et meneuserie, ainsi conjointz et uniz ensemble, ne puisse avoir encores ung apprentilz pour le introduire et enseigner petit à petit à cognoistre les outillz desdicts mestiers.

(6) *Item.* Lequel apprentilz fera serement devant ledict bailly ou sondict lieutenant de bien et loyaument servir sondict maistre, et de garder à son pouvoir ces presentes ordonnances, duquel serement sera fait registre pour la conservation du droict du Roy, et de cil de ladicté confrarie et gardes.

(7) *Item.* Et pour ce que, aucuneffoiz, par faulx rapports, inductions et seduccions ou autrement, sans cause raisonnable, lesdicts apprentilz laissent leurs maistres sans parfaire le temps de leurdict apprentissage, et à telle cause demeurent lesdicts maistres despourvez et grandement inconvenientes, est deffendu à tous les maistres et ouvriers desdicts mestiers de ladicté viconté et ressort d'icelle, qu'ils ne recueillent aucuns desdicts apprentilz, s'ils ne monstrent et font apparoir deuement qu'ils aient servi leur temps d'apprentissage, et puis congié de leurs maistres, sur peine de quatre livres tournois d'amende à appliquer, xxx sols tournois au Roy, à ladicté confrarie xxx sols tournois, et xx sols ausdicts gardes.

(8) *Item.* Et aussi pour ce que plusieurs estrangers et autres, eulx disans ouvriers desdicts mestiers, viennent et affluent souvent en nostredicte ville d'Evreux et ailleurs en ladicté viconté, dont les aucuns, comme il est voiz commune et assez vraysemblable à croire, ont delaisé leurs maistres sans parfaire le temps de leur apprentissage, par quoy leursdicts maistres sont demourez despourvez et grandement endommaigez en maintes manieres, pour ces causes, est deffendu que nul desdicts ouvriers ainsi venans de dehors ne soit receu comme ouvrier à besoingner en l'ostel desdicts maistres ne ailleurs en icelle viconté, s'il ne fait apparoir deuement qu'il ait servi son temps d'apprentissage et prins congié agreable de son maistre; toutefois, n'est pas entendu que s'il ne poyoit faire apparoir de ce que dict est, que lesdicts maistres ne lui puissent bailler à besoingner, pourveu qu'il soit trouvé souffisant par lesdicts gardes et jurez.

(9) *Item.* Et pour ce aussi que plusieurs personnes et gens de divers estats font besoingner desdicts mestiers, en quoy ils sont aucuneffoiz grandement deceuz, parce qu'ils ne se cognoissent que bien peu és besoingnes qu'ils en font faire, et qu'ils se en entendent du tout à ceulx ausquels ils

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1471.

en marchandent, qui se disent ouvriers, et ne les font pas de tel bois au merreen (a), comme ils deussent, pour obvier ausdictes deceptions et abbuz, est deffendu que d'ores en avant nul desdicts ouvriers d'icelle viconté et ressort ne mette en euvre aucune piece de bois où il y ait aubel (b) auprès du joint ou assemblément, sur peine de vij sols vj deniers tournois pour chascune desdictes pieces de bois de l'essence dessusdicte, à appliquer ij sols vj deniers tournois à nous, autant à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes, et de desdommager partie à l'ordonnance de justice et desdicts gardes.

(10) *Item.* Que nul ne face bang de douze pieds de long, sans metcre au milieu d'icellui deux piez de membrure, raisonnablement à l'endroit l'un de l'autre, et au milieu d'icelle membrure soit mis aux bangs qui ne seront que de diz piez de long, une bonne barre au-dessoubz, entre deux piez à main, sur ladicte peine de vij sols vj deniers tournois et de desdommaiger partie, ainsi que ledict derrenier article le contient.

(11) *Item.* Que nul ne face ou expose en vente aucune piece d'euvre desdicts mestiers où il y ait mortaise (c) corrompue ou oultrée, sur ladicte peine de vij sols vj deniers tournois, et dudict desdommaigement, à appliquer comme dessus.

(12) *Item.* Que nul ne face aucune piece d'euvre qui appartiegne estre goujonnée (d), à goujon decouvert, sur peine de ij sols vj deniers tournois d'amende, à appliquer, xij deniers tournois au Roy, autant à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes.

(13) *Item.* Aussi, que nul ne face huisset de chesseis sans goujons non decouverts, et collez à colle de morue, sur lesdictes peines et desdommaigement, à appliquer comme dessus.

(14) *Item.* Qui fera aucune piece d'euvre où il y ait fente à l'endroit de la chevillure ou ailleurs, par faulte de l'ouvrier, il l'amendera de v sols tournois, à appliquer, ij sols tournois à nous, autant à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes, avec le desdommaigement de partie à l'ordonnance dessusdicte. Et pour ce que aucuns charpentiers se sont vantez avoir fait par cy-devant plusieurs portes, huys et fenestres, et que encores ils en feront, veuillent lesdicts maistres ou non, et non obstant ces presentes ordonnances, est deffendu à tous ceulx dudict mestier esdictes villes, viconté et ressort, pour obvier aux deceptions, faultes et abbuz que pourroient en ce commectre lesdicts charpentiers, que d'ores en avant ils ne soient tant hardiz de faire aucunes desdictes portes, huys ne fenestres, sinon pour leur user tant sceullement, sur peine de xx sols tournois d'amende pour chascun desdicts huys, portes ou fenestres, à appliquer, x sols tournois au Roy, vij sols vj deniers tournois à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts jurez.

(15) *Item.* Que nul ne face fust de queue (e) sans merain, et qu'il soit de moison (f) selon la mesure d'Arques, ne aucunes demie-queues, rondelles ou traversins que à l'esquipoient, sur peine de xx sols tournois d'amende

NOTES.

(a) Voir la pag. 341 du tome XVI, note d, et aussi les pag. 610, 611, 615 et 634 du même volume.

(b) Aubel ou aubier; la partie molle et blanchâtre qui est entre le vif de l'arbre et l'écorce.

(c) Entaille.

(d) Liée avec des goujons. Le goujon est la petite broche de fer qui lie les pièces de bois qu'on veut joindre ensemble.

(e) Vaisseau rond pour les liqueurs. Je crois que c'est ce que nous appelons *futaille*.

(f) Mesure.

pour chacun desdicts fustz non tenant sa juste mesure, à appliquer vij sols vij deniers tournois au Roy, autant à la confrarie, et le surplus ausdicts gardes, avec le desdommagement de partie et de forfaiture d'iceux fustz, à l'ordonnance de justice et desdicts jurez.

(16) *Item.* Que nul ne mette en aucun desdicts fustz de queues ne autres vaisseaulx, nulz piengnes ne douves (a) rompues tout oultre, sur la peine de xx sols tournois pour chascune desdictes douves et piengnes, à appliquer, vij sols vij deniers tournois au Roy, vij sols vij deniers à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes, avec le desdommagement de partie à l'ordonnance dessusdicte.

(17) *Item.* Aussi que nul ne face fust de queue ne autre vaisseau où il y a plus de deux douves rouges non réellées (b) des costez de la bonde, sur peine de vij sols vij deniers tournois d'amende, à appliquer moitié au Roy, et l'autre moitié à ladicte confrarie et gardes.

(18) *Item.* Que nul ne mette esdicts fustz de queue ne autres vaisseaulx, aucun bois ou merrain vermoullu, pertuise (c), reellé ne auberetz, sur peine de xx sols tournois d'amende pour chacun desdicts fustz, à appliquer, vij sols vij deniers tournois au Roy, vij sols vij deniers tournois à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes, avec le desdommagement du marchand à l'ordonnance dessusdicte.

(19) *Item.* Que nul ne mette en euvre aucuns cercles, s'ils ne sont de bon bois loyal et marchand, sur peine de ij sols ij deniers tournois d'amende pour chacun desdicts cercles, à appliquer, xij deniers tournois à nous, autant à ladicte confrarie, et le surplus ausdicts gardes.

(20) *Item.* Que nul marchand ou revendeur desdict cercles, tant à tonneaulx, queues, demies-queues, que autres vaisseaulx, n'en mette ne baille moins de vingt-six pour moulle, tous bons, loyaux et marchans, sur peine d'amende arbitraire à l'ordonnance de justice.

(21) *Item.* Aussi, que nul ne mette en euvre osier pourry, hendry (d) ne fardé, pire dedans que dehors, sur la peine declairée au dernier article.

(22) *Item.* Se aucun marchand ou revendeur dudict osier en baille ou met moins à la molle (e), que de trois cents quartiers faiz de cent brins d'osier ronds, tous bons, loyaux et marchans, il l'amendera à l'ordonnance de justice.

Lesquelz articles cy-dessus transcripts, qui ont esté veuz et approuvez par nostre bailly d'Evreux, et autres nos officiers illec, lesdicts supplians nous ont très-humblement faict requerir qu'il nous plaise les avoir agreables et iceulx auctoriser et approuver à ce qu'ilz soient d'ores en avant entretenus, observez et gardez par ordonnance et statut, pour le bien et entretenement desdicts maistres et de la chose publique, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considérées, qui, desirans mettre ordre et police ès mestiers de nostre royaume, en maniere que inconvenient ou dommaige n'en puisse advenir à nous ne à ladicte chose publique, lesdicts articles cy-dessus inserez et transcriptz et le contenu en

NOTES.

(a) Planches longues dont on fait les barriques et les tonneaux.

(b) Raclées, ratissées.

(c) Troué.

Tome XVII.

(d) Gâté. Voir la note b de la page 634 du tome XVI.

(e) Bottes d'osier.

LOUIS XI,
à Tours,
Février 1471.

iceulx avons agreables, et les nommons, ratiffions et approuvons de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, voulans qu'ils soient d'ores en avant entretenus, observez et gardez esdicts mestiers de menuiserie, par ordonnance et statut perpetuellement et à tousiours sans enfreindre, selon leur forme et teneur, par toute ladicte ville et viconté d'Evreux et ressort d'icellui. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nostredict bailly d'Evreux, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nostre presente volenté, declaracion, ratification, ils facent entretenir, observer et garder d'ores en avant, et d'iceulx joyr et user lesdicts supplians et leurs successeurs esdicts mestiers, plainement et paisiblement, sans leur mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, si l'ostez et mettez, ou faictes oster et mettre sans delay au premier estat et deu. Et affin &c. *Donné à Tours, ou moys de Février, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, à la relacion des gens de son grant conseil, BRIÇONNET. Visa. Contenior. J. DUBAN.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
le 24 Mars
1471.

(a) *Lettres concernant les Fraudes commises par des Soldats, à l'égard des Droits du Roi.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez, tant sur le fait et gouvernement de toutes nos finances que de la justice de nos aydes à Paris, et à tous les eslus sur le fait des aydes ordonnées pour la guerre en nostre royaume, et autres nos justiciers et officiers, ou à leurs licutenans et commis, salut et dilection. Nostre procureur nous a fait exposer que, jaçoit ce qu'il ne soit permis ni loisible aux gens de guerre de nostre ordonnance ni autres quelzconques, vendre ni faire vendre aucune quantité de sel ailleurs ni en autre maniere que es greniers à sel establis de par nous en nostredict royaume, pour y estre gabellé selon les ordonnances anciennes faictes sur le fait dudict grenier (b), ni aussi vendre ni distribuer ni faire vendre ni distribuer vins ni autres breuvaiges à destail sans payer et acquitter le quatriesme et huitiesme (c) dudict vin et autres breuvaiges ainsi vendus aux fermiers ou autres sur ce ordonnez, ni pareillement de prendre ou faire prendre, sans payer, aucun bois en nos forests, ni des marchands d'icelles nos forests; neanmoins nous avons entendu que plusieurs desdicts gens de guerre de nostre ordonnance et autres de nostredict royaume ont vendu ou fait vendre grant quantité de sel, tant publicquement que secretement, ailleurs que en nosdicts greniers, aussi grand nombre de vins et autres breuvaiges à destail, sans vouloir payer ledict quatriesme et huitiesme, et pris

NOTES.

(a) Transcrites sur une copie collationnée par les commissaires de la Cour des aides, nommés après l'incendie du mois de janvier 1776, conformément à une déclara-

tion du Roi, du 11 mars de la même année.

(b) Voir le Discours préliminaire des *XVI*, pag. lxxij et suiv.

(c) Ibid. pag. liij.

LOUIS XI,
aux
Montilz lès-
Tours,
le 24 Mars
1471.

furtivement en nosdictes forests et desdicts marchands d'icelles nos forests, du bois tant de chauffage que autre, sans en payer aucune chose, et s'efforcent chacun jour, en plusieurs contrées de nostredict royaume, lesdicts gens de guerre, de faire et continuer les choses dessusdictes, tant par force et menace, que par autres voyes indues, en grant diminution de nos droicts et autres, et à nostre grand prejudice et dommage; et plus pourroit estre, si provision n'y estoit par nous donnée, si comme dict nostre procureur exposant. Pourquoi nous, ce que dict est considéré, qui ne voulons les choses dessusdictes ni aucunes d'icelles, qui sont de trèsmauvais exemple et de perilleuse consequence, passer sous dissimulation ni demeurer impunies, ains des delinquans punition et reparation estre faicte à l'exemple des autres, vous mandons, et, pour ce que la cognoissance d'icelles matieres vous appartient, connectons par ces presentes, et à chacun de vous si comme à lui appartiendra, que vous vous informez ou faictes informer diligemment et bien de ce, sur les choses dessusdictes, et les circonstances et deppendances, et tous ceux desdicts gens de guerre que, par ladicte information ou autrement, trouverez avoir vendu ou faict vendre aucune quantité de sel ailleurs que en nosdicts greniers pour ce establis et ordonnés, ou aucune quantité de vin ou autre breuvaige à destail, sans avoir payé ledict quatriesme et huitiesme, et aussi pris ou faict prendre, sans payer, aucun bois en nosdictes forests ou desdicts marchands d'icelles nos forests, contraignez ou faictes contraindre à payer le droict de gabelle qui nous eust pu ou pourroit appartenir, à cause dudict sel, et aussi ledict quatriesme ou huitiesme desdicts vins, breuvaiges, qu'ils pourroient avoir vendus à destail, sans avoir payé icelui quatriesme ou huitiesme, et pareillement les deniers qui pourroient appartenir à nous et à nosdicts marchands, pour raison dudict bois, par eux pris ou faict prendre en la maniere dessusdictie, en procedant ou faisant proceder contre eux et chacun d'eux, tant pour raison de ce que vous trouverez estre par eux dû à la cause dessusdictie du temps passé, comme aussi de ce que devoir en pourront, pour le temps advenir, par arrest et detention de leurs gaiges ès mains de nostre amé et féal tresorier de nos guerres ou de ses commis au payement desdicts gaiges, et de leurs biens meubles et immeubles en nostre main, et par toutes autres voyes et manieres accoustumées de faire pour nos propres deptes, besongnes et affaires, non obstant oppositions ou appellations quelzconques, pour lesquelles ne voulons en ce estre aucunement differé. De ce faire donnons à vous, et à chacun de vous, plein pouvoir, auctorité, commission et mandement especial; mandons et commandons à tous nos officiers, justiciers et subjects, que à vous et à chacun de vous, vos commis et deputés, en ce faisant, obeissent et entendent diligemment, prestent et donnent conseil, confort et ayde, si mestier est et requis en sont. Et pour ce qu'on pourra avoir à besongner de cesdictes presentes en plusieurs et divers lieux, nous voulons que aux *vidimus* qui en seront faicts sous scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné aux Montilz-lès-Tours, le vingt-quatriesme jour de Mars, l'an de grace mil quatre cent soixante-onze, et de nostre regne le onziemesme.* Par le Roy, signé BOURRE.



LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1471.

(a) *Confirmation des Droits octroyés aux Habitans de Fontenay-le-Comte, pour le gouvernement de leur ville; nouvelles Concessions que le Roi leur fait; Exemptions et Franchises qu'il leur accorde.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de nos bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre ville et faulxbourgs de Fontenay-le-Comte, contenant que, considerans la situation de ladicte ville et faulxbourgs de Fontenay-le-Comte, qui est assise en grant trespas (b) et assez près de la mer, environnée de bon pays et fertile au-dedans de nostre pays et conté de Poictou, et laquelle est ville ancienne et grandement renommée audict pays, et en laquelle y a chastel ancien, grandement fortifié le temps passé, au moyen duquel et de la situation de ladicte ville y a très-grant frequentation de faict de marchandise, et mesmement de draperie qui se y faict et œuvre chascun jour, par le moyen de laquelle plusieurs estrangers et autres de ladicte ville y font leur refuge et demourance, et mesmement en temps de hostilité et de guerre, tant en ladicte ville qui est fortifiée et grandement emparée de murailles et foussez que aussi esdicts bourgs et faulxbourgs qui sont aussi fortifiez de foussez, nous octroyasmes ja pieça ausdicts supplians, pour ces causes et aussi pour aucuns agréables services qu'ilz nous avoient et ont par cy-devant faicts, que ilz eussent corps, colliegeet communauté de maire, avecques soixante eschevins et conseillers, et qu'ilz joyssent des privilegeiges de maire et des eschevins, tout ainsi que avons octroyé aux habitans de noz villes et citez de Poictiers, de Tours et Nyort, et que avoient d'ancienneté ceux de noz villes de la Rochelle, et qu'ilz avoient accoustumé en joyr et user par octroy de nous et de noz predecesseurs, ensemble des droitz, prerogatives, privilegeiges, franchises et libertez dont ilz avoient et ont accoustumé joyr et user à cause d'icelles mairies par octroy de nous et de nosdicts predecesseurs, sans ce que iceulx supplians aient encores levé noz lectres d'octroy sur ce; sur l'octroy desquelles iceulx habitans qui se sont pour ce assemblez ont eu advis et opinion ensemble, et ont deliberé et conclud entre eulx que, pour le bien et entretenement de ladicte ville, qui n'est pas de grant circuit, ilz se abstineront et retraindront dudict octroy ou de partie d'icelluy, c'est assavoir, qu'ilz aient corps, colliege, communauté perpetuels du nombre de trente personnes seulement, et que ladicte ville et faulxbourgs soient gouvernez par lesdictes trente personnes et par ung esleu, oultre ledict nombre de trente, qui sera le chief de ladicte ville, et que ilz joyssent des droitz de justice, juridiction, prerogatives, privilegeiges, franchises, libertez et autres choses cy-après contenues et declairées en la maniere qui s'ensuit.

Et premierement. Que lesdicts bourgeois, manans et habitans layz de nostre dicte ville et faulxbourgs de Fontenay s'y puissent assembler ensemble et eslire entre eulx cinquante notables hommes, et que iceulx cinquante hommes choisissent et eslisent entre eulx ung esleu et trente eschevins et conseillers perpetuels à vie, dont les onze d'iceulx et ledict esleu seront principaulx

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 195, pièce 968. (b) Passage.

eschevins, pour subvenir chascun jour plus aisement aux affaires communes d'icelle ville et faulxbourgs.

(2) *Item.* Et dès lors en avant ledict esleu sera choisi et esleu par chascun an par lesdicts eschevins et conseillers, de l'ung desdicts eschevins et non d'autres; et esliront iceulx esleu, eschevins et conseillers, ung procureur, greffier, sergent et autres officiers qui leur seront necessaires pour leursdicts corps et colliege, lesquelz esleu, procureur, greffier et autres officiers auront seulement les gaiges que lesdicts eschevins et conseillers leur ordonneront, et plus grans gaiges ne pourront pour ce avoir ne demander.

(3) *Item.* Et s'il advient que celluy qui sera ainsi esleu voise de vie à trespas durant l'an de sadicte eslection, le premier desdicts autres eschevins et conseillers sera et demourra esleu ledict an durant. Et aussi après que l'ung desdicts conseillers ira de vie à trespas, ilz en esliront ung autre en lieu du decédé, c'est assavoir, au lieu desdicts onze eschevins l'ung desdicts conseillers, et au lieu de l'ung desdicts conseillers, ung des autres habitans de ladicte ville et faulxbourgs, lesquelles eslections se feront ainsi et par la forme et maniere que lesdicts habitans estans dudict corps et colliege adviseront et verront estre à faire pour le mieulx, en nous humblement requerant nos grace, octroy et approbacion sur ce.

Pourquoy nous, bien records et memoratifz des causes qui nous ont meü et meurent à donner ausdicts habitans supplians les choses dessusdictes, icelles avons eues et avons agréables, et les avons louées, ratifiées et approuvées, louons, ratifions et approuvons de grace especial par ces presentes. Et de nostre plus ample grace, pour accroistre l'onneur desdicts esleu, conseillers et eschevins, et leur donner couraige de valoir et mieulx servir à la chose publique, affin que ce soit exemple à tous autres et que chascun mette peine en soy de mieulx valoir pour parvenir à l'estat d'esleu, eschevin et conseiller, avons affranchy et exempté, affranchissons et exemptons, par ces presentes, tous ceulz qui seront d'ores en avant esleuz de ladicte ville, pour l'année de leurdicte eslection seulement, de toutes tailles et subsides quelxconques, et avons donné et octroyé, donnons et octroyons par cesdictes presentes à tous lesdicts eschevins et conseillers qui seront ou auront esté esleuz de ladicte ville, qu'ilz puissent, en nostre royaume, où bon leur semblera, acquerir fiefz et autres choses nobles, et iceulx, avec ceulx qu'ilz ont et qui par eulx ou leurs predecesseurs ont esté acquis, tenir eulx et leurs successeurs, sans d'iceulx payer à nous ou à nos successeurs Roys de France aucune finance de franc fief et nouveau acquist, laquelle finance nous leur avons donnée, quictée et remise, donnons, quictons et remectons par ces presentes. Et d'abundant, d'icelle mesme grace, avons exempté et exemptons lesdicts xij principaulx eschevins de toutes commissions et charges publiques, de lever d'icy en avant aucunes tailles et subsides, temporalitez ne autres choses; et en oultre, iceulx esleu, eschevins et conseillers, et autres dudict corps, colliege et communauté, pour nous et noz successeurs à tousiours, avons quicté, affranchiz et exempté, de nostre mesme grace, par cesdictes presentes, quictons, affranchissons et exemptons de tous hostz, chevauchées, bans et arriere-bans, que nous et nosdicts successeurs pourrions faire et ordonner pour le fait de la guerre ou autrement, et avons voulu et voulons qu'ilz ne soient pour ce tenus ou contrains d'y aller ou envoyer, ne à ceste cause faire ou payer aucune composition, aide ou amende, supposé qu'ilz aient ou tiennent fiefz nobles à ce tenus et obligez, et qu'ilz soient et demeurent pour la garde de ladicte ville et

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1471.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1471.

faulxbourgs. Et pour la singuliere conffiance que avons esdicts esleu, eschevins et conseillers, leur avons octroyé et octroyons que toutes foiz et quantes que besoing sera, par l'ordonnance dudict esleu, ils se puissent assembler ensemble et traicter de leurs besoignes et affaires, et faire faire par leursdicts sergens les adjournemens et tous autres choses, ainsi qu'ilz verront estre à faire pour le bien et utilité de nous et de ladicte ville. Et aussi avons donné, donnons et octroyons auxdicts esleu et eschevins faculté et puissance de lever et faire lever, ainsi qu'ils ont faict par cy-devant, le droit de barrage ou peage et l'appetissement (a) du vin vendu à destail en ladicte ville et faulxbourgs. Et avecque ce, pour ce que iceulx habitans nous ont faict dire que, par octroy de nous et de noz predecesseurs, ilz ont de tout temps et ancienneté accoustumé de lever ou faire lever certain aide ou coustume aux guetz de Velleuve, de la Pichonniere et de Maille, à iceulx esleu, eschevins et conseillers, avons donné et octroyé qu'ils puissent d'ores en avant lever ou faire lever ledict aide ou coustume tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz ont faict par cy-devant, et les deniers qui en viendront convertir en reparacions et entretenement de ladicte ville et non ailleurs. Et en oultre, avons voulu et ordonné que, chascun an, ils puissent eslire ung desdicts conseillers et le faire receveur pour icelluy an desdicts deniers communs, lesquelz il distribuera par l'ordonnance dudict esleu et d'iceulx eschevins et conseillers qui à ce seront ordonnez, et non autrement; et sera tenu de rendre compte par-devant nostre seneschal de Poictou, son lieutenant ou assesseur au siege dudict Fontenay-le-Conte, appellés lesdicts esleu, eschevins ou les aucuns d'eulx à ce commis, lesquelz les pourront oyr, examiner, clorre et affiner, ainsi qu'il appartiendra.

Et pour ce que en ladicte ville y a plusieurs foires où il afflue grant nombre de marchands et marchandises, et que par cy-devant n'y a eu aucun regard ou visitacion sur les aulnes et mesures de vin, et que chascun qui a voulu a prins aulnes esdictes foires, et tenu poix à poiser les marchandises en sa maison, sans en faire aucun prouffit à nous ne à ladicte ville, plusieurs grans faultes et abus y ont esté faitz et commis, pour obvier ausquelz, et affin que d'ores en avant bon ordre, police et gouvernement, soit mis et gardé en ladicte ville, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, et ausdicts esleu et eschevins avons octroyé et octroyons, de grace especial, par cesdictes presentes, que d'ores en avant ledict esleu marquera et baillera la justification et mesures de toutes les aulnes, crochetz, poix et mesures, tant de blé, de vin, de sel, que de huisle, et que le poix de ladicte ville sera en l'ostel de l'eschevinaige d'icelle ville ou en autre lieu propice et convenable où l'on advisera, ainsi et par la forme et maniere que font les maires de noz villes de Poictiers et Nyort, et les deniers qui en viendront employeront au prouffit de ladicte ville et non ailleurs. Et affin d'entretenir plusieurs mestiers qui sont en nostredicte ville de Fontenay-le-Conte qui ne sont jurez, nous voulons et ordonnons qu'ilz les soient d'ores en avant. Et avecque ce, pour ce que, par faulte de visiter les denrées et marchandises qui se font et vendent en ladicte ville et faulxbourg, plusieurs grans maux et inconveniens sont souventesfois advenuz en ladicte ville, nous, pour y obvier, avons ordonné et ordonnons que lesdicts esleu et eschevins auront d'ores en avant la visitacion desdictes denrées et marchan-

NOTE.

(a) Huitième prélevé sur cette vente de vin.

dises

dises qui se feront et vendront en icelle, et la juridiction, cognoissance et correction des abuz qui se y feront, et enjoindront tout ainsi que font lesdicts maires desdictes villes de Poictiers et de Nyort. Et encores, de nostre plus ample grace, ausdicts bourgeois et habitans, supplians, avons octroyé et octroyons que celluy qui sera esleu d'icelle ville aura les clefs et la garde de ladite ville et faulxbourgs, ainsi que lesdicts habitans ont eu par cy-devant, et seront tenuz lesdicts eschevins, bourgeois et habitans, de luy obeyr ainsi que font ceulx desdictes villes de Poictiers et de Nyort, et voulons que iceulx esleu, eschevins, conseillers, bourgeois, manans et habitans, supplians, et leurs successeurs, joyssent entierement des choses dessus declairées d'ores en avant à tousiours-maiz de point en point, sans enfreindre, selon leur forme et teneur, sans jamais aller ne venir à l'encontre par nous ou les nostres ne par autres en aucune maniere. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers de France, generaulx conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, au seneschal de Poictou, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, dons, concessions, octroys et privilegeiges cy-dessus desclairez, facent, seuffrent et laissent lesdicts esleu, eschevins, conseillers, bourgeois, manans et habitans de nostredite ville de Fontenay-le-Conte et leurs successeurs, et chascun d'eulx joyr et user à tousiours perpetuellement, plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en quelque maniere que ce soit; ains, se fait, mis ou donné leur estoit, le facent, chascun d'eulx en droict soy, incontinent et sans deslay, reparer et remectre au premier estat et deu, car ainsi nous plaist-il estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Plessez du Parc lez Tours, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire du Lude, et autres presens.*

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1471.

(a) *Confirmation des Privilèges de l'Église de Saint-Martin de Tours, touchant les personnes attachées au service de cette Église* (b).

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mars 1471.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien-amez les doyen, tresorier et chappitre de l'esglise monsieur Saint Martin de Tours, contenant que, comme feu nostre tres-cher seigneur et pere, que Dieu absoille, pour la grant devocion qu'il a eue à ladite esglise, et pour la grant reverence de Dieu et du glorieux corps saint monsieur Saint Martin qui gist en icelle esglise et des autres corps saints qui y reposent,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 190.

Louis XI en faveur de la même église, tome XV, pag. 267 et suiv.

(b) Nous avons déjà inséré des lettres de
Tome XVII.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mars 1471.

ait, en ensuivant ses très-nobles progeniteurs et les nostres, donné et octroyé à ladicte et aux supposts d'icelle plusieurs beaulx et notables previlleiges, franchises et libertez, et, entre autres, ait, par ses lectres données à Tours, le troisiemes jour de decembre, l'an mil CCCC vingt et trois, voulu et octroyé que les deux bastonniers *(a)*, les deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouvernement de l'orloge, et le varlet de l'euvre d'icelle esglise, fussent et demeuraissent, dès lors en avant, francs, quictes, exempts et paisibles de tous guetz et gardes de porte, quatriesmes, tailles, impositions, aides et autres subsides, et, avecques ce, qu'ils joyssent et usent entierement des autres previlleiges, franchises et libertez, que font et ont accoustumé faire les autres gens de draps *(b)* de ladicte esglise, sans ce que nul, de quelque auctorité qu'il soit ou use, puisse contraindre lesdicts supposts et officiers d'icelle esglise, soient clerks ou seculiers, à payer aucunes choses pour lesdictes tailles, quatriesmes, impositions, aides et autres subsides, au regard toutes voyes des biens et choses creues en leur heritaige, ne aussi à faire aucun guet ou garde de porte de jour ne de nuyt, en quelque maniere que ce soit, ainsi que plus à plein appert par lesdictes lectres de nostredict feu pere sur ce octroyées ausdicts supplians, scellées de son grant scel en laz de soye et cire vert, desquelles la teneur suit :

CHARLES VII,
à Tours,
le 3 Decembre
1423.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication de noz bien-amez les doyen, tresorier et chappitre de l'esglise monsieur Saint Martin de Tours, contenant que, comme noz predecesseurs Roys de France, et pour la grant devocion et affection qu'ils avoient à ladicte esglise, et pour reverence de Dieu et du corps saint monsieur Saint Martin qui gist en icelle esglise et des autres corps saints qui y reposent, ayent très-grandement decoré ladicte esglise et les supposts d'icelle, de plusieurs beaulx et notables previlleiges, libertez et franchises, et entre les autres, que nul, de quelque auctorité qu'il soit, ne puit contraindre lesdicts supposts et officiers d'icelle esglise, soit clerks ou seculiers, à paier tailles, tributs, coustumes, aides, faire guet de porte de jour et de nuyt; et en ont joy et usé lesdicts officiers paisiblement sans contredit, et mesmement leurs bastonniers, sonneurs des Sains *(c)*, le varlet de l'euvre, les portiers de leur cloistre, et celuy qui fait la guecte de nuyt et de jour, et sonne la trompe pour le feu et autres perils qui peuvent survenir à ladicte ville, et le gouverneur de l'orloge, lesquelz, pour raison de leurs offices, sont continuellement occupez de jour et de nuyt au service d'icelle esglise, par quoy ne pourroient vacquer à la garde des portes ne faire guet, sans perte de leurs offices et du divin service d'icelle, ne aussi ne devroient paier tailles, tributs, aides, coustumes ne redevances, et mesmement aussi que, en plusieurs autres esglises de nostre royaume, les officiers semblables sont francs et exemps des charges dessusdicts, et joyssent des libertez et franchises des esglises où ils sont serviteurs; pourquoy les dessusdicts supplians nous ont humblement supplié et requis que, ce actendu et consideré, que, depuis le trepassement de feu nostre tres-cher seigneur et pere, à qui Dieu pardoint, et que sommes venus à la

NOTES.

(a) Ceux qui portoient les (bâtons des) bannières dans les processions, et à qui le soin en étoit confié.

(b) C'est-à-dire, étant au service de ladite église, portant l'habit qu'elle donne.

(c) Cloches.

couronne, nous n'avions encore, en ladite esglise ne en nostredite ville de Tours, donné à ladite esglise, à nostre nouvel advenement, aucuns nouveaulx previlleiges, comme noz predecesseurs ont accoustumé de faire, dont nous sommes abbez, fondeurs et protecteurs, et en laquelle avons fait le serment accoustumé par nos predecesseurs, il nous plust, en ensuivant nosdicts predecesseurs, leurs deux bastonniers, deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouverneur de l'orloge, et varlet de l'œuvre, affranchir et exempter de ce que dict est, affin mesmement qu'ils puissent liberalement servir à l'esglise, et que, pour faulte de l'exercice de ce, le service divin ne soit aucunement retardé. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, inclinans à la supplication desdicts supplians, voulans et desirans, pour et en l'honneur de Dieu et de monsieur Saint Martin, augmenter et amplier lesdicts previlleiges, affin que soyons plus recommandez et participans es messes, prieres, oraisons et aux bienfaiz de ladite esglise, desquels nos predecesseurs et nous sommes premiers et souverains fondeurs, abbez et chiefs, comme dict est, à iceux supplians, pour ces consideracions, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que lesdicts deux bastonniers, deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouverneur de l'orloge et varlet de l'œuvre, soient francs, quictes et exempts à tousiours-mais, eulx et leurs successeurs en leurs offices sans fraude, de guet, garde de portes, quatriesmes, tailles, impositions, aides et autres subsides, au regard toutes voyes des biens et choses creues en leurs heritaiges, et avec ce, qu'ils joyssent entierement des autres previlleiges, libertez et franchises que font et ont accoustumé faire les autres gens de draps de ladite esglise. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx gens de nos comptes et tresoriers, les generaulx conseillers sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, au bailly des ressors et exempcions de Touraine, d'Anjou et du Maine, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, exempcion, liberté et octroy, facent et seuffrent et laissent lesdicts deux bastonniers, deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouverneur de l'orloge et varlet de l'œuvre, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait aucun empeschement au contraire, ores ne pour le temps advenir, mais se aucuns de leurs biens sont ou estoient prins, saisis, arrestez ou empeschez pour la cause et occasion desdicts guetz, gardes de portes, tailles, aides ou autres subsides quelzconques, leur mectent ou facent mectre, tantost et sans delay, à plaine delivrance, veues ces presentes, ausquelles, affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mectre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Tours, le iij.^e jour de Decembre, l'an de grace mil cccc vingt et trois, et de notre regne le second.* Ainsi signé : *Par le Roy, les Contes d'Aubmale et de Tonnerre, le sire de Mirandol et plusieurs autres presens.* D. BUDÉ. Visa.

LOUIS XI,
aux
Montiz-lès
Tours,
Mars 1471.

Et sur le reply desdictes lectres estoit escript : *Expedita in Camera compotorum domini nostri Regis Bicturensis, et ibidem registrata, libro cartarum hujus temporis, folio lxxvj.^o Scriptum in dicta camera, xx.^o die mensis Aprilis, millesimo cccc xxv.^o, et signatum, AGREELLE.*

Lesquelles lectres dessus transcriptes, et tout le contenu en icelles, en
Tome XVII.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

O o o ij

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mars 1471.

ensuivant le vouloir de nostredict feu seigneur et pere, et de nos très-nobles progeniteurs Roys de France, nous avons eues et avons agreables, et icelles louées, ratifiées, approuvées et confirmées, louons, ratifions, approuvons et confermions de grace especial, plaine puissance et auctorité royal par ces presentes, et voulons que lesdicts deux bastonniers, deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouverneur de l'orloge, et le varlet de l'euvre d'icelle esglise monsieur Saint Martin, et leurs successeurs officiers en ladicte esglise, joyssent et usent perpetuellement et paisiblement du contenu en icelles, tout ainsi et par la forme et maniere qu'il est contenu et declairé esdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes noz finances et de la justice sur le fait des aydes à Paris, aux baillys de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine, maire et eschevins de nostre ville de Tours, esleuz sur le fait des aydes ordonnées pour la guerre en l'eslection d'icelluy lieu, et à tous noz autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans ou commis, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra et requis en sera, que lesdicts deux bastonniers, deux sonneurs, deux portiers, la guecte et gouverneur de l'orloge, et le varlet de l'euvre, et leursdicts successeurs officiers en ladicte esglise monsieur Saint Martin de Tours, soient clerks ou secuiers, facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens ratification, approbacion, confirmation et octroy, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, en corps ne en biens, aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se leur corps ou aucuns de leurs biens sont ou estoient, pour raison desdicts guect et gardes de portes, quatriesmes, tailles, impositions, aydes ou autres subsides, prins, saisis, arrestez ou aucunement empeschez, les leur mettent ou facent mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance, et à ce faire et souffrir contraigniez ou faictes contraindre tous ceulx qu'il appartiendra et seront à contraindre par toutes voyes et manieres deues et raisonnables, car ainsi nous plaist-il estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces mesmes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Conte Dauphin d'Auvergne, le sire de la Forest, et autres presens.* TILHART. Visa. Contentor. DUBAN (a).

NOTE.

(a) Des lettres du même mois, mars 1471, données aussi aux Montilz-lès-Tours, portent don de la maison de béguines assise à Paris à celles qui voudront prendre l'habit du tiers ordre de Saint François. Blanchard les rap-

pelle, pag. 315 de son Recueil chronologique, d'après le volume E des registres du Parlement, ordonnances de Louis XI, fol. 336, et d'après les Preuves des Libertés de l'église gallicane, pag. 1285.



(a) *Concession d'une Foire annuelle aux Habitans de Monville, dans le bailliage de Rouen.*

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mars 1471.

LOYS &c., sçavoir &c., nous avoir receue l'umblé supplication des manans et habitans de la ville ou villaige de Monville, ou bailliage de Rouen, contenant que ledict lieu de Monville est situé et assis en pays fertile et bien peuplé, et où affluent de jour en jour plusieurs marchands du pays d'environ, par especial aux jours et festes de Nostre-Dame, en l'honneur et reverence de laquelle l'esglise de ladicté ville ou villaige de Monville est principalement fondée : à ceste cause lesdicts manans et habitans supplians feroient volentiers tenir, d'ores en avant, audict lieu de Monville, une foire chascun an, le jour et veille de la Conception Nostre-Dame, au mois de decembre, se nostre plaisir estoit leur octroyer et donner sur ce nos congié et licence. Pourquoi nous, ces choses considerées, mesmement qu'il n'y a aucunes autres foires à quatre lieues à la ronde, qui se tiennent ledict jour, veille de la Conception Nostre-Dame, et que ladicté foire ne sera aucunement nuisible ne prejudiciable à quelconques autres foires, ainsi que lesdicts supplians nous ont fait dire et remonstrer, à iceulx manans et habitans supplians, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, mesmement en la faveur et requeste de nostre cher et bien amé medecin et astrologien, maistre Pierre Choynet, qui sur ce nous a très instamment supplié et requis, avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, qu'ils puissent et leur loyse faire tenir en ladicté ville ou villaige de Monville, à tousjours-mais perpetuellement, d'ores en avant chascun an, ladicté foire ledict jour et veille de la Conception Nostre-Dame, audict mois de septembre [decembre], et icelle foire faire cryer et publier es foires, marchés et assemblées, es bonnes villes, bourgades et places marchandes du pays d'environ, pour estre tenue ledict jour, et en joyr et user d'ores en avant perpetuellement par lesdicts manans et habitans supplians et leurs successeurs, à tels et semblables previlleiges, droiz, coustumes, truages, estalages, fenestrages, forfaitures et wynages que sont et ont accoustumé faire les autres ayans foires au pays d'environ. Si donnons en mandement par cesdictes à nos amés et féaulx les gens de nos comptes, au bailly de Rouen, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens grace, congié, licence et octroy, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts manans et habitans de Monville supplians et leursdicts successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans ce que aucun destourbiér ou empeschement leur puisse estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, en ladicté foire, ne aux marchands suivans et frequentans icelle, en

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 179. Il y a plusieurs autres concessions de foires dans le même registre : pour Ingrande, par exemple, n.° 118, octobre 1471; pour Isoire, au mois de janvier suivant, pag. 375, et pour Laverdin, n.° 124,

novembre 1471. Voir aussi les n.° 162 et 184 du même registre, et le n.° 353 du registre 194, pour des lettres semblables, celles-ci du mois de septembre, celles-là du mois de janvier et du mois d'avril.

LOUIS XI,
aux
Montilz-lès-
Tours,
Mars 1471.

quelque maniere que ce soit. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné aux Montilz-lès-Tours, au mois de Mars mil cccc soixante et unze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de la Forest, et autres presens. TILLIART. Visa (a).*

NOTE.

(a) Outre les lettres imprimées ici, il y en eut plusieurs encore, en 1471, que Blanchard rappelle, pag. 314 et 315 de sa *Compilation chronologique*; elles énoncent sur-tout des dons faits par le Roi pendant la même année. On peut voir, pour les dons royaux, les n.^{os} 143, 169, 187 et 199 du registre 197 du Trésor des chartes. On y trouvera aussi, sous les n.^{os} 120, 123 et 128, des lettres de légitimation, données aux mois d'octobre et de novembre, et plusieurs lettres d'anoblissement, dont deux, sous les n.^{os} 173 et 176, pour François Artault et pour Étienne Morinvilliers, les premières, du mois de février, et les secondes, du mois de novembre. Les n.^{os} 61, 67, 117 et 137 du registre 2011, sont

aussi des lettres d'anoblissement accordées par Louis XI en 1471.

Les lettres de rémission et d'abolition sont les plus nombreuses dans le registre 197; elles y sont extrêmement multipliées.

Il y a aussi quelques permissions de clore et fortifier des villes, et plusieurs lettres d'amortissement pour des chapitres et des monastères; entre autres, pour les Célestins de Nantes et pour l'église métropolitaine de Toulouse, n.^{os} 144 et 159. On lit des lettres d'amortissement de la même année, n.^{os} 351 et 355 du registre 194, n.^{os} 1415 et 1418 du registre 195, et n.^{os} 69 et 134 du registre 201. Le n.^o 172 de ce dernier registre offre, sous la date du mois de mai 1471, des lettres de naturalité en faveur de Pierre de Rubian.

LOUIS XI,
à Laval,
le 20 Avril
1472.

(a) *Droit accordé aux Étrangers qui habitent et habiteront Toulouse, de tester et disposer de leurs biens, comme s'ils étoient nés dans le royaume.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir recueue l'umblé supplicacion de noz chiers et bien-amez les capitols, manans et habitans de nostre ville de Thoulouse, contenant que, à l'occasion des diverses fortunes qui le temps passé sont survenues en ladite ville, tant à cause des mortalitez, grans inondacions d'eaux, horribles et impetueux feuz, que autrement, icelle ville a esté et est fort depeuplée et desolée, laquelle ne se pourroit jamais bonnement remplir, restaurer ne repeupler, sinon que les estrangers y vensissent demourer, ce que plusieurs ont differé et different de faire, doubtans que, quant ilz y feroient leur demeure et y acquerroient aucuns biens et heritaiges, ilz n'en peussent disposer ne tester; et que, après leur decez, leurs hoirs et autres, ausquels devoit compecter et appartenir leur succession par testament ou autrement, en fussent frustrez, prins et deboutez; et que on vouldist dire leurdits biens à nous compecter et appartenir, comme aubains; et à ceste cause nous ont, iceulx supplians, humblement faict requerir que nostre plaisir soit octroyer à tous lesdits estrangers qui sont à present demourans et qui d'ores en avant viendront demourer en nostre-dite ville de Thoulouse, qu'ils puissent tester et disposer de leurs biens, et que leurdits hoirs, successeurs et autres ausquels leurdicte succession devra

NOTE.

(a) Registre 197 du Trésor des chartes, pièce 226.

appartenir par testament ou autrement, puissent apprehender icelle succession, tout ainsi qu'ils feroient ou faire pourroient, se iceulx estrangers estoient natifs de nostre royaume, et sur ce leur impartir nostre grace.

Pourquoi &c., desirans le bien et entretenement de nostredicte ville de Thoulouse, mesmement que de nostre temps elle soit repeuplée, restaurée, et remise au meilleur et plus convenable estat et prosperité que faire se pourra, à tous lesdicts estrangers, natifs hors de nostredict royaume, qui sont de present demourans et qui d'ores en avant viendront demourer en nostredicte ville de Thoulouse, et à chascun d'eulx, avons octroyé et octroyons de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, qu'ilz puissent et leur loise tester et disposer de leursdicts biens, tant meubles que heritaiges, et que leursdicts hoirs, successeurs et autres, ausquelz leursdictes successions devront appartenir par testament ou autrement, puissent apprehender icelles successions, tout ainsi qu'ils feroient ou faire pourroient, se iceulx estrangers estoient natifs de nostredict royaume, et à ce les avons habilités et habilitons de nostredicte grace especial, par cesdictes presentes, sans ce que nostre procureur ne autres noz officiers puissent et doyent pretendre aucun droit esdictes successions, par droit d'aubenaige, en quelque maniere que ce soit, ne que iceulx estrangers, ne leursdicts hoirs, successeurs ou autres dessusdicts, soient pour ce tenuz de paier aucune finance à nous ne aucun de noz successeurs, en quelque maniere que ce soit, et laquelle, à quelque valeur et estimation qu'elle puisse monter, nous leur avons donnée et quictée, donnons et quictons pour les causes dessusdictes, de nostre grace especial, par cesdictes presentes, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou defences, esditz et statutz à ce contraires, pourveu toutesvoies que lesdicts hoirs, successeurs ou autres ausquels devront compacter et appartenir lesdictes successions, soient demourans en nostredict royaume. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, au senechal de Thoulouse, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, habilitation et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts estrangers et leursdicts hoirs, successeurs ou autres, à qui leursdictes successions devront compacter et appartenir, en la maniere que dict est, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, si l'ostent, reparent et remectent, ou facent oster, reparer et remectre tantost et sans delay, chascun en droit soy, au premier estat et deu. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Laval, le xx.^e jour d'Avril, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé: *Par le Roy, Vous, le sire du Lude, maistre Loys d'Amboise, et autres presens.* BERNARD. *Visa.*

LOUIS XI,
à Laval,
le 20 Avril
1472.



LOUIS XI,
au
Plessis du Parc,
le 23 Avril
1472.

(a) *Défense d'imposer aux tailles les Habitans de Lyon pour les biens qu'ils possèdent hors de la ville.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amés et féaulx conseillers les gens de nostre grant conseil, les gens de nostre court de parlement, les generaulx conseillers par nous ordonnés tant sur le faict et gouvernement de nos finances que sur le faict de la justice de nos aydes, aux esleus sur le faict desdictes aydes au pays de Lyonois, &c., salut. L'humble supplication de nos chiers et bien-amés les conseillers et habitans de nostre ville et cité de Lyon avons receue, contenant que, tantost après nostre advenement à la couronne, nous, par grande et meure deliberacion de nostre conseil, feismes certaines instructions et ordonnances par lesquelles, et pour les causes en icelles contenues, nous ordonnasmes que les aydes qui lors avoient cours en nostre pays de Languedoc, dont nostre amé et féal Jehan Briçonnet a de present la charge generale, seroient abattus et abolis, et que au lieu d'iceulx aydes seroit mis sus un equivalent, hors les bonnes villes et cités dudict pays, esquelles bonnes villes et cités iceulx aydes auroient toujours cours et y seroient cueillis et levés, et pareillement seroit cueilli et levé le huitieme du vin vendu à destail, tant esdictes bonnes villes que au plat pays; et au regart desdictes bonnes villes où lesdictes aydes auroient cours, elles ne seroient contribuables audict equivalent et paiement de nosdicts gens de guerre, ainsy qu'il est plus à plain contenu esdictes instructions et ordonnances, lesquelles ont toujours depuis esté gardées et entretenues; et combien que ladicte ville et cité de Lyon soit du nombre desdictes bonnes villes où lesdictes aydes auroient toujours eu et ont cours, et qui n'ont point contribué à nosdicts deniers mis sus par forme de taille, et ausy que lesdicts supplians n'ayent jamais accoustumé de contribuer à icelles nos tailles, pour raison des heritaiges qu'ils tiennent et possèdent au plat pays de Lyonois et hors ladicte ville de Lyon, avecques les habitans du plat pays de Lyonois, neanmoins, puis aucun temps en ça, les habitans de Saint-Cire, de Saint-Didier au Mont-d'Or, de Collonges, de l'Isle Barbe, de Cury, de Saint-Genys-Laval, d'Irigniers et d'autres, jusqu'au nombre de dix ou douze paroisses près dudict Lyon, pour eulx et leurs adherans dudict plat pays de Lyonois, ont voulu pretendre et maintenir que lesdicts supplians devoient et estoient tenus de contribuer à nosdictes tailles avecques lesdicts habitans du plat pays, à cause des biens qu'ils tenoient et possedoient audict plat pays; et à ceste cause s'est mieu procès entre iceulx habitans desdictes paroisses, demandeurs, d'une part, et lesdicts supplians, defendeurs, d'autre, tant par-devant vous, esleus de Lyonois, comme depuis en nostredit grant conseil, auquel a esté tellement procédé, que, par arrest d'iceluy nostre grant conseil, lesdictes parties ont esté renvoyées par-devant vous, esleus, pour voir les causes d'opposition desdicts supplians, et pour, au surplus, faire et administrer justice auxdictes parties, selon et en ensuivant l'usage et coustume gardée et observée esdicte ville de Lyon et plat pays de Lyonois; mais depuis, iceulx habitans desdictes pa-

NOTE.

(a) Recueil concernant les privilèges de Lyon, pag. 57. Traité des tailles, par Auger, tom. III, pag. 1964 et suiv.

roisses

roisses se sont portés pour appellans de vous, esleus, et ont relevé leur appel par-devant vous, lesdicts generaulx de ladicte justice desdictes aydes, laquelle cause d'appel a depuis esté, pour certaines causes, évoquée en nostredict grant conseil, où lesdictes parties sont comparues, après laquelle comparicion lesdicts supplians nous ont faict remonstrer les grands vexacions, peines, travaux et despenses qu'ils avoient jà soustenues au moyen dudict procès, lequel estoit en voye de prendre long traict et delay, en nous requerant que nostre plaisir feust les faire joyr et user d'ores en avant desdictes ordonnances dont dessus est faicte mention, par la maniere et ainsy qu'ils en avoient joy et usé par cy-devant, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, ce que dict est considéré, voulans nosdictes ordonnances estre entretenues et gardées selon leur forme et teneur, et desirans nourrir paix et amour entre nos subjects, et mesmement entre ceulx de ladicte ville de Lyon et dudict plat pays de Lyonnois, et obvier à tous procès meus ou qui se pourroient mouvoir entre eulx pour occasion des choses dessusdictes, vous mandons et expressement enjoignons que du contenu en icelles nos ordonnances vous faictes, souffrez et laissez joyr et user lesdicts supplians par la maniere et tout ainsy qu'ils en ont joy et usé par cy-devant, sans les contraindre ne souffrir estre contrainsts à contribuer à nosdictes tailles qui seront mises sus de par nous audict plat pays de Lyonnois, pour raison des biens qu'ils ont ou aurent hors de ladicte ville de Lyon, ne les asseoir ne souffrir estre assis ne imposés avecques iceulx habitans dudict plat pays de Lyonnois, à cause de leursdicts biens estans hors d'icelle ville de Lyon, autrement qu'ils ont esté par cy-devant, ains que tout ce que fait, accompli ou innové auroit esté ou seroit au contraire, reparez-le et mettez ou faictes reparer ou mettre au neant et au premier estat et deu, nonobstant oppositions ou appellacions quelconques, &c. *Donné au Plessis du Parc, le xxij.^e jour d'Avril mil cccc soixante et douze.* Signé BOURRE.

LOUIS XI,
au
Plessis du Parc,
le 23 Avril
1472.

(a) *Lettres de rémission obtenues pour avoir tué un individu en révolte contre la Justice, qui avoit déjà mis en danger la vie de ceux envers lesquels il s'étoit armé.*

LOUIS XI,
à Paris,
Avril 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons &c., nous avoir receue l'humble supplication de Jean de Boez, drapier et fouleur de draps, demourant en nostre ville de Chartres, chargé de femme et enfans, contenant que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, par la deliberation des gens de son grant conseil, donna et octroya ses lectres aux manans et habitans de ladicte ville pour faire ou pouvoir faire la riviere d'Eure navigable jusque à Nogent-le-Roy, et de Nogent jusque à la riviere de Seine, et oster les empeschemens au contraire, et pour ce faire fust commis le bailliy de Chartres ou son lieutenant; sur lesquelles lectres nous ayons baillé nos lectres d'attache pour icelles mettre à execution, au moyen desquelles ladicte riviere a esté faicte navigable, depuis ledict lieu de

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, n.^o 815. Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, *Pièces pour servir à l'histoire de Louis XI*, boîte 12.

Tome XVII.

Ppp

LOUIS XI,
à Paris,
Avril 1472.

Chartres jusque audict lieu de Nogent, sans aucun empeschement, jusque à nagueres que Jean Mohier, chevalier, soydisant seigneur de Villiers-le-Mohier, a mis ou fait mettre un batardeau ou autre empeschement pour empescher ladicte navigation, pour oster le quel empeschement nostre procureur audict bailliage et le procureur des manans et habitans de ceste ville obtindrent commission dudit bailly de Chartres, laquelle fust présentée à Thomas Porchier, nostre sergent audict bailliage, lequel et nostredict procureur ou son substitut et le procureur desdicts habitans se transporterent au lieu de Chaudier, en ladicte riviere, où estoit ledict empeschement, pour icelle commission mettre en execution, et, en ce faisant, oster ledict empeschement, et faire passer un bateau chargé de marchandises estant en icelle riviere; et après que ledict empeschement fust osté, survindrent audict lieu un nommé Grand-Guyart et quatre compagnons de guerre, serveurs dudit sieur de Villiers, entre lesquels estoit un nommé Michaut, palfrenier dudit sieur de Villiers, enbastonnez de vouges (a) et d'espieus, l'un desquels s'efforça de frapper d'un vouge ledict substitut de nostre procureur, et pareillement l'un d'iceux cuida (b) frapper en la poitrine d'un espieu le procureur desdicts habitans, lequel se detourna, et passa le coup par-dessous son bras, et tellement qu'ils furent contraints d'eux enfuir, autrement estoient en dangier de leurs personnes; et aussi, battirent et mutilerent enormement trois pauvres compagnons manouvriers qui, par le commandement de nosdicts officiers, avoient osté ledict batardeau, et, non contents de ce, firent des trous audict bateau, prindrent les marchandises qui estoient dedans et les chevaux qui le conduisoient, et le tout emporterent où bon leur sembla. A l'occasion desquels excez, informations procedant, ledict bailly de Chartres ou son lieutenant, à la requeste de nostredict procureur et desdicts habitans, bailla sa commission pour prendre au corps lesdicts delinquans, et iceux mener prisonniers audict lieu de Chartres, laquelle nostredict procureur et celuy desdicts habitans presenterent audict Thomas le Port, et autres sergents dudit bailliage, pour icelle mettre à execution, lesquels differerent de faire ladicte execution s'ils n'estoient accompagnez de gens puissans, à l'occasion des grandes desobeissances que faisoient ledict de Villiers ou ses gens; et pour ce fust fait commandement par ledict bailly de Chartres ou son lieutenant à certains compagnons d'icelle ville, jusqu'au nombre de vingt-cinq, entre lesquels estoit ledict suppliant, qu'ils accompagnassent lesdicts sergents pour faire ladicte execution, en obeissant auquel commandement se transporterent avec lesdicts sergents audict lieu de Villiers, et illec preindrent et constituerent prisonniers deux desdicts delinquans, et les chevaux avec le vallet du maistre dudit bateau, lesquels vallet et chevaux ledict sieur de Villiers ou ses gens avoient prins et destenoient prisonniers, comme dict est; lesquels sergents amenereut lesdicts deux delinquans prisonniers jusque à deux lieues et demie de Chartres ou environ, que lors accoururent après eux, à course de cheval, vingt-cinq ou vingt-six hommes de guerre, armés et enbastonnez, qui commencerent à crier, *Demourez, demourez, à mort, à mort!* lesquels de fait et de force recouvrerent lesdictes personnes, battirent et mutilerent enormement et midrent en dangier de mort aucuns desdicts sergents et autres de leur compagnie, osterent quatre ou cinq des arbalestres que avoient ceux qui accompagnoient lesdicts ser-

NOTES.

(a) Espèce de pique.

(b) Pensa, crut.

geans, et, non content de ce, le palfrenier dudict sieur de Villiers, qui estoit l'un des vingt-cinq ou vingt-six malfaiteurs, vint à un nommé Matry Siffer qui estoit de ceux qui accompagnoient lesdicts sergeans, et le frappa plusieurs coups d'un espieu (a) ou autre ferement sur la teste jusque a grand effusion de sang, et s'efforçoit de lui couper la gorge, lequel Matry commença à crier très-fort, comme il avoit la gorge coupée; et lors, voyant ledict suppliant le grand dangier de mort en quoy estoit ledit Matry, tira une vire (b) et en frappa par le dos ledict palfrenier, duquel coup iceluy palfrenier alla de vie à trespas, comme l'on dict, à l'occasion des quatre coups et navreures (c) que fist ledict palfrenier audict Matry tant au-devant qu'il fust frappé de ladicte vire, comme après iceluy Matry cheut. comme tout mort de dessus son cheval, et à grand peine fust amené en icelle ville de Chartres, où il a esté pour long-temps en mains de medeciens et chirurgiens en grand dangier de mort. Et combien que ledict suppliant ne cuide en ce avoir delinqué, attendu que par mandement de justice il fust contraint d'aller avec lesdicts sergeans exploicter par justice, ausquels furent faicts les grands excez et desobeissances dessusdictes, et tels que luy et ceux de sa compagnie furent en dangier de leurs personnes, et mesmement ledict Matry, qui fust ainsi navré par ledict palfrenier, qui le eust occis n'eust esté ledict coup de vire tiré par ledict suppliant, neanmoins il doute que en rigueur de justice on luy en veuille aucune chose obicer ou impugner au temps advenir, requérant sur ce nostre grace et pardon. Pourquoi nous, ces choses considerées, &c. *Donné à Paris, au mois d'Avril, l'an de grace mil quatre cent soixante et douze, et de nostre regne le unzième.*

LOUIS XI,
à Paris,
Avril 1472.

NOTES.

(a) Sorte de hallebarde.

(b) Flèche, dard.

(c) Plaies, blessures.

(a) *Lettres concernant l'Or de paillolle.*

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, au premier de noz lames et féaulx generaulx maistres de noz monnoyes sur ce requis, salut. De la partie de nostre procureur sur le faict d'icelle monnoye, nous a esté exposé que, en plusieurs et divers lieux de nostre pays de Languedoc et autre part, il y a certaines rivières esquelles l'en trouve chascun jour de l'or de paillolle, et lesquelles rivières, ensemble ledict or qu'on y treuve, nous competent et appartiennent, sans ce qu'il y ait aucun seigneur, baron, chastellain, hault justicier ou autre, de quelque estat ou condicion qu'il soit, qui puisse rien reclamer ou demander esdictes rivières, ne pareillement audict or qu'on treuve, et pour ce que ledict or qu'on treuve, tant à montaignes, rivières, ruisseaux, comme ès gravières d'icelles, doit estre et a accoustumé d'estre porté en noz monnoyes de Montpellier, Thoulouse et autres monnoyes plus prouchaines, pour y estre ouvré et monnoyé, affin qu'on ne transporte hors de nostre royaume, dont il vient un très-grant prouffit à nous et à la chose publique de nostredict royaume; car l'on y treuve par chascun an cinq ou six cents marcs d'or, lesquelz, parce qu'ilz

NOTE.

(a) Transcrit sur le registre F de la Cour des monnoies, fol. 91.
Tome XVII.

Ppp ij

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

sont ouvrez et monnoyez en nosdictes monnoyes, nē sont point portez, mais demeurent en noz pays, dont ceulx de nostredict pays de Languedoc et autre part sont grandement supportez, et en payent mieuz nos aydes et subsides; et à ceste cause, nul, de quelque estat ou condicion qu'il soit, ne peut cueillir ledict or esdictes montaignes, rivières, gravières et ruisseaulx, sans avoir congié de nous ou de nosdicts generaulx maistres des monnoyes et commis, et pareillement il n'est loisible ne permis à homme de quelque estat ou condicion qu'il soit de empescher que ceulx qui ont congié de nous ou de nosdicts generaulx et commis, ne cueillent et amassent ledict or esdictes montaignes, rivières, gravières et ruisseaulx, ne pareillement de imposer ou mettre sus truaiges (a), taulaiges (b) ne grasselaiges (c), ou autres impostz sur ceulx qui cueillent et amassent ledict or. Mais neantmoins, depuis peu de temps en çà, ung nommé Guillaume de Beanzholz, seigneur de Saint-Michel, et autres, se sont efforcez de obtenir certaines telles quelles lettres en termes generaulx seulement, au moyen desquelles ilz se sont efforcez de vouloir empescher que les dorières, et ceulx qui par nostre congié et licence cueillent et amassent ledict or, n'entrent en leurs terres pour aller esdictes rivières, montaignes, gravières et ruisseaulx qui nous competent et appartiennent, pour cueillir ledict or, afin de vouloir raençonner ceulx qui cueillent et amassent ledict or, et de vouloir mettre sur eux truaiges, taulaiges ou autres impostz. Et pareillement ung autre nommé Maulrigon de Pellebarbe, escuier, seigneur de Yverne, de sa volenté indue et par voyes obliques, s'est efforcé d'empescher lesdicts ouvriers et dorières ayans congié de nous ou de noz commis, qu'ilz ne cueillissent et levassent ledict or, et les a fait citer et admonnester par juges ecclesiastiques, et, par telles vexacions et par force de procès de sa justice, les a voulu raençonner, et en a contrainct aucuns à s'obliger envers luy en certaines sommes de deniers, pour cause et raison de ce qu'ilz avoient quis (d) ledict or de paillolle par nostre congié et licence, es rivières, montaignes, gravières et ruisseaulx qui joignent aux terres dudict Maulrigon, et, qui plus est, pour empescher qu'on ne quiere plus ledict or de paillolle par nostre congié et licence, sans luy payer taulaige, grasselaige ou autres impostz, il a faict promectre par sa justice ausdicts dorières, ausquelz il a composé, que, en querant ledict or de paillolle, ilz n'approcheront de ses terres de vingt piedz près; à l'exemple duquel Maulrigon, tous les autres seigneurs ayans terres près de nosdictes rivières s'efforcent d'empescher qu'on ne cueille et amasse ledict or, et qu'on n'entre ou n'approche de leurs terres pour le cueillir et amasser, sans leur congié et licence, qui est une chose bien nouvelle et une grant entreprinse sur nous et sur noz droictz, fort prejudiciable et dommageable à nous et à la chose publique de nostre royaume; car, par ce moyen, lesdicts Maulrigon et autres pourroient faire lever ou cueillir près de leurs terres ledict or qui nous appartient, sans nostre congié et licence, ou pourroient imposer charges et impostz sur ceulx qui le voudroient cueillir

NOTES.

(a) Voir notre *tome XV, pag. 127, note b.*
Mais n'est-ce pas *tonaiges* qu'il faut lire!
Voir la note c ci-après.

(b) Voir le Discours préliminaire du t. XVI,
pag. xlv.

(c) Laurière, dans son savant Glossaire,
 tom. II. pag. 421, dit, d'après ces lettres

même, que le grasselaige étoit, comme le tonaige et le tolaige, un impôt que quelques particuliers levoient indûment sur les dorières qui, par ordre du Roi, cueilloient et amassoient l'or de paillolle dans quelques rivières et montaignes du Languedoc.

(d) Cherché.

par nostre congïé, pour occasion desquelles charges, ledict or pourroit demourer sans estre cueilly, et par ce moyen seroit ou pourroit estre perdu, car il ne vient pas ordinairement, mais par creues d'icelles rivières, et quant il est venu, les rivières le transportent de ung lieu en autre de rechief, s'il n'est diligemment cueilly; et s'il estoit cueilly sans nous ou sans nostre congïé et de nosdicts generaulx et commis, chascun seigneur particulier en pourroit faire à sa voulenté, et le transporter hors de nostre royaume; quoy que soit, il ne seroit point monnoyé en nosdictes monnoyes, dont nous et la chose publique de nostredict royaume serions fort interessez et endommaigez. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement que lesdictes rivières et ledict or nous competent et appartiennent, et que par ce moyen, et pour l'usaige d'icelles rivières, il ne loyst audict Maulrignon et autres d'empescher que lesdicts doriers, et tous ceulx qui sont commis à cueillir et amasser ledict or, ne passent par lesdicts rivaiges, montaignes, gravières et ruisseaulx, que lesdicts Maulrignon et autres ou leurs predecesseurs n'y mirent oncques-mais empeschement jusque à present, et que au moyen dudict or nostredict pays est fort soustenu, et s'y besoignent souvent nosdictes monnoyes, lesquelles autrement seroient en chaumaige et sans ouvrer, voullans telles entreprinses, voyes de faict et autres abbuz cesser, vous mandons et à chascun de vous que, s'il vous appert de ce que dict est, et mesmement dudict grant prouffit de nous et de ladicte chose publique audict or de paillolle, vous faictes ou faictes faire inhibition et deffenses, de par nous et sur certaines et grans peines à appliquer à nous, audict Guillaume de Beanholz, seigneur de Saint-Michel, Maulrignon-Pellebarbe, et à tous autres qu'il appartiendra, et dont serez requis, que ilz ne cueillent ne fassent cueillir aucunement ledict or de paillolle, sans sur ce avoir lectres de nous ou desdicts generaulx maistres de noz monnoyes, leursdicts commis et depputez ainsi qu'il appartient, et qu'ilz ne contraignent aucunement lesdicts ouvriers et amasseurs dudict or à leur payer aucuns taulaiges ne grasselaiges, ne les racõnnonnent ne exigent sur eulx aucunes sommes de deniers, ne lievent ne emportent leurs tables ne autres engins à cueillir ledict or, ne arrestent ne empeschent, et se ilz ont exigé d'eulx aucune somme d'argent ou levé ou emporté leursdictes tables ou engins, que ilz les rendent et restituent, et qu'ilz ne fassent ou mettent sus aucuns statutz, en quelque maniere que ce soit, qui puissent empescher ou retarder à cueillir ledict or de paillolle, et aussi qu'ilz ne vendent les rivières et gravières, ne autres ruisseaulx et montaignes, pour destourber à cueillir icelluy or; et avecques ce faictes ou faictes faire inhibicions et deffenses, de par nous, et sur les peines que dessus, audict Guillaume de Beanholz, seigneur de Saint-Michel, Maulrignon-Pellebarbe et à tous autres qu'il appartiendra, que ilz ne contraignent aucunement lesdicts ouvriers par vertu desdicts contractz et obligations qu'ilz leur ont ainsi fait passer, comme dict est dessus, mais icelles rendent et restituent ausdicts ouvriers, comme cassées et nulles, et leur rendent et restituent tout ce que à cause desdicts contractz ilz ont prins, receu et exigé, et aussi que d'ores en avant ils ne troubent ne empeschent lesdicts ouvriers à cueillir et amasser ledict or de paillolle, et qu'ilz ne les travaillent par procez, ne fassent citer par-devant ledict official de user, admonnester ou excommunier pour cause et raison de ce que dict est dessus, ne des deppendances, ne par-devant autre juge que par-devant lesdicts generaulx maistres de noz monnoyes, en les contraignant à ce faire et souffrir par la prinse de leurs biens meubles et immeubles, jusque à ce qu'ilz ayent

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

obéy aux choses dessusdictes, et par toutes autres voyes et manieres deues et raisonnables, et en cas d'opposition, lesdictes inhibicions et deffenses tenans jusqu'à ce que par justice autrement en soit ordonné, nonobstant appellacions quelzconques, adjournez ou faictes adjourner les opposans à estre et comparoir à certain et competent jour par-devant lesdicts generaulx maistres de noz monnoyes, en la chambre et auditoire desdictes monnoyes, en nostre palais à Paris, pour dire les causes de leur opposition, respondre à nostredict procureur exposant sur les choses dessusdictes, leurs circonstances et deppendances, proceder et aller avant en oultre, selon raison, en certiffiant sur ce souffisamment lesdicts generaulx maistres de noz monnoyes de tout ce que fait en aura esté, ausquelz nous mandons, et pour ce qu'il est question de querir ledict or de paillole, lequel doit estre porté en nosdictes monnoyes pour y estre ouvré et monnoyé, affin qu'on ne le transporte hors de nostre royaume, et que du faict de tous ouvriers, monnoyers et gens de mynes d'or ou d'argent dont vient ledict or de paillole, la cognoissance doit appartenir par previlleige especial à nosdics generaulx et autres officiers des monnoyes, commectons que aux partyes, icelles oyés, facent bon et brief accomplissement de justice; car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant comme dessus, et quelzconques lectres subreptices impetrées ou à impetrer, à ce contraires. Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subgects, que à vous, à voz commis et depputez, en ce faisant obeysent et entendent diligemment, et vous donnent conseil, confort et ayde, se par vous en sont requis. *Donné à Paris, le vingt-troisiesme jour de May, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Conseil, J. ERLANT.*

Et en la queue, soubz l'empraincte du sceau, est escript ce qui s'ensuit : *Ceste presente lecture a esté veue et deliberée en la chambre des monnoyes au bureau, en la presence des generaulx desdictes monnoyes.* Ainsi signé : *G. DE LA FOLLIE.*

Louis XI donna, dans le même temps, d'autres lettres concernant les *cueilleurs de pailloles*; elles doivent être aussi du 23 mai 1472. On les trouve, du moins en très-grande partie (car la fin n'y est pas), au registre F de la Cour des monnoies, fol. 105. Les voici telles qu'elles y sont :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme à nous compete et appartienne de faire loix, esdictz, statutz et ordonnances generalles touchant la pollice, estat et gouvernement de nostre royaume, de la chose publique d'iceluy et de noz subjectz, mesmement touchant l'or et l'argent dont on faict les monnoyes, desquelles la chose publique de nostredict royaume est entretenue et gouvernée; et aussi, à nous seul et non à autres compete et appartienne de mettre sus et imposer, ou de donner congé aux seigneurs spirituelz ou temporelz de nostredict royaume, de mettre et imposer sur leurs subjectz et les nostres, à cause de la temporalité, tributz, subcides, peages, taulaiges, grasselaiges, quars, quintcz, dixmes, impostz ou autres subvencions quelzconques, sans ce qu'il soit loisible ne permis à aucuns de nostredict royaume de mettre sus ou imposer de leur auctorité privée les tributz, peages, subvencions et autres choses dessusdictes; neantmoins, ainsi qu'avons esté advertiz et deurement informez, plusieurs seigneurs tant spirituelz que tem-

porcelz et autres de nostre pays de Languedoc, de leur auctorité privée, sans nostre congié, permission ou licence, depuis aucun temps en ça, se sont efforcez et efforcent chacun jour de mettre sus et imposer tributz, peages, subcides, taulaiges, grasselaiges, quars, quintcz, dixmes et autres subvencions sur les habitans de nostredict pays de Languedoc, et mesmement sur ceulx qui cueillent et amassent l'or de paillolle ès fleuves, rivières, gravières du Rosne, Héraud, Ceze, Tarn, Gardon, Olt, et autres fleuves ou rivières, gravières morts de nostredict pays de Languedoc; et qui plus est, quant lesdicts habitans cueillans et amassans ledict or ne se veulent composer et payer lesdicts truaiges, ou qu'ilz ne veulent prendre congié d'eulx ou de leurs juges de cueillir et amasser ledict or, lesdicts seigneurs spirituelz et temporelz, ou leurs officiers pour eulx, les executent réaument et de fait, en leur ostant leurs engins ou instrumens necessaires audict mestier, prennent et emportent leurs robbes ou vestemens, les constituent ou font constituer prisonniers, les travaillent par procès de nouvelleté et autres, en condamnant aucuns en grosses amendes honorables et prouffitables, et les chassent et mectent hors d'icelles rivières, en leur faisant plusieurs grans excès, tellement que lesdicts puvres habitans ou la pluspart d'iceulx, mesmement ceulx qui ne veulent payer lesdicts truaiges et autres impostz, ont delaisié et delaisient de cueillir et amasser ledict or, dont ilz souloient vivre, nourrir et allimenter leurs femmes et enfans, et payer noz tailles, aides et subcides, au grant prejudice et dommage de nous et de la chose publique de nostredict royaume, d'iceulx puvres habitans, et au grand retardement de l'ouvrage de noz monnoyes, esquelles ledict or de paillolle estoit porté et ouvré à nostre prouffit. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, voulans donner et mettre ordre et police touchant le fait dudict or de paillolle qu'on treuve esdictes rivières, gravières morts, terres labourables ou desertes, montaignes et autres lieux de nostredict pays de Languedoc, et ailleurs en nostredict royaume, et pour obvier à telles entreprises et à la vexacion des puvres habitans qui le cueillent et amassent, et aussi affin que ledict or, qui vient par forme de manne et de grace de Dieu, ne soit et ne demeure perdu, avons voulu, statué, decerné et ordonné, et, par la teneur de ces presentes, voulons, statuons, decernons et ordonnons par esdict perpetuel et general, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, par l'advis et deliberacion des gens de nostre grant conseil, et des generaulx maistres de noz monnoyes, que toutes gens, de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, puissent cueillir et amasser ledict or de paillolle ès fleuves, rivières, gravières morts de nostredict pays de Languedoc, et ailleurs en nostredict royaume, sans en demander congié ou licence aux seigneurs particuliers, ecclesiastiques ou seculiers, par les seigneuries desquelz passent lesdictes rivières, et esquelles sont situées et assises lesdictes terres et gravières morts; que pareillement lesdicts habitans et chacun d'eulx pourront d'ores en avant cueillir et amasser ledict or en toutes montaignes, pierreries, rivières et ruisseaulx, terres infertiles et non labourées, sans en payer aucun droict ou devoir à nous ne à autres seigneurs ausquelz appartiendront lesdictes terres, rivières et ruisseaulx; et au regard des terres fertilles qu'on laboure chacun jour, jardins ou pierreries^(a), lesdicts cueilleurs et amasseurs seront tenez de convenir et accorder aux

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

NOTE.

(a) Il devroit y avoir *prairies*.

LOUIS XI,
à Paris,
le 23 Mai
1472.

seigneurs utiles et propriétaires d'icelles terres, et de leur payer leur indemnité, ou de acheter lesdictes terres, champs, jardins, vignes et prez pour pris raisonnable, au dit de gens de bien, si en iceulx ilz veulent cueillir et amasser ledict or, lequel or qui sera ainsi cueilly et amassé, ceulx qui le cueildront seront tenuz le bailler et livrer en noz plus prouchaines monnoyes des lieux où il sera ainsi par eulx cueilly et amassé, et ne le pourront ne autres transporter hors nostre royaume, sur peine de confiscacion de corps et de biens; et s'ils ne le peuvent porter et livrer en nosdictes monnoyes, ilz seront tenuz le bailler (a).

NOTE.

(a) La suite de ces lettres n'est pas dans le manuscrit.

LOUIS XI,
à Bourgneuf,
le 24 Mai
1472.

(a) *Nouvelle Réunion de la Rochelle au Domaine de la Couronne; Confirmation de tous les Privilèges, Franchises, Statuts, &c. de la ville et de ses habitants.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que comme, en faisant par nous à nostre frere Charles, Duc de Guienne, son partage et appanaige, nous lui eussions, entre autres choses, baillé, transporté et delaisé la ville et gouvernement de la Rochelle (b), en quoy faisant nos chiers et bien-amez les maire, eschevins, conseillers et pers de ladicte ville, desirans obvier que icelle ville et gouvernement ne fussent disjointes, separez ne desmembrez de nostre couronne et domaine, nous eussent, sur ce, faict dire et remonstrer plusieurs causes et raisons, et mesmement les grans inconveniens et dommages qui se pourroient ensuyr au temps advenir, au prejudice de nous et de nostre royaume, se ladicte ville estoit aussi transportée et baillée à nostredict frere, aussi que d'ancienneté elle avoit esté et estoit chambre de Roy (c), unye inseparablement à nostredict couronne, laquelle ville, à ceste cause, et par privilege exprès donné ausdicts de la Rochelle par nos predecesseurs Roys de France (d), et par nous confirmé (e), ne pouvions ne devions desmembrer, separer ne desjoindre de nostredict couronne, ne lesdicts de la Rochelle contraindre à recognoistre autre seigneur naturel que nous, par appanaige ne autrement, et pour les faire condescendre audit bail et transport, leur eussions, sur ce, faict de bouche plusieurs grans et exprès commandemens en la personne du maire et de plusieurs desdicts eschevins, conseillers et pers d'icelle ville, lesquels, pour ceste cause, avons mandé venir devers nous, et d'abondant leur eussions faict faire en ladicte ville

NOTES.

(a) Très. des chart., reg. 197, n.° 334.

(b) Charles V, au mois de janvier 1372, avoit déjà prononcé cette réunion. Voir l'article 3 de ses lettres, t. V des Ordonnances, pag. 572, et aussi la note b de la page 210 de ce volume.

(c) Voir la note b, pag. 107 de notre tome XV.

(d) Louis IX, entre autres, en 1227, et Charles V en 1372. On peut voir le tome V des Ordonnances, pag. 571 et suiv. Voir aussi notre tome XV, pag. 212 et suiv.

(e) Voir les lettres du mois de novembre 1461, tome XV de cette collection, pag. 212 et suiv.

lesdicts

LOUIS XI,
à Bourgneuf,
le 24 Mai
1472.

lesdicts commandemens, par vertu de nos lectres patentes sur ce données, et par nostre amé et féal conseiller et chambellan le sire de Crussol, seneschal de Poictou, sur peine de rebellion et de desobeissance envers nous; et finalement, craignans lesdicts maire et eschevins, conseillers et pers, encourir lesdictes peines et nostre indignacion perpetuelle, cognoissans aussi le grant, singulier et entier vouloir, desir et affection, que nous avions de retirer à nous nostredict frere, l'entretenir en bonne amour et fraternité, et pour du tout pacifier et appaiser les divisions qui, quatre ou cinq ans paravant, avoient eu cours en nostredict royaume, et remectre et entretenir icelluy nostre royaume et nos subjects en bonne paix, union et tranquillité, après plusieurs remonstrances à eulx par nous sur ce faictes, se fussent consentiz, accordéz et condescendus audict bail et transport desdictes ville et gouvernement de la Rochelle, protestans toutesvoies que, en ce faisant, ils n'entendoient pas que, se le cas advenoit qu'ils fussent réunis et adjoints à icelle nostre couronne, leurdict consentement deust tourner à eulx ne à leursdicts successeurs à consequence, ne que par ce l'on eust occasion, ou temps advenir, de ne jamais en faire aucune autre separacion, laquelle protestacion leur eussions accordée, et sur ce octroyé nos lectres en forme de charte à perpetuelle memoire (a); depuis lequel bail et transport par nous ainsi faict, ladite ville et gouvernement aient esté tenuz et possidez par nostredict frere jusqu'à present que nous, considerans que ledict bail et transport fust faict souz condicion que toutes et quanteffoiz que nous acquerions, baillerions et transporterions à nostredict frere le comté de Comminges, toutes et quanteffoiz que, pour le bien, prouffit et utilité de la chose publique, tuicion et deffense du royaume, il semble bon aux souverains qui les font; aussi, que, depuis certain temps en ça, nostredict frere, sans avoir regard à la singuliere et fraternelle amour que nous avions et demonstions avoir par effect envers luy, en le retirant ainsi à nous et luy faisant ledict partaige et appanaige, et plusieurs autres bienffaiz et dons, ne au serement de fidelité qu'il nous avoit faict, ne aux autres grans et solennels seremens par luy faiz sur les saintes reliques de la vraye croix de Saint-Lo d'Angiers, de jamais faire, pourchasser ne procurer chose qui feust prejudiciable à nous, nos royaumes, pays et subjects, ne prendre ou faire prendre alliance ne avoir intelligence avec nos ennemys et adversaires les Angloys ne autres nos rebelles et desobeysans, ne faire aucune chose à l'encontre de nous et de nostre couronne, et mesmement de non pourchasser ne faire pourchasser le mariage de luy et de la fille de nostre cousin le Duc de Bourgoigne (b), se ce n'estoit par nostre congié et licence, et de nostre bon gré et consentement, ait, ce neantmoins, en venant contre sesdicts seremens, envoyé ambassadeurs et messagers exprès en Angleterre, par l'inhortement (c) et induction d'aucuns qui ont auctorité et gouvernement à l'entour de luy, et qui ne tendent que à subvertir et destruire nostre

NOTES.

(a) La cession au Duc de Guienne s'étoit faite au mois d'avril 1469. Les habitans de la Rochelle s'étant refusés à la reconnoître, par le motif principalement que la ville étoit du domaine de la couronne et ne pouvoit en être distraite, Louis XI fit venir en Anjou, où il étoit alors, des députés de cette ville, et les engagea à se soumettre, comme à une

chose que les circonstances exigeoient, et avec la promesse qu'on ne porteroit d'ailleurs aucune atteinte à toutes leurs autres franchises et libertés.

(b) La princesse Marie, sa fille unique, qui épousa ensuite Maximilien, archiduc d'Autriche.

(c) Insigation.

LOUIS XI,
à Bourgneuf,
le 24 Mai
1472.

royaume, tendans seulement à leur bien particulier, pour prendre et avoir avecques iceulx Angloys alliance et intelligence à l'encontre de nous, et pareillement pourchassé et faict pourchasser de tout son pouvoir ledict mariage de luy et de ladicte fille dudict Duc de Bourgoigne, et avec luy et aucuns autres nos rebelles et desobeyssans prins et faict alliance aussi à l'encontre de nous, ainsi qu'il est tout notoire; pour lesquelles causes, et veue aussi la situation de nostredicte ville de la Rochelle, en laquelle est l'un des plus beaux et principaulx ports de mer de nostredict royaume, et où à ceste cause pevent venir, arriver et frequenter, chascun jour, gens de toutes nations, au moyen de quoy, veu les choses dessusdictes, elle eust peu estre baillée et livrée ès mains de nosdicts adversaires ou de nosdicts rebelles et desobeyssans, dont se feust peu ensuyr inconveniens irreparables à nous, à nostre couronne et à toute la chose publique de nostredict royaume, et mesmement la totale destruction d'icelle ville, nous, desirans, de tout nostre cuer, obvier ausdicts inconveniens, soyons venuz en ses marches près de ladicte ville, et après plusieurs grans sommacions de par nous faictes ausdicts maire, eschevins, conseillers et pers, de reduire et remectre en nostre obeyssance eulx et ladicte ville, sur peine d'estre à tousiours tenuz et repputez faulz, traistres, desloyaux, rebelles et desobeyssans envers Dieu premierement, nous et ladicte couronne de France, avec intimacions et communicacions que, se ainsi ne le faisoient, nous estions deliberez de les reduire et y proceder rigoureusement par main armée et en maniere que ce seroit exemple à tous autres, iceulx maire, eschevins, conseillers et pers se soient reduiz et venuz pardevers nous (a), et aient faict serement en nos mains, pour eulx et leurs successeurs en ladicte ville, d'estre et demourer perpetuellement bons et loyaux envers nous et nos successeurs Roys de France, et de servir nous et eulx envers tous et contre tous qui peuvent vivre et mourir, sans nul en excepter, et garder ladicte ville pour nous et nos successeurs Roys de France, jusques à la mort inclusivement. Pourquoi nous, ces choses considerées, et affin que ladicte ville, qui est chambre de Roy, comme dict est, et ledict gouvernement, ne puissent jamais tumber en l'inconvenient qui y eust peu advenir à l'occasion des choses dessusdictes, reduisans aussi à memoire la grant, vraye et entiere loyauté et obeyssance que ceulx de ladicte ville ont de tout temps inviolablement gardée envers nosdicts predecesseurs, nous et ladicte couronne de France, sans varier, ne faire chose que bons, vrays, loyaux et obeyssans subjects ne doivent et soient tenuz de faire à leur Roy souverain et naturel seigneur, dont eulx et les leurs sont dignes de louange perpetuelle et singuliere recommandacion, icelle ville et gouvernement de la Rochelle, avecques toutes leurs deppendances, avons, pour ces causes et autres plusieurs justes et raisonnables à ce nous mouvans, reprints, réuni et adjoint, reprenons, réunissons et adjoignons de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par la teneur de ces presentes, à nostredicte couronne, comme de nostre vray domaine et patrimoine, sans ce que le bail qui par nous en a esté ainsi faict à nostredict frere, puisse jamais nuire, prejudicier ne porter aucune consequence ausdicts de la Rochelle, ne que par ce on puisse dire ou alleguer icelle ville et gouvernement de la Rochelle pouvoir estre desjoints, separez ne desmembrez de nostre-

NOTE.

(a) Voir ci-après la note b des lettres du 2 juin, pag. 513.

LOUIS XI,
à Bourgneuf,
le 24 Mai
1472.

dicte couronne et domaine, en quelque maniere que ce soit, et lequel bail nous avons revocqué, cassé et adnullé, revocquons, cassons et adnullons, et mectons du tout au néant, par cesdictes presentes; et en louant, ratifiant, approuvant et confermant tous et chacun les previlleiges, franchises, libertés, statuz, usances et longues observances, dons et octroys, par nos predecesseurs, nous et nostredict frere, faiz ausdicts de la Rochelle, avons promis et juré, promettons et jurons de bonne foy, et en parole de Roy, pour nous et nosdicts successeurs, d'entretenir, garder et maintenir ladicte ville de la Rochelle, lesdicts maire, eschevins, conseillers et pers, bourgeois, manans et habitans et leursdicts successeurs en icelle, et leursdicts previlleiges, franchises, libertez, dons, octroys, usances, statuz et longues observances, et tant de leur colliege, garde de ladicte ville, juridicion, deniers, revenus, noblesse, preeminences, prerogatives, que autres droiz quelconques, et les en souffrir et laisser joyr et user plainement et paisiblement, sans aucune chose faire, actempter ou innover, ne souffrir actempter ou innover au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et en oultre, promettons et jurons, comme dessus, de non jamais alier ne mectre hors de nos mains ladicte ville de la Rochelle, gouvernement et ressors d'icelle, soit par eschange, appanage, mariage de nos enfans ne autres, pour prison et detention de nostre propre personne, de nosdicts enfans et successeurs, ou par la dellivrance d'iceulx, ne autrement, pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre; et au cas que nous et nosdicts successeurs ferions le contraire, dès maintenant le declairons estre nul et de nul effect et vaille, et ne voulons que lesdicts de la Rochelle ne leursdicts successeurs soient aucunement tenuz de y obeyr ne obtemperer, ains que eulx et leursdicts successeurs audict cas y puissent resister et prendre et advouer tel autre seigneur que bon leur semblera, sans ce qu'ils en puissent estre aucunement notez, chargez, reprins ou accusez du crime de leze-majesté ne d'aucune autre offense envers nous ne nosdicts successeurs Roys de France; et se, au temps advenir, ladicte ville estoit assiegée ou invadée d'aucuns ennemys, nous avons de rechief promis et juré, promettons et jurons, ainsi que dessus, secourir et aider ladicte ville et le pays d'environ en personne, et de tout nostre pouvoir et puissance, jusques à la mort inclusivement. Si donnons en mandement, par cesdictes presentes, à nos amez et féaulx conseillers, les gens de nostre court de parlement et de nos comptes, et au gouverneur de la Rochelle ou à son lieutenant, present et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartendra, que cesdictes presentes ilz facent lire, publier et enregistrer en nostredict court de parlement, en la chambre de nosdicts comptes, et en la court et auditoire dudict gouvernement de la Rochelle, affin que l'on n'en puisse pretendre aucune cause d'ignorance, et que tout le contenu en icelles soit perpetuellement et inviolablement observé, entretenu et gardé sans enfreindre. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours; nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Bourgneuf, près la Rochelle, le xxiiij. jour de May, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, TILHART.*



LOUIS XI,
à la Rochelle,
le 26 Mai
1472.

(a) *Liberté accordée aux Habitans de la Rochelle de trafiquer en tout temps avec les Étrangers, même quand on seroit en guerre avec eux.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme en reprenant, réunissant et adjoignant à nostre couronne et domaine nostre ville et gouvernement de la Rochelle, qui, entre autres villes, terres et seigneuries, en avoit esté par nous séparée et desmembrée, pour raison de l'appanaige et du partaige par nous faict à nostre frere Charles, Duc de Guienne, noz chers et bien-amez les maire, eschevins, conseillers et pers de nostredicte ville de la Rochelle, nous ayent, entre autres choses, faict dire et remonstrer que, en ladicte ville, qui est située et assise sur port de mer, et en pays steril de tous biens, reservé de vins qui y croissent en grande quantité, affluent, viennent, conversent, et ont accoustumé venir, affluer et converser (b) par mer et par terre, chascun jour, plusieurs marchans estrangers de diverses contrées et nacions, et aussi lesdicts maire, eschevins, conseillers, pers et autres bourgeois, marchans et habitans de ladicte ville et banlieue de la Rochelle, quelques guerres, divisions ou differences qui ayent eu cours en nostre royaume, ont accoustumé mener, et faire mener et conduire par leurs facteurs et serviteurs, leursdicts vins et autres marchandises en plusieurs et diverses contrées, provinces et pays, tant estrangers que autres, pour le bien et utilité de la chose publique et la continuation du faict et exercice de marchandise, ne pouvant icelle ville et banlieue, veue leurdicte situation et assiete, sans cela estre entretenue et peuplée ne lesdicts habitans y demourer ne vivre, en nous requerant iceulx maire, eschevins, conseillers, pers, que, actendu ce que dict est, nostre plaisir soit ordonner que d'ores en avant, quelques guerres, divisions ou differences qui ayent ou puissent avoir cours en nostredict royaume, il soit loisible et permis à tous marchans, de quelque pays, nacion ou contrée que ce soit, soient Angloys ou autres noz ennemys, adversaires, rebelles ou desobeyssans, qu'ilz puissent d'ores en avant, seurement et sauvement, venir et frequenter marchandement, par mer et par terre, esdictes ville et banlieue de la Rochelle, et pareillement lesdicts maire, eschevins, conseillers et pers, bourgeois et habitans d'icelles ville et banlieue de la Rochelle et leurs successeurs, facteurs et serviteurs, aller semblablement et frequenter marchandement sans fraude, par terre et par mer, esdicts pays, nacions et contrées de nosdicts ennemys, adversaires, rebelles et desobeyssans, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerées, inclinans à la supplication et requeste desdicts maire, eschevins, conseillers et pers, en faveur et contemplation de la bonne, vraye et grant loyauté et obeyssance qu'ilz ont tousiours gardée envers nous et la couronne de France, desirans aussi ledict faict, exercice et entier cours de marchandise estre continué, entretenu et augmenté esdictes ville et banlieue, pour le bien et entretenement d'icelles et de la chose publique, et autres considerations à ce nous mouvans, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que d'ores en avant

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 197, pièce 326.

(b) Fréquenter.

tous marchans, de quelque nacion, pays et contrée que ce soit, soient Angloys ou autres noz ennemys, adversaires, rebelles et desobeysans, et leurs facteurs et serviteurs, puissent et leur loise, en prenant de nous ou de nostre admiral saufconduit, venir et frequenter marchandement et sans fraude, par mer et par terre, en ladicte ville et banlieue de la Rochelle, toutes et quantefoiz que bon leur semblera, seurement et saurement, quelques guerres ou divisions qui à present et le temps advenir ayent et puissent avoir cours en nostredict royaume, et y venir en telz navires et de telz port et equipage que bon leur semblera, chargez ou non de quelxconques denrées et marchandises ou autres que ce soient, et iceulx biens, denrées et marchandises descharger, vendre, troquer ou eschanger, bailler en garde en nostredict ville de la Rochelle, et en recharger des autres telles, licites et non deffendues, qu'ils y pourroient recouvrer, et les mener et conduire en Angleterre ou en autre quelque royaume, pays, party et obeysance que bon leur semblera, et pour ce faire par tant de foiz qu'il leur plaira, comme dict est, aller, venir, passer, repasser, séjourner et retourner d'un party en autre, de jour et de nuyst, par mer, par eue douce et par terre, et par les greves à pié et à cheval ou sur autre monteure, portans ou non or, argent monnoyé ou à monnoyer, bagues, joyaulx, vaiselle, et autres biens-meubles quelzconques, dagues, espées, lectres, cedules, obligations et autres escriptures non prejudiciables; et semblablement, voulons et ordonnons que lesdicts maire, eschevins, conseillers, pers, bourgeois, marchans et habitans de ladicte ville et banlieue de la Rochelle, et leursdicts successeurs, facteurs et serviteurs, puissent aussi aller et frequenter marchandement, toutes et quantefoiz qu'il leur plaira, esdicts pays et contrées desdicts Angloys et d'autres noz ennemys, rebelles et desobeysans, et aussi quelques guerres ou divisions qui ayent du present et puissent avoir cours en nostre royaume, et pareillement y mener et conduire telles denrées et marchandises licites et non deffendues que bon leur semblera, en payant les droiz et devoirs accoustumez d'estre payez pour les congiez et licences d'aller es pays contraires, et y obtenir telles lectres de seureté et saufconduit qu'ils y pourront recouvrer, et eulx en aider, sans ce que aucune chose leur en puisse estre imputée, reprouchée ou demandée en quelque maniere que ce soit. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à tous noz justiciers, officiers et subjects, amis, alliez et bienveillans, ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, volenté, ordonnance, ilz facent, seuffrent et laissent, tant lesdicts marchans desdicts pays et contrées hors nostre party et obeysance, que lesdicts maire, eschevins, conseillers et pers, bourgeois et marchans et habitans de ladicte banlieue et ville de la Rochelle, et leursdicts successeurs, facteurs et serviteurs, et chascun d'eulz, joyr et user plainement et paisiblement et perpetuellement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, en leurs personnes, navires, biens, denrées et marchandises, aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire, soit à l'occasion desdictes guerres, divisions, ou d'aucunes marques, contre-marques, prinses, reprinses, requestes de parties, ne autrement en quelque maniere que ce soit, pourveu que, soubz ombre de nostre presente volenté, ordonnance, seureté et saufconduit, iceulx marchans, hors de nostredict party et obeysance, leursdicts facteurs et serviteurs, ne aucuns d'eulx, ne feront ou pourchasseront aucune chose prejudiciable à nous, noz royaume, pays et subjects, amis, alliez et bienveil-

LOUIS XI,
à la Rochelle,
le 26 Mai
1472.

LOUIS XI,
à la Rochelle,
le 26 Mai
1472.

lans; auquel cas, s'il advenoit, ne voulons prejudicier, fors à l'infracteur ou infracteurs seulement, et n'entreront au port ou havre dudict lieu de la Rochelle, sans le congîé exprès du maire et cappitaine d'icelle ville ou d'autre ayant pouvoir à ce, et dont l'on a accoustumé prendre congîé, sinon quinze ou vingt personnes de chascun navire ou au-dessoubz, en un basteau, pour demander leurdict congîé, sinon que par fortune de temps, vent contraire, oraige, ou par doubte d'aucuns qui mal faire leur vouldroient, ils feussent contrains d'eulx y retirer et mettre en seureté, auquel cas, faire le pourront sans aucun contredict ou empeschement, lequel congîé leur voulons estre donné et octroyé toutes et quanteffoiz qu'ilz le requerront. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir à besoigner en divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, collacionné à l'original fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à l'original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Rochelle, le vinti-sixiesme jour de May, l'an de grace mil cccc soixante douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire Dure (a), gouverneur de la Rochelle, et maistre Guy Picres, presens.* P. DESACIERGES. *Visa.*

NOTE.

(a) C'est d'Hure qu'il faut lire. Le Duc de Guienne l'avoit nommé gouverneur à la Rochelle; Louis XI le confirma.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges, Libertés, Franchises, &c., accordés par les prédécesseurs du Roi et par le Duc de Guienne à la ville de Bergerac (b).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication de nos chiers et bien-amez les maire, consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Bergerac, contenant que d'ancienneté ilz et leurs predecesseurs en ladict ville ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables privileges, droiz, dons, libertez, franchises, exemptions de tailles, possessions, octroiz, coustumes et usances, à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs Roys de France, et aussi à eulx confermez et ratifiez par feu nostre frere en son vivant Duc de Guienne (c), auquel avions baillé et transporté en appanage le duchié de Guienne et plusieurs autres pays, terres et seigneuries (d), et d'iceulx ont par ces moyens joy et usé par cy-devant et jusques à present paisiblement et sans contredict; mais neantmoins, pour ce que de nouvel, et par le decès de nostredict frere, ledit duchié de Guienne, pays, terres et seigneuries, nous avons uny et remis à nostre cou-

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 197, n.º 192.

(b) Louis XI, par des lettres du mois de décembre 1461, avoit déjà confirmé les anciens privilèges des habitans de Bergerac, et leur en avoit accordé de nouveaux. Voir notre

tome XV, pag. 263. Voir aussi la pag. 455 du même tome.

(c) Le Duc de Guienne venoit de mourir: sa mort est du 12 mai 1472.

(d) Voir ci-dessus, pag. 209 et suiv.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

ronne iceulx duchié, pays, terres et seigneuries, ainsi que elles estoient par avant et à l'eure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les vouldissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, exemptions de tailles, possessions, octroiz, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, s'ilz n'avoient sur ce provision de nous, humblement requerant icelle. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, voulans qu'ilz soient favorablement traictez en leurs affaires, lesdicts droitz, previlleiges, dons, libertez, franchises, possessions, exemptions, coustumes et usances desdicts supplians, et dont ilz joyssent et usent par avant et au temps et eure que feismes ledict bail et transport à nostredict feu frere d'iceulx duchié de Guienne, pays, terres et seigneuries dessusdictes, et à eulx confermez et ratifiez par nostredict feu frere comme dict est, avons pour ces causes, en faveur de la bonne obeysance qu'ilz nous ont faicte en ladite ville, et des grans et louables services qu'ilz ont faiz à nous et à noz predecesseurs Roys de France, et esperons que tousiours facent à l'avenir, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et pour la forme et maniere qu'ilz en joyssent et usent au temps et eure et auparavant dudict bail, transport et appanage ainsi faict et baillé à nostredict frere comme dict est, et du temps de nostredict frere et jusques à present. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenant et qui tiendront nostre court de parlement et generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances et generaulx sur le faict de la justice des aides à Paris, au seneschal de Perigort, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, ratification, approbacion et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en corps ne en biens, ne autrement en quelque maniere que ce soit, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mettent et facent mettre tantost et sans delay à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de nostre regne le uniziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* DEMOLINS.



LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges, Libertés, Franchises, &c. des Habitans de Saint-Emillion* (b).

LOYS, &c., sçavoir faisons &c., nous avoir receue l'umble supplicacion de nos chiers et bien-amez les maire, jurez, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Saint-Emillion, au diocese de Guienne, contenant que d'anciennté ilz et leurs predecesseurs en ladicte ville ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, possessions, octroys, coustumes et usaiges à culz donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs, et d'iceulx ont joy et usé par cy-devant, et font encores de present paisiblement et sans contredict; mais neantmoins, pour ce que de nouvel, et par le decès de feu nostre très-chier frere Charles de France, auquel en son vivant avons baillé et transporté en appanaige ledict duchié de Guienne, nous avons uny et remis à nostre couronne icelluy duchié, ainsi qu'il estoit par avant et à l'eure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les voulsissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, possessions, octroys, coustumes et usaiges, ou en aucuns d'iceulx, s'ils n'avoient sur ce provision de nous, comme ils dient, humblement requerant icelle. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, voulans qu'ilz soient favorablement traictiez en leurs affaires, lesdictz droitz, previlleiges, dons, libertez, franchises, possessions, coustumes et usances desdicts supplians, et dont ilz joysoient et usoient par avant et au temps et eure que feismes ledict bail et transport à nostredict feu frere d'icelluy duchié de Guienne, avons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, certiffions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz en joysoient et usoient, au temps et eure et auparavant dudict bail, transport et appanaige, ainsi faict et baillé à nostredict frere, comme dict est, et sur ce imposons silence à nostre procureur et à tous autres. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre court de parlement, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presens grace, confirmation, ratification, approbation et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le metcent ou facent mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Xaintes, au mois de Mai, l'an de grace mil cccc soixante*

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, n.° 194.

(b) Sous-préfecture de Libourne, département de la Gironde.

et douze, et de nostre regne le unziesme. Ainsi signé : *Par le Roy, le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* J. DE MOULINS. Visa. Contentor. J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges, Droits, Franchises, &c. de la ville de Périgueux.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France ; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien-amez les maire, consuls, manans et habitans de nostre ville et cité de Périgueux, contenant que d'ancienneté ils et leurs predecesseurs en ladite ville ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, exemptions de tailles, possessions, octroys, coustumes et usances à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs Roys de France, et aussi à eulx confermez, octroyez et ratifiez par feu nostre frere le Duc de Guienne, auquel avons baillé et transporté en appanage la duché de Guienne et pays de Perrigort, et autres pays, terres et seigneuries, et d'iceulx ont par ces moyens joy et usé par cy-devant et jusques à present, paisiblement et sans contredict ; mais neantmoins, pður ce que de nouvel, et par le decés de nostredict frere, ledict duché de Guienne et pays de Perrigort et autres terres et seigneuries susdictes nous avons uny et remis à nostre couronne, ainsi qu'ils estoient par avant et à l'eure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doubrent que noz officiers ou autres les vouldissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, exemptions, possessions, octroys, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, s'ilz n'avoient sur ce provision de nous, comme ils dient, requerans humblement icelle. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, voulans qu'ilz soient favorablement traictez en leurs affaires, tous lesdicts droiz, dons, previlleiges, libertez, franchises, exemptions, possessions, coustumes et usances desdicts supplians, dont ilz joyssioient et usoient par avant et au temps et eure que feismes ledict bail et transport à nostredict feu frere d'iceulx duché de Guienne, pays de Perrigort et autres terres dessusdictes, et à eux confermez par nostredict frere, et dont ils ont joy jusques à present, avons pour ces causes, et en faveur de la bonne obeyssance qu'ilz nous ont faite en ladite ville et des grands et louables services qu'ilz nous ont faicts et à noz predecesseurs Roys de France et esperons que tousiours facent au temps advenir, de nostre grace especialle, pleine puissance et auctorité royale, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratiffions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz en joyssioient et usoient au temps et eure et auparavant dudict bail, transport et appanage ainsi faict et baillé à nostredict frere que dict est, et jusques à present. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre court

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 200.
Tome XVII.

Rrr

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

de parlement, les gens de noz comptes et tresoriers à Paris, et generaux sur le faict de la justice des aides à Paris et generaux conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, au seneschal de Perrigort et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, ratification, approbacion et octroy ils facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en corps ne en biens, en quelque maniere que ce soit, lequel se faict, mis ou donné leur estoit, le mectent ou facent mectre tantost et sans delay à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mectre nostre scel à cedesdictes presentes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc lxxij, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, les sires de la Forest, du Lude, et autres presens. J. DESMOLINS. Visa.*

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Abonnement en argent, accordé aux Habitans de Marennes et Arvert, en remplacement de la taille et de quelques autres impôts.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de noz chiers et bien-amez les manans et habitans les bailliage et ysles de Marenpne et de Arvert, contenant que, dès le cinquiesme jour de decembre, l'an mil cccc soixante et deux, ilz obtiendrent noz autres lettres patentes, desquelles et verificacion, expédition et enterinement d'icelles la teneur est telle :

5 Décembre
1462.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de noz bien-amez les manans et habitans des bailliage et ysles de Marenpne et Arvert, contenant comme lesdictes ysles et pays dudict bailliage soient assis delà la riviere de Charente, sur port de mer et en frontiere des Angloys, noz anciens ennemis, et que, pour tenir ledict pays en nostre obeysance, lesdicts habitans aient, durant les guerres qui le temps passé ont eu cours en nostre royaume, faict, nuyt et jour, guet et garde, et encores font chascun jour, tant es costes de la mer que devers la terre, et pour empescher aussi les venues et descentes desdicts Angloys, qui, par plusieurs foys et à grant puissance, sont entrez esdicts pays, ont bouté feu en plusieurs maisons, mis à mort plusieurs des habitans desdicts pays, et les autres prins et emenez prisonniers, fait payer et finer grans sommes de deniers qu'il leur a convenu et convient emprunter, et leur ont fait et font très-souvent plusieurs autres maux et dommaiges, et sont continuellement nuyt et jour en leur dangier, et aussi qu'ilz sont trop fort oppressez et chargez pour la charge de sept francs archiers qu'il leur convient tenir armés et habillés de

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 249, et registre 198, pièce 520.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

tous habillemens de guerre, et sans ce que d'eulx lesdicts supplians se puissent aider, obstant qu'il convient qu'ilz soient en nostre service, et aussi que lesdicts pays sont fondez principalement au labourage de sel et de vin qui couste bien chier ausdicts habitans, mesmement à ceulx qui ont maroys salans et vignes, pour ce qu'il leur convient, pour cultiver lesdictes salines et tenir en estat, avoir autres gens estranges qui sont propres à cela, lesquels on appelle saulniers, et lesquieulx, pour leur travail et peine, ont et prennent d'aucuns la moitié et d'autres le tiers du sel croissant et labouré esdicts maroys, avec certaine somme d'argent pour leur advantage, sur lesquels maroys salans nous et autres noz vassaulx, seigneurs fonciers, avons et prenons de grans prouffitz, c'est assavoir, es aucuns desdicts maroys salans la sixiesme partie, et les autres la septiesme ou la huitiesme partie du sel dessusdict croissant et labouré esdicts maroys, et au-dessus, avec plusieurs autres cens et rentes particulieres, quatre deniers pour livre dudict sel vendu esdicts pays, maille pour muy, douze deniers de quillage sur chascun vaisel qui charge ledict sel, et autres grans prouffitz que nous prenons à cause dudict sel croissant esdicts pays; car ledict sel est porté de jour en jour aux ports de Marans, Saint-Jehan-d'Angely et Taillebourg, et d'illec en autres lieux de nostre royaume, esquelz ports et lieux nous avons et prenons cinq sols pour livre par tant de foys qu'il est vendu, revendu ou eschangié, et tant y a de mises à l'occasion dudict sel, tant en paiement de saulniers, charroys, que devoirs de vassaulx, comme lesdicts sixiesme, septiesme et huitiesme, que autres cens et rentes, que, tout compté et rabatu, ceulx à qui sont lesdicts maroys en ont le moins de prouffict, pour ce que la pluspart du labeur desdictes salines et vignes se font par gens estrangiers comme dict est, et ne sont par lesdicts pays de grant estendue, desquieulx sel et vin lesdicts habitans font delivrer aux marchands estrangiers de diverses nacions qui affluent esdicts pays pour acheter lesdits sel et vin, et comment que lesdicts marchands paient partie du prix à argent comptant, et partie troquent et eschangent en marchandise qui est necessaire chose aux habitans pour faire leurs labours et entretenir en estat leursdictes salines et vignes, et aussi pour paier les tailles et autres charges mises sus de par nous, pour nous, la chose publicque, et aussi pour eulx entretenir en habillement de guerre pour la garde desdicts pays, et finalement pour fournir et secourir à leurs autres necessitez, en quoy lesdicts habitans sont grandement et continuellement subgetz pour les courses et pilleries de nosdicts anciens ennemis, lesquelles choses lesdicts supplians nous eussent faict remonstrer au mois d'aoust dernier passé, et aussi comme ilz avoient esté tenez quictes des impositions et huitiesmes, tout le temps passé jusques à la derreniere reduccion de noz ville de Bourdeaux et pays de Bourdelois, auquel temps feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, manda que lesdictes impositions y fussent mises sus; et pour ce que lesdictes impositions et huitiesmes estoient à cause de la destruction desdicts pays, ilz nous aient faict requerir que les feissions tenir et garder en leurs franchises et libertez anciennes, pour laquelle cause eussions mandé à aucuns noz officiers nommez en noz lectres de commission sur ce octroyées, qu'ils se informassent de leur donnée à entendre, et ce que trouvé en auroient feust renvoyé devers nous ou les gens de noz finances avec leur advis sur ce, pour au surplus leur pourveoir ainsi que verriez estre à faire, laquelle informacion eust esté faicte par vertu de nosdictes lectres par le lieutenant de nostre seneschal de Xaintonge et l'enquesteur

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

du dict pays ou leurs accesseurs, et icelle rapporter devers lesdicts gens de noz finances, avec certaine autre information qui avoit paravant esté sur ce faicte par lesdicts esleuz de Xaintonge, en nous requerant qu'il nous pleust les faire tenir en leurs franchises et libertez dont ilz ont anciennement joy, ou leur donner autre provision convenable. Pour ce est-il que nous, ce considéré, et après ce que lesdictes deux informations ont esté veues et visitées par l'ordonnance desdicts gens de noz finances, par le contenu esquelles, tant par la depposition de vingt-trois tesmoins notables qui ont esté examinez esdictes informations comme par l'advis desdicts commissaires, est apparu que lesdictes impositions et huitiesmes sont plus prejudiciables à nous que prouffitables esdicts pays et ysles, et que nous nous devrions bien contenter de la somme de cinq cens livres tournois par an d'equivalent, pour leur porcion desdictes tailles et huitiesmes; veu mesmement que lesdicts habitans nous ont cy-devant payé par communes années, tant à cause desdictes tailles que des impositions et huitiesmes dessusdicts, la somme de six cens livres tournois par an, aucunes foiz plus et autres foiz moins; considéré aussi que plus aisé et agréable chose leur sera, comme ilz nous ont faict dire, payer et porter icelle somme par maniere d'equivalent, que lesdictes tailles, impositions et huitiesmes, tant pour tousiours actraire les marchands estrangiers à venir esdictes ysles, et affin que eux et ceulx qui frequenteront faict de marchandises avec eulx, puissent vivre et marchander en plus grant douceur et amitié; voulans user envers iceulx supplians de benignité et faveur, affin qu'ilz se puissent mieulx garder et entretenir sur les lieux en nostre obeysance, comme tousiours par cy-devant ont faict, ayans aussi grand consideracion à la situation desdicts pays et ysles, et qu'il n'a pas long-temps qu'ilz n'avoient onques payées lesdictes impositions; pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvans, avons voulu, consenty et octroyé, voulons, consentons et octroyons, par ces presentes, que d'ores en avant lesdictes tailles, impositions et huitiesmes n'aient plus cours esdictes ysles et pays de Marenne et d'Arvert, et icelles y avons abattues et ostées, abattons et osons du tout, par cesdictes presentes, moyennant et parmy ce que lesdicts supplians et leurs successeurs habitans esdictes ysles et pays seront tenuz payer à nous et à noz successeurs Roys de France, tant pour et au lieu desdictes tailles, impositions et huitiesmes, que pour leur part et porcion de ladicte taille et charge desdicts sept francs archiers, et autres subventions extraordinaires quelzconques qui chascun an seront mises sus en nostre royaume, et en esquivallent d'iceulx, et pour toutes autres tailles et charges extraordinaires que nous ou noz successeurs pourrions d'ores en avant au temps advenir faire mettre sus et lever sur noz subjects, la somme de six cens livres tournois, chascun an, franchement et nectement, à leurs propres cousts et despens, es mains de celluy qui est et sera receveur desdictes tailles en nostredict pays de Xaintonge, par ses quictances qui vaudront acquit à celluy qui paiera nosdicts deniers, et ladicte somme de six cens livres tournois paieront et porteront audit receveur, à quatre termes l'an, ainsi que se paieront les deniers desdictes tailles et imposts, à commencer du premier jour de janvier prouchain venant, sans ce que autre chose leur soit ou puisse estre demandée que ladicte somme de six cens livres tournois par an, à l'occasion desdictes tailles et impositions, et laquelle somme de six cens livres tournois nous voulons et ordonnons estre mise sus et imposée par chascun an par les esleuz du dict pays de Xaintonge ou l'un

d'eulx, affin que plus grant somme ne soit mise sus, et qu'il n'y ait aucun abuz à la charge de noz pauvres subgects desdicts pays; et ladicte somme de six cens livres tournois voulons estre cueillie et levée par celluy que lesdicts habitans adviseront qui mieulx le fera, et à moindres frais pour eulx, lequel en sera tenu rendre compte à nostre chambre des comptes, et sera receu audict compte, en rapportant les quictances dudit receveur de Xaintonge, avec l'assiette qui aura esté faicte, certifiée par lesdicts esleuz de Xaintonge ou l'un d'eulx; et s'il survenoit debet au procez à cause desdicts deniers, nous voulons et ordonnons que, iceulx deniers premierement payez, lesdicts esleuz de Xaintonge facent aux parties oyes somerement et de plain et sans procez, raison et justice; et en oultre, voulons et ordonnons que, si lesdicts habitans estoient reffusans ou negligens de payer ladicte somme de six cens livres tournois par an audict receveur de Xaintonge, de quartier en quartier, que nostredict receveur les y puisse faire contraindre à leurs despens, incontinent le terme escheu, comme pour noz propres debtes, nonobstant oppositions ou appellacions. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes et generaulx conseillers sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux esleuz dudict pays de Xaintonge, et à tous noz autres justiciers et officiers, presens et advenir, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians et leursdicts successeurs demourans esdictes ysls ils facent, scuffrent et laissent joyr et user paisiblement de nostre presente grace et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun destourbier ou empeschement au contraire, ores ne pour le temps advenir; ainçois, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay au premier estat et deu, car ainsi nous plaist-il estre faict, et ausdicts supplians l'avons octroyé et octroyons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, ausquelles, en tesmoing de ce, et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Tours, le cinquiesme jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante et deux, et de nostre resgne le deuxiesme.* Ainsi signé sur le reply : *Par le Roy, les sires Dulau et de Beauvoir, Guillaume de Varye, general, et autres presens.* DELALOERE. Visa. Contentor. J. DUBAN.

Nous, les gens des comptes du Roy nostre sire, à Paris, veues les lectres patentes dudit seigneur, scellées en fourme de charte de son grant scel en laaz de soie et cire vert, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, obtenues et à nous présentées de la partie des manans et habitans des bailliage et ysls de Marenpne et Arvert, ausquels il a octroyé par icelles lectres, pour les causes dedans contenues, que les tailles, impositions et huitiesmes n'aient plus cours esdicts pays et ysls de Marenpne et Arvert, à commencer du premier jour de janvier dernier passé, moyennant la somme de six cens livres tournois que ilz et leurs successeurs habitans esdictes ysls et pays, seront tenus payer franchement et nectement, chascun an, à icelluy seigneur et ses successeurs Roys de France, ès mains de celluy qui à present est et sera au temps advenir receveur desdictes tailles audict pays de Xaintonge, tant pour et au lieu d'icelles tailles, impositions et huitiesmes, que pour leur part et porcion de la charge et entretenement de sept francs archiers, desquels et de la maniere de payer

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

lesdicts six cens livres tournois, et de les mettre sus, cueillir et lever, est plus à plain faite mention esdictes lectres, consentons, en tant que à nous est, l'enterinement d'icelles, pour en joir et user par iceulx supplians et leursdicts successeurs, duement et sans fraude ne abuz, et sans prejudice aussi en autres choses des droiz et domaines royaux et de tout autrui droict, et pourveu que se ilz ou autres menent ou font mener au pourpris et circuit dudict bailliage de Marenpne et Arvert aucunes denrées ou marchandises qui ne soient du creu d'icelluy, ils seront tenus d'en payer promptement, ès lieux esquelz elles sont chargées, hors dudict pourpris d'icelles ysles et bailliage, l'imposicion foraine de douze deniers pour livre, ainsi qu'il est accoustumé de faire pour les denrées et marchandises licites et non deffendues qui sont menées hors de ce royaume ou ès pays et lieux d'icelluy esquelz le Roy nostredict seigneur ne prent nulz aydes, et seront, quant à ce, subjectz en tous cas aux ordonnances royaux faictes sur la maniere de lever ladicte imposicion foraine et aux bons usaiges sur ce gardés. *Donné à Paris, le dixiesme jour de May, l'an mil cccc soixante-trois.* Ainsi signé : BADONVILLIERS.

Nous, les generaux conseillers du Roy nostre sire sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, veues les lectres patentes dudict seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, obtenues et à nous presentées de la partie des manans et habitans du bailliage de Marenpne et Arvert, auxquels il octroya par icelles lectres, par les causes dedans contenues, que les tailles, imposicions et huitiesmes n'aient plus cours esdicts pays et ysles de Marenpne et Arvert, à commencer du premier jour de janvier derrenier passé, moyennant la somme de six cens livres tournois qu'ils et leurs successeurs habitans esdictes ysles et pays seront tenus payer franchement et nectement, chascun an, à icelluy seigneur et à ses successeurs Roys de France, ès mains de celluy qui est à present et sera le temps advenir receveur desdictes tailles au pays de Xaintonge, tant pour et au lieu d'icelles tailles, imposicions et huitiesmes, que pour leur part et porcion de la charge et entretenement de sept francs archiers, desquels et de la maniere de payer lesdicts six cens livres tournois et de les mettre sus, cueillir et lever, est plus à plain faite mention esdictes lectres, consentons, en tant que mestier à nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres du Roy nostredict seigneur, soubz les condicions et en la forme et maniere contenue et declairée en l'expedition et attache des gens des comptes d'icelluy seigneur, attachées à sesdictes lectres, et ausquelles cestes sont attachées soubz l'un de nosdicts signets. *Donné le xij. jour de May, l'an mil cccc soixante-trois.* Ainsi signé : GOUVINEAU.

LES esleuz ordonnez par le Roy nostre sire ès pays de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, sur le fait des tailles et aydes, veues par nous les lectres patentes dudict seigneur, scellées en fourme de charte, de son grant scel en laaz de soye et cire vert, ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de nos sceaulx, obtenues et à nous presentées de la partie des manans et habitans des bailliage et ysles de Marenpne et Arvert, auxquels il octroya par icelles lectres, pour les causes dedans contenues, que les tailles, imposicions et huitiesmes n'aient plus cours esdicts pays et ysles de Marenpne et Arvert, à commencer du premier jour de janvier derrenier passé, moyennant la somme de six cens livres tournois, que ilz et leurs

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

successieurs habitans esdictes ysles et pays seront tenus payer franchement et quittement, chascun an, à icelluy seigneur et ses successieurs Roys de France, ès mains de celluy qui est à present et sera le temps advenir receveur desdictes tailles au pays de Xaintonge, tant pour et au lieu d'icelles tailles, imposicions et huitiesmes, que pour leur part et porcion de la charge et entretenement de sept francs archiers, desquels et de la maniere de payer lesdicts six cens livres tournois et de les mettre sus, cucillir et lever, est plus à plain faicte mencion esdictes lectres, consentons, en tant que à nous est, l'enterinement et accomplissement d'icelles, pour en joyr et user par iceulx impetrans et leursdicts successieurs, duement et sans fraulde ne abuz, et sans prejudice en autres choses des droiz et domaines royaulz, soubz les condicions et tout ainsi et par la fourme et maniere qu'il est contenu et declairé esdictes lectres et en l'expedition et attache de messieurs les gens des comptes dudit seigneur et de nosseigneurs les generaulx conseillers du Roy nostredict seigneur sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, attachées à cesdictes lectres et ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz sceaulx. *Donné à Saint-Jean-d'Angely, le xxij. jour de May, l'an mil cccc soixante-trois.* Ainsi signé par votre commandement : J. DIGNEU, le greffier absent.

En nous requerant humblement par lesdicts supplians, que, actendu le contenu de nosdictes lectres, verification et enterinement d'icelles dessus inserées, et que ilz doubtent que, à l'occasion de ce que, depuis ledict octroy et expedition, nous avons transporté et baillé en partaige et appaige à feu nostre frere, en son vivant Duc de Guyenne, ledit duchié de Guyenne, pays et conté de Xaintonge, et autres terres et seigneuries, ès fins et mettes duquel conté lesdicts bailliage et ysles sont situés et assiz, et iceulx duchié et conté, terres et seigneuries, par le trespas de nostredict frere reprises en nostre main et icelles unies à nostre couronne, nos gens, officiers et subjects audit conté de Xaintonge ou aultres leur vouldissent mettre ou donner empeschement en la joyssance et usance du contenu en icelles noz lectres, verification et expedition, et que pour ce elles feussent en voye de leur estre et demourer, au temps advenir, illusoirs et de nul effect et valleur, s'ilz n'avoient sur ce confirmation et nouvelle provision de nous, si comme ilz dient, humblement requerans icelles. Pourquoi nous, ces choses considerées, et les grans charges et affaires que lesdicts supplians ont chascun jour à supporter en maintes manieres, avons nosdictes lectres, et le contenu, verification, expedition et enterinement d'icelles dessus transcrits et inserées, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, confirmées, louées, ratifiées et approuvées, louons, ratifions et approuvons par ces presentes, pour en joyr et user d'ores en avant par iceulx supplians et leurs successieurs esdicts bailliage et ysles, soubz les condicions et par la fourme et maniere qu'ilz faisoient et usoient auparavant et au temps et heure que feismes ledicts bail et transport à nostredict feu frere, comme dict est. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes et generaulx conseillers sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, et aux esleuz sur le fait des aides esdicts pays et conté de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, et à tous noz autres justiciers et officiers presens et advenir, ou à leurs lieutenans ou commris, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmacion, ratification, approbacion

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

et octroy ils facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et leursdicts succeesseurs joyr et user paisiblement, sans leur faire, ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun empeschement au contraire; ainçois, se faict, mis ou donné leur estoit, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay au premier estat et deu, car ainsi nous plaist-il estre faict. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre resgne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* J. DE MOLINS.

Collacion a été faite à l'original. *Visa. Contentor.* J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges du Vicomte et des Habitans de la vicomté de Turenne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous, à l'humble supplicacion et requeste de nostre amé et féal conseiller et chambellan Guy de Ponts, chevalier, seigneur de Montfort, avoir veues et leues noz autres lectres patentes en forme de chartes cy-attachées soubz nostre contre-scel, contenant et faisans mencion de plusieurs franchises, libertez, privilegeiges et immunitiez, jadis par noz predecesseurs Roys de France et autres, donnez et octroyez aux vicontes de Thurenne et aux nobles et autres habitans des villes, lieux et appartenances dudit viconté, et par feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, confermez et ratifiez, et aussi par nous au mois de mars, l'an mil iiii^e soixante et ung (b). Et pour ce que nostredict conseiller et chambellan suppliant, qui de present tient et possede plusieurs membres et places dudit viconté, situez et assis es fins et mettes d'icelluy et au pays et duchié de Guyenne et autres terres que par cy-devant avons baillées et delivrées à feu nostre frere, en son vivant Duc de Guyenne, pour son partage et appanaige, et que puis n'aguerres, par son trespas, avons reprises et remises en nostre main, et icelles unies à nostre couronne, doubte que, à l'occasion dudit bail et partage, union et reprise ainsi faiz que dict est, nos gens et officiers ou aultres lui vouldissent, au temps advenir, et à ses gens, subjectz et habitans esdicts membres et terres, mettre ou donner empeschement en la joyssance et usance desdicts privilegeiges, franchises, libertez et immunitiez, se nosdictes lectres et le contenu en icelles n'estoient par nous de rechief confirmées et approuvées, et noz grace et provision sur ce de nouvel imparties, humblement requerant icelles. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement que lesdicts privilegeiges, franchises, libertez et immunitiez dudit viconte de Thurenne, ont jà par nous esté confermez, et par nostredict feu seigneur et pere (c), comme dict est, voulant nostredict conseiller et chambellan estre favorablement traictié en ses affaires,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 262.

(b) Ces lettres ont été imprimées, t. XV, pag. 425 et 426. Voir aussi, pag. 221 du

même volume, des lettres du mois de novembre précédent, en faveur des mêmes habitans.

(c) Voir le tom. XIII, pag. 464.

avons

avons icelles noz lectres cy-attachées, et le contenu en icelles, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louées, confirmées, ratifiées et approuvées, louons, confermions, ratiffions et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr et user par nostredict conseillier et chambellan, et sesdicts hommes, subgectz et habitans desdicts membres et terres à lui appartenantes audict viconté de Thurenne, et des appartenances et appendances d'icelluy, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz en joysoient et usoient auparavant et au temps et heure dudict partage et appanaige, par nous ainsi faict et baillé à nostredict frere que dict est. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les generaulx conseilliers sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux seneschaulx de Quercy, de Perrigort et de Limosin, et aux esleuz sur le faict des aides et eslections de Perrigort et de Limosin, et à tous noz autres justiciers et officiers presens et advenir, ou à leurs lieutenans ou commis, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, approbacion et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent ledict seigneur de Montfort suppliant, et sesdicts hommes, subgectz et habitans des membres (a) et terres à lui appartenans audict viconté de Thurenne, joyr et user paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ne à aucun d'eulx, aucun empeschement au contraire, en quelque maniere que ce soit; ainçoys, ledict empeschement, s'aucun leur estoit ou avoit esté en ce mis ou donné, si l'ostent et mettent, ou facent oster et mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance et au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il estre faict. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* DE MOULINS. Visa. Contentor. J. DUBAN.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

NOTE.

(a) On appelloit ainsi, quelquefois, les différentes portions d'une seigneurie.

(a) *Nouvelle Confirmation des Privilèges accordés aux Habitans de Libourne en Guienne* (b).

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

Ces lettres sont absolument les mêmes que celles qui ont été imprimées ci-dessus pag. 435; il n'y a de changé que les dates. Le manuscrit porte ici, mai 1472; celui de la page 435 portoit juin 1471: tous deux disent, *onzième année du règne.* Ces mots doivent faire croire que la véritable date est celle du mois de mai 1472, puisqu'en juin 1471 on n'étoit encore que dans la dixième année du règne de Louis XI. Il ne peut d'ailleurs y avoir aucun doute sur la parfaite identité. C'est au parlement, aux gens des comptes et trésoriers à Paris, aux sénéchaux de Guienne, de Périgord et de Saintonge, que les lettres du Roi sont adressées.

NOTES.

(a) Mémoirel P de la Chambre des comptes, fol. 196 et suiv.

(b) Nous avons déjà rappelé, dans les deux volumes précédens, des lettres de Louis XI du mois d'octobre 1461, du 16 février 1462,

et du 15 février 1463, en faveur de la ville de Libourne. Voir le tom. XV, pag. 165. Voir aussi la pag. 617 du même tome, et la pag. 160 du tom. XVI.

Tome XVII.

S s s

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges de la ville de Montauban.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de noz bien-amez les consulz, manans et habitans de nostre ville et cité de Montauban, contenant que, au moys de juing, l'an mil cccc soixante-troys (b), lesdicts supplians obtindrent nos autres lectres patentes en laaz de soye et cire vert, cy-attachées soubz nostre contre-scel, et pour ce que, par le trespas de feu nostre frere, en son vivant Duc de Guyenne, avons presentement uny à nostre couronne et reprins et mis en noz mains ledict duchié de Guyenne et autres terres et seigneuries que lui avions baillées en appanaige, entre lesquelles est ladicte ville et cité de Montauban, et que lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les voulsissent, ores ou pour le temps advenir, troubler ou empescher en la joyssance de leurs previlleiges, franchises, libertez, coutumes, usances et autres choses dont mencion est faicte en icelles lectres, nous ont lesdicts supplians humblement faict supplier que nosdictes lectres et le contenu en icelles veuillons de nouvel, et en tant que mestier seroit, avoir agreables et les confermer, ratifier et approuver, et sur ce nostre grace et provision leur impartir. Pourquoi nous, ce considéré, et veues par nous lesdictes lectres et le contenu en icelles, et pour la bonne et vraye obeysance que ont tousiours monstré avoir envers nous et noz predecesseurs Roys de France lesdicts supplians, avons nosdictes lectres cy-attachées, comme dict est, et le contenu en icelles, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, de nouvel et en tant que mestier seroit, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr et user et exploicter plainement et sans contredict, et tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils faisoient au temps et heure que baillames ledict appanaige à nostredict feu frere. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre court de parlement, au seneschal de Quercy, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx sur ce requis et comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratification, confirmation, approbacion et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en quelque maniere que ce soit, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mettent ou facent mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, les sires de la Forest, du Lude et autres presens.* J. DE MOULINS.
Visa.

NOTES.

(a) Trésor des chartes, reg. 197, n.° 320.

(b) Voir notre tom. XVI, pag. 18.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai. 1472.

(a) *Confirmation des Habitans de la ville de Saintes dans tous leurs Privilèges et Franchises : Restitution des Biens à tous ceux qu'on en avoit dépouillés pendant les divisions intestines ; Annulation des Dons qui en avoient été faits.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les jurez, manans et habitans de nostre ville de Xaintes, contenant que, d'ancienneté, ilz et leurs predecesseurs en ladicte ville ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables privilleges, droitz, dons, libertez, franchises, possessions, octroiz, coustumes et usaiges, à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs, et d'iceulx ont joy et usé par cy-devant et font encores de present paisiblement et sans contredict; mais neantmoins, pour ce que de nouvel, et par le decés de feu nostre très-chier frere Charles de France, auquel en son vivant avions baillé et transporté en appanaige ledict duchié de Guyenne, nous avons uny et remis à nostre couronne icelluy duchié, ainsi qu'il estoit par avant et à l'heure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doutent que noz officiers ou autres les voulsissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts privilleges, droitz, dons, franchises, possessions, octroiz, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, s'ilz n'avoient sur ce provision de nous, comme ilz dient, humblement requérant icelle. Pourquoy nous, ces choses considerées, inclinans en cette partie à la requeste desdicts supplians, voulans qu'ilz soient favorablement traictiez en leurs affaires, lesdicts droitz, privilleges, dons, libertez, franchises, possessions, coustumes et usances desdicts supplians, et dont ils joysoient et usoient par avant et au temps et heure que feismes ledict bail et octroy à nostredict feu frere d'icelluy duchié de Guyenne, avons de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils en joysoient et usoient au temps et heure et auparavant dudict bail, transport et appanaige, ainsi fait et baillé à nostredict frere comme dict est. Et avecques ce, pour ce que, à l'occasion des divisions qui estoient entre nous et nostredict frere, nous pourrions avoir donné à plusieurs les biens, terres et seigneuries desdicts supplians ou d'aucuns d'eulx, nous, en faveur de la bonne obeyssance qu'ilz nous ont faicte en ladicte ville et de grands et louables services qu'ilz ont faiz à nous et à noz predecesseurs et esperons que tousiours facent, avons iceulx supplians et chascun d'eulx, leurs corps et personnes saulves, remis et restituez en tous et chascuns leurs biens, terres et seigneuries où qu'ilz soient, en cassant et adnullant tous et chascuns les dons que en pourrions avoir faiz, et sur ce imposons silence à nostre procureur et à tous autres. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre court de parlement, les gens de noz comptes et tresoriers à Paris,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 331.
Tome XVII.

Sss ij

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

aux seneschaulx de Poictou, de Guyenne, de Xaintonge et de Perrigort ; et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, ratification, approbacion et octroy, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, et s'aucunes de leursdictes personnes, biens, terres et seigneuries avoient esté ou estoient pour ce empeschez, qu'ils les leur mecient ou facent mectre à plaine delivrance, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mectre nostre scel à cесdictes presentes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixantedouze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* J. DE MOULINS. *Visa.*

LOUIS XI,
à Saintes,
le 28 Mai
1472.

(a) *Confirmation des Privilèges de Saint-Jean-d'Angely.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblе supplication de noz chiers et bien amez les maire, eschevins, conseillers et pers de nostre ville de Saint-Jehan-d'Angely, contenant que, d'ancienneté, ilz et leurs predecesseurs en ladite ville ont eu et encores ont de present plusieurs beaulx et notables previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, exemptions, possessions, octroys, coustumes et usances, à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs Roys de France (b), et aussi à eulx confermez et ratifiez par feu nostre frere le Duc de Guienne, auquel avions baillé et transporté en appanaige ledict duchié de Guienne, pais et conté de Xaintonge, et autres pais, terres et seigneuries, et d'iceulx ont par ces moyens joy et usé par cy-devant et jusques à present, paisiblement et sans contredit ; mais neantmoins, pour ce que, de nouvel et par le décès de nostredict feu frere, nous avons uny et remis à nostre couronne ledict duchié de Guienne, pais de Xaintonge, et autres terres et seigneuries que lui avions aussi transportées, ainsi qu'elles estoient par avant et à l'heure que en feismes ledict bail et transport, lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les vouldissent, au temps advenir, troubler ou empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, libertez, franchises, possessions, octroiz, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, se nostre grace et provision ne leur estoit sur ce impartie. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, et desirans qu'ils soient favorablement traictez en leurs affaires, lesdicts droiz, previlleiges, dons, libertez, franchises, exemptions, possessions, octroiz, coustumes et usances desdicts supplians, et dont ils joysoient et usaient par avant et au temps et heure que feismes ledict bail et transport à nostredict feu frere d'iceulx duchié de Guienne, pais de Xaintonge et autres terres et seigneuries dessusdicts, à eulx ratifiez et confermez par nostre-

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 339.

(b) Toutes ces lois sont rappelées t. XV, pag. 326 et suiv.

dict feu frere, comme dict est, avons, pour ces causes, en faveur de la bonne obeyssance qu'ilz nous ont faicte en ladicte ville, et des grans et louables services qu'ilz ont faiz à nous et à nosdicts predecesseurs Roys de France et esperons que tousiours facent à l'avenir, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils en joysoient et usoient, au temps et heure et auparavant dudict bail, transport et appanaige ainsi faict et baillé à nostredict frere comme dict est. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, les gens de nos comptes et tresoriers à Paris, et generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, generaulx aussi sur le faict de la justice des aides ordonnées pour la guerre, au seneschal de Xaintonge, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, ratification, approbation et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdicts supplians, plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en corps ne en biens, ne autrement en quelque maniere que ce soit, lequel se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mettent ou facent mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Xaintes, le xxvij.^e jour de May, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens. J. DE MOULINS. Visa.*

LOUIS XI,
à Saintes,
le 28 Mai
1472.

(a) *Concession d'une Mairie et d'un Gouvernement municipal aux Habitans de Blaye; Confirmation de tous leurs Privilèges.*

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien-amez les manans et habitans de nostre ville de Blaye, contenant que, d'ancienneté, ils et leurs predecesseurs en ladicte ville ont eu et ont encores de present plusieurs beaux et notables previlleiges, droiz, dons, libertés, franchises, octroiz, possessions, coustumes et usaiges à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs Roys de France (b), et aussi confermez et ratifiez par feu nostre frere le Duc de Guienne, auquel avons baillé et transporté à appanaige le duchié de Guienne et autres pays, terres et seigneuries, et d'iceulx ont par ces moiens joy et usé par cy-devant et jusques à present, paisiblement et sans contredict; mais ce neantmoins, pour ce que,

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 280.

(b) Voir notre tome XV, pag. 362.

LOUIS XI,
à Saintes,
Mai 1472.

de nouvel et par le decès de nostredict frere, nous avons uny et réuni à nostre couronne ledict duchie de Guienne, ainsi qu'il estoit par avant et à l'eure que en feismes bail et transport à nostredict frere, lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les vouldissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, dons, franchises, libertez, possessions, octroiz, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, s'ilz n'avoient sur ce provision de nous, umblement requerans icelle; et aussi, que, actendu que, pour l'entretienement, garde et deffense de ladictte ville, qui est en pays de frontiere, et conduite des affaires d'icelle, est bien besoing et necessité de mectre, ordonner et instituer gens de police, comme maire, soubz-maire et jurez, qui aient l'ueil et esgard à la police et gouvernement des affaires communes d'icelle, à l'eslection, par chascun an, desdicts manans et habitans, et tout ainsi qu'il est accoustumé de faire, par chascun an, es villes voisines et prouchaines de ladictte ville de Blaye, comme Bourg, Libourne et Saint-Emillion, et sur ce nostre grace leur impartir. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, et vouldans iceulx estre favorablement traictez en leurs affaires, lesdicts droiz, previlleiges, dons, libertez, franchises, possessions, usances et coustumes desdicts supplians, dont ils joyssent et usoient paravant et au temps et eure et auparavant dudict bail, transport et appanaige ainsi faict et baillé à nostredict frere que dict est, avons, pour ces causes et en faveur de la bonne obeysance qu'ilz nous ont faicte en ladictte ville, et des grans et agreables services qu'ilz ont faiz à nous et à nos predecesseurs Roys de France et esperons que encores plus facent au temps advenir, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratifions, confermons et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz en joyssent et usoient au temps et à l'eure et paravant lesdicts bail, transport et appanaige ainsi faict et baillé à nostredict frere que dict est; et, de nostre plus ample grace, leur avons octroyé et octroyons qu'ilz puissent et leur loise d'ores en avant eslire des plus notables personnaiges d'entre eulx, maire, soubz-maire et jurez, et autres officiers en ladictte ville, par chascun an, à commencer dès à present, dabte de ces presentes, et avoir et exercer justice et juridicion pour la conduite des affaires de ladictte ville et pays d'environ, police et gouvernement d'icelle, et, en ce faisant, cognoissent des matieres dont cognoissent et discutent, et joyr et user en ladictte ville, perpetuellement et à tousiours, de telles et semblables prerogatives et prééminences concernans le faict, creacion et exercice de ladictte mairie, que ont, joyssent et usent les maire, soubz-maire et jurez desdictes villes de Libourne et Saint-Emillion, et autres prouchaines dudict lieu et ville de Blaye; et lesquelz offices, maire, soubz-maire et jurez, et autres officiers necessaires pour l'exercice de ladite mairie, nous avons en ladictte ville de Blaye, après l'eslection desdicts supplians, en tant que mestier seroit, dès à present pour lors, créez, ordonnez et erigez, créons, ordonnons et erigeons par cesdictes presentes, et sur ce imposons silence perpetuel à nostre procureur present et advenir et à tous autres. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseilliers les gens de nostre court de parlement, aux seneschaux de Guienne et de Xaintonge, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz

presens grace, confirmation, ratification et approbacion et octroy, et aussi création, erection et ordonnance de ladite mairie et des offices de maire et autres necessaires pour ladite mairie et exercice d'icelle, par la maniere que dict est, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné, leur avoit esté ou estoit, le mectent ou facent mectre, sans delay, à plaine delivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mectre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Xaintes, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, le Duc de Bourbon, les sires de la Forest et du Lude, et autres présens.* DE MOULINS (a).

LOUIS XI,
à Xaintes,
Mai 1472.

NOTE.

(a) On trouve encore dans le registre 197 du Trésor des chartes, sous la date du mois de mai, des lettres d'abolition pour les habi-

tans de Pézenas et de Montigny, et des lettres d'amortissement pour l'église de Soissons. Ce sont les pièces 191 et 223.

(a) *Rétablissement à Bordeaux, du Parlement qui avoit été transféré à Poitiers.*

LOUIS XI,
à Xaintes,
le 1.^{er} Juin
1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lectres verront, salut. Comme dès le temps du bail, cession et transport par nous faicts à feu nostre frere le Duc de Guienne, du duchié et autres pays, terres et seigneuries que luy avions delaissés pour son partage et appanaige, nous eussions translaté en nostre ville de Poictiers nostre cour de parlement qui estoit lors séant en nostre ville de Bourdeaux (b), par le moyen de laquelle translation ladite cour a tousiours depuis esté tenue en nostre ville de Poictiers jusques à present, et pour ce qu'à cause du trespas de nostredict frere, n'agueres advenu, ledict pays et duchié de Guienne et autres terres et seigneuries que luy avions ainsy baillés et transportés pour sondict partage et appanaige, sont retournés en nos mains, et les avons réuni à nostre couronne, nous, pour le bien et entretenement dudict pays en nostre bonne et vraye obeyssance, et affin que nos subjects et habitans d'iceux pays soient d'ores en avant maintenus en meilleure police et justice, avons, par l'advis et deliberation de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignaige et gens de nostre grand conseil, et en obtemperant à la très-humble supplication et requeste qui sur ce nous a esté faite par nos chiers et bien-amez les gens d'esglise, nobles, bourgeois, manans et habitans de nostredict ville et cité de Bourdeaux et pays d'environ, ordonné et conclud que nostredict cour de parlement séant de present en nostredict ville de Poictiers retournera et sera remise en icelle nostredict ville de Bourdeaux, tout ainsy qu'elle estoit auparavant ladite translation qui en fut faite comme dict est. Sçavoir faisons que nous, voulans nostredict ordonnance et conclusion

NOTES.

(a) Transcrites sur le registre du Parlement de Bordeaux, fol. 106.

(b) Voir ci-dessus, pag. 210, note c. Les

lettres de translation du Parlement de Bourdeaux à Poitiers ont été imprimées pag. 231 et suiv.

LOUIS XI,
à Saintes,
le 1.^{er} Juin
1472.

estre mise à execution, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans; restitué et remis, restituons et remettons en nostre ville de Bourdeaux icelle nostre cour de parlement séant à present en nostre ville de Poitiers, pour estre d'ores en avant tenue et exercée tant par les presidens, conseillers et autres officiers estans et qui sont de present en nostredicte cour, que par quatre conseillers qu'avons de nouvel establys et ordonnés en icelle cour, c'est à sçavoir, MM. Guillaume Bec, lequel nous avons translaté en nostredicte cour de parlement au lieu et en l'estat qu'il est de present en nostre cour de parlement séant à Tholozé, Jacques Loup, et Henry de Faraignes, ès lieux et ainsi qu'ils estoient au temps de ladicte translation faite d'icelle cour en nostre ville de Poitiers, et Raymond Guilloche; et aussi avons remis et restitué Grimond, de Bourdeaux, en l'office de greffier civil et criminel de ladicte cour, ainsy qu'il le tenoit paravant ladicte translation; semblablement avons donné à M. Pierre Dusault l'office de greffier des presentations d'icelle cour, et à Marsau Bonenfant un office d'huissier de ladicte cour; et tous les autres officiers estant de present en icelle cour séant à Poitiers, reserve lesdicts greffiers tant seulement, nous les avons laissés en leursdicts offices, et voulons qu'ils leur demeurent et qu'ils puissent aller exercer en nostredicte ville de Bourdeaux, comme ils faisoient en nostredicte ville de Poitiers, si bon leur semble, en laquelle cour de Bourdeaux ressortiront les causes d'appel de nos subjects des pays qui y ressortissoient paravant icelle translation, excepté de la ville et gouvernement de la Rochelle tant seulement. Si donnons en mandement par ces presentes à nosdicts presidens, conseillers et autres officiers de nostredicte cour de parlement séant de present en nostredicte ville de Poitiers, excepté lesdicts greffiers, comme dict est, qu'incontinent ils se departent d'icelle ville sans plus y tenir aucune cour, jurisdiction ou cognoissance de quelque cause et matiere que ce soit, et s'en voient en nostre ville de Bourdeaux, pour y assister et tenir nostredicte cour de parlement, ainsi que dessus est dict, et tous les procès estans de present pendans indecis en ladicte cour de Poitiers, entre nos subjects des pays qui paravant icelle translation ressortissoient en nostredicte cour de parlement de Paris, renvoient en l'estat qu'ils sont en nostredicte cour de parlement à Paris, pour estre decidés et déterminés ainsi qu'il appartiendra par raison, sans plus en retenir aucune cour, jurisdiction ou cognoissance, laquelle nous leur avons interdite et deffendue, interdisons et deffendons par ces presentes, par lesquelles nous avons declairé et declairons nuls et de nulle valleur et effect tous les arrestz et appointemens et autres procedures qui pourroient estre faictes en nostredicte cour de parlement en nostredicte ville de Poitiers, depuis la presentation de ces presentes faite en icelle cour, sans que les parties s'en puissent ayder les unes à l'encontre des autres. En tesmoing de ce, nous avons mis nostre scel à cessedictes presentes. *Donné à Xaintes, le premier jour de Juin, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé sur le repli : *Par le Roy, J. BOURRE.*



(a) Lettres concernant le Ressort de la Sénéchaussée de la Rochelle (b).

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
le 2 Juin 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que nous, inclinans à la tres-humble supplicacion et requeste qui faicte nous a esté par noz chiers et bien-amez les maire, eschevins, bourgeois, manans et habitans de nostre ville et gouVERNEMENT de la Rochelle, et en faveur de la grande et bonne loyauté qu'ilz ont tousiours eue envers nous et la couronne de France(c), et pour certaines autres causes et consideracions à ce nous mouvans, nous avons, de nostre certaine science et grace especial, voulu, consenty et octroyé, voulons, consentons et octroyons par ces presentes, que les causes desdictz supplians, tant en cas d'appel que en dernier ressort, soient d'ores en avant jugées et déterminées en nostre court de parlement séant à Paris, et par noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans ou qui tiendront ladicte court, ausquelz nous en avons commis et commectons la cognoissance, et icelle avons ostée et oston aux gens de nostre court de parlement séant à Bourdeaux, ausquelz nous en avons interdict et deffendu, interdisons et deffendons par cesdictes presentes, toute court, juridicion et cognoissance, non obstant qu'elle leur eust esté par cy-devant baillée et commise. Si donnons en mandement par cesdictes presentes ausdictz gens de nosdictes courts de parlement de Paris et de Bourdeaux, et à tous noz autres justiciers et officiers qu'il appartiendra ou à leurs lieutenans et à chascun d'eulx, que nostre presente voulenté, consentement et octroy, ilz observent et gardent de point en point, sans faire ou innover ne souffrir estre faict ou innové aucune chose au contraire. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Saint-Jehan-d'Angely, le second jour de Juin, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Sic signatum : Par le Roy, BOURRE.

Lecta, publicata et registrata, Parisius, in Parlamento, undecimâ die Augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo lxxij. Sic signatum : BRUNAT.

Collacio facta est cum originali, et magistro Guidoni Pignart, procuratori predictorum maiorum burgenstum et scabinorum reddito. BRUNAT.

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, reg. E, fol. 256 recto.

(b) Louis XI avoit cédé à son frère la seigneurie de la Rochelle, en même temps qu'il lui avoit donné le duché de Guienne. (Voir ci-dessus, pag. 210.)

Charles V, un siècle auparavant (voir la même page 210, note b), avoit cependant déclaré, par une ordonnance qui a été insérée dans notre collection, que la Rochelle étoit irrévocablement unie au domaine de la cou-

ronne. (Voir ci-dessus, tome V, pag. 570.)

(c) Les habitans de la Rochelle s'étoient soumis avec peine au frère du Roi; mais, quand Louis XI voulut les remettre sous son obéissance, ils lui opposèrent d'abord les sermens que lui-même leur avoit fait prêter au Duc de Guienne. Celui-ci étant mort dans le même temps, Louis XI fit son entrée à la Rochelle, quelques jours avant la date de ces lettres, le 24 mai 1472.



LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
le 3 Juin 1472.

(a) *Confirmation des Privilèges des Habitans de l'île de Ré.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous, à la requeste et supplication de noz bien-amez les manans et habitans de l'isle de Ré, avoir veues et leues noz autres lectres patentes de confirmacion et octroy, desquelles la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
Février 1461.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir recue l'umblé supplication de nostre chier et féal cousin Loys d'Amboise, vicomte de Thouars et seigneur de l'isle de Ré, et des hommes, subjectz et habitans en ladicte isle, contenant que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, leur octroya dès l'an mil CCCC XXXVII ses lectres patentes de confirmacion de certaines franchises, previlleiges, dont mencion est plus à plain faicte esdictes lectres, desquelles la teneur s'ensuit (b):

CHARLES VII,
à Saint-Jean-
d'Angely,
Mars 1437.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir recue l'umblé supplication de nostre chier et féal cousin Loys d'Amboise, vicomte de Thouars, seigneur de l'isle de Ré, et de ses hommes et subjectz, habitans de ladicte isle, contenant que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, par ses lectres dont l'en dict la teneur estre telle (c):

CHARLES VI,
à Paris,
le 20 Mars 1408.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, de la partie de nostre chier et féal cousin Pierre seigneur d'Amboise, vicomte de Thouars, comte de Benon, seigneur et baron de Chalemon et de l'Isle (d), &c.

Suite des Lettres
de
LOUIS XI,
1472.

Item, la verificacion et expédition des generaux de noz finances et des esleuz de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, sur nosdictes lectres attachées à icelles, contenant cette fourme :

Nous, les generaux conseillers du Roy nostre sire sur le faict et gouvernement de toutes ses finances, veues les lectres patentes d'icellui seigneur ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles et pour les causes dedans contenues il a confermez et donnez à Monsieur Loys d'Amboise, vicomte de Thouars, seigneur de l'isle de Ré, et à ses hommes, subjectz et habitans de ladicte isle, qu'ils soient francs et exempts des franchises et previlleiges contenues et dont mencion est faicte esdictes lectres, à tousiours mais, consentons, en tant que à nous est, l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, et qu'ils en joyssent

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 350.

(b) Ces lettres ont été imprimées tom. XV des Ordonnances, pag. 351 et suiv.

(c) Ces lettres ont été imprimées pag. 352 et 353 du même tome.

(d) Voir le tome X des Ordonnances, pag. 416 et 417.

selon la forme et teneur d'icelles. *Donné soubz nos signetz, le xxv.^e jour de Juing, l'an mil cccc soixante et deux.* Ainsi signé : DE LA LOËRE.

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
le 3 Juin 1472.

LES ESLEUZ sur le fait des aides ayans cours pour la guerre ès pays de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, pour le Roy nostre sire, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. De la partie des manans et habitans de l'isle de Ré, nous ont esté présentées certaines lectres de previlleiges donnez et octroyez par le Roy nostre sire aux manans et habitans en ladicte isle de Ré, scellées de son grant scel en cire verte et lactz de soye, avec la verification et expédition faite d'iceulx par messieurs les generaulx sur le fait des finances dudit seigneur, attachées auxdictes lectres de previlleiges, soubz l'un de leurs signetz; et aussi nous ont présenté lesdicts habitans unes autres lectres dudit seigneur, par lesquelles nous est mandé que, s'il appert desdictes lectres de previlleiges et verification desdicts generaulx, enterinées à iceulx habitans, leur mettre à execution leursdictes lectres de previlleiges de point en point, selon leur forme et teneur, en les faisant joyr du contenu en icelles, ainsi que par icelles est mandé, sans y faire difficulté, ne leur mettre ou donner aucun destoubrier ou empeschement au contraire, non obstant que lesdictes lectres de previlleiges ne nous eussent esté présentées dedans l'an et jour de la date d'icelles, et qu'elles fussent surannées de deux ans et demy ou environ, ausquels previlleiges, verifications et lectres dessusdictes ces presentes sont attachées soubz l'un de nos signetz, par vertu et auctorité desquelles lectres, et comme il nous soit duement apparu desdictes lectres de previlleiges et de la verification et expédition faite d'iceulx par nosdicts seigneurs les generaulx, nous consentons l'enterinement d'icelles lectres de previlleiges, et que d'ores en avant lesdicts habitans et autres qu'il appartiendra et autres leurs successeurs au temps advenir en ladicte isle, joyssent et usent plainement et paisiblement d'iceulx previlleiges, selon leur forme et teneur, en mandant à tous les sergens, subgects et soubzmis du Roy nostredict sire, que iceulx habitans et autres qu'il appartiendra et leurs successeurs au temps advenir, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement des grace, confirmation, don et octroy et voulenté du Roy nostredict sire, selon la forme et teneur desdictes lectres de previlleiges, sans leur mettre, donner ou souffrir estre mis, fait ou donné, aucun destoubrier ou empeschement au contraire, tout ainsi par la forme et maniere que le Roy nostredict sire le veult et mande par cesdictes lectres estre fait. *Donné à la Rochelle, soubz deux de nos sceulz, le dernier jour de Juing, l'an mil cccc soixante-quatre.* Ainsi signé : Par Messieurs les Esleuz, GIBONNIS.

En nous requerant par iceulx manans et habitans supplians que, actendu que, par le décès de feu nostre frere en son vivant Duc de Guienne, nous avons uny et remis à nostre couronne ledit duchié de Guienne, pays et comté de Xaintonge, ès fins et mettes duquel comté ladicte isle est située et assise, et que nos officiers ou autres pourroient ou vouldroient, au temps advenir, troubler ou empescher iceulx supplians en la joyssance de leursdicts previlleiges, exempcions de tailles et contenu en nosdictes lectres dessus transcrittes, verification et expédition d'icelles, se de nouvel ils n'avoient sur ce provision, confirmation et ratification de nous et de nostre grace à eulx sur ce impartie, humblement requerant icelle. Pourquoi &c., inclinans en ceste partie à la requeste desdicts supplians, desirans qu'ils soient favorable-

Tome XVII.

T t t ij

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
le 3 Juin 1472.

ment traitez en leurs affaires, avons lesdicts priveileiges et contenu de nosdictes lectres, ainsi verifiées et expédiées, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, confermez, ratifiez et approuvez, louons, confermons, ratifions et approuvons par ces presentes, pour d'ores en avant en joyr par iceulx supplians perpetuellement et à tousiours, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ils en joysoient et usoiert au temps et heure et auparavant dudict bail, transport et appanaige ainsi faict et baillé à nostredict frere que dict est. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, aux seneschal de Xaintonge et esleuz sur le faict des aides ordonnées pour la guerre au pays de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que de noz presens grace, confirmation, ratification, approbacion et octroy, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en corps ne en biens, ne autrement en quelque maniere que ce soit, lequel, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, leur ostent et mettent, ou facent oster et mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance; car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict, non obstant quelzconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Saint-Jehan-d'Angely, le troisieme jour de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziemesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires de la Forest et du Lude, et autres presens.* DE MOULINS.
Collacion est faite.

LOUIS XI,
en l'ile
Notre-Dame
de Behuart
près Angers,
le 26 Juin
1472.

(a) *Lettres de provision de l'office de Chancelier de France.*

LOYS, par la^a grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, pour consideration des grans, louables, continuelz et recommandables services que nostre amé et féal conseiller, maistre Pierre Doriolle, general de noz finances, a par cy-devant faiz à feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, au service duquel il a par long-temps et jusques à son trespas esté continuellement en son conseil et en plusieurs grans et pesantes charges, tant de faict de justice que de finances, et autres touchant ses plus grans et especiaux affaires; ayans aussi à memoire les grans et louables services qu'il nous a faiz depuis nostre advenement à la couronne en maintes manieres, tant en plusieurs voyages et ambaçades que autres charges de partie de nos plus grandes et poisantes matieres où l'avons employé, en quoy il s'est très-

NOTE.

(a) Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 262 verso. On y lit, quelques pages après, sous la date du 21 juin, des lettres

de provision de lieutenant général pour le Roi à Paris.

loyalement et vertueusement gouverné et conduit en nostre service, faict et continue de faire chascun jour en grant cure et diligence, et avons esperance que encores plus face au temps advenir; considerans que par la longue continuacion des services qu'il a faiz tant à nostredict feu seigneur et pere que à nous, et pour les grandes matieres à la consulation desquelles il a esté appellé et dont bien grant partie sont passées par ses mains, il a entre autres cogneu et manyé, peu cognoistre, veoir et entendre des faiz de nostre royaume, autant que personne de sa qualité qui ait esté de bien long-temps, par quoy, tant en faict de justice que autrement, il nous peut mieulx, plus grandement et fructueusement servir en nosdictes affaires et au bien et utilité de la chose publicque de nostredict royaume; duement acertenez par longue experience de ses vertus, loyauté, grant sens, litterature, souffisance, prudence et bonne diligence, à icellui maistre Pierre Doriole, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, et par l'avis et deliberacion de plusieurs seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre grant conseil, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grace especialle, par ces presentes, l'office de nostre chancelier, que nagueres souloit tenir et exercer feu Guillaume Juvenel des Ursins, en son vivant chevalier, seigneur de Treignel, dernier possesseur dudict office, vaccant à present par son trespassement, pour icellui office de chancelier avoir, tenir et d'ores en avant exercer par ledict maistre Pierre Doriole, aux honneurs, auctoritez, prerogatives, prééminences, libertez, et aux gaiges de quatre mille livres parisis par an, et autres dons, pensions, droiz, prouffiz et esmolemens accoustumez et qui audict office appartiennent, telz et semblables que les chancelliers de France doivent et ont accoustumé d'avoir à cause dudict office, et tout ainsi et par la forme et maniere que les avoit et prenoit ledict feu de Treignel, dernier possesseur dudict office, à iceulx gaiges, dons, pensions et autres droiz, avoir et prendre sur les plus clers et premiers deniers de l'esmolument du scel de ladicte chancellerie, par la simple quittance dudict maistre Pierre Doriole, et sans qu'il lui en conviengne lever descharge du changeur de nostre tresor ne autres acquits quelconques. Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, et à tous nos autres justiciers, officiers et subgetz, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que audict maistre Pierre Doriole ilz obeissent, chascun en droict soy, comme à nostre chancelier, et, en tant que à eulx est, facent obeir et entendre par tous ceulx et ainsi qu'appartiendra en toutes choses touchant et concernant ledict office, et d'icellui office, ensemble des honneurs, prééminences, auctoritez, prerogatives, gaiges, dons, pensions, droiz, prouffiz et esmolemens dessusdictz, les facent, seuffrent et laissent joyr, plainement et paisiblement. Mandons en outre à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers que lesdictz gaiges de iiiij^m livres parisis par an, dons, pensions, droiz, prouffiz et esmolemens dessusdictz, et autres audict office de chancelier appartenans, ils facent payer, bailler et delivrer d'ores en avant par chascun an audict maistre Pierre Doriole, nostre chancelier, par sa simple quittance ou acquit sur l'esmolument dudict scel de nostre chancellerie, aux termes et en la maniere accoustumez, et tout ainsi que les avoit et prenoit à son vivant ledict feu Guillaume Juvenel des Ursins; et par rapportant ces presentes, ou *vidimus* d'icelles faict soubz scel royal, pour une foiz tant seulement, avec quittance sur ce souffisant dudict maistre Pierre Doriole, sans autre descharge ne

LOUIS XI,
en l'ile
Notre-Dame
de Behuart
près Angers,
le 26 Juin
1472.

LOUIS XI,
en l'île
Notre-Dame
de Behuart
près Angers,
le 26 Juin
1472.

acquict, nous voulons lesdictz gaiges, dons, pensions, droiz, prouffiz et esmolumens dessusdictz, ou ce que payé et baillé en aura esté, estre alloué es comptes et rabatu de la recepte de l'audiencier de nostredict chancelerie, qui à present est ou pour le temps advenir sera, par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelx nous mandons expressement que ainsi le facent sans aucune difficulté, non obstant que descharges n'en soient levées comme dict est, et quelconques ordonnances, mandemens, restrinctions ou defenses à ce contraire. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné en l'isle de Notre-Dame de Behuart près Angers, le xxvj.^{me} jour du mois de Juin, l'an de grace mil quatre cent soixante-douze, et de nostre regne le unzième.* Sic signatum : *Par le Roy, TILHART.*

Et in plica est scriptum : *Lecta, publica et registrata, in Parlamento, die decimâ Julii, anno millesimo quadringentesimo septuagesimo-tercio.*

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
Juin 1472.

(a) *Exemption de Tailles, Aides et autres Subventions quelconques pour les Habitans d'Ars* (b) *et de Leys* (c).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bien-amez les manans et habitans de l'isle d'Ars et de Leys, contenant que le xxix.^e jour de mars, l'an de grace mil cccc soixante-huit, lesdicts supplians obtindrent noz autres lectres patentes, et l'executoire et enterinement d'icelles, desquelles la teneur s'ensuit :

LOUIS XI,
à Amboise,
le 29 Mars 1468.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, aux esleuz de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, ou à leurs commis, salut. De la partie des manans et habitans de l'ysle d'Ars et de Leys, nous a esté humblement exposé que feu de bonne memoire le Roy Charles, nostre ayeul, que Dieu absoille, dès l'an mil iiij.^e et viij, donna et octroya lectres patentes d'affranchissement de non payer tailles, aides et subsides ne subvencions quelconques, aux manans et habitans de l'ysle de Ré, et pour consideracion de ce que ladicte yse de Ré estoit et est assise en la mer, sur la frontiere de nostre duché de Guyenne, en la venue et descente des Anglois et autres nos adversaires et ennemys de nostre royaume, tellement que, de marée à autre, iceulx adversaires ennemys y povoient venir et viennent souvent aborder et descendre, et que par plusieurs foiz, par le fait de nosdicts ennemys qui avoient et ont fait descente en ladicte yse, icelle et plusieurs desdicts habitans ont esté arse, tournés, gastés et arrençonnés en telle maniere, que lesdicts habitans en icelle avoient esté tellement apauvris et grevez, que à grant peine ilz povoient vivre ne durer, et leur falloit souventeffoiz eulx exposer pour la deffense de ladicte yse et de leurs personnes, et sans ce qu'ilz peussent avoir aucun secours ou aide que d'eulx-mêmes sceullement, et que, jà soit que de toute ancienneté lesdicts habitans feussent tenus en franc aleu, sans recognoistre aucun souverain, touteffoiz, puis peu

NOTES.

(a) Trés. des chartes, reg. 197, pièce 321.

(b) Dans l'île de Ré.

(c) Ou de Loys. Elle n'est séparée de l'île de Ré que par un canal de 3 à 400 pieds.

de temps en ça, le seigneur de ladicte yslé qui lors estoit, par le vouloir et consentement desdicts habitans, voulant tousiours accroistre la seigneurie de nostre royaume, icelle terre et seigneurie de l'isle de Ré l'advouèrent tenir de nostredict ayeul en foy et hommaige lige, et dès-lors devindrent noz hommes, vassaulx et subjectz, au devoir d'une maille de florance seulement pour tout relief et rachapt à mutacion de vassal, pour toutes redevances et choses quelzconques, et pour ce que dès-lors feu Pierre d'Amboise, lors seigneur de ladicte yslé, tant pour luy que pour sesdicts hommes et subjectz, se doubtoit que les officiers de nostredict ayeul qui lors estoient et par le temps advenir seroient sur le faict des aydes ordonnez pour la guerre, vouldissent iceulx habitans de icelle yslé et seigneurie de Ré, lors et pour le temps advenir, contraindre à payer lesdicts aydes, comme faisoient les autres dudict royaume, et iceulx aydes faire cueillir et lever et avoir cours en icelle terre et seigneurie de Ré, ce que lesdicts poveres habitans n'eussent peu porter ne soustenir, actendu les grosses charges qu'ilz avoient d'iceulx adversaires de nostre royaume, pour soustenir le party d'icellui, et qu'ilz n'avoient promptement à leurs affaires aucun secours que d'eulx-mêmes, et par ce leur eust convenu du tout delaisser l'abitation de ladicte yslé, se iceulx aydes eussent eu cours, qui eust esté la totale perdition desdicts habitans, si comme dès-lors ils firent exposer à nostre ayeul, en lui requerant ses grace et remede convenable, lequel nostre ayeul, eue lors consideration à ce que dict est, desirans de tout son cueur garder et preserver ses subjectz d'oppression, et mesmement iceulx habitans, à ce qu'ilz peussent plus aisement à plus grant force resister contre et à la voullenté, entreprinse et pilleries desdicts ennemys et adversaires, pour eschever aux grans inconveniens et dommaiges que lesdicts habitans desdictes yslés de Ré, par le moyen desdicts aydes, s'ils avoient cours en icelle terre et seigneurie, se pourroient ensuir, pour les causes et considerations à ce le mouvans, leur donna de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, qu'ilz et leurs successeurs, et autres personnes quelzconques marchandans en icelle yslé, feussent et demourassent frans, quictes et exempts perpetuellement et à tousiours-mais, de toutes aides, tailles, subsides et autres subvencions quelzconques qui mis et ordonnez estoient pour le faict de la guerre et autrement audict royaume ou mis pourroient estre au temps advenir, et sans, pour ce, qu'ilz pussent estre contrains ne aucuns d'eulx en aucune maniere, et lesquelz aides, tailles et subvencions n'eussent aucun cours esdictes yslés dessusdictes sur lesdicts habitans ne autres marchans en icelle, lors ne au temps advenir, en quelque maniere que ce feust, lesquelles lectres d'affranchissement dessusdictes depuis l'an mil CCC XXVII avoient et ont esté confirmées, approuvées et ratifiées avecques tout le contenu en icelles, par feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, comme l'en dict apparoir par ses lectres, desquelles et du contenu en icelles nous deuement informez, et eue consideration à ce que en ladicte yslé a eu, depuis, plusieurs et diverses adversités, tant à l'occasion de la descente des Angloys noz anciens ennemys que autrement, voulays pour ces causes et autres à ce nous mouvant, eussions en l'an mil iiij^e lxxj (a) confermez, approuvez et ratifiez leurs affranchissemens et libertez, et voulu et consenti que lesdicts exposans et successeurs feussent et demourassent quictes, frans et exempts

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely.
Juin 1472.

NOTE.

(a) Voir ci-dessus, tome XV, pag. 351 et suiv.

LOUIS XI;
à Saint-Jean-
d'Angely,
Juin 1472.

de non payer et contribuer aux tailles, aides, subsides et subvencions quelzconques mis et à mettre sus, au moyen et par vertu desquelles lectres de verification et expedicion d'icelles, les habitans de ladicte yslle de Ré soient et pevent demourer en franchise et liberté de non contribuer et payer lesdictes tailles, aides, subsides et subvencions. Et combien que lesdicts exposans, manans et habitans en ladicte yslle d'Ars et de Leys soient et aient accoustumé d'estre en et de ladicte yslle de Ré et soubz une seigneurie en fief ou arriere-fief, et aussi contribuables et comprins en tous et chascuns les affaires de ladicte yslle de Ré, aussi aient frayed et fourny à la rançon qui nagueres a esté payée à noz anciens ennemys les Angloys, et parce que raisonnablement ilz doivent joyr et user dudict previlleige dont dessus est faicte mencion, ce neantmoins, vous, esleuz dessusdicts, depuis l'octroy et concession de nosdictes lectres de confirmation desdicts affranchissemens, vous estes efforcez et efforcez de jour en jour contraindre lesdicts habitans et chascun d'eulx à payer lesdictes tailles, aydes et subsides, et autres subvencions par nous ordonnées à estre mises sus et imposées, sans avoir consideration aux choses dessusdictes, en leur très-grant grief, prejudice et dommaige, et plus pourroit estre se par nous ne leur estoit sur ce pourveu de noz grace et remede convenables, ainsi qu'ilz dient, humblement requerant iceulx. Pourquoi nous, ces choses considerées, et mesmement que lesdicts habitans desdictes yslles ont souffert et porté de grans pertes et dommaiges jusques presque à leur totale desercion, et qu'ilz sont subgetz à la descente de nosdicts ennemys et autres pirates de mer, et que promptement on ne leur peut donner secours, voulans semblablement nosdictes lectres de confirmation leur estre vallables et qu'elles sortissent leur plain effect, vous mandons, et pour ce que la cognoissance de ceste matiere vous appartient, connectons par ces presentes, et à chascun de vous si comme à lui appartendra, que s'il vous appert des choses dessusdictes et mesmement de nosdictes lectres de confirmation, et que lesdicts exposans soient de l'ysle de Ré en fief ou arriere-fief, et contribuables à toutes les affaires de ladicte yslle comme les autres habitans d'icelle, vous, en icellui cas, faictes, permectez et seuffrez lesdicts exposans joyr et user desdictes franchises et libertez dessusdictes, tout ainsi et par la forme et maniere que lesdicts habitans de ladicte yslle de Ré ont faict par cy-devant et encores font de present, en contrainnant à ce faire et seuffrir tous ceulx qui pour ce seront à contraindre, non obstant oppositions ou appellacions quelzconques; car ainsi nous plaist-il estre faict, et ausdicts exposans l'avons octroyé et octroyons de grace especial par ces presentes, non obstant, comme dessus, que par cy-devant ilz aient payé lesdictes tailles, aydes et subsides, mandemens, defenses et lectres subreptices impetrees ou à impetrer à ce contraires. Mandons &c. *Donné à Amboise, le xxix.^e jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante et huit, et de nostre regne le huitiesme, avant Pasques.* Ainsi signé : *Par le Roy, B. MEURIN.*

LES ESLEUZ ordonnez par le Roy nostre sire ès pays de Xaintonge, ville et gouvernement de la Rochelle, sur le faict des aydes. De la partie des manans et habitans de l'ysle d'Ars et de Leys nous ont esté baillées et presentées les lectres patentes du Roy nostredict seigneur, ausquelles ces presentes sont attachées soubz nostre scel, par lesquelles et pour les causes dedans contenues, et parce qu'il nous est deuement apparu du contenu esdictes lectres, tant par la depposition de plusieurs gens notables de la ville de la Rochelle

Rochelle que autrement, et mesmement des lectres de confirmation du Roy nostredict seigneur faictes et données aux habitans de l'ysle de Ré, de leurs previlleiges, franchises et exemptions, et aussi que lesdicts habitans de l'ysle d'Ars et de Leys sont et ont esté contribuables à toutes les affaires d'icelle ysle de Ré, es descentes que ont faict par cy-devant les Angloys en icelle ysle de Ré, consentons l'enterinement et accomplissement desdictes lectres, et que lesdicts habitans de ladicte ysle d'Ars et de Leys soient d'ores en avant tenus francs et exemps de non payer et contribuer aux tailles, subsides et subvencions quelzconques mises et à mettre sus, tout ainsi et en la forme et maniere que ceulx de ladicte ysle de Ré. Si donnons en mandement au premier sergent du Roy nostredict sire ou de nostre court, qui sur ce sera requis, qu'il face joyr lesdicts habitans de ladicte ysle d'Ars et de Leys, desdicts previlleiges et franchises, tout ainsi et par la forme et maniere que le Roy nostredict sire le veult et mande estre faict par sesdictes lectres. *Donné soubz nostre scel; le vij. jour d'Avril, l'an mil cccc soixante et neuf.*

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
Juin 1472.

Et combien que les esleuz qui lors estoient de par nous au pays de Xaintonge, ainsi qu'il appert par leurs lectres d'attache cy-dessus transcriptes, après que deuement leur fut apparu du contenu en icelles noz lectres, aient icelles lectres enterinées, et, en ce faisant, tenu et faict tenir lesdicts supplians francs, quictes et exemps de previlleiges, exemptions et franchises dont à plain est faicte mention en nosdictes lectres, plainement et sans aucun contredict, ce neantmoins, lesdicts supplians doubtent que, soubz couleur de transport et bail par nous faict à feu nostre très-chier frere, en son vivant Duc de Guyenne, dudict duchié et autres terres et seigneuries par nous à lui baillées en appanaige et partaige, es fins et mettes desquelles est située et assise ladicte ysle d'Ars et de Leys, noz officiers ou autres leur voulussent, ores ou pour l'advenir, mettre ou donner empeschement esdicts previlleiges et contenu en nosdictes lectres dessus transcriptes, se sur ce ilz n'avoient provision et confirmation de nous, en nous humblement requerant que, attendu ce que dict est, et que de tout temps ilz ont tousiours eu de grans adversitez, tant à cause des inondacions de la mer que aussi des Angloys nos anciens ennemys, qui ont par ci-devant faict à eulx et ceux de ladicte ysle de Ré de grans maulx et oppressions, il nous plaise confermer, louer, ratifier et approuver lesdicts previlleiges, exemptions et contenu de nosdictes lectres et executoire d'icelles, et sur ce nostre grace leur impartir. Pourquoi nous, ce considéré, deuement informez du contenu en nosdictes lectres dessus transcriptes, avons ausdicts supplians, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, icelles lectres, ensemble les previlleiges et contenu d'icelles, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, louez, confermez, ratifiez et approuvez, louons, confermons, ratifions et approuvons, et de nouvel, en tant que mestier seroit, donnez et octroyez, donnons et octroyons, par cesdictes presentes, pour d'ores en avant en joyr par lesdicts supplians et leurs successeurs demourans en ladicte ysle, plainement et paisiblement, et tout ainsi que font et feront ceulx de ladicte ysle de Ré, et que lesdicts supplians fesoient au temps dudict appanaige baillé à nostredict feu frere de Guyenne. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les generaux conseilliers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux esleuz sur le faict des aydes ordonnez pour la guerre en Xaintonge, ville et gou-

Suite
des premières
Lettres de
LOUIS XI.

LOUIS XI,
à Saint-Jean-
d'Angely,
Juin 1472.

vernement de la Rochelle, ou à leurs lieutenans ou commis, que de nostre presente grace, confirmation, ratification et octroy, de nouvel, se mestier est, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre on donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequell, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, leur mettent ou facent mettre, tantost et sans delay, à plaine delivrance, car ainsi nous plaist-il estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Saint-Jehan-d'Angely, au mois de Juin, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, le sire du Lude, le gouverneur de la Rochelle, et autres presens.* J. DE MOULINS. Collacion est faite. *Visa.*

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Celles,
Juin 1472.

(a) *Lettres relatives à la Foire de Saint-Denis; Exemption de toute sorte de Droits et Impôts sur toutes les Marchandises et Denrées qu'on y apportera, et sur toutes celles qui y auront été achetées.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme nous ayons esté deuement informez par plusieurs lectres patentes, contenant fourme d'octroy et concession, emanées de plusieurs Roys de France, comme des feuz Roys Dagobert (b), Pepin, Charlemaigne et Loys son fils, noz predecesseurs (c), que anciennement ait eu chascun an certain marché en nostre ville de Saint-Denys en France, commençant le jour de Saint-Denys, au mois d'octobre, jusques à quatre sepmaines ensuivans, lequell marché fut créé et constitué par ledict feu Roy Dagobert et depuis confirmé par les autres Roys dessusdicts, en affranchissant par culx et chascun d'eulx ledict marché de tous subsides, treuz et exactions quelzconques lors ayans cours en nostredict royaume (d), tant au regard de tous marchans estrangiers venans audict marché comme de tous autres de nostre royaume, lequell marché, tant à cause de plusieurs guerres et divisions qui depuis ont eu cours en icelluy nostre royaume ou autrement, n'ait esté entierement entretenu par ledict temps et espace de quatre sepmaines, et aient par ce moyen delaisé lesdicts marchans à y venir et frequenter, fors scullement ledict jour de Saint-Denys, audict moys d'octobre, auquel jour a esté entretenu, comme est encores de present, ledict marché, auquel marché, obstant la brevité d'icelluy, et aussi qu'il n'y

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 205. Doublet, Histoire de Saint-Denis, liv. III, pag. 1107.

(b) Dagobert fut le fondateur de l'abbaye de Saint-Denis. Ce fut lui aussi qui y établit, le 9 octobre de chaque année, la foire qui subsiste encore.

(c) Les chartes de Pepin, de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire, en faveur de l'abbaye de Saint-Denis, ont été recueillies par Doublet, pag. 691 et suiv.

(d) Dagobert, dans ses lettres données en 632, nomme beaucoup d'impôts qu'on percevoit alors sur les marchandises et sur leur transport. Il fait don à l'abbaye de Saint-Denis de ceux qu'on pouvoit percevoir à l'occasion de la foire qu'il établit, *theloneos vel navigios, portaticos, rivaicos, rotaticos, vultaticos, themonaticos, chespetaticos, pulveraticos, foraticos, mercaticos, laudaticos, saumaticos, sabnaticos.* Tous ces mots ont été expliqués dans le Discours préliminaire de notre tome XVI.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Celles,
Juin 1472.

a aucune franchise, affluent peu de marchans et mesmes d'estrangers et d'autres loingtains de nostredict royaume, pour lesquelles causes nous a esté supplié et requis par les religieux, abbé et couvent dudict Saint-Denys, en faveur desquelx et de ladicte esglise nosdicts predecesseurs avoient jadis faict, créé et constitué ledict marché, et icelluy affranchi, comme dict est, que il nous plust ledict marché remectre et faire remectre sus, en la fourme et maniere qu'il y souloit estre, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerées, inclinans à la supplication desdicts religieux, abbé et couvent de Saint-Denys, lesquelx ont esté fondés par noz feuz predecesseurs Roys de France, et par eulx et nous tousiours augmentez en biens temporelz, en l'onneur et reverence des glorieux saints martyrs monsieur Saint Denis et ses compagnons, desquelx les corps gisent et reposent en icelle esglise, et en laquelle nosdicts predecesseurs, en signe de ce, ont de toute ancienneté esleu leur sepulture et y sont sepulturez et inhumez, avons de nouveau, en tant que mestier est, estably et establissons de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, ledict marché, et avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, qu'il soit, d'ores en avant, perpetuellement et à tousiours tenu en nostredict ville de Saint-Denys, ledict jour et feste Saint-Denys audict moys d'octobre, et huit jours entiers après et prouchains ensuivans, et jusques au lendemain des octaves de ladicte feste inclusivement, et que tous marchans estrangers et autres de nostre royaume y puissent venir vendre et distribuer toutes manieres de denrées et marchandises, sans ce qu'ilz soient tenus ou puissent estre aucunement contrains de nous payer aucunes aydes et subsides à cause d'icelles denrées et marchandises qu'ils y vendront ainsi et distribueront durant le temps dessusdict, et desquelx aydes et subsides nous les avons affranchiz, quitez et exemptez, affranchissons, quictons et exemptons à tousiours, par cesdictes presentes; et en oultre, avons ordonné et ordonnons, par cesdictes presentes, que toutes denrées que l'on amenera pour vendre audict marché, et aussi toutes celles qui seront achaptées, prises, levées ou ramenées dudict marché, soient franchises de tous peages, barrages, truages et acquiz, vieulx et nouveaulx, par tous les lieux de nostredict royaume, l'espace de trois sepmaines entieres, avant et prochainement precedans le commencement dudict marché, et jusques à trois sepmaines après et prouchains ensuivans la fin d'icelluy; toutes voyes, au regard desdictes denrées et marchandises vendues avant ledict marché encommencé ou après icelluy failly, seront prises, cueillies et levées les impositions accoustumées. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes, tresoriers, aux generaulx conseilliers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances, aux prevost de Paris, bailliz de Vermandois, d'Amiens, de Troyes, de Meaulx, de Senliz et de Melun, et à touz noz autres justiciers, officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que en entretenant, observant et gardant, et faisant entretenir, observer et garder noz presens establesemens, voulenté, ordonnance, exemption et franchise, ilz fassent cryer et publier à son de trompe et cry publicque ledict marché et tout le contenu en cesdictes presentes, par toutes les bonnes villes et lieux de leur jurisdiction qu'ilz verront estre à faire, et icelluy marché seuffrent et laissent tenir chascun an d'ores en avant perpetuellement, les jours dessus declairez, et joyr et user lesdicts marchans tant estrangers que autres de nostredict royaume qui frequenteront ledict marché, de nostredict franchise

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Celles,
Juin 1472.

et exemption, sans leur faire ne souffrir estre fait aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, si l'ostent, reparent et remectent, facent oster, reparer et remectre, tantost et sans delay, au premier estat et deu. Et pour ce que de ces presentes l'en pourra avoir à besoingner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Notre-Dame de Celles, au mois de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de Craon, maistre Pierre Doriole, Ambroys de Chambray et autres presens.* J. MERLIN. *Visa.* Contenor. J. DUBAN (a).

NOTE.

(a) Le registre 197 du Trésor des chartes offre encore, sous la date du même mois de juin, des lettres d'amortissement pour l'église de Saint-Côme et Saint-Damien, d'autres pour Notre-Dame de Celles en Poitou, n.° 212 et 213; une confirmation du don de la vicomté d'Aurillac, n.° 247; des lettres de ratification pour une vente faite à Jean de Rochecheuart, n.° 340. Blanchard cite, sous la même date, pag. 316 de sa Compilation chro-

nologique des ordonnances, édits, &c., d'après le volume E des registres du Parlement et d'après le volume O du Mémorial de la Chambre des comptes, des lettres patentes du mois de juin 1472, portant don du comté d'Avre à Gilbert de Bourbon, Comte Dauphin d'Auvergne. Je n'ai pas trouvé les lettres en faveur des habitans de Selles en Berry, qu'il annonce, pag. 315, sous la date du 12 juin.

LOUIS XI,
à Saint-Florent-
lès-Saumur,
Juin 1472.

(a) *Concession du Droit de tester et de disposer de tous ses Biens, faite par le Roi à tous les Étrangers qui habitent Bordeaux.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication des maire et juratz de nostre ville et cité de Bourdeaux, contenant que ladite ville est habitée de plusieurs personnes de diverses contrées, dont les aucuns sont estrangers, lesquels ont fait et font difficulté d'y terminer leurs jours, parce qu'ilz ne peuvent tester ne disposer de leurs biens sans congé de nous, et, à ceste cause, icelle ville ne se peut bonnement peupler, si comme dient lesdicts supplians, requerans humblement qu'il nous plaise donner et octroyer congé et licence ausdicts habitans d'icelle ville qui sont estrangers, de pouvoir tester et disposer de leursdicts biens, comme s'ils estoient natifs de nostre royaume, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ce que dict est considéré, desirans le bien et entretenement de nostredite ville et cité de Bourdeaux et des habitans en icelle, et subvenir ausdicts supplians en ceste partie, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, octroyé et octroyons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, à tous les estrangers et natifs hors de nostre royaume qui sont à present demourans en nostredite ville et cité de Bourdeaux, qu'ilz puissent tester et disposer de tous les biens, meubles et immeubles qu'ils ont ou auront en icelluy nostre royaume, tout ainsy que s'ilz

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 328.

en estoient natifs, sans ce qu'ils soient tenuz, à ceste cause, de payer à nous ou à noz successeurs aucune finance, laquelle finance qui nous en pourroit appartenir, nous, en faveur de la bonne loyauté que lesdicts supplians ont tousiours démontrée par effect avoir envers nous, et pour autres causes et considerations à ce nous mouvans, l'avons ausdicts estrangers donnée et quictée, donnons et quictons, par cesdictes presentes signées de nostre main. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, au seneschal de Guienne, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, octroy, don et quictance, facent, seuffrent et laissent tous lesdicts estrangers qui sont à present demourans en nostredicte ville de Bourdeaux, et chascun d'eulx, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; mais, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le reparent ou facent reparer et mettre incontinent et sans delay au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Saint-Fleurent-lez-Saumur, au mois de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, BOURRE. Visa.*

LOUIS XI,
à Saint-Florent-
lès-Saumur,
Juin 1472.

(a) *Confirmation des anciens Privilèges des Églises de Saint-André et Saint-Séverin à Bordeaux.*

LOUIS XI,
à Saint-Florent-
lès-Saumur,
Juin 1472.

LOYs, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les doiens, chantres, chanoines et chappitres des esglises de Saint-André et Saint-Severin de Bourdeaux, que d'ancienneté ilz et les predecesseurs en icelles esglises ont eu et ont encores de present plusieurs beaulx et notables previlleiges, droiz, coustumes et usances, à eulx donnez et octroyez par nous et noz predecesseurs Roys de France (b), desquelx ilz ont joy et usé par cy-devant et encores en joyssioient paisiblement, au temps et à l'eure des bail et transport qui furent par nous faiz à feu nostre frere le Duc de Guienne, des pays et duchié de Guienne et autres terres et seigneuries que lui avons delaissées pour son partaige et appanaige; mais neantmoins, pour ce que, de nouvel et par le decez de nostredict frere, ledict duchié et autres pays, terres et seigneuries que lui avions baillés, comme dict est, sont retournez en noz mains, et les avons uniz et remis à nostre couronne ainsi qu'ils estoient par avant ledict appanaige, lesdicts supplians doubtent que noz officiers ou autres les vouldissent, au temps advenir, troubler et empescher en la joyssance de leursdicts previlleiges, droiz, coustumes et usances, ou en aucuns d'iceulx, s'ils n'avoient sur ce provision de nous, si comme ils dient, umblement requérant icelle. Pourquoi nous, en consideration aux choses dessusdictes, desirans lesdicts supplians

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 333.

(b) Voir notre tome XV, pag. 34, 42, 463, 567, 582 et suiv.

LOUIS XI,
à Saint-Florent-
lès-Saumur,
Juin 1472.

estre favorablement traictez en leurs affaires, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, louez, ratifiez, confermez et approuvez, louons, ratiffions, confermons et approuvons, de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, lesdicts previlleiges, droiz, coustumes et usances desdicts supplians, pour en joyr et user d'ores en avant, perpetuellement et à tousiours, tout ainsi qu'ils en joyssioient et usioient par avant et au temps et heure desdicts partaige et appanaige par nous faiz et baillez à nostredict frere. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement, les gens de noz comptes, tresoriers et generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, au seneschal de Guienne, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, confirmacion, ratification et approbacion, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdicts supplians et leurs successeurs plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun empeschement au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Saint-Florent-lez-Saumur, au mois de Juing, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unzieme.* Ainsi signé: *Par le Roy, BOURRE. Visa.*

LOUIS XI,
au
Plessis-Macé,
Juillet 1472.

(a) *Nouvelle Confirmation des Coutumes, Établissements et Franchises des Habitans de Bayonne* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons &c., nous avoir receue l'umble supplication de nos chiers et bien-amez les manans, bourgeois et habitans de nostre ville et cité de Bayonne, contenant que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, après la recouvrance par luy faicte de ladicte ville, laquelle avoit esté par bien long-temps detenue et occupée par les Angloys noz anciens ennemys et adversaires, donna et octroya ausdicts supplians plusieurs previlleiges, exemptions, franchises et libertez (c), lesquelx, après nostre advenement à nostre couronne, leur furent par nous confermez, et aussi leur en furent par nous donnez et octroyez de nouveaux (d), plus à plain contenuz et declairez ès lectres qu'ilz ont sur ce obtenues, tant de nostredict feu seigneur et pere que de nous, desquelx previlleiges, exemptions, franchises et libertez lesdicts supplians ont joy et usé par aucun temps, sans aucun contredict ou empeschement, et mesmement jusques à ce que feu nostre frere le Duc de Guienne fist prendre la possession de ladicte ville, par vertu du bail que luy en avions faict, pour partie de son appanaige; depuis lequel temps ses officiers se sont efforcez par divers moyens de donner ausdicts supplians plusieurs troubles et empeschemens en la joyssance de leursdicts previlleiges, exemptions, franchises et libertez, ou des aucuns d'iceulx, à laquelle cause iceulx supplians

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 197, pièce 206.

(b) Voir le t. XV, p. 359, 463, 469 et 573.

(c) Voir le tom. XIV, pag. 174 et suiv.

(d) Voir la note b ci-dessus.

doubtent que noz officiers les veuillent semblablement, ores ou pour le temps advenir, empescher en ladicte joyssance d'iceulx leurs previlleiges, exemptions, franchises et libertez, se nostre grace et provision ne leur estoit sur ce impartie, si comme ilz dient, umblement requerans icelle. Pourquoi nous, en consideracion aux choses dessusdictes, mesmement aux causes qui meurent nostredict feu seigneur et pere et nous de donner ausdicts supplians lesdicts previlleiges, exemptions, franchises et libertez, voulans, en faveur de la bonne loyaulté que avons congneue par effect qu'ilz ont envers nous et la couronne de France, leur subvenir et pourveoir en ceste partie, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, loué, ratifié, confirmé et approuvé, louons, ratifions, confermions et approuvons, par ces presentes, tous iceulx previlleiges, exemptions, franchises et libertez, et autres dons, concessions et octroyz ainsi faiz, donnez et octroyez ausdicts supplians par nostredict feu seigneur et pere et par nous, pour en joyr et user par iceulx supplians à tousiours perpetuellement, par la maniere et selon le contenu desdictes lèctres qu'ilz en ont obtenues d'icelluy nostre feu seigneur et pere et de nous, et tout ainsi qu'ilz en ont justement et legitimement joy et usé par cy-devant, et que ilz en joysoient au temps et à l'eure des partaige et appanaige par nous faiz et baillez à nostredict feu frere. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens qui tiendront nostre court de parlement à Bourdeaux, les gens de noz comptes et tresoriers, aux seneschaulx de Guyenne et de Lannes, bailly de Labor, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieux tenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratification, confirmation et approbacion, facent, seuffrent et laissent joyr et user lesdicts supplians, plainement et paisiblement, par la maniere et ainsi que dessus est dict, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; mais, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le reparent et mettent, ou facent reparer et mettre, incontinent et sans delay, au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Plessis-Macé, au moys de Juillet, l'an de grace mil cccc soixantedouze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE. Visa.*

LOUIS XI,
au
Plessis-Macé,
Juillet 1472.

(a) *Nouvelle Union de la ville de Bayonne au Domaine du Roi* (b).

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication de nos chiers et bien-amez les gens d'esglise, nobles, bourgeois et habitans de nostre ville et cité de Bayonne, contenant que, après ce que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, eut prins, reduit et mis en son obeissance

LOUIS XI,
au
Plessis-Macé,
Juillet 1472.

NOTES.

(a) Trés. des chart., reg. 197, pièce 207.

(b) Des lettres de Charles VII, du mois de septembre 1451, avoient déjà prononcé

que Bayonne demeurerait irrévocablement unie au domaine de la couronne. Voir le t. XIV des Ordonnances, pag. 175 et 176.

LOUIS XI,
au
Plessis-Macé,
Juillet 1472.

ladicte ville, laquelle avoit demouré par long-temps soubz l'obeissance des Angloys noz anciens ennemis et adversaires, nostredict feu seigneur et pere octroya ausdicts supplians, à leur très-umblé supplication et requeste, et par ses lectres patentes scellées en latz de soye et cyre vert, que ladicte ville et cité de Bayonne, et tous les habitans et demourans en icelle, feussent et demourassent dès-lors en avant, perpetuellement et à tousiours, soubz luy et la seigneurie de luy et de ses successeurs Roys de France, nuement et sans moyen, et d'abondant adioignit et adunit ladicte ville et cité à son vray domaine, couronne et seigneurie, et de sesdicts successeurs, sans ce qu'ils en peussent estre separez ne mis en autre main pour quelconque cause que ce feust; mais, ce nonobstant, par inadvertnance ou autrement, nous les avons depuis desmembrez et separez de nostre couronne et seigneurie, et les avons baillez et transportez à feu nostre frere le Duc de Guienne, pour partie de son partaige et appanaige; et pour ce que, puis nagueres, nostredict frere est allé de vie à trespasement, par quoy toutes les terres et seigneuries que luy avions baillées et transportées pour sondict partaige sont retournées en noz mains, lesdicts supplians nous ont faict supplier et requerir que nostre plaisir feust les réunir et les adioindre à nostre couronne et seigneurie de noz successeurs Roys de France, sans que jamais ilz en peussent estre separez, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ce que dict est considéré, et ayans regard à la bonne volonté, affection et desir desdicts supplians, et affin qu'ilz aient tousiours plus grant couraige de perseverer, maintenir et garder leur loyauté envers nous, nostre couronne et seigneurie, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, octroyé et octroyons de nouvel ausdicts supplians, de grace especial, plaine puissance et autorité royal, par ces presentes, que nosdictes ville et cité de Bayonne, et tous les manans et habitans qui sont et seront demourans en icelle, soient et demeurent d'ores en avant, perpetuellement et à tousiours, soubz nous et la seigneurie de nous et de noz successeurs Roys de France, nuement et sans aucun moyen, et icelle ville et cité avons adioincte et réuynie, adioingnons et réunissons à nostre vray domaine, couronne et seigneurie et de nosdicts successeurs, sans ce que jamais, pour quelconque cause que ce soit, ilz en puissent estre separez ne mis en autre main, ne que la separacion qui en a esté par cy-devant faicte pour occasion desdicts partaige et appanaige de nostredict feu frere, leur puisse en aucune maniere prejudicier. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à nostre amé et féal chancelier, à noz amez et féaulx conseillers les gens qui tiendront nostre court de parlement à Bourdeaux, les gens de noz comptes et tresoriers, au seneschal de Lannes, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx en droict soy et comme à luy appartiendra, que noz presens octroy et adionction ilz tiennent et gardent, et facent tenir et garder sans enfreindre, en faisant joyr lesdicts supplians du contenu en cesdictes presentes, et icelles enregistrar par tous les lieux et auditoires où il appartiendra, car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné au Plessis-Macé, au mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-douze; et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, J. BOURRE. Visa.*

(a) Élection des Maire et Pairs (b) de Beauvais.

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme il soit tout notoire et soyons aussi à plain informez, tant par noz chiefs de guerre à present estans en nostre ville de Beauvais; que par plusieurs autres dignes de foy venuz dudict lieu, et autrement en maintes manieres, comme noz très-chiers et bien-amez les maire, pers, bourgeois, manans et habitans de ladicte ville de Beauvais, voulans garder et monstrier par effect leur très-grant loyauté qu'ilz ont eue tousiours et ont envers noz predecesseurs, nous et la couronne de France, en ensuyvant la trace de leurs predecesseurs qui l'ont tousiours ainsi faict, sans varier, à l'encontre des Angloys noz anciens ennemis, et leurs allies, noz rebelles et desobeissans subjects et adversaires de nous et de nostre royaume, aient vertueusement et constamment, sans aucunement varier, doubter ne vaxiller, puis trois sepmaines en ça, actendu et soustenu la venue, ferocité armée, et assemblée illicite en forme d'ost et de siege, et puissance desordonnée de Charles de Bourgoigne (c), nostre rebelle et desobeissant subject (d), et de ses secaces (e) et complices, avec plusieurs très-rudes et puissans assaulx par eulx faiz et donnez à l'encontre de ladicte ville, cuidant (f) la gaigner, surprendre et subvertir, ou la reduire à leur très-dampnable entreprinse et entencion, tant auparavant la venue de nosdicts chiefs de guerre et cappitaines en ladicte ville que depuis qu'ilz y ont esté arrivez, et iceulx Bourgoignons et tous leursdicts assaulx repulsez, et resisté vigoureusement de jour et de nytt, et, en ce faisant, y employé leurs corps et biens, femmes et enfans, sans aucunement eux espargner jusques à la mort, à l'occasion desquelles choses, iceulx maire, pers, bourgeois et habitans ont souffert, soustenu et encores seuffrent et soustiennent, pour garder ladicte loyauté, grans perils, pertes, dangiers, despenses, dommaiges, dont ilz sont grandement à louer, et les en avons en singuliere grace et cordiale dilection; pour ce est-il que nous, desirans lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans de Beauvais aucunement remunerer desdicts services, et iceulx recognoistre envers eulx, à iceulx, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons octroyé, permis et consenty, octroyons, permectons et consentons de grace especialle, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, que eulx et leurs successeurs en ladicte ville puissent et leur loyse d'ores en avant, chascun an, eslire et faire maire et pers en ladicte ville, telles personnes souffisans et ydoines, soient clerks, gens de fiefs ou autres, telz qu'ilz aviseront pour le bien de ladicte ville, et que tous

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 354. Ordonnances de Charles IX, registre EE, fol. 379.

(b) Magistrats municipaux, qui formoient le conseil de ville, et parmi lesquels on éli-soit ordinairement le maire; il y en avoit aussi pour l'administration de la justice des seigneurs.

(c) Le Duc de Bourgoigne, qu'on a surnommé le Téméraire; il régnoit depuis 1467.

Tome XVII.

Charles venoit de publier un manifeste dans lequel il accusoit Louis XI d'avoir empoisonné le Duc de Guienne, son frère.

(d) Il y a dans le registre EE, *Charles de Bourgoigne, et de ses consorts, secaces et complices, nos rebelles et desobeissans subjects, avec plusieurs très-rudes &c.*

(e) Suivans. On appelloit *sega* l'obligation de suivre son seigneur à l'armée.

(f) Croyant.

Xxx

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

lesdicts habitans soient tenuz obeir ausdicts maire et pers, pour comparoir aux assemblées qui par eulx seront advisées estre faictes, pour le bien et utilité de ladicte ville, sur peine de dix sols tournois ou autre amende à la discrecion et arbitrage desdicts maire et pers, le tout à applicquer au prouffit de la fortificacion de ladicte ville, et non ailleurs, nonobstant quelque usage, observance et maniere de faire qui par cy-devant auroit esté en ce tenue et gardée au contraire. Sy donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre court de parlement à Paris, aux bailliz de Vermandois, d'Amyens et de Senlis, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, octroy, permission et consentement, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts habitans et leursdicts successeurs joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se faict, mis ou donné leur estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre, sans delay, au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à la Roche-au-Duc, au mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, Vous, maistre Jehan Herbert, General, et autres presens, FLAMENG.*

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

(a) *Exemption d'impôts accordée, sous quelques modifications, aux Habitans de Beauvais.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme il soit tout notoire et soyons aussi à plain informez, &c. &c. (b); pour ce est-il que nous, voulans et desirans lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans, aucunement relever et soulager desdictes pertes, despenses, dommaiges et interests, et reconnoistre à eulx leursdicts services, iceulx, pour ces causes, et affin qu'ilz soient tousiours plus enclins de continuer et entretenir leurdictte loyauté envers nous et nostre couronne, et autres à leur exemple, et pour autres grans consideracions à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, propre mouvement, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, et leurs successeurs demourans en ladicte ville, affranchiz, quictez et exemptez, affranchissons, quictons et exemptons, par ces presentes, à tousiours mais perpetuellement, de toutes imposicions quelzconques qui sont à present et pourroient estre au temps advenir mises sus et imposées de par nous et noz successeurs Roys de France en nostredict royaume, soit pour le faict et entretenement de noz gens de guerre, et autrement, pour quelque cause que ce soit, excepté toutesvoves des vin, boys et poisson venduz et qui pareillement se vendront au temps advenir en gros en ladicte ville, et des bestes à pié fourché, lesquels nous

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 348.

(b) Le préambule est, mot à mot, le

même que celui des lettres précédentes, jusqu'à ces mots, *singulière grace et cordiale dilection.*

reservons et entendons y avoir cours tout ainsy qu'ilz ont à present; et de nostre plus ample grace, avons remis, commué et modéré, remectons, commuons et modérons, par ces mesmes presentes, le quatriesme du vin et autres breuvaiges vendus et qui se vendront à destail en ladictie ville, au huitiesme, sans que les fermiers ne autres quelzconques qui sont et seront commis à cueillir et recevoir lesdictes imposicions, puissent prendre ne lever aucunes imposicions, se non celles desdicts vin et boys et poisson venduz et à vendre en gros, comme dict est, et dudict pié fourché, telz et en la maniere que dessus, pour quelque cause ne en quelque maniere que ce soit. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux esleuz sur le faict des aides ordonnés pour la guerre en l'eslection dudict Beauvais, et autres noz justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans de Beauvais, leursdicts successeurs et chascun d'eulx, ils facent, sceuffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presens grace, affranchissement, quittance, exemption, et de tout le contenu en cescdictes presentes, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, car ainsi nous plaist il et voulons estre faict, et ausdicts maire, pers, bourgeois et habitans de Beauvais et à leursdicts successeurs l'avons octroyé et octroyons de nostredicte grace par ces mesmes presentes, nonobstant que, par les lectres de commission qui sont et seront données par nous et nosdicts successeurs pour mettre sus lesdictes imposicions, soit mandé imposer à icelles toutes manieres de gens exemps et non exemps, previlleigiez et non previlleigiez, en quoy ne voulons ne entendons lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans, leursdicts successeurs ne aucuns d'eulx, estre comprins en aucune maniere, et quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cescdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Roche-au-Duc, au mois de Juillet, l'an de grace mil CCC soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Vous, maisire Jehan Herbert, General, et autres presens, FLAMENG.*

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

(a) *Faculté accordée à tous les Habitans de Beauvais d'acquérir et de posséder des Fiefs nobles; Exemption pour eux de tous les Droits qui seroient à payer au Roi : Exemption aussi du ban et de l'arrière-ban.*

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme il soit tout notoire et soyons aussi à plain informez, &c. (b); pour ce est-il que nous, voulans et desirans lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans aucunement relever et soulagier desdictes pertes, despenses et interests, et recognoistre envers eulx lesdicts services, à iceulx, pour ces causes, et affin qu'ilz soient plus enclins de continuer et

NOTES.

(a) Trés. des chart., reg. 197, pièce 351. même encore jusqu'à ces mots, *cordials dis-*

(b) Le préambule de ces lettres est le *lection.*

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

entretenir leur loyauté envers nous et nostre couronne, et autres à leur exemple, et pour autres grans considerations à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, propre mouvement, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, octroyé et octroyons, voulons et nous plaist que eulx et leursdicts successeurs en ladicté ville puissent et leur loyse tenir et possider d'ores en avant perpetuellement tous siefz nobles par eulx acquis et à acquerir, sans ce qu'ilz puissent estre contrains d'en vuyder leurs mains, ne pour ce paier aucune finance ou indempnité, ores ne pour le temps advenir, à nous ne à noz successeurs, pour quelque cause ou occasion et en quelque maniere que ce soit, et laquelle finance, quelle qu'elle soit et à quelque somme qu'elle puisse monter, nous leur avons dès maintenant pour lors, pour consideration des choses dessusdictes, liberalement donnée et quictée, donnons et quictons par cesdictes presentes, signées de nostre main; et de nostre plus ample grace mesme, affin que lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans soient tousiours plus enclins et abstrains, en continuant leurdicté loyauté, de garder ladicté ville en nostre obeissance et de resister auz entreprinses que nosdicts ennemis et adversaires, par aventure, s'efforceroient cy-après faire sur et à l'encontre d'icelle ville, leur avons et à leursdicts successeurs en oultre octroyé et octroyons comme dessus, que, pour raison desdicts siefz ne autrement, en quelque maniere que ce soit, ils ne soient tenuz d'aler ou envoyer en noz guerres et armées qui sont et seront par nous et nosdicts successeurs d'ores en avant mises et drecées en nostredict royaume, pour quelconque cause ou occasion que ce soit; ainçois, qu'ilz demourent en ladicté ville, en bon et souffisant habillement de guerre, pour la garde et deffense d'icelle, et de ce les avons à tousiours exemptez et exemptons de nostredicté grace par ces mesmes presentes, par lesquelles nous donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, aux bailliz de Vermandois, d'Amyens et de Senlis, aux commissaires qui sont et seront deputez à faire les monstres des gens du ban et arriere-ban de nostredict royaume, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans de Beauvais, et leursdicts successeurs en ladicté ville, ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user de noz presens grace, voulenté et octroy, plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis ou donné leur estoit en aucune maniere, si l'ostent ou facent oster et mettre sans delay au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il et voulons estre fait, nonobstant que la vailleure de ladicté finance ne soit cy-autrement spécifiée ne declairée, que lesdicts maire, pers, bourgeois et habitans ne leurs successeurs ne comparent ou envoient esdictes monstres qui sont et seront faictes desdictes gens du ban et arriere-ban de nostredict royaume, et quelconques criz, proclamacions faiz et à faire touchant ledict ban et arriere-ban, mandemens, ordonnances ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autruy en toutes.

Donné à la Roche-au-Duc, au mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixantedouze, et de nostre règne le unziesme. Ainsi signé : LOUIS. Par le Roy, Vous, maistre Jehan Herbert, General, et autres presens, FLAMENG.



(a) Confirmation des Privilèges de la ville de Cahors.

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de noz chiers et bien-amez les consulz, bourgeois et habitans de nostre ville et cité de Cahours, contenant que le temps passé leur ont esté donnez, octroyez et confermez par aucuns noz predecesseurs Roys de France et nous, plusieurs beaux previlleiges, franchises et libertez, et sur ce ont obtenu plusieurs lectres patentes en forme deue, au moyen desquelles et autrement, deuement, ilz ont tousiours joy et usé et joyssent encores plainement et paisiblement desdicts previlleiges, franchises et libertez; mais pour ce que, depuis, nous avons baillé la duchié de Guienne, auquel est située ladicte ville de Cahours, à feu nagerres nostre frere le Duc de Guienne, lequel en a tousiours joy jusques à son trespas, et que depuis ilz n'ont esté encores par nous confermez, ratifiez et approuvez, lesdicts supplians doubtent que au temps advenir on leur veuille mettre et donner empeschement en la joyssance d'iceulx, se nostre grace ne leur estoit sur ce impartie, comme ilz nous ont faict dire, en nous umblement requerant icelle. Pourquoi nous, ces choses considérées, inclinans liberalement à la requeste desdicts supplians, mesmes pour consideration de la bonne loyauté et obeysance qu'ilz ont tousiours gardée envers nous et la couronne de France, et par especial à la redduction par nous nagerres faite en nostre obeysance de ladicte duchié de Guienne, en quoy lesdicts supplians se sont grandement employez, ainsi que avons esté deuement advertiz, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons tous leursdicts previlleiges, franchises et libertez, ainsi à culx octroyez et confermez par nosdicts predecesseurs, ensemble ceulx qui par nous leur peuvent avoir esté donnez et dont ilz ont joy par cy-devant et joyssent justement et deuement, confermez, louez et approuvez, confermons, louons et approuvons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, en tant que mestier leur est et seroit, par ces presentes, et voulons et nous plaist que lesdicts supplians et leurs successeurs en ladicte ville en joyssent et usent plainement et paisiblement, tout ainsi qu'ilz en ont joy et usé plainement et paisiblement, le temps passé, par la maniere devant dicte. Si donnons en mandement au seneschal de Quercy, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians et leursdicts successeurs en ladicte ville ils facent, seuffrent et laissent joir et user plainement et paisiblement de noz presens confirmation et approbacion, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, car ainsi nous plaist-il et voulons estre faict. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Roche-au-Duc, au mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le unziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, Vous, maistre Jehan Herbert et autres presens, FLAMENG.* Visa (b).

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 197, pièce 221.

(b) Les n.^{os} 208 et 286 du registre 197

sont une autorisation accordée à Jean de Harrecourt pour fortifier une de ses terres, et

LOUIS XI,
à la Roche-
au-Duc,
Juillet 1472.

Suite de la NOTE.

un droit semblable accordé à Guisard Brulon de la Brulonnière, avec le droit aussi d'y avoir des fourches patibulaires: l'une et l'autre sont du mois de juillet 1472.

Les n.^{os} 219 et 220 du même registre sont des lettres de création d'un monnoyeur en Dauphiné. Les secondes sont du mois d'août de la même année.

LOUIS XI,
à Paris,
le 7 Août
1472.

(a) Lettres concernant des Monnoies fabriquées dans le Comté de Foix.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaulx maistres de noz monnoyes, salut et dilection. Il est venu à nostre cognoissance que, depuis certain temps en ça, nostre cousin le Conte de Foix *(b)* a faict ouvrer en sa ville de Morlans et autre part en ses pays, deniers d'or et d'argent, c'est assavoir, escuz qui ont cours pour xxvij sols vij deniers tournois la piece, auquel cours de poix et loy que sont lesdicts escuz, se tire de marc d'or fin plus que en noz monnoyes, vij livres xv sols tournois, et quant ausdicts deniers d'argent, c'est assavoir, gros qui ont cours pour iij sols tournois, et blancs qui ont cours pour xij deniers tournois piece, se tire iij livres xv solz de marc d'argent, plus que ne faisons en nosdictes monnoyes, et par ce tous les escuz et monnoye blanche que faisons faire, avecque toutes les matieres tant d'or que d'argent estans en nostre royaume, se fondent et convertissent esdicts deniers, au très-grant prejudice et dommage de nous et de toute la chose publique de nostredict royaume, et plus seroit, se pourveu n'y estoit. Pourquoi nous, eue sur ce bonne et meure deliberacion du conseil, vous mandons et enjoignons par ces presentes en commectant, se mestier est, que lesdicts escuz, gros et blancs, faictz ès pays de nostredict cousin de Foix, vous faictes descrire et abatre, en faisant ou faisant faire par cry publique inhibition et deffense de par nous, à tous en general, tant marchans que autres, de quelque estat qu'ilz soient, que plus ilz ne preignent ne mectent lesdicts escuz, gros et blancs, pour quelque pris que ce soit, sur peine de forfaiture d'iceulx et d'amende arbitraire, mais les couppent et sisaillent, et les portent par billon en noz plus prouchaines monnoyes, pour y estre convertiz en l'ouvrage que y faisons faire, jusques à ce que autrement en soit par nous ordonné; et procedant et faisant proceder, après lesdicts crys et inhibicions, contre les transgresseurs et delinquans, s'aucuns en y a, ainsi qu'il est accoustumé, en telz cas, de ce faire, vous donnons pouvoir par ces presentes, au *vidimus* desquelles, faict soubz scel royal, voulons foy estre adjoustée comme à ce present original; mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjectz que à vous et chascun de vous, et à voz commiz et deputez, en ce faisant, obéissent et entendent diligemment, et vous donnent conseil, confort et aide, et prestant prisons, se mestier est et requis en sont. *Donné à Paris, le vij.^e jour d'Aoust, l'an mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé: *Par le Conseil, estant en la Chambre des comptes, auquel les Trésoriers estoient.* **LEBLANC.**

NOTES.

(a) Transcrites sur le registre F de la Cour des monnoies, fol. 92 verso.

(b) C'étoit alors François-Phœbus, petit fils

de Gaston IV, mort au mois de juillet 1471. Le Prince de Viane, son père, avoit péri dans un tournoi, en 1470.

(a) Lettres en faveur de l'Université de Cahors; Sauvegarde et autres Privilèges que le Roi lui accorde.

LOUIS XI,
à la Guerche,
Août 1472.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, universis presentibus pariterque futuris. Rationi congruum arbitantes si, inter sollicitudines atque curas quibus in et pro nostris regendis subditis noster pulsatur animus, quantum ad hoc precipuè aspiremus ut regni nostri universitates et studia, nostris temporibus, sub commisso nobis regimine in pacis amenitate manuteneri valeant et tueri, ac doctores, magistri, licenciati, baccalarii, studentes scolares et cetera dictarum universitatum et studiorum supposita, que die nocteque circa scientiarum thesauros quibus universus orbis conspicitur illustrari, invigilanti, præattenti immensis subesse laboribus non sinentes, sub nostre protectionis clipeo à suis relevantur pressuris et à noxiis defendantur, ut eo libentiùs intendere et vacare velint et valeant ad premissa, quo liberaliùs et specialius per regalem potentiam censerint se adjuvos, nos dilectos nostros cancellarium, rectorem, magistros, doctores, licenciatos, baccalarios, studentes scolares et reliqua supposita dilecte filie nostre universitatis Caturcii que nunc sunt et pro tempore futuro erunt, in et sub manu nostra regia, tuicione, protectione et salva gardia speciali existentes ab antiquo, unà cum eorum servitoribus et famulis, domibus, grangiis, maneriis et hereditatibus, et ceteris bonis suis tam ecclesiasticis quàm mundanis, ubique in regno nostro existant, de novo in et sub nostri et successorum nostrorum Francie Regum manuicione et protectione et salva gardia speciali suscipimus et ponimus per presentes, senescallum Caturcii et judicem majorem locum tenentem, presentes et posteros, eorumque locatenentes, infra dictam civitatem Caturcii et non alibi habitantes, perpetuos et speciales gardiatores seu conservatores, nec non judicem ordinarium curie parisiensis predictæ civitatis Caturcii et ejus locatenentes, subgardiatores et subconservatores eidem tenore presencium deppuantes, quibus et eorum cuilibet harum serie committendo mandamus, quatinus jamdictos rectorem, cancellarium, magistros, doctores, licenciatos, baccalarios, studentes scolares et alia supposita universitatis predictæ, servitoresque et familiares eorundem, tam ad prelibatam universitatem Caturcii veniendo, standoque et morando ibidem, quàm exinde recedendo et abeundo, unà cum quibuscumque bonis suis predictis tueantur et defendant, sive tueri ipse senescallus et judex major nostri Caturcii gardiator, pariter et judex ordinarius parisiensis Caturcii subgardiator predicti, vel ipsorum locatenentes, faciant et defendant ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, si armorum, potentiâ laicorum, ac inquietacionibus et aliis novitatibus indebitis quibuscumque, atque in suis justis possessionibus, saisinis, juribus, usibus, franchesiis, libertatibus et immunitatibus, in quibus ipsos et eorum singulos suosque predecessores fuisse pacificè ab antiquo invenerint, sub pretactis nostris manu, protectionis tuicione et salva gardia speciali manuteneant et conservent, non permittentes in personis eorum aut familia rebusque et bonis suis aliquas fieri vel inferri injurias aut indebitas novitates; quin immò, si quas repperirent esse vel fuisse factas predictis cancellario, rectori, magistris, doctoribus, licenciatis, baccalariis, studentibus scholaribus, suppositisque prelibatis dicte universitatis, virtute nostre presentis save gardie, ad statum pristinum et debitum reducant, sive per judicem aut judices competentem seu competentes indilate reduci, et nobis ac

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 309.

LOUIS XI,
à la Guerche,
Août 1472.

parti emendam condignam propter hoc fieri et prestari faciant et procurent, hujusmodi nostram salvam gardiam Caturcii, ubi expediens et opportunum constiterit, notificando seu faciendo solempniter publicari, nec non, in signum ejusdem, penuncellos regios in et super jamdictis domibus, maneriis, grangiis et hereditatibus, possessionibus, rebus et bonis ipsorum et cujuslibet eorumdem, in terra que jure scripto regitur situatis, et alibi in casu periculi eminentis dumtaxat apponant, faciant vel apponi, ne quis exinde valeat se per ignorantiam excusare, inhibendo preterea seu inhiberi faciendo, nostra et dictorum nostrorum successorum ex parte, omnibus et singulis de quibus fuerint requisiti, sub certis et magnis penis nobis applicandis, ne sepedictis cancellario, rectori, doctoribus, magistris, licenciatis, baccalariis studentibus, scholaribus et suppositis dicte universitatis, aut eorum famulis et servitoribus, sive in eorum rebus et bonis quibuscumque infra regnum nostrum existentibus, forefaciant vel presumant forefacere quovis modo; et in casu novitatis, si inter ipsos cancellarium, rectorem, doctores, magistros, licenciatos, baccalarios, studentes scolares et supposita, familiamque ipsorum et serviores, bonorum suorum quorumpiam ratione, et aliquos eorum adversarios oriaur controversia, lis seu debatum, rem contenciosam ad manum nostram et dictorum successorum nostrorum tanquam superiorem ponant seu ponere faciant, et per eandem manum per judicem seu judices ad quem vel ad quos pertinuerit recedenciam fieri, ubi et prout fuerit faciendum faciant, partes hujusmodi facientes, et etiam nostre presentis salve gardie infractores et contemptores, aut qui, in contemptum ejusdem, predictis gardiatoribus vel subgardiatoribus seu eorum alteri gardiatoris vel subgardiatoris officium exercendo injuriam fecerint vel offensam, sive qui eis vel eorum alteri super hoc inobedientes fuerint vel rebelles, coram judicibus ad quos hujusmodi cognicio pertinere debuerit adjornando vel adjornari faciendo, processurum super hoc ut fuerit rationis; et si quis ex prementionatis cancellario, rectore, magistris, doctoribus, licenciatis, baccalariis, studentibus scholaribus, suppositis, aut famulis et servitoribus eorumdem, ab aliquibus assecuramentum habere voluerit, ipsos adjornent seu faciant adjornari coram dictis senescalco vel iudice majori gardiatoribus vel iudice ordinario curie pariatgii vel subgardiatoribus seu suis locatenentibus aut judicibus ad quos pertinuerit, daturos assecuramentum hujusmodi bonum et legitimum, faciendo et processurum super hoc ut fuerit rationis; et detur prementionatis cancellario, rectori, magistris, doctoribus, licenciatis, baccalariis, studentibus scholaribus et suppositis, aut famulis et servitoribus eorumdem, assecuramentum hujusmodi bonum et legitimum, juxta pristinam consuetudinem ac prout fuerit rationabile faciendum, ac generaliter faciant et facere possint gardiator vel subgardiator predicti vel eorum locatenentes, presentes et futuri, omnia et singula que ad gardiatoris vel subgardiatoris officium spectant, et possunt ac debent quovis modo pertinere. Et nos damus his presentibus in mandatum omnibus et singulis justiciariis et subditis regni nostri, quatinus sepedictis gardiatoribus et subgardiatoribus et eorum locatenentibus, ac cuilibet eorumdem, atque depputandis et committendis super hoc ab eisdem, in omnibus et singulis supra et infra scriptis, intendant in hac parte, pareant diligenter, presentique auxilium, favorem, consilium et juvamen, si egerint et de hoc fuerint requisiti. Ulteriori quieti dictorum cancellarii, rectoris universitatis predicte et aliorum prementionatorum providere cupientes, volumus et ordinavimus atque declaravimus quod nostra est intencio quod, non obstantibus quibuscumque privilegiis et licetis, civitatibus, villis, castris et locis, per predecessores nostros Francorum Reges et nos concessis, cujuscumque tenoris existant, quas hic pro insertis haberi volumus, dicti cancellarius, rector universitatis predicte, et alii superius nominati, eosdem injuriatores, offensores, violatores, debitores, ubicumque infra regnum nostrum existant

LOUIS XI,
à la Guerche,
Août 1472.

et morentur, coram ipsis senescallo, iudice majori, nostris gardiatoribus, aut iudice ordinario pariatgii dicte civitatis subgardiatori, aut locatenentibus eorum, ejusdem universitatis Caturcii gardiatoribus et subgardiatoribus, trahi, citari et eorum actionem in civitate Caturcii et intra muros ejusdem tantum intentare possint et valeant, nec non de causis et actionibus personalibus quibuscumque eorumdem de cetero cognoscaut, partes debite vocatas coram ipsis aut altero ipsorum in causis predictis audiant et providere faciant de plano et sine longo sirepitu (a) iudicii, ipsisque paribus sic auditis exhibeant celeris justitie complementum, ipsis privilegiis et libertatibus ac usu et observancia quibuscumque civitatum, villarum, castrorum et locorum quorumcumque non obstantibus, nisi de nostris presentibus literis, aliisque privilegiis eidem universitati per predecessores nostros, que tenore presentium innovamus et confirmamus, concessis, plenariam et expressam de verbo ad verbum facerent uencionem, non permittentes eisdem cancellarium, rectorem et scolares et alios supra nominatos ejusdem universitatis Caturcensis molestari, dummodo idem cancellarius et alii supra nominati infra dictam civitatem Caturcensem parati sint coram competenti iudice leguime estare juri, molestatores hujusmodi ac contradictores quolibet et rebelles, per penarum impositionem, bonorumque capcionem, vendicionem et subhastacionem ipsorum, personarumque, si opus fuerit, capcionem, arrestacionem, et ipsorum detemptacionem, appellacione postposita, compesecudo. Pariter volumus et eis concedimus quod ipsi omnes, et qui eis successerint in hac parte, perpetuo gaudeant eadem libertate qua gaudent Parisienses et Tholosani studentes ac scolares (b) : nichillominus volumus ut cives Caturcii domos vacantes ad inhabitandum, vobis et scolariis predictis sub competenti precio taxando à duobus clericis et totidem laïcis viris discretis, catholicis et juratis, communiter electis, ab ipsis locare cogantur, et per dictos gardiatores vel subgardiatores ipsorum, seu suos locatenentes, ad hoc compellantur. Nec non volumus et ordinamus quod dicti cancellarius, rector ac universitas supradicta, et veri scolares ejusdem, pariter duo bedelli, duo sciudici, duo notarii, duo stationarii (c) sive librarii, duo pergamenarii, bancearius major sive thesaurarius dicte universitatis, de cetero de bonis suis propriis, vinis, granis, lignis, leguminibus, et aliis rebus quibuscumque, que ex patrimonii vel beneficii ipsorum proveniunt, et aciam de rebus omnibus pro suis singularibus necessitatibus emptis seu aliis habitis, et que per se vel alium venditorem exponunt sine fraude, ex nunc in perpetuum quieti sint et iununes ab omnibus impositionibus, subsidiis, oneribus, talliis, deveriis et redibenciis quibuscumque, pro facto guerre et deffensionis regni nostri aut alia quacumque causa impositis ac eciam imponendis ; et una cum hoc, ipsos cancellarium, rectorem et universitatem, scolares et bedellos, sciudicos, notarios, stationarios sive librarios, pergamenarios et bancearium sive thesaurarium, supradictis privilegiis, immunitatibus et libertatibus predictis, volumus deinceps perpetuis temporibus gaudere, mandantes ac injungentes fidelibus nostris generalibus consiliariis seu thesaurariis super facto justicie, aidarum, subsidiorum, per guerras et alia onera et subsidia imposita vel imponenda ordinatis seu ordinandis, et commissariis ad ipsa subsidia imponenda deputatis vel deputandis, ac electis, thesaurariis et receptoribus super facto ipsorum subsidiorum, nec non senescallo et iudici

NOTES.

(a) Voir la note b de la page 527 du t. III.

(b) On peut voir dans les *lois* XV et XVI plusieurs lois de Louis XI en faveur de ces deux universités, et dans les volumes précédents, d'autres lettres des Rois

ses prédécesseurs, ayant le même objet.

(c) On appeloit ainsi les libraires, parce qu'ils exposoient souvent ou étaloient, hors de leur maison, dans une boutique portative, les livres qu'ils avoient à vendre.

LOUIS XI,
à la Guerche,
Août 1472.

majori nostris Caturensibus gardiatoribus, ac judici ordinario pariaugii predictæ civitatis subgardiatori predictis, et locatenentibus suis, ceterisque omnibus et singulis justiciariis et officariis nostris vel eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et ipsorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, quatinus supradictos cancellarium, rectorem, ac alios supra nominatos, eorumque servitores et officarios supra expressatos et declaratos, et ipsorum quemlibet, nostrâ presentî concessione et graciâ ac predicto privilegio uti et gaudere liberè, plenariè et pacificè, perpetuè faciant et permittant, absque eis à quoquam ullam in contrarium inferri sive fieri iuram, molestiam aut impedimentum sinendo; sed, si secus illata sint, facta tollant et repparari faciant indilate, visis presentibus. Et quia harum presencium productione dicta universis pluribus in locis egere posset, nos horum tenore volumus quod earum vidimus seu extracto, sigillo dictorum gardiatorum vel subgardiatorum sigillato, tanta fides adhibeatur sicut et proprio originali. Et ut hec omnia perpetuè fruantur validâ firmitate, nostrum hiis presentibus iussimus apponi sigillum, salvo tamen in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum apud Guerschiam in Britania, in mense Augusto, anno Domini millesimo quatercentesimo septuagesimo-seculo et regni nostri duodecimo. Ainsi signé : Per Regem, magistro Johanne de Amboise, et aliis pluribus presentibus. P. DESACIERGES. Visa (a).

NOTE.

(a) Blanchard indique, pag. 316, sous la date du 3 septembre suivant, des lettres patentes portant règlement pour les privilèges des doyens, chanoines et chapitre de l'église cathédrale du Mans : mais la date est fautive : c'est du 3 septembre 1482 qu'elles sont, et non de l'année 1472. Il indique, immédiate-

ment après, des lettres patentes portant don du comté de Grandpré et de la seigneurie de Maschaut à Jean de Norogier dit *Gourville*, panetier du Roi. Louis XI, dans le même mois, fit don aussi au seigneur de Graville, des droits et justices qui lui appartenoient. (Reg. 194 du Trésor des chartes, pièce 354.)

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
le 14 Octobre
1472.

(a) *Nouvelle Confirmation des Lettres de Charles VII en faveur de la ville d'Acqs.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de nos chiers et bien-amez les gens d'esglise, nobles, bourgeois, citoyens et habitants de nostre ville et cité d'Acqs, contenant que comme au mois d'octobre l'an mil quatre cent soixante et ung, nous estans en nostredicte ville de Tours, leur ayons octroïées noz autres lectres patentes scellées de nostre grant scel, en lacs de soye et cire vert, ausquelles ces presentes sont attachées souz nostre contre-scel, par lesquelles, et pour les causes dedans contenues, leur aions ratifiées et approuvées et confermées les lectres patentes de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, incorporées de mot à mot en nosdictes autres lectres données à Taillebourg, au mois de juillet mil quatre cent cinquante et ung (b), par lesquelles, et pour les causes dedans contenues, icellui nostre feu seigneur et pere alloue, ratifie, approuve et confirme certains articles à plain contenus et declarez en sesdictes lectres octroïées ausdicts habitants de nostredicte ville et cité d'Acqs, laquelle noz

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 197, pièce 277. (b) Voir le tom. XIV, pag. 158 et suiv.

anciens ennemis et adversaires les Angloys detenoient et occupoient, en eulx mettant hors des mains desdicts Angloys, et eulx reduisans et metcans en son obeysance, au moyen desquelles noz lectres de ratification, approbacion et confirmation ilz ont tousiours depuis joy et usé et joyssent et usent de present paisiblement de tout le contenu esdicts articles; mais pour ce que, depuis le bail et transport par nous faict à feu nostre frere le Duc de Guienne, des pays et duchié dudict Guienne, pour partie de son partage et appanaige, es limites duquel pays et duchié nostredicte ville et cité d'Acqs est située et assise, et aussi, pour ce que, depuis que icellui pays et duchié de Guienne est revenu et escheu en noz mains et à nostre couronne par le trespas d'icellui nostre feu frere, iceulx habitans n'ont obtenu de nous aucunes lectres de confirmation et approbacion desdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere ne du contenu en icelles, ilz doubtent que on leur vueille, ores ou pour le temps advenir, metcre ou donner empeschement en la joyssance du contenu esdicts articles declairés esdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere, se nostre grace ne leur estoit sur ce impartie, en nous humblement requerant icelle. Pourquoy nous, ces choses considerées, et pour autres causes et considerations à ce nous mouvans, avons à iceulx gens d'esglise, nobles, bourgeois, citoyens et habitans de nostredicte ville et cité d'Acqs octroïé et octroions, voulons et nous plaist de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, qu'ilz joyssent et usent d'ores en avant de tous et chascuns lesdicts articles contenus et declairez esdictes lectres patentes de nostredict feu seigneur et pere, incorporées en nosdictes autres lectres, comme dict est, de point en point, selon leur forme et teneur, ainsi qu'ilz en ont par cy-devant duement joy et usé et qu'ilz en joysoient et usoient au temps dudict bail et transport ainsi par nous faict à nostredict feu frere de Guienne, desdicts pays et duchié de Guienne, comme dict est, et lesdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere et tout le contenu en icelles avons, en tant que mestier est, de rechief et d'abondant louées, ratifiées, confirmées et approuvées, louons, ratifions, confermons et approuvons de nostre grace par cesdictes presentes. Si donnons en mandement à tous nos justiciers, officiers et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que de noz presens grace, octroy et confirmation, facent, seuffrent et laissent lesdicts gens d'esglise, nobles, bourgeois, citoyens et habitans d'Acqs et leurs successeurs, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ou pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se faict, mis ou donné leur estoit, metcent incontinent et sans delay au premier estat et deu, car ainsi nous plaist-il estre faict, nonobstant quelzconques lectres subreptices impettrées ou à impetrer à ce contraires. *Donné à Nostre-Dame de Selles, le quatorziesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de notre regne le douziesme.* Ainsi signé : *Par le Roi, maistre Guy Pierres et autres presens.* TILHART. Visa. Contentor.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
le 14 Octobre
1472.



LOUIS XI,
à Amboise,
le 28 Octobre
1472.

(a) *Rétablissement d'un Grenier à sel au Pont-de-l'Arche en Normandie.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons esté advertiz que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, aucun temps par avant son trespas, pour certaines causes qui lors à ce le meurent, et aussi pour esviter au travail, frais et despenses des manans et habitans des vicomtez du Pont-de-l'Arche et de Harcourt, et autres lieux circonvoisins de la ville du Pont-de-l'Arche, eust ordonné, créé et estably audict lieu du Pont-de-l'Arche, grenier ou chambre à sel, auquel lieu les dessusdicts habitans estoient tenuz et subjectz à prendre sel gabbellé, et non ailleurs, laquelle chose fut continuée et entretenue par aucun temps, jusques à ce que, au très-grant pourchaz d'aucuns, ledict grenier ou chambre à sel fut par nostredict feu seigneur et pere aboly et abactu, et par ce, lesdicts habitans ont esté depuis contrains prendre sel au grenier à sel estably à Loviers; et soit ainsi que nous ayons entendu qu'il est bien requis et chose necessaire pour le bien de nous et le souleigement des dessusdicts habitans, que audict lieu du Pont-de-l'Arche ayt grenier ou chambre à sel, ainsi qu'il estoit au temps de nostredict feu seigneur et pere, pourquoy soit besoing y créer et establir de nouvel ledict grenier; sçavoir faisons que nous, ces choses considerées, voulans à ce pourveoir pour le bien et souleigement de nosdicts subjects et habitans, eu sur ce advis d'aucuns des gens de nostre grant conseil et de noz finances, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons de nouvel créé, ordonné et estably, créons, ordonnons et établissons, par ces presentes, grenier ou chambre à sel audict lieu de Pont-de-l'Arche, pour y estre tenu et entretenu d'ores en avant, ainsi qu'il estoit du temps de nostredict feu seigneur et pere, et par avant qu'il feust ainsy osté, aboly et abactu, jusqu'à ce que par nous autrement en soit ordonné; vouldons et declairons, par ces mesmes presentes, que pour l'exercice et entretenement dudit grenier ou chambre à sel et à la conservation de nostre droict de gabelle qui nous appartiendra pour raison du sel qui y sera vendu et distribué audict lieu du Pont-de-l'Arche, ait grenetier et controlleur et autres officiers convenables et necessaires, et que tous lesdicts habitans et subjects des vicomtez du Pont-de-l'Arche et de Harcourt et autres lieux dessusdicts soient contraincts, en cas de refluiz ou delay, à venir prendre sel audict grenier du Pont-de-l'Arche, tout et ainsi et en la maniere qu'il se faisoit par avant lesdictes abolicions et abactement. Sy donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que noz presens créacion, ordonnance, établissement, voulenté et declairacion, et tout le contenu en cesdictes presentes, ils entretiennent, gardent et executent, et facent entretenir, garder et executer de poinct en poinct, et à ce faire et souffrir contraingent et facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, par toutes voyes et manieres deues et raisonnables et en tel cas requises, non obstant oppositions et appellacions quelzconques, car ainsi &c., non obstant

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 282.

que ledict grenier ait autrefois ainsi esté aboly et abactu, comme dict est, et quelzconques ordonnances, mandemens et deffenses à ce contraires. En tesmoing desquelles choses, et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, le vingt huitiesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, les sires de la Forest et de Renesture, et autres presens.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 28 Octobre
1472.

(a) *Exemption de ban et d'arrière-ban confirmée à tous les Habitans de Poitiers.*

LOUIS XI,
au Plessis-
Baudouin,
Octob. 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir reçu l'umble supplication de noz chiers et bien-amez les maire, bourgeois, eschevins et autres manans et habitans de nostre ville et cité de Poitiers, contenant que comme, par lectres et privilegeiges par nous à eulx donnez, ayons voulu et octroyé que quelque ban et arriere-ban que feissions faire des nobles et autres tenans fiefs et arriere-fiefs, ilz ne seussent tenuz eulx monstrier, aller ne envoyer en nostre service à nosdicts ban, arriere-ban et armes hors ladicte ville et cité de Poitiers, mais seroient tenus la garder en nostre obeysance, depuis lesquelles lectres octroyées nous ayons faict faire certain ban et arriere-ban des nobles du pays de Poictou et autres tenans fiefs et arriere-fiefs nobles, privilegeigiez et non privilegeigiez, exemps et non exemps, pour eux rendre le Montagu par devers nostre amé et féal conseiller et chambellan le sieur de Bressuyre, le quinziesme jour de septembre dernier passé, sur peine de confiscacion de corps et de biens et autres peines contenues ès lectres dudict ban, par vertu desquelles les commissaires par nous sur ce ordonnez ont voulu contraindre lesdicts supplians à y aller et obeyr, nonobstant leursdictes lectres et octroy, et sans y avoir regard et consideration, disans qu'elles n'estoient valables pour eulx exempter dudict ban; parquoy, lesdicts supplians nous aient faict supplier et requérir que nostre plaisir feust les exempter et affranchir dudict arriere-ban et autres que nous et noz successeurs pourrions faire le temps advenir, et d'abondant leur octroyer que quelque monstre, ban et arriere-ban, que ayons faict ou que nous ou nosdicts successeurs ferions faire pour l'advenir, des gens nobles et autres tenans fiefs et arriere-fiefs, privilegeigiez et non privilegeigiez, exemps et non exemps, de villes, citez, communautés et colleiges, ilz ne soient tenuz y aler ne envoyer ne eulx monstrier hors nostredicte ville, mais en soient tenuz quictes, exemps, et non excusés. Pour ce est-il que nous, eue consideration aux choses dessusdictes, et principalement que ladicte ville est l'une des principalles et plus fortes villes et citez de nostre royaume, la ville cappital et le refuge dudict pays, de grant garde et estendue, mal peuplée et habitée, et que si les nobles et autres de ladicte ville, tenans fiefs et arriere-fiefs, estoient contrains à partir de ladicte ville pour nous servir en noz guerres, icelle ville pourroit demourer sans garde et entre les mains des gens meca-

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 275;

LOUIS XI,
au Plessis-
Baudouin,
Octob. 1472.

riques et pource populaire de ladite ville, esquelz elle ne seroit en seureté; aussi, pour la bonne loyauté et obeysance que lesdicts supplians et leurs predecesseurs ont tousiours gardée et eue à nous et à noz predecesseurs, et pour plusieurs grans et louables services et aides de leurs biens qu'ilz nous ont faitz par cy-devant à l'entretènement de noz guerres et autrement, et pour les bonnes nouvelles que presentement avons eues de la nativité de nostre second fils, François (a), et afin que icelle nostredictie ville soit plus amplement peuplée et habitée, et pour estre plus seurement gardée et entretenue en nostre obeysance, ce que desirons de tout nostre pouvoir, et pour plusieurs autres grans causes et consideracions à ce nous mouvans, nous, en confirmant lesdicts privilegeiges et exemptions, et iceulx ampliant et donnant de nouvel, se mestier est, iceulx supplians et leurs successeurs, nobles et non nobles, tenans fiefs et arriere-fiefs, soient du corps et colleige de ladite ville ou non, de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, qui à present demeurent ou qui pour l'advenir demourront en ladite ville, avons exemptez, quictez et affranchiz, exemptons, quictons et affranchissons perpetuellement, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cescdictes presentes, d'eulx monstrer, aller ne envoyer au service de nous et de nosdicts successeurs hors ladite ville de Poictiers, pour quelque monstre, ban ou arriere-ban, que aions fait ou fait faire et que nous ou noz successeurs feront pour l'advenir, soit en general ou particulier, de gens nobles et autres tenans fiefs et arriere-fiefs, exemps et non exemps, privilegeiez et non privilegeiez, de villes, citez, colleiges et communitiez, pour quelque cause ou action que ce soit ou puisse estre, et voulons, ordonnons et nous plaist qu'ilz en soient tenuz pour excusez et exemptez, sans que ce leur puisse tourner, ores ne pour l'advenir, à aucun reprouche, dommaige ou amende, mais voulons qu'ilz demourent et soient tenuz demourer en ladite ville pour la garde d'icelle, et y faire guet et garde quant mestier en sera. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre parlement, au seneschal de Poictou et à tous noz justiciers et officiers, capitaines et commissaires par nous commis et à commectre sur le fait desdictes monstres, guerre, ban et arriere-ban, ou à leurs lieutenans ou commis, et à chascun d'eulx sur ce requis si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, privilegeiges, exemptions, affranchissemens, ampliacion et octroy, ilz facent, seuffrent et laissent tous lesdicts habitans de ladite ville et leursdicts successeurs, qui sont et seront par l'advenir demourans en icelle, de quelque estat ou condicion qu'ils soient, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mecre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, et se leurs corps, fiefs nobles ou autres, leurs biens ou d'aucuns d'eulx, avoient esté ou estoient pour l'advenir pour ce prins, saïsiz, arrestez, mis en nostre main ou autrement empeschez, les leur mectent ou facent mecre incontinent et sans delay à plaine delivrance, et lesquels dès à present nous y avons mis et mectons de tout par cescdictes presentes, en relevant lesdicts supplians et chascun d'eulx de tous deffauts, obmissions, peines, amendes et confiscacions, en quoy ilz pourroient estre pour ce encouruz, car ainsi &c.,

NOTE.

(a) François, Duc de Berry, né au mois de septembre 1472. Il mourut au mois de juillet de l'année suivante.

et ausdicts supplians l'avons octroyé et octroyons de nostredicte grace especial, plaine puissance et auctorité royal, non obstant quelzconques monstres, bans et arriere-bans, faiz et à faire, desdicts nobles et autres tenants fiefs et arriere-fiefs, exemps et non exemps, privilegeiez et non privilegeiez, de villes, citez, colleiges et communitez, et autres quelzconques faiz et à faire, et quelzconques mandemens ou deffenses, ordonnances et lectres impetrees ou à impettrer à ce contraires. Et pour ce que de cesdictes presentes lesdicts supplians ou aucuns d'eulx pourront avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel et apposer à cesdictes presentes. *Donné au Plessis-Baudouin, au mois d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, maistre Loys d'Amboise, et autres presens.* N. TILHART.

LOUIS XI,
au Plessis-
Baudouin,
Octob. 1472.

(a) *Concession de plusieurs Privilèges à l'Abbaye de Notre-Dame de Selles en Poitou.*

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
Octob. 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme par nos predecesseurs Roys de France ayent esté autrefois donnez plusieurs previlleiges, franchises et libertez, à l'abbaye et religieux de Notre-Dame de Selles en Poitou, leurs hommes et subjectz demourans en et au-dedans des croix, limites et franchises d'icelle, tant pour la fondacion, augmentation d'icelle abbaye que autrement, esquelz plusieurs noz officiers et autres leur ont donné et mis, mettent et donnent, de jour en jour, plusieurs destourbiens ou empeschemens, ainsi qu'ils nous ont fait remonstrier; et parce que desirons garder et observer iceulx religieux, leursdicts hommes et subjectz, en leursdicts droiz, previlleiges, franchises et libertez, et iceulx accroistre et augmenter, tant pour la singuliere devotion que avons au monastere d'icelle abbaye et à la glorieuse Vierge Marie mere de Dieu, en l'honneur de laquelle ladicte abbaye est fondée, que affin que jour et nuyt lesdicts religieux soient de plus en plus tenuz pour ladicte glorieuse Vierge Marie, pour la prosperité de nous, nostre royaume, et de nostre très-chier et très-amié fils Charles, Daulphin de Viennoys (b), et de noz autres enfans, nous, par ces causes et autres à ce nous mouvans, avons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, ausdicts religieux, abbé et couvent, leurs hommes et subjectz, à cause de ladicte abbaye, manans et demourans au-dedans les limites de leursdictes croix et franchises d'icelles, et voulons et ordonnons,

1.^o Qu'ils soient, d'ores en avant, perpetuellement, en nostre protection et sauve-garde, et lesquelz dès à present nous y avons prins et mis, prenons et mettons, par cesdictes presentes, avec leursdicts hommes et subjectz, biens, possessions et choses quelzconques;

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 197, pièce 233.

(b) Joachim, fils aîné de Louis XI, né avant que son père montât sur le trône, et

devenu Dauphin à l'avènement du Roi, étoit mort en bas âge. Charles, qui fut depuis Charles VIII, étoit né le 30 juin 1470.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
Octob. 1472.

2.^o Que les demourans au bourg de la ville et dessusdicte abbaye de Nostre-Dame de Selles soient quictes et exemps, d'ores en avant à tousiours perpetuellement, de tous quatriesmes et impositions quelzconques, qui, pour le temps advenir, pourront avoir cours en nostredict royaume.

3.^o Et avecques ce, avons donné et octroyé ausdicts religieux, abbé et couvent de ladicte abbaye, et prieurs des prieurez et membres deppendans d'icelle, faculté et puissance de acquerir domaines, terres et possessions en nostredict royaume, et icelles possessions par eulx ou aucun d'eulx acquises ou à acquerir, tenir, posseder, exploicter et en joyr comme admorties et à Dieu dediées, et lesquelles, dès maintenant pour lors, nous leur avons admorties et admortissons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par cesdictes presentes, sans ce qu'ilz soient tenuz de les mettre ne vuider hors de leurs mains ne paier aucun droit de finance.

4.^o Et pour ce que, comme avons esté advertiz, à cause des droiz et possessions de ladicte abbaye, prieurez et membres deppendans d'icelle, sont à present et pourront encore estre cy-après plusieurs procès en divers lieux, sieges et juridicions, qui est et pourroit estre cause de divertir (a) lesdicts religieux de vacquer continuellement au divin service de ladicte abbaye, selon les ordonnances, desir et affection de nous et de noz predecesseurs, et qui mieulx et à moindres fraiz se pevent poursuivre devant un seul juge à ce compectent que par devant divers juges et en diverses juridicions, voulons et ordonnons que lesdicts religieux de ladicte abbaye et prieurs des prieurez et membres deppendans d'icelle ne soient tenuz, s'il ne leur plaist, plaider, soit en demandant ou en deffendant, par devant quelque juge que ce soit, sinon par devant nostre plus prouchain juge royal et au plus prouchain siege de ladicte abbaye, en interdisant et deffendant à tous autres juges quelzconques toute court, juridicion et cognoissance desdicts procès.

5.^o Et en oultre, pour ce que, comme avons entendu, nosdicts predecesseurs ont donné et octroyé à ladicte abbaye de Nostre-Dame de Selles toute justice et juridicion haute, moyenne et basse, et à cause d'icelle aient tout droit de chastellenie, c'est assavoir, grant assise (b), prevosté, sceaulx aux contratz (c) et fourches patibulaires, desquelz, mesmement de l'exercice desdicts sceaulx aux contratz, ilz n'ont pas long-temps usé à l'occasion des guerres, hostilités et divisions qui ont esté en nostre royaume et autrement, nous voulons et nous plaist que lesdicts religieux, abbé et couvent de ladicte abbaye ayent, usent et joyssent desdicts sceaulx aux contratz, et puissent faire edifier et drecier fourches patibulaires à quatre pilliers (d) et chevaletz dessus, et qu'ilz puissent user de tous autres droitz de chastellenie, s'ilz avoient eu continuelle possession et joyssance d'iceulx.

6.^o Et oultre plus, avons, de nostre certaine science, propre mouvement, plaine puissance et auctorité royal, ordonné et fondé, ordonnons et fondons en ladicte abbaye de Selles, pour estre dictes et celebrées perpetuellement en icelle esglise, par l'un des religieux de ladicte abbaye, pour la prosperité

NOTES.

(a) Détourner.

(b) On peut voir ce que nous avons dit des assises, dans le Discours préliminaire et dans les notes des deux volumes précédens, et sur-tout ce qu'en dit le savant Laurière dans son Glossaire du Droit françois.

(c) Anciennement, on scelloit au lieu de signer, ceux qui contractoient sachant rarement écrire.

(d) On avoit des fourches patibulaires à deux, à trois, à quatre, à six pilliers, suivant les lieux et la seigneurie qu'on exerçoit.

de

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
Octob. 1472.

de nous et de nostre très-chier et très-ami filz Charles, Daulphin de Viennoys, et autres noz enfans, et pour le salut et remede des ames de nous et de nostre filz, et de noz predecesseurs et successeurs Roys de France, deux messes solemnelles par chascune sepmaine, l'une de Notre-Dame, et l'autre de Saint-Giles, pour laquelle fondacion nous avons donné, cedé, quicté, transporté et delaisé, donnons, cedons, quictons, transportons et delaisons à tousiours perpetuellement, par cesdictes presentes, ausdicts religieux, abbé et couvent de ladicte abbaye, qui sont et seront pour le temps advenir, en vray domaine, fonds et seigneurie, ung pré à nous appartenant, nommé *le Pré le Roy*, assis près nostre ville de Nyort, et certaines crues ou pescheries, nommées *les Pescheries de Comporte*, aussi les dixmes et terrages de Ransche et Marigue ès paroisses de Saincte-Blandine et dudict Marigue. Et affin que ladicte fondacion soit entretenue et gardée, et que nous ne soions en ce defraudez de nostre entencion, nous avons, de nostre plus ample grace et auctorité royal, aussi admorty et dedyé, admortissons et dedyons à Dieu et à ladicte esglise et abbaye de Selles lesdictes choses cy-dessus declairées, sans ce que iceulx religieux, abbé et couvent, et ledict religieux qui dira et celebrera lesdictes deux messes par chascune sepmaine, comme dict est, ne leurs successeurs, puissent estre empeschez, ores ne pour le temps advenir, par nos gens et officiers, ne autres quelzconques, en la perception et joyssance desdictes choses, ne contrains à en vider leurs mains en aucune maniere, ne aussi, pour l'indemnité d'icelles, payer à nous ne à nosdicts successeurs aucune finance, et laquelle finance qui nous pourroit estre due pour toutes les choses dessusdictes ainsi par nous admorties, nous avons donnée et quictée, donnons et quictons ausdicts religieux, abbé et couvent, de nostre dicte grace especial, par cesdictes presentes, signées de nostre main, lesquelles rapportant, ou le *vidimus* d'icelles fait soubz scel royal, pour une foiz seulement, nous voulons nostre receveur ordinaire où lesdicts heritaiges sont assis et situez et qui en doit tenir compte, en estre tenu quicté et deschargé par-tout où il appartiendra, par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans aucune difficulté. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nosdicts gens des comptes et tresoriers, aux generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de noz finances, au seneschal de Poictou, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que de noz presens grace, concession, octroy, fondacion, don, quictance, cession, transport, admortissement et choses dessusdictes, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts religieux et leurs successeurs, leursdicts hommes et subjects, joyr et user plainement et paisiblement d'ores en avant, perpetuellement, sans leur faire, mecre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, en aucune maniere; ainçois, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le reparent ou facent reparer et remectre tantost et sans delay au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il et voulons estre fait, et ausdicts religieux, abbé et couvent et prieurs des prieurez et membres deppendans d'icelle abbaye, leurs hommes et subjects, en tant que à eulx et à chascun d'eulx touche et peut toucher, l'avons donné et octroyé, donnons et octroyons de nostre grace especial, par cesdictes presentes, non obstant quelzconques statuz, ordonnances et esdits par nous autrefois faiz à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours,

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de Selles,
Octob. 1472.

nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné audit lieu de Nostre-Dame de Selles, au mois d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douzième.* Ainsi signé: LOYS. Par le Roy, l'Evesque d'Avrauches, confesseur, et autres presens. FLAMENG. Visa.

LOUIS XI,
à Amboise,
Octob. 1472.

(a) Sauvegarde accordée au Chapitre de la Cathédrale de Langres.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Rationi congruum arbitramur si, inter curas et sollicitudines quas frequenter habemus in regendis nostris subditis, ad hec precipue nostre mentis aspiret affectus per que status ecclesiasticus nostris temporibus sub commissio nobis regimine in pacis tranquillitate manuteneri valeat et iuri, et regni predicti ecclesie ecclesiasticeque persone que die ac nocte divinis insistant obsequiis, sub nostre protectionis elypeo à suis re'eventur pressuris ac per regalem potentiam à noxiis defendantur, ut eo devocius circa divina vacare valeant quo liberalius per regalem potentiam seuserint se adiutas; et si ad hec erga omnes nostra majestas regia affecta sit, ad eas precipue que per nos aut predecessores nostros Francorum Reges fundute et dotate sunt, et ad quas specialio rem affectionem habemus, facilius se inclinat. Notum igitur facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos clare memorie carissimorum domini Karoli genitoris et aliorum predecessorum nostrorum felicibus vestigiis inherentes, dilectos nostros decanum et capitulum ecclesie cathedralis Sancti Mammetis, martyris Lingonensis, et membra dicte ecclesie speciali prosequentes affectu, attento quod ipsi decanus et capitulum pro se et successoribus suis spontaneè promiserunt, et ex nunc de cetero perpetuò tenebuntur, Deum orare pro nobis, nostreque et predecessorum ac successorum nostrorum Francie Regum animarum remedio et salute, ipsos decanum et capitulum, tam in capite quam in membris, unà cum eorum vicariis, prebendariis, capellanis, clericis et habituais, eorumque familiaribus, servitoribus et personis dicte ecclesie et membrorum ejusdem, hominibus de corpore et bonis ipsorum in regno nostro existentibus, in nostra protectione, tuitione, salva et speciali gardia suscipimus per presentes, eisdemque decano et capitulo gardiatores concedimus universos et singulos hostiarios parlamenti nostri et servientes nostros qui nunc sunt et qui pro tempore fuerunt, quibus hostiariis et servientiis et eorum cuilibet committimus et mandamus quatenus predictos decanum et capitulum eorum, vicarios, prebendarios, capellanos, clericos, habituales, familiares et servitores, singularesque personas ejusdem ecclesie et membrorum ejusdem, ac homines de corpore, ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, oppressionibus, vi armorum, potentia laicorum et novitiis indebitis quibuscumque, et in suis justis possessionibus, franchisiis, libertatibus, immunitatibus, juribus, usibus et saisinis in quibus ipsos esse et eorum predecessores fuisse pacifice ab antiquo inveniunt, conservent et defendant, non permittentes in personis ipsorum aut gentium, familiarium, singulariumque personarum ejusdem ecclesie et membrorum ac hominum de corpore, seu in bonis eorum, aliquas fieri vel inferri injurias aut indebitas novitates, quas si factas esse vel fuisse, in nostre salve ac specialis gardie ac ipsorum prejudicium, invenerint, ad statum pristinum reducant seu reduci faciant, ac nobis et parti propter hoc emendam condignam fieri ac prestari, dictamque salvam gardiam nos-

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 195, pièce 1010.

LOUIS XI,
à Amboise,
Octob. 1472.

tram publicari faciant ubi et quando fuerit opportunum, et, in signum hujusmodi nostre salve gardie, penuncellos nostros in suis ecclesiis, domibus, possessionibus et rebus predictis, in terra que jure scripto regiur, et alibi, in casu eminentis periculi duntaxat, situatis, apponant seu apponi faciant, inhibendo ex parte nostra omnibus illis de quibus fuerint requisiti, sub omni pena quam erga nos possent incurrere, eisdem decano et capitulo, singularibusque personis ejusdem capituli et membrorum ejusdem, hominibus de corpore, seu bonis eorundem quibuscumque, quomodolibet forefacere presumant; et si in casu novitatis inter ipsos decanum et capitulum, eorumque vicarios, prebendarios, familiares, singularesque personas dicti capituli et membrorum ejusdem, homines de corpore et aliquos alios, ratione bonorum quorumcumque dicti capituli, aliquid oriatur debatum, locis de ablatis si sint in rerum natura, alioquin de valore et existimacione ipsorum, realiter et de facto ressaisiis, dicum debatum et rem contenciosam in manu nostra tanquam superiori ponant, partesque debatum hujusmodi facientes et etiam dicte nostre salve gardie infractiores et contempiores, et qui, in contempnum ejusdem, predictis gardiatoribus gardiatoris officium exerceundo injuriam fecerint vel offensam, sive qui eis inobedientes fuerint et rebelles, coram dilectis et fidelibus gentibus nostris nostrum presens tenentibus parlamentum et que proximè futura et subsequencia parlamenta tenebunt, presidentibus quoque si non sedeat parlamentum, seu coram dilectis et fidelibus nostris gentibus requestas in palacio nostro Parisius tenentibus, presentibus et futuris, sedeat vel non sedeat parlamentum, adjornent ad certam et competentem diem processurum super hoc, prout fuerit rationis. Si verò dicti decanus et capitulum aut aliqui de suis gentibus, familiaribus, singularibusque personis dicti capituli et membrorum ejusdem, seu hominibus de corpore, ab aliquo vel aliquibus assecuramentum habere voluerint, volumus quòd dicti gardiatores aut alter eorundem adjornent, si opus fuerit, illos à quibus dictum assecuramentum habere voluerint, coram dictis gentibus nostris ad certos et competentes dies, daturos assecuramentum predictum bonum et legitimum juxta patrie consuetudinem, prout rationabiliter fuerit faciendum; nec non omnia debita bona et legalia, recognita vel probata legitime per licteras, instrumenta, testes vel alia legitima documenta, que predictis decano et capitulo, tam ratione fructuum, exituum, censuum et reddituum, quam aliàs, deberi noverint et de quibus nulla refferatur querela, eisdem decano et capitulo vel eorum certo mandato persolvi faciant indilatè, debitores hujusmodi ad hoc per capcionem, vendicionem et expectionem bonorum suorum quorumcumque, et eorum corporum detentionem, si ad hec fuerint obligati, viriliter et debite compellendo; licetis, graciis vel aliis impetratis vel impetrandis à nobis seu curia nostra per ipsos debitores vel eorum aliorum, super statu vel respectu de non solvendo ad tempus debita sua, vel procedendo in eorundem causis quibus per eos, fide et juramento intervenientibus, fuerit renuciatum, de fide et juramento predictis non faciendo mentionem, non obstantibus. Si verò aliqui debitorum predictorum ad hec se opponant, ipsos opposcentes adjornent ad justiciam et requestam suprascriptorum decani et capituli, suorumque vicariorum, prebendariorum, singularium personarum et membrorum ejusdem ecclesie, ac hominum de corpore, coram predictis gentibus nostris nostrum presens tenentibus parlamentum et que proximè futura et subsequencia tenebunt parlamenta, presidentibus quoque, si non sedeat parlamentum, seu coram dictis gentibus requestarum palatii nostri, presentibus et futuris, sedeat vel non sedeat parlamentum, ad diem seu dies competentes, in causa hujusmodi processurum ut fuerit rationis, et dictos gentes nostros certificent competenter de hiis que fecerint in premissis proprii gardiatores, et generaliter faciant dicti servientes et eorum singuli, presentes pariter et futuri, omnia et singula que ad gardiatoris officium pertinent. Nolumus tamen quòd dicti hostiarii et servientes de recredencia

LOUIS XI,
à Amboise,
Octob. 1472.

facienda, et de hiis que cause cognitionem requirunt, se aliquatenus intromiciant. Damus autem tenore presentium in mandatis predictis gentibus nostrum presens tenentibus parlamentum et que futura et subsequencia tenebunt parlamenta, presidentibus quoque si non sedeat parlamentum, gentibus etiam requestarum palatii, presentibus et futuris, sedeat vel non sedeat parlamentum, committimus et mandamus, quatenus in dictis causis coram eis agitandis, tam agendo quam defendendo, exhibeant, partibus auditis, inter ipsas justicie complementum; ab omnibus autem justiciariis et subditis nostris, dictis hostiariis et servientibus et cuilibet eorumdem, in premissis parere volumus efficaciter et intendi. Que omnia ex nostra certa sciencia, auctoritateque regia, et gracia speciali, duximus concedenda et concedimus per presentes. Placet etiam nobis et volumus, ex gracia ampliori, transcripto seu vidimus presentium licetiarum sub sigillo castellei nostri Parisius facto, collacionaque et sigillato, tanquam originali, propter viarum pericula, fidem plenam et indubiam adhiberi. Quod ut firmum et stabile perseveret in futurum, nostrum presentibus licetis fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Ambasie, mense Octobris, anno Domini m.^{mo} cccc.^{mo} lxxij.^o, et regni nostri duodecimo. Sic signatum: Per Regem, domino de Laidio, magistro Ludovico de Ambasia, et aliis presentibus. DE CERISAY. Visa. Contentor. DASNIÈRES.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

(a) *Lettres patentes pour la réception et homologation des Concordats faits entre le Pape (b) et le Roi (c).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectures verront, salut. Comme nous eussions envoyé pardevers nostre Saint-Pere le Pape nos amez et féaulx conseillers le patriarche d'An-

NOTES.

(a) *Historia Pragmatica Sanctionis, &c. cum annotat. Francisci Pinssanii. 1666, p. 1054.*

(b) Sixte IV (François de la Rovère). Paul II, successeur de Pie II, étoit mort en 1471.

(c) Sixte avoit adressé au Roi, le 13 août 1472, une bulle transcrite ici d'après les re-

gistres du Parlement de Bordeaux, fol. 109. Elle a été conservée aussi pag. 1072 de l'Histoire citée de François Pinsson; nous en avons même profité pour corriger ou rétablir quelques mots mal copiés dans ces registres, où, après un *vidimus* du garde du scel royal, établi aux contrats à Amboise, on lit :

SIXTUS episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad universalis ecclesie regimen, divina disponente clementia, vocatis, nichil pro commissorum nobis populorum votiva dilectione occurrit præsantius, quam exorta inter ecclesiasticas personas, principis tenebrarum astutia, discordiarum fomenta, nostrae sollicitudinis accursu proclivis exinguere, ut, cujusvis altercationis salubriter evulsis seminibus, pacis et tranquillitatis dulcedinem inter credentes nobis populos, divina nobis assistente gratia, imponere et conservare valeamus.

Cupientes inque ut, suscitata retroactis temporibus discordia (proh dolor!) in regno Francia, Delphinatu, aliisque teris et dominiis charissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum Regis illustris, inter nonnullas ex eisdem personis, occasione cujusdam constitutionis que in eodem regno diutius inolevit, quamque persona predicta Pragmaticam Sanctionem vocant, ne, si (quod absit!) majora sibi fomenta sumeret, damna pariter et graviora scandala pericula subsequerentur, sine debito claudaur et totaliter secludatur; auctoritate apostolica et ex certa sciencia, de fratrum nostrorum consilio, omnibus et singulis praelatis et aliis ecclesiasticis personis regni, Delphinatus, terrarum et dominiorum eorumdem, ad quos dignitatum aliorumque benefi-

tioche, évesque de Valence *, et le sire du Chasteauncuf, mareschal du Dauphiné, maistre Jean l'Huillier, doyen de Paris, Bernard Loret, nostre

LOUIS XI.
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

* Gérard de
Cussol.

Suite de la NOTE.

ciorum ecclesiasticorum collatio, provisio, presentatio, electio seu quævis alia dispositio pertinet, de quibuscumque dignitatibus, personatibus, administrationibus, officiis, canonicatibus et præbendis, nec non aliis beneficiis ecclesiasticis, cum cura et sine cura, secularibus et regularibus, ad eorum collationem, provisionem, presentationem, electionem seu quamvis aliam dispositionem pertinentibus, quæ deinceps in februario, aprilis, junii, augusti, octobris et decembris mensibus futuris, perpetuis temporibus, vacare contigerit, dummodo dispositioni apostolica ex aliqua generali reservatione in corpore juris clausa, aut per alteram ex constitutionibus felicium recordationum Benedicti XII quæ incipit Ad regimen, aut Joannis XXII, Romanorum Pontificum, prædecessorum nostrorum, quæ incipit Execrabilis, seu constitutiones et regulas conciliaria apostolica per nos super hoc editas, generaliter reservata non existant; perinde ac si aliqua à Sede Apostolica vel ejus legatis expectativæ gratiæ non emanassent, libere disponendi facultatem concedimus per præsentem; et quia isti summi Pontifices prædecessores nostri consueverunt se in concessionibus gratiarum expectatarum personis benè meritis exhibere libérales, nostræ intentionis est et existit concedere in regno, Delphinatu, terris et dominiis Regis hujusmodi, ultra gratias expectativas per nos in eisdem regno, Delphinatu, terris et dominiis concessas, quibus in aliquo præjudicare non intendimus per præsentem, quasque in suo robore permanere volumus, sex personis idoneis regnicolis alias sex gratias expectativas ad quamlibet collationem, provisionem, presentationem seu quamvis aliam dispositionem singulorum ex prælatis et regulis personis præfatis; ex quibus quidem sex gratiis, duæ gratiæ expectativæ conceduntur duobus clericis regnicolis idoneis pro quibus Rex ipsa et charissima in Christo filia nostra Regina, ac dilectus filius nobilis vir Carolus Delphinus Viennensis, nec non magistri et præsidentes ac alii officarii in aliquo ex parlamentis Regis ejusdem regni, nobis super hoc unanimiter supplicabunt, qui duo nominati per Regem et Reginam, Delphinum, magistros, præsidentes et officarios præfatos, gaudeant prærogativis ad instar familiarium continuorum commensalium nostrorum; ipsique sex gratias consumpsis, alias sex similes gratias aliis sex personis idoneis, modo et formâ præmissis, concedere intendimus. Volumus autem, ac eisdem autoritate et tenere præsentium decernimus et declaramus, beneficia quæ venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium familiaris, continui commensales eorum, familiaritate durante, in regno, Delphinatu, terris et dominiis præfatis, obtinent et in posterum obtinebunt, dispositioni apostolicæ in posterum censeri reservata, quamdiu duntaxat cardinales præfati vitam duxerint in humanis, ac post eorumdem cardinalium obitum per sex annos continuè sequentes, quibus quidem sex annis elapsis, alii ad quos eorumdem beneficiorum collatio, provisio, presentatio, electio seu quævis alia dispositio pertinet, de beneficiis familiarium hujusmodi in regno, Delphinatu, terris et dominiis præfatis consistentibus, in prædictis mensibus disponere valeant, hujusmodi reservatione non obstante.

Concedimus etiam quod beneficiorum quæ promovendi per nos ad dignitates seu beneficia consistorialia tempore provisionum per nos de eorum personis faciendarum obtinebunt, ac in quibus et ad quæ jus eis quomodolibet competit aut competere poterit, per promotionem ad dignitates et alia beneficia consistorialia prædicta, aut munus consecrationis eisdem promovendis impendendum, seu lapsus temporis de consecrandis episcopis à sanctis canonibus definiti, vacaturorum, si promotiones ipsæ in aliquo ex supradictis mensibus fiant, nisi beneficia ipsa essent aliis dispositioni apostolicæ, ut præferatur, reservata, ad prælatos et personas supradictas; si autem in aliis mensibus promotiones easdem fieri contingat, ad nos et Romanos Pontifices successores nostros collatio, provisio et omnimoda dispositio pertineat;

Et quoniam Sedis Apostolicæ notariorum magnus reperitur numerus, eorumdem notariorum qui habitum per ejusdem sedis notarios gestari solitum publicè et continuè gestant et in posterum gestabunt, beneficia in eisdem regno, Delphinatu et terris consistentia, duntaxat censeantur reservata;

Quodque omnes et singula causæ beneficiales, in partibus, coram iudicibus competentibus usque ad diffinitivam inclusivè, in prima duntaxat instantia, in qua nulli ante diffinitivam sententiam liceat appellare, nec appellatio, si fuerit emissæ, debeat admitti, nisi ob interlocutoria vel à gravamine negotium principale minimè concernente, quod non possit per appellationem diffinitivâ sententiæ reparari; in aliis verò instantiis, in Romana curia tractentur, cognoscantur et sine debito terminentur.

Causa verò beneficiales pendentes in dicta curia inter nostros ac dictorum cardinalium fami-

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

conseiller et advocat en nostre cour de parlement à Thoulouse, et autres nos ambassadeurs, pour faire et rendre l'obeyssance due et telle que nous

Suite de la NOTE.

litares, continuos commensales, ipsis cardinalibus in ea dicta curia presentibus seu in aliqua legatione aut recreationis causa secedentibus, nec non prefata sedis officiales officia sua exercentes, aut alios à præmissis, qui per sex menses curiam prædictam continuè secuti sunt et sequuntur de presenti, curiales et quoscunque alios, eorum adversarios, super quibusvis beneficiis eisdem adversariis autoritate ordinariâ collatis, per illos quibus commissæ reperiuntur, seu alios per nos ad id deputatos seu etiam deputandos iudices, audiantur, cognoscantur, decendantur sineque debito terminentur, ac executioni debita demandentur; ceteræ verò beneficiales causæ inter alios quoscunque pendentes et quæ quibusvis iudicibus seu auditoribus commissæ reperiuntur, aliquibus iudicibus competentibus in regno Franciæ, autoritate apostolicâ, committantur audiendæ, cognoscendæ, decidendæ et sine debito terminandæ, cum necessaria earumdem causarum advocacy.

Præterea, quia aliquæ ex supradictis causis in eadem Romana curia super petitorio, et in diversis curiis ipsius regni super possessorio tractantur, volumus quòd in eisdem causis, in diversis curiis, super petitorio et possessorio, unico et eodem contextu pendentibus, suspensio petitorio, et censuris super hoc latis, in possessorio, in curiis eorumdem iudicum coram quibus causæ possessorii pendent, de presenti procedatur, causæque ipsæ super huiusmodi possessorio intra biennium terminentur et finiantur; alioquin, dicto biennio elapso, liceat partibus ipsis procedere super petitorio, aut, huiusmodi biennio elapso, altera partium litigantium coram iudice competentis autoritate apostolicâ deputato, poterit ius suum prosequi, ipseque apostolicus iudex infra aliud biennium causam in petitorio terminare teneatur: quod si non fecerit, causa ipsa ab eodem evocata, et lis penitus extincta censeatur.

Et si forsitan aliquis eorumdem iudicum cuiusvis sibi commissæ causæ expeditionem multoties prorogare aut differre præsumpserit, excommunicationis et omnium beneficiorum suorum privationis pœnas ipso facto incurrat, à qua quidem excommunicationis pœna absolvi nequeat, nisi à nobis et successoribus nostris Romanis Pontificibus, præterquam in mortis articulo, quòdque de cætero, in litteris expediendis in regno Franciæ, Delphinatu, terris aliisque dominiis prædictis, serventur taxæ super hoc editæ per Joannem XXII Papam præfatum, et excessus, si qui fuerint, corrigantur.

Et quia, propter assiduas guerras et novitates quæ continuè vigent in prædicto regno, prætenditur ecclesiis, dum vacant, gravatas in taxa etiam reformata in concilio Constantiensi, quæ reducta est ad medietatem antiquæ taxæ, quòd gravatus in eadem taxa prælatus promovendus solvat communia et minuta servitia, quæ plures ex Gallis annatam vocant, tantum pro vera æstimatione fructuum ecclesiæ aut monasterii ad quæ sit promotus, eaque in dicta cancellaria et camera apostolica inviolabiliter observari mandamus.

Et quia, in supradictis concessionibus, prædictum regnum et Regem maximâ sumus charitate complexi, credendum est, non immeritò, ut se devotos et obediens erga sanctam Romanam Ecclesiam exhibeant. Quare volumus, ac eisdem autoritate et tenore statuimus, quòd præfatus Rex, intra quatuor menses, præmissa acceptare et observare, ac in regno, Delphinatu et dominiis huiusmodi observari facere, nec non, intra alios duos præfatos quatuor immediatè sequentes menses, super acceptatione et observatione, aliisque præmissis, omnibus et singulis, per suas patentes litteras nos et præfati sedem certificare teneatur; alioquin, præsentis litteræ et inde secuta quacunque, sint cassa et irrita, nullusque roboris et momenti. Nos enim extunc irritum decernimus et inane, si secus super his à quoquam, quâvis autoritate, scienter vel ignoranter contingit attentari. Nulli ergò omnium hominum liceat hanc paginam nostrarum concessionis, intentionis, voluntatis, constitutionis, declarationis, indulti, mandati et statuti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romæ, apud Sanctum-Petrum, anno incarnationis Domini 1472, vij idibus augusti [13 août], pontificatus nostri anno primo. Sic signatum: L. GRIFFUS. Super plicam: De curia, P. DE MONTE. Supra dorsum: Registrata apud L. GRIFFUM.

Cy-après s'ensuit la teneur du bref ou lecture (en parchemin) envoyé par nostre Saint-Pere le Pape au Roy nostre sire, clos et scellé *sub annulo piscatoris*, intitulé, *Sixtus Papa IV*, et suscrit:

et nos predecesseurs avons accoustumé faire à nostre Saint-Pere, au Saint-Siege apostolique, à la nouvelle assumption de chacun Pape; et à cause

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

Suite de la NOTE.

CHARISSIMO in Christo filio nostro Ludovico, Francorum Regi christianissimo, salutem et apostolicam benedictionem. Non possumus satis explicare quam grato animo oratores tuos suscepimus, qui legationis munus demandatum magna cum laude Majestatis tuæ et honore Sedis Apostolicæ adimpleverunt. Cognoverunt omnes devotissimum animum tuum erga Romanam Ecclesiam, quam, charissimos progenitores tuos imitando, summâ charitate et tuto animi affectu veneraris. Præter hanc tuam in Sedem Apostolicam devotionem accedit et quadam singularis benevolentia quæ tuorum animis inter nos constituta est, quam speramus, Deo duce, in perpetuum augeri, in communem reipublicæ salutem. Oratores ipsos, quoties voluerunt, benignè audivimus, qui nobis visi sunt viri magni pretii, maximè dilectus filius nobilis marescallus consanguineus noster, nec non Bernardus Laureti, advocatus tuus, viri singulari prudentiâ præditi, et Majestati tuæ fidelissimi et deditissimi; placuimus eis libenter in iis quæ à nobis nomine tuo postulaverunt, quantum cum Deo potuimus, sicut ex literis nostris quas deferrerent, videbit Celitudo tua, quam hortamur ut jucundo animo suscipere illas velit; proficiscuntur optatâ voluntate nostrâ erga te, laudantes summopere tuam egregiam et catholicam mentem de extinctione Pragmaticæ; nichil christianissimæ domui tuæ convenientius, nichil denique dignius religioso animo tuo efficere potuisti; benediceris à Domino, et non fallit te promissio retributionis.

Venimus ad petitiones quas nomine tuo oratores tui nobis exhibuerunt, de venerabili fratre archiepiscopo Lugdunensi, collegio cardinalium aggregando: cum enim cardinales fieri coniverit, studebimus Majestati tuæ complacere, et tamen interea omnimodam intentionem tuam expectabimus super hoc, si ipsum malueris, aut fortasse alium; sed quod non promoveamus aliquem ex terris Ducis Burgundiæ aut Ducis Britannię, scit Celitudo tua et nobis in collegio cardinalium alius commendasse dilectum filium Ferricum de Cluniaco, notarium, nimirum ut ad cardinalatum promoveretur: facientes in hoc quodcumque facere poterimus, habitâ ratione honoris nostri, quem scimus et Majestatem tuam non aliter quàm suum proprium desiderare.

Quod autem rogas, ut ecclesiæ cathedrales et beneficia consistorialia sine consensu tuo non conferantur, placet nobis semper expectare literas tuas; credimus enim pro animi tui religione, non propones nobis nisi personas idoneas quæ tibi et Sedi Apostolicæ honori esse possint: sed in his præcipuè commendamus tibi dilectum filium Joannem de Montemirabili, notarium et referendarium nostrum domesticum, virum probum et integrum, subditum tuum fidelissimum, quem nos ob virtutem et fidem suam plurimum amamus; facies in hoc nobis rem gratissimam, si eum in præmissis habueris commendatum.

Quantum pertinet ad taxas, placet nobis quod servantur in dominiis tuis super hoc editæ per Papam Romanum Joannem XXII prædecessorem nostrum, et quod excessus corrigantur; et quia ecclesiæ, ut asseruit, propter bella assidua in eo regno exinanitæ sunt, et per consequens in taxa gravatæ, contentiamur, et ita in camera apostolica observari mandavimus, quod gravatus in taxa prælatus promoveendus non solvat nisi pro vera estimatione fructuum ecclesiæ medium annuatim, etiam servitiis et minuta; de pensionibus autem contentiamur non assignare pensiones ullas super fructibus quorumcumque beneficiarum, nisi de consensu illorum qui pensiones soluturi sunt.

Quod super hoc Majestas tua scripsit de cardinali Andegavensi, commisimus legato ea quæ super hoc faciendæ sunt, sicut latius ex ipso accipere poterit Majestas tua de episcopo Laudunensi; curabimus, cum primum ecclesiæ aliqua vacaverit, ambobus satisfacere, ita ut Majestas tua contentetur, et tollatur omnis discordia.

Hæc omnia libentissimè Serenitati tuæ concedimus propter immensum erga te amorem; fuimus enim semper charissimæ domui tuæ affecti, ob præclara illius merita in Apostolicam Sedem, quæ tu non solum æquare, sed etiam superare, pro animi tui magnitudine, contendis; unde hortamur et rogamus te, per viscera misericordiæ Domini nostri, ut pocius intendas, pacem amplectaris, et, rejectâ privati causâ, salutem publicam consulas, quod est proprium Regis christianissimi. Hoc idem et Duci Burgundiæ scribimus; non enim potest laborantibus christianis commodè subveniri, nisi prius quiete inter vos constitutâ: quod ut faciatis, Saluator, omnipotens Deus, pro singulari clementia, concedere dignetur. Datum Romæ, apud Sanctum-Petrum, sub annulo piscatoris, die 13 augusti, anno 1472, pontificatus nostri anno primo. Ainsi signé: L. GRIFFUS.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

de la pragmatique sanction et autres ordonnances royaux (a), se fussent engendrez grands procez, et plusieurs preslatures et benefices de nostre royaume fussent en dangier de tomber en ruine, pour les grandes involutions desdicts procez esquels ils estoient cheus; aussi, que de la part de nostredict Saint-Pere nous eut esté exposé que sa puissance et auctorité apostolique estoit fort troublée et empeschée par le moyen des diversitez qui estoient sur le faict desdicts benefices; et à ceste cause, eussions donné charge et plaine puissance à nosdicts ambassadeurs d'appointer et accorder les differends, troubles et empeschemens qui estoient survenus à cause des choses dessusdictes et autrement, et pour trouver aucuns bons moyens de faire cesser toutes telles voyes indeues et pourveoir à la pacification des consciences de nos subjects, et oster lesdicts troubles et empeschemens qui pourroient d'ores en avant survenir, se lesdicts differends n'estoient du tout accordez; pour lesquels accorder et pacifier nostredict Saint-Pere eust commis et député de sa part aucuns cardinaux, prelatz et autres notables et grands personnaiges, pour communiquer avec nosdicts ambassadeurs sur les choses dessusdictes : lesquels ensemble, d'un commun avis et opinion, eussent pourparlé et traicté certains chapitres et articles, et les eussent rapportez en la presence de nostredict Saint-Pere le Pape et du saint college des cardinaux; sur lesquels nostredict Saint-Pere nous ait envoyé par nosdicts ambassadeurs sa bulle plombée de ratification desdicts concordats, contenant en effet et substance les points et articles qui s'ensuivent :

Et premierement. Que nostre Saint-Pere aura six mois commençant au mois de janvier, et les ordinaires autres six mois, alternativement, ausquels ils pourront conferer, eslire, presenter et autrement deuement pourvoir ausdicts benefices qui lors vacqueront, comme s'il n'y avoit aucune expectative, excepté toutesfois les benefices qui sont reservez, *reservatione clausa in corpore juris*, ou par aucune des constitutions de Jehan et de Benoist, *Romanorum Pontificum*, qui commencent *Ad regimen* et *Execrabilis*, ou par les regles de la chancellerie ja faites.

(2) *Item.* Est ordonné que, ès six mois de nostre Saint-Pere, d'ores en avant, il octroyera à ceux du royaume et autres seigneuries estans en l'obeissance du Roy et non autres, en chacune collation du royaume ou Dauphiné, et autres terres et seigneuries du Roy, six expectatives tant seulement, demeurans en leur efficace celles qui sont ja octroyées, desquelles six en seront données deux en chascune collation aux nommez par le Roy, la Reine, M. le Dauphin et les cours des parlemens, qui auront toutes prerogatives *ad instar familiarium Papæ*; et accomplies icelles six expectatives, en seront baillées et octroyées autres six en la forme et maniere dessusdictes.

(3) *Item.* Est ordonné que les benefices des familiers des cardinaux, qui sont leurs continuelz commensaux durant leur familiarité, seront reservez, laquelle reservation expirera six ans après le trespas desdicts cardinaux.

(4) *Item.* Que les benefices de ceux qui seront promeus aux dignitez consistoriales, s'ils sont promeus aux mois de nostre Saint-Pere, il les conferera; et s'ils sont promeus aux mois des ordinaires, les ordinaires en disposeront, sinon qu'ils fussent reservez en la forme que dict est.

NOTE.

(a) On peut relire à ce sujet ce que nous avons dit, *tom. XV, pag. 193 et suiv.*, et surtout les doctes remontrances du Parlement

de Paris sur les matières qui font l'objet des présentes lettres de Louis XI.

(5) *Item.* Les benefices des protonotaires seront reservez, de ceux tant seulement qui publiquement et continuellement porteront l'habit de protonotaire.

(6) *Item.* Est ordonné que toutes les causes beneficiales seront en premiere instance commencées en France ou Dauphiné et autres terres estans en l'obeissance du Roy, devant juges competens, jusques à sentence definitive inclusivement, de laquelle ne sera receue appellacion, sinon qu'elle fust irreparable en diffinitive; les autres instances seront traictées et terminées en cour de Rome.

(7) *Item.* Et au regard des causes beneficiales pendantes en cour de Rome entre les familiers des cardinaux demeurans en cour de Rome, ou absens pour cause de legation ou recreation, ou officiers de cour de Rome, ou courtisans qui auront suivi la cour par six mois, et autres leurs competiteurs, ayans titres des ordinaires, seront déterminées en cour de Rome; toutes les autres causes semblablement beneficiales seront commises au royaume, et seront évoquées *in statu* de cour de Rome.

(8) *Item.* Et pour ce que en plusieurs desdictes causes beneficiales qui sont produites de present, pendant procez au possessoire au royaume, Dauphiné et autres seigneuries du Roy, devant plusieurs juges, et en cour de Rome au petitoire, est ordonné que les procez du petitoire pendant de present en cour de Rome, avec toutes les censures, seront mis en suspens jusques à deux ans, dedans lesquels sera procedé esdictes cours du royaume audict possessoire, et, finies ou passées lesdictes deux années, sera permis aux parties proceder sur le petitoire devant le juge apostolique, qui procedera et finira la cause du petitoire dedans autres deux années, lesquelles finies, le procez sera du tout esteint; et le juge apostolique qui par malice aura differé le procez, sera excommunié et privé de ses benefices, et ne pourra obtenir absolution, sinon à l'article de la mort, ou par nostredict Saint-Pere.

(9) *Item.* Est ordonné que touchant les vacances des benefices sera gardée la taxe du Pape Jean XXII, et les excès seront corrigez. Et pour ce que, à cause des guerres et tribulations du royaume, plusieurs esglises sont grevées es taxes reformées au concile de Constance et reduites à la moitié, est ordonné que icelles vacances et les menus services seront payés selon la vraye valeur des fruits d'une année, c'est à sçavoir la moitié tant seulement.

(10) *Item.* Et aussi nous ait octroyé nostre Saint-Pere, par un bref *sub annulo piscatoris*, qu'il ne pourvoyra aucunes personnes des dignitez consistoriales de nostredict royaume, Dauphiné et autres nos terres et seigneuries, sans avoir sur ce prealablement nos lectres, pour y pourvoir de personnes à nous seures, féables et agréables.

Sçavoir faisons que nous, voulans obvier aux differends qui pourroient survenir à cause des choses dessusdictes, desirans aussi de tout nostre pouvoir liberalement complaire à nostredict Saint-Pere, et estre envers luy en l'amour et affection, comme son vray et devost fils et du Saint-Siege apostolique, pour les causes dessus touchées, avons accordé et accordons, ratifié et ratifions par ces presentes, tous les chapitres et articles cy-dessus incorporez et contenus (a), et avons mandé et commandé par nos lectres patentes à nos

NOTE.

(a) Malgré ces lettres et l'homologation du Roi, ces concordats restèrent sans exécution: ils étoient contraires au droit commun, aux conciles de Bâle et de Constance; mais ils étoient sur-tout à la volonté réelle

et au caractère de Louis XI, à ses intérêts et à ses droits. Le Parlement de Paris refusa de faire ou laisser publier la bulle de Sixte IV, comme étant attentatoire à la couronne.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 31 Octobre
1472.

cours de parlement de Paris, Thoulouse, Bordeaux et Dauphiné, et à tous nos autres justiciers, officiers et subgects de nosdicts royaume et Dauphiné, que lesdicts concordats et chapitres ils gardent et observent, et fassent inviolablement garder et observer de point en point, selon leur forme et teneur, nonobstant toutes lesdictes ordonnances et pragmatique sanction et autres lectres à ce contraires, car tel est nostre plaisir. En tesmoin de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, le dernier jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante et douze.* Ainsi signé : *Par le Roy, Monseigneur le Duc de Bourbon, les sires de Craon, du Lude, de Montagu, Patrix, Folcart Seneschal de Xaintonge, M.^r Bernard Loret et autres presens. L. TOUSTAIN.*

LOUIS XI,
à
1472.

(a) *Lettres relatives aux Collations de bénéfices exercées par l'Envoyé du Pape.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nostre Saint-Pere le Pape ait ja pieçà envoyé par-devers nous et les Ducs de Bourgoigne et de Bretagne nostre très-chier et special ami maistre André *de Spiritibus* (b), docteur en chascun droict, prothonotaire, orateur et commissaire du Saint-Siege apostolique, tant pour traicter la paix entre nous et lesdicts Ducs de Bourgoigne et de Bretagne, nos vassaulx et subgects, que pour plusieurs autres grans matieres concernant le bien et utilité de nostre mere Sainte Eglise, de nous et de nostre royaulme, auquel son orateur nostredict Saint-Pere ait donné et octroyé plusieurs puissances et facultés, avec qualifications, tant de pouvoir conferer comme de dispenser, et autres prerogatives et prééminences, et de ce luy ait baillé ses bulles en forme deue, pour d'icelles puissances et facultés user dedans les fins et limites de sesdictes legation et commission, ainsy qu'il est contenu en sesdictes bulles, dont, en tant que touche la bulle de la collation des benefices, la teneur s'ensuit : *Sixtus episcopus, servus servorum &c.*; et pour ce que ledict maistre André *de Spiritibus*, tantost après sa venue, nous parla desdictes facultés ou puissances à luy baillées par nostredict Saint-Pere, et mesnemenent touchant la collation des benefices, pour sçavoir se nostre plaisir seroit qu'il en usast, nous, lesdictes bulles feimes voir et visiter par les gens de nostre grant conseil, et, après grande et meure deliberacion, et lesdictes bulles bien veues et visitées, et à nous rapporté l'effect et teneur d'icelles, nous, cognoissant que les vertus et merites valioient et deservoient bien que nostredict Saint-Pere le deust honorer et favoriser et luy donner de grands et notables prerogatives et prééminences, par deliberacion des gens de nostredict grand conseil, luy octroyasmes et consentismes qu'il usast plainement et entierement de sesdictes puissances et facultés, tant de pouvoir conferer benefices comme des autres choses contenues en ses bulles, et tout selon la forme et teneur d'icelles, ainsy comme il est contenu en nos lectres sur ce faictes et octroyées, desquelles la teneur s'ensuit : *LOYS &c.* Mais, ce nonobstant, et jaçoit ce que

NOTES.

(a) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, Dupuy, 762. Voir ci-dessus, pag. 1 et 2.

(b) Evêque de Viterbe. Il succéda au

cardinal Bessarion, qui avoit aussi été légat de Sixte IV en France.

nostre plaisir et entencion ait esté et toujours soit que les collations des benefices et autres choses faictes par ledict maistre André de *Spiritus*, par vertu desdictes facultés et puissances données par nostredict Saint-Pere et les lectres par nous à luy sur ce octroyées, soient valables et sortissent plein et entier effect, ce neantmoins, nous avons entendu qu'aucuns, en venant directement contre nostre voulenté et contre la concession et octroy que sur ce avons fait, ont voulu et se sont efforcez et efforcent, de jour en jour, de mettre en doubte et difficulté lesdictes facultés et puissances, et empêcher que les collations des benefices par luy faictes ne sortissent effect, et icelles ont impugné et veulent impugner, calomnier et debattre, et, qui plus est, avons sceu que plusieurs de nos juges et officiers, tant en nostre court de parlement, du chastelet, qu'en plusieurs autres cours et ès juridictions de nostre royaume, ont donné et donnent des sentences à l'encontre desdictes collations par luy faictes de plusieurs benefices qu'il a donnés et conférés, qui est directement venir contre nostre voulenté et intencion, et seroit rendre illusoire l'octroy et concession que lui avons fait, en grand contempt et mespris de nous et de nostre auctorité. Pourquoy, nous, ces choses considérées, bien recors des causes qui nous ont meu à faire ledict octroy et permission, voulant ledict orateur de nostre Saint-Pere en user pleinement et entierement, et les collations par luy faictes selon la teneur desdictes puissances et facultés à luy données par nostredict Saint-Pere et nosdictes lectres de permission sur ce à luy octroyées, sortir leur plein et entier effect, comme dict est, tout ainsy qu'octroyé luy est et selon le contenu en sesdictes bulles et de nosdictes lectres, sans aucune chose y retrairdre, muer ou diminuer, par l'advis de plusieurs des seigneurs de nostre sang et autres gens de nostre grand conseil, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, avons dict, declairé, decerné, ordonné, disons, declairons, decernons et ordonnons par ces presentes, que toutes les collations de benefices, faictes par ledict maistre André de *Spiritus*, depuis qu'il est venu en nostre royaume par vertu des bulles de nostredict Saint-Pere, et en ensuivant la teneur d'icelles et de nos lectres d'octroy dessus transcriptes, et celles qu'il fera d'ores en avant tant qu'il sera en nostredict royaume, soient et demeurent valables, et que, par vertu d'icelles, ceux auxquels ont esté et seront faictes lesdictes collations, jouissent desdicts benefices qu'il leur a ou aura donnés et conférés, donnera ou conferera, tout ainsy que lesdictes bulles de nostredict Saint-Pere et nosdictes lectres d'octroy et permission contiennent et portent, sans quelconque difficulté; et avec ce, de nostredict certaine science, pleine puissance et auctorité royale, et par l'advis et deliberacion que dessus, avons voulu, ordonné, dict, declairé et decerné, voulons, ordonnons, disons, declairons et decernons, que toutes les sentences, jugemens, appointemens ou autres procez judiciaires qui, depuis ledict jour et date que lui octroyasmes qu'il peust user desdictes facultés ou puissances, ont ou auroient esté, ou seroient, d'icy en avant, donnés, jugés ou prononcés contre les collations par luy faictes selon la teneur desdictes puissances à luy données par nostredict Saint-Pere, et la permission d'en user à luy octroyée par nosdictes lectres dessus transcriptes, par quelques juges, cours ou juridicions de nostre royaume et obeissance, soit par nos cours de parlement de Paris, Toulouse, Bordeaux et du Dauphiné, eschiquier de Normandie, par les gens tenant les requestes de nostre palais à Paris, par la cour du chastelet et de la prevosté de Paris, ou autres quelconques cours et juridicions de nostredict royaume et obeissance, soient

LOUIS XI,
à
1472.

nulles et de nulle valeur et effect; et de nostredictie certaine science, pleine puissance et auctorité royale, avons icelles cassé, revocqué et adnullé, et, par la forme de loy et esdict perpetuel, les cassons, revocquons et adnullons, sans que les parties qui les ont obtenues ou obtiendront s'en puissent jamais aider en jugement ne dehors, par quelque maniere que ce soit. Sy donnons en mandement à nos amés et féaulx conseillers les gens de nostre grand conseil, les gens qui tiennent ou qui tiendront nosdictes cours de parlement, eschiquier de Normandie, des requestes du palais, nostre prevoost de Paris ou son lieutenant, ou tous aultres nos justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans, et chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nosdictes presentes lectres d'esdict ils facent lire et publier en leurs auditoires et plaidoiries publicquement, et les facent enregistrer en leurs registres où ils ont accoustumé faire enregistrer telles lectres de publication, et les gardent, observent et entretiennent, et les facent garder, observer et entretenir, de point en point, selon leur forme et teneur, sans rien y enfreindre, nonobstant quelzconques ordonnances, statuts, stiles, usaiges, lectres, mandemens, restrictions ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir à faire en plusieurs et divers endroits, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, faict sous scel royal, foi soit adjoustée comme au present original. En tesmoin de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné (a).*

NOTE.

(a) Le manuscrit de ces lettres finit ici : il n'indique aucun lieu, aucun jour, aucune année; mais l'année est indiquée en marge,

à la première page. La pièce qui suit, dans le même manuscrit, offre des lettres datées d'Angers, et du mois de juin 1472.

LOUIS XI,
à
le 10 Novemb.
1472.

(a) *Concessions faites et Exemptions accordées, sous des conditions prescrites, aux Habitans des Paroisses des Sables d'Olonne et de la Chaume.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous, que, nous estans en la ville des Sables, assise sur la mer, qui est de la seigneurie d'Olonne, appartenant à nostre amé et féal conseiller et chambellan Phelippes de Comynes, chevalier, seigneur de Renescures, nous ait esté remonstré le grant bien et prouffit qui pourroit advenir à nous et à la chose publique de nostre royaume, si ladicte ville des Sables estoit close et fermée de tours, portaulx et murailles, en maniere qu'elle fust deffensible, et que les marchans et marchandises venans audiet port et havre dudiet lieu peussent estre en seureté en ladicte ville, parce que lediet port, qui est bon et bien seur, et autant ou plus que nul autre port ou havre qui soit en nostre royaume, pourroit avoir tel regnon (b), que tous marchans estrangers y viendroient volontiers habunder; laquelle closture et fortification ne se pourroit faire ne ladicte ville estre maintenue en bonne police, se par nous n'y estoit pourveu. Nous, de l'avis des gens de nostre conseil, et à la requeste de nostredict conseiller, exemptons et affranchissons les habitans des paroisses d'Olonne et de la Chaume, de toutes tailles et aides quelzconques, moyennant qu'ils seront tenuz de faire clorre et fermer de tours,

NOTES.

(a) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, *Pièces pour servir à l'histoire de Louis XI*, boîte 12.

(b) Renom.

LOUIS XI,
à
de 10 Novemb.
1472.

portaulx et murailles, ladictie ville des Sables, et y faire les fortifications advisées par noz amez et féaulx conseillers et chambellans les sires de Bressuyre et du Fou, chevaliers, et autres commissaires à ce par nous ordonnez, qu'ilz ont baillées par escript, en laquelle closture et fortification seront lesdicts habitans employer, oultre ce qu'ilz y mettront du leur, 5000 livres que nous leur donnons à prendre des deniers de noz finances par descharge de nostre receveur general en cinq années, 1000 livres par chacun an. Et pour la police, ordonnons, consentons et octroyons qu'il y ait d'ores en avant, en ladictie ville des Sables, ung prevost et quatre jurez qui auront pouvoir ensemble de ordonner et disposer de toutes choses appartenantes à ladictie police, fortification et entretenement d'icelle ville et autres affaires communs entre eulx, de imposer sur les habitans les sommes selon les cas pour le bien de ladictie ville et police, et de imposer sur les marchans estrangers aucun ayde, si la nécessité le requiert, du consentement du seigneur d'icelle ville ou de ses officiers, commis et depputez, et non autrement; et aussi, contraindront les habitans de ladictie paroisse d'Olonne à aler faire le guet en ladictie ville des Sables en cas de evident peril, et non autrement, sans prejudice du droit et guet dudict seigneur d'Olonne et de son capitaine. Et affin que ausdicts prevost et jurés soit pourveu de personnes notables et féables, nous donnons auxdicts habitans pouvoir et faculté de eslire pour la premiere fois dix personnes dudict pays et seigneurie d'Olonne, lesquelz seront présentés audict seigneur d'Olonne ou à son lieutenant ou commis à ce, dont il pourra accepter les cinq d'iceulx, l'un pour estre prevost et les quatre pour estre jurez, et durera la charge dudict prevost et de deux desdicts jurez, pour la premiere fois, trois ans entiers; et au regart desdicts autres deux jurez, quant ilz auront servi deux ans, lesdicts habitans esliront quatre personnes qu'ils nommeront audict seigneur ou à ses commis, pour en choisir deux pour estre jurez au lieu des deux qui seront ostez; et l'année subsequente, nommeront six personnes, dont ledict seigneur ou ses commis en choisiront trois, l'un pour estre prevost, et les autres deux pour estre jurez, et dès-lors en avant se fera ladictie nomination et eslection dudict prevost et de deux desdicts jurez de deux ans en deux ans, lesquelz prevost et jurez se pourront continuer par nouvelle eslection et acceptation faite par la maniere devant dictie; et après que lesdicts prevost et jurez auront servi le temps de leur charge, ilz seront tenez rendre compte aux autres prevost et quatre jurez leurs successeurs appelés à ce, les seneschal et capitaine ou autres des officiers d'iceluy seigneur d'Olonne ou leurs lieutenans, lesquels seneschal, capitaine ou autres officiers d'iceluy seigneur seront tousjours chief et principal en tous affaires où ils seront appelez avecques icculx prevost et jurez. Octroyons esdicts habitans qu'ilz puissent prendre tous les boys necessaires pour ladictie closture et fortification es forestz, tant d'Olonne que de Thallemond, appelez les officiers du seigneur de Thallemond, et de leur consentement. Si donnons en mandement à nos amez et gens de noz comptes, generaulx de noz finances, au seneschal de Poictou, et autres noz justiciers, que de noz grace, exemption, affranchissement, don, octroy, ordonnance et consentement, laissent lesdicts habitans d'Olonne et de la Chaume joyr et usér paisiblement. *Donné à le dixiesme jour du mois de Novembre 1472 (a).*

NOTE.

(a) Le registre 197 du Trésor des chartes contient plusieurs autres lettres du mois de

Suite de la NOTE.

LOUIS XI,
à
le 10 Novemb.
1472.

novembre 1472: don d'un étal de boucher à Paris, n.^o 244; don de la baronnie de Clermont, à Robert de Balsac, n.^o 271; confirmation du don fait par le Duc de Guienne à Jean de Levis, du comté de Fezensac, n.^o 322. Voir aussi les n.^{os} 310 et 311, qui sont des confirmations de ventes ou cessions opérées par le Duc de Guienne à Gilbert de Chabanes. Le Roi avoit fait don, au mois d'octobre précédent, de la principauté de

Malerant à Philippe de Commines; vol. E des Ordonnances de Louis XI, fol. 298; mém. O de la Chambre des comptes, fol. 150. Il donna, au mois de décembre, de nouvelles lettres patentes, portant que les terres et seigneuries de Bran et de Brandon étoient comprises dans le don fait au même Philippe de Commines; vol. E, fol. 2998; mém. O de la Chambre des comptes, fol. 161.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
le 26 Février
1472 (b).

(a) *Lettres concernant la Tutelle des petits-enfans du Comte de Foix; Mainlevée des Terres et Seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi; Serment de fidélité et d'obéissance.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme aujourd'hui, nous estant en nostre grant conseil, nostre très-chiere et très-amee seur Magdeleine (c), Princesse de Vienne (d), veuve de feu nostre cousin Gaston, en son vivant Prince de Vienne, soit personnellement venu et comparue par-devant nous, accompagnée de noz chiers et amez cousins Pierre de Foix, prothonotaire du Saint-Siege apostolique, Jean de Foix (e), viconte de Narbonne, chevaller, Jehan de Foix, viconte de Lautrec (f), et de plusieurs preslats, barons, nobles et autres ambaxadeurs commis et deputez de plusieurs des pays et seigneuries de feu nostre très-chier et très-amié cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix (g), dernier trespasé; et nous ait icelle nostre seur dict et faict dire et remonstrer que feu nostredict cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix, pere dudict Prince de Vienne, estoit puis aucun temps alé de vie à trespasement, delaissez en minorité et bas aage noz très-chiers et très-amez nepveu et niepce, François-Phebus, à present Prince de Navarre, Conte de Foix, et Katherine sa seur, enfans dudict feu Prince de Vienne et d'elle, lesquelz, selon raison escripte, et par la coustume de Paris où les choses sont assises, sont principaulx heritiers de nostredict cousin le feu Prince de Navarre, Conte de Foix, leur ayeul, par representation et comme enfans legitimez et naturelz dudict feu Prince de Vienne, son filz

NOTES.

(a) Ord. de Louis XI, reg. E, f. 264-266.

(b) La Chambre des comptes de Dauphiné avoit enregistré des lettres patentes sous la date du 14 décembre, portant convocation de ban et arrière-ban (Reg. generalia, fol. 194); et sous la date du 6 janvier, des lettres portant réglemant sur la forme d'administrer les finances par le trésorier général du Dauphiné (Reg. litterarum officiorum, ab anno 1472, fol. 27).

Des permissions de réparer ou de construire des fortifications avoient été accordées à des seigneurs ou à des habitans, par des lettres des mois de janvier, de février et de

mars; elles sont au registre 197 du Trésor des chartes, n.^{os} 231, 252 et 306.

(c) La cinquième des filles de Charles VII, mariée, en 1458, au fils aîné du Comte de Foix, Gaston IV.

(d) Ou de Viane.

(e) Jean et Pierre de Foix étoient, tous les deux, rères de Gaston IV.

(f) Jean, père de Gaston IV, avoit eu un second fils, Pierre, en faveur de qui la vicomté de Lautrec avoit été distraite des domaines laissés par son père.

(g) Gaston IV, mort peu de temps auparavant.

aisné, qui aucun temps paravant lui estoit trespasé (a), desquelz enfans mineurs et de tous leurs biens, terres et seigneuries, la tutelle, bail, gouvernement et administracion, par raison escripte et par la coustume desdicts pays, comectoit et appartenoit à nostredicte seur, comme leur mere et leur tutesse naturelle et legitime, et pour ce estoit venue par-devers nous comme souverain et naturel seigneur d'elle et de sesdicts enfans, pour prendre, ainsi que raison estoit, de nous et par nostredicte auctorité, ladicte tutelle, nous suppliant qu'il nous plust la declarer tutesse naturelle et legitime d'iceulx enfans, icelle tutelle luy bailler et la auctoriser pour en joyr et avoir l'administracion, ainsi que raison est, offrant faire le serment tel que au cas appartient, et garder les solemnitez requises et de droict ordonnées pour le bien et seureté de nosdicts nepveux ses enfans mineurs, et de leurs biens et choses. Sçavoir faisons qu'e nous, reduisans à memoire la grande et vraie amour, loyauté et obeissance que feu nostredit cousin le Prince de Navarre a tousjours gardées envers nous, et les grans, haulx, louables et recommandables services que luy et ses predecesseurs ont faiz à nous, à noz predecesseurs et à la couronne de France, ayans par raison singuliere amour et affection à nosdicts nepveux, et pour les considerations dessusdictes, et de la proximité et lignage dont ilz nous actienent, mesmemens en contemplacion de nostredit seur, desirans le bien et la conservacion, accroissement et augmentacion de la maison et des droiz, terres et seigneuries d'iceulx noz nepveux comme de noz propres enfans, inclinans à la supplication et requeste de nostredicte seur, comme juste et raisonnable, eue sur ce deliberacion avec plusieurs seigneurs de nostre sang et autres notables gens de nostre conseil presens avecques nous, icelle nostre seur presente, et le jour d'huy ce requerant, avons declairé et declairons tutesse naturelle et legitime desdicts François-Phebus et Katherine sa seur, noz nepveu et niepce, ses enfans, et à icelle tutelle regir et gouverner et administrer l'avons receue et auctorisée, et comme à elle appartenant par droit et par raison, la luy avons baillée et baillons par ces presentes; et laquelle nostre seur nous a faict serment solennel, en nostredit conseil, de bien et loyaument garder, regir et gouverner les personnes de nosdicts nepveu et niepce, et administrer leurs biens, terres et seigneuries, prouchasser leur prouffit et eschever leur dommaige, et de tout son pouvoir faire saulves toutes les choses à eulx appartenans, et icelles observer et garder, et faire toutes les autres choses que bonne mere tutesse naturelle et legitime, par raison, doit et est tenue de faire pour le prouffit et utilité de ses enfans mineurs. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx les gens tenans noz cours de parlement à Paris, à Toulouse et à Bordeaux, qui à present sont ou pour le temps advenir seront, aux gens de noz comptes, aux seneschaulx de Guyenne, de Toulouse, de Carcassone et de Beaucaire, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eux si comme à luy appartiendra, que de ladicte tutelle et du gouvernement et administracion d'icelle ilz facent, seuffrent et laissent nostredicte seur joyr et user plainement et paisiblement, et à elle obeyr et entendre, ès choses regardans icelle tutelle, par tous ceulx et ainsi qu'il appartiendra, sans luy faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, et se faict, mis ou donné y estoit,

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
le 26 Février
1472.

NOTE.

(a) Au mois de novembre 1470.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
le 26 Février
1472.

le reparent et remectent et le facent incontinent reparer et remectre à plaine delivrance, car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. *Donné au Plessis du Parc-lès-Tours, le vingt-sixiesme jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Sic signatum : Par le Roy en son grant Conseil, auquel les Contes du Perche, Dauphin d'Auvergne et de Vendosme, Vous (a), les Evesques de Langres, d'Ayre et d'Avranches, le sire de Labret, les Comtes de Dunois et de Penthièvre, le sire de Rohan, les Contes de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, et de Sancerre, les sires de la Forest, de Goscourt et de Roseul, Guillaume Chauvin, chancelier de Bretagne, le Gouverneur de Montpellier, maisire Jehan de Ladrisque, president des comptes, Pierre Poignant, maistre des requestes, Pierre Sallat, conseiller en parlement, les sires de Montglai, tresorier de France, et Duplesses, maistre des comptes, Jean Hebert, general des finances, et autres, estoient. A. DISOINE. *Duplicata.*

Et in plica est scriptum : *Lecta, publicata et registrata in Parlamento, tredecimâ die Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-tercio.* Sic signatum : BRUNAT.

Collacio facta est cum originali, domino cancellario reddito. BRUNAT.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme tantost apres le trespas de feu nostre cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix, en attendant que eussions eu l'ommaige qui nous est deu à cause et pour raison des terres et seigneuries qu'il tenoit de nous et de nostre couronne, aussi pour la consideracion des droiz de noz très-chiers et très-amez neveu et niepce, François-Phebus, à present Prince de Navarre et Conte de Foix et de Bigorre, et Kathérine de Foix sa seur, enfans de feu nostre cousin le Prince de Vienne et de nostre très-chiere et très-amée seur Magdeleine, Princesse de Vienne, et par ce heritiers principaulx dudict feu Prince de Navarre leur ayeul, pere dudict Prince de Vienne, son filz aîné, nous eussions fait mettre et apposer nostre main sur les terres et seigneuries tenues de nous, demourées du decès d'iceluy feu Prince de Navarre, et ordonné qu'elles y fussent regies et gouvernées par les propres officiers que ledict feu nostre cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix, y avoit commis en son vivant; et entre autres, pour ce que, au vivant dudict Prince, nostre amé et féal conseiller et chambellant Jean de Chasteauverdun, chevalier, estoit capitaine de par luy de la place de Foix, luy eussions par noz lectres mandé, à la conservacion que dessus, icelle garder et tenir sans en faire aucune delivrance jusques à ce que par nous autrement en feust ordonné; et depuis, nostredicte très-chiere et très-amée seur la Princesse de Vienne soit venue par-devers nous, laquelle, comme mere, tuteresse naturelle et legitime, ayons receue en la tutelle de nosdicts neveu et niepce, et icelle tutelle declairée à elle appartenir, et en interposant nostre decret, baillé l'administracion d'icelle, laquelle nostre seur nous ait aussi fait le serement de fidelité pour et au lieu de l'ommaige lige que nosdicts neveu et niepce nous doivent à cause desdictes terres et seigneuries qu'ilz tiennent de nous et de la couronne, ainsi que par autres noz lectres de mesme date que ces presentes apert plus à plain, et par ce, nous ait nostredicte seur requis que ladicte place de Foix luy voulussions

NOTE.

(a) Le Chancelier de France.

faire

faire delivrer : sçavoir faisons que nous, voulans et desirans en toutes choses favorablement traicter nostredicte seur, luy garder et conserver ses droiz, aussi les droiz de nosdictz nepveu et niepce comme de noz propres enfans, avons delivré et delivrons à icelle nostre seur, au nom et comme tuteresse de nosdictz nepveux, ladicte place de Foix, et de la garde et gouvernement d'icelle en avons deschargé et deschargeons ledict Jehan de Chasteauverdun, nostre conseiller, ensemble des foy et serement qu'il nous en pourroit avoir sur ce faiz, moyennant et parmy ce que nostre seur nous a promis que nostre amé et féal Pons de Villemur, chevalier, seigneur de Saint-Paul, qui est homme et vassal de nostredict nepveu à cause dudict conté de Foix et des plus grans du pays, sera et demourra, pour nostredicte seur et nepveu, seneschal de Foix, et aura la garde et capitainerie pour eulx de la place dudict chateau de Foix, et qu'elle fera ledict de Chasteauverdun paisiblement joyr, en la qualité qu'il faisoit paravant, de toutes les terres et seigneuries qu'il tenoit du vivant de feu nostre cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix, sans quelque chose luy en oster; et avec ce, que des biens et choses qui auroient esté prins audict de Chasteauverdun et les dommages que auroit euz et soustenuz et que les gens de nostredicte seur luy auroient faicts, elle le fera recompenser selon l'estimacion qui sera trouvée par notables gens qui seront à ce commis par nostredicte seur, et en toutes choses traicter ledict de Chasteauverdun, et ceulx qui ont esté avec luy à lagarde de ladicte place de Foix, favorablement et en toute douceur, sans jamais, pour quelque chose, leur tenir rigueur ne aucune chose leur demander. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens de nostre parlement et seneschal de Toulouse, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente main-levée et delivrance ilz facent, seuffrent et laissent joyr et user nostredicte seur et ses gens et officiers plainement et paisiblement, sans luy faire, mectre ne donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun trouble ne empeschement au contraire, en contraignant à ce faire et souffrir ledict Jehan de Chasteauverdun et tous autres qui pour ce seront à contraindre, par toutes voies deues et raisonnables et en tel cas requises, non obstant quelconque serement qu'il nous pourroit avoir faict, de ne faire delivrance d'icelle place sans nostre commandement, duquel serement nous l'avons quicté et deschargé, quictons et deschargeons, dispensé et dispensons, en tant que mestier seroit, par ces presentes. En tesmoing de ce, nous avons faict mectre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné au Plessys du Parc-lès-Tours, le vingt-sixiesme jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Sic signatum : *Par le Roy en son Conseil, A. DISOINE. Duplicata.*

Lecta, publicata et registrata in Parlamento, xij.º die Julii, anno Domini millesimo cccc.º lxxij.º Sic signatum : BRUNAT.

Collacio facta est cum originali, domino Cancellario reddito. BRUNAT.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx conseillers les gens de noz cours de parlement de Paris, Tholouse et Bordeaux, les gens de noz comptes et tresoriers, seneschaulx de Tholouse, Guyenne et Carcassone, Agenois, des Lannes (a) et de Bazadez, et à noz

NOTE.

(a) Des Landes.
Tome XVII.

Bbbb

LOUIS XI.
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
le 26 Février
1472.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
le 26 Février
1472.

procureur et receveur esdictes seneschauccées ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Sçavoir vous faisons que nostre très-chiere et très-amée seur Magdeleine, Princesse de Vienne, veufve de feu nostre cousin Gaston de Foix, Prince de Vienne, au nom et comme tuteresse de noz très-chiers et amez nepveu et niepce, François-Phebus, Conte de Foix et de Bigorre, et dame Katherine de Foix, sa seur, enfans mineurs dudict feu Prince de Vienne et d'elle, iceulx mineurs heritiers par representation de feu nostre cousin le Prince de Navarre, Conte de Foix, et derrenierement trespasé, pere dudict feu Prince de Vienne, et aussi par le traicté du mariaige d'entre lesdicts feu Prince de Vienne et nostre seur, ait aujourd'huy faict en noz mains le serement de fidelité que tenue nous estoit faire pour et en lieu de l'hommaige que nous doit et est tenu de faire nostredict nepveu pour raison desdicts conté de Foix et de Bigorre, viconté et seigneurie de Marsan, Gavardan et Nebosan, et de toutes les autres terres et seigneuries appartenans à nostredict nepveu, qu'il tient de nous, et dont il est nostre vassal et homme-lige à cause de nostredict couronne, auquel serement de fidelité nous l'avons audict nom receue, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. Et pour ce que nosdicts nepveu et niepce sont encores mineurs et ne pevent en leurs personnes nous faire les hommaiges et autres choses qu'ilz nous doivent, affin que soions plus seurs de la fidelité, subgection et obeissance qui nous est duee es pays qui sont tenuz de nous, oultre et avec le serement de fidelité faict par nostredict seur, noz chiers et bien-amez les ambaxadeurs commis, deputez et envoieez devers nous par les gens des trois estaz, c'est assavoir, les sires de Ranat de Saint-Pol et de Rochefort pour la conté de Foix et cité de Pamiers, l'evesque de Tarbes, le seigneur de Lavedan, pour la conté de Bigorre, et le sire de Fontans, le sire de Beugnet, maistre Augier de Brisquet, docteur et juge dudict Marsan, pour les pays de Marsan et Gavardan, aujourd'huy en nostre grant conseil, en la presence de nostredict seur, nous ont faict serement solemnel, pour et au nom desdicts pays et des gens des trois estats d'iceulx, de garder, entretenir et observer envers nous et la couronne de France, la fidelité, subgection et obeissance que nosdicts nepveu et niepce sont tenuz nous faire, et, au surplus, que tous lesdicts pays seront et demourront noz bons, vrais et loyaux subgectz, nous serviront envers et contre tous ceulx qui pourront vivre et mourir, sans personne quelconque excepter, et feront envers nous tout ce que bons et loyaux subgectz doivent à leur souverain seigneur, auquel serement nous les avons aussi receuz. Si vous mandons et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que, pour cause dudict hommaige à nous non faict, vous ne faictes ou donnez ne souffrez estre faict, mis ou donné, à nostredict seur, nepveu et niepce, ne en leursdictes terres et seigneuries, appartenances et appendances d'iceulx, aucun arrest, ennuy, destourbier ou empeschement; ainçois, se mis ou donnés leur avoient esté ou estoient à ceste cause, que leur mectez ou faictes mectre incontinent et sans delay à plaine delivrance, pourveu toutesfois que quant nostredict nepveu sera en aage competant et hors de tutelle, il sera tenu de venir en personne nous faire lesdictes foy et hommaige, et que cependant nostredict seur baillera audict nom le denombrement et aveu de toutes icelles terres et seigneuries, et fera les autres droiz et devoirs pour ce. Deubz et accoustumez. *Donné au Plessis du Parc-lès-Tours, le vingt-septiesme jour de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme. Sic signatum : Par le Roy en son grant Conseil, auquel les Contes du Perche, Dauphin*

d'Auvergne et de Vendosme, Vous, les Evesques de Langres, d'Ayre et d'Avranches, le sire de Labret; les Contes de Dunois et de Penthièvre, le sire de Rohan, le Prothonotaire de Foix, les Viconte de Narbonne, Contes de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France, et de Sancerre, les sires de la Forest, de Gaucourt et de Roseul, Guillaume Chauvin, chancelier de Bretagne, le Gouverneur de Montpellier, maistre Jehan de Ladrisque, president des comptes, Pierre Poignant, maistre des requestes, Pierre Sallat, conseiller en parlement, les sieurs de Monglat, tresorier de France, et Duplesses, maistre des comptes, Jehan Hebert, general des finances, et autres estoient. A. DISOINE. Duplicata.

Lecta, publicata et registrata in Parlamento, xij.^o die Julii, anno Domini millesimo cccc.^o septuagesimo tertio. Sic signatum: G. BRUNAT.

Collatio facta est cum originali, domino Cancellario reddito. BRUNAT (a).

NOTE.

(a) Le n.^o 281 du registre 197 du Trésor des chartes contient, sous la date du même mois de février, des lettres de noblesse pour Jean Richer. Les n.^{os} 239 et 251 avoient déjà prononcé, sous la date du mois de janvier, l'anoblissement de Jean Terrasson, et sous celle du mois d'août précédent, l'anoblissement de Robert Aubert. Les n.^{os} 352 et 358 anoblissent, sous les dates des mois de septembre et de mars, Pierre Hoas et Antoine Bernier. Il y a aussi, dans le registre 195, après le n.^o 1169, plusieurs lettres d'anoblissement, de l'année 1472. Le n.^o 253

et le n.^o 407 du reg. 197, le premier, du mois de décembre de la même année, et le second, du mois de mars suivant, sont une cession et inféodation faites par le Roi à Jean de Bellac, de la terre de Saint-Freguire, et une cession et inféodation de la châtellenie de Gauray, en faveur de Jean d'Estouteville. Blanchard rappelle, fol. 318, sous la même date du même mois de février 1472, des lettres de Louis XI portant don des terres et seigneuries de Châtillon-sur-Indre, Pacy, Ezy et Nonancourt, à Tannequi du Chastel.

(a) Lettres qui déterminent la valeur de nouveaux Écus d'or.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme par cy-devant et dès longtemps nous ayent esté faictes plusieurs doléances et remonstrances du grant interest et dommaige que nous, noz subjectz, et toute la chose publique de nostre royaume, avons souffert et souffrons encore chascun jour, à l'occasion de la diversité des monnoyes, tant d'or que d'argent, forgées en autres monnoyes et d'autre coing, qu'à celles qui se forgent ès monnoyes de nostre royaume et pays du Daulphiné, lesquelles monnoyes se prennent et alloient en plus grant valleur et estimacion qu'elles ne doivent, eu regard au poix et à l'aloy des nostres dessusdictes, tellement que les escuz neufz et autres monnoyes d'or et d'argent, forgées en nosdictes monnoyes et coing, ont esté et sont, et mesmement lesdicts escuz neufz, comme du tout evacuez, distraitz et transportez au-dehors de nostredict royaume; pour pourveoir ausquelles choses, ainsi que avons desir et desirons de tout nostre cuer, avons, par l'adviz et deliberacion de plusieurs seigneurs de nostre sang, des gens de nostre grant conseil et generaulx de nosdictes monnoyes, et d'autres plusieurs gens notables en ce experts et cognoissans, par nous pour ce convoquez et assemblez, voulu, statué et ordonné,

NOTE.

(a) Registre F de la Cour des monnoies, fol. 93.
Tome XVII.

Bbbb ij

LOUIS XI,
au
Plessis-du-Parc,
le 12 Mars
1472.

LOUIS XI,
au
Plessis-du-Parc,
le 12 Mars
1472.

voulons, statuons et ordonnons par ces presentes, que les escuz neufz ainsi forgez en noz monnoyes, tant de nostredict royaume que du Daulphiné, et à nosdicts coings, ayent d'ores en avant cours et soient pris et allouez chascun escu neuf pour xxviii solz iiii deniers tournois (a). Si donnons en mandement par ces mesmes presentes ausdicts generaulx maistres de noz monnoyes, au prevost de Paris, à tous noz baillifs, seneschaulx et autres noz justiciers, officiers, ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que noz presens statut, voulenté et ordonnance, ilz entretiennent et gardent, ou facent inviolablement entretenir et garder sans enfreindre, en les faisant, par eulx et chascun d'eulx en sa jurisdiction, crier et publier ès lieux et ainsi qu'il appartiendra, affin que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, par toutes voyes et manieres deues et en tel cas requises, nonobstant oppositions ou appellacions quelzconques. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous vouldons que au *vidimus* d'icelles, fait soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à l'original. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné au Plessis-du-Parc, le douziesme jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy en son Conseil, FLAMENG.*

NOTE.

(a) Les écus vieux en valoient 25. *Duo-decim scutorum antiquorum, ad quindecim libras moneta ascendunt*, portent des lettres du 14

février 1465, citées par du Cange, *tom. IV*, p. 927.

LOUIS XI,
à Tours,
le 29 Mars
1472.

(a) *Lettres concernant les Foires de la ville de Châlons; Exemption accordée aux Marchands qui y viendront.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, nos eslus sur le fait des aides ordonnés pour la guerre ès villes et eslections de Paris, Rouen, Rennes, Chaalons, autres eslus sur le fait desdicts aydes par-tout nostre royaume, et à tous nos autres justiciers et officiers et leurs lieutenans ou commis, salut. Nos chiers et bien-amez les gens d'esglise, bourgeois, manans et habitans de la ville et cité de Chaalons en Champagne, nous ont humblement fait remonter que feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolve, octroya jà pieçà ses lectres patentes, desquelles l'on dict la teneur estre telle :

CHARLES VII,
au
Bois-Sire-Amé,
le 16 Juin 1455.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaulx et conseillers par nous ordonnés sur le fait et le recouvrement de nos finances, &c. (b)

NOTES.

(a) Transcrites sur une copie collationnée, tirée des registres de la Cour des aides.

(b) Ces lettres sont imprimées, *tom. XIV* de notre collection, pag. 359. La copie d'après laquelle nous donnons celles de Louis XI,

renferme celles de Charles VII, avec quelques variantes. Ainsi, au lieu de *recouvrement*, elles portent *gouvernement*; pour la lig. 15 de la pag. 359, *marchander en* au lieu de *marchands de*; pour la lig. 18, *fuit* au lieu de *faut*;

Duquel octroy ainsi faict par nostredict feu seigneur et pere par sesdictes lectres, lesquelles furent verifiées bien et duement, comme il appert, iceux supplians ne ont jouy ne de l'effect et privilege dudict octroy en une foire qui de toute ancienneté se tient et a accoutumé tenir en nostre ville et cité de Chaalons, qui commence chascun an la veille de Saint-Denis, huitiesme jour du mois d'octobre, et dure huit jours tant seulement, obstant et sous ombre de ce que esdictes lectres d'octroy de nostre feu seigneur et pere est expressement dict et declairé, pour la generalité des autres foires de nostredict royaume qui ne sont denommées audict octroy, ces mots, *es villes et cités de nostre royaume à nous appartenans*, et que aucuns vouloient et veulent dire que ladicte ville de Chaalons appartient à nostre amé et féal conseiller l'evesque et comte dudict Chaalons, jaoit ce qu'il la tienne en foy et hommaige de nous et en pairie, ressortissant en nostre cour de parlement, et aussi que ladicte foire n'estoit et n'est denommée expressement esdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere, et, sous ombre de ce, les eslus dudict Chaalons et autres nos officiers audict lieu n'ont pas souffert auxdits habitans jouir du privilege dessusdict en ladicte foire, qui est au très-grant prejudice et dommaige des supplians et de toute ladicte ville et autres environ d'icelle, ainsi que lesdicts supplians nous ont faict remontrer, requerant humblement nostre grace et provision sur ce. Pourquoy nous, ces choses considérées, et mesmement que sommes seigneur souverain de ladicte ville, et que toutes telles aydes et autres imposts necessaires pour le bien et prouffit de nous et de la chose publique de nostre royaume se y levent et mectent sus par nostre ordonnance, comme es autres villes et cités de nostre royaume, et aussy, que les lectres dudict octroy ainsi faict par nostredict feu seigneur et pere sont adressantes aux eslus dudict Chaalons, et que, au moyen d'icelles, iceux habitans entendoient et entendent estre compris esdictes libertés et privilegeiges, pour et au regard de leursdictes foires, nous, ayant agreable ledict octroy ainsi faict par nostredict feu seigneur et pere, avons, pour ces causes et considerations, et aussi en faveur et remuneration des grands frais et depenses que lesdicts supplians ont eu le temps passé et ont de jour en jour à la fortification et emparement de ladicte ville, et que ladicte ville et cité de Chaalons est assise près des extremités et limites de nostre royaume et en frontiere, parquoy elle est plus à privilegeier et favoriser que autres, par l'advis et deliberation des gens de nos finances et de nostre grant conseil, voulu et declairé, voulons et declairons, en tant que mestier est, de grace especial, par ces presentes, ladicte foire de ladicte ville de Chaalons dessus declairée estre comprise sous ledict privilege et octroy ainsi faict par nostredict seigneur et pere par vertu de sesdictes lectres dessus transcriptes, et que tous les marchans qui ameneront et vendront d'ores en avant leurs marchandises en ladicte foire et durant icelle, soient exempts, pour leursdictes marchandises, de ladicte imposition de douze deniers pour livre, comme les autres comprises et contenues esdictes lectres d'octroy de nostredict feu seigneur et pere, supposé que par lesdictes lectres de nostredict feu seigneur et pere n'y fut

LOUIS XI,
Tours,
le 29 Mars
1472.
Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Suite de la NOTE.

et pour les lignes 29 et 30, au lieu de *et marchandises vendront esdictes foires*, ameneront ou feront amener, et y seront vendues, il y a dans notre copie : *et marchandises vendront esdictes*

foires, et chacun d'eux soient tenus quictes de ladicte imposition de xij deniers pour livre pour toutes icelles denrées et marchandises qu'ils y ameneront ou feront amener et y seront vendues.

LOUIS XI,
à Tours,
le 29 Mars
1472.

expressemment nommée ou aucunement comprise, et ainsi qu'il a esté octroyé et qu'en jouit à present nostre ville de Rheims. Si vous mandons et enjoignons et à chacun de vous sur ce requis et comme à vous appartient, que lesdicts supplians vous faictes, souffrez et laissez jouir et user de nostre presente grace, declaracion et octroy, en faisant le contenu en cessedictes presentes publier chacun de vous en sa juridiction, à ce que aucun n'en puisse pretendre ignorance, et à ce faire, souffrir, contraindre ou fassiez contraindre réaument et de faict tous ceux qu'il appartiendra, et cesser d'ores en avant lesdicts empeschemens par toutes voyes et moyens dus en tel cas requis, nonobstant que ladicte nostre ville de Chaalons ne soit expressemment dénommée esdictes lectres d'octroy de nostredict feu seigneur et pere, et que ladicte ville appartient sous nous à nostredict conseiller l'evesque et comte dudict Chaalons, comme dict est, et lesdictes difficultés et retarde-mens dont dessus est faict mention, et ordonnances et mandemens ou def-fenses et lectres subreptices à ce contraires. *Donné à Tours, le vingt-neuiesme jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme. Signé : Par le Roy, à la relation des gens de son grand Conseil, auquel les generaulx des finances estoient. Signé DISOINE, et en queue, HUBERT, et scellé (a).*

NOTE.

(a) Une foire avoit été établie à Embrun, pour le jour de Saint-Luc et les trois jours suivans, par des lettres données à Amboise au mois d'octobre 1472. (Reg. de la Chambre des comptes du Dauphiné, vol. G, fol. 230.

Trésor des chartes, reg. 197, n.° 235.) Les n.° 290 et 405 du même registre portent établissement de foires aussi, le 1.°, sous la date du mois de novembre 1472, et le second, sous celle du mois de mars suivant.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

(a) *Statuts et Ordonnances pour les Chaussetiers de la ville de Poitiers.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, receue avons l'umblé supplication des maistres jurez du mestier des chaussetiers en nostre ville et cité de Poictiers, contenant que puis certain temps en çà, à l'occasion de plusieurs plaintes qui venoient des faultes et abuz qui se faisoient audict mestier par ceulx qui s'en entre-mectoient et leurs varletz et serviteurs, et aussi pour les debatz qui, chascun jour, sourvenoient entre les maistres d'iceluy mestier, pour ce qu'ilz prenoient les varletz et apprentiz les ungs des autres sans avoir regard s'ilz avoyent parachevé leurs services, furent faictes et avisées, pour le bien de la chose publique de ladicte ville, par les maire, bourgeois et eschevins d'icelle, certains statuz et ordonnances dont lesdicts supplians ont jusques à present usé et usent, desquielx statuz et ordonnances la teneur s'ensuit :

25 Janvier 1472.

LES MAIRE, BOURGOYS ET ESCHEVINS DE LA VILLE DE POICTIERS, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront et orront, salut. Comme par cy-devant plusieurs plaintes et clameurs nous aient esté et soient de jour en autre faictes, de plusieurs abuz, deffaulx et meffaiz qui ont esté et sont, par chascun jour, faiz en ladicte ville au mestier de chausseterie et ès ouvraiges

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 366.

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

d'iceluy, tant par aucuns qui s'efforcent ledict mestier faire et exercer, jaçoit ce qu'ilz n'y soient experts ne cognoissans duement, aussi par les maistres dudict mestier en sortayant les apprentiz et varletz les uns des autres, que autrement en plusieurs manieres, et dont s'ensuivent et pourroient ensuir plusieurs inconveniens, au très-grant prejudice et interest de la chose publique de ladicte ville, et plus pourroit estre, si provision convenable n'estoit sur ce donnée, comme avons esté deuement advertiz; sçavoir faisons que nous, desirans la police et gouvernement de ladicte ville estre faitz et entretenuz par bonne maniere et ordre, et voulans pourveoir, à nostre pouvoir, auxdicts deffaulx et abuz, par grant deliberation et adviz, et en presence et du consentement de Guillaume Talmeau, Jehan Maillet, Huguet de Pousses, Jehan Dalençon, Jehan de Janaillac, Guillaume Bourcicault, Pierre Policet, Macé Massue, André Riviere, François Favereau, Guillaume de Varennes, Jacques Aymon, Jehan Cordeau, Pierre Lymosin, Robert Rableau, Colas Corgeon, Jehan Rabillon, Mery Gobin, Guillaume Margant, Micheau Turgin, Cibart Massoullart, Jehan Foucault, Martin Thibault, André Gautier et Colas Teneguy, tous maistres dudict mestier, avons, sur et touchant iceluy mestier, fait, ordonné et estably, et par ces presentes faisons, ordonnons et établissons les statuz et ordonnances qui s'ensuivent.

Et premierement. Que celuy qui vouldra d'ores en avant lever ouvrour dudict mestier en ladicte ville ou ès faulbourgs d'icelle, sera tenu d'aller par-devers les jurez qui lors seront d'iceluy mestier, leur exposer que son entencion est de lever ledict ouvrour, et leur requerir qu'ilz luy ordonnent son chief-d'œuvre à faire, et lors lesdicts jurez seront tenuz luy bailler et declairer ledict chief-d'œuvre; et s'ilz en sont refusans ou deslayans, seront amendables envers la ville, et y sera pourveu par nousdict maire et noz successeurs ainsi que verrons estre à faire.

(2) *Item.* Que aucun ne sera receu ne passé maistre audict mestier, ne à lever et tenir ouvrour d'iceluy, jusques ad ce qu'il ait esté approuvé et expérimenté par lesdicts jurez, et sinon qu'il puisse et saiche faire en une aulne de drap de cinq quartiers de large deux paires de chausses à homme, à coign et talon et sans avant-pié, l'une paire longue de trois quars et demy et l'autre paire de trois quars, et aussi qu'il puisse et saiche faire en une aulne de drap de cinq quartiers de leze quatre paires de chausses à femme et l'avant-pié du même drap; c'est assavoir, deux paires à moufle et les autres deux à pié copé.

(3) *Item.* Que celuy qui aura fait ledict chief-d'œuvre, sera par lesdicts jurez présenté à nousdict maire, nosdicts successeurs ou à noz commis; et s'il est souffisant et expert, sera par nous receu et passé maistre audict mestier, en faisant serement que bien et loyaument l'exercera sans y faire fraude ne abuz, en payant pour sadicte reception et passement de maistre, pour une foiz, la somme de quatre escuz, moitié à ladicte ville, et l'autre à la confrairie dudict mestier, avec le disner aux maistres dudict mestier.

(4) *Item.* Que les maistres et ouvriers dudict mestier ne joindront vielh, en quelque lieu ne endroit que ce soit, et ne fourniront d'autre sorte de drap que de celuy mesme dont seront les chausses, si ce n'estoit les avant-piez des chausses qui seront de legier prix, et aussi en chausses fetisses; et seront toutes coustures faictes à surget, rabatues et cousues de bon fil re-tors, sur peine de dix sols d'amende, moitié à ladicte ville et l'autre moitié à ladicte confrairie.

(5) *Item.* Que toutes chausses à braye et loquets seront bien garnies

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

dedans et dehors; et s'il y a deffault qu'elles ne soyent garnies dedans jusques à l'attache du derriere, celui qui l'aura faict, sera tenu y mettre une lyeure, et amenable de sept sols six deniers, à appliquer comme dessus.

(6) *Item.* Que tout ouvrage, tant de chausses que d'escaignons ou chaussons, qui sera trouvé faict de drap qui ne seroit moille et retrait, sera prins et bruslé, et celui qui aura faict ledict ouvrage, sera amenable de vingt sols, à appliquer comme dessus.

(7) *Item.* Que nulz cousturiers ou gens d'autre mestier ne feront ne exerceront ledict mestier de chausseterie, sinon qu'à iceluy ilz se veuillent arrester et qu'ils y soient receuz et passez maistres, comme dict est dessus; et si aucuns desdicts cousturiers ou d'austres mestiers sont trouvez faisans ou vendans chausses à destail en ladicte ville ou faulbourgs, icelles chausses et ouvrages seront confisquez, sinon que ce feussent les merciers qui pourront vendre chausses de Basle en gros, comme ils ont accoustumé, et chausses de petits enfans de six ans et au-dessoubz.

(8) *Item.* Que aucun des maistres dudict mestier ne pourra tenir en son hostel que ung apprentiz à-la-foix, sur peine d'amende; et payera ledict apprentiz, à son entrée, cinq sols qui seront à ladicte confrairie.

(9) *Item.* Que aucun des maistres dudict mestier ne sortira l'apprentiz ou varlet de l'autre, sur peine de soixante sols d'amende, moictié à ladicte ville et l'autre moictié à ladicte confrairie.

(10) *Item.* Que les enfans desdicts maistres, pourveu qu'ils soient experts et suffisans, pourront lever et tenir leur ouvrouer, en payant seulement leur disner ausdicts maistres dudict mestier.

(11) *Item.* Que si aucun ouvrouer dudict mestier veult prendre à femme la fille d'aucun desdicts maistres, il sera receu à lever son ouvrouer, en faisant son chief-d'œuvre, pourveu qu'il soit trouvé expert, et ne payera pour son passement de maistre, fors seulement deux escus, moictié à ladicte ville, et l'autre moictié à ladicte confrairie, et le disner ausdicts maistres du mestier.

(12) *Item.* Que, après le trespas d'aucun desdicts maistres, sa veuve pourra continuer et faire exercer ledict mestier, tant qu'elle se tiendra en viduité; mais si elle se remarie à autre qui paravant ne seroit maistre audict mestier, il n'en tiendra plus ouvrouer, sinon qu'il face son chief-d'œuvre et paye tous les droiz et devoirs comme dessus est dict.

(13) *Item.* Que toutes chausses blanches ou d'autre sorte que l'on garnist de toille, seront garnies de bonne et prouffitable toille, bien et suffisamment surpointée, sur peine de sept sols six deniers tournois d'amende, à appliquer comme dessus.

(14) *Item.* Que quant aucun maistre dudict mestier ira de vie à trespas, tous les autres maistres d'iceluy mestier seront tenez accompagner son corps et se trouver au service de son obit, sur peine d'une livre de cire à ladicte confrairie à appliquer.

(15) *Item.* Que, pour l'entretènement dudict mestier et garder qu'il n'y ait fraudes ne abuz, seront par chascun an esleuz par lesdicts maistres, ordonnez par nousdict maire et nosdicts successeurs, deux preudes hommes d'iceulx maistres, qui feront serement de bien et loyaument exercer leur office, et de faire visitacion de leur ouvrage, de quinzenne en quinzenne pour le plus loing, et feront rapport de toutes les fraudes et abuz qu'ilz y trouveront, sans, par crainte, faveur ou hayne, aucune chose en receler.

Et dès à present ont lesdicts maistres esleu jurez, pour ceste presente année, lesdicts Talmeau et Huguet de Pousses, lesquelx avons commis et ordonnez

ordonnez à ce, après qu'ilz nous ont faict le serement tel que dict est dessus, et ont promis et juré tous les dessusdicts, pour eulx et leurs successeurs maistres dudict mestier, ces presens statutz et ordonnances tenir, observer et garder inviolablement, et sans faire ne venir au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons mis et apposé à ces presentes nostre scel, le vingt-cinquesme jour de Janvier, l'an mil cccc soixantedouze. *Ainsi signé* : J. RIDEAU, Maire; J. REPIN, Procureur, et P. ESTEVE. *Pour registre, et scellées de cire vert à double queue.*

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

Et pour ce que iceulx statutz et ordonnances n'ont encores esté par nous autorisées ne approuvées, se sont lesdicts supplians tirés pardevers nous, en requerant humblement iceulx statutz et ordonnances avoir agreables, et les ratifier, louer et approuver, en tant que mestier est, et, avec ce, que nul maistre dudict mestier ne la veufve d'aucun maistre ne puissent tenir que ung seul ouvrour en ladite ville et faulbourgs, lequel ouvrour ilz ne pourront louer, affermer ne transporter à autre personne dudict mestier, se eulx-mêmes ne le tiennent en leurs personnes, et sur ce leur impartir nostre grace. Nous, les choses dessusdictes considérées, inclinans à la requeste desdicts maistres jurez dudict mestier supplians, lesdicts statutz et ordonnances dessus declairés avons ratifiez, louez et approuvez, louons, ratifions et approuvons de grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, et voulons iceulx estre entretenus et gardez de point en point, selon leur forme et teneur. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes au seneschal de Poictou ou à son lieutenant, que de nostre presente grace, ratification et approbacion, face, seuffre et laisse lesdicts supplians d'ores en avant joyr et user plainement et paisiblement, et iceulx statutz et ordonnances tenir et entretenir, et garder de point en point, selon leur forme et teneur, sans faire ne souffrir estre faict aucune chose au contraire; ains, si faict, mis ou donné estoit, le mettre ou faire mettre sans deslay à plaine delivrance, car ainsy le voulons et nous plaist estre faict. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Plessis du Parc-lès-Tours, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-douze, et de nostre regne le douziesme.*

(a) *Exemptions d'impôts et de guet et garde pour deux Marguilliers établis dans l'Église de Saint-André, à Avranches.*

LOUIS XI,
au
Plessis du Parc,
Mars 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de nos bien-amez les doyen et chappitre de l'esglise cathedrale de Saint-André d'Avranches, contenant que, depuis nagerres, pour la necessité du divin service qui se faict et continue chascun jour et nuyt très-louablement en ladite esglise, et pour l'onneur, decoration et auctorité du colliege d'icelle, qui doit apparoir en excellence et auctorité par-dessus les autres collieges d'esglise dudict evesché et diocese, lesdicts supplians ont advisé d'avoir, prendre et eslire deux mareglers, pour servir aux processions et jours solempnelz, à tous actes et affaires de ladite esglise, ainsi qu'il est accoustumé de faire ès autres

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 97, piece 412.
Tome XVII.

Cccc

LOUIS XI,
au
Plessis du Parc,
Mars 1472.

esglises cathedralles de ce royaume ; mais ils doubtent que iceulx mareglriers, ainsi par eulx prins et esleuz, on veuille contraindre, et aussi leurs successeurs mareglriers, à payer noz tailles et subvencions, aussi à faire guet et garde de portes en ladicte ville, et à ce les asservir, ores ou pour le temps advenir, combien que telles personnes, prises et esleues par nécessité du service divin, et mesmement les autres semblables mareglriers laiz des autres esglises cathedralles de ce royaume, soient et ayent accoustumé estre, par octroy de nous ou de noz predecesseurs, francs, quictes et exemps desdictes tailles et subventions et autres charges dessusdictes, requerans umblement nostre grace et provision leur estre sur ce impartie. Pourquoy nous, ce considéré, voulans ensuir les louables termes de nosdicts predecesseurs, et inclinans benignement à la requeste desdicts supplians, pour ces causes, en faveur du divin service et pour la singuliere devocion que avons audict monsieur Saint André, à iceulx supplians avons octroyé et octroyons, de grace especial, par ces presentes, que les deux mareglriers laiz qui ainsi seront par eulx prins et esluz pour le service de ladicte esglise, et singulierement pour servir aux processions et aux jours solempnelz, actes et affaires d'icelle esglise, ainsi que font et ont accoustumé de faire les autres mareglriers des autres esglises cathedralles de ce royaume, soient francs, quictes et exemps, et lesquelx et chascun d'eulx nous exemptons et affranchissons à tousiours de toutes tailles, impostz et subvencions quelxconques ayans cours en nostre royaume, et aussi de guet et garde de portes et autres charges communes qui se font et feront en ladicte ville d'Avranches, sans ce qu'ils ou aucuns d'eulx soient tenuz, subjects ne contrains à aucune chose en paier, ne à faire ledict guet et garde de portes et autres choses cy-dessus declairées, ores ne pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes, generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, aux bailli de Constantin et viconte d'Avranches, aux esleuz sur le faict des aides ordonnez pour la guerre, en la ville et eslection d'Avranches, et à tous noz autres justiciers esdicts bailliage, viconté et eslection, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, concession et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts deux mareglriers laiz qui ainsi seront prins et esleuz par lesdicts supplians pour le service et nécessité de ladicte esglise, et aussi leurs successeurs et chascun d'eulx, joyr et user plainement et paisiblement, ainsi et par la forme et maniere que dessus est dict, sans aucunement les asseoir ou imposer, ne souffrir estre assis ou imposez ausdictes tailles, impostz et subvencions, ne les contraindre ne souffrir à estre contrains à aucune chose en paier, ne aussi à faire ledict guet et garde de portes et autres choses communes, en quelque maniere que ce soit, ne à celle cause leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, en leurs personnes ne en leurs biens, aucun destourbier ou empeschement, car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait, pourveu que, quant lesdicts mareglriers seront esleuz et constituez audict office, les esleuz dudict lieu d'Avranches ou leurs lieutenans consentiront à ceulx que on y mettra. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Plesseiz du Parc, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante et douze, et de nostre regne le douziesme. Ainsi signé : Par le Roy, J. BOURRE. Visa.*

(a) *Fondation royale et perpétuelle en faveur d'un Pauvre, à Saint-Martin de Tours; amortissement des sommes données par le Roi à cet effet.*

LOUIS XI,
au Flessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, pour la grande et singuliere devocion et affection que nous avons au glorieux corps monsieur Saint Martin, lequel en tous noz affaires nous avons tousiours très-souvent reclamé, et en commémoration de ce que, en l'honneur et reverence de nostre Sauveur Jesus-Christ, ledict glorieux Saint, estant en son vivant à la porte d'Amyens, donna à un pource la moitié de son manteau, ainsi qu'il est figuré à la porte de l'esglise de mondict sieur Saint Martin estant en nostre ville et cité de Tours, de laquelle esglise nous sommes abbé, nous avons fondé à tousiours perpétuellement ung pource en icelle esglise monsieur Saint Martin de Tours, lequel pource sera alimenté et nourry, vesteu, chaussé et porveu d'autres choses à luy nécessaires pour sa vie, à jamais perpétuellement, aux despens de ladicte esglise, et sera logé ledict pource bien et compectement par ceulx d'icelle esglise auprès de la porte de ladicte esglise, au droict des changes d'icelle ville de Tours, pour ce que c'est la porte où est figuré mondict sieur Saint Martin qui donne la moitié de son manteau, ainsi que dessus est dict, et sera faicte la robe dudict pource my partie de blanc et de rouge, et en maniere de demy-manteau, et se tiendra icelluy pource, mesmement aux festes solempnelles, près le benoistier qui est à l'entrée de ladicte porte, et sera assis sur une selle, et devant luy aura une petite tablette, affin que les passans cognoissent que c'est le pource de mondict sieur Saint Martin, fondé à nostre devocion; et s'il advenoit que, après l'institution dudict pource, il fust trouvé de mauvaise vie et dissolue, et dont il fust incorrigible, ceulx de ladicte esglise pourront, audict cas, et sans y porter aucune faveur, pourveoir d'un autre pource en son lieu, ainsi qu'ilz congnoistront en leurs consciences estre à faire; aussi, incontinent après le decez d'icelluy pource, ilz seront tenus d'y mettre ung autre pource en son lieu; et jurera ung chascun chanoine, à sa premiere reception, que, quant viendra l'eslection dudict pource, il eslira celluy lequel en sa conscience il jugera estre le plus cappable de ladicte aumosne, secluses toutes faveurs; et quant viendra à ladicte eslection, tous et ung chascun desdicts chanoines resumeront ledict serement. Pour laquelle fondation, et à la charge, entretenement et continuation d'icelle, en la maniere cy-dessus declairée, nous avons, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, donné, quicté, remis et delaisé, donnons, quictons, remectons et delaissons, par cesdictes presentes, à ladicte esglise, vingt livres tournois de rente que nous avons droict de prendre et percevoir, chascun an, sur le petit celier de la terre de Dompnemie, appartenante à icelle esglise, avecques la somme de huit cens escus d'or que nous leur avons pareillement donnée, et icelle baillée et delivrée presentant, pour employer en rentes ou heritaiges pour le nourrissement et entretenement dudict pource, lesquelles rentes ou heritaiges, qui seront ainsi acquises par ceulx de ladicte esglise de ladicte somme de huit cens escus, nous avons, de nostre plus ample grace, admorties et dedyées,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 367.
Tome XVII.

Cccc ij

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Mars 1472.

admortissons et dedyons, par cesdictes presentes, à Dieu et à icelle esglise, sans ce que ceulx de ladicté esglise puissent jamais estre contrains de les mettre hors de leurs mains ne d'en payer à nous ou à noz successeurs aucune finance ou indempnité, et laquelle finance ou indempnité qui nous en pourroit appartenir, nous leur avons d'abondant donnée et quictée, donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nostre presente fondacion ilz facent observer et garder à tousiours perpetuellement, en faisant tenir quictes, paisibles et deschargés ceulx de ladicté esglise de mondict sieur Saint Martin de Tours, desdicts vingt livres tournois de rente, que nous avons droict de prendre, chascun an, sur ledict petit celier de ladicté terre de Dompnemie à eulx appartenant, en les faisant aussi joyr desdictes rentes et heritaiges qui seront par eulx acquises desdicts huit cens escus d'or que nous leur avons donnez pour partie du nourrissement et entretenement dudict pouvre, sans les contraindre ne souffrir estre contrains à les mettre hors de leurs mains ne à en payer aucune finance ou indempnité, ainsi que dessus est dict. Et par rapportant cesdictes presentes, ou *vidimus* d'icelles fait soubz scel royal et reconnoissance sur ce souffisante de ceulx de ladicté esglise, pour une foiz seulement, nous voulons tous noz officiers qu'il appartiendra estre tenuz quictes et deschargez en leurs comptes desdicts vingt livres tournois de rente par nosdicts gens des comptes, ausquelx mandons derechief ainsi le faire sans aucune difficulté, nonobstant que l'en vouldist dire que ladicté rente soit de nostre ancien domaine et que ne le povons donner ne aliener, aussi que lesdictes rentes ou heritaiges qui seront ainsi acquis desdicts huit cens escus d'or ne soient cy-declairez, et que descharge n'en soit levée par le changeur de nostre tresor, de ladicté finance ou indempnité qui nous en pourroit estre due, et quelzconques autres ordonnances, restrinctions, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre notre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné au Plessis du Parc-lès-Tours, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixantedouze, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé : LOYS. Par le Roy, J. BOURRE. *Visa (a).*

NOTE.

(a) Aux lettres d'amortissement que nous avons indiquées, on peut ajouter celles qui forment le n.^o 245 du registre 197 du Trésor des chartes; elles sont du mois de novembre 1472. On peut ajouter aussi, pour les dons faits par le Roi, ceux qui sont exprimés dans les n.^{os} 214, 261 et 295 du même registre : le premier, du mois de juin 1472, résulte d'une confiscation qui avoit été faite sur Jacques d'Armagnac; le second, du mois de novembre, donne à Claude de Rabodanges

la terre et domaine de Baulmes; le troisième, du mois de décembre, est un don moins considérable, fait par le Roi à Roland de la Voirie. Le n.^o 376 est la cession de Château-Thierry, faite au Comte de Saint-Paul, au mois de mai suivant. Dans le même mois de mai, le Roi fit don à Théodoric de Lenoncourt, de terres encore qui avoient appartenu au Comte d'Armagnac. (Registre 194 du Trésor des chartes, n.^o 373.)



(a) *Ordonnance relative à l'achat et à la vente des Draps par les Marchands de la ville de Paris.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 22 Mai
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme de tout temps et d'ancienneté noz predecesseurs Roys de France aient censée, tenue et repputée nostre bonne ville de Paris pour la ville capital de tout nostre royaume, et, comme telle, ait esté par eulx dotée de plusieurs beaulx et notables previlleiges et franchises, affin que, pour la decoracion, population et entretenement d'icelle, y habundassent toutes manieres de marchans et marchandises, lesquels previlleiges et franchises, depuis nostre advenement à la couronne, nous avons entretenuz et confermez, et iceulx ampliez, selon ce que besoing a esté, affin tousiours de augmenter de mieulx en mieulx le bien et entretenement de nostredicte ville, et tellement que, par ces moyens, plusieurs marchans et gens de divers pays et regions à nous obeyssans et aliez y frequentent chascun jour et y amènent leurs denrées et marchandises, et mesmement et entre autres marchandises y afflue le fait de la drapperie de noz villes de Rouen, Bayeux, Lisieux, Montivillier, Saint-Lo, Bernay, Louviers, et d'autres villes et lieux de nostre pays de Normandie, et pareillement de noz villes de Bourges, d'Yssouldun, Orléans, et d'autres villes de nostre royaume, qui sont principalement fondées sur le fait de ladicte drapperie, laquelle marchandise de drapperie, ainsi amenée en nostredicte ville de Paris, est sitost et si promptement vendue et delivrée, que le fruit en redonde grandement au prouffit de noz aydes et à l'utilité de toute la chose publique de nostre royaume; neantmoins nous avons esté naguères advertiz que aucuns de noz bourgeois, marchans drappiers, demourans en nostredicte bonne ville de Paris, soubz couleur d'une ordonnance qui fut faite de l'an quatre cens et sept, par laquelle fut deffendu de vendre ne exposer en vente aucuns draps qui eussent esté ou fussent pressez, aissellez, et pour doubte que on les vouldist dire encourir en l'amende contenue en ladicte ordonnance, ont différé et diffèrent de acheter et revendre aucuns draps venans desdictes villes de Rouen, Bayeux, Lisieux, Montivillier, Saint-Lo, Bernay, Louviers, et des autres villes dessusdictes, pour ce que communement tous ou la plupart des draps que l'en amène desdictes villes ont esté et sont pressez et aissellez, et en cet estat les apportent en nostredicte ville de Paris les marchans demourans esdictes villes, et mesmement iceulx marchans les amènent vendre, chascun jour, ainsi pressez et aissellez sans aucune reprehencion, es foires du landict, de Saint-Laurens, et autres foires circonvoisines de nostredicte ville de Paris, et partout ailleurs où bon leur semble, et mesinement en nostre ville de Paris, parquoy les marchans de nostredicte ville de Paris sont en effect abstrains de acheter lesdicts draps, ainsi pressez et aissellez, s'ils veullent estre sortiz de draps pour fournir la chose publique; car se ladicte ordonnance avoit lieu contre lesdicts marchans d'icelle nostredicte ville de Paris seulement, et non contre les autres, ce seroit en effect abolir et rendre inutile le fait de ladicte drapperie en nostredicte ville de Paris, et en estranger les marchans estranges des villes dessusdictes qui amènent

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 324.

LOUIS XI,
à Amboise,
le 22 Mai
1473.

lesdicts draps, et rendre nosdicts bourgeois marchans et drappiers de nostre dicte ville de Paris plus subjectz que nulz des autres marchans de nostredict royaume, et les mettre en une grande et sumptueuse despense, parce qu'il leur conviendrait tous les draps qu'ilz achèptent desdicts marchans estans des villes dessusdictes faire relabourer de nouvel et mettre en leyne avant qu'ils les osassent mettre ne exposer en vente; en quoy faisant, lesdicts draps pourroient plus empirer que amender, et qui pis est, quand ils auroient faict ainsi labourer de nouvel lesdicts draps, ils n'en auroient pas sitost la delivrance qu'ilz ont eue par cy-devant, et se sortiroient plusieurs personnes plus voulentiers hors de nostre ville de Paris que en icelle pour avoir desdicts draps qui seroient pressez ou aissellez, lesquelles choses redonderoient au grant prejudice et dommage de nous et diminucion de noz aydes, ensemble de nosdicts bourgeois, marchans et drappiers de nostredict ville, si comme ces choses nous ont esté remonstrées. Pour lesquelles causes et autres consideracions à ce nous mouvans, et mesmement en faveur de la bonne loyauté et vraye obeysance que par effect nos bons bourgeois, manans et habitans de nostredict ville de Paris ont tousiours eues envers nous, comme vrays et obeysans subjects, les voulans à ces causes garder et entretenir en la forme et maniere comme les villes dessusdictes sont, sçavoir faisons que nous, par grande et meure deliberacion de conseil, avons ordonné, appointé et statué, ordonnons, appointons et statuons par ces presentes, par ordonnance et edict general, de nostre certaine science et auctorité royal, que d'ores en avant nosdicts bourgeois marchans drappiers de nostredict ville de Paris, tenans bouticles ouvertes et gectans au lotz en nos halles en ladite ville de Paris, puissent et leur loyse acheter, vendre, delivrer et exposer en vente, par eulx, leurs gens, serviteurs et autres telles personnes que bon leur semblera, toutes manieres et sortes de draps qui seront bons, loyaux et marchans, pressez et aissellez par eulx ou par autres, pourveu toutesvoies que, devant qu'ilz soient pressez ou aissellez, ne exposent et mis en vente, ilz aient esté et soient tondus à fin, ainsi que plus à plain est contenu et declairé ès ordonnances royaulx sur ce faictes en l'article faisant mention de la tonture des draps, sans ce que, à l'occasion de la vente que lesdicts marchans, bourgeois et drappiers de nostredict ville de Paris auroient faict par cy-devant d'aucuns draps pressez ou aissellez, ne de ce que d'ores en avant ilz en vendront, ilz ne aucuns d'eulx soient encouruz ne que on les puisse dire au temps advenir encouruz envers nous en aucune amende, nonobstant ladite ordonnance, laquelle, quant à ce, ne voulons valoir ne sortir aucun effect, mais icelle avons abolye, cassée et adnullée, cassons, abolissons et adnullons par cesdictes presentes, et quelxconques autres ordonnances à ce contraires, et, quant à ce, imposons silence perpetuel à nostre procureur present et advenir, sans prejudice toutesvoies des autres ordonnances precedans en date ces presentes, faictes touchant ladite marchandise, qui ont esté duement publiées et enregistrees où il appartient, lesquelles demoureront tousiours en autres choses en leur force et vertu. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre parlement à Paris, au prevost de Paris ou à son lieutenant, et à tous noz autres justiciers et officiers, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que noz presens statuz et ordonnances ils fassent tenir, entretenir et entretenir de point en point, selon leur forme et teneur, et d'iceulx fassent lesdicts marchans, bourgeois et drappiers de nostredict ville

de Paris, joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, en aucune maniere, aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, leur mettent ou facent mettre à plaine delivrance, nonobstant lesdictes ordonnances, ainsi que dessus est dict, oppositions ou appellacions quelzconques, et autres ordonnances et lectres subreptices à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Amboise, le vingt-deuxiesme jour de May, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de Gaucourt et autres presens.* J. BOURRE (a).

LOUIS XI,
à Amboise,
le 22 Mai
1473.

NOTE.

(a) Le registre 195, n.º 1251, donne, sous la date du mois de mai, des lettres de légitimation. Il y en a plusieurs autres de naturalité, sous la date du mois suivant, dans le même registre, n.º 1270; dans le reg. 194,

n.º 372; dans le reg. 197, n.º 396, &c. &c. Le registre 197 a, sous les n.º 409, 411 et 417, diverses lettres d'anoblissement, et le registre 195 en a bien plus encore, sous les n.º 988, 1151, 1169 et suiv.

(a) *Permission donnée aux Religieuses de Cury (b), de faire reconstruire une place forte; Droit de guet (c) qu'on leur accorde.*

LOUIS XI,
à Exmes,
près Chinon,
Mai 1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umble supplication de noz bien-amées les religieuses, abbesse et couvent de Cury, contenant que lesdictes suppliantes, à cause de leur monastere et esglise, sont dames justicières et censivieres du lieu et terre de la Prugne, situé et assis au ressort de nostre prevosté de Cury, auquel lieu elles ont tout droit de justice et juridicion haulte, moyenne et basse, et y souloit avoir, de si grant ancienneté qu'il n'est memoire du contraire, belle place et maison forte que l'on appelloit vulgairement au pays *la place du Chastellart*, en laquelle elle et leurs subgects audict lieu souloient, en temps de guerre et hostilités, quand ladicte place estoit en estat, faire le retraict et refuge d'eulx et de leurs biens; mais, au moyen des guerres et divisions qui ont eu cours en nostre royaume et autrement, ladicte place et maison forte est cheute, tumbée et venue en ruïne et desollacion, tellement qu'elle est à present comme inhabitée, et n'y apparoist fors les carales (d) des murailles et foussez seullement, laquelle place et maison forte lesdictes suppliantes, tant pour le bien et entretenement de leurdictes terre et seigneurie de la Prugne que pour la tuicion et garde de leurs personnes et biens et retraict de leursdicts subgects, aient entencion de faire réédifier et mettre en estat, moyennant nostre plaisir, congié et licence, en nous umblement requerant iceulx; et aussi, que, pour leur ayder à faire ladicte réédification, en quoy leur conviendrait beaucoup frayer (e), il nous plaise leur octroyer qu'ilz puissent joyr dès à present du droit de guet, qui d'ancienneté souloit appartenir à ladicte place et maison

NOTES.

(a) Très. des chartes, reg. 197, pièce 325.

(b) Ce doit être Cusset, en latin *Cuciacum*. La Prugne est à quelques lieues de cette ville, en Bourbonnois aussi. L'abbaye de Cusset étendoit fort loin ses privilèges et sa juridiction.

(c) Voir le Disc. prélimin. du t. XVI, pag. cxxij.

(d) Je ne sais pas bien ce que ce mot veut dire : mais je présume qu'il signifie le sentier, le chemin, qui étoit autour des murs.

(e) Dépenser.

LOUIS XI,
à Exmes,
près Chinon,
Mai 1473.

forte, avant la demolicion d'icelle, et sur ce leur impartir nostre grace. Pour quoy nous, ces choses considérées, inclinans à la supplication et requeste desdictes suppliantes, à icelles, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, congé et licence de faire réédifier, bastir et construire de nouveau ladicte place et maison forte du Chastellart, et la fortifier de murailles, tours, portaulx et machicollis, pont-leveiz, boulevards, foussez et autres fortifications et emparemens propices et nécessaires à place forte, au lieu où elle estoit d'ancienneté construite, ou ailleurs, en tel autre lieu de ladicte terre et seigneurie de la Prugne qu'elles verront estre à ce faire plus avantageux et convenable; et, de nostre plus ample grace, leur avons en outre octroyé et octroyons, affin qu'elles ayent mieulx de quoy fournir auxdicts fraiz et despenses que faire leur conviendra pour la réédification et fortification dessusdictes, qu'elles joyssent dès à present, plainement et entierement, dudict droict de guet appartenant d'ancienneté à ladicte place et maison forte, et tout ainsi qu'elles feroient et pourroient faire s'elle estoit en estat qu'on y peust faire ledict guet, nonobstant quelxconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes aux bailliy de Mascon, seneschal de Lyon, bailliy de Saint-Pierre-le-Moustier, juge et garde de nostre prevosté de Cury, et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra et requis en sera, que de noz presens grace, congé, licence et octroy, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, l'ostent, repparent ou remectent, ou facent oster, repparer et remectre, tantost et sans delay, au premier estat et deu, car ainsy nous plaist-il estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Exmes, pres Chinon, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante et treize, et de nostre regne le douziesme.* Ainsi signé: *Par le Roy, TILHART. Visa. Contemor.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1473.

(a) *Attribution aux Maire et Jurés de Bordeaux, de la Police et Jurisdiction sur tous les Navires qui viendront au port et havre de cette ville; Règlement fait à ce sujet.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz chiers et bien-amez les maire, jurez et commune de nostre ville et cité de Bourdeaux, contenant que, puis nostre advenement à la couronne, nous leur avons donné et octroyé plusieurs beaulx et notables previlleiges, franchises,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 395. Blanchard les indique comme étant au Mémorial P de la Chambre des

comptes, fol. 52; mais elles ne se trouvent pas parmi les copies de ce mémorial qui sont aux Archives du royaume.

libertez,

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1473.

libertez, dons, cessions et octroiz, et pareillement leur avons confermé ceulx qui leur avoient esté donnez et octroyez par noz predecesseurs, et, avec ce, leur avons fait aucunes ampliatiions et modificacions sur iceulx previlleiges, franchises, dons, cessions et octroiz, et, entre autres, leur avons donné et octroyé la juridicion pleine sur la riviere de Gironde, durant les termes et limites de ladicte ville et cité et banlieue de Bourdeaux, ainsi que plus à plain est contenu et declairé en iceulz previlleiges; et tantost après que feu nostre frere le Duc de Guyenne est allé de vie à trespassement, et que le pays et duchié de Guyenne que lui avions baillé et transporté pour partie de son partaige et appanaige, est revenu et escheu au moyen d'iceluy trespas en noz mains et à nostre coronne, avons ausdicts maire, jurez et communauté de nostredicte ville et cité de Bourdeaux confermé, ratifié et approuvé lesdicts previlleiges, franchises, libertez, dons, cessions et octroiz, et tout le contenu en iceulx, ainsi qu'il appert par noz autres lectres patentes scellées en lacz de soye et cire vert, données à Xaintes, au mois de juing, l'an de grace mil quatre cens soixante-douze. Et depuis, nous ont lesdicts maire et jurez fait remonstrer comment, pour ce que les maistres mariniers et autres qui viennent és navires par mer au port et havre de nostredicte ville et cité de Bourdeaux, depuis qu'ils sont entrés au-dedans ladicte riviere, gectent ou font gecter le last *(a)* de leursdicts navires, soit de sablon ou de pierre, en la chenal *(b)* d'icelle riviere, et que de si long-temps ont esté et sont coustumiers de ce faire, que, se briefvement n'est sur ce pourveu, la chenal de ladicte riviere, port et havre d'icelle seront perduz et gastez, et n'y pourront nulz marchans venir par mer, qui seroit la totale destruction de ladicte cité et ville et du pays, et le très-grant domaige irreparable de nous et de la chose publique, disans lesdicts supplians que icelluy domaige est advnu et advent par deffault du prevost de Lombriere, qui est prevost fermier de par nous, et qui en a accoustumé avoir par cy-devant la court et cognoissance, auquel prevost fermier ne lui chault *(c)* dudict domaige, qui est si grant comme dict est, mais qu'il puisse faire son prouffit en ladicte ferme; et nous ont lesdicts maire et jurez supplians fait umblement supplier et requérir que, actendu ce que dict est, et pour obvier à l'inconvenient et domaige dessusdicts, il nous plaise leur donner et octroyer les police, justice et regard sur lesdicts navires, touchant ledict last, ancrage et grevage, tant que lesdicts navires seront devant le port et havre de nostredicte ville et cité de Bourdeaux et juridicion d'icelle, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ce considéré, et oye ladicte remonstrance ainsi à nous faite par lesdicts supplians, laquelle nous avons fait mettre en deliberacion d'aucuns gens de nostre grant conseil, et trouvé que, se promptement provision n'y estoit donnée, ce seroit la totale destruction de ladicte riviere, port et havre de nostredicte ville, cité et pays circonvoisins, laquelle riviere, sur toutes les autres choses du pays de par-delà, pour le bien de nous et de noz subjectz, desirons estre entretenue et gardée, aussi que lesdicts maire et jurez seront plus diligens et enclins de garder et entretenir ladicte chenal de ladicte riviere, qu'elle ne soit gastée pour ce que la chose leur touche plus que à nulz autres, et que leur avons donné la juridicion totale sur ladicte riviere, comme dict est, au moyen de quoy lesdicts delinquans en icelle doivent

NOTES.

(a) Lest.
Tome XVII.

(b) Canal.

(c) Importe.
D d d d

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1473.

par eulx estre pugniz et corrigez, à iceulx maire, jurez et commune de nostre ville et cité de Bourdeaux, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, et affin qu'ils aient cause et soient plus enclins d'entretenir et garder tousiours leur bonne loyauté envers nous, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces presentes, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, la police, regard, court, juridicion et cognoissance sur tous lesdicts navires, soit en last, ancrage, grevage ou autrement, en quelque maniere que ce soit, qui d'ores en avant viendront et seront menez et conduitz au port et havre de nostredicte ville et banlieue d'icelle, de quelque pays, contrée ou nacion qu'ils soient, et que toutes les amendes et autres prouffitz qui en ystront et adviendront, soient et appartiennent ausdicts maire et jurez supplians, pour estre converties et employées ès repparacions de nostredicte ville et cité, et leur aider à supporter les autres charges d'icelle, pour en joyr et user par lesdicts maire, jurez et commune de nostredicte ville de Bourdeaux et leurs successeurs en icelle, d'ores en avant, plainement, paisiblement, perpetuellement et à tousiours, sans en ce leur mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et en oultre, affin que lesdicts port et havre de ladicte ville de Bourdeaux et la chenal de ladicte riviere soient d'ores en avant tousiours mieulx entretenuz et gardez, sans estre rompuz ne gastez, avons, par l'advis et deliberacion d'aucuns des gens de nostredict grant conseil, et pour le bien, prouffit et utilité de la chose publicque dudit pays, fait, statué et ordonné, faisons, statuons et ordonnons par cesdictes presentes, les ordonnances, statuz et articles qui s'ensuivent :

C'est assavoir, que, à chascune flote de navires qui viendra et arrivera audict Bourdeaux, sera faite inhibition et deffense de par nous en nostredicte ville et cité de Bourdeaux, et par les maire et jurez de ladicte ville, ou leurs commis ou deputez, à son de trompe et cry publicque, se mestier est, que nul ne soit si osé ne hardy de mettre ne gecter last en la riviere de Gironde, depuis le tret d'icelle jusqu'à Bourdeaux, sur peine de confiscation et de perdition de leurs navires.

Item. Et quant aucun navire sera conduit et arrivé au-devant de ladicte ville, le maistre d'icelluy sera tenu de venir demander congé de delaster ausdicts maire et jurez ou à leurs commis, et sera tenu mettre le last là où par lesdicts maire et jurez ou leursdicts commis leur sera ordonné de plaine mer, et ne seront lesdicts maire et jurez tenuz donner ledict congé, que premierement n'ayent fait voir et visiter lesdicts navires, pour sçavoir s'ils auroient esté delastez ou non; et quant lesdicts maistres et mariniers deschargeront ou feront descharger ledict last en leur bateau, pour le mener là où leur sera ordonné, seront tenus de le gecter de jour, et du costé de devers nostredicte ville de Bourdeaux, et mettre le tref (a) au bort de leur navire, affin que, en gectant ledict last, icelluy last ne tombe en ladicte riviere. Et auparavant que ledict congé leur soit donné, seront tenuz lesdicts maistres et mariniers de faire serement sur les saintes evangiles de Dieu, qu'ilz n'ont gecté ne fait gecter ledict last en ladicte riviere, et ne savent qui en y fait gecter; et s'il en y a aucuns qui soient de ce trouvez chargez et coupables, seront pugniz par l'ordonnance desdicts maire et

NOTE.

(a) Pavillon.

jurez de la peine devant dicte, à la rigueur, ainsi que dessus est dict et declairé, lesquelz statuz, ordonnances et articles cy-dessus declairez, et tout le contenu en iceulx, nous voulons estre d'ores en avant gardez et entretenuz inviolablement, sans enfreindre, de poinct en poinct, selon leur fourme et teneur, et que à iceulx garder et faire garder et entretenir lesdicts maire et jurez puissent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra et seront à contraindre par toutes voies deues et en tel cas requises, nonobstant oppositions et appellacions quelxconques; toutesvoies, nous n'entendons pas, par ceste presente concession, don et octroy, aucunement desroguer, prejudicier, ne empescher que nostredict prevost de Bourdeaulx n'ait la juridicion et cognoissance en nostredict ville de Bourdeaulx sur les estrangers qui viendront de dehors les banlieues d'icelle nostredict ville, ès choses pecuniaires, comme ainsi que est contenu ès lectres et chartes de feu Philippes (a), jadis nostre predecesseur Roy de France, transcriptes et incorporées ès lectres par nous octroyées ausdicts supplians, touchant la confirmation de leursdicts previlleiges, franchises, libertez, dons, cessions et octroiz (b). Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseillers les gens tenans et qui tiendront nostre court de parlement de Bourdeaulx, les gens de noz comptes et tresoriers à Paris, au seneschal de Guyenne et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, don et octroy, et de tout le contenu en cesdictes presentes, ils facent, seuffrent et laissent lesdicts maire, jurez et commis de nostredict ville de Bourdeaulx supplians et leursdicts successeurs habitans en icelle, joyr et user d'ores en avant, plainement, paisiblement, perpetuellement et à tousiours, sans leur faire, mectre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et affin que ce soit chose ferme et estable à l'avenir, nous avons faict mectre à ces presentes nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à Amboise, au mois de May, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le douzième.* Ainsi signé : *Par le Roy, le sire de Roussart, maistre Jehan d'Amboise, Mace Grenadon, et autres presens.* TILHART. *Visa (c).*

LOUIS XI,
à Amboise,
Mai 1473.

NOTES.

(a) Philippe IV, dit *le Bel*, au mois de décembre 1295.

(b) Elles sont au *tom. XV, pag. 377 et suiv.*, ainsi que les lettres de Philippe IV, que nous venons de rappeler.

(c) Par plusieurs lettres du même mois et du mois de juin, le Roi fit don encore de terres et seigneuries confisquées sur Charles d'Albret, condamné pour crime de lèse-majesté, et comme complice du Comte d'Armagnac. *Voir la boîte 13 des pièces manus-*

crites pour servir à l'histoire de Louis XI, à la Bibliothèque du Roi. Voir aussi le volume E des registres du Parlement, le volume 194 du Trésor des chartes, n.° 373 et n.° 398, et la compilation de Blanchard, qui indique encore, sous ces deux mois et sous les mois suivans, plusieurs dons faits par des lettres patentes du Roi, fol. 318 et 319. Voir encore les n.° 374, 376, 392 et 406 du volume 197 du Trésor des chartes, et le n.° 1253 du registre 195.



LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Juin
1473.

(a) *Lettres qui confirment au Prévôt de Paris le Droit de connoître, privativement à tout autre Juge, de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet de cette ville.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, au prevost de Paris ou à son lieutenant, salut. Nostre procureur au chastelet de Paris nous a donné à entendre que de nostre droict, et de si grant ancienneté qu'il n'est memoire du contraire, la cognoissance du scellé de nostredict chastelet et des oppositions faictes contre les exécutions qui sont requises et faictes par vertu des lectres scellées dudict scel et de toutes les deppendances à cause de vostre office vous appartiegne pour nous, et non à autres, et que ainsi ait esté ordonné par feu nostre très-chier seigneur et pere, ayeul et bisayeul, que Dieu absoille, et autres noz predecesseurs Roys de France, ainsi qu'il appert par les lectres de nostredict bisayeul, dont l'en dict la teneur estre telle;

CHARLES V,
le 8 Février 1367.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, à nostre prevost de Paris ou à son lieutenant, salut. Comme de nostre droict &c. (b)

Et dont se sont ensuiz plusieurs arrestz et jugemens de nostre court de parlement, confirmatoires de ladicte ordonnance. Toutesvoyes, nous avons esté advertiz que plusieurs de noz officiers et justiciers, et ceulx d'autres seigneurs haults justiciers en nostre royaume, en venant directement contre la teneur desdictes lectres, ont esté et sont refusant, quant aucunes executions ont esté requises ou faictes par vertu dudict scellé, de permectre de faire lesdictes executions et de adjourner les opposans par-devant vous, ainsi qu'il est mandé, ou vous en renvoyer la cognoissance, et se efforcent et veulent efforcer de cognoistre desdictes oppositions et de tenir sur ce les parties en procès devant eulx, qui est au grant prejudice de nostre droict et de la juridicion de nostredict chastelet, et aussi venir contre les edicts et ordonnances de nosdicts predecesseurs et jugemens de nostredict court de parlement, laquelle chose nous ne voudrions souffrir. Pour ce est-il que nous, qui voulons la cognoissance dudict scellé et les appartenances appartenir à vous et à vos successeurs prevosts de Paris pour nous, et non à autres, si comme il est accoustumé d'ancienneté, et que les ordonnances de nosdicts predecesseurs le contiennent, et nostre droict de ladicte court du chastelet estre gardé en ceste partie, vous mandons et comectons par ces presentes, que tous noz justiciers et autres officiers et justiciers des subjects de nostre royaume, quelz qu'ilz soient, qui vous auront refusé ou refuseront d'ores en avant à renvoyer la cognoissance desdictes oppositions dudict scellé et des deppendances, vous contraignent et faictes contraindre vigoreusement à ce faire, sans faveur ou deport (c), et à nous en faire amende convenable, appelé à ce nostre procureur, et les pugnissez par telle maniere que nostre droict y soit gardé, et que ce soit exemple à tous autres; et

NOTES.

(a) Manuscrit de la Bibliothèque du Roi, intitulé, *Livre rouge troisième*, n.^o 9350, fol. 72 recto.

(b) Ces lettres sont imprimées tom. V, pag. 95 et suiv.

(c) Ménagement.

nous mandons, commandons et enjoignons estroitement par ces presentes à tous les justiciers et subgetz de nostre royaume, que à vous et à voz deputez, en ce faisant, obeissent et diligemment. *Donné à Amboise, le vingt-cinquième jour de Juing, l'an de grace mil cccc soixante et treize, et de nostre regne le douziesme. Ainsi signé : Par le Roy, le Prothonotaire d'Amboise, maistre Ambroys de Cambray, et autres presens, J. DAMEYSIN.*

LOUIS XI,
à Amboise,
le 25 Juin
1473.

Au dos desquelles lettres étoit écrit ce qui s'ensuit :

Publiées en jugement en l'auditoire civil du Chastellet de Paris, en la presence des advocats et procureur du Roy nostre sire audiet Chastellet, et enregistrees es registres d'icelluy, le jeudi vingt-sixiesme jour d'Aoust, l'an mil cccc soixante et treize. Ainsi signé : LECORNU.

Collation faite à l'original par moi, TOSTÉE.

A la suite de ces lettres, on lit, d'une écriture plus moderne :

« Et est assavoir que l'original desdictes lectres a esté mis au coffre des » chartres des sergens à cheval, fermé soubz trois clefz, estant en l'esglise » Sainte-Croix de la Bretonnerie; et ont promis les maistres qui de present » sont, nommés *Jehan Descouys, Jacques Besnart, Jehan de Rouvespierres*, et » *Thomas Souchel*, procureur de la communauté, parce que à leurs despens » ilz les avoient obtenues et pourchassées, et ont promis en aider toutes et » quantes fois que requis en seront. »

(a) *Privilèges accordés aux Femmes et Filles de la ville de Beauvais.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1473.

L OYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que nous, reduisans à memoire la très-grant, entiere, vraye et parfaite loyauté que ont eue de toute ancienneté et inviolablement conservée et monstrée par effect envers noz predecesseurs Roys de France, nous et nostre couronne, à l'encontre de tous les ennemis et adversaires de nous et de nostredict royaume, sans varier, les gens d'esglise, maire, eschevins, pers, bourgeois, manans et habitans de nostre bonne ville et cité de Beauvais, tellement qu'ils sont et les repputons dignes de tous les droiz, privilleges, libertez, exemptions et franchises, qui par cy-devant, tant par noz predecesseurs Roys de France que par nous, nagues leur ont esté donnez et octroyez à ceste cause (b), avec louange, memoire et recommandacion (c) à tousiours; et non seulement les hommes, mais pareillement les femmes et filles de ladite ville, lesquelles voyant à l'ucil, l'année

NOTES.

(a) Trésor des chartes, registre 194, pièce 369. Mémoires sur Beauvais et le Beauvaisis, par L'Oisel, in-4., Paris, 1617. Le n.° 363 du même registre est un don fait par le Roi de la haute justice à Jean de Bresse. Au mois d'aout suivant, il donna à Louis de Belleville et à sa femme, sous le nom de *don* ou d'*échange*, beaucoup de

terres et seigneuries, et tous les droits dont il jouissoit. Les lettres qui le prononcent ainsi, sont toutes au volume E des registres du Parlement, pag. 273 et suiv.

(b) Il y a dans L'Oisel, *ceste presente année, et de.*

(c) Recordation. L'Oisel.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1473.

derniere passée, au-devant d'icelle ville, l'armée illicite et effrenée multitude des Bourguignons, noz rebelles et desobeissans subjects, par fourme de siege et hostilité, garnis de grosse artillerie, et les très-outrageux, presumptueux et impetueux assaulx et batteries de murailles qu'ilz y firent et repeterent par plusieurs foiz et journées, cuidant la gaingner et soubzmettre à leur obeissance, invocation par elles devotement faicte au nom de Dieu nostre benoist createur, et des merites et intercessions de madame Sainte Agadresme, en l'aide et deffense de ladicte ville, de laquelle, à leur intercession, le très-glorieux corps et reliquaire y reposant fut lors porté en procession solempnelle par le clergié d'icelle ville, se rendirent comme tous aux crenaulx et à la deffense de la muraille de ladicte ville, et illec en très-grant audace, constance et vertu de force, largement, oultre existimacion du sexe feminin, mirent la main à la besoingne, à l'imitation des hommes noz bons et loyaulx subjects d'icelle ville, et leur furent en aide tellement, que lesdicts Bourguignons finalement furent reboutez et se despartirent tous honteusement de au-devant de ladicte ville, et qu'elle demoura et fut conservée et est demourée en nostre obeissance. Pourquoi nous, ces choses considerées, qui sont comme toutes notoires et desquelles avons esté à plain informez, desirans d'icelles, de tout nostre cueur et intencion, graces et louanges solempnelles à tousiours estre faictes et rendues, chascun an, à Dieu, nostre benoist createur, et à ladicte très-glorieuse Sainte Agadresme, avons voulu, decerné et ordonné, voulons, decernons et ordonnons par ces presentes, que d'ores en avant, par chascun an, le jour et sollempnité de ladicte très-glorieuse Sainte, soient faiz et celebrez perpetuellement et à tousiours, aux despens de nostre recepte et domaine de ladicte ville, une procession, messe et sermon sollempnels, en laquelle soit deferée et singulierement priée et exorée ladicte Sainte et très-devost reliquaire d'icelle, à ce qu'elle nous soit à tousiours en aide et au bien de nostre royaume, et, par especial, preserve ladicte ville de tous nos ennemis et adversaires; et en perpetuel memoire de ladicte procession ainsi faicte par les femmes de ladicte ville pendant et durant ladicte hostilité, et de leur bonne constance, vertu et obeissance, avons en outre voulu et ordonné que icelles femmes aillent d'ores en avant en la procession, ainsi par nous ordonnée, incontinent après le clergié, et precedent les hommes icelluy jour, et que ainsi le facent à l'offrande qui se fera en la messe par nous ordonnée comme dessus; et en outre, que toutes les femmes et filles qui sont à present et seront cy-après en ladicte ville, se puissent et chacune d'icelles à tousiours, le jour et sollempnité de leurs nopces, et toutes autres foiz que bon leur semblera, parer, vestir et aourner de tels vestemens, atours, paremens, joyaulx et aornemens que bon leur semblera (a), et dont elles pourront recouvrer, sans ce que, pour raison de ce, elles ne aucune d'elles en puissent estre aucunement notées, reprinses ou blasmées, pour raison de quelc estat ou condicion qu'elles soient ne autrement. Si donnons en mandement par cesdictes presentes au bailli de Senlis et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que nos presens volenté, ordonnance et tout le contenu en ces presentes, ilz entretiennent et gardent et facent entretenir et garder par iceulx et ainsi qu'il appartiendra de point en point sans

NOTE.

(a) Les femmes nobles pouvoient seules, alors, faire usage de ces ornemens.

enfraindre, en les fesant crier et publier en ladicte ville et lieux où l'en a coustume faire criz et publications, affin que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance. Et affin &c., sauf &c. *Donné à Amboise, au mois de Juin, l'an de grace mil CCCc soixante-treize, et de nostre règne le douziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, le Comte de Dunois, le Vicomte de Narbonne, le sire de Lianieres, Guyot (a) Pot, bailli de Vermandois, et autres presens. FLAMENG. Visa.*

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1473.

A ces lettres furent jointes les suivantes (b) :

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx les generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, et à tous esleus et commissaires qui sont et seront commis à imposer et mettre sus, de par nous, en nostre royaume, ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Sçavoir vous faisons que, pour la consideration de la bonne et vertueuse resistance qui fut faicte, l'année dernière passée, par nostre chiere et bien-amée Jeanne Laisné (c), fille de Mathieu Laisné, demeurant en nostre ville de Beauvais, à l'encontre des Bourguignons, nos rebelles et desobeissans subgects, qui, ladicte année, s'efforcèrent surprendre et gagner sur nous et nostre obeissance par puissance de siege et d'assaux nostredicte ville de Beauvais, tellement que, en donnant lesdicts assaux, elle gagna et retira devers elle ung estendart ou banniere desdicts Bourguignons, ainsi que nous, estant dernièrement en nostredicte ville, avons esté de ce deument informés, nous avons, pour ces causes et aussi en faveur du mariage de Colin Pilon et elle, lequel par nostre moyen a esté naguere traicté, conclud et accordé, et pour autres considerations à ce nous mouvans, octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, de grace especialle, par ces presentes, que lesdicts Colin Pilon et Jeanne sa femme et chacun d'eulx soient et demeurent, leur vie durant, francs, quictes et exempts de toutes les tailles qui sont et seront d'ores en avant mises sus et imposées de par nous en nostre royaume, soit pour le fait et entretenement de nos gens de guerre ou autrement par quelque cause et en quelque maniere que ce soit, et aussi de guet et de garde-portes, quelque part qu'ils facent leur demourance en nostredict royaume, et de ce les avons exemptés et affranchis, exemptons et affranchissons de nostredicte grace, par ces mesmes presentes. Si vous mandons et enjoignons et à chacun de vous si comme à luy appartiendra, que lesdicts mariés et chacun d'eulx vous faictes, souffrez et laissez joir et user plainement et paisiblement de nos presentes graces, affranchissement et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire, car ainsi nous plaist-il estre faict, nonobstant que par nos lectres de commission qui sont et seront par nous données pour mettre sus lesdictes tailles, soit mandé imposer toute maniere de gens, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, en quoy ne voulons lesdicts Colin Pilon et Jeanne Laisné, ne

NOTES.

(a) Binot. *L'Oisel*.

(b) Mémoires de L'Oisel, pag. 352.

(c) Quelques historiens l'appellent *Jeanne Fourquet*. Elle étoit ainsi surnommée, suivant L'Oisel : *Jeanne Laisné*, dit-il, dicte *Fourquet*, laquelle se montra si courageuse, qu'elle

arracha des mains d'un porte-enseigne son drapeau, lequel elle porta et présenta dans l'église des Jacobins (pag. 233). Les lettres de Louis XI ne la désignent que par *Jeanne Laisné*.

LOUIS XI,
à Amboise,
Juin 1473.

aucuns d'eulx, estre compris ne entendus en aucune maniere, et quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses au contraire. *Donné à Senlis, le vingt-deuxiesme Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Ainsi signé : *Par le Roy, en son Conseil,* AURILLOT, Et scellé.

LOUIS XI,
à la Chartreuse,
près Loches,
Juillet 1473.

(a) *Lettres concernant le Service divin dans l'Hôpital du Saint-Esprit à Bayonne.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, que, comme par la très-singuliere devocion que nous avons eue de tout temps et encores avons à Dieu nostre createur et à l'esglise de l'hospital fondée en l'honneur et à la louenge du Saint-Esperit, assise au chef du pont de nostre ville de Bayonne, ayons donné et aumosné à ladicte esglise plusieurs grans sommes de deniers, pour convertir et employer en achat de rentes et revenues et autres choses necessaires pour l'augmentation, continuation et entretenement du divin service et office, et pour le vivre, substantacion et entretenement de ceulx qui à tousiours feront et continueront ledict divin office et service, ainsi que le desirons de tout nostre cuer, en quoy faisant et depuis nous aient esté faictes plusieurs ouvertures et remonstrances qui de prime face sembloient convenables à la fin que dessus, finalement, nous, de nostre certaine science, propre mouvement et deliberacion de nostre conscience et intencion sur ce, avons voulu, declairé, statué, decreté et ordonné, voulons, declairons, statuons et ordonnons par ces presentes, que ledict divin office et service soit, d'ores en avant, perpetuellement et à tousiours faict, célébré et continué en ladicte esglise de l'hospital du Saint-Esperit, par tel nombre et qualité de personnes que de toute ancienneté a esté faict, continué et accoustumé de faire, pourveu toutesvoies qu'ilz aient esté ou soient jusques à troys prebtres du moins, faisant ledict divin service, et neantmoins, se plus en y avoit d'ancienneté, ils y soient et demeurent à tousiours, sans aucune diminucion, laquelle, en ce cas, ne voulons ne entendons estre faicte; et au cas qu'ils seroient trouvez estre ou avoir esté d'ancienneté en moindre nombre que de troys, comme dict est, que ledict nombre soit suppléé, acreu et augmenté en telle maniere que, s'il n'y avoit que ung prebtre, il y en soit adjousté deux, et s'il y en avoit deux, il en soit adjousté ung de la condition et qualité telle que de toute ancienneté ils ont accoustumé estre; et voulons en oultre et entendons, decretons, statuons et ordonnons par cesdictes presentes, que par ceulx qui ainsi feront et continueront ledict divin office et service en leurs personnes, et non par autres, soient prinses, levées, perçues et distribuées, toutes les rentes et revenues acheptées de nosdicts deniers pour leur vivre, substantacion et entretenement et autres choses necessaires pour la continuation et entretenement dudict office et service divin, sans ce que le prier ou autre chief de ladicte esglise le puisse applicquer ou approprier à luy en aucune maniere, nonobstant quelques autres ouvertures, remonstrances, lectres, statuz, decretz ou ordonnances, qui pourroient par cy-devant, par nous ou par vertu de noz lectres, avoir esté faiz au contraire,

NOTE.

(a) Trésor des chartes, registre 197, pièce 421.

laquelle

laquelle chose pourroit estre advenue par inadvertance, et que n'aurions lors, obstant noz plus grandes charges et affaires, entendu l'effect et teneur d'icelles contraire à nostredicta entencion; et à ceste cause, avons, de nostredicta certaine science, propre mouvement et deliberacion de nostre conscience et intencion, comme dict est, revocqué, cassé et adnullé, revocquons, cassons et adnullons, par cesdictes presentes, tout ce que par nous ou autres, par vertu de nosdictes lectres, auroit esté fait, decreté, statué et ordonné, en tant qu'il seroit trouvé contraire ou derogeant à cesdictes presentes, et ainsi l'avons dict et declairé par plusieurs foiz à nostre amé et féal conseiller maistre François Thouars, chanoine de Tours, et donné charge, commission et mandement especial par noz autres lectres patentes, entre autres choses, de noz dessusdicts vouloir, declaracion, statut, decret, ordonnance, devocion et intencion, mettre à execution de point en point, selon leur fourme et teneur. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx les gens de nostre parlement à Paris, Thoulouse et Bourdeaux, gens de noz comptes et tresoriers, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx si comme à luy appartiendra, que noz presens vouloir, declaracion, statut, decret et ordonnance, devocion et entencion, ils entretiennent et gardent et facent entretenir et garder, et tout le contenu en ces presentes mectent et facent mectre, chascun en droict soy, à execution deue de point en point, selon leur fourme et teneur, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre réaument et de fait, vigoreusement et sans depport, tous ceulx qu'il appartiendra, par toutes voies et manieres accoustumées à faire pour nos propres deptes et affaires, nonobstant oppositions ou appellacions quelxconques, car ainsi nous plaist-il et voulons estre fait. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons signé ces presentes de nostre main et à icelles fait mectre nostre scel, sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en toutes. *Donné à la Chartreuse, près Loches, au mois de Juillet, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Ainsi signé : LOYS. *Par le Roy, les sires de la Forest, de Renesture, et autres presens.* FLAMENG. *Visa.*

LOUIS XI,
à la Chartreuse,
près Loches,
Juillet 1473.

- (a) Confirmation des Droits accordés par les prédécesseurs du Roi à la Hanse Teutonique (b); suspension, pendant dix ans, de toutes les hostilités, et concession, pendant ce temps, pour tous ceux qui en font partie, de la plus grande liberté de commerce en France.

*L*UDOVICUS, Dei gratiâ, Rex Francorum, universis presentes licteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod pro bona pace et concordia firmanda et stabielienda, et dissensionibus omnibus sedandis inter nos et subditos nostros, ex una, et proconsules, dominos, mercatores et incolas omnes Hanse Teutonice, ex alia parte, ut que in posterum libera et aperta haberi possit utriusque communicatio et

LOUIS XI,
au Mont-
Saint-Michel,
le 25 Août
1473.

NOTES.

(a) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, pièces pour servir à l'histoire de Louis XI, boîte 13.

(b) Association connue de cités commerçantes de diverses parties de l'Europe.

Tome XVII.

Voir ci-dessus, tom. XVI, pag. 197, note b. Il ne resta de cette association que les villes particulièrement désignées par le nom de villes Anstatiques.

LOUIS XI,
au Mont-
Saint-Michel,
le 25 Août
1473.

mercatura, pro bono et utilitate partium et reipublice, tum regni nostri, tum ipsorum de Hansa, qui, audito quantum bono pacis afficiamur, nuper ad nos licteras suas dederunt, significantes ipsos quoque libenter ad pacem ipsam venturos, pro qua bene et commodè iracienda et concludenda, primò octo vel decem annorum ireugam se à nobis accepturos scripserunt, ex quo cognito quantum ipsa ireuga bene conducat partium utilitati et commodo, et diligenti consultatione prehabita, illam dandam, concludendam et concedendam duximus, ac in presencia honorabilium virorum Jacobi Vos et Nicolai Vedderii nunciorum ad nos ipsorum de Hansa Teutonica, concludimus, damus et concedimus sub forma bone pacis inter nos et subditos omnes nostros, et dictos dominos proconsules, mercatores et omnes alios incolas communium civitatum Hanse Teutonice, integris decem annis duraturam, incipientibus die mercurii vicesimâ-quintâ mensis augusti, quâ celebratur festivitas Sancti Ludovici, olim Francie Regis, ac finientibus eâ ipsâ die in venturo anno millesimo quadringentesimo lxxxij.^{mo} in occasu solis, integris decem annis peractis. Ac insuper dictum, conclusum, promissum et convenum per nos fuit et est, et tenore presencium promittimus ipsis de dicta Hansa Teutonica, quòd, dicto tempore decem annorum durante, omnes discordie, injurie et alia omnia hostilia qualitercumque sint, è latere nostro cessabunt et oblivioni mandabuntur, quod idem ipsi de dicta Hansa facere tenebuntur ex latere eorum, quòdque ipsis dictum sit, possint et valeant, pro eorum libitu et voluntate, in universum regnum et dominiû nostrum venire, mercari seu mercari facere per eorum factiores et rerum gestores, morari et degere, indeque redire tam per terram quàm per mare, aut alia terrarum flumina, cum omnibus eorum rebus et bonis quibuscumque, non secus quàm subditi nostri faciunt, prout facere possent et ubi sunt, quod iidem item facere poterunt vice versâ pari fruamur subditi nostri, in quibuscumque locis, terris, civitatibus et dominiis ditionum de Hansa Teutonica, quibus etiam tenore presentis treuge concessimus et concedimus, ut in universo regno nostro hiis omnibus utantur et uti possint privilegiis, libertatibus et concessionibus, ipsis olim per quondam predecessores nostros concessis seu per nos (a), et secundum formam et tenorem illarum, omni prorsus contradictione cessante; que omnia privilegia et libertates confirmare promittimus, ex nunc, dictis de Hansa, et clausulas illas addere que pro rerum et temporum opportunitate necessariâ videbuntur, quocienscumque et quandocumque requisiti ab ipsis erimus et absque aliqua eorum expensa, illaque seu illas presentibus licetis nostris patentibus inseri facere, ne quis officialium nostrorum ad ea observanda se ignoranter possit excusare, promittentes bona fide et verbo regio presentem hanc treugam et contentu in ea, ut superius, observare et observari facere ac tenere et adimpleri absque aliqua infractione, et si quid in contrarium actum aut intentatum foret, illud reparare aut reparari facere; idem etiam vice versâ, si contingeret, facere tenebuntur dicti proconsules, aut alii proconsules, aut alii officiales et incole de dicta Hansa Teutonica, integrâ semper manente dictâ treugâ et in suo robore et virtute: mandantes tenore presencium connestabulo, admiraldo, vice-admiraldo, capitaneis omnibus gentium nostrarum, armigerariis, gubernatoribus, bailivis, senescallis, prepositis, castellanis, capitaneis pontium portuumque, aliorum transversuum (b) custodibus, iudicentibus, officiariis et subditis nostris omnibus, quod hanc presentem treugam quamprimum publicari faciant, custodiant et observent, ac custodiri et observari faciant, prout jacet ad licteram, nil agendo aut fieri et agi

NOTES.

(a) On peut voir encore le tom. XVI, pag 197 et suiv.

(b) C'est le droit de travers. Voir ce que

nous en avons dit, pag. lxxvij et suiv. du Discours préliminaire du tom. XVI.

patiendo in ipsius prejudicium; quin ymmo si quid factum aut intentatum in contrarium reperierint, id omne quàm citiùs reparabunt et emendabunt, aut reparari et emendari curabunt, et in pristinum statum reducent, infractores ejusdem debitâ penâ puniendo, sub et in quantum menti et voluntati nostre offensuros aut indignaciones nostras se incururos vereantur. In cujus rei testimonium, nostrum presentibus licteris jussimus apponi sigillum. Datum in Monte Sancti-Michaëlis in periculo maris, die vicesimâ-quintâ mensis Augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-tercio et regni nostri xiiij.^{mo} Sic subscriptum: Per Regem, Patriarchâ Jerosolymitano episcopo Baiocensi, Comite Rossilionis Francie admiraldo, dominis de Torcy magistro balisteriorum, de Genlis, Dargenton et de Lenoncourt, ac magistris Johanne de Ladrisque presidente compositorum, Guillelmo Picart Francie generali, Ludovico de Ambasia et aliis presentibus. DISOINE (a).

NOTE.

(a) A ces lettres sont jointes les suivantes, datées du lendemain 26 août :

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Rex Francorum, excellentibus ac magnificis viris, amicis nostris preclarissimis, oratoribus et nunciis civitatum Hanse Teutonice in civitate Trajectensi congregatis, salutem. Recepinus licteras vestras quas nobis per Jacobum Vos et Nicolaum Vedderium, patronos navim, dedistis, quibus respondendo non negamus nos, superioribus mensibus, notum fecisse serenissimis principibus Regibus Dalmacie et Scocie, fratribus nostris carissimis, et aliis nonnullis ex capitaneis vestris, qui prope portus maritimos domini nostri applicuerant, nos libentius justas aliquas trengaram condiciones vobiscum iniuros per decem aut plures annos, quo durante tempore mutuâ et integrè frueremur pace, vobisque licitum esset iis omnibus uti privilegiis, libertatibus et concessionibus, superioribus temporibus, per quosdam felices memorie dominos et predecessores nostros vobis iudulitis et concessis, seu per nos, ut ad bonum pacis deveniretur, ad quod his potissimum rationibus ducebamur, quod Anglicos communes habemus et inveteratos inimicos, quòdque inter nos et vos occasio penitus nulla est aut querela quin in amicitia et concordia vivamus, quæ si utrinque vigeat, satis superque partium commode conducere non ambigimus, et ut re ipsâ comprobatum habeatis quòd vobis et rebus vestris officimur, jussimus nunc patentibus licteris nostris trengam ipsam vobis concedi ad annos decem proximè secuturos, hiis condicionibus quas lictere ipse nostre tangunt, quas trengaram licteras per ipsos Jacobum Vos et Nicolaum Vedderium ad vos transmittimus, et illarum tenorem ex abundantè publicari fecimus in presencia predictorum, per maritimos portus regni nostri, ut è latere nostro eo promptius teneatur ipsa trenga et in facto servetur. Hoc unum tamen rogamus magnificencias vestras, quòd si quâ fortasse ex causâ ex proposito concordie se absitaxerint, licteras ipsas nostras nobis remittant, et atqueam nostris aliquod dampnum inferatur, quindecim prius dierum spacio denunciant quid voluntatis eorum sit et propositi, vos tamen certiores reddendo quòd, si trengam ipsam peracceptam et firmam habeitis, quantum in nobis est, non deerimus promptos nos ostendere fautores rerum vestrarum, tum in ampliandis privilegiis vestris, tum etiam in condicionibus treuge et pacis firmandis; qua in re ita nos erga vos et vestros habebimus, quales vellemus prestancias vestras erga propriam personam nostram se gerere, si contingeret ut in partibus vestris versaremur, et ut aliquis tandem finis deur negotio, poterunt, si placebit magnificenciis vestris, nonnullos ex suis cum pleno arbitrio et potestate transmittere ad quemvis portum eligerint regni nostri, quos inde ad nos conduci faciemus, sperantes quòd auxilio Altissimi, ac medio gloriose Virginis matris sue et beatissimi Michaëlis Archangeli, in cujus loco licteras ipsas vestras accepimus, cum ipsis oratoribus vestris, postpositis omnibus, ita negocia tractabimus, quod liquido et re ipsâ comprobatum habebunt prestancie vestre, quod de nobis et singulari quadam benivolencia nostra erga illos sponponderunt communes amici nostri. Datum apud Sanctum-Michaëlem in periculo maris, die vicesimâ-sexâ Augusti. Sic subscriptum manu Regis: LOYS. Superscriptio licterarum: Excellentibus et magnificis viris, oratoribus et nunciis civitatum Hanse Teutonice, in civitate Trajectensi [Urechi] congregatis, amicis nostris preclarissimis.

LOUIS XI,
au Mont-
Saint-Michel,
le 25 Août
1473.

LOUIS XI,
au Mont-
Saint-Michel,
le 26 Août 1473.



LOUIS XI,
à Paris,
Août 1473.

(a) *Nouvelles Lettres touchant une concession de Foires à la ville des Vans.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous presens et advenir. Comme dès le moys d'octobre, l'an mil quatre cent et cinquante, eussent, de la partie des manans et habitans de la ville des Vens, au diocese de Usez, esté obtenues de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, ses lectres patentes, desquelles la teneur s'ensuit :

CHARLES VII,
à Benneçon,
le 10 Octobre
1455.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, au seneschal de Beaucaire et Nismes, ou à son lieutenant, salut. L'umblé supplicacion des manans et habitans de la ville des Vens, au diocese de Usez, &c. (b)

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

Par vertu desquelles lectres et de l'exécution ou commission sur ce dudit seneschal de Beaucaire qui lors estoit, eussent esté faites les informations, criées et proclamacions dont mention y est faite, et le tout présenté en la chambre de noz comptes, depuis nostre advenement à la couronne, ensemble noz lectres patentes obtenues de la partie desdicts manans et habitans, contenant ceste forme :

LOUIS XI,
à Tours,
le 4 Août 1470.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaulx gens de noz comptes, salut et dilection. Receue avons l'umblé supplicacion des manans et habitans de la ville des Vens, au diocese de Usez, contenant que dès le dixiesme jour d'octobre, l'an mil quatre cent cinquante-cinq, ilz obtindrent de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, ses lectres patentes adreçans au seneschal de Beaucaire ou à son lieutenant, touchant l'octroy et establissement de deux foires l'an en ladicte ville des Vens, c'est assavoir, l'une, le jour de la feste de Saint Privat, vingt-uniesme jour d'aoust, durant huit jours, et l'autre, le jour de la feste des Quatre-Couronnez, huitiesme jour de novembre, durant deux jours, et pour ce, information sur le prouffit ou dommaige qui s'en pourroit ensuir, laquelle information a dez pieça esté faite, et n'aguieres envoyée devers vous, ainsi que par lesdictes lectres est mandé. Mais pour ce que &c. (c)

Suite
des Lettres
de
LOUIS XI.

Lesquels gens de noz comptes, veues lesdictes lectres, informations, criées et proclamacions, eussent le tout renvoyé cloz audit seneschal ou son lieutenant, pour les communiquer à noz procureur et receveur ordinaires de la seneschaussée et noz officiers sur le fait de l'équivalent, et sçavoir se nous ne la chose publique pourrions avoir aucun interest en l'establissement desdictes deux foires, et se noz droitz et deniers tant de nostre domaine que dudit equivalent ou autrement en seroient en rien diminuez ne retardez, le tout renvoyer avec les adviz sur ce de luy et de nosdicts officiers, par-devers lesdicts gens de noz comptes; ce qui fait a esté. Sçavoir faisons que, veues par eulx lesdictes lectres patentes cy-dessus transcripées, et lesdicts

NOTES.

(a) Trés. des ch., reg. 195, pièce 966.

(c) La suite de ces lettres est ci-dessus,

(b) Ces lettres ont été imprimées t. XVII, pag. 326, vers le milieu de la page.
pag. 325 et 326.

informacions, criées, proclamacions et adviz, par lesquels est apparu que à la création et establissement d'icelles deux foires n'y a contredict ne opposition, et que nous ne autrui n'y aurons aucun interest ne dommaige, mais sera le bien et prouffit de ladicte ville des Vens et de la chose publicque d'environ; nous, par leur adviz et deliberacion, avons, de nostre grace especial, pleine puissance et auctorité royal, octroyé et octroyons à iceulx manans et habitans de ladicte ville des Vens que, desormais à tousiours, soient et sient en icelle ville, chascun an, lesdictes deux foires, c'est assavoir, l'une ledict jour Saint Privat, vingt-uniesme jour d'aoust et les sept jours prouchains ensuivans, et l'autre, ledict huitiesme jour de novembre et le lendemain, et que tous marchans et autres personnes y puissent vendre, achepter, revendre et eschanger toutes manieres de denrées et marchandises non defendues, en payant nos aydes et autres devoirs. Si donnons en mandement audict seneschal de Beaucaire, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartenra, que nostre present octroy ilz facent publier et signifier, et d'icelluy facent, souffrent et laissent lesdicts manans et habitans joyr et user plainement et paisiblement, en ostant ou faisant oster et reparer sans delay tout empeschement et destourbier qui seroit fait ou mis au contraire, car ainsy nous plaist-il estre fait. Et afin que ce soit chose ferme et estable a tousiours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Paris, au mois d'Aoust, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Ainsi signé : Par le Conseil estant en la Chambre des comptes. J. DE BADOUILIER. Visa. Contient. DESMARES (a).

LOUIS XI,
à Paris,
Août 1473.

NOTE.

(a) Louis XI, par des lettres du mois de mai et du mois de juin 1473, avoit et dans un lieu appelé de *Moy*. (Registre 197 du Trésor des chartes, pièces 387 et 399.) pareillement accordé des foires à Saint-Aignan

Affranchissement de Tailles en faveur de la ville de Laon.

Ces lettres étoient dans le Mémorial O de la Chambre des comptes, et c'est d'après ce volume que Blanchard les avoit indiquées dans sa Compilation chronologique, pag. 319; mais l'incendie de 1737 nous a privés du Mémorial O. Il existe bien aux Archives du royaume une partie des lettres qui y étoient; on y a fait des copies de toutes celles que l'on a pu se procurer : mais celles de Louis XI en faveur de la ville de Laon ne se trouvent pas au registre où sont ces copies.

LOUIS XI,
Septembre
1473.

(a) *Lettres d'amortissement en faveur de l'Hôtel-Dieu de Paris.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication de noz bienamez les maistre, freres et sœurs de l'Hostel-Dieu de Paris, contenant que ledict Hostel-Dieu a esté anciennement fondé pour les très-grandes et très-

LOUIS XI,
à Sarblé,
Septembre
1473.

NOTE.

(a) Chartres de la Chambre des comptes, actuellement aux Archives du royaume, n.° 1036.

LOUIS XI,
à Sarblé,
Septembre
1473.

singulieres œuvres de misericorde qui se font et administrent continuellement audict Hostel-Dieu, tant en la reception, cure, administration et alimens des povres personnes, indigens et souffreteux, tant des demourans et habitans en nostredicte ville, prevosté et vicomté de Paris, que d'autres gens affluans, venans et conversans (a) en icelles, de quelques nations ou contrées qu'ils soient, auquel Hostel-Dieu, pour ces causes et pour les grandes œuvres charitables qui y ont esté et sont faictes cothidiennement, jour et nuit, ont esté donnez, leguez, delaissez et aumosnez par diverses personnes, dès la fondation d'icelluy et depuis, plusieurs rentes, revenus, terres et possessions, pour fournir et subvenir aux necessités dessusdictes, lesquels dons et legats anciens, feu, de bonne memoire, le Roy Philippe-le-Bel nostre predecesseur, admortit et voulut que lesdicts freres et sœurs dudit Hostel-Dieu, et leurs successeurs, les pussent tenir et posseder paisiblement sans estre contrainsts de les vendre ne mettre hors de leurs mains ne en payer aucune finance ou indemnité, depuis le temps duquel Roy Philippe lesdicts supplians et leurs predecesseurs ont joy dudit admortissement et de plusieurs autres dons et legats qui ont esté faicts audict Hostel-Dieu jusques à present (b); mais, obstant ce que lesdictes choses ainsi à eulx données, leguées et aumosnées, et qu'ils ont acquises, pour aider à supporter les grandes charges et depenses que faire leur convient pour la sustentation des povres y affluant en grand nombre et multitude, n'ont esté de nous admorties, ils doutent que noz commis-saires commis et à commectre pour le fait des francs-fiefs et nouveaux acquests les vouldissent contraindre à nous payer grant finance et indemnité pour raison desdictes choses ou à les mettre hors de leurs mains, et que d'ores en avant ils ne osassent plus acquerir aucunes choses ne accepter ce qu'on leur voudroit donner et aumosner, en quoy les povres affluans audict Hostel-Dieu auroient grant interest, parce qu'ils ne seroient alimentés, nourris, administrez ne receus comme ils devoient, selon les œuvres de charité et l'intention des fondateurs dudit Hostel-Dieu, et seroient frustrez de leur intention et devotion, se nos graces et provisions n'estoient sur ce imparties auxdicts supplians comme ils dient, en nous umblement requerant icelles. Pour quoy nous, ces choses considerées, et afin que soyons participans ès œuvres meritoires et charitables qui sont continuellement faictes audict Hostel-Dieu, à l'honneur, louange et reverence de Dieu nostre createur, auxdicts maistre, freres et sœurs d'icelluy Hostel-Dieu, supplians, et à leurs successeurs, avons octroyé et octroyons, de notre grace especialle, pleine puissance et auctorité royale, par ces presentes, qu'ils puissent et leur loise tenir et posseder les terres, rentes, justices, fiefs, heritages, possessions et choses à eulx données et aumosnées au temps passé, et qu'ils ont et possèdent de present, à quelque titre que ce soit, perpetuellement, sans que, sous l'ombre des commissions par nous ou noz successeurs données ou à donner pour besogner aux fins desdicts francs-fiefs et nouveaux acquests, on puisse contraindre lesdicts supplians ne leurs successeurs, ne les molester, inquieter ou travailler, ores ne pour le temps advenir, en maniere quelconque. Et de notre plus ample grace, en faveur et pour contemplation des choses dessusdictes, et à ce que lesdicts maistre, freres et sœurs d'icelluy Hostel-Dieu, supplians, et leursdicts successeurs, soient plus enclins et curieux à servir les

NOTES.

(a) Y ayant des rapports habituels.

(b) On trouvera plusieurs lettres en fa-

veur de l'Hôtel-Dieu de Paris dans les premiers volumes de cet ouvrage.

LOUIS XI,
à Sarblé,
Septembre
1473.

pouvres et prier Dieu et la glorieuse Vierge Marie pour nous et la prospérité de nostre royaume, avons en outre semblablement octroyé et octroyons par cesdictes presentes qu'ils puissent et leur loise tenir, posséder et acquérir à une ou plusieurs fois, quand bon leur semblera, soit de leurs propres deniers, par pur don faict entre-vifs, legats ou autrement, en quelque maniere que ce soit, en nostredicte ville, prevosté et vicomté de Paris ou ailleurs par tout nostre royaume, jusques à la valeur et estimation de deux cens livres parisis de rente, soit en fiefs nobles, charges roturieres ou autres quelconques; et icelles tenir et posséder comme admorties et à Dieu dédiées, et lesquelles dès maintenant pour lors nous avons admorties et admortissons, de nozdictes grace, puissance et auctorité, par cesdictes presentes, sans ce que lesdicts maistre, freres et sœurs, ou leursdicts successeurs, soient tenus ne contraints à en payer à nous ou à nos successeurs aucune finance ou indemnité, et laquelle, quelle qu'elle soit et à quelque somme qu'elle puisse monter, ensemble celle qui nous peut ou pourroit nous estre due et appartenir à cause de l'admortissement des choses qu'ils ont et possèdent à present, nous leur avons, de nostre certaine science et meure liberalité, donnée et quitcée, donnons et quictons par ces mesmes presentes, par lesquelles donnons en mandement à noz amez et féaulx les gens de nos comptes et tresoriers, au prevost de Paris et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chacun d'eulx sy comme à luy appartiendra, que lesdicts supplians et leursdicts successeurs en icelluy Hostel-Dieu ils facent, souffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz presentes graces, admortissement, don, quittance et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit en aucune maniere, se l'ostent ou facent oster et mettre sans delay à pleine delivrance, et ce et par rapportant lesdictes presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles faict sous scel royal pour une fois et reconnoissance sur ce souffisant tant seulement, nous voulons noz changeur de nostre tresor, receveur ordinaire de Paris, et tous autres qu'il appartiendra, en estre et demourer quictes et dechargez par nozdicts gens des comptes, auxquels nous mandons ainsy le faire sans difficulté, nonobstant que la somme à quoy se pourroit monter ladicte finance ne soit si expressement declarée que descharge n'en soit levée par ledict changeur de nostre tresor, et quelconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Sarblé, au mois de Septembre, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Ainsi signé: LOYS. Et sur le reply: *Par le Roy nostre Sire, de Renesture, M. Loys d'Amboise et autres presens.* Signé: FLAMENG. Et scellé (a).

NOTE.

(a) Des lettres d'amortissement avoient été accordées, dans le mois de mai 1473, au couvent de Notre-Dame des Martyrs, près d'Amiens: et, au mois de juin, le Roi avoit fait un don, avec amortissement aussi, à un monastère de la ville de Tours (reg. 197 du Trésor des chartes, n.° 378 et 406). Il en accorda encore, au mois de mars suivant, pour une fondation religieuse (reg. 195, n.° 1014).

Blanchard cite encore, fol. 319, sous la date du mois de septembre 1473, des lettres patentes du Roi, dont les unes donnent la terre et seigneurie de Martaigneville à Robinet du Quesnoy, et les autres, la terre et seigneurie de Saint-Macaire à Étienne de Thalereuse, sénéchal de Carcassonne. Il les cite d'après les mémoires de la Chambre des comptes.

LOUIS XI,
à Cléry,
le 17 Octobre
1473.

(a) *Prolongation, pour six ans, d'un accroissement de Droit sur le Sel, pour fournir au supplément de gages attribué au Parlement de Paris; Continuation prescrite des Audiences de relevée.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, salut et dilection. Comme, pour abregier l'expedition de la multitude des procès qui estoient et sont pendans en nostre court de parlement, nous eussions ordonné (b), outre la forme ancienne, les presidens et autres officiers d'icelle court besongner à l'expedition desdicts procès après disner, en leur croissant leurs gaiges pour et à cause desdictes vacacions d'après-disner, pour le paiement desquelles, pour ce que les deniers qui par avant leur avoient esté assignez pour leursdicts gaiges ne povent seuffire ne fournir, eust esté mis sus une creue de quatre livres parisis pour muy de sel en certains greniers de Languedoil, qui encore a cours jusques au premier jour de ce present moys d'octobre; et combien que en nostredicte court on ait diligemment vaqué à l'expedition desdicts procès et faict encores par chascun jour tellement que plusieurs en ont esté vuidez, neantmoins, si ladicte creue de quatre livres parisis pour muy de sel n'estoit continuée comme les autres années precedentes, nozdicts presidens, conseillers et autres officiers de nostredicte court ne pourroient bonnement estre paieez entierement de leursdicts gaiges, et par ce ne seroient pas si ententifz ne diligens de vaquer et besongner esdicts procès que s'ilz estoient bien paieez comme ilz ont esté par cy-devant: pour quoy nous, voulans iceulx presidens, conseillers et autres officiers de nostredicte court, estre d'ores en avant paieez entierement comme ilz ont esté ès années precedens, ladicte creue de quatre livres parisis pour muy de sel avons continuée et continuons, et icelle de nouvel avons mis sur et mections par ces presentes en et par tous les greniers et chambres à sel esquelles elle a eu cours par cy-devant, et voulons et nous plaist qu'elle ait cours du premier jour de ce present mois d'octobre qu'elle est expirée, jusques à six ans prouchains après ensuivans, pour des deniers qui viendront et ystront d'icelle creue estre satisfait au paiement tant des gaiges des matinées desdicts presidens, conseillers et autres officiers de nostredicte court, que des salaires des après-disnées qu'ilz vaqueront en icelle court, ainsy qu'autresfois a esté par nous ordonné. Si vous mandons et expressemment enjoignons que par les grenetiers desdicts greniers et chambres à sel esquels ladicte creue a eu par cy-devant cours pour la cause dessusdicte, vous faictes vendre tout le sel qui en iceulx sera distribué durant ledict temps, à la creue dessusdicte de quatre livres parisis pour muy de sel, et ce outre et par-dessus nostre droit de gabelle et les autres creues, ainsy que faict a esté le temps passé, et les deniers qui en ystront faictes bailler et delivrer par les descliaiges du receveur general de nos finances, present et advenir, à nostre amé et féal notaire et secretaire maistre Jacques Erlant, par nous commis au paiement desdicts officiers de nostredicte court, pour estre par luy convertis et employez au paiement desdicts gaiges, et aussy des salaires ordonnez pour la

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 267 et 268.

(b) Voir ci-dessus, pag. 5.

vacacion que feront après disner nosdicts officiers en la maniere accoustumée, le quel maistre Jacques Erlant nous avons commis et comectons, en tant que mestier est ou seroit, et luy avons donné et donnons par ces presentes pouvoir especial de contraindre et faire contraindre tous les grenetiers et contrerolleurs desdicts greniers et chambres à sel ou leurs commis à luy monstrier leurs estaz de la distribucion et ordonnance du sel desdicts greniers et chambres à sel, par toutes voies et manieres accoustumées à faire pour noz propres debtes, non obstant oppositions ou appellacions quelxconques. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Cléry, le dix-septiesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Sic signatum : Par le Roy, AVRILLOT.

Collatio facta est cum originali.

LOUIS XI,
à Cléry,
le 17 Octobre
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes noz finances, salut et dilection. Comme nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, eust despieça voulu et ordonné (a), pour la grant multitude des procès estant en nostre court de parlement, que noz amez et féaulx conseillers les presidens et autres officiers de ladicte court vaqueroient et entendoient chascun jour après disner au jugement et expedicion des petites causes et procès introduiz et pendans en ladicte court, et oultre que deux ou trois jours la sepmaine, telz et quant ilz verront que seroit bon de faire, peussent besoigner, vaquer et entendre, ausdictes après-disnées, à la reformation des abuz des advocats, procureurs et supposts de ladicte court, et aussy de la justice de la prevosté de Paris, et autres affaires qui surviendroient en ladicte court, et avecques ce, que, pendant le temps que en ce ilz vaqueroient, tous lesdicts presidens, conseillers laiz, pour lesdictes après-disnées, eussent et prinssent pour chascun jour la moitié de ce que se montoient leurs gaiges ordinaires, et lesdicts conseillers clers en icelle court, qui ne prenoient que cinq solz parisis par jour, en prendroient autres cinq solz, et ce oultre leurs gaiges ordinaires de ladicte court, et le greffier civil d'icelle court autres cinq solz parisis, et les huissiers chascun dix deniers tournois pour lesdictes après-disnées, laquelle creue de gaiges nostredict feu seigneur et pere avoit voulu et ordonné leur estre païée par le commis au paiement de leurs gaiges ordinaires; et après que ce fusmes parvenuz à la couronne et seigneurie de nostre royaume, eussions volu et ordonné (b) lesdictes après-disnées estre continuées et entretenues en la forme et maniere qu'elles avoient esté du temps de nostredict feu seigneur et pere, pour certaines années finies au dernier jour de septembre dernier passé, et pour ce que ledict temps est de present expiré, et que en nostredict court y a grant nombre de causes et procès qui bonnement ne pourroient estre expediez sans la continuation desdictes après-disnées, ainsy qu'il nous a esté dict et remonstré : sçavoir vous faisons que nous, voulans et desirans en nostredict court de

NOTES.

(a) Voir l'article 26 de l'ordonnance de Charles VII pour la réformation de la justice (du mois d'avril 1453, avant Pâques),

Tome XVII.

dans le tome XIV de cette collection, pag. 291.

(b) Voir ci-dessus, pag. 2 et suiv. On peut voir aussi les pag. 439 et 440 du tom. XVI.

Ffff

LOUIS XI,
à Cléry,
le 17 Octobre
1473.

parlement vaquer plus que jamais à l'expedition des causes et procès qui y sont pendans en innumerable nombre, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes que icelles après-disnées soient entretenues, et le paiement d'icelles continué à nozdicts presidens, conseillers et autres noz officiers dessusdicts en la forme et maniere qu'elles ont esté par cy-devant, pour six ans entiers à commencer du premier jour de ce mois d'octobre, et que nozdicts presidens, conseillers et autres officiers, tant de la chambre des enquestes que des requestes de nostre palais, soient paieez et contentez durant ledict temps par nostre amé et léal notaire et secretaire maistre Jacques Erlant, par nous commis à la recepte et paiement des gaiges de nostredicte court, ou autre qui par nous y sera commis, tous les mois de l'an, tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz l'ont esté par cy-devant, et des deniers qui par ledict maistre Jacques Erlant seront receus par descharges de nostre receveur general de noz finances, tant de l'emolument des greniers à sel estant sus et delà la riviere de Loire, comme des deniers de la creue de quatre livres parisis pour muy de sel mise sus pour ladicte cause. Si vous mandons et expressemment enjoignons que, en faisant lesdicts presidens, conseillers et autres officiers en icelle court, joyr et user plainement et paisiblement de nostre presente voulenté et ordonnance, vous les faictes paier desdictes après-disnées, des deniers, durant le temps et en la maniere que dessus est dict et qu'ilz en ont esté paieez par cy-devant, et par rapportant ces presentes, ou *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, avecques les quictances desdicts presidens, conseillers, greffier et huissiers tant seulement, nous voulons tout ce qui païé leur aura esté en la maniere et pour les causes dessusdictes estre alloué ès comptes et rabattu de la recepte dudict maistre Jacques Erlant ou de celui qui paieiz les aura, par nos amez et féaulx gens de nos comptes, ausquels nous mandons que ainsi le facent sans aucune difficulté, non obstant que de ce ne soient levées descharges du receveur general de noz finances et quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. *Donné à Cléry, le seiziesme jour d'Octobre, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Sic signatum : *Par le Roy, AVRILLOT (a).*

NOTE.

(a) Le 30 octobre 1473, édit portant création d'un office d'huissier à la Chancellerie et au grand Conseil, et règlement de ses

fonctions, droits, &c. (Histoire de la Chancellerie, tom. I, pag. 54.)

LOUIS XI,
à Dampierre,
le 9 Novemb.
1473.

(a) *Lettres portant don d'Amendes aux Officiers du Parlement (b).*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les tresoriers de France, salut et dilection. Nous voulons et vous mandons que par nostre amé et féal notaire et secretaire maistre Jehan Amys, receveur des exploitz et amendes de nostre court de parlement à Paris, vous

NOTES.

(a) Ordonnances de Louis XI, vol. E, fol. 284.

(b) Louis XI avoit déjà ordonné, par ses lettres du mois de novembre 1467 et du mois

de juillet 1468, qu'une partie des frais de procédure sur les matières d'aides seroit employée au paiement des gages attribués à ses magistrats. *Voir ci-dessus, p. 31 et p. 106, note b.*

faictes paier et bailler de cy en avant, durant le temps et terme de troys ans prouchains venans, aux personnes cy-dessoubz nommées, les amendes et sommes cy-après déclarées, ausquelles nous les avons données et ordonnées, donnons et ordonnons par ces presentes, pour les avoir et prendre tout ainsi qu'ilz les ont eues et prises par cy-devant par don de nous, c'est assavoir, à noz amez et féaulx les quatre presidens des enquestes de nostre parlement, à chacun deux amendes de nostredicte court de parlement, chacune de soixante livres parisis; au president des requestes de nostre palais à Paris, une amende; au greffier civil de nostredicte court de parlement, deux amendes; au greffier criminel, une autre amende; au greffier des presentations, une autre amende; au premier huissier de nostredicte court, une autre amende; et aux clerks des greffiers d'icelle, une autre amende de soixante livres parisis; et ce, par les simples quittances des dessus nommés et de chacun d'eulx, tout ainsi qu'ilz les ont eues et prises par cy-devant, à compter du jour que sont ou seront expirées noz autres lectres de semblable don par nous à eulx faict: et par rapportant cesdictes presentes signées de nostre main, et quittance des dessus nommés et de chacun d'eulx tant seulement, nous voulons tout ce qui païé et baillé aura esté à la cause dessusdicte, estre alloué es comptes et rabattu de la recepte dudict maistre Jean Amys par noz amez et féaulx gens de noz comptes, ausquelz nous mandons ainsi le faire sans difficulté, non obstant que de telles amendes n'aïons accoustumé donner que la moitié, que descharge ne soit de ce levée par le changeur de nostre tresor, et quelzconques ordonnances, restrinctions, mandemens ou defenses à ce contraires. *Donné à Dampierre, le neufviesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-treize et de nostre regne le treiziesme. Sic signatum: LOYS. Par le Roy, AVRILLOT.*

LOUIS XI,
à Dampierre,
le 9 Novemb.
1473.

(a) *Don de Francs-Fiefs au Duc de Brabant.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaulx les tresoriers de France, salut et dilection. Sçavoir vous faisons que, pour aider à nostre très-chier et amé cousin le Duc de Brabant (b), Conte de Nevers, d'Eu, de Rethel et d'Estampes, baron de Douzi et seigneur de Saint-Valery, à supporter la despense et autres fraiz que faire lui convient et conviendra chascun jour pour l'entretienement de son estat en nostre service, nous luy avons, pour ces causes et pour consideration de la proximité de lignaige en quoy il nous actient, et autres causes à ce nous mouvens, donné et donnons, de grace especial, par ces presentes, tout le prouffit et emolument qui viendra ens des francs-fiefs et nouveaux acquests en toutes ses terres et seigneuries, de tout le temps passé jusques à present, et d'ores en avant jusques à dix ans prouchains venans, à quelque valeur que soit et puisse monter ledict prouffit et emolument, en quelque maniere qu'il viengne ens durant ledict temps, à l'avoir par les mains de celuy qui est ou sera commis à recevoir ledict prouffit et emolument, et par les descharges de nostre changeur du tresor, en ensuivant l'ordre de noz finances. Si vous

LOUIS XI,
à Dampierre,
le 10 Novemb.
1473.

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume G, fol. 201.
Tome XVII.

(b) Jean de Bourgogne, second fils de Philippe II.

Ffff ij

LOUIS XI,
à Dampierre,
le 10 Novemb.
1473.

mandons et enjoignons que, en faisant nostredict cousin joyr paisiblement de nos presens grace et don, vous, par ledict commis present et advenir, luy faictes bailler et delivrer par lesdictes descharges du changeur de nostredict tresor, tout ledict prouffit et emolument, à quelque valeur qu'il puisse monter, comme dessus est dict, sans y faire quelque retranchement, rump-ture et restrinction, car tel est nostre plaisir. *Donné à Dampierre, le dixiesme jour de Novembre, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Sic signatum : LOYS. Par le Roy, AVRILLOT.

Et est scriptum : *Registrata Parisius in Parlamento, decimā-quintā die Julii, anno millesimo cccc octuagesimo tercio.* Sic signatum : CHARTELIER.

LOUIS XI,
à Denée (b),
le 30 Novemb.
1473.

(a) *Lettres relatives à la vacance et à l'élection des Bénéfices que l'Évêque d'Alby avoit possédés, et à leur administration pendant cette vacance.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à nostre amé et féal conseiller en nostre court de parlement à Bordeaux, M.^e Bertrand de Brossa, salut et dilection. Comme il soit venu à nostre cognoissance que puis peu de jours en ça le cardinal d'Alby (c) soit allé de vic à trepas, et, au moyen de ce, tous et chacuns les benefices qu'il tenoit à nostre royaume soient vacans et destitués de pasteur, et par les droits, privileges, prerogatives et preeminences de nostredict royaume, il ne soit loisible ne permis à aucun de faire aucune election, mesmement des benefices estant en fondation royal, sans premierement le nous faire sçavoir, ou avoir de nous congé ou licence sur ce; desquels droits nous avons ja tousjours joui et encore jouissons de present : pour ces causes, vous mandons, commandons et expressément enjoignons que, incontinent et sans delay, vous faictes ou faictes faire, de par nous, inhibition et deffense, sous certaines et grandes peines à nous à appliquer, et sur peine d'encourir nostre indignation, aux religieux et chapitre de l'abbaye de Bonnetcombe (d), qu'ils ne procedent à faire aucune election de futur pasteur sans avoir de nous nostredict congé et licence; et en outre, pour ce que sommes protecteur general de l'Eglise gallicane, et que, pendant ladicte vacation, les biens, droits et possessions de ladicte abbaye, pourroient estre dissipés, degastés et usurpés par les vassaux et sujets d'icelle et autres, et aussi, qu'en ladicte abbaye a plusieurs places et lieux forts, esquels est bien requis avoir, de par nous, gardes à nous féables, voulons que tous et chacuns les biens de ladicte abbaye qui de droit doivent appartenir au futur pasteur et abbé d'icelle, que aussi le temporel de ladicte abbaye, vous prenez et mettez en nostre main, et sous icelle les faictes regir et garder par bons et suffisans commissaires qui en sachent et puissent rendre bon compte *et reliqua*, quand et à qui il appartiendra et que par nous ordonné sera, en prenant et exigeant le serment d'eulx en tel cas accoustumé, et à ce faire

NOTES.

(a) Archives de Montpellier, sixième continuation des titres de la sénéchaussée de Toulouse, n.^o 1, fol. 64.

(b) En Touraine.

(c) Geoffroi, d'abord évêque d'Arras. Il devint cardinal pour avoir secondé de tout

son pouvoir le desir qu'avoit le Pape de faire révoquer par Louis XI la pragmatique sanction de Charles VII. Voir notre tome XVI, pag. 167.

(d) Diocèse de Rodès. Le cardinal d'Alby en étoit abbé.

et souffrir contraignez ou faictes contraindre tous ceulx qui pour ce seront à contraindre réaument et de fait ; tout ainsi qu'il est accoustumé de faire pour nos propres affaires , non obstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé, et quelque commission ou garde qui par nos seneschaux de Rodès, Rouergue ou autres, pourroit avoir esté mise esdicts temporel ou places de ladicte abbaye ; de ce faire vous donnons plain pouvoir, auctorité, commission et mandement special ; mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjects, que à vous et chacun de vos commis et députés, en ce faisant, obeissent et entendent diligemment. *Donné à Denée, le dernier jour de Novembre mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme.* Par le Roy : THILLART.

LOUIS XI,
à Denée,
le 30 Novemb.
1473.

(a) *Cours donné aux Monnoies de France et de Dauphiné, à une valeur fixée ; Cours permis de quelques Monnoies étrangères (b).*

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Decemb.
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme par les anciennes ordonnances faictes sur le fait des monnoyes soit deffendu que nulz, sur peine de confiscation de corps et de biens, ne prissent ou missent en payement, en fait de marchandise ne autrement, aucunes monnoyes d'or ou d'argent, excepté celles qui se faisoient esdictes monnoyes, neantmoins, non obstant lesdictes ordonnances, par vouldenté desordonnée, et par faulte de pugnir les deslinquans ou autrement, ont esté, par noz subjects et autres, prinsees et mises et encoures de present se prennent et mectent en nostre royaume plusieurs et diverses monnoyes tant d'or que d'argent, pour plus grant pris qu'elles ne valent, eu regard à la bonté des nostres, qui a esté cause de faire transporter hors de nostre royaume très-grant partie de la matiere tant d'or que d'argent, et mesmement nosdictes monnoyes, et icelles converties esdictes monnoyes estranges, et tellement que de present ne court en nostre-dict royaume que lesdictes monnoyes estranges ou au moins bien peu des nostres, au grant interest et dommaige de nous et de tous noz subjects, foulle et diminucion de nostre souveraineté et majesté royal, et pourra plus estre, au temps advenir, si par nous n'y est mise bonne et briefve provision. Pourquoi nous, qui desirons multiplier nostre royaume de nosdictes monnoyes, pour mieulx entretenir entre noz subjectz les faicts de leur marchandise, à ce que nosdicts subjectz ne autres n'ayent plus cause de porter la perte et dommaige qu'ilz ont porté et portent chascun jour à cause desdictes monnoyes estranges, nous, par l'adviz et deliberacion de plusieurs de nostre sang et lignaige, des gens de noz finances et des generaulx maistres de noz monnoyes, et autres plusieurs gens notables en ce cognoissans, pour ce assemblez en grant nombre, avons voulu, ordonné et declairé, voulons, ordonnons et declairons par ces presentes, que nulz, de quelque estat ou condition qu'ilz soient, sur peine de confiscation de corps et de biens, ne preignent ou mectent, soit en fait de noz receptes de marchandise ou autrement, en quelque maniere que ce soit, aucunes monnoyes d'or ou

NOTES.

(a) *Registre F de la Cour des monnoies, fol. 94.*

(b) *Voir la déclaration du 4 janvier 1470, ci-dessus, pag. 362 et suiv.*

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Décemb.
1473.

d'argent, de noz coings ou d'autres, mais soient mises au marc pour billon, excepté celles ausquelles nous donnons cours par cesdictes ordonnances, c'est assavoir, les escuz d'or, qui de present ont cours et que d'ores en avant ferons faire en nostre royaume et en nostre pays du Daulphiné, pour xxx sols iij deniers tournois; *item*, les demys escuz, pour xv sols j denier obole tournois; *item*, les grans gros d'argent, pour ij sols ix deniers tournois; *item*, les grans blancs (a), pour xj deniers tournois; *item*, les petitiz blancs, pour v deniers obole tournois; *item*, les hardiz et lyars (b) de France et du Daulphiné, pour iij deniers tournois; *item*, les doubles tournois, pour ij deniers tournois; *item*, les parisis et tournois (c), pour j denier parisis et j denier tournois; et pour ce que, en plusieurs pays de nostre royaume, n'est de present que très-peu de nosdictes monnoyes dessus declairées, et que, sans permission du cours de aucunes monnoyes estranges, courans esdicts pays, ne se pourroient noz subjects entretenir et subvenir à leurs affaires et necessitez, ordonnons, voulons et declairons par maniere de tollerance et jusques à nostre bon plaisir et voulenté, que les monnoyes cy-après specificées et declairées soient prinses et mises pour les pris cy-après specificés et declairés, et non pour plus, c'est assavoir, les lyons (d) de Flandres, pour xxxvj sols tournois; les florins de Saint-Andry, les quatre alliances, les florins de Rhin et les Guilleumus, pour xxij sols x deniers tournois; les riddes de Flandres, pour xxxj sols iij deniers tournois; les florins au chat, pour xv sols tournois; les florins d'Utraict, pour xxij solz vj deniers tournois; les nobles du Roy Henry, pour lxx sols viij deniers tournois; ducatz, salut et demys nobles du Roy Henry, pour xxx sols x deniers tournois; les nobles du Roy Edouart, pour lxxvj sols vj deniers tournois; les escuz de Guyenne, Savoye, Prouvence, Avignon et Bretagne, pour xxvij sols iiij deniers tournois; les escuz de Foix, pour xxvj sols iij deniers tournois; les escuz d'Arragon, nommez *pacifz*, pour xxij sols iiij deniers tournois; pourveu que les monnoyes d'or dessusdictes soient du poix qu'elles doivent estre, sans estre affoiblies ne roignées; *item*, les gros d'argent, faictz nouveaux tant en Flandres, Foix, Angleterre, que Espaigne, pour ij sols j denier tournois; les gros vieilz d'Angleterre, pour ij sols vj deniers tournois; les demys gros vieilz dudit pays, pour xv deniers tournois; les deniers d'Angleterre, pour vj deniers tournois; les plaques de Flandres, pour xij deniers tournois; les quars de Savoye, Gennes, Prouvence et Allemagne, pour iij deniers tournois; les quars du Daulphiné, pour iiij deniers tournois; les gros de Bretagne, pour ij solz viij deniers tournois; les targes de Bretagne, pour xj deniers tournois; les grands blancs de Savoye et de Lorene, pour ix deniers tournois; les blancs de Foix à deux vaches, pour ix deniers tournois; les gros de Navarre, pour xiiij deniers tournois; les blancs de Navarre, pour xj deniers tournois; c'est assavoir que, en l'appreciation des monnoyes dessusdictes, n'est entendu donner aucun pris ou cours aux monnoyes des coings dessusdicts faulses et contrefaictes, et toutes autres monnoyes tant d'or que d'argent, autres que celles cy-dessus declairées, ne soient

NOTES.

(a) Voir le Discours préliminaire du t. XVI, pag. xxxiv, note h.

(b) Voir ci-dessus, pag. 24, note b.

(c) Voir le Discours préliminaire du t. XVI, pag. ij, note i.

(d) On peut voir, sur les monnoies qui vont être indiquées, les notes des pag. 471 et suiv. du tom. XVI de cette collection, et les autres indications données pag. 476, col. 2 de la table des matières.

prises ou mises pour quelque pris que ce soit, fors au marc pour billon. Et affin que les monnoyes estranges (a) cy-dessus declairées soient entretenues en la bonté et valleur telle que de present, et aussi que les seigneurs qui icelles monnoyes font faire ne les puissent d'ores en avant empirer ainsi qu'ilz ont faict par cy-devant et font chascun jour, voulons et ordonnons que les ordonnances faictes sur le faict des monnoyes par noz predecesseurs, soient entretenues et gardées, et que les generaulx maistres de noz monnoyes souvent visitent nosdictes monnoyes, et que se, en icelles visitant ou autrement, ilz treuvent ou vienne à leur cognoissance que lesdictes monnoyes estranges ou aucunes d'icelles ayent esté empirées depuis ceste nostre presente ordonnance, que icelles ilz facent descrire ou mettre à pris, selon leur bonté et valleur, ainsi qu'ils verront estre à faire en leurs consciences, sans ce que, pour ce faire, leur convieigne avoir de nous autre provision, et lesquelz pris, ainsi par eulx mis sus lesdictes monnoyes estranges, facent publier par chascun moys, par tous les lieux publicques et accoustumez à faire criz et publicacions en nostre royaume.

(2) *Item.* Voulons que tous les deniers qui nous serons deuhz, tant en aides, tailles que autrement, et qui seront escheuz paravant le premier jour de janvier mil CCC lxxij, que les paiemens se feront au prix que couroyent les monnoyes d'or et d'argent au precedent ceste presente nostre ordonnance, pourveu que lesdicts paiemens soient faicts dedans le premier jour d'avril après ensuivant, mais neantmoins les receveurs et autres pourront faire leurs contrainctes plustost, et selon les termes qu'ilz doivent recueillir leurs deniers, se bon leur semble.

(3) *Item.* Deffendons que nulz, sur les peines dessusdictes, ne transportent matiere d'or ne d'argent hors nostre royaume, soient lesdictes matieres prises ès foires franches ou autres lieux.

(4) *Item.* Et pour ce que ès ouvraiges d'or et d'argent qui se font par les orfèvres de nostre royaume, se treuvent de grans faultes et abbuz, en nous decevant et nostre peuple, voulons que lesdicts ouvraiges que feront nosdicts orfèvres, soient par noz generaulx maistres visités, et que des faultes qu'ilz y trouveront ils pugnissent lesdicts orfèvres selon l'exigence des cas; et aussi deffendons ausdicts orfèvres et autres qu'ilz ne achectent marc d'or ou d'argent plus hault pris que nous en faisons donner en nosdictes monnoyes, sur peine d'amende arbitraire et perdre l'or et l'argent par eulx achecté.

Si donnons en mandement ausdicts generaulx maistres de nosdictes monnoyes, au prevost de Paris, à tous noz baillifs, seneschaulx et autres officiers, justiciers, ou à leurs lieutenans, si comme à eulx appartiendra, que ceste nostre presente ordonnance et voulenté, avecques les provisions contenues ès pointz et articles cy-dessus declairez, ils facent publier solempnellement chascun à son auditoire, par tous les lieux publicques et accoustumez à faire criz et publicacions, et ce facent et accomplissent si bien et si diligemment, que personne à qui il puisse toucher ne y puisse ou doye pretendre aucune ignorance, en faisant pugnicion sans faveur ou depport de tous ceulx que on pourra savoir où trouver, qui auront faict ou feront

NOTE.

(a) Les monnoies étrangères furent l'objet d'un grand nombre de lois; j'ai indiqué presque toutes celles qui furent antérieures

au règne de Louis XI, dans le Discours préliminaire du tom. XV, pag. xlj, note c.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Décembre.
1473.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Décemb.
1473.

d'ores en avant faulte ou transgression ès choses dessusdictes, si et par telle maniere que ce soit exemple à tous autres. Et pour ce que de ces presentes on aura affaire en plusieurs et divers lieux de nostre royaume, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjoustée comme à ce present original. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Chartres, le xxvij.^e jour de Decembre, l'an de grace mil cccc lxxij, et de nostre regne le xiiij.^e* Ainsi signé sur le reply : G. AURILLOT.

Publiée au Chastellet de Paris, le viij.^e jour de janvier, l'an dessusdict lxxij.^e

On trouve, quelques pages après, dans le même registre F de la Cour des monnoies, fol. 97, sous la date du 4 janvier suivant, le commandement royal qu'on va lire :

LE quatriesme jour de janvier, l'an mil iiij^e soixante et treize, le Roy estant au pont de Meulant, ordonna que, pour le bien de luy et de la chose publicque de son royaume, les generaux maistres de ses monnoies feissent faire et forger d'ores en avant par toutes les monnoies de ce royaume escuz d'or à xxij caratz et ung huitiesme audict viij.^e de remede (a), de lxxij de poix, au marc de Paris, lesquelz auront cours pour xxx sols iij deniers tournois la piece et demyz escuz à l'equipollent ; et aussi, faire faire grans blancs, à iiij deniers xij grains de loy, à iij grains de remede de vij sols ij deniers de poix audict marc, qui auront cours pour xj deniers tournois la piece, et petits blancs à l'equipollent, en faisant donner aux changeurs et marchans frequentans lesdictes monnoies, de chacun marc d'or, cx livres tournois, et de chascun marc d'argent, x livres tournois ; et en commanda lectres en estre faictes à moy son secretaire. *Ainsi signé : AURILLOT.*

NOTE.

(a) D'alliage.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Décemb.
1473.

(a) *Déclaration concernant le Paiement des Gages des Généraux des Aides de Paris.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Comme, pour le paiement des gaiges de nos amez et féaulx conseillers les presidens, generaux et aultres officiers de nostre chambre de la justice des aides à Paris, nous eussions ordonné (b) estre cueilli et levé une creue de quarante solz tournois sur chacun muid de sel vendu et distribué en tous les greniers et chambres à sel estans deçà les rivières de Seyne et Yonne, le pais de Normandie excepté, pour les deniers qui en viendroient estre convertis et employez audict paiement d'iceulx nos officiers, et que ladicte creue fust receue des greniers par le receveur à ce par nous commis et par ses quictances seulement, lesquelles vaudroient acquict ausdicts grenetiers ; et combien que nosdicts grenetiers en ladicte cour desdicts generaux deussent estre paiez de leursdicts gaiges des deniers de ladicte creue par le receveur d'icelle et par leurs quictances seulement, en ensuivant l'ordonnance

NOTES.

(a) Mémoires de la Chambre des comptes, registre O, fol. 251 verso.

(b) Voir ci-dessus, pag. 31 et suiv.

pieçà

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Décemb.
1473.

pieça faicte en semblable cas pour le paiement des gaiges de nos officiers de nostre court de parlement à Paris (a), neantmoins aucuns de nos generaulx conseillers sur le faict et gouvernement de nos finances, pour vouloir preferer les anciens desdicts officiers aux aultres au paiement de leursdicts gaiges, ou les deniers d'icelle creue ou partie d'iceulx faire bailler et delivrer ailleurs où bon leur a semblé, ont par cy-devant faict leurs descharges par nostredict receveur general sur le receveur d'icelle creue, de certaine somme de deniers, pour convertir au paiement des gaiges d'iceulx officiers de la cour desdicts generaulx, pour laquelle cause icelluy receveur a esté contraint d'une mesme chose faire deux receptes et deux despences en ses comptes, en rendant lesquels, nos amez et féaulx les gens de nos comptes, voyant ladicte maniere de faire estre chose inutile et de grandz frais et despens sans cause, et que par ladicte ordonnance nos aultres officiers, tant de nostredict cour de parlement que de nostredict chambre des comptes, se payoient et paient de leurs gaiges par leurs quictances seulement, comme dict est, ont par ung arrêté faict une ordonnance sur le dernier compte dudict receveur, à ce que lesdictes descharges ne fussent d'ores en avant levées sur icelluy receveur de la creue pour le paiement desdicts gaiges d'iceulx officiers de la chambre desdicts aydes, mais fussent paieez de leursdicts gaiges par ledict receveur et par leurs quictances seulement; par quoy soit besoin, pour le temps advenir, en faire declaration, pour icelle ordonnance avoir lieu et estre gardée en icelle nostre cour desdicts generaulx de la justice desdicts aydes en faisant ledict paiement Sçavoir faisons que nous, considéré ce que dict est, et mesmement que ladicte creue de quarante solz tournois a esté mise sus par nostre ordonnance pour convertir audict paiement d'iceulx gaiges desdicts officiers d'icelle cour desdicts generaulx, le revenu de laquelle n'est suffisant pour y fournir, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, ordonné et déclaré avons, ordonnons et declaron, de grace especial, par ces presentes, que d'ores en avant iceux nos officiers de nostredict cour des generaulx de ladicte justice soient payez par ledict receveur present et advenir, par leurs quictances particulieres seulement, tout ainsi que ont esté et sont nosdicts conseillers et officiers de nosdictes cours de parlement et de la chambre des comptes, sans ce que d'ores en avant soit besoing de lever aucunes descharges sur ledict receveur de ladicte creue en aucune maniere, à commencer du premier jour d'octobre dernier passé; et pareillement avons voulu et ordonné que nostre amé et féal conseiller et l'un desdicts generaulx de la justice, maistre Jean Boneil, lequel nous avons nagueres créé conseiller et l'un desdicts generaulx ordinaires par nos aultres lectres patentes, en supprimant pour luy le premier office et lieu ordinaire qui vaquera en ladicte chambre, soit aussy payé par ledict receveur des gaiges de cinq cens livres tournois par an, tout ainsi que nosdicts aultres conseillers en icelle nostre chambre, sans prejudice toutesfois du nombre ordinaire d'iceux nos officiers en nostredict chambre et de ceste presente nostre ordonnance en aultres choses pour le temps advenir. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à nosdicts gens des comptes et à nos amez et féaulx generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, et à chacun d'eux sy comme à luy appartiendra, que cesdictes presentes ils publient et fassent publier en nostredict chambre des comptes, et le contenu en icelles

NOTE.

(a) Voir ci-dessus, pages 5 et 592.

Tome XVII.

Gggg

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Decemb.
1473.

gardent et fassent garder et entretenir chacun en droict soy, de point en point, sans enfreindre, et en fassent et souffrent iceulx nos officiers en nostredicte chambre des generaulx jouir et user plainement et paisiblement, sans leur faire, mettre ou donner, aucun destourbier ou empeschement au contraire; en rapportant cesdictes presentes signées de nostre main, ou *vidimus* d'icelles, faict soubz le scel royal, pour une fois seulement, avec les quictances particulieres d'iceulx nos officiers de la chambre desdicts generaulx, ilz allouent et rabattent audict receveur de ladicte creue, en ses comptes, tout ce qui par lui baillé et payé leur aura esté des deniers de ladicte creue, selon nostredicte ordonnance, sans difficulté, auquel *vidimus* plaine foy voulons estre adjoutée comme à ce present original; car ainsi le voulons et nous plaist estre faict, non obstant que descharge ou descharges ne soient baillées sur ledict receveur selon l'ordre de nos finances, uz, stilz, rigueur de comptes, et quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. En temoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes. *Donné à Chartres, le vingt-huitiesme jour de Decembre, l'an de grace mil cccc soixante treize, et de nostre regne le treizieme.* Ainsy signé : LOYS. Et sur le reply : *Maisire Jean de la Driesche, président des comptes, maisire Guillaume Le Picard, Mathieu Beauvarlet, generaulx des finances, et autres presens.* LE GOUST.

Lecta, publicata et registrata, in Camera computorum domini nostri Regis, Parisiis, decimā-nonā diē Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo tercio. Sic signatum : BADOUILLER (a).

NOTE.

(a) Quelques jours auparavant, le 20 décembre, la Cour des aides avoit rendu un arrêt par lequel elle déclaroit nulles des lettres de rémission accordées par le Roi, pour un meurtre commis à l'occasion d'une saisie de chevaux chargés de sel non gabellé, et condamnoit le coupable, malgré ces lettres, à

un bannissement perpétuel, à des amendes envers les parens du mort, et à fonder pour lui une messe de *requiem* à perpétuité, au jour même de l'assassinat. Nous citons cet arrêt d'après une copie collationnée, faite d'après le registre du président Renouard.

ENTRE le procureur du Roy nostre sire sur le faict des aides, Jean de la Planche, marchand, demeurant à Paris, oncle de feu Leonard Belin, et Michelle, veuve de feu Jacques Belin, mere d'iceluy defunt, demandeurs en cas d'excess, et deffendeurs sur l'enterinement de certaines lectres qu'on dict estre lectres de remission, grace et pardon, d'une part, et Pierre Cornillot, deffendeur esdicts cas d'excess, demandeur sur l'enterinement desdictes lectres et adjourné à trois briefs jours, et Jean Cornillot et Jean Pinot, pleiges et cautions dudict Pierre Cornillot, adjournés à comparoir en personne par ordonnance de la Cour, défaillans, d'autre part: veu par la Cour les trois defaux obtenus par lesdicts demandeurs à l'encontre dudict Pierre Cornillot, ensemble un autre defaut par iceux demandeurs obtenu à l'encontre desdictes pleiges et cautions, les demandes et profits de defaux baillés sur iceux par iceux demandeurs, et tout ce que par lesdicts demandeurs a esté produit, et tout considéré;

Il sera dict que, par vertu desdicts defaux, la Cour a adjugé ausdicts demandeurs tel profit, c'est à sçavoir, que pour le meurtre et delit commis par ledict Pierre Cornillot en la personne dudict feu Leonard Belin, en prenant et arrestant certains chevaux chargés de sel non gabellé appartenant audict Pierre Cornillot, la Cour declare lesdictes lectres de remission nulles et de nul effect et valeur, et partant le deboute de l'enterinement d'icelles, et, en ce fesant, declare ledict Pierre Cornillot estre banni à tousiours de ce royaume, et l'a condamné ladicte Cour en quatre cents livres parisis d'amende, et envers lesdicts Michel et Jean de la Planche, en la somme de deux cents livres parisis d'amende, et envers lesdicts Michelle et Jean de la Planche, en la somme de deux cents livres parisis pour une fois, et

Suite de la NOTE.

à fonder une basse messe de *requiem*, chacune semaine, en l'esglise paroissiale en laquelle ledict defunt estoit demeurant, perpetuellement à tel jour qu'il tut tué, et à la fournir d'ornemens, livres et autres choses necessaires pour icelle celebrer, et ès despens desdicts Michelle et Jean de la Planche, avec les frais de justice, laquelle somme de deux cents livres parisis, ensemble la fondation dessusdicte, se prendront prealablement et avant l'amende du Roy; et condamne ladicte Cour lesdicts Pinot et Jean Cornillot, comme pleiges et cautions dudict Cornillot, et chacun d'eux pour le tout, à payer toutes les sommes ci-dessus declairées, avec ladicte fondation et despense dessusdicte, et à tenir prison jusques à plein paiement et satisfaction des choses dessusdictes, et leur interdit toute alienation de biens, et les condamne ladicte Cour ès despens et frais de justice, taxation reservée par devers elle.

LOUIS XI,
à Chartres,
le 28 Dècemb.
1473.

(a) *Droit accordé aux Chanoines de Candé* (b) *de ne plaider qu'au Parlement de Paris.*

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-lès-Tours,
Dècembre
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous Lpresens et advenir que, pour la grant devocion que nous et noz predecesseurs Roys de France avons tousiours eue à l'esglise monsieur Saint Martin de Candé, où deceda ledict glorieux corps saint, esperans que, par le merite d'iceluy saint et les prieres qui en icelle eglise chacun jour se font pour nosdicts predecesseurs, nous et la prosperité de nostre royaume, Dieu nous sera aydant en tous noz faicts et affaires, en ensuivant la bonne volenté et affection de nosdicts predecesseurs Roys de France par lesquels ladicte eglise a esté fondée et douée de plusieurs rentes et revenues, lesquelles, depuis le commencement des guerres, sont diminuées de la moitié ou environ, toutes leurs maisons et manoirs choistes (c) et tournées en ruynes; desirans, à nostre pouvoir, icelle fondacion entretenir en son entier et l'augmenter, comme tenez y sommes; considerans aussi que souventesfois, pour la conservation des droits et choses de ladicte eglise, il peut y avoir plusieurs grans litiges et debatiz entre les chevecier, prevost et chapitre d'icelle eglise monsieur Sainct Martin de Candé, et ceulx de l'esglise de Sainct Mesmes de Chinon, de Sainct Gacien de Tours, de Nostre-Dame de Chartres et de Sainct Maurice d'Angiers, qui sont voisines et ont leurs rentes et revenues près de celles de ladicte eglise monsieur Sainct Martin de Candé, et aussi, noz très chiers et très ainez oncle et cousins le Roy de Secille, Duc d'Anjou, le Conte du Maine, le Duc d'Orleans, Conte de Bloys, et autres seigneurs de nostre sang, qui, tant à cause de leurs parries que par privileges par nous et noz predecesseurs à eulx donnez et octroiez, ne sont tenez plaider ailleurs que en nostre court de parlement, s'il ne leur plaist; nous, pour ces causes et aussi pour la grant et singuliere affection que avons à ladicte eglise monsieur Sainct Martin dudict Candé, où deceda ledict glorieux corps saint, et à ce que soions desormais de plus en plus participans ès prieres et bienfais d'icelle eglise monsieur Sainct Martin de Candé, et que iceulx chevecier, prevost et chapitre de ladicte eglise puissent d'ores en avant jouyr de tels et semblables privileges et franchises que font ceux de l'esglise monsieur Sainct Martin de Tours, où repose et où fut translaté

NOTES.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume F.

Tome XVII.

(b) En Touraine.

(c) Tombées.

Gggg ij

LOUIS XI,
au Plessis
du
Parc-les-Tours,
Décembre
1473;

miraculeusement ledict precieux corps monsieur Saint Martin, et pour certaines autres justes et raisonnables causes à ce nous mouvans, à iceulx chevecier, prevost et chapitre de ladicte eglise monsieur Saint Martin dudict Candé, et leurs successeurs en ladicte eglise, avons octroïé et octroïons de notre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royale, par ces presentes, que eulx, tant conjointement que divisement, ne soient aucunement tenuz ne contrains de plaider par-devant aucun juge seculier de nostre royaume, fors et excepté en nostre court de parlement seullement, s'il ne leur plaist, au regard de toutes et chascunes leurs causes, presens et advenir, tant en demandant comme en deffendant, touchans ou qui touchent ou pourront toucher le corps et fondacion de ladicte eglise, et où lesdicts du chapitre seront partie : touteffoiz, nostre entencion est que leurs hommes et subjects et autres membres deppendans, en ce qui ne touchera aucunement les droitz ou fondacion de ladicte eglise, respondront et seront tenuz de respondre en cas de ressort devant celuy de noz bailliz ou seneschaulx es bailliages ou seneschauccées esquels ilz seront demourans, le tout en ensuivant lesdicts privileges, franchises et libertez par nosdicts predecesseurs et nous octroïez à noz très-chiers et bien amez les doïen, tresorier et chapitre de ladicte eglise monsieur Saint Martin dudict Tours, et pour en jouyr tout ainsi qu'ilz ont faict par cy-devant. Sy donnons en mandement par cesdictes presentes à nos amez et féaulx conseillers les gens tenans nostre present parlement et qui tiendront ceulx advenir, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume ou à leurs lieutenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx comme à luy appartiendra, que de nosdicts grace et octroy ilz et chascun d'eulx qui requis en sera, facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians et chascun d'eulx jouyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire ou donner ne souffrir estre faict ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel, se faict leur estoit, ostant chascun en droit soy, ou facent oster, tantost et sans delay, et sur ce avons imposé et imposons silence perpetuel à nostre procureur general et à tous autres. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes presentes, au *vidimus* desquelles, faict soubz scel royal, pour ce que lesdicts chevecier, prevost et chapitre et les singulieres personnes d'icelle eglise en pourront avoir affaire en plusieurs lieux, esquels, pour doubte des perilz qui sont et peuvent estre sur les chemins, n'oseroient porter ce present original, nous, de nostre plus ample grace, voulons plaine foy estre adjoustée comme à l'original, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné au Plessis du Parc-lez-Tours, au mois de Decembre mil cccc soixante et treize, et de nostre regne le treiziesme.* Sic signatum : *Par le Roy, LEGOUZ. Visa. Contentor. LE CLERC.*

Et est scriptum : *Lecta, publicata et registrata, Parisiis, in Parlamento, ultimâ die Januarii, anno Domini millesimo quatuorcentesimo septuagesimo-quinto.* Sic signatum : BRUNAT.

Collatio facta est cum originali (a).

NOTE.

(a) Des lettres du mois de janvier 1473 donnèrent la ville de Beaumont en Argonne à Girard Deschamps; d'autres, du mois de février, donnèrent la seigneurie de la Caussade à Gilbert de Chabannes; d'autres encore, du

même mois, portèrent réduction à une maille d'or par mutation, des rachats dus pour les terres de Châtillon-sur-Indre, Pacy, Ezy et Nonancourt, données à Tanguy du Chastel. (Blanchard, *fol. 320.*)

(a) *Confirmation des Privilèges accordés à la Sainte Chapelle de Vincennes.*

LOUIS XI,
à Senlis,
Février 1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receu l'humble supplication de noz chiers et bien amez les tresorier et chapitre de nostre chapelle de nostre grant chastel du bois de Vincennes, près de nostre bonne ville et cité de Paris, et les capitaine et consierge de nostredict grant chastel et parc dudit Vincennes, contenant que feu de bonne memoire le Roy Charles-le Quint, nostre predecesseur et bisayeul, que Dieu absoille, fonda en son vivant ladicte chapelle du bois de Vincennes en l'honneur et reverence de la sainte Trinité et de Nostre-Dame, par le moyen de certain vœu qu'il fist, à ce qu'il pust avoir lignée masle qui lui pust succeder; et afin que lesdicts supplians, et leurs successeurs fussent plus enclins à faire le service divin qu'il voulut et ordonna estre faict en icelle, leur octroya, entre autres choses, certains privileges, lesquels ont depuis esté confirmez par feuz de bonne memoire Charles sixiesme, nostre ayeul, et nostre très-cher seigneur et pere, que Dieu aussi absoille, desquelz privileges et confernations les teneurs s'ensuivent :

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir veu les lectres de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, contenant la forme qui s'ensuit (b) :

CHARLES VII,
à Paris,
Octobre 1441.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir veu les lectres de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absoille, contenant la forme qui s'ensuit (c) :

CHARLES VI,
à Paris,
Juin 1404.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir que nous, considerant que noz hostel, parc et garenne du bois de Vincennes près Paris, ont esté esdifiez et ordonnez par noz predecesseurs Roys de France, et qu'en icelluy lieu, &c. (d).

CHARLES V,
à Paris,
Juin 1364.

Au moyen desquels privileges, lesquels ont esté bien et deument verifiez et expediez par nostre chambre des comptes du temps de nostredict feu seigneur et pere, iceulx supplians ou leurs predecesseurs ont joy par bien longtemps du contenu en iceulx, tant du droit de sel, qu'on appelloit lors le *droit de cinquiesme*, qui est à present nommé nostre *droit de gabelle* (e), comme aussi de noz tailles et aydes, entrées et issues de villes, passages et subventions quelzconques, plus à plain spécifiées, entendues et declairées par icelles lectres, et jusques au temps des grandes guerres et divisions qui ont eu par cy-devant cours en nostre royaume, et mesniement autour de nostredicte ville de Paris, que leursdicts privileges ont esté adhirés par bien long temps;

Suite des Lettres
de
LOUIS XI.

NOTES.

(a) Transcrit sur les chartes de la Chambre des comptes, n.° 1036. Voir aussi le registre 159 du Trésor des chartes, pièce 267.

(b) Ces lettres ont été imprimées tom. XIII des Ordonnances, pag. 339.

(c) Les lettres de Charles VI ont été im-

primées tom. IX de la même collection, p. 17 et suiv.

(d) Les lettres de Charles V sont au t. IX encore, pag. 17.

(e) Voir le Discours préliminaire du t. XVI, pag. lxx et suiv.

LOUIS XI,
à Senlis,
Février 1473.

parquoy ilz n'ont depuis, à ceste cause, entierement joy du contenu en iceulx privileges, et aussy parce qu'ilz n'estoient de nous confermez; et pour ce, nous ont iceulx supplians humblement faict supplier et requerer qu'il nous plaist leur octroyer nostre conformation sur ce, et que ilz joyssent d'iceulx droits et privileges ainsi à eulx octroyez par nosdicts predecesseurs, sans avoir egard à la discontinuation de la joyssance d'iceulx, et sur ce leur impartir noz grace et provision convenables, ainsi qu'ilz nous ont faict remontrer, humblement requerant iceulx. Pourquoy nous, ces choses considerées, et mesmement les causes contenues ès lectres de ladicte fondation d'icelle nostre chapelle, qui furent principalement pour la singuliere devotion et affection qu'avoit nostredict feu bisayeul Charles-le-Quint, d'avoir lignée d'hoirs masles qui peussent succeder au royaume, comme dict est, de laquelle sommes procreez et descendus, à iceulx supplians, pour ces causes et considerations, et à ce que soyons participans ès prieres et divin service faict et continué jour et nuict esdictes chapelle et eglise par lesdicts tresorier et chanoines, avons octroyé et octroyons, de nostre grace especial, plaine puissance et auctorité royal, par ces presentes, qu'ilz joyssent d'ores en avant plainement, paisiblement et à tousiours, d'iceulx droicts, privileges, franchises et libertez et du contenu en iceulx, sans leur faire ne souffrir estre faict aucune chose au contraire; et lesquelz, à ceste cause, nous avons confermez, louez, ratifiez et approuvez, louons, confermons, ratifions et approuvons de nostre-dicte grace, plaine puissance et auctorité, par cesdictes presentes, en tant que touche seulement lesdicts tresorier et chapitre, capitaine et consierge, non obstant ladicte discontinuation de la joyssance d'iceulx privileges depuis le temps desdictes grandes guerres par noz anciens ennemis autour d'icelle nostre bonne ville de Paris et pays d'environ. Sy donnons en mandement à noz amez et féaulx gens de noz comptes et tresoriers à Paris, aux generaulx sur le faict de noz finances, aux elleuz à Paris sur le faict des aydes, à tous noz autres justiciers et officiers, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à luy appartient, que de noz presens grace, quittance, donation, declaration et exemption, facent, souffrent et laissent lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans les contraindre ne souffrir estre contrainsts, molestez ou empeschez aucunement au contraire, tant pour le temps passé que pour le temps present et advenir; ainçois, s'aucuns de leurs biens, meubles ou heritages, ou d'aucuns d'eulx, sont ou estoient pour ce prins, saisis, levez, arrestez ou empeschez ou mis en nostre main, sy les leur mectent ou facent mectre, tantost et sans delay, à plaine delivrance et hors de tous plaiz et procez meuz et à mouvoir et pendant en quelque court ou en quelque maniere que ce soit, et autres empeschemens se aucuns en avoient à la cause dessusdicte, desquelz plaiz et procez les ostons et mectons hors par ces mesmes presentes; et avec ce, à tous noz justiciers et officiers sur ledict faict en interdisons toute court et connoissance, sans ce que plus s'en entremectent en aucune maniere, en imposant, sur ce, silence perpetuel aux fermiers ou commis, à nostre procureur et à tous autres, ores et pour le temps advenir. Et affin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous avons faict mectre nostre scel à cesdictes presentes, sauf toutes voyes en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Senlis, au mois de Fevrier, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme (a).*

NOTE.

(a) Le 18 février de la même année, une chambre à sel à Sancoins en Berry. (Mémoirel O de la Chambre des comptes, fol. 129.)

Signé sur le reply : *Par le Roy, l'Evesque d'Alby, le Sire de la Forest, et plusieurs autres presens.* Signé LE GOUZ. A costé, *V'isa, Contenior.* PICARISTAN. Et scellées en laz de soye rouge et verte, du grand sceau de cire verte. Et ensuite est écrit :

LOUIS XI,
à Senlis,
Février 1473.

Nous, les gens des comptes et tresoriers du Roy nostre sire, à Paris; veues les lectres patentes dudict seigneur en forme de chartre, scellées en laz de soye et cire verte, ausquelles ces presentes sont attachées sous l'un de noz signets, obtenues et à nous présentées de la partie des tresorier et chapitre de la chapelle du grand chastel et parc dudict Vincennes, par lesquelles, et pour les causes en icelles contenues, il ratiffie et confirme les preuilleiges octroyés aux dessusdicts par feuz de bonne memoire les Roys Charles-le-Quint, Sixiesme et Septiesme, que Dieu absoille, à plain spécifiés et declarés esdictes lectres, consentons, en tant que à nous est, l'enterinement d'icelles, pour trois ans prouchains advenir. *Donné à Paris, sous nosdicts signets, le seiziesme jour de Janvier, l'an mil cccc soixante-quinze.*

(a) Édit de Louis XI contre les Nominaux (b).

LOUIS XI,
à Senlis,
le 1.^{er} Mars
1473.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, universis presentes litteras inspec-turis, salutem. Etsi regalis providencie populum auctoritati sue divinâ dispensatione credidum, fidei et religionis iuvulo, ingenuisque moribus et disciplinis, ac verâ et sanâ clarorum virorum doctrinâ, insitui facere atque ornari maximè interest, nos tamen, qui regno Christianissimo, divine propiciacionis permissione, prefecti sumus, id potissimum curare tenemur, ut fidei puritas in Galliis, que sole errorum (c) seu heresum monstis caruerunt, inconcussa atque omni prorsus erroris caligine intacta permaneat; ob cuius quidem integerrimam defensionem clare felicisque memorie Francorum Reges liliati predecessores nostri, qui christiane semper religionis et catholice veritatis fuerunt ferventissimi zelatores, meritiò Christianissimi vocati sunt. Sic Karolus Magnus, Rex et Imperator gloriosissimus, studiosos quidem viros, Bedam scilicet, Rabanum, Sirabum, Alcuinum (d) aliosque complures famosissimos atque eruditissimos ex urbe Romana (e) ad inclitam urbem nostram Parisiensem idcirco transduxit, quò illis generale ex omni nacionum lingua studium insinueret. Qui profectò doctores suis preclaris moribus, doctrinâ et disciplinis, idem studium ita referum reliquerunt, ut eorumdem predecessorum nostrorum, Francorum Regum, ope atque auxilio, in hunc usque diem, non modò celeberrimum, verum etiam fructuosissimum atque florentissimum ubique terrarum habitum sit, ab omnique supersti-

NOTES.

(a) Manuscrits de la bibl. des avocats, cartulaire, n.^o 364 et 365, fol. 185. Histoire de l'Université de Paris, par du Boulay, tom. V, pag. 706.

(b) Quel est l'objet de la dialectique? Sont-ce les choses? Sont-ce les paroles? Les défenseurs de la première opinion furent désignés par *realistes*; les défenseurs de la seconde, par *nominaux*. Dès le XI.^e siècle, la France fut souvent agitée par ces misérables disputes; des hommes distingués par leur talent et leur savoir s'y laissèrent même en-

traîner. Les injures, les sophismes, les déclama-tions, les accusations les plus insensées, duroient depuis quatre siècles dans les écoles et hors des écoles, quand Louis XI porta cette loi, dont il modifia l'exécution quelques années après, comme on le verra dans une des notes suivantes.

(c) *Errorum* n'est pas dans du Boulay.

(d) Voir Brucker, Hist. critiq. de la philo-sophie, périod. 2, part. II, liv. II, c. 2, §. 12 et suiv., pag. 577 et suiv.

(e) *Roma*. Du B.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 1.^{er} Mars
1473.

cionis et heresis macula alienum : quod ita sanè contigisse minime ambigimus propter doctrine sinceritatem quam iidem ipsi auctores ibidem, aliquæ clarissimi regentes atque doctores, plantare ac serere (a) curaverunt, heresim (b) inde et errorum spinas atque tribulos funditus evellentes, abicientesque et penitus resecantes periculosas ac inutiles, et ad perniciosa scandala potius quàm ad fidei edificacionem declinantes doctrinas; superfluas quoque questiones omnino prorsus rescindentes; præcipuè clara Theologorum Facultas, quæ, velut sydus quoddam fulgentissimum, suorum claritate radiorum, non solum regnum nostrum, sed etiam universum orbem accendit atque illustrat, utiles semper doctrinas amplectens, minùsque utiles penitus abscondens. Sic namque, priscis temporibus, illud antiquissimum nominatissimumque Atheniense studium, quod jam olim omnis Grecia universumque terrarum orbis coluit, doctrinam Socratis et Platonis doctrine Thaletis Milesii, Bianii, ceterorumque quos Græci sapientes appellabant, quoniam ex ea fructus uberiores provenirent, preponere non dubitavit. Sic deinde Gregorius ille Magnus, olim Pontifex maximus, sacrarum litterarum doctissimus interpres, verbiq; divini maxime prece, Marci Tullii Ciceronis libros, miro dicendi lepore repletos, quoniam juvenes, ejusdem auctoris mirâ suavitate sermonis illecti, sacrarum litterarum studium onitentes, majorem etatis sue florem in eloquencie Tulliane studio consumeabant, quoad potuim, diligentissimè suppressit. Quo fit ut nos quoque, eorumdem predecessorum nostrorum vestigia sequentes, summo opere niti deceat, quo predictum Parisiense studium, in quo fidei lumen semper maximè claruim, ingeniusque quidam moribus sanàque disciplinâ, ac summorum Realiumque auctorum doctrinâ (c), ceteris quibuscumque (d) minùs necessariis doctrinis penitus sublatis, deinceps perpetuè, nostris potissimum temporibus, ad Dei omnipotentis laudem, ecclesie sue sancte edificacionem et fidei orthodoxe incrementum, feliciter illustretur. Cum itaque à quibusdam quorum erga nos, predictamque filiam nostram carissimam Universitatem Parisiensem, totamque rempublicam nostram, maximis in rebus fides (e) comprobata est, nobis, his diebus, nunciatum extiterit, saluberrimas leges atque statuta à summis olim Pontificibus eorumque legatis ac eciam à predecessoribus nostris Francorum Regibus ritè debitèque sancita, ac in eadem Universitate publicata, minime aut parùm per complures (f) ejusdem Universitatis studentes esse observata; verum (g), quoniam iidem ipsi studentes, exempla ingenuosque patrum mores imitari dedignant, vne dissolutiori corruptisque moribus assidue insistent, quamplurima in dies vicia pullulant; nec non eciam alios quosdam, suo nimium ingenio fretos, aut cerum quidem novarum avidos, steriles doctrinas minùsque fructuosas, omissis eorumdem patrum Realiumque doctorum solidis salubrioribusque doctrinis, quamquam eas ipsas steriles doctrinas, in toto aut in parte, eorumdem statutorum tenore dogmatizare prohiberentur, palàm legere ac sustinere non vereri. Nos autem id, ut Regem Christianissimum docti, egrè molestique ferentes, signanter (h) quòd aurum virtutis sacrarumque morum in viciorum scoriâ convertatur, ei præterea, quòd steriles aut minùs fructuose seu erroribus (i) proximiores doctrine in preclaris inserantur

NOTES.

- (a) *Ac serere* n'est pas dans du Boulay.
(b) Les sectateurs des deux opinions s'accusoient mutuellement d'hérésie.
(c) On peut voir, sur les réalistes et les nominalux, et leur doctrine, le *10me III* de l'Histoire critique de la philosophie par Brucker, périod. 2, part. II, liv. II, et le Discours préliminaire du *10me VII* de l'Histoire littéraire de la France.

- (d) Ce mot n'est pas dans du Boulay.
(e) *Fidei*. Du B.
(f) *Complices*. Du B.
(g) Il y a dans le manuscrit, *un*, que le copiste a rendu par *verum*; du Boulay dit *unde*.
(h) *Manifestement*.
(i) *Severioribus*. Du B.

ingeniis,

LOUIS XI,
à Senlis,
le 1.^{er} Mars
1473.

ingeniis, cupientesque idem, ut ne unde virtutum, sapientie atque doctrine fulgor elucescere atque emanare deberet, inde viciorum errorumque tenebre proveniant, iis scilicet incommotis salubri nostris presertim diebus remedio occurrere, dilectum et fidelem consiliarium nostrum et confessorem, episcopum Abrincensem (a), predicte Universitatis alumpnum, sacrarumque litterarum eximium professorem Parisius, apud eandem Universitatem destinandum consuevit, qui tandem, posteaquam de huiusmodi oberracionibus ei debite constitit, convocavit sibi que jussu et mandato nostro ascivit (b) quamplurimos sacre theologie professores, ejusdemque et ceterarum facultatum et nacionum ipsius Universitatis doctores atque magistros, vite et morum integritate, litterarum peritiâ, summâ etiam virtute et rerum gerendarum experientiâ comprobatos, quorum nomina sunt hec : et primò, facultatis theologie, magistri Guillelmus Bouylle, decanus ejusdem, Donatus de Puteo, Guillelmus de Castro-Forti, Ursinus Tybault, Thomas (c) Troussel, Anthonius Ursi, Johannes Patin, Petrus Caros, Jo. Vatat, Lucas de Molendinis, Jo. Bavent, Stephanus Gervasii, Bardinus Heredis, Jo. de Rocha (d), Berengerius Mercatoris, Petrus Martini, Jo. Cossart, Matheus Sanquet, Stephanus Grandis, Jo. de Lapide, Amator Chetart, omnes predicte facultatis theologie doctores ; facultatis autem decretorum, magistri Stephanus Parvi, aliàs de Veteri-Villa, decanus ejusdem, Robertus Tulleus et Guillelmus de Castillon, omnes ipsius facultatis decretorum doctores ; facultatis verò medicine, magistri Johannes Basin, decanus ejusdem, Guillelmus de Algia, Jo. Avis, Jo. Roris (e) et Rassa Madidi, omnes dicte facultatis medicorum doctores ; facultatis autem arcium, et primò nacionis Francie, magistri Johannes de Martiniaco, procurator ejusdem, Johannes Pluette, Johannes Rorerii, Yvo Calvi, Jo. Colini, Petrus Scissoris et Petrus Gratias (f) ; nacionis verò Picardie, Petrus Caronis, procurator ejusdem, Gaufridus Normanni, Jo. Benedicti, Jo. Hanon et Jo. Remigii ; nacionis quidem Normannie, magistri Robertus Laloigne (g), procurator ejusdem, Jo. Valles, Radulphus de Monsignet, Petrus Succurribilis et Nicholaus Murdrac ; et nacionis Alemannie, magistri Franciscus de Butezlaidem, procurator ejusdem, Jacobus Hoult, Jo. Scriptoris et Nicholaus Tinctoris, omnes in dicta artium facultate regentes seu magistri ; quibus omnibus, cum eodem consiliario et confessore nostro, post ingentem ejusdem rei consulationem, uno animo unoque consensu, nemine penitus ipsorum discrepante seu contradicente, visum est quòd pro eorumdem scolarium et studencium vite, morum et discipline reformatione, statuta jam olim et pluries in eadem Universitate, tam per nonnullos apostolicos legatos in regno nostro specialiter deputatos quàm etiam per eandem Universitatem et maximè per artium facultatem facta, edita et publicata, satis abundèque sufficere videntur, dummodo rite et inviolabiliter observentur, hoc uno duntaxat excepto, quòd artium temptatores (h), qui novissimè, anno scilicet millesimo quadringentesimo quinquagesimo-secundo, annuales effecti sunt (i), unde predicte oberraciones atque complures abusus atque defectus provenerunt, continuabuntur per cancellarios Beate Marie et Sancte Genovefe Parisiensium, presentes et futuros, ad tale longum tempus quod eis melius videbitur faciendum, prout et quemadmodum ante predictum tempus id erat fieri consuetum, annuente et assensiente beatissimo patre nostro summo Pontifice ; qui quidem cancellarii viros

NOTES.

(a) D'Avranches.

(b) Associavit. Du B.

(c) Joannes. Du B.

(d) Rosa. Du B.

(e) Rosa. Du B.

(f) Garsias. Du B.

Tome XVII.

(g) Lalogue. Du B.

(h) Examineurs, juges de la capacité des élèves qui se présentent pour avoir des grades.

(i) Voir du Boulay, tom. V, pag. 575.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 1.^{er} Mars.
1473.

moribus sanâque doctorum Realium inferiùs nominatorum doctrinâ eruditò in hujusmodi temptatorum officiis proficere ei instituire tenebuntur. Visum est eis rursus doctrinam Aristotelis, ejus commentatoris Averrois, Alberti Magni, Sancti Thome de Aquino, Egidii de Roma, Alexandri de Hallis, Scoti, Bonaventuræ, aliorumque doctorum Realium, quæ quidem doctrina retroactis temporibus sana securaque comperta est, tam in facultate artium quàm theologie, in predicta Universitate deinceps more consueto esse legendam, dogmatizandam, discendam et imitandam, ac eandem ad sacrosanctæ Dei ecclesiæ ac fidei catholice edificacionem, juvenumque studencium erudicionem, longè utiliorem esse et accommodaciorem quàm sibi quorundam aliorum doctorum renovatorum doctrina, ut putâ Guillelmi Okam (a), monachi Cisterciensis, de Arimino (b), Buridani, Petri de Alliaco, Marsillii, Adam Dorp, Alberti de Saxonia, suorumque similium, quia nonnulli, ut dictum est, ejusdem Universitatis studentes, quos Nominales seu Terministas vocant, imitari non verentur. Quapropter nos, qui nihil, humanis in rebus, ad predictæ Dei ecclesiæ deus et fidei orthodoxe unicionem, verâ clarissimorum sanctissimorumque virorum sentenciis comprobâtâ doctrinâ esse salubrius existimamus, desiderantes idè ut scolares in eandem Universitatem optimarum videlicet artium discendarum graciâ confugientes, iis potissimum moribus (c), disciplinâ et literis instruantur atque imbuantur, quæ non modò sibi ipsis, verùm eciam salutis totius populi christiani maxime prodesse valeant, auditâ et attentè cum magni consilii nostri gentibus consideratâ deliberacione predictâ, statuendum duximus et expressè edicendum, presenciumque tenore, de nostre regie potestatis et auctoritatis plenitudine, certaque scientia, statuimus et edicimus quòd, pro eorundem scholarium et studencium à recta veraque via, moribus et disciplina oberrancium reformatione, statuta jam pridem, ut dictum est, per legatos apostolicos, per dictamque Universitatem et arcium facultatem, facta et edicta, ritè ac inviolabiliter de cetero observentur, hoc uno duntaxat, ut suprà dictum est, excepto, quòd dicti arcium temptatores à dictis Beate Mariæ et Sancte Genovefæ cancellariis, presentibus et futuris, usque ad tale longum tempus quod eis melius et commodius videbitur faciendum, continuari suisque in officiis manuteneri poterunt et debebunt, annuente et consenciente summo Pontifice, modò superius declarato. Et ulterius statuimus et edicimus quòd predicta Aristotelis doctrina, ejusque commentatoris Averrois, Alberti Magni, Sancti Thome de Aquino, Egidii de Roma, Alexandri de Hallis, Scoti, Bonaventuræ, aliorumque Realium doctorum, quorum doctrina, ut dictum est, retroactis temporibus, sana securaque comperta est, tam in sacre theologie quàm arcium facultatibus, in predicta Parisiensi Universitate deinceps more solito legatur, doceatur, dogmatizetur, discatur et imitetur; alteram autem predictorum Nominalium, tam expressatorum (d) quàm aliorum quorumcumque sibi similium, in eadem Universitate (e) nec alibi quoquoersum in regno nostro, deinceps, palli nec occultè, aut quovismodo nullatenus esse legendam, docendam et dogmatizandam aut aliquatenus susinendam, expressè decernimus. Et ut illa, tanquam lolium ex tritico divellitur (f), ab eodem regno nostro evanescat et eliminetur, universis

NOTES.

(a) Voir sur ce philosophe, sa doctrine, ses écrits en faveur des Rois contre les Papes, &c., Brucker, *dicto loco*, tom. III, pag. 846 et suiv. Brucker parle de la plupart des autres qu'on désigne ici, dans le même volume, périod. 2, part. II, liv. II, c. 3, sect. 2, de Scholasticis.

(b) Grégoire de Rimini. Voir Brucker,

Hist. critiq. de la philosophie, t. III, pag. 86j.

(c) Les lignes qui suivent, jusqu'à ces mots moribus et disciplinâ oberrancium, ont été omises dans la copie donnée par du Boulay, pag. 708.

(d) Supradictorum. Du B.

(e) Civitate. Du B.

(f) Avellatur. Du B.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 1.^{er} Mars
1473.

predictæ Universitatîs collegiorum prefectis, pedagogis, regentibus et magistris (a) prescriptis et futuris, prohibendum duximus, ac ex nunc presencium tenore prohibentis, ne, sub penis inferius expressatis, eandem ipsam doctrinam suis in scholis, nec aliâs quovismodo, publicè nec occultè, dogmatizent, doceant, legant nec studeant. Que omnia et singula predicta, ut summe observentur, suumque debitum sortiantur effectum, uberiùs statuimus et edicimus quòd predictæ Universitatîs rector modernus, decani facultatum theologiæ, decretorum et medicinæ, ac etiam quatuor nacionum procuratores, in facie totius Universitatîs, presentibus dilectis et fidelibus consiliariis nostris, curie Parlamenti nostri presidentibus, et preposito Parisiensi aut ejus locumtenente, quos et eorum quolibet ad hæc et alia infra scripta exequenda expressè committendos deputavimus et deputamus, omnes autem (b) et singuli doctores, collegiorum prefecti, pedagogi, regentes et magistri, ceterique omnium predictarum facultatum scolares, tam seculares quàm religiosi, cujuscumque gradus, status, ordinis et professionis existant, in manibus predicti rectoris corporaliter jurabunt hoc presens statutum et edictum nostrum se inviolabiliter observaturos (c), quorum quidem nomina qui sic ut dictum est jurabunt, inscribi volumus in libro rectorio ejusdem Universitatîs; et quòd omnes et singuli predicti rectoris moderni in eodem rectorio officio successores, in nova eorundem creacione, idem iurandam, præter cetera que fieri solita sunt juramenta, prestare tenebuntur; insuper, quòd predicti Beate Mariæ et Sancte Genovefæ cancellarii, presentes et futuri, neminem penitus ejusdem Universitatîs studentem ad quamvis cujuscumque facultatis licenciam neque gradum admittere nec recipere possint aut debeant, nec etiam predicti procuratores aliquos scolares ad baccalariatus gradum admittant, nisi prius, unâ cum aliis juramentis prestari solitis, suis in manibus predictum prestiterint juramentum. Quocirca predictis Parlamenti nostri presidentibus, preposito Parisiensi aut ejus locumtenenti, presentibus et futuris, et eorum cuilibet in solidum, harum serie precipiendo mandamus quatinus, predictis rectore, doctoribus, collegiorum prefectis, pedagogis, magistris tam regentibus quàm non regentibus predictæ Universitatîs, uno in loco, aut sit, invicem sollemniter congregatis, has presentes edicti et statuti nostri litteras legi et publicari, ac ipsas in ceterorum edictorum ac statutorum regiorum rectorio (d) et facultatum ac nacionum predictæ Universitatîs catholis seu libris inscribi, idemque statutum et edictum inviolabiliter observari faciant, inhibendo seu inhiberi faciendo, ex parte nostra, omnibus ibi tunc assistentibus et aliis quibus fuerit inhibendum, sub pena privacionis, non modò à predicta Universitate et privilegiis ejusdem, verum etiam à tota civitate Parisiensi, ne quis ipsorum contra presencium tenorem quicquam moliri aut acemptare palàm nec occultè quoquomodo presumat; si quis autem ordinacionem ipsam inobedienter sustinuerit, non solum eum ejusdem pene declaratione, sed etiam, ut ceteris de se spectaculum prebeat, cedatque in exemplum, usque ad banimentum seu potius totius regni nostri perpetuum exilium, et alias arbitrarías penas, secundum delinquentis persone qualitatem et sui criminis et inobedientiæ gravitatem, esse multandum atque plectendum expressè declaramus (e), præter tamen nostre regie majestatis indignacionem, quam eundem ipsum delinquentem casu predicto incursum, ex nunc prout ex tunc, decernimus per presentes. Pre-

NOTES.

(a) Ces trois derniers mots ne sont pas dans du Boulay.

(b) *Inquam.* Du B.

(c) Peu de jours après l'édit de Louis XI, il y eut une assemblée générale de l'Université, pour prêter le serment prescrit. Il ne fut refusé par aucun de ses membres; seulement,

Tome XVII.

dans la faculté de théologie, quelques personnes ne voulurent le faire que conditionnellement. (Du B. pag. 710; mais voyez la note b de la page suivante.)

(d) *Rectorio libro.* Du B.

(e) *Si quis autem panam istam inobedientiæ sustinuerit.* Du B.

Hhhh ij

LOUIS XI,
à Sentis,
le 1.^{er} Mars
1473.

terea, ne predicta Nominalium doctrina quicquam non modò vigoris, sed ne fomis (a) quidem, in hoc regno in posterum habere possit, mandamus insuper primo predicti Parlamenti nostre curie presidenti, eidem specialiùs committentes, quatinus omnes et singulos ipsius Universitatis libros et apud ejusdem Universitatis supposita existentes, ex quibus eadem ipsa Nominalium doctrina procedit, in manu nostra realiter et de facto capiat seu capi faciat (b), sub facto ex eis debiti inventario custodiat, quousque libros ipsos per viros litterarum peritiùs comprobatos atque expertos fecerimus visitari, de eisdemque, quod fuerit rationis, extiterit ordinatum. Ad id autem faciendum et ad libros ipsos in predicti presidentis manus afferendum, eique ac suis in hac parte deputatis parendum volumus, ab eoque suisque deputandis omnes et singulos quos opportunum fuerit, veluti nostris pro rebus et negociis est fieri consuetum, viriliter cogi ac districtiùs coarctari, eidemque ac suis deputatis, ab omnibus et singulis justiciariis et officiariis nostris, quoad hec, pareri efficaciter et intendi jubemus per presentes, quarum transumptio seu vidimus, uno aut pluribus sub sigillo regio confectis, fidem indubiam, veluti huic originali, ubique adhiberi volumus. In quorum omnium premissorum fidem et testimonium, nostrum presentibus literis fecimus apponi sigillum. Datum Silvanecti, die primâ Marci, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-tercio, regni verò nostri decimo-tercio. Per Regem, domino Duce Borbonii, Episcopo Albiensi, dominis de Argentonio, de Geniyaco, magistro Johanne de Ambasia et aliis presentibus. Sic signatum : DE CERISAY.

NOTES.

(a) Excitation.

(b) On avoit envoyé seulement au premier Président un exemplaire des ouvrages condamnés par l'édit du Roi. On demanda que tous les exemplaires qu'on en auroit lui fussent remis. L'Université envoya une députation au Roi, qui accorda ce qu'elle demandoit. D'autres modifications furent successivement

mises aussi à l'exécution de l'édit. Les anathèmes cessèrent, les livres furent rendus, et le Roi permit d'étudier ce qu'on voudroit. L'Université reçut avec joie et reconnaissance cette nouvelle décision royale, qu'elle même avoit provoquée. Voir encore du Boulay, *tom. V, pag. 710 et suiv., 739 et suiv.*

LOUIS XI,
à Sentis,
le 2 Mars
1473.

(a) *Lettres par lesquelles le Roi accorde aux Coulevriniens d'Amiens les Prérogatives, Franchises et Libertés, qu'il avoit précédemment accordées aux Archers et Arbalétriers de la même ville.*

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, nous avoir receue l'umblé supplication des maistres et compaignons du serement et jeu de la coulevrine à main, demourans et habitans en nostre bonne ville et cité d'Amiens, contenant que, puis dix moys en ça ou environ, nostre amé et féal conseiller et chambellan le sire de Loheac, mareschal de France, lors nostre lieutenant general en ladicte ville d'Amiens et es marches d'environ, voiant le bon, franc et loyal vouloir desdicts supplians, qui sont, jusques au nombre de cinquante, fourniz chascun de coulevrine à main, pour le bien, tuicion et defense de ladicte ville d'Amiens, et considerans que le fait, industrie et exercice desdictes coulevrines estoit très-convenable et propice pour la defense et seureté

NOTE.

(a) Registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI, volume E, fol. 298 recto.

d'icelle ville et de tous les manans et habitans en icelle, commist et institua lesdicts supplians pour estre coulevriniers, et exercer le faict et industrie de coulevrinier; et pour icelui exercer, les maire et eschevins de nostredicte ville ont baillé ausdicts supplians certaine place et lieu convenable pour ce faire, es fosses de ladicte forteresse dudit Amiens, près de la porte de Longue-Maisiere, laquelle place iceulx supplians ont appropriée et en icelle depuis tousiours frequenté le jeu de coulevrine à leurs despens; et aussi, ont depuis lesdicts supplians esleu et establi entre eulx ung maistre dudit art, auquel ilz sont tenuz respondre touchant ledict jeu et industrie; et combien que lesdicts supplians soient tousiours prestz de nous servir et eulx transporter par-tout où nostre plaisir et voulenté sera leur ordonner ou faire ordonner, et entretenir ledict estat et exercice de coulevrinier à leurs despens, neantmoins impossible chose leur seroit de supporter les frais qu'il leur convient faire eu l'exercice dudit estat de coulevrinier comme ils dient, se par nous ne leur estoit donné et octroyé telz et semblables privileges, franchises et libertez, que avons donné et octroyé aux archiers et arbalestriers de nostredicte ville d'Amiens, requerans sur ce nostre grace et provision. Pourquoi nous, actendu ce que dict est, voulans le bien, prouffit, utilité et seureté de ladicte ville d'Amiens, et des manans, habitans et demourans en icelle ville, et icelle estre entretenue en bonne police et gouvernement de bien en mieulx, voulans aussi entretenir l'ordonnance de nostredict conseiller et lieutenant, à iceulx supplians, pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvans, et mesmement la grande et bonne loyauté qu'ilz ont tousiours eue envers nous et que esperons que ancores auront de plus en plus au temps advenir, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grace especial, plaine puissance et autorité royal, par ces presentes, telz et semblables privileges, franchises et libertez que avions octroyé et donné aux archiers et arbalestriers de nostredicte ville d'Amiens, et quant l'un d'eulx ira de vie à trespas, avons, de nostre plus ample grace, octroyé et octroyons qu'il loise audict maistre d'icelui estat, eslire et mettre ung autre en lieu du premier mourant, pourveu que toutes et quantesfoiz ilz seront par nous ou de par nous mandez, ils seront tenuz venir par-tout où il nous plaira et sera de par nous ordonné, parmy ce, aussi, que lesdicts cinquante coulevriniers supplians seront tenuz de faire les fraiz et services à nous et à nostredicte ville d'Amiens, pareilz et semblables que sont tenuz de faire en icelle ville lesdicts archiers et arbalestriers. Si donnons en mandement par cesdictes presentes à noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans et qui tiendront nostre present parlement et celui advenir, gens de noz comptes et tresoriers à Paris, les generaulx conseillers par nous ordonnez sur le faict de noz aides, bailli d'Amiens ou son lieutenant, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieux-tenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que de noz presens don et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts cinquante coulevriniers supplians et chascun d'eulx joir et user plainement et paisiblement, et iceulx facent enregistrer es papiers et registres en ce accoustumez, ainsi que faire se doit en tel cas. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, soy soit adjoustée comme à l'original. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. *Donné à Senlis, le second jour de Mars, l'an de grace*

LOUIS XI,
à Senlis,
le 2 Mars
1473.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 2 Mars
1473.

mil cccc soixante et treize, et de nostre regne le treiziesme. Sic signatum supra plicam : Par le Roy, Vous, le Duc de Bourbon et plusieurs autres presens. LE GOUZ. Visa.

Et est scriptum : *Lecta, publicata et registrata Parisius in Parlamento, duodecimâ die Augusti, anno millesimo cccc.^{mo} septuagesimo-quarto. Sic signatum : BRUNAT.*

Collacio facta est cum originali.

A TOUTS CEUX qui ces presentes lectres verront, les maire et eschevins de la ville et cité d'Amiens, salut. Comme il soit ainsi que les maistre et compaignons du jeu de la couleuvrine à main de ladicte ville nous aient présenté leur supplication en nostre eschevinaige, contenant que le Roy nostre sire leur avoit donné telz et semblables privileges qu'il avoit fait aux archiers et arbalestriers de ladicte ville, ainsi qu'il pouvoit apparoir par ses lectres scellées de son grant scel en laz de soye et cyre verd, lesquelles lectres avoient depuis esté montrées et exhibées à noz très-grans et redoubtez seigneurs nosseigneurs de la court de parlement, affin que icelles lectres feussent leues, publiées et enregistrées en ladicte court de parlement, lesquelz nosseigneurs d'icelle court eussent ordonné que lesdictes lectres feussent monstrees au procureur general du Roy nostredict seigneur, comme fait avoit esté, et eust ledict procureur dict et respondu ausdicts maistre et compaignons dudict jeu de la couleuvrine, qu'il ne consentiroit point que lesdictes lectres fussent publiées ne enregistrées en ladicte court, s'il n'apparoist que nous en fussions contens, et que ce ne portast prejudice en aucune maniere à ladicte ville et cité d'Amiens, ne aux privileges et statuts d'icelle; sçavoir faisons que, veues par nous lesdictes lectres du Roy nostredict seigneur, en lacs de soye et cyre verd, impetrées de la partie desdicts compaignons, avec la requeste faicte par iceulx maistre et compaignons couleuvriniers à ladicte court de parlement, et la response faicte par ledict monsieur le procureur general du Roy, nous avons consenty et accordé, consentons et accordons par ces presentes, que lesdicts couleuvriniers puissent estre dudict estat de couleuvrinier jusques au nombre de cinquante compaignons, pour la seureté, tuicion et defense de ladicte ville, ainsi et par la maniere que le Roy nostredict seigneur l'a voulu et veult par sesdictes lectres, lequel nombre de cinquante couleuvriniers ne peut en quelque maniere prejudicier à ladicte ville ne aux privileges et statuts d'icelle, et pour ce voulons et consentons, s'il plaist à ladicte court de parlement et à nostredict seigneur monsieur le procureur general, que lesdictes lectres soient leues, publiées et enregistrées ès registres de ladicte cour de parlement et ès registres de nosseigneurs des comptes et tresoriers, des generaulx conseilliers ordonnez par le Roy nostredict seigneur sur le fait des aides, et icelles estre enterinées par-tout ailleurs et où il appartiendra, comme lesdicts maistre et compaignons le requierent, desquelles choses lesdicts maistre et compaignons nous ont requis lectres, lesquelles ces presentes leur avons accordées pour leur valoir en temps et en lieu ce que de raison. Et à icelles, en tesmoing de ce, avons mis nostre scel aux causes. *Donné à Amiens, le xxj.^e jour d'Avril, l'an mil cccc lxxiiij. Sic signatum super plicam : MACHY.*

Collacio facta est cum originali.



(a) Lettres qui créent l'Évêque d'Alby (b) Président des États de Languedoc.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 6 Mars
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous ayons toujours accoustumé par cy-devant ordonner, commectre et establir en nostre pays de Languedoc aucun notable personnage et de grande autorité, à nous seur et féable, pour presider, assister et resider en nostredict pays, en l'absence de nostre très-chier et très-ami frere et cousin le Duc de Bourbon et d'Auvergne, nostre lieutenant general et gouverneur en icelluy nostre pays de Languedoc, tant aux assemblées et conventions des trois estats qui y ont accoustumé estre faictes, et y avoir l'autorité et prééminance, et ès autres grandz, principaux et urgens affaires d'icelluy nostre pays, soit pour le faict et gouvernement de la police et le bien de la chose publicque d'icelluy et autres choses qui peuvent et pourroient survenir en icelluy pays, et qui ait la principale conduite, charge et adresse en chef de par nous, en et sur tous nos faitz et affaires de la chose publicque de par-delà, tant pour nos droitz et les fins et mettes d'icelluy, que aussi pour les tailles et inipostz et equivalans aux aydes, et semblablement pour pourvoir aux plaintes et doléances qui peuvent survenir en icelluy, et pour entretenir les habitans d'icelluy pays en bonne amour, douceur et vraye obeissance envers nous, et en ensuivant la maniere de ce faire qui a accoustumé estre gardée audict pays du vivant de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolve, et pareillement depuis nostre advenement à la couronne, par aucuns notables et grandz personnages à ce commis et depputez, tant de par icelluy nostre feu seigneur et pere que de par nous, à ce que, par deffaut d'y mettre et donner bon ordre et provision, aucun dommaige, prejudice et inconvenient n'en advenist à nous ne à la chose publicque de nostredict pays de Languedoc, et aussi de nostredict royaume : sçavoir faisons que nous, desirans singulierement nostredict pays de Languedoc et les habitans et demourans en icelluy estre tousiours de bien en mieux traictés en toute douceur et entretenus (c) en bonne police, ordre et justice, par personnes notables et à nous seures et féables, confians entierement des grandz sens, science, prudence, loyauté et grande diligence de nostre chier et féal cousin et conseiller Louis d'Amboise, évesque d'Alby, icelluy, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons, de nostre propre mouvement, plaine puissance et autorité royale, fait, constitué, ordonné et estably, faisons, constituons, ordonnons et établissons, par ces presentes, nostre president esdicts trois estatz et autres nos grandz et urgentz faitz et affaires, et à tous nos consaulx qui y seront tenus et faitz d'ores en avant en la maniere devant dicte, soit pour le faict de la police dudict pays et de la chose publicque, soit pour le faict de nos finances et autres affaires genereaux, communs et

NOTES.

(a) Registres du Parlement de Toulouse, tom. I, à la Bibliothèque du Roi. Histoire de Languedoc, aux Preuves, tom. V, p. 44 et suiv.

(b) Louis d'Amboise. Il venoit à peine

d'être nommé évêque d'Alby. Le siège de cette ville n'a été érigé en archevêché que sous Louis XIV, en 1676.

(c) On lit *entretien* dans les Preuves de l'Histoire de Languedoc.

LOUIS XI,
à Senlis,
le 6 Mars
1473.

particuliers, en quelque maniere que ce soit *(a)*, pour icelle charge de president faire et exercer par icelluy nostre cousin et conseiller, par la maniere que dessus, aux honneurs, prerogatives, privilegeiges, franchises et libertés qui y appartiennent, tant qu'il nous plaira; et auquel en outre nous avons donné et donnons, par cesdictes presentes, pouvoir, autorité et faculté de octroyer sur ce et donner les provisions des cas urgens, et où il seroit besoin donner prompte provision pour la seureté du pays et de la justice. Et pour certaines causes à ce nous mouvans, nous, par ces presentes, avons deschargé et deschargeons nostre amé et féal cousin et conseiller l'evesque du Puy *(b)*, de la charge et administration qu'il avoit par cy-devant audict pays, touchant nos affaires, soit par commission de nous ou autrement, en quelque maniere que ce feust; et avecques ce, avons, par cesdictes presentes, donné et donnons à nostredict cousin et conseiller l'evesque d'Alby pouvoir d'user de sadicte presidence et autorité comme dessus, en nostre pays de Perpignan, Roussilhon et Cerdaigne, et aussy en nos pays de Bourdelois et de Guienne; et avecques ce, de decider et avoir la connoissance du faict des navires estrangers venans et arrivans par mer et autrement ès fins et limites d'icelluy pays; et avecques ce, de contraindre et faire contraindre tous et chascun nos officiers dudict pays de Languedoc sur le faict de nos aydes ou esquivant au lieu d'icelles, dont les aucuns sont demourans en nostre ville de Montpellier, les autres au Puy, et les autres à Narbonne et ailleurs audict pays, et ne font pas la residence que faire doivent ès mectes et lieux de leurs offices, pourquoy nostre justice a esté moins que duement exercée, et nos subjectz et autres qui avoient affaires par-devant eux, souventesfois molestez et travaillés par deffaut d'avoir expedition de bonne justice, à faire leur residence et demourance en nostredict ville de Montpellier ou ailleurs en nostredict pays, ainsi que par icelluy nostre conseiller sera advisé et ordonné, et qu'il verra estre à faire pour le mieulx et pour le prouffit et utilité de nous et de la chose publique dudict pays, et generalement de faire et faire faire, touchant les choses dessusdictes et les dependances, tout ainsi que ferions et faire pourrions, combien que la chose requist ou requiere commission plus especialle. Sy donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amés et féaux conseillers les gens de nos cours de parlement de Tholoze et de Bourdeaux, et à tous nos autres justiciers, officiers ou à leurs lieutenans ou commis, si comme à chascun d'eux appartiendra ou requis en sera, que ces presentes ilz publient ou facent publier en nosdictes cours, et à faire executer et accomplir le contenu en icelles, obeissent et entendent à icelluy nostre cousin et conseiller, ses commis et deputez, tout ainsi que l'avons voulu et ordonné faire par icelles, car ainsi le voulons et nous plaist estre faict. En tesmoin de ce nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. *Donné à Senlis, le vij.^e jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le xiiij.^e* Sic signatum supra plicam: *Par le Roy, le Gouverneur du Dauphiné, le seigneur d'Argenton et autres presens, LEGOUS.*

Lecta et publicata in curia Parlamenti Tholoze sedente, et in registris ejusdem

NOTES.

(a) Les deux autres commissaires nommés par le Roi, pour l'assemblée des états de Languedoc, furent Imbert de Varey, général des finances, et Antoine Bayard, receveur

et général des finances dans cette province.

(b) Jean de Bourbon, fils naturel de Jean Duc de Bourbonnois et d'Auvergne.

registrata,

registrata, absque tamen auctoritatibus et superioritatis domini nostri Regis et curie sue presentibus, ac citam ordinationum regiarum super stabilimento in villa Tholose curie generalium super facto justicie juvaminum editarum, prejudicio. Actum Tholose, in Parlamento, xvij.^a die Maii, anno Domini millesimo quidringentesimo septuagesimo-quarto. G. DE LA MARCHE (a).

LOUIS XI,
à Senlis,
le 6 Mars
1473.

NOTE.

(a) Dom Vaissette rapporte, *ibid.* p. 46, des lettres du Duc de Bourbon, gouverneur en Languedoc (9 octobre 1474), qui nomment l'évêque d'Alby son lieutenant, avec le pouvoir qu'il exerçoit lui-même au nom de Louis XI.

(a) *Affranchissement de l'Impôt de douze deniers pour livre, sur les Marchandises qui seront vendues ou échangées, durant les Foires de Provins.*

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Victoire-
lès-Senlis,
le 9 Mars
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à noz amez et féaux gens de noz comptes, et les generaux conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, et les generaux sur le fait de la justice de noz aides à Paris, aux esleuz sur le fait desdictes aides ordonnez pour la guerre en la ville et eslection de Provins et des autres eslections de nostre royaume, ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Comme, tant à l'occasion des guerres et divisions qui ont eu longuement cours en nostre royaume et ont encores à present, et des mortalités et autres adversités survenues en plusieurs parties et contrées d'icelluy et mesmement es chastel, ville et eslection dudit Provins, que aussy desdictes aides et autres charges qui y ont eu cours par cy-devant, les subjects dudit Provins ayent eu et supporté plusieurs grandes necessités et affaires, et en soient noz ville et chastel dudit Provins fort depopulés et inhabités, et tellement que, au moyen de ce, le fait de nostre domaine soit à present de très-petite valeur et proffict, et pour laquelle cause noz predecesseurs Roys de France, pour attraire le peuple des pays estrangers et faire venir les marchands estrangers en nostredict royaume, pour le grand bien, proffict et utilité de la chose publique d'icelluy, et pour augmenter ledict domaine, ayent octroyé, au temps passé, l'affranchissement des foires anciennes de Champagne et Brie (b), et, entre autres, feu nostre très-chier sire et pere, que Dieu absolve, pour repeupler lesdicts pays de Champagne et Brie, lesquels, à l'occasion des guerres et divisions, estoient en la pluspart inhabités, et voyant que, par le moyen de l'affranchissement desdictes foires, lesdicts pays se pouvoient plus aisement repeupler que anciennement, octroia et voullust que lesdictes foires anciennes tenues es villes de Troyes, Bar-sur-Aube, Lagny, et audit Provins, eussent cours et fussent continuées en tous leurs droicts et franchises comme elles avoient esté d'ancienneté du temps de nosdicts predecesseurs (c) : sçavoir faisons que nous, desirant

NOTES.

(a) Transcrit d'après la collection de M. du Lys, avocat général de la Cour des aides; collationné par les commissaires de cette Cour, conformément à la déclaration du 11 mars 1776.

(b) Il y a des lois sur les foires de Champagne et de Brie, dans tous les volumes de cet ouvrage. On peut voir, dès le premier tome, les lettres de Charles IV, juin 1326.

(c) Voir le tome XIV de cette collection, pag. 358. Les lettres de Charles VII sont du 16 juin 1455.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Victoire-
lès-Senlis,
le 9 Mars
1473.

lesdictes ville et chastel dudict Provins, qui est l'une des plus fortes places et principales dudict pays de Brie et l'une des clefs d'icelluy, estre repeuplée, entretenue et augmentée, à ce que icelluy nostre domaine puisse estre restitué et remis en estat et valeur, et que noz subgets ayent moyen de profficter par la frequentation, exercice et continuation du faict de ladictie marchandise, au grand bien, proffict et utilité de nous et de ladictie chose publicque d'icelluy nostre royaume, avons, pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvans, octroyé et octroyons, voulons et nous plaist, que tous les marchands et autres gens qui voudront aller et venir esdictes foires qui seront tenues auxdictes ville et chastel dudict Provins, soient d'ores en avant francs, quictes et exempts de l'imposition de douze deniers pour livre de toutes les denrées et marchandises qui sont amenées et vendues es foires desdictes ville et chastel dudict Provins, qui sont des foires anciennes de nosdicts pays de Champagne et Brie, en ensuivant les anciens octrois à eux faicts par nosdicts predecesseurs, et tout ainsi que sont à present créées des foires tenues audict Troyes, qui sont comprins esdictes foires de Champagne et Brie, et lesquels marchands et chascun d'eux nous en avons exempté et affranchi, exemptons et affranchissons, de nostre grace speciale, plaine puissance et auctorité royale, par ces presentes. Sy vous mandons, commandons et expressement enjoignons, et à chascun de vous sy comme à lui appartiendra et que requis en sera, que de noz presens grace, affranchissement, exemptions et octroys, vous faictes et souffrés joir et user plainement et paisiblement tous lesdicts marchands frequentans lesdictes foires de nosdictes ville et chastel dudict Provins d'ores en avant, sans leur faire ne souffrir estre faict aucun destourbier ou empeschement au contraire, en les faisant tenir quictes et paisibles de ladictie imposition de douze deniers pour livre, ainsi et par la maniere dessusdictie, et faisant par vous esleus, et chacun de vous, crier et publier le contenu en ces presentes en chacune de vos eslections, affin que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, car ainsi nous plaist-il estre faict, nonobstant la discontinuation de la jouissance d'iceux octroys de nosdicts predecesseurs par aucuns des habitans desdicts lieux auxquels ils avoient esté faicts, et quelconques autres ordonnances, mandemens, restrictions ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous vouldons que aux *vidimus* d'icelles, faicts soubz sceaux royaux, pleine foy soit adjoustée comme à ce present original. *Donné à Notre-Dame de la Victoire-lès-Senlis, le neuf Mars, l'an de grace mil cccc cent soixante-treize, et de nostre regne le treiziesme. Signé : Par le Roy, les sieurs de Montaigu et de Concessault et autres presens, LEGOUX. Et scellées.*

A TOUTS CEUX &c. les gens des comptes du Roy nostre sire à Paris, veu les lectres patentes dudict seigneur ausquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de noz signects, contenant affranchissement de l'imposition de douze deniers pour livre de toutes denrées et marchandises qui désormais seront vendues ou eschangées à Provins durant le temps des foires de Champagne et de Brie anciennement accoustumées estre tenues audict lieu de Provins, ainsi que le sont à present celles desdictes foires de Champagne et de Brie qui se tiennent à Troyes; veu aussi ce que nous ont sur ce escript et certifié responsivement les esleus sur le faict des aides des villes et eslections desdicts lieux de Troyes et de Provins, consentons, en tant qu'à nous est, ledict affranchissement, pour en joir sans fraude et abus, à commencer du premier jour d'octobre et d'illec en avant tant qu'il plaira au Roy, soubz condition que, sy audict lieu de Provins y a aucune exemption ou franchise

de ladicte imposition de douze deniers pour livre ne du quatriesme du vin à destail, elle cessera dudict prochain premier jour d'octobre ensuivant. *Donné à Paris, le premier Fevrier, l'an mil cccc soixante-quatorze.* Signé BADOUILIER.

LOUIS XI,
à Notre-Dame
de la Victoire-
lès-Senlis,
le 9 Mars
1473.

LES GENERAUX conseillers du Roy nostre sire sur le fait et gouvernement de ses finances, veues les lettres patentes du Roy nostredict seigneur, auxquelles ces presentes sont attachées soubz l'ung de noz signetz, contenant affranchissement de l'imposition de douze deniers &c. &c.; veu aussi l'expedition des gens des comptes attachée à icelles lectres ausquelles les esleus sur le fait des aides des villes de Troyes et de Provins ont sur ce escript, consentons, en tant qu'à nous est, ledict affranchissement, pour en joir &c. &c. *Donné soubz l'ung de noz signetz, le sixiesme Fevrier, l'an mil cccc soixante-quatorze.* Signé BRULART.

LES GENERAUX conseillers du Roy nostre sire sur le fait de la justice des aides ordonnées pour la guerre, veues les lectres patentes dudict seigneur, auxquelles ces presentes &c. &c.; veu aussi l'expedition des gens des comptes et generaux des finances, et sur ce ouy le procureur general, consentons &c. &c. *Donné à Paris, en la Chambre desdictes aides, soubz nosdicts signetz, ce dixiesme jour de Fevrier, l'an mil cccc soixante-quatorze.* Signé DE BIDANTE.

(a) *Interdiction de plusieurs Monnoies étrangères; Cours de quelques autres, permis à un prix déterminé.*

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
le 23 Mars
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy-de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme puis n'aguerres, par grant et meure deliberacion, et pour obvier à plusieurs faultes et abuz qui se faisoient pour la multiplication des monnoyes estranges qui avoient et ont cours en nostre royaume, nous ayons fait certaines ordonnances sur le fait de noz monnoyes, et par icelles mis à prix plusieurs desdictes monnoyes estranges, selon leur bonté et valleur, eu regard aux nostres, entre lesquelles ayons donné cours aux monnoyes de Lorene, Savoye et Foix, pour ij deniers tournois la piece, et depuis ayons esté advertitz que l'evesque de Lorene a fait faire et forger monnoye qui n'est que à trois grains de loy; nostre nepveu et cousin le Duc de Bretagne, gros de trois targes qui ne sont que à iiij deniers de loy, qui ont, pour difference des autres, deux poincts ouvers devers la croix, au lieu de deux poincts cloz; ès pays d'Allemagne, petits blancs à l'aigle, de v deniers la piece, qui ne sont que à xj grains de loy; lesquelles monnoyes sont faulses et contrefaites; pareillement, que, en Barcelonne et en Maillorque, se font, de present, gros d'argent qui ont cours en noz pays de Languedoc et Guyenne, pour ij sols tournois la piece; et avecques ce, que le Roy Jehan d'Arragon, luy estant derrenierement à Pargnien, a fait faire gros d'argent pour ij sols vj deniers tournois la piece, qui ne vallent à beaucoup près le pris pour lequel ilz ont cours en nosdicts pays; en quoy nous et nostre peuple avons esté par cy-devant et sommes de jour en jour très-fort circonvenuz, endommagez et interessez, pour laquelle cause nous ayons depuis, par l'advis et deliberacion de plusieurs seigneurs de nostre sang et lignaige, gens de noz finances, generaulx maistres

NOTE.

(a) Transcrit sur le registre F de la Cour des monnoies, fol. 95 verso.
Tome XVII.

liiii ij

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
le 23 Mars
1473.

de noz monnoyes, et autres plusieurs gens notables de nostre conseil, pour ce assemblez, ordonné, interdict et deffendu, ordonnons, interdisons et deffendons par ces presentes, à tous noz subjectz et autres quelzconques, de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, sur peine de confiscacion de corps et de biens, que d'ores en avant ilz ne aucun d'eulx ne preignent ou mectent en appert ou en couvert, soit en faict de noz receptes, de marchandise ou autrement, en quelque maniere que ce soit, lesdictes monnoyes de Lorene à une Nostre-Dame, lesdicts gros de Bretagne aux deux poincts ouverts, les petits blancs d'Allemagne à l'aigle, les gros de Barcelonne, Maillorque et d'Arragon, Foix et Parpignen, pour quelque prix que ce soit, sinon au marc et pour billon; et au regard des grans blancs de Savoye derrenierement faicts, ne soient prins ne mis que pour viij deniers tournois la piece; et outre, pour ce que avons esté advertiz que en noz pays de Languedoc et Guyenne, y ont cours plusieurs monnoyes tant d'or que d'argent, ausquelles par nosdictes ordonnances n'avons donné aucun cours, et que, sans la permission d'icelles, ilz ne se pourroient pour le present bonnement entretenir, actendu qu'il y a pour le present peu de noz monnoyes courans esdicts pays, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons que les monnoyes tant d'or que d'argent cy-après spécifiées, c'est assavoir les Alphoncius d'or, pour xlv sols tournois; les acquillons d'or de Cecille, pour xxxv sols tournois; les pacifis d'Arragon, que avons mis à xxij sols iij deniers tournois par nosdictes ordonnances, à xxij sols vj deniers tournois; les florins au trect, ausquelz nous donnons cours pour xxij sols vj deniers tournois par icelles ordonnances, à xix sols ix deniers tournois, pourveu qu'ilz soient des poix qu'ilz doivent estre; les gros de Savoye d'argent à ij sols vj deniers tournois; les gros de Navarre, pour ij sols j denier tournois; les gros d'Arragon, Foix et Naples, pour xx deniers tournois; les blancs de Foix, qui avoient cours pour xij deniers tournois, et ix deniers tournois, avant nosdictes ordonnances, pour ix deniers tournois, et jusques à nostre bon plaisir et volenté; et avecques ce, deffendons à tous les subjectz et habitans de nostre royaume et autres quelzconques, sur lesdictes peines, que ilz ne aucun d'eulx ne transportent ou facent transporter hors de noz royaume et obeissance aucunes desdictes monnoyes estranges ausquelles nous avons donné et donnons cours par nosdictes ordonnances, pour icelles transporter où lesdictes monnoyes ont esté faictes, et outre, à toutes manieres de gens de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, qu'ilz ne s'entremectent de faire ne exercer faict de change, s'ils n'ont lectres de nous verifiées par les generaux maistres de noz monnoyes, selonc et en ensuivant nosdictes premieres ordonnances, lesquelles voulons et entendons en toutes autres choses estre et demourer en leur force et vertu et sortir leur plain et entier effect. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, au prevost de Paris, ausdicts generaux maistres de nosdictes monnoyes, et à tous seneschaulx, baillifs, prevosts, et autres noz justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans ou commis, presens et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que noz presens ordonnances, interdicion, volenté et declairacion, et tout le contenu en cesdictes presentes, ilz publient ou facent publier, et l'entretiennent et gardent, et facent entretenir, &c. &c. En tesmoing de ce, nous avons faict meetre nostre scel à ces presentes. *Donné à Ermenonville, le vingt-troisiesme jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-treize.* Ainsy signé sur le reply : *Par le Roy, G. AURILLOT.*

(a) Crue du Cours des Deniers d'argent appelés Gros.

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
le 30 Mars
1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme puis naguerrres, pour oster la confusion et pourveoir à la perte et dommaige que nous et nostre peuple avons eu par cy-devant, au moien du grant et excessif cours que les monnoyes estranges avoient en nostre royaume, et dont, à ceste occasion, la matiere d'or et d'argent et mesmes noz monnoyes se transportoient hors de nostredict royaume et se convertissoient esdictes monnoyes estranges, nous avons, par l'adviz et deliberacion de plusieurs seigneurs de nostre sang et lignaige, des gens de noz finances, de plusieurs autres gens notables de nostre conseil et des generaulx maistres de noz monnoyes, pour ce assemblez, faict certaine ordonnance sur le cours tant de noz monnoyes que desdictes monnoyes estranges, entre lesquelles noz monnoyes ayons donné cours aux gros d'argent faicts en noz monnoyes et ès monnoies du Dauphiné, pour ij sols ix deniers tournois, qui estoit donner cours ausdicts gros à l'equipollent de noz grans blancs; et depuis, ayons esté advertiz que le cours que par nosdictes ordonnances avons donné ausdicts gros, n'estoit pas souffisant, selon leur bonté et valleur, eu regard au cours, bonté et valleur des autres monnoyes courans en nostredict royaume; nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons, par l'adviz et deliberacion que dessus, ordonné et ordonnons par ces presentes, que lesdicts gros d'argent faicts et à faire en nosdictes monnoyes et ès monnoyes de nostredict pays du Dauphiné, soient d'ores en avant prins et mis pour ij sols x deniers tournois, qui est j denier tournois plus que ne leur avons donné cours par nosdictes ordonnances. Si donnons en mandement par ces presentes ausdicts generaulx maistres de nosdictes monnoyes, au prevost de Paris, et à tous noz baillifs, seneschaulx et autres noz justiciers et officiers, &c. *Donné à Ermenonville, le penultiesme jour de Mars, l'an de grace mil cccc soixante-treize, et de nostre regne le treisiesme.* Ainsi signé sur le reply : *Par le Roy, G. AURILLOT.*

NOTE.

(a) Registre F de la Cour des monnoies, fol. 96 verso.

(a) Suppression d'offices d'Examineurs au Châtelet de Paris.

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
Mars 1473.

LOYS, par la grace de Dieu, Roy de France; sçavoir faisons à tous presens et advenir, comme nos progeniteurs Roys de France de bonne memoire, par grande et meure deliberacion des gens de leur sang et lignaige et grand conseil, et pour l'entretenement de la justice ordinaire de nostre bonne ville et cité de Paris, qui est la ville capitale de nostre royaume, ayent par cy-devant et dès long-temps ordonnez et establis seize personnes (b)

NOTES.

(a) Offices de France, par Joly, *tom. II, liv. III, pag. 1478*. Reg. du Parlement, Ordonn. de Louis XI, vol. F, fol. lxiij.

(b) Philippe de Valois les porta à ce nombre

le 24 avril 1337. Il les avoit fixés à douze, dix ans auparavant (février 1327). Ordonn. t. II, p. 5 et 517. Jean II, Charles V et Charles VI, confirmèrent les lettres du 24 avril 1337.

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
Mars 1473.

notables et bien renommez en fait de justice, loyauté, bonne diligence et experience, pour attaindre et cognoistre la verité des cas, crimes, delicts et malefices concernant ledict fait et autorité de nostre justice en nostredicte ville, lesquels ayent dès-lors esté nommez, instituez, descrits et appelez examinateurs de nostre chastellet de Paris, pour faire et exercer tout ce qu'à office d'examineur appartient et est requis de faire, tant es cours et auditoires de nos prevosté et viconté de Paris que ailleurs, et aussi, pour faire execution des lectres royaux et autrement, selon et ainsi que les cas le requerroient, et qu'en ce faisant, et aussi depuis, en remuneration de plusieurs labeurs, peines, travaux et occupations qu'il leur convenoit et convient faire et avoir, sans proffit ne salaire, pour les faits et affaires de nosdicts predecesseurs et de leurs successeurs Roys de France, considerans en outre que, en ladicte creation faisant, ne leur avoient constituez aucuns gaiges, octroyerent, concederent et donnerent à iceux examinateurs plusieurs beaus et notables privilegeiges, prerogatives, préeminences, franchises et libertez, desquels ils ont jouy plainement et paisiblement par cy-devant, et en leurs charges et offices se soient tousiours bien et notablement gouvernez, au bien de nosdicts predecesseurs, de nous et de nostredicte justice et de la chose publique, et jusques au temps et heure du trespas de feu nostre très-chier seigneur et pere, que Dieu absolve, paravant et depuis par aucun temps, que lesdicts offices ayent esté exercez et desservis par ledict nombre ancien et premier introduict desdicts seize notables personnes, bien suffisans, idoines et experts en iceux, au bien de nous et de la chose publique, en ensuivant ledict nombre ancien et ordinaire d'icelle vacation (a), selon laquelle aucune chose ne peust ou deust de raison avoir esté augmentée (b) ni diminuée, au contraire. Toutesfois, pour ce que, au temps de nostre nouvel advènement à la couronne, et depuis aucun temps après, avons ignoré ladicte creation dudict nombre de seize examinateurs, laquelle par ce moyen, et aussi de raison, ne se doit augmenter ne diminuer, nous ayons créé, tant du temps de nostredict advènement à la couronne, que depuis (c), en iceux offices, par importunité de requerans ou autrement, plusieurs personnes ausquelles nous les avons donnés comme extraordinaires, en attendant les premiers offices ordinaires vacans ou autrement, cuidant aussi que ce ne tournast à aucun prejudice ou dommage à leurdict nombre ancien desdicts seize examinateurs ordinaires de nostredict chastelet ne à leursdictes creation, privilegeiges, franchises, profits et libertez, qui a esté et est les enfreindre et venir directement à l'encontre de ladicte premiere creation, et que, se plus estoit par nous tolleré, pourroit estre la totale rompture dudict nombre ancien et premiere creation d'iceux examinateurs, et tourner au grand detrimment de nous et de ladicte chose publique, ainsi que de ces choses avons puis nagueses esté advertis. Pour ce est-il que nous, deuelement acertenez de ladicte creation et nombre ancien desdicts seize examinateurs de nostredict chastelet, au moyen desquels ne devront raisonnablement créer ne donner lesdicts offices extraordinaires au prejudice d'iceux ordinaires et nombre ancien, considerans aussi que ladicte ordonnance de nosdicts predecesseurs est bonne et raisonnable et faite à bonne et juste cause, tant pour le bien de justice que de ladicte chose publique,

NOTES.

(a) Il y a, et il doit y avoir, *creation*, dans le registre F.

(b) *Faite*, ajoute le registre F.

(c) Voir notre tome XVI, pag. 292.

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
Mars 1473.

desirans, pour ces causes, de tout nostre cueur, en ensuivant ladicte ordonnance d'iceux nos predecesseurs, remectre ou reduire lesdicts offices d'examineurs en leurdict vray et ancien nombre et ordre, à ce que ceux ausquels ils appartiennent et les tiennent et possèdent de present et qui les tenoient, à l'heure du trespas de nostredict feu seigneur et pere, et à bon et juste, vray et loyal titre, de leurs predecesseurs (a), de ladicte chose publique, et pour eux mieus entretenir, avons, pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvans, de nos certaine science, propre mouvement, plaine puissance et autorité royal, voulu, decerné, ordonné et déclaré, voulons, ordonnons, decernons et declairons par ces presentes, ledict nombre ancien et ordinaire desdicts seize examineurs ordinaires de nostredict chastellet de Paris, demourer, consister et estre inviolablement tenu et exercé à tousiours-mais d'ores en avant, ainsi qu'il a esté par cy-devant du temps de nosdicts predecesseurs Roys de France, en ensuivant ladicte premiere creation dudict nombre ancien, et lequel, en tant que mestier est ou seroit, nous avons de nouvel et d'abondant reduict, approuvé, loué et conservé (b), approuvons, reduisons, louons et conservons (c), par ces mesmes presentes, et voulons qu'il soit entretenu, maintenu et exercé, d'ores en avant à tousiours-mais, en ordre, et toutes commissions et appointemens, sans enfreindre, par nos chiers et bien-amez maistres Girard Colletier, Jehan Amyart, Guillaume Brinon, Henry Lefevre, Jehan Maintain, Guillaume Bouchier, Jehan Colletier, Jehan Bireau, Jehan Turquam, Jehan Neveu, Jehan Tertereau, Jehan Potin, André de Liz, Philippe Dufour, Pierre Renier, à present possesseurs paisibles audict tiltre, et Simon Belin, au lieu duquel a esté par nous commis maistre Henry de la Riviere, faisant ledict nombre ancien desdicts seize examineurs, et après par leurs possesseurs (d) ayant le vray tiltre d'eux et non par autres, et qu'ils en jouissent, ensemble de tous lesdicts privilegeiges, franchises, droicts et libertez, tout ainsi et en la forme et maniere que dessus est dict et qu'il a esté fait par cy-devant, et que iceluy nombre ancien a esté créé, ordonné, institué, intitulé et estably par nosdicts predecesseurs Roys de France, et qu'il a esté entretenu du vivant de nostredict feu seigneur et pere, et que il estoit au temps et paravant sondict trespas, plainement et paisiblement à tousiours-mais, sans faire ne souffrir aucune autre chose estre faicte en aucune maniere à l'encontre. Et en outre, de nostredict science, plaine puissance, propre mouvement et autorité royale, avons tous lesdicts offices extraordinaires ainsi par nous donnez depuis nostredict advenement à la couronne jusques à present, au prejudice dudict nombre ancien desdicts seize examineurs dessus nommez, cassez, revocquez, adnullez et abolis, cassons, revocquons, adnullons et abolissons, et les avons declairés et declairons et chascun d'eux nuls et de nulle valeur et comme non faicts, ensemble tous ceux que pourront semblablement faire pour le temps advenir, dès maintenant pour lors, au prejudice des dessus nommez et de leursdicts successeurs, ayant leurdict vray lieu et tiltre d'iceluy nombre ancien desdicts seize examineurs, en imposant, sur ce, silence perpetuel auxdicts autres examineurs

NOTES.

(a) Dudict nombre ancien puissent mieus et plus aisement, loyaument et en toute diligence, vacquer et entendre à l'exercice de leursdicts estats et offices, à la louange, bien et honneur de nous et de nostredict

justice, prouffit et utilité. *Registre F.*

(b) Confirmé. *Reg. F.*

(c) Confermons. *Reg. F.*

(d) Lisez *successeurs*, comme le porte effectivement le registre F.

LOUIS XI,
à
Ermenonville,
Mars 1473.

extraordinaires, et nectant au neant tous procez pour ce meus et intentez ou à intenter, ores ne pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit, de nosdicts puissance et autorité, par ces mesmes presentes. Si donnons en mandement à noz amez et féaux conseillers les gens de nostre cour de parlement, les maistres des requestes de nostre hostel, à nostre prevost de Paris, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans ou commis, presens et advenir, et à chascun d'eux si comme à lui appartiendra, que ces presentes ils facent entretenir *(a)* et enregistrer en leursdictes cours et auditoires, et le contenu en icelles gardent et facent garder et entretenir de point en point sans enfreindre, et en facent les dessusdicts seize examinateurs dessus nommez et inscripts et leursdicts successeurs joyr et user paisiblement, sans jamais faire ne souffrir estre faict aucune chose à l'encontre; mais, si aucunes lectres ou provisions estoient, au temps advenir, de nous obtenues et impetrées par lesdicts examinateurs extraordinaires, par importunité de requérans ou autrement, en quelque forme et maniere que ce fust ou pourroit estre, nous dès maintenant pour lors les cassons, adnullons et declairons estre de nul effect et valeur, et ne voulons qu'à icelles iceux nos justiciers et officiers, n'aucun d'eux, ayent aucun egard, en faisant ou faisant faire inhibition et deffense de par nous auxdicts examinateurs extraordinaires pretendans avoir droict en iceux offices, sous certaines et grandes peines à nous à appliquer, et d'estre tenus et reputez infracteurs de statuts, edits et ordonnance royales, que plus esdicts offices ils ne s'immiscent et ne les exercent d'ores en avant par vertu de leursdicts dons ou autres, ores ne pour le temps advenir, en aucune maniere; et au cas qu'ils seroient trouvez faisans ou avoir faict le contraire, nous voulons que nostre procureur general en nostredict cour de parlement et celuy en nostredict chastellet, et chascun d'eux en droict soy, en facent poursuite à l'encontre d'eux, et, comme parties formelles, prennent leurs conclusions telles que de raison, et que punition et justice en soit faicte en maniere que ce soit exemple de tous autres, et à ce faire et souffrir contraignent ou facent contraindre tout ainsi *(b)* qu'il appartiendra, par toutes voyes deues et en tel cas requises, nonobstant oppositions ou appellations quelzconques, et lesdicts dons, dont dessus est faict mention, touchant lesdicts offices extraordinaires, et quelzconques lectres, ordonnances sur ce faictes ou à faire, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme, &c. &c. *Donné à Ermenonville, au mois de Mars, l'an de grace mil cccc soixante treize, et de nostre regne le treiziesme. Signé : Par le Roy, le sire du Bouchage et autres presens. TILHART (c).*

NOTES.

(a) Publier. *Reg. F.*

(b) Tous ceux qu'il. *Reg. F.*

(c) Malgré ces lettres, la révocation des précédentes, l'annulation des nominations

faites, Louis XI renomma, bientôt après, un de ceux dont il venoit de déclarer les provisions nulles. (Traité de police de Lamare, tom. I, pag. 212.)

FIN DU TOME XVII.



TABLE

TABLE DES ANNÉES
DE
JÉSUS-CHRIST,
DES
LETTRES DOMINICALES,
DES PÂQUES ET DES INDICTIONS.

ANNÉES.	LETTRES DOMINICALES.	PÂQUES.	INDICTIONS.
1468.....	.....CB.....	Avril.....17	..... 1.
1469.....	.....A'.....	Avril..... 2	..... 2.
1470.....	.....G.....	Avril.....22	..... 3.
1471.....	.....F.....	Avril.....14	..... 4.
1472.....	.....E D.....	Mars.....29	..... 5.
1473.....	.....C.....	Avril.....18	..... 6.



TABLE CHRONOLOGIQUE
DES
ORDONNANCES
CONTENUES
DANS CE DIX-SEPTIÈME VOLUME.

LOUIS VI, ou LE GROS.

1120.

Pâques, le 18 Avril.

FRANCHISES, exemptions, prérogatives, octroyées à l'abbaye de Tiron, diocèse de Chartres. page 269.

A l'abbaye de Tiron, le 12 Avril.

1121.

Pâques, le 10 Avril.

Nouvelles concessions faites à la même abbaye.

p. 271.

A l'abbaye de Tiron, le 10 Janvier.

LOUIS VII, DIT LE JEUNE.

1164.

Pâques, le 12 Avril.

Confirmation des lettres de Louis VI, en faveur de l'abbaye de Tiron.

p. 272.

A Paris, le 29 Mars.

PHILIPPE II, DIT AUGUSTE.

1186.

Pâques, le 13 Avril.

Lettres en faveur des habitans de la Chapelle-la-Reine, en Gâtinois.

p. 321.

A Vitry.

1190.

Pâques, le 25 Mars.

Confirmation des privilèges accordés par Louis VI et par Louis VII à l'abbaye de Tiron.

p. 273.

A l'abbaye de Tiron, le 4 Mars.

Tome XVII.

Kkkk ij

PHILIPPE III, ou LE HARDI.

1276.

*Pâques, le 5 Avril.**A Paris,
en Juillet.*Confirmation des lettres accordées à l'évêque et au chapitre de Montauban, par Alphonse,
Comte de Toulouse. p. 183.

PHILIPPE IV, ou LE BEL.

1301.

*Pâques, le 2 Avril.**A Paris,
en Avril.*

Lettres concernant le prieuré de Saint-Saturnin-du-Port.

p. 221.

1304.

*Pâques, le 29 Mars.**A Paris,
en Juin.*

Concession de privilèges à l'abbaye de Valloires, ordre de Cîteaux.

p. 17.

1308.

*Pâques, le 14 Avril.**A Paris,
en Août.*

Concession de privilèges aux religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne.

p. 392.

1314.

*Pâques, le 7 Avril.**A Lagny,
en Octobre.*

Autres privilèges accordés à la même abbaye.

p. 395.

*A Saint-Denis,
en Octobre.*

Autres privilèges encore, pour la même abbaye.

p. 397.

PHILIPPE V, ou LE LONG.

1319.

*Pâques, le 8 Avril.**A Gernigny,
en Août.*

Lettres en faveur de l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne.

p. 396.

CHARLES IV, ou LE BEL.

1325.

Pâques, le 7 Avril.

Confirmation des privilèges accordés par Philippe IV à l'abbaye de Valloires, p. 17.

A Paris, en Décembre.

PHILIPPE VI, ou DE VALOIS.

1328.

Pâques, le 3 Avril.

Confirmation des lettres de Philippe III, concernant l'évêque et le chapitre de Montauban. p. 183.

A Paris, en Juillet.

1338.

Pâques, le 12 Avril.

Lettres qui donnent à la commune de Mirande un gardien de ses privilèges. p. 74.

A Paris, le 20 Avril.

Privilèges accordés aux consuls et habitans de Narbonne. p. 371.

A Paris, le 12 Juin.

Lettres en faveur de l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne. p. 396.

A Paris, le 11 Août.

Autres lettres en faveur de la même abbaye. p. 397.

A Paris, le 11 Août.

1339.

Pâques, le 28 Mars.

Privilèges accordés à la ville de Cambrai. p. 18.

A Paris, en Novembre.

JEAN II.

1362.

Pâques, le 17 Avril.

Confirmation des lettres accordées par un Comte de Champagne au chapitre de Saint-Maclood, à Bar. p. 460.

A Troyes, en Septembre.

CHARLES V.

1364.

Pâques, le 24 Mars.

Confirmation des privilèges accordés par Philippe IV au prieuré de Saint-Saturnin-du-Port. p. 221.

A Paris, en Avril.

<i>A Paris, en Juin.</i>	Privilèges accordés à la Sainte-Chapelle de Vincennes.	p. 605.
	1367.	
	<i>Pâques, le 18 Avril.</i>	
<i>Au Bois de Vincennes, en Juillet.</i>	Privilèges accordés aux arbalétriers de Lagny.	p. 391.
	1368.	
	<i>Pâques, le 9 Avril.</i>	
<i>A Paris, en Juillet.</i>	Lettres relatives aux droits de l'église du Mans sur les vendeurs de bougies.	p. 53.
	1370.	
	<i>Pâques, le 14 Avril.</i>	
<i>A Paris, le 21 Juillet.</i>	Lettres concernant les chirurgiens de Paris.	p. 404.

CHARLES VI.

1381.

Pâques, le 14 Avril.

<i>A Paris, en Juil. et.</i>	Privilèges du chapitre de Saint-Macloud, à Bar.	p. 460.
<i>A Paris, en Octobre.</i>	Confirmation des réglemens pour les maîtres jurés chirurgiens à Paris.	p. 404.

1388.

Pâques, le 29 Mars.

<i>A Paris, en Juillet.</i>	Lettres qui confirment quelques exemptions octroyées à de pauvres gens de quelques paroisses de la châtellenie de Loches.	p. 76.
---------------------------------	---	--------

1390.

Pâques, le 3 Avril.

<i>A Paris, en Décembre.</i>	Confirmation des lettres de Charles V, touchant les droits de l'église du Mans sur les vendeurs de bougies.	p. 54.
----------------------------------	---	--------

1399.

Pâques, le 30 Mars.

<i>A Paris, le 24 Janvier.</i>	Exemption de subsides pour quelques communes; concession d'un droit de justice à un commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem dans sa commanderie.	p. 120.
------------------------------------	---	---------

1404.

Pâques, le 30 Mars.

<i>A Paris, en Juin.</i>	Confirmation des lettres de Charles V en faveur de la Sainte-Chapelle de Vincennes.	p. 605.
------------------------------	---	---------

1409.

Pâques, le 7 Avril.

Statuts et ordonnances de police intérieure pour la ville de Therouanne.

p. 228.

*A Paris,
le 20 Septembre.*

1413.

Pâques, le 23 Avril.

Statuts des orfèvres de Tours.

p. 379.

*A Paris,
le 20 Mai.*

CHARLES VII.

1419.

Pâques, le 16 Avril.

Lettres de Charles, encore Régent, donnant des statuts aux tisserands de Vierson. p. 323.

A Bourges.

1423.

Pâques, le 4 Avril.

Privilèges octroyés aux personnes attachées à l'église de Saint-Martin de Tours. p. 474.

*A Tours,
le 3 Décembre.*

1434.

Pâques, le 28 Mars.

Privilèges des consuls et des habitants de Narbonne.

p. 375.

*A Poitiers,
le 15 Mai.*

1438.

Pâques, le 13 Avril.

Confirmation d'une exemption d'impôt accordée à la ville de Loches par un de ses seigneurs. p. 21.

*A Saint-Amand,
en Août.*

Lettres qui confirment celles de Charles VI pour les pauvres gens de quelques paroisses de la châtellenie de Loches. p. 76.

*A Loches,
en Août.*

1441.

Pâques, le 16 Avril.

Confirmation des réglemens faits touchant les maîtres jurés chirurgiens à Paris. p. 404.

*A Paris,
en Octobre.*

Confirmation des privilèges accordés à la Sainte-Chapelle de Vincennes.

p. 605.

*A Paris,
en Octobre.*

1442.

Pâques, le 1.^{er} Avril.

A Montauban, en Janvier. Confirmation des lettres de Philippe III et de Philippe VI, concernant l'évêque et le chapitre de Montauban. p. 183.

1444.

Pâques, le 12 Avril.

A Tournai, en Mai. Statuts et ordonnances de police intérieure pour la ville de Therouanne. p. 228.

1451.

Pâques, le 25 Avril.

Aux Montils-les-Tours, en Janvier. Privilèges du chapitre de Saint-Macloed, à Bar. p. 460.

1452.

Pâques, le 9 Avril.

Au Bois-Sir-Amé, en Août. Lettres concernant l'établissement et l'entretien des enfans de chœur et de leur maître dans l'église d'Avranches. p. 311.

1455.

Pâques, le 6 Avril.

A Bourges, le 21 Mai. Affranchissemens, exemptions et octrois, pour les maîtres des mines et forges. p. 8.
Mais voir le tome XV, pag. 264.

Au Bois-Sir-Amé, le 16 Juin. Exemption accordée aux marchands qui viendront aux foires de Châlons. p. 564.

A Benegon, le 10 Octobre. Concession de deux foires annuelles à la ville des Vans en Languedoc. p. 325.
Rappelée pag. 588.

LOUIS XI.

1461.

A Tournai, le 1.^{er} Octobre. Confirmation du traité par lequel Charles VII avoit cédé au Duc de Bourgogne le comté de Mâcon et tout ce qui en faisoit partie, avec tous les droits qu'il y avoit exercés. p. 130.

1462.

A St.-Michand-sur-Loire, le 20 Octobre. Interdiction aux marchands françois d'aller aux foires de Genève; augmentation des foires de Lyon et de leurs privilèges et franchises. p. 33 et 34.
Voir le tom. XV, pag. 571 et 644.

1464.

1464.

Lettres qui ordonnent de surseoir, pendant toute la vie du Duc de Bourgogne, à la décision des procès concernant les limites du royaume et de l'Empire. p. 135. *A Abbeville; le 5 Octobre.*

1466.

Lettres qui transfèrent de Cusset à Montferrand le siège des exempts du duché d'Auvergne. p. 38. *A la Ferté-Hauter, en Novembre.*

1467.

Rétablissement des collations en faveur du Pape.

p. 1. *A Étampes, le 24 Juillet.*

Lettres concernant les gages du Parlement.

p. 2. *A Étampes, le 26 Juillet.*

Lettres relatives au comté de Marle. *Voyez la note b.*

p. 2. *A Étampes, le 26 Juillet.*

Exemption de la gabelle pour le Parlement.

p. 3. *A Étampes, le 26 Juillet.*

Assiette des gages du Parlement sur la gabelle.

p. 5. *A Étampes, le 26 Juillet.*

Lettres concernant le jugement des procès de l'Hôtel-Dieu de Paris.

p. 7. *A Paris, le 29 Juillet.*

Nouvelle confirmation des lettres accordées aux maîtres des mines et forges.

p. 8. *A la Mothe-des-Goyz, le 19 Août.*

Établissement d'une Cour des aides à Montpellier.

p. 10. *A Paris, le 12 Septembre.*

Lettres pour ordonner une fabrication de liards, en Dauphiné principalement.

p. 13. *A Paris, le 18 Septembre.*

Règlement concernant les monnoies.

p. 14. *A Paris, le 18 Septembre.*

Confirmation des privilèges de l'abbaye de Valloires, ordre de Cîteaux.

p. 17. *A Paris, en Septembre.*

Lettres du Roi qui ordonnent la déposition d'un élu de Nevers. *Voyez la note c.*

p. 17. *A Paris, en Septembre.*

Lettres qui accordent aux marguilliers de l'église de Paris les franchises et exemptions d'impôts dont ses chanoines jouissent.

p. 81. *A Paris, en Septembre.*

Nouvelles lettres en faveur de la ville de Cambrai.

p. 18. *A Paris, le 1.^{er} Octobre.*

Lettres patentes qui déclarent les secrétaires du Roi exempts des quatrième et huitième du vin de leur cru.

p. 21. *A Paris, le 4 Octobre.*

Lettres portant suppression des sceaux des contrats, pour le Dauphiné. *Voyez la note a.*

p. 21. *A Paris, le 7 Octobre.*

Lettres qui déclarent les habitants de Montélimart, de Crest et d'Embrun, sujets aux mêmes contributions que les autres habitants du Dauphiné, nonobstant leurs prétendues exemptions. *Voyez la note a.*

p. 21. *A Paris, le 7 Octobre.*

Nouvelle confirmation d'une exemption d'impôt anciennement accordée à la ville de Loches par un de ses seigneurs.

p. 21. *A Paris, en Octobre.*

<i>A Paris,</i> le 16 Octobre.	Confirmation des privilèges de la ville de Die en Dauphiné.	p. 23.
<i>A Paris,</i> le 18 Octobre.	Lettres pour ordonner une nouvelle fabrication de liards en Guienne.	p. 24.
<i>A Paris,</i> le 20 Octobre.	Don de la viguerie, terre et seigneurie de Narbonne, à Jean de Foix, Comte d'Étampes. <i>Voyez la note d.</i>	p. 24.
<i>A Paris,</i> le 21 Oct. bis.	Lettres touchant l'inaliénabilité des offices royaux.	p. 25.
<i>A Vernon,</i> le 26 Octobre.	Affranchissement de beaucoup d'impôts pour la ville de Verneuil.	p. 27.
<i>A Chartres,</i> le 3 Novembre.	Lettres patentes sur l'augmentation nécessaire des membres du Parlement de Bordeaux, et nomination de l'évêque d'Acqs à une place de conseiller-clerc à ce Parlement.	p. 29.
9 Novembre.	Lettres portant que les gages des officiers ordinaires de la Chambre des aides seront payés avant et par préférence aux officiers extraordinaires.	p. 31.
<i>A Vendôme,</i> le 14 Novembre.	Révocation des foires de Genève, et confirmation de celles de Lyon, avec attribution de plusieurs privilèges et franchises.	p. 33.
<i>Au Mans,</i> le 19 Novemb. e.	Lettres portant que François de Laval, seigneur de Gaure, précédera le Chancelier de France et les prélats du royaume, ainsi que le font les Comtes d'Armagnac, de Foix et de Vendôme.	p. 37.
<i>Au Mans,</i> le 21 Novembre.	Lettres qui fixent à Montferrand le siège des exempts du duché d'Auvergne, et qui confirment des mesures prises contre la révolte des habitants de Cusset.	p. 37.
<i>Au Mans,</i> le 21 Novembre.	Lettres d'amortissement accordées aux doyen, chapitre, vicaires et chapelains de l'église de Saint-Juken du Mans.	p. 46.
<i>Au Mans,</i> le 2. Décembre.	Affranchissement général d'impôts et diverses autres concessions pour l'église de Notre-Dame de Cléry.	p. 48.
<i>Au Mans,</i> le 22 Décembre.	Permission donnée à Olivier de Coëtivy de rétablir et fortifier le château d'une seigneurie qu'il avoit en Saintonge, et d'exiger le guet et garde des habitants.	p. 51.
<i>Au Mans,</i> le 31 Décembre.	Déclaration de Louis XI en faveur du Duc et de la Duchesse d'Alençon et du Comte du Perche, leur fils.	p. 53.
<i>Au Mans,</i> en Décembre.	Lettres relatives aux droits de l'église du Mans sur les vendeurs de chandelles de cire (ou bougies).	p. 54.
<i>Au Mans,</i> le 8 Janvier.	Rétablissement de l'office de juge-mage à Toulouse.	p. 56.
<i>Au Mans,</i> le 20 Janvier.	Rétablissement du Comte du Perche dans les honneurs et les biens de ses ancêtres : réintégration assurée au Duc d'Alençon lui même, aussitôt qu'il sera rentré dans l'obéissance du Roi.	p. 58.
<i>Au Mans,</i> le 20 Janvier.	Nouvelles lettres en faveur du Comte du Perche.	p. 63.
<i>Au Mans,</i> en Janvier.	Lettres qui déterminent devant quels juges seront portées les causes du chapitre de l'église cathédrale de Clermont et de ses officiers.	p. 66.
<i>Aux Montil-</i> <i>le-Loir,</i> le 6 Février.	Nouvelles lettres concernant les gages du Parlement.	p. 68.
<i>Aux Montil-</i> <i>le-Loir,</i> le 20 Février.	Lettres qui établissent et règlent une trêve entre Louis XI et le Duc de Bretagne.	p. 70.

- Exemption annuelle de taille et de guet, accordée au roi des archers et au roi des arbalétriers à Laval. p. 73. *Aux Montils-lès-Tours, en Février.*
- Confirmation des lettres de Philippe de Valois qui donnoient à la commune de Mirande un gardien et défenseur de ses privilèges. p. 74. *A Tours, en Février.*
- Nouvelles lettres en faveur de l'Université de Valence. p. 75. *En Février.*
- Lettres qui confirment à de pauvres gens de quelques paroisses, dans la châtellenie de Loches, l'exemption de payer la taille, de faire la garde au château et de contribuer à ses réparations. p. 76. *A Tours, en Mars.*
- Déclaration relative à l'affranchissement d'impôts accordé à la ville de Dieppe par les lettres du 26 septembre 1463. p. 77. *A Tours, le 12 Avril.*
- Ordonnance au sujet des troupes. p. 82. *Aux Montils-lès-Tours, en Avril.*
- 1468.
- Lettres de légitimation pour un fils naturel du Comte du Maine. p. 84. *A Amboise, en Mai.*
- Ordonnance sur la levée du quart de sel en Poitou et dans les pays voisins. p. 86. *A Amboise, le 6 Juin.*
- Ordonnance relative à diverses fraudes commises touchant le quart du sel. p. 87. *A Amboise, le 6 Juin.*
- Lettres qui rendent aux prévôt et chapitre de Saint-André de Grenoble le droit de nommer à tous les canonicats et bénéfices vacans dans cette église. p. 90. *A Lagny, le 20 Juin.*
- Abolition des redevances dues au Roi par l'abbaye de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne. p. 93. *A Lagny, le 21 Juin.*
- Lettres d'amortissement accordées au chapitre de Gap, sous la réserve des foi et hommage, et à la charge d'armer quelques hommes, quand le service du Roi en Dauphiné l'exigera. p. 95. *A Meaux, le 24 Juin.*
- Sécularisation de l'église de Luçon. p. 97. *A Pluviers, en Juin.*
- Lettres d'anoblissement pour Hugues Cartier. p. 98. *A Amboise, en Juin.*
- Statuts et ordonnances des boulangers de la ville de Tours. p. 99. *A Meaux, en Juin.*
- Confirmation des lettres accordées aux habitans de Homenaing. p. 102. *A Meaux, en Juin.*
- Lettres concernant les huissiers au Parlement. p. 103. *A Meaux, le 6 Juillet.*
- Confirmation des immunités accordées aux habitans de la ville d'Arques pour le transport et la vente de leurs denrées et marchandises. p. 106. *A Creil, le 10 Juillet.*
- Lettres relatives aux foires et aux marchés de la ville d'Arques. p. 109. *A Creil, le 19 Juillet.*
- Lettres concernant les frais de l'instruction des procès criminels sur le fait des aides. Voyez la note b. p. 106. *A Creil, en Juillet.*
- Lettres d'amortissement en faveur de l'abbaye de Châge, à Meaux. Voy. la note b. p. 106. *A Creil, en Juillet.*
- Lettres relatives à l'enregistrement des ordonnances sur le quart du sel par les généraux des aides. p. 110. *A Compiègne, le 23 Juillet.*

<i>A Compiègne, le 6 Août.</i>	Lettres royaux sur le bail des fermes des aides, pour la ville et l'élection de Paris.	p. 111.
<i>A Senlis, le 14 Août.</i>	Lettres relatives à la présidence de la Cour des aides.	p. 112.
<i>A Senlis, le 20 Août.</i>	Don de la seigneurie de Gaure à Jean d'Estouteville. <i>Voyez</i> la note <i>d</i> .	p. 112.
<i>A Compiègne, le 18 Septembre.</i>	Lettres patentes portant ratification d'un traité conclu entre Louis XI et le Duc de Bretagne.	p. 113.
<i>A Compiègne, le 18 Septembre.</i>	Lettres relatives à l'amortissement d'un revenu que le Comte de Dunois vouloit appliquer à une chapelle qu'il avoit fondée.	p. 115.
<i>A Noyon, en Septembre.</i>	Obligation de guet et de garde imposée aux habitans de quelques paroisses dépendantes de l'abbaye Sainte-Catherine-du-Mont-lès-Rouen.	p. 117.
<i>A Noyon, en Septembre.</i>	Confirmation d'une exemption de subsides accordée par Charles VI aux habitans de la Romaine, de Robercourt et de Blenencourt; concession du droit de justice à un commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem sur ceux qui habitent dans l'arrondissement de sa commanderie.	p. 119.
<i>A Noyon, en Septembre.</i>	Lettres d'amortissement accordées au chapitre de Noyon, à la charge de dire, pendant dix ans, le 8 septembre, un <i>Salve Regina</i> et quelques autres prières.	p. 124.
<i>A Noyon, en Septembre.</i>	Lettres d'amortissement pour un monastère de Perpignan, et d'autres pour un monastère de Noyon. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 119.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Déclaration concernant le ressort des quatre lois principales du comté de Flandre, et l'appel de leurs jugemens.	p. 126.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Lettres d'amortissement en faveur de Guillaume de Maronne. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 119.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Confirmation du don fait au Duc de Bourgogne, des greniers à sel et de plusieurs villes du Mâconnois.	p. 129.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Lettres concernant le droit réclamé par le Duc de Bourgogne, de percevoir à son profit les tailles et les aides dans quelques prévôtés de Picardie, et de nommer les élus d'Amiens.	p. 133.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Déclaration portant qu'il sera sursis, pendant huit années, au jugement des procès touchant les limites du comté de Flandre, pendans au Parlement de Paris.	p. 135.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Déclaration relative aux appellations portées, <i>emissa medio</i> , au Parlement de Paris, des décisions rendues par les tribunaux du comté de Flandre.	p. 137.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Lettres concernant les appellations des jugemens rendus à Lille, à Douay, à Orchies, et la juridiction du gouverneur de Lille et de la Chambre du conseil de Flandre.	p. 138.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Déclaration portant règlement pour les hommages des vassaux du comté de Pontfieu et des prévôtés de Vineu, Beauvoisis et Foulloy.	p. 140.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Lettres qui défendent au bailli de Sens de recevoir les appellations des jugemens rendus par les officiers du Duc de Bourgogne, et qui ne permettent de les porter qu'au Parlement de Paris.	p. 141.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Exécution du scel du duché de Bourgogne.	p. 142.
<i>A Péronne, le 14 Octobre.</i>	Exemption de service personnel pour la défense du royaume, en faveur des vassaux, sujets et serviteurs du Duc de Bourgogne.	p. 143.

- Lettres concernant la juridiction que le bailli de Sens exerçoit sur les habitans de Ville-neuve-le Roi. p. 145. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Main-levée des terres saisies sur le Duc de Bourgogne et sur ceux qui avoient embrassé son parti. p. 146. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Lettres portant don de la terre de Mortagne au Duc de Bourgogne. p. 147. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Connoissance des complaints dans le duché de Bourgogne. p. 148. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Lettres concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand conseil. p. 150. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Lettres qui, à la demande du Duc de Bourgogne, confirment une surséance pour quinze ans à l'exécution d'un arrêt du Parlement de Paris que l'on prétendoit contraire au traité d'Amiens, et qui prolongent ensuite cette surséance de vingt ans encore. p. 151. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Lettres d'évocation au Conseil du Roi, d'une cause pendante au Parlement de Paris, à la poursuite du ministère public, contre Chrétien et Jean de Digonne, qui avoient agi pour les intérêts et par les ordres du Duc de Bourgogne. p. 152. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Déclaration portant réglemeut pour l'imposition foraine sur les marchandises qui passent en Bourgogne. p. 153. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Appellation des jugemens de la loi de Bruges. p. 156. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Lettres pour assurer au Duc de Bourgogne la jouissance paisible du grenier à sel de Grandvilliers. p. 157. *A Péronne, le 14 Octobre.*
- Main-levée d'une saisie de terres et rentes faite en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, et suspension de toutes poursuites judiciaires jusqu'à la décision des commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre. p. 159. *A Liège, le 1.^{er} Novembre.*
- Prolongation annuelle de la foire tenue à Rouen, nommée *le Pardon Saint Romain*; exemption d'impôts sur les marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés. p. 161. *A Sens, en Novembre.*
- Statuts et ordonnances pour les cordonniers de Tours. p. 163. *A Sens, en Novembre.*
- Rétablissement à Toulouse du Parlement et de la Cour des aides de Languedoc, qui avoient été transférés à Montpellier. p. 167. *Aux Montilz-lès-Tours, le 23 Décembre.*
- Statuts et ordonnances des tonneliers de Soissons. p. 170. *A Soissons, en Décembre.*
- Lettres par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes. p. 171. *Aux Montilz-lès-Tours, le 1.^{er} Janvier.*
- Lettres qui assurent au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre, et qui leur en restituent le revenu, à compter du 1.^{er} octobre précédent. p. 173. *Aux Montilz-lès-Tours, le 1.^{er} Janvier.*
- Reconnaissance de noblesse. Réintégration de celui qu'on y avoit troublé dans l'exercice de ses droits. p. 174. *Aux Montilz-lès-Tours, le 7 Janvier.*
- Lettres du Roi qui nomment un lieutenant général en Languedoc, et lui délèguent toute l'autorité nécessaire pour réprimer des troubles. p. 301. *Aux Montilz-lès-Tours, le 26 Janvier.*

<i>Aux Montilz-lis-Tours, le 28 Janvier.</i>	Droit accordé à René, Roi de Sicile, Duc d'Anjou et Comte de Provence, de sceller en cire jaune.	p. 175.
<i>Aux Montilz-lis-Tours, en Janvier.</i>	Lettres d'amortissement pour une église de Tours, — pour une chapelle qu'on venoit de fonder, — pour les religieux de Saint-Martin de Tournay. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 177.
<i>Aux Montilz-lis-Tours, en Janvier.</i>	Lettres de légitimation pour Jean Berthomeau. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 177.
<i>Aux Montilz-lis-Tours, en Janvier.</i>	Lettres de naturalité pour Marguerite Moynier et Jean-Christophe Lancement. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 177.
<i>Aux Montilz-lis-Tours, en Janvier.</i>	Plusieurs lettres portant établissement de foires dans divers lieux. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 177.
<i>Aux Montilz-lis-Tours, le 5 Février.</i>	Confirmation de l'échange fait entre les religieux de Saint-Amand-en-Peule et ceux de Saint-Martin de Tournay, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement.	p. 177.
<i>A Tours, en Février.</i>	Confirmation de la cession faite par l'évêque et le chapitre de Montauban, d'une partie de la juridiction qu'ils avoient sur l'île Madé.	p. 180.
<i>A Amboise, en Février.</i>	Établissement de foires et marchés à Saint-Maixent, à la demande du Comte du Maine.	p. 190.
<i>11 Février.</i>	Lettres concernant les gages des officiers de la province du Dauphiné. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 191.
<i>A Amboise, le 6 Mars.</i>	Permission accordée aux habitans de Tournay de tenir table d'usure.	p. 191.
<i>A Amboise, le 14 Mars.</i>	Déclaration portant règlement pour les privilèges des marchands fréquentant la Loire. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 193.
<i>A Amboise, le 15 Mars.</i>	Lettres concernant les privilèges des Chartreux de Saint-Jean-du-Liget. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 193.
<i>A Amboise, le 18 Mars.</i>	Lettres relatives à la violation faite par le Comte d'Armagnac, d'un pariage qui régloit l'exercice de la juridiction entre l'évêque de Rodès et lui.	p. 193.
<i>A Amboise, le 24 Mars.</i> (<i>Voy. la note b.</i>)	Lettres de ratification du traité fait entre le Roi et le Duc de Bourgogne. (<i>Le traité est pag. 198 et suivantes.</i>)	p. 197.
<i>A Amboise, le 27 Mars.</i>	Permission accordée à Louis, bâtard du Maine, de rétablir et fortifier un château démoli pour cause de rébellion envers le Roi.	p. 205.
<i>A Amboise, en Mars.</i>	Lettres pour réparer et fortifier la ville de Ruffect en Berri. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 205.
<i>A Amboise, en Mars.</i>	Établissement de deux foires annuelles à Tournon.	p. 206.
	Autres concessions de foires. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 206.
	Plusieurs lettres de rémission indiquées aussi note <i>a</i> .	p. 207.
1469.		
<i>A Baugé, le 12 Avril.</i>	Droit accordé aux seigneurs de Mathe-Felon d'y construire et tenir une grande garenne.	p. 207.
<i>Le 21 Avril.</i>	Concession de foires dans plusieurs lieux. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 206.

Lettres d'amortissement de la terre de Choisy pour l'abbaye de Notre-Dame, près de Senlis. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 208.	<i>En Avril.</i>
Concession de la Guienne, pour apanage, au frère du Roi.	p. 209.	<i>A Amboise, en Avril.</i>
Ammistie pour ceux qui ont suivi le parti du Duc de Guienne.	p. 214.	<i>A Baugé, en Mai.</i>
Extension aux descendants du Roi de Sicile, du privilège qui lui avoit été accordé pour le scel de ses lettres.	p. 216.	<i>Aux Montils-Tedres, en Mai.</i>
Approbation et ratification des lettres accordées par le Pape pour la sécularisation de l'église de Luçon.	p. 217.	<i>A Baugé, en Mai.</i>
Permission accordée par le Roi à un de ses notaires et secrétaires, de construire un château et de le fortifier.	p. 219.	<i>A Amboise, en Mai.</i>
Permission accordée aux habitans de Saint-Bertholin de Confolant, d'entourer ce lieu de murs et de fossés, et de le fortifier.	p. 219.	<i>A Baugé, en Mai.</i>
Confirmation des privilèges du prieuré de Saint-Saturnin-du-Port, avec un pariage entre ses religieux et le Roi.	p. 220.	<i>A Tours, en Mai.</i>
Lettres patentes portant décharge des deniers reçus par le Duc de Guienne.	p. 226.	<i>A Amboise, le 10 Juin.</i>
Statuts et ordonnances de police intérieure pour la ville de Therouane.	p. 228.	<i>A Tours, en Juin.</i>
Translation du Parlement de Bordeaux à Poitiers.	p. 231.	<i>A Amboise, en Juillet.</i>
Approbation et ratification données par le Roi à des bulles du Pape qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay; amortissement et sauvegarde accordés à ce sujet.	p. 234.	<i>A Amboise, en Juillet.</i>
Concession de foires à la ville de Saumur. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 236.	<i>A Amboise, en Juillet.</i>
Institution et statuts de l'ordre de Saint-Michel.	p. 236.	<i>A Amboise, le 1.^{er} Août.</i>
Sauvegarde pour l'église de Saint-Ursin à Bruges; et concession aussi de deux lettres d'amortissement. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 236.	<i>En Août.</i>
Confirmation par le Roi d'un appointment relatif aux pays formant l'apanage du Duc de Guienne.	p. 255.	<i>A Coulangeres-Réaux, le 18 Septembre.</i>
Révocation des dons faits et des privilèges accordés par Louis XI, depuis son avènement au trône, à plusieurs villes de Guienne.	p. 257.	<i>A Coulangeres-Réaux, le 18 Septembre.</i>
Dons de terres au Duc de Guienne, en supplément et accroissement d'apanage.	p. 258.	<i>A Coulangeres-Réaux, le 18 Septembre.</i>
Lettres de légitimation pour Pierre de Montblenc, — pour Gautier de Ricarville. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 259.	<i>A Coulangeres-Réaux, en Septembre.</i>
Permission d'exploiter des mines. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 259.	<i>A Coulangeres-Réaux, en Septembre.</i>
Concession de privilèges pour la seigneurie de Creveœur. — Lettres d'amortissement pour Notre-Dame de l'Isle en Barrois. — Don à l'église de Celles en Poitou. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 259.	<i>A Coulangeres-Réaux, en Septembre.</i>
Sur la nomination et réception aux offices vacans dans le Parlement de Paris.	p. 260.	<i>A Orléans, le 22 Octobre.</i>

<i>A Amboise, en Octobre.</i>	Droit accordé aux gens de divers métiers, qui viendront les exercer dans la nouvelle enceinte pratiquée pour la ville d'Orléans.	p. 260.
<i>A Amboise, en Octobre.</i>	Lettres qui maintiennent le chapitre d'Amiens dans l'exercice du privilège qu'il avoit de ne pas recevoir des bâtards pour chanoines.	p. 262.
<i>A Amboise, en Octobre.</i>	Permission d'avoir un colombier. — Amortissement pour la paroisse de Granville. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 259.
<i>A Amboise, le 8 Novembre.</i>	Lettres relatives à l'enregistrement de celles qui avoient donné le duché de Guienne pour apanage au frère du Roi.	p. 263.
<i>Aux Montil- lis-Tours, le 6 Décembre.</i>	Lettres relatives à l'enregistrement et la publication de celles qui avoient été accordées à l'Université de Bourges. <i>Voir</i> aussi la note <i>a</i> de la page 265.	p. 264.
<i>A Tours, le 8 Décembre.</i>	Lettres qui autorisent toute transaction avec le Duc de Nemours, et l'abolition et pardon de ses crimes envers le Roi.	p. 266.
<i>Aux Montil- lis-Tours, le 27 Décembre.</i>	Confirmation de toutes les franchises, immunités, exemptions, prérogatives, &c., accordées par Louis VI, Louis VII et Philippe-Auguste, à l'abbaye de Tiron.	p. 269.
<i>Aux Montil- lis-Tours, en Décembre.</i>	Concessions faites aux habitans de la ville de Mende.	p. 275.
<i>En Novembre et Décembre.</i>	Différens dons et concessions. <i>Voyez</i> la note <i>d</i> .	p. 278.
<i>A Paris, le 5 Janvier.</i>	Ordonnance concernant la communauté des deux cent vingt sergens à cheval du Châtelet.	p. 279.
	Plusieurs lettres de dons, de privilèges, d'amortissement. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 280.
<i>A Amboise, le 12 Janvier.</i>	Lettres pour informer d'un vol fait au trésor de l'abbaye de Saint-Denis.	p. 280.
<i>A Amboise, le 18 Février.</i>	Nouvelles lettres concernant l'exemption de ban et arrière-ban pour les bourgeois de Paris.	p. 281.
<i>A Amboise, en Février.</i>	Privilèges de l'église de Poitiers.	p. 282.
<i>Aux Montil- lis-Tours, le 26 Mars.</i>	Ordonnance portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou.	p. 283.
<i>Aux Montil- lis-Tours, le 28 Mars.</i>	Lettres pour l'imposition d'un subside en Dauphiné.	p. 288.
<i>A la Roche- lis-Tours, en Mars.</i>	Lettres d'amortissement pour l'Hôtel-Dieu de Reims.	p. 289.
<i>A Notre-Dame de la Sclle, en Avril.</i>	Lettres de Louis XI, comme Dauphin de Viennois, confirmatives d'un acte fait par un Dauphin précédent, concernant des droits sur les personnes.	p. 291.
1470.		
<i>A Amboise, le 13 Mai.</i>	Ordonnance sur le fait des gens d'armes, capitaines et autres.	p. 293.
<i>A Amboise, le 25 Mai.</i>	Dispense accordée à plusieurs nobles de la sénéchaussée de Toulouse, de service militaire envers le Roi.	p. 297.
<i>A Amboise, en Mai.</i>	Confirmation des lettres de rémission et d'abolition accordées, au nom du Roi, aux habitans de Saint-Flour en Auvergne.	p. 298.
		Don

Don de la vicomté de Thouars à Anne de France. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 297.	<i>A Amboise, en Mai.</i>
Lettres qui accordent à Louis de Beaumont la haute, moyenne et basse justice, dans sa terre de Riblère. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 297.	<i>A Amboise, en Mai.</i>
Don de plusieurs seigneuries, et concession encore de haute justice. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 297.	<i>A Amboise, en Mai.</i>
Création d'un second président en la Chambre des aides.	p. 305.	<i>A Amboise, le 6 Juin.</i>
Confirmation des exemptions et franchises accordées précédemment aux habitans d'Aigues-mortes.	p. 309.	<i>A Tours, le 5 Juin.</i>
Lettres relatives à une exemption d'impôt réclamée par les officiers du bailliage de Tournay.	p. 306.	<i>A Amboise, le 15 Juin.</i>
Lettres concernant l'établissement et l'entretien des enfans de chœur et de leur maître dans l'église d'Avranches.	p. 310.	<i>A Amboise, en Juin.</i>
Lettres d'amortissement pour le chapitre de l'église d'Avranches. <i>Voy.</i> la note <i>b</i> . (D'autres lettres d'amortissement y sont indiquées.)	p. 310.	<i>A Amboise, en Juin.</i>
Lettres de légitimation pour Jean Darquet. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 314.	<i>A Amboise, en Juin.</i>
Lettres par lesquelles le Roi fait don à un Écossais de la seigneurie de Basoches. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 314.	<i>A Amboise, en Juin.</i>
Lettres portant décharge d'hypothèques, privilèges, et de tous droits royaux, sur Villemonble.	p. 315.	<i>A Angers, le 13 Juillet.</i>
Foire à Châtres pour le seigneur de Graville.	p. 317.	<i>Au Pont-de-Cé, en Juillet.</i>
Autres concessions de foires, indiquées note <i>a</i> .	p. 317.	
Concession faite aux habitans d'Orléans, du droit d'acquiescer et de posséder des fiefs nobles.	p. 318.	<i>A Tours, en Juillet.</i>
Droit accordé aux habitans du Mont-Saint-Michel de ne pouvoir être traduits, pour les cas déterminés dans ces lettres, que par-devant le capitaine de leur ville ou son lieutenant.	p. 320.	<i>A la Ministre, en Juillet.</i>
Confirmation des lettres de Philippe-Auguste en faveur des habitans de la Chapelle-la-Reine en Gâtinois.	p. 321.	<i>A Amboise, en Juillet.</i>
Confirmation des statuts des tisserands de Vierson.	p. 322.	<i>A Tours, en Juillet.</i>
Lettres de légitimation pour Pierre Tournemine. — Lettres d'amortissement pour Saint-Euverte d'Orléans. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 325.	<i>En Juillet.</i>
Lettres portant défense de vendre le sel nouvellement venu aux greniers, au rabais, jusqu'à ce que l'ancien soit vendu. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 325.	<i>En Juillet.</i>
Confirmation des lettres de Charles VII qui accordoient deux foires annuelles à la ville des Vaux en Languedoc.	p. 325.	<i>A Tours, le 4 Août.</i>
Lettres sur le ressort du comté de la Marche.	p. 327.	<i>Aux Montil-lis-Tours, le 11 Août.</i>

*A Amboise,
le 28 Septembre.*

Permission donnée aux habitans d'Auxerre de lever un droit de barrage sur tous les vins qui passeront dessus et dessous le pont de leur ville, pendant dix ans. p. 329.

*A Bayeux,
en Septembre.*

Don fait à l'église de Saint-Lô, avec amortissement pour le terrain qu'on lui donne. p. 330.

*En Septembre
et Octobre.*

Plusieurs dons de terres et seigneuries sont indiqués note *a*. p. 332.

*Aux Montil-
les-Tours,
le 8 Octobre.*

Lettres portant défense de faire aucun commerce sur les terres du Duc de Bourgogne. p. 332.

*Aux Montil-
les-Tours,
le 9 Octobre.*

Privilage et amortissement pour les consuls, chapelains, vicaires et habitans de Saint-Léonard en Limousin. p. 336.

*Aux Montil-
les-Tours,
en Novembre.*

Ordonnance touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie. p. 337.

*Aux Montil-
les-Tours,
le 10 Novembre.*

Amortissement général pour les églises de Normandie. p. 341.

*Aux Montil-
les-Tours,
en Novembre.*

Lettres de garde pour la communauté et mairie de Barrois, diocèse de Verdun. p. 343.

*Aux Montil-
les-Tours,
en Novembre.*

Établissement de foires à Caen. p. 344.

*Aux Montil-
les-Tours,
en Novembre.*

Confirmation de l'octroi fait d'un consulat à la ville d'Aurillac, avec abolition des délits commis par les consuls et les habitans. p. 348.

*A Tours,
en Novembre.*

Confirmation des privilèges accordés aux habitans de plusieurs lieux. p. 350.

*A Amboise,
en Novembre.*

Exemption de tailles, aides et subventions quelconques, pour le chapitre et l'hôpital du Puy en Velay. p. 351.

*A Amboise,
le 3 Décembre.*

Déclaration du Roi contre le Duc de Bourgogne, rendue sur l'avis des Princes du sang et des notables assemblés à Tours, par laquelle il se décharge et décharge les Princes des obligations et promesses du traité de Péronne, à cause des conspirations du Duc contre lui. p. 353.

*A Amboise,
le 29 Décembre.*

Déclaration du Roi relative au nombre des officiers de la Cour des aides. p. 357.

*A Amboise,
le 29 Décembre.*

Lettres concernant le paiement des gages des officiers de la Cour des aides. p. 359.

*A Amboise,
en Décembre.*

Octroi fait à l'archidiacre et à l'église de Rodès de n'être tenus de plaider qu'au Parlement de Languedoc. p. 360.

*A Amboise,
en Décembre.*

Échange avec le Comte de Dunois. *Voyez* la note *a*. p. 361.
Voyez aussi la note *b* de la page 388.

*A Amboise,
en Décembre.*

Don de la vicomté d'Orbec au bâtard de Bourgogne. *Voyez* la note *a*. p. 361.

*A Amboise,
en Décembre.*

Lettres par lesquelles le Roi transporte les terres et seigneuries de Marant et de l'île de Ré au Comte de Saint-Paul et à Marie de Savoie, son épouse. *Voyez* la note *a*. p. 361.

*A Amboise,
en Décembre.*

Don fait à Jacques de Ros, de la moitié de la terre de Ségur, et de quelques autres terres qui avoient appartenu à Jean d'Armagnac. *Voyez* la note *a*. p. 361.

*A Amboise,
en Décembre.*

Plusieurs lettres d'amortissement, de légitimation, de noblesse, de naturalité, et la concession de l'usage d'une forêt royale, sont indiquées aussi note *a*. p. 361.

- Déclaration portant règlement général pour le cours des monnoies étrangères. p. 362. *Aux Montils, le 4 Janvier.*
- Exemption de toute imposition foraine pour les habitans de la ville et de la prévôté de Saint-Quentin. p. 365. *A Mehun-sur-Loire, le 16 Janvier.*
- Affranchissement accordé aux bouchers de Beauvais, d'impositions qu'on levoit sur eux. p. 366. *A Chartres, le 19 Janvier.*
- Droit d'acquérir et de disposer de leurs biens, accordé aux étrangers qui viendront, pendant les trente ans suivans, s'établir à Saint-Quentin. Remise du droit de formariage. p. 368. *A Mehun-sur-Loire, en Janvier.*
- Abolition et rémission générale de ce qui pourroit avoir été dit ou fait contre le Roi, pendant que le Duc de Bourgogne étoit maître de Saint-Quentin. p. 369. *A Mehun-sur-Loire, en Janvier.*
- Rétablissement de la prévôté de Saint-Quentin dans l'état où elle se trouvoit avant le traité d'Arras. p. 370. *A Mehun-sur-Loire, en Janvier.*
- Confirmation des privilèges des consuls et des habitans de Narbonne. p. 371. *A Compiègne, en Janvier.*
- Confirmation des privilèges des habitans du lieu d'Auzy en Rouergue. p. 378. *A Amboise, en Janvier.*
- Confirmation des privilèges des habitans de Saint-Antonin en Rouergue. p. 378. *A Amboise, en Janvier.*
- Confirmation des statuts des orfèvres de Tours. p. 379. *A Amboise, en Janvier.*
- Impôt sur le sel, pour la guerre à faire au Duc de Bourgogne. *Voyez la note c.* p. 384. *A Amboise, en Janvier.*
- Plusieurs lettres d'amortissement, — de dons, — d'anoblissement. *Voyez la note c.* p. 384.
- Révocation des foires de Beaucaire. p. 385. *A Compiègne, le 10 Février.*
- Concession faite par le Roi, des villes, châteaux, châtellenies, terres et seigneuries de Péronne, Montdidier, Roye, &c., à Louis de Luxembourg, Comte de Saint-Paul. *Voyez la note a.* p. 385. *En Février.*
- Concession de foires à Pezenas. *Voyez la note a.* p. 386. *En Février.*
- Exemption de tailles et impositions, et de logement des gens de guerre, en faveur des habitans de Saint-Denis. p. 387. *A Compiègne, le 11 Février.*
- Ressort transporté au bailli de Dunois. p. 388. *A Compiègne, en Février.*
- Confirmation des privilèges des arbalétriers de Lagny. p. 390. *A Noyon, en Février.*
- Privilèges accordés aux religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne. p. 392. *A Compiègne, en Février.*
- Lettres de naturalisation pour Antoine Segulier, né dans le comté de Roussillon. p. 398. *A Compiègne, en Février.*
- Concession faite aux habitans d'Orléans, concernant l'acquisition des fiefs. p. 400. *A Beauvais, le 23 Mars.*
- Lettres qui accordent différens privilèges à la ville d'Amiens, concernant l'acquisition des fiefs, la réparation et construction des fortifications, et l'assiette et levée des deniers nécessaires pour les dépenses communales. p. 401. *A Beauvais, en Mars.*
- Confirmation des réglemens faits touchant les maîtres jurés chirurgiens à Paris. p. 403. *A Ham, en Mars.*
- Statuts et ordonnances pour la confrérie des brodeurs de Paris. p. 404. *A Paris, en Mars.*

<i>A Beauvais, en Avril.</i>	Confirmation d'un don fait par le Duc de Guienne. <i>Voyez</i> la note <i>b</i> .	p. 401.
<i>En Mars et Avril.</i>	Dons et lettres d'anoblissement. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 403.
<i>En Avril.</i>	Droit accordé à l'archevêque de Bourges, de fortifier un de ses domaines. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 403.
<i>A Orléans, le 8 Avril.</i>	Statuts des pelletiers de Rouen.	p. 407.

1471.

<i>A Amiens, en Avril.</i>	Lettres portant union de la ville d'Amiens au domaine de la couronne.	p. 414.
<i>A Amiens, en Avril.</i>	Privilège concernant le sel accordé aux écolâtres d'Amiens, pour les pauvres clercs et étudiants.	p. 415.
<i>A Amiens, en Avril.</i>	Lettres concernant les bouchers et la vente de la viande à Amiens.	p. 417.
<i>A Amiens, en Avril.</i>	Lettres d'amortissement pour l'église d'Amiens, — pour son écolâtre. <i>Voy.</i> la note <i>a</i> .	p. 417.
<i>A Amiens, en Avril.</i>	Permission de fortifier la terre de la Contour. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 417.
	Plusieurs lettres de noblesse et de naturalité sont indiquées note <i>a</i> .	p. 417.
<i>A Ham, en Mai.</i>	Foires accordées au seigneur de Davenescourt.	p. 419.
<i>A Ham, en Mai.</i>	Confirmation des privilèges de l'église de Laon, et notamment de l'exemption de loger et nourrir des gens de guerre.	p. 421.
<i>A Ham, en Mai.</i>	Lettres explicatives de celles du mois de novembre précédent sur la possession des fiefs en Normandie, et l'octroi de la noblesse à la postérité de ceux qui les tenoient alors.	p. 422.
<i>A Ham, en Mai.</i>	Lettres d'amortissement. <i>Voyez</i> la note <i>a</i> .	p. 425.
<i>A Ham, en Mai.</i>	Concession faite aux religieux de Saint-Barthélemi de Noyon, pour le sel dont ils avoient besoin annuellement.	p. 425.
<i>A Amboise, en Mai.</i>	Lettres concernant l'administration municipale de la ville de Troyes.	p. 426.
<i>A Paris, le 30 Juin.</i>	Lettres concernant la vérification des privilèges accordés à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.	p. 432.
<i>A Paris, en Juin.</i>	Lettres relatives à l'exécution de l'amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne.	p. 433.
<i>A Saintes, en Juin; la note d de la pag. 435.</i>	Confirmation des privilèges des habitants de Libourne.	p. 435.
<i>A Amboise, le 25 Juillet.</i>	Lettres concernant le ressort du bailliage d'Amboise.	p. 436.
<i>Aux Montilz- les-Tours, en Juillet.</i>	Nouvel octroi du dixième denier du monnayage à l'église de Saint-Lô d'Angers.	p. 437.
<i>A Amboise, en Août.</i>	Lettres concernant la prévôté de Bourges.	p. 439.
<i>Aux Montilz- les-Tours, le 20 Septembre.</i>	Rémision aux habitants d'Issoudun, des amendes et autres condamnations prononcées contre eux pour n'avoir pas pris au grenier établi par le Roi le sel dont ils avoient besoin.	p. 441.

Annulation d'une ordonnance des commissaires du Roi en Languedoc, d'après laquelle le Parlement et la Cour des aides devoient être ambulatoires, au lieu d'être sédentaires. p. 442. *Aux Montilz-lès-Tours, le 20 Septembre.*

Exemption de tailles, subsides et de service militaire, pour les officiers du Roi au Parlement de Toulouse. p. 445. *A Baugé, le 29 Septembre.*

Ordonnance du Roi sur l'exploitation des mines dans le royaume. p. 446. *Aux Montilz-lès-Tours, en Septembre.*

Don fait par le Roi au chapitre de l'église collégiale de Cléry, de quatre mille livres tournois de revenu pour ajouter à la solennité du service divin. p. 455. *A Mehun-sur-Loire, le 24 Octobre.*

Création d'un boucher à Paris. p. 458. *Au Lude, en Octobre.*

Création d'un monnoyeur à Toulouse. p. 459. *A Orléans, en Octobre.*

Confirmation des privilèges du chapitre de Saint-Maclood, à Bar, diocèse de Langres. p. 460. *A Vendôme, en Octobre.*

Concession faite par le Roi à son panetier, de la haute, basse et moyenne justice, à Saint-Maixent et à Germeville, avec permission d'y construire des forteresses. p. 462. *A Amboise, en Janvier.*

Statuts des tonneliers, huchers et menuisiers d'Évreux. p. 464. *A Tours, en Février.*

Lettres concernant les fraudes commises par des soldats, à l'égard des droits du Roi. p. 468. *Aux Montilz-lès-Tours, le 24 Mars.*

Confirmation des droits octroyés aux habitans de Fontenay-le-Comte, pour le gouvernement de leur ville; nouvelles concessions que le Roi leur fait; exemptions et franchises qu'il leur accorde. p. 470. *Au Plessis-du-Parc-lès-Tours, en Mars.*

Confirmation des privilèges de l'église de Saint-Martin de Tours, touchant les personnes attachées au service de cette église. p. 473. *Aux Montilz-lès-Tours, en Mars.*

Établissement de béguines à Paris. *Voyez la note a.* p. 476. *Aux Montilz-lès-Tours, en Mars.*

Concession d'une foire annuelle aux habitans de Monville, dans le bailliage de Rouen. p. 477. *Aux Montilz-lès-Tours, en Mars.*

Plusieurs autres concessions de foires, indiquées note a. p. 477.

Plusieurs lettres d'amortissement, de légitimation, de noblesse, de naturalité; plusieurs dons aussi et plusieurs concessions du droit de fortifier. *Voyez la note a.* p. 478.

1472.

Droit accordé aux étrangers qui habitent et habiteront Toulouse, de tester et disposer de leurs biens, comme s'ils étoient nés dans le royaume. p. 478. *A Laval, le 20 Avril.*

Défense d'imposer aux tailles les habitans de Lyon pour les biens qu'ils possèdent hors de la ville. p. 480. *Au Plessis-du-Parc, le 23 Avril.*

Lettres de rémission obtenues pour avoir tué un individu en révolte contre la justice, qui avoit mis en danger la vie de ceux envers lesquels il s'étoit armé. p. 481. *A Paris, en Avril.*

Lettres concernant l'or de paillolle. p. 483. *A Paris, le 23 Mai.*

- A Bourgneuf, le 24 Mai.* Nouvelle réunion de la Rochelle au domaine de la couronne; confirmation de tous les privilèges, franchises, statuts, &c. de la ville et de ses habitans. p. 488.
- A la Rochelle, le 26 Mai.* Liberté accordée aux habitans de la Rochelle de trafiquer en tout temps avec les étrangers, même quand on seroit en guerre avec eux. p. 492.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des privilèges, libertés, franchises, &c., accordés par les prédécesseurs du Roi et par le Duc de Guienne à la ville de Bergerac. p. 494.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des privilèges, libertés, franchises, &c. des habitans de Saint-Émilion. p. 496.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des privilèges, droits, franchises, &c. de la ville de Périgueux. p. 497.
- A Saintes, en Mai.* Abonnement en argent, accordé aux habitans de Marennas et Arvert, en remplacement de la taille et de quelques autres impôts. p. 498.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des privilèges du Vicomte et des habitans de la vicomté de Turenne. p. 504.
- A Saintes, en Mai.* Nouvelle confirmation des privilèges accordés aux habitans de Libourne en Guienne. p. 505. Voir la note d de la page 435.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des privilèges de la ville de Montauban. p. 506.
- A Saintes, en Mai.* Confirmation des habitans de la ville de Saintes dans tous leurs privilèges et franchises; restitution des biens à tous ceux qu'on en avoit dépouillés pendant les divisions intestines; annulation des dons qui en avoient été faits. p. 507.
- A Saintes, le 28 Mai.* Confirmation des privilèges de Saint-Jean-d'Angely. p. 508.
- A Saintes, en Mai.* Concession d'une mairie et d'un gouvernement municipal aux habitans de Blaye; confirmation de tous leurs privilèges. p. 509.
- En Mai.* Lettres d'abolition pour les habitans de Pezenas. Voyez la note a. p. 511.
- En Mai.* Lettres d'amortissement pour la ville de Soissons. Voyez la note a. p. 511.
- A Saintes, le 1.^{er} Juin.* Rétablissement à Bordeaux, du Parlement qui avoit été transféré à Poitiers. p. 511.
- A Saint-Jean-d'Angely, le 2 Juin.* Lettres concernant le ressort de la sénéchaussée de la Rochelle. p. 513.
- A Saint-Jean-d'Angely, le 3 Juin.* Confirmation des privilèges des habitans de l'île de Ré. p. 514.
- En l'île Notre-Dame de Behuart, le 26 Juin.* Lettres de provisions de l'office de Chancelier de France. p. 516.
- A Saint-Jean-d'Angely, en Juin.* Exemption de tailles, aides et autres subventions quelconques, pour les habitans d'Ars et de Leys. p. 518.
- A Notre-Dame de Celles, en Juin.* Lettres relatives à la foire de Saint-Denis; exemption de toute sorte de droits et d'impôts sur toutes les marchandises et denrées qu'on y apportera, et sur toutes celles qui y auront été achetées. p. 522.
- En Juin.* Diverses lettres de dons et d'amortissement. Voyez la note a. p. 524.

- Concession du droit de tester et de disposer de tous ses biens, faite par le Roi à tous les étrangers qui habitent Bordeaux. p. 524. *A Saint-Florent-lez-Saumur, en Juin.*
- Confirmation des anciens privilèges des églises de Saint-André et Saint-Séverin à Bordeaux. p. 525. *A Saint-Florent-lez-Saumur, en Juin.*
- Nouvelle confirmation des coutumes, établissemens et franchises des habitans de Bayonne. p. 526. *Au Plessis-Macé, en Juillet.*
- Nouvelle union de la ville de Bayonne au domaine du Roi. p. 527. *Au Plessis-Macé, en Juillet.*
- Election des maire et pairs de Beauvais. p. 529. *A la Roche-au-Duc, en Juillet.*
- Exemption d'impôts accordée, sous quelques modifications, aux habitans de Beauvais. p. 530. *A la Roche-au-Duc, en Juillet.*
- Faculté accordée à tous les habitans de Beauvais d'acquérir et de posséder des fiefs nobles; exemption pour eux de tous les droits qui seroient à payer au Roi; exemption aussi du ban et de l'arrière-ban. p. 531. *A la Roche-au-Duc, en Juillet.*
- Confirmation des privilèges de la ville de Cahors. p. 533. *A la Roche-au-Duc, en Juillet.*
- Autorisation de fortifier une terre, et d'y avoir des fourches patibulaires. *Voyez la note a.* p. 533. *A la Roche-au-Duc, en Juillet.*
- Lettres de création d'un monnoyeur en Dauphiné. *Voyez la note a.* p. 533.
- Lettres concernant des monnoies fabriquées dans le comté de Foix. p. 534. *A Paris, le 7 Août.*
- Lettres en faveur de l'Université de Cahors; sauvegarde et autres privilèges que le Roi lui accorde. p. 535. *A la Guerche, en Août.*
- Quelques dons faits par des lettres patentes du Roi sont indiqués dans la note a. p. 538.
- Nouvelle confirmation des lettres de Charles VII en faveur de la ville d'Acqs. p. 538. *A Notre-Dame de Selles, le 14 Octobre.*
- Rétablissement d'un grenier à sel au Pont-de-l'Arche en Normandie. p. 540. *A Amboise, le 28 Octobre.*
- Exemption de ban et d'arrière-ban confirmée à tous les habitans de Poitiers. p. 541. *Au Plessis-Baudouin, en Octobre.*
- Concession de plusieurs privilèges à l'abbaye de Notre-Dame de Selles en Poitou. p. 543. *A Notre-Dame de Selles, en Octobre.*
- Sauvegarde accordée au chapitre de la cathédrale de Langres. p. 546. *A Amboise, en Octobre.*
- Lettres patentes pour la réception et homologation des concordats faits entre le Pape et le Roi. p. 548. *A Amboise, le 31 Octobre.*
- Lettres relatives aux collations de bénéfices exercées par l'envoyé du Pape. p. 554. *Sans date de lieu ni de jour.*
- Don de la principauté de Talmont à Philippe de Comines. *Voyez la note a.* p. 557. *En Octobre.*
- Concessions faites et exemptions accordées, sous des conditions prescrites, aux habitans des paroisses des Sables d'Olonne et de la Chaume. p. 556. *Le 10 Novembre.*

<i>En Novembre.</i>	Dons et confirmation de dons faits par le Duc de Guienne. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 557.
<i>Décembre et Janvier.</i>	Convocation de ban et arrière-ban en Dauphiné. — Lettres sur l'administration des finances. — Permission de réparer ou construire des fortifications. <i>Voyez</i> la note <i>b.</i>	p. 558.
<i>Au Plessis du Parc-lez-Tours, le 26 Février.</i>	Lettres concernant la tutelle des petits-enfans du Comte de Foix; main-levée des terres et seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi; serment de fidélité et d'obéissance.	p. 558.
	Plusieurs lettres d'anoblissement, et deux lettres de cession et d'inféodation de terres, sont indiquées note <i>a.</i>	p. 563.
<i>En Février.</i>	Lettres portant don de plusieurs seigneuries à Tannegui du Chastel. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 563.
<i>Au Plessis-du-Parc, le 12 Mars.</i>	Lettres qui déterminent la valeur de nouveaux écus d'or.	p. 563.
<i>A Tour, le 29 Mars.</i>	Lettres concernant les foires de la ville de Châlons; exemption accordée aux marchands qui y viendront.	p. 564.
	Établissement de plusieurs autres foires. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 566.
<i>Au Plessis-du-Parc, en Mars.</i>	Statuts et ordonnances pour les chaussetiers de la ville de Poitiers.	p. 566.
<i>Au Plessis-du-Parc, en Mars.</i>	Exemption d'impôts et de guet et garde pour deux marguilliers établis dans l'église de Saint-André, à Avranches.	p. 569.
<i>Au Plessis-du-Parc, en Mars.</i>	Fondation royale et perpétuelle en faveur d'un pauvre, à Saint-Martin de Tours; amortissement des sommes données par le Roi à cet effet.	p. 571.
	Autres lettres d'amortissement indiquées dans la note <i>a.</i>	p. 572.
	Plusieurs dons faits par le Roi, de terres, la plupart confisquées sur Jean d'Armagnac. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 572.

1473.

<i>A Amboise, le 22 Mai.</i>	Ordonnance relative à l'achat et à la vente des draps par les marchands de la ville de Paris.	p. 573.
<i>En Mai et en Juin.</i>	Lettres d'anoblissement, de légitimation, de naturalité. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 575.
<i>A Exmes, en Mai.</i>	Permission donnée aux religieuses de Cury [Cusset], de faire reconstruire une place forte; droit de guet qu'on leur accorde.	p. 575.
<i>A Amboise, en Mai.</i>	Attribution aux maire et jurés de Bordeaux, de la police et juridiction sur tous les navires qui viendront au port et havre de cette ville; règlement fait à ce sujet.	p. 576.
	Plusieurs dons encore, dont la plupart de biens confisqués. <i>Voyez</i> la note <i>a.</i>	p. 579.
<i>A Amboise, le 25 Juin.</i>	Lettres qui confirment au prévôt de Paris le droit de connoître, privativement à tout autre juge, de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet de cette ville.	p. 580.
	Privilèges.	

DES ORDONNANCES.

649

- Privilèges accordés aux femmes et filles de la ville de Beauvais. p. 581. *A Amboise, en Juin.*
- Lettres spéciales en faveur de Jeanne Laisné, dite *Fourquet*. p. 583. *A Senlis, le 22 Février.*
- Lettres concernant le service divin dans l'hôpital du Saint-Esprit à Bayonne. p. 584. *A la Chartreuse, près de Loches, en Juillet.*
- Confirmation des droits accordés par les prédécesseurs du Roi à la Hanse Teutonique; suspension, pendant dix ans, de toutes les hostilités, et concession, pendant ce temps, pour tous ceux qui en font partie, de la plus grande liberté de commerce en France. p. 585. *Au Mont-Saint-Michel, le 25 Août.*
- Autres lettres sur le même objet. p. 587. *Au Mont-Saint-Michel, le 26 Août.*
- Nouvelles lettres touchant une concession de foires à la ville des Vans. p. 588. *A Paris, en Août.*
- Affranchissement de tailles en faveur de la ville de Laon. p. 589. *En Septembre.*
- Lettres d'amortissement en faveur de l'Hôtel-Dieu de Paris. p. 589. *A Sarbè, en Septembre.*
- Autres lettres d'amortissement pour des monastères, ou pour des fondations religieuses. *Voyez la note a.* p. 591. *En Septembre.*
- Lettres patentes aussi pour des dons de terres, note *a.* p. 591. *En Septembre.*
- Prolongation, pour six ans, d'un accroissement de droit sur le sel, pour fournir au supplément de gages attribué au Parlement de Paris; continuation prescrite des audiences de relevée. p. 592. *A Cléry, le 16 Octobre.*
- Édit portant création d'un office d'huissier à la Chancellerie et au grand Conseil, et règlement de ses fonctions et de ses droits. *Voyez la note a.* p. 594. *A Jargeau, le 30 Octobre.*
- Lettres portant don d'amendes aux officiers du Parlement de Paris. p. 594. *A Dampierre, le 9 Novembre.*
- Don de francs fiefs au Duc de Brabant. p. 595. *A Dampierre, le 10 Novembre.*
- Lettres relatives à la vacance et à l'élection des bénéfices que l'évêque d'Alby avoit possédés, et à leur administration pendant cette vacance. p. 596. *A Dole, en Touraine, le 30 Novembre.*
- Cours donné aux monnoies de France et de Dauphiné, à une valeur fixée; cours permis de quelques monnoies étrangères. p. 597. *A Chartres, le 28 Décembre.*
- Déclaration concernant le paiement des gages des généraux des aides de Paris. p. 600. *A Chartres, le 28 Décembre.*
- Droit accordé aux chanoines de Candé, de ne plaider qu'au Parlement de Paris. p. 603. *Au Plessis du Paroisse-Tours, en Décembre.*
- Lettres de dons faits par le Roi. *Voyez la note a.* p. 604. *En Janvier et Février.*
- Réduction à une maille d'or par mutation, des rachats dus pour les terres données à Tanguy du Chastel. *Voyez la note a.* p. 604. *En Février.*
- Confirmation des privilèges accordés à la Sainte-Chapelle de Vincennes. p. 605. *A Senlis, en Février.*
- Édit contre les Nominaux. p. 607. *A Senlis, le 1.^{er} Mars.*

Tome XVII.

Nnnn

650 TABLE CHRONOLOGIQUE DES ORDONNANCES.

<i>A Senlis, le 2 Mars.</i>	Concession aux coulevriniens d'Amiens des prérogatives, franchises et libertés, précédemment accordées aux archers et arbalétriers de la même ville.	p. 612.
<i>A Senlis, le 6 Mars.</i>	Lettres qui créent l'évêque d'Alby président des États de Languedoc.	p. 615.
<i>A Notre-Dame de la Victoire- lès-Senlis, le 9 Mars.</i>	Affranchissement de l'impôt de douze deniers pour livre, sur les marchandises qui seront vendues ou échangées durant les foires de Provins.	p. 617.
<i>A Ermenonville, le 23 Mars.</i>	Interdiction de plusieurs monnoies étrangères; cours de quelques autres, permis à un prix déterminé.	p. 619.
<i>A Ermenonville, le 30 Mars.</i>	Crue du cours des deniers d'argent appelés <i>gros</i> .	p. 621.
<i>A Ermenonville, en Mars.</i>	Suppression d'offices d'examinateurs au Châtelet de Paris.	p. 621.



TABLE DES MATIÈRES.

A

ABBEVILLE. Exemption pour ses habitants de quelques droits sur les marchandises qui y viendront pour leur usage. Discours préliminaire, p. xxvij.

ABOLITION. Voyez *Armagnac* (Jacques d'), Duc de Nemours, *Aurillac*, *Berry* (Charles, Duc de), *Saint-Flour*, *Saint-Quentin*.

Abolition. Voyez *Rémision*.

Plusieurs lettres d'abolition sont rap- pelées ou indiquées, p. 298, note *a*; 369, note *b*; 478, note *a*; 511, note *a*.

ABONNEMENT en argent pour l'impôt. Voyez *Morennes*. Voyez aussi *Gîte* et *Lagny*.

ABUS. Ce qu'on désignoit sous le nom d'*abus*, en matière d'impôts. Discours préliminaire, p. vij. Différentes manières de le poursuivre, selon son caractère et sa gravité, *ibid.* Voyez *Collecteurs*.

Abus (Réformation des). Voyez *Avocats*.

ACAPTA. Voir la p. 186 et la note *d*.

ACQS. Louis XI confirme de nouveau, le 14 octobre 1472, des lettres de Charles VII qu'il avoit déjà confirmées peu de temps après son avènement à la couronne, en faveur de la ville d'Acqs. Charles VII avoit alloué, ratifié et approuvé certains articles contenus dans ses lettres mêmes, quand les habitants d'Acqs, long temps soumis à la domination des Anglois, pas- sèrent sous son obéissance. La nécessité d'une nouvelle confirmation est fondée sur ce que le frère du Roi avoit eu pendant quelques années Acqs dans son apa- nage, comme Duc de Guienne, et que la mort de ce Prince avoit fait réunir à la couronne tout ce qu'il avoit possédé, p. 438 et 439.

ACQUILLONS d'or de Sicile, monnoie, p. 620.

ACQUIT, impôt. Exemption que Louis XI en octroie, p. 27. Voir le Discours préliminaire, p. xx.

ADENEREZ. Sens de ce mot, p. 164, note *a*; 364.

AEFUTATIGE, pour bienvenue, p. 170, note *a*.

Tome XVII.

AGEN, AGÉNOIS. Lettres adressées au sé- néchal d'Agénois,

— du 27 février 1472, relatives à l'hommage et au serment de fidélité des petits-enfants de Gaston IV, Comte de Foix, p. 561. Voyez *Foix*.

AIDES. De leur levée, avant que les États les consentissent. Discours préliminaire, p. xvij. De leur levée, depuis que la de- mande en fut soumise aux États du royaume, *ibid.* p. iij. Poursuites contre ceux qui ne payoient pas les subsides or- donnés, *ibid.* Surintendans ou généraux des finances, *ibid.* p. iij. Voyez *Généraux* et *Superintendans*, Généraux de la justice des aides. Voyez les mêmes mots. Conseil- lers pour les aides, *ibid.* p. iv. On réunit en un seul corps de magistrats égaux ceux qui étoient chargés de prononcer sur les aides, *ibid.* p. v, note *b*.

Quand les aides cessèrent d'être an- nuelles. Discours prélim. p. iv. Ce qui fut alors prescrit, et par quelle autorité, *ibid.* Envoi fait chaque mois, par le receveur général, à la Chambre des aides, de l'état de la recette et de la dépense; compte qu'elle en rendoit au Roi, *ibid.* Serment que ses membres prêtoient à ce sujet, *ibid.* p. xj. Les généraux conseillers sur le fait des aides ne pouvoient recevoir de dons que du Roi, *ibid.* Ce que le Roi leur donnoit annuellement, *ibid.* note *f*. Nou- velles prévarications des officiers chargés de la levée et de la perception des subsides, *ibid.* p. xj et suiv. Exemption de paiement des aides pour des hôpitaux, *ibid.* p. xvij et suiv. Voyez *Hôpitaux*. Exemption des droits d'aides pour plusieurs ouvriers et marchands, *ibid.* p. xxiv et xxv. Voyez *Arbalétriers*, *Heaumiers*, *Hôteliers*, *Mon- noyeurs*, *Serruriers*, *Tailleurs*. Charles VII ordonne de saisir les biens des avocats, procureurs, notaires, officiers de cour laïque ou de cour d'église, qui refuseroient de les payer; il les prive même de leurs offices, *ibid.* p. xxv. Exemption pour les hôtels du Roi et des Princes, et pour leurs

N n n n ij

officiers, *ibid.* p. xxvi et suiv. Exemption pour les habitants d'Orléans, *ibid.* p. xxvii.

Aides. A quelle époque elles furent mises en Languedoc, p. 10. Généraux des aides qu'on y établit, *ibid.* Droit qu'on y substitue, à la demande des États, *ibid.* Voyez *Equivalent*. Mise en ferme et levée de quelques aides et subsides, p. 18 et 19. Don que le Roi fait au Duc d'Alençon des aides et tailles qu'il percevoit dans les lieux qu'il lui restitue, p. 53, art. 3. Bail de la ferme des aides pour la ville et l'élection de Paris, p. 111. Une exemption étoit prononcée en faveur de la Reine, des commensaux de la maison du Roi, et des officiers du Parlement de Paris, *ibid.* Exemption réclamée et obtenue par des habitants d'une commanderie de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem; dans quelles circonstances, p. 119 et suiv. Voyez *Robertcourt*. Le Duc de Bourgogne réclame et obtient le droit de mettre à son profit les aides dans plusieurs prévôtés de Picardie, p. 133. Il se plaint des vexations que ses sujets éprouvent, concernant l'imposition foraine, et demande qu'ils soient seulement tenus de décharger leurs marchandises dans des lieux du royaume où les aides ont cours, p. 154. Voyez *Imposition foraine*. Dès le mois d'octobre 1461, le Duc de Bourgogne (c'étoit alors Philippe le Bon) s'étoit plaint aussi des empêchemens mis à la levée des aides, tailles, fouages, vente de sel, &c., dans la châtellenie de Bar-sur-Seine et dans quelques lieux voisins, et Louis XI avoit fait droit à sa réclamation, p. 153, aux notes. En cédant la Guienne à son frère, le Roi lui accorde le droit d'y établir les juges et receveurs pour les aides, p. 210. Aide redemandée par Louis XI sur le Dauphiné, p. 288 et 289. Voyez *Dauphiné*. Exemption d'aides et de quelques autres impôts, réclamée par les officiers du bailliage de Tournay, p. 306 et suiv. Voyez *Tournay*. Exemption semblable accordée par Charles VII et par Louis XI à diverses personnes attachées à l'église de Saint-Martin de Tours, p. 474 et suiv. Voyez *Tours*.

Aides (Cour des). Des officiers qui précédèrent les Cours des aides. Discours préliminaire, p. ij et iij. Jusqu'où s'étendit long-temps la juridiction de la Cour des aides de Paris, *ibid.* p. iij et iv.

Aides (Cour des). Les gages des présidents, généraux, conseillers et autres officiers, ayant été assignés sur une augmentation du droit payé par chaque muid de sel et

sur les deniers venant des exploits et amendes de la Cour, les magistrats ordinaires représentèrent au Roi qu'ils seroient privés d'une partie de ces gages, si le revenu assigné devoit être partagé entre eux et les officiers extraordinaires; le Roi ordonna en conséquence, au mois de novembre 1467, que ceux-ci ne pourroient rien demander avant que les officiers ordinaires eussent été entièrement payés, p. 31. Voyez la p. 594, note *b*. Les généraux des finances, auxquels ces lettres furent adressées, défendirent, par une autre ordonnance, de payer les gages de ceux qui ne résideroient pas, à moins qu'ils ne fussent employés pour les affaires du Roi, p. 32. On leur adressoit également les lettres de nomination des officiers de la Cour des aides, et les gages de ceux-ci ne pouvoient courir que du jour de leur réception, p. 32, note *c*; p. 358. Louis XI rétablit un élu de Nevers, que la Cour des aides avoit destitué; arrêté pour empêcher la signification des lettres du Roi et la réintégration qu'il ordonne, p. 37, note *c*. Le Roi annule une ordonnance qu'elle avoit rendue, concernant le paiement du quart du sel, p. 86 et 87. Voyez *Sel*. Lettres portant que, pour l'instruction des procès criminels sur le fait des aides, il sera pris annuellement cinquante livres sur les exploits et amendes, p. 106, note *b*; p. 594, note *b*. Les lettres sur le quart du sel n'ayant pas été adressées aux généraux des aides, juges souverains en cette partie, le Roi répare cette omission par un mandement spécial, afin qu'il n'y ait aucun obstacle à leur enregistrement, p. 110 et 111. La Cour des aides refuse d'entériner des lettres de pardon que le Roi avoit adressées à cette Cour, et prononce contre le coupable une condamnation, p. 208, note *a*. Discussion qu'y fait naître, en 1468, une nouvelle création d'offices, p. 260, note *b*. Nouveau refus fait par la Cour des aides d'entériner d'autres lettres de rémission pour un meurtre commis à l'occasion d'une fraude, et condamnation du coupable, malgré ces lettres, au bannissement perpétuel, à des amendes, et à la fondation d'une messe de *requiem* à perpétuité, au jour même de l'assassinat, p. 602 et 603. Voyez *Rémission*, et *Sel*.

Aides (Cour des). Établissement d'une Cour des aides à Montpellier, p. 10 et suiv. A qui avoit été confié jusqu'alors le jugement des contestations relatives aux aides ou au droit qui les remplaçoit, et à quelques

autres contributions, p. 10 et 11. Entreprises du Parlement de Toulouse à cet égard, pag. 11. La plénitude de la juridiction est restituée aux généraux des aides, *ibid.* Comment cette Cour est formée; gages et droits qu'on attribue à ses membres, *ibid.* Louis XI, qui l'avoit transportée à Toulouse, la transporte encore à Montpellier, ainsi que le Parlement, en 1467: en 1468, au mois de décembre, il rétablit les deux Cours à Toulouse, p. 167 et *suiv.* Voyez *Parlement de Toulouse*. Les commissaires du Roi en Languedoc ayant pris, en 1471, des arrêtés d'après lesquels le Parlement et la Cour des aides de cette province n'auoient plus été permanens dans le même lieu, le Roi annulla ces arrêtés, et ordonna, pour la Cour des aides en particulier, que les généraux feroient leur résidence à Toulouse, sous peine de perdre leurs offices; que tous les registres et procédures concernant leur juridiction y seroient portés, déclarant nuls aussi tous les actes qui seroient faits dorénavant par les généraux hors de Toulouse, p. 442 et *suiv.*

Aides (Cour des). Attendu l'absence fréquente de l'évêque de Troyes, président de la Cour, le Roi nomme deux généraux des aides pour la présider dans ce cas, voulant qu'ils prennent toujours la première place, sans égard à ce qu'un autre l'occupoit avant eux, p. 112. Ces lettres sont du mois d'août 1468. D'autres lettres de Louis XI, du 6 juin 1470, assurent au même tous les gages, prérogatives et droits appartenant à sa place de président, quoiqu'on en eût depuis créé un second, attendu que Louis Raguier ne pouvoit, comme évêque, assister au jugement des affaires criminelles, p. 305 et 306.

Aides (Cour des). Le Roi y ayant institué des officiers au-delà du nombre ordinaire, sur les représentations qui lui furent faites, il ordonna que le nombre ancien seroit conservé; et dans le cas où, par importunité de requérans ou autrement, il en nommeroit de nouveaux, la Cour des aides devoit refuser de les recevoir, p. 355 et 358. Elle représente au Roi que de tout temps les gages de ses généraux et officiers ont été payés tant sur les amendes et exploits que sur la crue de quarante sous levés sur chaque muid de sel vendu dans plusieurs greniers du royaume: le Roi, par des lettres du 29 décembre 1470, ordonne qu'il en sera ainsi, et défend de convertir à d'autres

usages le produit de cette taxe, avant que la totalité des gages soit payée, sauf une pension mise sur elle, p. 359 et 360. Quelques difficultés nouvelles s'étant élevées à l'occasion du paiement, des lettres données à Chartres le 28 décembre 1473 ordonnèrent que les officiers de la justice des aides seroient payés par le receveur de la taxe et sur leurs quittances seulement, comme l'étoient les officiers du Parlement et de la Chambre des comptes; elles assignent de plus cinq cents livres tournois par an, gages ordinaires des généraux, au magistrat surnuméraire que le Roi venoit de nommer, en déclarant éteint le premier office qui vaqueroit, p. 600 et *suiv.*

Lettres adressées par le Roi à ces magistrats. Voir, ci-après, *Généraux des finances et des aides*.

AIGUES-MORTES, en Languedoc. Plusieurs des prédécesseurs du Roi avoient octroyé aux consuls et habitans d'Aigues-mortes des lettres en vertu desquelles ils n'étoient tenus de rien payer, à cause de leurs denrées, marchandises et biens, en quelconques lieux du royaume, aucuns péages, travers, sexterages, ni leudes: ces franchises leur étoient pourtant contestées; Louis XI, à qui ils s'adressèrent, les confirma par des lettres du 5 juin 1470, p. 309 et 310. Voyez dans le Discours préliminaire les lois qui y sont rappelées en faveur de la ville d'Aigues-mortes, p. xxvij, xxviii et note g. Exemption relative au service militaire, que le Roi Jean leur accorde. Discours préliminaire, p. xxv.

AINÇOIS, pour avant, p. 89 et note a.

ALBANI. Voyez la p. 460 et la note e.

ALBON. Guigues I.^{er}, dit le Vieux, Comte d'Albon, dans le XI.^e siècle, p. 90, note e. André d'Albon, qui fut Guigues VI, comme Dauphin de Viennois, instituée à Champagnier, en Dauphiné, un chapitre qu'il transfère ensuite à Grenoble, p. 90. Serment qu'il prête sur l'Évangile, pour lui et pour ses successeurs, de maintenir et garantir les droits accordés à ce chapitre, p. 91. Voy. *Grenoble et Saint-André*.

ALBRET (Charles d'). Confiscation de ses biens par l'effet d'un jugement qui l'avoit déclaré coupable de lèse-majesté, p. 579, note c. Ils furent donnés par le Roi à Alain seigneur d'Albret, Comte de Dreux, de Gaure et de Périgord, Vicomte de Limoges, &c., chef des armes de cette maison, comme on le voit p. 276 du volume E, registres du Parlement, Ordonnances de Louis XI.

ALBY. Quand le siège de cette ville fut érigé en archevêché, p. 615, note *b*.

Alby (Geoffroi, évêque d') et cardinal. Voir la p. 596 et la note *c*. Mort en 1473, p. 596. Il eut Louis d'Amboise pour successeur.

Alby (Louis d'Amboise, évêque d'). Lettres du 6 mars 1473, par lesquelles le Roi le constitue et établit président des trois états de Languedoc et de tous les conseils qui y seront tenus pour la police et les finances, lui donnant pouvoir de donner provision pour les cas urgents et la sûreté du pays et de la justice; il étend même l'autorité qu'il lui confie, jusque sur le Roussillon et la Guienne, le chargeant de connoître du fait des navires étrangers, de contraindre à la résidence les officiers des aides qui ne demeurent pas au lieu où la justice doit être exercée, de tout ce qu'il feroit enfin lui-même, sans avoir besoin pour cela d'aucune commission spéciale. Le Languedoc avoit alors pour lieutenant général et gouverneur le Duc de Bourbonnois et d'Auvergne; mais son absence rendoit plus nécessaire la nomination d'un personnage notable et de grande autorité qui résidât dans la province, p. 615 et *suiv.* Le Duc de Bourbonnois donna lui-même, l'année d'après, des lettres qui constituoient l'évêque d'Alby son lieutenant, et l'investissoient de tout le pouvoir qu'il auroit pu y exercer lui-même, p. 615, note *a*.

ALÉNÇON (Charles II, Comte d'), frère de Philippe de Valois. Services qu'il avoit rendus à la France; Louis XI les prend en considération, en pardonnant à un de ses descendants un crime d'état, p. 58, note *f*.

Alençon (Pierre II, Comte d'), fils du précédent et père du suivant. Ses services rappelés et pris aussi en considération pour pardonner aux crimes de son petit-fils, p. 58, note *f*.

Alençon (Jean I.^{er}, Duc d'), fils aîné de Pierre II, mort à la bataille d'Azincourt, p. 58, note *f*.

Alençon (Jean II, dit le *Beau*, Duc d'), fils du précédent. Il s'unit aux Princes ligués contre Louis XI; mais il ne put entraîner la ville de Verneuil à imiter son exemple, p. 28. Voyez *Verneuil*. Le Comte du Perche, son fils, l'ayant détaché du parti des Princes ligués, pour le ramener au Roi, Louis XI promit qu'il ne seroit fait aucun mal ni dommage au père, à la mère, au fils; il

consentit qu'ils restassent où ils voudroient, pourvu qu'ils ne lui fissent à lui-même aucun dommage ni préjudice, mais qu'ils lui restassent fidèles; il promit de leur rendre plusieurs terres et seigneuries qu'ils avoient perdues, de leur donner les aides et tailles perçues dans ces terres, de leur faire quelques autres dons en revenus ou argent, d'accorder au Duc d'Alençon la capitainerie de Revéc et Falaise en Normandie, de plus la charge de cent lances à la grande ordonnance, de plus encore vingt mille écus comptant pour l'aider à supporter les dépenses faites: telles sont les dispositions principales des lettres du 31 décembre 1467. Le 20 janvier suivant, nouvelles lettres patentes, dans lesquelles, après avoir rappelé la condamnation prononcée, le 10 octobre 1458, par le Parlement de Paris, contre le Duc d'Alençon, comme coupable de lèse-majesté, le pardon que lui accorda Louis XI et les restitutions qu'il lui fit à son avènement au trône, les doutes élevés sur ces restitutions et les explications favorables du Roi, l'union du Duc d'Alençon aux Princes ligués, l'assurance donnée par le Comte du Perche de le ramener à l'obéissance de Louis XI, celui-ci déclare qu'il restitue ou restituera au Duc d'Alençon, dès son retour à lui, et au Comte du Perche, dès ce moment, leurs biens, honneurs et prérogatives, les autorisant à s'en mettre en possession d'eux-mêmes, sans nouvel acte de sa volonté, et cassant et annulant tous les dons, cessions ou transports qui pourroient avoir été faits de leurs possessions quelconques, voulant seulement que, jusqu'au retour du père, les villes, places et châteaux qui leur appartiennent, demeurent dans les mains du fils, p. 58 et *suiv.* Les lettres par lesquelles Louis XI avoit pardonné au Duc d'Alençon, l'avoit rétabli dans tous ses droits, honneurs, prééminences, prérogatives, dignité et droit de pairie, pour lui, ses hoirs et successeurs, et lui avoit restitué tous ses biens, sont citées note *a*, p. 59. On peut voir, p. 60, note *a*, les réserves qui y furent mises par Louis XI, et l'acceptation qu'en fit le Duc d'Alençon. Charles VII avoit suspendu l'exécution du jugement, réuni les terres à sa couronne, et laissé les biens meubles à la femme et aux enfans du coupable, p. 58, note *a*. Services que plusieurs des prédécesseurs de ce Duc d'Alençon et lui-même avoient rendus à l'état, p. 58, note *f*. Voy. *Perche* (René, Comte du).

ALIATORES. Quelle fonction ce mot indique, p. 277 et note a.

ALIZON (Jean et Gacien). Le Roi leur accorde, au mois de septembre 1470, des lettres de naturalité, p. 362, aux notes.

ALLOCATI. Quelles personnes ce mot désignoit, p. 188 et note a.

ALPHONSE, Comte de Poitou et de Toulouse, frère de S. Louis, devenu Comte de Toulouse par son mariage avec la fille unique de Raymond VII, p. 181, 183, 184, et aux notes. Il confirme en 1270 l'acte passé en 1231 entre ce Prince et les religieux de l'abbaye de Saint-Théodard à Montauban, p. 183 et *suiv.* Voyez aussi *Juridiction et Montauban*. La Princesse Jeanne y donne ensuite son assentiment exprès et particulier, p. 188.

ALPHONSIUS, monnoie. Voir la p. 620.

ALZONE ou **ALZONCE**, en *Languedoc*. Exemptions temporaires d'impôts accordées à ses habitants, par rapport aux marchandises qu'ils achèteront ou vendront. Discours préliminaire, p. xxvij. Exemption accordée à ses notaires, *ibid.* note f.

AMBOISE. Son bailli ressortissoit à celui de Tours. Louis XI, qui l'ignoroit, avoit ordonné qu'on iroit sans intermédiaire d'Amboise au Parlement de Paris. Des lettres du 23 juillet 1471 rétablirent la juridiction du bailli de Touraine, p. 436.

Amboise (Louis d'), évêque d'Alby. Lettres qui le nomment président des États de Languedoc. Voyez *Alby* (Évêque d').

AMÉDÉE IX, Duc de Savoie. Deux fois beau-frère de Louis XI, p. 34, note c. Proposition qu'il fait à ce Prince, concernant les foires de Genève et de Lyon, p. 34 et 35. Commissaires nommés par les deux Souverains; ce qu'ils résolvent, ce que décide ensuite Louis XI, p. 35 et 36.

AMENDES. Une partie des gages de la Chambre des aides étoit prise sur les amendes qu'elle prononçoit, p. 31. Les frais d'instruction des procès criminels sur le fait des aides étoient pris aussi, en partie, sur les amendes, p. 106, note b. Amende de mille marcs d'argent envers ceux qui ne comparoient pas à une assignation donnée par un commissaire du Roi pour l'exécution de ses ordres, p. 43. Amende de dix mille livres tournois pour révolte et désobéissance, p. 44. Amendes et confiscations pour fraudes commises à l'égard du sel, p. 88 et 89, 441 et 442. Voyez *Issoudun* et *Sel*. Amendes prononcées contre l'inobservation des statuts de divers métiers, ou les fraudes

commises dans leur exercice. Voyez *Boulangers*, *Brodeurs*, *Chaussetiers*, *Orfèvres*, *Tisserands*. Amendes perçues au profit des juges. Exact'ons des prévôts de Bourges, p. 439, note b. Voyez *Bourges*. Condamnation à des amendes envers les parens d'une personne assassinée, p. 602, note a. Voyez *Aides* (Cour des).

Don des amendes, pendant trois ans, à différents officiers du Parlement de Paris, p. 594. Voyez *Parlement de Paris*.

Voyez aussi les mots *Chapelle-la-Reine*, *Confiscation*, *Huissiers*, *Loi*, *Sel*, *Thérouane*.

AMIENS. Louis XI accorde au Duc de Bourgogne, par des lettres du 14 octobre 1468, le droit d'en nommer les élus, p. 133 et 134.

Amiens. Par un privilège spécial accordé à l'église d'Amiens, de fondation royale, on n'y pouvoit être chanoine si l'on n'étoit né en légitime mariage : ce privilège fut maintenu par des lettres de Louis XI, du mois d'octobre 1469; il veut qu'on fasse commandement à l'évêque d'Amiens et à l'archevêque de Reims, sous peine de prise de leur temporel, de ne point conférer à des bâtards les prébendes de cette église, et défend au chapitre de les recevoir s'ils lui étoient présentés, p. 262.

Amiens. La guerre avoit causé de grands maux à ses habitants, et ils étoient restés fideles; le Roi leur accorda les privilèges suivans : 1.^o tous les bourgeois de cette ville et de sa banlieue pourront acquérir et conserver tous fiefs, possessions et choses nobles, sans avoir aucune finance à payer; 2.^o les consuls pourront faire telles fortifications qu'ils jugeront convenables, et les propriétaires des immeubles à travers lesquels il seroit nécessaire de les établir, ne pourront s'y opposer, après toutefois qu'il leur aura été accordé une juste indemnité; 3.^o les consuls pourront, à cet effet, lever sur les denrées et marchandises telle contribution qu'ils aviseront, sans avoir besoin pour cela de nouvelles lettres du Roi, p. 401 et *suiv.* Le Roi, considérant la situation, l'importance et la fidélité de cette ville, la réunit pour jamais à la couronne, au mois d'avril 1471, p. 414.

Amiens. Des lettres patentes de 1463 avoient accordé à l'écolâtre de son chapitre trois setiers de sel par an : trois setiers ne pouvant suffire à ses besoins et à ceux des clercs qui en usaient sous lui, il en demanda trois autres, qui lui furent octroyés par des lettres du mois d'avril 1471,

- p. 415 et 416. Lettres d'amortissement pour la cathédrale, au mois d'avril 1471, p. 417, note *a*. Lettres d'amortissement de la même époque, en faveur de Jean Lecordier, son écôlâtre, *ibid*.
- Amiens*. Bouchers d'Amiens. Voyez *Bouchers*.
- Amiens*. Coulevriniers d'Amiens. Voy. *Coulevriniers*.
- Lettres adressées au bailli d'Amiens,
- du mois de septembre 1467, confirmant les privilèges de l'abbaye de Valloires, ordre de Cîteaux, pag. 17. Voyez *Valloires*,
- du 14 octobre 1468, concernant le droit réclamé par le Duc de Bourgogne, de percevoir à son profit les tailles et les aides dans quelques prévôtés de Picardie, et notamment à Amiens, p. 133. Voyez *Bourgogne* (Charles, Duc de).
- du 5 octobre 1468, pour surseoir, pendant la vie du Duc de Bourgogne, à la décision des procès concernant les limites du Royaume et de l'Empire. p. 135, note *a*. Voyez *Flandre et Limites*,
- du 14 octobre 1468, relatives aux appellations portées, *omisso medio*, au Parlement de Paris, des décisions rendues par les tribunaux du comté de Flandre, p. 137. Voyez *Flandre et Parlement de Paris*.
- du 14 octobre 1468, concernant les appellations des jugemens rendus à Lille, à Douay, à Orchies, et la juridiction du gouverneur de Lille et de la Chambre du conseil de Flandre, p. 138. Voyez *Flandre et Parlement de Paris*.
- du 14 octobre 1468, concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand Conseil, p. 150. Voyez *Grand Conseil du Duc de Bourgogne*.
- du 1.^{er} novembre 1468, portant main-levée d'une saisie de terres et rentes, et suspension des poursuites jusqu'à la décision des commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre, p. 159. Voyez *Main-levée*.
- du 5 février 1468, confirmant un échange fait entre deux monastères, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement, p. 177. Voy. *Tournay*.
- du mois de juin 1469, réglant la police intérieure de la ville de Thérouane, p. 228. Voyez *Thérouane*.
- du mois de mars 1470, accordant divers privilèges à la ville d'Amiens, concernant l'acquisition des fiefs, la réparation et construction des fortifications, et l'assiette et levée des deniers nécessaires pour les besoins communaux, p. 401. Voyez ci-dessus, p. 655.
- du mois d'avril 1471, concernant les bouchers et la vente de la viande à Amiens, p. 417. Voyez *Bouchers*.
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint-Denis, et à l'exemption des marchandises qu'on y apportoit et qu'on y vendoit, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.
- du mois de juillet 1472, concernant l'élection des maire et pairs de Beauvais, p. 529. Voyez *Beauvais*.
- du mois de juillet 1472, accordant aux habitans de Beauvais la faculté d'acquérir et posséder des fiefs nobles, avec exemption de tout droit pour cela, et exemption aussi de ban et arrière-ban, p. 531. Voyez *Beauvais*.
- du 2 mars 1473, accordant aux coulevriniers d'Amiens les prérogatives, franchises et libertés précédemment accordées aux archers et arbalétriers de la même ville, p. 612. Voy. *Coulevriniers*.
- Lettres adressées aux élus d'Amiens.
- du 14 octobre 1468, assurant au Duc de Bourgogne la jouissance paisible du grenier à sel de Grandvilliers, p. 157. Voyez *Sel*.
- AMNISTIE. Amnistie accordée à tous les sujets des deux Princes, par un traité de Louis XI avec le Duc de Bretagne, p. 114 et 115, art. 8 et 15.
- Voyez aussi *Berry* (Charles, Duc de).
- AMORTISSEMENT. Indication de plusieurs lettres d'amortissement pour des églises, des chapitres, des couvens, des particuliers, p. 46, note *b*. Lettres d'amortissement accordées au chapitre de Saint-Julien du Mans, p. 46. On y expose que cette église avoit de grands revenus que la guerre lui a fait perdre, mais que depuis on lui a laissé ou donné encore plusieurs rentes et possessions, et des sommes avec lesquelles on a fait des acquisitions utiles; le chapitre en demande l'amortissement. Louis XI l'accorde, et veut en conséquence que les chanoines et clercs actuels et leurs successeurs tiennent comme amortis toutes les terres, cens et revenus qui leur auroient été ou seroient donnés, qu'ils auroient acquis ou acqueroient, p. 46 et 47. Les lettres en faveur de Saint-

Saint-Julien du Mans sont du 21 novembre 1467. D'autres, du 21 décembre de la même année, prononcent également, en faveur de l'église et des chanoines de Notre-Dame de Cléry, qu'ils pourront à jamais tenir, posséder et exploiter toutes les possessions, cens, rentes et autres revenus quelconques qui leur seront donnés, légués ou délaissés par testament, ou qui leur seront donnés entre-vifs, comme amortis, sans avoir aucune finance à payer, et sans avoir besoin d'obtenir des successeurs du Roi de nouvelles lettres d'amortissement, nonobstant que les choses qui leur seront ainsi données ou laissées, et la finance qui pourroit en être due, ne soient pas ici déclarées ou fixées, p. 49, art. 4. Amortissement de deux cents livres de revenu, accordé en 1767 aux Augustins de Tournay, p. 76, note a. Lettres d'amortissement, du mois de juillet 1468, en faveur de l'abbaye de Châge, p. 106, note d. Voyez *Châge*.

Amortissement. Alexis de Bona avoit donné au chapitre de Gap des hommes d'une de ses terres, avec la juridiction haute et basse, des cens et autres revenus de sept livres par an. Le chapitre demanda au Roi un amortissement pour ces objets, et la faculté d'acquérir encore, sans rien payer, un revenu égal. Louis XI accorda toutes les demandes que lui faisoit le chapitre, exigeant seulement l'armement de quelques hommes quand son service, comme Dauphin, le réclamerait, p. 95 et 96. Les lettres de Louis XI sont du 24 juin 1468.

Amortissement. Lettres d'amortissement octroyées par Louis XI, aux mois de septembre et d'octobre 1468, à des monastères de Noyon et de Perpignan, et aussi, à Guillaume de Maronne, p. 119, note a. Autres lettres du même mois de septembre, qui veulent que le chapitre de Noyon et la congrégation de ses chapelains puissent désormais tenir et posséder, le premier, deux cents livres de rente par eux acquises depuis cent ans, et vingt encore qu'ils acquerront, et la seconde, quarante-huit livres acquises, comme amorties et à Dieu dédiées, pourvu qu'ils disent tous, chaque année, d'ici à dix ans, un *Salve Regina* et l'oraison de S. Charlemagne, pour la prospérité du Roi et du royaume, p. 124 et 125. Voyez *Noyon*.

Amortissement. Le Roi, par des lettres antérieures, avoit amorti jusqu'à cent livres de rente pour la fondation d'une chapelle dans la terre de Longueville, appartenant au Comte de Dunois : toutefois, connois-

sant que la plupart des biens employés à augmenter le revenu de cette terre lui étoient venus de la couronne, à laquelle elle devoit retourner à défaut d'hoirs mâles, le Comte de Dunois demanda l'amortissement pour une semblable somme de cent livres qu'il acquerrait et donnerait à la chapelle. Le Roi le lui accorde par des lettres du 18 septembre 1468, p. 115 et suiv.

Amortissement. Indication de plusieurs autres lettres d'amortissement, p. 119, note a ; 177, note a ; 208, note a ; 236, note a ; 259, note b ; 280, note a ; 310, note b ; 325, note a ; 361, note a ; 384, note a ; 417, note a ; 425, note a ; 511, note a ; 524, note a ; 572, note a.

Voyez aussi *Amiens, Augustins, Avranches, Beaumont, Châge, Chaise-Dieu, Chapelains, Chapelle, Cléry, Eglise, Fondations religieuses, Hôtel-Dieu de Paris, Hôtel-Dieu de Reims, Jargeau, Joinville, Mantes, Normandie, Notre-Dame-des-Martyrs, Notre-Dame de Selles en Poitou, Puy (le), Saint-Léonard, Saint-Lô, Saint-Quentin, Saintes, Toulouse, Tournay, Tours, Valogne*.

ANATOMIE. Voyez *Suppliciés*.

ANET. Exemption de péage et d'impôts octroyée à ses habitants. Discours préliminaire, p. xxvii.

ANGERS. L'église de Saint-Lô d'Angers avoit droit de prendre le dixième denier des émolumens provenant de la monnaie qui s'y fabriquoit ; on le lui contesta en 1316 : le Comte d'Anjou le reconnut et le confirma. Les Rois de France n'ayant donné aucunes lettres à cet égard, les doyen et chapitre de l'église de Saint-Lô en sollicitèrent de Louis XI, qui les leur octroya au mois de juillet 1471, p. 437 et suiv.

Angers (Université d'). Voyez *Université*.

ANGLOIS. Le Duc de Bourgogne s'oblige, dans le traité de Péronne, à ne jamais aider les Anglois contre la France, p. 200.

ANGOULÊME, ANGOUMOIS. Lettres adressées aux élus sur le fait des aides en Angoumois, p. 86, 87, 283.

ANIMAUX. Confiscation ordonnée des animaux qui servent à conduire le sel en fraude, p. 88 et 89. Voyez *Sel*.

Animaux de labourage. Voyez *Charrue*.

ANJOU (Charles d'), Comte du Maine. Don que Louis XI lui fait de terres confisquées sur le Duc d'Alençon ; il révoque ce don et l'annule, p. 61.

Anjou (Marie d'), femme de Charles VII, et mère de Louis XI. Voyez *Marie*.

Anjou. Lettres adressées au bailli des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine. Voir ci-après, au mot *Touraine*.

ANNATES. Voir les p. 550 et 553.

ANNE DE FRANCE. Lettres de Louis XI, au mois de mai 1470, qui lui donnent la vicomté de Thouars, p. 297, note *a*.

ANOBLISSEMENT. Instruit des bonnes mœurs, de la fidélité et des autres vertus d'Hugues Cartier, le Roi l'anoblit, lui et sa postérité légitime, par des lettres données à Amboise, au mois de juin 1468, voulant qu'il jouisse de tous les droits, honneurs et franchises attachés à la noblesse, qu'il puisse acquérir des fiefs et arrière-fiefs sans payer aucune finance, être décoré de la ceinture de chevalier, &c., p. 98 et 99. Lettres semblables données, au mois de janvier suivant, à Robert le Pelletier, p. 98, note *b*. La même note annonce beaucoup d'autres lettres semblables. Voyez encore l'indication de plusieurs lettres d'annoblissement, p. 175, note *a*; 361, note *a*; 384, note *c*; 403, note *a*; 478, note *a*; 563, note *a*; 575, note *a*.

Annoblissement. Par des lettres du mois de novembre 1470, le Roi anoblit les habitants de Normandie qui ont acquis des fiefs nobles de la condition spécifiée dans ces lettres, et veut qu'ils jouissent, eux et leur postérité, des privilèges de la noblesse, pourvu qu'ils vivent noblement, suivent les armes, et ne fassent rien qui déroge, p. 339.

ANVERS. Foire franche d'Anvers. Voir les p. 335 et 336.

APANAGE. Plusieurs articles du traité conclu, le 18 septembre 1468, entre Louis XI et le Duc de Bretagne, ont pour objet de régler l'apanage du Duc de Berry, frère du Roi, p. 113 et 114, art. 1.^{er} et suiv. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de). Supplément et accroissement d'apanage pour le Duc de Guienne, accordés par des lettres du 18 septembre 1469, p. 258 et 259. Confirmation des privilèges qu'il avoit lui-même confirmés pendant qu'il la gouvernoit, p. 494 et suiv.

APPATIS, APPATS. A quelle contribution on donnoit ce nom, p. 72, et notes *a* et *b*.

APPEL des jugemens rendus par les tribunaux de Flandre. Voyez *Flandre*, *Parlement de Paris*, *Ypres*. Appel des jugemens rendus par les tribunaux de Bourgogne. Voyez *Parlement de Paris* et *Sens*. Appels

que le Roi se réserve, en donnant la Guienne à son frère, p. 210.

APPÉTISSEMENT. Voyez le Discours préliminaire, p. xj et note *c*, et la note *a* de la p. 472.

APPLEGEMENT, pour cautionnement. Discours préliminaire, p. vj et note *d*.

APPROUCHÉ, pour traduit en justice, p. 340 et note *a*.

AQUITAINE. Lettres adressées au gouverneur pour le Roi, ou à son lieutenant, en Aquitaine,

du mois de février 1467, concernant les privilèges de Mirande en Armagnac, 74. Voyez *Mirande*.

ARBALETRIERS. En considération des bons services rendus à lui et à ses prédécesseurs par les arbalétriers de Lagny-sur-Marne, Charles V avoit exempté de tout impôt et subside le connétable et seize compagnons de la connétablie, jouant de l'arbalète en cette ville. Louis XI leur confirma cette exemption par des lettres du mois de février 1470, p. 390 et 391. Autre exemption pour les arbalétriers de Laval, Voyez *Laval*.

Arbalétriers. Voyez *Archers*. Voyez aussi la p. xxiv du Discours préliminaire.

ARCHERS. Plusieurs des habitants de Laval avoient l'usage de tirer de l'arc et de l'arbalète, chaque année, le 1.^{er} mai, et les deux qui tiroient le mieux étoient rois, l'un des archers, l'autre des arbalétriers. Pour exciter plus encore à un exercice utile dans une ville frontière, Louis XI, à la demande du Comte de Montfort, veut que ces deux rois, pendant leur année, soient exempts de toutes tailles mises et à mettre, et aussi de guet et garde de porte. Ces lettres, du mois de février 1467, sont adressées aux généraux des finances et aux élus pour les aides, p. 73 et 74.

ARGENT-LE-ROI. Quel argent on appelloit ainsi, p. 382.

ARISTOTE. Ordre donné par une loi, d'enseigner sa doctrine, p. 610. Voyez *Nominaux*.

ARMAGNAC. Prééminences dont jouissoient les Comtes d'Armagnac, p. 37.

Armagnac (Jean d'), Comte de Rodès, en 1468. Vexations qu'il exerce ou laisse exercer par ses officiers et gens de guerre sur les habitants de Rodès. Ses prédécesseurs en avoient exercé de semblables. Plaintes des habitants à Louis XI; lettres de ce Roi, p. 193 et suiv. Les lettres sont relatives aussi à l'inexécution d'un pariage fait entre les Comtes et les évêques de Rodès, *ibid.* Voyez *Rodès*.

Armagnac (Jean d'). Voyez *Confiscations*.
Armagnac (Jacques d'), Duc de Nemours.

Le Duc de Nemours avoit souvent manqué de fidélité au Roi, quoiqu'il lui eût fait et renouvelé les sermens les plus solennels : ses trahisons et son esprit de sédition continuant toujours, il fut poursuivi par le procureur général du Parlement de Paris. La confiscation de tous ses biens fut prononcée. Le Duc de Nemours ayant de nouveau recouru à la bonté du Roi, le Roi autorisa le Comte de Dammartin, son lieutenant général en Languedoc, vers qui le Duc de Nemours s'étoit retiré pour présenter ses requêtes et doléances, à lui remettre et pardonner ses fautes, crimes et offenses, et à transiger et s'accorder avec lui pour la restitution de toutes ses terres et seigneuries, biens meubles et immeubles quelconques, promettant de ratifier tout ce qui seroit fait, p. 266 *et suiv.* Les lettres de Louis XI sont du 8 décembre 1469. L'acte fut conclu le 17 janvier suivant, et ratifié par le Roi. Le Duc de Nemours s'y soumet à la confiscation, s'il manque de fidélité, et consent à ce que l'on procède envers lui comme envers un citoyen ordinaire, renonçant à tous honneurs et droit de patrie, p. 268, note *a*.

ARMÉE. Exemption d'impôts pour les marchandises qu'on portoit à l'armée. Discours préliminaire, p. xxviii.

ARMES. Insaississables en matière d'impôts, ainsi que les chevaux de guerre. Discours préliminaire, p. xiv et note *g*.

Armes des villes. Voyez *Mende*.

ARQUES, en Normandie. Jean-sans-Terre, Duc de cette province, avoit octroyé aux habitans d'Arques, en 1203, le droit de commercer librement dans tous les lieux de sa domination, sans qu'ils fussent soumis à aucun impôt pour toutes leurs denrées et marchandises. Charles V confirma, en 1366, les lettres de Jean-sans-Terre. Les percepteurs des droits en quelques villes ayant voulu, malgré cela, en lever sur les bourgeois d'Arques et ce qu'ils transportoient, Charles V ordonna de nouveau que leur privilège fût maintenu et respecté, par des lettres du 24 octobre 1377. Louis XI, sur leur demande, approuva et confirma de nouveau les concessions faites par ses prédécesseurs aux bourgeois et habitans de la ville d'Arques, p. 106 *et suiv.* Peu de jours après, le 19 juillet 1468, autres lettres du Roi, qui fixent au lundi de chaque semaine le marché de cette ville, et portent à trois

jours deux foires qui y étoient établies et qui ne duroient qu'un jour chacune; octroyant de plus, que les marchands qui y viendroient ne pourroient, sous quelque prétexte que ce fût, y être arrêtés, les dettes envers le Roi exceptées, p. 109 et 110. Ces lettres furent rendues sur la demande des habitans, qui s'étoient principalement fondés, pour les obtenir, sur ce qu'un incendie avoit naguère consumé une grande partie des maisons de la ville, et que les foires et marchés, y amenant beaucoup de personnes, contribueroient à son rétablissement.

ARRAS. Il est souvent question du traité d'Arras, et de l'inexécution de plusieurs des dispositions qu'il renfermoit, dans les lois qui furent données par Louis XI quand il fit le traité de Péronne. Voir les p. 129 *et suiv.*, 197 *et suiv.*

ARRIÈRE-BAN. Voyez *Ban*.

ARS, dans l'île de Ré. Charles VI, en 1408, octroya aux habitans d'Ars et à ceux de Leys ou Loys dans le voisinage de la même île, des lettres d'affranchissement des tailles, aides et subsides quelconques, en considération des dangers auxquels ils étoient exposés de la part des ennemis, et des maux qu'ils avoient soufferts; à la même époque, ils étoient devenus hommes et vassaux du Roi. Charles VII confirma les lettres de son père en 1427; et Louis XI y ajouta une confirmation nouvelle en 1461 d'abord, en 1468 ensuite, et enfin au mois de juin 1472. Le Duc de Guienne, qui avoit eu l'île de Ré dans son apanage, venoit de mourir, et le Roi réunit à la couronne ce que son frère avoit possédé, p. 518 *et suiv.*

ARTAUT (François). Lettres de noblesse que Louis XI lui accorde en 1471, p. 478, note *a*.

ARTS MÉCANIQUES. Les clercs qui s'y livroient étoient soumis à la taille. Discours préliminaire, p. xvj. Voyez *Philippe III*, *Philippe IV*, et *Tailles*.

ARVERT. Voyez *Marennnes*.

ASSIS. Voyez sur ce droit la p. 329.

ASSISES. Voir la p. 544 et la note *b*.

Assises en Normandie. Voir les p. 106, 107 et 108.

ASTRAC. N'est-ce pas *Esterac*? Voir p. 256 et 263.

ASTROLOGUE de Louis XI. Voir la p. 477.

AUBAINS, AUBAINE (Droit d'). Voir *Bordeaux*, *Caen*, *Étrangers*, *Mines*, *Saint-Macloud*, *Saint-Quentin*, *Seguier*, *Toulouse*.

AUBEL. Voyez la p. 466 et la note b.

AUBENAGE (Droit d'). Voyez *Toulouse*.

AUBERT (Robert). Lettres du Roi qui lui accordent la noblesse, août 1472, p. 563, note a.

AUBIN (Jean), seigneur de Malicorne. Don que le Duc de Guienne lui fait de sa terre de Blanquefort, p. 401, note b.

AUDIENCES de relevée. Voir *Parlement de Paris*.

AUGUSTINS. Voyez *Monastères*. Amortissement accordé par Louis XI à ceux de Tournay, p. 76, note a. Voyez *Amortissement*.

AUNIS. Lettres adressées au bailli du grand fief d'Aunis,

— du 6 juin 1468, relatives à des fraudes sur le sel, p. 87. Voyez *Sel*.

AURILLAC. Ses commis et d'autres personnes ayant dérobé les deniers communs, transgressé les ordonnances sur la police de la ville, commis plusieurs rebellions et autres excès, le Roi nomma un commissaire pour en informer et les punir; les consuls et habitants s'adressèrent au Roi pour en obtenir le pardon. Le Roi leur accorda l'abolition la plus générale, et, par les mêmes lettres, qui sont du mois de novembre 1470, confirma l'octroi fait à Aurillac d'un consulat et de tous les privilèges qui y étoient attachés, p. 348 et suiv.

Aurillac. Lettres de confirmation du don de la vicomté d'Aurillac, juin 1472, p. 524, note a.

AUTEIL, pour semblable, p. 429 et note a.

AUVERGNE. Levée d'un subside octroyé par ses habitants à Philippe-le-Long. Discours préliminaire, p. iij.

Auvergne (Le comté d'). Quand et en faveur de qui il fut érigé en duché, p. 38, note b.

Auvergne. Lettres adressées au bailli des montagnes d'Auvergne,

— du 14 novembre 1466, qui fixent à Montferrand le siège des exemptes du duché d'Auvergne, p. 38. Voyez *Montferrand*.

— du mois de janvier 1467, qui déterminent devant quels juges seront portées les causes de la cathédrale de Clermont et de ses officiers, p. 66. Voy. *Clermont*.

— du mois de mai 1470, confirmant des lettres de remission et d'abolition accordées aux habitants de Saint-Flour, p. 298. Voyez *Saint-Flour*.

— du 11 août 1470, sur le ressort du comté de la Marche, p. 327. Voyez *Marche* (la).

— du mois de novembre 1470, confirmant l'octroi d'un consulat et une abolition de débits pour Aurillac, p. 348. Voyez *Aurillac*.

— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

AUXERRE. Le pont de pierre sur l'Yonne étant d'un entretien fort cher et ayant besoin des plus grandes réparations, les habitants de cette ville demandèrent au Roi de pouvoir mettre un droit sur les vins qui passeroient dessus et dessous ce pont, droit dont le produit seroit employé à ces dépenses; des lettres du 28 septembre 1470 leur octroyèrent cette autorisation pour dix années, p. 329 et 330.

AUZY, en Rouergue. Par des lettres données à Amboise au mois de janvier 1470, le Roi confirme les privilèges de ses habitants, pour en jouir comme en ont joui leurs prédécesseurs, justement et dûment, p. 378.

AVÈNEMENT à la couronne. Grâces et remissions accordées par Louis XI à cette époque. Voyez *Alençon* (Jean II, Duc d'). Le Roi avoit droit, à son avènement à la couronne, de créer et nommer un maître dans tous les métiers jurés; le Dauphin avoit le même droit, p. 458, 459 et note b. Sur diverses nominations faites en conséquence, voyez *Bouchers* et *Monnoyeurs*.

AVIGNON. Quand le chef de son diocèse commença à porter le titre d'archevêque, p. 221, note a.

AVIGNONNET, en Languedoc. Exemption de quelques impôts, qu'on lui accorde pour trois ans. Discours préliminaire, p. xxvij.

AVOCATS. Charles VII ordonne de saisir les biens des avocats et procureurs qui refuseroient de payer les aides. Discours préliminaire, p. xxv. Voyez *Aides*. Application du Parlement de Paris à réformer les abus qui pourroient concerner les avocats, ainsi que les procureurs et les suppôts de la Cour, p. 5 et 6.

AVOINE (Droits sur l'). Voyez *Hôteliers*.

AVRANCHES. Charles VII, en 1452, avoit uni le personnat de Tirepie au corps de l'église, cédé son droit de patronage au chapitre, et voulu que les revenus de ce bénéfice fussent appliqués à l'entretien de cinq enfans de chœur et de leur maître, sans que ses successeurs pussent jamais en disposer autrement, et tout cela, dès que le personnat seroit vacant par la mort ou la résignation de Jean Basset, titulaire

actuel. Les lettres de Charles VII n'ayant pas été expédiées, et Jean Basset étant mort, Jean Gruel fut nommé à sa place. Louis XI, au mois de juin 1470, cassa et révoqua cette nomination, et confirma dans leur intégrité les lettres de son père, p. 310 et suiv.

Lettres d'amortissement, du même mois de juin, en faveur du chapitre d'Avranches, p. 310, note *b*. Deux marguilliers ayant été établis, pour l'honneur du service divin, dans l'église cathédrale de Saint-André d'Avranches, le chapitre demanda pour eux les exemptions d'impôts et de guet et garde dont jouissoient les marguilliers des autres cathédrales du royaume. Louis XI

les leur accorda par des lettres du mois de mars 1472, p. 469 et 470.

Lettres adressées au Vicomte d'Avranches, du mois de juin 1470, concernant l'établissement d'enfants de chœur dans son église, p. 310. Voyez la fin de la page 660.

du mois de juillet 1470, accordant aux habitants du Mont-Saint-Michel le droit de ne pouvoir être traduits que par-devant le capitaine de leur ville, p. 320. Voyez *Mont-Saint-Michel*.

du mois de mars 1472, accordant des dons et exemptions aux marguilliers de l'église d'Avranches, p. 569. Voyez ci-dessus, dans cette même page.

B

BAGUES, pour bagages, p. 84, note *a*.
BAIL, en garde par le Roi, de la prévôté de la ville de Bourges, p. 440. Voyez *Bourges*.

BAILLIA. Ce que ce mot signifie quelquefois, p. 321 et note *b*.

BALSAC (Robert). Don que le Roi lui fait, au mois de novembre 1473, de la baronnie de Clermont, p. 557, note *a*.

BALUE ou DE LA BALUE (Jean), évêque d'Angers, cardinal, p. 30 et note *a*, p. 68 et note *a*. Commissaire du Pape pour lever les décimes en France, p. 79, note *b*. Ordonnance qu'il rend à ce sujet, pour déclarer et reconnoître l'exemption réclamée par les membres du Parlement, p. 80. Il est emprisonné et dépouillé de ses biens, ainsi que l'évêque de Verdun : pourquoi, p. 209, note *g*.

BAN et ARRIÈRE-BAN. Louis XI en avoit accordé l'exemption aux bourgeois de Paris par des lettres du mois de novembre 1465 ; il la renouvela par d'autres lettres du 18 février 1469. Les habitants avoient déjà comparu à une première montre et revue, faite au nom du Roi par le sire de Châtillon ; Louis XI, y ayant égard, les exempta de comparoir de nouveau, pour raison de leursdits fiefs et seigneuries, en quelque lieu ou juridiction du royaume qu'ils fussent situés, aux montres ordonnées pour le ban et arrière ban, sans que, par défaut de s'y présenter, ils pussent encourir aucune peine, amende ou confiscation, p. 281 et 282. Sur des lettres plus anciennes, que celles-ci confirment pareillement, et qui accordoient une exemption semblable aux membres du Parlement, voyez la note *b* de la p. 281. Peine de ceux qui ne se rendoient pas à

la convocation du ban. Voir la p. 541. Convocation de ban et arrière-ban en Dauphiné. Voyez la pag. 558, note *b*. Voir *Beauvais*, *Exemptions*, *Foigny-le-Comte*, *Poitiers*, *Saint-Flour*, *Service militaire*.

BANDES d'Espagne. Voyez *Espagne*.

BANNIA. Ce que ce mot exprime, p. 222 et note *d*.

BANNISSEMENT prononcé pour des délits commis par des étrangers, p. 229. Condamnation au bannissement, malgré des lettres de rémission accordées par le Roi, p. 602, note *d*. Voy. *Aides* (Cour des).

BAR-SUR-SEINE. Voyez *Seine*.

BARAZ, pour *trouperies*, *friponneries*. Discours préliminaire, p. vj et note *b*.

BARRAGE. Voyez *Auxerre*.

BARROIS. Sur la demande des habitants de la communauté et mairie appelée de *Barrois*, diocèse de Verdun, le Roi les prend, eux, leurs familles et leurs biens, sous sa garde spéciale, par des lettres du mois de novembre 1470, p. 343. Comment cette communauté se composoit, *ibid*.

BÂTARDS. Voyez *Amiens*.

BATARNAY (Imbert de), Comte du Bouchage. Lettres du mois d'octobre 1470, par lesquelles le Roi lui donne les terres et seigneuries de Salles-Milhac, p. 332, note *a*.

BÂTONNIERS. A qui l'on donnoit ce nom dans quelques églises, p. 474, note *a*.

BAYONNE. Après la recouvrance de cette ville, long-temps possédée par les Anglois, Charles VII octroya à ses habitants plusieurs privilèges et franchises, que Louis XI confirma en arrivant au trône. Pendant que la Guienne fut l'apanage du frère du Roi, les officiers de ce Prince

avoient plusieurs fois troublé les habitans de Bayonne dans la jouissance de ces privilèges : Louis XI les ratifie, juillet 1472, tels que son père les avoit donnés, et qu'il les avoit confirmés lui-même, p. 526 et 527. Par des lettres du même mois, il unit de nouveau, pour toujours, au domaine de la couronne, cette ville, qui avoit cessé d'en faire partie par l'effet de l'apanage donné au Duc de Guienne, p. 527 et 528.

Bayonne. Le Roi avoit déjà fait plusieurs dons à l'hôpital du Saint-Esprit de cette ville. Voulant y assurer de plus en plus le service divin, il ordonne, par des lettres du mois de juillet 1473, qu'il y aura toujours trois prêtres au moins, qu'ils en percevront et distribueront les revenus pour l'entretien de leurs personnes et du culte, sans que le prieur de l'église puisse se les approprier en aucune manière, révoquant et annullant tout ce qui auroit pu être décrété et ordonné au contraire, p. 584 et 585.

BAZADÈS. Lettres adressées au sénéchal de Bazadès,

— du 26 février 1472, concernant la tutelle des enfans du Comte de Foix, et leur serment de fidélité, p. 561. Voyez *Foix*.

BEAUCAIRE. Cinq foires générales et annuelles avoient été établies en Languedoc, à la demande des trois états, deux des cinq à Montignac, et trois à Pezenas. Il avoit été dit que d'autres foires générales ne pourroient être tenues à moins de trente lieues de distance. Les habitans de Beaucaire obtinrent cependant la permission d'en avoir deux chaque année. Ceux de Pezenas et de Montignac réclamèrent, et obtinrent, le 10 février 1470, des lettres qui confirment les premières qu'ils avoient obtenues, et révoquent celles qui avoient été données en faveur de la ville de Beaucaire, p. 385 et 386.

Beaucaire. Lettres adressées au sénéchal de Beaucaire et de Nîmes,

— du 19 août 1467, confirmant celles accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines*.

— du 14 novembre 1467, révoquant les foires de Genève, et confirmant celles de Lyon, p. 33. Voyez *Lyon*.

— du mois de mars 1468, pour les foires de Tournon, p. 206. Voyez *Tournon*.

— du mois d'avril 1301 et du mois de mai 1469, pour les habitans du Pont-Saint-Esprit, p. 221. Voyez *Pont-Saint-Esprit*.

— du mois de décembre 1469, pour des concessions faites aux habitans de la ville de Mende, p. 275. Voyez *Mende*.

— du 5 juin 1470, confirmant les privilèges d'Aigues-mortes, p. 309. Voyez *Aigues-mortes*.

— du 4 août 1470, touchant les foires de la ville des Vans, p. 325. Voyez *Vans* (les).

— du mois de novembre 1470, exemptant de tout impôt le chapitre et l'hôpital du Puy, p. 351. Voyez *Puy* (le).

— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines, p. 446. Voyez *Mines*.

— du 26 février 1472, concernant la tutelle des petits-enfans du Comte de Foix, p. 558. Voyez *Foix*.

— du mois d'août 1473, confirmant celles pour les foires de la ville des Vans, p. 558. Voyez *Vans* (les).

Beaucaire. Voyez *Nîmes*.

BEAUFORT (Jacques de), seigneur de Canillac. Don que le Roi lui fait, septembre 1470, de la terre de Cambolas, p. 332, note a.

BEAUJEU (Le seigneur de). Voyez *Bourbon* (Pierre de).

BEAUMONT. Lettres d'amortissement pour l'église Notre-Dame de Beaumont, données par Louis XI, au mois de décembre 1470, p. 361, note a.

Beaumont en Argonne. Lettres du mois de janvier 1473, qui donnent cette ville à Girard Deschamps, p. 604, note a.

Beaumont (Louis de), seigneur de la Forêt. Lettres du mois de mai 1470, qui lui accordent haute, moyenne et basse justice dans sa terre de Riblère, p. 297, note a. Lettres du 5 octobre de la même année, portant don des terres et seigneuries de Ganges et de Sebezard, p. 332, note a.

BEAQUESNE. Lettres adressées au prévôt de Beaulieu,

— du 3 février 1468, confirmant un échange de redevances entre deux monastères, p. 177. Voyez *Tourmay*.

BEAUVAIS. Le Roi, voulant relever les habitans de cette ville de tous les maux que la guerre leur avoit fait souffrir, les exempta pour toujours, sous quelques exceptions et modifications, des impôts mis et à mettre, p. 530 et 531. Par d'autres lettres, également du mois de juillet 1472, il leur accorde la faculté d'acquiescer et de posséder des fiefs nobles, sans payer aucune finance ou indemnité, et il les exempta de ban et arrière-ban, afin qu'ils soient plus en état de veiller à la garde

et défense de leur ville, p. 531 et 532. Le Roi, voulant encore les récompenser de leur loyauté, de leur fidélité, de leur courage et de leur dévouement contre ses ennemis, les autorise à élire, chaque année, un maire et des pairs pour présider à son administration et veiller à ses intérêts, p. 529 et 530. Les lettres de Louis XI sont du mois de juillet 1472. En mémoire du dévouement et du courage que les femmes de cette ville montrèrent pendant que les Bourguignons l'assiégeaient, le Roi ordonne que dorénavant, à une procession annuelle, les femmes aillent incontinent après le clergé, et précèdent les hommes, ainsi qu'à l'offrande qui se fera à la messe du même jour; et en outre, qu'elles puissent, à l'occasion de leurs noces et toutes les fois qu'elles le voudront, s'orner de tous vêtements et joyaux que bon leur semblera, sans être, pour raison de ce, reprises ni blâmées, de quelque état et condition qu'elles soient, p. 581 et 582. Ces lettres sont du mois de juin 1473. Louis XI en donna d'autres, à la même époque, par lesquelles, après avoir rappelé l'action courageuse de Jeanne Laisné, il la déclare, ainsi que Colin Pilon, devenu son mari, francs et quittes à jamais de toutes tailles, de guet et garde de porte, quelque part qu'ils demeurent, p. 583.

Beauvais. Réclamation des bouchers de Beauvais contre les impôts qu'on leur faisoit payer; lettres favorables de Louis XI. Voyez *Bouchers*.

Beauvais. Voyez *Ponthieu*.

BELCHÈRE (Jean de la). Attaché au Comte du Perche, et impliqué dans le procès fait contre lui. Voir la p. 66 et la note *a*.

BÉGUINES. Don de leur maison à Paris, à celles qui voudront prendre l'habit du tiers ordre de Saint-François, p. 476, note *a*.

BELLAC (Jean de). Cession et inféodation que le Roi lui fait de la terre de Saint-Freguire, au mois de décembre 1472, p. 563, note *a*.

BELLEVILLE (Louis de). Lettres du mois d'août 1473, par lesquelles le Roi donne à Louis de Belleville et à sa femme plusieurs terres et tous les droits dont il y jouissoit, p. 581, note *a*.

BÉNÉFICES. Le Pape s'étant plaint des obstacles mis à l'exercice de sa puissance apostolique sur le fait des bénéfices, des commissaires furent nommés des deux parts, et l'on proposa au Roi les articles suivants, auxquels étoit jointe une bulle de ratification donnée par le Pape : 1.^o Le Pape et les ordinaires auront chacun, pendant

six mois, la nomination aux bénéfices vacans, sauf les réserves exprimées dans l'article même. 2.^o Le Pape ne pourra donner plus de six expectatives; il ne pourra les donner qu'à des sujets du Roi. L'article 3 conserve les bénéfices des familiers des cardinaux; il établit une réserve de six ans. Les articles 4 et 5 concernent les bénéfices des promus aux dignités consistoriales et ceux des protonotaires. Les articles 6, 7 et 8 règlent la poursuite et le jugement des causes bénéficiales. La taxe touchant la vacance des bénéfices est l'objet de l'article 9. Par l'article 10, le Pape s'engage à ne donner aucune dignité consistoriale à aucun sujet du Roi, sans avoir préalablement les lettres de ce Prince, pour n'y nommer que des personnes qui lui soient sçabiles et agréables. La ratification de ce concordat par Louis XI n'en rendit pas l'exécution plus sûre. Voyez la note *a* de la p. 553. La bulle du Pape, du 13 août 1472, est jointe aux lettres du Roi; elle est le type de tous les articles dont le concordat que nous venons de rappeler se compose. Voyez les p. 548 et suiv., aux notes.

D'autres lettres de Louis XI, de 1472 aussi, annoncent que le Pape venoit d'envoyer par-devers lui et les Ducs de Bourgogne et de Bretagne un commissaire pour traiter de la paix entre eux, et pour plusieurs objets concernant l'Église. Une bulle accordoit à ce commissaire de grands pouvoirs, notamment pour la collation des bénéfices. Louis XI lui permit d'en faire usage : mais beaucoup de difficultés et d'empêchemens furent mis à l'exécution de cette bulle dans l'intérieur du royaume; les tribunaux ne la reconnoissent pas, et prononcèrent toujours contre les collations ainsi faites. Le Roi trouva nécessaire de publier d'autres lettres pour déclarer valables et ordonner de reconnoître les nominations de l'envoyé du Pape. Les mêmes lettres annulent tous les jugemens rendus contre ces nominations, p. 554 et suiv.

Bénéfices. Le cardinal d'Alby étoit mort, laissant vacans beaucoup de bénéfices; le Roi défend d'y nommer, et spécialement à l'abbaye de Bonnecombe, sans en avoir obtenu la permission de lui, comme protecteur de l'Église gallicane. Il charge un conseiller au Parlement de Bordeaux, à qui ces lettres sont adressées, de la garde et de l'administration du temporel de cette abbaye, et de la faire régir par des commissaires qui en rendront compte, et

prêteront le serment accoutumé, p. 596 et 597. Les lettres du Roi sont du 30 novembre 1473.

Sur le jugement des causes bénéficiaires, voir ce qui fut prescrit dans un concordat du 31 octobre 1472, ci-après, au mot *Concordat*, et p. 553 du texte de ce volume.

Bénéfices. Nomination aux bénéfices vacans dans la collégiale de Saint-André à Grenoble, p. 90 et 91. Voyez *Grenoble*.

Bénéfices consistoriaux. Voir les p. 549 et 552.

Bénéfices. Voyez *Avranches* et *Cour de Rome*.

BERGERAC. Le Duc de Guienne, pendant qu'il possédoit ce duché, avoit confirmé tous les privilèges accordés par le Roi son frère et par les prédécesseurs du Roi à la ville de Bergerac : le Duc étant mort, Louis XI réunit la Guienne au domaine de la couronne. Les consuls et habitans de Bergerac le supplièrent de les laisser jouir de leurs privilèges, droits et exemptions. Louis XI les ratifia dans toute leur étendue par des lettres du mois de mai 1472, p. 494 et 495.

BERNIER (Antoine). La noblesse lui est accordée par des lettres du mois de mars 1472. Voir la p. 563, note *a*.

BERRY (François, Duc de), fils de Louis XI, mort n'ayant encore que dix mois. Voy. la p. 542 et la note *a*.

Berry (Charles, Duc de), frère de Louis XI. Règlement du partage et apanage de ce Prince, dans un traité conclu le 18 septembre 1468, entre le Roi et le Duc de Bretagne, p. 113 et 114, art. 1.^{er} et suiv. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de). Louis XI, après lui avoir donné successivement pour apanage le duché de Berry et le duché de Normandie, lui donne au même titre le duché de Guienne, par des lettres du mois d'avril 1469. Trouvant excessif l'apanage de la Normandie, le Roi l'avoit reprise : de grands troubles avoient suivi cette action ; et pour les apaiser, il consentit enfin à céder la Guienne, c'est-à-dire, d'après les lettres mêmes, tout le pays qui s'étendoit au-delà de la Charente, l'Agénois, le Périgord, la Saintonge, le gouvernement de la Rochelle et le pays d'Aunis, avec toutes leurs appartenances et dépendances, tant en cités, villes, châteaux, forteresses, fleuves, rivières, ports, havres, tant de mer que d'eau douce, naufrages, droits et hommages, fiefs et arrière-fiefs, hommes, vassaux et sujets, avec tous les droits, profits et revenus qu'il y avoit. Il déve-

loppe ensuite de quelle manière quelques-uns de ces droits seront exercés, jusqu'où ils s'étendront, et stipule pour lui-même quelques réserves, p. 209 et suiv. Voyez *Appel*, *Hommage*. On avoit d'abord voulu faire avoir au Duc de Berry, en dédommagement de la Normandie, la Champagne et la Brie : mais Louis XI y résista fortement ; par quel motif, p. 209, note *g*. Renonciation demandée au Duc de Berry, p. 211 et 213. Commissaire nommé par lui pour recevoir son nouvel apanage ; serment du Prince, pag. 211, notes *a* et *b*. Amnistie accordée à tous ceux qui avoient suivi son parti : le Roi prononce l'abolition la plus générale ; il annulle tous les jugemens qui pourroient avoir été prononcés contre eux, et ordonne de leur restituer tous les biens saisis ou confisqués, p. 214 et suiv. Les dépositaires des deniers royaux avoient donné plusieurs fois au Duc de Berry, par son ordonnance ou autrement, ou à ses serviteurs et adhérens, des sommes considérables ; il demanda que lui et les siens en fussent à jamais quittes et déchargés : le Roi le prononça ainsi par ses lettres du 10 juin 1469, p. 226 et 227. Il accorde à ce Duc, par des lettres du 18 juillet de la même année, supplément et accroissement d'apanage, p. 258 et 259. L'enregistrement des lettres qui donnoient la Guienne au frère du Roi ayant été refusé, sur le motif qu'elles n'étoient pas signées par le secrétaire des finances, le Roi en donna de nouvelles pour commander cet enregistrement, p. 262 et 263. Voyez *Lettres de jussion*. Malgré l'amnistie générale accordée au mois de mai 1469, on prétendoit qu'elle ne s'appliquoit pas à ceux qui n'étoient pas avec le Duc de Guienne quand il quitta Poitiers. Le Roi déclara, par ses lettres du mois de juin 1471, que tous les serviteurs et officiers de ce Prince, ceux qui étoient avec lui à son départ de Poitiers comme ceux qui depuis s'étoient retirés devers lui, tant en Bretagne qu'ailleurs, et contre lesquels des jugemens avoient été prononcés avec saisie de leurs biens, devoient jouir également et pleinement de l'amnistie ; il annulla tout ce qui auroit été fait au contraire, p. 433 et suiv. Le Roi reprend la ville et le gouvernement de la Rochelle qu'il lui avoit donnés pour une partie de son apanage, et les réunit à son domaine : par quel motif, p. 488 et suiv. Voyez *Rochelle* (la). Après sa mort, au mois de mai 1472, le Roi donna plusieurs lettres de confirmation des privilèges

privileges que ce Prince avoit accordés à plusieurs villes, p. 494 et suiv. Voyez *Bergerac*, *Périgueux* et *Saint-Émilion*.

Berry (Jean, Duc de). Voyez *Jean*.

Berry. Lettres adressées au bailli de Berry, du 10 août 1467, concernant les maîtres des mines et forges, p. 8.

— du mois de juillet 1470, octroyant aux habitans d'Orléans le droit d'acquérir et de posséder des fiefs nobles, p. 318. Voyez *Orléans*.

— du mois de juillet 1470, donnant des statuts aux tisserands de Vierson, p. 322. Voyez *Vierson*.

— du 11 août 1470, touchant le ressort du comté de la Marche, p. 327. Voyez *Marche* (la).

— du mois d'août 1471, concernant la prévôté de Bourges. Voy. *Bourges*.

BERTIN DE SILLY. Lettres du mois de mai 1470, par lesquelles le Roi lui fait don d'une terre, p. 297, note a.

BERTRAND, évêque d'Acs en Gascogne, sous le règne de Louis XI. A quelle époque il le devint, p. 29 et note c. Le Roi le nomme conseiller-clerc au Parlement de Bordeaux, p. 29 et 30. Voyez *Parlement de Bordeaux*.

Bertrand de Chalançon, évêque de Rodès en 1468. Ses plaintes au Roi sur la violation d'un pariage conclu autrefois entre les évêques et les Comtes de Rodès, p. 193 et suiv. Voy. *Armagnac* (Jean d') et *Rodès*.

BEZIERS. Lettres adressées au viguier et juge de Beziers,

— du 10 février 1470, concernant les foires de Beaucaire, p. 385. Voy. *Beaucaire*.

BIENS. L'exemption continuoît sur les biens des nobles, après qu'ils avoient été vendus à ceux qui ne l'étoient pas. Discours préliminaire, p. xv. Les nobles au contraire payoient l'impôt, si les personnes qui leur transmettoient les biens n'étoient pas nobles elles-mêmes, *ibid.* p. xv et xvj.

Biens. Voyez *Centième*, *Cinquantième*, *Déclaration*, *Impôts*, *Immeubles*.

BLANCS, gros blancs, petits blancs, monnoies, p. 363 et note a, 364, 598, 600, 620.

BLAYE. Ses habitans avoient reçu des prédécesseurs du Roi plusieurs notables privilèges que le Duc de Guienne leur avoit confirmés. Ce Prince étant mort, et la Guienne étant rentrée dans le domaine de la couronne, Louis XI les leur confirma de nouveau par des lettres du mois de mai 1472. Les habitans deman-

dèrent de plus, et le Roi l'octroya également, qu'ils pussent élire annuellement des magistrats municipaux pour avoir la police et le gouvernement de la ville, p. 509 et suiv.

BLEMENCOURT. Voyez *Robertcourt*.

BOILEAU (Maître Hugues). Lettres de noblesse que le Roi lui accorde, mars 1470, p. 403, note a.

BOIS. Droit sur la vente du bois, excepté de l'affranchissement accordé à la ville de Beauvais, p. 530 et 531.

BOIS-COMMUN. Voyez *Coutumes*.

BONNECOMBE (Abbaye de), diocèse de Rodès. Lettres du 30 novembre 1473, relatives à l'administration de ses biens et revenus pendant la vacance, p. 596 et 597. Voyez *Bénéfices*.

BORDEAUX. Les maire, jurés et commune de cette ville avoient reçu du Roi pleine juridiction sur la rivière de Gironde, et il la leur avoit confirmée à la mort du Duc de Guienne. Ils lui représentèrent ensuite que les mariniers qui viennent par mer, dès qu'ils sont entrés dans cette rivière, y font jeter leur lest; ce qui finiroit par empêcher les autres marchands de venir à Bordeaux, et seroit la destruction totale de la ville et du pays, observant que c'étoit la faute du prévôt de Lombrière, qui exerceoit à ce sujet une police et juridiction qu'ils devoient exercer eux-mêmes. Le Roi leur accorde la plénitude d'autorité qu'ils réclament sur tous les navires qui seront conduits au port et havre de la ville et de sa banlieue: il leur assigne, au profit de la cité, toutes les amendes qui seront prononcées, et statue en outre, 1.^o qu'il sera défendu à tout navire de jeter son lest dans la Gironde; 2.^o que, le vaisseau arrivé, le maire prescrira où le lest doit être porté, et recevra le serment qu'on n'en a jeté aucune partie dans la rivière. Le Roi déclare, au reste, que, par ce don, il n'entend préjudicier en rien à la juridiction attribuée au prévôt de Bordeaux sur les étrangers, p. 576 et suiv.

Bordeaux. Les maire et jurats de Bordeaux ayant présenté au Roi une supplication contenant que les étrangers refusoient de s'y établir, parce qu'ils ne pouvoient tester ni disposer de leurs biens, des lettres du mois de juin 1472 octroyèrent à tous les étrangers demeurant à Bordeaux la faculté de tester et disposer de leurs biens meubles et immeubles, sans être tenus à payer pour cela aucune finance au Roi ni à ses successeurs, p. 524 et 525.

Bordeaux. Confirmation des privilèges des

églises Saint-André et Saint-Severin, après la mort du Duc de Guienne, p. 525 et 526.

Bordeaux. L'archevêque de Bordeaux, nommé conseiller-clerc au moment de la création du Parlement; l'évêque d'Acqs y est appelé ensuite avec le même caractère, p. 29 et 30. Voyez *Berrand, Greille* (Blaise de), et *Parlement de Bordeaux*.

Bordeaux (Parlement de). Voyez *Parlement*.

Bordeaux. Création d'un office de monnoyeur dans cette ville, p. 459, note *d*.

BOUCHERS. Ceux de Beauvais exposent qu'ils ont besoin de valets et de chevaux pour aller chercher le bétail qu'ils vendent, ce qui leur occasionne une grande dépense, et que néanmoins, après avoir levé l'impôt sur l'achat en gros, on l'exige encore d'eux sur la vente en détail, de manière qu'ils supportent une imposition pour cette vente de la viande, l'imposition du cuir à poil, et l'imposition des graisses, ce qu'on ne paie point ailleurs. Le Roi, par des lettres du 19 janvier 1470, les exempta de tous droits pour la vente en détail, les cuirs et les graisses, p. 366 et 367.

Bouchers. Ceux d'Amiens exposent que, d'après des statuts anciens, on ne peut vendre de la viande en détail que dans un lieu indiqué; que cependant quelques bouchers favorisés par l'évêque en vendent dans un autre lieu, ce qui rend pour eux les ventes moins certaines et moins fréquentes: ils demandent que ces statuts anciens reprennent toute leur vigueur; Louis XI l'ordonne ainsi par des lettres du mois d'avril 1471, p. 417 et 418.

Lettres du mois d'octobre 1471, qui nomment un maître boucher de la grande boucherie de Paris, avec tous les privilèges et prérogatives des autres maîtres, pag. 458. Voir aussi la pag. 459, note *b*. Don d'un étal de boucher, à Paris, p. 557, note *a*.

BOUGIES. L'église du Mans ayant adressé des plaintes à Charles V, en 1368, sur les fraudes que commettoient à son préjudice les vendeurs de chandelles de cire ou bougies, Charles V fixa le gain qu'ils pourroient faire, et voulut qu'un inspecteur fût nommé pour empêcher qu'on ne s'écartât de la règle qui seroit établie. Charles VI et Louis XI confirmèrent l'ordonnance de Charles V, le premier au mois de décembre 1390, et le second, au mois de décembre 1467, p. 54 et 55. Voyez *Mans*. (le)

BOULANGERS. Les boulangers de Tours présentent au Roi une supplication contenant que, pour le bien de leur ville

et de leur métier, pour obvier aux fraudes et pour l'exécution d'une ordonnance qui rendoit métiers-jurés tous ceux qu'on pratiquoit à Tours, ils ont rédigé des statuts conformes à ceux qu'avoient plusieurs villes du royaume. Ces statuts, que le Roi approuve, portent: 1.^o Le métier de boulanger sera créé métier-juré. 2.^o Quatre boulangers seront élus, chaque année, pour la visite du pain, et pour surveiller les abus et les indiquer au bailli, qui les punira. 3.^o Il sera défendu à tous ceux qui exercent un autre métier, de se mêler de boulangerie, s'ils ne renoncent au premier, sous peine de confiscation du pain, et d'amende arbitraire, dont moitié pour le Roi, et moitié pour la confrérie Saint-Honoré, qui est la fête et confrérie des boulangers. 4.^o Examen pour les nouveaux maîtres; sommes qu'ils paieront pour être admis; exceptions en faveur des fils de boulangers; obligation pour tous de concourir à l'entretien de la confrérie. L'article 5 détermine les lieux où les boulangers de la ville pourront vendre leur pain, et la peine qu'ils encourront s'ils le vendent ailleurs. L'article 6 le détermine pour les boulangers forains, ainsi que le poids que leur pain devra avoir, la surveillance à imposer, et la peine à prescrire en cas de fraude. L'article 7 leur défend à tous de mener vendre leur pain par la ville sur chevaux ou autres bêtes, p. 99 et suiv. Indication de plusieurs autres statuts sur la même profession, p. 100, note *a*. Les lettres de Louis XI pour les boulangers de la ville de Tours sont données à Meaux, au mois de juin 1468.

BOURBONNOIS (Jean II, dit le Bon, Duc de) et d'Auvergne. Diverses parties du ressort de la ville de Montferrand, en Auvergne, lui sont adjudgées par un arrêt du Parlement de Paris, p. 39. Ses succès contre les Anglois, p. 97, note *a*. Voir aussi sur ce Prince la note *f* de la p. 237. Le Roi l'ayant nommé son lieutenant général en Languedoc, le Duc Jean constitue l'évêque d'Alby son lieutenant, p. 617, note *a*. Louis XI avoit déjà confié à ce prélat une grande autorité, en l'absence du Duc de Bourbonnois et d'Auvergne, p. 615 et 616.

BOURBON (Charles de), frère de Jean II, archevêque de Lyon à onze ans, p. 97, note *a*.

Bourbon (Pierre de), sire de Beaujeu, frère aussi de Jean II. Lettres du mois d'octobre 1470, par lesquelles le Roi lui donne la terre et seigneurie de la Roque-Valsergue, p. 332, note *a*.

BOURBONNOIS (Charles I.^{er}, Duc de) et

- d'Auvergne, père de Jean II, de l'archevêque de Lyon, du sire de Beaujeu, et du bâtard de Bourbon qui suit, p. 97, note *a*.
- BOURBON** (Louis, bâtard de), Comte de Roussillon, amiral de France. Il avoit épousé une des filles naturelles de Louis XI; don fait par le Roi à cette occasion, p. 39. Autre don que le Roi lui fait par des lettres du 5 octobre 1470, pag. 332, note *a*.
- Bourbon** (Gilbert de), Comte Dauphin d'Auvergne. Don que le Roi lui fait de la terre et seigneurie de Cassagnert par des lettres du 5 octobre 1470, p. 332, note *a*. Don qu'il lui fait du comté d'Avre, juin 1472, p. 524, note *a*.
- BOURGEOIS** de l'université d'Angers. Ce que c'étoit, et quel droit ils avoient. Discours préliminaire, pag. xx. Voyez *Université d'Angers*.
- BOURGES**. Ses habitans ayant exposé que la mise à ferme de la prévôté de la ville étoit la cause de beaucoup d'exactions et d'injustices, et demandé que, pour y obvier, la prévôté fut baillée en garde par le Roi à une personne notable de Bourges, le Roi l'accorda par des lettres du mois d'août 1471. Il voulut toutefois que les exploits et amendes fussent baillés à ferme au plus offrant et dernier enchériseur, p. 439 et suiv. Les condamnations pécuniaires avoient été long-temps pour le prévôt un moyen de se rembourser du prix que la ferme lui coûtoit, p. 439, note *b*.
- Bourges**. Difficulté qu'éprouve l'établissement de son université. Voyez *Enregistrement, Parlement de Paris* et *Université*. Ce qu'on dit de la ville de Bourges dans un arrêt rendu à ce sujet par le Parlement de Paris, p. 264, note *d*.
- Bourges** (L'archevêque de). Droit que Louis XI lui accorde, en avril 1470, de fortifier un de ses domaines, p. 403, note *a*.
- BOURGOGNE** (Charles Duc de), auparavant Comte de Charolois. Le Duc de Bretagne promet l'assentiment du Duc de Bourgogne à la trêve conclue avec Louis XI, p. 70, note *f*. Ce qu'il réclame et obtient du Roi, concernant les jugemens rendus par les tribunaux de Flandre, p. 126 et suiv. Voyez *Flandre*. Discussions avec Louis XI; discussions qui avoient existé entre son père et ce Roi, ainsi qu'avec Charles VII. Voir les notes *c* et *e* de la p. 126. Ce que Charles VII avoit accordé sur l'appel des jugemens, *ibid.* note *h*. Traité que le Duc Charles conclut avec Louis XI, à Péronne, le 14 octobre 1468, p. 129, note *a*. Entrevue des deux Princes; comment ils se montrèrent l'un à l'égard de l'autre, *ibid.* Lettre du Duc de Bourgogne au Roi sur l'entrevue demandée, p. 133, note *c*. Texte de ce traité même, et lettres du Roi (14 mars 1468) qui le ratifient, p. 197 et suiv. Il réclame le droit de percevoir à son profit les tailles et les aides dans quelques prévôtés de Picardie, et de nommer les élus d'Amiens. Louis XI l'accorde, p. 133 et 134. Ce qu'il obtient relativement aux appels des jugemens rendus par les tribunaux de Flandre, p. 137 et suiv. Voyez *Flandre*. On peut, pour les autres lettres qui le concernent, données par Louis XI le 14 octobre 1468, en conséquence du traité de Péronne, voir les mots *Aides, Amiens, Bruges, Complaintes, Flandre, Grand Conseil, Imposition foraine, Jurisdiction, Langres, Mâcon, Main-levée, Mortagne, Parlement de Paris, Passage, Pontihien, Scel, Sel, Sens, Service, Subsistances, Tailles, Traité, Vassaux, Vermandois*.
- Bourgogne** (Charles Duc de). Après avoir rappelé sommairement toutes les rebellions et désobéissances qu'il lui attribuoit, tous les excès et oppressions commis envers des François, la violation des traités, les remontrances qu'il lui avoit souvent et vainement adressées, Louis XI, ayant rassemblé les Princes du sang et un grand nombre de personnes des plus notables par leur rang et leurs lumières, en obtint un avis unanime qui le déclaroit quitte et déchargé de tous engagemens pris par le traité de Péronne, avis qu'ils confirmèrent tous par une opinion écrite et déposée individuellement chez un notaire. Les lettres du Roi, d'après le même avis, déclarent également quittes et déchargés de toutes promesses le Roi de Sicile, le Duc de Guienne, le Duc de Bretagne, et autres qui pouvoient s'être engagés envers le Duc de Bourgogne, p. 353 et suiv. La déclaration de Louis XI est du 3 décembre 1470. De quel crime ce Duc accuse le Roi, p. 529, note *c*.
- Bourgogne** (Jean-sans-Peur, Duc de). Traité entre lui et le Dauphin, en 1418, p. 70, note *f*.
- Bourgogne** (Philippe-le-Bon, Duc de). Divers objets sur lesquels il avoit présenté à Louis XI des réclamations ou des doléances. Voir les p. 129 et suiv.
- Bourgogne** (Le bâtard de). Lettres du mois de décembre 1470, par lesquelles le Roi lui donne la vicomté d'Orbec, p. 361, note *a*.

BOURGUEIL (Abbaye de), diocèse d'Angers. Vacante par la mort de l'évêque de Maillezaïs, elle est donnée à l'évêque d'Évreux : billet écrit par Louis XI, à ce sujet, au sire de Bressuire, p. 111.

BOUTER, pour *matre*, p. 216, note *a*.

BOYSART (Mathelin). Lettres d'anoblissement que le Roi lui accorde, en 1470, p. 384, note *c*.

BRABANT (Le Duc de). Le Roi, par des lettres du 10 novembre 1473, lui donne, afin de l'aider à supporter la dépense faite pour son service, le profit provenu et qui proviendra, pendant dix ans, des franchises et nouveaux acquêts, en toutes ses terres et seigneuries, p. 595 et 596.

Brabant. Lettres adressées par le Duc de Bourgogne au Conseil de Brabant, p. 334.

BRESSE (Jean de). Don de la haute justice que le Roi lui fait par des lettres du mois de juin 1473, p. 581, note *a*.

BRESSUIRE (Le sire de). Voy. *Bourgueil* et *Louis XI*.

BRETAGNE (François II, Duc de). Trêve, au mois de février 1467, entre ce Prince et le Roi, p. 70 et *suiv.* Voyez *Trêve*. Lettres du 18 septembre 1468, portant ratification d'un traité conclu entre ce Prince et Louis XI, p. 113 et *suiv.* Le Roi ayant nommé, pour stipuler en son nom, le Duc de Calabre, et François II, son chancelier et deux de ses chambellans, ils convinrent ensemble de plusieurs articles qui règlent d'abord l'apanage du Duc de Berry, la pension qu'il aura jusqu'à ce qu'il jouisse de cet apanage, ce qui arrivera s'il adopte les arrangemens qu'on lui propose et dans le cas aussi où il refuseroit de les adopter, la cessation des hostilités, la reddition mutuelle des villes et places, les garanties réciproques, et une amnistie universelle. Les lettres du Roi portent qu'il en approuve et ratifie tous les articles, donne sa parole royale de les observer, hypothèque tous ses biens pour cela, et se soumet aux censures ecclésiastiques s'il viole sa promesse.

Le Duc de Bretagne ayant remontré que ses sujets avoient des procès pendans devant les cours et tribunaux du Roi, qu'ils n'avoient toujours pu comparoître, et que des jugemens de contumace avoient été prononcés contre eux, Louis XI les admet à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux

Princes. Lettres du 1.^{er} janvier 1468, p. 171 et *suiv.* D'autres lettres du même jour assurent au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des places, terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre ; elles ordonnent de leur en restituer tous les fruits et revenus, à compter du 1.^{er} octobre précédent, p. 173.

BRETEUIL, en Normandie. Privilèges dont jouissoient ses habitans, p. 27 et 28.

BRIGANDINARI. Désignés parmi les gens d'armes que le chapitre de Gap devoit fournir au Roi, comme *Dauphin*, p. 96. (La brigandine étoit une espèce de cuirasse, dont étoient revêtus les hommes armés auxquels on a donné ce nom. Voir la pag. 672 de notre tome XVI, note *g*.)

BRODEURS de Paris. Ils exposent que, pour accroître le service de leur confrérie, et entretenir des statuts et ordonnances que diverses causes avoient fait négliger, ils ont soumis au prévôt de Paris, qui les a approuvées, les dispositions suivantes : 1.^o Les maîtres et compagnons brodeurs feront dire, par chacun an, à jour de dimanche, une messe en l'église Sainte-Opportune. 2.^o Les maîtres paieront, chaque semaine, deux deniers parisis pour l'entretien de leur confrérie. 3.^o et les compagnons, un denier. 4.^o Ils feront tous partie de cette confrérie, et donneront, en y entrant, seize deniers parisis ; ils en donneront tous douze, le jour de la fête. 5.^o Aucun compagnon ne sera reçu qu'il n'ait payé deux sous parisis. 6.^o Trois ou quatre maîtres seront élus pour régir et gouverner la confrérie. Ces statuts, soumis à la ratification du Roi, l'obtinrent au mois de mars 1470, p. 404 et *suiv.*

BRUGES. Plusieurs de ses magistrats, p. 127, et notes *b* et *c*. Ce qu'on appelloit le *Franc de Bruges* ; ses magistrats et ses lois, p. 127, notes *c* et *d*. Les jugemens rendus dans cette ville et dans cet arrondissement cessent d'être soumis à la suprématie du Parlement de Paris, p. 127 et 128. Voyez *Flandre* et *Parlement de Paris*. Lettres patentes du 14 octobre 1468, qui renvoient au tribunal de Bruges la décision du procès d'un de ses habitans, qui étoit pendante au Parlement de Paris, p. 156. Lettres du mois d'août 1469, qui mettent sous la sauvegarde du Roi l'église de Saint-Ursin à Bruges, p. 236, note *a*.

BRULONNIÈRE (Guisard Brulon de la). Permission que le Roi lui donne, au mois de

juillet 1472, de faire fortifier une de ses terres, et d'y avoir des fourches patibulaires, p. 533, note 6.

BUER. Voir, sur ce mot, la p. 74 et sa note a.

BULLES. Voyez *Pape*.

C

CABARÈS ou CABARDÈS, en *Languedoc*. Confirmation faite par Louis XI, au mois de novembre 1470, des privilèges octroyés à ses habitants, p. 350.

CAEN (Foires de). Lettres du mois de novembre 1470, qui y établissent deux foires, sous les franchises et conditions qui y sont déclarées. Après avoir rappelé combien le commerce est nécessaire à la conservation et à l'entretien d'un pays, le Roi fait connoître que le Duc de Bourgogne a fait saisir dans ses États les marchandises que des François y avoient portées ou achetées, et que, voulant prévenir tant de dommages et l'interruption d'une communication si nécessaire entre les marchands, il a choisi, pour les y rassembler et recevoir, la ville de Caen, grande et spacieuse, située dans un pays fertile et près de la mer, où seront, chaque année, deux foires annuelles de quinze jours entiers sans interruption, l'une après la Pentecôte, l'autre après la Vierge de septembre : dix articles règlent les privilèges et libertés dont on y jouira. 1.^o Pendant ces foires, les monnoies étrangères auront cours, et chacun pourra en porter hors du royaume et en rapporter. 2.^o Les marchandises qui viendront à ces foires seront toutes, et sans aucune exception, franchises de tout impôt et tribut. 3.^o Tout marchand, de quelque nation qu'il soit, pourra demeurer à Caen, d'une des foires à l'autre, et faire mener sûrement ses marchandises par le royaume, en payant les droits et devoirs qui pour ce seront dus, nonobstant que les représailles fussent ouvertes avec la nation à laquelle il appartiendra. 4.^o et 5.^o Toute personne pourra, durant ces foires, tenir banc de change public; et aussi, remettre son argent par lettres de change, pourvu que ce ne soit pas pour le porter à Rome. 6.^o Ceux sur qui seront tirées des lettres de change faites ailleurs pour être payées à Caen, ou à Caen pour être payées ailleurs, seront contraints, si elles ne sont pas acquittées à l'échéance, d'après les formes établies pour d'autres foires qu'on indique. 7.^o Les marchands étrangers, fréquentant les foires de Caen, qui y auroient une habitation, y pourront tester et disposer de leurs biens; et s'ils meurent *ab intestat*, leurs héritiers naturels

leur succéderont pleinement. 8.^o Tous les marchands qui viendront aux foires de Caen, jouiront des privilèges et franchises accordés à celles de Champagne, de Brie, de Lyon, &c. Par l'article 9, le Roi les prend sous sa sauvegarde spéciale, et, par l'article 10, il nomme conservateur et gardien de ces foires le bailli de Caen, auquel il donne pouvoir et commission de juger, d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre, les débats qui pourroient s'élever, p. 344 et suiv.

Caen. Université qu'on y établit. Voir la p. xxij du Discours préliminaire, et ci-après, *Université de Caen*.

Lettres adressées au bailli de Caen,

— du mois de novembre 1468, pour la prolongation annuelle d'une foire de Rouen, et une exemption d'impôts pour les marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés, p. 161. Voyez *Rouen*.

— du 1.^{er} janvier 1468, admettant les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens par contumace ou faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du même jour, assurant au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession des terres dont ils jouissoient avant la guerre, et leur en restituant le revenu, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.

— du 10 novembre 1470, portant amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voyez *Normandie*.

— du mois de novembre 1470, établissant des foires à Caen, p. 344. Voyez ci-dessus, dans cette page même.

— du mois de mai 1471, explicatives de celles du mois de novembre sur les francs-fiefs et l'anoblissement en Normandie, p. 422. Voyez *Normandie*.

— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

CAHORS. Voyez *Query*. Honneurs et franchises accordés par Charles V à son université. Discours préliminaire, p. xxij.

Cahors. Ses habitants réclament la confirmation des privilèges qu'ils tenoient des prédécesseurs du Roi, qui venoit de les réunir de nouveau à la couronne, dont ils avoient été séparés, comme faisant partie de l'apanage du Duc de Guienne. Lettres du mois de juillet 1472, qui prononcent cette confirmation, pag. 533. Lettres du mois d'août de la même année, par lesquelles le Roi renouvelle la sauvegarde accordée aux chancelier, recteur, maîtres, docteurs, licenciés, bacheliers et suppôts de l'université de Cahors, à leurs serviteurs et possessions: il nomme le sénéchal et le juge-mage conservateurs de cette sauvegarde, leur imposant les obligations ordinairement prescrites dans les lettres semblables, et leur attribuant la décision de toutes les infractions qui pourroient avoir lieu, quelque part que résident les infracteurs. Les dispositions de plusieurs lois précédentes sur d'autres universités du royaume, concernant le logement des écoliers, et quelques exemptions d'impôts pour les maîtres, les étudiants, les officiers et suppôts, sont appliquées à l'université de Cahors, p. 335 et suiv.

CALABRE (Le Duc de) et de Lorraine. Lettres de Louis XI, au mois de septembre 1467, par lesquelles il engage les seigneuries de Chaumont, de Nogent, et quelques autres, au fils du Duc de Calabre, p. 18, note a. Louis XI le nomme son ambassadeur pour la conclusion d'un traité avec le Duc de Bretagne, p. 113 et note a. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

CAMBRAY. Par des lettres du mois de novembre 1339, Philippe de Valois avoit accordé à ses habitants la permission de tirer de France les marchandises dont ils avoient besoin, en payant les anciens droits, sans pour jamais être tenus de payer ceux qui pourroient être établis. On voulut quelquefois porter atteinte à ce privilège; mais les habitants de Cambray y furent toujours maintenus par les prédécesseurs de Louis XI. Sous ce Prince, des fermiers et officiers des subsides ayant refusé de laisser mener des marchandises dans cette ville, si l'on ne payoit l'imposition foraine en particulier, les échevins et habitants obtinrent du Roi la confirmation des lettres qu'ils avoient précédemment obtenues: les procès intentés à cet égard

furent mis au néant, et les marchandises saisies, restituées. Les lettres de Louis XI sont du 1.^{er} octobre 1467; l'enregistrement des généraux des finances y est joint, p. 18.

Cambray. Exemption de quelques impôts accordée à ses habitants. Discours préliminaire, p. xxvij.

CANCELLER, pour *biffer, rayer*, p. 116, et note a.

CANDÉ. Le Roi, considérant que S. Martin fut enseveli dans l'église de Candé, que les guerres ont diminué de moitié les revenus de cette église, et fait tomber en ruine ses maisons et manoirs, que plusieurs litiges peuvent avoir lieu avec d'autres églises au sujet des droits et propriétés dont elle jouissoit, octroie aux chanoines qu'ils ne soient tenus de plaider qu'au Parlement de Paris, laissant néanmoins sous l'autorité des juges ordinaires les hommes et sujets du chapitre, en ce qui ne touchera aucunement les droits ou fondations de ladite église, p. 603 et suiv.

CANILLAC. Voyez *Beaufort*.

CAPITAINES DES TROUPES. Voy. *Troupes*.

Serment qu'ils devoient prêter, p. 84.

CARALE. Ce que ce mot doit signifier, p. 575, note d.

CARANUM, mesure. Voyez la page 102, note d.

CARCASSONNE. Lettres adressées au sénéchal ou au bailli de Carcassonne,

— du 19 août 1467, confirmant de nouveau les lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 14 novembre 1467, portant révocation des foires de Genève, et confirmation des quatre foires de Lyon, avec attribution de plusieurs privilèges et franchises, p. 33. Voyez *Lyon*.

— du 8 septembre 1469, confirmant un appointement relatif à l'apanage du Duc de Guienne, p. 255. Voyez *Guienne*.

— du 8 novembre 1469, relatives encore à l'apanage du Duc de Guienne, p. 263. Voyez *Guienne*.

— du 25 mai 1470, dispensant plusieurs nobles de la sénéchaussée de Toulouse, du service militaire envers le Roi, p. 297. Voyez *Service*.

— du 5 juin 1470, confirmant les exemptions et franchises accordées précédemment aux habitants d'Aigues-mortes, p. 309. Voyez *Aigues-mortes*.

— du mois de novembre 1470, confirmant des privilèges accordés aux

- habitans de plusieurs lieux, p. 350. Voy. *Cabarès, Salsignan, &c.*
- du 10 février 1470, portant révocation des foires de Beaucaire, p. 385. Voyez *Beaucaire.*
- du mois de février 1470, naturalisant Antoine Séguier, p. 398. Voyez *Séguier.*
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines, p. 446. Voyez *Mines.*
- du 26 février 1472, concernant les petits-enfans du Duc de Foix, p. 558 et 561. Voyez *Foix.*
- CARDINAUX. On avoit exempté de plusieurs droits les denrées destinées pour leur hôtel. Discours préliminaire, p. xxvj, note *d.*
- Cardinaux.* Distingués alors par le nom de leur évêché, et non par celui de leur famille, p. 68, note *a.* Sur les bénéfices de leurs familiers en France, p. 549 et 552. Voyez *Bénéfices.*
- CARRERIA, rue. Voir la page 276 et la note *e.*
- CARTAIGER ou QUARTAIGER. Ce que ce mot exprimoit, p. 286, et note *a.*
- CARTICULAIRES, pour *cartulaires*, p. 94 et note *a.*
- CARTIER (Hugues). Lettres de noblesse que Louis XI lui accorde, p. 98 et 99. Voyez *Anoblissement.*
- CARTONES. Voyez *Quartones.*
- CASSES, pour *châsses*, p. 380 et note *b.*
- CAUSES BÉNÉFICIALES. Voyez *Bénéfices.*
- CAUSSADE (la). Don de la seigneurie de la Causade, p. 604, note *a.* Voy. *Chabannes* (Gilbert de).
- CAUTÈLE, pour *ruse, finesse.* Discours préliminaire, p. vj et note *c.*
- CAUTION donnée par les marchands pour l'imposition foraine, p. 154. Voyez *Imposition foraine.*
- Caution* pour des débiteurs. Voyez le Discours préliminaire, p. vj et *suiv.*
- Cautions* à donner pour la ferme des impôts. Discours préliminaire, p. x.
- Cautions.* Jugement prononcé envers les pleiges ou cautions d'un condamné à des peines pécuniaires, p. 603.
- CAUX. Lettres adressées au bailli de Caux, — du 10 juillet 1468, confirmant les immunités accordées aux habitans de la ville d'Arques, pour le transport et la vente de leurs denrées et marchandises, p. 106. Voyez *Arques.*
- du 19 juillet 1468, relatives aux foires et aux marchés de la ville d'Arques, p. 109. Voyez *Arques.*
- du mois de novembre 1468, concernant une foire de Rouen et les exemptions accordées pour cette foire, p. 161. Voyez *Rouen.*
- du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui étoient entre les deux Princes, pag. 171. Voyez *Bretagne* (François II Duc de).
- du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie.*
- du mois de novembre 1470, octroyant un amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voyez *Normandie.*
- du mois de mai 1471, explicatives de celles du mois de novembre sur la possession des fiefs et l'octroi de la noblesse, p. 422. Voyez *Normandie.*
- CÉLESTINS. Voyez *Mantes.*
- CENS. Du cens payé sous la seconde race. Discours préliminaire, p. xv et les notes de cette page.
- CENS. Cens annuel établi en compensation d'un droit de pâturage qui avoit été accordé, p. 102. Voyez *Homenaing.*
- CENS. Voyez *Redevances.*
- CENSURES ECCLÉSIASTIQUES. Voyez *Excommunications*, et le Discours préliminaire, p. xij et note *b.* Louis XI, dans son traité avec le Duc de Bretagne, au mois de septembre 1468, se soumet, au cas où il le violeroit, à toutes les censures ecclésiastiques, nonobstant le privilège par l'effet duquel le Saint-Siège ne pouvoit en faire usage contre lui, p. 115. Voir aussi l'art. 14 de la même page. Il fait de même dans le traité de Péronne avec le Duc de Bourgogne, p. 202 et 203. Il le fait encore dans les lettres par lesquelles il donne la Guienne pour apanage à son frère, p. 211. Voir encore sur ces censures, les p. 550 et 553.
- CENTIÈME. Levée du centième des biens. Discours préliminaire, p. ij, note *b.*
- CERISAY (Guillaume de). Don que le Roi lui fait de la seigneurie de Manestier, p. 278, note *d.*
- CHABANNES (Gilbert de). Confirmation que le Roi lui accorde, novembre 1472, de ventes ou cessions faites par le Duc de Guienne, p. 557, note *a.* Lettres du mois de février 1473, qui lui donnent

- la seigneurie de la Caussade, p. 604, note a.
- CHABANS** (Le seigneur de). Lettres du mois d'octobre 1470, par lesquelles le Roi lui fait don des terres de Segur, le Rais, &c. p. 332, note a.
- CHÂGE**. Lettres d'amortissement accordées par Louis XI, juillet 1468, à l'abbaye de Châge, ordre de S. Augustin, à Meaux, p. 106, note d.
- CHAISE-DIEU** (L'Abbaye de la). Lettres d'amortissement en faveur de cette abbaye, au mois de janvier 1469, p. 280, note a.
- CHÂLONS sur Marne**. Charles VII, en 1455, avoit exempté de l'imposition de douze deniers pour livre, levée par tout le royaume, les marchandises qui seroient amenées et vendues aux foires de Champagne. Châlons n'avoit pas joui de cette exemption, par le motif que les lettres patentes disoient des villes du royaume à nous appartenant, et qu'on prétendoit que Châlons appartenoit à son évêque; le Roi, considérant que l'évêque la tenoit en foi et hommage de lui et en pairie, qu'il en étoit le souverain seigneur, que tous les impôts s'y levoient par son ordonnance, que les lettres de Charles VII étoient adressées aux élus de Châlons, déclara cette ville comprise dans ces lettres, et confirma l'exemption qu'elles prononçoient, p. 564 et suiv. Les lettres de Louis XI sont du 29 mars 1472.
- CHANCELIER DE FRANCE**. Exemptions dont il jouissoit. Discours préliminaire, p. xxvi.
- Chancelier de France*. Provisions de l'office de Chancelier. Voyez *Doriote et Provisions*.
- Lettres expressément adressées au Chancelier de France, p. 25, 37, 198, 527. Voyez *Vous*.
- Chancelier de l'Ordre de Saint-Michel*. Voir les art. 14 et suiv. des statuts de Louis XI, p. 241 et 242; les art. 35, 36 et 39, p. 247 et 248; les art. 44 et suiv. p. 249 et 250; et les art. 57 et suiv. p. 252.
- CHANCELLERIE**. Création d'un office d'huissier à la Chancellerie et au Grand-Conseil. Voyez *Huissiers*.
- CHANGE**, CHANGEURS. Voyez la p. 191, notes *b* et *c*; les p. 345 et 346, et ci-dessus le mot *Coen*.
- CHANOINES**. Voyez *Amiens*.
- CHAPELAINS**. Les chapelains de Notre-Dame de Cléry sont créés, par Louis XI, chapelains d'honneur des Rois de France, p. 48, art. 1. Congrégation et communauté des chapelains de l'église de Noyon; demande d'amortissement qu'ils font au Roi, et que le Roi leur accorde par des lettres patentes du mois de septembre 1468, p. 124 et 125. Voyez *Amortissement et Noyon*.
- CHAPELLE**. Amortissement du revenu appliqué à la fondation d'une chapelle, p. 115 et 116. Voyez *Amortissement et Dunois*.
- CHAPELLE-LA REINE**, en Gâtinois, à quelques lieues de Fontainebleau. Louis VI et Louis VII avoient accordé à ses habitants des lettres que Philippe-Auguste confirma, et qui furent ensuite confirmées de nouveau par Louis XI, au mois de juillet 1470. Douze articles composent ces lettres. Le premier déclare affranchis de toutes tailles, coutumes et autres contributions, les habitants de Chapelle-la-Reine et de son territoire. 2.^o Ceux qui y viendront y seront en toute sûreté, eux et leurs biens, pourvu qu'ils n'aient commis ni vol, ni rapt, ni trahison, ni homicide; et s'ils veulent ensuite s'en aller, ils le pourront librement. 3.^o Quiconque aura forfait, paiera l'amende, réduite d'après les coutumes de la ville: si l'on est poursuivi au nom du Roi, on sera purgé de l'accusation, en prêtant serment. 4.^o Tous les habitants seront soumis à ces coutumes, le prévôt seul excepté, tant que durera son administration. 5.^o Ils n'iront à aucune expédition militaire, qu'ils ne puissent revenir, le soir, dans leurs maisons. 6.^o S'ils vendent une maison ou un domaine rural, ils paieront seulement les ventes directes; six deniers seront donnés aux sergens, si c'est une maison qui est vendue. L'article 7 évalue les redevances en pain et en avoine. L'article 8 déclare affranchis de toute servitude ceux qui auront passé dans la ville un an et jour, et reconnu la juridiction du Roi et du prévôt. 9.^o Aucun habitant ne sera forcé de plaider hors de la ville; il ne pourra être arrêté tant qu'il aura tenu justice; le prévôt aura le droit d'établir des gardes dans les champs, du consentement des habitants; le dommage fait sera réparé. 10.^o Le Roi n'aura rien sur les choses vendues dans la ville. 11.^o Si de grands crimes sont commis, un vol, un meurtre, une trahison, un rapt, ils seront jugés conformément à la coutume du Gâtinois. 12.^o Toutes les fois que le prévôt sera changé, celui qui aura été nommé jurera de maintenir les coutumes de la ville, et jusqu'alors on

ne sera pas tenu de lui obéir, p. 321 et 322.

CHARLEMAGNE. Il fonde et dote l'église de Noyon, p. 124. Sacré dans cette ville, *ibid.* note d. Oraison en son honneur que devoient dire; chaque année, pendant dix ans, le 8 septembre, les chanoines et les chapelains de l'église de Noyon, p. 125. Par quel motif et pour quel objet, *ibid.* Voy. *Amortissement* et *Salve Regina*. Serment prêté sur la croix de Charlemagne, p. 129, note a, 267.

CHARLES II ou LE CHAUVÉ. Un de ses capitulaires exempté de plusieurs impôts les Goths ou Espagnols demeurant dans le comté de Barcelone. Discours préliminaire, p. xxiv, note d.

Charles-le Chauve. Une de ses lois établit ou consacre l'inalévitabilité des offices, p. 25, note b. Sa paix avec Louis-le-Germanique. Voir la note b, p. 36. Promesse que Louis lui demande, pour la conservation des charges et offices qu'il avoit donnés pendant la guerre, *ibid.*

CHARLES IV ou LE BEL. Sous quelle condition l'exempte de la taille quelques villes de Normandie. Discours prélim. p. xxvij. Voyez *Normandie*. Il confirme les privilèges accordés par plusieurs de ses prédécesseurs à la ville d'Aigues-mortes, *ibid.* p. xxvij, note g. Privilèges qu'il octroie à l'abbaye de Valloires, ordre de Cîteaux, p. 17. Ses lettres pour les foires de Champagne sont rappelées, p. 617, note b.

CHARLES V. Ordonnance de ce Prince, en 1367, sur l'assiette et la perception de l'impôt. Discours préliminaire, p. ij. Autre ordonnance, avril 1374, sur le même objet, *ibid.* note g. Il est obligé d'en donner une nouvelle, quelques années après, *ibid.* p. viij. Réformateurs qu'il nomme et pouvoirs qu'il leur donne pour les exactions et les fraudes commises dans la levée et l'administration des subsides, *ibid.* p. v et vj. Voyez *Impôts* et *Réformateurs*. Il donne aux communes le droit de choisir leurs collecteurs, et les rend responsables de la gestion de ces fonctionnaires, *ibid.* p. vij. Voyez *Collecteurs*. Ordonnance de ce Roi sur la mise aux enchères et la ferme des contributions, *ibid.* p. x. Ce qu'il exige des adjudicataires, ce qu'il leur défend; règles qu'il prescrit pour l'adjudication, *ibid.* Ce qu'il ordonne sur le paiement des impôts, pour les biens des nobles, *ibid.* p. xv. Exemptions qu'il accorde à l'hôpital de Provins et à l'hôtel-dieu de Paris, *ibid.* p. xvij. Il excepte les veuves et les orphelins pauvres,

de l'obligation de payer une aide deman-
dée, *ibid.*

Charles V. Plusieurs lois de ce Prince en faveur des universités du royaume. Voir ci-après les articles qui concernent ces universités. Ses lettres concernant les Juifs, *ibid.* Voyez *Juifs*. Ce qu'il fait pour les habitants de Rodès. Voyez *Rodès*. Exemption d'impôts qu'il accorde à la ville de Loches, p. 221. Ses lettres relatives au gain fait sur les bougies par les marchands qui les vendoient, p. 54. Il accorde plusieurs privilèges aux arbalétriers de Lagny, p. 391. Son ordonnance sur la profession de chirurgien à Paris, p. 404. Il donne au prévôt de Paris le droit de connoître, privativement à tout autre juge, de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet de cette ville, p. 580. Exemptions et privilèges qu'il octroie à la Sainte-Chapelle de Vincennes, p. 605. Plusieurs autres lettres de ce Roi sont indiquées, p. 26, note g; p. 38, note a; p. 74, note c; p. 107, note a; p. 126, note g; p. 191, note c; p. 210, note b; p. 279, note d; p. 449, note c; p. 488, notes b et d.

CHARLES VI. Insurrection qui éclate au commencement de son règne. Discours préliminaire, p. viij. Il abolit les impôts, et les rétablit ensuite, *ibid.* p. viij et ix. Voyez *Impôts*. Ordonnance relative aux débiteurs arriérés de l'impôt, *ibid.* p. xij. Ordonnance sur leur assiette, leur levée et les fonctionnaires chargés d'y concourir, au mois de janvier 1382. Discours préliminaire, p. ix. Autre ordonnance de ce Prince, en 1388, concernant les impôts, *ibid.* Il sépare les généraux des finances des généraux de la justice pour les aides, les réunit de nouveau, les sépare encore, *ibid.* p. iv. Lois de ce Prince relatives à la juridiction des généraux conseillers sur le fait des aides, *ibid.* p. v et ix, et notes de la p. ix. Réformateurs qu'il envoie dans les provinces, *ibid.* p. xij. Voyez *Réformateurs*. Dans quels cas il exigea que les nobles payassent l'impôt sur le vin, *ibid.* p. xvj. Exemptions qu'il accorde aux hôpitaux de Provins, de Pontoise, et à l'hôtel-dieu de Paris, *ibid.* p. xvij, et notes i et k. Plusieurs lettres de ce Prince en faveur des universités du royaume, *ibid.* p. xvij et aux notes. Voir *Universités*. Ses lettres en faveur des heaumiers. Voyez *Heaumiers*. Exemptions d'impôts qu'il accorde aux membres du Parlement. Voyez *Parlement de Paris*. Exemptions aussi pour les officiers et serveurs des hôtels du Roi et des Princes,

et pour les viandes qui y étoient destinées. Discours préliminaire, p. xxvj et note *a*. Droit dont il exempté les pèlerins, *ibid*.

Charles VI. Ses lettres relatives aux droits de l'église du Mans sur les vendeurs de bougies, p. 54. Il octroie quelques exemptions à de pauvres gens de quelques paroisses de Touraine, p. 76. Il en accorde d'autres à quelques communes de Champagne, p. 220. Il donne des statuts à la ville de Théroutane pour son administration intérieure, p. 228. Il en donne aux orfèvres de Tours, p. 379. Il confirme ceux de Charles V pour les chirurgiens de Paris, p. 408. Il confirme les privilèges accordés par Jean II, et avant lui par un Comte de Champagne, au chapitre de Saint-Maclood à Bar, p. 460. Il en accorde aux habitants de l'île de Ré, p. 514. Il confirme ceux de la Sainte-Chapelle de Vincennes, pag. 605. D'autres lettres de Charles VI sont indiquées, p. 38, note *a*; p. 446, note *i*; et p. 621, note *b*.

CHARLES VII. Instructions de ce Roi sur les aides. Discours préliminaire, p. x et note *c*. Ce qu'il prescrit sur l'adjudication de la forme de l'impôt, *ibid*. Ordonnance de ce Roi concernant les réformateurs de l'impôt, *ibid*, p. xij et notes *b* et *c*. Il annule les censures ecclésiastiques contre les percepteurs, *ibid*, p. xij et note *k*. Lettres sur les mauvais traitemens qu'on leur faisoit subir, *ibid*. Il prononce aussi des peines contre les fraudes et l'infidélité des percepteurs, *ibid*. Comme Charles VI, il soumet à une partie de l'impôt sur la vente des vins les nobles qui vendront celui de leurs domaines en détail, *ibid*, p. xvj et note *b*. Exemptions qu'il renouvelle en faveur de l'hôtel-dieu de Paris, *ibid*, p. xviii. Plusieurs lois de ce Prince en faveur des universités du royaume. Voir ci-après, aux mots *Université d'Angers*, &c. Comment il punit les avocats, procureurs, notaires, &c. qui refuseroient de payer faide, *ibid*, p. xxj. Exemptions qu'il accorde aux membres du Parlement, *ibid*, p. xxv et aux notes. Voyez *Parlement de Paris*. Ce qu'il fait pour la ville d'Orléans. Voyez *Orléans*.

Charles VII. Exemptions et privilèges qu'il accorde aux maîtres des mines et forges, p. 8. Il confirme une ancienne exemption accordée à la ville de Loches par un de ses seigneurs, p. 21. Modifications qu'il apporte à la condamnation prononcée contre le Duc d'Alençon, p. 58, notes *c* et *f*. Il confirme d'anciennes exemptions à de pauvres gens de la châtellenie de Loches,

p. 76. Indication de plusieurs de ses lois au sujet des troupes, p. 82, note *c*, et p. 83, note *b*. Indication de lettres relatives à des différends élevés entre le Comte de Flandre et lui, sur le ressort des tribunaux et l'appel des jugemens, p. 227, notes *c* et *k*. Immunités accordées aux marchands de Flandre, *ibid*, note *g*. Il approuve la cession faite par l'évêque de Montauban, d'une partie de juridiction sur l'île Made, p. 183. Il confirme les statuts de police intérieure de la ville de Théroutane, p. 228. Il assure au chapitre d'Avanches les ressources nécessaires pour l'entretien de cinq enfans de chœur, qu'il y établit, et de leur maître, p. 311. Il donne des statuts aux tisserands de Viersson, p. 323. Il accorde des foires à la ville des Vans, p. 325, et aussi p. 388. Ce qu'il prononce touchant l'exercice des privilèges des habitants de Narbonne, p. 375. Il confirme les lettres de ses prédécesseurs à l'égard des chirurgiens de Paris, p. 404. Indication de son ordonnance sur les mines du royaume, p. 446, note *c*. Ses lettres en faveur du chapitre de Saint-Martin de Tours, p. 574. Il réunit Bayonne irrévocablement au domaine de la couronne. Voir la note *k* de la page 527. Ses lettres concernant les foires de Châlons-sur-Marne, p. 504. Il confirme les privilèges octroyés par Charles V et par Charles VI à la Sainte-Chapelle de Vincennes, p. 605. Indication de ses lettres concernant les foires de Provins, p. 617, note *b*.

CHARLES, frère du Roi Louis XI. Voyez *Berry* (Duc de).

CHAROLOIS (Le Comte de). Voir *Bourgoigne* (Charles Duc de).

CHARRETTES. Voyez *Chevaux*.

CHARRUES. Si l'on pouvoit saisir la charrue et les animaux d'un laboureur en matière d'impôts. Discours préliminaire, p. xiv. Voyez *Gens de guerre*.

CHARTRES. Lettres adressées au bailli de Chartres,

— du 19 août 1467, accordant des privilèges aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 1.^{er} janvier 1468, concernant les procès des sujets du Duc de Bretagne, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du mois de juillet 1470, accordant aux habitants d'Orléans le droit d'acquiescer et de posséder des fiefs nobles, p. 318. Voyez *Orléans*.

du mois de février 1470, concernant le ressort du bailliage de Dunois, p. 388. Voyez *Dunois*.

du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

CHARTREUX. Voyez *Monastères*. Plusieurs lettres de Louis XI accordent des privilèges à différentes maisons de cet ordre. Voir la p. 193, note a.

CHÂTEAU-THIERRI. Cession que le Roi en fait au Comte de Saint-Pol, p. 272, note a. Voyez *Saint-Pol* (Comte de).

CHÂTELET de Paris. Charles VI avoit ordonné que les deux cent vingt sergens à cheval paioient par an, pour la communauté, douze sous parisis. Les maîtres et gouverneurs de cette communauté se contentèrent, dans la suite, d'en prélever quatre, sans préjudice toutefois de leur premier privilège, et en se réservant d'en lever douze encore quand bon leur sembleroit. Les besoins étant augmentés, ils demandent au Roi la permission de reporter à huit sous parisis ce qui avoit été réduit à quatre. Des lettres du 5 janvier 1469 le leur accordèrent, p. 279 et 280. Dispositions de quelques lettres plus anciennes sur la cotisation annuelle et sur le past ou repas donné par les nouveaux sergens, p. 279, notes d et e. Voyez *Past*. Lettres de Louis XI qui en confirment de Charles V par lesquelles le droit de connoître de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet est attribué exclusivement au prévôt de Paris, p. 580. Voyez *Prévôt de Paris*.

Châtelet de Paris. Examinateurs. Voyez ce mot.

Châtelet de Paris. Lettres adressées à ce tribunal, le 29 juillet 1467, concernant le jugement des procès de l'hôtel-dieu de Paris, p. 7.

CHÂTILLON-SUR-INDRE. Voyez *Tannequi du Chastel*.

CHÂTRES. A la demande de son conseiller et chambellan, Jean, seigneur de Gravelle et de Châtres, le Roi y établit une foire annuelle, pendant deux jours du mois de mai, accordant aux marchands qui y viendroient les sûretés et franchises ordinaires, p. 317. Les lettres du Roi sont du mois de juillet.

CHAULT, pour imperte, p. 577, note c.

CHAUMONT en Bassigny. Louis XI engage au fils du Duc de Calabre la seigneurie de Chaumont, p. 18, note g.

Chaumont. Lettres adressées au bailli de Chaumont,

du mois de septembre 1468, confirmant une exemption de subsides pour quelques lieux, et la concession d'un droit de justice à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Voyez *Saint-Jean de Jérusalem*.

Voir aussi, p. 135, note a, les lettres concernant la décision des procès relatifs aux limites du royaume et de l'empire.

CHAUSSEE. Aide établie pour la réparation des chaussées de Paris. Discours préliminaire, p. xxj.

Chaussée. Impôt, p. 107 et note b. Exemption de cet impôt pour les denrées et marchandises des habitants de la ville d'Arques en Normandie, p. 107 et 108.

CHAUSSETIERS. Sur les plaintes adressées aux maire et échevins de Poitiers, concernant les abus et méfaits qui avoient lieu au métier de chausseterie, ils firent, en présence et du consentement des maîtres de ce métier, les statuts suivans : 1.^o On ne pourra lever ouvrier sans s'être présenté aux maîtres jurés de la chausseterie, pour qu'ils ordonnent un chef-d'œuvre à faire; ils seroient amendables, s'ils s'y refusoient. L'art. 2 indique ce qu'il faudra savoir faire pour être reçu; et l'article 3, le serment à prêter et la somme à payer. Les articles 4, 5 et 6 prescrivent quelques règles dans la confection des chausses. L'article 7 défend, sous peine de confiscation, aux gens des autres métiers, la fabrication ou la vente des ouvrages de chausseterie. Les articles 8 et 9 défendent, sous peine d'amende, d'avoir plus d'un apprenti et de soustraire l'apprenti ou le compagnon d'un autre maître. 10.^o Les fils de maître, s'ils sont capables, seront reçus, en payant seulement un dîner. 11.^o Les gendres le seront, en payant, outre le dîner, deux écus. 12.^o La veuve pourra continuer l'exercice du métier tant qu'elle restera en viduité; si elle se remarie, son mari ne deviendra maître qu'avec les conditions prescrites. L'art. 13 dit de quelle toile on doit faire usage pour les chausses. L'art. 14 oblige tous les maîtres d'accompagner le corps de celui qui mourra. L'art. 15 fait élire, chaque année, parmi les maîtres, deux prud'hommes pour visiter les ouvrages, et empêcher qu'il n'y ait fraude et abus. On y ajouta qu'un maître ne pourroit tenir plus d'un ouvrier, lequel il ne pourroit ni louer ni transporter à un autre: des amendes furent prononcées pour la violation de la plupart de ces articles. Les lettres d'approbation et de ratification qu'on avoit demandées à

- Louis XI, furent obtenues au mois de mars 1472, p. 566 et suiv.
- CHENAL, pour canal, p. 577 et note b.
- CHEVALERIE (Ceinture de). On en ceignoit les personnes qui recevoient la noblesse du Roi, p. 98 et note d.
- CHEYANCE. *Apetissement de la chevance* de l'État, pour diminution de ses finances, de ses recettes. Discours préliminaire, p. xj et note c.
- CHEVAUCHÉE. Voyez *Ost*.
- CHEVAUX de guerre. Voyez *Armes*. Défense aux militaires, sous peine de mort, de prendre, pour porter leurs bagages, les chevaux et charrettes des pauvres gens. Voyez *Gens de guerre*.
- CHIRURGIENS de Paris. Charles V, Charles VI, Charles VII, leur avoient accordé ou confirmé des privilèges, que Louis XI confirme à son tour par ses lettres du mois de mars 1470, p. 403 et 404.
- CHOISTE, pour tombée, p. 603 et note c.
- CHOUART (Jean), lieutenant civil sous le règne de Louis XI. Lettres que le Roi lui accorde pour sa terre d'Espinel, p. 425, note a.
- CINGULUM MILITIÆ. Voy. *Chevalerie*.
- CINQUANTIÈME. Levée du cinquantième des biens. Discours préliminaire, p. ij.
- CINQUIÈME. Droit de cinquième sur le sel. Voir la p. 605.
- CIRE. Voyez *Bougies*.
- CÎTEAUX. Privilèges d'une des maisons de cet ordre. Voyez *Valloires*.
- CIVILITAS, pour affaires civiles, juridiction civile, p. 270, et note a.
- CLAVARIUS. Quelle fonction ce mot désigne, p. 277 et note b, 373 et note b.
- CLERCS. Voyez *Ecclesiastiques*, Philippe II et Philippe IV.
- CLERCS des élus. Discours préliminaire, p. v.
- CLERGIAUMENT, pour cléricatement. Discours préliminaire, p. v et note h.
- CLERMONT en Auvergne. Par honneur pour la Vierge, à qui la cathédrale de la ville étoit dédiée, à cause aussi des procès de cette église avec des seigneurs dont les affaires devoient être portées aux requêtes du Palais, et enfin parce qu'il étoit trop dispendieux d'avoir à plaider devant plusieurs tribunaux, le Roi, par des lettres du mois de janvier 1467, octroie à l'église de Clermont, par exprès privilège, que son chapitre ne soit tenu de plaider que devant les requêtes du Palais, en demandant ou en défendant, contre quelques personnes que ce soit, p. 66 et suiv.
- CLÉRY (Notre-Dame de), en Orléanois. Dévotion singulière de Louis XI pour cette église; pèlerinages nombreux qu'il y fait; il la choisit pour être le lieu de sa sépulture, p. 48 et notes d et e. Diverses lettres antérieures en faveur de Notre-Dame de Cléry, p. 48, note b. Lettres du 21 décembre 1467, par lesquelles Louis XI crée les chanoines, chapelains d'honneur du Roi; il les met en sa sauvegarde spéciale, ainsi que leurs familles et possessions, ensemble les pèlerins qui y viendront; il attribue, exclusivement, aux requêtes du Palais, à Paris, toutes les causes du chapitre et de ses membres; il les exempte de tout droit sur la vente des productions de leurs biens; il leur octroie un amortissement général pour ce qu'ils pourront recevoir ou acquérir de quelque manière que ce soit. Voyez *Amortissement*. Il leur donne haute, moyenne et basse justice au cloître de leur église, avec appel au bailli de Montargis. Voyez *Justice*. Il les autorise à se choisir, pour leurs affaires, deux conseillers, lesquels seront exempts de tous impôts; il leur assure les prééminences, prérogatives, droits et privilèges dont jouit la Sainte-Chapelle de Paris; il veut que, dans le cas où il s'élèveroit quelques doutes sur le sens des lettres actuelles, l'interprétation se fût en faveur de l'église de Cléry, p. 48 et suiv. Louis XI lui avoit accordé auparavant une portion du produit des droits établis sur le sel, p. 51, note b. Il lui donne et transporte, au mois d'octobre 1471, quatre mille livres de rente annuelle et perpétuelle, à la charge de célébrer pour lui et ses successeurs un service, dont il détermine les conditions et les formes. Dans le cas où lui ou ses successeurs voudroient reprendre ces quatre mille livres, telles qu'elles existent dans leur assiette actuelle, le Roi indique comment elles seront remplacées, et veut, dès à présent, que les rentes et revenus offerts pour ce remplacement soient amortis, p. 455 et suiv.
- CLIENTULI. A qui l'on donnoit ce nom, p. 272 et note b.
- CLINQUARS, monnaie, p. 364.
- CLOCHES. Exemptions et privilèges accordés à des sonneurs de cloches, p. 474 et suiv. Voyez *Sonneurs* et *Tours*.
- COHUE, de coire. Voir la p. 79 et sa note a.
- COLLATION. Rétablissement des collations en faveur du Pape, p. 1. Voyez *Cour de Rome*.
- COLLECTEURS. Ce qu'ils devoient faire. Discours préliminaire, p. v. Voyez *Décla-*

- ration*. Malversations qu'on eut à leur reprocher, *ibid.* p. v et vi. Comment ils furent successivement élus, *ibid.* p. vij. Quand les communes les choisirent, elles devinrent responsables de leur gestion, *ibid.* Mauvais usage que les collecteurs faisoient alors de leur pouvoir, *ibid.* Voyez *Abus*. Quand on étoit exempt de la collecte. Discours préliminaire, p. viij. Voy. *Aides*, *Impôts*, *Taillies*.
- COLLIER** de l'ordre de Saint-Michel. Articles des statuts qui y sont relatifs. Voir les p. 238 et 239.
- COLOMBIER**. Lettres du Roi qui permettent d'en avoir un, pag. 259, note *b*.
- COLUMBI** (George). Lettres de Louis XI, mai 1470, qui lui donnent les terres et seigneuries de Pradès, Segne, &c., p. 297, note *a*.
- COMBEREL** (Pierre de). Lettres du mois de novembre 1470, par lesquelles le Roi lui accorde l'usage d'une forêt royale, p. 362, aux notes.
- COMMANDARIA**. Sens de ce mot, p. 292 et note *b*.
- COMMENSAUX** de la maison du Roi. Exemption prononcée en leur faveur par le bail qui affermoit le revenu des aides, p. 111. Voyez *Aides*.
- COMMERCE**. Tout trafic d'argent étoit interdit aux percepteurs de l'impôt. Discours préliminaire, p. xj. Toute sorte de commerce étoit aussi défendue aux officiers pour la levée des subsides, *ibid.* Ce qu'ils devoient faire s'ils avoient des marchandises au moment où on les nommoit, *ibid.* Les ecclésiastiques devenoient sujets à la taille, s'ils vouloient faire le commerce, *ibid.* p. xvj et note *f*. Faveur accordée aux marchands étrangers qui vouloient venir trafiquer en France, *ib.* p. xxiv. Les généraux des aides perdoient toutes leurs exemptions s'ils faisoient quelque commerce, *ibid.* p. xxvj.
- Commerce*. Grand commerce que faisoit la Flandre : affluence des marchands étrangers, p. 126. Prérogatives et immunités octroyées au commerce de Flandre, p. 126, note *g*. Réclamations au sujet de l'état où se trouvoit le commerce de Marennes et d'Arvert, relativement à l'impôt et aux marchands étrangers, p. 499 et *suiv.*
- Commerce*. Le Duc de Bourgogne avoit fait saisir toutes les marchandises que des sujets du Roi avoient portées ou achetées à la foire d'Anvers et dans d'autres pays de son obéissance; il en avoit même fait vendre, pour en donner la valeur à Jean de Saveuse, qui réclamoit une succession au sujet de laquelle le procès étoit encore pendant au Parlement de Paris : le Roi, en conséquence, défendit à tous ses sujets, marchands ou autres, sous peine de confiscation de corps et de biens, d'aller vendre et trafiquer dans les terres de la domination du Duc de Bourgogne; il défendit en même temps de recevoir les marchandises qui en viendroient, à quelque titre que ce fût, et sous les mêmes peines, consentant toutefois qu'elles traversassent ses États, pourvu qu'elles n'y restassent pas. Il renouvelle d'ailleurs toute promesse de faveur, justice et sûreté, aux marchands qui viendront des autres pays, p. 332 et *suiv.* Les lettres de Louis XI sont du 8 octobre 1470. Le Duc de Bourgogne avoit au contraire ordonné, par des lettres du 5 août précédent, qu'on leveroit toutes les main-mises sur les denrées, marchandises et autres biens des habitants de Tournay et du Tournésis, qu'ils pourroient venir librement dans ses États pour leur commerce et leurs autres affaires, voulant néanmoins que ses sujets eussent réciproquement le même droit, p. 335 et 336. Lettres en faveur du commerce de la Rochelle : droits accordés aux étrangers qui y viendront, et aux Rochellois qui iront pour trafiquer dans les autres pays, p. 492 et *suiv.* Voyez *Rochelle* (la).
- Commerce extérieur*. Voyez *Bordeaux*, *Espagne*, *Flandre*, *Hanse Teutonique*, *Italie*, *Portugal*, *Rochelle* (la), *Toulouse*.
- Commerce intérieur*. Voyez les lois relatives aux foires et à l'exercice de plusieurs arts et métiers.
- COMMISE DE FIEF**. Ce qu'on appelloit ainsi, p. 215, note *b*.
- COMMITTIMUS**. Voyez *Clermont* et *Cliry* (Notre-Dame de), *Officiers du Roi*, *Princes du sang*, *Rodés*.
- COMMUNES**. De leur affranchissement par nos Rois. Discours préliminaire, p. 11 et note *f*. Elles nomment les collecteurs de l'impôt, et deviennent responsables de ceux qu'elles ont choisis, *ibid.* p. vij.
- Communes*. Les villes ou bourgs dont Louis XI confirma les coutumes, franchises et privilèges, ou auxquels il en accorda, par des lettres inscrites dans ce volume, sont :
- | | |
|----------------|--------------|
| Acqs, | Auzy, |
| Aigues-mortes, | Bayonne, |
| Amiens, | Beauvais, |
| Arques, | Bergerac, |
| Ars, | Blaye, |
| Aurillac, | Blerencourt, |

Bordeaux ,
 Cabarès ,
 Cahors ,
 Chapelle-la-Reine ,
 Die ,
 Dieppe ,
 Fontenay-le-Comte ,
 Iles Fourmes ,
 Laon ,
 Libourne ,
 Limosin ,
 Lyon ,
 Marennes ,
 Mende ,
 Mirande ,
 Montauban ,
 Narbonne ,

Orléans ,
 Paris ,
 Périgueux ,
 Poitiers ,
 Ré ,
 Robercourt ,
 Rochelle (la) ,
 Sables d'Olonne ,
 Saint-Antonin ,
 Saint-Émilien ,
 Saint-Jean-d'Angely ,
 Saint-Quentin ,
 Saintes ,
 Salsignan ,
 Turenne ,
 Troyes .

COMPENSATION des services rendus avec un crime commis , p. 58, note f. Voyez *Alençon*.

COMPIÈGNE. Philippe IV avoit accordé plusieurs privilèges aux religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne. Ces privilèges furent tous confirmés par Louis XI, au mois de février 1470. Les premières lettres de Philippe IV étoient de 1292; elles se bornent à l'autorisation donnée, en compensation d'une pièce de terre qu'on lui avoit cédée, de mener paître quelques animaux dans la forêt de Cuise ou Compiègne. Ce n'étoit alors qu'une chapelle royale, p. 393. Philippe-le-Bel y fonda un monastère en 1303. Les dons et concessions qu'il fit à cette époque, furent augmentés en 1308. Ce ne sont pas seulement des terres que les religieux reçurent, mais encore des redevances, des péages, des droits, des contributions qui avoient jusqu'alors appartenu au Roi, des exemptions mêmes pour tout ce qu'ils feroient transporter par terre ou par eau, et aussi l'usage le plus étendu de la même forêt, de sa saison et de ses bois, p. 393, 394, 395. Par des lettres du mois d'octobre 1314, il les met, eux et leurs biens, sous sa protection et garde spéciales; et, par d'autres du même mois, il leur accorde une demande nouvelle qu'ils avoient faite, concernant l'usage de la forêt, p. 395, 396, 397, 398. Un grand incendie qui éclata dans le monastère de Royal-Lieu, l'ayant privé des titres qui résultaient des lettres de Philippe-le-Bel, on en fit des copies, tirées de la chancellerie royale, auxquelles Philippe V, en 1319, et Philippe VI, en 1338, donnèrent la même force qu'aux lettres originales, p. 369 et 397.

COMPLAINTE. Le Duc de Bourgogne ayant

remontre que, quoique ses officiers eussent toujours donné mandemens en forme de complaints de nouvelleté (voyez *Nouvelleté*), des obstacles étoient apportés à l'exercice de ce droit, Louis XI défend rien faire de semblable, et ordonne l'exécution de tous les mandemens qui pourroient être donnés au nom de ce Prince ou par ses officiers, nonobstant toute appellation. Les lettres du Roi sont du 14 octobre 1468, p. 149.

COMPTES (Chambre des). De quelque juridiction qu'elle avoit eu d'abord, concernant des impôts. Discours préliminaire, p. ix; voyez aussi la p. xiiij. Exemptions d'impôts accordées aux gens des comptes et du trésor, à leurs veuves même, *ibid.* p. xxv. Ordre qui lui est donné, relativement aux gages des officiers du Parlement de Paris, p. 6; relativement aux dépenses à faire par des commissaires royaux envoyés dans les diverses provinces pour les monnoies, p. 16.

Comptes (Chambre des). Lettres adressées aux gens des comptes et trésoriers, — du 18 septembre 1467, concernant les monnoies, p. 161. Voyez *Monnoies*.

— du 21 octobre 1467, touchant l'inaléviabilité des offices royaux, p. 25. Voyez *Offices*.

— du 26 octobre 1467, portant affranchissement de beaucoup d'impôts pour la ville de Verneuil, p. 27. Voyez *Verneuil*.

— du 3 novembre 1467, sur l'augmentation nécessaire du Parlement de Bordeaux et la nomination de l'évêque d'Acqs à une place de conseiller-clerc, p. 29. Voyez *Acqs*.

— du 14 novembre 1467, portant révocation des foires de Genève, et confirmation des quatre foires de la ville de Lyon, avec attribution de plusieurs privilèges et franchises, p. 33. Voyez *Lyon*.

— du 21 novembre 1467, accordant des lettres d'amortissement au chapitre de l'église Saint-Julien du Mans, p. 46. Voyez *Mans* (le).

— du 21 décembre 1467, affranchissant d'impôts l'église de Notre-Dame de Cléry, et lui faisant diverses autres concessions, p. 48. Voyez *Cléry* (Notre-Dame de).

— du 20 janvier 1467, rétablissant le Comte du Perche dans les honneurs et les biens de ses ancêtres, et assurant sa réintégration au Duc d'Alençon, aussitôt qu'il sera rentré dans l'obéissance du

- Roi, p. 58. Voyez *Perche* (René, Comte du).
- du mois de mai 1468, pour légitimer un fils naturel du Comte du Maine, p. 84. Voyez *Légitimation*.
- du 21 juin 1468, abolissant des redevances dues au Roi par l'abbaye de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne, p. 93. Voyez *Lagny*.
- du mois de juin 1468, pour l'annoblissement d'Hugues Cartier, p. 198. Voyez *Cartier*.
- du 6 juillet 1468, concernant les huissiers au Parlement, p. 103. Voyez *Huissiers*.
- du 19 juillet 1468, concernant les foires et marchés de la ville d'Arques, p. 109. Voyez *Arques*.
- du 18 septembre 1468, relatives à l'amortissement d'un revenu que le Comte de Dunois vouloit appliquer à une chapelle qu'il avoit fondée, p. 115. Voyez *Dunois* (Jean, Comte de).
- du mois de septembre 1468, accordant des lettres d'amortissement au chapitre de Noyon, à la charge de dire, pendant dix ans, le 8 septembre, un *Solve Regina* et quelques autres prières, p. 124. Voyez *Noyon*.
- du 14 octobre 1468, concernant le ressort des quatre lois principales du comté de Flandre et l'appel de leurs jugemens, p. 126. Voyez *Flandre*.
- du 14 octobre 1468, confirmant le don fait au Duc de Bourgogne des greniers à sel et de plusieurs villes du Mâconnois, p. 129. Voyez *Mâcon*. Voir aussi la p. 130.
- du 14 octobre 1468, portant règlement pour les hommages des vassaux du comté de Ponthieu et des prévôtés de Vimeu, Beauvoisis et Foulloy, p. 140. Voyez *Ponthieu*.
- du 28 janvier 1468, accordant le droit de sceller en cire jaune, à René, Roi de Sicile, Duc d'Anjou et Comte de Provence, p. 175. Voyez *René d'Anjou*.
- du mois de février 1468, établissant des foires et marchés à Saint-Maixent, p. 190. Voyez *Saint-Maixent*.
- du 6 mars 1468, accordant aux habitans de Tournay la permission de tenir table d'usure, p. 191. Voyez *Table d'usure*.
- du 14 mars 1468, ratifiant le traité fait avec le Duc de Bourgogne, pag. 197 (voir aussi la p. 198). Voyez *Traité*.
- du mois d'avril 1469, concédant la Guienne pour apanage à son frère, p. 209; voir aussi la p. 312. Voyez *Guienne*.
- du mois de mai 1469, accordant amnistie à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 214. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du mois de mai 1469, étendant aux descendans du Roi de Sicile le privilège qu'il avoit obtenu pour le scel de ses lettres, p. 216. Voyez *René d'Anjou*.
- du mois de juillet 1469, approuvant des bulles du Pape pour l'établissement d'un monastère à Tournay, et accordant à ce monastère amortissement et sauvegarde, p. 234. Voyez *Tournay*.
- du 18 septembre 1469, confirmant un appointment relatif aux pays formant l'apanage du Duc de Guienne, p. 255. Voyez *Guienne*.
- du 18 septembre 1469, révoquant des dons faits et des privilèges accordés à plusieurs villes de Guienne, p. 357. Voyez *Guienne*.
- du 18 septembre 1469, donnant un supplément d'apanage au Duc de Guienne, p. 258. Voyez *Berry* (Duc de).
- du 8 novembre 1469, relatives à l'enregistrement de celles qui avoient donné le duché de Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 263. Voyez *Guienne*.
- du mois de juin 1470, concernant l'établissement et l'entretien des enfans de chœur et de leur maître dans l'église d'Avranches, p. 310. Voyez *Avranches*.
- du 13 juillet 1470, portant décharge d'hypothèques, privilèges, et de tous droits royaux, sur Villemonble, p. 315. Voyez *Villemonble*.
- du mois de juillet 1470, établissant une foire annuelle à Châtres, p. 317. Voyez *Châtres*.
- du mois de juillet 1470, accordant aux habitans d'Orléans le droit d'acquérir et de posséder des fiefs nobles, p. 318. Voyez *Orléans*.
- du 4 août 1470, confirmant celles de Charles VII qui accordoient deux foires annuelles à la ville des Vans en Languedoc, p. 325. Voyez *Vans* (les).
- du mois de septembre 1470, faisant un don à l'église de Saint-Lô, avec amortissement de ce qu'on lui donne, p. 330. Voyez *Saint-Lô*.
- du 9 octobre 1470, en faveur des consuls, chapelains, vicaires et habitans de Saint-Léonard en Limousin, p. 336. Voyez *Saint-Léonard*.

- du 10 novembre 1470, accordant amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voy. *Normandie*.
- du mois de novembre 1470, établissant des foires à Caen, p. 344. Voyez *Caen*.
- du 16 janvier 1470, exemptant de toute imposition foraine les habitants de la ville et de la prévôté de Saint-Quentin, note a de la p. 366. Voy. *Saint-Quentin*.
- du mois de janvier 1470, accordant aux étrangers qui viendront s'établir à Saint-Quentin, dans les trente ans suivants, la faculté d'acquérir et de disposer de leurs biens, et la remise du droit de for-mariage, p. 368. Voy. *Saint-Quentin*.
- du 11 février 1470, exemptant les habitants de Saint-Denis de tailles et impositions, et de logement de gens de guerre, p. 387. Voyez *Saint-Denis*.
- du mois de février 1470, concernant le ressort du bailliage de Dunois, p. 388. Voyez *Dunois* (Jean, Comte de).
- du mois de février 1470, accordant des privilèges aux religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 392. Voy. *Compiègne*.
- du mois de février 1470, prononçant la naturalisation d'Antoine Séguier, né en Roussillon, p. 398. Voy. *Séguier*.
- du 23 mars 1470, concernant l'acquisition des fiefs par les habitants d'Orléans, p. 400. Voyez *Orléans*.
- du mois de mars 1470, accordant différents privilèges à la ville d'Amiens, concernant l'acquisition des fiefs, la réparation et construction des fortifications, et l'assiette et levée des deniers nécessaires pour les dépenses communales, 401. Voyez *Amiens*.
- du mois de mars 1470, confirmant les réglemens faits touchant les maîtres jurés chirurgiens à Paris, p. 403. Voyez *Chirurgiens*.
- du mois de mai 1471, accordant au seigneur de Davenescourt en Picardie le droit d'y tenir foire et marché, p. 419. Voyez *Davenescourt*.
- du mois de mai 1471, confirmant les privilèges de l'église de Laon, et notamment l'exemption de loger et nourrir les gens de guerre, pag. 421. Voyez *Laon*.
- du 30 juin 1471, concernant la vérification des privilèges accordés à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, p. 432. Voy. *Saint-Jean de Jérusalem*.
- du mois de juin 1471, relatives à l'exécution de l'amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 433. Voy. *Berry* (Charles, Duc de).
- du mois de juillet 1471, portant un nouvel octroi du dixième denier du monnayage à l'église de Saint-Lô d'Angers, p. 437. Voyez *Angers*.
- du mois d'août 1471, concernant la prévôté de Bourges, p. 439. Voy. *Bourges*.
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- du 24 octobre 1471, faisant un don au chapitre de Cléry, pour ajouter à la solennité du service divin, p. 455. Voyez *Cléry*.
- du mois de mars 1471, confirmant les droits octroyés aux habitants de Fontenay-le-Comte pour le gouvernement de leur ville, et leur faisant des concessions nouvelles, p. 470. Voyez *Fontenay-le-Comte*.
- du 20 avril 1472, accordant aux étrangers qui habitent et habiteront Toulouse, le droit de tester et de disposer de leurs biens, comme s'ils étoient nés dans le royaume, p. 478. Voyez *Toulouse*.
- du 24 mai 1472, réunissant de nouveau la Rochelle au domaine de la couronne, et lui confirmant tous ses privilèges, p. 488. Voyez *Rochelle* (la).
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges, franchises et libertés de la ville de Bergerac, p. 494. Voyez *Bergerac*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges, franchises et libertés de la ville de Périgueux, p. 497. Voyez *Périgueux*.
- du mois de mai 1472, accordant aux habitants de Marennes et d'Arvert un abonnement en argent, en remplacement de la taille et de quelques autres impôts, p. 498. Voyez *Marennes*.
- du mois de mai 1472, confirmant de nouveau les privilèges des habitants de Libourne, p. 305. Voy. *Libourne*.
- du mois de mai 1472, confirmant les habitants de Saintes dans leurs privilèges, et ordonnant de restituer les biens à ceux qui en avoient été dépouillés pendant les divisions intestines, p. 567. Voy. *Saintes*.
- du 28 mai 1472, confirmant les privilèges de Saint-Jean d'Angely, p. 508. Voyez *Saint-Jean d'Angely*.
- du mois de juin 1472, accordant exemption de toute sorte de droits

et

et d'impôts aux denrées et marchandises apportées et achetées à la foire de Saint-Denis, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.

— du mois de juin 1472, accordant le droit de tester et de disposer de leurs biens, aux étrangers qui viendront habiter Bordeaux, p. 524. Voy. *Bordeaux*.

— du mois de juillet 1472, confirmant de nouveau les coutumes, établissemens et franchises des habitans de Bayonne, p. 526. Voyez *Bayonne*.

— du mois de juillet 1472, unissant de nouveau Bayonne au domaine du Roi, 527. Voyez *Bayonne*.

— du mois de juillet 1472, accordant, sous quelques modifications, une exemption d'impôts aux habitans de Beauvais, p. 530. Voyez *Beauvais*.

— du mois de juillet 1472, accordant de nouvelles exemptions aux habitans de Beauvais, et la faculté d'acquérir et de posséder des fiefs nobles, p. 531. Voyez *Beauvais*.

— du 28 octobre 1472, ordonnant le rétablissement d'un grenier à sel au Pont de l'Arche, p. 540. Voyez *Pont-de-l'Arche*.

— du mois d'octobre 1472, accordant plusieurs privilèges à l'abbaye Notre-Dame de Selles en Poitou, p. 543.

— du 10 novembre 1472, faisant des concessions et accordant des exemptions, sous des conditions prescrites, aux habitans des Sables d'Olonne et de la Chaume, p. 556. Voy. *Sables d'Olonne*.

— du 26 février 1472, concernant la tutelle des petits-enfans du Comte de Foix, et ordonnant la main-levée des terres et seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi, p. 558. Voyez *Faix*. Voir aussi la p. 561.

— du mois de mars 1472, accordant une exemption d'impôts et de guet et garde pour deux marguilliers établis dans l'église Saint-André, à Avranches, p. 569. Voyez *Avranches*.

— du mois de mars 1472, faisant une fondation à perpétuité en faveur d'un pauvre à Saint-Martin de Tours, et amortissant les sommes données à cet effet, p. 571. Voyez *Tours*.

— du mois de mai 1473, attribuant aux maire et jurés de Bordeaux la police et juridiction sur tous les navires qui viendront au port et havre de cette ville, avec un règlement à ce sujet, p. 576. Voyez *Bordeaux*.

— du mois de juillet 1473, concer-

nant le service divin dans l'hôpital du Saint-Esprit à Bayonne, p. 584. Voyez *Bayonne*.

— du mois de septembre 1473, prononçant un affranchissement de tailles pour la ville de Laon, p. 589. Voyez *Laon*.

— du 28 décembre 1473, concernant le paiement des gages des généraux des aides, p. 600. Voyez *Aides*.

— du mois de février 1473, confirmant les privilèges de la Sainte-Chapelle de Vincennes, p. 605. Voyez *Sainte-Chapelle*.

— du 2 mars 1473, en faveur des couleuvriniers d'Aniens, p. 612. Voyez *Couleuvriniers*.

— du 7 mars 1473, affranchissant de l'impôt de deux deniers pour livre les marchandises qui seront vendues ou échangées durant les foires de Provins, p. 627. Voyez *Provins*.

Comptes (Chambre des). En donnant la Guienne à son frère, Louis XI l'autorise à y établir une Chambre des comptes, et tout ce qui peut être nécessaire pour assurer et régler cette partie de l'administration des finances, p. 210.

Comptes (Chambre des) de Normandie. Lettres qui lui sont adressées,

— du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.

— du 20 novembre 1470, prononçant un amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voy. *Normandie*.

Comptes (Chambre des) de Dauphiné. Lettres qui lui sont adressées,

— du 20 juin 1468, rendant au chapitre de Saint-André, à Grenoble, le droit de nommer à tous les canonicats et bénéfices qui y vaqueront, p. 90. Voyez *Grenoble*.

— du 24 juin 1468, accordant des lettres d'amortissement au chapitre de Gap, sous la réserve des foi et hommage, et à la charge d'armer quelques hommes, quand le service du Roi en Dauphiné l'exigera, p. 95. Voyez *Gap*. Voir aussi la note b de la p. 558.

Comptes (Chambre des) de Berry, p. 475.
CONCORDAT. Des ambassadeurs avoient été nommés par le Roi pour pacifier les troubles et empêchemens survenus à cause des hérésies : une congrégation de cardinaux et de prélats fut nommée par le Pape pour s'en occuper de concert avec ces ambas-

Rrrr

sadeurs. On a lu plus haut, sous le mot *Bénéfices*, les articles qu'on adopta. Louis XI ratifia, le 31 octobre 1472, ce concordat, déjà ratifié par le Pape, p. 548 et *suiv.* Sixte IV avoit adressé au Roi, le 13 août précédent, une bulle dont les dispositions sont semblables, et que nous avons imprimée en note des lettres de Louis XI, p. 548, 549 et 550, ainsi qu'un bref de ce Pontife au Roi, de la même date, p. 550 et 551. Le Parlement de Paris refuse de laisser publier la bulle du Pape, comme attentatoire aux droits du Prince, p. 553, note *a.* Autre motif de l'inexécution de ce concordat, *ibid.*

Concordats. Voyez *Bénéfices*.

CONDOM. Exemption d'impôts accordée à cette ville par Philippe VI. Discours préliminaire, p. xxvij.

CONFISCATIONS. Don fait à l'hôtel-dieu de Paris et à d'autres hôpitaux, de confiscations et amendes prononcées dans certains cas. Discours préliminaire, p. xvij et note *a.* Diverses confiscations prononcées en matière d'impôt, *ibid.* p. xiv. Objets sur lesquels la confiscation ne devoit pas porter, pour les laboureurs, *ibid.* et note *g.*

Confiscation prononcée pour crime de révolte et de désobéissance, p. 44. Confiscation des biens du Duc d'Alençon, condamné pour lèse-majesté; réserves mises à cette confiscation; restitution générale prononcée ensuite par Louis XI, p. 58 et note *e*, p. 59 et note *a*, p. 60 et note *a.* Confiscations prononcées contre le Duc de Nemours, pour révolte aussi et trahison, p. 268. Voyez *Armagnac* (Jacques d'). Confiscation de marchandises et d'animaux prononcée contre les fraudeurs pour la vente du sel, p. 88 et 89. La moitié des objets confisqués est donnée au dénonciateur, *ibid.* art. 6 et 7. Voyez *Sel*.

Confiscations prononcées pour des violations de statuts, ou des fraudes commises dans l'exercice d'un métier. Voyez *Boulangers*, *Brodeurs*, *Orfèvres*, *Tisserands*.

Confiscations et amendes prononcées pour la négligence ou le refus du service militaire, et des obligations envers son seigneur, p. 299. Voyez *Service*.

Don des confiscations et amendes à ceux qui révéleront les fraudes commises contre une ordonnance du Roi, relative au commerce de ses sujets avec ceux du Duc de Bourgogne, p. 323. Voyez *Commerce*.

Confiscation générale des biens. Voyez *Albret* (Charles d') et *Armagnac* (Jean d').

Plusieurs des dons faits par le Roi furent pris sur des confiscations prononcées. Nous en avons rappelé quelques-unes. Les registres du Parlement, volume E, Ordonnances de Louis XI, en renferment un bien plus grand nombre.

Confiscations annulées; restitution des biens saisis, p. 215. Voyez *Berry* (Charles Duc de).

Confiscation prononcée par une loi de police, p. 229.

Voyez aussi *Mennoies*, *Sel*, et les p. 224 et 572.

CONFLANS (Traité de). Il est souvent rappelé dans le traité de Péronne et les lois qui en furent la suite. Voir les p. 131, 148, 198 et *suiv.*

CONNÉTABLE. Exemptions dont il jouissoit. Discours préliminaire, p. xxvj.

Connétable. Employé dans le traité avec le Duc de Bretagne, p. 113 et 114, à la note.

CONSAULX, pour *conseils*, p. 356.

CONSEIL DU ROI. Où il se tenoit quelquefois quand c'étoit sur l'impôt qu'il avoit à délibérer. Discours préliminaire, p. iv. Dans quel cas on adjoignoit quelques membres du Conseil du Roi aux généraux des aides, *ibid.* p. ix et note *b.* Évacuation au Conseil du Roi, d'une cause pendante au Parlement de Paris, p. 152. Voyez *Parlement de Paris*.

Conseil du Roi. On trouve souvent, à la fin des lettres royaux, les noms des personnes appelées au conseil où on les donna. En voici les noms (pour les lois du dix-septième volume), rangés par ordre alphabétique:

Amboise (Jean d'), p. 538, 579, 612.

Amboise (Louis d'), p. 479, 543, 548, 587, 591, 607, 612.

Amiral (L'), p. 20, 136, 219, 257, 282, 344, 350, 365, 418, 439, 587.

Angers (Le cardinal d'), p. 30, 68, 69, 93, 106, 115, 117, 124, 125.

Archevêques (Les) de {
Lyon, p. 97, 103, 115,
117, 125, 167, 175, 320.
Narbonne, p. 422.
Tours, p. 93.

Balue (Jean), ou de la Balue, cardinal, évêque d'Angers. Voyez *Angers* (Le cardinal d').

Basoges (Le sire de), p. 136.

Beaujeu (Le sire de), p. 9, 217.

Beauvarlet (Mathieu), général des finances, p. 602.

Beauvoir (Le sire de), p. 501.

Bellière, la Bellière (Le Vicomte de), gouverneur de Roussillon, p. 97, 102, 103, 112, 115, 219, 293, 320, 344, 415.

Berart (Maître Jean), p. 314.

Berry (Le Duc de), p. 383. Voyez ci-après *Guienne* (Le Duc de).

Boissy (Le sire de), p. 306, 322, 425, 439.

Bouchage, Bouch-ige, Bouscheige (Le sire du), p. 320, 391, 624.

- Boulengier (Jean le), président, p. 269, 384.
 Bourbon (Le Duc de), p. 87, 90, 102, 108, 110, 112, 115, 173, 174, 236, 257, 258, 259, 278, 282, 347, 365, 366, 370, 371, 384, 435, 495, 497, 498, 508, 509, 511, 554, 612, 614.
 Bourbon (Charles de), archevêque de Lyon. Voyez *Archevêques*.
 Bourgogne (Le Duc de), p. 161, 383.
 Bressuire (Le sire de), p. 297.
 Calabre (Le Duc de), p. 174, 366, 367, 370, 371, 377, 391, 404, 415.
 Candale (Le Comte de), p. 29.
 Cerisay (Guillaume de), *ou de Serizay*, p. 20, 435.
 Chabannes (Antoine de), Comte de Dammartin. Voyez *Dammartin*.
 Chambray, Cambray (Antoine de), p. 524, 581.
 Châtillon (Le sire de), p. 207, 257, 282, 297, 431.
 Chauvin (Guillaume), chancelier de Bretagne, p. 560, 563.
 Compais (Guillaume), p. 361, 366, 370, 371, 377, 384, 401, 415, 416.
 Congressault (Le sire de), Congressault, p. 257, 618.
 Coursillon (Guillaume de), p. 108, 110.
 Craon (Le sire de), p. 30, 257, 258, 259, 297, 366, 369, 370, 371, 422, 524, 554.
 Crussol (Le sire de), p. 20, 30, 79, 174, 293, 297, 314, 322, 347, 365, 415, 418, 426, 434.
 Crussol (Gérard de), archevêque de Tours. Voyez *Archevêques*.
 Dammartin (Antoine de Chabannes, Comte de), grand maître d'hôtel (ou de la maison) du Roi, p. 51, 52, 93, 102, 108, 110, 167, 257, 258, 259, 297, 305, 306, 309, 361, 384, 418, 444, 560, 561.
 Dargenton ou d'Argenton (Le sire), p. 587, 612, 616.
 Dauphin (Le) d'Auvergne, p. 9, 459, 476, 560, 562.
 Dauvet (Maitre Jean), premier président du Parlement de Toulouse, p. 82, 314, 435.
 Doriolle (Maitre Pierre), général des finances, p. 26, 115, 117, 125, 205, 269, 278, 288, 297, 305, 318, 337, 344, 386, 415, 416, 425, 441, 444, 524.
 Dulan (Le sire), p. 501.
 Dunois (Le Comte de), p. 366, 370, 371, 560, 563, 565.
 Duplessey, maître des comptes, p. 560, 563.
 Durelge (Maitre Pierre), général des finances, p. 366, 370, 371, 386.
 Evêques (Les) de
 Aire, p. 560.
 Alby. Voyez *Louis d'Amboise*.
 Angers. Voyez ci-dessus, au mot *Angers*.
 Avranches, p. 48, 51, 236, 261, 332, 398, 422, 546, 568.
 Bayeux. C'est le patriarche de Jérusalem, p. 332, 444, 587.
 Beauvais, p. 401.
 Evreux, p. 111.
 Langres, p. 460.
 Maguelone, p. 22.
 Maillezais, p. 22.
 Puy (Le), p. 13.
 Valence, p. 197.
 Fayette (Le maréchal de la), p. 22.
 Feu (Le sire du), p. 347.
 Foix (Le Comte de), p. 69, 74.
 Folcart, sénéchal de Saintonge, p. 554.
 Forest (Le sire de la), p. 20, 24, 26, 29, 36, 48, 52, 173, 174, 197, 207, 217, 227, 257, 258, 259, 265, 278, 282, 306, 314, 318, 332, 347, 366, 369, 370, 371, 386, 401, 403, 415, 422, 431, 435, 444, 476, 478, 495, 497, 498, 504, 505, 508, 509, 511, 516, 541, 560, 563, 585, 607.
 Fou (Maitre Yvon du), p. 316.
 Gaucourt *ou* Gascourt (Le sire de), p. 403, 560, 563, 575.
 Genlis (Le sire de), p. 587, 612.
 Gouverneur de Dauphine (Le), p. 616.
 Gouverneur de Montpellier (Le), p. 560, 563.
 Grand Maître de la maison du Roi (Le). Voyez *Dammartin*.
 Guienne (Le Duc de), p. 316, 418, 422. Voyez ci-dessus, *Berry* (Le Duc de).
 Guyse, Guise (Le Comte de), 366, 370, 371.
 Hebert *ou* Herbert (Jean), général des aides, p. 14, 15, 24, 32, 36, 117, 269, 288, 531, 532, 533, 560, 563.
 Hure (L'), Dure, gouverneur de la Rochelle, p. 494, 522.
 Labret (Le sire de), p. 560, 563.
 Ladresche, Ladresche (Jean de), président de la Chambre des comptes, p. 29, 435, 560, 563, 585, 587, 602.
 Laidio (*Dominus* de), le sire du Lude, le crois. Voyez *Lude*.
 Lemoncourt (Le sire de), p. 587.
 Linieres, Lynieres (Le sire de), p. 208, 353, 441, 583.
 Loheac (Le sire de), p. 48.
 Longueville (Le Comte de), p. 37.
 Lorel (Maitre Léonard), p. 554.
 Louviers (Nicolas de), général des finances, p. 26.
 Loys, Duc en Bavière, p. 384.
 Lude (Le sire du), p. 217, 257, 282, 330, 347, 350, 422, 425, 431, 435, 458, 473, 479, 495, 497, 498, 504, 505, 508, 509, 511, 516, 522, 548, 554.
 Marc Grenadon, p. 579.
 Maître d'hôtel du Roi (Le grand). Voyez *Dammartin*.
 Mirandol (Le sire de), p. 475.
 Moniagu (Le sire de), p. 48, 366, 370, 371, 444, 554.
 Montgat (Le sire de), trésorier de France, p. 560, 563.
 Narbonne (Le Vicomte de), p. 563, 583.
 Nicolas de Louviers, p. 26.
 Panterre *ou* l'auterre (Le Comte de), pour *Sancerre* peut-être. Voyez ce mot, ci-après.
 Patriarche de Jerusalem. Voyez *Evêque de Bayeux*.
 Patrix *ou* Patris, panetier du Roi, p. 554.
 Penthièvre (Le Comte de), p. 560, 563.
 Perche (Le Comte du), p. 560, 562.
 Picart, Le Picard (Guillaume), général des aides, et ensuite des finances, p. 14, 15, 24, 173, 174, 587, 602.
 Pierres (Maitre Guy), p. 339, 494.
 Poignant (Pierre), maître des requêtes, p. 560, 563.
 Pont (Le Marquis du), p. 220, 320, 322, 344, 347.
 Pot (Guyot), bailli de Vermandois, p. 583.
 Protonotaire (Le) de Foix, p. 563.
 Protonotaire (Le) d'Amboise, p. 581.
 Regnault du Chastelet, bailli de Sens, p. 420.
 Reilhac (Jean de), général des aides, p. 14, 24, 74, 87, 90.
 Renesture, Renescure (Le sire de). C'est Philippe de Comines, p. 541, 585, 594.
 Rohan (Le sire de), p. 560, 563.
 Roseul (Le Comte de), p. 560, 563.
 Rosière (Le sire de la), p. 136.
 Roussart (Le sire de), p. 579.
 Saint-Pol (Le Comte de), le Connétable de France, p. 173, 174, 180, 282, 353, 384, 415.
 Saint-Priet (Le sire de), p. 207.

- Sallat (Pierre), conseiller en parlement, p. 560, 563.
 Saluces (Le Marquis de), p. 29.
 Sancerre (Le Comte de), p. 257, 278, 297, 560, 563.
 Sénéchal (Le grand), p. 136.
 Tancarville (Le Comte de), 386.
 Tannequi du Chastel, p. 87, 90, 115.
 Tonnerre (Le Comte de), p. 475.
 Torcy (Le sire de), grand maître des arbalétriers, p. 278, 297, 305, 445, 587.
 Varie ou Varye (Guillaume de), général des finances, p. 13, 14, 24, 32, 36, 37, 501.
 Vassali (Maître Geoffroi), p. 22.
 Vende (Le sire de), p. 175.
 Vendôme (Le Comte de), p. 560, 562.
- Conseil de Flandre.* Appellations qu'on y portoit; appellations qui pouvoient être portées de ce conseil au Parlement de Paris, p. 138. Voyez *Flandre* et *Parlement de Paris*.
- CONSEILLERS-CLERCS.** Nomination de conseillers clercs au Parlement de Bordeaux, p. 29 et 30. Voyez *Bertrand*, *Grecle* et *Parlement de Bordeaux*.
- CONSERVATEURS** de l'équivalent en Languedoc, p. 10 et 11. Voyez *Équivalent*.
- Conservateurs* des privilèges des villes. Voyez *Privilèges*.
- Conservateur* d'une trêve conclue. Voy. *Trêve*.
- CONSTANTIN, COUTANTIN, COUTANCES.** Lettres adressées à son bailli,
 — du mois de novembre 1468, prolongeant une foire de Rouen, et exemptant d'impôt les marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés, p. 161. Voyez *Rouen*.
 — du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voy. *Bretagne* (François II, Duc de).
 — du 1.^{er} janvier 1468, assurant au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre, et leur en restituant le revenu à compter du 1.^{er} octobre précédent, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).
 — du mois de juin 1470, concernant l'établissement et l'entretien des enfans de chœur et de leur maître dans l'église d'Avranches, p. 310. Voyez *Avranches*.
 — du mois de juillet 1470, accordant aux habitans du Mont-Saint-Michel le droit de ne pouvoir être traduits, pour les cas déterminés dans ces lettres, que par-devant le capitaine de leur ville ou son lieutenant, p. 320. Voyez *Mont Saint-Michel*.
 — du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.
 — du 10 novembre 1470, octroyant un amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voy. *Normandie*.
 — du mois de mai 1471, expliquant celles du mois de novembre précédent, sur la possession des fiefs en Normandie et l'octroi de la noblesse à la postérité de ceux qui les tenoient alors, p. 422. Voyez *Normandie*.
 — du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
 — du mois de mars 1472, exemptant d'impôts et de guet et garde deux marguilliers établis dans l'église Saint-André d'Avranches, p. 569. Voy. *Avranches*.
- CONSULAT, CONSULS.** Voyez *Avrillac*, *Mende*, *Narbonne*, *Saint-Antoine*.
- CONTEMPT**, pour mépris. Discours préliminaire, p. vij, note a.
- CONTENS**, pour débats, contestations, p. 437 et note b.
- CONTRAINTÉ** par corps envers les débiteurs arriérés de l'impôt. Discours préliminaire, p. v. Les ecclésiastiques y étoient-ils soumis, *ibid.*
- CONTRATS.** Lettres patentes de Louis XI, du 7 octobre 1467, enregistrées en la Chambre des comptes du Dauphiné, portant suppression des sceaux des contrats, p. 21, note a.
Contrats. Sur les sceaux des contrats, voyez *Sceaux*.
- CONTREBANDE** pour le sel. Voyez *Sel*.
- CONTRIBUTIONS** levées pour la nourriture et le coucher des gens de guerre. Voyez *Appatis*, *Coustie*, *Gens de guerre*, *Pastus*.
- CONTUMACE.** Lettres du 1.^{er} janvier 1468, qui relèvent de tous jugemens de contumace les sujets du Duc de Bretagne, p. 271. Voyez *Bretagne* (Duc de). Voyez aussi *Berry* (Duc de).
- CONVENIR**, pour arriver, p. 279, note e; pour se réunir, p. 430 et note a.
- CONVERSER**, pour avoir des relations habituelles, p. 198 et note f, 590 et note a. Voir aussi la fin de la p. 344.

COPAGIUM. Discours préliminaire, p. xxvij et note *g*.

CORDONNIERS de Tours. Statuts pour eux, confirmés par le Roi, au mois de novembre 1468. Ils sont en vingt-cinq articles. 1.^o et 3.^o Les cuirs qu'on viendra vendre à Tours, y seront d'abord visités. L'article 2 dit où ils seront vendus. 4.^o Les tanneurs et corroyeurs ne peuvent en acheter qu'après les cordonniers. Les art. 5, 6, 7, 8 et 9 imposent quelques règles aux cordonniers et aux corroyeurs, dans leur travail et la vente de ce qu'ils auront fait. Les art. 10, 11 et 12 indiquent les droits et les devoirs des visiteurs. L'examen de celui qui veut devenir maître, et la détermination de ce qu'il devra payer, sont les objets des art. 13 et 14. Les art. 15 et 16 régissent ce qui sera fait pour les fils de maîtres en particulier et pour leurs veuves. 17. Obligation de tous ceux qui se présenteront comme apprentis. 18 et 19. On n'aura qu'un ouvrier, et l'on ne pourra employer le compagnon d'un autre sans la permission de celui-ci. 20. Jusqu'à quelle heure les cordonniers pourront exposer leur marchandise au marché. 21. Quels souliers ils pourront faire pour les petits enfans et les malades. 22. Puntion de ceux qui violeroient les statuts. 23. Pour qui ils pourront faire des souliers de cuir de veau. 24. Chacun paiera sa part des dépenses annuelles que les jurés du métier feront pour assurer le bon ordre et l'exécution des lois. L'art. 25 prévoit le cas où le Roi, la Reine, leurs enfans, seroient à Tours, et dit à quelles conditions les maîtres cordonniers pourront alors travailler, p. 163 et *suiv.*

CORVÉES d'hommes et de chevaux. Voir la p. 393.

COULEUVRIERS. Les maîtres et compagnons du serment et jeu de la couleuvrine à main, demeurant à Amiens, demandent au Roi de les entretenir dans l'état et exercice auquel ils se livroient, pour le bien, tuition et défense de la ville, comme l'avoit déjà fait le maréchal qui y commandoit au nom du Roi. Louis XI confirme l'ordonnance rendue par son lieutenant, et accorde aux couleuvriers les privilèges, franchises et libertés qu'il avoit accordés plus anciennement aux archers et arbalétriers de la même ville, en les soumettant toutefois à marcher toutes les fois qu'il le demandera, et à faire les frais de leur service. Le Roi autorise le maître de cette compagnie à en choisir un autre, si un des cinquante couleuvriers venoit

à mourir, p. 612 et 613. L'ordonnance des maire et échevins d'Amiens, pour la publication et l'exécution des lettres patentes du Roi, y est jointe, p. 614.

COUR de Rome. Révocation, au mois de juillet 1467, des défenses qui avoient été faites d'aller ou envoyer en cour de Rome pour obtenir des collations et provisions de bénéfices, p. 1 et 2. Voir *Bénéfices* et *Concordat*. Appui que l'évêque d'Arras lui prête auprès du Roi, relativement à la pragmatique sanction; récompense qu'il en obtient, p. 596 et note *e*.

COURONNE. Plusieurs grandes charges de la couronne réunies en même temps dans la même famille. Voir la p. 161 et les notes *e*, *h* et *k*.

Couronne. Serment prêté sur la couronne de Jésus-Christ, p. 267.

COURRIEUX, pour corroyeurs, p. 164 et note *b*.

COURSE, pour exprimer une contribution destinée à l'entretien des gens de guerre. Voir la p. 72, art. 6, et note *b*.

COUSTE, *Culcita*, *Culcitra*. Voir la p. 72, note *b*.

COUTANCES. Voyez ci-dessus, *Constantin*.

COUTUME, impôt. Voir le Discours préliminaire, p. xx: la p. 27 et la note *d*, et les p. 272, 274, 383 et note *b*, 395 et note *b*. Affranchissement de toutes coutumes pour la ville de Verneuil-lès-Perche, p. 27. Pour les denrées et marchandises des bourgeois et habitans de la ville d'Arques, en Normandie, p. 107. Voyez *Arques*, *Chapelle-la-Reine*, *Marchandises*. Exemption de coutumes pour les orfèvres de Tours, p. 383. Pour diverses personnes attachées à l'église Saint-Martin de cette ville, p. 474 et *suiv.* Voyez *Tours*.

Coutumes de Lorris et de Bois-Commun. Exemptions qu'elles accordent. Discours préliminaire, p. xxvij.

CREST. Louis XI décide que ses habitans paieront les mêmes contributions que ceux des autres villes de Dauphiné, quoiqu'ils s'en prétendissent exempts, p. 21, note *a*.

CRETELÉ. Voir la p. 228 et la note *f*.

CREU, impôt sur la récolte. Voir la p. 49, art. 3, et note *a*.

CRICKOUDRE, officier de police en Flandre. Voir la p. 127 et la note *c*.

CRIMINEL. A qui l'on rapporte l'origine du droit qu'avoient les évêques de Rouen, de délivrer un criminel, chaque année, p. 161, note *b*.

CROISÉS. Ce qu'on avoit réglé pour le croisé sujet à la taille. Discours prélimi-

- naire, p. xij. A qui il portoit sa réclamation, s'il prétendoit n'y être pas soumis, *ibid.* A qui elle se portoit, s'il se trouvoit surchargé, *ibid.* Modération d'impôts accordée à ceux qui se croisoient, *ibid.* p. xij.
- CROIX DE CHARLEMAGNE, *vraie croix.* Serment prêté sur cette croix, p. 129, note *a*, 199, 267. Sur la croix encore, p. 231, 489. Voyez *Serment.*
- CRUSSOL (Louis de). Lettres du mois d'octobre 1470, par lesquelles le Roi lui donne la terre et seigneurie de Rogzon, p. 332, note *g*.
- CUBOUDRE. Voyez *Crickoudre.*
- CUCY. Voir *Cusset.*
- CUER, pour *chœur*, p. 242 et note *h*.
- CUIDER, pour *penser, croire*, p. 482 et note *b*, 529 et note *f*.
- CUIRS. Imposition du cuir à poil. Voy. *Bouchers.*
- CURIALITÉ, pour *bon office*, p. 127 et note *g*.
- CUSSET, en *Bourbonnois*. A l'érection du pays d'Auvergne en duché-pairie, il fut ordonné que les églises cathédrales, ou de fondation royale, ou annexées à la couronne, ressortiroient par-devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, à son siège de Cusset, en premier ressort, jusqu'à ce qu'il leur fût pourvu de siège plus prochain. Un bailliage et siège royal ayant été établi depuis à Montferrand, lieu fourni de notable conseil, et où les exempts d'Auvergne viennent souvent pour diverses affaires, le Roi, considérant que Montferrand étoit une ville royale, tandis que l'abbesse de Cusset en partageoit la seigneurie; que Cusset étoit placé à l'extrémité du Bourbonnois et de l'Auvergne, tandis que Montferrand étoit au milieu de cette dernière province; considérant aussi la fidélité constante des habitants de Montferrand, et qu'elle avoit souffert par plusieurs distractions du ressort qui lui avoient été faites; il voulut, par des lettres du mois de novembre 1466, que dorénavant les exempts du duché d'Auvergne ressortissent à Montferrand; il y évoqua toutes les causes mues et intentées à Cusset, au sujet desdits exempts, défendant à cet égard toute cour et juridiction au bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, p. 38 et 39. Des lettres du 21 novembre 1467, après avoir rappelé celles de l'année précédente, ajoutent que les habitants et l'abbesse de Cusset ayant réclamé, ils furent reçus à opposition. Le procureur du Roi à Montferrand ayant réclamé à son tour, il obtint d'abord des lettres d'ajournement, et ensuite, nonobstant toutes appellations ou oppositions faites par les habitants de Cusset, une déclaration formelle du Roi en sa faveur, à laquelle les exempts furent tenus de se soumettre, sous peine de la saisie de leur temporel s'ils étoient ecclésiastiques, et de leur personnel s'ils étoient laïcs. Les habitants de Cusset n'ayant pas obéi, le Roi donna une seconde déclaration, confirmative de la première, et par laquelle, d'ailleurs, il évoqua le tout à son Conseil. Les personnes chargées de signifier l'évocation, s'étant présentées, furent insultées, blessées, emprisonnées, dépouillées de tout; quelques-unes ensuite mises sur un bateau, et menées ainsi jusqu'à Montargis. De nouvelles lettres du Roi, adressées au procureur général de la Cour des aides, le chargèrent de faire exécuter les précédentes, de remettre en liberté les personnes mises en prison, d'informer des rébellions, désobéissances et voies de fait commises par les habitants de Cusset, et de punir les délinquans, en commuant le criminel en civil, s'il le croyoit convenable. Le procureur général s'étant rendu à Cusset, de nouvelles rébellions éclatèrent et se prolongèrent, avec les actes les plus violens et les plus réitérés de désobéissance et de mépris. Un jugement fut porté, qui prononça des amendes, des confiscations, des bannissements; on fit même approcher des hommes armés: mais les habitants s'enfermèrent dans leur ville, tirèrent sur ceux qui vouloient les réduire, et en tuèrent plusieurs. Le Roi, considérant que les habitants de Cusset s'étoient montrés plusieurs fois déloyaux envers la couronne, que les lieux d'où procédoient les exemptions étoient les principales villes d'Auvergne, que Montferrand s'étoit toujours montrée fidèle, et méritoit qu'on ajoutât à ses prérogatives, y fixa pour jamais le siège des exempts d'Auvergne, défendant à tous ses sujets d'aller ailleurs, et d'attenter à la présente déclaration, p. 37, 38, 40 et *suiv.*
- Cusset.* Les religieuses de Cusset (je crois que c'est à tort que le manuscrit porte *Cugy*; voyez la note *b* de la p. 575) demandent au Roi, comme justicières et censivrières de la Prugne, la permission d'y rétablir des fortifications tombées: elles demandent pareillement que, pour les dédommager de ce qu'il leur en coûtera, le Roi leur accorde le droit de guet

qu'elles y avoient eu plus anciennement. Le Roi le leur octroie par des lettres du mois de mai 1473, p. 575 et 576.

Cusset. Lettres adressées au prévôt de Cusset,

du mois de mai 1473, permettant aux religieuses de cette ville de faire reconstruire une place forte, et leur accordant un droit de guet, p. 575.

D

DAMMARTIN, DAMPMARTIN (Antoine de Chabannes, Comte de), grand maître de la maison du Roi en 1467, p. 51, note a. Il venoit d'être nommé à la place de Charles de Melun, *ibid.* Voyez *Melun* (Charles de). Il est nommé par le Roi son lieutenant général en Languedoc, p. 268. Le Roi lui donne pouvoir de faire avec le Duc de Nemours toutes les transactions qui lui paroîtront licites et convenables, de lui quitter et remettre ses crimes, et de lui rendre ses biens, p. 266 et *suiv.* L'acte fut en effet conclu, et le Roi le ratifia, comme il l'avoit promis, p. 268, note a. Voyez *Armagnac* (Jacques d'). Ordonnances qu'il rend, au nom du Roi et comme son lieutenant général, pour la ville de Saint-Flour en Auvergne, p. 298 et *suiv.* Voyez *Saint-Flour*. Don que le Roi lui fait, au mois de novembre 1470, des terres et seigneuries de Severac, la Guiole, &c. p. 332, note a.

DAPIFER, grand maître de la maison du Roi. Voyez la p. 271 et la note f.

DARQUET (Jean). Lettres de légitimation, que le Roi lui accorde, au mois de juin 1470, p. 314, note b.

DAUPHINÉ. Exception faite à une aide accordée par les états de Dauphiné. Discours préliminaire, p. xvij. Dans quel cas seulement Humbert II permet de lever une taille sur ses habitants, *ibid.* p. xvj.

Dauphiné. Suppression des sceaux des contrats en Dauphiné, p. 21, note a. Voyez *Contrats*. Exemption d'impôt réclamée par quelques-unes de ses villes, et refusée par Louis XI, p. 21, note a. Lettres de Louis XI, février 1468, qui assurent à tous les officiers de la province leurs gages, sans aucune diminution, p. 191, note a. Le Roi avoit espéré pouvoir soulager le Dauphiné des charges qu'il supportoit; mais, la cession faite à son frère du duché de Guienne le privant d'une partie considérable de ses revenus, il se vit obligé de réclamer encore ces subsides. Trois commissaires furent nommés par lui pour le remontrer aux trois états du Dauphiné, requérir encore pour une année l'octroi de l'aide ordinaire et d'un supplément, et l'asseoir le plus justement qu'il se pourroit;

dans le cas cependant où elle ne seroit pas octroyée, le Roi veut qu'on ne l'impose pas moins, de la manière pratiquée jusqu'alors, p. 288 et 289. Les lettres du Roi furent données à Montils-lès-Tours, le 28 mars 1469. Lettres du 14 décembre 1472, portant convocation de ban et arrière-ban en Dauphiné, p. 558, note b. Lettres du mois de janvier suivant, concernant l'administration des finances dans ce pays, *ibid.*

Lettres adressées au gouverneur de Dauphiné,

du 16 octobre 1467, confirmant les privilèges de Die en Dauphiné, p. 23. Voyez *Die*.

du 20 juin 1468, rendant au chapitre de Saint-André, à Grenoble, le droit de nommer aux bénéfices vacans dans cette église, p. 90. Voyez *Grenoble*.

du 24 juin 1468, accordant, sous quelques réserves, au chapitre de Gap, un amortissement demandé, p. 96. Voyez *Amortissement*. Création de monnoyeurs en Dauphiné. Voyez *Monnoyeurs*.

DAUVET (J.), d'abord premier président du Parlement de Toulouse, et ensuite de celui de Paris. Lettres que le Roi lui écrit à l'occasion du procès entre les habitants de Tournay et les officiers de son bailliage, p. 307. Voyez *Tournay*.

DAVENESCOURT. Les seigneurs de ce lieu avoient obtenu l'établissement d'une foire annuelle, franche pendant trois jours; elle se tenoit à la Saint-Michel: on demanda d'y substituer l'époque de la Saint-Martin, et de plus, une seconde foire de trois jours au mois de janvier, et la permission de tenir marché chaque semaine. Le Roi accueillit ces demandes et les consacra par des lettres du mois de mai 1471, p. 419 et 420.

DÉBITEURS. Voyez *Gages*.

DEBITIS. Ce que ce mot signifie, p. 145, note b.

DÉBOUTER, pour *expulser*, p. 192, note a.

DÉCIMES. Commissaire du Pape pour lever des décimes en France, p. 79, note b. Comment on punissoit ceux qui refusoient de les payer, *ibid.* Si les membres du Parlement y furent soumis, *ibid.* Droit du Roi à cet égard, *ibid.* Ordonnance du

- cardinal d'Angers (la Balue), commissaire du Pape sur cet objet, p. 79 et 80.
- DÉCLARATION des biens**, exigée de la part de ceux qui étoient soumis à l'impôt. Discours préliminaire, p. ij et v. Peine de ceux qui feroient une fausse déclaration, *ibid.* p. xiv.
- DEFFERE** (La), pour exprimer *ce dont on a dépouillé*, p. 84 et note *b*.
- DÉLAYÉ**, pour *retardé*, p. 149, note *b*.
- DÉLITS MILITAIRES et leur jugement**. Voir la p. 83, art. 3 et *suiv.*
- Punition de plusieurs délits de police, p. 229.
- DEMOY**. Concession de foires à ce lieu, par Louis XI, en 1473, p. 589, note *a*.
- DENIERS BLANCS**. Voyez *Liards*.
- DÉNONCIATEUR**. Part qu'on lui donne sur les confiscations et les amendes prononcées contre les fraudeurs sur la vente du sel, p. 88 et 89, art. 6 et 7. Voyez *Sel*.
- DÉPORT**, pour *faveur, ménagement*. Discours préliminaire, p. xij et note *d*, p. 580 et note *e*.
- DEPRY, DESPRIS, despretium**, ce qu'on appeloit ainsi, p. 420, note *c*.
- DÉROGEANCE**. Voyez *Noblesse*.
- DERRAIN**, pour *dernier*, p. 38.
- DESCHAMP** (Girard). Voyez *Beaumont en Argonne*.
- DESFIDENCE**, pour *défiance*, p. 198, note *e*.
- DESMOUVOIR**, pour *détourner, déraire*, p. 249 et note *c*.
- DESTITUTIONS d'offices**, prononcées sans le concours du Roi; ce que Louis XI déclare et ordonne, p. 25. Voyez *Offices*. Dès la seconde race, toute destitution d'offices avoit été interdite, sans jugement préalable, p. 26, note *b*.
- DIALECTIQUE**. Disputes sur cet objet pendant plusieurs siècles; accusations, persécutions. Ce que fit Louis XI à ce sujet, p. 607 et *suiv.* Voyez *Nominaux et Université*.
- DIE, en Dauphiné**. Ses habitans remontent au Roi qu'ils ont joui paisiblement, de toute ancienneté, de franchises et privilèges que plusieurs de leurs seigneurs leur avoient octroyés; que, néanmoins, on cherche aujourd'hui à les en priver: ils demandent des conservateurs qui veillent sur leurs droits, les entretiennent et les défendent. Louis XI nomme le gouverneur de la province et le sénéchal de Valentinois et Diois, voulant qu'ils puissent en punir les transgresseurs. Ces lettres, du 16 octobre 1467, sont adressées aux conservateurs mêmes nommés par le Roi, p. 23.
- DIEPPE**. Ses habitans ayant exposé au Roi qu'il les avoit affranchis, en 1463, de toutes tailles, aides, impositions, et que, néanmoins, les mots d'*imposition foraine* n'étant pas expressément prononcés dans les lettres patentes de Louis XI, les fermiers pourroient les y croire sujets, le Roi, se souvenant bien des services rendus par ces habitans et des maux qu'ils avoient soufferts pendant la guerre, veut qu'ils soient exempts aussi de cette imposition foraine pour leurs denrées et marchandises, et sans en abuser, p. 77 et *suiv.* A ces lettres, qui sont du 12 août 1467, est jointe la publication qui en fut faite en l'élection d'Arques, p. 79.
- DIFFÉRENCES**, pour *différends, contestations*, p. 70 et note *d*.
- DÎME**. Voyez les p. 178 et 179, 223.
- DÎME SALADINE**. Voir le Discours préliminaire, p. xvij. Exemptions que Philippe-Auguste en prononce, *ibid.*
- DÎMES non inféodées**. De leur perception; juges des contestations qu'elles pouvoient faire naître. Discours préliminaire, p. xij.
- DIVERTIR**, pour *détourner*, p. 544 et note *a*.
- DOLLU**, pour *plaint*, p. 192 et note *b*.
- DOMAINE DE LA COURONNE**. On y réunit les biens du Duc d'Alençon, après sa condamnation; biens qui lui furent ensuite rendus par Louis XI, pag. 58, note *e*; p. 59, note *a*. Voir la p. 62. Lettres qui déclarent du domaine de la couronne, ou qui les lui restituent, les villes d'Amiens et de Bayonne, p. 414 et 527.
- DOMINICAINS**. Voyez *Monastères*.
- DONNER**, pour *teléer*, p. 381 et note *i*.
- DONNÉS**. Quels hommes on désignoit ainsi, p. 185, note *b*; 272, note *a*.
- DONS**. Louis XI révoque, par des lettres du 18 septembre 1469, plusieurs dons et octrois faits à des villes de Guienne, depuis son avènement au trône, p. 257 et 258. Des lettres du même jour annoncent des dons de terres au Duc de Guienne, frère du Roi, et sont pour lui un supplément et accroissement d'apanage, p. 258 et 259.
- Différentes lettres de dons, p. 259, note *b*; 278, note *d*; 280, note *a*; 361, note *a*; 384, note *c*; 403, note *a*; 476, note *a*; 524, note *a*; 572, note *a*; 579, note *c*. Voyez *Albret* (Charles d'), *Amendes*, *Aubin*, *Aurillac*, *Balsac* (Robert de), *Batarnay* (Imbert de), *Bayonne*, *Beaufort* (Jacques de), *Beaumont en Argonne*, *Béguines*, *Belleville* (Louis de), *Berlin de Silly*, *Bourbon* (Pierre de), *Bourbon*.

- Bourbon* (Gilbert de), *Bourbon* (Louis, bâtard de), *Bourgogne* (le bâtard de), *Brabant* (le Duc de), *Bresse* (Jean de), *Cerisy* (Guillaume de), *Chabannes* (Gilbert de), *Chabans* (le seigneur de), *Cléry*, *Columbi* (George), *Crussol* (Louis de), *Du Quesnoy* (Robert), *Fèzensac*, *Granville*, *Haute Justice*, *La Tremoille* (George de), *Levis* (Jean de), *Lenoncourt* (Théodorice de), *Marteigneville*, *Maumont* (Guy de), *Parlement de Paris*, *Philippe de Comines*, *Rabodanges*, *Roland de la Vairie*, *Tanneguy du Chastel*, *Thalereuse* (Étienne de), *Tours*.
- DORDREZ DE PHILIPPUS**, monnoie. Voir la p. 364.
- DORIOLE** (Pierre), général des finances, nommé chancelier de France au mois de juin 1472. Les lettres qui le nomment rappellent ses services et déterminent les honneurs, prérogatives, autorité et gages dont il jouira, p. 616 et suiv. Voyez *Provisions*.
- DOUAY**. Voyez *Lille*.
- DOUBLE** (la). Comment on la levait en Languedoc en 1467, p. 46, note *a*; p. 86, note *b*. Elle y étoit de dix deniers tournois sur tout quintal vendu au-dessus du droit ordinaire de gabelle, *ibid.* Au profit de qui on l'avoit levée auparavant, *ibid.* Voyez *Marie d'Anjou* et *Sel*.
- DOULENS**. Lettres adressées au prévôt de Douzens, — du 5 février 1468, confirmant l'échange fait entre les religieux de Saint-Amand en Peule et ceux de Saint-Martin de Tournay, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement, p. 177.
- DOUVES**. Voyez la p. 467, note *a*.
- DRAPERS** (Marchands). Une ordonnance de Charles VI, en 1407, avoit défendu de vendre et d'exposer en vente des draps qui eussent été ou fussent pressés et aisselés, sous peine d'amende; en conséquence, les marchands drapiers de Paris n'achetoient plus les draps qui venoient des manufactures de Normandie, parce qu'ils avoient tous ce caractère. La défense n'existoit pas cependant pour plusieurs foires voisines, où ces draps étoient ainsi apportés et vendus: les marchands de Paris se trouvèrent même obligés d'aller y en acheter pour être assortis et fournir à toutes les demandes; ce qui augmentoit la dépense et les plaçoit dans une situation moins favorable que tous les autres marchands du royaume: sur les plaintes qu'ils adressèrent à Louis XI, il ordonna, par édit général, qu'ils pourroient désormais acheter toute sorte de draps, sans qu'on pût, à l'avenir ni pour le passé, les soumettre à aucune amende: les lettres du Roi furent données à Amboise, le 22 mai 1473, p. 573 et suiv.
- DRAPS** (Gens de) d'une église. Ceux qu'on appelloit ainsi, p. 474 et note *b*.
- DREUX** (le). Don que le Roi lui fait de la haute justice dans une de ses terres, p. 278, note *d*.
- DROIT CIVIL**. Avec quel succès on le professoit à Orléans sous Charles V. Discours préliminaire, p. xix et note *m*.
- DUIZ**, pour *habiles*, *capables*, *expérimentés*, p. 73 et note *d*.
- DUNOIS** (Jean, Comte de) et de Longueville. Lettres qu'il obtient de Louis XI, au mois de septembre 1468, relatives à l'amortissement d'une rente de cent livres tournois, qu'il vouloit appliquer à une chapelle fondée par lui, p. 115 et suiv. Voyez *Amortissement*. Le Roi y rappelle tous les services rendus à la France par Dunois dès son jeune âge, p. 116. Échange qu'il fait avec le Roi, au mois de décembre 1470; il lui cède la seigneurie de Chastellailon, et en reçoit celle d'Auneau et celle de Corville, prises au bailliage de Chartres, p. 361, note *a*; 388 et note *b*. Les lettres concernant l'échange n'avoient pas dit que la justice d'Auneau et de Corville ressortiroit par-devant le bailli de Dunois: Louis XI ordonna, par d'autres lettres du mois de février suivant, que leurs justiciables seroient du ressort de ce bailliage, comme les autres sujets du comté de Dunois, p. 388 et 389.
- DU QUESNOY** (Robert). Don que le Roi lui fait, p. 591, note *a*. Voyez *Marteigneville*.
- DUVAL** (Antoine). Lettres de naturalisation que le Roi lui accorde, au mois de novembre 1469, p. 278, note *d*.

E

ECCLÉSIASTIQUES. Étoient-ils soumis à la contrainte par corps pour le paiement des subsides? Discours préliminaire, p. v. Contestation vive entre eux et les seigneurs, relativement à un droit de mu-

tation sur les immeubles, *ibid.* p. xv. Dans quels cas ils furent soumis à payer la taille par des lois de Philippe-Auguste et de Louis-le-Hutin, *ibid.* p. xvj et xvij. Voir *Exemptions*, *Louis XI*, *Philippe II*, *Tailles*.

ÉCHEVINAGE, échevins. Voyez *Noyon*, *Fontenay-le-Comte*, *Troyes*.

ÉCHIQUEUR DE NORMANDIE. Lettres qui lui sont adressées, p. 117, 214, 321, 337, 422, 432, 433, 554.

ÉCOLÂTRE d'Amiens. Nouveau don que le Roi lui fait. Voyez *Amiens*.

ÉCOLES. Querelles dans les écoles entre les réalistes et les nominaux; persécutions et proscriptions qui en sont la suite, p. 607 et suiv. Voyez *Nominaux*.

Écoles. Voyez *Mende*.

ÉCOLIERS. Voyez *Université*.

ÉCUS de différentes valeurs et de différents pays. Voir p. 363 et 364, 534, 563, 598, 600. Voyez *Monnoies*.

EDICTUM. Sens qu'on donnoit à ce mot, p. 184, note n.

ÉDOUARD IV, Roi d'Angleterre, d'abord connu sous le nom de *Comte de la Marche*. Voir la p. 353 et la note c de cette page.

ÉGLISE GALLICANE. Actes du Roi comme son protecteur, p. 596. Voyez *Bénéfices*.

Église. Sécularisation d'une église: lettres du Roi qui la permettent, p. 97. Voyez *Luçon*.

Églises. Les églises de fondation royale, ou annexées à la couronne, ne pouvoient ressortir qu'à des juridictions royales. Voir les p. 38 et 39. Franchises et exemptions accordées aux chanoines et aux marguilliers de l'église Notre-Dame à Paris, p. 81. Voy. *Marguilliers*. Lettres d'amortissement en faveur de l'église Saint-Côme et Saint-Damien, p. 524, note a. Confirmation des privilèges des églises Saint-André et Saint-Saturnin à Bordeaux, p. 525. Voy. *Bordeaux*.

Églises. Voyez *Angers*, *Cléry*, *Mans* (le), *Noyon*, *Tours*.

Églises. Exemptions accordées à plusieurs églises. Discours préliminaire, p. xvj.

Églises. Sur l'administration de leurs biens vacans, voir la p. 596 et le mot *Bénéfices*.

ÉLECTION. Sur l'élection aux bénéfices de fondation royale vacans par la mort du titulaire, voyez la p. 596, et ci-dessus, *Bénéfices*.

Élection accordée à des villes, de leurs magistrats municipaux. Voy. *Beauvais* et *Fontenay-le-Comte*.

ÉLUS, sous le rapport de l'impôt. Voir le Discours préliminaire, p. v et suiv. et les mots *Aides*, *Tailles*. Commissions et instructions données aux élus. Discours préliminaire, p. v. Voyez *Fraudes* et *Malversations*. Malversations qu'ils commettoient, *ibid.* p. vj et suiv. On leur défend d'être en

même temps receveurs, *ibid.* p. xj. Loi qui détermine de nouveau leurs fonctions, leurs obligations, et la répression de leurs fautes, *ibid.*

Élus, pour désigner ceux qui représentoient la commune, en étoient le conseil, p. 43, 44.

Élu, pour désigner le chef de la commune, le maire. Voyez *Fontenay-le-Comte*.

Élus d'Amiens. Lettres qui leur sont adressées, p. 133. Voyez *Amiens*.

Élus des pays d'Angoumois, *Limousin*, *la Marche*, *Aunis* et *la Rochelle*. Lettres qui leur sont adressées, p. 86, 87.

Élus d'Arques, en *Normandie*. Lettres qui leur sont adressées, p. 77. Voyez *Arques*.

Élus d'Auxerre. Lettres qui leur sont adressées, p. 330. Voyez *Auxerre*.

Élus d'Avanches. Lettres qui leur sont adressées, p. 569. Voyez *Avanches*.

Élus de Beauvais. Lettres qui leur sont adressées, p. 366, 530. Voyez *Beauvais*.

Élus de Châlons. Lettres qui leur sont adressées, p. 564. Voyez *Châlons*.

Élus de Langres. Lettres qui leur sont adressées, p. 119. Voyez *Langres*.

Élus du pays de Limousin, de *Périgord*, de *Quercy*. Voyez ces mots.

Élus du Lyonnais. Lettres qui leur sont adressées, p. 480. Voyez *Lyon*.

Élus du Mans. Lettres qui leur sont adressées, p. 73. Voyez *Mans* (le).

Élus de Nevers. La Cour des aides les destitue; le Roi leur rétablit: arrêt rendu à l'occasion du rétablissement ordonné par Louis XI, p. 37, note c. Voyez *Aides* (Cour des).

Élus de Paris. Lettres qui leur sont adressées, p. 81, 564, 605. Voyez *Paris*.

Élus de Provins. Lettres qui leur sont adressées, p. 617. Voyez *Provins*.

Élus de Rennes. Lettres qui leur sont adressées, p. 564. Voyez *Rennes*.

Élus de Rouen. Lettres qui leur sont adressées, p. 564. Voyez *Rouen*.

Élus du pays de Sainonge. Lettres qui leur sont adressées, p. 498, 514, 518, 520.

Élus du pays de Velay. Lettres qui leur sont adressées, p. 351. Voyez *Hôpital*.

Voir aussi, p. 8 et 21, des lettres adressées aux élus, d'une manière plus générale.

EMBRUN. Louis XI déclare ses habitants soumis aux mêmes contributions que ceux des autres villes de Dauphiné, et rejette les exemptions qu'ils prétendent avoir, p. 21, note a.

Embrun. Foires qui y sont établies par des lettres du mois d'octobre 1472, p. 566, note a.

EMPAREMENT, pour construction de remparts, réparation, fortification. Voir le Discours préliminaire, p. vj et note *a*, et la p. 78, note *c*.

EMPOINCT, pour en bon état, p. 144.

EMPRUNT. Voyez *Mutuum*.

ENCHÈRES pour l'impôt. Voy. *Impôts*. Loi de Jean II en 1351. Discours préliminaire, p. x. L'enchère est aussi ordonnée par Charles V. Règles et conditions qu'il établit, *ibid.* Peines qu'il prononce contre les fraudes auxquelles l'achat pourroit donner lieu, *ibid.* Mesures prescrites pour l'adjudication, *ibid.* Voyez *Charles V, Fermiers, Impôts*.

ENFANS DE CHŒUR. Voyez *Avranches*.

ENLUMINEURS. Voyez *Université de Paris*.

ENREGISTREMENT. Des lettres royales concernant le quart du sel n'ayant pas été adressées aux généraux des aides, le Roi ordonne, par un mandement spécial, de réparer cette omission, afin qu'il n'y ait aucun obstacle à leur publication et à leur enregistrement, p. 110 et 111. Voyez *Aides* (Cour des). Difficultés qu'éprouve l'enregistrement des lettres qui donnoient la Guienne au Duc de Berry; sur quel motif elles étoient fondées, p. 212, 263. Voyez *Berry* (Charles, Duc de). Les lettres qui accorderoient à l'université de Bourges les franchises et privilèges qu'avoient déjà les autres universités du royaume, n'ayant pas été primitivement adressées au Parlement de Paris, le Roi donna de nouvelles lettres, le 6 décembre 1469, pour lui enjoindre de vérifier les premières et de les enregistrer, p. 264 et 265. Les lettres mêmes qui avoient établi cette université, étoient devenues l'objet des oppositions les plus vives de la part des universités de Paris et d'Orléans, et le Parlement de Paris, adoptant les motifs sur lesquels les oppositions étoient fondées, n'avoit pas d'abord enregistré ces lettres : le Roi se vit obligé d'en donner de nouvelles pour l'y contraindre. Voir *Université de Bourges*, et les p. 264 et suiv. aux notes. Refus que fait la Cour des aides d'enregistrer des lettres de rémission octroyées par le Roi. Voyez *Aides* (Cour des).

ENS, INS, pour *dedans*, p. 93 et note *b*, 229 et note *a*, 284 et note *b*.

ENSEIGNEMENT. Édît de Louis XI, qui prescrit la doctrine qu'on doit enseigner, et prononce le bannissement de ceux qui professeroient une doctrine opposée, p. 607. Voyez *Nominaux*.

ENSEIGNES. On appeloit enseignes d'un

saint, de petites médailles qui le représentoient. Discours préliminaire, p. xxvj.

ENTRECOURS, pour *trafic mutuel*, p. 368 et note *a*.

ENTREIGNER, pour *entretenir, accomplir*, p. 309 et note *a*.

ÉQUIVALENT *aux aides*, en Languedoc, p. 8, 10. Établi à la requête des trois états, p. 10. Officiers nommés pour le régir, *ibid.* Autorité qu'ils exerçoient, *ibid.* Changemens arrivés dans leur nombre et dans leur pouvoir, p. 10 et 11. Ce qui en résulte, p. 11. Comment ils sont remplacés, *ibid.* Voir aussi la p. 480.

Lettres adressées aux conservateurs de cet équivalent,

— du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8.

ESCHELETTE, ESCHILLETTE. Voir la p. 409 et la note *a*.

ESCHEVER, pour *éviter*, p. 239 et note *a*.

ESCOTER, p. 166 et note *a*.

ESCOUTETE. Quel magistrat ce mot désignoit, p. 127 et note *b*.

ESGENÉ. Sens de ce mot, p. 410 et note *a*.

ESPAGNE. Loix pour favoriser les commerçans de ce pays qui venoient en France. Discours préliminaire, p. xxiv. Bandes d'Espagne, henris d'Espagne, et autres monnoies de ce pays. Voir la p. 364.

ESPAGNOLS. Voir *Charles-le-Chauve*.

ESPIEU. Ce que ce mot désigne, p. 483, note *a*.

ESSOINE, pour *excuse, difficulté, obstacle*, p. 239 et note *c*.

ESTALLAGE. Voyez la p. 477.

ESTEVENOT DE THALEREUSSE. Lettres du mois d'octobre 1470, par lesquelles le Roi lui fait don de la terre et seigneurie de Montrosier, p. 332, note *a*.

ESTOUTEVILLE (Jean d'). Cession et inféodation que le Roi lui fait de la terre de Gauray par des lettres du mois de mars 1472, p. 563, note *a*.

ESTUER (Thomas), Écossais. Lettres du mois de juin 1470, par lesquelles le Roi lui fait don de la seigneurie de Bazoches, p. 297, note *a*.

ESWART, ESWARDEURS, ESGARDEURS, pour *inspection, inspecteurs, gardes ou jurés d'un métier*, p. 102 et note *f*, 170 et note *c*, 417 et note *b*.

ÉTAMPES (Jean de Foix, Comte d'). Don que lui fait Louis XI, au mois d'octobre 1467, de la viguerie, terre et seigneurie de Narbonne, p. 24, note *d*.

Étampes. Lettres adressées au bailli d'Étampes, — du mois de juillet 1470, accor-

- dant aux habitants d'Orléans le droit d'acquiescer et de posséder des fiefs nobles, p. 318.
- ÉTAT.** Ce que ce mot signifie quelquefois, p. 82 et note *b*.
- ÉTATS-GÉNÉRAUX.** L'impôt leur est demandé; ils nomment même ceux qui doivent en surveiller la perception. Discours préliminaire, p. ij et iij. Changemens opérés à cet égard, *ibid.* p. iv et *suiv.* Voyez *Aides*, *Généraux des finances*, *Impôts*.
- ÉTATS DE LANGUEDOC.** Le Roi en nomme l'évêque d'Alby président, p. 615 et *suiv.* Voyez *Alby* (Louis d'Amboise, évêque d'). Commissaires nommés par le Roi pour l'assemblée de ces états, p. 616, note *a*.
- ÉTRANGERS.** Peines prononcées contre eux pour les délits et excès qu'ils commettoient à Théroutane, p. 229. Sur les marchands étrangers, voyez *Caen*, *Commerce*, *Marennès*, *Rockell* (la). Droits qu'on leur accorde s'ils viennent habiter le royaume. Voyez *Bordeaux*, *Caen*, *Saint-Quentin*, *Toulouse*. Des étrangers qui viendront se placer sous la domination d'un chapitre de Bar, diocèse de Langres, p. 460. Voyez *Saint-Maclobud*.
- Etrangers.* A quelle juridiction ils étoient soumis à Bordeaux, p. 525. Voyez *Bordeaux*.
- Etrangers.* Faveur accordée aux étrangers qui venoient étudier en France. Discours préliminaire, p. xxiv. On favorisa aussi ceux qui y venoient pour le commerce, *ibid.* Voyez *Commerce*. Exemptions anciennes que Charles-le-Chauve leur avoit accordées, *ibid.* note *d*.
- ÉTUDES.** Soins et travaux des Rois pour la perfectionnement des études en France, p. 607 et 608.
- ÉVANGILE.** Sermons prêtés sur l'Évangile. Discours préliminaire, p. ij: p. 90, 91, 251, 276.
- ÉVÊQUES.** Droits qu'on leur donne, relativement à la taille. Discours préliminaire, p. xij. Quelle sorte de réclamation ils pouvoient juger, *ibid.* Redevances de la perception desquelles ils connoissoient exclusivement, *ibid.*
- Evêque de Mende.* Obligation qu'on lui impose à sa première entrée dans cette ville, p. 278. Voyez *Mende*.
- ÉVOCATION.** Voyez *Conseil du Roi*, *Flandre*, *Parlement de Paris*, *Tiron*, *Tournay*.
- ÉVREUX.** Louis XI accorde à son chapitre une portion du produit des droits mis sur le sel en Normandie, pour le dédommager de tous les maux que la guerre lui avoit fait souffrir, p. 51, note *b*. Ce que Louis XI recommande au sire de Bressuire en faveur de l'évêque d'Évreux, pourvu de l'abbaye de Bourgueil, qu'avoit auparavant l'évêque de Maillezeais, p. 111, à la note.
- Evreux.* Statuts pour les huchers, menuisiers et tonneliers d'Évreux. Voyez *Tonneliers*. Lettres adressées au bailli d'Évreux, p. 117, 161, 341, 422, 446, 464.
- EXACTIONS** commises en fait d'impôts. Voyez *Abus*, *Aides*, *Charles V*, *Feux*, *Impôts*, *Réformateurs*.
- EXAMINATEURS au Châtelet de Paris.** Les prédécesseurs de Louis XI avoient établi ou confirmé seize personnes notables pour atteindre et connoître les crimes, délits et maléfices. Le Roi, depuis son avènement au trône, en avoit créé de nouveaux. Sur les représentations qui lui furent faites, il ordonna que le nombre ancien seroit irrévocablement maintenu, cassa et révoqua les nominations extraordinaires faites par lui au-delà de ce nombre, défendant même, si dans la suite, par importunité ou autrement, il en faisoit de semblables, qu'on y eût aucun égard. Il confirma d'ailleurs tous les privilèges, prérogatives et prééminences, que ses prédécesseurs leur avoient accordés, p. 521 et *suiv.* Les lettres de Louis XI sont du mois de mars 1473. Il n'en renomma pas moins, peu de temps après, un de ceux dont il venoit de révoquer la nomination, p. 624, note *c*.
- EXCOMMUNICATIONS.** Excommunications prononcées au sujet de l'impôt. Discours préliminaire, p. xij; voir aussi la p. xxij. Excommunications lancées contre ceux qui refusoient de payer les décimes papales, p. 79, note *b*, et p. 80. Menace d'excommunication à l'occasion du droit de cueillir l'or de paillote, p. 484 et 485. Voyez *Paillotes*. Autres menaces d'excommunication. Voyez les p. 550 et 553.
- Excommunication.* Voyez *Tisserands*.
- EXEMPTIONS.** Ancienneté des exemptions en matière d'impôts. Discours préliminaire, p. xiv. Formule des lettres d'immunité données alors, *ib.* p. xv. Exemptions accordées pour les biens des nobles; elles reçoivent de différens Princes plus ou moins d'étendue, *ibid.* Dans quels cas cessoit l'exemption de tailles accordée aux ecclésiastiques, *ibid.* p. xvj. Louis X, Philippe-Auguste, Philippe-le-Bel, Louis VII, exemptent de la régle les évêques de Laon, *ibid.* Voyez *Régale*. Exemptions accordées par plusieurs Rois pour les hôpitaux et les universités. Voir ces mots.

*Exemptions d'impôts accordées aux membres du Parlement, de la Chambre des comptes, et aux généraux des aides. Voyez Parlement de Paris, Comptes (Chambre des), Généraux. Exemptions d'impôts prononcées en faveur des maîtres et des écoliers de l'université de Paris. Discours préliminaire, p. xix et suiv. Exemptions accordées pour favoriser le commerce, *ibid.* p. xxiv. Voyez Commerce et Philippe-le-Bel. Exemptions accordées pour ceux qui avoient subi les malheurs de la guerre ou quelque grande calamité. Discours préliminaire, p. xxvj et xxvij. Exemptions subsistant dans le cas même où des lettres royales auroient déclaré que l'impôt frapperait sur les exempts comme sur les non-exempts. Voyez la p. 531. Pour d'autres exemptions encore, voyez Cardinaux, Croisés, Hôtel-Dieu, Pèlerins.*

Exemptions accordées dans certains cas, pour quelque temps ou à perpétuité, à diverses professions et à divers métiers. Voy. Aides, Arbalétriers, Heaumiers, Hôteliers, Jurisconsultes, Médecins, Monnoyeurs, Notaires, Serruriers, Tailleurs.

Exemptions. Poursuites faites au mépris des exemptions accordées par des lettres du Roi, p. 8. Exemptions et affranchissemens octroyés aux maîtres des mines et forges, p. 8, 9. Exemptions d'impôts réclamées par les habitants de quelques villes de Dauphiné; Louis XI refuse de les reconnaître, p. 21, note a. Exemptions d'impôts pour l'église et le chapitre de Notre-Dame de Cléry, p. 49 et 50. Exemption générale d'impôts pour les deux conseillers de ce chapitre, p. 50, art. 6. Exemptions d'impôts pour les marguilliers de l'église de Paris, p. 81. Exemptions d'impôts pour des foires. Voir ci-après, à ce mot, les villes qui y sont indiquées.

Voir encore sur les exemptions d'impôts, Abbeville, Aides, Aigues-mortes, Alzonne, Anet, Arbalétriers, Armée, Arques, Ars,

Avignonet, Avranches, Ban, Beauvais, Caen, Cambrai, Cloches, Commensaux, Dieppe, Fontenay-le-Comte, Guet et Garde, Huitième, Lagny, Laon, Maiguilliers, Milhaud, Mines, Mirande, Notre-Dame-de-Selles en Poitou, Ost et Chevauclée, Paris, Parlement, Parlement de Toulouse, Portiers, Pontorson, Puy (le), Puy-la-Roque, Reine, Robecourt, Rochelle (la), Sables d'Olonne, Salvétat (la), Saint-Denis, Saint-Quentin, Service, Sonneurs, Toulouse, Tournay, Tours, Verfeuil.

Exemptions de ban et arrière-ban. Voyez Ban.

Exemptions de service militaire. Voyez Parlement de Toulouse.

Exemptions de guet et garde. Voyez ce mot et les mots Fontenay-le-Comte, Immunités, Mines.

Exemptions de collecte. Voyez Collecteurs.

Exemptions. Sur les ressorts et les juges des exemptions ou lieux exempts, voyez Anjou, Loches, Touraine. Devant quels juges se portoit les appellations des exemptions du duché d'Orléans, p. 50, art. 5.

EXEMPTS. Quelles personnes on désignoit ainsi, p. 37 et note b. Des lettres du 21 novembre 1467 fixent à Montferrand le siège des exempts du duché d'Auvergne, qui ressortissoient auparavant au siège de Cusset, bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, p. 37, 38, 40 et suiv. Voyez Cusset.

EXPECTATIVES. Voyez Bénéfices et Concordat.

EXPECTATA. Ce que ce mot exprime, p. 222 et note e.

EXPLOZ, pour exploits, p. 40 et note a.

EXPLOITS. Les deniers provenus des exploits faits en la Cour des aides servoient en partie au paiement des gages des officiers de cette cour, p. 31. Une somme en est prélevée pour l'instruction des procès-criminels sur le fait des aides, p. 106, note b.

EZY. Voyez Tanneguy du Chastel.

F

FAROULT (Hamon). Lettres du mois de mai 1471, par lesquelles le Roi lui accorde la noblesse, p. 417, note a.

FEMMES ET FILLES de Beauvais. Voyez Beauvais.

FENESTRAGE. Ce droit est rappelé, p. 420 et 477.

FENÊTRES. Vente aux fenêtres, p. 101 et note a.

FERME des aides pour la ville et l'élection de Paris, p. 111. Voyez Aides et Paris.

Ferme des droits et redevances, p. 224.

Ferme. Mise à ferme de la prévôté de Bourges. Ce que les habitants obtiennent du Roi, p. 439 et 440. Voyez Bourges.

*FERMIERS de l'impôt, dans le XIV.^e siècle. Discours préliminaire, p. iij et iv. Lois rendues à leur égard par Jean II et Charles V, *ibid.* Voyez Enchères et Impôts. Cautions exigées, *ibid.* p. vj. Fraudes punies, *ibid.* Lettres de rémission accordées à ce sujet, *ibid.* note k. Nouvelles*

- prévarications des fermiers et des percepteurs des aides, *ibid.* p. xj. Nouvelles mesures prises par les lois, *ibid.* Quels étoient ceux qui ne pouvoient être fermiers des aides, *ibid.* p. x et note a. Ordonnance du Roi Jean sur l'arrière que les fermiers et les sous-fermiers pourroient devoir au trésor de l'État, *ibid.* p. xijj.
- FERMIERS** du sel. Voyez *Sel*.
- FÊTES.** On trouve des dispositions qui concernent leur observance, dans plusieurs des statuts faits pour les différens métiers. Voyez, entre autres, *Brodeurs* et *Pelleiers*.
- FEUX.** Quotité de l'impôt restant la même, malgré la diminution des feux, causée par des malheurs publics. Discours préliminaire, p. xij. Des feux en Languedoc, *ibid.* Diminution qu'on en obtint, *ibid.* Contributions payées par feu, p. 74 et note d.
- FEZENSAC.** Don de ce comté. Voyez *Levis* (Jean de).
- FIANCE,** pour *caution*, *gage*, *assurance*, p. 102 et note c.
- FIEFS.** Ordonnance du Parlement sur les investitures des fiefs, au mois de mars 1467. Elle est indiquée p. 77, note a. Hommages et sermens de fidélité, à l'occasion des fiefs, p. 140. Voyez *Ponthieu* et *Vassaux*. Sur le service qu'ils imposoient, voir la p. 144, et les mots *Service personnel*.
- Fiefs.* Voyez *Amiens*, *Ban*, *Beauvais*, *Commise*, *Fontenay-le-Comte*, *Normandie*, *Orléans*, *Service*.
- FIÉRER,** pour *frapper*, p. 229 et note c.
- FINANCES.** Lettres concernant leur administration en Dauphiné. Voyez *Dauphiné*.
- FINER,** pour *financer*, p. 340 et note b.
- FIRMANCIA.** Sens de ce mot, p. 184, note m.
- FLANDRE.** Quand et par quel événement les Ducs de Bourgogne en devinrent les souverains, p. 127, note f. Charles le Téméraire, qui la gouvernoit en 1468, ayant représenté à Louis XI qu'elle avoit d'anciennes prérogatives, qu'elle avoit une autre langue que la françoise, qu'elle vivoit par le commerce et étoit souvent remplie d'étrangers qui y apportoit toutes leurs marchandises, qu'elle avoit toujours eu une police et une administration particulières, que néanmoins le Parlement et plusieurs baillis françois cherchoient à attirer à eux le jugement des affaires, ce qui en éloignoit les marchands, lesquels ne veulent pas être contraints à venir plaider au loin et hors des lieux qu'ils fréquentent, Louis XI déclare que, voulant favoriser le commerce, conserver les prérogatives de la Flandre, et complaire au Duc de Bourgogne, il entend que les tribunaux de Flandre soient affranchis de tout ressort aux tribunaux françois, et que ceux-ci ne puissent, sous aucun prétexte, attirer ou évoquer à eux les affaires portées aux premiers; il renonce à tout droit qu'il pourroit avoir à cet effet, abolissant et cassant tous actes de lui, de son Parlement ou de ses autres officiers, qui pourroient avoir été faits au contraire, p. 126 et *suiv.* Voyez *Loi*, *Parlement de Paris*. Quelques discussions s'étoient élevées sur le même objet sous le règne de Charles VII: commission nommée pour les régler, p. 126, note c. Voir aussi la note h. Proppagation et immunités accordées aux marchands de Flandre, p. 126, note g. Sursis accordé pour huit ans au jugement des procès touchant les limites de Flandre, pendant au Parlement de Paris, p. 135 et *suiv.* On avoit déjà ordonné de surseoir pendant toute la vie du précédent Duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, p. 135, note c. Le Roi avoit en même temps ordonné de lever les main-mises sur les biens des sujets du Duc de Bourgogne, p. 136, aux notes. Nouvelle déclaration, le 14 octobre 1468, relative aux appels des jugemens rendus par les tribunaux de Flandre; le Roi consent à ce que le Parlement de Paris ne puisse désormais recevoir ces appels, *omisso medio*, que pour les décisions des tribunaux désignés, p. 137. Par d'autres lettres du même jour, il consent à ce que les appellations des tribunaux de Lille, Douay et Orchies, soient d'abord portées au conseil de Flandre ou devant le gouverneur de Lille, de celui-ci même à ce conseil, et qu'elles ne puissent l'être qu'ensuite au Parlement de Paris, p. 138 et 139. Lettres patentes qui renvoient devant le tribunal de Langres une cause qui se trouvoit pendante au Parlement de Paris, p. 156 et 157.
- Flandre.* Commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre, p. 159, 160.
- Flandre.* Sur plusieurs monnoies de Flandre, voir les p. 363, 364.
- FLEURENCE,** dans le comté de *Gaure*. Lettres qui accordent à ses habitans une exemption générale d'impôts pendant dix ans, ainsi que de tous les péages du domaine du Roi. Discours préliminaire, p. xxvij, note h.
- FLORINS.** Il est parlé de plusieurs de ces

monnoies, appartenant à différens pays, p. 363 et 598.

FOI ET HOMMAGE. Voyez *Olivier de Cötiny*. Le Roi se les réserve, en investissant d'un fief de sa mouvance le chapitre de Gap, p. 96. Voyez *Amortissement*, *Fiefs*, *Vassaux*.

FOIN. Droits sur le foin. Voyez *Hôteliers*.

FOIRES. Établissement ou confirmation de foires et marchés. Voyez *Anvers*, *Arques*, *Beaucaire*, *Caen*, *Châlons*, *Davenescourt*, *Demoy*, *Embrun*, *Genève*, *Granville*, *La Benoissen*, *Dieu*, *La Fère*, *Lagny*, *Lyon*, *Mende*, *Montignac*, *Monville*, *Ornoy*, *Pézenas*, *Provins*, *Rouen*, *Saint-Aignan*, *Saint-Denis*, *Saint-Maixent*, *Sassenage*, *Saumur*, *Tournay*, *Vans* (les).

Foires du Lendit et de Saint-Laurent, près de Paris, p. 161, 346, 373.

Foires. Concession qui en est faite à Guy de Pestel, Guy de Baucier et Olivier de Fontanges, p. 206, note a. Autres concessions de foires. Voyez la note a, p. 317, et la note a, p. 477. Voir aussi les p. 224, 278; 317, note a; 477, note a; 566, note a.

Foires. Indication de plusieurs lois sur celles de Champagne et de Brie, p. 617, note b.

FOIX. Prééminence dont jouissoient les Comtes de Foix, p. 37. Hommage qu'ils devront, à cause de leurs fiefs, au frère du Roi, devenu Duc de Guienne, p. 210 et 211.

Foix. La mort de Gaston IV, Comte de Foix, Prince de Navarre, avoit laissé en minorité et en bas âge deux de ses petits-enfans, François-Phébus et Catherine, nés l'un et l'autre de Gaston, Prince de Viane, fils aîné de Gaston IV, prédécédé, et de Madeleine, sœur de Louis XI: celle-ci s'adressa à son frère pour être mise par lui en possession de la tutelle qui lui appartenoit, offrant de prêter le serment requis, et promettant bonne et fidèle garde et administration des personnes et des biens. Louis XI, par des lettres du mois de février 1473, la déclare tutrice naturelle et légitime, et ordonne de la reconnaître comme telle, p. 558 et suiv. Deux autres lettres sont jointes à celles que nous venons d'analyser. On voit dans les premières, du 26 février 1472, que le Roi, à la mort de Gaston IV, avoit pris la garde et possession des terres et seigneuries tenues de lui: que la Princesse de Viane, reconnue tutrice, prêta, au nom de ses enfans, l'hommage dû pour elles au Roi, le requit de lui faire délivrer et rendre la place de Foix, à laquelle il avoit nommé, dans l'intervalle, un ca-

pitaine et gouverneur particulier, et que sa demande lui fut accordée sous quelques conditions exprimées dans ces lettres. Les secondes, du 26 février également, sont la prestation du serment exigé, et l'ordre en conséquence à tous les officiers du Roi de laisser la Princesse en jouissance et administration paisibles de tous les biens laissés par Gaston IV. Ce serment, prêté par la Princesse de Viane au nom de ses enfans, comme vassaux et hommes liges du Roi, le fut en même temps par des députés des élus des trois états, au nom du pays et des différens ordres de ses habitans, p. 560 et suiv.

Foix (Jean de), Comte d'Étampes. Voyez *Étampes*.

Foix. Lettres de Louis XI, concernant des monnoies fabriquées dans le comté de Foix. Voyez *Monnoies*.

FONDATION religieuse, pour laquelle Louis XI accorde, mars 1473, des lettres d'amortissement, p. 591, note a.

Fondations faites par ce Prince. Voy. *Notre-Dame de Selles* en Poitou, *Sanccre*, *Tours*.

FONDEURS, pour *fondateurs*, p. 93 et note d.

FONTENAY-LE-COMTE. Le Roi avoit octroyé à ses habitans le même corps de ville qu'à la Rochelle, Poitiers, Tours et Niort, avec les mêmes privilèges: ils demandèrent que le nombre des échevins fût réduit pour eux de soixante à trente, et qu'on leur accordât les libertés exprimées dans les articles suivans; ce que le Roi fit en effet par des lettres du mois de mars 1471: 1.^o Les habitans éliront cinquante notables, qui choisiront entre eux un élu et trente échevins et conseillers perpétuels, dont onze, avec l'élu, seront principaux échevins, pour subvenir journellement aux affaires communes. 2.^o L'élu sera pris parmi les trente échevins; ils nommeront ensemble les officiers qui leur seront nécessaires, et fixeront leurs gages. 3.^o Si un des onze échevins meurt dans l'année, le premier des autres le remplacera, l'année durant. Ceux-ci ne pourront être pris que parmi les autres conseillers. Si un de ces conseillers meurt, on choisira son successeur parmi les autres habitans de la ville et faubourgs. Le Roi, de plus, exempta l'élu de tout subside pendant l'année de sa magistrature. Il autorisa les trente conseillers ou ceux qui l'auroient été, à acquérir des fiefs dans tout le royaume, sans payer aucune finance de franc-fief et nouvel acquêt; il exempta les douze principaux de toutes commissions et charges publiques, le corps de ville tout entier d'ost, chevau-

- chée, ban et arrière-ban : il voulut de plus que l'élu pût le convoquer quand il le jugeroit convenable; que le corps de ville pût lever certaines contributions pour les dépenses communes, choisir parmi les conseillers un receveur qui ne distribuerait rien que par ses ordres, et rendrait compte devant le sénéchal, en présence de l'élu et des échevins. Quelques autres dispositions ont rapport à la vente des vins, aux poids et mesures, aux métiers que le Roi fait tous *jurés*, à la répression des fraudes et abus commis dans la vente des denrées et marchandises, à l'obéissance due par tous les habitants à l'élu, lequel aura les clefs et la garde de la ville, p. 470 et *suiv.*
- FOR**, pour *tribunal*, *justice*, p. 194 et note *c*.
- FORÊTS**. Concession de l'usage d'une forêt royale à Pierre Laigneau de la Morinière par des lettres du mois de novembre 1469, p. 278, note *d*. Concession semblable à Pierre de Comberel. Voyez *Comberel*. Concession du droit de prendre dans les forêts royales tout le bois qu'on voudra pour se chauffer ou pour bâtir, et d'y faire paître ses animaux, p. 362 aux notes, 392, 394, 396, 397. Ce que le Roi ordonne contre des gens de guerre qui prenoient du bois dans ses forêts, sans le payer, p. 469. Voyez *Gens de guerre*.
- FORFAIRE au Roi**, pour *confisquer au profit du Roi*, p. 409 et note *b*.
- FORFAITURE**. Offices royaux perdus par forfaiture. Voyez la p. 26, et ci-après, au mot *Offices*.
- FORGES**. Voyez *Mines*.
- FORIFACTUM**, pour *amende*, p. 321, note *d*.
- FORMARIAGE**. Exemption de tout droit à cet égard pour tous les étrangers qui viendront demeurer à Saint Quentin, p. 368 et note *d*. Voyez *Saint-Quentin*.
- FORNELLUM**. *Camera cum fornello*. Voir la p. 91 et sa note *a*.
- FORTERESSES**. Achats ou videmens de forteresses. Voir la note *l* de la p. v du Discours préliminaire.
- FORTIFICATIONS**, châteaux fortifiés. Lettres du Roi qui permettent d'en construire ou d'en réparer. Voy. *Amiens*, *Bourges* (archevêque de), *Brulon*, *Cusset*, *Harrecourt* (Jean de), *Meurin*, *Mussy*, *Olivier de Coigny*, *Patri*, *Valentin*, *Ruffet*, *Sables d'Olonne*, *Saint-Bertholin*, *Sainte-Nicomaye*. Voyez aussi la p. 558, note *b*.
- FORUM**. Quel droit ce mot désignoit, p. 460 et note *c*.
- FOUAGE**. Exemptions de fouage, p. 27. Voyez *Aides*. Voyez aussi, sur le fouage, la p. 291, note *d*.
- FOULE**, pour *oppression*, *offense*, p. 145, note *c*.
- FOULLOY**. Voyez *Ponthieu*.
- FOUR** (Droit de). Voyez les p. 393 et 461.
- FOURCHES PATIBULAIRES**. Voyez *Brulon* et *Notre-Dame de Selles*, en *Poitou*. Elles avoient plus ou moins de piliers, suivant le degré de juridiction, p. 544, note *d*.
- FOURNAGE** (Droit de), p. 223.
- FOURQUET** (Jeanne). Voy. *Laîné* (Jeanne).
- FOURRAUX**. Voyez *Leches*.
- FRANCS-ARCHERS**. Sous quel règne ils furent établis, p. 44, note *d*. D'où ils tirèrent leur dénomination, *ibid*. Quel genre de service ils faisoient, *ibid*. Employés contre des habitants qui refusoient d'obéir aux ordres du Roi, p. 44. Pour prix des exemptions que le Roi leur avoit accordées, les maîtres des mines et forges du royaume étoient tenus de lui fournir quelques francs-archers, et de les équiper et entretenir à leurs dépens, p. 9. Francs-archers que le chapitre de Gap s'oblige de fournir à Louis XI, quand le service de ce Prince en Dauphiné l'exigera, p. 96. Tailles des gens d'armes et francs-archers dans quelques prévôtés de Picardie; plaintes du Duc de Bourgogne au Roi, à ce sujet, p. 133. Il conteste au Roi le droit d'y en lever, p. 134, note *b*. Plaintes des habitants de Marennes et Arvert, dans le pays d'Aunis, sur l'obligation où ils étoient d'en tenir sept armés, avec tout habillement de guerre, et sans qu'ils pussent s'en aider, p. 498 et *suiv.*
- FRANCS-FIEFS**. Empêchement mis par les commissaires des francs-fiefs et nouveaux acquêts, et sommes levées par eux, concernant des possessions et revenus de l'église de Noyon, p. 124 et 125. Voyez *Noyon*. Voyez aussi, pour les exemptions de francs-fiefs, *Amiens*, *Beauvais*, *Fontenoy-le-Comte*, *Hôtel-Dieu de Paris*.
- Francs-Fiefs*. Don fait au Duc de Brabant du revenu des francs-fiefs et nouveaux acquêts dans ses seigneuries, p. 595. Voyez *Brabant* (Duc de).
- FRANCSAISINS**. Voyez *Monastères*.
- FRAUDES**. Voyez *Confiscation*, *Gens de guerre*, *Mans* (le), *Sel*, *Vin*.
- FRAYER**, pour *dépenser*, p. 575 et note *a*.
- FURTIZ**. Sens de ce mot, p. 229, note *h*.

G

GABELLE. Maîtres souverains de la gabelle. Voir le Discours préliminaire, p. iij.

Gabelle. Voyez *Sel*. Voyez aussi les p. 78, 121, 123, 415, 605.

GAGES. Les gages remis à ceux qui tenoient table d'usure à Tournay, devoient être vendus par eux, quand le temps donné pour les dégagemens étoit expiré. Ces ventes se faisoient quatre fois par an, p. 191. La vente devoit être publique et faite à l'enchère, *ibid.* Les emprunteurs pouvoient encore, le jour même de la vente, retirer leur gage, en remboursant la somme prêtée et le petit intérêt qui pouvoit y être joint; les vendeurs devoient aussi restituer à l'emprunteur le *boni* ou la somme produite par la vente, qui excédoit la somme reçue en déposant le gage, p. 191 et 192. Gages demandés aux débiteurs, vente de ces gages à l'enchère, p. 277.

Gages des percepteurs des aides. Voy. *Aides*, et le Discours préliminaire, p. xj.

Gages. Voyez *Aides* (Cour des), *Huissiers* et *Parlement de Paris*.

Gages des militaires. Voyez *Gens de guerre*.

GAIGE-PLEIGE. Ce qu'on appelloit ainsi, p. 339 et note *a*, 422 et note *c*.

GAND. Ses magistrats dans le *xv.^e* siècle, p. 127. Leurs jugemens affranchis de tout appel au Parlement de Paris, p. 127 et 128.

GANTS. Hommage annuel d'une paire de gants, stipulé pour un évêque, p. 182.

GAP. Lettres d'amortissement que Louis XI accorde à son chapitre, p. 95 et suiv. Voyez *Amortissement*.

GARDE royale. Redevance payée au Roi pour la garde qu'il accordoit, p. 93. Habitans voisins des frontières, qui se mettent sous la garde du Roi, et lui paient pour cela une redevance annuelle, p. 119 et 120. Voyez *Robercourt*.

Garde de porte. Exemption de cette obligation, p. 81. Voyez *Guet*.

GARENNE. Droit accordé par des lettres de Louis XI, du 12 avril 1469, aux seigneurs de Mathe-Felon, en Touraine, d'y construire et tenir une grande garenne, p. 207 et 208.

Sur le droit de garenne, voir aussi les p. 223, 272, 394.

GASTON IV, Comte de Foix. Voyez *Foix*.

GASTON DU LION, sénéchal de Toulouse,

un des notables appelés par le Roi dans son Conseil, pour la déclaration du 3 décembre 1470 contre le Duc de Bourgogne, p. 355.

GASTON LYON, Vicomte de l'Isle. Lettres du mois de septembre 1470, qui lui donnent la terre de Saint-Genis, p. 332, note *a*, 355.

GAURAY. Voyez *Estouteville*.

GÉNÉRAUX des aides. Sur leur institution, voir le Discours préliminaire, p. iij. Tour-à-tour unis avec les généraux des finances et séparés d'eux, *ibid.* p. iv. Voyez *Aides* et *Superintendans*. Loi de Charles VI, qui détermine mieux leurs devoirs et leur autorité, *ibid.* On leur adjoignoit quelquefois des membres du Conseil du Roi: dans quels cas principalement, *ibid.* p. iv. Voyez *Aides*. Exemptions dont ils jouirent toujours, leurs veuves même, *ibid.* p. xxv. Dans quel cas ils la perdoient, *ibid.* Informations ordonnées par les généraux des aides, concernant des exemptions réclamées pour l'impôt, p. 120, 121, 122.

Généraux des finances. Leur création. Discours préliminaire, p. iv. Voyez *Superintendans*. Nommés d'abord par les états, ils le sont ensuite par le Roi, et deviennent véritablement ses officiers. Discours préliminaire, p. iv. Impôts affermés par eux, p. 19.

Lettres adressées aux généraux des finances et aux généraux de la justice des aides,

— du 26 juillet 1467, prononçant l'exemption de la gabelle pour le Parlement, p. 3. Voyez *Parlement de Paris*.

— du 26 juillet 1467, asseyant les gages du Parlement sur la gabelle, p. 5. Voyez *Parlement de Paris*.

— du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 1.^{er} octobre 1467, en faveur de la ville de Cambrai, p. 18. Voy. *Cambrai*.

— du 3 novembre 1467, pour augmenter les membres du Parlement de Bordeaux, et nommer l'archevêque d'Acqs à une place de conseiller-clerc, p. 29. Voy. *Parlement de Bordeaux*.

— du 9 novembre 1467, pour faire payer entièrement de leurs gages les officiers ordinaires de la Chambre des aides, avant et par préférence aux officiers

T t t

- extraordinaires, p. 31. Voyez *Aides* (Cour des).
- du 14 novembre 1467, révoquant les foires de Genève, et confirmant celles de Lyon, avec attribution de plusieurs privilèges et franchises, p. 33. Voyez *Lyon*.
- du 6 février 1467, concernant les gages du Parlement, p. 68. Voy. *Parlement de Paris*.
- du mois de février 1467, accordant une exemption annuelle de taille et de guet au roi des archers et au roi des arbalétriers à Laval, p. 73. Voyez *Laval*.
- du 12 avril 1467, relatives à l'affranchissement d'impôts accordé à la ville de Dieppe par des lettres du 26 septembre 1463, p. 77. Voyez *Dieppe*.
- du mois de septembre 1467, accordant aux marguilliers de l'église de Paris les franchises et exemptions d'impôts dont les chanoines jouissoient, p. 81. Voyez *Marguilliers*.
- du 23 juillet 1468, relatives à l'enregistrement des ordonnances sur le quart du sel par les généraux des aides, p. 110. Voyez *Aides* et *Sel*.
- du 14 août 1468, relatives à la présidence de la Cour des aides, p. 112. Voyez *Aides* (Cour des).
- du mois de septembre 1468, confirmant l'exemption de subsides accordée par Charles VI aux habitants de la Romagne, de Robercourt et de Blenencourt, et concédant un droit de justice à l'ordre de Malte dans l'arrondissement d'une commanderie, p. 119. Voyez *Robercourt*.
- du 14 octobre 1468, concernant le droit réclamé par le Duc de Bourgogne, de percevoir à son profit les tailles et les aides dans quelques prévôtés de Picardie, et de nommer les élus d'Amiens, p. 133. Voyez *Bourgogne* (Charles, Duc de).
- du 14 octobre 1468, assurant au Duc de Bourgogne la jouissance paisible du grenier à sel de Grandvilliers, p. 157. Voyez *Sel*.
- du 14 mars 1468, ratifiant le traité conclu avec le Duc de Bourgogne, p. 197: voir aussi la p. 198. Voy. *Traité*.
- du mois d'avril 1469, donnant la Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 209. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du 10 juin 1469, portant décharge des deniers reçus par le Duc de Guienne, p. 226. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du 18 septembre 1469, confirmant un appointement relatif aux pays formant l'apanage du Duc de Guienne, p. 255. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du 17 septembre 1469, révoquant des dons faits et des privilèges accordés, à l'avènement du Roi, à plusieurs villes de Guienne, p. 257. Voy. *Guienne*.
- du 18 septembre 1469, donnant un supplément d'apanage au Duc de Guienne, p. 258. Voyez *Apanage*.
- du 8 novembre 1469, relatives à l'enregistrement de celles qui avoient donné la Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 263. Voyez *Apanage*.
- du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou, p. 283. Voyez *Sel*.
- du 6 juin 1470, établissant un second président en la Chambre des aides, p. 305. Voyez *Aides* (Cour des).
- du 28 septembre 1470, pour autoriser la ville d'Auxerre à lever un droit de barrage sur les vins qui passeront dessus et dessous le pont de leur ville pendant dix ans, p. 329. Voyez *Auxerre*.
- du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les franchises et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.
- du 10 novembre 1470, accordant un amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voy. *Normandie*.
- du mois de novembre 1470, établissant des foires à Caen, p. 344. Voyez *Caen*.
- du mois de novembre 1470, confirmant des privilèges accordés aux habitants de divers lieux, p. 350. Voyez *Cabarès*, *Iles Fournes*, *Limousin*, *Salignan*, *Villaine*.
- du mois de novembre 1470, exemptant de tailles, aides et subventions quelconques, le chapitre et l'hôpital du Puy-en-Velay, p. 351. Voyez *Puy* (le).
- du 29 décembre 1470, relative au nombre des officiers de la Cour des aides, p. 357. Voyez *Aides* (Cour des).
- du 19 janvier 1470, affranchissant les bouchers de Beauvais des droits qu'on leur imposoit, p. 366. Voyez *Bouchers*.
- du 11 février 1470, exemptant de tailles et impositions, et de logement

- des gens de guerre, les habitans de Saint-Denis, p. 387. Voyez *Saint-Denis*.
- du mois de février 1470, confirmant les privilèges des arbalétriers de Lagny, p. 390. Voyez *Lagny*.
- du mois d'avril 1471, concernant le sel accordé aux écolâtres d'Amiens pour les pauvres clercs et étudiants, p. 415. Voyez *Amiens*.
- du mois de mai 1471, accordant aux religieux de Saint-Barthélemy de Noyon le sel dont ils avoient besoin annuellement, p. 425. Voyez *Noyon*.
- du 20 septembre 1471, remettant aux habitans d'Issoudun des amendes et autres condamnations prononcées contre eux, p. 441. Voyez *Issoudun*.
- du 29 septembre 1471, accordant exemption de tailles, de subsides et de service militaire, aux officiers du Parlement de Toulouse, p. 447. Voyez *Parlement de Toulouse*.
- du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines du royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- du 24 mars 1471, touchant les fraudes commises par des soldats à l'égard des droits du Roi, p. 468. Voyez *Gens de guerre*.
- du mois de mars 1471, confirmant les droits et franchises des habitans de Fontenay-le-Comte, et leur faisant des concessions nouvelles, p. 470. Voyez *Fontenay-le-Comte*.
- du 23 avril 1472, défendant d'imposer aux tailles les habitans de Lyon pour les biens qu'ils possèdent hors de la ville, p. 480. Voyez *Lyon*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges de la ville de Bergerac, p. 494. Voyez *Bergerac*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges de la ville de Périgueux, p. 497. Voyez *Périgueux*.
- du mois de mai 1472, accordant aux habitans de Marennes et Arvert un abonnement en argent, en remplacement de la taille et de quelques autres impôts, p. 498. Voyez *Marennes*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges de la vicomté de Turenne, p. 504. Voyez *Turenne*.
- du 28 mai 1472, confirmant les privilèges de Saint-Jean-d'Angely, p. 508. Voyez *Saint-Jean-d'Angely*.
- du 3 juin 1472, confirmant les privilèges des habitans de l'île de Ré, p. 514. Voyez *Ré*.
- du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint Denis, et accordant des exemptions de droits et impôts sur les denrées et marchandises, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.
- du mois de juillet 1472, accordant exemption d'impôts, sous quelques modifications, aux habitans de Beauvais, p. 530. Voyez *Beauvais*.
- du 28 octobre 1472, rétablissant un grenier à sel au Pont-de-l'Arche en Normandie, p. 540. Voyez *Pont-de-l'Arche*.
- du mois d'octobre 1472, accordant plusieurs privilèges à l'abbaye de Notre-Dame de Selles en Poitou, p. 543. Voyez *Notre-Dame de Selles*.
- du 10 novembre 1472, faisant des concessions et accordant des exemptions aux habitans des paroisses des Sables d'Olonne et de la Chaume, p. 556. Voyez *Sables d'Olonne*.
- du 29 mars 1472, concernant les foires de Châlons, et assurant des exemptions aux marchands qui y viendront, p. 564. Voyez *Châlons*.
- du mois de mars 1472, accordant exemption d'impôts et de guet et garde pour deux marguilliers de l'église Saint-André d'Avranches, p. 569. Voyez *Avranches*.
- du 22 février 1473, accordant une exemption générale de subsides à Jeanne Lainé, de Beauvais, p. 583. Voyez *Beauvais et Lainé*.
- du 16 octobre 1473, prolongeant pour dix ans un accroissement de droit sur le sel, pour fournir aux gages du Parlement de Paris, et ordonnant de continuer à tenir des audiences de relevée, p. 592. Voyez *Parlement de Paris*. Voir aussi la p. 593.
- du 28 décembre 1473, concernant le paiement des gages des généraux des aides de Paris, p. 600. Voyez *Aides* (Cour des).
- du mois de février 1473, confirmant les privilèges de la Sainte-Chapelle de Vincennes, p. 605. Voyez *Sainte-Chapelle*.
- du 2 mars 1473, accordant aux couleuvriniers d'Amiens les prérogatives, franchises et libertés précédemment accordées aux archers et arbalétriers de la même ville, p. 612. Voyez *Couleuvriniers*.

- du 9 mars 1473, affranchissant de l'impôt de douze deniers par livre les marchandises qui seront vendues ou échangées durant les foires de Provins, p. 617. Voyez *Provins*.
- Généraux des finances en Languedoc**, p. 12. Chevauchées qu'ils y faisoient, et autorité qu'ils y exerçoient, *ibid.* Lettres adressées aux généraux des finances pour le Languedoc, p. 10. Mandement des généraux des finances sur la levée du droit de la double dans cette province, p. 46, note a.
- Lettres adressées aux généraux des finances et aux généraux des aides en Languedoc**,
— du mois de novembre 1470, exemptant de tailles, aides et subventions quelconques, le chapitre et l'hôpital du Puy-en-Velay, p. 351. Voyez *Puy (le)*.
— du 29 septembre 1471, accordant l'exemption des tailles, des subsides et du service militaire, aux officiers du Roi, au Parlement de Toulouse, p. 445. Voyez *Parlement de Toulouse*.
— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- Généraux des finances en Normandie**. Lettres qui leur sont adressées,
— du mois de novembre 1468, ordonnant une prolongation annuelle de la foire tenue à Rouen, nommée *le Parden Saint-Romain*, et accordant exemption d'impôts sur les marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés, p. 161. Voyez *Rouen*.
- Généraux des monnoies**. Voyez *Monnoies*.
Lettres qui leur sont adressées,
— du 18 septembre 1467, ordonnant une fabrication de liards, en Dauphiné principalement, p. 13. Voyez *Liards*.
— du 18 septembre 1467, réglant ce qui concerne les monnoies, p. 14. Voyez *Monnoies*.
— du 18 octobre 1467, ordonnant une nouvelle fabrication de liards en Guienne, p. 24. Voyez *Liards*.
— du 4 janvier 1470, portant règlement général pour le cours des monnoies étrangères, p. 362. Voyez *Monnoies*.
— du mois de juillet 1471, octroyant de nouveau le dixième du monnayage à l'église de Saint-Lô d'Angers, p. 437. Voyez *Angers*.
— du mois d'octobre 1471, créant un monnoyeur à Toulouse, p. 459. Voyez *Monnoyeurs*.
— du 23 mai 1472, concernant l'or de paillote, p. 483. Voyez *Paillotes*.
— du 7 août 1472, concernant des monnoies fabriquées dans le comté de Foix, p. 534. Voyez *Monnoies*.
— du 12 mars 1472, déterminant la valeur de nouveaux écus d'or, p. 563. Voyez *Monnoies*.
— du 26 décembre 1473, donnant cours à une valeur fixée des monnoies de France et de Dauphiné, et permettant le cours de quelques monnoies étrangères, p. 597. Voyez *Monnoies*.
— du 23 mars 1473, interdisant plusieurs monnoies étrangères, et en permettant quelques autres à un cours déterminé, p. 619. Voyez *Monnoies*.
- GENÈVE**. Foires de Genève. Franchises et privilèges qui leur étoient accordés, p. 33. Demande du Duc de Savoie à Louis XI, pour qu'on y transporte deux des quatre foires de Lyon, p. 34 et 35. Ce que fait Louis XI, p. 35 et 36. Voyez *Lyon*. Matière d'or et d'argent portée en quantité aux foires de Genève, p. 33.
Voir sur ces foires la p. 346.
- GENS DE DRAPS**. Voyez *Draps*.
- GENS D'ÉGLISE**. Voyez *Normandie*.
- GENS DE GUERRE**. Les pilleries et vexations que les gens de guerre faisoient éprouver aux sujets du Roi, le portèrent à rendre, le 13 mai 1470, l'ordonnance dont voici le sommaire : 1.^o Ils ne pourront loger que dans les villes closes, où il y a justice ; 2.^o ils ne pourront avoir qu'un cheval ; 3.^o ils ne pourront tenir chiens, oiseaux, furets, filets et autres engins de chasse, sous peine d'être cassés et punis suivant les lois ; 4.^o il y aura un chef de chambre, et l'on ne pourra partir sans qu'il atteste le jour du départ et le nombre de chevaux qu'on emmènera ; 5.^o ceux qui voyageront ainsi, logeront dans une hôtellerie, et paieront leur écot comme les autres voyageurs ; 6.^o ils ne pourront prendre aucuns vivres que dans les marchés ou foires, et du consentement des propriétaires des denrées ; 7.^o s'il n'y a ni foire ni marché dans le lieu où ils seront logés, les gens de la justice leur en feront délivrer pour leur argent, au prix du pays ; 8.^o dans le cas où quelques-uns de ces gens de guerre n'auroient pas de quoi payer leurs vivres, après le quartier à eux dû de leurs gages passés, les gens de justice aussi leur en feront délivrer

en prenant obligation et sûreté des chefs de chambre; 9.^e le trésorier de la guerre ne pourra leur avancer leurs gages, et on ne les paiera qu'après avoir prélevé les dépenses qu'ils auront déjà faites pour leurs vivres; 10.^e et 11.^e si les gens de guerre violent ces ordonnances et se rendent coupables, les juges ordinaires pourront les emprisonner et leur faire leur procès, en l'absence des maréchaux, à qui la connoissance en appartient; les frais qui seront faits seront pris sur leurs gages; 12.^e les juges ordinaires se trouveront à la revue que les maréchaux feront des gens de guerre, pour rapporter les plaintes contre ceux-ci; 13.^e les capitaines ou chefs de chambre donneront à la justice du lieu le nom de leurs hommes d'armes, et chaque homme d'armes celui de ses valets; 14.^e les capitaines les contraindront à renvoyer les gens et chevaux qu'ils ont outre le nombre, les chiens, furets, &c.; ils puniront, d'après les ordonnances, ceux qui s'y refuseroient; 15.^e il est défendu, sous peine de la hart, de prendre, pour porter ses bagages, les chevaux, jumens, charrettes des pauvres gens, de leur prendre des vivres, de prendre robes, couvertures, &c., en gage, pour les rançonner en vivres ou argent; l'article 16 veut que le paiement des ustensiles fournis par les gens des villes se fasse à chaque fois que les gens de guerre seront payés; 17.^e aucun capitaine ne pourra recevoir dans sa compagnie les soldats d'un autre, sans le consentement de ce dernier; 18.^e les capitaines qui ne feroient pas garder cette ordonnance et punir les infractions, perdront leur charge, et répareront à leurs dépens les maux commis, p. 293 et suiv.

Lettres du 24 mars 1471, concernant les fraudes commises par des soldats à l'égard des droits du Roi. Ils faisoient vendre du sel en quantité, ailleurs que dans les greniers royaux, beaucoup de vins aussi et d'autres breuvages en détail, sans vouloir payer le quatrième et le huitième imposés; prenoient du bois dans les forêts royales et autres, sans en rien payer, &c. Le Roi ordonne d'informer contre eux, d'en exiger l'impôt qui auroit été dû et la valeur du bois pris, et de retenir leurs gages dans les mains du trésorier des guerres jusqu'à leur paiement, p. 468 et 469.

Gens de guerre. Sur le logement des gens de guerre et les fournitures qu'on leur devoit, voir la p. 82, art. 1 et 2, et l'art. 9, p. 83. Vexations des gens de guerre dans le

comté de Rodès; plaintes des habitans au Roi, p. 195. Voyez *Rodès*.

Gens de guerre. Voyez *Contributions, Laon, Trèves*.

GÉRARD COUSTEL, abbé de Saint Amand-en-Perle, privé de son abbaye, à cause de ses dilapidations, p. 178, note a.

GÉVAUDAN. Lettres adressées au bailli de Gévaudan,

— du mois de décembre 1469.

Concessions faites par le Roi aux habitans de la ville de Mende, p. 275. Voyez *Mende*.

GISORS. Lettres adressées au bailli de Gisors,

— du 10 juillet 1468, confirmant des immunités accordées aux habitans de la ville d'Arques, pour le transport et la vente de leurs denrées et marchandises, p. 106. Voyez *Arques*.

— du mois de novembre 1468, ordonnant une prolongation annuelle de la foire tenue à Rouen, nommée *le Pardon Saint-Romain*, et accordant exemption d'impôts sur les marchandises qu'on y apportera, le vin et le sel exceptés, p. 161. Voyez *Rouen*.

— du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.

— du 10 novembre 1470, ordonnant un amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voyez *Normandie*.

— du mois de mai 1471, expliquant celles du mois de novembre précédent, sur les anoblissemens et les francs-fiefs, p. 422. Voyez *Normandie*.

— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

GÎTE. Somme payée au Roi par l'abbaye de Lagny, pour n'être pas soumise à l'exercice du droit de gîte, p. 93.

GOLONEA. Quelle mesure c'étoit, p. 178, note a.

GOTHS. Voyez *Charles-le-Chauve*.

GOUJON. Ce qu'on appelle ainsi en menuiserie, p. 466, note d.

GOURVILLE. Don fait par le Roi, au mois de septembre 1472, du comté de Grand-pré et de la seigneurie de Maschaut, à Jean de Norogier, dit *Gourville*, p. 538, note a.

GOVERNEUR de Dauphiné. Lettres qui lui sont adressées,

— du mois de septembre 1471,

- touchant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- Gouverneur de Languedoc, Gouverneur de Roussillon.** Les mêmes lettres leur sont adressées, *ibid.*
- GRAISSES.** Imposition sur les graisses. Voyez *Bouchers*.
- GRAND-CONSEIL.** Lettres qui lui sont adressées,
— du 14 octobre 1468, traité avec le Duc de Bourgogne, p. 198. Voyez *Traité*.
— du 23 avril 1472, défendant d'imposer aux tailles les habitants de Lyon pour les biens situés hors de la ville, p. 480. Voyez *Lyon*.
— de . . . 1472, relatives aux collations des bénéfices, exercées par l'envoyé du Pape, p. 554. Voyez *Bénéfices*.
- Grand-Conseil** du Duc de Bourgogne. Le Roi, par des lettres patentes du 14 octobre 1468, octroie au Duc de Bourgogne de connoître, ou par lui-même, ou par les gens de son grand-conseil, de toutes les causes qui seront portées devant eux, avec quelques modifications indiquées dans ces lettres; les appels, auparavant, étoient souvent portés au Parlement de Paris, p. 150.
- GRANDS JOURS.** Le Duc de Guienne pourra les faire tenir où et quand il voudra, dans toute l'étendue des lieux que le Roi lui donne pour apanage, p. 210.
- Grands Jours de Guienne,** p. 389.
- GRANDS-MAÎTRES de la maison du Roi.** Ce fut Charles de Melun, jusqu'en 1467; le Comte de Dammartin le remplaça. Voyez *Dammartin* et *Melun* (Charles de). Voyez aussi *Mortagne* (Jean de).
- GRANDVILLIERS.** Lettres concernant son grenier à sel. Voyez *Sel*.
- GRASSELAGE.** Quel impôt c'étoit, p. 484, note c, et p. suiv.
- GRAVILLE.** Don fait par le Roi, septembre 1472, au seigneur de Graville, des droits et justices qui lui appartenoient, p. 538, note a.
- Graville** (Le seigneur de). Voyez *Chartres*.
- GRELLE** (Blaise de), ou **GRESLY**, archevêque de Bordeaux, au temps de Louis XI. Nommé conseiller-clerc au Parlement de cette ville, lors de son institution, p. 30. Époque de sa mort, et erreur commise à ce sujet par les auteurs du *Gallia christiana*, p. 29, note e.
- GREFFIER** ou secrétaire de l'ordre de Saint-Michel. Voir les art. 24, 25, 61, des statuts de Louis XI pour cet ordre, p. 243, 244, 253.
- GRENIERS à sel.** Établissement de greniers à sel. Voir *Pont-de-l'Arche* et *Sancoins*.
- Greniers à sel.** Voyez *Sel*.
- GRENOBLE.** Lettres du 20 juin 1468, qui assurent aux prévôt et chapitre de Saint-André, dans cette ville, le droit de nommer à tous les canonicats et bénéfices qui y seroient vacans, p. 90 et suiv. Elles rappellent et renferment un acte de 1227, par lequel l'évêque de Grenoble avoit reconnu ce droit, et déterminé quelques obligations du prévôt et des autres personnes du chapitre. Le Comte André (Guigues VI), Dauphin de Viennois, avoit juré l'observation de cet acte, p. 90 et 91. Quelques années avant les lettres patentes de Louis XI, on avoit essayé pourtant de resserrer l'exercice des droits du chapitre; c'est ce qui excita ses plaintes, auxquelles le Roi accorda un plein succès, p. 92. Voyez *Saint-André*.
- GREVER,** pour outrager, faire violence, injustice, p. 239 et note d.
- GROS.** *Demi-gros*, *quart de gros*. Voir principalement la p. 364 et la p. 598.
- GUERDONNER,** pour récompenser. Discours préliminaire, p. xij et note h.
- GUERRE.** Concessions faites ou exemptions accordées pour dédommager des maux occasionnés par la guerre, p. 51, note b. Voyez *Beauvais*, *Évreux*, *Orléans*, *Rollés*, *Saint-Denis*.
- GUET.** Exemptions que Charles V en accorde. Voyez *Université d'Orléans*, *Université de Paris*. Voy. aussi au mot *Exemptions*. Concession du droit de guet, p. 575. Voyez ce mot.
- Guet et Garde.** Exemptions de cet impôt. Voyez p. 5 et 6. Autorisation donnée par des lettres du Roi à Olivier de Coëtivy, d'exiger le guet et garde des habitants d'une terre qu'il avoit en Saintonge, et dont le château alloit être reconstruit à une autre place que celle où il étoit d'abord, p. 51. Deniers levés pour le guet des places en temps de guerre, p. 71, art. 2. Exemption annuelle que Louis XI en accorde au roi des archers et au roi des arbalétriers à Laval, p. 73. Voyez *Archers*. Exemptions qu'en avoient les chanoines et les marguilliers de l'église de Paris, p. 81. Voyez *Marguilliers*. L'abbé commendataire de l'abbaye de Sainte-Trinité et de Sainte-Catherine près de Rouen avoit un droit ancien d'exiger des habitants de quelques

provinces le guet et garde, ou le paiement d'une somme pour en être affranchis ; le capitaine du château de Rouen n'en voulut pas moins les exiger d'eux pour ce château même. Le Roi, par des lettres du mois de septembre 1468, ordonna qu'ils feroient en l'abbaye les guet et garde réclamés, ou paieroient la somme prescrite pour en être dispensés, les exemptant de tout service semblable au château de Rouen, p. 117 et *suiv.* Le Roi en exempta ceux qui travailleroient aux mines du royaume, p. 447. Voyez *Mines*. Il confirme l'exemption que Charles VII en avoit accordée à diverses personnes attachées à l'église de Saint-Martin de Tours, p. 474 et *suiv.* Voyez *Tours*. Il en exempta deux marguilliers établis dans l'église de Saint-André d'Avranches, p. 569 et 570. Voyez *Avranches*. Il octroie un droit de guet au monastère de Cusset, pour le dédommager des dépenses qu'occasionnera l'obligation de faire reconstruire des fortifications tombées, p. 575 et 576. Voy. *Cusset*. Exemption de guet et garde-porte pour Colin Pilon et sa femme, en récompense du dévouement et du courage que celle-ci avoit montrés pendant le siège de Beauvais. Voyez *Beauvais* et *Lainé* (Jeanne).

GUILLERMUS, monnoie. Voir la p. 598.

GUIRENCIA, p. 182 et note *c*.

GUIENNE. Lettres du 18 octobre 1467, qui ordonnent une nouvelle fabrication de liards dans cette province, p. 24. Une monnoie semblable y avoit cours depuis long-temps, *ibid.* Monnoies étrangères dont le cours y étoit l'objet de beaucoup de fraudes, *ibid.* Concession de la Guienne pour apanage au frère du Roi, à la place du duché de Normandie, qu'on lui avoit précédemment donné au même titre, p. 209 et *suiv.* Voy. *Berry* (Charles, Duc de). Commissaires nommés par le Roi pour le mettre en possession de son nouvel apanage, p. 211. Serment des deux Princes, p. 211 et note *b*. Renonciation à faire par le Duc de Guienne de ses droits sur le Berry et sur la Normandie, p. 211, 213. Les commissaires royaux ne lui ayant pas accordé tous les pays qu'il réclamoit, le Duc s'adressa au Roi, qui chargea de l'examen de la question quelques personnes, lesquelles rédigèrent un

appointement que Louis XI adopta et confirma le 18 septembre 1469, p. 255 et *suiv.* Voir, pour l'approbation donnée aussi par le Duc de Guienne, la note *b* de la p. 258. Par des lettres du même jour, le Roi révoqua plusieurs dons faits et des privilèges accordés, depuis son avènement au trône, à différentes villes de Guienne, p. 257 et 258.

Guienne. Lettres adressées au sénéchal de Guienne,

— du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines* et *Forges*.

— du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace, ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François, Duc de).

— du mois de mai 1472, confirmant les privilèges des habitants de Guienne, p. 505. Voyez *Guienne*.

— du mois de mai 1472, confirmant les habitants de Saintes dans tous leurs privilèges et franchises, ordonnant la restitution des biens à ceux qui en avoient été dépouillés pendant les divisions intestines, et annulant les dons qui en avoient été faits, p. 507. Voyez *Saintes*.

— du mois de mai 1472, confirmant les privilèges des habitants de Blaye, et leur accordant une mairie et un gouvernement municipal, p. 509. Voyez *Blaye*.

— du mois de juin 1472, accordant le droit de tester et de disposer de leurs biens à tous les étrangers qui viendront habiter Bordeaux, p. 524. Voy. *Bordeaux*.

— du mois de juillet 1472, confirmant les coutumes, établissemens et franchises des habitants de Bayonne, p. 526. Voyez *Bayonne*.

— du mois de février 1472, relatives à l'hommage et au serment de fidélité des petits-enfans du Comte de Foix, p. 461. Voyez *Foix*.

— du mois de mai 1473 ; attribuant aux maire et jurés de Bordeaux la police et juridiction sur tous les navires qui viendront au port et havre de cette ville, p. 576. Voyez *Bordeaux*.

H

HANAP. Ce que ce mot signifie, p. 382 et note *g*.

HANSE, pour association de marchands,

communauté d'artisans, p. 411 et note *b*. Autre signification qu'il a encore, *ibid.*

HANSE TEUTONIQUE. A quelle association

on donna ce nom, p. 585, note *b*. La Hanse Teutonique avoit fait exprimer au Roi le désir du rétablissement de la paix entre elle et lui, et avoit d'abord demandé unetrêve de huit ou dix années. Le Roi l'accorde pour dix ans, pendant lesquels tous les marchands de la Hanse Teutonique pourront venir librement en France, par terre et par mer, y demeurer, y amener des marchandises et en remporter, ainsi que tous les sujets du royaume, lesquels auront à leur tour la même faculté dans tous les lieux et villes qui font partie de cette association. Le Roi confirme d'ailleurs tous les privilèges qu'elle avoit reçus de ses prédécesseurs et de lui, et promet d'y ajouter ce qui paroîtroit convenable et nécessaire. Une lettre missive du Roi, adressée aux députés de la Hanse Teutonique, est mise en note des lettres patentes dont nous venons d'indiquer l'objet. Il y dit que leur inimitié commune pour les Anglois, et l'avantage que chacun d'eux doit trouver dans leur union mutuelle, lui ont fait adopter la proposition de la trêve, et demande d'être prévenu quinze jours d'avance, s'ils avoient dans la suite l'intention de la rompre : cette lettre est du 26 août 1473. Les lettres patentes avoient été données le 25 août : le Roi y exprime les mêmes sentimens d'amitié qu'il avoit exprimés la veille, et la même résolution de maintenir et accroître leurs privilèges, p. 585 et *suiv.*

HARDIS, monnoie d'abord appelée ainsi. Voyez la p. 24 et la note *b*, et les p. 363 et 598.

HARNOIS. Les habitans de Lyon donnent au Roi 3987 livres, prix de deux cents harnois complets qu'on y avoit achetés, p. 35. Comment ces harnois furent distribués, *ibid.*

HARRECOURT (Jean de). Permission que le Roi lui donne, juillet 1472, de fortifier une de ses terres, p. 335, note *b*.

HAUTE JUSTICE. Don que le Roi en fait à diverses personnes dans leurs terres, p. 278, note *d*. Voyez *Bresse* (Jean de) et *Dreux*.

HAUTE TRAHISON. Voy. *Alençon* (Jean II d') et *Melun* (Charles de).

HEAUMIERS. Exempts d'impôts pour les ouvrages de leur métier vendus dans le royaume. Discours préliminaire, p. xxv. Quels ouvriers c'étoient, et d'où ils tiroient leur nom, *ibid.* note *c*.

HÉLYOT DE LA SEIGNE. Nouvelles lettres de noblesse que le Roi lui accorde au mois de décembre 1470, p. 361, note *a*.

HENDRY. Voyez la p. 467 et la note *d*.

HENRI II. Sur une loi de ce Prince, concernant des destitutions d'offices, voyez la note *g*, p. 26.

HENRI VI, Roi d'Angleterre, et se disant Roi de France. Il fonde une université à Caen. Discours préliminaire, p. xxij. Il confirme les privilèges de l'université de Paris, *ibid.* p. xxij. Exemptions qu'il avoit accordées au Parlement de Paris, *ibid.* note *k*.

HENRI I.^{er}, Comte de Champagne. Don qu'il fait au chapitre de Saint-Macloud, p. 460 et *suiv.* Voyez *Saint-Macloud*.

HENRI, monnoie. Voir la p. 364, et le mot *Espagne*.

HÉRAULT ROI D'ARMES de l'ordre de Saint-Michel, créé par Louis XI. Voir l'art. 29, p. 245; l'art. 40, p. 248, et les art. 45 et 49, p. 250.

HOAS (Pierre). La noblesse lui est accordée par des lettres de Louis XI, du mois de septembre 1472, p. 563, note *a*.

HOMENAIN, dans la châtellenie de Tournay. Ses habitans avoient reçu d'un de leurs seigneurs, en 1342, des lettres qui leur accordoient un droit de pâturage pour leurs animaux, moyennant une redevance annuelle. Ils en demandant la confirmation à Louis XI, qui la leur octroie par des lettres du mois de juin 1468, p. 102 et 103.

HOMMAGES des comtes de Foix et d'Armagnac. Le Roi se les réserve, ainsi que le ressort par appel, en donnant la Guienne à son frère, p. 210. Le Duc de Guienne recevra cependant leur hommage pour les terres et seigneuries qu'ils tiennent en fief du Roi, p. 211. Hommage fait à Louis XI après la mort de Gaston IV, au nom des petits-enfans de ce Prince, p. 560, 561 et 562. Voyez *Foix*.

HONNEUR, *honor*. Ce que ce mot signifia long-temps, p. 25, note *b*. Distinction faite alors entre offices et charges, *ibid.* A quelles fonctions s'appliquoit exclusivement le mot *honor* ou office, *ibid.* Charge, *onus*, n'exprimoit que des fonctions bien inférieures, *ibid.*

HONOR, pour territoire, arrondissement, *banlieue*, p. 182.

HÔPITAUX. Exemption accordée par Philippe-Auguste aux léproseries. Discours préliminaire, p. xvij. Voyez *Dime Saladin* et *Philippe-Auguste*. Exemption du droit de prise accordée par Philippe-le-Bel à d'autres établissemens hospitaliers. Discours préliminaire, p. xvij. On les exempta des droits mis sur les acquies faits par les gens d'église, *ibid.* Don aux hôpitaux

hôpitaux de plusieurs confiscations, *ibid.* p. xvij, note a.

Hôpitaux. Voyez *Moladeries*.

HÔPITAL des Quinze-vingts. Voyez *Quinze-vingts*.

Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem. Exemption d'impôts accordée à ses religieux. Discours préliminaire, p. xvij.

Hôpital du Puy-en-Velay. Exemptions que les Rois lui accordent, p. 351 et *suiv.* Voyez *Puy* (le).

Hôpital du Saint-Esprit à Bayonne. Voyez *Bayonne*.

HOSPITALIERS. Voyez la note a de la p. xxj du Discours préliminaire. Lois de Charles V et de Charles VI qui les concernent, *ibid.*

HOSTALARIUS, HOSTILAGIUM. Signification de ces mots, p. 187, note d.

HÔTEL-DIEU de Paris. Diverses lois qui le concernent, p. 7, note b. Lettres de Louis XI, le 29 juillet 1467, pour assurer la plus prompt expédition aux procès de l'hôtel-dieu qui seroient pendans au Châtelet de Paris, p. 7. Lettres du mois de septembre 1473, par lesquelles il lui est octroyé qu'il puisse tenir et posséder les terres, rentes, justices, fiefs et possessions quelconques, sans que, sous l'ombre des commissions données ou à donner pour les francs-fiefs et nouveaux acquêts, on puisse l'inquiéter, et en outre, qu'il puisse acquérir, de quelque manière que ce soit, jusqu'à deux cents livres parisis de rente en fiefs nobles ou charges roturières, et les tenir comme amorties sans donner aucune finance ou indemnité, p. 89 et *suiv.* Philippe-le-Bel avoit prononcé un amortissement semblable, et l'hôtel-dieu en avoit long-temps joui; mais ses administrateurs craignirent que les commissaires nommés par le Roi pour le fait des francs-fiefs ne voulussent les contraindre à payer pour les biens acquis, ou à les mettre hors de leurs mains, p. 259.

Philippe-le-Bel l'exempte de toute prise d'animaux et de voitures pour le transport de ses denrées. Discours préliminaire, p. xvij. Jean II l'exempte aussi de toute prise pour le Roi, la Reine et les Princes du sang, *ibid.* Plusieurs dons et exemptions octroyés encore à l'hôtel-dieu de Paris, *ibid.* p. xvij et *suiv.* Voir aussi les notes.

Hôtel-dieu de Reims. Plusieurs dons de maisons et de terres lui avoient été faits, et il n'en avoit pas encore obtenu l'amortissement. Louis XI le lui accorda par ses lettres du mois de mars 1469, p. 289 et *suiv.*

Tome XVII.

Hôtel du Roi et des Princes. Exemptions d'impôts pour leurs officiers et pour les objets de subsistance. Discours préliminaire, p. xxv et xxvj.

HÔTELIERS. On les exempte des droits d'aide pour l'avoine et le foin vendus à ceux qui logeoient dans leurs hôtelleries. Discours préliminaire, p. xxv.

HUCHERS. Voyez *Tonneliers*.

HUISSIERS. Douze huissiers, le premier et celui des enquêtes compris, avoient été créés lors de la première institution du Parlement de Paris, pour y servir et faire les exploits à leur office appartenant; un treizième fut établi ensuite, appelé l'*huissier-portier*, chargé d'ouvrir et fermer la porte du palais, et ayant, à ce titre, outre les gages ordinaires, logement dans l'intérieur. A l'époque où l'occupation de Paris par les Anglois fit transférer le Parlement à Poitiers, de nouveaux huissiers ayant été nommés, des lettres de Charles VII en ordonnèrent la réduction au nombre ancien : néanmoins Louis XI avoit donné plusieurs offices semblables, et l'on cherchoit à en obtenir encore de lui; mieux instruit des lois rendues par ses prédécesseurs, il déclara, par des lettres du 6 juillet 1468, que, voulant s'y conformer, obvier aux inconvéniens d'un accroissement de gages et d'officiers, assurer aux huissiers ordinaires de quoi mieux soutenir leur état et leur famille, il casse et annulle les dons extraordinaires qui pourroient en avoir été faits au-delà du nombre de quatorze, laissant subsister deux surnuméraires auxquels les deux premières places vacantes appartiendront, défendant d'en impêtrer jusqu'à ce que ces deux-là soient devenus titulaires, sous peine d'amende arbitraire. Le Roi confirme de plus par les mêmes lettres tous les droits, privilèges et franchises des huissiers au Parlement, p. 103 et *suiv.* Il avoit rendu une ordonnance à leur sujet, au commencement de son règne. Voir la p. 104, note e.

Huissiers du Parlement de Paris. Exemptions dont ils jouissoient. Voy. *Parlement*. Nommés par le Roi gardiens de la sauvegarde octroyée à la cathédrale de Langres, p. 546.

Huissier-portier du Parlement, Parliamentarius. Sur son institution, ses fonctions et son traitement, voir la p. 103 et la note d.

Huissiers. Édit de Louis XI, du 30 octobre 1473, portant création d'un office d'huissier à la Chancellerie et au Grand-Conseil, et règlement de ses fonctions et de ses droits, p. 594, note a.

HUITIÈME. Exemptions du droit de huitième

VVVV

sur le vin, p. 21. Voyez *Secrétaires du Roi*. Exemption du même droit pour les marguilliers de Notre-Dame de Paris, p. 81. Exemption semblable pour les officiers du Parlement de la même ville, p. 111. Voyez sur ce droit p. 468, 469, 480, 500, 501, 502, 503, et le Discours préliminaire, p. xx.

HUMBERT II, Dauphin de Viennois. Dans

quels cas seulement il permettoit de lever un impôt sur les nobles. Discours préliminaire, p. xvj.

HYPOTHÈQUE. Louis XI promet, sur l'hypothèque et obligation de tous ses biens, d'observer le traité qu'il fait avec le Duc de Bretagne, p. 115. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

Hypothèque. Voyez *Villemonble*.

I

ILES FOURNES (les), en *Languedoc*. Louis XI confirme, au mois de novembre 1470, les privilèges qui leur avoient déjà été accordés, p. 350.

ILLUSION, pour *dérision*, p. 44 et note a.

IMMEUBLES. Droit sur les immeubles, quand ils changeoient de propriétaire. Discours préliminaire, p. xv. Contestations à ce sujet entre les églises et les seigneurs, *ibid.* Comment S. Louis les décide, *ibid.* Voir *Biens*.

IMMUNITÉS. Formule ancienne d'exemption dans les lettres d'immunités. Discours préliminaire, p. xv.

Immunités accordées aux marchands de Flandre, p. 126, note g.

IMPOSITIONS, IMPÔTS. Quelle étoit la forme de la répartition et de la perception de l'impôt, dans les XII.^e et XIII.^e siècles. Discours préliminaire, p. ij et aux notes. Quelle elle fut dans le XIV.^e siècle et dans le XV.^e Discours préliminaire, p. ij et *suiv.* A qui appartenait la nomination de ceux qui devoient asseoir et percevoir l'impôt, *ibid.* p. iv et *suiv.* Mesures prises pour réprimer les exactions et malversations commises en fait d'impôts. Discours préliminaire, p. v et *suiv.* Détail de ces exactions et de ces malversations, *ibid.* p. vj. Voyez *Réformateurs*. Nouvelle loi pour réprimer les abus toujours subsistans sur l'assiette et la levée de l'impôt, *ibid.* p. vij et *suiv.* Insurrection dont l'impôt est le prétexte, au commencement du règne de Charles VI, *ibid.* p. viij. Excès auxquels les séditieux se livrèrent, *ibid.* Rétablissement de l'impôt et mesures prises pour en assurer la levée et punir les coupables, *ibid.* p. ix. Comment on l'affermoit, *ibid.* p. x. Cela s'appeloit vendre l'impôt, *ibid.* Voir, sur les enchères relatives aux contributions, les p. x et xj du Discours préliminaire. Règles prescrites à ce sujet par Jean II et Charles V, *ibid.* p. x. Voyez *Enchères* et *Fermiers*. Nouveaux efforts des lois contre l'avidité des fermiers et les prévarications des percepteurs, *ibid.* Défenses qu'on leur fit de toute espèce de trafic ou de com-

merce, *ibid.* p. xj. Voyez *Commerce*. Autres mesures prises pour assurer l'exécution de leurs devoirs et éloigner tous les moyens de corruption, *ibid.* Loi pour défendre de réclamer, comme on le faisoit, le même impôt, quoique les malheurs de la guerre eussent diminué la population, *ibid.* p. xij. Juges indiqués, dans certains cas, pour les contestations relatives à l'impôt, *ibid.* p. xij et xij. Voyez *Crisés*, *Evêques*. Peine de quelques délits commis par les redevables, *ibid.* p. xij. Poursuite et peines de ceux qui se révoltoient contre les percepteurs, *ibid.* p. xiv. De quelques objets qu'on ne pouvoit saisir pour non-paiement de l'impôt, *ibid.* p. xiv et note g. Des cas où l'exemption des ecclésiastiques cessoit ou pour eux ou pour leurs biens, *ibid.* p. xvj et xvij, et aux notes. Voyez *Ecclésiastiques*, *Philippe III*, *Philippe IV*, *Tailles*. Exemption d'impôts accordée par différens Princes à des établissemens hospitaliers ou d'instruction publique, *ibid.* p. xvij et *suiv.* Voyez *Exemptions*, *Hôpitaux*, *Hôtel-dieu de Paris*, *Universités d'Angers*, *d'Orléans*, *de Paris*, *de Toulouse*. Abus commis, relativement à l'impôt, sous prétexte de scalarité. Discours préliminaire, p. xxj, aux notes.

Impôts mis sur les biens. Déclaration et serment exigés du propriétaire. Discours préliminaire, p. ij et v. Impôt sur les marchandises, *ibid.* p. ij. Voyez *Lyon*. Poursuites ordonnées contre ceux qui ne paieroient pas l'impôt. Discours préliminaire, p. ij et ij. Mesures prises contre ceux qui cherchoient à s'y soustraire. Voyez *Gens de guerre*. Prétentions des seigneurs sur le droit d'imposer; elles sont repoussées par le Roi, p. 486 et 487. Voyez *Paillole* et *Subsides*. Impôts mis par les seigneurs. Voyez la p. ij du Discours préliminaire.

Impôts. Sur différens impôts perçus sous la première race, voir la p. 522, note d. Sur l'impôt mis, au 14.^e siècle, pour la délivrance de Jean II, prisonnier des Anglois. Discours préliminaire, p. iv.

Impositions, Impôts. Comment leur perception est réglée pendant la trêve convenue entre le Roi et le Duc de Bretagne, p. 78, articles 2 et 3. Sur les exemptions générales et particulières d'impôts, voyez *Exemptions*. Levée des impôts considérée comme pouvant déroger à la noblesse, p. 174. Voyez *Noblesse*.

Imposition foraine et de douze deniers pour livre. Vexations de ses fermiers envers les habitants de Cambrai; ce que prescrit Louis XI, p. 18 et 19. Voyez *Cambrai*. Ferme de cet impôt; objets sur lesquels on le levait, p. 19. Les habitants de Dieppe craignent qu'on ne veuille les y soumettre, quoique des lettres du Roi les aient affranchis de toute imposition, p. 78. Voyez *Dieppe*. On veut l'exiger des habitants de la commanderie de la Romagne; ils obtiennent plusieurs confirmations de leur affranchissement, p. 120 et *suiv.* Voyez *Robertcourt*. Le Duc de Bourgogne se plaignoit d'être troublé dans la levée d'un droit qu'il devoit percevoir aux confins du royaume, et aussi de ce que la caution demandée aux marchands l'étoit dans des formes contraires à celles qu'un ancien usage avoit établies; le Roi, par des lettres du 14 octobre 1468, ordonna que les cautions seroient formées d'après les formes anciennes; il autorisa pareillement la levée de l'imposition foraine réclamée par le Duc de Bourgogne. Des commissaires mutuels devoient aussi régler ces demandes faites au sujet du droit des hauts passages, p. 153 et *suiv.* Voyez *Passage*. Voyez *Saint-Quentin*, *Provins*. Voyez aussi la p. 502.

Impôts. Voyez *Acapta*, *Acquit*, *Aides*, *Appâtis*, *Assis*, *Aubaine*, *Aubenage*, *Avoine*, *Bannia*, *Barrage*, *Bois*, *Bouchers*, *Bougies*, *Cens*, *Centième*, *Chaussée*, *Cinquantième*, *Cinquième*, *Copagium*, *Couste*, *Coutume*, *Cuir*, *Décimes*, *Dimes*, *Double*, *Emprunt*, *Équivalent*, *Estallage*, *Explectata*, *Fenestrage*, *Foin*, *Formariage*, *Forum*, *Fouage*, *Four*, *Fournage*, *Gabelle*, *Gants*, *Garde royale*, *Garenne*, *Gite*, *Graisses*, *Grasse-lage*, *Guet* et *Garde*, *Heaumières*, *Hôpitaux*, *Hôtel-dieu*, *Hôteliers*, *Huitième*,

Immeubles, *Lances*, *Leude*, *Lods* et *Ventes*, *Mansio*, *Moulin*, *Mouure*, *Mutation*, *Mutum*, *Naufage*, *Obliâ*, *Paille*, *Panage*, *Paratæ*, *Passage*, *Pastus*, *Péage*, *Pied fourché*, *Poisson*, *Pontage*, *Ports* et *Passages*, *Prise*, *Quart*, *Quarterium*, *Quartones*, *Quatrième*, *Quint*, *Rachat*, *Redevances*, *Rotaticum*, *Sel*, *Sextierage*, *Soquet*, *Subsides*, *Tabernagium*, *Tailles*, *Tascha*, *Terrage*, *Tolage*, *Tonnage*, *Ton-lieu*, *Travers*, *Treu*, *Trezenum*, *Truage*, *Usaticum*, *Venda*, *Vendagium*, *Vin*, *Vinage*.

IMPROPÉRER, pour reprocher, p. 215 et note d.

INAMOVIBILITÉ des offices. Loi qui la prononce. Voyez *Offices*.

INCANTATOIRES. Sens de ce mot, p. 374 et note a.

INCARITATOIRES, p. 454 et note a.

INCURRIMENTUM. Signification de ce mot, n. 184 et note l.

INDICT. Sur ce mot appliqué à l'impôt, voir p. 23 et note b.

INDULT. Substitution proposée de ce mot à celui d'*indict*, dans une déclaration relative aux immunités, franchises et privilèges de la ville de Die en Dauphiné, p. 23 et note b.

INFORMATIONS ordonnées par les généraux des aides, pour des franchises réclamées, p. 119 et *suiv.* Voyez *Robertcourt*.

INHORTEMENT, pour *instigation*, p. 489 et note c.

INMOIENNEMENT. Sens de ce mot, p. 314 et note a.

INSTRUCTION des procès criminels. Voyez *Procès*.

INSURRECTION. Voyez *Charles VI* et *Impôts*.

INVESTITURES. Voyez *Fiefs*.

ISSOUDUN. Les grenetier et contrôleur de cette ville y avoient condamné à l'amende plusieurs habitants, pour n'avoir pas pris leur sel au grenier du Roi. Le Roi remet ces amendes, et impose, sur ce, silence à ses officiers, p. 441 et 442.

ITALIE. Lois en faveur de ses marchands qui venoient en France. Discours préliminaire, p. xxiv.

J

JARGEAU. Lettres d'amortissement accordées par Louis XI à son église, au mois de novembre 1470, p. 361, note a.

JEAN II. Officiers auxquels il confie la haute surveillance des aides. Discours prélimi-

Tome XVII.

naire, p. iij. Comment il les choisit; *ibid.* Receveurs qu'il établit aussi, *ibid.* Serments prêtés par tous ces fonctionnaires, *ibid.* Plusieurs lettres de ce Prince, concernant l'assiette et la levée des impôts, *ibid.* et p. v.

Vvvv ij

Ordonnance pour assurer la rentrée de ce qui pouvoit rester dû par les fermiers ou les sous-fermiers des contributions publiques, *ibid.* p. v. Aide mise pour sa rançon, *ibid.* p. iv. Il renouvelle les immunités accordées aux ecclésiastiques par S. Louis, *ibid.* p. xvij. Il confirme des lettres de son fils, Régent, en faveur des hôpitaux de Provins et de Pontoise, *ibid.* Voyez *Pontoise* et *Provins*. Exemptions qu'il accorde pareillement à l'hôtel-dieu de Paris et à l'hospice des Quinze-vingts, *ibid.* p. xvij et xvij. Exemptions qu'il accorde à la ville de la Rochelle, *ibid.*

Lettres de ce Prince en faveur des maîtres et étudiants de l'université de Paris. Discours préliminaire, p. xviii et note d. Ses lettres concernant les Juifs. Voyez *Juifs*. Il affranchit du service militaire les notaires, les médecins et les juriconsultes. Discours préliminaire, p. xxv, note l. Exemption qu'il accorde aux membres du Parlement, *ibid.* Voyez *Parlement de Paris*.

JEAN II. L'Auvergne érigée par lui en duché pour un de ses frères, p. 38, note b. Il confirme les privilèges accordés au chapitre de Saint-Maclood par un Comte de Champagne, p. 460. Il confirme les lettres de Philippe de Valois, qui portoient à douze les examinateurs au Châtelet de Paris, p. 621, note b.

JEAN, Duc de Berry, Comte de Poitiers, fils du Roi Jean, p. 38, note b.

JEANNE DE NAVARRE, femme de Philippe-Bel, p. 392 et note e, 396.

JEANNE, fille naturelle de Louis XI, p. 39. Voyez *Bourbon* (le bâtard de) et *Usson*.

JEANNE, fille de Raymond VII, Comte de Toulouse. Son mariage avec Alphonse, frère de S. Louis, transmet ce comté à ce Prince. Voir la p. 184 et ses notes.

JEANNE, bâtarde d'Alençon. Voyez *Mauement* (Gui de)

JOINVILLE. Lettres d'amortissement, du mois de février 1470, pour le chapitre de Joinville, p. 384, note c.

JOURNÉE, pour *saluire par jour*. Discours préliminaire, p. vj et note f.

JOYAUX. Voyez *Ornemens*.

JUGES. Affranchis de diverses contributions. Discours préliminaire, p. xxv.

JUGE-MAGE. Abolition de cet office à Toulouse, p. 56. On renvoie les matières dont il connoissoit, au sénéchal ou à son lieutenant, p. 57. L'office est rétabli par des lettres de Louis XI, du 8 janvier 1468, p. 56 et 57. En faveur de qui, p. 56. Voyez *Lebrun* (Guillaume). On ne pouvoit contester cet office à quelqu'un qui fût

né à Toulouse; exception faite en faveur de Guillaume Lebrun, et habilitation que le Roi lui donne, *ibid.*

JUIFS. Lettres de Jean II et de Charles V sur les Juifs qui venoient exercer leur trafic en France. Franchises qu'on leur accorde; redevances qu'on leur impose. Discours préliminaire, p. xxiv.

JURÉS. Officiers municipaux désignés par ce nom. Voyez les p. 435, 496, 507, 510, 557, 576.

Jurés. Métiers-jurés. Voyez *Avènement*, *Boulangers*, *Bouchers*, *Chaussetiers*, *Fontenay-le-Comte*, et les lois qu'ils concernent, p. 458 et note d.

Jurés de différens métiers. Voyez *Boulangers*, *Bouchers*, *Brodeurs*, *Tisserands*.

JURIDICTION. Voyez *Complainte*, *Flandre*, *Grand-Conseil*, *Lille*, *Parlement de Paris*, *Sens*, *Scel*. Réclamation du Duc de Bourgogne, pour qu'on lui rende, sur quelques villages, une juridiction qu'il accuse les officiers du Roi de lui avoir ôtée, p. 158. L'évêque, le prieur et le chapitre de Montauban, ayant cédé à N. Séguier une partie de la juridiction qu'ils avoient sur l'île Made en particulier, avec réserve néanmoins de quelques cens et devoirs féodaux, Louis XI confirma la cession par des lettres du mois de février 1468, p. 180 et suiv. Voyez *Montauban*. Raymond VII, Comte de Toulouse, Alphonse son gendre, fils de Louis VIII, Roi de France et successeur de Raymond au comté de Toulouse, avoient fait à ce sujet, dans le XIII.^e siècle, un acte ou composition inséré dans les lettres de Louis XI, avec l'approbation qu'y donnèrent Philippe III ou le Hardi en 1276, Philippe VI ou de Valois en 1328 et Charles VII en 1442, p. 183 et suiv. Voyez *Alphonse* et *Montauban*. Plaintes de l'évêque de Rodès sur la violation d'un pariage qui régloit l'exercice de la juridiction entre le Comte et lui, p. 193 et suiv. Voy. *Armagnac* (Jean de) et *Rodès*.

Voyez *Amboise*, *Bourges*, *Candé*, *Chapelle-la-Reine*, *Cusset*, *Marche* (la), *Mines*, *Mont-Saint-Michel*, *Notre-Dame de Selles en Poitou*, *Pairie*, *Parlement de Paris*, *Saint-Maclood*, *Tiron*.

Jurisdiction concernant les navires qui arrivoient à Bordeaux. Voyez *Bordeaux*.

JURISCONSULTES. Jean II les affranchit du service militaire. Disc. prélimin. p. xxv.

JUSSION (Lettres de). Le Roi est obligé d'y recourir, pour faire enregistrer par le Parlement de Paris les lettres qui donnoient la Guienne au Duc de Bourgogne,

p. 212 et 227, note *a*. Voir aussi la p. 263. Lettres itératives du Roi pour enjoindre au Parlement de Paris d'enregistrer celles qui établissoient une université à Bourges, p. 264 et *suiv.* Voir *Enregistrement et Université de Bourges*.

JUSTICE. Le Roi accorde au chapitre de Notre Dame de Cléry haute, moyenne et basse justice dans le cloître de l'église; il l'autorise, en conséquence, à y mettre ou ordonner bailli, sergens et autres officiers à ce nécessaires et convenables; lequel bailli y aura pleine juridiction, sans qu'aucun autre juge puisse l'y troubler: les appellations iront devant le bailli de Montargis comme les autres exemptions du duché d'Orléans, p. 49 et 59, art. 5. Droit de justice réclamé et obtenu par le commandeur de la Romaine en Bassigny, sur

les paroisses qui dépendoient de sa commanderie, p. 119 et *suiv.* Voyez *Robertcourt*. Lettres du mois de janvier 1471, par lesquelles le Roi accorde à son panetier, Patris Valentin, le droit de haute, moyenne et basse justice, dans deux de ses terres, Saint-Maixent et Germeville, avec tous les droits qui en dépendent, p. 462 et 463.

Autres dons de haute, moyenne et basse justice. Voyez la note *a*, p. 297, et les mots *Beaumont* (Louis de), *Bresse* (Jean de), *Graville*, *Notre-Dame de Selles en Poitou*, *Saint-Macloed*.

Justice. Mesures prises par le bailli de Chartres envers des hommes qui s'étoient révoltés contre elle, p. 482 et 483. Voyez *Rémision*.

JUSTICIA. Ce que ce mot signifioit quelquefois, p. 185 et note *a*.

K

KARAINÉ, portion de terre. Voyez la p. 102 et sa note *d*.

L

LA BENOISSON-DIEU. Lettres du mois de juin 1470, qui permettent d'y établir une foire, p. 317, note *a*.

LABOUR. Lettres adressées au bailli de Labour, p. 526.

LA CHAUME. Voyez *Sables d'Olonne*.

LA FÈRE. Foires établies à la Fère par lettres du mois de janvier 1468, p. 117, note *a*.

LA FORÊT (Le seigneur de). Voyez *Beaumont* (Louis de).

LAGNY. L'abbaye de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne, de fondation royale, avoit reçu successivement des Rois et des Comtes de Champagne plusieurs terres et revenus, et trois foires annuelles y furent établies; mais les revenus étoient fort diminués, et les foires avoient cessé depuis cent quarante ans: néanmoins elle étoit poursuivie comme redevable de deux cents livres par an à la recette de Meaux, à cause de la garde royale et du gîte. Le Roi, par révérence pour la Vierge, à qui l'église étoit dédiée, décharge et tient quitte à jamais l'abbaye de cette redevance, p. 93 et 94. Revenu que l'abbaye de Lagny avoit tiré annuellement de ces foires, p. 93. Exemptions accordées par Thibault IV, Comte de Champagne, aux officiers et serviteurs de cette abbaye, jusqu'au nombre de vingt-sept, p. 94. Confirmation des privilèges des arbalétriers de Lagny. Voyez *Arbalétriers*.

LAIGNEAU DE LA MORINIÈRE. Par des lettres du mois de novembre 1469,

Louis XI lui accorde l'usage d'une forêt royale, p. 278, note *d*.

LAINÉ (Jeanne), appelée aussi *Jeanne Fourquet*. Son courage, pendant le siège de Beauvais par les Bourguignons; récompense qu'elle en reçoit pour elle, son mari et toutes les femmes de la même ville, p. 583. Voyez *Beauvais*.

LANCELOT DE CONDÉ. Lettres de légitimation que le Roi lui accorde, novembre 1470, p. 362, aux notes.

LANCES. Charge de cent lances. *Voir* la p. 53, art. 6. Ce qu'on désignoit par lances, p. 82, note *c*. Combien il y eut de lances par compagnie, *ibid.* De combien d'hommes chaque lance fut composée, p. 82, art. 1 et note *c*. Ce qu'on devoit leur fournir pour le logement et les besoins journaliers, p. 82 et 83, art. 1 et 2. Plaintes du Duc de Bourgogne, à l'occasion des lances dans quelques prévôtés de la Picardie, p. 133. *Voir* encore la p. 299.

LANGE, pour *laine*, p. 322 et note *b*.

LANGLÉE (Maître Jean de), conseiller au Parlement de Paris, sous Louis XI. Défenses qu'il fait, en vertu de lettres du Roi, aux habitans de Montferrand, relativement à la juridiction sur les exemptions du duché d'Auvergne, p. 40. Opposition et appel du procureur du Roi à Montferrand; le Roi déclare les premières lettres subreptices, et les révoque, *ibid.*

LANGRES. Poursuites exercées par les élus

et le receveur des aides à Langres contre les habitans de quelques lieux de la commanderie de la Romagne, pour les soumettre à des contributions dont ils étoient affranchis. Mesures prises par Charles VI et par Louis XI, p. 119 et suiv. Voyez *Robertcourt*, Sur la demande du Duc de Bourgogne, le Roi accorde la main-levée des saisies faites des fruits et revenus des gens d'église de Langres, et ordonne de restituer ce qui en a été perçu, p. 158.

Langres. Sauvegarde accordée par des lettres du mois d'octobre 1472 au chapitre de la cathédrale de Langres. Le Roi en confie l'exécution et la défense aux huissiers du Parlement de Paris, p. 546 et suiv.

LANGUEDOC. Juridiction exercée dans le Languedoc par la Chambre des aides de Paris. Discours préliminaire, p. iv. Introduction des aides en Languedoc; droit qui les remplace quelques années après, p. 10. Voyez *Aides* et *Equivalent*. Levée de la double en Languedoc, p. 46, note a. Voyez *Double*. L'évêque d'Alby, nommé président des états de cette province, mars 1473, p. 615 et 616. Voyez *États*.

LANGUE-D'OIL. D'abord soumise toute entière à la juridiction de la Cour des aides de Paris. Discours préliminaire, p. iij et iv.

LANNES, pour *Landes*, p. 561 et note a. Lettres adressées au sénéchal des Landes, — du mois de juillet 1472, confirmant de nouveau les coutumes, établissemens et franchises des habitans de Bayonne, p. 526. Voyez *Bayonne*.

— du mois de juillet 1472, prononçant de nouveau l'union de la ville de Bayonne au domaine du Roi, p. 527. Voyez *Bayonne*.

— du 27 février 1472, relatives à l'hommage et au serment de fidélité des petits-enfans du Comte de Foix, p. 561. Voyez *Foix*.

LAON. Exemptions accordées par Louis VII à l'évêché de Laon. Discours préliminaire, p. xvj. Voyez *Régale*.

Laon. Le chapitre de cette ville avoit obtenu une exemption du logement des gens de guerre. On ne respectoit pas toujours cette exemption, et on vouloit le forcer à contribuer aux provisions et vivres dont ils avoient besoin. Louis XI, confirmant tous ses privilèges par des lettres du mois de mai 1471, octroya de nouveau que les maisons épiscopale et claustrales de l'église de Laon fussent exemptes de loger les gens de guerre, hors un cas d'éminent péril et nécessité, et du consentement des

membres du chapitre, ainsi que de fournir des vivres, provisions, ustensiles et autres choses qui pourroient être ordonnées pour l'entretien des gens de guerre, p. 421 et 422. Affranchissement de tailles en faveur de la ville de Laon. Voir la p. 589.

LA PRUGNE. Voyez *Cusset*.

LA TREMOILLE (George). Don que le Roi lui fait, par des lettres du 5 octobre 1470, des terres de Castelnau, Montmirel, &c. p. 332, note a.

LAUTREC (Pierre de Foix, vicomte de). Jean, son père, distraint en sa faveur cette vicomté, des domaines qu'il possédoit, p. 558, note f.

LAVAL (François de), Comte de Montfort et de Gauré. Il étoit neveu de Louis XI: en considération de cette parenté, le Roi ordonne, par des lettres du 19 novembre 1467, que, par privilège spécial, ce seigneur et ses hoirs, Comtes de Laval, précéderont en son Conseil, au Parlement et en tous autres lieux, le chancelier de France et les prélats du royaume, comme le font les Comtes d'Armagnac, de Foix et de Vendôme, p. 37. Exemption qu'il fait obtenir aux rois des archers et des arbalétriers à Laval, p. 73 et 74. Voy. *Archers*.

LEBRUN (Guillaume), conseiller et médecin de Louis XI. Le Roi, pour le récompenser de ses services, le nomme juge-mage de Toulouse, p. 56. Voyez *Juge-mage* et *Toulouse*. Comment il usa de son crédit sous Louis XI, relativement au Parlement et à la Cour des aides de Languedoc, p. 56, note b.

LÉGITIMATION. Lettres de légitimation pour un fils naturel du Comte du Maine, données à Amboise au mois de mai 1468. On y dit que, ce fils (Louis) ayant effacé le malheur de sa naissance par l'éclat de son courage et de ses vertus, le Roi veut qu'en conséquence de la légitimation Louis puisse ester en jugement, acquérir des biens meubles et immeubles et en disposer, parvenir à toutes les dignités, et que ses descendans lui succèdent par droit d'hérédité, sans être obligé, pour ces dons, de payer aucune finance, p. 84 et 85. Plusieurs autres lettres de légitimation accordées par Louis XI, p. 84, note a; 177, note a; 259, note a; 314, note a; 325, note a; 361, note a; 478, note a; 575, note a.

LENONCOURT (Théodoric de). Don que le Roi lui fait, au mois de mai 1472, de terres qui avoient appartenu au Comte d'Armagnac, p. 572, note a.

LEPELLETIER (Robert). Lettres de noblesse

- que Louis XI lui accorde au mois de janvier 1468, p. 98, note *b*. Voyez *Anoblissement*.
- LÉPROSÉRIES.** Voyez *Hôpitaux*, Louis VIII, Philippe-Auguste, Rouen.
- LÈSE-MAJESTÉ.** Condamnation du Duc d'Alençon comme coupable de ce crime : lettres de rémission que Louis XI lui accorde, p. 58 et 59. Le Roi pardonne aux habitants de Caen et d'Avranches les crimes de lèse-majesté qu'ils pouvoient avoir commis dans le temps de la guerre avec son père et les autres Princes ligués, p. 114, art. 8. Confiscations prononcées envers des coupables de ce crime. Voy. *Albert* (Charles d') et *Armagnac* (Jacques d').
- LEST.** Dispositions relatives au lest des navires qui arrivoient à Bordeaux, p. 577. Voyez *Bordeaux*.
- LESTREUP.** Voir les p. 184 et 186, et la note *c* de la p. 184.
- LETTRES de change.** Voy. *Caen* (foires de).
Lettres royales. Cassation et révocation de lettres antérieures du Roi, relativement à la collation des bénéfices ecclésiastiques, p. 1 et 2. Voyez *Cour de Rome*. Fausse date d'une de ces lettres, p. 407, note *a*.
Lettres royales. Parmi celles qui ont été données dans les sept années du règne de Louis XI que ce volume renferme, il en est beaucoup dont nous nous sommes contents d'indiquer la date et l'objet. On peut voir principalement les mots *Abolition*, *Amortissement*, *Anoblissement*, *Dons*, *Exemptions*, *Foires*, *Justice*, *Légitimation*, *Naturalité*.
- LEU,** pour *licite*, p. 166 et note *b*.
- LEUDE.** Discours préliminaire, p. xxvij et note *q*; p. 182, 223, 224, 309, 310.
- LEVIS** (Jean de). Confirmation, au mois de novembre 1472, du don que le Duc de Guienne lui avoit fait du comté de Fezensac, p. 557, note *a*.
- LEY, LEYES.** Voir la note *b*, p. 127.
- LEYS ou LOYS,** dans le voisinage de l'île de Ré. Lettres en faveur de ses habitants. Voyez *Ars*.
- LIARDS.** Deniers blancs appelés *liards de France*, p. 14. Leur valeur réelle, *ibid*. Fabrication que le Roi ordonne de cette monnaie en Dauphiné par des lettres du 18 septembre 1467, p. 13. Elle est ordonnée aussi pour tout le royaume, p. 14. Lettres qui en ordonnent une nouvelle fabrication pour la Guienne en particulier, p. 24. Elles sont adressées, comme les précédentes, aux généraux maîtres des monnoies. Comment les liards furent d'abord appelés et d'où ils tirèrent leur dénomination, p. 24 et note *b*. Voir aussi la p. 598.
- LIBOURNE.** Ses habitants avoient reçu plusieurs privilèges de Louis XI et de ses prédécesseurs; mais, ayant passé depuis sous la domination du Duc de Guienne, et la mort de ce Prince les replaçant sous celle du Roi, ils sollicitèrent une confirmation nouvelle et l'obtinrent, p. 435 et 505. La date des lettres, p. 435, est fautive; elles sont de l'année 1472, et non pas de 1471: le Duc de Guienne, comme nous l'avons remarqué, note *d* de cette page, n'étoit pas mort au mois de juin 1471; il ne mourut qu'au mois de mai de l'année suivante. Voir aussi ce que nous avons dit p. 505.
- LIBRAIRES.** Voyez *Stationarii* et *Universit.*
- LIBRAIRIE,** pour *bibliothèque*, p. 244 et note *a*.
- LIEUTENANT-GÉNÉRAL** pour le Roi à Paris. Voyez *Provisions*.
- LIGES.** Hommes ligés du Roi. Voyez *Foix*.
- LIGUE** dite du *bien public*. Le Duc d'Alençon la quitte et revient à Louis XI; dons et concessions qu'il en reçoit, p. 53 et 54. Voyez *Alençon* (Jean II, Duc d').
- LILLE.** Sur la juridiction du gouverneur de Lille, voir la p. 138, et ci-dessus, au mot *Flandre*. Réunion au comté de Flandre, des châtellenies de Lille, Douay et Orchies, p. 138. Droit de rachat que les Rois de France se réservent, *ibid.* note *h*. Ces trois châtellenies tenoient ensemble annuellement leurs états à Lille, *ibid.* note *h*. Privilèges des habitants de ces trois villes, *ibid.* notes *c* et *d*.
- LIMITES.** Lettres du 5 octobre 1464, qui ordonnent de surseoir, pendant toute la vie du Duc de Bourgogne (c'étoit alors Philippe-le-Bon, père de Charles), à la décision du procès concernant les limites du royaume et de l'empire, p. 135, note *a*. Commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre. Voir les p. 159 et 160.
- LIMOSIN ou LYMOSIN,** en *Langue loc.* Confirmation faite par Louis XI, au mois de novembre 1470, des privilèges qui lui avoient été octroyés, p. 350.
- LIMOUSIN.** Lettres adressées au sénéchal de Limousin,
 — du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*,
 — du mois de juillet 1469, ordonnant la translation à Poitiers du Parlement de Bordeaux, p. 231. Voyez *Parlement de Bordeaux* et *Poitiers*.

- du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou, p. 283. Voyez *Sel*.
- du 9 octobre 1470, octroyant privilège et amortissement pour les consuls, chapelains, vicaires et habitants de Saint-Léonard, p. 336. Voyez *Saint-Léonard*.
- du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges du Vicomte et des habitants de la vicomté de Turenne, p. 504. Voyez *Turenne*.
- Lettres adressées aux élus sur le fait des aides en Limousin,**
- du 6 juin 1468, sur la levée du quart de sel en Poitou et dans les pays voisins, p. 86. Voyez *Sel*.
- du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou, p. 283. Voyez *Sel*.
- du mois de mai 1472, confirmant les privilèges du Vicomte et des habitants de la vicomté de Turenne, p. 504. Voyez *Turenne*.
- LION DE FLANDRE**, monnoie, p. 363, 598.
- L'ISLE** (Vicomte de). Voyez *Gaston*.
- LIVRÉE**. Voir la note *f* de la p. xj du Discours préliminaire.
- LOCHES**, en *Touraine*, Dreux de Mello, un de ses seigneurs, avoit déclaré, par un acte fait au commencement du XIII.^e siècle, que les habitants ne lui devoient pas de taille. Philippe de Valois, Charles V et Charles VII confirmèrent successivement cette exemption. Louis XI la confirme de nouveau par des lettres du mois d'avril 1467, p. 21 (voyez la note de la page 77) : elles sont adressées au bailli de Tours. De pauvres gens nommés *Fourraux*, habitant dans la châtellenie de Loches, avoient obtenu de Charles VI, en 1388, l'exemption de faire le guet, de monter la garde au château et de contribuer à ses réparations, de payer la taille, &c. Charles VII leur confirma ce privilège en 1438. Des lettres de Louis XI, du mois de mars 1467, les confirmèrent de nouveau, p. 76 et 77. Elles sont adressées, comme les lettres de Charles VII, au bailli de Tours et des ressorts et exemptions de Maine et d'Anjou. Les lettres de Charles VII le sont de plus au sénéchal de Poitou.
- LODS ET VENTES** (Droit de), p. 186 et note *c*, p. 223.
- LOI**, pour *amende*, p. 102 et note *g*; 126, note *b*.
- Loi**, pour *tribunal*, *cour de justice*, p. 26 et note *b*; 127, 128, 235. Des quatre principales lois de Flandre, p. 126 et suiv. et aux notes.
- Ville de loi. Voyez la p. 412 et la note *a*.
- LOIRE**. Déclaration du 14 mars 1468, portant règlement pour les privilèges des marchands fréquentant cette rivière. Voir la p. 193, note *a*.
- LOISE**, pour *soit licite*, *permis*, p. 458 et note *c*.
- LORRIS**. Voyez *Coutumes*.
- LOT**. Mesure qu'on appelloit ainsi, p. 170, note *d*.
- LOUIS I.^{er}**, dit **LE DÉBONNAIRE**. Ses lettres en faveur de l'abbaye de Saint-Denis, rappelées p. 22 et note *c*. Voir aussi l'indication d'un de ses capitulaires, p. xv du Discours préliminaire.
- LOUIS VI**, dit **LE GROS**. Franchises et immunités qu'il octroie à l'abbaye de Tiron en 1120 et 1121, p. 269 et suiv. Philippe-Auguste rappelle dans une de ses lettres ce que Louis VI avoit fait pour les habitants de la Chapelle-la-Reine en Gâtinois, p. 321.
- LOUIS VII**, dit **LE JEUNE**. Affranchissement de la régale à perpétuité, qu'il octroie aux évêques de Laon. Discours préliminaire, p. xvj. Voyez *Régale*. C'est sous son règne qu'on trouve les premiers exemples de scel en cire jaune, p. 176, note *c*. Voir *René d'Anjou* et *Scel*. Lettres de ce Prince, au mois de mars 1164, confirmatives de celles de Louis VI en faveur de l'abbaye de Tiron, p. 272 et 273. Il donne aussi des lettres en faveur des habitants de la Chapelle-la-Reine, p. 321.
- LOUIS VIII**. Legs qu'il fait à plusieurs léproseries. Disc. prélimin., p. xvij, note *a*.
- LOUIS IX** ou **S. LOUIS**. Comment se faisoit, sous son règne, l'assiette des tailles. Discours préliminaire, p. xj. Il décide contre les églises une contestation élevée entre elles et les seigneurs, sur le droit à payer pour les mutations d'immeubles, *ibid.* p. xv. Ce qu'il prescrit pour les biens des nobles, *ibid.* Voyez *Biens* et *Nobles*. Immunités accordées par sa pragmatique sanction aux ecclésiastiques, *ibid.* p. xvij. Il confirme les privilèges d'Aigues-mortes, p. xxviii, note *g*. Ses lettres sur les salines de Peccais sont rappelées, p. 131, note *b*. Il avoit uni la Rochelle pour jamais au domaine de la couronne, p. 488 et note *d*.
- LOUIS X** ou **LE HUTIN**. Comment il règle la levée d'une aide sur les habitants de Paris, pour la guerre de Flandre. Discours préliminaire,

- préliminaire, p. iij. Réformateurs qu'il promet d'envoyer en Normandie pour réprimer les vexations commises à l'égard de la levée des subsides, *ibid.* p. xij. Il soumet les ecclésiastiques à la taille, s'ils se livrent au commerce ou à l'usure, *ibid.* p. xvj. Il confirme les privilèges accordés à Aigues-mortes par Philippe I.^{er} et par Louis IX, p. xxvii, note g.
- LOUIS XI. Il étoit à Vernon le 26 octobre 1467; c'est là qu'il reçut la députation de la ville de Verneuil, qui refusa de s'armer en faveur des Princes ligués, comme le vouloit le Duc d'Alençon, p. 28. Voyez *Verneuil*. Voir encore, pour son histoire, les p. 75, 110, note c; 113 et 114, 129. Il donne la Rochelle à son frère; il veut ensuite la reprendre; ce que font les habitants à ce sujet. Voir *Rochelle* (la). Plusieurs évènements de son règne sont inliqués sous les noms *Alençon* (Jean II d'), *Armagnac* (Jacques d'), *Beauvais*, *Bénéfices*, *Berry* (Charles, Duc de), *Bourgogne* (Charles, Duc de), *François II*, Duc de Bretagne, *Léon-majesté*, *Pape*, *Perche* (René, Comte du).
- LOUIS, Duc d'Orléans, frère de Charles VI. Réserve que fait le Roi en lui donnant ce duché. Discours préliminaire, p. xx, note e. Voyez *Université d'Orléans*.
- LOUIS, bâtard du Maine. Voyez *Sainte-Néomaye*.
- LOUIS-LE-GERMANIQUE. Sa paix avec Charles-le-Chauve; demande qu'il fait pour la conservation des places et offices de ceux qui l'avoient servi, p. 25, note b.
- LUÇON. Le Pape ayant invité les Bénédictins, auxquels appartenait la cathédrale de Luçon, à consentir qu'elle fût sécularisée, les religieux s'adressèrent au Roi, ne croyant pas pouvoir, sans son autorisation, faire séculariser une église qui étoit de fondation royale. Des lettres du mois de juin 1468 octroyèrent que cette église et les membres d'icelle, jusqu'alors religieux, pussent devenir église et membres séculiers, et qu'elle fût dorénavant desservie par des chanoines et autres ecclésiastiques, p. 97 et 98. Le Pape ayant donné une bulle à cet effet, des lettres du Roi, données à Baugé au mois de mai 1469, approuvèrent et ratifièrent celles du Pape, p. 217 et 218.
- LYON. Philippe IV lui permet de lever un

droit sur les marchandises qui s'y vendent. Discours préliminaire, p. ij. Des lettres du 20 octobre et du 8 mars 1462, imprimées au tome XV de cette collection, avoient ordonné que tous les marchands pourroient aller, vendre et acheter des marchandises, aux foires de Lyon, et qu'ils y jouiroient des franchises qu'on leur accordoit à Genève pendant les foires de cette ville. Le Roi ajouta même aux privilèges qu'il avoit d'abord assurés aux marchands qui viendroient aux foires de Lyon. Le Duc de Savoie ayant demandé à Louis XI de consentir et octroyer que deux des quatre foires de Lyon se tinssent à Genève, et que tous les marchands français y pussent aller, Louis XI nomma des commissaires, qui, après avoir conféré avec ceux du Duc de Savoie, crurent pouvoir l'accorder. Le Roi néanmoins n'avoit pas donné sa ratification. Sur la représentation des conseillers et habitants de la ville de Lyon, et en reconnaissance d'un don qu'ils venoient de lui faire (voy. *Harnois*), il ordonna, au mois de novembre 1467, que les quatre foires demeureroient à toujours, sans que le consentement de ces commissaires pour leur réduction pût y mettre obstacle, p. 33. Le bailli de Mâcon, sénéchal de Lyon, étoit le conservateur de ces foires. Les lettres de Louis XI lui sont adressées à ce titre, p. 33, 36. Celles pour l'abbaye de Cusset, p. 575, et celles pour l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446, lui sont aussi adressées. Voir encore la p. 135, note b. Les lettres du mois d'avril 1472, concernant l'imposition pour les biens possédés hors de la ville, sont adressées aux élus du Lyonnais, p. 480.

Lyon. Les habitants de quelques provinces voisines de Lyon vouloient y soumettre aux tailles les Lyonnais qui y possédoient des biens, quoique d'après des lettres de Louis XI, données au commencement de son règne, ils ne dussent pas y être soumis. Le Roi fit droit aux réclamations qui lui furent adressées par les conseillers et habitants de la ville de Lyon, par des lettres du 23 avril 1472, p. 480 et 481.

Lyon. Demande faite au Pape par le Roi, du chapeau de cardinal, pour son archevêque. Réponse du Pape, p. 551. L'archevêque de Lyon étoit alors Charles de Bourbon.

M

MÂCON. Par le traité d'Arras, le Roi avoit cédé au Duc de Bourgogne le Mâconnois
Tome XVII.

et les lieux qui y étoient enclavés, avec tous les droits qu'il y avoit exercés, entre

Xxxx

- lesquels étoit la vente du sel. Louis XI, au commencement de son règne, avoit approuvé par des lettres patentes la cession de Charles VII, p. 130, note *b*. Beaucoup de réclamations cependant s'étoient élevées de la part de Philippe, alors Duc de Bourgogne, sur la non-exécution du traité; elles furent renouvelées par son successeur, et Louis XI donna en conséquence les lettres du 14 octobre 1468, lesquelles font partie de celles qui furent signées le même jour à Péronne, lieu de la signature du nouveau traité, p. 129 et suiv. Voyez *Sel*.
- Lettres adressées au bailli de Mâcon, sénéchal de Lyon. Voir ci-dessus au mot *Lyon*. Voir aussi, pour le bailli de Mâcon, p. 149.
- MAILLOTINS. Voir la note *e* de la p. viii du Discours préliminaire.
- MAIN-LEVÉE et restitution de toutes les seigneuries, places, terres, possessions quelconques, occupées ou saisies pendant les guerres entre le Duc de Bourgogne et le Roi; ceux à qui on les rend pourront y rentrer de leur seule autorité, sans qu'aucun acte de justice soit nécessaire, p. 146.
- Main-levée* d'une saisie de terres et rentes faite en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, et suspension de toutes poursuites judiciaires jusqu'à la décision des commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre, p. 159 et suiv.
- Main-levée*. Voyez *Langres*.
- MAINE (Louis du). Voyez *Sainte-Néomaye*.
- Maine. Voyez *Anjou*. Lettres adressées au sénéchal du Maine,
- du mois de décembre 1467, relatives aux droits de l'église du Mans sur les vendeurs de chandelles de cire ou bougies, p. 54. Voyez *Mans*.
- Bailli des exemptions du Maine. Voyez *Touraine*.
- MAÎTRES des eaux et forêts. Lettres qui leur sont adressées,
- du mois d'octobre 1314, en faveur des religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 397. Voy. *Compiègne*.
- Maîtres des mines du royaume*. Voy. *Mines*.
- Maîtres des requêtes de l'hôtel du Roi*. Lettres qui leur sont adressées,
- du 21 octobre 1467, touchant l'immovibilité des offices royaux, p. 25. Voyez *Offices*.
- du mois de mars 1473, portant suspension d'offices d'examineurs au Châtelet de Paris, p. 623. Voyez *Examineurs*.
- MAJOR DOMUS REGIÆ, le grand-maître de la maison du Roi. Voyez *Grand-Maître*.
- MALADERIES ou MALADRERIES. Voir la note *c* de la p. 93. L'abbaye de Lagny-sur-Marne en avoit plusieurs à sa charge, p. 93. Voyez *Hôpitaux*.
- MALLETOSTE. Voyez la p. 329.
- MANS. Lettres du 21 novembre 1467, en faveur de l'église de Saint-Julien du Mans, p. 46 et suiv. Voyez *Amorissement*. Autres lettres relatives aux fraudes commises par les marchands de chandelles de cire ou bougies, comme contraires aux droits de l'église du Mans, et nuisant beaucoup au revenu que la fabrique tiroit des cierges offerts. La loi veut que ces marchands ne puissent désormais prendre, pour leur gain, plus de six deniers de la monnaie courante, par livre de cire, p. 54 et 55. Voyez *Bougies*.
- Mans* (Le). Lettres du 3 septembre 1472, portant règlement pour les privilèges du chapitre de la cathédrale de cette ville, p. 538, note *a*.
- MANSIO, MANSUM, MANSUS. Discours préliminaire, p. xv et notes *c* et *h*. On pourroit voir aussi la Table des matières du tome XVI à ces mots, p. 868.
- MANTES. Lettres d'amortissement pour les Célestins de cette ville en 1471, p. 478, note *a*.
- Lettres adressées au bailli de Mantes,
- du 18 février 1469, concernant l'exemption de ban et arrière-ban pour les bourgeois de Paris, p. 281. Voyez *Ban*.
- MARC pour MARQUE, p. 164 et note *c*.
- Marc d'argent*. Sa valeur à différentes époques, p. 24, 55, note *a*; en 1469, p. 245, note *a*; en 1472, p. 279, note *c*. Voyez *Notaires*.
- MARCHAIS, pour *limitrophe*, p. 219 et note *b*.
- MARCHANDEMENT, pour *en commerçant*, p. 72 et note *c*, 109.
- MARCHANDISES. Exemption de droits accordée à quelques ouvriers, pour les marchandises de leur profession. Discours préliminaire, p. xxiv et xxv. Voy. *Heaumiens*, *Serruriers*, *Taillleurs*. Exemptions pour les marchandises qu'on portoit à l'armée. Discours préliminaire, p. xxviii.
- Marchandises*. Voyez *Abbeville*, *Aigues-mortes*, *Arques*, *Cæn*, *Commercy*, *Confiscation*, *Dieppe*, *Drapiers*, *Foires*, *Hanse Teutonique*, *Impôts*, *Lyon*, *Marchands*, *Montolieu*, *Provins*, *Toulouse*.
- MARCHANDS. Franchises assurées aux marchands qui venoient aux foires de Lyon.

Voyez *Lyon*. Sous quelles conditions on autorise des marchands italiens à ouvrir un change à Nîmes, p. 191, note *c*. Plusieurs marchands piémontois venus à Tournay, et y tenant table d'usure (voyez ces mots), p. 192. Voyez *Loire*.

MARCHE (La). Le Parlement ayant été transféré de Bordeaux à Poitiers, quand le Roi eut donné la Guienne à son frère, la Marche avoit été mise dans le ressort de la nouvelle cour. Le Duc de Nemours, qui étoit en même temps Comte de la Marche, s'en plaignit comme d'une atteinte aux prérogatives de sa pairie, ses sujets ne pouvant, à ce titre, être jugés que par le Parlement de Paris. Celui de Poitiers réclama également auprès du Roi. Le Roi prononça enfin en faveur du Comte de la Marche et des droits de la pairie, p. 327 et 328.

Marche. Lettres adressées aux élus sur le fait des aides du pays de la Marche,

— du 6 juin 1468, sur la levée du quart de sel en Poitou et dans les pays voisins, p. 86.

Marche (Le Comte de la). Voyez *Édouard*.

MARCHÉS. Voyez *Arques*, *Saint-Maixent*, et les lois citées au mot *Fôres*.

MARENNES. Les habitans des bailliage et îles de Marenne et Arvert avoient obtenu, au mois de décembre 1462, des lettres de Louis XI, qui les affranchissoient des impôts qu'ils avoient supportés jusqu'alors, moyennant une somme annuelle de six cents livres tournois. Cette disposition étoit d'abord fondée sur l'état des produits que pouvoient recueillir les habitans, et sur le plus grand avantage du commerce. La Chambre des comptes, les généraux des aides et les élus de la Rochelle, avoient enregistré les lettres du Roi, avec quelques réserves et modifications, à la mort du Duc de Guienne, dans l'apanage duquel ils s'étoient trouvés: les habitans requièrent et obtinrent du Roi, au mois de mai 1472, qu'ils en jouissent encore dans la suite, sous les conditions et de la manière qu'ils le faisoient avant le transport de la Guienne au frère de Louis XI, p. 498 et suiv. Voyez *Commerce*, *Francs-Archers*, *Sel*.

MARGUILLIERS. Les marguilliers de l'église Notre-Dame, à Paris, représentent au Roi que la nature de leurs fonctions, et les privilèges octroyés à leurs prédécesseurs, les rendent francs et quittes de toutes tailles, impositions, guet et garde de la porte, comme les chanoines de cette église; mais, comme ils ne pouvoient faire

apparaître de ces privilèges, ils craignent qu'à l'avenir on ne voulût les soumettre à toutes ces contributions, si le Roi ne leur en accordeât une franchise expresse et nouvelle. Des lettres patentes, datées du mois de septembre 1467, ordonnent que désormais ils seront exemptés de toute taille, de guet et garde de porte, du quatrième ou huitième, et imposition du vin de leur cru, ainsi que les chanoines, p. 81 et 82. Exemptions accordées à deux marguilliers établis dans l'église d'Avranches. Voyez *Avranches*.

MARIE D'ANJOU, femme de Charles VII, et mère de Louis XI. Louis XI lui cède le revenu d'une double perche en Languedoc, p. 46, note *a*. Le receveur de la paroisse s'y qualifioit de *commis par la Reine mère du seigneur Roi à la recette et distribution des finances*, *ibid*.

MARIE DE BOURGOGNE. Le Duc de Guienne, frère de Louis XI, cherche à l'épouser; elle fut mariée ensuite à Maximilien, Archiduc d'Autriche, p. 489 et note *b*, 490.

MARIE DE SAVOIE. Voir *Saint-Pol* (Comte de).

MARLE (Comté de), en *Picardie*. Diverses lettres patentes de Louis XI, relativement à ce comté, p. 2, note *b*. Union de la seigneurie de Montcornet au comté de Marle, *ibid*.

MARONNE (Guillaume de). Lettres d'amortissement que le Roi lui accorde, au mois d'octobre 1468, p. 119, note *a*.

MARTEIGNEVILLE. Don que le Roi fait de cette terre à Robinet du Quesnoy par des lettres du mois de septembre 1473, p. 591, note *a*.

MARTINET. Voir la p. 447 et la note *c*.

MARVEJOLS. Lettres adressées au bailli de Marvejols,

— du mois de décembre 1469, faisant plusieurs concessions aux habitans de la ville de Mende, p. 275.

MATRICULARII. Voir la p. 461 et la note *b*.

MAUMONT (Gui de). Lettres du Roi, du mois de novembre 1469, qui lui donnent, et à Jeanne bâtarde d'Alençon, sa femme, le comté de Beaumont-le-Roger en Normandie, p. 278, note *d*.

MEAUX. Lettres adressées au bailli de Meaux, — du 21 juin 1468, abolissant les redevances qui lui étoient dues par l'abbaye de Saint-Pierre de Lagny, p. 93.

— du 18 février 1469, concernant l'exemption de ban et arrière-ban pour les bourgeois de Paris, p. 281.

— du mois de février 1470, confirmant les privilèges des arbalétriers de Lagny, p. 390. Voyez *Lagny*.

— du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint-Denis et à l'exemption d'impôts pour les marchandises qu'on y apporteroit ou qu'on y auroit achetées, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.

MÉDECINE, MÉDECINS. Sur l'étude de la médecine en France dans les XIII.^e et XIV.^e siècles, sur la faculté de Montpellier en particulier, voyez le *Discours préliminaire*, p. xxij, et ci-après, *Université de Montpellier*. Jean II affranchit les médecins du service militaire, *ibid.* p. xxv.

MÈGE (Antoine). Lettres de Louis XI qui le créent monnoyeur à Toulouse, p. 459, note *d*.

MELUN (Charles de), grand-maître de la maison du Roi, au commencement du règne de Louis XI, p. 51, note *a*. Décapité ensuite, comme coupable de haute trahison, *ibid.*

Melun. Lettres adressées au bailli de Melun, — du 18 février 1469 et du mois de juin 1472, ci-dessus citées pour le bailliage de Meaux.

MEMBRE, pour une *portion de seigneurie*, p. 505 et note *a*.

MENDE. Un consulat fut accordé à cette ville par des lettres de Louis XI, du mois de décembre 1469, avec tous les privilèges, libertés, prérogatives, franchises, immunités, prééminences, appartenant à cette institution. Le 1.^{er} article autorise les habitants à acheter ou construire une maison où, sans la présence des officiers de l'évêque, on pourra traiter de toutes les affaires de la ville. Les consuls seront au nombre de trois, et il y aura seize conseillers; ils seront élus le jour de S. Louis, et resteront en place une année. Les nouveaux consuls et conseillers jureront sur l'Évangile, entre les mains de leurs prédécesseurs, de bien et fidèlement régir la cité, de conserver et défendre ses droits, de tenir les délibérations secrètes; ils en auront les clefs et pourront faire toutes les fortifications nécessaires à sa sûreté; ils auront, pour la décoration du consulat, un sceau et des armes que ces lettres indiquent; ils pourront mettre et asseoir les contributions nécessaires pour fournir aux demandes du Roi et aux besoins de la commune, recevoir tous les comptes, établir une garde, faire des réglemens de police, veiller et ordonner sur tout ce qui concerne la sûreté de la ville, la vente des denrées et marchandises, avoir

un greffier, un trésorier et tous les autres officiers nécessaires, avoir des écoles et en choisir les maîtres; ils pourront faire enfin tout ce que les consuls des autres villes ont accoutumé de pouvoir et de faire. Le 2.^e article concerne la visite de quelques objets de subsistance. Le 3.^e décide que, dans le cas où des consuls seroient accusés ou dénoncés, ils ne pourroient être suspendus ou arrêtés qu'avec une autorisation spéciale du Roi. 4.^e Si l'on veut mener hors de la ville un citoyen pour dettes ou pour crime, le crime de lèse-majesté excepté, les consuls pourront le retenir, en prenant toutes les précautions indispensables pour la sûreté des créanciers et pour qu'un coupable n'échappe pas à la justice. 5.^e Les marchands venant aux foires ou marchés ne pourront être arrêtés que pour les dettes du Roi. 6.^e L'évêque, à sa première entrée dans la ville, jurera de garder et respecter tous les privilèges; les habitants ne seront tenus de le reconnoître, ni d'obéir à ses officiers, qu'après qu'il aura prêté ce serment. 7.^e Le Roi met sous sa sauvegarde spéciale les consuls, conseillers, citoyens et habitants de la ville de Mende, p. 275 et suiv.

MENSURAGIUM. Cette contribution est rappelée, p. 272 et 274.

MENUISERIE, pour *menus ouvrages*, p. 384 et note *a*.

MENUISIERS à Évreux. Voyez *Tonneliers*.

MERCIMONIA. Voir la p. 276 et la note *f*.

MÈRE et MIXTE EMPIRE. Cession d'une partie de ce droit, p. 181. Voir aussi les p. 194, 222, 223.

MERREEN. Voyez la p. 466, la note *a* de cette page, et la p. 467.

MESCHEZ, pour *disgrâces, malheurs*, p. 228 et note *d*.

MESGNIES. Sens de ce mot, p. 367 et note *a*.

MESSE de *requiem*. Voyez *Aides* (Cour des) et *Requiem*.

MEURIN (Baudes), notaire et secrétaire du Roi. Permission que le Roi lui accorde de faire construire un château et de le fortifier, p. 219. Les lettres sont du mois de mai 1469.

MÉZIÈRES. Lettres adressées aux élus de Mézières,

— du 7 janvier 1468, sur une reconnaissance de noblesse et la réintégration de celui qu'on y avoit troublé dans l'exercice de ses droits, p. 174. Voyez *Noblesse*.

MILAN (L'archevêque de), légat de Paul II. Voyez *Nardin*.

MILLAUD ou MILHAUD. en Rouergue.

Lettres qui exemptent ses habitants de tout impôt pendant vingt ans. Discours préliminaire, p. xxvij.

MINES. Permission donnée d'exploiter des mines, p. 259, note *b*. Voir les pages 446 et suiv. Droit du Roi sur les mines, p. 449 et note *a*. Droit réclamé par les propriétaires du fonds, p. 449 et note *e*. Juridiction générale, civile et criminelle, du général maître, gouverneur et visiteur des mines, p. 451 et 452. Voyez *Mines*. Édit portant règlement pour l'administration de la justice dans les pays de Dauphiné, concernant les mines et les minières de ces pays, p. 462, note *a*.

Mines. Le Roi, informé que plusieurs mines d'or, d'argent, de cuivre et autres métaux, étoient en chômage et sans valeur dans son royaume, en Dauphiné, Roussillon et es montagnes de Catalogne, que de grands profits résulteroient de leur exploitation, et qu'il étoit nécessaire, pour y mieux parvenir, de constitutions et ordonnances qui fussent également connues des nationaux et des étrangers, les établit par édit solennel, de la manière suivante : 1.^o Tous ceux qui feront travailler ou travailleront aux mines, François ou non, seront exempts, pendant vingt ans, de toutes charges et subventions quelconques, guet, garde, et autres services personnels. 2.^o Les étrangers jouiront de tous les droits nationaux; ils pourront acquérir, tester, donner, et leurs enfans succéderont à tous leurs biens, comme s'ils étoient natifs du royaume, sans qu'il soit besoin de lettres de naturalité. 3.^o Ils pourront, en outre, demeurer sûrement en France, nonobstant les guerres qui éclateroient avec les pays dont ils seroient natifs, ou y retourner s'ils le veulent, pourvu qu'ils ne fassent rien de préjudiciable au royaume, et qu'ils aient la permission du maître des mines pour en sortir. 4.^o Les propriétaires des mines les feront connoître dans quarante jours après ces lettres, sous peine d'en perdre le profit pendant dix ans et d'une amende arbitraire, et le général maître des mines commettra des ouvriers à leur exploitation. 5.^o Si ces propriétaires veulent s'en charger eux-mêmes, on leur donnera trois mois au-delà des quarante jours pour s'y préparer. 6.^o S'ils ne le veulent pas, ou qu'ils ne soient pas assez riches pour le faire, le maître des mines pourra, sauf l'indemnité de celui à qui appartiendra le territoire, commettre des gens experts pour les trouver, savoir quel métal elles

portent, leur revenu probable, y faire besogner ensuite par des gens solvables, en payant les droits du Roi et ceux du seigneur tréfoncier, lequel cependant en sera privé s'il n'a pas fait dans les quarante jours la révélation prescrite. 7.^o Si le propriétaire refuse, le seigneur féodal pourra, dans les trois mois qui suivront les quarante jours, se faire subroger à son vassal. 8.^o Dans les terres du Roi, l'exploitation des mines sera donnée à l'enchère. 9.^o Le Roi abandonne au général des mines, pendant douze ans, le droit qui lui appartient, pour fournir aux avances et frais qu'il faudra faire. 10.^o Les mines reconnues, le général maître pourra y faire travailler, sans avoir besoin de l'autorisation du propriétaire et sans que celui-ci puisse y mettre obstacle; on devra seulement le lui notifier, avant de commencer le travail. 11.^o On ne pourra refuser l'entrée et le passage sur sa possession aux maîtres et ouvriers des mines. L'article 12 crée un maître général, gouverneur et visiteur des mines, juge de tous les débats qui pourroient naître; il règle de quelle manière et avec quelle autorité on procédera, suivant la nature des contestations, ou des accusations, si c'est en matière criminelle, p. 446 et suiv. Le Parlement de Paris et le Parlement de Toulouse enregistrèrent ces lettres, avec plusieurs modifications rappelées, p. 453 et 454. Les lettres de Louis XI furent confirmées par Charles VIII et par Louis XII, p. 453, note *c*.

Mines et Forges. Nouvelle confirmation des lettres accordées par Charles VII aux maîtres des mines et forges du royaume, p. 8. Francs-archers qu'ils étoient obligés de fournir, p. 9. Voyez *Francs-Archers*. Les ouvriers nés hors du royaume, et qui venoient y travailler dans les mines et forges, avoient été exemptés de toute imposition par Charles VII, p. 9.

MINISTERIALES. A qui ce nom étoit appliqué, p. 460 et note *d*.

MIRANDE. Confirmation accordée par Louis XI, au mois de février 1467, des privilèges que Philippe de Valois lui avoit octroyés au mois d'avril 1338. Les lettres des deux Rois donnent à la ville des gardiens et défenseurs de ces privilèges, p. 74 et 75. Rétribution que les habitants payoient en reconnaissance de la sauvegarde et protection royales, p. 74. Elles leur avoient été assurées aussi par des lettres de Charles V, p. 74, note *c*.

MISTÈRE, pour ministère, p. 146, note *b*.

MOISON, pour mesure, p. 466 et note *f*.

MOLTA. Voyez *Mouture*.

MONASTÈRES. Exemptions anciennement accordées à divers monastères. Discours préliminaire, p. xvj et suiv.

Monastères. Lettres d'amortissement pour des monastères d'Augustins, de Chartreux, de Dominicains et de Franciscains. Voyez la note *b*, p. 46.

MONNOIES. Malgré la prohibition faite par lui des monnoies étrangères, Philippe IV en autorise l'introduction en France pour la dépense des étrangers qui viendront y trafiquer. Discours préliminaire, p. xxiv. Voyez *Philippe IV.* Fraudes pratiquées à l'égard de ces monnoies, p. 14, 15, 24. Mesures prises contre les transgresseurs des lois, p. 15. Commissaires envoyés dans les diverses parties du royaume pour la réforme des abus, *ibid.* Taxation pour le voyage et autres dépenses de ces commissaires, p. 16. Cours des monnoies étrangères aux foires de Caen, p. 345. Voyez *Caen*. Voyez aussi les pages 364, 597 et suiv., et la note *a* de la p. 599.

Monnoies. Les prédécesseurs du Roi, et Charles VII en particulier, avoient défendu, sous peine de confiscation de corps et de biens, de prendre ou mettre en paiement d'autres monnoies que celles du royaume et de Dauphiné. Malgré cette défense, il y avoit eu une grande circulation des monnoies étrangères, et même, dans quelques provinces, on ne recevoit plus les monnoies françaises que pour une valeur au-dessous du cours légal. La loi de Louis XI a pour but de l'empêcher; elle détermine le poids et le prix exacts des seules monnoies qui seront désormais reçues, et veut que toutes les autres soient mises au marc et au billon; il prohibe de nouveau les monnoies étrangères, et, pour ne pas causer trop de dommage à ceux qui les possédoient, il en tolère le cours libre jusqu'au mois de mars, et règle la valeur pour laquelle on les recevra dans les trois mois d'après; elles seront ensuite absolument interdites, p. 362 et suiv. Les lettres de Louis XI sont du 4 janvier 1470. Par des lettres du 7 août 1472, le Roi ordonne à ses généraux des monnoies de faire décrier et abattre des écus que le Comte de Foix avoit fait ouvrir à Morlans; il en défend l'usage et veut qu'on procède contre les transgresseurs, p. 534. Au mois de mars 1472, de nouvelles doléances ayant été présentées à l'occasion des monnoies étrangères, qui se prenoient à plus grande valeur qu'on ne devoit, eu égard aux poids et cours de celles du

royaume, Louis XI, pour y pourvoir, régla le prix qu'auroient dorénavant les écus neufs forgés dans les monnoies françaises, p. 363. D'autres lettres encore, du 28 décembre 1473, réglèrent la valeur qu'auroient les monnoies du royaume et de Dauphiné, et autorisèrent le cours de plusieurs monnoies étrangères, p. 597 et suiv. Le Roi se plaint encore, dans le préambule de la loi, de ce qu'on prend ces dernières à plus grand prix qu'elles ne valent, eu égard à la bonté des monnoies françaises; ce qui a fait transporter hors du royaume grande partie de la matière tant d'or que d'argent, tellement qu'il ne circule guère que des monnoies étrangères, p. 597. Il veut que tous les deniers qui lui sont dus, échus avant le 1.^{er} janvier 1773, soient pris au cours qu'ils avoient avant la présente ordonnance; il défend de nouveau le transport des matières d'or et d'argent hors du royaume, et recommande aux généraux des monnoies inspection et punition sévère envers les orfèvres qui contreviendroient aux lois, p. 597 et 600. Le 23 mars suivant, nouvelles lettres du Roi, dans lesquelles sont rappelées celles que nous venons de citer, qui défendent plusieurs monnoies étrangères, permettent le cours de quelques autres à un prix déterminé, prohibant leur sortie du royaume, et défendant à qui que ce soit de s'entremettre de fait de change sans son autorisation, p. 619 et 620. Nouvelles lettres encore, le 30 mars, pour augmenter le cours des deniers d'argent appelés *grans*; on les porte à deux sous dix deniers tournois, au lieu de deux sous neuf deniers qu'ils avoient valu auparavant, p. 621.

Monnaie forte, monnaie de Normandie. Voyez la p. 83, art. 2.

Monnoies. Exemption de tailles, d'ost et chevauchée, et d'autres contributions, en faveur des ouvriers des monnoies. Discours préliminaire, p. xxv. Octroi du dixième denier des émoluments des monnoies fabriquées à Angers, à l'église de Saint-Lô de cette ville, p. 437. Voyez *Angers*.

Monnoies. Création d'un monnoyeur à Toulouse, avec toutes les prérogatives et franchises dont les autres monnoyeurs jouissoient, faite par le Roi, octobre 1471, en vertu du droit, qu'il n'avoit pas encore exercé sous ce rapport, de l'avènement à la couronne, p. 459. Voir aussi les notes *b* et *d* de la même page. Création de deux monnoyeurs en Dauphiné, juillet et août 1472, p. 533, note *b*.

- Voyez aussi les mots *Acquillons*, *Alphonsius*, *Bandes*, *Clinguars*, *Écus*, *Florins*, *Gros*, *Hardis*, *Liard*, *Lion*, *Mouton*, *Neret*, *Nobles*, *Paris*, *Paillote*, *Riddes*, *Saluts*, *Targes*, *Virelans*.
- Monnoies.** Lettres adressées aux généraux maîtres des monnoies. Voyez, ci-dessus, *Généraux des monnoies*.
- MONSTRATA.** Portion de forêt désignée ainsi, p. 393 et note b.
- MONTAGU** (Jean de), grand-maître de la maison du Roi sous Charles VI : décapité en 1409, p. 51, note a.
- MONTARGIS.** Lettres adressées au bailli de Montargis,
 — du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.
 — du 21 décembre 1467, affranchissant d'impôts l'église de Notre-Dame de Cléry, et y ajoutant d'autres dons, p. 48. Voy. *Cléry* (Notre-Dame de).
 — du mois de juillet 1470, accordant aux habitants d'Orléans le droit d'acquérir et de posséder des fiefs nobles, p. 318. Voyez *Orléans*.
- MONTAUBAN.** L'abbé et les religieux de l'abbaye de Saint-Théodard, à Montauban, avoient anciennement une partie de la juridiction et des redevances féodales sur l'île Made, conjointement avec les Comtes de Toulouse. L'abbaye étant ensuite devenue évêché, l'évêque et les religieux continuèrent à exercer ces droits. Cession qu'ils en firent ensuite, avec quelques réserves, p. 181 et 182. Voy. *Juridiction*.
- Montauban.** Confirmation des privilèges que le Roi avoit accordés aux habitants de cette ville, avant qu'ils fissent partie de l'apanage du Duc de Guienne; ils en jouiront comme ils l'avoient toujours fait avant la mort de ce Prince. L'apanage qu'il avoit possédé, venoit d'être réuni au domaine de la couronne. Les lettres de Louis XI en faveur de Montauban, sont du mois de mai 1472, p. 506.
- MONTÉLIMART.** Exemptions d'impôt réclamées par ses habitants; Louis XI refuse de les admettre, p. 21, note a.
- MONTFERRAND.** On y établit un siège royal, p. 38. On transporte à ce siège la juridiction exercée jusqu'alors par celui de Cusset en Bourbonnois, pour les exemptions du duché d'Auvergne, p. 37 et suiv. Voyez *Cusset* et *Exemptions*. Divers démembrements faits du ressort de la ville de Montferrand, p. 390. Voyez *Bourbonnois* (Duc de) et *Cusset*.
- Lettres adressées au bailli de Montferrand,**
 — du 14 novembre 1467, portant révocation des foires de Genève, et confirmation de celles de Lyon, p. 35. Voy. *Lyon*.
 — du mois de novembre 1466, qui fixent à Montferrand le siège des exemptions du duché d'Auvergne, p. 38. Voyez *Montferrand*.
 — du mois de janvier 1467, qui déterminent devant quels juges seront portées les causes du chapitre de l'église cathédrale de Clermont et de ses officiers, p. 66. Voyez *Clermont*.
 — du mois de mai 1470, confirmant des lettres de rémission et d'abolition accordées aux habitants de Saint-Flour, p. 298. Voyez *Saint-Flour*.
 — du 11 août 1470, sur le ressort du comté de la Marche, p. 327. Voyez *Marche* (la).
 — du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- MONTIGNAC.** On y établit deux des foires générales et annuelles octroyées par le Roi au pays de Languedoc d'après la demande des trois états, p. 385.
- Lettres adressées au bailli de Montignac,**
 — du 10 février 1470, portant révocation des foires de Beucaire, p. 385.
- MONTIGNY-LE-ROI, en Champagne.** Lettres adressées à son prévôt,
 — du mois de septembre 1468, exemptant de subsides quelques communes, et accordant droit de justice à l'ordre de Malte pour une commanderie qu'il y possédoit, p. 119. Voy. *Robertcourt* et *Saint-Jean de Jérusalem*.
- Montigny en Languedoc.** Voyez *Perzenas*.
- MONTOLIEU.** Marchandises que ses habitants pouvoient y faire entrer, sans payer des droits. Discours prélimin., p. xxvj, note s.
- MONTPELLIER.** Lettres du 12 septembre 1467, portant établissement d'une Cour des aides à Montpellier, p. 10. Elle passe ensuite à Toulouse, d'où elle revient à Montpellier, pour retourner encore à Toulouse, p. 167 et suiv. Voyez *Parlement de Toulouse*.
- Lettres sur les foires de Genève et de Lyon, novembre 1467, adressées au gouverneur de Montpellier.** On lui adresse aussi des lettres sous la date du mois de janvier 1470, confirmant les privilèges des consuls et habitants de Narbonne, p. 371.
- Lettres adressées à la Cour des aides de Montpellier,**

— du 23 décembre 1468, ordonnant le rétablissement à Toulouse du Parlement et de la Cour des aides de Languedoc, qui avoient été transférés à Montpellier, p. 167.

Montpellier (Université de). Voy. *Université*.

MONTRES et *REVUES*. Voy. *Ban*, *Service*, *Troupes*.

MONTREUIL. Les statuts et ordonnances de police intérieure pour la ville de Théroutanne, juin 1469, furent adressés au prévôt de Montreuil, p. 228.

MONT SAINT-MICHEL. Lettres du mois de juillet 1470, par lesquelles le Roi octroie à ses habitans, qu'ils ne puissent être ajournés ni tenus en procès en première instance, à la poursuite d'aucun étranger, touchant meubles, injures et batteries, que par devant le capitaine de ce lieu, p. 320.

MONVILLE, en *Normandie*. Les habitans de Monville, bailliage de Rouen, ayant demandé d'y établir une foire annuelle, le Roi le leur accorda, par des lettres du mois de mars 1472, dans les termes et avec les précautions prises ordinairement pour des établissemens semblables, p. 477 et 478.

MOREAU (Guillaume). Lettres d'anoblissement que le Roi lui accorde, au mois d'avril 1470, p. 403, note a.

MORINVILLIERS (Étienne). Lettres de no-

blesse de Louis XI en sa faveur, p. 478, note a.

MORTAGNE, en *Flandre*. Le traité de Conflans transportoit cette ville au Duc de Bourgogne; des obstacles avoient été mis à l'exercice des droits que ce Prince devoit y avoir. Sur les plaintes qu'il en renouvela, Louis XI, par des lettres du 14 octobre 1468, ordonna de lever tous les empêchemens mis à l'exécution du transport fait au Duc de Bourgogne, et de lui en rendre la jouissance paisible et entière, p. 147.

MOULIN (Droit de), p. 223, 393.

MOUSSY (Jean de). Lettres du Roi, au mois d'avril 1471, qui lui permettent de construire et fortifier dans sa terre de la Contour, p. 417, note a.

MOUTON, monnaie. Voir la p. 363.

MOUTURE (Droit de), *molta*. Voy. la p. 394 et la note c.

MOY. Lettres de Louis XI, au mois de juin 1473, qui autorisent l'établissement d'une foire dans le lieu appelé de *Moy*, p. 589, note a.

MUTATION (Droit de). Voir *Biens*, *Églises*, *Immeubles*, *Louis IX*, *Tanneui du Chastel*.

MUTUUM, somme levée sous la forme d'emprunt. Voir la p. 276 et la note d.

MYSTÈRE ou *MISTÈRE*, pour *ministère*, *emploi*, p. 62 et note b, p. 115 et note a.

N

NARBONNE. Lettres du mois de janvier 1470, qui confirment à ses consuls et à ses habitans les privilèges que leur avoient accordés deux des prédécesseurs de Louis XI, Philippe VI et Charles VII. Narbonne avoit deux consulats, l'un pour la ville, l'autre pour le faubourg; les habitans en demandèrent la réunion à Philippe de Valois, qui l'ordonna par des lettres du 12 juin 1338, dont voici le sommaire : Après avoir prononcé cette réunion, l'article 1.^{er} reconnoît et confirme tous les droits que les deux consulats exerçoient. Le 2.^e et le 3.^e les autorisent à substituer le mode ancien, ou tout autre, à celui qu'un compromis fait dans la suite avoit établi, et à diminuer, s'ils le jugent convenable, le nombre des trésoriers municipaux, qui étoit de deux pour la ville et de trois pour le faubourg. 4.^e Les consuls pourront encore, malgré le compromis, mais toujours du consentement des parties qu'il concerne, disposer et ordonner comme ils le trouveront plus raisonnable. 5.^e Ils régleront le nombre des officiers du consulat, et

toutes les autres matières dont la décision leur appartenoit avant la présente réunion. 6.^e On leur laisse à déterminer le jour auquel se fera l'élection des consuls. L'art. 7 les autorise à acheter ou faire construire une maison pour le consulat. 8.^e Les procureurs du Roi se joindront aux consuls pour les défendre dans tous les débats relatifs à l'union prononcée des deux consulats. 9.^e Ce consulat sera à jamais sous l'autorité immédiate du Roi; il ne pourra même passer sous celle de ses fils ou de ses frères. 10.^e Le cas où le Roi succéderoit aux droits ou à une partie des droits de la vicomté de Narbonne, n'apportera aucun changement à l'union actuelle du consulat. L'article 11 concerne la nomination et la destitution de quelques officiers secondaires; et l'article 12, la faculté d'affirmer les droits que la ville préleve sur les vins. Les lettres de Charles VII sont du 15 mai 1434; elles sont relatives à différens débats qui s'étoient élevés, et confirment les privilèges plus anciennement accordés à la ville de Narbonne. Louis XI les approuve et

et ratifié de nouveau, p. 371 et suiv. Les habitants de Narbonne avoient été longtemps sous la vigneurie de Beziers. Une vigneurie particulière y fut établie dans le XIV.^e siècle par le concours du Parlement et du Roi. La juridiction du sénéchal de Carcassonne, auquel les appels se portoient, éprouva aussi plusieurs modifications importantes. Voir les pag. 375 et 376.

Narbonne. L'archevêché de cette ville n'étoit pas vacant en 1471, comme le disent les auteurs de la *France chrétienne*, p. 422, note a.

Lettres adressées au vigneur de Narbonne, — du mois de janvier 1470, confirmant les privilèges accordés à ses consuls et ses habitants, p. 371. Voir la p. 720.

NARDIN (Etienne), archevêque de Milan, et légat du Pape Paul II, p. 70 et note f, 72, 79 et note b.

NATURALITÉ (Lettres de), octroyées par Louis XI, p. 177, note a; 278, note d; 361, note a; 398, note a; 575, note g.

NAUFRAGE. Droit de naufrage cédé avec beaucoup d'autres droits par Louis XI à son frère, comme faisant partie des revenus du duché de Guienne, p. 210.

NAVIGATION. Dispositions concernant les navires qui venoient à Bordeaux, p. 576 et suiv. Voyez *Bordeaux*.

NAVRE, NAVREURE, pour *blessé, blessure*, p. 44 et note f, 483 et note c.

NEMOURS (Duc de). Voyez *Armagnac* (Jacques d').

NERET, monnoie qu'on appelloit ainsi, et pourquoi on lui donnoit ce nom, p. 170 et note f.

NEVERS. Arrêts et lettres rendus à l'occasion d'un élu de Nevers. Voyez *Aides* (Cour des) et *Élus*.

NIMES. Lettres adressées au sénéchal de Beaucaire et de Nîmes. Voyez *Beaucaire*.

NOA. Sens de ce mot, p. 394 et note a.

NOBLES. Exemptions qu'on leur accorde pour leurs biens. Discours préliminaire, p. xv. Voyez *Exemptions*. Quand ils étoient obligés de payer l'impôt, *ibid.* Voyez *Biens*. Quand ils devoient payer un droit sur la vente de leur vin, *ibid.* p. xvj. Voyez *Charles VII* et *Vins*.

Nobles et Demi-nobles, monnoies. Voir les p. 364 et 598.

NOBLESSE. Voyez *Anoblissement*. Demande de reconnaissance de noblesse et de réintégration dans tous ses droits, de celui qu'on

vouloit y troubler. Celui qui formoit la demande, craignoit qu'on ne lui en refusât les privilèges et franchises, parce que son père et lui s'étoient mêlés de fait de pratique, et avoient contribué pendant quelque temps à la levée des tailles et des impôts, p. 174.

NOGENT SUR-SEINE. Louis XI en engage la seigneurie au fils du Duc de Calabre par des lettres du mois de septembre 1467, p. 18, note a.

NOMINAUX. De ceux qu'on appelloit ainsi, p. 607, note b. Après avoir rappelé tout ce que ses prédécesseurs ont fait pour la propagation et la pureté de la foi, Louis XI dit qu'instruit du mal fait par la doctrine des nominaux, sous le rapport des mœurs et sous celui de la religion, de l'avis des docteurs des quatre facultés, réunis par ses ordres, il veut qu'on observe quelques statuts anciens tombés en désuétude, et seulement que les examinateurs actuels des candidats, au lieu d'être annuels, restent en place aussi longtemps qu'il paroîtra convenable de les y laisser. Il ordonne pareillement dans toute l'université et dans toutes les écoles l'enseignement de la doctrine d'Aristote et de ses commentateurs. Il défend, sous des peines sévères, l'enseignement public ou secret de celle des nominaux; impose au recteur, aux professeurs des facultés, aux maîtres et écoliers, de quelque grade qu'ils soient, ou à quelque grade qu'ils parviennent, l'obligation de promettre par serment d'exécuter le présent édit, condamnant au bannissement perpétuel ceux qui continueroient de professer ou de défendre cette doctrine, et ordonnant la saisie et séquestration de tous les livres qui la renferment, p. 607 et suiv. Quelques membres de l'université ne voulurent prêter que conditionnellement le serment prescrit, p. 611, note c. Ils obtinrent même bientôt après de Louis XI la révocation de la loi et la faculté d'étudier ce qu'on voudroit, p. 512, note b.

NONANCOURT (Seigneurie de). Don que le Roi en fait, p. 563, note a. Voyez *Tannegui du Chastel*.

NONOBTANCE. Voyez la p. 78 et sa note b.

NORMANDIE. Charles IV en exempte quelques villes de la taille, sous la condition qu'elles la remplaceroient par un impôt sur les choses vendues. Discours préliminaire, p. xxvj. Réclamations de ses habitants contre les officiers du Roi chargés de la levée des subsides, *ibid.* p. xij. Voyez *Louis X.* Réclamation contre l'exercice

Yyy

que l'université de Paris veut y faire de ses privilèges, *ibid.* p. xxij. Voyez *Université de Paris*. Droits exigés dans plusieurs villes de Normandie contre un privilège accordé par plusieurs Rois à la ville d'Arques, p. 107.

Normandie. Le Roi y avoit envoyé des commissaires sur le fait des francs-fiefs et des nouveaux acquêts. Les gens des trois états demandèrent que cette commission fût abolie, comme contraire à leurs libertés et à la charte du pays. Le Roi l'abolit, déchargea et quitta de toute finance les acquéreurs du temps passé, accorda l'amortissement aux gens d'église, sans préjudice du droit des seigneurs féodaux, anoblit les gens non nobles qui avoient acquis des fiefs nobles, et fit encore aux uns et aux autres quelques concessions stipulées dans ces lettres, qui sont du mois de novembre 1470, p. 337 et *suiv.* Par des lettres du même mois, il confirma et augmenta l'octroi fait aux gens d'église de Normandie, p. 341 et 342.

Les lettres du mois de novembre 1470 avoient assuré la noblesse et la jouissance libre de leurs fiefs nobles à tous les habitants de la province qui en tenoient alors, et à leur postérité. Elles disoient, *tenus noblement à gage pleige*. On craignit que ces derniers mois ne fussent exclusifs de la concession pour tous les fiefs qui n'auroient pas ce caractère spécial. Une interprétation fut demandée au Roi. On lui demanda en même temps que ceux qui tiendroient d'autres fiefs et possessions, ne pussent être contraints d'en vider leurs mains, sans cependant devenir nobles pour cela, et être exempts de tailles et autres subsides. Le Roi déclare, par ses lettres du mois de mai 1471, qu'il a entendu comprendre audit octroi tous ceux qui, au pays de Normandie, tiennent héréditairement fiefs nobles, *tenus noblement*, à cour et usage, quoiqu'ils n'y eussent pas usé du gage-pleige, même tous ceux qui y ont droit héréditaire, propriétaire et foncier, et qu'ils jouissent tous des privilèges de noblesse, comme les autres nobles du royaume. Il veut, de plus, que les autres tenant fiefs et autres possessions nobles, sans droit de cour et usage, en soient possesseurs paisibles, eux et leur postérité, sans être forcés d'en vider leurs mains, posé qu'ils ne soient pas nobles, et aussi sans devenir par-là nobles et exempts de tailles ou autres subsides, p. 422 et *suiv.*

NOTAIRES. Exemption octroyée aux notaires d'une ville de Languedoc, de payer, pen-

dant trois ans, l'imposition du marc d'argent. Discours préliminaire, p. xxvij, note *f*. Affranchis du service militaire par une loi de Jean II, *ibid.* p. xxv. Disposition favorable pour eux dans une autre loi du même Prince, *ibid.* note *l*. Leurs biens devoient être saisis, s'ils refusoient de payer l'aide; on pouvoit même les priver de leur office, *ibid.* Indemnité des notaires qui relevoient les quittances de la solde des gens d'armes, p. 82, art. 1.^{er}

NOTRE-DAME DE SELLES, en *Poitou*. Lettres d'amortissement que le Roi lui accorde au mois de juin 1472, pag. 524 et note *a*.

NOTRE-DAME DES MARTYRS, près d'Amiens. Lettres d'amortissement que le Roi accorde à ce monastère, au mois de mai 1473, p. 591, note *a*.

NOUVELLETÉ (Complainte en), p. 149 et note *a*.

NOYON. Lettres d'amortissement accordées par Louis XI, au mois de septembre 1468, au couvent des Augustins de Noyon, p. 119, note *a*. Lettres semblables, du même mois, pour les doyen et chapitre et pour la congrégation et communauté des chapelains de la ville de Noyon. On y voit que Charlemagne avoit fondé cette église et l'avoit dotée de plusieurs seigneuries et revenus, toujours tenus depuis comme amortis. Depuis cent ans aussi, des chanoines et autres personnes pieuses avoient donné au chapitre plusieurs maisons, cens, rentes, &c. pouvant monter à deux cents livres de revenu, et aux chapelains, depuis soixante ans, pour quarante huit livres parisis environ, à la charge de certaines redevances et de cent cinquante messes. La guerre ayant diminué tous ces revenus de plus de moitié, le service divin n'en a pas été moins bien fait, et cependant la diminution est devenue plus grande encore par des sommes qu'il a fallu payer plusieurs fois aux commissaires des francs-fiefs et nouveaux acquêts. Le chapitre de Noyon et la congrégation de ses chapelains demandent en conséquence, pour les possessions et revenus acquis, un amortissement que le Roi leur accorde, p. 124 et 125. Voyez *Amortissement*.

En considération du zèle des religieux de Saint-Barthélemi de Noyon pour le service divin, et d'une messe solennelle qu'ils avoient fait chanter à l'intention du Roi, Louis XI veut qu'ils puissent à jamais prendre six setiers de sel au grenier de cette ville pour la provision des religieux, leurs familiers et serviteurs, sans payer

aucun droit de gabelle, ni autre, fors le droit de marchand seulement, et sous la

condition de dire la même grand'messe chaque année, p. 425 et 426.



OBICER, pour *objecter*, *opposer*, p. 215 et note c, 399 et note d.

OBELA, OBELIA. Voir la p. 182.

OFFICES. Louis XI, considérant que plusieurs mutations d'offices royaux ont été faites, sans qu'il en fût dûment averti; que l'incertitude née de ces changements et destitutions rend ceux qu'ils possèdent moins zélés pour son service; que ses officiers sont les ministres essentiels par lesquels est poliee et entretenue la chose publique du royaume; voulant rendre leur zèle plus sûr par la plus grande sûreté de leur état, il déclare et statue que désormais aucun office ne sera donné, s'il n'est vacant par mort, résignation volontaire, ou forfaiture préalablement jugée; et, dans le cas où, par inadvertance ou importunité des requérans, il feroit le contraire, il veut qu'on n'ait aucun égard aux lettres qu'on obtiendrait de lui à ce sujet, p. 25. Cette déclaration célèbre est du 21 octobre 1467, et adressée au Parlement, à la Chambre des comptes, &c. &c. La même recommandation, ou l'expression de la même volonté, se retrouve dans les instructions de Louis XI à Charles VIII son fils, du 21 septembre 1482, p. 27, aux notes. L'immovibilité des offices avait déjà été établie par une loi de la seconderace, p. 25 et 26, note b. Conservation ou restitution de leurs offices, demandée par Louis-le-Germanique à Charles le-Chauve, en faveur de ceux qui l'avoient servi, *ibid.* Différence qui exista long-temps dans la signification des mots *Charge* et *Office*, *ibid.* Voyez *Honneur*. De la qualification d'*honoraire* appliquée à ceux qui cessoient d'exercer un office après l'avoir possédé long-temps, p. 25, note b. Le principe de l'immovibilité s'étendit, après le règne de Louis XI, jusqu'aux officiers de la maison du Roi, p. 26, note g.

Offices. Discussions relatives à une nouvelle création d'offices à la Cour des aides, p. 260 et note b.

Offices. Voyez *Examineurs*, *Huissiers*, *Parlement de Paris*.

OFFICIERS du Roi. A quel tribunal leurs causes étoient commises en première instance, p. 67. Officier de l'hôtel du Roi et des Princes. Voyez *Hôtel du Roi*.

OLIVIER DE COËTIVY, conseiller et cham-

bellan de Louis XI. Le château d'une baronnie (celle de Dydonne) qu'il avoit en Saintonge, ayant été détruit du temps du Prince Noir (Voyez *Édouard*), ce seigneur voulut le faire reconstruire dans un autre endroit que celui où on l'avoit anciennement bâti; mais il craignoit qu'en le déplaçant, ceux qui tenoient en fief de lui à cause de ce château, ne se refusassent à des obligations auxquelles ils avoient toujours été soumis. Le Roi, par ses lettres du 22 décembre 1467, autorise la reconstruction du château là où Olivier de Coëtiwy le croira plus convenable, avec murs, tours, fossés, ponts-levis et autres fortifications; il veut que les foi et hommage dus, les guet et garde, soient toujours acquittés, pourvu que le nouveau château soit dans l'arrondissement de la baronnie de Dydonne, p. 51 et 52.

OPPOSITION formée, au Parlement, à des lettres du Roi, concernant un échange de seigneuries et de juridictions, p. 390. Voir les p. 388 et 389.

OR. Matières d'or et d'argent portées aux foires de Genève, p. 33. Voyez *Genève*. Voyez aussi *Orfèvres*, et les p. 380 et suiv.

Or de paille. Voyez *Paille*.

ORATOIRES *Regis*, chapelains du Roi, ceux qui prioient pour lui. Voir la p. 91.

ORBEC. Voyez *Bourgogne*.

ORCHIES. Voyez *Lille*. Ses habitants demandent et obtiennent les coutumes qu'avoit déjà la ville de Douay, pag. 138, note d.

ORDINAIRES. Voyez *Bénéfices*.

ORFÈVRES. Charles XI avoit donné, en 1413, aux orfèvres de Tours, des statuts que Louis XI ne fit que confirmer au mois de janvier 1470. L'article 1.^{er} dit ce qu'il faudra savoir et faire pour le devenir. 2.^o On n'ouvrera que de bon or et de bon argent, sauf pour quelques cas spécifiés. 3.^o On jurera d'observer les us et coutumes du métier. 4.^o, 5.^o, 6.^o Ils indiquent des conditions et des obligations imposées à ceux qui voudront se livrer à ce travail, de différentes manières. 7.^o Défense à quelques marchands de vendre ou d'acheter aucune chose d'or ni d'argent à Tours; peine prononcée envers ceux qui le feroient. L'article 8 défend tout travail à certains jours. Les trois articles suivans règlent

Yyy ij

ce qui sera fait pour les apprentis, et l'article 12 traite des forains qui voudroient s'établir orfèvres à Tours. 13.^a On ne pourra se servir que d'or à la touche de Paris. Les dix articles suivans énoncent ce que les orfèvres devront ou ne devront pas faire ou employer dans leurs travaux. L'article 24 établit des prud'hommes pour veiller sur tous ces objets. L'article 25 autorise les gardes de la monnoie à visiter les œuvres des orfèvres. Les articles 26 et 27 prononcent les peines des contraventions ou des fraudes. Quelques exemptions relatives à l'impôt et au service personnel sont accordées par l'article 28. L'article 29 octroie à la confrérie des orfèvres le cinquième des forfaiures et épaves qui seront trouvées par les maîtres de ce métier, p. 397 et suiv.

ORIENT. Rubis, perles d'Orient. Voir la p. 381.

ORLÉANS. Une exemption générale de tailles, aides et subventions quelconques, pour toute la durée de son règne, ainsi que de tout droit de prise et de tout mandement de guerre, est accordée à ses habitans par Charles VII, en récompense de leur courage et de leur fidélité. Discours préliminaire, p. xxviiij.

Orléans. Une nouvelle enceinte ayant été formée pour cette ville, le Roi, pour la peupler et y attirer des gens de tout métier, tisserands, drapiers, foulons, cordonniers, couturiers, &c., déclara que tous ceux qui voudroient y venir pourroient y tenir leurs ouvriers, sans en être empêchés par les ordonnances et statuts qui déterminoient les conditions nécessaires pour devenir maître de ces métiers dans l'intérieur d'Orléans avant la nouvelle clôture, p. 260 et 261. Ces lettres de Louis XI sont du mois d'octobre 1469.

Orléans. Par des lettres du mois de juillet 1470, le Roi, voulant reconnoître le dévouement et les services des habitans d'Orléans, leur octroie à tous, de quelque condition qu'ils soient, la faculté d'acquérir, où bon leur semblera, tant de gens nobles que autres, fiefs, héritages en fiefs ou en alleus, pendant dix ans, et de les posséder à toujours, eux et leurs successeurs, sans être contraints à les mettre hors de leurs mains, ni à payer aucune finance, p. 318 et suiv. Malgré ces lettres, des commissaires aux francs-fiefs avoient voulu les y contraindre. Louis XI octroya et déclara de nouveau, par des lettres du 23 mars 1470, que les habitans d'Orléans pourroient tenir perpétuellement en leurs mains ce qu'ils auroient acquis avant ou durant les dix années, et les exempta de nouveau du paiement de toute finance, p. 400 et 401.

Orléans. Conservation des privilèges de son université, pag. 261. Voyez *Université*. Lettres d'amortissement accordées, au mois de juillet 1470, à Saint-Euverte d'Orléans, p. 325, note a.

Lettres adressées au prévôt d'Orléans, concernant les droits accordés aux gens des divers métiers qui viendront les exercer dans la nouvelle enceinte, p. 260.

ORNEMENS. Il y avoit des ornemens et des joyaux dont les femmes nobles pouvoient seules faire usage : Louis XI donne à toutes les femmes et filles de Beauvais le droit de porter tous ceux dont il leur conviendra de se parer, p. 382 et note a. Voyez *Beauvais*.

ORNOY. Louis XI y établit une foire par des lettres du mois de janvier 1468, p. 177, note a.

OUVRART (André). Le Roi lui accorde la noblesse par des lettres du mois d'avril 1471, p. 417, note a.

P

PACIFIS d'Arragon, monnoie, p. 598 et 620.

PACY. Voyez *Tanneui du Chastel*.

PAIEMENS. Comment ils sont déterminés par une ordonnance nouvelle sur les monnoies, p. 599.

PAILLOLE. Des hauts-justiciers ou des propriétaires des terres voisines des rivières où l'on trouvoit l'or de paillole, mettoient obstacle, par tous les moyens, à ce qu'on vint l'y ramasser et recueillir au nom du Roi. Le Roi, considérant combien cet or est utile aux besoins de l'État, et favorise l'allégement de ses peuples en exigeant

moins d'impôt, renouvelle les défenses d'en cueillir ou faire cueillir, sans sa permission ou celle des généraux des monnoies; de rançonner d'aucune manière ceux qui les cueillent pour lui; de rien faire enfin qui puisse empêcher ou retarder les ouvriers chargés de ce travail. Il y avoit des seigneurs qui étoient allés jusqu'à faire citer ces ouvriers devant l'official, pour les arrêter par la crainte d'une excommunication. Le Roi oblige, de plus, à la restitution ceux qui auroient perçu quelques droits; il ordonne, en cas de désobéissance, la saisie des biens, et veut qu'en cas d'opposition

- elle soit portée devant les généraux des monnoies et jugée par eux, p. 483 *et suiv.*
 Le même jour 23 mai 1472, autres lettres du Roi par lesquelles, après avoir rappelé qu'à lui seul, et non à autres, compete le droit d'établir une imposition ou de la permettre, il défend à plusieurs seigneurs de Languedoc d'en mettre aucune, d'enlever aux ouvriers leurs instrumens ou leur liberté; déclare que ceux-ci n'ont pas besoin de leur autorisation pour se livrer à ce travail, &c. La fin de ces secondes lettres n'est pas dans le manuscrit, p. 486 *et suiv.*
- PAIRIE.** Arrêt qui en ôte la dignité et les prérogatives au Duc d'Alençon; lettres de Louis XI qui les lui rendent, p. 58 et 59. Le comté de Flandre, pairie ancienne du royaume, p. 126 et note *f.* Des six grands vassaux pairs à cette époque, p. 126, note *f.* Réclamations faites par le Duc de Bourgogne, fondées sur sa qualité de premier et doyen des pairs de France, p. 141, 142 et 145. Le Duc de Nemours renonce à ses droits de pairie, et consent à être jugé comme un citoyen ordinaire, s'il devient par la suite infidèle envers le Roi, p. 268, note *a.* Il réclame, en cette qualité, les droits qu'ont les sujets de sa pairie, d'être justiciables du Parlement de Paris, p. 327. Les pairs ne pouvoient être jugés que là, p. 603.
- PAIRS.** Officiers municipaux désignés par ce nom. Voyez les p. 488, 489, 490, 492, 493, 508, 529 et la note *b*, 581 *et suiv.* Il y en avoit aussi pour la justice, p. 529, note *b.*
- PAISSON dans les forêts royales.** Concessions du Roi à cet égard, p. 392, 394, 395 et note *a*, 396, 397.
- PANAGE, PASNAGE, PASTINATUM, PASNAGIUM,** impôt. Voyez la p. 27 et la note *f*, la p. 274 et la p. 395, et la note *a.*
- PANETIER du Roi,** p. 207.
- PAPE.** Desir que Louis XI témoigne de lui complaire et de lui obéir, p. 1. Voyez *Cour de Rome.* Bulle du Pape pour la sécularisation de la cathédrale de Luçon; approbation de cette bulle par le Roi, p. 97 et 217. Voyez *Luçon.* Approbation donnée par Louis XI à d'autres bulles du Pape, qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay, p. 234 *et suiv.* Voyez *Tournay.* Approbation qu'il donne à une bulle concernant l'établissement d'une université à Bourges, p. 264. Comment fut puni un envoyé du Pape qui apportoit une bulle dans laquelle il y avoit des expressions injurieuses pour le Roi, p. 264, note *d.* Autres approbation et confirmation données par le Roi de privilèges accordés par les Papes, p. 351. Bulles relatives à la collation des bénéfices. Voyez *Bénéfices.*
- PAPEGAULT, PAPPAGALLUS.** Voy. *Laval* et la page 73.
- PARATÆ,** droit de gîte. Discours préliminaire, p. xv et sa note *c.*
- PARCHEMINIERS.** Voy. *Université de Paris.*
- PARDON.** La Cour des aides refuse d'enregistrer des lettres de pardon que le Roi lui avoit adressées; elle prononce même une condamnation contre le coupable, p. 208, note *a.*
- Pardon.* Voyez *Rémision.*
- PARERII.** Qui l'on désignoit par ce mot, p. 292, note *d.*
- PARIAGE.** Sens de ce mot, p. 193, note *b*; 373, note *a.* Voyez *Rodés* et *Saint-Saturain.*
- PARIS.** Assiette d'une contribution levée sur ses habitans par Louis X pour la guerre de Flandre. Discours préliminaire, p. iij. Bail des fermes des aides pour cette ville et son élection, *ibid.* Exemptions stipulées dans l'acte; elles concernent la Reine, les officiers du Parlement et les commensaux du Roi, *ibid.* Exemption de ban et arrière-ban accordée aux habitans de Paris, p. 281 et 282. Voyez *Ban.* Voir aussi la note *b* de la page 281.
- Paris* (Eglise de). Voy. *Église et Marguilliers.*
- Paris* (Parlement de). Voyez *Parlement.*
- Paris* (Prévôté de). Voyez *Prévôté.*
- Paris* (Bouchers de). Voyez *Bouchers.*
- Paris* (Brodeurs de). Voyez *Brodeurs.*
- Paris* (Marchands drapiers de). Voy. *Drapiers.*
- PARLEMENT de Bordeaux.** Son établissement, p. 29 et note *b.* Voir la p. 232. Le Roi, pour la décoration de cette cour, et attendu la multiplicité des affaires qu'on y porte, veut que le nombre de ses membres soit augmenté. L'archevêque de Bordeaux y avoit été nommé dès le principe: le Roi, croyant utile d'y appeler toujours un prélat du ressort, nomme l'évêque d'Acqs (ou de Dax) son conseiller-clerc, lui accordant les droits et gages ordinaires, sans qu'il puisse toutefois préjudicier aux autres conseillers pour l'assignation et le paiement de leurs gages, p. 29 et 30. Les lettres, du 3 novembre 1467, sont adressées au Parlement de Bordeaux, aux trésoriers de France et aux généraux des finances, p. 30. La Guienne ayant été cédée au frère du Roi, le Parlement est transporté de Bordeaux à Poitiers par des lettres patentes du mois de juin 1469,

p. 210, note c; 231 et suiv. D'autres lettres du mois de juin, en 1472, le rétablirent à Bordeaux, p. 210, note c; p. 511 et 512. Voy. *Poitiers*. Ressort donné au Parlement de Bordeaux dès son institution, p. 232. Les lettres de translation à Bordeaux du Parlement qui se tenoit à Poitiers, ordonnent quelques augmentations et établissent quelques changements dans les officiers de cette cour, p. 512.

Parlement de Bordeaux. Lettres qu'on lui adresse,

— du 24 juillet 1467, établissant les collations en faveur du Pape, p. 1.

— du 3 novembre 1467, augmentant le nombre des membres du Parlement et nommant l'évêque d'Acqs conseiller-clerc. Voyez *Acqs*.

— du 1.^{er} janvier 1468, admettant les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par coutume ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voy. *Bretagne* (François II, Duc de).

— du 1.^{er} juin 1472, rétablissant à Bordeaux le Parlement transféré à Poitiers, p. 511.

— du 2 juin 1472, concernant le ressort de la sénéchaussée de la Rochelle, p. 513. Voyez *Rochelle* (la).

— du mois de juin 1472, confirmant les privilèges des églises Saint-André et Saint-Séverin, p. 525. Voy. *Bordeaux*.

— du mois de juillet 1472, confirmant les coutumes et franchises des habitants de Bayonne, p. 526. Voy. *Bayonne*.

— du mois de juillet 1472, déclarant de nouveau l'union de la ville de Bayonne au domaine du Roi, p. 527. Voyez *Bayonne*.

— du 31 octobre 1472, pour la réception et homologation des concordats faits entre le Pape et le Roi, p. 548. Voyez *Concordat*.

— du 26 février 1472, concernant la tutelle des petits-enfans du Comte de Foix, la main-léevée des terres et seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi, et le serment de fidélité et d'obéissance, p. 558. Voyez *Foix*. (Voir aussi la p. 561.)

— du mois de mai 1473, attribuant aux maire et jurés de Bordeaux la police et juridiction sur tous les navires qui viendront au port et havre de cette ville, p. 576. Voyez *Bordeaux*.

— du mois de juillet 1473, con-

cernant le service divin dans l'hôpital du Saint-Esprit de Bayonne, p. 584. Voyez *Bayonne*.

— du 6 mars 1473, établissant l'évêque d'Alby président des États de Languedoc, p. 615. Voyez *Languedoc*.

Parlement de Dauphiné. Lettres qui lui sont adressées,

— du 20 juin 1468, rendant aux prévôt et chapitre de Saint-André de Grenoble le droit de nommer à tous les canonicats et bénéfices vacans dans cette église, p. 90. Voyez *Grenoble*.

— du 24 juin 1468, accordant au chapitre de Gap un amortissement demandé sous la réserve des foi et hommage, et à la charge d'armer quelques hommes quand le service du Roi en Dauphiné l'exigera, p. 95. Voyez *Gap*.

— du mois de juin 1471, relatives à l'exécution de l'amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 483. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).

— du mois de septembre 1471, concernant l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

— du 31 octobre 1472, pour la réception et homologation des concordats faits entre le Pape et le Roi, p. 548. Voyez *Concordat*.

Parlement de Paris. Combien d'exemptions les lois lui accordèrent pour les impôts, Discours préliminaire, p. xxv. Les huissiers mêmes furent compris dans l'immunité, *ib.*

Parlement de Paris. Défense de payer les gages et pensions des membres absens, avant que ceux des membres présens aient été entièrement payés, p. 52. Prorogation d'un droit sur le sel pour fournir au supplément de gages accordé aux officiers de cette cour, attendu l'obligation qu'on leur imposoit de venir travailler à l'expédition des procès après dîner, p. 35. De quoi ils devoient alors s'occuper plus particulièrement, p. 4, 5, 6. Quels étoient les gages des présidens, conseillers et autres officiers du Parlement de Paris en 1467, p. 5. Des membres absens ayant obtenu des lettres du Roi pour être payés de leurs gages, d'autres ayant obtenu d'autres lettres pour avoir des pensions ou gages extraordinaires sur les assignations du Parlement, et le paiement des gages ordinaires en étant retardé, Louis XI, confirmant les ordonnances anciennes, veut que les officiers résidans et ceux qu'il appelloit à son conseil pour le servir, soient payés avant aucun autre non résidant, annulant toutes lettres

à ce contraire, p. 68 et 69. Exemption des membres du Parlement au sujet des décimes papales, p. 79, note *b*. Ordonnance d'un commissaire du Pape (le cardinal de la Balue), qui reconnoît cette ordonnance et la confirme, p. 79 et 80. Lettres concernant les fonctions, le nombre et les privilèges des huissiers au Parlement, p. 103 et suiv. Voy. *Huissiers*. Exemptions d'impôts stipulées dans le bail des terres pour les membres du Parlement de Paris, p. 111. On lui portoit l'appel des jugemens rendus en Flandre; réclamations faites à cet égard par le Duc de Bourgogne, à qui la Flandre appartenoit; Louis XI déclare et promet qu'aucune affaire de ce pays ne pourra désormais être attirée ou évoquée à son Parlement ni ailleurs dans son royaume, par droit de ressort, d'appellation, réformation, ou de quelque autre manière que ce puisse être, p. 126 et suiv. Surséance de neuf ans pour ces appels, ordonnée par Charles VII; ce qu'avoit déjà ordonné Louis XI, p. 126, note *h*. Voy. *Flandre*. Nouvelle surséance accordée pour huit ans au mois d'octobre 1468, p. 135 et suiv. Nouvelles lettres, encore de la même époque, concernant les appellations des jugemens rendus par les tribunaux de Flandre, p. 137, 138, 139. Voyez *Flandre*. Le bailli de Sens recevoit les appellations des jugemens des officiers du Duc de Bourgogne; ce Prince s'en plaignit au Roi, comme d'un acte contraire aux droits du premier pair de France, titre en vertu duquel la décision de tous les procès appartenoit à ses officiers, sauf le ressort par appellation au Parlement de Paris; Louis XI fait défense au bailli de Sens de continuer à recevoir ces appellations, p. 141. On peut voir sur quelques autres lettres de Louis XI, relatives à la juridiction du Parlement de Paris, les p. 148 et suiv., et, ci-dessus, les mots *Complaintes* et *Grand-Conseil*. Surséance de quinze ans et de vingt ans ensuite mise à l'exécution d'un de ses arrêts, p. 151. Voyez *Surséance*. Évocation, au Conseil du Roi, d'un procès pendant au Parlement de Paris contre des personnes qui avoient agi pour les intérêts et par les ordres du Duc de Bourgogne: toutes mesures et poursuites contraires sont expressément défendues: ces lettres sont du 14 octobre 1448, p. 152. Confirmation nouvelle des franchises accordées, pour les appellations, aux jugemens rendus par les quatre *lois* principales de Flandre, p. 156 et 157.

Parlement de Paris. Divers arrêts du Parle-

ment de Paris, en 1467, concernant une rébellion armée des habitans de Cusset en Bourbonnois contre des lettres émanées du Roi, p. 40 et suiv. Voy. *Cusset*. Arrêt qui adjuge au Duc de Bourbonnois et d'Auvergne quelques parties du ressort de Montferrand, p. 39. Voyez *Bourbonnois* (Duc de). Main-levée de saisies prononcée par le Parlement de Paris, p. 159 et suiv. Voyez *Main-levée*. Plusieurs personnes ayant demandé au Roi le premier office de conseiller qui vaqueroit dans le Parlement, et le Roi l'ayant accordé, il défend d'y recevoir, le cas échéant, si l'on n'apporte de nouvelles lettres de lui, octroyées depuis la vacance survenue; octobre 1469, p. 260.

Parlement de Paris. Sur l'opposition qu'il mit à l'établissement d'une université à Bourges, voir les pages 264 et suiv., et sur-tout les notes de ces pages, ainsi que les mots *Enregistrement* et *Université de Bourges*. Exemption de ban et arrière-ban accordée et confirmée à ses membres, p. 281 et note *b*. Lettres qui prescrivent la continuation des audiences de relevée au Parlement de Paris, et prolongent pour six ans la crue de quatre livres parisis par muid de sel, pour fournir au supplément de gages attribué à ses membres en conséquence de l'augmentation du travail; ces deux dispositions sont l'objet de deux lettres du même jour, 16 octobre 1473, p. 592 et suiv. Le 9 novembre suivant, le Roi donne, pour trois années, le produit des amendes à différens officiers du même Parlement, dans une proportion déterminée, p. 594 et 595. Droit de nomination à des bénéfices ecclésiastiques par les présidents et autres officiers du Parlement de Paris, p. 549, 552. Ses remontrances concernant la pragmatique sanction rappelées, p. 552, note *a*. Refus qu'il fait de laisser publier le concordat de 1472, comme attentatoire à la couronne, p. 553, note *a*.

Parlement de Paris. Lettres adressées à ce Parlement,

— du 24 juillet 1467, portant rétablissement des collations en faveur du Pape, p. 1. Voyez *Cour de Rome*.

— du 21 octobre 1467, touchant l'inaliénabilité des offices royaux, p. 25. Voyez *Offices*.

— du 21 novembre 1467, fixant à Montferrand le siège des exempts du duché d'Auvergne, et confirmant des mesures prises contre la révolte des habitans de Cusset, p. 37. Voyez *Cusset* et *Montferrand*. Voyez aussi la p. 38.

— du 20 janvier 1467, portant

rétablissement du Comte du Perche dans les honneurs et les biens de ses ancêtres, et assurant cette réintégration au Duc d'Alençon lui-même, aussitôt qu'il sera rentré dans l'obéissance du Roi, p. 58. Voir *Alençon* (Jean II, Duc d') et *Perche* (René, Comte du).

— du mois de janvier 1467, déterminant devant quels juges seront portées les causes du chapitre de l'église cathédrale de Clermont, et de ses officiers, p. 66. Voyez *Clermont*.

— du 21 juin 1468, abolissant les redevances dues au Roi par l'abbaye de Saint-Pierre de Lagny-sur-Marne, p. 93. Voyez *Lagny*.

— du 6 juillet 1468, concernant les huissiers au Parlement, p. 103. Voyez *Huissiers*.

— du 14 octobre 1468, concernant le ressort des quatre lois principales du comté de Flandre et l'appel de leurs jugemens, p. 126. Voyez *Flandre*.

— du 14 octobre 1468, confirmant le don fait au Duc de Bourgogne des greniers à sel et de plusieurs villes du Maconnais, p. 129. Voyez *Sel*.

— du 14 octobre 1468, portant qu'il sera sursis, pendant huit années, au jugement des procès touchant les limites du comté de Flandre, pendans au Parlement de Paris, p. 135. Voyez *Flandre*.

— du 14 octobre 1468, relatives aux appellations portées, *omisso medio*, au Parlement de Paris, des décisions rendues par les tribunaux du comté de Flandre, p. 137. Voyez *Flandre*.

— du 14 octobre 1468, concernant les appellations des jugemens rendus à Lille, à Douai, à Orchies, et la juridiction du gouverneur de Lille et de la Chambre du conseil de Flandre, p. 138. Voyez *Flandre*.

— du 14 octobre 1468, portant règlement pour les hommages des vassaux du comté de Ponthieu et des prévôts de Vimeu, Beauvoisis et Foulloy, p. 140. Voyez *Ponthieu*.

— du 14 octobre 1468, défendant au bailli de Sens de recevoir les appellations des jugemens rendus par les officiers du Duc de Bourgogne, et ne permettant de les porter qu'au Parlement de Paris, p. 141. Voyez *Sens*.

— du 14 octobre 1468, concernant les exécutions faites en vertu du scel de Bourgogne, p. 142. Voyez *Scel*.

— du 14 octobre 1468, accor-

dant exemption de service personnel pour la défense du royaume, en faveur des vassaux, sujets et serviteurs du Duc de Bourgogne, p. 143. Voir *Service*.

— du 14 octobre 1468, concernant la juridiction que le bailli de Sens exerçoit sur les habitans de Villeneuve-le-Roi, p. 145. Voyez *Sens*.

— du 14 octobre 1468, sur la connoissance des complaints dans le duché de Bourgogne, p. 148. Voyez *Complaintes*.

— du 14 octobre 1468, concernant la juridiction du Duc de Bourgogne, p. 150. Voyez *Grand-Conseil du Duc de Bourgogne*.

— du 14 octobre 1468, confirmant, à la demande du Duc de Bourgogne, une surséance pour quinze ans à l'exécution d'un arrêt rendu par le Parlement de Paris, que l'on prétendoit contraire au traité d'Arras, et prolongeant ensuite cette surséance de vingt ans encore, p. 151. Voyez *Surséance*.

— du 14 octobre 1468, évoquant au Conseil du Roi une cause pendante au Parlement de Paris, à la poursuite du ministère public, contre Chrétien et Jean de Digonne, qui avoient agi pour les intérêts et par les ordres du Duc de Bourgogne, p. 152. Voyez ci-dessus, p. 72.

— du 14 octobre 1468, concernant l'appellation des jugemens de la loi de Bruges, p. 156. Voyez *Bruges*.

— du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du 28 janvier 1468, accordant à René, Roi de Sicile, Duc d'Anjou et Comte de Provence, le droit de sceller en cire jaune, p. 175. Voyez *René d'Anjou*.

— du 6 mars 1468, accordant aux habitans de Tournay la permission de tenir table d'usure, p. 191. Voyez *Table d'usure*.

— du 14 mars 1468, ratifiant le traité fait avec le Duc de Bourgogne, p. 197. (Voir aussi la p. 198.) Voyez *Traité*.

— du mois d'avril 1469, donnant la Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 209. (Voir aussi la p. 212.) Voyez *Berry* (Charles, Duc de) et *Guienne*.

du

- du mois de mai 1469, accordant amnistie pour ceux qui ont suivi le parti du Duc de Guienne, p. 214. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du mois de mai 1469, étendant aux descendans du Roi de Sicile le privilège qui lui avoit été accordé pour le scel de ses lettres, p. 216. Voyez *René d'Anjou*.
- du mois de juillet 1469, transférant le Parlement de Bordeaux à Poitiers, p. 231. Voyez *Parlement de Bordeaux*.
- du mois de juillet 1469, approuvant et ratifiant des bulles du Pape qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay, et accordant amortissement et sauvegarde à ce sujet, p. 234. Voyez *Tournay*.
- du 18 septembre 1469, portant révocation des dons faits et des privilèges accordés par Louis XI, depuis son avènement au trône, à plusieurs villes de Guienne, p. 257. Voyez *Guienne*.
- du 18 septembre 1469, portant confirmation d'un appointement relatif aux pays formant l'apanage du Duc de Guienne, p. 255. Voyez *Guienne*.
- (closes) du 22 octobre 1469, adressées au Parlement de Paris, sur la nomination et la réception aux offices vacans dans cette cour, p. 260. Voyez *Parlement de Paris*.
- du 8 novembre 1469, relatives à l'enregistrement des lettres patentes qui avoient donné le duché de Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 263. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du 6 décembre 1469, relatives à l'enregistrement et à la publication des lettres qui avoient été accordées à l'université de Bourges, p. 264. Voyez *Université de Bourges*.
- des 22 février et 20 mars, faisant suite aux lettres ci-dessus, et relatives de même à l'enregistrement et à la publication de celles qui avoient été accordées à l'université de Bourges, p. 265 et 266, aux notes. Voyez *Université de Bourges*.
- du 15 juin 1470, relatives à une exemption d'impôts réclamée par les officiers du bailliage de Tournay, p. 306. Voyez *Tournay*.
- du 13 juin 1470, portant décharge d'hypothèques, privilèges, et de tous droits royaux, sur Villemonble, p. 315. Voyez *Villemonble*.
- du mois de février 1470, transférant le ressort des seigneuries d'Auneau et Corville au bailli de Dunois, p. 388. Voyez *Dunois* (Jean, Comte de).
- du mois de mars 1470, accordant différens privilèges à la ville d'Amiens, concernant l'acquisition des fiefs, la réparation et construction des fortifications, et l'assiette et levée des deniers nécessaires pour les besoins communaux, p. 401. Voyez *Amiens*.
- du mois de mai 1471, confirmant les privilèges de l'église de Laon, et notamment l'exemption de loger et nourrir des gens de guerre, p. 421. Voyez *Laon*.
- du 30 juin 1471, concernant la vérification des privilèges accordés à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pag. 432. Voyez *Saint-Jean de Jérusalem*.
- du mois de juin 1471, relatives à l'exécution de l'amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 433. Voyez *Berry* (Charles, Duc de).
- du 25 juillet 1471, concernant le ressort du bailliage d'Amboise, p. 436. Voyez *Amboise*.
- du mois d'août 1471, concernant la prévôté de Bourges, p. 439. Voyez *Bourges*.
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- du 23 avril 1472, portant défense d'imposer aux tailles les habitans de Lyon pour les biens qu'ils possèdent hors de la ville, p. 480. Voyez *Lyon*.
- du 24 mai 1472, portant nouvelle réunion de la Rochelle au domaine de la couronne, et confirmation de tous les privilèges, franchises, statuts, &c. de la ville et de ses habitans, p. 488. Voyez *Rochelle* (la).
- du mois de mai 1472, portant confirmation des privilèges, libertés, franchises, &c. accordés par les prédécesseurs du Roi et par le Duc de Guienne à la ville de Bergerac, p. 494. Voyez *Bergerac*.
- du mois de mai 1472, portant confirmation des privilèges, droits, franchises, &c. de la ville de Périgueux, p. 497. Voyez *Périgueux*.
- du mois de mai 1472, portant nouvelle confirmation des privilèges accordés aux habitans de Libourne en Guienne, p. 505. Voyez *Libourne*.
- du mois de mai 1472, portant confirmation des privilèges de la ville de Montauban, p. 506. Voyez *Montauban*.
- du mois de mai 1472, confir-

- mant les habitans de la ville de Saintes dans tous leurs privilèges et franchises, restituant les biens à tous ceux qu'on en avoit dépouillés pendant les divisions intestines, et annullant les dons qui en avoient été faits, p. 507. Voyez *Saintes*.
- du 28 mai 1472, confirmant les privilèges de Saint-Jean-d'Angely, p. 508. Voyez *Saint-Jean-d'Angely*.
- du 2 juin 1472, concernant le ressort de la sénéchaussée de la Rochelle, p. 513. Voyez *Rochelle* (la).
- du mois de juillet 1472, portant élection des maire et pairs de Beauvais, p. 529. Voyez *Beauvais*.
- du mois d'octobre 1472, confirmant l'exemption de ban et d'arrière-ban à tous les habitans de Poitiers, p. 541. Voyez *Poitiers*.
- du mois d'octobre 1472, accordant sauvegarde au chapitre de la cathédrale de Langres, p. 546. Voyez *Langres*.
- du 31 octobre 1472, pour la réception et homologation des concordats faits entre le Pape et le Roi, p. 548. Voyez *Concordat*.
- de l'année 1472, relatives aux collations de bénéfices exercées par l'envoyé du Pape, p. 554. Voyez *Bénéfices*.
- du 26 février 1472, concernant la tutelle des petits-enfans du Comte de Foix, la main-lèvé des terres et seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi, et le serment de fidélité et d'obéissance, p. 558. Voir aussi les p. 560 et 561, et ci-dessus *Foix*.
- du 12 mars 1472, déterminant la valeur de nouveaux écus d'or, p. 563. Voyez *Monnoies*.
- du 22 mai 1473, relatives à l'achat et à la vente des draps par les marchands de la ville de Paris, p. 573. Voyez *Drapiers* (Marchands).
- du mois de juillet 1473, concernant le service divin dans l'hôpital du Saint-Esprit à Bayonne, p. 584. Voyez *Bayonne*.
- du mois de décembre 1473, accordant le droit aux chanoines de Candé de ne plaider qu'au Parlement de Paris, p. 603. Voyez *Candé*.
- du 1.^{er} mars 1473, contre les nominaux, p. 607. Voyez *Nominaux*.
- du 2 mars 1473, par lesquelles le Roi accorde aux couleuvriniers d'Amiens les prérogatives, franchises et libertés qu'il avoit précédemment accordées aux archers et arbalétriers de la même ville, p. 612. Voyez *Couleuvriniers*.
- du 30 mars 1473, augmentant le cours des deniers d'argent appelés *gris*, p. 621. Voyez *Monnoies*.
- Parlement de Perpignan*. Lettres qui lui sont adressées,
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- Parlement de Poitiers*. Voyez *Poitiers*.
- Parlement de Toulouse*. Établi sur la demande des trois états de Languedoc, p. 10. Autorité qu'il veut exercer sur les impôts, p. 11. La juridiction en est conservée à des magistrats particuliers, *ibid.* Voyez *Aides* (Cour des). Transféré de Toulouse à Montpellier, au mois d'avril 1467, et rétabli à Toulouse au mois de décembre de l'année suivante, p. 57, note a. Après avoir rappelé dans quelle circonstance et pourquoi un Parlement et une Cour des aides furent établis à Toulouse, Louis XI dit pourquoi il les transférera à Montpellier en 1467; il ajoute qu'ayant été instruit des inconvéniens résultés de cette translation, il veut que les deux Cours soient rétablies dans la ville où elles avoient d'abord été. Ces lettres sont du 23 décembre 1468, p. 167 et *suiv.* Lettres du 20 septembre 1471, qui annullent une ordonnance des commissaires du Roi en Languedoc, d'après laquelle le Parlement et la Cour des aides devoient être ambulatoires au lieu d'être sédentaires, p. 442 et *suiv.* Voyez *Aides* (Cour des). D'autres lettres, données à la fin du même mois, le 29 septembre 1471, déclarent les officiers du Roi au Parlement de Toulouse exempts de toutes les aides, tailles, et de tout service militaire, p. 445.
- Lettres adressées au Parlement de Toulouse,
- du 24 juillet 1467, portant rétablissement des collations en faveur du Pape, p. 1. Voyez *Cour de Rome*.
- du 12 septembre 1467, établissant une Cour des aides à Montpellier, p. 10. Voyez *Montpellier*.
- du 8 janvier 1467, rétablissant l'office de juge-mage à Toulouse, p. 56; Voyez *Toulouse*.
- du 23 décembre 1468, ordonnant le rétablissement à Toulouse du Parlement et de la Cour des aides de Languedoc, qui avoient été transférés à Montpellier, pag. 167. Voyez *Parlement de Toulouse*.
- du 1.^{er} janvier 1468, admettant les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux,

par contumace ou par faute de présenter leurs titres, pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes. p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du 18 septembre 1469, portant confirmation d'un appointement relatif aux pays formant l'apanage du Duc de Guienne, p. 255. Voyez *Berry* (Charles Duc de).

— du 18 septembre 1469, révoquant les dons faits et les privilèges accordés, depuis l'avènement du Roi au trône, à plusieurs villes de Guienne, pag. 257. Voyez *Guienne*.

— du 8 novembre 1469, relatives à l'enregistrement de celles qui avoient donné le duché de Guienne pour apanage au frère du Roi, p. 263. Voyez *Guienne*.

— du mois de novembre 1470, portant confirmation de l'octroi fait d'un consulat à la ville d'Aurillac, avec abolition de délits commis par les consuls et les habitants, p. 348. Voyez *Aurillac*.

— du mois de novembre 1470, confirmant les privilèges accordés aux habitants de plusieurs lieux, p. 350. Voyez *Cabarès*, *Iles Fournes*, *Limostin*, *Salignan*, *Villaine*.

— du mois de décembre 1470, accordant à l'archidiacre et à l'église de Rodès de n'être tenus de plaider qu'au Parlement de Languedoc, p. 360. Voy. *Rodès*.

— du 10 février 1470, portant révocation des foires de Beaucaire, p. 385. Voyez *Beaucaire*.

— du mois de juin 1471, relatives à l'exécution de l'amnistie précédemment accordée à ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 433. Voy. *Berry* (Charles Duc de).

— du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

— de l'année 1472, relatives aux collations de bénéfices exercées par l'envoyé du Pape, p. 554. Voyez *Bénéfices*.

— du 26 février 1472, concernant la tutelle des petits-enfants du Comte de Foix, la main levée des terres et seigneuries mises, après la mort de ce Prince, sous la main du Roi, et le serment de fidélité et d'obéissance, p. 558. (Voir aussi les pages 560 et 561.) Voyez *Foix*.

— du mois de juillet 1473, concernant le service divin dans l'hôpital du Saint-Esprit à Bayonne, p. 584. Voy. *Bayonne*.

— du 6 mars 1473, qui créent l'évêque d'Alby président des états de Languedoc, p. 615. Voy. *États de Languedoc*.

Tome XVII.

PARTI, pour *partagé avec, associé avec*. Discours préliminaire, p. vj, note e.

PASNAGIUM. Voyez *Panage*.

PASSAGE. Exemptions accordées ou confirmées du droit de passage, p. 27. Concession du droit de haut passage au Duc de Bourgogne, dans les terres royales qui lui avoient été cédées et transportées, p. 155.

PASSAGES (Hauts). Voyez *Imposition foraine* et *Saint-Quentin*.

PAST ou repas donné par les nouveaux sergens à cheval du Châtelet de Paris : inconveniens, excès même, qui en résultoient quelquefois, p. 279, note e.

PASTUS, PASTIO. Voy. *Appais* et la note a de la page 272.

PATRIS VALENTIN, panetier du Roi en 1471. Don que le Roi lui fait de la haute, moyenne et basse justice, dans deux de ses terres, p. 462 et 463. Voyez *Justice*. Il lui octroie de plus la pe mission d'y faire et d'y édifier et construire toutes les fortifications nécessaires à de tels châteaux et seigneuries, p. 462 et 463.

PÂTURAGE. Droit de pâture accordé moyennant un cens annuel, p. 102. Voy. *Homensing* et la page 223.

PAUVRES. Diverses lois en faveur des pauvres. Discours préliminaire, p. xix et suiv. Fondation royale en faveur d'un pauvre dans l'église Saint-Martin de Tours, p. 571 et 572. Voyez *Tours*.

PÉAGES. Exemptions de droits de péage accordées ou confirmées par Louis XI, p. 27, 107, 223, 224. Voy. *Exemptions*.

Péages dont des lettres royales accordent le produit à l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 393 et 394. Concessions de droit de péage. Voir *Saint-Macloed*.

PÊCHE (Droit de). Voir la page 223.

PÉLERINS. Droit dont Charles VI exempte les pèlerins. Discours préliminaire, p. xxvj. Exemptions plus anciennes qu'ils avoient obtenues, *ibidem*. Le Roi prend sous sa sauvegarde et protection spéciale les pèlerins qui viendront à Notre-Dame de Cléry, p. 49, art. 2.

PELLETIER de Rouen. Ils exposent que, pour la police de leur métier, et pour obvier aux fautes qui se commettoient par impéritie ou ignorance, des statuts avoient été faits : mais que, présentés à diverses fois et par articles, l'ayant même été en partie pendant l'occupation des Anglois, ils voudroient les voir renouvelés, en y ajoutant quelques dispositions qui leur paroissent nécessaires. Leur demande, d'abord accordée par le prévôt de Rouen, obtint, en 1470, la sanction du Roi, p. 407 et suiv.

Zzzz ij

Les trois premiers articles des anciens statuts et les articles 7 et 8 prescrivent ce qu'il faudroit faire ou ne pas faire dans la préparation et la vente des peaux. L'article 5 ordonne la confiscation des œuvres faites contre ces réglemens. Les articles 6, 9, 11, établissent des gardes du métier, et règlent leur nombre, leurs droits, leurs obligations. Les articles 4, 10 et 12, règlent ce qui concerne les apprentis et les ouvriers. L'article 13 prononce une amende contre ceux qui travailleront le samedi après nones ou un jour fêté. Les qualités que doivent avoir les marchandises fabriquées et mises en vente, les peines qui seront imposées en cas de fraude, les conditions nécessaires pour avoir le droit de fabriquer et de vendre, sont l'objet des cinq premiers articles de statuts plus nouveaux. La contribution à payer, quand on est reçu, et annuellement, est l'objet du sixième article. Trois articles additionnels avoient été proposés et adoptés. Le premier dit combien de temps il faudroit avoir servi avant de devenir maître; le second et le troisième défendent d'exposer en vente des marchandises qui n'auroient pas les caractères qu'on y indique, p. 407 et *suiv.*

PENER, pour *supporter*, p. 413 et note a.

PENSIONS. De leur paiement pour les membres absens du Parlement de Paris, p. 2. Voyez *Parlement de Paris*.

PERCEPTEURS. On en diminue le nombre et les gages. Discours préliminaire, p. iij. Compte qu'ils rendoient des sommes perçues, *ibid.* note a.

PERCHE (René, Comte du), fils de Jean II, dit le Beau, Duc d'Alençon, et ensuite Duc d'Alençon lui-même, sous la dénomination de *René I.^{er}* Voir la p. 53 et les notes de cette page. Il revient et promet de ramener son père à l'obéissance du Roi. Dons et concessions qu'il reçoit en récompense par des lettres du 31 décembre 1467, p. 53 et 54. Peu après, le 20 janvier, de nouvelles lettres le rétablissent dans les honneurs et les biens de ses ancêtres, que la condamnation de son père lui avoit fait perdre. Voy. *Alençon* (Jean II, Duc d'). Le Comte de Perche avoit d'abord essayé de ramener au parti du Roi le Duc d'Alençon, ligué avec ceux qui lui faisoient la guerre; mais, loin de l'obtenir, il avoit reçu l'ordre de défendre Alençon contre Louis XI. Il le fit d'abord; mais bientôt il remit la ville et le château au Roi, le priant de pardonner à son père et à lui, et de leur restituer tous leurs biens et honneurs, cassant les dons qui pouvoient

avoir été faits des terres à eux appartenant. Louis XI octroya toutes ses demandes, consentant que le Duc d'Alençon, retourné en son obéissance préalablement, et le Comte de Perche dès ce moment, se pussent ressaisir eux-mêmes de leurs terres sans recourir à justice, p. 61 et 62. Voir aussi les lettres du même jour 20 janvier, p. 63 et 64. Le 27 du même mois, déclaration du Comte de Perche, dans laquelle il renouvelle les promesses faites au nom de son père et au sien, rappelle le pardon et les concessions du Roi, adopte les modifications ou réserves que ce Prince y avoit mises, et notamment que le Duc d'Alençon et le Comte de Perche ne feroient aucune demande ou poursuite des biens meubles qui auroient été pris dans leurs terres ou seigneuries par les commissaires ou serviteurs du Roi, durant les divisions jusqu'à présent, et qu'on n'inquiéteroit d'aucune manière ceux de leurs officiers, vassaux ou sujets, qui se seroient auparavant prononcés en faveur du Roi, p. 64 et *suiv.* Le Comte de Perche ne fut pas toujours aussi fidèle à Louis XI qu'il le lui avoit promis, p. 66, note a.

PÉRIGUEUX, PÉRIGORD. La mort du frère du Roi ayant fait rentrer dans le domaine de la couronne la Guienne, qu'on en avoit détachée pour former un apanage à ce Prince, les habitants de Périgueux demandèrent de continuer à jouir de tous les privilèges, droits, exemptions, franchises, qu'on leur avoit accordés. Le Roi, par ses lettres du mois de mai 1472, les confirme dans la jouissance de tous les droits qu'ils réclamoient, p. 497 et 498.

Lettres adressées au sénéchal de Périgord, — du mois de mai 1472, confirmant les privilèges et franchises accordés par les prédécesseurs du Roi et par le Duc de Guienne à la ville de Bergerac, p. 494. Voyez *Bergerac*.

— du mois de mai 1472, confirmant les privilèges et franchises de la ville de Périgueux, p. 497. Voyez *Périgueux*.

— du mois de mai 1472, confirmant les privilèges de la vicomté de Turenne, p. 504. Voyez *Turenne*.

— du mois de mai 1472, confirmant de nouveau les privilèges des habitants de Libourne, p. 505. Voyez *Libourne*.

— du mois de mai 1472, confirmant les habitants de Saintes dans leurs privilèges, et ordonnant de restituer les biens à ceux qui en avoient été dépouillés pendant les divisions intestines, p. 507. Voyez *Saintes*.

Lettres adressées aux élus sur le fait des aides en Périgord,

— du mois de mai 1462, confirmant les privilèges des habitants de la vicomté de Turenne, p. 504. Voyez *Turenne*.

PERLES. Voyez *Orient* et *Pierres précieuses*.

PÉRONNE. Sur le traité qui fut signé dans cette ville, le 14 octobre 1468, entre Louis XI et le Duc de Bourgogne, voir la p. 129, note *a*, et aussi la note *c*, ainsi que toutes les lettres sous cette date du 14 octobre. Le traité et les lettres qui le ratifièrent, sont sous la date du 14 mars suivant, p. 197 et suiv. Voir aussi les lettres rappelées vers la fin de la page 158, et celles du 3 décembre 1470, par lesquelles le Roi se déclare franc et quitte des engagements contractés par le traité de Péronne envers le Duc de Bourgogne, p. 353 et suiv. Voyez *Bourgogne* (Charles, Duc de).

PERPIGNAN. Lettres d'amortissement accordées au monastère de Saint-François de cette ville par des lettres du mois de septembre 1468, p. 119, note *a*.

Perpignan (Parlement de). Voyez *Parlement*.

PERSONAT. Voir sur ce bénéfice la note *c* de la p. 310.

PERSONNES. Guignes VII, Dauphin de Viennois, ayant eu des discussions avec quelques seigneurs du pays pour des hommes que chacun d'eux prétendait lui appartenir, un acte fut fait à ce sujet, en 1265. Cet acte, favorable aux réclamations des seigneurs, fut, à la demande du successeur d'un d'entre eux, approuvé et confirmé par Louis XI, au mois d'avril 1469, p. 291 et suiv.

PEULE ou PEVELE, en *Flandre*. Voir la note *b*, p. 177, et ci-après au mot *Tournay*.

PEZENAS. Lettres d'abolition pour les habitants de Pezenas et de Montigny, mai 1472. Voir la page 511, note *a*.

Lettres adressées au châtelain de Pezenas,

— du 10 février 1470, portant révocation des foires de Beaucaire, p. 385. Voyez *Beaucaire*.

PHILIPPE I.^{er} Lettres de ce Prince en faveur d'Aigues-mortes. Discours préliminaire, p. xxviii.

PHILIPPE-AUGUSTE. Comment il règle l'assiette de la taille; remises qu'il en accorde. Discours prélimin., p. ij et xiiij. Ce qu'il prescrit sur les croisés qui y seroient sujets, *ibid.* p. xiiij. Voyez *Croisés*, *Evêques*, *Tailles*. Ce qu'il prescrit sur les contestations relatives aux dîmes non inféodées, *ibid.* Il exempte les léproseries de la dîme saladine, *ibid.* Voyez *Dîme saladine*. Il

soumet les ecclésiastiques à payer la taille, s'ils sont ouvriers ou marchands, p. xvj. Don d'amendes qu'il fait à la léproserie de Rouen, *ibid.* p. xvij, note *a*.

Il accorde plusieurs privilèges, franchises et immunités à l'abbaye de Tiron, p. 273. Il accorde ou renouvelle aux habitants de la Chapelle-la-Reine, en Gâtinois, les coutumes que Louis VI et Louis VII leur avoient déjà octroyées, p. 321.

PHILIPPE III ou LE HARDI. Il défend d'imposer à la taille personnelle les clercs qui ne sont pas mariés. Discours préliminaire, p. xvj.

PHILIPPE IV ou LE BEL. Cinquantième qu'il lève sur les biens. Discours préliminaire, p. ij. Il autorise la levée d'un droit sur les marchandises qui se vendroient à Lyon, *ibid.* Voyez *Lyon*. Il retire l'exemption de la taille aux ecclésiastiques qui se livreroient au commerce ou aux arts mécaniques. Discours préliminaire, p. xvj. Il défend d'imposer à la taille personnelle les clercs vivant cléricalement, *ibid.* Voir aussi la note *h* de la même page. Il renouvelle aux églises toutes les immunités que S. Louis leur avoit accordées, *ibid.* p. xvij. Ce qu'il fait pour les établissemens consacrés aux malades, *ibid.* Voyez *Hôpitaux* et *Hôtel-Dieu*. Ce qu'il fait pour les établissemens consacrés à l'instruction publique. Discours préliminaire, p. xix et suiv. et aux notes. Voyez *Université*. Faveur qu'il accorde aux étrangers qui viendront trafiquer en France, *ibid.* p. xxiv. Il leur permet même, malgré les lois contraires, d'apporter, pour leurs dépenses, les monnoies de leur pays, *ibid.* Il confirme les privilèges accordés par plusieurs de ses prédécesseurs à la ville d'Aigues-mortes, *ibid.* p. xxviii. Il en octroie à l'abbaye de Valloires, diocèse d'Amiens, p. 17. Pariage entre ce Roi et les religieux de Saint-Saturnin du Port, au mois d'avril 1301, p. 221 et suiv. Lettres, en 1292, en 1308 et en 1314, qui octroient divers privilèges au monastère de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 392 et suiv. Il octroie à l'hôtel-dieu de Paris des lettres d'amortissement pour des acquisitions déjà faites et pour celles qu'il fera à l'avenir, p. 590. D'autres lettres de ce Roi sont indiquées, p. 93, note *c*, p. 579 et note *a*.

PHILIPPE V ou LE LONG. Ce qu'il prescrit pour la levée de quelques droits sur des marchandises. Discours prélimin., p. ij, note *c*. Ce qu'il prescrit pour la levée d'un subside en Auvergne, *ibid.* p. iij. Lettres concernant les exemptions des ecclésiastiques.

- tiques, *ibid.* p. xvj, note *h*. Des lettres de ce Prince en faveur de l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne, sont rappelées p. 396.
- PHILIPPE VI** ou **DE VALOIS**. Commissaires qu'il nomme pour la gabelle. Discours préliminaire, p. iij. Il affranchit tous les hôpitaux des droits mis sur les acquêts faits par des gens d'église, *ibid.* p. xvij. Il exempte l'université de Paris d'un impôt mis sur les denrées, *ibid.* p. xix, note *d*. Autre faveur qu'il accorde aux étudiants de cette université, *ibid.* Il étend à celle d'Angers les dispositions d'une ordonnance de Philippe-le-Bel, qui accordoit beaucoup de prérogatives aux maîtres et aux étudiants de Paris, *ibid.* p. xix. Exemption d'impôts qu'il accorde à la ville de Condom, *ibid.* p. xxvij. Il accorde plusieurs privilèges aux échevins et aux habitants de Cambray, p. 18. Il donne à la commune de Mirande un gardien et défenseur de ses privilèges, p. 74. Il confirme la cession faite par l'évêque et le chapitre de Montauban, d'une partie de la juridiction qu'ils avoient sur l'île Made, p. 183. Il octroie des demandes qui lui avoient été présentées par les consuls et les habitants de Narbonne, touchant leur administration communale, p. 471. Il accorde des privilèges à l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 396 et 397. Nous avons indiqué, p. 21, note *d*, et p. 26, notes *c* et *g*, d'autres lettres de ce Prince.
- PHILIPPE-LE-BON**, Duc de Bourgogne. Voyez *Bourgogne*.
- PHILIPPE DE SAVOIE**, frère d'Amédée IX et beau-frère de Louis XI, p. 34 et note *d*. Comment on le désigna, *ibid.* Seigneur de la Bresse, p. 34. Demande qu'Amédée IX fait à Louis XI par l'intermédiaire de Philippe de Savoie, *ibid.* Voyez *Amédée IX* et *Lyon*. Louis XI lui restitue, par le traité de Péronne, ainsi qu'à ses serviteurs et sujets, plusieurs places, châteaux, villes et terres, p. 200. Il lui renvoie sans rançon tous ceux qui avoient été pris à la guerre, *ibid.*
- PHILIPPE DE COMMINES**. Don que le Roi lui fait, au mois d'octobre 1472, de la principauté de Talmont, p. 557, note *a*. Lettres du mois de décembre suivant, portant que les terres et seigneuries de Bran et de Brandon sont comprises dans le don qui lui a été fait, *ibid.*
- PHILIPPUS**. Voyez *Dordrecht*.
- PIED FOURCHÉ**. L'impôt sur les bêtes à pied fourché est excepté par Louis XI de l'exemption qu'il accorde à la ville de Beauvais, p. 530 et 531.
- PIERRES précieuses**. Sur leur commerce, et sur le travail dont elles étoient l'objet, ainsi que les perles, voir les p. 381 et 382. Quand les pierres étoient réputées fausses, p. 381, note *h*.
- PIÈTRE**, monnaie, p. 364.
- PILON** (Colin). Voyez *Beauvais*.
- PINOT** (Jean). Lettres de légitimation que le Roi lui accorde, novembre 1470, p. 361, note *a*.
- PLACEARII**. Quels magistrats ce nom désignoit, p. 372.
- PLANCHON**. Ce que c'étoit, p. 228 et note *c*.
- PLAQUE DE FLANDRE**, monnaie, p. 598.
- PLÈGE**, **PLEIGE**, *caution*. Voir le Discours préliminaire, p. x: les p. 267, 284, 602, 603, et ci-dessus, p. 671, au mot *Caution*.
- PLEGIR**, pour *garantir*, p. 412 et note *b*.
- POIDS ET MESURES**. Police prescrite à cet égard. Voir les p. 276, 277. Voir aussi *Fontenay-le-Comte*.
- POISSON**. L'impôt auquel il étoit soumis à Beauvais, est conservé par Louis XI dans l'affranchissement de contributions qu'il accorde à cette ville, p. 530 et 531.
- POITIERS** (Jean, Comte de). Voyez *Jean, Poitiers* (Église de). Sur des lettres concernant ses privilèges, voir les p. 282 et 283. Voir aussi la note *b* de la p. 297.
- Poitiers*. On y transfère le Parlement de Bordeaux; nouveaux offices créés: jusqu'où s'étendit son ressort, p. 210, note *c*; 231 et suiv. Voyez *Parlement de Bordeaux*. Conservateur des privilèges de l'université de Poitiers, p. 218. Voyez *Université*. Statuts et ordonnances pour les chaussetiers de cette ville. Voyez *Chaussetiers*. Le Roi, considérant que la ville de Poitiers est mal peuplée, qu'elle demeurerait sans garde si les tenant-fiefs et arrière-fiefs étoient contraints à le suivre en ses guerres, voulant la récompenser de services rendus, en considération aussi de la nouvelle qu'il venoit d'apprendre de la naissance d'un fils, affranchit de ban et arrière-ban, par des lettres du mois d'octobre 1472, tous ses habitants, nobles et non nobles, tenant fiefs et arrière-fiefs, p. 541.
- Lettres adressées au Parlement tenu à Poitiers, — du mois de juin 1471, relatives à l'amnistie pour ceux qui avoient suivi le parti du Duc de Guienne, p. 433. Voyez *Berry* (Charles, Duc de). — du mois de septembre 1471, sur

l'exploitation des mines du royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

— du 1.^{er} juin 1472, ordonnant le rétablissement du Parlement à Bordeaux, p. 511. Voyez *Parlement de Bordeaux*.

POITOU. Lettres adressées au sénéchal de Poitou,

— du 19 août 1467, confirmant de nouveau celles accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 12 avril 1467, relatives à l'affranchissement d'impôts accordé à la ville de Dieppe par les lettres du 26 septembre 1463, p. 77. Voyez *Dieppe*.

— du mois de mai 1468, portant légitimation pour un fils naturel du Comte du Maine, p. 84. Voyez *Légitimation*.

— du 6 juin 1468, sur la levée du quart de sel en Poitou et dans les pays voisins, p. 86. Voyez *Sel*.

— du 6 juin 1468, relatives à diverses fraudes commises touchant le quart du sel, p. 87. Voyez *Sel*.

— du mois de juin 1468, octroyant la sécularisation de l'église de Luçon, p. 97. Voyez *Luçon*.

— du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du 1.^{er} janvier 1468, qui assurent au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre, et qui leur en restituent le revenu, à compter du 1.^{er} octobre précédent, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du mois de février 1468, portant établissement de foires et marchés à Saint-Maixent, à la demande du Comte du Maine, p. 190. Voyez *Saint-Maixent*.

— du 27 mars 1468, qui permettent à Louis, bâtard du Maine, de rétablir et fortifier un château démoli pour cause de rébellion envers le Roi, p. 205. Voyez *Sainte-Némoie*.

— du mois de mai 1469, portant approbation et ratification de celles accordées par le Pape pour la sécularisation de l'église de Luçon, p. 217. Voyez *Luçon*.

— du mois de mai 1469, permettant aux habitans de Saint-Bertholin de Confolant d'entourer ce lieu de murs et

de fossés, et de le fortifier, p. 219.

— du mois de juillet 1469, qui transfèrent le Parlement de Bordeaux à Poitiers, p. 221. Voyez *Parlement de Bordeaux et Poitiers*.

— du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception du droit sur le sel en Poitou, p. 283. Voyez *Sel*.

— du 11 août 1470, sur le ressort du comté de la Marche, p. 237. Voyez *Marche* (la).

— du mois de septembre 1471, portant ordonnance sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

— du mois de mai 1471, portant confirmation des droits octroyés aux habitans de Fontenay-le-Comte pour le gouvernement de leur ville, de nouvelles concessions du Roi, et de nouvelles exemptions et franchises, p. 470.

— du mois de mai 1472, qui confirment les habitans de la ville de Saintes dans tous leurs privilèges et franchises, ordonnent la restitution des biens à tous ceux qu'on en avoit dépouillés pendant les divisions intestines, et annulent les dons qui en avoient été faits, p. 507. Voyez *Saintes*.

— du mois d'octobre 1472, portant confirmation de l'exemption de ban et arrière-ban accordée aux habitans de Poitiers, p. 541. Voyez *Poitiers*.

— du mois d'octobre 1472, accordant plusieurs privilèges à l'abbaye de Notre-Dame de Selles en Poitou, p. 543. Voyez *Noire-Dame de Selles*.

— du 10 novembre 1472, par lesquelles il est fait des concessions et accordé des exemptions, sous des conditions prescrites, aux habitans des paroisses des Sables d'Olonne et de la Chaume, p. 556. Voyez *Sables d'Olonne*.

— du mois de mars 1472, contenant des statuts et ordonnances pour les chaussetiers de la ville de Poitiers, p. 566. Voyez *Poitiers*.

Lettres adressées aux élus sur le fait des aides en Poitou,

— du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou, p. 283. Voyez *Sel*.

POLICE. Officiers de police, en Flandre.

Voir la p. 127 et les notes b et c. Statuts de police pour la ville de Thérouane, p. 228 et suiv. Voyez *Thérouane*. Règlement pour la police intérieure de la ville de Mende, p. 276 et 277; de Fontenay-le-Comte, p. 470. Voir *Fontenay-le-Comte* et *Sables d'Olonne*.

- PONTAGE**, impôt. Exemptions accordées ou confirmées du droit de pontage, p. 27.
- PONT-DE-L'ARCHE**. Charles V l'y avoit établi, vers la fin de son règne, un grenier où les habitans venoient prendre leur sel; il l'abolit ensuite. Les habitans demandèrent à Louis XI de le leur rendre. Louis XI le leur octroie, et veut qu'on établisse les officiers nécessaires pour l'entretien de ce grenier et la conservation du droit de gabelle, p. 540 et 541. Les lettres de Louis XI sont du 28 octobre 1472.
- PONTHIEU**. Hommage et serment de fidélité prescrit par le Roi aux vassaux du comté de Ponthieu et des prévôtés de Vimeu, Beauvoisis et Foulloy, à l'égard du Duc de Bourgogne, p. 140.
- PONTOISE**. Exemptions d'impôts pour son hôpital. Discours préliminaire, p. xvij.
- PONTORSON ou PONT-URSON**, en Normandie. Exemptions d'impôts et péages octroyées à ses habitans. Discours préliminaire, p. xxvij.
- PONTS** (Guy de), chambellan de Louis XI en 1472, p. 504. Voyez *Turenne*.
- PORTIERS**. Franchises et privilèges accordés par Charles VII et par Louis XI aux portiers de l'église de Saint-Martin à Tours, p. 474 et suiv.
- PORTS ET PASSAGES**. Quelques dispositions de lois, relatives aux ports et passages du royaume. Discours préliminaire, p. xxiv.
- POSSETENUS**. Voir la p. 276 et la note a.
- POURCEAU** (Pierre). Le Roi lui accorde la noblesse par des lettres du mois d'avril 1471, p. 417, note a.
- POURCHAS**, pour sollicitations, poursuite, p. 143 et note a.
- PRAGMATIQUE SANCTION**. Celle de Charles VII n'est pas favorablement traitée dans une bulle de Sixte IV, adressée à Louis XI au mois d'août 1472. Voir la note c de la p. 548. On peut voir aussi la p. 596, note c, et les mots *Bénéfices* et *Cour de Rome*.
- PRATIQUE**. Son exercice considéré comme pouvant nuire à la noblesse, p. 174. Voy. *Noblesse*.
- PRÉSIDENCE**. Lettres du Roi qui déterminent à qui appartiendra celle de la Cour des aides, en l'absence de l'évêque de Troyes, président ordinaire, p. 112. Voy. *Aides* (Cour des).
- PRÉVÔT de Paris**. Lettres qui lui sont adressées,
-
- du 24 janvier 1467, portant rétablissement des collations en faveur du Pape, p. 1. Voyez *Cour de Rome*.
-
- du 19 août 1467, portant nouvelle confirmation des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.
-
- du 21 octobre 1467, touchant l'immovibilité des offices royaux, p. 25. Voyez *Offices*.
-
- du 5 janvier 1469, concernant la communauté des deux cent vingt sergens à cheval du Châtelet, p. 279. Voyez *Châtelet*.
-
- du 13 juillet 1470, portant décharge d'hypothèques, privilèges et de tous droits royaux sur Villemonble, p. 315. Voyez *Villemonble*.
-
- du mois de juillet 1470, établissant une foire à Châtres pour le seigneur de Graville, p. 317. Voyez *Châtres*.
-
- du 4 janvier 1470, portant règlement général pour le cours des monnoies étrangères, p. 362. Voyez *Monnoies*.
-
- du mois de mars 1470, confirmant les réglemens faits touchant les maîtres jurés chirurgiens à Paris, p. 403. Voyez *Chirurgiens*.
-
- du mois de mars 1470, pour la confrérie des brodeurs de Paris, p. 404. Voyez *Brodeurs*.
-
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
-
- du mois d'octobre 1471, portant création d'un boucher à Paris, p. 458. Voyez *Bouchers*.
-
- du mois de juin 1472, portant exemption de toute sorte de droits et impôts sur toutes les marchandises et denrées qu'on apportera à la foire de Saint-Denis, et sur toutes celles qui y auront été achetées, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.
-
- de l'année 1472, relatives aux collations de bénéfices exercées par l'envoyé du Pape, p. 554. Voyez *Bénéfices*.
-
- du 12 mars 1472, qui déterminent la valeur des nouveaux écus d'or, p. 563. Voyez *Monnoies*.
-
- du 22 mai 1473, relatives à l'achat et à la vente des draps par les marchands de la ville de Paris, p. 573. Voyez *Drapiers*.
-
- du 25 juin 1473, qui confirment au prévôt de Paris le droit de connoître, privativement à tout autre juge, de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet de cette ville, p. 580. Voyez *Châtelet*.
-
- du mois de septembre 1473, portant amortissement en faveur de l'hôtel-dieu

dieu de Paris, p. 589. Voyez *Hôtel-Dieu de Paris*.

— du 28 décembre 1473, donnant cours aux monnoies de France et de Dauphiné à une valeur fixée, et permettant le cours de quelques monnoies étrangères, p. 597. Voyez *Monnoies*.

— du 1.^{er} mars 1473, contre les nominaux, p. 607. Voyez *Nominaux*.

— du 23 mars 1473, interdisant plusieurs monnoies étrangères, et permettant le cours de quelques autres à un prix déterminé, p. 619. Voyez *Monnoies*.

— du 30 mars 1473, élevant le cours des deniers d'argent appelés *gros*, p. 621. Voyez *Monnoies*.

PRÉVÔTE de Paris. Jugement des affaires de la prévôté de Paris au Parlement, p. 5 et 6. Lettres patentes du mois de juin 1473, qui lui confirment le droit de connoître, privativement à tout autre juge, de l'exécution des actes scellés du scel du Châtelet de Paris, p. 580 et 581. Charles V, en 1367, l'avoit déjà ordonné; plusieurs juges néanmoins avoient continué d'en connoître.

PRINCES du sang. Où seportoient, en première instance, leurs causes personnelles et possessoires, p. 67.

PRINSE, PRISE, pour communauté de marchands ou d'artisans, p. 411 et note a.

PRISE. Exemption du droit de prise accordée à plusieurs hôpitaux. Discours préliminaire, p. xvij. Voyez *Hôpitaux*, *Hôtel-Dieu de Paris*, *Provins*. Prise pour le service d'une flotte, *ibid.* p. xix. Exemption de prises royales accordée aux membres du Parlement de Paris, *ibid.* p. xxv. Même exemption pour les habitants d'Orléans, *ibid.* p. xxvii. Voyez *Orléans*.

PRIVILÈGES accordés à des villes. Voyez *Arques*, *Auzy*, *Bergerac*, *Blaye*, *Breuil*, *Die*, *Dieppe*, *Fontenay-le-Comte*, *Homenaing*, *Libourne*, *Loches*, *Mende*, *Mirande*, *Montauban*, *Narbonne*, *Périgueux*, *Rochelle* (la), *Saint-Antoine*, *Saint-Émilion*, *Saint-Jean-d'Angely*, *Saint-Quentin*, *Saintes*, *Turenne*. Privileges accordés à des églises, des abbayes, des monastères, des ordres religieux. Voyez *Angers*, *Bordeaux*, *Châgé*, *Cîteaux*, *Clermont*, *Chartroux*, *Églises*, *Fontenay-le-Comte*, *Mans* (le), *Marguilliers*, *Noyon*, *Poitiers*, *Saint-Jean de Jérusalem*, *Valloires*, *Tours*. Conservateurs accordés pour ces privilèges. Voyez *Die*, *Orléans*, et en général toutes les lettres par lesquelles des privilèges sont octroyés. Voyez aussi *Amortissement* et *Exemptions*.

Tome XVII.

Privileges accordés à des corporations. Voyez *Examineurs au Châtelet*, *Hanse Teutonique*, *Loire*, *Parlement* et *Universités*. Louis XI révoque, par des lettres du 18 septembre 1469, les privilèges qu'il avoit accordés, depuis son avènement au trône, à plusieurs villes de Guienne, p. 257 et 258. Privileges accordés à des individus, p. 259, note b. Indication de plusieurs lettres qui accordent des privilèges, p. 280, note a.

PROCÈS. Sur la prompte expédition des procès de l'hôtel-dieu de Paris, voyez *Hôtel-Dieu*. Sommes destinées à l'instruction des procès criminels sur le fait des aides, p. 166, note b.

PROCESSION de Beauvais. Voyez *Beauvais*.

PROCUREURS. Voyez *Avocats*.

PROFESSEURS célèbres qu'avoit la France au XII.^e et au XIII.^e siècles; étrangers qu'ils y attiroient. Discours préliminaire, p. xxiv. Voyez *Étrangers* et *Philippe-le-Bel*.

PROTONOTAIRES apostoliques. Des bénéfices qui leur étoient donnés; à quels d'entre eux ils étoient réservés, p. 549 et 553. Voyez *Bénéfices ecclésiastiques*.

PROVINS. La guerre et les impôts avoient tellement pesé sur ses habitants, que la ville s'étoit dépeuplée; Louis XI, desirant y ramener la population qu'elle avoit, y rendre au commerce quelque activité, et, par ces moyens, faire renaitre des profits que le domaine royal auroit perdus, octroie aux marchands qui viendroient aux foires de Provins, l'exemption du sou pour livre qu'on y payoit sur les denrées et marchandises vendues ou échangées: les lettres de Louis XI sont du 9 mars 1473, p. 617 et suiv.

PROVISIONS. Lettres de provision de lieutenant général pour le Roi à Paris, 21 juin 1472. Voir la p. 516, note a. Lettres semblables pour la dignité de chancelier de France, 26 du même mois, p. 516 et 517. Voyez *Dariole*.

PRUDHOMMES, à l'occasion de l'impôt. Voir le Discours préliminaire, p. ij et suiv. et, dans cette table, les mots *Aides* et *Tailles*.

PUY-LA-ROQUE, en *Quercy*. Lettres de Charles V qui octroient à ses habitants une exemption totale d'impôts pendant dix ans, et une modération ensuite. Discours préliminaire, p. xxvij.

PUISIEUX (Aymar de). Concession que le Roi lui fait de la haute justice par des lettres du mois de mai 1470, p. 297, note a.

Aaaaa

PUNASIE, pour *puanteur*, p. 417 et note *c*.
 PUY (Le). L'hôpital du Puy étoit en procès au Parlement de Paris avec les consuls de cette ville, relativement à une exemption générale de contributions que cet hôpital avoit obtenue, et dans l'exercice de laquelle il se plaignoit d'être troublé. Louis XI, par des lettres données à Amboise, au mois de novembre 1470, veut que ses ecclésiastiques et ses administrateurs soient à jamais francs et quittes de tout impôt et subside, mettant au néant les procès suscités à ce sujet, p. 351 et *suiv.* Lettres d'amortissement, du mois de novembre 1470, en faveur de l'église du Puy, p. 391, note *a*.
 Puy (L'évêque du), commissaire du Roi pour l'établissement de la Cour des aides de Montpellier, en 1467, p. 12 et 13.

Q

QUART DE SEL. Voyez *Sel*.
 QUARTAIGER. Voyez *Cartaiger*.
 QUARTERIUM, redevance en grains, p. 223 et note *c*.
 QUARTONES. Voir la page 223, note *h*.
 QUATRIÈME, impôt mis sur le vin. Exemptions qui en sont prononcées, p. 21, 474 et *suiv.* Voyez sur cet impôt, les p. 78, 81, 121, 123, 468, 469.

QUERCY. Lettres adressées au sénéchal de Quercy, p. 180, 504, 506, 533.

QUEROIENT, pour *cherchoient*; QUIS, pour *cherché*, p. 41 et note *a*, 484 et note *d*.

QUINTE. Voir la page 223.

QUINZE-VINGTS (Hospice des). Exemptions que Jean II lui accorde. Discours préliminaire, p. xvij.

R

RABODANGES (Claude de). Don que le Roi lui fait, novembre 1472, p. 572, note *a*.

RACATIR, pour *racheter*, p. 191 et note *e*.

RACHAT. Voyez *Tanneui du Chastel et Vassaux*.

RAGUIER, évêque de Troyes. Le Roi l'ayant nommé président de la Chambre des aides, nomma deux généraux pour présider en sa place quand il seroit absent; il nomma ensuite un second président à perpétuité, attendu que l'évêque de Troyes ne pouvoit, à ce titre, assister au jugement des affaires criminelles, p. 112 et 305. Voir *Aides* (Cour des).

RANÇON. Sur l'impôt mis pour la rançon du Roi Jean, voyez le Discours préliminaire, p. iv. La dispense de payer l'aide pour cette rançon est presque toujours comprise dans les exemptions d'impôts accordées aux habitans et aux universités. Discours préliminaire, p. xx et *suiv.* Ce qu'on appeloit *porteurs de rançons de pays*. Discours préliminaire, p. v et note *k*.

Rançon. Voyez *Philippe de Savoie*.

RANCURA. Sens de ce mot, p. 291 et note *c*.

RAYMOND VI, Comte de Toulouse. De ses enfans. Voir la page 187 et la note *g*.

RAYMOND VII, Comte de Toulouse. Accord et composition entre ce Prince et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, relativement à des droits de juridiction et de féodalité que celui-ci réclamoit, p. 184 et *suiv.* Voy. *Jurisdiction et Toulouse* (Comte de).

RÉ (Ile de). Charles VI et Charles VII avoient octroyé à ses habitans des privilèges et exemptions que Louis XI confirma au mois de juin 1472, p. 514 et *suiv.* Voir aussi les pages 518 et *suiv.*

RÉALISTES. Édit rendu par Louis XI, le 1.^{er} mars 1473, en faveur de leur doctrine, p. 607 et *suiv.* On permet de nouveau d'enseigner ce qu'on voudroit, p. 612, note *b*. Voyez *Nominaux*.

RÉAUX ou ROYAUX, monnoie. Voir la page 363.

REBELLION *envers des ordres du Roi*, p. 42 et *suiv.* Voyez *Cusset*. Démolition d'un château ordonnée pour cause de rébellion, p. 206. Rébellion contre la justice. Voy. *Rémision*.

REBOUTER, pour *rejeter*, p. 131 et note *a*.

RECEVEURS. Sur les receveurs des aides, voyez les pages ij et iij du Discours préliminaire. Voyez aussi les mots *Aides* et *Jean II*. Diverses dispositions relatives à leur nomination, leurs fonctions, &c. Discours préliminaire, p. iij et *suiv.* Autres lois encore qui les concernoient, *ibid.* et note *f* de la page v. Envoi des deniers perçus par chacun d'eux, *ibid.* p. x. Présentation mensuelle de la recette et de la dépense aux généraux des aides; compte qu'ils en rendoient au Roi, *ibid.* p. xj. Amende imposée à un receveur qui manque de payer, au jour fixe, la somme prescrite, p. 394, art. 18.

RÉCOMPENSE, pour *compensation*, p. 388 et note *c*.

REDEVANCES. Divers cens et redevances perçus par les abbés de Saint-Martin de Tournay et de Saint-Amand-en-Peule, p. 178 et 179. Redevances perçues dans l'île Made par l'évêque et les religieux de l'abbaye de Montauban, et cédées par eux en 1468, p. 182. Voyez *Juridiction et Montauban*. Cens et redevances cédés par le Roi Philippe IV à l'abbaye de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 393 et 394. Voyez *Compiègne*.

RÉFORMATEURS nommés par Charles V pour les malversations relatives à l'impôt. Discours préliminaire, p. v. Instructions et autorité que le Roi leur donne, *ibid.* Il défend de lui écrire et de lui envoyer les sollicitations qu'on pourroit présenter en faveur des coupables, *ibid.* Voyez aussi les p. vij et xij. Des réformateurs avoient aussi été envoyés dans les provinces, pour le même objet, par les Rois prédécesseurs de Charles V, p. xij. Réformateurs envoyés pareillement dans les provinces par Charles VI, p. xij et note *e*. Nommés ordinairement pour une année, *ibid.* Quand et à qui ils doivent rendre compte, *ibid.* Autorisés quelquefois à remplacer un impôt par un autre, p. xij, note *g*.

RÉGALE. Louis-le-Jeune affranchit l'évêque de Luçon, à perpétuité, de la régle sur ses possessions immobilières et sur ses troupeaux. Discours préliminaire, p. xvj.

REGNON, pour *renom*, p. 556 et note *b*.

REINE. Exemptions prononcées en sa faveur dans l'acte qui affermoit le revenu des aides, p. 111.

RELIEURS. Voyez *Université de Paris*.

RELIQUES. Serment prêté sur les reliques de la Sainte-Chapelle de Paris, p. 267. Serment prêté sur les reliques de la vraie croix de Saint-Lô d'Angers, p. 489.

REMÈDE, pour *alliage*, p. 600 et note *a*.

RÉMISSION. Lettres de rémission accordées à un fermier de l'impôt. Disc. prélim., p. x, note *k*. Voyez *Fermiers*. Concession d'un grand nombre de lettres de rémission, p. 207, note *a*. Voy. *Pardon*. Lettres de rémission accordées à un homme qui, d'après le mandement du bailli de Chartres, avoit prêté main-forte à la justice contre des rebelles, et avoit tué un d'entre eux, lequel avoit mis en danger la vie de ceux qui venoient pour l'arrêter, p. 481 et *suiv.* La Cour des aides refuse d'en entériner pour le coupable d'un meurtre, et le condamne, malgré ces lettres, à un bannissement perpétuel et à d'autres peines, p. 602, *Tome XVII.*

note *a* et p. 603. Voy. *Aides* (Cour des) et *Sel*.

RENÉ D'ANJOU, Comte de Provence et Roi de Sicile. Louis XI lui donne des terres confisquées sur le Duc d'Alençon, condamné comme coupable de lèse-majesté; il révoque et annulle ce don, p. 61. Voulant reconnoître la fidélité constante de ce Prince envers lui, au milieu de toutes les divisions civiles, et pendant que tant d'autres l'abandonnoient et le combattoient, Louis XI lui accorde, par ses lettres du 28 janvier 1468, le droit de sceller en cire jaune, pendant toute sa vie, dans tous ses états et domaines, p. 175. Par des lettres du mois de mai 1469, il étendit ce privilège aux descendants de René d'Anjou, p. 216 et 217.

REPAIRER, pour *se retirer*, p. 228 et note *b*. **REQUÊTES du Palais,** à Paris. Louis XI leur attribue le jugement des causes tant personnelles que provisoires, tant en demandant qu'en défendant, de l'église et du chapitre de Notre-Dame de Cléry, p. 49, art. 2. Voir aussi l'art. 8, p. 51. Il leur attribue celles de la cathédrale de Clermont en Auvergne, p. 66 et *suiv.* Droit semblable qu'avoient les Princes du sang et les officiers du Roi, p. 67.

Lettres qui leur sont adressées, p. 171 et 554.

REQUIEM. Fondation, ordonnée par arrêt, d'une messe de *requiem*, p. 602 et 603, aux notes. Voyez *Aides* (Cour des).

RÉSÉCATION ou **RETRANCHEMENT.** On retranchoit de l'université de Paris ceux qui abusoient de ses privilèges et commettoient des fraudes. Discours préliminaire, p. xx et xxj.

RESOURDRE, pour *rétablir*, p. 419 et note *d*.

RESTITUTION de terres saisies pendant les guerres avec le Duc de Bourgogne, p. 146 et 159. Voyez *Main-levée*. Voir aussi la p. 200. Restitution de places, terres et seigneuries, prises sur le Duc de Bretagne ou sur ses sujets, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

RÉVÉLATION. Voyez *Confiscation*.

REVENUS publics. Ces revenus, en France, depuis le commencement de la troisième race jusqu'au règne de S. Louis, ont été l'objet des discours préliminaires des deux tomes précédents; ils le sont encore du discours placé à la tête de ce volume, p. j et *suiv.* Voir ci-dessus les mots *Aides*, *Collecteurs*, *Généraux*, *Impôts*, *Réformateurs*, *Receveurs*, et ci-après, *Superintendants des finances*.

A a a a ij

RICHER (Jean). Lettres de noblesse que le Roi lui accorde, février 1472, p. 578 et 579. Voyez *Bordeaux*.

RIDDES, monnoie, p. 364, 598.

RIOS, pour *rixes*; **RIOTEUX**, pour *querelleurs*, p. 228 et note c; 279, note e.

RIVIÈRE. Police et juridiction sur la rivière de Gironde à Bordeaux et dans les environs, p. 578 et 579. Voyez *Bordeaux*.

ROBERCOURT. Les habitants de Robercourt et Blenencourt, à trois lieues hors des frontières de France, souvent maltraités par la guerre, s'étoient mis en la garde de nos Rois, moyennant une redevance annuelle. Quoiqu'ils n'en fussent point, par-là, devenus sujets, le receveur de Langres voulut les imposer aux aides et tailles; ils se plaignirent au Roi, qui déclara qu'ils devoient en être exemptés. Les poursuites et les contraintes ayant ensuite recommencé, ils obtinrent de nouvelles lettres, lesquelles ayant été adressées aux généraux des aides, ceux-ci chargèrent les élus de faire une information, dont le résultat, favorable aux habitants, leur fit obtenir une confirmation nouvelle de leurs droits. De nouvelles tentatives faites contre eux furent encore sans succès. Enfin Louis XI, au mois de septembre 1468, sur la demande du commandeur de la Romagne, dans la commanderie duquel ils étoient situés, défendit de mettre aucun obstacle à la jouissance de leur pleine et entière franchise, et à tous ses officiers d'attenter à la juridiction qu'avoit seul sur eux le commandeur de la Romagne, p. 119 et suiv.

ROCHECHOUART (Jean de). Lettres de Louis XI pour ratifier une vente qui lui avoit été faite, juin 1472, p. 524, note a.

ROCHELLE (La). Exemption d'impôts que Jean II lui accorde. Discours préliminaire, p. xxvij.

Rochelle (La). Charles V la déclare irrévocablement unie à la couronne, pag. 210, note b, et 488, note b. Voir aussi la page 513, note b. Refus qu'elle fait de reconnaître la domination du Duc de Guienne, *ibid.* et pag. 489, note a. Voir encore la page 513, note c. Nouvelle réunion de cette ville au domaine du Roi. Confirmation de ses statuts, de tous les privilèges et franchises de ses habitants, p. 488 et suiv. Louis XI donne pour motif les remontrances et les vœux que les Rochellois lui ont si souvent adressés: la violation par le Duc de Guienne des sermens de fidélité qu'il avoit faits au Roi; ses démarches pour s'allier avec les Anglois et

avec le Duc de Bourgogne, dont il vouloit obtenir la fille en mariage; la situation de la Rochelle, et la facilité de la livrer aux ennemis de l'État. Louis XI promet de nouveau de ne jamais aliéner cette ville, déclarant nulle toute aliénation qui pourroit en être faite par lui ou par ses successeurs, *ibid.* Ses maire, échevins et bourgeois ayant remontré que leur pays a besoin du commerce avec les autres, et demandé qu'il fût permis aux étrangers d'y venir librement par terre et par mer, le Roi l'octroya par ses lettres du 26 mai 1472, en prenant de lui ou de l'amiral un sauf-conduit, de quelque lieu et sur quelque navire qu'ils vinssent, quel que fût leur chargement, et pour tant de fois qu'il leur plairoit: donnant la même permission aux habitants de la Rochelle pour aller en Angleterre et dans les autres régions, et y conduire des marchandises, sans qu'on leur pût rien imputer ou reprocher à cet égard, p. 492 et suiv. Distraite du ressort du Parlement de Bordeaux et mise dans celui du Parlement de Paris, p. 512 et 513.

Lettres adressées au gouverneur de la Rochelle,

— du 6 juin 1468, relatives à diverses fraudes commises touchant le quart du sel, p. 87. Voyez *Sel*.

— du mois de mai 1472, réunissant de nouveau la Rochelle au domaine de la couronne, et confirmant tous les privilèges et franchises de ses habitants, p. 488.

Lettres adressées aux élus sur le fait des aides à la Rochelle,

— du 6 juin 1468, concernant la levée du quart du sel en Poitou et dans les pays voisins, p. 86. Voyez *Sel*.

— du 6 juin 1468, relatives à diverses fraudes commises touchant le quart du sel. Voyez *Sel*.

RODÈS (Comtes de). Foi et hommage qu'ils devoient à l'évêque, p. 194. Comment ils observent l'obligation qu'ils s'étoient imposée à cet égard, p. 195 et 196. Règlement de la juridiction entre les Comtes et les Evêques, p. 194. Voyez *Rodès*.

Rodès. Charles V, pour récompenser ses habitants de la fidélité qu'ils lui avoient montrée, veut qu'ils ne puissent payer la taille imposée en Rouergue qu'après l'avoir consentie, et que leurs personnes ne puissent jamais être arrêtées à cause de cet impôt. Discours préliminaire, p. xxvij.

Rodès. La cité de Rodès étoit anciennement séparée du faubourg par des murs. L'évêque

étoit seigneur de la ville, et la justice y étoit exercée en son nom : celle du faubourg appartenoit au Comte de Rodès. Les malfaiteurs fuyoient d'un de ces lieux à l'autre pour échapper à la punition. Les maux qui en résultaient portèrent le Comte et l'évêque à faire un accord et pariage, par lequel ils nommèrent chacun un juge et rendirent la justice commune dans la cité et dans le faubourg, p. 193 et 194. Il fut dit dans le même pariage, que chaque nouveau Comte recevoit sa promotion de l'évêque, et lui feroit hommage selon la forme des anciennes compositions. Malgré cela, les Comtes entrèrent souvent dans la ville, y passèrent quelquefois des années entières, et y exercèrent des vexations, ou par eux-mêmes ou par ceux qui les accompagnoient, sans avoir auparavant rempli, à l'égard de l'évêque, les obligations contractées envers lui. Les consuls et habitants invoquèrent enfin l'autorité du Roi contre toutes les oppressions auxquelles ils étoient journellement livrés par le Comte, ses serviteurs et ses gens de guerre. Le Roi, par des lettres du 18 mars 1468, ordonna l'exécution du pariage conclu, fit inhibition au Comte d'exercer ou souffrir qu'on vexât ou molestât les habitants de Rodès, de quelque manière que ce fût, voulant qu'on réparât ou révoquât tout ce qui auroit été fait de mal, p. 195 et 196. Voy. *Armagnac* (Jean d'). Le chapitre de Rodès ayant représenté au Roi que les procès qu'il avoit pour lui et pour ses biens, l'obligeoient d'avoir gens de conseil et pensionnaires en plusieurs juridictions, ce qui ajoutoit aux frais et éloignoit un plus grand nombre de ses membres du service divin dans cette église, il demande que ses causes soient portées directement au Parlement de Languedoc, dans le ressort duquel est le Rouergue; le Roi, par des lettres du mois de décembre 1470, lui octroie que désormais il ne soit aucunement tenu de plaider ailleurs qu'à ce Parlement, soit en demandant ou en défendant, contre quelque personne que ce soit, en ce qui touchera l'église de Rodès, réservant toutefois les causes qui, par le caractère des parties, ne doivent être portées qu'au Parlement de Paris, pag. 360 et 361.

ROLAND DE LA VOIRIE. Don que le Roi lui fait, décembre 1472, p. 572, note *a*.

ROS (Jacques de). Don que le Roi lui fait, par ses lettres du mois de décembre 1470, de la moitié de la terre de Ségur, et de quelques autres terres qui avoient appar-

tenu à Jacques d'Armagnac (Jacques, et non Jean), p. 361, note *a*.

ROTATICUM, impôt. Discours préliminaire, p. xv.

ROTURIERS. Contributions qui n'étoient payées que par eux, pag. 49, art. 3, et note *b*.

ROUEN. Don de plusieurs amendes fait à sa léproserie. Discours préliminaire, p. xviii, note *a*. Droits illégalement perçus dans une des terres de l'archevêque de Rouen, p. 107. A qui l'on rapporte l'origine du droit qu'avoit ce prélat de délivrer, chaque année, un criminel, pag. 161, note *b*. Charles VII, en 1455, avoit affranchi de tout impôt sur les marchandises la foire annuelle qu'on y tenoit, nommée le *Pardon Saint-Romain*; mais cette foire ne duroit que deux jours. Les habitants demandèrent à Louis XI de la porter à six jours. Le Roi l'accorda d'abord pour trois années, et ensuite à perpétuité, avec quelques réserves cependant concernant le vin et le sel, p. 161 et *suiv.* Pendant les six jours de cette foire, deux jours avant et deux jours après, les marchands ne pouvoient être arrêtés pour fait de marchandises ou de délits commis, p. 164. Statuts des pelletiers de Rouen. Voyez *Pelletiers*.

Lettres adressées au bailli de Rouen,

— du 10 juillet 1468, portant confirmation des immunités accordées aux habitants de la ville d'Arques, pour le transport et la vente de leurs denrées et marchandises, p. 106. Voyez *Arques*.

— du mois de septembre 1468, portant obligation de guet et garde imposée aux habitants de quelques paroisses dépendantes de l'abbaye Sainte-Catherine-du-Mont-lès-Rouen, p. 117. Voy. *Sainte-Catherine-du-Mont-lès-Rouen*.

— du mois de novembre 1468, pour les cordonniers de Tours, p. 163. Voyez *Cordonniers*.

— du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace, ou par faute de présenter leurs titres, pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voy. *Bretagne* (François II, Duc de).

— du 1.^{er} janvier 1468, qui assurent au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres et seigneuries dont ils jouissoient avant la guerre, et qui leur en restituent le revenu, à

- compter du 1.^{er} octobre précédent, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).
 — du mois de novembre 1470, touchant les amortissemens, les francs-fiefs et les anoblissemens en Normandie, p. 337. Voyez *Normandie*.
 — du 10 novembre 1470, portant amortissement général pour les églises de Normandie, p. 341. Voyez *Normandie*.
 — du 18 avril 1470, contenant les statuts des pelletiers de Rouen, p. 407. Voyez *Pelletiers*.
 — du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
 ROUERGUE. Lettres adressées au sénéchal de Rouergue,
 — du 18 mars 1468, relatives à la violation faite par le Comte d'Armagnac, d'un pariage qui régloit l'exercice de la juridiction entre l'évêque de Rodés et lui, p. 193. Voyez *Rodés*.
 — du mois de janvier 1470, confirmant les privilèges des habitans d'Auzy, p. 378. Voyez *Auzy*.
 — du mois de janvier 1470, confirmant les privilèges des habitans de Saint-Antoine, p. 378. Voyez *Saint-Antoine*.
 ROUSSILLON (Comte de). Voyez *Brutten* (Louis, bâtard de).
 ROYAL-LIEU. Voyez *Compiègne*.
 RUBIAN (Pierre de). Lettres de naturalité accordées par le Roi à Pierre de Rubian, au mois de mai 1471, p. 417, note a; elles ont été indiquées de nouveau, par erreur, p. 478, note a.
 RUFFECT, en Berry. Lettres du mois de mars 1468, qui permettent de réparer et fortifier la ville de Ruffect en Berry, p. 205, note a.

S

- SABLES D'OLONNE. Le Roi, voulant assurer la défense de cette ville, et y attirer un plus grand nombre de marchands, en la mettant mieux à l'abri des dangers de la guerre, affranchit les habitans des Sables d'Olonne et de la Chaume de toutes tailles et aides quelconques, moyennant qu'ils seroient tenus de faire les clôtures et fortifications indiquées, pour lesquelles il accorde 5000 livres sur ses propres finances. Il règle ensuite, pour cela même et pour les autres besoins publics, la police de la cité. Un prévôt et quatre jurés y veilleront, et imposeront ce qui sera jugé nécessaire. Le reste des lettres est consacré à déterminer comment ces magistrats seront élus. Elles se terminent par un octroi relatif aux bois dont on aura besoin pour la clôture et les fortifications, p. 556 et 557.
 SAINS, pour *cloches*. Voyez la p. 474 et la note c.
 SAINT-AIGNAN. Des foires y sont établies en vertu de lettres de Louis XI, du mois de mai 1473, p. 589, note a.
 SAINT-AMAND-EN-PEULE. Lettres qui confirment des échanges faits par ses religieux avec ceux de Saint-Martin de Tournay, p. 177 et suiv. Voyez *Tournay*.
 SAINT-ANDRÉ. Chapitre de Saint-André, à Grenoble. Droits qui lui furent accordés dans le XIII.^e siècle, et dont Louis XI lui confirma la possession, pag. 90 et suiv. Voyez *Grenoble*. Il étoit établi à Champagnier, avant que la translation à Grenoble fût ordonnée, p. 90. Les chanoines étoient chapelains du Roi, p. 91. Droits que l'évêque avoit sur eux, *ibid*.
 Saint-André d'Avanches. Voyez *Avanches*.
 SAINT-ANTOINE ou SAINT-ANTONIN, en Rouergue. Lettres du mois de janvier 1470, par lesquelles le Roi, à la demande des consuls et habitans, approuve et confirme leurs privilèges, tels que leurs prédécesseurs en ont joui, p. 358 et 359.
 SAINT-BERTHOLIN DE CONFOLANS. Permission accordée à ses habitans d'entourer ce lieu de murs et de le fortifier, p. 219 et 220. Les lettres sont du mois de mai 1469.
 SAINT-DENIS. Lettres du Roi, du 12 janvier 1469, pour informer d'un vol fait au trésor de son abbaye, p. 280 et 281. Lettres du 11 février 1470, par lesquelles le Roi, considérant tous les maux que cette ville a soufferts pendant les divisions qui ont tourmenté le royaume, et la dépopulation qui en a été la suite, l'exempte de toutes tailles et impositions qui seroient mises pour le paiement des gens de guerre, p. 387 et 388.
 Plusieurs Rois des deux premières races avoient affranchi de tout impôt les marchands qui viendroient à la foire établie à Saint-Denis, au mois d'octobre. Les guerres avoient empêché d'y venir : Louis XI crut devoir la rétablir au mois de juin 1472, en augmentant ses privilèges et sa durée, p. 522 et suiv.
 SAINT-ÉMILION. Ses habitans ayant demandé au Roi, après la mort du Duc de Guienne, au mois de mai 1472, de leur confirmer tous les privilèges, franchises, droits et

libertés dont ils jouissoient avant qu'on les eût disjointes de la couronne pour les donner en apanage au Duc de Guienne, et pendant que ce Prince les gouvernoit, Louis XI les confirma, p. 496.

SAINT-ESPRIT. Voyez *Saint-Saturnin du Port*.

SAINT-FOUR. Des violences commises dans les pays au-delà de la Loire, des vexations et oppressions envers le peuple, des rebellions envers le Roi, les contributions refusées, la désobéissance aux mandemens de l'arrière-ban, plusieurs autres excès, et même quelques intelligences en Guienne avec les Anglois, avoient fait nommer par le Roi un lieutenant général et spécial, le Comte de Dampmartin, avec tous les pouvoirs nécessaires. Les consuls et habitans de Saint-Flour lui ayant remontré que, malgré des lettres patentes qui les déclaroient exempts du ban et de l'arrière-ban, de prétendus commissaires du Roi avoient voulu les y soumettre, qu'ils avoient prononcé à ce sujet des amendes et confiscations, et, pour en assurer l'effet, avoient fait saisir leurs biens, ils demandèrent en même temps la rémission et abolition des fautes et désobéissances qui pouvoient avoir été commises. Le Comte de Dampmartin la leur accorda par des lettres du 20 janvier 1469, qui furent approuvées et confirmées par Louis XI au mois de mai 1470. Toutes décisions rendues contre eux sont annulées, et la restitution des biens ordonnée, p. 298 et suiv. Les prétendus commissaires avoient aussi accusé les habitans de Saint-Flour de ventes illicites, d'usures, de fournitures faites aux ennemis du Roi : les habitans soutinrent que l'accusation étoit calomnieuse, et cependant ils demandèrent qu'au cas où quelques-uns d'entre eux seroient coupables de ce délit, le pardon en fût aussi prononcé. Le Comte de Dampmartin le fit par d'autres lettres du même jour, confirmées aussi par celles du Roi, p. 303 et 304.

SAINT-FREGUIRE. Voyez *Bellac* (Jean de).

SAINT-JEAN-D'ANGELY. Le duché de Guienne et le pays de Saintonge ayant été réunis à la couronne après la mort du Prince Charles, qui les avoit en apanage, les habitans obtinrent du Roi la confirmation de tous leurs privilèges, déjà confirmés par le Duc de Guienne quand il les prit sous sa domination, p. 508 et 509. Les lettres de Louis XI sont du mois de mai 1472.

SAINT-JEAN (Ordre de) de Jérusalem. Droit de justice reconnu à un de ses comman-

deurs sur les différens biens qui faisoient partie de sa commanderie, p. 119 et 123. Les lettres que le Roi lui avoit accordées au mois d'août 1461, n'ayant pas été expédiées et vérifiées, par l'effet de la mort du procureur général de l'ordre, chargé de ce soin, elles étoient surannées quand on en requit l'enregistrement. Louis XI les en releva, et ordonna de nouveau la pleine exécution des lettres de 1461, confirmatives de tous les privilèges de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, p. 432 et 433.

Voyez *Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem*.

SAINT-JULIEN du Mans. Lettres d'amortissement en faveur de cette église, p. 46 et suiv. Voyez *Amortissement*. Les Rois en étoient chanoines, p. 47.

SAINT-LÉONARD, en Limosin. Les consuls, chapelains et habitans de cette ville, ayant remontré qu'eux et leurs prédécesseurs avoient acquis des cens, rentes, revenus, possessions en fief, arrière-fief et autrement, noblement, mais que, l'amortissement n'ayant pas eu lieu de la part des gens d'église, et aucune finance ou indemnité n'ayant été payée par les consuls et habitans, on pourroit mettre empêchement à la jouissance paisible qu'ils avoient eue jusqu'à présent, Louis XI, par des lettres du 9 octobre 1470, octroie un amortissement général pour ce qu'ont acquis les gens d'église, et aux consuls, un terme de dix ans pendant lequel ils n'auront rien à payer, p. 336 et 337.

SAINT-LÔ. Par des lettres du mois de septembre 1470, Louis XI donne à son église une place et une vieille maison, et les lui amortit, moyennant quelques prières qu'il prescrit, et en la chargeant de payer ce qui pourroit être dû à l'occasion de ce qu'il donne, p. 330 et suiv.

SAINT-MACAIRE. Don de la terre et seigneurie de Saint-Macaire, p. 591, note a. Voyez *Thalèreuse* (Étienne de).

SAINT-MACLOUD, à Bar, diocèse de Langres. Henri I.^{er}, dit le *Libéral*, Comte de Champagne, avoit accordé au chapitre de cette église des privilèges qui furent confirmés par Jean II, par Charles VI, par Charles VII, et par Louis XI enfin, au mois d'octobre 1471. Ces privilèges ne portoient pas seulement sur les chanoines ; ils s'étendoient sur ceux qui étoient ou devenoient leurs hommes ou sujets. Quelques exemptions sont accordées, et plusieurs dons faits en argent, en grains, en portions de péages ou de contributions, en droits mêmes de justice ; il y en a de particuliers

pour les dignitaires du chapitre, p. 460 et suiv.

SAINT-MAIXENT. A la demande du Comte du Maine, seigneur de ce lieu, Louis XI octroya, par des lettres du mois de février 1468, qu'il y eût quatre foires à Saint-Maixent chaque année, et un marché chaque semaine, p. 190.

SAINT-MARTIN de Tours. Voyez *Tours*.

SAINT-MICHEL (Ordre de). Louis XI déclare, au commencement de ces lettres, qui sont du 1.^{er} août 1469, que son amour pour le noble ordre et état de chevalerie l'a engagé à créer une amiable compagnie, dont l'association sera nommée *ordre de Saint-Michel*, en l'honneur de cet archange, premier chevalier, qui, pour la querelle de Dieu, battait victorieusement contre le dragon, ancien ennemi de nature humaine, et le trébucha du ciel. Les lettres du Roi ont soixante-cinq articles. L'art. 1.^{er} fixe le nombre : ce nombre sera de trente-six gentilshommes de nom et d'armes ; et ses successeurs seront les chefs de l'ordre. Les chevaliers renonceront aux autres ordres qu'ils pourroient avoir, à une exception près pour les Rois et Ducs. L'art. 2 indique les quinze personnes que le Roi nomme actuellement ; il réserve l'élection des autres pour le premier chapitre qui sera tenu. Les art. 3 et 4 disent comment sera fait le collier de l'ordre ; quand il sera permis de le remplacer par une simple image de l'archange, ce qu'on fera s'il a besoin d'être réparé ; on défend de le vendre ou de l'aliéner, pour quelque cause que ce puisse être. Le serment à prêter par les nouveaux chevaliers, les obligations qu'ils contracteront envers le Roi, et que le Roi permet de faire pour eux, sont l'objet des cinq articles suivans. Le 10.^{er} parle du cas où des disputes auroient lieu entre deux chevaliers ; le 11.^{er}, du devoir de tous, si un d'entre eux étoit outragé ; le 12.^{er}, du cas où la violence auroit été commise par une personne non sujette ou vassale du Roi ; le 13.^{er}, des obligations d'un chevalier qui auroit un autre souverain étranger contre lequel le Roi seroit en guerre ; le 14.^{er}, de ce qu'il devroit faire envers ceux de ses compagnons du même ordre qui deviendroient ainsi prisonniers. 15. On est nommé pour la vie ; on ne pourra du moins cesser d'être chevalier que si l'on commet un des délits spécifiés dans l'article même. 16. Les chevaliers n'auront d'autre rang entre eux que celui de leur réception ; si plusieurs sont nommés le même jour, l'ancienneté

d'âge décidera : les Empereurs, Rois et Ducs, sont seuls exceptés de cette règle, à cause de leur haute dignité. Les art. 17 et 18 prescrivent quelques obligations pécuniaires imposées aux chevaliers quand ils seront reçus, ou que l'un d'eux mourra. 19. Tous les services divins et fondations seront faits et célébrés dans l'église du Mont-Saint-Michel. L'art. 20 dit où et comment les chevaliers y seront placés. Les art. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30, créent un chancelier de l'ordre, un greffier, un secrétaire, un trésorier, un héraut roi d'armes, et déterminent leurs attributions, leurs devoirs et leurs droits. La célébration d'une fête annuelle le jour de Saint-Michel, les cérémonies à y pratiquer, les présens à y faire, le chapitre à y tenir pour les élections et corrections des chevaliers, sont réglés par les articles 31, 32, 33, 34 et 35 ; et les art. 36, 37, 38, 39, 40 et 41, indiquent la manière de procéder envers ceux dont la conduite auroit mérité quelque blâme, et envers ceux aussi qui, par des actions glorieuses et recommandables, auroient mérité des éloges particuliers. 42. A la mort d'un chevalier, ses héritiers seront tenus de renvoyer son collier au trésorier de l'ordre. 43. Le Roi en donnera un autre à celui qui le perdroit à la guerre ; si on le perdoit autrement, c'est à ses dépens qu'on le remplacera. Les art. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56, traitent des élections à faire, du mode et de la forme de ces élections, et des devoirs qu'aura à remplir le nouveau chevalier, du serment qu'il prêtera sur la Croix et l'Évangile, de l'instruction ou des avertissemens qui lui seront administrés à sa réception, et du cas où la nomination ne seroit pas acceptée par celui en faveur de qui elle auroit été faite. Les articles 57, 58, 59, 60, 61, 62 et 63, établissent les règles à suivre aussi pour l'élection et la réception du chancelier, du greffier, du trésorier, et du roi héraut d'armes. 64. Si, au décès du souverain de l'ordre, celui qui devra succéder est en trop bas âge, le chapitre nommera un de ses membres pour présider, et pour conduire et traiter les affaires de l'ordre. 65. L'ordre aura connoissance et cour souveraine es cas qui peuvent le toucher, et sur tous les frères et compagnons dont il sera formé. Le Roi se réserve la solution ou l'interprétation des doutes et difficultés qui s'élèveroient, et la faculté de faire à ces statuts les changemens qu'il voudra, à l'exception

l'exception de quelques articles pour lesquels il déclare que ni lui ni ses successeurs ne pourront les changer, p. 236 et suiv.

SAINT-PIERRE de Lagny (Abbaye de). Voy. *Lagny*.

SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER. Lettres adressées au bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, p. 8, 36, 66, 148, 219, 327, 446, 575.

SAINT-POL ou SAINT-PAUL (Louis de Luxembourg, Comte de), connétable de France sous le règne de Louis XI. Lettres du mois de décembre 1470, par lesquelles le Roi lui transporte, et à Marie de Savoie, sa femme, les terres et seigneuries de Marans et de l'île de Ré, p. 361, note *a*. Bientôt après il lui donna les villes, châteaux, terres et seigneuries de Péronne, Montdidier, Roye, &c., p. 385, note *a*. Lettres du mois de mai 1453, par lesquelles le Roi lui cède Château-Thierry, p. 572, note *a*.

SAINT-QUENTIN. Le Roi, voulant reconnoître la fidélité de ses habitants, leur octroie qu'ils ne puissent jamais être traduits hors de leur ville pour quelconques péages et impositions foraines, hauts passages, et les tient quittes de tout ce qui pouvoit être dû à ce sujet, p. 365 et 366. Les lettres du Roi sont du 16 janvier 1470. Par d'autres lettres du même mois, il accorde à toutes personnes étrangères qui demeurent à présent à Saint-Quentin ou qui viendront y demeurer dans les trente années suivantes, le droit d'acquérir dans tout le royaume tous biens meubles et immeubles, et d'en disposer par testament ou autrement, ainsi qu'il leur plaira, et aussi de se marier avec des personnes natives du royaume, sans avoir pour cela aucun droit à payer, p. 368 et 369. Lettres, encore du mois de janvier 1470, qui accordent aux habitants de Saint-Quentin rémission générale de tous les crimes, délits et maléfices commis par eux ou par aucun d'eux envers le Roi pendant que le Duc de Bourgogne étoit maître de la ville, et les décharge de toutes peines et amendes, p. 369 et 370. Enfin des lettres du même mois encore y rétablissent la prévôté ancienne, telle qu'elle étoit avant le traité d'Arras, p. 370 et 371. Lettres d'amortissement du mois de février 1470 en faveur de l'église de Saint-Quentin, p. 384, note *c*.

Lettres adressées au bailli ou au prévôt de Saint-Quentin, p. 159, 177, 365 et 366, et note *a*, 369, 370.

Tome XVII.

SAINT-ROMAIN (Foire de). Voyez *Ruen*.

SAINT-SATURNIN DU PORT ou LE PONT-SAINT-ESPRIT. Confirmation des privilèges accordés à son prieuré par les prédécesseurs de Louis XI, et d'un pariage conclu entre ses religieux et le Roi, p. 220 et suiv. Le pariage étoit de 1301. Il porte sur les droits de juridiction, la nomination des juges, la punition des délits, l'assiette et le partage des diverses contributions établies, la forme des droits à percevoir, les confiscations, les cens et redevances seigneuriales, les foires, les sermens à prêter, &c. &c., p. 223 et 224. Charles V confirma, au mois d'avril 1364, les lettres données par Philippe-le-Bel en 1301, et Louis XI confirme ici, mai 1469, celles de Philippe IV et de Charles V.

SAINTÉ-CATHERINE - DU - MONT - LÈS-ROUEN. Guet et garde imposés aux habitants de quelques provinces dépendantes de cette abbaye, p. 117 et 118. Voyez *Guet*.

SAINTÉ-CHAPELLE de Paris. Privilèges dont elle jouissoit, p. 50, art. 7, et note *a*. Louis XI en accorde de semblables à Notre-Dame de Cléry, p. 50, art. 7.

SAINTÉ-CHAPELLE de Vincennes. Charles V avoit accordé plusieurs exemptions et privilèges à la Sainte-Chapelle de Vincennes, qu'il avoit fondée. Charles VI et Charles VII les confirmèrent. Le chapitre en jouit paisiblement jusqu'au temps des guerres intestines qui eurent lieu même près de Paris, époque à laquelle ses titres furent perdus. Il demanda enfin à Louis XI qu'on le rétablît dans tous ses droits, bien que l'exercice en eût été interrompu. Le Roi l'accorda, au mois de février 1473, et les ratifia tous, p. 605 et suiv. La Chambre des comptes, en entérinant les lettres du Roi, ne le fit que pour trois ans, quoique la confirmation des anciens privilèges eût été prononcée à perpétuité, p. 607.

SAINTÉ-NÉOMAYE, en Peitou. Son château avoit été démoli, par ordre de Charles VII, pour cause de rebellion. Louis, bâtard du Maine, à qui son père avoit donné la seigneurie de ce lieu, demanda de le rétablir et fortifier, pour la défense même du pays, qui étoit pays de frontière. Louis XI le lui accorda par des lettres du 27 mars 1468, p. 205 et 206.

SAINTEs, SAINTONGE. La mort du frère du Roi ayant fait réunir de nouveau à la couronne le duché de Guienne, qui en avoit été disjoint pour former l'apanage du Prince, les habitants de cette ville

B b b b b

exposèrent qu'elle avoit joui anciennement de beaux et notables privilèges, droits, dons, libérés, &c., et qu'elle en jouissoit encore; ils en demandèrent la confirmation, en rentrant sous la domination du Roi. Louis XI l'accorda par ses lettres du mois de mai 1472; et comme, à l'occasion des guerres entre son frère et lui, le Roi avoit fait don de terres appartenant à des habitans de Saintes, il casse et annulle ces dons, et restitue à chacun ce qu'il possédoit, p. 507 et 508.

Lettres adressées au sénéchal de Saintonge, — du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 22 décembre 1467, permettant à Olivier de Coëtivy de rétablir et fortifier un château en Saintonge, et d'exiger le guet des habitans, p. 51. Voyez *Olivier de Coëtivy*.

— du 6 juin 1468, sur la levée du quart de sel en Poitou et dans les pays voisins, p. 86. Voyez *Sel*.

— du même jour, sur diverses fraudes commises touchant le quart de sel. p. 87. Voyez *Sel*.

— du mois de juin 1468, pour la sécularisation de l'église de Luçon, p. 97. Voyez *Luçon*.

— du 1.^{er} janvier 1468, pour admettre les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du même jour, pour assurer au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres qu'ils avoient avant la guerre, et leur en restituer le revenu, p. 173. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).

— du mois de mai 1472, confirmant de nouveau les privilèges de la ville de Libourne, p. 505. Voyez *Libourne*.

— du même mois, confirmant les habitans de la ville de Saintes dans tous leurs privilèges et franchises : restitution des biens à tous ceux qu'on en avoit dépouillés pendant les divisions intestines; annulation des dons qui en avoient été faits, p. 507. Voyez *Saintes*.

— du même mois, portant confirmation des privilèges de Saint-Jean-d'Angely, p. 508. Voyez *Saint-Jean-d'Angely*.

— du même mois, portant concession d'une mairie et d'un gouvernement

municipal aux habitans de Blaye, et confirmation de tous leurs privilèges, p. 509. Voyez *Blaye*.

— du 3 juin 1472, confirmant des privilèges aux habitans de l'île de Ré, p. 514. Voyez *Ré* (Ile de).

SAISIE. Objets qu'on ne pouvoit saisir en matière d'impôts. Discours préliminaire, p. xiv et note g. Voyez *Armes, Charrues, Impôts*.

Saisies. Voyez *Main-levée*.

Saisies pour les fraudes commises dans l'exercice de plusieurs métiers. Voir les articles qui concernent les corporations indiquées au mot *Statuts*.

SALLE. Sens que ce mot a quelquefois, p. 419 et note c.

SALSIGNAN, en *Languedoc*. Confirmation faite par Louis XI, au mois de novembre 1470, des privilèges qui lui avoient été octroyés, p. 350.

SALUTS, monnoie. Voir les p. 364 et 598.

SALVE REGINA. Lettres d'amortissement accordées par Louis XI, au mois de septembre 1468, aux doyen et chapitre de l'église de Noyon, et à la communauté des chapelains de cette ville, à la charge de dire, pendant dix ans, le 8 septembre, un *Salve Regina* avec l'oraison, et une oraison de S. Charlemagne, pour le salut et la prospérité du Roi et du royaume, p. 124 et 125. Voyez *Amortissement, Charlemagne*.

SALVETAT, dans le comté de Gaure. Exemption d'impôt, pendant dix années, pour ses habitans. Discours préliminaire, p. xxvij.

SANCOINS, en *Berry*. Le Roi y établit un grenier et chambre à sel par une déclaration du 13 février 1473, p. 606, note a.

SASSENAGE. Foires établies par Louis XI, en 1468, à la demande du seigneur de Sassenage, p. 177, note a.

SAUMUR. Lettres patentes du mois de juillet 1469, qui établissent des foires dans cette ville, p. 236, note a.

SAUVEGARDE. Voyez *Barrois, Bruges, Caen, Cahors* (Université de), *Cléry* (Notre-Dame de), *Compiègne, Langres, Mende, Mirande, Notre-Dame de Selles en Poiou, Tiron, Tournay, Université de Montpellier, Université d'Orléans, Université de Toulouse*.

SCEAUX des contrats. Quel usage indiquent ces mots, p. 544 et note c. Voyez *Contrats* et *Notre-Dame de Selles en Poiou*. Le Duc de Bourgogne ayant représenté qu'il a le droit d'avoir une chancellerie

avec scel authentique, sous lequel on passe les contrats, et qui porte exécution précise et main-mise, et qu'il n'en jouit pas librement, le Roi ordonne que toutes les exécutions qui se feront en vertu de ce scel portent main-garnie, nonobstant appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, p. 142.

SEEL. Le droit de sceller en cire jaune étoit alors réservé au Roi. *Voy.* la p. 175, note c. Voulant donner au Roi René, Comte de Provence, un haut témoignage de satisfaction pour son inébranlable fidélité, Louis XI le place dans la concession qu'il lui fait de ce droit, p. 175. *Voyez René.* A quelle époque on commença de sceller en cire jaune, p. 176, notes c et d. Sceau en cire verte. *Voyez* la p. 183 et la note c. A qui appartenait exclusivement le droit de connoître des actes scellés du scel du Châtelet de Paris, p. 580. *Voyez Châtelet et Prévôt de Paris.* Scel mis anciennement aux actes, p. 544 et note c.

SCISCITER, pour demander, p. 299 et note a.

SECACES, pour suivans, p. 529 et note e.

SECRÉTAIRES DU ROI. Lettres patentes du 4 octobre 1467, qui les exemptent de payer le quatrième et le huitième pour le vin de leur cru, p. 21. Ils avoient joui de cette exemption sous le règne précédent, *ibid.*

SÉCULARISATION. *Voyez Église et Luçon.* Statuts pour un chapitre sécularisé. *Voir* la note d de la p. 97.

SEGA. A quelle obligation on donnoit ce nom, p. 529 et note e.

SEGUIER (Antoine). Il étoit né à Sausses en Roussillon, et faisoit sa résidence à Narbonne, où il avoit acquis des biens et desiroit d'en obtenir encore; craignant de ne pouvoir ensuite en disposer, il s'adressa au Roi, qui, par des lettres du mois de février 1470, voulant favorablement traiter les étrangers qui venoient habiter le royaume, lui octroya toute permission d'acquiescer et de disposer de ce qu'il auroit acquis, moyennant, toutefois, cinquante écus d'or qu'il donna au Roi, p. 398 et 399.

Seguier. *Voyez Juridiction.*

SEL. Prorogation d'un accroissement de droit sur le sel, applicable aux gages des officiers du Parlement de Paris, p. 3. *Voyez Parlement de Paris.* C'étoit pareillement sur une crue de quarante sous par muid de sel, qu'on prélevoit en partie les gages de la Cour des aides, p. 31. *Voy. Aides* (Cour Tome XVII).

des). Droit levé, outre la gabelle ordinaire, dans les greniers de Languedoc, p. 46, note a. *Voyez Double* (la). Don que le Roi avoit fait précédemment à sa mère du revenu de ce droit, *ibid.* Somme accordée au perceuteur, *ibid.* Dons faits de portions du produit des droits sur le sel, p. 51, note b. *Voyez Cléry* (Notre-Dame de) et *Évreux*.

Sel. D'après une ordonnance de Charles VII, le quart de sel (cinq sous par livre) devoit être payé en Limousin, Marche, Angoumois et Saintonge, autant de fois que le sel étoit vendu, échangé ou transporté hors des limites, au prix ordinaire de la vente; néanmoins les généraux des aides avoient établi pour base le prix auquel on l'achetoit aux salines, et le revenu des fermiers du Roi étoit fort baissé: le Roi défend d'avoir égard au mandement des généraux des aides, et ordonne de nouveau l'exécution de l'ordonnance de Charles VII, p. 86 et 87. Le même jour, 6 juin 1468, autres lettres de Louis XI sur diverses fraudes commises touchant le quart du sel, p. 87 et *suiv.* Le 1.^{er} article ordonne la levée du droit toutes les fois que le sel sera vendu ou revendu, et le 2.^o oblige les marchands et autres à déclarer la quantité de sel qu'ils auront, sous peine de confiscation et d'amende. 3.^o La déclaration faite, qu'on n'amène rien au-delà, sous peine de confiscation du sel et des chevaux, et d'une amende. 4.^o Sous peine aussi de confiscation et d'amende, tout vendeur donnera cinq sous par livre au fermier. 5.^o Le transport du sel aux pays où le quart n'a pas cours, sans payer ce quart à la frontière, sera puni par la perte du sel et des chevaux et une amende. 6.^o Ceux qui surprendront des gens transportant ainsi le sel, pourront les arrêter ainsi que les chevaux, et ils auront la moitié de la valeur du sel, des animaux, et des amendes à prononcer. 7.^o Les marchands seront tenus, en achetant le sel dans lesdits pays, de déclarer leur nom, leur demeure, et de donner caution de payer le droit avant le transport, toujours sous les mêmes peines. 8.^o et 9.^o Ces deux articles déterminent la route que devront suivre, dans certains cas, les charrois de sel. Le 23 juillet 1468, de nouvelles lettres du Roi ordonnèrent l'envoi des premières aux généraux des aides, à qui elles n'avoient pas été adressées, p. 110. *Voyez Aides*.

Sel. Sur l'exploitation du sel à Marennes et Arvert, dans le pays d'Aunis, et ce qu'il en coûtoit aux habitants, on peut voir la

Bbbbb ij

p. 499. Droit que ce sel payoit au Roi, *ibid.*

Sel. Lettres du 14 octobre 1468, qui accordent au Duc de Bourgogne, pour lui et ses successeurs, le droit d'établir des greniers à sel à Mâcon et dans plusieurs villes du Mâconnois en tel nombre qu'il voudra, de les fournir comme bon leur semblera, et de contraindre les habitans du pays à prendre là leur sel et non ailleurs, défendant d'y faire ou laisser venir le sel de Peccais et tout autre. Ce don est en accroissement des droits et transports faits par le feu Duc de Bourgogne au comté de Mâcon, tenu en foi et hommage de la couronne. Philippe-le-Bonavoit déjà adressé plusieurs réclamations à ce sujet au Roi, qui avoit toujours différé d'exécuter la promesse qu'il lui avoit faite; Charles, son fils, les avoit renouvelées dès son avènement au duché de Bourgogne, p. 129 et *suiv.* Voyez *Mâcon*. Voir, p. 130 et 131, les lettres déjà accordées par Louis XI, au commencement de son règne.

Sel. Lettres patentes données le 1^{er} octobre 1461, par lesquelles Louis XI fait droit aux plaintes que Philippe dit le Bon, alors Duc de Bourgogne, lui avoit portées concernant les distractions faites au grenier à sel de Bar-sur-Seine, p. 155, aux notes. Lettres du 14 octobre 1468, qui ordonnent de lever tous les empêchemens dont le Duc Charles se plaignoit, et lui assurent la jouissance paisible du grenier à sel de Grandvilliers, p. 157.

Sel. Ordonnance du 26 mars 1469, portant règlement pour la perception des droits sur le sel en Poitou. Le Roi déclare qu'étant instruit que des gens de divers états s'efforcent, depuis quelque temps, de faire des fraudes touchant le quart du sel, qui lui appartient, et ne voulant pas que ce droit soit sans valeur, il a fait la présente ordonnance. Elle se compose de vingt-quatre articles. Le 1.^{er} renouvelle l'obligation imposée de prendre cinq sous par livre sur toutes les ventes, reventes et échanges de sel. Les déclarations à faire par les redevables, les registres à tenir et les formalités à suivre par les élus et les receveurs, sont l'objet des cinq articles suivans. Le 7.^e veut que tous ceux qui amèneront du sel en Poitou, de Bretagne ou autres pays qui ne paient pas le quart au profit du Roi, soient tenus en arrivant de faire la déclaration de ce qu'ils ont, et d'en payer le quart, ou donner caution de le payer après la vente, sous peine de confiscation du sel

et des chevaux, et d'une amende arbitraire. L'article 8 prescrit les déclarations à faire aussi et les cautions à donner, si l'on met en grenier le sel apporté, et les peines auxquelles on sera soumis si l'on s'y refuse. 9.^e Tous ceux qui chargeront du sel sur les marais pour le transporter hors du pays, seront tenus de payer le quart au lieu du chargement, au prix qu'il pourra valoir où ils le vendront, et à la limite du pays où ils le transporteront, ou de donner caution de le payer. 10.^e Défense de faire transporter du sel par mer, sans en déclarer la quantité, les vendeurs, et en payer le quart. 11.^e Défense d'en transporter aux lieux où le quart n'a pas cours, sans avoir payé ce quart, sous peine de perdre ledit sel, les chevaux et harnois, et d'une amende arbitraire. L'article 12 indique les seules villes où il pourra y avoir grenier à sel. L'art. 13 oblige ceux qui ont du sel en grenier de l'amener, un mois après, dans une de ces villes, sous les mêmes peines de confiscation et d'amende. Les art. 15, 16, 17, 18 et 19, tracent la route que doivent suivre et les obligations que doivent remplir ceux qui porteront du sel de différentes manières dans différens lieux ou pays qu'ils indiquent. L'art. 19, prévoyant qu'on pourroit, par l'Angoumois, où le quart n'a pas cours, transporter beaucoup de sel dans d'autres pays où il ne se lève pas, sans entrer en Poitou, établit pour ce cas des receveurs qui l'exigeoient de ceux qui se transportoient en Limousin, soumettant toujours la fraude aux peines susénoncées. 20.^e Le Duc d'Angoulême n'en continuera pas moins à percevoir le droit qu'il prend sur le sel passant en Angoumois. 21.^e Le receveur du quart pourra faire inventaire du sel qui sera en Limousin, et s'il en trouve qui n'auroit pas payé le quart, le confiscuer, sans préjudice de l'amende arbitraire contre ceux qui l'auront ainsi transporté. 22.^e Le transport du sel, pendant la nuit, est défendu sous les mêmes peines. L'art. 23 donne pouvoir à tous les sergens royaux, à tous receveurs et fermiers ou à leurs commis, de prendre au corps les transgresseurs des présentes ordonnances, avec leur sel, chevaux, charrois, bateaux, bœufs et autres voitures; ils auront pour leur peine la moitié de ladite confiscation. 24.^e Après le temps de la ferme, les fermiers bailleront à leurs successeurs les registres et inventaires pour le sel, afin que ceux-ci connoissent mieux les abus qui se pourroient commettre sur la per-

ception du quart, p. 283 et *suiv.* Lettres du mois de juillet 1470, portant défense de vendre au rabais le sel nouvellement venu aux greniers, jusqu'à ce que l'ancien soit vendu, p. 325, note *a.* Lettres du 29 décembre de la même année, pour affecter de nouveau la crue ordonnée sur la vente du sel aux gages de la Cour des aides de Paris, p. 359. Voy. *Aides* (Cour des). Lettres du mois de janvier suivant, qui ordonnent de lever sur tout le sel qui étoit dans les greniers du royaume, une augmentation de quarante sous par muid, pour la guerre à faire au Duc de Bourgogne, p. 384, note *c.* Le Roi accorde trois nouveaux setiers de sel à l'écolâtre d'Amiens, p. 415 et 416. Voyez *Amiens*. Concession de sel qu'il fait au monastère de Saint-Barthélemi à Noyon, p. 425 et 426. Voyez *Noyon*. Remission d'amendes qu'il accorde à des habitans d'Issoudun qui n'avoient pas pris leur sel au grenier établi par lui, p. 441. Voyez *Issoudun*. Vente du sel, par des gens de guerre, en contravention aux lois, p. 468 et 469. Voyez *Gens de guerre*. Crue de l'impôt sur le sel pour fournir aux gages du Parlement de Paris, dont le travail avoit été augmenté, p. 592 et *suiv.* Voyez *Parlement de Paris*.

Sel. Refus d'entériner des lettres de rémission pour un meurtre commis à l'occasion d'une saisie de chevaux chargés de sel non gabellé; condamnation prononcée par la Cour des aides, malgré ces lettres, p. 602 et 603.

Sel. Établissement de greniers à sel. Voyez *Pont-de-l'Arche* et *Sancoins*.

SEMONCE. Voir la p. 44 et la note *b.*

SENILIS. Dispositions prescrites pour une aide consentie par le bailliage de Senlis. Discours préliminaire, p. iij, note *m.*

Lettres d'amortissement pour une abbaye voisine de cette ville, p. 208, note *a.*; p. 293, note *a.* (C'est par erreur qu'elles ont été rappelées deux fois.)

Lettres adressées au bailli de Senlis,

— du mois de février 1470, accordant des privilèges aux religieux de Royal-Lieu, près de Compiègne, p. 292. Voyez *Compiègne*.

— du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines, p. 446. Voy. *Mines*.

— du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint-Denis, et exemptant de toute sorte de droits et impôts toutes les marchandises et denrées qu'on y apportera,

et toutes celles qui y auront été achetées, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.

— du mois de juillet 1472, portant élection des maire et pairs de Beauvais, p. 529. Voyez *Beauvais*.

— du mois de juillet 1472, accordant la faculté à tous les habitans de Beauvais d'acquérir et de posséder des fiefs nobles; exemption pour eux de tous les droits qui seroient à payer, au Roi; exemption aussi du ban et de l'arrière-ban, p. 531. Voyez *Beauvais*.

— du mois de juin 1473, accordant des privilèges aux femmes et filles de la ville de Beauvais. Voyez *Beauvais*.

SENS. Lettres adressées au bailli de Sens.

Louis XI interdit au bailli de Sens tout acte de juridiction sur les jugemens rendus par les officiers du Duc de Bourgogne, p. 141. Voyez *Parlement de Paris*. Le bailli de Sens se constituoit juge des procès des habitans de Villeneuve-le-Roi. Louis XI défend d'apporter à cet égard aucun obstacle à la juridiction des officiers du Duc de Bourgogne, p. 145.

Lettres adressées aux élus de Sens, p. 155, aux notes.

Lettres adressées au bailli de Sens,

— du 19 août 1467, accordant une nouvelle confirmation des lettres rendues en faveur des maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du 14 novembre 1467, portant révocation des foires de Genève et confirmation des quatre foires de la ville de Lyon, avec attribution de plusieurs privilèges et franchises, p. 33. Voyez *Lyon*.

— du 5 octobre 1464, ordonnant de surseoir, pendant toute la vie du Duc de Bourgogne, au jugement des procès touchant les limites du Royaume et de l'Empire, p. 135 à la note. Voyez *Limites* et *Surséance*.

— du 14 octobre 1468, défendant au bailli de Sens de recevoir les appellations des jugemens rendus par les officiers du Duc de Bourgogne, et ne permettant de les porter qu'à Paris, p. 141. Voyez ci-dessus et *Parlement de Paris*.

— du 14 octobre 1468, sur la connaissance des complaints dans le duché de Bourgogne, p. 148. Voyez *Complaintes*.

— du 14 octobre 1468, concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand-conseil, p. 150. Voyez *Grand-Conseil du Duc de Bourgogne*.

— du 1.^{er} octobre 1461, concer-

nant l'affranchissement de quelques impôts pour quelques lieux des États du Duc de Bourgogne, p. 155, aux notes. Voyez *Sel*.

du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.

SERGENS au Châtelet de Paris. Voyez *Châtelet*.

Sergens. Voyez *Clientuli*.

SERMENS. Serment prêté par les généraux conseillers des aides, et tous ceux qui étoient chargés de leur assiette ou de leur perception. Discours préliminaire, p. ij et *suiv*. Serment exigé de la valeur des biens, par les propriétaires soumis à l'impôt, *ibid.* p. v. Serment prêté par les capitaines de troupes en prenant le commandement, p. 84. Serment prescrit aux nouveaux chevaliers de l'ordre de Saint-Michel, p. 251. Serment du Roi et de son frère quand la Guienne fut donnée à ce Prince, p. 211 et note *b*. Serment de fidélité et d'obéissance prêté à Louis XI, après la mort de Gaston IV, Comte de Foix, par la Princesse Madeleine, tutrice du nouveau Comte. Voyez *Foix*.

Serment. Voyez *Charlemagne*, *Couronne*, *Croix*, *Évangile*, *Reliques*, *Taille*, *Traité*.

SERRURIERS. Exemption du droit d'aides accordée aux serruriers de Paris pour les marchandises de leur profession. Discours préliminaire, p. xxv.

SERVICE. Loi qui affranchit du service militaire tous les médecins, les notaires et les juriconsultes. Discours préliminaire, p. xxv. Plusieurs nobles, sujets du Comte de Foix, ayant exposé au Roi que, comme nobles et tenant fiefs et arrière-fiefs de lui, ils seroient tenus de comparoître aux ban et arrière-ban et de le servir, et que, néanmoins, le service dû par eux au Comte de Foix les en empêchoit, le Roi les dispensa des obligations qu'ils avoient eues envers lui; les lettres sont du 25 mai 1470, p. 297 et 298.

Exemptions du service militaire. Voir la page 472 et le mot *Orléans*. Exemption de service personnel pour la défense du royaume, en faveur des vassaux, sujets et serviteurs du Duc de Bourgogne, p. 143 et *suiv*. On avoit procédé contre eux, au nom du Roi, par main-mise en leurs terres, perception des fruits, assaut des places, confiscation de corps et de biens; le Roi annulle tout ce qui avoit été fait, ordonne toutes les restitutions demandées et les dédommagemens nécessaires, et

décide à quoi se bornera désormais l'obligation du service personnel, p. 144.

SEXTERAGE. Voyez les p. 309 et 310.

SEXTERATA, mesure de terre, p. 182 et note *c*.

SICOTEAU (Jean). Lettres de noblesse que le Roi lui accorde, avril 1471, p. 417, note *a*.

SIGNER, pour *marquer*, p. 380 et note *f*. **SOISSONS**. Statuts des tonneliers de cette ville, p. 170 et 171. Voyez *Tonneliers*. Lettres d'amortissement pour son église, mai 1472. Voir la p. 511, note *a*.

SOLABLE, pour *solvable*. Discours préliminaire, p. iij et note *g*.

SOLDATS. Voyez *Gens de guerre*.

SOLDE des troupes. Voyez la p. 82, art. 1 et note *b*.

SOLDÉE, pour *seuclie*, p. 382 et note *e*.

SONNEURS de Saint-Martin de Tours. Exemptions, franchises et privilèges que Charles VII et Louis XI leur accordent, p. 473 et *suiv*. Voyez *Tours*.

SOQUET, contribution. Voyez la p. 276.

SOURDIR, pour *s'élever*, p. 240 et note *c*.

STATIONARI. On appeloit ainsi les libraires, et pourquoi, p. 537 et note *c*.

STATUTS. Voyez *Bouchers*, *Briveurs*, *Chausseiers*, *Cordonniers*, *Huchers*, *Orfèvres*, *Pelleliers*, *Tisserands*, *Tonneliers*.

SUBHASTARE. Voir la p. 277, et le mot *Gages*. Voir aussi la p. 537.

SUBREPTICES. Lettres déclarées subreptices. Voyez *Langlée*.

SUBSIDES. Le Roi se voit obligé de les redemander encore, malgré l'espérance qu'il avoit conçue d'en soulager ses peuples, p. 288. Voyez *Dauphiné*. Ce que pensa Louis XI du droit d'en mettre que proclamoient et exerçoient les seigneurs relativement à l'or de paillote; défenses qu'il leur fait à cet égard, p. 486 et 487. Voy. *Paillote*. Subsidies roturiers. Voir la p. 49, art. 3 et sa note *b*.

Subsidies. Voyez *Aides*.

SUCCESSIONS. Loi d'un Comte de Champagne sur le partage des biens dans les familles nobles, p. 94, note *b*. Voyez *Thihault*. Droit accordé, à ce sujet, aux étrangers qui habitent ou qui viendront habiter Toulouse, p. 478 et 479. Voyez *Toulouse*. Faculté de tester accordée aux étrangers demeurant à Bordeaux, p. 524 et 525. Voyez *Bordeaux*.

SUFFRAIGES. Ce que ce mot signifie quelquefois, p. 235 et note *a*.

SUMPTUEUX, pour *côteux*, *dispendieux*, p. 127 et note *c*, 281 et note *d*.

SUPERINTENDANS des finances. Quand, comment et pourquoi ils furent établis. Discours prélimin., p. iij et *suiv.* Quelles étoient leurs attributions, *ibid.* Par quels magistrats ils ont été remplacés, p. iij. Ils n'avoient aucune responsabilité pécuniaire, *ibid.* Variation de leur nombre, *ibid.* p. iij et note n.

SUPPLIÉS. Leurs cadavres donnés pour les leçons publiques d'anatomie. Discours préliminaire, p. xxij, note b.

SURSEANCE, ordonnée par des lois pour

des jugemens. Voyez la note h de la page 126, et ci-dessus, aux mots *Parlement de Paris*. Louis XI confirme, par des lettres du 14 octobre 1468, une surseance de quinze ans à un arrêt du Parlement de Paris qu'on prétendoit contraire au traité d'Arras, et il la prolonge ensuite de vingt ans encore, p. 151. Il avoit ordonné, en 1464, de surseoir, pendant toute la vie de Philippe-le-Bon, alors Duc de Bourgogne, à la décision des procès concernant les limites du Royaume et de l'Empire, p. 135 et note b.

T

TABERNAGIUM. Quel droit ce mot exprimoit, p. 272 et note d. Voir aussi la page 274.

TABLE D'USURE. Voir les notes b et c de la page 191. Plusieurs personnes, moyennant une rétribution annuelle de cinq cents livres tournois, devoient tenir des tables d'usure à Tournay : quelques autres conditions leur étoient aussi imposées. Louis XI, en 1462, crut devoir en accorder le privilège exclusif. Les abus qui en résultèrent lui firent restituer le droit universel d'en avoir, par des lettres du mois de février 1468, p. 191 et *suiv.* Lois plus anciennes relatives aux tables d'usure, p. 191, note c. Voyez *Gages*.

TABLETIERS, TABLIERS, TABLETTES. Ce qu'on désignoit par-là en fait de marchandises, p. 380 et note h.

TAILLE. Assiette de cet impôt au XIII.^e siècle. Discours préliminaire, p. ij. Serment exigé de ceux qui devoient asseoir les tailles, *ibid.* p. ij. Remises à accorder de la taille, *ibid.* Des croisés qui étoient sujets à la payer, *ibid.* p. xij. Dans quels cas seulement les nobles pouvoient être mis à la taille en Dauphiné, *ibid.* p. xvj. Quand leurs biens pouvoient y être soumis en France, *ibid.* Quand les ecclésiastiques devoient payer la taille personnelle, *ibid.* Quand leurs biens devoient payer la taille réelle, *ibid.* D'autres lois avoient prononcé une exemption plus générale, *ibid.* Exemptions des tailles pour plusieurs hôpitaux, *ibid.* p. xvij et *suiv.* Exemption de la taille pour les ouvriers des monnoies, *ib.* p. xxiv et xxv; pour les officiers de l'hôtel du Roi et des Princes, *ibid.* p. xxv et xxvj. Sous quelle condition on en exempte quelques villes de Normandie, *ibid.* p. xxvij. Voy. *Charles IV* et *Normandie*. Comment les habitants de Rodés s'y trouvèrent soumis.

Voyez *Rodés*. Exemption annuelle de taille pour les rois des archers et des arbalétriers de Laval, p. 73 et 74. Voyez *Archers*. Exemption de taille pour les chanoines et les marguilliers de l'église de Paris, p. 81. Abandon fait par le Roi, au Duc de Bourgogne, du revenu des tailles dans quelques prévôtés de la Picardie, p. 133. Exemption de taille pour l'abbaye de Tiron, p. 272 et 274; pour la ville de Saint-Denis, p. 387. Exemption de tailles et autres contributions pour les officiers du Parlement de Toulouse, p. 445. Voyez *Parlement de Toulouse*. Exemption semblable pour ceux qui travailleront ou feront travailler à l'exploitation des mines du royaume, p. 447 et 453. Voyez *Mines*. Exemption de tailles et aides pour diverses personnes attachées à l'église de Saint-Martin de Tours, p. 474 et *suiv.* Voy. *Tours*. Exemption de tailles et aides quelconques pour les habitants des Sables d'Olonne, attendu les dépenses auxquelles ils sont obligés pour la clôture et la fortification de leur ville, p. 556. Voyez *Sables d'Olonne*. Exemption de tailles pour Jeanne Lainé, à l'occasion du siège de Beauvais, p. 583. Voy. *Beauvais*. Affranchissement de tailles en faveur de la ville de Laon. Voir la p. 589. Pour les habitants d'Ars et de Leys, p. 518 et *suiv.* Voy. *Ars*. Voy. encore, au sujet des tailles, les pages 480, 500 et *suiv.*

TAILLEURS. Exemption de droit d'aides accordée aux tailleurs de Paris pour les marchandises de leur profession. Discours préliminaire, p. xxv.

TANNEGUI DU CHASTEL. Le Roi lui donne les terres et seigneuries de Châtillon-sur-Indre, Pacy, Ezy et Nonancourt, en février 1472. Voy. la note a de la page 563. Lettres du mois de février suivant, qui portent réduction à une maille d'or par

- mutation, des rachats dus pour ces terres et seigneuries, p. 604, note a.
- TARGE**, monnaie. Voir la page 364.
- TASCHA**, espèce de champart, p. 223 et note d.
- TECTUM**. Ce que ce mot peut signifier. Voir la note a de la page 461.
- TEMPOREL**. Sa saisie ordonnée envers les ecclésiastiques qui désobéiroient à des lettres du Roi sur le ressort des exempts d'Auvergne, p. 41. Voyez *Cusset*. Temporel des abbayes dont le titulaire est mort. Voyez *Bénéfices*.
- TEMPTATOIRES**. Qui l'on désignoit par ce mot, p. 609, note h.
- TERRAGE**. Comment on poursuivoit, dans le Hainaut, celui qui négligeoit de le payer, p. 126 et note b. Les pages 178 et 179 rappellent quelques obligations de ce genre. Voyez aussi les p. 393 et 394.
- TERRASSON** (Jean). Lettres de noblesse que le Roi lui accorde, au mois de janvier 1472, p. 563 et note a.
- TÊSTER** (Droit de), assuré aux marchands étrangers qui viendront aux foires de Caen, p. 346. Voyez *Caen*. Assuré pareillement aux étrangers qui viendront habiter Bordeaux, Saint-Quentin et Toulouse, pag. 368 et 478. Voyez *Saint-Quentin*, *Toulouse*, *Bordeaux*; voyez aussi *Mines* et *Séguier*.
- TEZENUM**, ou plutôt **TREZENUM**. Voir la page 223 et la note a.
- THALEREUSE** (Étienne de), sénéchal de Carcassonne. Don que le Roi lui fait, par des lettres du mois de septembre 1473, de la terre et seigneurie de Saint-Macaire, p. 591, note a. Voyez *Saint-Macaire*. Autre don du Roi. Voyez *Estevenet*.
- THÉROUANE**. Ses habitans se plaignent à Charles VI sur ce qu'étant placée sur la frontière, beaucoup de gens y venoient pour mal faire, et refusoient ensuite d'obéir à justice. Ils avoient fait, en conséquence, un statut de police dont ils demandoient l'approbation et la confirmation au Roi. Ce statut défendoit à tout étranger d'entrer dans la ville avec armes ou bâton; prononçoit des peines, soit pécuniaires, soit afflictives, contre les agressions et insultes qui pourroient être faites à ces habitans, et prescrivait les mesures à prendre pour s'assurer des malfaiteurs, p. 228 et 229.
- Louis XI le ratifia par des lettres du mois de juin 1469. Charles VI et Charles VII l'avoient déjà confirmé au mois de septembre 1409 et au mois de mai 1444.
- THIBAUT** IV, dit LE GRAND, Comte de Champagne, dans le XIII.^e siècle, p. 94 et note b. Loi célèbre de ce Prince sur la succession des nobles, p. 94 et note b. Exemptions qu'il avoit accordées aux officiers et quêteurs de l'abbaye de Saint-Pierre à Lagny-sur-Marne, p. 94. Voyez *Lagny*.
- THOUARS**. Don de la vicomté de Thouars. Voyez *Anne de France*.
- TIRON** (Abbaye de), diocèse de Chartres. Des lettres du 27 décembre 1469 confirment toutes les franchises, immunités, exemptions et prérogatives que Louis VI, Louis VII, Philippe-Auguste, et Louis XI lui-même, avoient successivement octroyées à cette abbaye. Louis-le-Gros voulut que les religieux, leurs hommes et sujets, leurs agens et serviteurs, ne fussent soumis à d'autre juridiction que celle du monastère, tant pour les affaires civiles que pour les affaires criminelles, et que l'appel n'en pût être porté que, directement et sans intermédiaire, au Parlement de Paris; il les prit tous sous sa sauvegarde spéciale, et donna à l'abbé et à ses successeurs tous les privilèges des personnes de la maison du Roi; il accorda de plus au monastère le droit de garenne, et à tous ceux qui en faisoient partie, à quelque titre que ce fût, l'exemption du droit de péage, et de plusieurs autres contributions, dans toute l'étendue du royaume. Les lettres de Louis-le-Gros sont du mois d'avril 1120 et du 10 janvier 1121. Louis-le-Jeune les confirma au mois de mars 1164, et Philippe-Auguste ensuite, le 4 mars 1190. Louis XI avoit renouvelé, en 1461, au mois de décembre, la sauvegarde donnée par Louis-le-Gros, par des lettres du même mois; en 1469, il confirma d'une manière plus générale toutes les concessions faites par ses prédécesseurs à l'abbaye de Tiron, p. 269 et suiv.
- TISSERANDS**. Charles VII, en 1419, étant Régent du royaume, avoit donné aux tisserands de Vierson, en Berry, des statuts qui furent confirmés par Louis XI, au mois de juillet 1470. L'heure à laquelle on doit cesser de travailler, suivant la nature du travail; l'amende à payer dans le cas contraire, ou dans quelques autres cas spécifiés, sont l'objet des trois premiers articles; les quatre suivans prescrivent aussi quelques règles sur le travail des maîtres et des compagnons, sur leur admission, et sur les apprentis; le huitième article marque la destination des amendes qui seront payées. On y voit qu'une partie de ce produit étoit destinée à secourir de pauvres filles et anciennes personnes de leurs métiers qui ne pouvoient plus gagner leur

leur vie, qui étoient excommuniées sans avoir de quoi se faire absoudre, et à les faire mettre en terre sainte et bon état, selon leurs facultés, p. 323 *et suiv.*

TITRE. Sens de ce mot appliqué au métier des tisserands, p. 324 et note *a*.

TOLAGE. Quel impôt c'étoit, pag. 484, note *c*; 485, 486, 487.

TOMBE, pour reliquaire, p. 380 et note *a*.

TONAGE. Quel impôt c'étoit, p. 484 et notes *a* et *c*, et pages *suiv.*

TONLIEU. Exemptions de cet impôt accordées et confirmées. Voir les p. 27 et 28, et la note *g* de la p. 27; voir aussi la page 393. Il est souvent parlé du tonlieu dans les lois qui octroient des privilèges, des exemptions, des foires, des marchés.

TONNELIERS. Statuts et ordonnances des tonneliers de Soissons, p. 170 et 171. Les lettres du Roi qui les approuvent et les confirment, sont du mois de décembre 1468. Les statuts sont du mois d'août 1466; ils ont huit articles. Le premier ordonne de n'admettre que celui qui aura fait un chef-d'œuvre à la discrétion des maîtres. On est moins sévère pour leurs fils; l'article 2 dit ce qu'on en exigera. Les articles 3 et 4 règlent la bienvenue que les nouveaux apprentis et les nouveaux compagnons seront obligés de payer. Les articles 5 et 6 règlent ce que les maîtres devront faire ou ne pourront pas faire dans leur travail. La nomination des visiteurs, et les obligations qu'on leur impose, sont les objets des articles 7 et 8.

Tonnelliers. Les maîtres tenant ouvroir de tonnellerie, hucherie et menuiserie à Évreux, n'ayant aucun statut pour les gouverner, en rédigerent et proposèrent un, qui, d'abord approuvé par le bailli et les officiers de cette ville, le fut par le Roi, au mois de février 1471. Le statut est en vingt-deux articles. 1.^o Tous les ans on élira deux gardes et jurés qui prêteront serment d'annoncer à justice les fautes et abus commis. 2.^o Aucun ne tiendra ouvroir qu'après avoir prêté serment au bailli d'observer le présent statut, et avoir été reconnu capable par les jurés. 3.^o et 4.^o On ne pourra travailler qu'après avoir payé quatre livres tournois, ou deux livres seulement si l'on est fils de maître. Les articles 5, 6, 7 et 8 concernent les apprentis. Il n'est plus question, dans tous les articles suivans, que du travail à faire, de la manière de s'y livrer, des fautes à éviter, de la répression et de la condamnation des abus commis dans l'exercice du métier, p. 464 et *suiv.*

Tome XVII.

TOUCHE, pour titre, en fait de métaux, p. 381 et note *b*.

TOULOUSE. Exemption de plusieurs impôts, en faveur des bourgeois de Toulouse, en faveur des étendue du comté. Discours préliminaire, p. xxvij.

Toulouse. Peu de temps après son avènement à la couronne, Louis XI avoit supprimé l'office de juge-mage de Toulouse; cette suppression lui ayant ensuite paru préjudiciable, il rétablit la charge en faveur de Guillaume Lebrun, son conseiller et médecin, avec toutes ses prérogatives et prééminences, l'habilitant à tenir cet office quoiqu'il fût né à Toulouse, et qu'il fallût être né ailleurs pour le pouvoir posséder, p. 56 et 57. On voit, à la fin de ces lettres, de quelle manière le Parlement de Languedoc les enregistra. Il n'étoit pas alors dans cette ville, mais à Montpellier, p. 57, note *a*.

Toulouse. Sur la demande faite au Roi par les capitouls et habitants de cette ville, Louis XI, voulant lui donner les moyens de se repeupler et restaurer, après tous les malheurs qu'elle avoit subis, octroya le droit de tester et disposer de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, à tous les étrangers qui y demeureroient ou qui viendroient s'y établir, défendant d'exiger d'eux et de leurs héritiers aucun droit d'aubainage ou autre : les lettres de Louis XI sont données à Laval le 20 avril 1472, p. 478 et 479. Lettres d'amortissement octroyées, en 1471, à l'église métropolitaine de Toulouse, p. 478, note *a*.

Toulouse (Comtes de). Obligés de tenir l'étrier du cheval du nouvel abbé du monastère de Saint-Théodard à Montauban. Voir la p. 184 et la note *a*.

Toulouse (Parlement de). Voyez *Parlement*.

Toulouse (Monnoyeurs de). Voyez *Monnoyeurs*.

Toulouse (Université de). Voyez *Université*.

Lettres adressées au sénéchal de Toulouse, — du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.

— du mois de février 1467, confirmant les lettres de Philippe de Valois en faveur de Mirande, p. 74. Voyez *Mirande*.

— du 23 mai 1470, dispensant plusieurs nobles de la sénéchaussée de Toulouse, du service militaire du Roi, p. 297. Voyez *Service*.

— du 5 juin 1470, confirmant les exemptions et franchises accordées précédemment aux habitants d'Aigues-mortes, p. 309. Voyez *Aigues-mortes*.

Ccccc

- du mois de février 1470, naturalisant Antoine Seguyer, né dans le comté de Roussillon, p. 398. Voyez *Seguyer*.
- du 20 avril 1472, accordant aux étrangers qui habiteront Toulouse, le droit de tester et disposer de leurs biens comme s'ils étoient nés dans le royaume, p. 4-8. Voyez ci-dessus, p. 753.
- Il faut y joindre les lettres dont nous avons déjà fait mention à l'article du *Parlement de Toulouse*, et qui sont imprimées pages 255, 263, 385, 446, 558, 560, 561, de ce volume.
- TOURNAI. Lettres adressées au bailli de Touraine,
- du 19 août 1467, confirmant des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.
- du mois d'octobre 1467, confirmant une exemption d'impôts anciennement accordée à la ville de Loches par un de ses seigneurs, p. 21. Voyez *Loches*.
- du mois de mai 1468, légitimant un fils naturel du Comte du Maine, p. 34. Voyez *Légitimation*.
- du 1.^{er} janvier 1468, par lesquelles le Roi admet les sujets du Duc de Bretagne à poursuivre leurs causes et procès comme ils l'eussent fait avant les jugemens rendus contre eux par contumace ou par faute de présenter leurs titres pendant les divisions qui ont subsisté entre les deux Princes, p. 171. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de).
- du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
- TOURNAI. Lettres adressées au même bailli, en faisant mention des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine,
- du 21 novembre 1467, accordant des lettres d'amortissement aux doyen, chapitre, vicaires et chapelains de l'église Saint-Julien du Mans, p. 46. Voyez *Mans* (le).
- du mois de décembre 1467, relatives aux droits de l'église du Mans sur les vendeurs de chandelles de cire ou bougies, p. 54. Voyez *Mans* (le).
- du mois de mars 1467, confirmant à de pauvres gens de quelques paroisses dans la châtellenie de Loches, l'exemption de payer la taille, de faire la garde au château, et de contribuer aux réparations, p. 76. Voyez *Mans* (le).
- du mois de juin 1468, octroyant des statuts et ordonnances aux boulangers de Tours, p. 99. Voyez *Tours*.
- du mois de novembre 1468, octroyant des statuts aux cordonniers de Tours, p. 163. Voyez *Tours*.
- du 1.^{er} janvier 1468, accordant au Duc de Bretagne et à ses sujets la possession paisible des terres dont ils jouissoient avant la guerre, et leur en restituant le revenu à compter du 1.^{er} octobre précédent, p. 173. Voyez *Bretagne* (François, Duc de).
- du 12 avril 1469, accordant aux seigneurs de Mathe-Felon le droit d'y construire et tenir une grande garenne, p. 207. Voyez *Garenne*.
- du mois de janvier 1470, confirmant les statuts des orfèvres de Tours, p. 379. Voyez *Orfèvres*.
- du 25 juillet 1471, concernant le ressort du bailliage d'Amboise, p. 436. Voyez *Amboise*.
- du mois de juillet 1471, octroyant de nouveau le dixième denier du monnayage à l'église de Saint-Lô d'Angers, p. 437. Voyez *Angers*.
- du mois de mars 1471, confirmant les privilèges des personnes attachées au service de l'église de Saint-Martin de Tours, p. 473. Voyez *Tours*.
- TOURNAI. Charles V accorde à ses habitans, pendant une année, l'exemption de droits sur les marchandises. Discours préliminaire, p. xxvij.
- TOURNAI. Lettres d'amortissement accordées aux Augustins de Tournay, p. 76, note a. Voyez *Amortissement*. Lettres semblables pour les religieux de Saint-Martin de la même ville, p. 176, note a. Ces religieux ayant fait des échanges avec ceux de Saint-Amand-en-Perle, sans avoir d'abord obtenu l'approbation du Roi, et craignant que ses officiers ne missent des empêchemens à leur jouissance, ils lui demandèrent de leur accorder la confirmation nécessaire. Louis XI le fit par ses lettres du 5 février 1468. Les divers objets des échanges sont mentionnés en détail dans l'acte que ces lettres renferment, et sur lequel elles intervinrent, p. 179 et suiv.
- TOURNAI. Des habitans de Tournay avoient demandé au Pape d'y construire un nouveau couvent pour des religieuses de Sainte-Claire. Le Pape l'avoit octroyé; et le Roi donna, au mois de juillet 1469, des lettres d'approbation et de ratification, pour que la bulle pût sortir son effet et être exécutée, pag. 234 et suiv. Les lettres de Louis XI accordent de plus l'amortissement du lieu où le couvent sera bâti et de tout ce qui en formera l'enceinte; elles mettent aussi sous la sauvegarde du Roi

le monastère, les biens qu'il aura, et ses administrateurs. Le Roi veut, toutefois, que le monastère n'ait pas d'immunité, qu'il demeure soumis aux tribunaux ordinaires, et que les lettres données par lui ne puissent préjudicier d'aucune manière aux privilèges et franchises de la ville de Tournay, p. 235.

Tournay. Les officiers au bailliage de Tournay vouloient s'exempter d'une aide sur les vins, breuvages, vivres et autres marchandises, imposée pour les dépenses et les dettes de la ville; les habitants voulurent qu'ils y fussent soumis : l'affaire pendoit au Parlement depuis long-temps sans être décidée; Louis XI l'évoqua à son Conseil, et la décida contre les officiers du bailliage par des lettres du 5 juin 1470, p. 306 et suiv. (On trouvera, dans les notes des pages 307 et 308, deux lettres écrites à ce sujet, par Louis XI, à J. Dauvet, alors premier président du Parlement de Paris, et une troisième écrite au Parlement lui-même.) Demande que font ses habitants au Duc de Bourgogne, relativement au commerce, p. 335. Voy. *Commerce*. Permission que le Roi leur accorde de tenir table d'usure, p. 191 et suiv. Voyez *Table d'usure*.

Lettres adressées au bailli de Tournay et Tournaisis,

— du mois de juin 1468, confirmant des lettres accordées aux habitants de Homenaing, p. 102. Voyez *Homenaing*.

— du 5 octobre 1464, pour surseoir, pendant la vie du Duc de Bourgogne, à la décision des procès concernant les limites du Royaume et de l'Empire, p. 135, aux notes. Voyez *Limites et Surséance*.

— du 14 octobre 1468, relatives aux appellations portées, *omisso medio*, au Parlement de Paris, des décisions rendues par les tribunaux de Flandre, p. 137. Voyez *Flandre*.

— du 14 octobre 1468, portant don de la terre de Mortagne au Duc de Bourgogne, p. 147. Voyez *Mortagne*.

— du 14 octobre 1468, concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand-conseil, p. 150. Voyez *Grand-Conseil*.

— du 1.^{er} novembre 1468, donnant main-levée d'une saisie de terres et rentes, et suspendant toutes poursuites judiciaires jusqu'à la décision des commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre, pag. 159. Voyez *Flandre*.

Tome XVII.

— du 5 février 1468, confirmant l'échange fait entre les religieux de Saint-Amand-en-Peule et ceux de Saint-Martin de Tournay, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement, pag. 177. Voyez ci-dessus, p. 754.

— du 6 mars 1468, permettant aux habitants de Tournay de tenir table d'usure, p. 191. Voyez *Table d'usure*.

— du mois de juillet 1468, approuvant et ratifiant les bulles du Pape qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay. Amortissement et sauvegarde accordés à ce sujet, p. 234. Voyez ci-dessus, p. 754.

TOURNEMINE (Pierre). Lettres de légitimation que le Roi lui accorde, juillet 1470, p. 325, note a.

TOURNON. Sur la demande du seigneur de Tournon, Louis XI, par des lettres du mois de mars 1468, établit dans cette ville deux foires par année, avec les privilèges dont jouissoient les autres seigneurs ayant des foires dans leurs terres et seigneuries, p. 206 et 207.

TOURS. Charles VII, en 1423, avoit affranchi de plusieurs obligations et impôts les bâtonniers, sonneurs, portiers et quelques autres personnes attachées au service de l'église de Saint-Martin de Tours. Louis XI confirme, par des lettres du mois de mars 1471, les franchises et privilèges que son père leur avoit accordés, p. 473 et suiv.

Tours. Le Roi, en commémoration de ce que S. Martin avoit donné à un pauvre la moitié de son manteau, fait à jamais, dans l'église de Tours dédiée à ce Saint, une fondation en faveur d'un pauvre, auquel on fournira toute nourriture, vêtement, chauffage et autres choses nécessaires; sa robe sera mi-partie de blanc et de rouge, et en forme de demi-manteau; son logement sera dans l'endroit même où le don de Saint-Martin fut fait : quelques règles sont établies aussi relativement à ce pauvre et relativement aux chanoines, par les lettres royales qui établissent cette fondation. Le Roi, par ces mêmes lettres, qui sont du mois de mars 1472, donne quelques rentes à l'église de Saint-Martin, et les amortit à perpétuité, p. 571 et 572. Lettres d'amortissement pour une église de Tours, p. 177. Autres lettres, juin 1473, par lesquelles le Roi fait un don, avec amortissement, à un monastère de cette ville, p. 591, note a.

Tours. Statuts des boulangers de Tours, p. 99 et suiv. Voyez *Boulangers*. Statuts

Cccc ij

- de ses cordonniers, p. 163 *et suiv.* Voyez *Cordonniers*. Statuts de ses orfèvres, Voyez *Orfèvres*.
- TRAITÉ conclu, en 1468, entre Louis XI et le Duc de Bretagne. Voyez *Bretagne* (François II, Duc de). Traité conclu à Péronne, la même année, entre ce Roi et le Duc de Bourgogne, p. 98 *et suiv.* Voyez aussi les notes *a* et *c* de la p. 129, et toutes les lettres imprimées depuis la p. 126 jusqu'à la p. 159. Les lettres de ratification de ce traité, données par Louis XI, au mois de mars 1468, sont p. 197 *et suiv.* Nous avons fait connoître l'objet des lettres du 14 octobre sous chacun des mots principaux qui rappellent pourquoi elles furent accordées. Voyez *Aides*, *Amiens*, *Bourgogne* (Charles, Duc de), *Bruges*, *Complaintes*, *Flandre*, *Grand-Conseil*, *Imposition fraîne*, *Jurisdiction*, *Langres*, *Mâcon*, *Main-léevée*, *Mortagne*, *Parlement de Paris*, *Passage*, *Ponthieu*, *Seel*, *Sel*, *Sens*, *Service*, *Surséance*, *Tailles*, *Vassaux*, *Vermandois*. Serment fait par Louis XI pour l'observation de ce traité, p. 199. Voir aussi les p. 202 et 203.
- Traité, Voyez *Arras*, *Bretagne* (François II), *Conflans*, *Péronne*.
- TRAVERS, impôt. Voir la p. 27 et sa note *c*, la p. 272 et sa note *c*. Exemptions du droit de travers, accordées ou confirmées. Voir les p. 27, 107, 272, 274, 309, 310, et aussi le Discours préliminaire, p. xx.
- TREF, pour pavillon, p. 578 et note *a*.
- TRÉFONCIERS. Voir la p. 449 et la note *b*.
- TRÉSORIER de l'ordre de Saint-Michel. Sur ses attributions, ses obligations, ses droits, son élection, voir les art. 26 *et suiv.*, p. 244 *et suiv.*; les art. 41 et 42, p. 249; l'art. 62, p. 250.
- Trésoriers de France. Lettres qui leur sont adressées. Voyez les lettres adressées à la Chambre des comptes, ci-dessus, p. 678 *et suiv.* Celles du 9 et du 10 novembre 1473, portant don d'amendes aux officiers du Parlement, et don de francs-fiefs au Duc de Brabant, sont seulement adressées aux trésoriers de France.
- TRESPAS, pour passage, p. 426 et note *b*, 470 et note *b*.
- TREU, TREHEU, impôt sur le transport des marchandises. Voir la p. 27 et la note *h*; la note *a*, p. 49; la note *b*, p. 287.
- TREUVE. Sens de ce mot. Voyez la note *a* de la p. 127.
- TRÈVE. Une trêve ayant été proposée pour parvenir à l'apaisement des différends entre le Roi, d'une part, le Duc de Berry, le Duc de Bretagne et leurs alliés, de l'autre, on convint, 1.^o que les places & mains des uns ou des autres resteroient en l'état où elles se trouvoient, qu'on puniroit ceux qui agiroient contre la trêve, et qu'on répareroit le mal qu'ils auroient fait; 2.^o que les deniers levés sur des villes qui seroient occupées par des alliés, y seroient perçus à leur profit pendant la trêve, le Roi conservant les revenus de tous les biens restés en son pouvoir, avec quelques modifications néanmoins, expliquées dans l'article. La cession faite par le Roi de quelques biens et revenus, et le don de seize mille livres pour l'entretien des troupes de ses ennemis forment l'objet des 3.^o et 4.^o articles. Le Roi s'oblige, par l'art. 5, à ne pas loger ses gens d'armes en Bretagne ou en Normandie, dans les places voisines de celles qu'occupent les troupes des Princes ligés. Toute prise ou contribution de guerre est mutuellement défendue par l'art. 6. Art. 7 et 8. Les paiements ou revenus dont la guerre auroit empêché de jouir ceux à qui ils appartiennent, leur seront rendus, la trêve durant. On donnera main-léevée aux ecclésiastiques pour la jouissance de leurs bénéfices: on rendra aussi les marchands et gens de mer qui auroient été pris sans armes, faisant leur commerce, ainsi que leurs navires et marchandises; et toute communication sera rétablie entre eux. Art. 9. Les officiers et sujets du Roi et des Princes pourront aller sans empêchement, et sans avoir besoin de sauf-conduit, dans les pays des uns et des autres, p. 70 *et suiv.* Le Roi promet d'observer de bonne foi tous ces articles; et des conservateurs de la trêve sont nommés, à la décision desquels on renvoie tous les différends qui pourroient naître, p. 72 et 73. L'archevêque de Milan, Étienne Nardin, légat du Pape Paul II, concourut à la conclusion de cette trêve, p. 70, note *f*, et p. 72.
- Trêve de dix ans conclue avec l'association de négocians connue sous le nom de *Hanse Teutonique*, p. 586 et 587. Voy. *Hanse Teutonique*.
- TREZENUM. Voir *Tergenum*.
- TRIBUNAUX. Voy. *Flandre*, *Jurisdiction*, *Lei*.
- TROUPES. Quand, où et comment devoient se faire les montres des troupes, d'après une ordonnance de Louis XI du mois d'avril 1467, p. 82, art. 1.^{er} Du paiement et des fournitures à leur faire, art. 1.^{er} et 2, p. 82 et 83. Jugement des discussions qui pourroient naître, et des délits qui pourroient être commis, art. 3, p. 83.

Les congés, l'abandon du corps sans permission, le passage d'un corps à l'autre sans permission aussi du chef de celui qu'on quitte, l'action de passer sous deux capitaines à la montre, sont l'objet des articles 4 et 5. Cette dernière action est punie par le supplice de la corde. L'art. 6 défend aux capitaines de rien recevoir ou emprunter des gens qui servent sous eux. L'article 7 règle le sort de ceux qui ne pourront plus servir, par impotence. L'art. 8 veut que les capitaines qui laisseroient prendre aucuns vivres des bonnes gens, par don, emprunt, &c., sans les payer, ou qui souffriroient chiens, oiseaux, furets, soient cassés. L'art. 9 dit combien de temps les gens d'armes pourront loger chez les autres, ce qu'ils ne pourront leur demander, ce qu'ils seront tenus de payer. L'article 10 ordonne d'arrêter et de punir ceux qu'on trouveroit tenant les champs. L'art. 11 confirme les articles des ordonnances précédentes qui n'ont rien de contraire à ceux-ci, p. 83 et 84.

TROYES. Le Roi, voulant récompenser la fidélité de ses habitans et la perpétuer, leur accorda, au mois de mai 1471, des lettres dont voici le sommaire : 1.^o Un échevinage y est établi : pour la première fois, le clergé, les bourgeois et les habitans éliront trente-six personnes, qui en éliront douze entre elles, lesquelles régiront et gouverneront la ville. 2.^o Les vingt-quatre autres formeront un conseil de ville et des échevins. 3.^o Quand il en mourra un, les trente-cinq autres et soixante-quatre notables se réuniront pour élire à sa place. 4.^o Les douze échevins pourront nommer entre eux un président, qui proposera les délibérations, recueillera les voix, et poursuivra l'exécution de ce qui aura été décidé. 5.^o Il y aura deux sergens et serviteurs de l'échevinage. 6.^o Les échevins ordonneront la distribution des deniers communs, tant en ouvrages nécessaires pour la ville, qu'en gages et salaires de ses employés et ouvriers. 7.^o Ils nommeront un receveur ou collecteur, qui n'agira que d'après leurs ordonnances, prêteront serment dans leurs mains, et leur rendront bon et loyal compte. 8.^o Aucune aliénation des biens et revenus communs ne leur sera permise qu'avec l'autorisation de l'assemblée du clergé, bourgeois et habitans, et pour une très-urgente nécessité, le bailli de Troyes appelé. 9.^o Les échevins ont le droit de destitution envers le receveur, le collecteur et les autres officiers de la ville. 10.^o Ils

pourront, six conseillers appelés, recevoir à prix, et délaïsser, après telles publications qu'ils jugeront convenables, les baux, fermes et marchés des deniers, droits, revenus et autres choses appartenant à la commune. Les quatre articles suivans disent quand les échevins seront élus, par qui, dans quelles formes, et le serment qu'ils prêteront. L'achat ou la construction d'un hôtel-de-ville est autorisé par l'article 15. 16.^o Les échevins qui mourroient pendant l'échevinage, ne seront remplacés qu'en cas où ils ne se trouveroient plus sept au moins. 17.^o S'il survenoit des matières si importantes, qu'il ne leur parût pas convenable de les régler seuls, ils pourront, toujours le bailli appelé, tenir pour cela une assemblée générale du clergé, bourgeois et habitans, pour en délibérer. L'article 18 les charge de pourvoir à plusieurs objets de police, comme le danger du feu et l'infection causée par les immondices. Le Roi, par l'article 19, prend sous sa sauvegarde spéciale les échevins et conseillers, et leurs officiers, p. 426 et *suiv.*

Lettres adressées au bailli de Troyes,

— du 14 novembre 1467, concernant les foires de Genève et celles de Lyon, p. 33. Voyez *Lyon*.

— du 1.^{er} octobre 1461, concernant l'affranchissement de quelques impôts pour quelques lieux des États du Duc de Bourgogne, p. 155, aux notes. Voyez *Impôts*.

— du 8 octobre 1470, portant défense de faire aucun commerce sur les terres du Duc de Bourgogne, p. 332. Voyez *Commerce*.

— du mois de mai 1471, concernant l'administration municipale de la ville de Troyes, p. 426. Voyez *Troyes*.

— du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint-Denis, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.

Les lettres que nous venons de rappeler, p. 155, sont également adressées aux élus de Troyes.

TRUAGE. Voir les p. 420, 484 et *suiv.*

TURENNE. Par des lettres du mois de mai 1472, le Roi, sur la demande de Guy de Ponts, son conseiller et chambellan, confirme toutes les franchises et immunités que son père et lui avoient accordées au vicomte de Turenne et aux habitans des lieux appartenant à ladite vicomté, telles qu'ils en jouissoient avant que la Guienne eût été cédée par Louis XI en apanage à

son frère, dont la mort venoit de replacer ce pays dans le domaine de la couronne, p. 504 et 505.

TUTELLE. Lettres concernant la tutelle des enfans de Gaston de Foix, Prince de Viane, p. 558 et *suiv.* Voyez *Foix*.

U

UNIVERSITÉS. Le titre de *filles des Rois* donné aux autres universités, comme à celle de Paris. Discours prélimin., p. xxij et note *g*.

Université d'Angers. Lettres de Philippe IV et de Charles V en faveur de ses maîtres et écoliers, dans les cas de dettes exigibles et de crimes commis. Discours préliminaire, p. xix. Éloge qu'elle reçoit de Charles V, *ibid.* et note *l*. Franchises et immunités qu'il lui accorde, *ibid.* Ses successeurs les confirment, *ibid.* Charles VII déclare exempts de la taille les étudiants de cette université, *ibid.* p. xx et note *b*. Approbation donnée à ses statuts par Charles VI, *ibid.* et note *c*. Plaintes adressées à Charles VII sur la violation de ses privilèges; le Roi les leur conserve dans toute leur étendue, *ibid.* Il y comprend les parcheminiers, libraires et bedeaux, comme officiers de l'université, et deux bourgeois qui prêtoient de l'argent à ce corps dans les besoins, *ibid.* p. xx et aux notes.

Université de Bourges. Sur l'enregistrement des lettres qui lui accordoient les privilèges dont jouissoient les autres universités du royaume, voyez *Enregistrement*. Son établissement avoit été vivement combattu par les universités de Paris et d'Orléans. On peut voir, dans les notes des p. 264 et *suiv.*, les motifs sur lesquels étoit fondée une opposition que le Parlement de Paris partagea et protégea, par le refus d'enregistrer les lettres du Roi. Louis XI en envoya de nouvelles, qu'il fit porter par le sire de Châtillon, et de nouvelles encore, un mois après, par un de ses serviteurs, pour obtenir enfin qu'on enregistrât sans délai la fondation d'une université à Bourges, et la concession pour elle des privilèges octroyés plus anciennement aux autres universités. Voyez *Enregistrement*.

Université de Caen. Voir le Discours préliminaire, p. xxij. Ce que fit pour elle Charles VII, *ibid.*

Université de Cahors. Voyez *Cahors*.

Université de Montpellier. Comment Charles VI la caractérise. Discours prélimin. p. xxij et note *b*. Elle étoit sous la sauvegarde royale, *ibid.* p. xxij. Charles VII confirme

tous les privilèges que Jean II lui avoit octroyés, *ibid.*

Université d'Orléans. Charles V accorde l'exemption du guet à ses bedeaux et libraires. Discours préliminaire, p. xix. Éloge que fait Charles V de cette université, *ibid.* et note *i*. Il confirme, et ses successeurs confirment de nouveau, les franchises et immunités dont elle jouissoit, *ibid.* p. xx. Charles VII déclare ses étudiants exempts de la taille, *ibid.* p. xx et note *b*. Charles VI, en donnant à son frère le duché d'Orléans, s'étoit réservé la garde de l'université, *ibid.* note *c*. Conservateurs de ses privilèges. Voir la p. 261.

Université de Paris. Lettres de Jean II en faveur des maîtres et écoliers de cette université. Discours préliminaire, p. xvij, note *d*. Diverses exemptions d'impôts que Charles V lui accorde, *ibid.* p. xvij et *suiv.* Exemption de guet pour les serveurs de l'université (les libraires, relieurs, enlumineurs, parcheminiers), *ibid.* p. xix. Autorisation donnée aux écoliers sur les provisions qui leur restoient en partant, *ibid.* Charles VI confirme aux maîtres et aux étudiants l'exemption dont ils jouissoient, en établissant quelques règles pour empêcher la fraude, *ibid.* p. xx. Voir aussi les notes. On voit dans le texte comment cette fraude étoit commise. Peine des coupables. Voyez *Réstitution*. L'université de Paris est formellement déclarée exempte de contribuer aux tailles, par des lettres de Charles VII, qui ne font qu'en confirmer de plus anciennes, *ibid.* note *b*. Charles VI l'avoit plusieurs fois affranchie expressément des contributions mises sous son règne, *ibid.* p. xxi. Les privilèges de l'université de Paris, confirmés également par Henri VI, se disant Roi de France, *ibid.* p. xxij. Éloge de ce corps par Charles VI et par Charles VII, *ibid.* et aux notes. Lutte de l'université de Paris avec les habitans de Normandie, à l'occasion de l'exercice de ces privilèges, *ibid.* p. xxij. Mesures que Charles VII est obligé de prendre contre elle, *ibid.* (On peut voir la page xiv du Discours préliminaire du *tom. XVI*.) Réclamations de l'université de Paris contre la doctrine des nominaux, p. 607. Ce que fait Louis XI; enseignement qu'il prescrit: défenses et

- peines qu'il prononce, p. 607 et *suiv.* Peu de temps après, sur la propre demande de l'université, la liberté de l'enseignement est rétablie, p. 612, note *b.* Voyez *Nominaux*.
- Université de Poitiers.* Ses étudiants étoient exempts de la taille. Discours préliminaire, p. xx et note *b.* Lettres de Charles VII en sa faveur, *ibid.* p. xxij. Voyez *Poitiers*.
- Université de Toulouse.* Ses privilèges et ses immunités. Discours préliminaire, p. xxij. On les lui conteste; elle résiste; le Roi prononce en sa faveur, *ibid.* p. xxij. Lettres qui l'avoient mise sous la sauvegarde royale, *ibid.*
- Université de Valence.* Plusieurs lettres de Louis XI en faveur de cette université, p. 75 et 76. Est-ce à ce Roi qu'on en doit la fondation, *ibid.* Eut-elle lieu avec ou sans le consentement du Pape, p. 75.
- USATICUM.* Voir la p. 223 et la note *g.*
- USSON, en Auvergne.* Louis XI en démembre la seigneurie du ressort de la ville de Montferrand, à l'occasion du mariage de Jeanne, sa fille naturelle, avec le bâtard de Bourbon, amiral de France, p. 39.
- USURE.* L'exemption des ecclésiastiques pour la taille cessoit s'ils se livroient à l'usure. Discours préliminaire, p. xvj. Voir *Louis X et Philippe-Auguste*.
- Usure.* Voyez *Juifs* et *Table*.
- V
- VAL-DES-ÉCOLIERS** (Ordre du). Voyez la p. 392 et la note *d.*
- VALENCE.** Lettres en faveur de son université. Voyez *Université*.
- VALENTINOIS.** Lettres adressées au sénéchal de Valentinois et de Diois : ce sont les lettres du 16 octobre 1467, confirmatives des privilèges de la ville de Ré, p. 23. Voyez *Dix*.
- VALLOIRES,** abbaye du diocèse d'Amiens, ordre de Cîteaux. Philippe-le-Bel, par des lettres du mois de juin 1304, avoit accordé plusieurs privilèges à cette abbaye. Charles IV les avoit confirmés, au mois de décembre 1325. Louis XI les confirma de nouveau en septembre 1467, p. 17. Les lettres du Roi sont adressées au bailli d'Amiens, *ibid.*
- VALOGNE.** Lettres d'amortissement pour un monastère de Valogne, p. 236, note *a.*
- VANS (Les).** Les habitants de la ville des Vans, en Languedoc, au diocèse d'Uzès, avoient obtenu de Charles VII, le 10 octobre 1455, l'établissement de deux foires annuelles, le sénéchal de Beaucaire ayant été toutefois chargé d'une information sur la distance où cette ville étoit des autres à qui des foires avoient déjà été accordées, et d'examiner pareillement si les droits et domaines du Roi n'en seroient aucunement diminués. Charles VII mourut avant que les résultats de l'information et de l'examen eussent été envoyés à la Chambre des comptes de Paris. Les habitants obtinrent, le 4 août 1470, de nouvelles lettres pour les relever du laps de temps, et autoriser cette Chambre à procéder comme elle l'auroit fait si le Roi n'étoit pas mort. Elle ne pensa pas que les droits du Roi pussent en rien être diminués par l'établissement des deux foires. Le Roi, en conséquence, les autorisa par des lettres du mois d'août 1473, p. 588 et 589. Les lettres du 4 août 1470 sont p. 325 et 326.
- VASSAUX.** Grands vassaux de la couronne, voyez la note *f.*, p. 126. Des lettres du 14 octobre 1468 ordonnent que les vassaux des comté de Ponthieu, prévôtés de Vimeu, Beauvoisis et Foulloy, feront au Duc de Bourgogne hommage et serment de fidélité, pour le servir suivant la condition du fief, excepté contre le Roi, p. 140. Exemption de service personnel pour la défense du royaume, en faveur des vassaux du Duc de Bourgogne, p. 143 et *suiv.* Le seigneur de l'île de Ré et ses habitants deviennent vassaux du Roi, p. 519. Prix du rachat à mutation de vassal, *ibid.*
- VELAY.** Lettres adressées au bailli de Velay, novembre 1470, exemptant de tailles, aides et subventions quelconques, le chapitre et l'hôpital du Puy, p. 351. Voyez *Puy (le)*.
- VENDA.** Quel droit ce mot exprimoit, p. 186 et note *c.*
- VENDAGIUM,** vendage, p. 420 et note *b.*
- VENDÔME.** Prééminences dont jouissoit le Comte de Vendôme, p. 37.
- VENDRE.** Ce qu'on appelloit *vendre l'impôt*. Discours préliminaire, p. x. Voyez *Impôts*.
- VENTAIL,** p. 171, note *a.*
- VERDUN** (L'évêque de). Voyez *Balus*.
- VERFEUIL, en Rouergue.** Exemption de tout impôt pour ses habitants, pendant dix années. Discours préliminaire, p. xxvij.
- VERMANDOIS.** Le Duc de Bourgogne fait réclamer quatre mille livres de rente sur sa recette, avec plusieurs années d'arré-

- rages; le Roi fait droit à cette réclamation, p. 158.
- Vermandois.* Lettres adressées au bailli de Vermandois,
- du 19 août 1467, confirmant de nouveau des lettres accordées aux maîtres des mines et forges, p. 8. Voyez *Mines et Forges*.
 - du 21 octobre 1467, touchant l'inamovibilité des offices royaux, p. 25. Voyez *Offices*.
 - du mois de septembre 1468, accordant au chapitre de Noyon un amortissement demandé, à la charge de dire, pendant dix ans, le 8 septembre, un *Salve Regina*, et quelques autres prières, p. 124. Voyez *Salve Regina*.
 - du 5 octobre 1464, pour une surséance aux procès concernant les limites du Royaume et de l'Empire, p. 135 aux notes. Voyez *Limites et Surséance*.
 - du 14 octobre 1468, relatives à des appellations portées au Parlement de Paris, de décisions des tribunaux de Flandre, p. 137. Voyez *Flandre*.
 - du même jour, concernant la juridiction du Duc de Bourgogne et de son grand conseil, p. 150. Voyez *Grand-Conseil*.
 - du 1.^{er} novembre 1468, ordonnant main-levée d'une saisie de terres et rentes faite en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, et suspension de toutes poursuites judiciaires jusqu'à la décision des commissaires nommés pour régler les limites du comté de Flandre, p. 159. Voyez *Flandre*.
 - du mois de décembre 1468, concernant les statuts et ordonnances des tonneliers de Soissons, p. 170. Voyez *Tonnelliers*.
 - du 5 février 1468, confirmant l'échange fait entre les religieux de Saint-Amand-en-Peule et ceux de Saint-Martin de Tournay, de plusieurs redevances dont ils jouissoient mutuellement, p. 177. Voyez *Tournay*.
 - du mois de juillet 1469, contenant l'approbation et ratification données par le Roi à des bulles du Pape qui autorisoient l'établissement d'un nouveau monastère à Tournay. Amortissement et sauvegarde accordés à ce sujet, p. 234. Voyez *Tournay*.
 - du 18 février 1469, concernant l'exemption de ban et arrière-ban pour les bourgeois de Paris, p. 281. Voyez *Ban et Arrière-ban*.
 - du 19 janvier 1470, qui affran-
- chissent les bouchers de Beauvais d'impositions qu'on levait sur eux, p. 366. Voyez *Bouchers*.
- du mois de janvier 1470, accordant le droit d'acquérir et de disposer de leurs biens, aux étrangers qui viendront, pendant les trente ans suivans, s'établir à Saint-Quentin. Remise du droit de formariage, p. 368. Voyez *Saint-Quentin*.
 - du mois de mai 1471, concernant les foires de Davenescourt, p. 419. Voyez *Davenescourt*.
 - du mois de mai 1471, confirmant les privilèges de l'église de Laon, et notamment l'exemption de loger et nourrir des gens de guerre, p. 421. Voyez *Laon*.
 - du mois de septembre 1471, sur l'exploitation des mines dans le royaume, p. 446. Voyez *Mines*.
 - du mois de juin 1472, relatives à la foire de Saint-Denis: exemption de toute sorte de droits et impôts sur toutes les marchandises et denrées qu'on y apportera, et sur toutes celles qui y auront été achetées, p. 522. Voyez *Saint-Denis*.
 - du mois de juillet 1472, accordant à tous les habitans de Beauvais la faculté d'acquérir et de posséder des fiefs nobles: exemption pour eux de tous les droits qui seroient à payer au Roi: exemption aussi du ban et de l'arrière-ban, p. 431. Voyez *Beauvais*.
- VERNEUIL.** Les prédécesseurs de Louis XI, voulant récompenser la fidélité des habitans de Verneuil, les avoient affranchis d'un grand nombre d'impôts. La ville ayant depuis passé sous le Duc d'Alençon, et celui-ci s'étant armé contre le Roi, les habitans, loin de seconder le Duc, se remirent dans les mains et obéissance de Louis XI. Louis XI, en reconnaissance, approuve et reconnoît toutes leurs anciennes franchises, et les déclare, eux et leurs successeurs, exempts à jamais de coutumes, acquits, travers, pontage, passage, péage, panage, tonlieu, treu et autres tributs, dans toutes les contrées du royaume, comme ils en étoient déjà affranchis en Normandie, Bretagne, Anjou, Poitou, Guienne et Gascogne; il les exempte aussi du fouage, p. 27. Les lettres de Louis XI sont du 26 octobre 1467, et adressées aux gens des comptes et trésoriers de France.
- VIANDE.** Impôts qu'elle payoit. Voyez *Bouchers*.
- VIANE** (Le Prince de), fils aîné de Gaston IV,

- ton IV, Comte de Foix. Sa mort, p. 534, note d.
- VIERZON, en Berry. Statuts des tisserands de cette ville, p. 322 et suiv. Voyez *Tisserands*.
- VILLAINÉ, en Languedoc. Confirmation faite par Louis XI, au mois de novembre 1470, des privilèges qui lui avoient été octroyés, p. 350.
- VILLMONBLE. Pierre Bureau, conseiller du Roi et trésorier de France, avoit acquis cette seigneurie des héritiers de Gaspar Bureau son oncle; mais, celui-ci étant mort sans que les comptes qu'il devoit au Roi pour différentes charges qu'il avoit eues, fussent clos, le neveu craignoit qu'on ne fit valoir contre lui des hypothèques privilégiées. Louis XI, par des lettres du 13 juillet 1470, le déchargea de toutes les actions hypothécaires, privilégiées, personnelles et autres quelconques, qui lui pourroient compéter, p. 315 et 316.
- VILLENEUVE-LE-ROI. Plaintes du Duc de Bourgogne sur la juridiction que le bailli de Sens vouloit exercer envers les habitants de Villeneuve-le-Roi. Lettres de Louis XI à ce sujet, le 14 octobre 1468, p. 145.
- VIMEU. Voyez *Ponthieu*.
- VIN. Charles VI et Charles VII soumi rent à une portion de l'impôt établi sur la vente du vin les nobles qui vendroient le leur en détail. Discours préliminaire, p. xvj et note b. Voyez *Charles VI*, *Charles VII* et *Nobles*. Exemption, pour les hôpitaux, du droit sur les vins, *ibid.* p. xvij. Exemption octroyée à cet égard par Charles V aux étudiants des universités, *ibid.* p. xviii. Fraudes commises à cet égard par des personnes qui se prétendoient fausement étudiants de ces universités, *ibid.* p. xxj. Vente du vin en détail interdite aux généraux des aides, *ibid.* p. xxvj. Quatrième et huitième sur le vin, p. 21. Exemptions accordées de cet impôt, *ibid.* Voyez *Huitième* et *Quatrième*. Droits perçus, dans plusieurs lieux, sur les vins. Voyez *Auxerre*, *Fontenay-le-Comte*. Ce que le Roi ordonne contre des gens de guerre qui ne payoient pas les droits sur les vins et les autres breuvages, p. 468 et 469. Voyez *Gens de guerre*.
- Voyez aussi les p. 530 et 531.
- VINAGE. Voir la p. 477.
- VINCENNES (Sainte-Chapelle de). Voyez *Sainte-Chapelle*.
- VIRE, pour *fièche*, *dard*, p. 483 et note b.
- VIRELAN, monnoie. Voir la p. 364.
- VITRY. Lettres adressées au bailli de Vitry, p. 119, 135 aux notes, 174, 343.
- VITUPÈRE, pour *blâme*, *reproche*. Discours préliminaire, p. vij, note b.
- VIVARAIS (Le bailli de). Les lettres du mois de mars 1468, portant établissement de deux foires annuelles à Tournon, lui sont adressées, p. 206.
- VOIRRINES, p. 382 et note b.
- VOISENT, pour *aillent*, p. 169, 294, 432 et note c. Voies, pour *vienn*, p. 228.
- VOUGE, espèce de pique. Voir la p. 482.
- VOUS, pour désigner le chancelier de France, p. 269, 314, 435, 479, 530, 531, 532, 533, 560, 563, 614.

W

WUIDEMENT de *forteresses*. Voyez *Forteresses*.

Y

- YPRES. Ses magistrats, en 1468, p. 127. Louis XI affranchit les jugemens qu'on y rendoit de l'appel au Parlement de Paris, p. 137 et 138. Voyez *Flandre* et *Parlement de Paris*.
- YSSIR, pour *sortir*, p. 88 et note b.



TABLE ALPHABÉTIQUE

Des Noms des Provinces, des Duchés, des Comtés, des Bailliages, des Sénéchaussées, des Vicomtés, des Prévôtés, des Villes et des autres lieux dont il est parlé dans ce Volume.

A

- ABBEVILLE.** Discours préliminaire, p. xvij; 136.
Acqs, *Aqua*, *Aquensis civitas*, p. 29 et notes *c* et *d*, 30, 538, 539.
***Acquitania*, *Aquitania*.** Voyez *Guienne*.
Agen, Agénois, p. 56, 210, 232, 301.
Agincourt, pour *Azincourt*. Voyez ce mot.
Ahun dans la Marche, p. 84 et note *c*.
Aigues-mortes en Languedoc, *Aqua-mortua*. Discours préliminaire, p. xxv, xxvij, xxvij; 188, 309.
Aisne, rivière, p. 2, note *b*.
Albigeois, Albigoys, p. 187, note *a*; 301.
Albon en Dauphiné, p. 90 et note *c*, 91.
Alby, *Albigesium*, *Albiensis civitas*, p. 184, 185, 596 et note *d*, 615, 616, 617.
Alençon, p. 53, 58, notes *a* et *f*; 66, note *a*; 437, 438.
Alet en Languedoc. Discours préliminaire, p. xij.
Alexandrie, p. 381.
Alez, Alais, en Languedoc, p. 385.
Allemagne, p. 446, 598, 620.
Allier, rivière, p. 37, note *c*; 42.
Alost en Flandre, p. 135, aux notes; 149.
Alzonce ou Alzone, en Languedoc. Discours préliminaire, p. xxvij.
Aluye, château royal dans le pays chartrain, *Avalocium*, p. 42 et note *a*.
***Alvernia*.** Voyez *Auvergne*.
***Ambianum*.** Voyez *Amiens*.
Amblans-de-Maignans (Les), en Bourgogne, p. 156.
Amboise, *Ambasia*, p. 85, 87, 90, 98, 99, 191, 193, 197, 205, 206, 207, 212, 219, 227, 233, 236, 255, 261, 263, 266, 282, 296; 297, note *a*; 298, 305, 308, 309, 314, 322, 330, 353, 356, 358, 360, 361, 378, 379, 384, 431, 436, 437, 463, 520, 541, 548 et note *c*, 554; 566, note *a*; 575, 579, 581, 583.
Amiens, *Ambianum*, *Ambianensis* [adj.]. Discours préliminaire, p. xj, note *a*; 17 et note *b*, 133, 134; 135, note *b*; 157, 159, 180, 228, 230, 231, 262, 401, 402, 403, 414, 415, 416, 417, 452, 523, 530; 591, note *a*; 612, 613, 614.
Ancenis en Bretagne, p. 114.
***Andegavia*, *Andegavensis*.** Voyez *Angers*.
Anet en Beauce. Discours préliminaire, p. xxvij.
Angers, Angiers, Anjou, *Andegavia*, *Andigavia*, *Andegavensis*. Discours préliminaire, p. xix; xx, notes *b* et *c*; xxj; xxij, note *g*; 27, 48, 54, 55; 62, note *a*; 71, 77; 79, note *b*; 88, 89, 100, 106, 113; 114, à la note; 167, 173, 176, 197, 199, 208, 217, 285, 357, 436, 437, 438, 439; 458, note *c*; 475, 476; 489, note *a*; 551; 556, note *a*; 603.
Angleterre, Anglois. Discours préliminaire, p. xxj, xxij; 47; 58, note *d*; 97, note *a*; 104, 106, 199, 200; 264, note *d*; 302, 353, 354, 407, 408, 446, 489, 490, 492, 493, 518, 520, 521, 526, 528, 529, 539, 598.
Angoumois, Angoumois, Angolmois, Angoulême, Angoulême, p. 86, 220, 255, 286.
***Anicium*, *Aniciensis civitas*.** Voyez *Puy (Le)*.
Anséatiques (Villes), p. 585 et note *b*.
Antioche, p. 551.
Anvers, p. 335, 336, 344, 346, 354.
***Aqua-mortua*.** Voyez *Aigues-mortes*.
Aquitaine, Aquitaine. Voyez *Guienne*.
Argonne, pays en Champagne, p. 604, note *a*.
Armagnac, p. 74, note *b*; 210, 211, 212.
***Armauaca*.** Voy. *Aymargues*.
Arques en Normandie, p. 78, 79, 106 et note *b*, 107, 108, 109, 110, 455.
Arragon, p. 176, 216, 364, 598, 619, 620.
Arras, p. 130 et note *b*, 131, 148, 151, 154, 156, 158, 198, 199, 201, 370, 371; 596, note *a*.
Ars dans l'île de Ré, p. 518, 520, 521.
Artois, p. 136, 154, 228, 334.
Arvert dans le pays d'Aunis, p. 498, 499, 501, 502.
Astarac, Astrac, Esterac, en Gascogne, p. 256, 263.
Aude, rivière, p. 350, note *a*.
Auge, pays de Normandie, p. 455.
Aunay, Aulnay, en Poitou, p. 286.
Auneau, dans le comté de Chartres, p. 388, 389, 390.
Aunis, Aulnis, p. 87, 210, 286.

- Aurillac, p. 348, 349, 350; 524, note *a*.
 Ausay en Normandie, p. 107.
 Autriche, p. 489, note *b*.
 Autun, p. 158.
 Auvergne, *Alvernia*. Discours préliminaire, p. iij; 13, 15, 37, 38, 39, 44, 45, 67, 219, 220, 298, 301, 303, 304, 305, 328, 348, 349, 452.
 Auxerre, Auxerrois, p. 153, 154, 155, 329, 330.
 Auzay en Rouergue, p. 378.
 Availle en Poitou, p. 285.
Avalicum. Voyez *Alupe*.
 Avignon, *Avinio*, p. 221 et note *a*, 363, 364, 385, 598.
 Avignonnet en Languedoc. Discours prélimin. p. xxvij.
 Avanches, p. 48; 114, à la note; 310 et note *b*, 311, 312, 313, 314, 320, 332, 338, 455, 569, 570; 609, note *a*.
 Avre (Le comté d'), p. 524, note *a*.
 Aymargues en Languedoc, *Armazanca*, p. 188, note *b*.
 Azincourt en Picardie, p. 58, note *f*.
- B**
- BARONNIES.**
- | | |
|-----------|---------------------|
| Anenis. | Ivry. |
| Beaujeu. | Saint-Maixent. |
| Clermont. | Semur en Briennois. |
| Didonne. | |
| Douzy. | |
- BAILLIAGES.**
- | | |
|--------------|--------------------------|
| Amboise. | Mantes. |
| Amiens. | Marvejols. |
| Anjou. | Mcaux. |
| Aunis. | Melun. |
| Autun. | Montargis. |
| Auvergne. | Montferrand. |
| Braucaire. | Montignac. |
| Berry. | Rouen. |
| Bordeaux. | Saint-Gengoul. |
| Caen. | Saint-Pierre-le-Moutier. |
| Carcassonne. | |
| Caux. | Senlis. |
| Chartres. | Sens. |
| Chaumont. | Tournay. |
| Coutances. | Tours. |
| Dunois. | Troyes. |
| Étampes. | Velay (Le). |
| Évreux. | Vermandois. |
| Gévaudan. | Vitry. |
| Gisors. | Vivaraire. |
| Mâcon. | |
- Balanica*. Voyez *Valloire*.
 Bâle, 553, 568.
- Bar*, Barrois, p. 119 et note *c*, 120, 176, 217; 259, note *d*; 343, 426, 460, 461.
 Bar-sur-Aube, p. 617.
 Bar-sur-Seine, p. 154, 156.
 Sur le Barrois, diocèse de Verdun, voir la page 343.
 Barcelone, pag. 619, 620.
 Discours prélimin., p. xxiv.
 Bassigny, p. 119, note *b*; 392, note *d*.
 Baugé en Anjou, p. 208, 216, 218, 220; 433, note *b*; 445.
 Baugé en Bresse, p. 200.
 Baulmes (La terre et seigneurie de), p. 572, note *a*.
 Bayeux, p. 114, 332, 338, 573.
 Bayonne, pag. 526, 527 et note *b*, 528, 584.
 Bazadois, Bazadois, p. 332.
 Bazoches, Basoches, dans le pays chartrain, p. 297, note *a*, 314, note *b*.
 Béarn, p. 364.
 Beaucaire, *Bellicadrum*. Discours préliminaire, p. xij; 8, 36, 207, 221, 225, 226, 273, 310, 325, 352, 355, 386, 387, 452, 559, 588, 589.
 Beaumont en Argonne, p. 604 et note *a*.
 Beaumont-sur-Oise, p. 273 et 274, aux notes; 322, note *c*.
 Beaumont-le-Roger en Normandie, p. 278, note *d*.
 Beauquesne en Picardie, page 180.
 Beauvais, pag. 158, 366, 367, 401 et notes *a* et *b*, 403, 529, 530, 531, 532, 581 et note *a*, 583.
 Beauvoir-sur-mer en Poitou, p. 89.
 Beauvoiren Dauphiné, *Bellus-visus*, p. 292 et note *g*.
 Beauvois (Seigneurie de), p. 408.
 Beauvoisis. Discours préliminaire, p. xiv, note *c*; 133, 134, 140, 158, 322; 581, note *a*.
 Becgrolle en Anjou, p. 89, 285.
 Beine ou Beyne dans la vicomté de Paris, p. 405.
 Belcaire en Languedoc, p. 332, note *a*.
 Belle-Mote, ou la Mote-le-Roi, en Gâtinois, p. 219.
Bellicadrum. Voyez *Beaucaire*.
Bellus-visus. Voyez *Beauvoir*.
 Benegon, p. 326, 588. Voir la Table des matières du tom. XVI. à ce mot, p. 750.
 Benon, comté, p. 514.
 Bergerac, p. 494 et note *b*.
 Bergues en Flandre, p. 346.
 Bernay en Normandie, p. 573.
 Berry, *Bituria*, *Bicturensis*, p. 8, 15, 22, 209, 210, 211, 213; 237, note *d*; 264, 319, 323, 440, 475; 524, note *a*; 558, aux notes; 606, note *a*.
 Besançon, p. 121.
 Beziers, *Biterra*, *Bictereensis* [adj.], p. 11, 372, 375, 376, 385, 386.
Bicturensis. Voyez *Berry*.
 Bigorre, p. 256, 263, 560, 562.
Biterra, *Bictereensis*. Voyez *Berriers*.
Bituria. Voyez *Berry*.
 Blanquefort en Guienne, page 401, note *b*.
 Blaye en Guienne, p. 302, 509, 510.
 Blenencourt en Barrois, p. 119, 120, 122.
 Blois, p. 273 et 274, aux notes; 322, note *a*; 333, 354, 377, 603.
 Bohême, p. 446.
 Bois-Commun. Discours préliminaire, p. xxvij.
 Bois-Sir-Amé ou Sire-Aimé (Le), p. 313.
 Bois-sur-Lasnier, p. 348.
 Bonnecombe, abbaye du diocèse de Rodés, p. 596.
Borbonium. Voy. *Bourbonnois*.
 Bordeaux, Bordelois, *Burdigala*, *Burdigalis*, *Burdigalensis* [adj.], p. 2, 15, 29 et aux notes, 30; 163, note *b*; 209, note *a*; 211, aux notes; 231, 232, 301, 302, 327, 499, 511 et aux notes, 512, 513, 524, 525, 527, 528, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

- 559, 576, 577, 578, 579, 616.
- Boulenois, p. 228.
- Bourbonnois, *Berbonium*, p. 13, 15, 39, 267; 575, note *b*.
- Bourg en Guienne, p. 510.
- Bourges, p. 34, note *a*; 100, 264, 265 et 266, aux notes; 323, 325, 439, 440, 573.
- Bourgogne, Bourguignons, p. 126, note *f*; 130, note *b*; 131, 141, 142, 143, 146, 148, 149, 154, 158; 209, note *g*; 334, 335, 426, 551, 582, 583.
- Bourgueil (Abbaye de), diocèse d'Angers, p. 111, aux notes.
- Bourgneuf, près de la Rochelle, p. 491.
- Brabant, p. 334, 335, 364, 414, 595.
- Bran (Seigneurie de), p. 557.
- Brandon (Seigneurie de), *ibid*.
- Brenon en Bourgogne, p. 156.
- Bresse, p. 34, 200.
- Bressuire en Poitou, p. 285.
- Bretagne, p. 27, 28, 61; 70, note *a*; 71 et notes *c* et *d*; 72, notes *a* et *e*; 73, note *e*; 192, 209, 211, 214, 284, 364, 433, 434, 538, 551, 554, 620.
- Breteil en Normandie, p. 27.
- Bretignelles en Bourgogne, p. 156.
- Brie, p. 33, 93, 94, 102, 161; 209, note *g*; 346, 391, 617 et note *b*, 618.
- Briennois en Bourgogne, p. 135, aux notes.
- Bourges, p. 34, note *a*; 127 et note *d*, 156, 157; 236, note *a*; 346.
- Bruxelles, 336.
- Burdigala*, *Burdigalis*, *Burdigalenis* [adj.]. Voyez *Bordeaux*.
- Burniquel en Quercy, page 187, note *g*.
- C**
- Cabarès ou Cabardès, en Languedoc, p. 350.
- Caen. Discours préliminaire, p. xxij; 114, 115, 163, 172, 173, 338, 340, 342, 344, 345, 346, 347, 424, 452, 455.
- Cahors, *Caturcum*, *Caturcium*, *Caturcensis* [adj.]. Discours prélimin., p. xxij; 181, 182, 184, 187, 188, 533, 535, 536, 537, 538.
- Calais, 334.
- Cambolas, p. 332, note *a*.
- Cambray. Discours préliminaire, p. xxvij; 18, 19, 20, 234, 235.
- Candé en Touraine, p. 603, 604.
- Caramagnum*. Voyez *Carmaing*.
- Carcassonne. Discours préliminaire, p. xij; 8, 11, 36, 256, 263, 297, 310, 350, 372, 375, 386, 452, 559; 591, note *a*.
- Carmaing en Languedoc, *Caramagnum*, p. 454 et note *g*.
- Cassaignert, p. 332, note *a*.
- Castelnau en Languedoc, p. 332, note *a*.
- Castroedunum*. Voyez *Châteaudun*.
- Catalogne, p. 299, 446 et note *e*, 447, 448, 450.
- Caturcensis*, *Caturcium*, *Caturcum*. Voyez *Cahors* et *Quercy* (Le).
- Caussade (La), en Armagnac, p. 604, note *a*.
- Caux (Pays de), p. 106 et note *b*, 107, 108, 109, 163, 172, 340, 342, 424.
- Celoville en Normandie, p. 117.
- Cenomanensis*. Voyez *Maine* (Le), *Mans* (Le).
- Cerdagne, Cerdaigne, Sardaigne, p. 446, 447 et note *e*, 448, 450, 616.
- Ceze, rivière, p. 487.
- Châgé (Abbaye de), à Meaux, p. 106, note *d*.
- Chaise-Dieu, abbaye du diocèse de Clermont en Auvergne, p. 184, 187, 280, note *a*.
- Chalemon, p. 514.
- Châlons-sur-Marne, p. 19, 564, 565, 566.
- Champagne, p. 13, 33, 93; 126, note *f*; 161; 209, note *g*; 346, 426, 564, 617 et note *b*, 618.
- Champagnier en Dauphiné, *Champagniacum*, p. 90 et note *f*.
- Champtocé en Anjou, p. 114.
- Chancey en Picardie, p. 133, note *c*.
- Chapelle-la-Reine en Gâtinois, p. 321.
- Charente, rivière, pag. 210, 255.
- Chartres. Discours préliminaire, p. xj; 8, 30; 32, note *a*; 100, 116, 172; 269, note *b*; 319, 367, 388, 389, 390, 437, 438, 452, 481, 482, 483, 600, 602, 603.
- Chartreuse (La grande), p. 21 et note *c*.
- Chastellailon, dans le pays d'Aunis, p. 388, 389.
- Châteaudun, dans le pays chartrain, *Castrodunum*, p. 116, 390.
- Châteauneuf, Chasteauneuf, en Poitou, p. 286.
- Château-Thierry, p. 572, note *a*.
- Châtelleraud en Poitou, p. 285.
- Châtillon-sur-Indre, p. 563, note *a*; 604, note *a*.
- Châtres, Chastres, dans l'Île de France, près de Montlhéry, p. 317, 318.
- Chaumont en Bassigny, p. 18, 122; 135, aux notes; 392, note *d*.
- Chauvigny en Poitou, p. 285.
- Chinon en Touraine, p. 208, 576.
- Chise, ou plutôt Chisé, Chisey, en Poitou, 286.
- Choisy, *Choisiacum*, p. 392, 393, 394, 395; quelques

- lieux voisins sont nommés, p. 392 et 393.
- Choisy, près de Senlis, p. 208, note *g*; 293, note *a*.
- Clermont en Auvergne, p. 38, 43, 44, 66, 67, 184.
- Clermont en Beauvoisis, p. 274, note *c*; 322, note *d*.
- Clermont (Baronnie de), p. 557, note *a*.
- Cléry en Orléanois, p. 48, 49, 50, 51 et note *b*, 455, 456, 457, 593.
- Cléry (Abbaye de), en Mâconnois, p. 221.
- Colange, Coullangé, près de Loches, en Touraine, p. 76 et note *b*.
- Collonges, près de Lyon, p. 480.
- Combraille (Le pays de), p. 232.
- Comminges, *Convenæ*, p. 29, note *c*; 256, 263, 454 et note *e*, 489.
- Compiègne, *Compendium*, p. 19, 110 et note *c*, 111, 115, 116, 377, 386, 388, 389, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399.
- Condom. Discours préliminaire, p. xxvij.
- Conflans, près de Paris, p. 131, 148, 198, 199, 201.
- Confolent en Angoumois, p. 220.
- Conserans (Le), pays, *Conseranum*, *Conseranum*, p. 454 et note *f*.
- Constance, Constantin. Voy. *Coutances*.
- Constance, p. 553.
- Convenæ*. Voyez *Comminges*.
- Cornouailles en Angleterre, p. 221, note *a*.
- Corville, dans le comté de Chartres, p. 388, 389, 390.
- Coulanges-les-Réaux, p. 257, 258, 259.
- Coutances, Constances, Contentin, Constantin, Contentin, p. 114, 163, 172, 173, 312, 320, 340, 342, 424, 452, 455.
- Creil, près de Senlis, p. 108, 110.
- Crest en Dauphiné, p. 21, note *a*.
- Creuse, rivière, p. 84, note *c*; 211, aux notes.
- Crevecœur en Picardie, p. 259, note *b*.
- Cuise (Forêt de), aujourd'hui de Compiègne, p. 392 et note *b*; 393, 394, 395, 396, 397.
- Curys, paroisse près de Lyon, p. 480.
- Cusset en Bourbonnois, p. 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 575, 576 et note *b*.
- note *e*; 92, 95, 96, 132; 191, note *a*; 288, 289, 291, 292, 362, 363, 364, 446, 447, 448, 450, 452; 462, note *a*; 534, aux notes; 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 563; 566, note *a*; 597, 598, 616, 621.
- Davenescourt en Picardie, p. 419, note *a*.
- Dax. Voyez *Acqs*.
- Denée en Toutaine, p. 596.
- Didonne, baronnie en Saintonge, p. 51, 52.
- Die, Diois, Dyois, p. 23, 90, 289, 446, 447, 448, 450.
- Dieppe, p. 77, note *a*; 78, 79; 106, note *b*; 109.
- Dijon, p. 130, note *b*; 155, aux notes.
- Dol, p. 221, note *a*.
- Dumfront en Normandie, p. 60, note *a*; 62.
- Dompennarie (La terre de), p. 571, 572.
- Dordogne, rivière, pag. 87, 232.
- Douay, p. 138 et aux notes, 139 et aux notes.
- Doullens en Picardie, p. 180.
- Douzy (Baronnie de), p. 595.

COMTÉS.

Agénois. Foix.

Albon. Forcalquier.

Alençon. Gascogne.

Alost. Grandpré.

Amiens. Guise.

Angoulême. L'Île-en-Jourdain.

Anjou. Longueville.

Armagnac. Mâcon.

Auvergne. Maine.

Auxerre. Marche (La).

Avre. Marle.

Baugé, en Bresse. Montlezun.

Beaumont-le-Roger. Nevers.

Beaumont-sur-Oise. Ponthieu.

Benon. Perche.

Bigorre. Perdiac.

Bourgogne. Péronne.

Cerdagne. Pitoiu.

Champagne. Ponthieu.

Charolois. Provence.

Chartres. Rethel.

Comminges. Rodés.

Dampmartin. Roussillon.

Diois. Sainonge.

Dunois. Sancerre.

Esterac. Toulouse.

Étampes. Troyes.

Eu. Valentin.

Fzensiac. Valois.

Flandre. Vendôme.

Vermandois.

DUCHÉS.

Alençon. La Ferté-Nabert.

Anjou. Limbourg.

Auvergne. Lorraine.

Bar. Lothier.

Berry. Narbonne.

Bourbonnois. Nemours.

Bourgogne. Normandie.

Brahant. Orlans.

Bretagne. Savoie.

Guienne.

D

DALMATIE, p. 587.

Dalphinatus, *Delphinatus*. Voy. *Dauphiné*.

Damelameville en Normandie, p. 117.

Dampierre, p. 596.

Dampremy en Lorraine, page 343.

Dauphiné, *Dalphinatus*, *Delphinatus*. Discours préliminaire, p. xvj, xvij; 1, 2, 14, 15, 21, 23; 24, note *c*; 36, note *b*; 75, 80, 90,

Ducray en Bourgogne, p. 158.

Dunois, *Dunesium*, p. 388, 389, 390.

E

Eaus en Normandie, p. 455.

Ebrudunensis. Voyez *Embrun*.

Écosse, p. 587.

Embrun, *Ebrudunensis* [adj.], p. 21, note *a*; 292 et notes *f*, 566, note *a*.

Entrode en Bourgogne, p. 156.

- Envermeuil en Normandie, p. 109.
 Ermenonville, p. 620, 621, 624.
 Ernecourt en Lorraine, p. 343.
 Escaut, rivière, p. 102, note c; 135, aux notes.
 Escueillé en Touraine, p. 76, note d.
 Esdin, Hesdin, p. 155.
 Espagne, Espagnols. Discours préliminaire, p. xxiv; 264, note d; 598.
 Espinel. Voy. *Chouart* (Jean).
 Esterac. Voyez *Astarac*.
 Étampes, p. 2 et note b, 3, 4, 6; 70, note f; 319, 391 et note a, 595.
 Eu (Comté d'), en Normandie, p. 595.
 Eure, rivière, p. 27, notes b et k; 481.
 Évreux, p. 27, notes b et k; 51, note b; 110, note c; 118, 163, 340, 342, 424, 462, 464.
 Exmes en Touraine, p. 576.
 Ézy en Normandie, p. 563, note a; 604, note a.
- F**
- FALAISE, p. 53 et note f, 161.
 Fezensac (Comté de), p. 558, aux notes.
Firmitas Naberti. Voy. *La Féré-Nabert*.
 Flandre. Discours prélimin., p. iij; 126 et aux notes, 127, 128, 135, 136, 137, 138 et aux notes, 139 et aux notes, 157, 159, 160; 177, note b; 178, note e; 228, 334, 335, 363, 598.
 Flèche (La), p. 458, note a.
 Fleurence en Gascogne. Discours prélimin., p. xxvij, note k.
 Foix (Comté de), *Fuxum*, p. 210, 211, 212, 454, 534, 558 et suiv., 598, 619, 620.
 Fontenay en Poitou, p. 285, 470, 472, 473.
 Forcalquier en Provence, p. 217.
 Foulloy en Picardie, p. 133, 134, 140, 158.
- Franguinet en Bourgogne, p. 156.
 Franc-Aleu (Le) en Auvergne, p. 232.
 Franqueville en Normandie, p. 117.
 Frise, p. 335.
Fuxum. Voyez *Foix*.
- G**
- GABALITANUM*. Voyez *Gévaudan*.
 Gaillac en Albigeois, p. 187, note a.
 Gand, p. 127.
 Gap, *Vapincensis* [adj.], p. 292 et note e.
 Gardon, rivière, p. 487.
 Garonne, rivière, p. 87, 256, 263.
 Gascogne, p. 27, 28; 29, note d; 301, 302.
 Gâtinois, p. 321.
 Gauray en Normandie, p. 114, 563.
 Gaure, dans l'île de France, p. 112, note d.
 Gavardan (Seigneurie de), p. 562.
 Gènes, p. 364, 598.
 Genève, p. 33, 34, 35, 36, 200, 346.
 Gentilly, près de Paris, p. 265, aux notes.
 Germeville en Poitou, p. 462, 463.
 Germigny, *Germiniacum*, p. 396.
 Gers, rivière, p. 74, note b.
 Gévaudan, *Gabalitanum*, p. 278 et note a.
 Gironde, rivière, p. 496, note b; 577, 578.
 Gisors en Normandie, p. 163, 340, 342, 424, 452.
 Grandpré (Comté de), page 538, note a.
 Grandvilliers, p. 157, 158.
 Granville, p. 259, note b.
Gratianopolis. Voyez *Grenoble*.
 Graville (La seigneurie de), p. 538, note a.
 Grenoble, *Gratianopolis*, *Gratianopolitana civitas*, p. 90, 91 et aux notes, 434, 452.
 Grip en Poitou, p. 286.
 Guerche (La), en Bretagne, p. 538.
- Gueret, p. 84, note c.
 Guibray, près de Falaise, p. 161.
 Guines en Picardie, p. 228.
 Guise (Comté de), p. 389.
 Guienne, *Aquitania*, p. 8, 24, 27, 28, 75, 106; 126, note f; 172, 173, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 226; 227, note a; 232, 235, 256, 257, 259, 263, 301, 302, 327, 389, 434, 435, 494, 496, 497, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511; 513, note b; 515, 518, 525, 526, 527, 533, 539, 559, 577, 579, 598, 616, 619, 620.
- H**
- HAINAUT, p. 126, note b; 135, aux notes; 159; 178, note e; 335, 414.
 Ham, Hem, en Picardie, p. 133, 135, 137, 141, 142, 143, 145, 148, 150, 151, 152, 156, 157, 198, 203, 404, 420, 422, 425, 426.
 Hangest en Picardie, p. 419.
 Harcourt, Harrecourt, en Normandie, p. 540.
 Hauteville, *Altaripa*, p. 183.
 Hérault, rivière, p. 487.
 Hesdin. Voyez *Esdin*.
Hibernia. Voyez *Irlande*.
 Hollande, p. 335.
 Homenaing en Tournaisis, p. 202 et note b, 103.
 Hongrie, p. 446.
- I**
- IGRANDES en Bourgogne, p. 158.
 Ile Barbe, près de Lyon, p. 480.
 Ile Made, *Insula Madida*, *insula Amata*, p. 180, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 188, 189.
 Iles Fournes (Iles), en Languedoc, p. 350.
 Indre-et-Loire (Département d'), p. 21, note b.
 Ingrande en Berry, p. 477, note a.

Insula Amata, Madida. Voy. *Ile Made*.
 Irigniers, près de Lyon, p. 480.
 Irlande, *Hibernia*, p. 106.
 Isoire en Auvergne, p. 477, note *a*.
 Issoudun, p. 441.
 Italie. Discours préliminaire, p. xxiv; p. 264, note *d*.
 Ivry, baronnie, p. 405.

J

JARGEAU, près d'Orléans, p. 361, note *a*.
 Jérusalem, p. 176, 216, 338.
 Joinville, p. 384, note *e*.

L

LA BENOISSON-DIEU, ou BENISSON-DIEU en Bourgogne, p. 317, note *a*.
 Labour, p. 527.
 La Chaume en Poitou, p. 556, 557.
 La Fère en Picardie, p. 177, note *a*.
 La Ferté-Hubert. Voir la page 38, à la marge, et la note *d*, et la page 49.
 La Ferté-Nabert, La Ferté-Hubert, *Firmitas Naberti*, p. 38 et la note *d*.
 Lagny-sur-Marne, *Latigniacum*, p. 90 et note *c*, 93 et note *a*, 94, 390, 391, 396, 617.
 La Guierche en Touraine, p. 60, note *a*.
 La Guiole en Rouergue, p. 332, note *a*.
 Lalaing en Hainault, p. 159.
 Laleu, dans le pays d'Aunis, p. 388, 389, 390.
 La Ministre en Anjou, p. 320.
 La Mothe-des-Grys, La Motte-Desgry, d'Oigny, p. 9. Voir la note *a* de la p. 498 du tom. XVI.
 Landes, Lannes, p. 232, 526, 527, 561 et note *a*; 39 aussi, note *d*.
 Landoire, p. 332, note *a*.
 Langres, p. 19, 119, 121, 123, 123, 156, 158, 460, 546.

Languedoc. Discours préliminaire, p. iv, xij, xliij; 8, 10, 11, 12, 13, 15, 46, 56, 57, note *a*; 88, 131, 167 et aux notes, 168, 169, 197, 268, 275, 301, 325, 351, 352, 353, 359, 360, 361, 385, 386, 442, 443, 445, 452, 480, 484 et note *c*, 487, 615 et aux notes, 616 et note *a*; 617, note *a*; 619, 620.

Langue-d'oïl. Discours préliminaire, p. iv; xiv, note *a*; 4, 5, 352, 359, 445, 452, 592.

Lantigny, *Latigniacum*. Voir la p. 93 et sa note *a*.

Laon. Discours préliminaire, p. xvj; 2, note *b*; 19, 589.

La Pichonnière en Poitou, p. 472.

La Prugne en Bourbonnois, p. 575, 576.

La Remaigne, p. 89.

La Roche-au-Duc, p. 530, 531, 532, 533.

La Rochefoucauld en Angoumois, p. 205.

La Roche-Guyon, *Rupes Guidensis*, dans l'Ile de France, p. 388, 389, 390.

La Seguinère, p. 89, 285.
Latigniacum. Voir *Lagny*.

Laval, p. 46, note *b*; 479, 483.

Lautrec (Vicomté de), p. 558 et note *f*.

Lavardin ou Laverdin, dans le Maine, p. 477, note *a*.

Le Chastel en Poitou, p. 285.

Leplomb, dans le pays d'Aunis, p. 388, 389, 390.

Lesga, Esga, forêt. Voir les p. 393, 394, 395, 397.

Le Toten Normandie, p. 117.

Leys ou Loys, près de l'île de Ré, p. 518 et note *c*, 520, 521.

Libourne, p. 43; 496, note *b*; 505, note *b*; 510.

Liège, p. 161.

Lignères en Bourgogne, p. 156.

L'Île-en-Jourdain (Le comté de) en Gascogne, p. 256, 263.

Lille, p. 138 et aux notes, 139 et aux notes.

Limbourg (Duché de), dans les Pays Bas, p. 334.

Limosin ou Lymosin, en Languedoc, p. 350.

Limousin, p. 8, 15, 86, 219, 232, 233, 255, 256, 286.

301, 327, 336, 337, 452, 505.

Lisieux, p. 573.

Loches en Touraine, *Locus de Lechoye*, p. 21, 22, 76; 77, note *a*; 585.

Loir, rivière, p. 458, note *e*.

Loire, p. 6.

Loiret (Département du), p. 97, note *b*.

Lombrière, p. 577.

Lommeau, dans le pays d'Aunis, p. 388, 389, 390.

Longueville en Normandie, p. 102, 116, 117, 181, 389.

Lorraine, p. 364, 426, 598, 619, 620.

Lorris en Gâtinois. Discours préliminaire, p. xxvii.

Lothier, duché dans les Pays-Bas [Lorraine inférieure], p. 334.

Louviers, p. 573.

Loxeuille en Lorraine, p. 343.

Lyon, Lyonnais. Discours préliminaire, p. xj; 15, 33, 34, 35, 36, 100, 158, 167, 346, 452, 480, 481, 576.

M

MÂCON, Mâconnois, p. 36, 129, 130 et aux notes, 131, 132, 149, 158, 576.

Magalenensis. Voyez *Maguelonne*.

Maguelonne, *Magalenensis* [adj.], p. 22 et note *a*.

Maille en Poitou, p. 472.

Maille en Touraine, p. 286.

Maillezaïs en Poitou, *Malleacensis* [adj.], p. 22 et note *b*, 111.

Maine (Le), p. 15, 27, 47, 48, 54, 55, 77, 167, 173, 208, 436, 475, 476, 603.

Maine, rivière, p. 89, 285.

Majorque, Maillorque, p. 619, 620.

- Malicorne, p. 401, note *b*.
 Malines, p. 335.
 Mallay en Bourgogne, p. 158.
Malleacensis. Voyez *Malleacensis*.
 Manestier ou Monestier, p. 278, note *d*.
 Mans (Le), 37, 40, 47, 48, 51, 52; 59, note *b*; 63, 66, 68, 74; 538, note *a*.
 Mantes, p. 281, 478, note *a*.
 Marans, dans le pays d'Aunis, p. 361, note *a*; 389.
 Marche (La), p. 84, note *c*; 86, 88, 220, 232, 301, 327, 328.
 Marcillac en Saintonge, p. 286.
 Marennes ou Marepne, p. 498, 499, 501, 502.
 Marigüe, dans l'Aunis, p. 545.
 Marle (Le comté de), en Picardie, p. 2, note *b*.
 Marne, rivière, p. 93, 94.
Marologium. Voyez *Marvejols*.
 Marolles en Bourgogne, p. 156.
 Marrolez en Brie, p. 391 et note *b*.
 Marsan (Vicomté de), p. 562.
 Martaigneville en Picardie, p. 591, note *a*.
 Marvejols, *Marologium*, p. 278.
 Maschaut (La seigneurie de). Voyez la p. 538, note *a*.
 Mastons en Touraine, p. 76. Voir la note *c* de cette page.
 Mathe-Felon en Touraine, p. 207, 208.
 Mauléon en Gascogne, p. 259.
 Mauléon en Poitou, p. 285.
 May (Le) en Anjou, p. 89, 285.
 Meaux, *Meldensis*, p. 93, 94, 97, 102, 106, 281, 391, 523.
Mediolanensis. Voyez *Milan*.
 Mehun-sur-Loire, p. 366, 369, 370, 371, 457.
Meldensis. Voyez *Meaux*.
 Melun, *Meldunum*, *Maledunum*, p. 281, 523.
 Mende en Gévaudan, *Mimate*, *Mimateensis* [adj.], p. 275.
 Meulant, p. 600.
 Meuse, rivière, p. 119 et note *c*, 120.
 Mézières, p. 174, 175.
 Milan, *Mediolanum*, *Mediolanensis* [adj.], p. 80, 364.
 Milhau en Rouergue. Discours préliminaire, p. xxvij.
 Millau ou Milhau en Languedoc, p. 385.
 Mirande en Gascogne, p. 74.
 Mirepoix, *Mirapix*, p. 454 et note *h*.
Mons-Albanus. Voyez *Montauban*.
Mons-Pellum, *Mons-Pessulanus*. Voyez *Montpellier*.
Mons-Urserius. Voyez *Montossé*.
 Montaigu en Poitou, p. 341.
 Montargis, p. 8, 42, 50, 51, 219, 261, 281, 298, 319.
 Montauban, *Mons-Albanus*, p. 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 506.
 Montdidier en Picardie, p. 385, note *a*.
 Montelimart, p. 21, note *a*.
 Montenay, dans le Maine, p. 47.
 Montfermeil dans l'Ile de France, p. 315, 316.
 Montferrand en Auvergne, p. 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 303, 304, 305, 328, 452.
 Montfort dans l'Ile de France, p. 70, note *f*.
 Montierwilliers dans le pays de Caux, p. 455, 573.
 Montignac en Languedoc, p. 346, 385, 386.
 Montigny en Languedoc, p. 511, note *a*.
 Montigny-le-Roi en Champagne, p. 122, 123.
 Montils-lès-Tours, *Montilium prope Turonis*, *Montillorum prope Turonis oppidum*, p. 69, 73, 74, 169; 170, note *b*; 172, 174, 177, 180, 217, 265, 274, 278, 288, 289, 302, 328, 334, 337, 341, 342, 344, 347, 350, 422, 439, 442, 444, 453, 462 et note *a*, 463, 476 et note *a*, 478.
 Montlezun en Gascogne, p. 256, 263, 265.
 Monthéry dans l'Ile de France, p. 317.
 Montmirel en Champagne, p. 332, note *a*.
 Montoliou en Languedoc. Discours préliminaire, p. xxvij, note *a*.
 Montossé, *Mons-Urserius*, p. 75 et note *a*.
 Montpellier, *Mons-Pessullus*, *Mons-Pessulanus*, *Mons-pellum* ou *pellum*. Discours préliminaire, p. xxlij; 10, 11, 12, 13; 22, note *a*; 36, 57 et note *a*, 167 et aux notes, 168, 169, 363, 377, 442, 443, 444, 483; 596, note *a*; 616.
 Montreuil en Picardie, p. 228, 230, 231, 355.
 Montrosier en Languedoc, p. 332, note *a*.
 Mont-Saint-Michel, p. 320, 587.
 Monville en Normandie, p. 117, 477.
 Morlans dans le comté de Foix, p. 534.
 Mornac en Saintonge, p. 302.
 Mortagne en Bassigny, p. 119.
 Mortagne en Flandre, p. 102 et note *c*, 147, 148.
 Mote-le-Roi (La). Voyez *Belle-Mote*.
 Mouzay en Touraine, p. 76, note *c*.
 Moy en Picardie, p. 589, note *a*.
 Mussy-l'Évêque en Champagne, p. 156.

N

- NAMUR, p. 335.
 Naples, p. 620.
 Narbonne, *Narbonna*, p. 24, note *d*; 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 398, 399; 422, note *a*; 558, 616.
 Navarre, p. 364; 392, note *c*; 396, 397, 558, 559, 560, 561, 562, 598, 600.
 Nebosan (Seigneurie de), p. 562.
Nemausum. Voyez *Nîmes*.
 Némours,

Nemours, p. 266, 327.
Narbonna. Voyez Narbonne.

Nevers, p. 17, note c, 595.

Nîmes, *Nemausus*, p. 188,
note b; 191, note c; 207,

221, 225, 226, 278,
310, 325, 385, 588.

Niort, p. 190, note b; 285,
470, 472, 473, 545.

Noan en Touraine, châtellenie
de Loches, p. 76.

Nogent-le-Roi dans le pays
chartrain, p. 481, 482.

Nogent dans la vicomté de
Paris, p. 315, 316.

Nogent, p. 18, note a; 355,
391.

Nonancourt en Normandie,
p. 563, note a; 604,
note a.

Normandie. Discours préli-
minaire, p. xij; 15; 27

et notes b, c et k; 28; 51,
note b; 53, note f; 58,

note f; 62, note a; 71,
78, 82, 83, 106 et note b;

107, 108, 117; 126,
note f; 163, 209 et aux

notes, 211, 213; 237,
note d; 278, note d; 311,

320, 337, 338, 339,
340, 341, 342, 353,

363, 367, 422, 424,
434, 455, 540, 554,

555, 556, 573, 600.

Notre-Dame de Béhuart près
d'Angers, p. 518.

Notre-Dame de la Celle ou
de Celles, de Selles, en

Poitou, p. 524 et note a,
543, 544, 545, 546.

Notre-Dame de Selles en
Berry, p. 539.

Notre-Dame des Martyrs près
d'Amiens, p. 591, note a.

Noyelle en Picardie, p. 419.

Noyon, p. 19, 119 et note a,
124, 125; 133, note c;

391, 425.

Nova-Villa in bosco, près de
Compiègne, p. 392, 393.

Quelques lieux voisins sont
nommés, p. 393, 395.

O

*OCCITANIA. Voyez Langue-
doc.*

Oise, rivière, p. 106, note c.

Tome XVII.

Olonne en Poitou, p. 556,
557. *Voy. Sables d'Olonne.*

Orbec en Normandie, p. 361,
note a.

Orchies en Flandre, p. 138
et aux notes.

Orient, p. 381.

Orléans. Discours prélimin.,
p. xix et xxviii; 15; 38, note

d; 48, note b; 50, 100,
260, 261, 264 et note d,

318, 319; 325, note a;
330, 362 aux notes, 400,

401, 413, 456, 459,
573, 603.

Ornoy en Picardie, p. 177,
note a.

Ostrevant en Flandre, p. 135
aux notes.

P

PACY en Normandie, diocèse
d'Évreux, p. 563, note a;

604, note a.

Palestrine, *Praneste*, p. 220
et note e.

Pamiers, dans le comté de
Foix, p. 562. Discours

prélimin., p. iij, iv, viij, xj.

Paris. Discours préliminaire,
p. iij, iv, viij, xj, xvij, xviij,

xix, xx, xxj, xxij, xxiiij,
xxiv, xxv; p. 2 et note b, 5,

6, 7, 8, 10, 13, 14, 15,
17, 18, 20, 21, 22, 23,

24, 26, 31, 33, 39, 46,
49, 50, 53, 55, 67, 75,

77, 80, 81, 82, 85, 86,
95, 99, 100, 104, 105,

107, 111, 112, 114,
115, 120, 121, 122,

126, 128, 129, 130,
132, 134, 135, 137,

138, 139, 141, 142,
143, 145, 146, 147,

148, 149, 151, 152,
153, 155, 156, 157,

158, 159, 161, 167,
172, 173, 174, 175,

188, 209 aux notes, 210,
212, 213, 216, 217,

221, 222, 225, 230,
231, 232, 233, 256,

258, 263, 264 et note d,
265 et 266 aux notes,

270, 273, 279 et aux
notes, 280, 281, 282,

305, 307, 308, 309,

315, 316, 328, 333,
338, 341, 351, 354,

355, 357, 359, 361,
367, 375, 379, 387,

388, 394, 395, 397,
399, 403, 404, 405,

406, 415, 422, 423,
425, 433, 434, 435,

436, 437, 440, 445,
452, 458, 468, 476,

483, 486, 502, 505,
507, 512, 513; 516,

note a; 523, 530, 538,
547, 551; 553, note a;

554, 555, 556; 557,
note a; 559, 564, 573,

574, 575, 580, 581,
589, 590, 591, 592,

593, 594, 595, 599,
600, 601, 602, 603,

604, 605, 606, 607,
609, 610, 611, 613,

614, 618, 619, 620,
621, 622, 623, 624.

Parthenay en Poitou, p. 115,
285, 388.

Peccaisen Languedoc, p. 131
et note b, 132.

Palemencium, p. 217; mais
voir la note b de cette page.

Perche, p. 27 et note b, 53
et note a, 58 et notes a et f;

66, note a.

Perdriac (Comté de) ou *Par-
diac* en Gascogne, p. 256,

263.

Périgord, p. 15, 56, 210,
301, 495, 497, 505.

Peronne, p. 129, notes a etc;
132, 133, 134, 135 et

note c, 137, 138, 139,
140, 141, 142, 143,

145, 146, 147, 148,
149, 150, 151, 152,

153, 155, 156, 157,
158, 197, 203, 204;

209, note g; 353; 369,
note b; 385, note a.

Perpignan, p. 119, note a;
452, 616, 619, 620.

Pethiviers, *Castrum Piveris*,
Castrum Pitiveris, *Pithive-*

rium, p. 97 et note b.

Peule ou Pevele, en Flandre,
p. 177, note b; 178.

Pezenas, p. 346, 385, 386
et note a; 511, note a.

Picardie. Discours prélimin.,
Eccccc

p. xix; 133, 138, 228,
414; 419, note a.

Pictavius, Pictaviensis. Voyez
Poitou.

Plessis-lès-Tours, p. 473,
481, 560, 561, 562,
564, 569, 570, 572,
604.

Plessis-Macé en Anjou, p. 527,
528.

Pluviers, pour *Pethiviers*. Voy.
ce mot.

Poitou, Poitiers, *Pictavius*,
Pictaviensis [adj.]. Discours
prélim., p. xx, xxij; 8, 15,
27, 77, 85, 86, 87, 89
et aux notes, 97, 100,
103, 104, 110, 172,
173, 183, 187, 188,
190, 205, 206, 211,
aux notes; 214, 215, 218,
219, 220, 231, 232,
233, 255, 256; 259,
note b; 282, 283, 284,
285, 286, 323, 327,
328, 377, 433, 434,
452, 462, 463, 470,
472, 473, 489, 508,
511 et note b, 512, 541,
542, 543, 545, 566,
569.

Pologne, p. 446.

Pont-de-Cé ou de Sé en An-
jou, p. 318.

Pont-de-l'Arche en Norman-
die, p. 106, note b; 455,
540.

Pontorson ou Ponturson en
Normandie. Discours préli-
minaire, p. xxvij.

Pont-Saint-Esprit en Langue-
doc, p. 131, 220 et note b,
221.

Ponthieu (Comté de), *Ponthi-
vium*, p. 17; 133, note d;
140, 203.

Pontoise. Disc. prélim. p. xvij.

Portugal. Discours prélimin.
p. xxiv.

Poencé, Poencé, Provençé,
en Anjou, p. 62; 71, art. 3
et note d.

Prades. Voir la p. 297, note a.
Prenestrinensis, p. 220. Voy.
Palestrine.

PRÉVÔTÉS.

Auxerre. Beauvoisis,
Beauquesne. Bordeaux.

Bourges.
Compiègne.
Cusset.
Doullens.
Fouilly.
Laon.
Montigny-le-Roi.
Troyes.
Montreuil.
Orléans.
Paris.

Péronne.
Poitiers.
Saint-Pierre-le-
Montier.
Saint-Quentin.
Soissons.
Villeneuve-le-
Roi.
Vimeu.

le Barrois, p. 119 et note c,
120, 121, 122.

Roche-lès-Tours (La), p.
291.

Rochelle (La). Discours préli-
minaire, pag. xxvij; 8,
note c; 22, note b; 86, 87,
110; 163, note b; 205,
210 et aux notes, 232;
256, note b; 470, 488,
489, 490, 491, 492, 493,
494, 503, 512, 513 et aux
notes, 515, 516, 518,
520, 522.

Rodés. Discours préliminaire,
p. xxvij; 120, 193, 194,
195, 196, 197, 360, 361;
596, note d; 597.

Rogzon (La seigneurie de),
p. 332, note a.

Romaine (La) en Bassigny,
p. 119.

Rome, p. 1, 2, 313, 346,
550, 551, 553.

Romont en Suisse, p. 200.

Roque-Valsergue (La) en
Rouergue, p. 332, note a.

Rouen. Discours préliminaire,
p. xvij; 41, 100, 107,
117, 118, 163, 172, 173,
340, 342, 407, 408, 409,
410, 411, 413, 424, 452,
455, 564, 573.

Rouergue. Discours prélimi-
naire, p. xxvij; 15, 56,
193, 255, 256, 301, 360,
378, 597.

Roussillon, pag. 15; 332,
note a; 398, 399, 446,
447 et note c, 448, 450,
452, 616.

Royal-Lieu, près de Com-
piègne, *Regalis-Locus*, p.
392, 395, 396, 397.

Royan en Saintonge, p. 302.

Roye, p. 385, note a.

Ruffet en Berry, p. 205,
note a.

Rupe Guidonis (De). Voir *La
Roche-Guyon*.

S

SABLES D'OLONNE, p. 556,
557.

Sacrum Casaris. Voyez *San-
cerre*.

Saint-Aignan, p. 589, note a.

Saint-Amand en Berry, p. 22.

Provence, *Provincia*, p. 132,
175, 176, 217, 364,
598.

Provins, *Provinum*. Discours
préliminaire, p. xvij; 461 et
note d, 617, 618, 619.

Puiset (Le) dans le pays
chartrain, p. 271, note c.

Puy (Le), *Anicium*, *Anicien-
sis* [adj.], p. 11, 351,
352; 361, note a; 616.

Puy-la-Roque en Quercy.
Disc. prélimin. p. xxvij.

Q

QUERCY (Le), *Caturcensis*
[adj.], p. 15, 56, 181,
182; 187, note g; 210,
232, 301, 505, 506,
533.

Quiberville en Normandie,
p. 117.

R

RÉ (Ile de), p. 361, note a;
514, 515, 518 et aux notes,
519, 520, 521.

Redonensis. Voyez *Rennes*.
Regalis-Locus. Voyez *Royal-
Lieu*.

Reims, p. 19, 262, 289,
290, 566.

Rennes, *Redonensis* [adj.],
p. 73, 356 et note b, 564.

Rethel en Champagne, p. 595.

Revée en Normandie, p. 53.

Rhin, p. 598.

Rhodes (Ile de), p. 432 et
note d.

Rhône, rivière, p. 207, 487.

Riblaieu (La seigneurie de),
p. 297, note a.

Richemont en Angleterre, p.
70, note f.

Riom, p. 38.

Rivière (Jugerie de), p. 255,
256, 263.

Robecourt, Robercourt, dans

- Saint-André de la Marche, p. 89.
 Saint-Antoine ou Saint-Antoin en Rouergue, p. 378, 379.
 Saint-Benoît-sur-Loire, p. 219.
 Saint-Bertholin, p. 219, 220.
 Saint-Cir ou Saint-Cyr, dans le Beaujolais, p. 485.
 Saint-Denis, p. 280, 281, 387, 388, 398, 522, 523.
 Saint-Didier en Beaujolais, p. 480.
 Saint-Émilien en Guienne, p. 496 et note *b*, 510.
 Saint-Espirit. Voy. *Pont-Saint-Espirit*.
 Saint-Florent-lès-Saumur, p. 525.
 Saint-Flour, p. 268, note *a*; 298, 299, 301, 303, 304.
 Saint-Freguire (La seigneurie de), p. 563, note *a*.
 Saint-Gengoul en Mâconnais, p. 130, 158.
 Saint-Genis (La seigneurie de), p. 332, note *a*.
 Saint-Genis-Laval, près de Lyon, p. 480.
 Saint-Guillain en Bourgogne, p. 158.
 Saint-Jacques-sur-Darnetal en Normandie, p. 117.
 Saint-Jean d'Angely, p. 191, note *c*; 286, 499, 503, 508, 513, 516, 522.
 Saint-Laurent. Voy. *Sancius-Laurentius*.
 Saint-Léonard en Limousin, p. 336, 337.
 Saint-Lô, p. 114, 330, 331, 340, 573.
 Saint-Macaire en Anjou, p. 89, 285; 591, note *a*.
 Saint-Maixent en Poitou, p. 190 et note *b*, 191, 285, 462, 463.
 Saint-Maur-des-Fossés, p. 70, note *b*.
 Saint-Michaud-sur-Loire, p. 33.
 Saint-Omer, p. 155, 336.
 Saint-Ouen-sur-Seine, p. 265, aux notes.
 Saint-Pierre-de-Chambroigne, p. 89.
 Saint-Pierre-le-Moutier, p. 8, 36, 38, 39, 41, 42, 45, 67, 149, 220, 328, 452, 576.
 Saint-Quentin, p. 159, 177, 365, 366 et aux notes, 368, 369, 370, 371; 384, note *a*.
 Saint-Saturnin-du-Port ou Pont-Saint-Espirit, p. 220, 221, 222, 225, 226.
 Saint-Sauveur-de-Roussay en Poitou, p. 89.
 Saint-Thierry, près de Reims, p. 290.
 Saint-Valéry en Picardie, p. 133, note *d*; 595.
 Sainte-Blandine en Poitou, p. 345.
 Sainte-Néomaye en Poitou, p. 205, 206.
 Sainte-Susanne dans le Maine, p. 60, note *a*.
 Saintes, Saintonge, p. 8, 15, 51, 52, 86, 87, 97, 110, 210, 212, 213, 232; 256, note *b*; 301, 435, 495, 496, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 511, 512, 516, 518, 520, 521, 577.
 Salins, p. 335.
 Salles-Milhac, ou, peut-être, Salle, près de Marcillac, en Rouergue, p. 332, note *a*.
 Salsignan en Languedoc, p. 350.
 Salvétat (La) en Gascogne. Discours préliminaire, p. xxvij.
 Sancerre, *Sacrum Casaris*, p. 278.
 Sancoins en Berry, p. 606, note *a*.
Sancius-Amendus in Pabula, p. 178.
Sancius-Laurentius de Croso, en Dauphiné, p. 95, 96.
 Saône, rivière, p. 135, aux notes.
 Sarblé, ou, peut-être, Sablé, dans le Maine, p. 591.
 Sardaigne pour *Cerdagne*. Voy. *Cerdagne*.
 Sarthe (La), rivière, p. 458, note *a*.
 Sassenage en Dauphiné, p. 177, note *a*.
 Saumur, p. 236, note *a*.
 Sausses en Roussillon, p. 399.
 Savoie, p. 364, 598, 619, 620.
 Scarpe, rivière, p. 102, note *a*.
 Segne (La seigneurie de), p. 297, note *a*.
 Ségur (La seigneurie de), p. 361, note *a*.
 Seine (Rivière de), p. 106, note *b*; 329, 481, 600.
 Selles en Berry, pag. 524, note *a*.
 Semblançay en Touraine, p. 53 et note *e*, 62.
 Semur en Brannois, p. 135, aux notes.

SÉNÉCHAUSSEES.

Agen.	Maine (Le).
Angers.	Nîmes.
Beaucaire.	Périgord (Le).
Cahors.	Poitiers.
Carcassonne.	Quercy (Le).
Guienne.	Rouergue (Le).
Lannesou-Landes.	Saintonge (La).
Limoges.	Toulouse.
Lyon.	Valentinois (Le).

Senlis. Discours préliminaire, p. iij, note *m*; 106, note *e*; 112, 163, 167; 208, note *a*; 293, note *a*; 398, 452, 523, 530, 606, 612, 613, 615, 616, 618.

Sens. Discours préliminaire, p. ij; 8, 36, 141, 142, 145, 146, 149, 151; 155, aux notes; 452.

Seure (La), rivière, p. 286.
 Severac en Rouergue, p. 332, note *a*.

Sicile, p. 176, 216, 354, 603, 620.

Sineille, au lieu d'*Escuelli*. Voyez ce mot.

Soissons, p. 19, 170, 171, 372; 511, note *a*.

Sologne, p. 265, aux notes.

Somme (Rivière de), p. 134, 140, 155.

Sonnans (La seigneurie de), p. 144.

T

TAILLEBOURG en Saintonge, p. 286, 499, 538.

Talmont (Principauté de), p. 557, note *a*.

Eeeee ij

- Tarn, rivière, p. 181, 182; 187, note *a*; 487.
- Tempes, pour *Étampes*, p. 391 et note *a*. Voyez *Étampes*.
- Tenermonde en Flandre, p. 135, aux notes.
- Ternois (Le), p. 228.
- Thallemond en Poitou, p. 557.
- Théroutane, Théroutenne, p. 155, 228, 229, 230, 231.
- Thouars en Poitou, p. 285; 297, note *a*; 514.
- Tiron (L'abbaye de), diocèse de Chartres, p. 269, 270, 271, 272, 273, 274.
- Tonnerre, p. 19.
- Tornacensis. Voyez *Tournay*.
- Toul, p. 121; 259, note *b*.
- Toulouse. Discours préliminaire, p. xij; 2, 8, 10, 11, 56, 57, 75; 126, note *f*; 167 et aux notes, 168, 169, 183, 184, 187, 188, 197, 201, 232, 256, 263, 297, 310, 361, 363, 386, 434, 442, 443, 444, 445, 452, 454, 459, 478, 479, 483, 538, 551, 554, 555, 559, 585; 596, note *a*; 615, note *a*; 616, 617.
- Tournay, Tournais. Discours préliminaire, p. xxvij; 15, 76, 102 et aux notes, 103; 135, aux notes; 137, 147, 150, 159, 180, 193, 234, 235, 306, 307, 308, 309, 335, 336.
- Tours, Touraine, p. 8, 15, 21 et note *b*, 22; 53, note *e*; 55, 59; 60, note *a*; 62, 75, 77 et note *a*, 79, 85, 99, 100, 101; 126, note *c*; 131, 156, 163, 164, 166, 167, 172, 173, 177, 178, 179, 189, 207, 212, 213, 226, 231, 269, 310, 320, 323, 325, 326, 340, 350, 353, 354; 357, note *a*; 379, 380, 381, 382, 383, 384, 436, 452, 468, 470, 473, 474, 475, 501, 538, 566, 571, 572, 585, 588; 591, note *a*; 596, note *b*; 603 et note *b*, 604.
- Trajectensis civitas. Voyez Verdurin, p. 343.
- Utrecht. Verdurin (Jugerie de), en Languedoc, p. 255, 256, 263.
- Treconville en Lorraine, p. 343.
- Troyes, p. 19, 36; 155, aux notes; 156, 305, 306, 334, 357, 426, 427, 431; 459, note *b*; 460, 461, 523, 617, 618, 619.
- Turenne en Limousin, p. 504, 505.
- Turonensis [adj.], Turonia. Voyez Tours.
- Turquie, Turcs (les), p. 80, 310.
- U
- Usson en Auvergne, p. 39, 205.
- Uicensis. Voyez Uzès.
- Utrecht, civitas Trajectensis, p. 221 et note *c*, 325, 587, 598.
- Uzès, Uicensis [adj.], p. 221 et note *c*, 325, 588.
- V
- VAL DES-ÉCOLIERS, p. 392, 395, 396.
- Val-de-Sée en Normandie, p. 311.
- Valence, Valentinois, p. 23, 75, 76, 289, 446, 447, 448, 450, 551.
- Valloires, abbaye de l'ordre de Cîteaux, dans le diocèse d'Amiens, Valloria, de Valeriis, appelée aussi abbatia Balanciarum, pag. 17 et note *d*.
- Valogne, p. 236, note *a*.
- Valois, p. 437, 438.
- Vans, Vens (Les), en Languedoc, p. 325, 326.
- Vapincensis. Voyez Gap.
- Velay (Le), p. 41, 351, 352.
- Velleuve en Poitou, p. 472.
- Vendée, p. 89, note *b*.
- Vendôme, Vindocinum, p. 32, note *a*; 36; 60, note *a*; 462.
- Vens (Les), en Languedoc, p. 588, 589.
- Verfeuil en Rouergue. Discours préliminaire, p. xxvij.
- Vermandois (Le), p. 8, 25, 125, 133, 135 et aux notes, 137, 141, 142, 143, 145, 148, 150, 151, 152, 156, 158, 159, 170, 180, 198, 203, 235; 366, aux notes; 369, 422, 425, 426, 452, 523, 530.
- Verneuil dans le Perche, p. 22; 58, note *f*; 60, note *a*.
- Vernon en Normandie, p. 27, 28, 29.
- Vertus en Champagne, p. 70, note *f*.
- Vezelay en Nivernois, p. 29.
- Viane, p. 558 et note *d*, 560.
- Vichy en Bourbonnois, p. 43.
- VICOMTES.
- | | |
|--------------|------------------|
| Argues. | Fezensac. |
| Aug. | Harcourt. |
| Aurillac. | Lautrec. |
| Avranches. | Marsan. |
| Beaumont. | Montiervilliers. |
| Bourges. | Narbonne. |
| Burniquet en | Orbec. |
| Quercy. | Paris. |
| Caen. | Pont-de-l'Arche. |
| Carmain. | Rouen. |
| Conserans. | Thouars. |
| Coutances. | Turenne. |
| Eaus. | Vire. |
- Vienne, Viennois, p. 13, 23, 80, 90, 288, 291, 323, 458.
- Vierzon, p. 322, 323, 324.
- Villaine en Languedoc, p. 350.
- Villemonble près de Paris, p. 315, 316.
- Villeneuve-le-Roi, p. 145, 146.
- Villey en Bourgogne, p. 156.
- Villiers-le-Bel, p. 131.
- Vimeu en Picardie, p. 133, 134, 140, 158.
- Vincennes, p. 605, 607.
- Vindocinum. Voyez Vendôme.
- Vire en Normandie, p. 455.
- Viterbe, p. 554, note *b*.

<i>Vitriacum in Regio</i> , Vitry-le-Roi, p. 322, 343.	W	Y
Vitry en Champagne, p. 123, 175, 322, 343.	WAËS en Flandre, p. 135, aux notes.	YONNE, rivière, p. 329, 600. Ypres, Yppre, p. 127. Yssoudun, p. 573.
Vivarais (Le), p. 207.	<i>Wastinedum</i> . Voyez <i>Gâtinois</i> .	Z
Vivonne en Poitou, p. 285.	Wilerencourt en Lorraine, p. 343.	ZÉLANDE, p. 335.
Volqueghem en Flandre, p. 159.		



TABLE DES NOMS

Des Personnes dont il est parlé dans ce Volume.

A

ADAM DORP, p. 610.

Adam (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.

Adam Fumée, p. 355.

Adhémar (Amalric), religieux de l'église de Montauban en 1468, p. 181.

Admiral, Amiral. (C'étoit, à l'époque des loix imprimées dans ce volume, Louis, bâtard de Bourbon, Comte de Roussillon). Voir les p. 136, aux notes; 219, 257, 334, 350, 355, 365, 418, 439, et, à la Table des matières, *Bourbon* (Louis, bâtard de).

Ægidius Romæ, Gilles Colonne ou Gilles de Rome. Voir la p. 610.

Agnès de Bourgogne. Voyez *Bourgogne*.

Agréelle, greffier de la Chambre des comptes de Bourges, en 1425, p. 475.

Aides (Cour des). Ses registres sont souvent cités dans ce volume.

Aire (L'évêque d') en 1472, p. 560, 563.

Albert Aureilhe, abbé du monastère de Saint-Théodard à Montauban, en 1276, p. 184, 187.

Albert de Saxe, p. 610.

Albert-le-Grand, p. 610.

Albon (Comtes d'). Voy. *André et Guigues*.

Albret (Charles d'), p. 599, note c.

Alby (Evêque d'). Voyez *Amboise* (Louis d') et *Durand*.

Alby (Cardinal, évêque d'). Voyez *Geoffroi*.

Alcuin, p. 607.

Alençon (Charles, Comte d'), frère de Philippe-le-Bel. Voyez *Anjou* (Charles d').

Alençon (Pierre II, Comte d'), fils de Charles II, père de Philippe de Valois, p. 58, note f.

Alençon (Jean I^{er}, Duc d'), fils du précédent, p. 58, note f.

Alençon (Jean II, dit le Beau, Duc d'), fils du précédent, p. 53, 54, 58, 59, 60, 61, 62, 63.

Alençon (René d'), fils de Jean II, d'abord connu sous le nom de *Comte du Perche*, p. 53, 54; 60, note a; 61, 62, 63, 355, 560, 562.

Alençon (Catherine d'), sœur de René, p. 60, note a.

Alexandre de Halès, p. 610.

Algia (*Guillelmus de*), *Parisiensis facultatis medicorum doctor*, anno 1473, p. 609.

Alis du Coutil, bourgeois de Reims, p. 290.

Alizon (Jean et Gacien d'), p. 362, aux notes.

Allasseur (Jean), sergent royal à Montferand en Auvergne, en 1467, p. 41, 42.

Alliace (*Petrus de*), p. 610 [Pierre d'Ailly].

Altardus (*Magister*), *canonicus Dyensis*, en 1227, p. 90.

Amboise (Pierre et Louis d'), Vicomtes de Thouars, seigneurs de l'île de Ré sous Charles VI, Charles VII et Louis XI, p. 514.

Amboise (Le protonotaire d'), p. 581. C'est Jean d'Amboise.

Amboise (Maître Jean d'), p. 538, 579, 612, 615, 616; 617, note a.

Amboise (Maître Louis d'), devenu ensuite évêque d'Alby et président des États de Languedoc, p. 479, 543, 548, 587, 591, 607, 612, 615.

Amédée IX, Duc de Savoie, p. 34 et notes et d, 35.

Amiens (L'évêque d') en 1374. Discours préliminaire, p. xj et note a.

Amyart (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.

Amyx (Maître Jean), notaire et secrétaire du Roi, receveur des exploits et amendes du Parlement de Paris en 1473, p. 594, 595.

Ancellus de Triagnello, p. 461.

André d'Albon, Comte de Viennois, sous le nom de *Guigues VI*, p. 90 et note d, 91.

- Andry, greffier de l'élection de Paris en 1468, p. 114.
- Angelle (Jeanne d'), femme de Jean Colas, conseiller au Parlement, p. 236, note a.
- Angers (Cardinal d'). Voyez *Balus*.
- Anglure. Voyez *Selehadin*.
- Angoulême (Charles d'Orléans, Comte d'), père de François I^{er}, p. 287, note a.
- Angoulême (Jean d'), père du précédent, p. 287, note a.
- Anjou (Duc d'), Roi de Sicile. Voy. *Renté*.
- Anjou (Charles, Comte de Valois, d'Alençon, de Chartres et d'), fils de Philippe-Hardi, p. 58, note f; 437, 438.
- Anjou (Charles d'), Comte du Maine, p. 54, 61, 84, 85, 190, 205, 389.
- Anjou (Marie d'). Voyez *Marie*.
- Anjou (Le Duc d'), frère de Charles V. Discours préliminaire, p. xxij.
- Anne de France, p. 297, note a.
- Anelli (*Guillelmus*), habitant dans l'arrondissement de Montauban en 1468, p. 182.
- Ansellus, p. 271. Voyez la note e de cette page, et la p. 272.
- Anselme de Garlande, grand-maître de la maison du Roi sous Louis-le-Gros, p. 271, note e; 272.
- Anthonis, Anthenis (G.), en 1467, p. 7; en 1468, p. 93, 97; en 1470, p. 407.
- Antioche (Patriarche d'). Voir *Crussol* (Gérard de).
- Arcardus, *Trecensium Comitibus camerarius*, p. 461.
- Archives de la Sainte-Chapelle de Paris, p. 221.
- Arduaci (*Geraldus*), prieur de Saint-Jacques à Montauban, en 1468, p. 181.
- Argentonio (*De*), Argenton (D'), p. 587, 612, 616.
- Arimino (*De*) [Grégoire de Rimini], p. 610.
- Aristote, p. 610.
- Armagnac (Les Comtes d'), p. 37.
- Armagnac (Jean V, Comte d'), p. 194 et note b, 195, 196, 197, 267; 361, note a; 592, note a; 579, note c.
- Armagnac (Marie d'), sœur de Jean V, Duchesse d'Alençon, p. 53 et note c, 54.
- Armagnac (Jean, bâtard d'), Comte de Comminges, gouverneur de Dauphiné, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 238, 288, 454 et note e.
- Armagnac (Jacques d'), Duc de Nemours, p. 266, 267, 268.
- Arnoult (Jacques), p. 369, note b.
- Arques. Voyez *Saissac*.
- Arragon (Jean, Roi d'), p. 619.
- Arreblayo (*Jean de*), sénéchal de Beaucaire et de Nîmes en 1302, p. 221, 225.
- Artaud, hospitalier de l'abbaye de la Chaise-Dieu, témoin, en 1231, d'une convention faite entre le Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
- Artaud (François), p. 478, note a.
- Astales (Louis), p. 355.
- Astars (Charles d'), chevalier, p. 355.
- Astorg de Couegh, habitant d'Aurillac en 1470, p. 348.
- Aubert (Colin), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Aubert (Robert), p. 563, note a.
- Aubert de Vailly, rapporteur de la Chancellerie du Roi en 1470, p. 355.
- Aubertus *Anoncius*, p. 91.
- Aubery (Thomas), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Aubin (Jean), seigneur de Malicorne, p. 401, note b.
- Aubry Commun, apothicaire à Reims, bienfaiteur de l'hôtel-dieu de cette ville, p. 290.
- Auger, auteur d'un traité sur les tailles, cité p. 10, note a; 11, note a; 480, note a.
- Augier de Brisquet (Maitre), juge à Marsan en 1472, p. 562.
- Augier (Geoffroi), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Aumale (Le Comte d'), p. 475.
- Aurillac (Jacques d'), notaire dans la sénéchaussée de Beaucaire en 1301, p. 225.
- Aurillot (G.), Avrillot, greffier du Conseil du Roi en 1473, p. 584, 593, 594, 595, 596, 600, 620, 621.
- Auvergne (Duc de Bourbonnois et d'). Voy. *Bourbon* (Jean de).
- Auvergne (Dauphin d'), p. 299; 332, note a; 459, 476, 560, 563. Voyez *Bourbon* (Gilbert de).
- Averroës, p. 610.
- Avignon (Le Cardinal d'). Voyez *Cotiviv*.
- Avis (*Jo.*), *Parisiensis facultatis medicorum doctor*, anno 1472, p. 609.
- Avranches (L'évêque d'), confesseur du Roi, p. 48 et note b, 51, 236, 261, 311, 312, 313, 332, 338, 355, 398, 422, 446, 560, 563, 609. Voyez *Bochard*.
- Aymon (Jacques), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.

B

- BACHELIER** (Jean), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
- Badcytken**, p. 336.
- Badouillier**, **Badouillier**, **Badouilliers**, greffier de la Chambre des comptes de Paris en 1471, 1472 et 1473, p. 388, 502, 589, 602, 619.
- Baillet** (Jean), conseiller de la justice des aides en 1470, p. 357.
- Balsac** (Robert de), p. 558, aux notes.
- Balue** ou la **Balue** (Jean), cardinal, évêque d'Angers, p. 30 et note *a*, 68 et note *a*, 69; 79, note *b*; 80, 106, 115, 117, 124, 125, 197, 199; 209, note *g*; 551.
- Bar** (Jean de), évêque et Comte de Beauvais en 1470, p. 401 et note *a*.
- Baroillet** (Guillemin), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Bartholoti** (Philippe et Robert), habitants de Montauban en 1468, p. 183.
- Barthon** (Louis), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
- Barton** (Mathurin), président de la Chambre des aides de Paris en 1470, p. 306.
- Basin** (Jean), doyen de la faculté de médecine à Paris, en 1473, p. 609.
- Baslon** (Maître Mathurin), général de la justice des aides en 1470, p. 357.
- Basne** (Jean), maître des monnoies de Saint-Lô et de Tours en 1470, p. 340.
- Basoges** (Le sire de), p. 136.
- Basset** (Jean), chanoine de l'église d'Avranches en 1452, p. 311, 312, 313.
- Bassuchac** (*Guillelmus de*), témoin d'un acte fait à Nîmes en 1301, p. 225.
- Bastins** (Paul), maître du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
- Batarnay** (Imbert de), Comte du Bouchage, p. 332, note *a*; 391, 624.
- Batarnay** (Jacques de), p. 355.
- Batut** (Jean de), évêque de Montauban en 1468, p. 180, 181.
- Batut** (Bertrand de), chantre de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
- Batut** (Bonet de), bachelier en droit, prieur de Hauterive, en 1468, p. 183.
- Baudet** (Maître Mathurin), procureur du Roi en la justice des aides en 1470, p. 357.
- Bauffremont**, **Beaufremont**, **Beaufermont** (Pierre de), chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et sénéchal de Rodés en 1399, p. 120.
- Baughnet** (Louis de), p. 369, note *b*.
- Bavent** (Jean), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
- Bavière** (Louis, Duc en), dit *le Barbu*.
- Bayard** (Antoine), receveur général des finances de Languedoc en 1473, p. 616, note *a*.
- Bayeux** (L'évêque de). Voir *Jérusalem* (Patriarche de).
- Bazenvin**, greffier du Conseil du Roi en 1467, p. 20.
- Beanholz** (Guillaume de), seigneur de Saint-Michel, p. 484, 485.
- Beauclet** (Guy de), p. 205, note *a*.
- Beaujeu** (Le sire de), p. 9, 217.
- Beaujeu** (Le baron de), p. 355. C'est le même.
- Beaumanoir**. Discours préliminaire, p. xvj et notes *e* et *i*.
- Beaumont-sur-Oise** (Comte de). Voyez *Mathieu*.
- Beaumont** (Louis de), sieur de la Forêt et du Plessis-Macé, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 237, 297, note *a*.
- Beaumont**. Voyez *Bressuire*.
- Beauvais** (L'évêque et Comte de). Voyez *Bar*.
- Beauvarlet** (Maître Mathieu), général des finances en 1473, p. 602.
- Beauvau** (Antoine de), sieur de Gilly, conseiller et chambellan du Duc de Bretagne en 1468, p. 113.
- Beauvoir** (Le sire de), p. 501.
- Bec** (Guillaume), conseiller au Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
- Bede**, p. 607.
- Begon** (Pierre), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 303.
- Beliart** (Guillaume), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Belin** (Maître Simon), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Belin** (Léonard), p. 600 et note *a*.
- Bellac** (Jean de), p. 593, note *a*.
- Bellière** (Vicomte de), p. 115.
- Bellot** (Jean), huissier de la Chambre des aides à Montpellier en 1467, p. 11, 13.
- Belpèch**. Voyez *Rouaix*.
- Benedicti (Joannes), Parisiensis ariumi facultatis magister, anno 1473*, p. 609.
- Benoît XII**, Pape, p. 549, 552.
- Berart** (Maître Jean), p. 314.
- Bernard**, abbé de Tiron dans le diocèse de Chartres en 1120 et 1121, p. 269, 271.
- Bernard**, greffier du Conseil du Roi en 1471, p. 459, 479.
- Bernardus, prior de Marnanceio*, p. 91.

Bernier

- Bernier (Antoine), p. 563, note *a*.
 Berry (Jean, Duc de), frère de Charles V, p. 38, note *b*.
 Berry (Charles, Duc de), ensuite de Normandie, ensuite de Guienne, frère du Roi, p. 54, 70 et note *g*, 113, 114, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 226, 227, 232, 237, 255, 256 et note *b*, 257 et note *a*, 258, 259, 263, 288, 316, 327, 354, 356, 389; 401, note *b*; 418, 422, 433, 435, 488, 489, 490, 491, 492, 494 et *suiv.*, 503, 504, 506, 507, 508, 509; 513, note *c*; 515, 521, 525, 526, 528; 529, note *c*; 533, 539, 571.
 Berthoumeau (Jean), p. 177, note *a*.
 Bertin de Silly, bailli de Coutances, p. 66; 297, note *a*.
 Bertrand, évêque de Dax en 1467, p. 29 et note *c*.
 Bertrand de Chalançon, évêque de Rodès en 1468, p. 193 et note *c*.
 Bertrand de Colombiers, abbé de Cluny en 1301, p. 222 et notes *b* et *c*.
 Bertrand, fils naturel de Raymond VI, Comte de Toulouse, témoin dans un acte passé entre Raymond VII et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187 et note *g*.
 Bertrand (Étienne), marchand à Aurillac en 1470, p. 348.
 Besnart (Jacques), sergent au Châtelet de Paris en 1473, p. 581.
 Bessarion (Le cardinal), p. 554, note *b*.
 Beugnet (Le sire de), p. 562.
 Bias, p. 608.
 Bidant (De), Bidante, greffier des généraux de la justice des aides, p. 288, 619.
 Bignon (Jérôme). Discours préliminaire, p. xv, note *b*.
 Bireau (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Birt (P.), p. 107.
 Blagnac (Le seigneur de), p. 297.
 Blanchard, cité, p. 2, note *b*; 8, note *c*; 24, note *d*; 129, note *b*; 142, note *a*; 146, note *a*; 152, note *b*; 193, note *a*; 255, note *b*; 282; 314, note *b*; 401, note *b*; 462, note *a*; 476, note *a*; 478, note *a*; 524, note *a*; 538, note *a*; 563, note *a*; 576, note *a*; 579, note *c*; 589; 591, note *a*; 604, note *a*.
 Bleu (Jean), dit Daque, habitant de Cusset en 1467, p. 43.
 Blois (Comte de). Voyez *Thibaud*.
 Blois (Le Comte de), p. 603.
- Blosselles ou Blosseville (Le seigneur de), p. 177, note *a*.
 Bochart ou Boucart (Jean), évêque d'Avranches, aumônier et confesseur de Louis XI. Voyez *Avranches* (Evêque d'),
 Boez (Jean de), drapier et fendeur de draps à Chartres en 1472, p. 481.
 Boileau (Maître Hugues), p. 403, note *a*.
 Boissonne (Catherine), fille de Jacques de Bone et sœur d'Alexis, p. 95. Voyez *Bona*, ci-après.
 Boissy, Boisy (De), p. 306, 322, 425, 439.
 Bona (Alexis de), *scutifer*, p. 95.
 Bona (Jacobus de), *Alexii pater*, p. 95.
 Bonaventure (S.), p. 610.
 Boneil (Jean), général des aides à Paris en 1473, p. 601.
 Bonenfant (Massau), huissier au Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
 Bonnel (Jean), notaire à Montferrand en Auvergne, en 1467, p. 42.
 Bordes, greffier du Conseil du Roi en 1368, p. 55.
 Bornol (Raymond de), grand chambrier de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
 Bosredon (Pierre de), chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de la Romagne, en 1468, p. 119.
 Boucart (Gui), p. 259, note *b*.
 Bouchier (Maître Guillaume), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Bouchon (Barthélemi), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
 Boulogne (Le Comte de), p. 299.
 Bourbon (Jean II, Duc de) et d'Auvergne, beau-frère de Louis XI, lieutenant général du Roi en Languedoc, p. 12, 13, 54 et note *b*, 87, 90, 102, 108, 110, 112, 115, 125, 174, 236, 237, 257, 258, 259, 267, 278, 282, 302, 347, 354, 356, 365, 366, 370, 371, 372, 384, 435, 495, 497, 498, 508, 509, 511, 554, 612, 614, 615; 617, note *a*.
 Bourbon (Charles I.^{er}, Duc de) et d'Auvergne, frère de Jean II, p. 422, note *a*.
 Bourbon (Jean de), fils naturel de Jean, Duc de Bourbonnois et d'Auvergne, évêque du Puy, p. 616 et note *b*.
 Bourbon (Charles de), frère de Jean II, archevêque de Lyon, p. 97, 103, 115, 117, 167.
 Bourbon (Louis, bâtard de), fils naturel de Charles I.^{er}, comte de Roussillon, amiral de France sous Louis XI, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 39, 237, 587.

- Bourbon (Gilbert de), Comte Dauphin d'Auvergne, p. 524, note *a*.
- Bourcicault (Guillaume), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
- Bourdon (Pierre), maître du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
- Bourgogne (Philippe le Hardi, Duc de), chef de la seconde race, et quatrième fils du Roi Jean, p. 127, notes *e* et *f*; 138 et notes *e* et *f*.
- Bourgogne (Jean-sans-Peur, Duc de), fils du précédent, et père de Philippe-le-Bon, p. 70 et note *b*, 383.
- Bourgogne (Antoine de), quatrième fils du Duc Philippe-le-Hardi, et père de Philippe de Brabant, p. 127, note *f*.
- Bourgogne (Philippe dit *le Bon*, Duc de), fils aîné de Jean-sans-Peur, p. 126, note *d*; 129 et note *d*; 130, note *b*; 131; 135, aux notes; 155, aux notes; 159, 198.
- Bourgogne (Charles, Duc de), ci-devant Comte de Charolois, fils aîné de Philippe-le-Bon, p. 126 et aux notes, 129 et note *e*; 130, aux notes; 131, 132, 133; 135, aux notes; 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 197, 198, 203, 204, 307, 332, 333, 334, 336, 344, 353, 354, 355, 356, 369; 401, note *a*; 414, 489, 490, 529 et aux notes, 551, 554.
- Bourgogne (Jean II), Duc de Brabant. Voy. *Brabant*.
- Bourgogne (Le bâtard de), fils naturel de Philippe-le-Bon, p. 361, note *a*.
- Bourgogne (Agnès de), fille de Jean-sans-Peur, p. 97, note *a*.
- Bourre (J.), greffier du Conseil du Roi, en 1467, p. 5, 7, 54, 57; en 1468, p. 85, 95, 98, 99, 163, 177; en 1469, p. 212, 213, 218, 227, 231, 233, 263, 289; en 1470, p. 341, 342, 350, 358, 360, 378, 379, 388, 399; en 1471, p. 442, 557, 469; en 1472, p. 481, 512, 513, 525, 526, 527, 528, 570, 572, 575.
- Bouscheige (Le sire du), p. 320.
- Boutault (Nicolas), évêque de Luçon en 1469, p. 217 et note *c*.
- Boutillat (Jean), p. 152, 153.
- Bouylle (Guillaume), doyen de la faculté de théologie à Paris, en 1473, p. 609.
- Bouyron (Thomas), bourgeois de Reims, bienfaiteur de l'hôtel-dieu de cette ville, p. 290.
- Boyron (Denis), pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Boysart (Mathelin), p. 384, note *c*.
- Brabant (Jean de Bourgogne, fils de Philippe II, Duc de), p. 595 et note *b*.
- Bracque (Germain), général maître des monnoyes en 1467, p. 27, note *a*.
- Bressuire (N. de Beaumont, sieur de), conseiller et chambellan du Roi, p. 111, aux notes; 297, 355, 541, 557.
- Bretagne (Duc de). Voyez *François II*.
- Brignonnet (Jean), p. 468, 480.
- Brienne (Manuscrits de), cités, p. 209; 210, note *a*; 214, note *a*; 255, note *a*.
- Brinon (A.), greffier des généraux des finances en 1470, p. 360.
- Brinon (Guillaume), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Briquebec (Le sire de), p. 355.
- Brisoul (Nicolas), général maître des monnoies en 1467, p. 27, note *a*.
- Broe (Pierre), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
- Brossa (Bertrand de), conseiller au Parlement de Bordeaux en 1473, p. 596.
- Brosse (Jean), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
- Brucker, p. 607, note *b*; 608, note *c*; 610, note *a*.
- Brulart, greffier des généraux des finances en 1474, p. 619.
- Brulon (Guisard) de la Brulonnière, p. 533, note *b*.
- Brunat, greffier du Parlement de Paris en 1468, p. 95, 106, 129, 132, 134, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 151, 152, 153, 155, 157, 158, 161, 173, 174, 177; en 1469, p. 212, 216, 217, 258, 260, note *a*; 263; en 1470, p. 316, 328, 341, 389, 390; en 1471, p. 415, 433, 435, 437, 441, 454; en 1472, p. 513, 560, 561, 563; en 1473, p. 604, 614.
- Brunelli (*Aymar* et *Jacobus*), p. 291.
- Brunesel (Geoffroi de), avocat et conseiller au bailliage de Caux en 1377, p. 108.
- Bry de la Clergerie. Son Histoire citée, p. 53, note *a*; 58, notes *a* et *f*; 63, note *a*; 66, note *a*.
- Budé (D.), p. 475.
- Bueil (Jean de), Comte de Sancerre. Voy. *Sancerre*.
- Buffe (François), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.

Burdin (Guillaume), prieur claustral de l'église de Montauban en 1468, p. [181](#).
 Bureau (Nicolas), compagnon de broderie à Paris en 1470, p. [405](#).
 Bureau (Jean), trésorier de France en 1451, p. [462](#).
 Bureau (Pierre), trésorier de France sous Louis XI, p. [315](#).

Bureau (Gaspar), oncle du précédent, maître de l'artillerie du Roi, p. [315](#).
 Buridan (Jean), p. 610.
 Burnino (Jean de), archevêque de Vienne en 1227, p. [91](#).
 Butzelaidem (François de), procureur de la nation allemande dans la faculté des arts de l'université de Paris, en 1473, p. [609](#).

C

CAHORS (L'évêque de), en 1231. Voyez *Cardaillac*.
 Calabre (Le Duc de) et de Lorraine, p. [18](#), note *a*; [113](#) et note *a*, [114](#), [115](#), [174](#), [366](#), [367](#), [370](#), [371](#), [377](#), [391](#), [404](#), [415](#).
 Calais (J. de), greffier du Châtelet de Paris en 1470, p. [280](#).
 Calvi (Yvo), *Parisiensis arrium facultatis magister*, anno [1473](#), p. [609](#).
 Cambrai (Ambroise de), p. [581](#).
 Campendut (Le seigneur de), p. [297](#).
 Candalle (Le Comte de), p. [29](#).
 Canlerius (Raymundus), notaire public à Nîmes en 1301, p. [225](#).
 Caon (Jean de), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
 Capel (Bernard), un des témoins de la convention faite, en 1231, entre un Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. [187](#).
 Capitulaires, cités, p. [25](#), note *b*; [26](#), notes *b* etc.
 Cappellet (Guillaume), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
 Cardaillac (Guillaume de), évêque de Cahors en 1231, p. [187](#) et note *c*.
 Carmain (Le Vicomte de), p. [297](#).
 Caronis (Petrus), *facultatis arrium procurator*, anno [1473](#), p. [609](#).
 Caros (Petrus), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. [609](#).
 Cartier (Hugues), p. [98](#), [99](#).
 Casanova (Le sire de), p. [297](#).
 Castanet (Le sire de), p. [297](#).
 Castel (Jean de), greffier du Conseil du Roi en 1468, p. [131](#), [156](#).
 Castille (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
 Castillon (Gérard de), l'un des témoins d'un acte passé, dans le XIII.^e siècle, entre un Comte de Toulouse et l'abbé du monastère de Saint-Théodard à Montauban, p. [187](#).
 Castillone (Guillelmus de), *Parisiensis decretorum facultatis doctor*, anno [1473](#), p. [609](#).
 Castro-foriti (Guillelmus de), *Parisiensis facultatis theologiae doctor*, anno [1473](#), p. [609](#).

Caulers (J. de), greffier du Conseil du Roi en 1438, p. [22](#).
 Caumont. Voyez *Richart*.
 Cerisay (Guillaume de). Voir ci-après la p. [781](#), col. 2.
 Chabannes (Antoine de), Comte de Dammartin. Voyez *Dammartin*.
 Chabannes (Gilbert de), sieur de Curton, sénéchal de Guienne en 1469, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre, la même année, p. [238](#); [604](#), note *a*.
 Chalançon (Bertrand de). Voyez *Bertrand*.
 Chalchart (Guillaume), habitant de Saint-Flour en 1470, p. [299](#).
 Chaligault, greffier du Conseil du Roi en 1442, p. [189](#).
 Chambray (Ambroise de), p. [524](#).
 Chancelier de France (Le). Voyez le mot *Vous*, à la Table des matières.
 Chardin (Étienne), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
 Charlemagne. Discours préliminaire, p. [i](#), xv; [124](#) et note *d*, 125; [129](#), note *a*; [522](#) et note *c*.
 Charles II ou le Chauve. Discours préliminaire, p. xv; [25](#), note *b*.
 Charles IV ou le Bel. Discours préliminaire, p. xxvij; p. [17](#); [39](#), note *e*; [617](#), note *b*.
 Charles V. Discours préliminaire, p. v, vij, viij, x, xij, xiv, xv; [21](#) et note *d*; [26](#), note *g*; [38](#), note *a*; [74](#) et note *c*; [103](#), note *d*; [107](#) et note *a*; [126](#), note *g*; [191](#), note *c*; [210](#), note *b*; [221](#); [279](#), note *d*; [404](#), [413](#), [605](#) et note *d*, [606](#), [607](#); [621](#), note *b*.
 Charles VI. Discours prélim. p. ij, note *g*; [117](#), note *n*; [iv](#); [v](#), note *d*; [viij](#); [x](#), note *g*; [xij](#), note *g*; [xiiij](#); [22](#), note *c*; [38](#), note *a*; [76](#), [119](#), [120](#), [131](#); [138](#), note *b*; [228](#), [379](#), [404](#), [460](#), [605](#) et note *c*, [607](#).
 Charles VII. Discours préliminaire, p. x et note *g*; [xij](#); notes *b* et *g*; [xiiij](#), note *k*; [xiv](#), [xx](#) et note *b*; [xxij](#), [xxiij](#) et notes *g* et *k*, [xxv](#) et note *b*, [xxvij](#); [21](#); [53](#), note *c*;

- 54, note *d*; 70, note *b*; 76; 82, note *c*; 84, note *b*; 86, 88 et note *a*; 97, note *a*; 104 et note *a*; 126, note *c*; 131, note *b*; 158; 167, note *e*; 183, 188, 228; 237, note *f*; 283; 286, note *a*; 311, 323, 325, 377, 404; 445, note *b*; 460, 474, 504, 519; 527, note *b*; 538, 546; 558, note *c*; 588; 593, note *a*; 605, 607; 617, note *c*; 621, note *b*.
- Charles VIII, p. 25 et 27, aux notes.
 Charles VIII, encore Dauphin. *Voyez* la p. 543 et sa note *b*; 545, 549, 552.
 Charles d'Anjou. *Voyez* *Anjou*.
 Charlotte de Savoie, sœur d'Amédée IX, et femme de Louis XI, p. 34, note *c*. *Voir* les p. 549 et 552.
 Charolois (Le Comte de). *Voy. Bourgogne* (Charles, Duc de).
 Charonne (Huguet de), habitant de Cusset en 1467, p. 43.
 Chartelier, greffier du Parlement de Paris, en 1480, p. 403; en 1473, p. 596.
 Chasteauneuf (Le sieur de), chevalier, lieutenant du gouverneur de Dauphiné en 1469, p. 288.
 Chasteauneuf (Le sire de), maréchal en Dauphiné en 1472, p. 551.
 Chasteauneuf. *Voyez* *Martini*.
 Chasteauverdun (Jean de), conseiller et chambellan du Roi, capitaine de la place de Foix, en 1471 et 1472, p. 560, 561.
 Châtillon, Chastillon (Louis de Laval, sire de), chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 144, 207, 237, 257, 265 et 266, aux notes; 281, 282, 297, 355, 431.
 Chaumont (Hugues de). *Voyez* *Hugues*.
 Chauvin (Guillaume), chancelier de Bretagne, en 1468, p. 113; en 1472, p. 560, 563.
 Clayrart (Pierre), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
 Cheneteau, greffier du Parlement de Paris sous les règnes de Charles VII et de Louis XI, p. 26; 260, note *a*.
 Chenneteau (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
 Cherpin (Jean), habitant de Cusset en 1467, p. 45.
 Chetart (*Amator*), *Parisiensis facultatis theologia doctor*, anno 1473, p. 609.
 Cheval (Pierre), sergent à Saint-Flour en 1470, p. 300.
 Chevillon (Maître Martin), lieutenant du bailli de Montferrand en Auvergne, en 1467, p. 41, 42.
 Chiniac, cité, p. 25, note *b*.
 Chopin, cité, p. 193, note *a*.
 Chouart (Jean), lieutenant civil en 1470, p. 355, 425.
 Choynet (Maître Pierre), médecin et astrologue de Louis XI en 1471. *Voir* la p. 477.
 Cicéron, p. 608.
 Clarence (Le Duc de), p. 335.
 Claudetot, trésorier général de Dauphiné en 1469, p. 288.
 Clerbout (Jean), général maître des monnoies en 1467, p. 27, note *a*.
 Clermont (Comte de). *Voyez* *Raoul*.
 Clermont. *Voyez* *Isaquier*.
 Clermont (Gui de), *Guido de Claremonte*, prieur de Saint-Saturnin-du-Port en 1301, p. 222.
 Cocherie (Jacques), receveur du haut pays d'Auvergne en 1470, p. 348.
 Code Henri, cité, p. 25, note *a*; 26, note *d*; 163, note *a*.
 Coëtyv (Alain de), cardinal, évêque de Palestrine et d'Avignon, en 1469, p. 220; 225, note *a*.
 Coëtyv (Olivier de), conseiller et chambellan du Roi en 1467, p. 51.
 Coiffy (De), greffier du Conseil du Roi en 1381, p. 461.
 Colas (Jean), conseiller au Parlement de Paris en 1469, p. 236, note *a*.
 Colini (*Jo.*), *Parisiensis arium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
 Colletier (Maître Girard), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Colletier (Maître Jean), *idem*, p. 623.
 Collomedio (*P. de*), p. 186.
 Colombel (Guillaume), receveur des gages du Parlement de Paris en 1467, p. 3, 4, 5, 6, 7, 68, 69.
 Columbi (George), p. 297, note *a*.
 Comart (Jacques), habitant d'Aurillac en 1470, p. 348.
 Combe (Jean), élu de la ville de Cusset en Bourbonnois en 1467, p. 42, 43.
 Comberel (Pierre de), p. 362, aux notes.
 Comminges. *Voyez* *Armagnac* (Jean, bâtard d').
 Compaing, Compains (Maître Guillaume), p. 355, 361, 366, 370, 371, 377, 384, 401, 415, 416.
 Compains (Maître Jean), général de la justice des aides en 1468 et en 1470, p. 112, 357.
 Comptes. Les registres des diverses Chambres des comptes sont cités quelquefois dans ce volume, et principalement les mémoires de la Chambre des comptes de Paris.

- Condé. Voyez *Lancelot*.
 Congressault, Concressault (De), p. 257, 618.
 Connétable de France. Voyez *Saint-Pol* (Louis de Luxembourg, Comte de).
 Conte (Pierre), laboureur et habitant dans le territoire de Montauban en 1468, p. 182.
 Conti (Jean de), greffier de la Chambre des comptes en 1338, p. 397.
 Corbître (Louis), général des aides à Montpellier en 1467, p. 11, 13.
 Corbin, cité, p. 10, note *a*; 11, note *a*.
 Cordeau (Jean), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Corgeon (Colas), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Corneille (Jean), greffier du bailliage de Caux en 1377, p. 108.
 Cornillot (Jean et Pierre), p. 162 et 603.
 Corps (Jean du), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 Cossart (Jean), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
 Coursilhon (Guillaume de), p. 108, 110.
 Cousinot (Guillaume), chevalier, seigneur de Montreuil, p. 355.
 Coutances (L'évêque de), en 1470, p. 331.
 Coutumes de Beauvoisis, citées. Discours préliminaire, p. xiv, note *c*; xvi, note *a*.
 Couvé (Nicole), marguillier de l'église de Paris en 1467, p. 81.
 Craon (George de la Trimouille, sire de), chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 30, 38, 257, 258, 259, 297, 302, 355, 366, 369, 370, 371, 422, 524, 554.
 Crehalet (Margerie de), femme du panetier de Louis XI, p. 207, 208.
 Crespy (Jean de), p. 55.
 Crevecœur (Antoine de), p. 259, note *b*.
 Crussol (Louis de), chambellan du Roi et sénéchal de Poitou sous le règne de Louis XI, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 20, 30, 79, 161, 174, 211 et note *a*, 238, 293, 297, 314, 322, 347, 355, 365, 415, 418, 426, 431, 489.
 Crussol (Gérard de), frère du précédent, évêque de Valence, patriarche d'Antioche, p. 93, 195, 197, 355, 548.
 Curton. Voyez *Chabannes* (Gilbert de).

D

- DAGOBERT, p. 522 et notes *b* et *d*.
 Daleigre (Simon), commissaire du Roi en Auvergne en 1470, p. 299.
 Dalençon (Jean), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Dameysin (Jean), greffier du commissaire du Roi en 1473, p. 581.
 Dammartin, Dampmartin (Antoine de Chabannes, Comte de), grand-maître de la maison du Roi sous le règne de Louis XI, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 51, note *a*; 52; 70, note *f*; 102, 108, 110, 167, 237, 257, 258, 259, 268, 297, 298, 302, 303, 304, 305, 306, 309, 355, 361, 418, 444, 560, 563.
 Darquet (Jean), p. 314, note *a*.
 Dasnières, p. 548.
 Daubœuf (Jean), l'aîné, maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Daubœuf (Jean), le jeune, maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Daulais, greffier de la prévôté de Paris en 1469, p. 406.
 Dauphin de Viennois. Voy. *Charles VIII*.
 Dauphin (Le Comte) d'Auvergne, p. 9, 299, 355.
 Dauty (Jean), p. 462.
 Dauvet (Maître Jean), premier président du Parlement de Toulouse, en 1467, p. 82; du Parlement de Paris, en 1470 et 1471, p. 307, 435.
 Davenescourt (Charles de Noyelle, seigneur de Hangest et de), chambellan de Louis XI, p. 419.
 Davy (Simon), maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi en 1470, p. 355.
 De Cerisay, De Serisay (Pierre), greffier du Conseil du Roi, en 1469, p. 257, 258, 259, 265, 266, 269, 278 et note *d*, 282; en 1470, p. 305, 306, 307, 308, 309, 338, 344, 350, 355, 403; en 1471, p. 422, 435, 439; en 1472, p. 548; en 1473, p. 612.
 Defontaine, greffier des généraux des finances en 1467, p. 32.
 De Fontaines, greffier du Conseil du Roi, en 1467, p. 55; en 1469, p. 226; en 1471, p. 462.
 Delaloère (Jean), greffier du Conseil du Roi, en 1467, p. 9, 14, 15, 16, 24, 26, 29, 32, 36, 37, 48, 51, 52, 63;

- en 1468, p. 84, 87, 90, 108, 111, 117, 125, 129, 132, 134, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 151, 152, 153, 155, 157, 158, 161, 204; en 1469, p. 208; en 1470, p. 302; en 1472, p. 501. Voyez aussi la p. 515.
- Delaselle (Marie), bienfaitrice de l'hôtel-dieu de Reims, p. 290.
- De Monte (P.), p. 550.
- Demoresmes, greffier du conseil du Duc de Bourgogne en 1470, p. 336.
- De Moulins, De Molins, De Moulin, greffier du Conseil du Roi, en 1468, p. 173, 174, 197; en 1470, p. 297, 361, 377, 384, 389, 398; en 1471, p. 435, 441, 445, 473; en 1472, p. 495, 497, 498, 504, 505, 506, 508, 509, 511, 516, 522.
- Denteulx, greffier du bailliage de Rouen en 1462, p. 413.
- Denyan (François), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Depuigiraut, p. 282.
- Desable (Jean et Mathelin), maîtres cordonniers à Tours en 1468, p. 163.
- Desacirges (P.), greffier du Conseil du Roi en 1472, p. 494, 538.
- Desbarres (Pierre), p. 259.
- Deschamps (Girard), p. 604, note a.
- Descouys (Jean), sergent au Châtelet de Paris en 1473, p. 581.
- Deshayes (Perrenot), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Desmares, p. 589.
- Desnans (Manuscrits de), cités, p. 306, note a.
- De Spiritibus (Maître André), évêque de Viterbe, envoyé du Pape en France pour les affaires de l'État et de l'Église, en 1472, p. 554, 555 et note c.
- Desprez (Jean), le jeune, maître boucher à Paris en 1471, p. 458.
- Desvergiers, greffier du Conseil du Roi, en 1467, p. 77; en 1468, p. 167, 206.
- Deville. Plusieurs personnes de ce nom, p. 192 et 193.
- Digneu, greffier suppléant des élus de Saintonge en 1472, p. 503.
- Digonne, Digoyne (Chrétien et Jean), p. 152 et aux notes, 153.
- Disoine. Voyez *Tisoin*.
- Donat (Jean), procureur du Roi au siège de Cusset en 1467, p. 42, 43, 44.
- Donatus de Puteo, docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
- Dorchère, Dorchères, greffier des généraux des finances en 1467, p. 5, 7; greffier du Conseil du Roi en 1468, p. 171; en 1470, p. 325. Voir encore les p. 74, 398, 422, 439.
- Dorchère (Maître Jean), receveur des amendes de la justice des aides en 1470, p. 357.
- Doret (Jean et Guillaume de), habitants de Cusset en Bourbonnois en 1467, p. 43.
- Doriolle, Doriolle (Maître Pierre), général des finances, en 1467, p. 26; en 1468, p. 115, 117, 125; en 1469, p. 265, 278, 288; en 1470, p. 297, 305, 318, 337, 344, 355, 386; en 1471, p. 415, 416, 425, 441, 444; chancelier de France en 1472, p. 516 et 517. Voir encore la p. 524.
- Doublet (Dom), p. 522 et notes a et c.
- Doyat (Jean de), subdélégué d'un commissaire du Roi en Auvergne, en 1470, p. 298, 299, 300, 303.
- Dreux (Robert de), p. 278, note a.
- Dreux de Mello, concétable de France sous Philippe-Auguste, p. 21 et note b.
- Duban (J.), en 1467, p. 22, 36, 46, 48, 51, 52, 55, 68, 77; en 1468, p. 85, 98, 102, 108, 110, 119, 125, 180, 189; en 1469, p. 207, 208, 231, 236, 261, 291; en 1470, p. 320, 332, 337, 344, 350, 384, 401, 413; en 1471, 431, 435, 441, 459, 468, 476, 497, 501, 504, 505, 524.
- Du Bec-Crespin (Antoine), archevêque de Narbonne en 1471, p. 422 et note a.
- Du Bouchage (Le Comte). Voyez *Batainay* (Imbert de).
- Du Boulay, auteur de l'Histoire de l'université de Paris, p. 607 et *suiv.*, aux notes.
- Dubreuil, p. 325.
- Du Cange, cité, p. 564, note a.
- Duchesne (Henri), lieutenant à Bruxelles en 1470, p. 336.
- Du Feu, p. 347.
- Du Fou (Jean), grand échanson en 1470, p. 355.
- Du Fou (Messire Yvon), frère du précédent, p. 316.
- Du Fou (Le sire), conseiller et chambellan du Roi en 1473, p. 557.
- Dufour (Maître Philippe), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Dufour (Jean), de Furno, notaire à Montauban en 1468, p. 181, 183.
- Dugardin (Jacques), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Dulau (le sire), p. 501.
- Dulivière (Guillaume), huissier de la justice des aides en 1470, p. 357.

- Du Lude (Le sire), p. 217, 257, 282, 330, 347, 350, 355, 422, 425, 431, 435, 458, 473, 479, 495, 497, 498, 504, 505, 506, 508, 509, 511, 516, 522, 554.
- Du Lys, avocat général de la Cour des aides de Paris. Son recueil, cité, p. 617, note *a*.
- Dumesnil (Jean), abbé commendataire de l'abbaye de Sainte-Trinité, près de Rouen, en 1468, p. 117.
- Du Molin (Jean), p. 355.
- Dumont (Simon), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
- Dunois (Jean, bâtard d'Orléans, Comte de) et de Longueville, p. 37, 115, 116.
- Dunois (François d'Orléans, Comte de) et de Longueville, fils du précédent, p. 355, 361, note *a*; 366, 370, 371, 388, 389, 560, 563, 583.
- Duplesseys, maître des comptes en 1472, p. 560, 562.
- Du Plessis-Macé. Voy. *Beaumont* (Louis de).
- Du Pont (Le marquis), p. 220, 320, 344, 347, 354.
- Dupré (Etienne et Jean), habitants de Saint-Flour en 1470, p. 299.
- Dupuy (Manuscrits de), cités, p. 268, note *a*; 554, note *a*; 300.
- Dupuy (Maître Jean), substitut du procureur du Roi à Montiérrand en Auvergne, en 1467, p. 41, 43.
- Du Quesnoy (Robinet), p. 591, note *a*.
- Durand, évêque d'Alby dans le XIII.^e siècle, p. 184, 185, 187.
- Durant le cordonnier, habitant de Cusset en Bourbonnois en 1467, p. 43.
- Durant (Guillaume), p. 208, note *a*.
- Durant-Belloguet, habitant d'Aurillac en 1470, p. 348.
- Durefuge (Maître Pierre), général des finances en 1470, p. 366, 370, 371, 386.
- Durosoy, auteur des Annales de la ville de Toulouse, cité, p. 442, note *a*.
- Dusault (Pierre), greffier des présentations du Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
- Du Tillet, cité, p. 37, note *a*.
- Dutrait ou Dutref (Jean), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
- Duval (Antoine), p. 278, note *d*.
- Du Vigier, nommé général des aides à Montpellier en 1467, p. 11.
- Du Vivier. Voyez *Vivier*.

E

- ÉBRARD (Raymond), sergent à Saint-Flour en 1470, p. 300.
- Édouard, Prince de Galles et d'Aquitaine [le Prince Noir], p. 52 et note *a*.
- Édouard IV, Roi d'Angleterre, auparavant le Comte de la Marche, p. 199, 353.
- Édouard, p. 364.
- Émery-le-Vieux (Jean), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
- Enghien (Louis d'), p. 336.
- Erlant (Jean), général des monnoies, p. 27, note *a*; 42, 486.
- Erlant (Maître Antoine), général des aides en 1468, p. 112.
- Erlant (Jacques), notaire et secrétaire du Roi, commis au paiement des gages du Parlement de Paris, en 1473, p. 592, 593, 594.
- Ernoul, châtelain de Tournay et seigneur de Mortagne en 1342, p. 102.
- Eschart (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Estève (P.), greffier de la commune de Poitiers en 1472, p. 569.
- Estevenot de Thalerousse, p. 332, note *a*.
- Estoteville (Robert), chambellan du Roi et prévôt de Paris en 1469, p. 405.
- Estouteville (Jean d'), sieur de Torcy, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 112, note *d*; 237 et note *d*; 563, note *a*. Voyez *Torcy*.
- Estuer (Thomas), Écossais, p. 297, note *a*.
- Étampes (Jean de Foix, Comte d'), p. 24, note *d*. Voyez *Foix* (Jean de), Vicomte de Narbonne.
- Étienne (Le Pape), p. 124, note *d*.
- Étienne (Robert), procureur du Roi au bailliage de Caux en 1377, p. 108.
- Étienne des Monts, *Stephanus de Montibus*, moine de Cluny, procureur du monastère de Saint-Saturnin-du-Port, en 1364, p. 221.
- Étienne de Garlande, chancelier sous Louis-le-Gros, p. 171 et note *k*.
- Eu (Le Comte d'), p. 354.
- Évreux (L'évêque d'), p. 111.

F

FABRY (Durant), viguier royal à Narbonne en 1434, p. 376.
 Fallet (Antoine), marchand piémontois, tenant table d'usure à Tournay, p. 192, 193.
 Faraignes (Henri de), conseiller au Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
 Faroult (Hamon), p. 417, note *a*.
 Faure (Pierre), subrogé d'un commissaire du Roi en Auvergne, en 1470, p. 299.
 Favereau (François), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Faydit (Guillaume), noiaire à Montferrand en Auvergne, en 1467, p. 42.
 Fendeille (Le seigneur de), p. 297.
 Fère (Perrenot), garde du métier de pellerie à Rouen en 1462, p. 412.
 Fère (Étienne), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Ferrant (Jean), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
Ferricus de Cluniaco, p. 551.
Fichio, archerius Regis, p. 393.
 Flameng, Fameng, greffier du Conseil du Roi, p. 288, 314, 316, 318, 320, 337, 353, 365, 366, 369, 401, 415, 416, 425, 426, 431, 453, 530, 531, 532, 533, 546, 564, 591.
 Flaniguis (Gérard), lieutenant du bailli de Vermandois en 1466, p. 170, 171.
 Floricourt (Jean de). Voyez *Requette*.
 Foix (Jean de), père de Gaston IV et du Vicomte de Lautrec, p. 558, note *f*.
 Foix (Gaston IV, Comte de), Prince de Navarre, p. 37, 69 et note *a*, 74, 257, note *a*; 297; 558 et notes *c*, *e*, *f* et *g*; 559, 560.
 Foix (Pierre de), père de Gaston IV, Vicomte de Lautrec, p. 558 et note *f*.
 Foix (Gaston de), Prince de Viane, fils aîné de Gaston IV, p. 558. Voyez *Viane*.
 Foix (Pierre de), fils de Gaston IV, protonotaire du Saint-Siège, p. 558, note *e*; 563.
 Foix (Jean de), Vicomte de Narbonne, fils de Gaston IV, p. 297, 558 et note *e*, 563, 583. Voyez la note *d* de la p. 24.
 Foix (François-Phœbus), petit-fils de Gaston IV, p. 534 et note *b*, 558, 559, 560, 562.

Foix (Catherine de), sœur de François-Phœbus, p. 558, 559, 560, 562.
 Foix (Jean de), Vicomte de Lautrec, fils de Pierre et neveu de Gaston IV, p. 297, 558.
 Foix (Jean-Baptiste de), évêque d'Acqs et ensuite de Comminges, sous le règne de Louis XI, p. 29 et note *c*.
 Foix (Jean de). Voyez *Étampes*.
 Foix (Rogier de), chevalier, seigneur de Montclar, p. 297.
 Folcart, sénéchal de Saintonge en 1472, p. 554.
 Fontanges (Olivier de), p. 205, note *a*.
 Fontanieu. Ses manuscrits cités, p. 46, note *a*.
 Fontanilhès (De). Voy. *Gardete* (Jean de la).
 Fontanon, cité, p. 10, note *a*; 25, notes *e* et *e*; 26, note *f*; 163, note *a*; 236, note *a*; 237, note *i*; 238, note *h*; 239, note *b*; 243, note *e*; 244, note *e*; 246, note *d*.
 Fontans (Le sire de), p. 562.
 Fontenailles. Voyez *Mery*.
 Foucault (Jean), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Fournier (Jean), procureur du Roi à la Cour des aides de Montpellier en 1467, p. 11, 13.
 Fournier (Thomas), procureur du Roi et de l'abbaye de Cusset en Bourbonnois, en 1467, p. 42.
 Fourquault (Jean), procureur du Roi en la Chambre des monnoies, en 1467, p. 27, note *a*.
 François II, Duc de Bretagne, p. 53, 70 et aux notes, 71, 72; 73, note *a*; 113, 114, 115, 171, 172, 173, 209, 211, 356, 551, 554, 619.
 Frédéric II (L'Empereur). Discours préliminaire, p. xvij.
 Fréron, p. 384.
 Fromessent (David de), p. 160, 161.
 Fromont (J.), p. 171.
 Fromont (*Magister Guillelmus*), p. 390.
 Furet (Jean), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
Furno (*Jeannes de*). Voyez *Dufour*.

G

GAILLARD (Michel), fermier du quart de sel en 1467, p. 86.
 Galée (Jacques de la). Voyez *La Galée*.
Gallia christiana, citée, p. 17, notes *b* et *d*;

29, notes *c* et *e*; 48, note *b*; 66, note *b*; 90, notes *b* et *g*; 91, note *b*; 93, note *b*; 97, notes *d* et *e*; 112, note *c*; 117, note *b*; 124, notes *c* et *d*; 167, note *a*;

178,

- 178, note *a*; 180, note *b*; 181, note *d*;
182, note *d*; 183, note *b*; 184, notes *a*,
d, *f*, *i*, *o*; 185, note *d*; 186 et 187, aux
notes; 191, note *c*; 220, note *d*; 222,
aux notes; 225, note *a*; 269, note *d*;
271, note *a*; 338, note *g*; 372, note *b*;
401, note *a*; 422 et note *a*.
- Gallia purpurata*, citée, p. 220, note *d*.
- Gamaches (Le sire de), maréchal de France
en 1470, p. 355.
- Gardète (Jean de la), seigneur de Fonta-
nilhes, maître des requêtes de l'Hôtel,
en 1467, p. 13.
- Gardoch (Le seigneur de), p. 297.
- Garlande (De). Voyez *Anselme*, *Étienne*,
Gilbert et *Guillaume*.
- Garnier (Maître Jean), commissaire du Roi
à Aurillac en 1470, p. 349.
- Garreau (Denis), maître cordonnier à
Tours en 1468, p. 163.
- Garsias ou Gratiar (Pierre). Voir ci-après
au mot *Gratiar*.
- Gaston. Voyez *Félix*.
- Gaston du Lion, sénéchal de Toulouse en
1470, p. 332, note *a*; 355.
- Gauchier (Michel), maître cordonnier à
Tours en 1468, p. 163.
- Gaucourt, Goscourt (Le sire de), p. 403.
- Gaure (le Comte de). Voyez *Laval*.
- Gautier, évêque de Langres en 1170, fils
d'un Duc de Bourgogne, p. 461 et note *c*.
- Gautier (André), maître chaussetier à Poi-
tiers en 1472, p. 567.
- Gellant (Clément de), procureur du Roi à
l'élection de Langres en 1399, p. 122.
- Genève (L'évêque de), p. 200.
- Genlis (Le sire de), *Genhyac (de)*, p. 587,
612.
- Geoffroi, d'abord évêque d'Arras, ensuite
évêque d'Alby et cardinal. Voir la p. 596
et la note *c*.
- Gérard Coustel, abbé de Saint-Amand-en-
Peule en 1465, p. 178.
- Gérard (Jean), maître des requêtes ordinaire
de l'Hôtel en 1470, p. 355.
- Gervaise (Étienne), docteur de la faculté de
théologie de Paris en 1473, p. 609.
- Gibonnis, greffier des élus de Saintonge en
1464, p. 515.
- Gilbert de Garlande, grand bouteiller sous
Louis VI, p. 171 et note *h*, 172.
- Gilbert III. Voyez *La Fayette*.
- Gillain, greffier du conseil du Duc d'Alençon,
p. 60, note *a*.
- Gilly. Voyez *Beauvau*.
- Girauld, abbé de la Chaise-Dieu dans le
XIII.^e siècle, p. 184 et note *g*, 187.
- Giresme (Nicolle de), prieur du prieuré de
France, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusa-
lem, en 1461, p. 432.
- Gléon (Le sire de), p. 297.
- Gobin (Jacques), greffier des généraux des
aides en 1399, p. 122.
- Gobin (Méry), maître chaussetier à Poitiers
en 1472, p. 567.
- Godin (Simon), huissier au Parlement de
Paris en 1468, p. 105.
- Gorre (Regnault de), commandeur de Saint-
Jean-de-Latran à Paris, en 1461, p. 432.
- Goscourt (Le sire de), p. 560, 563, 575.
- Gossec (Michault), maître pelletier à Rouen
en 1462, p. 412.
- Gosselin (Jean), lieutenant des élus à Arques
en Normandie, en 1468, p. 79.
- Gourville (Jean de Norogier, dit), panetier
du Roi en 1472, p. 538, note *a*.
- Gouverneur de Dauphiné, p. 616.
- Gouverneur de Languedoc, p. 617. Voyez
Bourbon (Jean), Duc de Bourbon et
d'Auvergne.
- Gouverneur de Montpellier (Le), p. 560,
563.
- Gouverneur de la Rochelle, p. 522.
- Gouverneur du Roussillon (Le), p. 219,
344.
- Gouvineau, greffier des généraux des finances
en 1472, p. 502.
- Grand-Maitre de la maison du Roi (Le),
magister hospitii magnus. Voy. *Dammartin*.
- Grandis (Stephanus), *Parisiensis facultatis
theologiae doctor*, anno 1473, p. 609.
- Granier (Pierre), général des aides à Mont-
pellier en 1467, p. 11, 13.
- Gratiar (Petrus), *Parisiensis artium facultatis
magister*, anno 1473, p. 609.
- Gravan (Le sire de), p. 297.
- Graville (Le seigneur de), p. 438, note *a*.
- Greelle. Voyez *Gresly*.
- Grégoire IX, Pape, p. 90.
- Grégoire de Rimini, p. 610, note *b*.
- Grenoble (Evêque de). Voyez *Joffredus*.
- Gresly, Grely (Blaise de), ou Blaise de
Greelle, archevêque de Bordeaux sous
Charles VII et sous Louis XI, p. 29 et
note *e*, 30.
- Griffus (L.), p. 550, 551.
- Grimond, greffier civil et criminel du Par-
lement de Bordeaux en 1472, p. 512.
- Gruel (Jean), chanoine de l'église d'A-
vranches en 1470, p. 313, 314.
- Gruel (Pierre), président du Dauphiné en
1470, p. 355.
- Guerin Dapchier, subrogé d'un commissaire
du Roi en Auvergne, en 1470, p. 299.

Guerreau (Jean), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 Guffroy Vallé, p. 84.
Guido de Claremonte. Voyez *Claremont* (Gui de).
 Guienne (Duc de). Voyez *Berry* (Charles Duc de).
Guigo de Auriis, témoin dans un acte relatif au chapitre de Saint-André de Grenoble, p. 91.
Guigo de Cappigny. id. ibid.
 Guigues I.^{er}, dit *le Vieux*, Comte d'Albon, p. 90, note *e*.
 Guigues VI, Dauphin de Viennois, Comte d'Albon, p. 90. Voyez *André*.
 Guigues VII, Dauphin de Viennois, Comte d'Albon, p. 291.
 Guillaume de Garlande, sénéchal ou grand-maitre de la maison du Roi sous Louis VI, p. 171 et note *e*.
 Guillaume, prieur de la Chaise-Dieu en 1231, témoin d'un acte entre une abbaye de Montauban et le Comte de Toulouse, p. 187.

Guillelmus, prior de *Lans*, p. 91.
Guillelmus, *Comitis Trecentum cancellarius*, anno 1170, p. 461.
Guillelmus de Bosco, p. 91.
 Guilloche (Raymond), conseiller au Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
Guirandus dictus de Sancto-Jacobo de Canallu, notaire public dans la sénéchaussée de Beaucaire en 1301, p. 225.
 Guischarde, secrétaire du cardinal d'Angers, en 1467, p. 80.
 Guise (Le Comte de), p. 355, 366, 370, 371.
 Guitard (Antoine), sergent à Saint-Flour en 1470, p. 300.
 Guy, grand chancelier du Roi sous Louis-le-Gros, p. 171 et note *i*, 172.
 Guy de Senlis, troisième du nom, bouteiller du Roi en 1164, p. 273 et note *c*.
 Guy de Senlis, quatrième du nom, bouteiller du Roi en 1186, p. 322 et note *b*.
 Guyhard (Jean de la), tabellion à Ahun dans la Marche en 1467, p. 84.
 Guyot Pot, bailli de Vermandois en 1473, p. 583. Voir ci-après, p. 793, col. 2.

H

HAINAULT (Chartres du), cit. es, p. 126, note *b*.
Hanon (Je.), *Parisiensis artium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
 Harloin de la Touche, écuyer, seigneur des Roches-Tranchelon en Touraine, panetier de Louis XI, p. 207.
 Harrecourt (Jean de), p. 533, note *b*.
 Hastebege ou Estebergue (Etienne), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
 Hautecour (Jacques), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 Hebert, Herbert, Hesbert (Jean), général des aides, en 1467, p. 14, 15, 16, 24, 32, 36; en 1468, p. 112, 117; en 1469, p. 288; général des finances, en 1470, p. 355; en 1472, p. 530, 531, 532, 533 560, 563.
 Heinselin (Denis), élu à Paris en 1468, p. 111.
 Helyot de la Seigne, p. 361, note *a*.
 Henri VI, Roi d'Angleterre, et se disant Roi de France. Discours préliminaire, p. xxij et xxij.
 Henri I.^{er}, Comte de Champagne, p. 360 et note *b*.
 Henri, p. 364.
 Herbert, chantre de Saint-Macloud à Bar en 1170, p. 461.
 Herbert, prévôt de Bar en 1170, p. 461.

Heredis (Bardinus), *Parisiensis facultatis theologiae docteur*, anno 1473, p. 609.
 Herne (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
Houstaichius, prior sancti-Martini de *Misriaco*, p. 90 et 91.
 Histoire littéraire de la France, citée. Discours préliminaire, p. 11, note *f*.
 Hoas (Pierre), p. 563, note *a*.
Houli (Jacobus), *Parisiensis artium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
 Hubert, p. 566.
Hugo de Bornas, témoin dans un acte relatif au chapitre de Saint-André de Grenoble, p. 91.
 Hugues Capet. Discours préliminaire, p. j.
 Hugues II, Duc de Bourgogne. Voir la note *c* de la p. 461.
 Hugues de Amon (ou de Aniou), moine de la Chaise-Dieu, témoin dans un acte passé, en 1231, entre le Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
 Hugues de Champfleury, chancelier sous Louis-le-Jeune, et évêque de Soissons, p. 273 et note *d*.
 Hugues de Chaumont, dit *le Borgne*, connétable sous Louis-le-Gros, p. 171 et note *g*, 172.

- Huguet, notaire à Montpellier en 1467, p. 13.
 Humbert II, Dauphin de Viennois. Discours préliminaire, p. xvj.
 Humbligny. Voyez *La Bretonnière* (Jean de).
 Hure (Le sire d'), gouverneur de la Rochelle en 1472, p. 494 et note *a*.

I

- ISABELLE de Bavière, p. 384, note *a*.
 Isalguier (Poton), chevalier, seigneur de Clermont, p. 297.

J

- JALEM (Olivier), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
 Jaly (Jean), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Janailac (Jean de), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Jarry (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
 Jean II. Discours préliminaire, p. iij, iv, v, x, xij, xij; 103, note *d*; 127, note *f*; 138, note *f*; 279, note *b*; 460; 621, note *b*.
 Jean, Roi d'Angleterre et Duc de Normandie (Jean sans Terre), p. 106 et note *d*.
 Jean II, Roi d'Aragon, p. 619.
 Jean II, dit *le Bon*, Duc de Bourbonnois et d'Auvergne. Voyez *Bourbon*.
 Jean XXII, Pape, p. 549, 551, 552, 553.
 Jean, seigneur de la Rochefoucauld, p. 205.
 Jean, seigneur d'Usson, p. 205.
 Jeanne (La Princesse), fille de Raymond VII, Comte de Toulouse, et femme d'Alphonse frère de S. Louis, p. 181, 183, 184, 187, 188.
 Jeanne, Reine de France et de Navarre, femme de Philippe-le-Bel, p. 392 et note *e*, 396.
 Jeanne (La Princesse), sœur de Louis XI et femme du Duc de Bourbon, p. 54, note *b*.
 Jeanne, fille naturelle de Louis XI, p. 39.
 Jeanne, bâtarde d'Alençon, p. 278, note *d*.
 Jérusalem (Patriarche de), évêque de Bayeux, p. 332, 338, 444, 587.
 Joachim, fils aîné de Louis XI, mort en bas âge. Voir la p. 543 et la note *b*.
 Jearius (*Berengarius de*), chevalier, un des témoins d'un acte passé, en 1231, entre le Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
 Jehannis (*Guillemus*), religieux de l'église de Montauban et prieur de Saint-Martial en 1468, p. 181.
 Jehannis (*Petrus*), juge à Aigues-mortes en 1301, p. 225.
 Jolivet (Raoul), chanoine de l'église d'Avranches à la fin du règne de Charles VII, p. 313.
 Joly, auteur des Offices de France, p. 103, note *a*; 621, note *a*.
 Jordana (*Jacobus*), p. 292.
 Jouvereux (Pierre et Gui), habitants de Saint-Flour en 1470, p. 295, 300.
 Juvenel des Ursins, seigneur de Treignel, chancelier de France sous Louis XI, p. 517.

L

- LA BARRE (Jean de), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 La Bechière (Jean de), greffier du Comte du Perche en 1467, p. 66 et note *a*.
 La Bellière (Le Vicomte de), gouverneur de Roussillon, p. 97, 102, 103, 112, 115, 293, 320, 415.
 Labonnée (Sebille), bienfaitrice de l'hôtel-dieu de Reims, p. 290.
 Labret (Le sire de), p. 560, 563.
 La Bretonnière (Jean de), seigneur de Humbligny, valet-de-chambre de Louis XI, en 1469, p. 266, aux notes.
 La Chèze (Jean de), lieutenant du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier au siège de Cusset, en 1467, p. 42, 43, 44.
 La Croix (Alain de), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 La Duesche, La Driesche, Ladrisque (Jean de), président de la Chambre des comptes et trésorier de France, en 1467, p. 29; en 1468, p. 161; en 1470, p. 355, 435; en 1472, p. 560, 563, 587; en 1473, p. 602.
 Lafaille, auteur des Annales de Toulouse, cité, p. 56, note *b*.
 La Fayette (Gilbert III, maréchal de) sous Charles VI et sous Charles VII, p. 22 et note *c*.
 La Folle (G.), greffier des généraux des monnoies en 1472, p. 486.
 La Fontaine (Chardin de), maître tonnelier, hucher et menuisier à Evreux, en 1471, p. 464.

Gggggg ij

Tome XVII.

- La Forêt (Lesire de), p. 26, 29, 36 et note *d*, 48, 52, 173, 174, 197, 207, 217, 227, 237, 258, 259, 265, 278, 282, 302, 306, 314, 318, 332, 347, 355, 366, 369, 370, 371, 386, 389, 401, 403, 415, 422, 431, 435, 444, 476, 478, 495, 497, 498, 504, 505, 506, 508, 509, 511, 516, 541, 560, 585, 607.
- La Galée (Jacques de), p. 159, 160, 161.
- La Garde (De), greffier du Conseil du Roi sous Charles VII, p. 231.
- La Garrigue (Raymond de), témoin d'un acte passé entre un Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, en 1231, p. 187.
- La Grange (Michel de), général maître des monnoies en 1467, p. 27, note *a*.
- Laidio* (*Domini de*), p. 548.
- Laigneau de la Morinière (Pierre), p. 278, note *d*.
- Laisné (Mathieu), p. 583.
- Laisné (Jeanne), p. 583.
- Lalaing (Guillaume, sire de), p. 159, 160.
- Lalaing (Simon de), sire de Montigny, p. 159, 160.
- Lalaing (Jacques de), p. 159, 160.
- Lalaing (Philippe de), p. 159.
- Lalaing (La dame de), p. 160.
- Laligine* ou *Laligue* (*Robertus*), *Parisiensis arrium facultatis magister, nationis Normannie procurator, anno 1473*, p. 609.
- La Marche (Guillaume de), greffier du Parlement de Languedoc en 1467, p. 57; en 1468, p. 169; en 1470, p. 361; en 1471, p. 454; en 1473, p. 617.
- Lamare, cité, p. 624, note *c*.
- Lamare (Mauze de), maître tonnelier à Evreux en 1471, p. 464.
- La Mite (Jean de), habitant de Cusset en 1467, p. 43.
- La Motte (Bernard de), un des témoins d'un acte passé, l'an 1231, entre l'abbé de Saint-Théodard à Montauban et le Comte de Toulouse, p. 187.
- Lamoureux (Guillaume), élu pour les aides en Picardie, en 1468, p. 133.
- Lancelot de Condé, p. 362, aux notes.
- Lancement (Jean Christophe), p. 177, note *a*.
- Landry, évêque de Paris dans le VII.^e siècle, p. 26, note *b*.
- Landry (Jean), maître tonnelier, hucher et menuisier à Evreux, en 1471, p. 464.
- Langlée (Maître Jean de), conseiller au Parlement de Paris en 1467, p. 40.
- Langlois (Tussin), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Langlois (Perrenot), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Langres (L'évêque et Duc de), pair de France, en 1470, p. 313, 335; en 1472, p. 560.
- Languejoc (Maître Jacques), premier conseiller de la justice des aides en 1470, p. 357, 358.
- Lanthenus de Cathuricis*, p. 291.
- Lantonay (Maître Jean), lieutenant du bailli de Velay en 1467, p. 41.
- Laon (Evêque de) en 1472, p. 551.
- Lapide* (*Joannes de*), *Parisiensis facultatis theologie doctor, anno 1473*, p. 609.
- La Planche (Jean de), marchand à Paris en 1473, p. 602, note *a*, et p. 603.
- La Preugne (Jean de), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
- La Rivière (Maître Henri de), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- La Roche (Jean de), habitant de Sainte-Némaye en Poitou sous le règne de Louis XI, p. 205, 206.
- La Roche-Foucault (Bernard de), évêque de Montauban en 1442, p. 183, 188.
- La Roche-Guyon (La dame de), p. 388, 389, 390.
- La Seigne. Voyez *Hélyot*.
- La Thaumassière, cité, p. 176, note *d*; 439, note *b*.
- La Tour (Jacques de), écuyer, p. 79.
- La Trimouille (George de), sire de Craon. Voyez *Craon*.
- Launay (Guillaume), ou Lommoy, premier huissier au parlement de Paris en 1468, p. 103.
- Laureti (Bernard), avocat général au Parlement de Toulouse en 1470, p. 355.
- Laurière, cité. Discours préliminaire, p. xv et note *k*; 459, note *c*; 484, note *a*.
- Lautrec (Vicomte de). Voyez *Félix* (Jean de).
- Lautrec (Vicomte de) au XIII.^e siècle, p. 176, note *d*.
- Laval (Louis de), sire de Châtillon. Voyez *Châtillon*.
- Laval (André de), fils du précédent. Voyez *Loheac*.
- Laval (François de), Comte de Montfort et de Gaure, p. 37, 73, 74.
- Lavedan (Le seigneur de), p. 562.
- Lebarbier (Laurent), habitant de Cusset en 1467, p. 43.
- Leblanc (Jean), huissier de la Cour des aides de Paris en 1470, p. 357.
- Leblanc, cité, p. 363, note *f*; 364, note *c*.
- Leblanc, greffier en la Chambre des comptes, p. 534.
- Le Boulanger (Jean), président au Parlement en 1469 et 1470, p. 269, 384.

- Le Brasseur, auteur d'une Histoire d'Évreux, cité, p. 51, note *b*; 110, note *c*.
- Lebrun (Maître Guillaume), conseiller et médecin de Louis XI, juge-mage de Toulouse, en 1467, p. 56, 57.
- Leclerc (J.), secrétaire du Conseil du Roi, en 1469, p. 266, aux notes, 280; en 1470, p. 308, aux notes; 320, 330, 347, 366, 367, 370, 371, 386; en 1473, p. 604.
- Leclerc (Étienne), juré et garde du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
- Leclerc (Baudet), maître du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
- Le Constant, greffier du Conseil du Roi en 1467, p. 73. (Peut-être a-t-on mis par erreur *Le Constant* pour *L. Toustain*.)
- Le Cordier (Jean), écolâtre du chapitre d'Amiens en 1471, p. 415, 416; 417, note *a*.
- Lecornu, greffier du Châtelet de Paris en 1467, p. 7, 581.
- Lefevre (Maître Henri), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Lefevre (Guerart), habitant de Bourges en 1468, p. 156, 157.
- Legouz, Legoust, Legoux, greffier du Conseil du Roi en 1473, p. 602, 604, 607, 614, 616, 618.
- Legouz (R.), greffier de la Cour de Rennes en 1467, p. 73.
- Leiseigle (Paul), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
- Lemaçon (Guillaume), général maître des monnoies en 1467, p. 27, note *a*.
- Lemenant (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Le Mercier (Nicolas), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
- Lemosini (Hugo), sacristain de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
- Lenoncourt (Théodore de), p. 572, note *a*; 587.
- Léonard, son Recueil cité, p. 113, note *a*; 129, note *c*; 198, note *b*; 353, note *a*.
- Leonardi (Jacobus), religieux de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
- Lepelletier (Robert), p. 98, note *b*; 175, note *a*.
- Le Picard (Maître Guillaume), général des finances en 1472, p. 603.
- Le Port (Thomas), sergent du bailliage de Chartres en 1472, p. 482.
- Leran (Le sire de), p. 297.
- Leroy (J.), greffier du Conseil du Roi, en 1467, p. 22; en 1468, p. 189; en 1469, p. 313.
- Lesbaky (Maître Jacques), général de la justice des aides en 1470, p. 357.
- Lescot (Pierre de), conseiller de la justice des aides en 1470, p. 357.
- Lescun (Le seigneur de), p. 70, note *f*; 211, note *a*.
- Levis (Jean de), p. 558, aux notes.
- Lhuillier (Maître Jean), doyen de Paris en 1472, p. 551.
- Lhuillier (Louis), conseiller au Parlement de Languedoc en 1467, p. 111.
- Ligonne (Maître Pierre de), commissaire du Roi à Saint-Flour en 1470, p. 300.
- Linier (Guillaume de), viguier d'Aigues-mortes en 1301, p. 225.
- Linière (Le sire de), p. 208, 353, 441, 583.
- Lipeneau (Bernard), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
- Liz (Maître André de), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Lobineau (Dom), cité, p. 70, notes *a* et *h*; 71, notes *c* et *d*; 72, note *e*; 113, note *a*.
- Loheac (André de Laval, sire de), maréchal de France sous le règne de Louis XI, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 48, 237, 355, 612.
- Loisel, l'Oisel, auteur de Mémoires sur Beauvais et le Beauvoisis, p. 581 et suiv.
- Long-Roy (Jean de), conseiller au Parlement de Toulouse en 1468, p. 197.
- Longueville (Le Comte de). Voyez *Dunois*.
- Loret (Bernard), conseiller et avocat du Roi au Parlement de Toulouse en 1472, p. 551, 554.
- Lorraine (Jean de), p. 355.
- Louis le-Débonnaire. Discours préliminaire, p. xv; 522 et note *c*.
- Louis VI ou le Gros, p. 269 et note *d*, 271 et note *c*, 321.
- Louis VII ou le Jeune. Discours préliminaire, p. ij, note *f*; xvj; 176, note *c*; 269, 272, 273, 321, 461.
- Louis VIII, p. 183 et note *f*.
- Louis IX ou S. Louis. Discours préliminaire, p. ij, xv; 131, note *b*; 183, note *d*; 187 et note *b*, 395; 488, note *d*.
- Louis X ou le Hutin. Discours préliminaire, p. xvj et note *d*, ij, xij; p. 392, note *e*.
- Louis XII, p. 163, note *a*.
- Louis, Duc d'Orléans, frère de Charles VI. Discours préliminaire, p. xx, note *e*.
- Louis II, Comte de Flandre, p. 127, note *f*; 138, note *g*.
- Louis-le Germanique, p. 25, note *b*.

- Louis, dit *le Barbu*, frère d'Isabelle de Barvière, p. 384, et note *a*.
 Loup (Jacques), conseiller au Parlement de Bordeaux en 1472, p. 512.
 Louviers (Nicolas de), général des finances en 1467, p. 26.
 Lozenches (Guillaume), sergent royal à Clermont en Auvergne, en 1467, p. 43.
 Luçon (L'évêque de), p. 97.
 Luxembourg (Jean de), p. 2, note *b*.
 Luxembourg (Louis de), Comte de Saint-Pol. Voyez *Saint-Pol*.
 Lymosin (Pierre), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Lyon (Charles de Bourbon, archevêque de), en 1468, p. 97, 103, 117, 125, 175; en 1470, p. 320, 354.

M

- MABILLON, cité, p. 176, note *c*; 183, note *c*.
 Macé-Grenadon, p. 579.
 Macheco (Mathieu), huissier extraordinaire au Parlement de Paris en 1468, p. 104, 105.
 Machy, greffier de la ville d'Amiens en 1473, p. 614.
 Magdeleine (La Princesse), sœur de Louis XI, mariée à Gaston de Foix, Prince de Viane, p. 158 et note *c*, 560, 562.
Magister hospitii magnus. Voy. *Grand-Maitre de la maison du Roi*.
 Maguelone (Évêque de), *Magalonensis*, p. 22.
 Maillart (Bidon), marguillier de l'église Notre-Dame de Paris en 1467, p. 81.
 Maillet (Jean), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Maillezais (L'évêque de), *Malleacensis*, p. 111, à la note. Voir la p. 22.
 Maine (Le Comte du). Voyez *Anjou* (Charles d').
 Maine (Louis du), fils naturel du Comte du Maine, p. 84, 85, 205, 206.
 Malemort (Bernard de), abbé du monastère de Montauban en 1231, p. 184.
Maleis (*Guillelmus de*), religieux de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
 Malicorne (Jean, seigneur de). Voy. *Aubin*. *Malleacensis*. Voir *Maillezais*.
 Malras (Le seigneur de), p. 297.
 Mantain (Maitre Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Marcel, cité, p. 236, note *a*; 237, note *e*; 252, note *b*; 353, note *a*.
 Marche (Comte de la). Voyez *Édouard IV*.
 Marcilly (Jean de), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. 105.
 Marculfé. Discours préliminaire, p. xv et note *f*; 26, note *b*.
 Mardeaux (Thomas de), prêtre du diocèse de Rennes en 1470, p. 356, 357.
 Margant (Guillaume), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Marguerite (La Princesse), fille de Louis II, Comte de Flandre, p. 127, note *f*; 138 et note *g*.
 Marie d'Anjou, mère de Louis XI, p. 46, note *a*.
 Marie, fille de Charles, Duc de Bourgogne, p. 489, note *b*.
 Marmet (Guillaume), habitant de Cusset en 1467, p. 45.
 Maronne (Guillaume de), p. 119, note *a*.
 Marsile, p. 610. C'est Marsile de Inghen.
 Martin (Jean), habitant de Cusset en 1467, p. 43.
Martina (*Johanna de*), femme de N. Seguiet, p. 182. Voyez *Seguiet*, à la Table des matières.
Martini (*P.*) de *Castro-novo*, p. 185.
Martini (*Petrus*), *Parisiensis facultatis theologiae doctor*, anno 1473, p. 609.
Martiniaco (*Johannes de*), *Parisiensis artium facultatis magister, nationis Francie procurator*, anno 1475, p. 609.
 Massoulart (Cibart), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Massue (Macé), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Mathieu, deuxième du nom, Comte de Beaumont-sur-Oise, grand chambellan sous Louis-le-Jeune et sous Philippe-Auguste, p. 273 et 274, et note *b* de ces deux pages: 322 et note *c*.
 Matry Sifler, habitant de Chartres en 1472, p. 483.
 Maulevrier (Le sire de), grand sénéchal de Normandie en 1470, p. 355.
 Maulrigon de Pellebarbe, seigneur d'Yverne, p. 484, 485.
 Maumont (Gui de), p. 278, note *d*.
 Maurin, pour *Meurin*. Voyez ce mot.

- Mausantafe (Guigues), chevalier, témoin d'un acte passé, l'an 1231, entre le Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
- Mauviel (Gauvin), lieutenant général du bailli de Rouen en 1462, p. 408.
- Maximilien, Archiduc d'Autriche, p. 489, note h.
- May de Houlsfort, bailli de Caen en 1470, p. 355.
- Mazière (Macé de la), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Mège (Antoine), monnoyeur à Toulouse en 1471, p. 459, note d.
- Melun (Charles de), grand-maître de la maison du Roi sous Louis XI, p. 51, note a.
- Memin, pour *Meurin*. Voyez ce mot.
- Mercatoris (Berengerius)*, *Parisiensis facultatis theologiae doctor*, anno 1473, p. 609.
- Merlin, pour *Meurin*. Voyez ce mot.
- Mery de Cour, seigneur de Fontenailles, p. 66.
- Messemont (Jean), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
- Meurin (Baudes), Maurin, Memin, Merlin, notaire et secrétaire du Roi, en 1467, p. 23, 30; en 1468, p. 93, 97, 102, 103; 111, note a; 112, 115, 119, 124, 180, 193; en 1469, p. 219; en 1470, p. 322, 391, 404; en 1471, p. 418; en 1472, p. 520, 524.
- Meusnier (Jean), huissier extraordinaire au Parlement de Paris en 1468, p. 104, 105.
- Michelle, veuve de Jacques Belin, p. 602, note a; 603.
- Milan (L'archevêque de). Voyez *Nardin*.
- Milet, secrétaire du Duc de Bretagne en 1467, p. 70, note f.
- Mioche (Pierre), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Mirandol (Le sire de), p. 475.
- Mirepoix (Le sire de), p. 297.
- Mohier (Jean), seigneur de Villiers, p. 482.
- Molendinis (Lucas de)*, *Parisiensis facultatis theologiae doctor*, anno 1473, p. 609.
- Molins (Jacques de), payeur des gages de la Cour des aides en 1467, p. 32.
- Monnoies. Les registres de la Cour des monnoies sont cités plusieurs fois dans ce volume.
- Monsignet (Radulphus de)*, *Parisiensis artium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
- Montagu (Le sire de), p. 48, 55, 366, 370, 371, 444, 554.
- Montagu (Jean de), grand-maître de la maison du Roi sous Charles VI, p. 51, note a.
- Montaigu (Le sieur de), p. 618.
- Montaigu (Arnaud de), de *Monte-acuto*, chevalier, témoin d'un acte entre le Comte de Toulouse et l'abbé d'un monastère de Montauban en 1231, p. 187.
- Montblenc (Pierre de), p. 259, note h.
- Montclar. Voyez *Frux* (Rogier de).
- Monte-acuto (De)*. Voyez *Montaigu*.
- Monte-canuto (Jacobus de)*, cantor Vienne, anno 1217, p. 90.
- Monte-Gardino (Domini de)*. Voyez les p. 291 et 292.
- Monte-mirabili (Joannes de)*, p. 551.
- Montespedon (Jean de), chambellan du Roi et bailli de Rouen en 1462, p. 408.
- Montfaon (Antoine de), sergent à Saint-Flour en 1470, p. 300.
- Montfort (Le Comte de), sieur de Gaure, p. 73 et note h. Voyez *Laval*.
- Montgat (Le sire de), trésorier de France, p. 560, 563.
- Montigny (Le sire de). Voyez *Lalaing* (Simon de).
- Montlehery (Jacquet et Jean de), maîtres cordonniers à Tours en 1468, p. 163.
- Montmeran (Pons de), religieux de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
- Montpellier (Le Gouverneur de), p. 560, 563.
- Moreau (Guillaume), p. 403, note a.
- Morice (Dom), p. 70, notes a et h; 72, note a.
- Morinensis episcopus* (c'étoit Raimond Saquet, sous Philippe de Valois), p. 372 et note h. Cet évêché est aujourd'hui celui de Boulogne-sur-mer.
- Morinvilliers (Étienne), p. 478, note a.
- Mota (Magister Joannes de)*, p. 390.
- Mothea (Demina) et libri ejus*, p. 291.
- Moussy (Jean de), p. 417, note a.
- Moynier (Marguerite), p. 177, note a.
- Muratori, cité, p. 127, note a.
- Murdrac (Nicolas), de la faculté des arts de Paris en 1473, p. 609.
- Murgale (Benoit), marguillier lai de l'église de Paris en 1467, p. 81.
- Murichon (Jean), greffier de la Cour des aides de Montpellier en 1467, p. 11, 13.

N

- NARBONNE (Jean, Vicomte de). Voyez *Foix* (Jean de).
 Narbonne (L'archevêque de), en 1471. Voir la p. 422 et la note a.
 Nardin, archevêque de Milan et légat du Pape en 1467, p. 70, note f; 72; 79, note b; 80.
 Nautron (J.), greffier du Conseil du Roi en 1413, p. 384.
 Navarre (Prince de). Voy. *Foix* (Gaston IV, Comte de).
 Nemours (Le Duc de). Voyez *Armagnac* (Jacques de).
 Nevers (Le Comte de), p. 174.
 Neveu (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Nicolas Flameng, abbé de Saint-Martin de Tournai en 1465, p. 178.
 Normandie (Duc de). Voy. *Berry* (Charles, Duc de).
 Normanni (*Gaufridus*), *Parisiensis artium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
 Norogier (Jean de). Voyez *Gourville*.
 Nouel (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
 Nully (Jean de), marguillier lai de l'église Notre-Dame de Paris en 1467, p. 81.

O

- ODIERNE (Pierre), monnoyeur à Toulouse en 1471, p. 459.
 Odin (Pierre), général des aides à Montpellier en 1467, p. 11, 13.
 Odon, fils de Simon, habitant de Bar en 1170, p. 461.
 Oger (*Guillermus*), *dominus de Ose*, p. 292.
 Oisel (L'). Voyez *Loisel*.
 Okam (Guillaume), p. 610 et note a.
 Olivier de Bron, seigneur de Maraudaye, p. 355.
 Olivier de Coëtivy. Voyez *Coëtivy*.
 Orléans (Duc d'), p. 603.
 Orléans (Charles d'), Comte d'Angoulême. Voyez *Angoulême*.
 Orléans (Duchesse d') en 1469, p. 266, aux notes.
 Ouvrart (André), p. 417, note b.

P

- PAIN (Collin), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Palestrine (L'évêque de). Voyez *Coëtivy*.
 Parlement. Les registres du Parlement de Paris sont souvent cités dans ce volume; on y cite aussi quelquefois les registres du Parlement de Toulouse, ceux du Parlement de Bordeaux et ceux du Parlement de Dauphiné.
 Parmentier (Henri), garde du métier de pelletterie à Rouen en 1462, p. 412.
 Parmentier (Jacquet), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Parmentier (Jean), maître pelletter à Rouen en 1462, p. 412.
 Partenay (Michel de), sieur de Perrigny, conseiller et chambellan du Duc de Bretagne en 1468, p. 113.
 Parvi (*Stephanus*), *aliàs de Veteri-villa, Parisiensis decretorum facultatis decanu* en 1473, p. 609.
 Pasqual (Étienne), huissier à Saint-Flour en 1470, p. 300.
 Patin (Jean), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
 Patris Valentin, écuyer, seigneur de Saint-Maixent et de Germeville, panetier du Roi, en 1471, p. 462.
 Patris ou Patris. Voir la p. 554.
 Paul II, Pape, p. 72 et note d; 79, note b; 80, 97 et note c, 217 et note b; 548, note b.
 Payrolly (Jean), grand-prieur de l'église de Montauban en 1468, p. 181.
 Pecheric (Le seigneur de), p. 297.
 Penhièvre (Le Comte de), p. 560, 563.
 Pepin (Le Roi), p. 522 et note c.
 Perche (René, Comte du). Voyez *Alençon* (René d').
 Perrenot Perrier, maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Perrigny. Voyez *Partenay*.
 Pestel (Gui de), p. 205, note a.
 Petrus de Cloye, *capellanus*, p. 91.
 Petrus de Lingonis, p. 461.

Petrus

- Petrus* de *Petrusa*, juge à Aigues-mortes en 1301, p. [225](#).
- Peutonnier (Naudin), maître pelletier à Rouen en 1462, p. [412](#).
- Philippe [1^{er}](#) Discours préliminaire, p. xxviii; p. [439](#), note [L](#).
- Philippe-Auguste. Discours préliminaire, p. ij, xvj; p. [21](#), note [c](#); [269](#); [271](#), note [L](#); [293](#), [321](#).
- Philippe III ou le Hardi. Discours préliminaire, p. xvj; [24](#), note [L](#); [58](#), note [f](#); [183](#), [188](#); [191](#), note [c](#).
- Philippe IV ou le Bel. Discours préliminaire, p. ij, viij; p. [17](#), [221](#), [392](#) et note [c](#), [579](#) et note [a](#), [590](#).
- Philippe V ou le Long. Discours préliminaire, p. ij, note [c](#); iij; [392](#) et note [c](#), [396](#).
- Philippe VI ou de Valois. Discours préliminaire, p. iij, viij; p. [18](#); [21](#), note [d](#); [26](#), notes [c](#) et [g](#); [58](#), note [f](#); [74](#) et note [c](#), [183](#), [188](#), [371](#); [621](#), note [L](#).
- Philippe de France, quatrième fils de Jean II, p. [127](#), note [f](#).
- Philippe I.^{er}, Duc de Brabant, p. [127](#), note [f](#).
- Philippe-le-Bon, Duc de Bourgogne, p. [126](#), note [d](#); [127](#), note [f](#); [129](#), note [d](#).
- Philippe de Savoie, frère d'Amédée IX, p. [34](#) et note [d](#), [35](#), [200](#).
- Philippe de Commynes, seigneur de Renescures, conseiller et chambellan du Roi, p. [556](#), [557](#) et note [a](#).
- Picaristan, p. [607](#).
- Picart (Guillaume), général des aides, en 1467, p. [14](#), [15](#), [16](#), [24](#); en 1468, p. [173](#), [174](#); en 1473, p. [587](#).
- Pie II, Pape, p. [75](#), [76](#); [548](#), note [L](#).
- Pierre (Gui), p. [494](#), [539](#).
- Pierre du Lac, moine de la Chaise-Dieu, témoin dans un acte passé, l'an [1231](#), entre un Comte de Toulouse et l'abbé de Saint-Théodard de Montauban, p. [187](#).
- Pignart (Gui), procureur des habitants de la Rochelle en 1472, p. [513](#).
- Pilon (Colin), p. [583](#).
- Pinot (Jean), p. [361](#), note [a](#).
- Pinot (Jean), habitant de Paris en 1473, p. [602](#), note [a](#), et p. [603](#).
- Pinson (François). Son ouvrage sur la pragmatique, cité, p. [548](#), notes [a](#) et [c](#).
- Piquart (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
- Pithou (Pierre), p. [82](#), note [a](#).
- Plancher (Dom). Son Histoire de Bourgogne, citée p. [130](#), note [L](#); [155](#) aux notes, [159](#) aux notes; [289](#), note [g](#); [297](#), note [a](#); [312](#), note [a](#).
- Platon. Voir la p. [608](#).
- Plariano (Guillelmus de), juge-mage à Nîmes en 1301, p. [225](#).
- Plaette (Johannes), Parisiensis facultatis arium magister, anno [1473](#), p. [609](#).
- Poignant (Pierre), maître des requêtes de l'hôtel, en 1467, p. [12](#); en 1470, p. [355](#); en 1472, p. [560](#), [563](#).
- Policet (Pierre), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. [567](#).
- Pollain (Guillaume), vignier royal à Nîmes en 1301, p. [225](#).
- Poncette la Morelle, bienfaitrice de l'hôtel-dieu de Reims, p. [290](#).
- Pons (Le sire de), p. [302](#).
- Pont (Le Marquis du). Voyez *Du Pent*.
- Ponts (Gui de), conseiller et chambellan de Louis XI, seigneur de Montfort, p. [504](#).
- Ponte (Augerus de), témoin dans un pariage de 1301 entre le Roi et le couvent de Saint-Saturnin-du-Port, p. [225](#).
- Porchier (Thomas), sergent au bailliage de Chartres en 1472, p. [482](#).
- Porte (Hugues de la), procureur du Roi, en 1302, à la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes, p. [224](#), [225](#).
- Posteau (Jean), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. [404](#), [405](#).
- Pot (Gui), chevalier, bailli de Vermandois en 1470, p. [355](#). Voir ci-dessus, p. [786](#), col. [2](#).
- Potier (Pierre), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
- Potin (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. [623](#).
- Pouffe, greffier du Conseil du Roi en 1467, p. [75](#).
- Poume-rouge (Mathelin), maître cordonnier à Tours en 1468, p. [163](#).
- Poupincourt, Popaincourt (Maître Jean de), président de la Chambre des comptes de Paris, en 1469, p. [212](#); en 1470, p. [355](#), [359](#).
- Poupon (Jean), huissier au Parlement de Paris en 1468, p. [105](#).
- Pourceau (Pierre), p. [417](#), note [a](#).
- Pousses (Huguet de), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. [567](#), [568](#).
- Prevost (Jean), maître du métier de broderie à Paris en 1470, p. [405](#).
- Prince Noir. Voyez *Édouard*.
- Prunet (Le sire de), p. [297](#).

H h h h h

Tome XVII.

Puisieux (Aymar de), p. 297, note a.
 Putost (Gilbert de), maître pelletier à Rouen

en 1462, p. 412.
 Puy (L'évêque du), p. 12, 13, 616.

Q

QUESNEL (Thomassin), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.

R

RABAN-MAUR, p. 607.
 Rabillon (Jean), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Rableau (Robert), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Rabodanges (Claude de), p. 572, note a.
 Rabouan, greffier de la Cour de Rennes en 1467, p. 73.
 Radulphi (*Restagnus*), juge à Uzès en 1301, p. 225.
 Raguiet (Louis), évêque de Troyes, président de la Cour des aides, p. 112 et note c, 305, 306, 357.
 Raguiet, p. 426.
 Rambaudus de Espaneno, p. 291.
 Ranat de Saint-Pol (Le sire de), p. 562.
 Raoul, premier du nom, Comte de Clermont en Beauvoisis, connétable sous le règne de Philippe-Auguste, p. 274 et note c, 322 et note d.
 Rassa *Madidi, Parisiensis medicorum facultatis doctor, anno 1473*, p. 609.
 Raullin (Simon), procureur des habitans de la ville de Dieppe en 1468, p. 79.
 Raymond VI, Comte de Toulouse, p. 184 et notes c et k, 187.
 Raymond, abbé de Gaillac, témoin d'un acte passé, en 1231, entre le Comte de Toulouse et l'abbé du monastère de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
 Raymundi (*Petrus*), religieux du monastère de Saint-Théodard de Montauban en 1468, p. 181.
 Raymundus monachus, p. 91.
 Raymundus Symonis, témoin d'un pariage fait entre le Roi et les religieux de Saint-Saturnin-du-Port en 1301, p. 225.
 Raymundus Falconis, témoin d'un pariage fait en 1301 entre le Roi et les religieux de Saint-Saturnin-du-Port, p. 225.
 Raymundus de Monte-Albano, p. 292.
 Rebours (Michelet), maître tonnelier à Evreux en 1471, p. 464.
 Rebuffi, cité p. 33, note a; 34, note b; 35, notes a et b; 36, notes a, b, c et d; 236, note a; 237, note i; 238, note h; 239, note b; 244, note e; 246, note d.

Recnette, veuve de maître Jean de Floricourt à Reims, p. 290.
 Recueil général des édits, déclarations, &c., donnés en faveur de la ville de Dieppe, cité p. 77, note a.
 Regnault du Chastelet, bailli de Sens en 1471, p. 420.
 Regnier (Jean), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Reilhac (Jean de), général des aides, en 1467, p. 14, 15, 16, 24, 74; en 1468, p. 87, 90.
 Remigii (*Jo.*), *Parisiensis arithmetice facultatis magister, anno 1473*, p. 609.
 Renault de Salles, bailli de Caux en 1377, p. 106.
 Renault des Dormans, p. 355.
 René, Comte de Provence, Duc d'Anjou, et ensuite Roi de Sicile, p. 54, 61, 175, 176, 177, 216, 266 aux notes, 354, 356, 603.
 René, Comte du Perche, et ensuite Duc d'Alençon, p. 53 et note d, 54; 60, note a; 355.
 Renesture (De), ou Renescures, p. 585. Voyez *Philippe de Commines*.
 Renier (Maître Pierre), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Renouard, président de la Cour des aides de Paris dans le XVIII.^e siècle. Ses registres cités, p. 305, note a; 357, note a; 602, note a.
 Repin, procureur de la commune à Poitiers en 1472, p. 569.
 Reuteurt, pour *Renesture* sans doute. Voir ce mot.
 Reynaut (E.), p. 303, 304, 328.
 Ricarville (Gautier de), p. 259, note h.
 Richard, Duc d'York, père d'Édouard IV, Roi d'Angleterre, p. 353, note c.
 Richart de Caumont, habitant de Saint-Lô en 1470, p. 331.
 Richer (Jean), p. 563, note a.
 Rideau (J.), maire de Poitiers en 1472, p. 569.

Rimini (Grégoire de). Voir *Arimine*.
 Rivière (André), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Robert de Mauléon, moine de la Chaise-Dieu, témoin d'un acte passé, l'an 1231, entre Raymond VII, Comte de Toulouse, et l'abbé de Saint-Théodard à Montauban, p. 187.
 Robert de Rouvres, évêque de Maguelone en 1438, p. 22 et note *a*.
Rocha (*Johannes de*) ou *Rota*, *Parisiensis facultatis theologiae doctor*, anno 1473, p. 609.
 Rochechouart (Jean de), p. 524, note *a*.
 Rochefort (Le sire de), p. 562.
 Rodès (L'évêque de), p. 193, 194, 195, 196, 197. Voyez *Bertrand*.
 Rodet (Jean), se disant sergent du Roi, p. 327.
 Rohan (Le sire de), p. 355, 560, 563.
 Roland, Rolant, p. 136, 216, 233, 310, 313, 326, 334, 351, 353, 433, 436.
 Roland de la Voirie, p. 572, note *a*.
 Romont (Le seigneur de), p. 200.

Ronhonaco (*Bertrandus de*), avocat du Roi à Aigues-mortes en 1301, p. 225.
Rorerii (*Johannes*), *Parisiensis arrium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
Reris (*J.*) ou *Rosa*, *Parisiensis facultatis medicorum doctor*, anno 1473, p. 609.
 Ros (Jacques de), p. 361, note *a*.
 Roseul (Le sire de), p. 560, 563.
 Rosière (Le sire de la), p. 136.
 Rouaix (Étienne de), chevalier, seigneur de Belpech, p. 297.
 Rougemont (Jean de), *Johannes de Rubemonte*, maître des ports de la sénéchaussée de Beaucaire en 1301, p. 225.
 Roussart (Le sire de), p. 579.
 Roussillon (le Comte de). Voyez *Bourben* (Louis, bâtard de).
 Rouvespieres (Jehan de), sergent au Châtelier de Paris en 1473, p. 581.
 Rovère (François de la), Pape sous le nom de *Sixte IV*, p. 548, note *b*. Voyez *Sixte IV*.
 Rubian (Pierre de), p. 417, note *a*; 478, note *a*.
 Rymer, p. 72, note *b*.

S

SABREVOYS, Sabenois (Maître Guillaume de), général des aides en 1468 et 1470, p. 112 et 357.
Sacro-Casaris Comes. Voyez *Sancerre* (Le Comte de).
 Sailleux (Blaise de), subrogé d'un commissaire du Roi à Saint-Flour en 1470, p. 299.
 Saint-Ange (R. de), cardinal et légat du Saint-Siège dans le XIII.^e siècle, p. 186.
 Saint-Augustin (Ordre de). Maison de cet ordre, p. 106, note *d*.
 Saint-Benoît (Ordre de). Maison de cet ordre, p. 97.
 Saint-Ferréol (Le seigneur de), p. 297.
 Saint-Jean de Jérusalem (Ordre de), p. 119, 120.
 Saint-Just. Voyez *Sallegart*.
 Saint-Miguel de Lannes (Le seigneur de), p. 297.
 Saint-Paul (Le sire de), p. 297.
 Saint-Pol, Saint-Paul (Waleran de Luxembourg, Comte de), troisième du nom, connétable de France sous Charles VI, p. 384 et note *b*.
 Saint-Pol, Saint-Paul (Louis de Luxembourg, Comte de), connétable de France sous Louis XI, chevalier de l'ordre de

Saint-Michel à la création de cet ordre, p. 173, 174, 180, 237, 282, 302, 353, 355; 361, note *a*; 390, 415, 435; 572, note *a*.

Saint-Priest (Le sire de), p. 207.

Saint-Romain, évêque de Rouen, p. 161, 162.

Saint-Thomas d'Aquin, p. 610.

Saissac (Le sire de) et d'Arques, p. 297.

Salices (Hugues de), p. 291.

Sallat (Pierre), conseiller au Parlement en 1472, p. 560, 563.

Sallegart (Jean de), chevalier, sire de Saint-Just, p. 355.

Saluces (Le Marquis de), p. 29.

Sancerre (Le Comte de), au XIII.^e siècle, p. 176, note *d*.

Sancerre (Jean de Bueil, Comte de), *Sacro-Casaris Comes*, amiral sous Charles VII et sous Louis XI, chevalier de l'ordre de Saint-Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 54 et note *d*, 237, 257, 278, 297, 560, 563.

Sanquet (Mathieu), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.

Santa-Camela (Le sire de), p. 297.

H h h h h ij

- Saquet (Raymond), évêque en 1338, p. 372. Voyez *Morinensis*.
- Sassenage (Le seigneur de), p. 177, note a.
- Saulceterre (Robin), dit l'*Ecossois*, maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Saveuse (Jacques de), p. 333, 354.
- Saveuse (Jean de), p. 333, 354.
- Saveuses (Le sire de), p. 151, 152.
- Savoie (La Duchesse de), femme du Duc Philippe, p. 200.
- Savoie (Marie de), femme du Comte de Saint-Pol, p. 361, note a.
- Savoie. Voyez *Amédée*, *Charlotte*, *Philippe*.
- Saye (Le seigneur de), p. 297.
- Scarlatia (*Domina*) et *libri ejus*, p. 291.
- Scissoris (*Petrus*), *Parisiensis arium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
- Scriptoris (*Jo.*), *Parisiensis arium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
- Scot (Jean Duns, dit), p. 610.
- Secousse, cité p. 106, note f.
- Seguier (N.), maître des requêtes, docteur en droit et avocat du Roi à Cahors en 1478, p. 181, 182, 189.
- Seguier (Antoine), p. 398, 399.
- Seleladin d'Anglure, seigneur de Nogent, p. 355.
- Sénéchal (Le grand), en 1464, p. 136. C'étoit alors Antoine de Croy, Comte de Porceau, rappelé plusieurs fois dans le volume précédent.
- Serrat (Jean), avocat du Roi à la Cour des aides de Montpellier en 1477, p. 11, 13.
- Sicile (Le Roi de). Voyez *René*.
- Sicoteau (Jean), p. 417, note a.
- Sixte IV, Pape (François de la Rovère), p. 97, note c; 548, notes b et c; 550, 554 et note b.
- Socrate. Voyez la p. 608.
- Soffredus, *episcopus Gratianopolitanus*, p. 90, 91.
- Soissons (L'évêque de), en 1470, p. 355.
- Sorel (Jean), maître tonnelier à Evreux en 1471, p. 464.
- Sorel (Colin), *ibid.*
- Sorel (Jean), *ibid.*
- Souffete (Jean), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Sphiot (Jean), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
- Spiritibus (André de). Voyez *De Spiritibus*.
- Strabon-Wallafrid, p. 607.
- Succumbilis (*Petrus*), *Parisiensis arium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.

T

- TAFFOREL (Pierre), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
- Talmeu (Guillaume), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567, 568.
- Tancarville (Le Comte de), p. 386.
- Tanguy ou Tannegui du Chastel, gouverneur des pays de Roussillon et de Cerdagne, chevalier de l'ordre de Saint Michel à la création de cet ordre en 1469, p. 87, 90, 115, 238, 302; 563, note a; 604, note a.
- Tarbes (L'évêque de) en 1472, p. 562.
- Tartas (Jean), président du Parlement séant à Poitiers, p. 326.
- Teneguy (Colas), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
- Terrasson (Jean), p. 563, note a.
- Tertereau (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
- Tessereau, auteur de l'Histoire de la chancellerie de France, cité, p. 21.
- Thalereusse (Étienne ou Estevenot de), sénéchal de Carcassonne en 1473, p. 591, note a. Voyez *Estevenot*.
- Thalès. Voyez la p. 608.
- Thibaud, premier du nom, Comte de Blois, sénéchal ou grand maître de la maison du Roi sous Louis-le-Jeune et sous Philippe-Auguste, p. 273 et note a, 274 et note a, 322 et note a.
- Thibaud de Luce, évêque de Maillezaïs en 1438, p. 22, note b.
- Thibault (Martin), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
- Thibaut IV, Comte de Champagne, p. 94.
- Thouars (Vicomte de). Voyez *Ambroise*.
- Thouars (Maître François), chanoine de Tours en 1473, p. 585.
- Tilhart, Tilliart, p. 420, 463, 476, 478, 491, 539, 543, 576, 579, 597, 624.
- Tinctoris (*Nicholaus*), *Parisiensis arium facultatis magister*, anno 1473, p. 609.
- Tisoine (A.), ou Disoigne, greffier des généraux des finances, p. 20, 69, 560, 561, 563, 566, 587.
- Tonnerre (Le Comte de), p. 475.
- Torcy, Torsy (Le seigneur de), p. 151, 278, 297, 305, 445, 587. Voyez *Estouteville*.
- Torel (Jean Le), p. 174.
- Torel (Colart Le), p. 174.
- Torel Desnoy (Le), p. 174.

- Tostée, p. 581.
 Tournemine (Pierre), p. 325, note *a*.
 Tournon (Le seigneur de), p. 206, 207.
 Toustain (L.), greffier du Conseil du Roi en 1467, p. 46, 68, 69, 74, 79, 82; en 1468, p. 175, 191; en 1469, p. 207, 217, 220, 260; en 1470, p. 307; en 1471, p. 435, 444, 458; en 1472, p. 554.
 Toustain (Robert), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Tristan l'Ermite, chevalier, prévôt des maréchaux en 1470, p. 355.
 Trotet (Pasquier), juré et garde du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 475.
 Troussel (Thomas), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
 Troyes (Evêque de). Voyez *Raguier*.
 Tulieu (Robert), docteur de la faculté de droit de Paris en 1473, p. 609.
 Tunier (Clément), habitant de Cusset en 1467, p. 43.
 Tureane (Viconte de), p. 304, 505.
 Turgin (Michaud), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Turquam (Maître Jean), commissaire examinateur au Châtelet de Paris en 1473, p. 623.
 Tyboul (Ursin), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.

U

URSI (Anthonius), facultatis theologiæ Parisiensis doctor, anno 1473, p. 609.

V

- VACHER (Pierre), avocat du Roi à Montferrand en Auvergne, en 1467, p. 41, 43.
 Vaguenier (Michelet), juré et garde du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.
 Vaisette (Dom), cité, p. 167, notes *a* et *d*; 169, notes *b* et *c*; 176, note *d*; 442, note *a*; 617, note *a*.
 Valence (L'évêque de). Voyez *Crussol* (Gérard de).
 Valengelier, p. 103.
 Valles (Jo.), *Parisiensis artium facultatis magister, anno 1473, p. 609.*
 Valles (Martin), maître cordonnier à Tours en 1468, p. 163.
 Valois (Charles, Comte de). Voy. *Alençon* et *Anjou* (Charles d').
 Varennes (Guillaume de), maître chaussetier à Poitiers en 1472, p. 567.
 Varey ou Varye (Imbert de), général des finances en 1473, p. 616, note *a*.
 Varie ou Varye (Guill. de), général des finances, en 1467, p. 14, 15, 16, 24, 32, 36; en 1470, p. 302; en 1472, p. 501.
 Vassali (Magister Gauffridus), p. 22.
 Vassel (Jacquet), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.
 Vatat (Jean), docteur de la faculté de théologie de Paris en 1473, p. 609.
 Vaudemont (Le Comte de), p. 355.
 Vaussoudre (Arnould de), compagnon du métier de broderie à Paris en 1470, p. 405.
 Vayrolis (Ramundus de), écuyer du seigneur de Montauban en 1468, p. 183.
 Vedderius (Nicolaus), député de la Hanse Teutonique en 1473, p. 586, 587.
 Vente (Le sire de), p. 175.
 Vendôme (Le Comte de), p. 37, 560, 563.
 Verdun (L'évêque de), sous Louis XI, p. 209, note *g*.
 Vermandois (Le bailli de), Voir ci dessus, p. 759 et 760; et aussi les p. 786 et 793.
 Vernenchon (Guillaume), habitant de Saint-Flour en 1470, p. 299, 300.
 Vernhas, prêtre du diocèse de Rodès en 1468, p. 183.
 Venni-villa (De). Voyez *Parvi* (Stephanus).
 Viane (Le Prince de), fils aîné de Gaston IV, Comte de Foix, p. 534, note *b*; 558 et note *d*, 560, 562.
 Viane (La Princesse de). Voyez *Magdeleine*.
 Vialt (Magister Petrus), p. 390.
 Vienne (Archevêque de). Voyez *Barnino*.
 Vieux-Pont (Louis de), p. 388, 389, 390.
 Villaret, cité. Discours préliminaire, p. x et note *b*.
 Villechartre (De), greffier des généraux des finances, en 1467, p. 10; en 1470, p. 326.
 Villemur (Pons de), chevalier, seigneur de Saint-Paul, p. 561.
 Villeneuve (Pons de), p. 185.
 Viole (Maître Aignan), avocat du Roi en la justice des aides en 1470, p. 357.
 Vionnay (Simonnet de), maître pelletier à Rouen en 1462, p. 412.

Vos (Jacobus), député de la Hanse Teutonique en 1473, p. 586, 587.

Voudat (Jean), habitant de Cusset en 1469,
p. 45.

Vrayllonus et fratres ejus, p. 291.

W

Warrewick (Le Comte de), p. 335.

Y

Yorck (Duc d'). Voyez *Richard*.

Yver (Pierre), maître du métier de broderie à Paris en 1470, p. 404, 405.

FIN DU TOME XVII.



CORRECTIONS.

Page 95, ligne 4, *LXIII*; lisez *LXVIII*.

Page 96, note a, 676; lisez 672.

Page 98, note b, col. 2, ligne 1, 197; lisez 1468.

Page 129, note a, 12 mars 1469; lisez 14 mars 1468; et plus bas, titre des lettres qui suivent, lisez de *greniers à sel à Mâcon et dans plusieurs villes du Mâconnais*.

Page 135, note b, Femeur; lisez Semeur.

Page 155, la note doit correspondre à la fin des lettres du Roi. On peut voir la Table du tome XVI sur le *haut passage*, droit auquel correspond la letrine a.

Page 178, note c, de ce volume; lisez du volume précédent.

Page 183, ligne 4, *lingue*; lisez *ligni*.

Page 204, ligne 18, *soixante et sept*, et de nostre *regne le septiesme*; lisez *soixante et huit*, et de nostre *regne le huitiesme*.

Page 275, ligne 26, *accurrere*; lisez *occurrere*.

Page 276, ligne 21, effacez *servandi*; ligne 23, lisez *eligendi*, au lieu de *exigendi*.

Page 288, ligne 25, chet pour ch.^{er} [chevalier].

Page 293, ligne 4, effacez la note. Voir la p. 208, *in fine*.

Page 305, au titre des lettres du 6 juin, *Crétation*; lisez *Lettres relatives à la création qui avoit été faite*.

Page 384, note a, père; lisez frère.

Page 394, ligne 30, la letrine b doit être placée après le mot suivant.

Page 431, à la fin des lettres, *neuviesme*; lisez *dixiesme*.

Page 467, ligne 16, *perthouse*; lisez *perthuisé*.

Page 513, la ligne avant la note, *majorum*; lisez *majoris*.

Page 558, ligne 11 de la note, *Malerant*; lisez *Tal-mont*. Note e, frères; lisez fils.

Page 572, note a, ligne 10, Jacques; lisez Jean.





